

Création & Innovation

du 5 au 8 juillet 2011

Campus universitaire / Galerie des amphis
 Tramway ligne B : Arrêt «Bibliothèques universitaires»



Grenoble
 Université Pierre-Mendès-France
 Sciences sociales & humaines

Réalisation du présent recueil : Philippe Cibois

Composition graphique de l’affiche du Congrès
servant pour la couverture : Fred Schmit UPMF.
Quatrième de couverture Isabelle Pertin
ADI GRAPHIQUES

QUATRIÈME CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE

Création et innovation

Université Pierre-Mendès-France

5-8 juillet 2011

Sommaire

Schéma général du congrès	4
Introduction par Philippe Cibois, Président de l'AFS	5
Argument du Congrès « Création et innovation »	7
Liste des membres du Comité Exécutif et des responsables de RT / GT	8
Liste des RT / GT Réseaux et Groupes Thématiques	10
Programme des matinées	11
Mardi 5 Ouverture, Conférence inaugurale, Table-ronde.....	11
Mercredi 6 Etats Généraux.....	12
Jeudi 7 Sessions semi-plénières A à E.....	16
Vendredi 8 Sessions semi-plénières F à I.....	18
Résumé des interventions des matinées.....	20
Programme des RT / GT	26-79
Programme des sessions 1 à 7	80-132
Mode d'emploi des résumés.....	133
Résumés par ordre alphabétique des auteurs et coauteurs	134-447
Sommaire détaillé des RT/GT et des sessions	448

Schéma général du Congrès

Mardi 5 juillet

8h30 accueil des participants : inscriptions et café d'accueil

9h15 ouverture du Congrès

10h conférence d'ouverture et discussion

11h30 pause

12h-13h table ronde

13h- 14h30 repas

14h30-16h30 sessions 1 des RT/GT

16h30 pause-café

17h-19h sessions 2 des RT/GT

Soirée : cocktail Hôtel de Ville de Grenoble

Mercredi 6 juillet

Etats généraux de la sociologie : deux sessions en parallèle

9h-10h30 première partie

10h30 pause-café

11h-12h30 deuxième partie

12h30- 14h30 repas et diverses rencontres

14h30-16h30 sessions 3 des RT/GT

16h30 pause-café

17h-19h sessions 4 des RT/GT

19h Spectacle de « jonglerie numérique »

Soirée : repas des responsables de RT/GT

Jeudi 7 juillet

Semi-plénières A à E en parallèle

9h-10h30 première partie

10h30 pause-café

11h-12h30 deuxième partie

12h30- 14h30 repas et diverses rencontres

14h30-16h30 sessions 5 des RT/GT

16h30 pause-café

17h-19h assemblée générale de l'AFS

Soirée festive : repas buffet et spectacle des « Barbarins fourchus »

Vendredi 8 juillet

Semi-plénières F à I en parallèle

9h-10h30 première partie

10h30 pause-café

11h-12h30 deuxième partie

12h30- 13h30 repas et diverses rencontres

13h30-15h30 sessions 6 des RT/GT

15h30 pause-café

16h-18h sessions 7 des RT/GT

AFS – 2011

Introduction

Philippe Cibois, Président de l'AFS

Ce livre du 4^e Congrès, comme le congrès lui-même, est une œuvre collective dont je voudrais, à titre d'introduction, vous donner une idée de son mode d'élaboration, tant du livre que du Congrès lui-même.

Le thème, *Création et innovation*, s'est imposé rapidement du fait du choix de la ville de Grenoble comme lieu du Congrès. Ville de la recherche, ville universitaire, Grenoble garde l'empreinte de son maire de 1965 à 1983, Hubert Dubedout, qui a fait de cette ville un laboratoire d'innovation municipale.

On notera par exemple que c'est lui qui a favorisé cette innovation technique qui a consisté à reprendre l'exploitation des tramways : une innovation peut se faire en puisant dans le passé et l'exemple grenoblois a été suivi par de nombreuses municipalités.

On notera aussi que faire participer les habitants à la gestion de leur ville par le biais des GAM, groupes d'action municipaux est une anticipation des forums hybrides. La commission Dubedout des années 80 a été également une étape importante de la prise de conscience du développement social des quartiers, ébauche d'une réflexion toujours nécessaire.

Pour situer le congrès de l'AFS dans cette histoire locale, le Comité exécutif de l'AFS a donc décidé de proposer à ses membres de prendre ce thème fédérateur comme argument de ce congrès et vous trouverez plus loin le texte qui fut soumis aux RT/GT.

Les 45 RT/GT se sont mis à l'œuvre et ont permis la constitution de 350 sessions réparties en 7 tranches de 2h en parallèle, qui permettront à 1100 communications d'être présentées (c'est, à peu choses près, le même nombre qu'en 2009). De plus, 30 sessions d'organisation ou d'information auront lieu pendant les heures du déjeuner.

Ce livre regroupe donc les contributions de plus d'un millier de personnes : elles sont classées d'abord par RT/GT, puis par ordre chronologique des sessions, puis par ordre alphabétique pour les résumés de communications. Pour que tout se passe au mieux, qu'il n'y ait pas (trop) d'oublis et pas (trop) d'erreurs, le principe de *l'appropriation* a été utilisé.

Ce principe a été mis au point dans le cas des revues scientifiques par *Revues.org* (qui organise deux sessions pendant le déjeuner) dont vous connaissez les réalisations : *Calenda*, *Hypothèses* et des revues en ligne dont *Socio-logos*, la revue de l'AFS. L'idée fondamentale en est que le chercheur doit s'approprier une part de la mise en ligne des informations qu'il produit, car lui seul est à même de juger de leur cohérence, de leur exactitude, de la bonne qualité de leur présentation. Ce principe a été adapté pour la réalisation de ce livre dont vous avez pu voir, au fur et à mesure des semaines, la fabrication en ligne, intervenir pour signaler des erreurs ou omissions, voire des fautes de frappe ou des impropriétés, pratiquement jusqu'à la remise du fichier à l'imprimeur. En effet, la mise en ligne étant programmée à partir des fichiers des résumés, des adhérents à l'AFS et des salles, la fabrication du fichier d'édition n'est jamais que l'agrégation des différentes éditions en ligne par de simples copiés/collés.

Ceci vaut pour les après-midi du congrès : pour les matinées composées de la plénière du mardi et des semi-plénières des jours suivants, le travail a réuni des équipes volontaires de RT/GT, en interaction avec les membres du CE et sous leur responsabilité, et plus particulièrement de Dan Ferrand Bechmann et Florent Gaudez pour la session sur Grenoble de la plénière d'ouverture, de Philippe Coulangeon et de Sylvie Célérier pour le jeudi et le vendredi et sous celle de Florent Gaudez avec Isabelle Bourgeois,

Romain Pudal, Delphine Naudier pour les Etats généraux de la sociologie du mercredi. Les sessions du matin seront enregistrées et retransmises en direct pour certaines d'entre elles.

Il me reste à remercier tous les acteurs de la réalisation de ce Congrès, les institutions d'abord : l'université Pierre-Mendes-France qui nous accueille ; les institutions qui nous ont apporté leur soutien financier : l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, la Mairie de Grenoble, la Communauté d'agglomération Grenoble Alpes-Métropole et Sciences Po Grenoble qui nous apporte son soutien logistique ; l'équipe d'accueil animée par Florent Gaudez, vice-président de l'AFS chargé du Congrès et tous ceux qui l'ont aidé et soutenu, Pascale Ancel, Serge Dufoulon, Catherine Dutheil-Pessin, Pierre Le Quéau, Yvonne Neyrat, Pascale Trompette et en particulier Cyril Brizard dont l'investissement efficace au secrétariat local a été un soutien constant ; Catherine Déchamp-Le Roux a soutenu de toute son énergie la Charte déontologique avec une équipe qui travaille dans la durée ; Habibatou Doumbia qui a réussi à endiguer la vague des bons de commande et bien d'autres choses encore au secrétariat parisien. La réalisation des retransmissions des matinées a été suggérée par Jérôme Berthaut qui en a permis la réalisation avec Audrey Bordonné, Thomas Tagland, et les équipes de la Web télé www.canalc2.tv "Colloques et Conférences", Nicole Élisée et les services de communication de l'UPMF, Gregory Mathes, Noelle Vitry et la direction du système informatique de l'UPMF, David Clamadieu, Gaëtan Enderlé et la Direction du Système d'Information de l'UJF, Gaetan Cambra de www.telesavoirs.eu. Citons aussi Nelson Rodrigo de l'Espace de la Vie Etudiante (EVE), structure exemplaire de participation étudiante à la vie d'une université ainsi que Fred Schmitt, infographiste, auteur de l'affiche du Congrès reprise pour la présente couverture.

Merci à toutes les personnes que nous avons invitées et en particulier à Andrew Abbott dont l'année 2011 sera très tournée vers la France, qui le lui rend bien ; merci à toutes les autres qui viennent apporter à la sociologie leurs compétences. Merci à tous les membres du Comité exécutif et à tous les responsables des RT/GT sans qui ce Congrès n'aurait pas pu se tenir (on en trouvera la liste ci-après).

Pour terminer, je voudrais adresser un remerciement personnel aux très nombreuses personnes avec qui j'ai dialogué par voie électronique et qui ont toujours réagi avec rapidité à mes demandes, toujours urgentes évidemment, et enfin à Sylvie Célérier et à Florent Gaudez car nous avons réussi à former ensemble une communauté de travail efficace pour tenter de faire du bel ouvrage.

Argument 4^e Congrès de l'AFS

Grenoble 5-8 juillet 2011

Création et innovation

Aucun domaine de la vie sociale n'échappe aux processus de création ou d'innovation, formes de dynamique sociale qui ne conduisent pas forcément à des ruptures. Pendant longtemps, ces processus ont été pensés l'un sans l'autre, les sociologues discutant et précisant les nuances entre ces notions de création et d'innovation. Or, depuis quelque trente ans, les travaux sur ces thèmes n'ont cessé de (re)découvrir la création au cœur de l'innovation et l'innovation dans toute création. Pour son quatrième congrès, l'AFS suggère donc de réfléchir aux liens susceptibles de relier ces processus.

Quatre grands thèmes sont proposés à la réflexion des réseaux et des groupes thématiques :

I Innover créer, comment ?

Quels sont ceux (et ce) qui agissent au cœur des processus d'innovation et création (individus, groupes, réseaux, collectifs, institutions, modèles, actants, experts, etc.) ? Pour quels horizons (routine, banalisation, diffusion, standardisation, etc.) ? Y a-t-il des « lieux » spécifiques (pays, institutions, groupes, collectifs, etc.) de production innovante et créative ? Etc.

II Innover-créer, quelle portée ?

Les produits de l'innovation-création sont partout dans la vie quotidienne, marquant les esprits et les corps. Tous n'ont pas eu ce succès : pourquoi certains sont-ils diffusés, d'autres écartés pour, peut-être, resurgir à l'avenir ?

Parmi ces innovations, l'injonction à être, nous-mêmes, originaux et créatifs. En avons-nous toujours les moyens ? Qui en est écarté et à quel prix ?

III Innover, créer, contester

Les mobilisations et les mouvements sociaux sont eux-mêmes, à des degrés divers, innovants et créatifs. Parfois, ils s'opposent aux innovations en tant que telles, parfois ils les détournent, pour quel projet ?

IV Innover-créer, quelle politique ?

Quelle serait une approche démocratique de l'innovation ? Suffit-il qu'elle fasse place aux profanes à côté des experts, des politiques ou des savants ?

S'il existe une politique d'encouragement à l'innovation ou à la création, qui l'impulse, qui la pilote ? Comment se distinguent et s'entrelacent l'Etat, les intérêts économiques particuliers et d'autres acteurs politiques ?

Ces questions mobilisent depuis longtemps la communauté des sociologues, souvent en collaboration directe avec des acteurs sociaux engagés dans des processus d'« innovation » ou tentant de les comprendre. Elles intéressent également d'autres collègues : historiens, économistes, anthropologues, psychanalystes, psychologues, etc.

Nous vous invitons à ouvrir les débats aux différents publics de notre discipline et aux disciplines qui nous sont proches.

Comité exécutif de l'Association française de sociologie 2009-2011

Président : **Philippe Cibois** 2009-2011
phcibois@wanadoo.fr

○

- Daniel Bertaux : *Président de l'AFS, 2002-2004 et 2004-2006* : Daniel.Bertaux@ehess.fr
- Jérôme Berthaut : *chargé des relations avec la presse* : jeromeberthaut@free.fr
- Anne Bory : anne_bory@yahoo.fr
- Isabelle Bourgeois : *Comité d'Action Socio Prof CASP* : bourgeois.socio.orga@free.fr
- Catherine Déchamp-Le Roux : *chargé de la "Charte éthique"* : cdechamp-le-roux@wanadoo.fr
- Sylvie Célérier : *chargée des réseaux thématiques* : sylvie.celerier@cee-recherche.fr.
- Dan Ferrand-Bechmann : *présidente de l'AFS, 2006-2009* : bechmann.cesol@wanadoo.fr
- Louis Chauvel : louis.chauvel@sciences-po.fr
- Philippe Coulangeon : philippe.coulangeon@sciences-po.fr
- Lise Demailly : *chargée de la revue Socio-logos* : lise.demailly@univ-lille1.fr
- Marie Doga : mariedoga@yahoo.fr
- Florent Gaudez : *Vice-présidence, congrès* : florent.gaudez@upmf-grenoble.fr
- Sylvia Girel : *chargée de l'information doctorants et jeunes docteurs* : sylvia.girel@wanadoo.fr
- Pierre Lenel : lenelfr@yahoo.fr
- Claude Martin : *Vice-présidence, internationale* : Claude.Martin@ehesp.fr
- Olivier Martin : *Trésorier* : olivier.martin@parisdescartes.fr
- Karine Messenger : messenger.karine@wanadoo.fr
- Delphine Naudier : delphine.naudier@csu.cnrs.fr
- Odile Piriou : odile.piriou@lise.cnrs.fr
- Romain Pudal : romain.pudal@free.fr
- Ariel Sevilla: ariel.sevilla@wanadoo.fr

Responsables des Réseaux et Groupes thématiques 2009-2011

- Jean-Claude Barbier: Jean-Claude.Barbier@univ-paris1.fr(RT6)
- Valérie Becquet: becquetv@club-internet.fr (RT15)
- Alexandra bidet: alexandra.bidet@ens.fr (RT23)
- Anne Bory :anne_bory@yahoo.fr (RT35)
- Françoise Bouchayer : bouchayer@univmed.fr (RT19)
- Manuel Boucher: manuel.boucher@ids.fr (RT3)
- Hélène Buisson : helene.buisson@univmed.fr (RT4)
- Michel Bozon :bozon@ined.fr (RT28)
- Maryse Bresson: mbresson@nordnet.fr (RT6)
- Gerald Bronner: gerald.bronner@misha.fr (RT36)
- Valérie Caillet: cailletv@club-internet.fr (RT44)
- Vincent Caradec : vincent.caradec@univ-lille3.fr (RT7)
- Philippe Cardon: philippecardon@voila.fr (RT22)
- Christine Castelain Meunier: castelai@ehess.fr (RT39)
- Louis Chauvel: chauvel@sciences-po.fr (RT5)
- Verenne Chevalier:verene.chevalier@free.fr (RT35)
- Valérie Cohen: valeriacohen@aol.com (RT21)
- Catherine Comet: catherine.comet@univ-lille1.fr (RT26)
- Régis Cortesero: regis.cortesero@wanadoo.fr (RT44)
- Aurélie Damamme : adamamme@yahoo.fr (RT24)
- Claude Dargent: claude.dargent@sciences-po.fr (RT43)
- Antoine de raymond : antoinederaymond@yahoo.fr (RT12)
- Ainhoa de Federico:ainhoa.defederico@univ-tlse2.fr (RT26)

- Pierre Demeulnaere: pierre.demeulnaere@gmail.com (RT36)
- Jean-Luc Deshayes: Jean-Luc.Deshayes@iut-longwy.uhp-nancy.fr (RT5)
- Sophie Divay: sophie.divay@wanadoo.fr (RT1)
- Caroline Dufy: carolinedufy@hotmail.com (RT12)
- Laurence Dumoulin, Laurence.Dumoulin@isp.ens-cachan.fr (RT13)
- Jean-Pierre Durand: jpd.duran@gmail.com (RT25)
- Yves Dutercq: yves.dutercq@univ-nantes.fr (RT4)
- Francis Farrugia: francis.farrugia@wanadoo.fr (RT10)
- Yannick Fer: yannick.fer@gssl.cnrs.fr (RT43)
- Ynakel Fijalkow: yankel.fijalkow@gmail.com (RT9)
- Miranda Fiore: miranda.fiore@wanadoo.fr: (RT2)
- Charles Gadéa: charles.gadea@uvsq.fr (RT1)
- Alexandra Garabige: garabige@pouchet.cnrs.fr, (RT18)
- Alain Giami: alain.giami@inserm.fr (RT28)
- Frederic Gonthier: frederic.gonthier@iep-grenoble.fr (GT44)
- Béatrice Jacques: beatrice.jacques@u-bordeaux2.fr (RT19)
- Laurent Jeanpierre: ljeanpierre@free.fr (RT27)
- Myriam Klinger: myriam.klinger@misha.fr (RT45)
- Denis Laforgue: Denis.Laforgue@univ-savoie.fr (RT40)
- Aurélie Lamy: aurelia.lamy@univ-lille1.fr (RT37)
- Laure Bardiès: laure.b777@gmail.com (RT8)
- Sylvain Laurens: sylvainlaurens@free.fr (RT42)
- Frédéric Lebaron: flebaron@yahoo.fr (RT42)
- François Lebon: frlebon@wanadoo.fr (RT35)
- Eric Letonturier: eric.letonturier@wanadoo.fr, (RT8)
- Raphaël Liogier: r.liogier@gmail.com (RT43)
- Dominique Memmi, dominique.memmi@csu.cnrs.fr (RT17)
- Denis Merklen: Denis.Merklen@ehess.fr (RT21)
- Jean-Luc Metzger: jeanluc.metzger@orange-ftgroup.com (RT30)
- Caroline Moricot: caroline.moricot@univ-paris1.fr (RT41)
- Isabelle Moussaoui: isabelle.moussaoui@edf.fr (RT11)
- Catherine Negroni: Catherine.Negroni@gmail.com (RT22)
- Sandrine Nicourd: sandrine.nicourd@wanadoo.fr (RT34)
- Ashveen Peerbaye: ashveen.peerbaye@univ-paris-est.fr (RT29)
- Thierry Pillon: thierry.pillon@wanadoo.fr (RT23)
- Geoffrey Pleyers: Geoffrey.Pleyers@uclouvain.be (RT21)
- Cécile Prevost-Thomas: cecile.prevost-thomas@paris-sorbonne.fr (RT14)
- Romain Pudal: romain.pudal@free.fr (RT27)
- Gilles Raveneau: gilles.raveneau@mae.u-paris10.fr (RT17)
- Frédéric Rey: frederic_rey@yahoo.fr (RT18)
- Pierre Roche: roche@cereq.fr (RT16)
- Pascal Roggero: roggero@univ-tlse1.fr (RT32)
- Corinne Rostaing: Corinne.Rostaing@univ-lyon2.fr (RT40)
- Laurence Roulleau-Berger: laurence.roulleau-berger@ens-lyon.fr (RT2)
- Florence Rudolf: Florence.Rudolf@misha.fr (RT38)
- Monika Salzbrunn: monika.salzbrunn@ehess.fr (RT2)
- Sébastien Schehr: Sebastien.Schehr@univ-nancy2.fr (RT45)
- François de Singly: francois@singly.org (RT33)
- Valérie Souffron : valerie.souffron@univ-paris1.fr (RT41)
- Emmanuel Taïeb: emmanuel.taieb@iep-grenoble.fr (RT17)
- Armelle Testenoire: armelle.testenoire@univ-rouen.fr (RT24)
- Patrick Trabal: ptrabal@u-paris10.fr (RT31)
- Louis-André Vallet: louis-andre.vallet@ensae.fr (RT20)
- Cécile Van de Velde: vdv@ehess.fr (RT15)
- Rachel Vanneuville: rachel.vanneuville@wanadoo.fr (RT13)
- Jean-Philippe Viriot-Durandal, viriotdurandal@hotmail.com (RT7)
- Laurent Willemez: Laurent.Willemez@univ-poitiers.fr (RT34)

Liste des RT/GT : Réseaux et Groupes thématiques

- RT1 Savoirs, travail, professions
 - RT2 Migrations et productions de l'altérité
 - RT3 Normes, déviances et réactions sociales
 - RT4 Sociologie de l'éducation et de la formation
 - RT5 Classes, inégalités, fragmentations
 - RT6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités
 - RT7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie
 - RT8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société
 - RT9 Sociologie de l'urbain et des territoires
 - RT10 Sociologie de la connaissance
 - RT11 Sociologie de la consommation et des usages
 - RT12 Sociologie économique
 - RT13 Sociologie du droit et de la justice
 - RT14 Sociologie des arts et de la culture
 - RT15 Jeunesse, Ages de vie, Générations
 - RT16 Sociologie clinique
 - RT17 Gestion politique du corps et des populations
 - RT18 Sociologie des Relations Professionnelles
 - RT19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap
 - RT20 Méthodes
 - RT21 Mouvements sociaux
 - RT22 Parcours de vie et dynamiques sociales
 - RT23 Travail, activité, technique
 - RT24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité
 - RT25 Travail, organisations, emplois
 - RT26 Réseaux Sociaux
 - RT27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs
 - RT28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité
 - RT29 Sciences et techniques en société
 - RT30 Sociologie de la gestion
 - RT31 Sociologie du sport et des activités physiques
 - GT32 Sociologie des systèmes complexes
 - RT33 Famille, vie privée, vie publique
 - RT34 Sociologie politique
 - RT35 Sociologie de l'engagement, de la vie associative et du bénévolat
 - RT36 Théories et paradigmes sociologiques
 - RT37 Sociologie des médias
 - RT38 Sociologie de l'environnement et des risques
 - RT39 Identité - subjectivité - revendication - changement social
 - RT40 Sociologie des institutions
 - GT41 Corps, technique et société
 - GT42 Sociologie des élites
 - RT43 Sociologie et religions
 - GT44 Justice sociale et sentiment d'injustice
 - GT45 Sociologie des conflits
- Groupes de recherche
- GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique
 - GR FCQ Formation, certification, qualification
 - GR A.R.T.S Articulation-recomposition des temps sociaux

PROGRAMME DES MATINÉES DU CONGRÈS

Mardi 5 juillet 2011

Amphithéâtre Weil (voir plan au dos du livre)

9H15: OUVERTURE DU CONGRÈS

Monsieur Alain Spalanzani, Président de l'université Pierre Mendès-France

Madame Lise Dumasy, Présidente de l'Université Stendhal

Madame Dominique Rieu, Vice-présidente de l'Université Pierre Mendès-France, directrice de la SFR INNOVACS Innovation, connaissances et société

Monsieur Olivier Noblecourt, adjoint au maire de Grenoble, chargé de l'action sociale et familiale

Monsieur Pierre Demeulenaere, Directeur Adjoint Scientifique de l'Institut des Sciences humaines et sociales, CNRS

Monsieur Philippe Cibois, Président de l'Association française de sociologie

10H: CONFERENCE D'OUVERTURE

SAVOIRS : QUELS CRITERES POUR LES SCIENCES SOCIALES ?

Andrew Abbott, Professeur de sociologie, Université de Chicago

Comment définir des critères qui favorisent la connaissance et les échanges entre les savoirs ? Il semble désormais évident, et ce depuis longtemps, que la cumulativité ne peut être un critère central pour les sciences sociales. Bien que les connaissances puissent croître à l'intérieur de paradigmes locaux, et que des synthèses partielles puissent y être réalisées, ces cumulations locales se heurtent toujours à d'autres résultats eux-mêmes cumulés mais dont les présupposés sont très différents. Dans cette conférence, je présente un nombre des critères alternatifs pour étudier le processus de connaissance: esthétique, nouveauté, plénitude, pouvoir opératoire, élégance scientifique, etc. Je distingue entre les critères relatifs aux travaux individuels et les critères relatifs au processus collectif de création de connaissance. J'analyse la question de l'excellence diachronique et le défi qu'elle pose aux critères de l'excellence synchronique. Enfin, je distingue les critères relatifs aux résultats de la connaissance et ceux qui évaluent les processus de connaissance (le savoir comme nom ou comme gérondif). In fine, je conclus en montrant qu'aucune question n'est résolue, sinon celle, centrale, de l'importance desdits critères.

11H : DEBAT AVEC LA SALLE

11H30 PAUSE

12H: TABLE-RONDE

LA CITE GRENOBLOISE : UNE HISTOIRE D'INNOVATIONS

Animation : Dan Ferrand-Bechmann & Florent Gaudez

*Dans le cadre d'un congrès de sociologues sur le thème : "Création & Innovation", nous saisissons l'opportunité de la publication de l'ouvrage collectif dirigé par Daniel Bloch : **Grenoble, cité internationale, cité d'innovations. Rêves et réalités** pour engager un débat avec une partie des scientifiques contributeurs de cette publication, pour la plupart universitaires d'horizons disciplinaires diversifiés. Grenoble a été une ville innovatrice et créatrice tant du point de vue des politiques urbaines, culturelles et sociales que de l'articulation entre connaissances et société. Soulignons en particulier la relation entre l'université et les entreprises, lesquelles ont été à la source de l'accroissement démographique formidable de la cité avant que de mettre en avant des valeurs de préservation de l'environnement, d'économie sociale et solidaire, d'innovation technologique maîtrisée et de formation professionnelle.*

Participants :

Daniel Bloch (ancien président de l'Institut national polytechnique (INPG) et de l'université J. Fourier, ancien recteur d'académie, ancien directeur des enseignements supérieurs), **Patrick Criqui** (Directeur de recherche au CNRS et directeur du laboratoire d'Economie du Développement Durable et de l'ENergie (LEPII-EDDEN, UPMF)), **Gérald Dulac** (informaticien, créateur d'entreprise, élu en charge du développement économique, président du conseil de développement de c2d), **Claude Feuerstein** (Professeur de Physiologie et de Neurosciences à l'université de Grenoble, médecin au CHU de Grenoble), **Michel Hollard** (Professeur émérite d'économie à l'UPMF. Ancien directeur de l'Institut de recherche économique sur la production et le développement (CNRS - UPMF)), **Claude Jacquier** (Architecte et économiste, directeur de recherche au CNRS, UMR Triangle), **Sylviane Valdois** (Directrice de recherche au CNRS, Directrice du Laboratoire de Psychologie et Neurocognition, CNRS UMR 5105. Université Pierre-Mendès-France), **Jean-Pierre Saez** (Directeur de l'Observatoire des politiques culturelles. Chargé de cours à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, Président du Festival 38e Rugissants (musiques nouvelles)).

Humanités, Innovation et Création : Nouveaux Usages ? Nouvelles Critiques ?

9H – 10H30

Amphi 9, Galerie des amphis
(voir plan au dos du livre)

Session 1 : **MOINS D'HUMANITES... PLUS D'ÉVALUATION**  en direct et diffusé sur canalc2.tv

Animation : Isabelle Bourgeois (ICONES-CASP), Mathieu Hély (IDHE-Université Paris Ouest-Nanterre-la Défense)

Marie-José Del Volgo Psychologie - Aix-Marseille / Faculté de Médecine. Co-initiatrice de *L'appel des appels*. Elle a notamment publié (avec Roland Gori) : *L'idéologie de l'évaluation : un nouveau dispositif de servitude volontaire ?*

L'humain à l'épreuve de la norme, de l'évaluation et de la technique. Comptabiliser, chiffrer, quantifier, contrôler nos activités et les normaliser, localiser dans le cerveau, nos émotions, nos comportements rationnels ou irrationnels, est bien plus simple, plus commode, plus adéquat à notre culture de la performance et moins coûteux que l'attitude de raconter notre histoire, celle d'analyser les situations autrement que par des chiffres et des courbes. Pourtant les sciences humaines exigent un travail plus ardu que les autres sciences, « la rigueur de ces sciences n'a rien à voir avec l'exactitude du calcul » (Heidegger, 1938). Une société qui cultive les valeurs de la libre entreprise et du management, est déstructurante pour « l'humanité dans l'homme ». La technicisation du langage et de la vie avec l'évaluation comme maître-mot récuse d'autant mieux l'homme tragique, conscient de ses limites, que notre société et nos modes de gouvernement sont en opposition avec tout ce qui le fonde comme inachèvement, faiblesse, angoisse, doute, tristesse qu'on la nomme mélancolie ou dépression.

Marie-Anne Dujarier sociologue du travail et des organisations, Université Paris III-Sorbonne nouvelle / École polytechnique. Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNAM-CNRS). Elle a notamment publié : *L'Idéal au travail* (PUF, 2006) et *Le Travail du consommateur. De MacDo à E-Bay : comment nous coproduisons ce que nous achetons*, La Découverte, 2008.

Ma communication traitera de l'évaluation au travail et du travail dans les grandes organisations contemporaines. Il s'agira de montrer que les systèmes d'évaluation s'inscrivent dans une histoire moderne de la mesure des hommes et de leur activité. À partir de données empiriques, je défendrai l'hypothèse selon laquelle l'« évaluation » produit non pas des valeurs, mais des mesures et des jugements. Ceux-ci font l'objet d'une automatisation. Bien que les critiques sociales et sociologiques sur ces systèmes abondent, notamment parce qu'ils empêchent une évaluation qualitative et délibérative, ils prospèrent. Nous pouvons comprendre cet apparent paradoxe en examinant de manière compréhensive le travail réel des différents acteurs concernés : dirigeants, concepteurs des systèmes d'évaluation, cadres de proximité et évalués.

Patrick Vassort Sociologue du Sport et de la Politique, Université de Caen – CERReV. A notamment publié (avec Nicolas Oblin) : *La crise de l'Université française. Traité critique contre une politique de l'anéantissement*.

De la disparition des SHS et conséquemment des Universités. Peut-on sérieusement évoquer la disparition ou la quasi disparition des « humanités » au sein de l'Université sans évoquer la disparition de l'Université elle-même ? Autrement dit de ce qui a constitué historiquement l'Université au fil des siècles ? Étymologiquement le terme université vient du latin universitas qui signifie universalité ou totalité, mais une totalité dans toute sa diversité interne. Cet universitas est également employé au sens bas-latin de « collègue » ou de « corporation », ce qui renvoie à cette totalité. C'est cette dernière, cet univers, qui aujourd'hui est devenue la cible du capital en tant que lieu potentiel de reproduction et d'accroissement de celui-ci. Elle est également devenue cible du fait que la corporation des « savants » ou des « chercheurs de vérité » est, a priori, un frein à cet accroissement, si et seulement si cette corporation s'attache à l'accroissement de l'humanité de l'homme ou à celle de la « vie bonne ».

L'Université en tant que lieu de connaissance ou, comme le prétend Karl Jaspers, lieu de recherche de la vérité, est donc aujourd'hui en phase de mutation. Celle-ci s'effectue sur des bases managériales qui opèrent l'instrumentalisation de cette institution au mépris de sa mission première et au profit d'une marchandisation généralisée du monde, des idées, des individus.

Ainsi le management d'entreprise est enraciné par les institutions politiques nationales et internationales dominantes qui imposent les méthodes, la terminologie et les outils des VRP, des commerciaux, des économistes formés au sein des écoles de commerces les mieux réputées. Au milieu de ce tissu idéologique capitaliste et de cet entrelacs de réformes gouvernementales, se trouvent la « gouvernance », l'« innovation », l'« excellence », l'« expertise », l'« évaluation » qu'il nous faut désormais définir, analyser, conceptualiser, pour comprendre et combattre la destruction programmée de l'Université en tant qu'institution de recherche et de passage intergénérationnelle des connaissances.

Il s'agit également de montrer comment, confronter à ces outils, les Universités en tant qu'institutions d'éducation et de recherche, les enseignants-chercheurs, pris individuellement et collectivement, deviennent les modèles de la confrontation généralisée, de la lutte de tous contre tous ou comment l'Université devient un Appareil Stratégique Capitaliste (ASC) dont les sciences humaines et sociales ne sont qu'un avatar à canaliser ou à éliminer.

François Vatin sociologue du travail et sociologie économique. Université de Paris Ouest-Nanterre-la Défense - laboratoire IDHE / CNRS. A notamment publié : (avec Alain Caillé, Marcel Gauchet et als) *Refonder l'Université française*, La Découverte, 2010.

Crise de l'Université, crise du savoir ? Le mouvement social de 2009 a révélé une grave crise de l'université française, latente depuis de nombreuses années. Celle-ci se manifeste dans une chute des effectifs étudiants dans tous les cursus définis en termes de savoirs académiques: sciences "exactes" comme lettres et sciences humaines. On peut lire dans ce phénomène une expression de la tendance générale au développement d'une représentation utilitariste des études, comme du social en général. Ce n'est pas pour rien à cet égard si le mouvement de 2009 a pris la Princesse de Clèves comme icône.

Mais en rester à un tel constat serait oublier la caractéristique institutionnelle propre de l'enseignement supérieur français et les modalités particulières par lesquelles, dans notre pays, se joue cette tendance. L'Université est en effet concurrencée en France par des formations à vocation professionnelle (publiques ou privées), qui ont toutes pour caractéristique d'être sélectives à l'entrée. Le principe d'une large ouverture de l'Université permettant l'accès de tous au savoir se retourne alors contre elle, puisque ne s'y retrouve pour une large part que des étudiants dont ce n'était pas le choix et qui sont contraints à cette orientation par leur échec à l'entrée dans une filière sélective.

Sans un changement radical des "règles du jeu" dans la gestion globale de l'enseignement supérieur en France, c'est la transmission même des savoirs, c'est-à-dire de la connaissance et de la culture, qui est mise en péril, puisque la logique du dispositif exclut de fait de l'université le public étudiant le plus à-même de tirer profit de son enseignement. Mais pour contrecarrer cette tendance, il ne suffit pas de tenir des propos incantatoires. Sans doute les Humanités, et particulièrement les sciences sociales, souffrent du mépris qu'ont pour elles maints décideurs politiques, qui ont rarement connu l'Université au cours de leurs études. Mais l'enjeu est d'abord de convaincre les étudiants eux-mêmes et surtout les meilleurs d'entre eux de revenir vers l'Université pour y suivre une formation générale. Cela ne pourra se faire sans une revalorisation symbolique de l'université dans sa concurrence avec les autres cursus d'enseignement supérieur, laquelle nécessite de repenser tout l'enseignement supérieur français.

10h30-11H : PAUSE

Humanités, Innovation et Création : Nouveaux Usages ? Nouvelles Critiques ?

Les ETATS GENERAUX DE LA SOCIOLOGIE se veulent un moment de débat au sein de la communauté des sociologues. Les sessions proposent des thèmes de discussion que les interventions déclinent de différents points de vue. Elles sont brèves (10') et initient les débats (50') qui restent à la salle !

9H – 10H30**Amphi 10, Galerie des amphis**

(voir plan au dos du livre)

Session 2 : LES CONDITIONS DE TRAVAIL EN SCIENCES HUMAINES ET**SOCIALES** @ en direct et différé
sur canalc2.tv

Animation : Jean-Marc Fridlender (indépendant, CASP) & Delphine Naudier (CSU-CRESPPA-Paris 8)

Isabelle Clair et Wilfried Rault, Sociologues, chargé.e.s de recherche respectivement au CNRS et à l'INED, membres du collectif P.E.C.R.E.S. (Pour l'Etude des Conditions de travail dans la Recherche et l'Enseignement Supérieur). Ont notamment publié : *Recherche précarisée, recherche atomisée. Production et transmission des savoirs à l'heure de la précarisation*, Raisons d'Agir, 2011. <http://www.gtm.cnrs.fr/Pagesperso/clair.htm>

Présentation de l'ouvrage du collectif P.E.C.R.E.S. (Pour l'Etude des Conditions de travail dans la Recherche et l'Enseignement Supérieur), Recherche précarisée, recherche atomisée. Production et transmission des savoirs à l'heure de la précarisation, Paris, Raisons d'Agir, 2011. Invisibles et vulnérables, les précaires sont (re)devenus les chevilles ouvrières de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les années 2000 ont vu leur nombre exploser : ils représentent désormais un quart des personnels et la tendance se poursuit. Une enquête nationale lancée au cours de l'hiver 2010 par le collectif des auteurs de ce livre a mis au jour leurs conditions de travail et de vie. Comme dans d'autres mondes professionnels, la faiblesse des rémunérations et le manque de reconnaissance exacerbent les rapports hiérarchiques, brisent les individus et dégradent la qualité du travail. Les contrats courts entravent l'acquisition de compétences et contrarient une condition fondamentale de l'activité scientifique : disposer de suffisamment de temps pour faire des découvertes sérieuses. La précarisation des personnels des universités et des organismes de recherche disqualifie le secteur tout entier, portant atteinte à la production des connaissances et mettant en péril la transmission des savoirs à des millions d'étudiants.

Stéphane Lelay, CNRS, CNAM-CRTD- équipe psychodynamique du travail et de l'action

À travers l'analyse des controverses liées à la question de la souffrance au travail (qu'elle soit postulée « réelle » ou « construite »), on peut se rendre compte d'une absence de terrains d'étude directement liés au champ de la recherche, ou de manière fragmentaire. On peut légitimement s'interroger sur les causes et la nature de ce silence. Ma question de départ est finalement assez simple : les personnels de la recherche publique française sont-ils protégés contre les effets négatifs potentiellement pathogènes de l'organisation du travail ? Ne doivent-ils jamais affronter des conditions de travail à ce point dégradées ou des affects à ce point négatifs qu'ils en finissent par créer un mal-être difficilement supportable mettant en danger l'équilibre mental et physique ? C'est dans ce cadre que je souhaite contribuer à une discussion qui permettrait de mettre en œuvre une enquête systématique étudiant ces dimensions largement inexplorées du champ académique. Plus précisément, je souhaite pointer les difficultés actuellement les plus marquantes dans l'exercice des métiers de la recherche. De nombreux indices laissent en effet penser qu'une dégradation importante des conditions de travail et d'emploi commence à affecter le sens même des activités dans le champ académique. Mettre publiquement en discussion ces éléments constitue un premier jalon vers une meilleure prise en compte de la protection de la santé physique et mentale des personnels de la recherche.

Pierre Lélou, Sociologue LISE – CNRS – CNAM

A partir d'une enquête menée sur la violence dans les milieux professionnels de la sociologie (académique et praticienne), nous tenterons d'aborder la question des relations entre violence et structuration de la discipline sociologique. Quel que soit le métier de sociologue exercé, le sociologue a suivi la même formation et le questionnement sur la légitimité d'être "un sociologue" est le même. L'opacité du monde de la recherche du côté académique (fonctionnement des commissions de spécialistes, délibérations des jurys de thèse, rareté et faiblesse des espaces de controverses...) et ce qui est bien souvent perçu comme une ambiguïté des pratiques (souvent mal définies) du côté des praticiens : dans bien des cas, la pratique réelle de ce qui structure le milieu reste une boîte noire et conduit à des ressentis de violence dont il serait nécessaire de développer les formes. Ces Etats Généraux de l'AFS pourraient être l'occasion de construire un accord sur des constats et d'imaginer ensemble des pistes d'amélioration de nos pratiques.

Cédric Lomba, Sociologue au CSU-CRESPPA-CNRS/Paris 8

Depuis 2005, le financement des recherches en SHS a connu de profondes évolutions avec le développement massif de la recherche dite « sur projets » (création de l'ANR, croissance des financements européens et régionaux). Les recherches sur l'histoire des sciences sociales ont largement souligné les effets des volumes de financements et de leur organisation sur les recherches engagées. Il convient donc de demander en quoi cela a modifié la pratique de la sociologie. Je copilote avec Marie-Odile Goulet-Cazé un comité du Conseil scientifique de l'Institut SHS du CNRS (ouvert au-delà du CNRS) dont l'objet est de tenter de répondre à ces interrogations en particulier quant aux effets sur le contenu même des recherches (thèmes, méthodologies, écoles théoriques, types de productions scientifiques, etc.). Si ce comité débute à peine ses travaux, je vous propose néanmoins de présenter des données générales sur les évolutions des financements, et de poser des questions, étayées, de leurs effets sur l'emploi (notamment avec le développement massif des « post-doctorats » ou du moins des contrats courts après thèse), sur les collectifs de recherche et la division du travail d'enquête, sur l'organisation de la discussion scientifique (développement des journées d'études et colloques), sur les relations internationales, et, donc sur le contenu des recherches en sociologie.

10h30-11H : PAUSE

Humanités, Innovation et Création : Nouveaux Usages ? Nouvelles Critiques ?

Les ETATS GÉNÉRAUX DE LA SOCIOLOGIE se veulent un moment de débat au sein de la communauté des sociologues. Les sessions proposent des thèmes de discussion que les interventions déclinent de différents points de vue. Elles sont brèves (10') et initient les débats (50') qui restent à la salle !

11H – 12H30

Amphi 9, Galerie des amphis

(voir plan au dos du livre)

Session 3 : REFORMES ET ENSEIGNEMENTS EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES



Animation : Anne Bory (CLERSE-Lille 1), Serge Bernard (chercheur associé, ICOTEM-Poitiers, EXPERICE Paris 13)

Isabelle Bourgeois et Sophie Dalle-Nazébi (WEBSOURD-CASP)

Face à la crise que traverse l'université et les humanités, diverses initiatives sont menées à la fois pour poursuivre la transmission d'une posture, d'un type de questionnement et de savoirs faire propres aux sociologues, et pour ouvrir les perspectives d'emploi des étudiants de cette discipline. La création de Master Pro visant à préparer les étudiants en sociologie à travailler dans d'autres cadres que les établissements scientifiques de recherches publiques (ESRP) relève de cette démarche, de même l'organisation de débats sur la manière dont les compétences sociologiques peuvent être mobilisées dans d'autres métiers ou espaces de travail (APSE, 2010). Pourtant un divorce apparaît aujourd'hui entre les discours tenus sur le travail des sociologues non statutaires dans une ESRP et la réalité, très diversifiée par ailleurs, de leurs pratiques. Cette intervention, s'appuyant sur les échanges au sein du CASP (Comité d'Action des Sociologues Professionnels/ de Profession), est destinée à mettre en évidence et à décrire à grands traits cette diversité des statuts, cadres de travail, et postures de recherches de ces sociologues. Elle entend alimenter la réflexion sur les formations universitaires pouvant davantage préparer aux conditions d'exercice de la sociologie au milieu de non sociologues, à la fois dans leurs dimensions intervention et recherche.

Maryse Bresson Sociologue des précarités et de l'intervention sociale, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines - Laboratoire Printemps. A notamment publié : *Sociologie de la précarité*, A. Colin, 2010 (ré-ed.)

L'intervention que je propose portera plus particulièrement sur le premier axe à savoir la menace institutionnelle pesant sur les disciplines des SHS (entre autres Humanités). J'apporterai ma contribution sur ce thème à partir d'éléments d'auto-analyse de mon expérience : après l'éclatement en quatre composantes de l'UFR Sciences sociales et humanités à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines en 2010, je suis en effet devenue directrice d'une UFR des Sciences sociales, à périmètre restreint, dans des conditions difficiles de recomposition et de redéfinition des liens entre disciplines et avec les services centraux de l'Université ; ces mutations ont également eu un impact sur le projet de master « Métiers de l'enseignement et de la formation en SES », dont l'ouverture a été reportée. Dans ce contexte, je suis directement confrontée à des formes plurielles, exogènes et endogènes de mise en danger et de menace institutionnelle sur les humanités. Au-delà du témoignage, j'esquisserai des pistes pour l'analyse, à partir d'un parallèle entre les mutations observées pour les humanités dans le secteur de l'enseignement supérieur et les mutations du secteur de l'intervention sociale, qui est mon champ habituel de recherche.

Vèrene Chevalier(Sociologue en STAPS, Université de Paris 12 (dite UPEC) / Centre Maurice Halbwachs, ASES et SLR. A notamment publié : <http://www.liens-socio.org/Les-categoriees-sociales-et-leurs>, <http://www.liens-socio.org/Excellences-sportives-Economie-d>) : *Usages des sciences sociales en période de réformes.*

J'aborderai les usages des sciences sociales en période de réformes. Mon intervention assumera la posture engagée d'une sociologue, élue dans un CA d'université, sous la forme d'un témoignage adossé à une « participation observante ». A partir de la mise en regard de quelques cas typiques débattus en CA, j'illustrerai la manière dont les sciences sociales peuvent être tour à tour instrumentalisées pour accompagner ces réformes, ou récusées dès lors qu'il s'agit d'y recourir pour questionner les effets de leur mise en œuvre dans des situations concrètes. Face à une logique gestionnaire qui accapare nos savoirs, c'est leur composante réflexive qui semble s'effacer. Cette expérience donne à réfléchir sur la légitimité accordée à nos professions, du moins si l'on considère mon expérience à l'échelle concrète des transactions locales comme une sorte de révélateur généralisable à l'ensemble des usages faits de nos savoirs et de nos expertises à l'échelle macro-sociale.

Marjorie Galy, Sylvain David (APSES) : La place de la sociologie dans l'enseignement des SES au lycée.

La refonte en cours des programmes d'enseignement des SES au lycée traduit une rupture avec l'esprit fondateur de cette discipline, qui suscite une forte mobilisation dans le monde enseignant et universitaire. A la faveur d'un certain durcissement des frontières entre disciplines, en rupture avec l'esprit fondateur de cet enseignement, l'approche sociologique s'y trouve en partie reléguée. Des thèmes structurants pour la compréhension des économies et des sociétés contemporaines disparaissent en seconde, et ne sont réintroduits que très tardivement dans le cursus lycéen, comme c'est le cas des notions de classes sociales ou de culture. L'approche des questions relatives au travail et à l'emploi fait par ailleurs assez peu de cas du regard de la sociologie sur ces questions. Ces évolutions rappellent la nécessité d'un dialogue étroit entre enseignants du secondaire et du supérieur, qui tienne compte de la spécificité des démarches pédagogiques des SES et de l'enjeu qu'elles représentent pour l'avenir de la sociologie en France.

Humanités, Innovation et Création : Nouveaux Usages ? Nouvelles Critiques ?

Les **ETATS GENERAUX DE LA SOCIOLOGIE** se veulent un moment de débat au sein de la communauté des sociologues. Les sessions proposent des thèmes de discussion que les interventions déclinent de différents points de vue. Elles sont brèves (10') et initient les débats (50') qui restent à la salle !

11H – 12H30

Amphi 10, Galerie des amphis
(voir plan au dos du livre)

Session 4 : **LES SCIENCES SOCIALES DANS LA CITE**  en direct et différé sur canalc2.tv

Animation : Dan Ferrand-Bechmann (université Paris 8/CASP), Romain Pudal (IDHE-Université Paris Ouest-Nanterre-la Défense)

Sylvain Laurens, Frédéric Neyrat, Enseignants-chercheurs (Limoges)

Un droit à l'enquête ? Face aux normes morales et juridiques qui régissent le droit à la vie privée, le droit à la propriété intellectuelle, le droit d'accès aux informations personnelles enregistrées sur support numérique, le sociologue et plus largement tous les chercheurs en sciences sociales, se trouvent parfois dans l'obligation d'arbitrer entre leur droit légitime à l'enquête et les droits des personnes enquêtées. Dans le sillage du colloque de Limoges sur le droit à l'enquête (2009) et la parution de « Enquêter de quel droit ? », cette intervention se proposera de revenir sur les enjeux juridiques et éthiques soulevés par le travail sociologique. Elle sera l'occasion de faire le point sur les devoirs et les droits que peuvent faire valoir les chercheurs en sciences sociales face à une juridicisation croissante des rapports sociaux qui pourraient menacer à terme leur autonomie.


Abou Ndiaye, (ARESS), **Olivier Vasseur** (ONERA)

Quelles innovations éthiques dans les investigations sociologiques à dimension internationale ou européenne ? Le rapport mondial de l'Unesco "Vers les sociétés du savoir" insiste sur la nécessité de refonder une éthique pour orienter les sociétés du savoir en devenir, une éthique de la liberté et de la responsabilité dans la perspective d'une véritable éthique du futur. La charte européenne du chercheur indique que les chercheurs doivent adhérer aux pratiques éthiques reconnues et aux principes éthiques fondamentaux de mise dans leur(s) discipline(s), ainsi qu'aux normes éthiques étayées par les différents codes d'éthique nationaux, sectoriels ou institutionnels. Indépendamment des réflexions et travaux portant sur l'élaboration d'une charte déontologique au sein de l'Association Française de Sociologie, on peut constater que les appels d'offre européens ou de l'ANR exigent de plus en plus la prise en compte des conséquences sociétales des recherches financées et des aspects éthiques. Cette exigence de la prise en compte de la dimension éthique dans les recherches européennes implique concrètement des innovations tant théoriques que pratiques dans le domaine de l'éthique. Ces innovations sont notamment issues des réflexions communes des partenaires européens sur l'éthique, des questionnements sur l'acceptable en fonction de l'histoire culturelle et des différentes pratiques des enquêtes. Il en résulte alors une perspective controversée de construction de postures éthiques européennes. A partir de leur expérience en tant qu'experts éthiques dans un projet européen regroupant cinq pays, les auteurs proposent une discussion sur la problématique de l'implication des aspects éthiques dans la gestion des projets internationaux (européens, bilatéraux...) en sciences sociales.

Xavier Zunigo (Technologia)

La production de connaissance sous contrainte : sociologie et expertise en entreprise Les expertises pour les Comités d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de travail dans les entreprises de plus de 50 salariés font fréquemment appel à des sociologues. Ces derniers ont pour mandat de produire une connaissance objective sur l'organisation en mobilisant les outils traditionnels de la discipline (questionnaire, entretiens, observation). Cependant, le contexte de production de ces connaissances exerce une forte influence sur le travail sociologique. Les sociologues interviennent en effet dans des rapports de forces, plus ou moins conflictuels, entre direction et instances représentatives du personnel dont ils deviennent rapidement partie prenante. Ils font ainsi l'objet de tentatives d'instrumentalisations diverses de la part des deux bords. A quelles conditions la pratique de la sociologie reste-elle possible dans un univers où les enjeux pratiques l'emportent sur les enjeux cognitifs ? Quelles stratégies le sociologue peut-il déployer pour répondre à la demande sociale tout en maintenant un niveau d'exigence proche des normes de la discipline ? Quel rôle finalement joue-t-il ou lui fait-on jouer en le laissant pénétrer dans des arènes sociales difficilement accessibles à la recherche scientifique ?

A UN NOUVEL ESSOR DU CHAMP SANITAIRE : L'ENJEU DES NTIC AMPHI 10 (Galerie des amphis,

voir plan au dos)  en direct et différé sur canalc2.tv

Animation : Béatrice Jacques (université de Bordeaux), Joëlle Kivits (Société française de santé publique), Pascal Ragouet (Université Bordeaux 2)

L'objectif de cette session est de présenter les enjeux des développements technologiques pour les professionnels, les usagers et la communauté scientifique du champ de la santé. Le questionnement sur ces nouvelles technologies, sur leur usage et non usage, leur appropriation, leurs effets, est devenu indispensable pour la sociologie de la santé et la sociologie des sciences. Les intervenants alimenteront ce débat par leurs regards diversifiés, portant sur la situation française et à l'étranger.

L'arrivée des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) dans le champ de la santé est un enjeu majeur pour les systèmes de santé et le champ sanitaire en général. D'une part, en développement depuis plusieurs années, le domaine de la télémédecine montre aujourd'hui ses applications concrètes en termes de diagnostic et de soins et même de prévention. L'organisation et les pratiques peuvent s'en trouver profondément transformées. Répondant avant tout à des exigences de meilleure efficacité de l'organisation sanitaire, de réduction et de rationalisation de coûts, les NTIC viennent bouleverser à la fois la relation classique soignant et soigné et questionner les façons de faire et les compétences des professionnels et des patients (acquisition de nouveaux gestes techniques). D'autre part, l'image scientifique et médicale acquiert un nouveau statut grâce aux développements technologiques permettant une représentation et une diffusion nouvelles de la science et de la santé (images de molécules, voire d'atomes) au sein de la communauté scientifique mais également auprès du public.

PREMIÈRE PARTIE 9H-10H30 :

Claude Sicotte (Département d'administration de la santé, Université de Montréal) : *La lente diffusion des technologies de l'information et de la communication au sein des routines cliniques, organisationnelles, technologiques et clientèles dans le champ sanitaire* (voir résumé page 20)

Laurence Esterle (Cermes3-Inserm U988, CNRS UMR 8211, EHESS et Université Paris-Descartes) : *L'application des nouvelles techniques d'information et de communication au domaine de la santé et leurs implications managériales* (voir résumé page 20)


SECONDE PARTIE 11H-12H30 ::

Denise Silber (consultante, spécialiste de l'e-santé et fondatrice de la société Basil Strategies) : *Analyse actuelle des évolutions technologiques dans le champ de la santé, en France et à l'étranger*

Antonio A. Casilli (Centre Edgar Morin, IIAC UMR8177, EHESS/CNRS) : *E-santé : entre conflits sociaux et fractures sanitaires*, (voir résumé page 20)

Anne Marcovich et Terry Shinn (GEMASS) : *La révolution technologique et les images au sein des nanosciences : la place des représentations visuelles dans l'Épistémologie et dans la Communication*. (voir résumé page 21)

B CREATION ET MEDIATIONS : AUX CONFINS DES ART-TECHNIQUE-SCIENCE

AMPHI 9 (Galerie des amphis, voir plan au dos)  en direct et différé sur canalc2.tv

Animation : Florent Gaudez (Université de Grenoble), Sylvia Girel (Université de Provence-Aix-Marseille), Cécile Prévost-Thomas (Université Paris Sorbonne).

La fonction de l'imagination ne se réduit pas à la seule création artistique, elle se trouve aussi, en tant que processus cognitif, mobilisée dans les domaines scientifiques et technologiques. En sociologie, depuis C.-W. Mills, en passant par R.-A. Nisbet, on sait comment le sociologue a besoin d'imagination pour comprendre la vie sociale. Mais ces derniers se sont d'abord appuyés sur des fondamentaux (Darwin, Marx, Weber, Durkheim, Simmel, Freud, Kuhn...) qui tous ont insisté sur le fait que la démarche scientifique ne consiste pas simplement à observer, mais commence par l'invention d'un monde possible, ou d'un fragment de monde possible. L'imagination créatrice permet ainsi de produire des idées, des rêves, des œuvres tant artistiques que techniques, scientifiques ou artisanales dans tous les domaines de la vie quotidienne ainsi que l'ont montré entre autres G. Friedman, A. Gorz, M. de Certeau, H. Joas ou encore N. Alter. L'objectif de cette session est de présenter les enjeux de ces débats et avancées en particulier à travers la question des médiations entre les instances constituées par les espaces artistiques, techniques et scientifiques dans les dynamiques des processus de production-création.

PREMIÈRE PARTIE 9H-10H30 : Les processus de production-création dans les médiations Art-Technique-Science I

Bruno Péquignot (Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3, CERLIS UMR 8070 Sorbonne Nouvelle / Paris Descartes / CNRS) : *Produire du « nouveau » en arts et en sciences* (voir résumé page 21)

Bernadette Bensaude-Vincent (Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, CETCOPRA) : *L'art du composite : innovation et design en matériau*. (voir résumé page 21)

Jean-Louis Fabiani, (EHESS, Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, Central European University, Budapest) : *De la science de l'art de Giovanni Morelli au tournant neuronal en histoire de l'art* (voir résumé page 21)

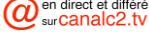
SECONDE PARTIE 11H-12H30 : Les processus de production-création dans les médiations Art-Technique-Science II

Julien Delas (Doctorant CRESSON-Grenoble) : *Une étude de la dynamique du processus de création dans le cadre du projet TICTAC : Trajectoire des Idées et Coopération des Acteurs dans la dynamique de la Création* (voir résumé page 22)

Maÿlis Dupont (CommOnEcoute) : *Apprentissage et création. Le réalisateur en informatique musicale et l'interprète dans le processus de production* (voir résumé page 22).

Jean-Paul Fourmentraux (Université Lille 3, GERIICO-CESPRA) : *Arts et Sciences : faire œuvre commune* (voir résumé page 23).

C INNOVATIONS DANS LES POLITIQUES SOCIALES : DE NOUVEAUX CONCEPTS NORMATIFS

AMPHIG (CLV, voir plan au dos)  en direct et différé sur canalc2.tv

Animation : Anne-Marie Guillemard (Paris V, EHESS) & Olivier Giraud (CNRS, CNAM-LISE)

Cette session entend faire le point sur l'apparition et l'installation d'une série de nouveaux concepts normatifs dans le domaine de l'intervention sociale depuis la fin des années 1980 : workfare, insertion, participation, droits fondamentaux des malades, activation, budget global, incitation, responsabilisation, individualisation, soutenabilité, etc. Quels sont tout d'abord ces concepts qui, au-delà des effets éventuels de la mode, se sont durablement installés ? En second lieu, jusqu'où et dans quelles conditions l'association d'un ensemble de termes nouveaux de vocabulaire correspond-elle à d'authentiques innovations, voire des créations originales, ou encore accompagne-t-elle des processus d'expérimentation sociale ? Enfin, peut-on penser que l'apparition des nouveaux concepts constitue en quelque sorte un système cognitif et normatif qui accompagne des tournants dans la construction des interventions dans le « social » ? À cet égard, on ne peut manquer de se poser la question des sources internationales ou plus nationales de ces « nouveaux concepts », mais aussi des acteurs qui ont intérêt à les propager, les légitimer, ainsi que de leurs conséquences sociales. (voir argument développé page 23).

PREMIÈRE PARTIE **9H-10H30** : introduction et discussion : **Anne-Marie Guillemard**

Jean-Philippe Viriot-Durandal (Université de Franche-Comté, Gepecs, Paris 5) & **Thibault Moulart** (F.R.S.-FNRS, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve) : *Le « Vieillessement actif » : Pour une sociologie critique de la construction des référentiels internationaux dans les politiques publiques.*

Bernard. Ennuyer (Responsable de structure) : *Dépendance » versus « Autonomie » : enjeux pour les politiques publiques.*

Hélène Thomas (CHERPA Sciences Po Aix) : *Les politiques européennes des âges élevés. Entre empowerment et activation de la citoyenneté.*

SECONDE PARTIE **11H-12H30** : introduction et discussion : **Olivier Giraud**

Jean-Claude Barbier (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne CNRS CES) : *L'eupéanisation des références normatives nouvelles des politiques sociales est-elle une réalité ? Méthodes et constats.*

Patrick Hassenteufel (Université Versailles-St-Quentin) : *La protection maladie entre conceptualisations économiques et (re)conceptualisation politique.*

Maryse Bresson (Université Versailles-St-Quentin) : *La participation, un concept éternellement réinventé.*

D LA QUESTION CLIMATIQUE SOUS L'ANGLE DE LA JUSTICE SOCIALE AMPHI 8

En abordant la question climatique sous l'angle de la justice sociale, nous cherchons à identifier comment la dénonciation d'injustices environnementales participe des recherches plus classiques sur les inégalités et les injustices sociales et de leur possible renouvellement théorique, conceptuel, politique et pratique. La session part de l'enjeu climatique : construction d'une justice climatique et de l'instauration de linéaments pour un régime climatique post carbone. Elle s'organise à partir d'un retour d'expérience de la campagne de négociation de l'Unesco, consécutivement à l'« échec » de Copenhague (2009) et de la conférence de Cancun (2010). L'objectif est d'enregistrer les différentes approches d'une justice climatique à l'échelle du monde, des États et des régions. Ce sera le point d'ancrage des contributions structurées autour de la sociologie des inégalités sociales et environnementales, de la sociologie de la justification et de la reconnaissance. La session se partage en deux tables-rondes. La première rend compte de la manière dont différents acteurs de terrain appréhendent les enjeux climatiques, la seconde articule ces témoignages à diverses conceptualisations théoriques. (voir argument développé page 23).

PREMIERE TABLE-RONDE **9H-10H30** : **Justice sociale, justice environnementale : essai de construction sociologique.**

Animation : **Philippe Boudes** (Ladyss-CNRS, ANR Trame Verte et GIS Climat Environnement Société) : **Jacqueline Candau & Valérie Deldrève** (Cemagref, Bordeaux), **Jean-Paul Bozonnet**, (IEP Grenoble).

SECONDE TABLE-RONDE **11H-12H30** : **Justice sociale, justice environnementale et changement climatique.** Animation :

Florence Rudolf (Insa-Strasbourg) : **Lydie Laigle**, (CSTB, Paris), **Chloé Vlassopoulos** (coordinatrice projet EXCLIM articulant changement climatique et migrations forcées), **Serge Dufoulon** (Université de Grenoble).

E STRUCTURES SOCIALES ET SYSTÈMES DE VALEURS AU PRISME DES ENQUÊTES INTERNATIONALES AMPHI 7

Nos deux sessions s'ouvriront sur un tour de table, chaque intervenant-e disposant d'une quinzaine de minutes et le temps résiduel étant consacré aux échanges avec la salle. La première session montre comment les enquêtes internationales permettent de saisir la complexité des relations entre les transformations des structures sociales et celles des systèmes de valeurs. La seconde illustre concrètement cette complexité à partir de divers thèmes : stratification sociale, valeurs familiales, jeunesse, religion, inégalités et travail. Elle interroge également les modalités des recherches conduites (institutions, nombre de chercheurs, diffusion des résultats, etc.), notamment le persistant déséquilibre de genre qu'on y observe.

PREMIÈRE PARTIE **9H-10H30** : **Les enquêtes internationales à l'épreuve des transformations des structures sociales et des systèmes de valeurs** Animation : Céline Belot (IEP Grenoble, PACTE) à confirmer

Pierre Bréchon (IEP Grenoble, Pacte), **Frédéric Gonthier** (IEP Grenoble, Pacte), **Dominique Joye** (Université de Lausanne, Institut des sciences sociales), **Nicolas Sauger** (FNSP, CEE)

SECONDE PARTIE **11H-12H30** : **Applications thématiques et caractéristique du champ de la recherche**, animation à préciser

Louis Chauvel (Sciences Po Paris, OSC), **Claude Dargent** (Paris 8, CRESPPA), **Olivier Galland** (CNRS, GEMASS), **Bernard Roudet** (INJEP)

F GENRE, CORPS ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES AMPHI 10 (Galerie des amphis)

Les innovations technoscientifiques sont co-construites par les rapports sociaux, en particulier par l'intersection des problématiques de sexe, de classe et de race. D'où l'importance de poser la question de la configuration et du rôle des groupes dominants dans la conception et la production de certaines technologies. Depuis une trentaine d'années, la médecine et, plus largement, les biotechnologies sont au cœur des études féministes sur la technologie. Les techniques ont en effet un rôle de premier plan dans la définition et redéfinition de ce qui définit l'humain et son identité incorporée. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment les savoirs et pratiques technoscientifiques, de la création et l'innovation à l'usage, œuvrent à la définition de la différence des sexes, à la construction du genre et à la configuration sexuée des corps.

PREMIÈRE PARTIE 9H-10H30 : Le genre des techniques: le cas des sciences biomédicales et des technologies de l'information et de la communication.

Animation: **Artemisa Flores Espínola** (CRESPPA-CSU) ; discussion : **Danielle Chabaud-Rychter** (CRESSPA-Genre-Travail et Mobilités)

Judy Wacjman (Présidente *Society of Social Studies of Science* (4S), London School of Economics and Political Science) : *Mobile Phones, Connectedness, and Work/Family Divisions* (voir résumé page 24).

Nelly Oudshoorn (Université de Twente) : *The co-construction of contraceptive technologies and gender identities of users* (voir résumé page 24).

SECONDE PARTIE 11H-12H30 : Les technologies du sexe. Corps et genre : entre normativité et innovation

Discussion : **Marina Maestrutti** (Université Paris 1, Cetcopra)

Marcia C. Inhorn (Yale University) : *Masturbation, recueil de sperme, Assistance Médicale à la Procréation : Anxiétés morales et nouvelles masculinités dans les cliniques d'AMP au Moyen-Orient.* (voir résumé page 25).

Alain Giami (Inserm, CES-U1018) : *Transformations dans la médicalisation de la sexualité : la prévention du VIH et la disparition du facteur humain* (voir résumé page 25).

G A WORLD WIDE SOCIOLOGY ? ENJEUX ACTUELS DE L'INTERNATIONALISATION DES SCIENCES

SOCIALES AMPHI 9 (Galerie des amphis)

Animation : Mathieu Hauchecorne (CERAPS-UMR 8026, CNRS, Lille2) & Étienne Ollion (CMH)

Ces dernières années ont vu une augmentation importante de la référence à l'international dans la sociologie française. La pression à la publication dans des revues étrangères comme à participer à des conférences internationales ne sont que deux aspects d'une « injonction à l'internationalisation » qui est allée croissante. Dans le cadre de ces deux séances semi-plénières, on se propose d'éclairer ces débats et de réfléchir aux formes possibles de l'internationalisation des sciences sociales, à la lumière de travaux empiriques récents consacrés au fonctionnement des espaces académique et à la circulation internationale des sciences humaines et sociales. Les travaux empiriques présentés en première partie viseront à rendre compte des rapports de force qui structurent l'espace transnational des sciences humaines et sociales et à situer les différentes traditions sociologiques nationales au sein de celui-ci. Andrew Abbott et des chercheurs francophones ayant enseigné à l'étranger ou pris part à des revues transnationales seront ensuite invités à réagir à ces présentations sur la base de leur expérience personnelle de l'internationalisation afin d'ouvrir une discussion avec la salle.

Existe-t-il aujourd'hui une sociologie « internationale » ou universelle ? Lisons-nous sous ce label les traditions sociologiques nationales dominantes ? Comment les différentes barrières linguistiques, nationales, et les rapports de force politiques et économiques qui structurent l'espace transnational des sciences humaines orientent-ils les flux scientifiques ? Les échanges scientifiques internationaux constituent-ils des échanges inégaux ? L'internationalisation passe-t-elle par la constitution d'un véritable champ scientifique transnational, ou par l'intensification des échanges entre des champs nationaux ou régionaux distincts ? À travers ces questions, on cherchera à réfléchir collectivement aux conditions d'une internationalisation féconde.

La première table-ronde rend compte de la manière dont différents acteurs de terrain appréhendent les enjeux climatiques, la seconde articule ces témoignages à diverses conceptualisations théoriques.

PREMIÈRE PARTIE: 9H-10H30 : Les traditions nationales dans l'espace transnational des sciences sociales ? Modérateurs:

Romain Pudal et Mathieu Hauchecorne

Gisèle Sapiro (CNRS-EHESS) : *La circulation internationale des livres de sciences humaines et sociales: conditions et obstacles.*

Laurent Jeanpierre (Paris-8) : *Faire des sciences sociales dans les pays du Sud : un aperçu des nouvelles conditions sociales de production et de leurs effets.* **Angèle Christin** (Princeton University), **Etienne Ollion** (CMH-ETT) : *De la sociologie en Amérique. Éléments pour une sociologie de la sociologie aux États-Unis*

SECONDE PARTIE: 11H-12H30 TABLE-RONDE: Chercheurs, journaux et institutions face à l'internationalisation

Modérateurs: Laurent Jeanpierre et Etienne Ollion

À la suite des présentations de première partie, la table-ronde vise à ouvrir une conversation autour des situations et des enjeux concrets de l'internationalisation. Parce qu'elles constituent un enjeu important de la diffusion de la recherche et jouent un rôle central dans la progression des carrières, les revues sont ici prises comme un observatoire du fonctionnement de l'espace académique et de ses transformations.

Andrew Abbott (rédacteur en chef de l'*American Journal of Sociology*), **Gisèle Sapiro** (ancienne membre du comité de rédaction de *Poetics*), **Jean-Louis Fabiani** (ancien membre du comité éditorial de *Sociologie et Sociétés* et de *Sociologies*) et **Claude Martin** (co-rédacteur en chef du journal franco-canadien *Liens social et politiques* et vice-président en charge de l'international de l'AFS). Ils ouvriront la discussion avec le public en rendant compte de leurs expériences des processus contemporains d'internationalisation.

H LE TRAVAIL DE LA MODERNITE: TEMPORALITES ET TECHNICITE

AMPHIG (CLV)  en direct et différé sur canal2.tv

Avons-nous vraiment pris la mesure des mutations qu'a connues travail ce dernier demi-siècle ? Sur quel paysage notre lente sortie de l'ère mécaniste de l'industrie ouvre-t-elle? Les activités de travail sont de plus en plus hétérogènes, le travail humain n'est plus d'abord utilisé, comme au 19^e siècle, pour sa force motrice, et il est de plus en plus difficile, même pour les gestionnaires, de le réduire à une simple quantité de temps. Comment repenser alors ces deux dimensions essentielles du travail que sont sa temporalité et sa technicité ? Nous avons convié deux auteurs pour réfléchir avec nous sur ces questions.

Hartmunt Rosa posera la question de notre rapport au temps en nous proposant de (re)penser les activités de la modernité, non plus en termes de rationalisation, mais d'accélération. Introduisant ce concept, il revisite les analyses de la production et du travail, et remet le travail au cœur de la théorie critique. Ce nouveau rapport au temps présente pour lui un risque de dissolution des attentes, des identités, et donc aussi de l'action politique. Rien de moins !

Patricia Vendramin porte le regard sur la technicité du travail, autre versant de ces mutations. L'informatisation, l'automatisation et parfois la numérisation des activités ont marqué tous les secteurs d'activités durant ce dernier quart de siècle. Comment les travailleurs font-ils avec ces milieux de travail ? Une perspective générationnelle peut être utile pour interroger les usages de ces technologies, et la façon dont s'y rencontrent les questions de l'expérience et de l'innovation technique. Nous verrons aussi ce que nous apprend la dimension du genre. Mais l'incessant renouvellement des dispositifs techniques introduit aussi de nouvelles épreuves pour tous les travailleurs. Face à celles-ci, le travail se vit-il désormais davantage au singulier ? C'est une hypothèse développée dans un ouvrage de l'auteure.

Les deux sessions veulent favoriser les échanges avec la salle et solliciter les commentaires croisés de nos deux invités. Nous leur consacrerons l'essentiel du temps imparti après une présentation des thèses respectives d'une trentaine de minutes.

PREMIÈRE PARTIE **9H-10H30** : **Un temps accéléré ?** Avec **Hartmunt Rosa** (Université de Iéna), auteur de : *Accélération. Une critique sociale de temps*, traduit à La Découverte en 2010.

SECONDE PARTIE **11H- 12H30** : **Faire et produire avec des dispositifs techniques** Avec **Patricia Vendramin** (Centre de Recherche Travail et Technologies, Fondation Travail-Université à Namur, chargée de cours à l'université de Louvain-la-Neuve), auteure en 2004 de : *Le travail au singulier. Le lien social à l'épreuve de l'individualisation*, en co-édition Academia Bruylant/L'Harmattan.

I QUESTIONS DE SECURITE AMPHI 8 (Galerie des amphis)

Animation : **Marwan Mohammed** (ERIS, CNRS-CMH)

Les régimes de traitement public des problèmes de sécurité sont en constante évolution. La gestion de l'ordre social traduit cette dialectique entre les faits, leur traitement et leur régulation. Les années 1997-2002 ont été celles du « tournant sécuritaire » - dont nous expliciterons les définitions et les modalités d'appréciation - marqué par la surenchère électorale du thème de « l'insécurité ». Depuis 2002, la France s'est engagée dans ce que certains chercheurs ont nommé une « frénésie sécuritaire » visant notamment le contrôle et la gestion de la délinquance, le fonctionnement des espaces publics et numériques, la régulation de l'immigration et le recours croissant aux nouvelles technologies. Le discours sur la sécurité prononcé en juillet 2010 à Grenoble par le Président de la République, représente, à bien des égards, un concentré de cette posture de surenchère. Rarement dans l'histoire politique de la France, une telle compilation de lois pénales et de remises en cause des libertés n'avait été si intense. Au delà de leur fréquence, cette table ronde propose de s'interroger sur ce qui inspire ces lois, leurs promoteurs et leurs critiques, mais aussi comment elles traduisent les évolutions des représentations sociales de la déviance et le cas échéant les renforcent.

PREMIÈRE PARTIE **9H - 10H30** :

Martine Kaluzynski (PACTE, IEP Grenoble) : *L'ordre contre la République ?*

Renée Zauberman (Université Versailles-Saint-Quentin. CESDIP) : *Evolutions de la délinquance et de sa prise en charge pénale.*

SECONDE PARTIE **11H-12H30** :

Emmanuel Blanchard (Université Versailles-Saint-Quentin. CESDIP), **Nicolas Fischer** (IEP de Paris, IRIS-EHESS) : *La lutte contre la mobilité et l'errance : les actualisations d'un dispositif constitutif de la pénalité moderne.*

Virginie Gautron (Université de Nantes, Laboratoire « Droit et Changement Social ») : *Les mutations de la coproduction locale de la sécurité : entre réaffirmation symbolique et disqualification pratique ? »*

UN NOUVEL ESSOR DU CHAMP SANITAIRE : L'ENJEU DES NTIC AMPHI 10 (Galerie des amphis)

Laurence Esterle (directrice de recherche à l'Inserm, Cermes3, Inserm U988, CNRS UMR 8211, EHESS et Université Paris-Descartes) : *L'application des nouvelles techniques d'information et de communication au domaine de la santé et leurs implications managériales*

La télémédecine regroupe un ensemble vaste et hétérogène d'applications des technologies de l'information et de la communication (TIC) au domaine de la santé et des soins : informations sur la santé disponibles sur le Web, échanges numérisés entre professionnels de santé grâce à la messagerie électronique, dossiers médicaux informatisés mais aussi téléconsultations, téléexpertise, téléassistance, télésurveillance..., autant d'innovations qui attirent l'intérêt des décideurs et des industriels. Pour les décideurs, la télémédecine est porteuse de solutions répondant à une demande croissante de soins face à une démographie médicale déclinante, notamment dans les territoires ruraux. Présentée comme une source potentielle d'économies, elle a été promue depuis déjà de nombreuses années et les initiatives se sont multipliées aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne. Pourtant, les nombreux bilans et rapports, réalisés en France notamment, montrent que la télémédecine ne s'est pas développée au rythme attendu par les décideurs politiques et que les échecs sont nombreux.

En dehors des considérations techniques, la télémédecine est en effet porteuse de tels changements dans l'organisation des soins, les pratiques et les savoirs médicaux, dans le positionnement du patient dans le système de soins et sa relation avec les professionnels de santé que son développement nécessite anticipation et appropriation par les acteurs. L'histoire montre toutefois que de nombreuses initiatives ont été décrétées et planifiées dans la méconnaissance des reconfigurations sociotechniques qu'elles sont susceptibles d'entraîner. L'échec du dossier médical personnel (DMP) en France au début des années 2000 en est l'illustration exemplaire. En contrepoint, depuis quelques années, des produits et services adaptés aux besoins des usagers se développent sous le portage de professionnels de santé accompagnés par les industriels. Notre propos sera de présenter au-delà de la diversité des dispositifs de télémédecine, les changements socio-organisationnels que celle-ci est susceptible d'apporter. Nous illustrerons par l'exemple d'initiatives nationales ou, à l'opposé, locales, comment ces changements ont pu être négligés ou, au contraire, intégrés dans la démarche de développement et d'implantation. Au final, des enseignements en termes de *gestion de projets en télémédecine* pourront être esquissés.

Claude Sicotte (Professeur, Département d'administration de la santé, Université de Montréal) : *La lente diffusion des technologies de l'information et de la communication au sein des routines cliniques, organisationnelles, technologiques et clientèles dans le champ sanitaire*

A priori, les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent des fonctionnalités intéressantes pour améliorer les pratiques cliniques dans le champ sanitaire. Toutefois, les expériences terrain montrent, de façon répétée, la difficile pénétration de ces technologies dans l'univers clinique. Comment peut-on expliquer la diffusion ralentie de ces technologies au sein de nos systèmes de santé ? Cette présentation propose de mobiliser un matériel empirique riche et diversifié couvrant plusieurs applications de ces technologies qui visent à favoriser une pratique clinique à distance dans le domaine de la télémédecine et de la télésanté. Ces expérimentations se sont déroulées au Québec lors de ces dix dernières années. Les technologies analysées couvrent la téléconsultation, les télésoins, la télésurveillance à domicile, l'informatique mobile ainsi que la mise en place de réseaux d'échange de données cliniques visant à assurer une meilleure continuité des soins à chaque patient. Certaines expérimentations visaient aussi à favoriser l'implication personnelle des patients. L'analyse croisée de ces expériences permet de mieux comprendre les nombreux défis que rencontre la diffusion de ces technologies en mettant en évidence une série d'enjeux constants qui viennent d'un projet à l'autre limiter l'adoption de ces technologies et freiner l'atteinte de bénéfices qui sont souvent promis trop allègrement.

Antonio A. Casilli (Centre Edgar Morin, IIAC UMR8177, EHESS/CNRS) : *E-santé : entre conflits sociaux et fractures sanitaires*

Une complexité sociale grandissante entoure la transition de la « médecine de chevet » à l'e-santé. Nous ne sommes pas en train d'observer un processus linéaire, mais un concert de voix discordantes, un champ de tensions. L'application des technologies communicantes et des dispositifs mobiles au domaine de la biomédecine sous-entend un ensemble de revendications d'autonomie de la part des sujets impliqués dans les échanges informatisés orientés santé. Surtout, les communautés de patients du Web restituent de façon originale un ensemble de conflictualités entre institutions médicales et savoirs profanes du corps. Issues des contestations de la médecine institutionnelle des années 1980 et des collectifs de « résistance civile électronique » où les premiers hackers mettaient leurs compétences informatiques au service des malades exclus des soins par des systèmes de sécurité sociale de plus en plus dysfonctionnels, les forums de discussion santé ou les applications participatives de la « médecine 2.0 » actuelle sont encore animés par un refus très marqué de la médiation médicale. Dans le contexte qui se dessine, les médecins ne seraient plus qu'une ressource parmi d'autres, concurrencés par les communautés épistémiques à la Wikipédia, les groupes d'entraide en ligne et les bases de données « open ». Mais, de manière paradoxale, la démocratisation croissante des usages numériques ne va pas sans soulever plusieurs interrogations quant aux biais qu'elle peut introduire dans l'accès aux soins. La question des inégalités en matière de santé reste plus que jamais ouverte. Un déplacement progressif des scènes de l'exclusion et de l'isolement social pourrait s'opérer si la « fracture numérique » finissait par recouper une « fracture sanitaire » entre usagers ayant accès à de l'aide en ligne et à de l'information de qualité et des couches de population progressivement évincées de cette démarche d'« empowerment » des malades. Le risque est que les usages numériques contribuent à exacerber ces inégalités.

Anne Marcovich et Terry Shinn (GEMASS) : *La révolution technologique et les images au sein des nanosciences : la place des représentations visuelles dans l'Épistémologie et dans la Communication*

L'avènement de la recherche à l'échelle nanométrique s'ancre dans une nouvelle épistémologie et s'est accompagnée de nouveaux liens au sein des communautés scientifiques et avec la culture au sens plus large. Cette épistémologie et ces nouveaux liens culturels et sociaux s'appuient largement sur la production des images au sein des domaines scientifiques concernés. Cette production d'images s'est massivement développée grâce à deux formes de technologies nouvelles, d'une part la microscopie à champ proche, comme le Scanning Tunnelling Microscope (STM) et d'autre part, la diffusion très large de l'informatique, ces deux technologies donnant accès de façon massive et routinière à des représentations visuelles de molécules et même d'atomes par exemple. Cette épistémologie fondée à la fois sur les images et l'argumentation scientifique ouvre sur des formes de validation inédites. Ces images engagent de plus des pratiques et des stratégies de communication au sein de la science et vers le public.

B CREATION ET MEDIATIONS : AUX CONFINS DES ART-TECHNIQUE-SCIENCE, AMPHI G (CLG, voir plan dos du livre)

« Une démarche scientifique se caractérise par le fait qu'en trouvant de nouveaux objets elle développe de nouvelles méthodes. Exactement comme la forme en art se caractérise par le fait qu'en conduisant à de nouveaux contenus elle développe de nouvelles formes. C'est seulement pour un regard externe que l'œuvre d'art a une forme et une seule, et que le traité a une méthode et une seule. »

Walter Benjamin
Paris capitale du XIX^{ème} siècle
Ed. du Cerf, 1989. p. 490.

Bruno Péquignot (Professeur à l'Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3, Directeur de l'U.F.R. Arts & Médias, membre du CERLIS UMR 8070 Sorbonne Nouvelle / Paris Descartes / CNRS, bruno.pequignot@univ-paris3.fr) : *Produire du « nouveau » en arts et en sciences.*

Le processus de « création », c'est-à-dire de production d'un « nouveau » en arts comme en sciences peut être décrit, à partir des déclarations des uns ou des autres, selon des modalités similaires. Quelque chose de l'ordre d'une intuition, d'une idée qui vient, Einfall, disait Sigmund Freud, puis sa mise à l'épreuve théorique et empirique, dans une expérimentation ou une réalisation, suivie d'une confrontation au public des pairs en sciences, des experts (galeristes, collectionneurs, critiques, etc.) en arts. La question qui sera abordée dans cette intervention portera sur les conditions d'émergence de cette « intuition », c'est-à-dire de ses rapports avec les acquis précédents, les expériences passées, la mémoire collective. De quoi procède-t-elle ? Et quelles sont les conditions d'émergence de cette « idée qui vient » ?

Bernadette Bensaude-Vincent (Professeur à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Directrice du CETCOPRA (Centre d'Etude des Techniques, des COonnaissances et des PRAtiques) bensaude@club-internet.fr) : *L'art du composite : innovation et design en matériaux.*

Jadis traité comme condition préalable à tout projet technique ou artistique le matériau est devenu depuis quelques décennies un objet de design. L'essor des matériaux composites depuis les années 1970-80 se traduit par le concept de matériau sur-mesure, création singulière, voire unique. Après un rapide historique de cette évolution, on présentera les nouveaux modes d'innovation en matériaux et le rapport à la matière qui s'esquisse et s'accroît dans les nanotechnologies.

Jean-Louis Fabiani (directeur d'études à l'EHESS Paris, Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, Central European University, Budapest, fabiani@ehess.fr) : *De la science de l'art de Giovanni Morelli au tournant neuronal en histoire de l'art.*

Peut-on arracher le discours sur l'art au domaine des humanités et traiter les objets esthétiques comme des choses ? Dans leur majorité, particulièrement en France, les sociologues de la culture ont cru bon de se mettre à distance du danger positiviste en réactivant la vieille posture du connaisseur. La sociologie des œuvres est pour une bonne part la sociologie des œuvres qu'on aime : l'une tripote honorablement le saxo-tenor, elle deviendra sociologue du jazz. L'autre a pris des cours de flamenco dans le cadre d'une salle municipale, il deviendra anthropologue du duende. Au cours du dernier quart de siècle, la sociologie des arts s'est culturalisée et dé-technicisée. Elle est devenue l'une des manifestations de l'impératif qui consiste à être soi-même, y compris dans ses objets de recherche. Dans le cadre d'un test aveugle, il serait quelquefois difficile de distinguer nos productions de celles de spécialistes de littérature ou d'études culturelles. Le rêve d'une science de l'art telle que Giovanni Morelli l'avait proposée en constituant des critères stabilisés d'identification formelle nous paraît appartenir au passé. En histoire de l'art au contraire, discipline tardivement professionnalisée et longtemps attachée au modèle culturel et social du connoisseurship, la maîtrise d'outils techniques et la perspective d'une neuroscience de l'art sont devenues incontournables. Le connaisseur est pris pour ce qu'il est : un amateur qui se trompe souvent, comme l'illustre Bernard Berenson, et il convient de

l'équiper d'une technologie qui lui évite les déboires de l'attribution fautive. Science, technique, art : la neuro-art history propose une liaison inédite entre ces trois éléments que le sociologue ne doit pas ignorer, mais évaluer et affronter.

Julien Delas (Doctorant en architecture au laboratoire CRESSON à Grenoble en contrat pour la recherche TICTAC avec le LISST à Toulouse Mail : delas.j@grenoble.archi.fr) : *Une étude de la dynamique du processus de création dans le cadre du projet TICTAC : Trajectoire des Idées et Coopération des Acteurs dans la dynamique de la Création.*

L'objectif du projet TICTAC est d'analyser les éléments objectifs et subjectifs qui déterminent la dynamique du processus de création depuis sa naissance jusqu'à sa mise en public. Pour cela, nous avons étudié scientifiquement à la fois l'évolution des idées, des artefacts et la coopération des différents acteurs au cours de l'élaboration d'une création développée dans le contexte de l'initiative Garage. Cette dernière consiste à ouvrir dans le LITUS (Laboratoire Innovation Technologique centrée UtilisateurS) un espace de fabrication d'objets technologiques (installations, maquettes, démonstrateurs, prototypes...) ayant un caractère artistique, poussé par la seule créativité des ingénieurs qui travaillent dans le pôle MINATEC, qu'elle soit spontanée ou stimulée. C'est donc une histoire microscopique des idées tout au long d'un projet de création que nous sommes en train de faire, en considérant ces idées comme la médiation effective d'une interaction permanente entre les acteurs et les différentes formes matérielles de cette élaboration.

Dans cette communication, nous allons tout d'abord présenter le projet de recherche TICTAC. Il s'agira ensuite de montrer les dynamiques du processus de création, et ce à différentes échelles. À l'échelle du projet dans son ensemble, nous avons été sensibles à un ensemble de contextes qui traversent la dynamique de l'innovation, faisant apparaître des logiques organisationnelles et économiques qui accompagnent le processus de création (moyens matériels et humains pour le développement de la maquette, choix technologiques en amont...) et qui viennent parfois façonner directement la dynamique du projet. Toutefois, ces dynamiques sont rapidement discutées et les partenaires cheminent vers le déroulement d'une journée créativité susceptible de permettre la définition d'un nouvel objet.

Dans le cadre de la journée créativité qui a réuni tous les partenaires du projet pour la définition d'un nouvel objet, c'est une autre échelle de la dynamique du processus de création sur laquelle nous nous sommes penchés, dévoilant ainsi les lignes de force qui ont fait tendre le groupe du projet vers un objet précis. Il s'agit ici d'être dans une démarche microsociologique qui tente de démêler les raisons du choix d'une « balle qui fuit quand on l'approche » comme objet à réaliser dans le cadre de ce projet. Finalement, nous montrerons comment s'articulent ces échelles et comment les dynamiques des idées et celles des techniques s'entremêlent. Les idées proposées dans le cadre de ce projet témoignent d'une grande richesse et prennent progressivement (et difficilement) en compte la dynamique technique de la même manière que la dynamique technique prend progressivement en compte les idées comme solutions techniques. C'est-à-dire qu'au fur et à mesure des avancées techniques (et donc organisationnelles également, comme dit plus haut), le champ des possibles paraît se réduire alors même que la trajectoire technique paraît prendre en compte les idées formulées en amont. Le cœur de l'intervention consistera alors à expliciter cette réciprocity.

Maylis Dupont (diplômée de l'ENS Cachan en sciences sociales, docteure de l'Université Lille 3 en sociologie et musicologie, Fondatrice et dirigeante de la société *CommOnEcoute*, Chargée de cours à Sciences Po Paris, maylis.dupont@gmail.com) : *Apprentissage et création. Le réalisateur en informatique musicale et l'interprète dans le processus de production.*

L'IRCAM, ou Institut de Recherche et Coordination Acoustique / Musique, est un lieu précieux pour qui cherche à comprendre les processus de production / création à l'articulation entre art, technique et science, cette articulation y valant programme depuis la fondation de l'Institut par Pierre Boulez, dans les années 1970. Elle se trouve effective dans chacune des nouvelles productions programmées, qui supposent le travail conjoint, souvent renouvelé dans le temps, de compositeurs, de chercheurs, d'ingénieurs en informatique musicale et d'interprètes.

Si les enjeux, les outils, les « épreuves », les modes d'évaluation et de résolution diffèrent a priori pour chacun de ces acteurs, ils s'ajustent de facto dans le cours d'une production, au moins partiellement et provisoirement, suffisamment cependant pour assurer avec félicité ce qu'il est convenu d'appeler la « création ».

L'intervenante prendra appui sur le matériau vidéo et les nombreuses traces rassemblées au fil d'une enquête de deux ans au cœur de l'Institut pour interroger ces moments de transition – transaction dans le cours de l'action. Elle prêtera une attention particulière à deux figures elles-mêmes « hybrides » : celle du réalisateur en informatique musicale, à l'interface entre recherche et création ; et celle de l'interprète, à l'interface entre technique et création (dans de telles productions).

Jean-Paul Fourmentraux (Maître de Conférences à l'Université Lille 3 Charles de Gaulle - Laboratoire GERIICO. Chercheur associé au CESPRA (Centre d'études Sociologiques et Politiques Raymond Aron, EHESS Paris jean-paul.fourmentraux@ehess.fr) : *Arts et Sciences : faire œuvre commune*

L'art numérique engage différentes contributions, scientifiques et artistiques, qui instaurent un morcellement de l'activité créatrice et des modes pluriels de désignation de ce qui pourra « faire œuvre ». Le suivi ethnographique de projets et de situations concrètes de coopérations entre chercheurs et artistes peut permettre de saisir, en actes, ces mutations du travail de création. Nous verrons notamment comment ces collaborations interdisciplinaires parviennent, ou ne parviennent pas, à placer « l'œuvre d'art » au cœur d'une *négociation* entre des acteurs et des visées hétérogènes : - entre l'activité créatrice, polyphonique, qui désignera tour à tour le produit du travail comme une œuvre d'art, une innovation logicielle ou un algorithme informatique ; vers l'épreuve de validation qui exigera néanmoins une stricte réattribution de ces fruits du travail collaboratif, à la fois concurrentiels et coordonnés, *l'œuvre*, les *programmes*, *interfaces* et *images* innovantes dont les statuts et

les carrières sociales sont redéfinis. Ma communication proposera d'interroger ces différents régimes d'appropriation des coproductions en art numérique, en soulignant les déplacements engendrés sur les traditionnelles notions d'œuvre (d'art) et d'innovation (industrielle). Différentes études de cas tirées d'une thèse de sociologie et d'un post-doctorat au CNRS mettront en perspective l'invention de nouveaux régimes de « fragmentation des œuvres » et de « distribution d'auteur », adaptés à la paternité collective d'un travail qui se traduit en de multiples externalités et qui peut donner lieu à des évaluations et valorisations hybrides. Selon quelles conditions la production peut-elle être modulable, façonnée différemment selon le marché (scientifique, artistique ou industriel) auquel elle est destinée? L'écologie de l'art numérique, qui met en avant tel ou tel aspect de la production, selon le contexte, repose en effet la question de l'œuvre (scientifique et artistique) « comme un tout cohérent et inaltérable » ? En articulant ethnographie de la conception et analyse des mécanismes de circulation des œuvres, il s'agira d'appréhender ces mutations du travail entre arts et sciences.

C INNOVATIONS DANS LES POLITIQUES SOCIALES : DE NOUVEAUX CONCEPTS NORMATIFS

AMPHI8 (Galerie des amphis)

Argument développé de la session

Les interventions de l'État dans les domaines où il acquiert une légitimité d'action donnent lieu à des constructions collectives auxquelles concourent de nombreux acteurs de la société. Les politiques sociales, les questions sociales pertinentes à un moment donné, plus généralement, sont formulées dans un vocabulaire portant une variété de significations collectives ; il s'agit sans nul doute de « construction sociale ». Très souvent, ces constructions s'accompagnent de la création de *nouveaux concepts normatifs*. À l'origine inventées et utilisées par des acteurs identifiables, ces expressions en viennent à symboliser, pour le débat comme pour la construction de programmes et de politiques et leur mise en œuvre, les contours d'une question, les valeurs qui y sont associées, les modes d'action et de gestion. Elles font évidemment partie des « référentiels » des politiques. Ainsi naît par exemple la « social security » d'une expression originelle de W. Churchill, en 1908, reprise aux États-Unis dans les années 1930 pour le lancement du programme le plus ambitieux de Roosevelt et finalement atterrie en France après la Deuxième Guerre mondiale. Le mot désignera ensuite bien des régimes de protection sociale à travers le monde.

L'invention se fait toujours dans un milieu potentiellement international, et cela depuis bien longtemps, comme le montre l'exemple de la « Sécurité sociale ». Cependant, de façon plus contemporaine, de nouveaux processus ont lieu, traversant les frontières, et occupent en particulier la communication dans des forums spéciaux, au niveau de l'Union européenne. L'influence internationale ne peut cependant être présumée par principe, et n'en reste pas moins toujours à objectiver, ce qui est souvent très ardu sur le plan méthodologique. Cela pose en particulier la question du vocabulaire et des langues, y compris l'anglais international, qui est une lingua franca. Pour autant, la circulation accrue des idées n'empêche pas la création de concepts normatifs qui soient originaux et exempts d'influence de l'anglais international. C'est le cas en France, à des époques bien différentes de l'assistance publique, d'un côté et, de l'autre, de l'insertion et de l'exclusion.

Le congrès de 2011 de l'A.F.S. invite à la réflexion sur « Création et innovation ». La séance proposée, qui associe les réseaux RT6 (Politiques sociales, protection sociale et solidarités) et RT7 (vieillesse, vieillissement et parcours de vie) entend faire le point sur l'apparition et l'installation d'une série de nouveaux concepts normatifs dans le domaine de l'intervention sociale depuis la fin des années 1980.

Quels sont tout d'abord les concepts (par exemple: workfare, insertion, participation, droits fondamentaux des malades, activation, budget global, incitation, responsabilisation, individualisation, soutenabilité, inclusion active, vieillesse active, droits et obligations, parcours de vie, trajectoires, maîtrise médicalisée, autonomie, investissement social, dépendance, taux d'emploi, évaluation des politiques, employabilité, etc.) qui, au-delà des effets éventuels de la mode, se sont durablement installés ? En second lieu, jusqu'où et dans quelles conditions l'association d'un ensemble de termes nouveaux de vocabulaire correspond-elle à d'authentiques innovations, voire des créations originales, ou encore accompagne-t-elle des processus d'expérimentation sociale ? Enfin, peut-on penser que l'apparition des nouveaux concepts constitue en quelque sorte un système cognitif et normatif qui accompagne des tournants dans la construction des interventions dans le « social » ? À cet égard, on ne peut manquer de se poser la question des sources internationales ou plus nationales de ces « nouveaux concepts », mais aussi des acteurs qui ont intérêt à les propager, les légitimer, ainsi que de leurs conséquences sociales.

D. LA QUESTION CLIMATIQUE SOUS L'ANGLE DE LA JUSTICE SOCIALE AMPHI9 (Galerie des amphis)

Argument développé de la session

Le croisement des travaux propres à la justice sociale et environnementale s'impose incontestablement à notre communauté constituée de sociologues et de spécialistes des sciences sociales en général rassemblés au congrès de l'AFS à Grenoble en juillet 2011. Cette « urgence » est portée par différents constats : l'importance qu'ont pris Outre-Atlantique les questions de la justice environnementale au côté des inégalités sociales et raciales, d'une part et l'importance qu'ont pris les travaux de philosophie et de sociologie politiques autour de la question de la justice Outre-Atlantique, ainsi qu'en Allemagne dans le champ de la sociologie critique, mais aussi en France au côté des travaux consacrés aux injustices au travail et à l'école, notamment, mais aussi dans le sillon de la sociologie morale, d'autre part. Ce cadre théorique et institutionnel, esquissé très brièvement ici, est l'expression de transformations qui invitent à la formulation de nouveaux principes de réflexion et d'action.

L'environnement apparaît, du point de vue du RT 38 « Sociologie de l'environnement et du risque », comme une des transformations motrices de cette dynamique générale. Selon une autre formulation, nous dirons que le RT 38 se propose d'observer l'expression de sentiments d'injustice à partir d'une cause environnementale qui bouleverse les cadres de réception, de représentation et de prise en charge par l'action des problèmes sociaux en général.

Le changement climatique sera à l'honneur de la cause qui nous relie pour penser la justice sociale à l'ère d'une interdépendance planétaire accrue et d'un état d'anthropisation extrêmement poussé (au point qu'il a été proposé de considérer notre entrée dans une nouvelle ère géologique, après l'Holocène, qualifiée d'anthropocène par Paul D. Crutzen 2002 dans la revue *Nature*). Le changement climatique nous intéresse parce qu'il questionne les rapports sociaux au sein des sciences, entre les sciences et leurs publics et qu'il interroge les conditions de la démocratie à notre époque. Il sollicite notre intérêt parce qu'il questionne l'impact de nos modes de vie et de consommation à différentes échelles de nos établissements humains et territoriaux (à l'échelle de nos villes, de nos États nation, de nos constitutions transnationales et à l'échelle des rapports Nord-Sud). Il nous interpelle en ce qu'il met en scène différents types de mobilité (mobilités choisies et valorisées et mobilités sous contraintes, dévalorisées, criminalisées). Le changement climatique nous semble pertinent, enfin, pour traiter de ces questions parce qu'il confirme la thèse de la société du risque désormais ancienne d'Ulrich Beck selon laquelle les questions environnementales bouleversent les frontières administratives, culturelles, sociales, symboliques et territoriales sur lesquelles notre monde et notre univers conceptuel en sociologie s'était établi. Cette proposition ne signifie pas pour autant l'effondrement des frontières, mais des perturbations qui appellent des bricolages, voire des remaniements, entérinés par de nouvelles stabilisations.

En abordant la question climatique sous l'angle de la justice sociale, nous chercherons à identifier comment la dénonciation d'injustices environnementales participe des recherches plus classiques sur les inégalités et les injustices sociales et de leur possible renouvellement théorique, conceptuel, politique et pratique. Nous aborderons la question des inégalités sociales et environnementales pour interroger la construction de vulnérabilités sociales et environnementales dans leur rapport avec l'expression collective de sentiments d'injustices et de revendications. Ce questionnement se déploiera notamment autour des processus d'identification et de qualification des dommages (sociaux, environnementaux, réversibles, irréversibles, etc.), leur intégration dans des configurations ou faisceaux de causes et d'imputation de responsabilités.

C'est cet essor que nous souhaitons relayer par l'organisation d'une séance semi plénière, structurée autour des questionnements suivants et d'une organisation *ad hoc*. Ces propositions, dont l'énumération n'a rien d'exhaustif, seront appuyées par l'exemple des politiques d'atténuation de la production des gaz à effet de serre et les politiques d'atténuation des effets ou phénomènes extrêmes engendrés par le changement climatique. Cette distinction est une illustration parmi d'autres des inductions possibles des manières de poser un problème en termes de construction de la justice sociale et environnementale. Cette construction demeurant in fine suspendue à l'établissement de scènes de négociation sociale. Ces dernières sont en effet incontournables en raison de la constitution démocratique de notre société, de la reconnaissance du pluralisme des mondes sociaux et des rapports au monde qui les sous-tendent. Car les propositions avancées comme des solutions demeurent tributaires de leur réception sociale, pré requis de leur efficacité.

La reconnaissance des formes de vulnérabilité sociales et environnementales, en vue de leur dissolution, voire d'une atténuation de leurs effets passe enfin par l'étude des effets d'agrégation de ces dernières, que ce soit sous la forme d'identification de populations ou de territoires (inégalités et vulnérabilités territoriales) particulièrement exposés et sensibles, c'est-à-dire subissant les retombées négatives du développement. La recherche d'équilibre entre des activités, des territoires et des populations mobilise différentes dimensions de l'idée de justice. Cette dernière peut en effet être appréhendée à travers le pluralisme des valeurs ou l'économie des grandeurs, à travers les questions de la redistribution des biens, des services et des « capacités » et de la réparation des dommages (justice distributive) ainsi que par l'identification des procédures susceptibles de permettre l'émergence et l'organisation de porte-paroles au service des causes en compétition. La publicisation des causes et la recherche de leur représentation la plus adéquate possible afin qu'elles soient débattues et entendues dans leur complexité et prises *in fine* en charge d'une manière la plus acceptable possible, dépendent en effet de tous ces moments.

F GENRE, CORPS ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES AMPHI 10 (Galerie des amphis)

Judy Wajcman : *Mobile Phones, Connectedness, and Work/Family Divisions*

While much writing on the mobile phone has not considered gender, there is a widespread assumption that mobile phones dissolve the boundaries that separate work and home, extending the reach of work. This talk presents data from a purpose-designed survey that studied the social practices surrounding mobile phone use. Rather than being primarily a tool of work extension, or even a tool that facilitates work/life balance, I show that the main purpose of mobile phone calls is to maintain continuing connections with family and friends. I speculate about the extent to which telephoning is still a form of gendered work in this era of new information technologies.

Nelly Oudshoorn : *The co-construction of contraceptive technologies and gender identities of users*

In the twentieth century most attention in reproductive medicine, including the development of contraceptives, has been focused on women rather than men. Explanations for this asymmetry usually rely on essentialist views of gender, technologies, and bodies. This lecture aims to go beyond these kind of explanations. Adopting a constructivist approach to technology and

gender, I view the gender gap in contraceptive technologies as a reality created in practice, rather than a reality rooted in nature. The currently available contraceptive technologies exemplify the argument that 'technology is hardened history', hardened in a literal sense: the asymmetry in contraceptive discourse is materialized in institutions, medical professions, laboratory techniques, chemicals, and pharmaceuticals. Overcoming the gender gap in contraceptive technologies therefore requires hard work. In my lecture I will discuss the social and cultural work involved in developing a technology that challenges dominant cultural narratives, particularly those of hegemonic masculinity. The development of new contraceptives for men not only depended on the creation of new infrastructures; it also required the mutual adjustment of technologies and gender identities. In the development of new contraceptives for men, the construction of masculinities is at the forefront of the design. Technological innovation thus becomes a process of designing technology and masculinity.

Marcia C. Inhorn : *Masturbation, Semen Collection, and Assisted Reproduction: Moral Anxieties and Emergent Masculinities in Middle Eastern IVF Clinics*

In the Middle East, ambivalence toward masturbation and semen collection is the result of Islamic religious mores, which regard masturbation as disdainful and semen as defiling. Religiously based injunctions against masturbation as a legitimate, healthy form of male sexuality mean that masturbation may be inherently guilt-producing for many, if not all, Muslim men. Some Muslim men attribute their own infertility to the “damage” of youthful masturbation. In Middle Eastern societies where masturbation is considered “taboo,” requests to perform masturbation in IVF clinics are considered inherently shameful, causing great moral and emotional discomfort for some men. Therefore, when men are asked to masturbate “on demand” as part of assisted reproduction regimes, some Muslim men bring their moral anxieties about masturbation with them, and are therefore unable to produce critically important semen samples. In these cases, painful sperm aspirations directly from the testicles are often required. Having said this, men’s masturbation is now accepted as a routine part of assisted reproduction in the Middle East, and is one of many practices signifying men’s “emergent masculinities,” or newly embodied ways of being men. Although masturbation may be viewed as zina in Islam, millions of Muslim men are masturbating out of medical necessity, and some are even embracing the idea of masturbation as a healthy, pleasurable, and guilt-free form of male sexuality. In short, emergent masculinities in the Middle East now include masturbation, especially on the way to becoming ART fathers.

Alain Giami : *Transformations dans la médicalisation de la sexualité : la prévention du VIH et la disparition du facteur humain.*

Transformations dans la médicalisation de la sexualité : la prévention du VIH et la disparition du facteur humain. La prévention du VIH peut être considérée comme l'une des principales formes de la médicalisation de la sexualité mise en oeuvre au cours du 20^{ème} siècle. « En l'absence de vaccins et de traitements », c'est la surveillance et le changement des comportements sexuels qui ont constitué les principales dimensions de la médicalisation de la sexualité dans la première époque de l'histoire de la prévention du VIH. Le développement des connaissances et de la prise de conscience du risque ont ainsi placé le « facteur humain » au cœur de ce dispositif qui a transformé en profondeur les définitions et les significations de l'activité sexuelle en opposant les pratiques « protégées » et « non-protégées » et en établissant une hiérarchie des pratiques sexuelles selon leur potentiel de risque. La recommandation de l'utilisation du préservatif, fondée sur la prise de conscience du risque d'infection et la négociation entre les partenaires au moment même du rapport sexuel a constitué la principale mesure pratique.

Depuis l'année 2009, on assiste à une remédicalisation de la prévention du VIH fondée sur l'incitation à la pratique généralisée du test de dépistage, le recours à des médicaments utilisés à des fins de prévention primaire, l'utilisation de produits pharmaceutiques (Gels et microbicides) et de techniques chirurgicales comme la circoncision masculine. La mise en oeuvre de ces techniques, fondée sur le constat de l'échec des approches comportementales vise à suppléer la place du facteur humain dans le contrôle de l'épidémie. Après la surveillance et le monitoring des comportements sexuels, on passe désormais à la surveillance permanente de la charge virale et du potentiel de contamination.

CASP Comité d'Action Sociologie Professionnelle

CASP Session 0 (AG en AMPHI 8) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

CASP Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **Approches de l'innovation dans les pratiques sociologiques** (animation : Jean-Marc Fridlender, Isabelle Bourgeois)

Nicolas Clauss *La socianalyse : une approche de l'intervention comme co-construction*

Pascal Fugier *Apports et limites de la sociologie comme dispositif de formation et d'intervention dans le travail social. Le cas du récit de vie*

Abou Ndiaye, Olivier Vasseur *Quelles innovations éthiques dans les investigations sociologiques à dimension internationale ou européenne*

Claire Brossaud *L'innovation sociale : nouveaux débouchés pour la sociologie professionnelle ?*

RT1 Savoirs, travail et professions

RT 1 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **S1 Innovation et dynamiques professionnelles : professionnalisation, déprofessionnalisation, création et destruction (1)** (animation : Andrew Abbott)

Marie Doga *Innovations et altération de la qualité de l'emploi chez les architectes*

Charles Gadea *Sur l'émergence des groupes professionnels*

Emmanuel Martin *Professionnaliser un groupe de salariés, est-ce créer un métier ?*

Ludivine Vanthournout *D'une innovation constitutionnelle à une nouvelle voie de professionnalisation*

Michel Castra *Promouvoir et légitimer le prélèvement d'organes : les équipes de coordination hospitalière*

RT 1 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D1) **S2 Innovation et dynamiques professionnelles : professionnalisation, déprofessionnalisation, création et destruction (2)** (animation : Régine Bercot, Frédéric Charles)

Gilles Chantraine, Nicolas Sallée *Entre préservation et innovation. L'investissement problématique de l'espace carcéral par les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.*

Lucile Hervouet *Représentations et pratiques des médecins généralistes face à l'évolution des conditions d'exercice : crise et renouvellement.*

Alexandre Mathieu-Fritz, Laurence Esterle *L'utilisation des nouvelles technologies médicales. Le cas du dossier médical personnel (D.M.P.).*

Frédéric Mougeot *Infirmier(e)s en psychiatrie : une singularité provisoire ?*

Sophie Thunus *Politique de l'innovation et innovation professionnelle dans le champ de la santé mentale en Belgique.*

RT 1 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D2) **S3 L'identité professionnelle au prisme du travail par projet (1)** (animation : Charles Gadéa)

Jérôme Cihuelo *Des identités professionnelles à l'épreuve du projet : une expérience identitaire incertaine et risquée*

Khedidja Mamou *Entre savoirs de l'aménagement et du ménagement : quand l'échange professionnels/« profanes » autour du projet urbain modifie les pratiques.*

Carine Ollivier *L'architecte d'intérieur et ses partenaires face au client : entre revendication de l'innovation et impératifs de coordination*

RT 1 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D1) **S4 Injonctions à l'innovation** (animation : Marlaine Cacouault-Bitaud)

Eloise Girault *Les usages stratégiques d'une délégitimation des professionnels: le cas de l'évaluation des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER)*

Marlaine Cacouault-Bitaud *Les personnels de direction du second degré et l'innovation : modes d'appropriation des dispositifs et formes de résistance* Auteurs non communicants : Gilles Combaz professeur des universités Université de Lyon 2 Laboratoire Education et politiques.

Florence Legendre *La mise en œuvre du processus de Bologne dans l'enseignement supérieur hongrois. Les résultats d'apprentissage du côté des pratiques enseignantes.*

Simon Paye *L'injonction à l'innovation et ses effets sur les carrières : le Research Assessment Exercice dans les universités britanniques.*

RT 1 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D2) **S5 Métiers et tradition : quels liens ?** (animation : Sophie Divay)

Régine Bercot *Une innovation gestionnaire en congruence avec la professionnalité de cadre infirmier*

Olivier Crasset *rapport des forgerons contemporains aux techniques modernes*

Emmanuel Gleyze *Métiers, tradition et innovation : le cas de l'édification d'un château du Moyen Âge en plein XXIe siècle, l'entreprise Guédelon en Bourgogne (France)*

RT 1 Session 3c (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **S6 Ecologisation des métiers et gouvernements des conduites : Adaptations des métiers à l'écologisation. Session conjointe avec le RT 38** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Auréli Roussary *Quelles réponses à la demande de sociologie pour l'action environnementale ? Ecueils et défis* Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

Ronan Le Velly *L'acheteur, l'expert et le citoyen : une observation du cadre normatif de la commande publique durable*

Clémence Massart *Etude pragmatique de la constitution d'expertises autour de trois zoonoses véhiculées par une tique du genre Ixodes ricinus : la maladie de Lyme, l'encéphalite à tiques et babésia divergens*

Marine Béguin *Les « petits métiers » de la propreté urbaine : simples nettoyeurs ou « principes actifs » de l'élan vert ?*

Maxime Prevel *Sociologie de l'innovation agricole : vers une écologisation du métier ?*

Catherine Darrot *Qui lutte aujourd'hui pour la conquête du titre d'agriculture durable ? Trajectoires de modèles, illustrations contemporaines*

RT 1 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D1) **S7 Injonctions à l'innovation (2)** (animation : Régine Bercot)

Vincent Lebrou *Européanisation, modernisation, innovation : les ressorts rhétoriques de l'institutionnalisation d'un groupe professionnel émergent. Les chargés de mission « Europe » en Alsace.*

Constance Perrin-Joly *Devoir d'innover et exigence de performance : Tensions dans la professionnalisation des gestionnaires des ressources humaines.*

Caroline Frau *Moderniser le commerce et les commerçants. L'injonction aux impératifs du merchandising.*

Cécile Vigour *Consultants et professionnels du droit : dynamique d'innovation et conflits de juridiction dans la mise en œuvre de démarches qualité dans la justice*

RT 1 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D2) **S8 Rhétoriques professionnelles de l'innovation et de la création (1)** (animation : Sophie Divay)

Keltoume Larchet *De la traduction aux prestations linguistiques : l'impact d'innovations technologiques sur un marché de services et un marché professionnel*

Angèle Grovel *Réforme de la formation et rhétoriques professionnelles : L'exemple des officiers de la marine marchande.*

RT 1 Session 4c (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **S9 Ecologisation des métiers et gouvernements des conduites : Emergence de nouveaux métiers ou segments professionnels. Session conjointe avec le RT 38** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Audrey Richard-Ferroudji *Ecologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Arnaud Cosson *Les travailleurs de la nature : une professionnalisation en tension* Auteur non communicant : Céline GRANJOU sociologue au Cemagref. Isabelle MAUZ sociologue au Cemagref

Mathilde Gralepois *La force centrifuge de la mise sur l'agenda local. L'inscription du développement durable par la différenciation d'avec les risques collectifs*

Christelle Didier *Parcours d'ingénieurs atypiques : les « ecoentrepreneur » ?*

Catherine Delhoume *Les agriculteurs biologiques en Picardie, entre innovation et désir de structuration. Quels appuis à leurs innovations ?*

Madlyne Samak *Effets de l'écologisation de l'agriculture sur un espace agricole local*

RT 1 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D1) **S10 Rhétoriques professionnelles de l'innovation et de la création (2)** (animation : Marlaine Cacouault-Bitaud)

Frédérique Giraud *Je désirerais trouver quelque sentier inexploré, et sortir de la foule des écrivassiers de notre temps : la construction de l'identité littéraire d'Emile Zola*

Marine Cordier *Du geste à la parole : la rhétorique professionnelle des artistes de « nouveau cirque »*

Marilyne Rudelle *« Humoristes d'actualité » : aspects et limites d'une innovation professionnelle.*

Francis Lebon *Les « musiciens intervenant », entre métiers de l'éducation et création musicale (Notes de recherche)*

Anne Jourdain *L'échec de la revendication du statut d'artisan créateur (1945-2011)*

RT 1 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D2) **S11 Métiers de la création** (animation : Romuald Bodin)
Frederic Charles, Kimia Ferdows *Designers de l'ombre ou de la lumière ? Recrutement, formation et socialisations des étudiants dans deux écoles supérieures de design.*

Sarah Nechtschein *La création de parfums en question*

Francesca Setzu *Médiateurs de la création : les galeries et les associations culturelles françaises engagées dans la promotion et diffusion de l'art contemporain turc.*

Adrien Pegourdie *La construction d'une vie d'artiste. Analyse des discours sur les pratiques enseignantes et intermittentes en musique classique.*

RT 1 Session 0 (AG en AMPHI 8) **Assemblée Générale le vendredi à 12h45**

RT 1 Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D1) **S12 Dynamiques internes des groupes professionnels et évolutions dans leur champ d'activité (1)** (animation : Régine Bercot)

Christian Azais *Pilotes d'hélicoptères à São Paulo et Mexico : des innovations institutionnelles pour un groupe professionnel en construction*

Estelle Bonnet, Elise Verley, Bruno Milly *Régulations de l'activité et dynamique professionnelle : le cas de la conduite ferroviaire*. Auteur non communicant : Bruno Milly - MCF Sociologie - CMW - Université Lyon 2 Elise Verley - MCF Sociologie - GEMASS - Université Paris Sorbonne

Sylvie Monchatre *Recruter sans discriminer : quelles innovations ? Le cas de la méthode de recrutement par simulation (MRS)*

Hélène Zimmermann *Trouver sa voie entre responsabilité professionnelle et contrainte organisationnelle : le cas des conseillers en placement financier au Québec*. Auteurs non communicants : Geneviève Brisson Professeure associée Université Laval (Québec), Priscilla Taché Ingénieure de recherche Gouvernement du Québec

David Gaborieau « *Le nez dans le micro* » – *Répercussions du travail sous commande vocale dans les entrepôts de la grande distribution*.

RT 1 Session 6b (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D8) **S13 Nouveaux diplômes, nouvelles certifications : quels effets sur la dynamique des groupes professionnels ?** (animation : Emmanuel de Lescure, Fabienne Maillard)

Blandine Barlet *La formation des infirmières dans le domaine de la santé au travail : les enjeux d'une recomposition des territoires professionnels*

Samuel Bouron *La construction scolaire de l'identité des journalistes sportifs* Auteur non communicant : Karim Souanef Doctorant en science politique IRISSO-Paris Dauphine

Valérie Boussard *Que veut dire « professionnaliser » le monde de la Finance? Le cas français d'une nouvelle certification*

Vonnick Ribéraud *Rapports au monde et rapports au métier : adhésion, innovation ou reconversion. Trajectoires biographiques de jeunes et futurs professionnels de la solidarité internationale*.

RT 1 Session 6c (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D2) **S14 Dynamiques internes et évolution** (animation : Frédéric Charles)

Magalie Bacou *Analyse croisée d'une triple dynamique traversant les métiers de l'animation exercés en accueils de loisirs et des pratiques professionnelles*.

Yannick Hernandez *Accompagnement éducatif par le sport à travers l'exemple de deux collèges Bretons : à propos des intervenants*

Bertrand Geay *Identité professionnelle et identité syndicale chez les enseignants-chercheurs*

RT 1 Session 6d (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 8) **S15 Innovation et création dans le travail sportif : de quoi et qui parle-t-on ? Session conjointe avec le RT 31** (animation : Charles Gadéa, Fabrice Burlot)

Béatrice Barbusse *De l'entraîneur au manager sportif dans les sports collectifs professionnels : l'émergence d'un nouveau métier*

Jérémy Pierre, Pierre-Olaf Schut *La création des « Certificats de Qualification Professionnelle » par la branche sport depuis 2000. Une innovation majeure dans la régulation politique de l'encadrement sportif*.

Hugo Juskowiak *Alliances, concurrences et coopérations dans le processus de fabrication des footballeurs professionnels français*

Sandrine Knobé, Carole Schorlé *Quelle(s) innovation(s) après l'échec ? L'exemple des candidats malheureux au CAPEPS*

Aurélien Zieleskiewicz *Analyse factorielle du boom du nombre d'enseignants professionnels de tennis dans les clubs (2000-2011)*

RT 1 Session 7a (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D1) **S16 Dynamiques internes des groupes professionnels et évolutions dans leur champ d'activité (2)** (animation : Romuald Bodin)

Gaetan Cliquennois *Le travail décisionnel des juges d'application des peines*

Petya Slavova *Changer la ville - changer la pratique de l'architecte : la construction de la Maison dansante à Prague comme processus d'innovations*

RT 1 Session 7b (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D2) **S17 L'identité professionnelle au prisme du travail par projet (2)** (animation : Charles Gadéa)

Gilles Verpraet *Fonctionnalisme et différenciation dans les métiers du projet urbain : Les apports de l'approche socio historique*

RT2 Migrations, Altérité et Internationalisation

RT 2 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Repenser la question migratoire aujourd'hui** (animation : Bruno Lefebvre)

Laurence Roulleau Berger *Migrations, capitalismes globalisés et assemblages économiques*

Catherine Delcroix *Familles et transnationalisme*

Adelina Miranda *Genre et migration : de nouvelles questions pour une connaissance renouvelée*

Agnès Deboulet *Eléments pour une sociologie des migrations en ville*

Monika Salzbrunn, Elsa Lagier, Khadija Noura *Migration, espace public et engagement politique*

RT 2 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 7) **Axe 1. Nouvelles politiques des identités et des altérités** (animation : Marc Bernardot, Milena Doytcheva)

Jimena Larroque *Quel modèle d'intégration des migrants pour des nationalismes périphériques en Espagne ? Une analyse comparée entre la Catalogne et le Pays Basque*

Daniel Veron *La construction politique de la « Colectividad Boliviana » en Argentine : dynamiques, enjeux et contradictions*

Inês Espirito Santo *Travailleurs immigrés ou citoyens européens ? Les portugais en France*

Johanna Probst *Demander l'asile. Le jeu du chat et de la souris*

Mathilde Pette *Poster Les mobilisations collectives comme espaces de co-inclusion pour les étrangers. Etude d'un comité de sans-papiers.*

RT 2 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Axe 2. Migrations et Ville. Session conjointe avec le RT 9 (1/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Claire Cossée *Actions collectives inédites des associations tsiganes, roms et de leurs soutiens dans l'espace public (2010)*

Anna Perraudin *Dernière étape d'un processus de ségrégation spatiale, ou première étape de l'appropriation de la ville ? Les squats des migrants indiens à Mexico*

Maitena Armagnague *Les modalités de participation sociale des descendants de migrants turcs en France et en Allemagne: des figures d'assimilation segmentée*

RT 2 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 7) **Axe 2. Migrations et Ville. Session conjointe avec le RT 9 (2/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Daniella Rocha *L'urbain et le politique à Brasilia. Flux migratoires, occupation du territoire et invention du politique (1960-2010)*

Martin Rosenfeld *Bruxelles – Cotonou. Territoire migratoire et commerce transnational d'exportation de véhicules d'occasion*

Caroline Rozenholc *La rue des quartiers sud de Tel-Aviv: un prisme analytique du sens du lieu et de la société israélienne contemporaine.*

Elise Palomares *Que sont les quartiers centraux de Johannesburg devenus ? Migrants africains en Afrique du Sud et recompositions urbaines post-apartheid* Auteur non communicant : Catherine Quiminal professeur émérite Université Paris Diderot

RT 2 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D17) **Axe 3. Migration, espace public et engagement politique** (animation : Monika Salzbrunn, Elsa Lagier, Khadija Noura)

Houda Asal *Les cycles de mobilisation dans l'engagement politique de la minorité arabe au Canada. L'exemple de la cause palestinienne (1945-1975).*

Dominique Belkis, Spyros Franguiadakis *L'altérité dans le vif de l'actualité. Réflexions sur les modes de présence des migrants dans le monde public*

Emmanuelle Bouilly *Quand mobilisation ne rime pas avec mouvement social. Mobilisations non-protestataires d'acteurs associatifs engagés dans « la lutte contre l'émigration clandestine » au Sénégal*

Barbara Morovich *« Parcours de vie d'habitants au sein d'un projet de rénovation urbaine : l'intérêt d'une méthode transdisciplinaire comme mode de transmission »*

Roger Nguema-Obame *Transnationalisation du pentecôtisme et mutations socioreligieuses au Gabon*

Silvina Silva-Aras *Utilisation politique des festivals (multi)culturelles : les cas de La Goutte d'Or en Fête et le Festival de la Rue Léon comme discours politiques d'intégration et différence*

RT 2 Session 0 (AG en CLV AMPHI H) **Assemblée Générale le jeudi à 12h30**

RT 2 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Axe 4. Migration et Genre** (animation : Adelina Miranda, Sehili Djaouida)

Djaouida Sehili *La migration dans tous ses genres*

Clotilde Lebas *Lorsqu'elles contournent et détournent les politiques migratoires...*

Laura Odasso *Femmes entre migration et transplantation. Les enjeux de la mixité conjugale*

Nouria Ouali *Luttes et résistances des femmes migrantes : le point aveugle de leur histoire*

Cécile Vermot *Le processus migratoire : des expériences émotionnelles genrées.*

Brice Arsène Mankou *Femmes camerounaises et cybermigration maritale*

Anna Perraudin *Partir pour réaffirmer les masculinités « traditionnelles ». Impact de la migration interne sur l'émergence d'une migration internationale masculine : le cas d'une population indienne au Mexique.*

Snezana Mijailovic *Des témoins invisibles aux acteurs publics: femmes et filles de harkis dans les récits et au petit écran*

Iman Nefil *Enquête auprès d'une population de sportives algériennes vivant en France : entre tradition et modernité*

RT 2 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 7) **Axe 5. Famille et Transmission** (animation : Catherine Delcroix, Myriam Hachimi Alaoui, Lila Belkacem)

Josiane Le Gall *De près et de loin : les réseaux de parenté des couples mixtes québécois* Auteur non communicant : Deirdre Meintel professeur titulaire Université de Montréal

Irène Dos Santos *Entre la France et le Portugal, entretenir les liens familiaux en contexte 'transnational'*

Dorothee Serges « *Travailler en famille, ou les effets de la migration transnationale sur les (re)configurations familiales* »

Lucile Gruntz « *L'exil est amer* » : les familles cairottes à l'épreuve de la circulation migratoire.

Anne Unterreiner *Transnationalisme et enfants de couples mixtes en France : L'impact du lien de filiation sur le sentiment d'appartenance nationale*

Constance de Gourcy *S'attacher et se détacher : le lien familial à l'épreuve du projet migratoire. Le cas des étudiants algériens entre Algérie et France*

Elise Pape *Les familles transnationales d'origine marocaine en France et en Allemagne*

Mathieu Ichou *Pratiques éducatives et choix scolaires dans des familles immigrées turques et chinoises à Londres : prendre en compte l'expérience pré-migratoire et de la structuration locale des communautés*

RT 2 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en AMPHI 7) **Axe 6 : Migrations, économies et internationalisation** (animation : Laurence Roulleau Berger, Julien Bret, Bruno Lefebvre)

Gaëlle Lacaze *Répartition des rôles et occupation genrée d'une zone de libre-échange transfrontalière sino-mongole.*

Marame Cissé *Migration des sénégalais qualifiés et formation d'une diaspora scientifique et économique*

Albena Tcholakova *Travail et processus de remaniement identitaire des réfugiés*

Patrick Perez *Transnationalisation des formations et intégration transfrontalière de l'offre de soins. Le cas de la frontière Mexique/USA* Auteur non communicant : Juan-Carlos Silas Profesor-investigador ITESO (Instituto Tecnológico Superior del Oriente) Guadalajara México

Julien Bret *Travail global et production d'un individu servile. Réflexions à partir du cas moyen-oriental.*

RT3 Normes, déviances et réactions sociales
--

RT 3 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D6) **Axe 1 – Création / innovation dans les formes de déviance et de délinquance** (animation : Manuel Boucher)

Catherine Cavalin *Les violences conjugales : un objet nouvellement saisi par la statistique française*

Ruxandra Gubernat *Les effets des pressions politiques et économiques sur les acteurs journalistiques en Roumanie. Définir la déviance des agents dans la profession journalistique.*

Marc Leroy *Globalisation économique, idéologie néolibérale et nouvelles formes de déviance fiscale*

Béatrice Mabilon-Bonfils *L'adolescent à l'Ecole entre ruses adaptatives, résistances et participation affinitaire.*

Nathalie Paton *Déviances en ligne - Le cas des échanges de contenus multimédia autour des school shootings*

Régis Pierret *Précarité et changement des représentations de la déviance par le travail social*

RT 3 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D6) **Axe 1 – Création / innovation dans les formes de déviance et de délinquance** (animation : Eric Marlière)

Guéda Gadio *Guyane française, perspective d'intégration entre désenclavement et développement de l'économie informelle.*

Marie Fleck *L'imaginaire collectif d'un gang de rue américain : du processus créatif à ses dérives*

Christophe Guibert *Le Festival Hellfest : stigmatisations et constructions politiques vs. caricatures et provocations ?*

Suvi Thomas-Marquillanes *Les fêtes locales traditionnelles du Sud-ouest de la France : laboratoires de l'innovation en termes de pratiques festives, de déviances et de contrôle social*

Alexandra Tilman *La déviance entre imaginaire de la lutte et imaginaire de la fuite Une recherche socio-anthropologique sous forme de film*

RT 3 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 6) **Session commune RT3 – RT 31** (animation : Nicolas Hourcade, Sandrine Knobé)

Bertrand Fincoeur *Les tourments de la repentance. Ou comment les discours (et les pratiques?) évoluent dans le cyclisme sur la question du dopage*

Bérangère Ginhoux *Les supporters de football sous haute surveillance*

Carine Guérandel *Sport et intégration : les limites d'une initiative locale tripartite (municipalité, club élite, clubs de quartier) autour de l'activité football*

Loïc Sallé, Oumaya Hidri Neys *Faire preuve de « personnalité » Quand la régulation des comportements participe à la définition du « bon arbitre » de football*

David Sudre *La norme américaine dans le basket français.*

RT 3 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D6) **Axe 2 – Création / innovation dans les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance** (animation : Mohamed Belqasmi)

Nicolas Penin, Oumaya Hidri Neys *Le traitement institutionnel des violences des femmes dans le football français*

Rabah Benali *Le rôle des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance Le cas (CLSPD) de Rouen et agglomération*

Nacer Boukrou *Les politiques de la ville : quels nouveaux dispositifs de lutte contre les discriminations dans la ville de Rouen ?*

Jean-Sébastien Eideliman, Isabelle Coutant *Les Maisons des adolescents, une nouvelle forme de contrôle social de la déviance juvénile ?*

Julien Niklaus *La police de proximité comme service (au) public. Vers une évolution managériale*

RT 3 Session 0 (AG en Patio D6) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 3 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D6) **Axe 2 – Création / innovation dans les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance** (animation : Virginie Malochet, Lukasz Jurczynszyn)

Thomas Busset *La mise en place d'une politique de prévention du supportérisme violent en Suisse*

Johann Chaulet *Résister aux technologies de saisie de l'anormalité : la mesure des comportements et ses possibles contournements*

Mélanie Fraisse *L'identification : sécurité ou administration du quotidien ? Le cas de la biométrie à l'école*

Virginie Gautron *Les « stages » : une nouvelle forme de pénalité ?*

Marie Jauffret-Roustide *Les salles d'injection, un débat révélateur de la porosité des logiques de santé publique et de sécurité publique*

RT 3 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D6) **Axe 3 – Création / Innovation dans le champ des recherches sociologiques sur les déviances, la délinquance et le contrôle social** (animation : Régis Pierret)

Céline Bellot *La recherche au service du changement social* Auteur non communicant : Marie-eve Sylvestre professeure Université d'Ottawa

Konstantinos (costa) Delimitsos *Les « nouveaux experts en sécurité » et les « jeunes de banlieues ». Étude d'un cas de construction de l'Autre.*

Lukasz Jurczynszyn *Le « Center E » de Nijni-Novgorod : comment le mode de fonctionnement de la police peut-il susciter la radicalisation des jeunes militants dans la Russie contemporaine*

Laurent Solini *Pour une analyse des expériences de détention en établissement pénitentiaire pour mineurs*

RT 3 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D6) **Axe 3 – Création / Innovation dans le champ des recherches sociologiques sur les déviances, la délinquance et le contrôle social** (animation : Manuel Boucher)

Marion Grosini, Harry Annison *Le risque, innovation conceptuelle et idéologie: une comparaison franco-britannique*

Jean-Amos Lecat-Deschamps *La caméra de vidéosurveillance, objet biopolitique.*

Anne Petiau, Lionel Pourtau *Pratiques déviantes et innovation sociale : le cas des squats en Ile-de-France.*

Tristana Pimor *Déviance zonarde : un conformisme déviant*

Tristan Renard *La prise en charge des criminels sexuels : de l'infirmier à la clinique du crime.*

Emily Trombik *La théorie de l'importation à l'épreuve du vécu carcéral des détenus étrangers*

RT4 Sociologie de l'éducation et de la formation

RT 4 Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D2) **Atelier 1 : Les enseignements innovants et leurs impacts** (animation : Patrick Rayou)

Caroline Archat *L'éducation au cinéma dans le contexte numérique : question d'ambition et d'apprentissages*

Rémi Deslyper *L'enseignement institutionnel des musiques actuelles : une fausse innovation?*

Isabelle Borrás, Nathalie Bosse *Temps et acteurs de l'innovation : réflexions à partir de l'expérimentation d'un portfolio numérique de compétences à l'université.*

Marie-Odile Nouvelot *Le développement durable, une source d'innovation organisationnelle pour les établissements d'enseignement agricole?*

Hélène Petry *Wikipédia, la demi-révolution.*

RT 4 Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D17) **Atelier 2 : L'innovation dans les politiques d'enseignement** (animation : Hélène Buisson-Fenet)

Aurélien Casta *La réforme de l'enseignement supérieur français après-guerre : le cas de la proposition de loi en faveur d'une rémunération étudiante (1945 – 1951)*

Laurène Le Cozanet *Enquête sur l'« innovation pédagogique » à l'Université : pratiques d'enseignement en premier cycle de Gestion et Économie Appliquée à Dauphine (1968 - 1978)*

Olivier Quéré *De l'innovation scolaire à la légitimation professionnelle : les effets de la réforme de la scolarité des IRA sur les élèves fonctionnaires*

Yveline Jaboin *Le bilinguisme breton-français à l'école primaire : « reconstruction » identitaire régionale ou instrument d'une scolarité sur mesure ?*

Stanislas Morel *« On est plus intelligent à plusieurs que seul ». L'ouverture des enseignants aux « partenaires », leitmotiv du discours sur l'innovation*

RT 4 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D17) **Atelier 3 : Expérimentations pédagogiques et dispositifs innovants** (animation : Rachel Gasparini)

Anne-Claudine Oller *Innovation et créativité dans l'accompagnement scolaire. Exemple du « tutorat individualisé » du lycée Léonard de Vinci*

Patrick Rayou, Filippo Pirone *Innover pour routiniser. Un dispositif pour raccrocher des décrocheurs.*

Juliette Verdière *Vie et survie d'une innovation pédagogique : l'exemple d'un dispositif pédagogique en collège*

Pierre-Yves Bernard *L'échec d'une expérimentation en politique éducative : entre illusion rhétorique et conflits de légitimité.*

Auteurs non communicants : Christophe Michaut, et Franck Sanselme CREN

RT 4 Session 0 (Bureau en IEP 5) **Réunion du Bureau du RT 4 le mercredi 13h30/14h30**

RT 4 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Atelier 4 : Elèves, familles et sentiment d'injustice. Session conjointe avec le GT 44** (animation : Choukri Ben Ayed, Régis Cortéséro)

Barbara Fouquet-Chauprade, Evelyne Barthou *Justice sociale en contexte scolaire ghettoisé. Quand la filière influe sur le sentiment d'injustice*

Patrick Rayou, Filippo Pirone *Innover pour routiniser. Un dispositif pour raccrocher des décrocheurs.*

Carole Daverne *Les inégalités territoriales vues par les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)*

Hugo Dupont *Sentiment d'injustice scolaire et école spécialisée : le cas des élèves en Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique*

Agnès Grimault Leprince *Les punitions au collège : les fondements du sentiment d'injustice des élèves*

RT 4 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Atelier 5 : Politiques éducatives et exigence de justice. Session conjointe avec le GT 44** (animation : Pierre Merle, Frédéric Gonthier)

Camille Drouin *Assouplissement de la carte scolaire, spécialisation sociale des établissements scolaires et inégalité des chances Analyse de la situation de la commune de Marseille (2006-2010).*

Yves Dutercq *Comment comprendre l'échec des mesures d'assouplissement de la carte scolaire promulguées au nom d'une plus grande exigence de justice sociale ?* Auteur non communicant : Nathalie Mons MCF Université Paris-Est Marne-la-Vallée

James Masy *L'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles : entre leurre et justice.*

Marco Oberti, Clément Rivière *L'assouplissement de la carte scolaire : des effets d'annonce aux sentiments d'injustice*

Nazli Nozarian *Un « ascenseur » social toujours en panne? Politiques de « démocratisation » scolaire et (in)justice sociale: l'exemple des conventions ZEP/Sciences Po*

Marianne Woollven *La dyslexie comme besoin éducatif particulier à l'école ordinaire*

RT 4 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Atelier 6 : Justice et injustice à l'école dans des contextes différents. Session conjointe avec le GT 44** (animation : Yves Dutercq, David Mélo)

Arielle Compeyron *Une justice sociale à travers l'accès à l'éducation : les utopies du 19ème siècle.*

Cédric Dechef *La place de la critique de la justice sociale à l'Ecole dans la production sociologique*

Yaël Brinbaum, Jean-Luc Primon *L'expérience scolaire des descendants d'immigrés : sentiment d'injustice et de discrimination.*

Johana Contreras *Les expériences d'inégalité scolaire au Chili et en France : qu'est-ce que ces expériences révèlent de l'injustice des systèmes éducatifs ?*

Ingrid Tucci *Processus de relégation ethno-culturelle en Allemagne et en France : Structuration institutionnelle des parcours scolaires et professionnels et rapport aux institutions des descendants d'immigrés* Auteurs non communicants : Ariane Jossin, Olaf Groh-Samberg, Carsten Keller

Nicolas Charles *Reprise d'études et justice sociale. Une comparaison France - Royaume-Uni – Suède*

RT 4 Session 0 (AG en PATIO D 17) Assemblée Générale le jeudi à 13h30

RT 4 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D10) **Atelier 7 : Equiper la transition vers l'emploi. Session conjointe avec le RT 25** (animation : Jean-Pierre Durand, Cédric Frétygné)

Jean-Louis Le Goff *Conseiller et accompagner dans la VAE pour autonomiser les candidats en amont du dispositif (PRC) : innovation sociale ou rationalisation institutionnelle ?* Auteur non communicant : Francis Guérin Maître de Conférences INSA Rouen (GRIS - EA 3232)

Dominique Glaymann *Le stage, un usage ancien, mais un outil nouveau pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés*

Pamela Miceli *De la formation à l'accompagnement de la maladie d'Alzheimer à la production des normes du « bien aider »*

Samuel Bouron, Ivan Chupin *Relier la formation à l'emploi : la définition professionnelle du curriculum des écoles de journalisme*

Nathalie Frigul *La formation en entreprise dans la filière hôtellerie-restauration : une socialisation précoce aux exigences du métier et aux pénibilités professionnelles*

RT 4 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Atelier 8 : Professionnalisation des études ou socialisation professionnelle ? Session conjointe avec le GR Formation, certification, qualification** (animation : Ariel Sevilla, Emmanuel Quenson)

Julien Bertrand *Un mode de socialisation professionnelle aux prises avec l'institution scolaire : l'apprentissage du football professionnel*

Prisca Kergoat *De quelques enjeux de la professionnalisation des universités*

Nadia Nakhili *Des études supérieures à l'emploi : le rôle du parcours d'études et du capital social*

Sophia Stavrou *Transformations curriculaires à l'université: la construction d'un modèle pédagogique de projection*

Vanessa Pinto *Les définitions sociales des "petits boulots" étudiants. Entre activités de nécessité et expériences professionnelles*

RT 4 Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D17) **Atelier 9 : L'école française est-elle en déclin ? Objectivations, interprétations et pistes de recherche** (animation : Catherine Agulhon)

Choukri Ben Ayed, Danièle Trancart *Comprendre le déclin des performances et l'accentuation des inégalités dans l'école française* Auteur non communicant : Sylvain Broccolichi Université d'Artois

Yves Dutercq *Le succès des cours privés est-il un signe du déclin de l'école à la française ?*

Pierre Merle *Spécialisation sociale des établissements scolaires et déclin de l'école française. Les collèges des dix premières communes françaises.*

Ugo Palheta *L'Ecole française, l'enseignement professionnel et les impensés de la notion de « déclin »*

RT5 Classes, inégalités, fragmentations
--

RT 5 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 20) **Inégalités scolaires, genre et comparaisons internationales** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Géraldine Farges *Les enseignants dans la structure sociale, éléments de comparaison internationale*

Aurélien Picot *Euphémisation des inégalités sociales et individualisme égalitaire. Enquête dans un service de protection de l'enfance en Norvège.*

Sandrine Knobé *La mobilité géographique des étudiants. Le cas de l'Université de Strasbourg* Auteurs non communicants : Bernard MICHON Professeur Université de Strasbourg, Guillaume Erckert Doctorant Université de Strasbourg

Julie Thomas *Imbrication de la classe et du genre : la situation des filles investissant une filière scolaire atypique pour leur sexe comme analyseur*

Yaël Brinbaum, Jean-Luc Primon *Scolarité et diplômés des descendants d'immigrés. Effets des origines sociales, sexuées et migratoires* Auteur non communicant : Laure Moguerou MCF Paris-Ouest Nanterre CREF GSE

RT 5 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 20) **Rapports sociaux de travail et d'emploi, frontières, mondialisation et comparaisons internationales** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Donna Kesselman, Christian Azaïs *« Différenciation et nouvelles formes d'inégalités : une comparaison intercontinentale des zones grises des relations d'emploi »*

Jean-Luc Deshayes *Rapports sociaux, frontières et territoire : la constitution d'un employeur territorial dans le bassin de Longwy*

Lorena Poblete, Mariana Heredia *Mondialisation du vin et stratification socio-professionnelle. Une approche aux classes sociales et à ces rapports à Mendoza-Argentine*

RT 5 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 20) **Transformations du salariat, fragmentations et appartenances de classe (1)** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Yasmine Siblot *Rapports mobilisés à sa condition sociale et politisation dans les milieux populaires contemporains*

Pierre Landais *De l'appartenance de classe à l'appartenance minoritaire ? L'exemple d'une recherche auprès d'immigrants et de descendants d'immigrants maghrébins.*

Martin Thibault *Positions sociales questionnées et dispositions réajustées: le symbolique à l'épreuve de la réalité Analyse de l'évolution des représentations de sa condition d'un groupe d'ouvriers qualifiés*

Pauline Seiller « Si le travail est mal fait... » : Dévalorisation réciproque entre ouvriers nationaux et ouvriers étrangers aux chantiers navals de Saint-Nazaire.

RT 5 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 20) **Transformations du salariat, fragmentations, et appartenances de classe (2)** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Violaine Girard *Ouvriers et techniciens pavillonnaires : retour sur le mouvement d'accès à la propriété des classes populaires stables*

Josette Debroux *Les différences sociales au sein des « classes moyennes » en zone périurbaine : une expression euphémisée*

Pascal Barbier *La cohabitation des titulaires et des « non titulaires » sur un rayon de grand magasin. Rapport au travail et travail « que tout le monde peut faire ».*

Rachid Bouchareb *Domination au travail et espaces de résistance des employé-e-s de boutiques de masse*

Lionel Pourtau *Les professions indépendantes face au cancer. Un élément de réflexion sur la vulnérabilité et les inégalités*

Auteurs non communicants : Vincent Rubio SOPHIAPOL-LASCO/Paris Ouest, Agnès Dumas et Philippe Amiel URSHS-IGR, Monique Hirschhorn Cerlis-Paris Descartes

RT 5 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 20) **Transformations du salariat, classes moyennes, consommation et appartenances de classe (3) / Assemblée Générale du RT** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Paul Bouffartigue, Sophie Pochic *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement* Auteurs non communicants : Sophie Pochic Chercheure au CNRS CMH, Charles Gadea Professeur à l'Université Versailles St Quentin.

Lise Bernard *Les classes moyennes du privé et des services. Esquisse d'une catégorie d'analyse*

Emmanuelle Barozet *Les classes moyennes actuelles ont-elle encore une identité de classe? Le cas chilien.*

Ana Perrin-Heredia *Économie populaire : structures de consommation et appartenance de classe*

RT6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités

RT 6 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI G) **1. Session plénière : insertion, handicap, jeunesse : expérimentation des politiques** (animation : Maryse Bresson, Sylvie Célérier)

Louis Bertrand *Politique sociales du handicap et politiques d'insertion : continuités, innovations, convergences*

Beatrice Muller *Jeunes et Insertion, la question des processus* Auteur non communicant : Jovelin Emmanuel

Gérard Goulu *Modalités d'appel à la responsabilité et régulation in situ du RMI.*

Cynthia Cadet *Du texte de loi à la mise en place locale : principaux enjeux et impacts psychosociaux de l'introduction de la participation dans le cadre du Revenu de Solidarité Active.*

RT 6 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV G1) **L'innovation en Europe 2a. Échelles territoriales, « rescaling », des nouveautés en Europe ?** (animation : Blandine Destremau, Olivier Giraud)

Jean-Claude Barbier *Droit européen et droits sociaux, une innovation en trop ?* Auteur non communicant : Fabrice Colomb CES Paris1 co-auteur

Alexandre Pages *La territorialisation de l'action sociale en milieu rural. De l'innovation sociale à l'émergence de territoires de projet*

Annalisa Lendaro *Innover par le ciblage. Les politiques d'insertion à l'épreuve de l'immigration : une comparaison France-Italie*

RT 6 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H1) **L'innovation en Europe 2b. Nouveaux principes, nouveaux outils en Europe** (animation : Jean-Claude Barbier, Michel Messu)

Aurélien Casta *Frais d'inscription et prêts étudiants en France et en Angleterre : discours et processus de formation d'une nouvelle politique*

Catherine Déchamp-Le Roux *Les politiques et les pratiques de prévention du vieillissement. Approche comparée dans le contexte de la prolongation de la vie active.*

Nathalie Morel *Le modèle universaliste suédois au prisme du libre choix.*

Marielle Poussou-Plesse *Jalons pour penser un certain consumérisme comme acteur de la protection sociale. Réflexions à partir du cas d'une association syndicale de consommateurs*

RT 6 Session 0 (AG en CLV AMPHI G) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

RT 6 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV G1) **Nouveaux outils politiques du social, Amérique Latine et influences internationales en France 3a . Innovations en Amérique Latine** (animation : Monika Steffen, François-Xavier Merrien)

Carolina Rojas Lasch, Marco Ceballos *Une assistance sociale du XXIème siècle: les tensions entre le moderne et le traditionnel autour du système « Chile Solidario ».*

Michel Messu *Innové pour mieux pérenniser ? La contrainte d'innovation dans les réformes des politiques sociales cubaines*
Auteur non communicant : Blandine Destremau DR CNRS LISE/CNAM

Arnaud Trenta *Le coopérativisme comme politique d'État : Une innovation post néolibérale ou une reconfiguration des rapports clientélistes?*

Isabel Georges *La formation de la demande : philanthropie ou commerce ? De la professionnalisation du travail social dans le secteur de l'assistance au Brésil*

RT 6 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H1) **Nouveaux outils politiques du social, Amérique Latine et influences internationales en France 3b. Les nouveaux outils politiques du social** (animation : Fabrice Colomb, Brigitte Frotié)

Julien Debonneville, Pablo Diaz *Innovation, diffusion et rôle des idées : une lecture internationale des Conditional Cash Transfers*

Dominique Argoud, Agathe Gestin *Les fondations et l'innovation dans l'action sociale : l'exemple de la Fondation de France*

Elisa Chelle *L'expérimentation sociale à l'américaine. Convoitises françaises et difficultés d'importation*

Nathalie Frigul *Ecritures professionnelles et contractualisation, des formes d'encadrement renouvelées ?*

RT 6 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV G1) **Nouveau management public 4a. Santé, handicap, Nouveau management public** (animation : Michel Messu, Marielle Poussou-Plesse)

Renaud Gay *Les temporalités complexes de la construction d'une innovation : la tarification à l'activité à l'hôpital (années 1960-années 2000)*

Marion Gurruchaga *La création des Agences régionales de santé : recomposition de l'action publique sanitaire et sociale ?*

Hélène Revil *Innovation et non-recours à la complémentaire santé : entre mesure de l'effectivité et gestion du risque maladie.*

Suzy Bossard *Politique d'intégration scolaire des enfants en situation de handicap et nouvelles politiques de l'emploi : une alliance innovante mais inadaptée.*

RT 6 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H1) **4b. Institutions sociales aux prises avec le nouveau management public** (animation : Anne-Marie Guillemard, Nathalie Morel)

Maryse Bresson *Politiques d'emploi et révolution managériale dans le champ de la protection sociale : quelles recompositions d'acteurs ?*

Philippe Warin *« Le non-recours aux droits comme question publique : innovations dans la production des politiques sociales*

Joan Cortinas *Genèse des nouvelles formes de production des politiques sociales: Le cas des programmes européens de lutte contre la pauvreté 1975-1993.*

Marie Tsanga Tabi, Jeanne Gremmel *Le débordement du social dans l'univers des services publics essentiels et nouvelles formes de solidarité : réflexions autour du droit à l'eau et sa mise en œuvre*

RT6 Session 0 (en CLV HALL) **Session Posters le jeudi de 12h30 à 14h30** (animation : Fabrice Colomb)

Nathalie Blanchet *Principe de responsabilisation au sein des politiques sociales et phénomènes de non-recours.*

Yoann Boget *Effets paradoxaux des dispositifs d'assistance en France et en Allemagne : Les représentations négatives des allocataires du RSA et du « Hartz IV »*

Céline Borelle *Accéder à ses droits: rencontrer ceux qui réussissent pour comprendre que certains échouent.*

Laurianne Giguet *Innovation et expérimentation sociales : de la formalisation de nouvelles pratiques, compétences et connaissances dans le domaine de l'intervention sociale, l'exemple du projet transnational LUCUS*

Elsa Lagier *Les discours « ethnicisés » des travailleurs sociaux d'origine étrangère : entre conformité, critique et usages stratégiques*

Houda Laroussi *Le redéploiement du prêt sur gage dans une société en crise : Les mutations vers l'individualisation de la protection sociale, appauvrissement, Crédit municipal de Paris*

Cécile Plessard *Evaluation d'une politique publique : «Des Réseaux locaux pour la persévérance et la réussite des jeunes Aquitains »*

Lorena Pobleto *Au croisement de politiques d'emploi et de politiques sociales : le dispositif d'aide à domicile après de personnes âgées dépendantes*

RT 6 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI G) **Session 5 plénière. Expérimentation et politiques sociales** (animation : Bernard Friot, Jean-Claude Barbier)

Roxana Eleta-De Filippis *L'opposabilité du Droit Au Logement en question.*

Edouard Gardella *De l'urgence sociale au logement d'abord . Vers une nouvelle culture publique temporelle dans l'assistance aux personnes sans domicile?*

Delphine Corteel, Jérôme Pelisse *Le contrat de transition professionnelle : enjeux et devenir d'une expérimentation innovante dans l'accompagnement des licenciés économiques* Auteur non communicant : François Brun Ingénieur de recherche CRESPA

Dominique Meda, Bernard Gomel *80 % des allocataires du RSA en parcours emploi , une innovation ?* Auteur non communicant : Bernard Gomel CEE

RT 6 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 6) **Session 6 plénière. Innovations dans les outils et place des usagers** (animation : Béatrice Muller, Chantal Nicole-Drancourt)

Bernard Conter *Changements des représentations et innovations dans le domaine des politiques de l'emploi : l'influence du contexte de crise en Wallonie* Auteur non communicant : Valérie Vander Stricht

Barbara Rist *La traduction de la demande dans l'aide sociale individualisée de masse* Auteurs non communicants : Marie-Christine Bureau CNRS/LISE, Léa Lima CNAM/LISE, Christophe Trombert Univ. Lyon 2

Claire Vives *Expérimenter et évaluer pour innover ? Le développement de l'externalisation du placement des demandeurs d'emploi en France et en Angleterre*

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie

RT 7 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H2) **Innovations dans le domaine de la gérontologie** (animation : Monique Legrand)

Anne-France Kogan, Florence Charue-Duboc, Nathalie Raulet-Croset *Du bon usage de la téléassistance. Évolution du service, éducation des protagonistes.* Auteur non communicant : AMAR Laure

Ségolène Petite-Peypoudat, Aline Chamahian *L'aménagement du logement au grand âge : aides techniques et démarche « créative » en question*

Dominique Argoud *L'innovation gérontologique provient-elle du haut ou du bas ?*

RT 7 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H2) **Pratiques et liens sociaux au fil du vieillissement** (animation : Vincent Caradec)

Hélène Bretin, Carmuca Gomez Bueno *Du tabou à l'incitation à la sexualité : vers une reconstruction plus égalitaire des relations de genre au cours de la vieillesse en Espagne ?*

Catherine Gucher *Quotidienneté et pratiques sociales des retraités : le facteur d'appartenance générationnelle en question.*

Valentine Trepied *La détresse psychologique des personnes âgées vivant en Ehpad: analyse du lien social des résidents.*

Fanny Auger *Pratiques et liens sociaux au fil du vieillissement : Les conditions d'appropriation d'un projet Internet en Ehpad*

Daniel Reguer *Solidarité familiale et placement, un impensé sociologique ? Regards croisés des deux rives de la méditerranée (Tataouine - Tunisie)* Auteur non communicant : Zineb RACHEDI Paris 1 Laboratoire G. Friedmann.

RT 7 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H2) **Vieillesse active** (animation : Isabelle Mallon)

Aline Chamahian « Vieillesse Active » et « Formation Tout au Long de la Vie » : quels apports et quels enjeux ?

Marielle Poussou-Plesse *Vieillesse active et mobilisation des entreprises. De la recherche des 'bonnes pratiques' à la bonne pratique de la recherche.* Auteurs non communicants : Elena Mashkova postdoctorante UQAM, Denis Duplan sociologue indépendant

Thibault Moulaert *Vieillesse active et gouvernementalité libérale*

Pia-Caroline Henaff-Pineau *Le senior sportif, une nouvelle figure du bien vieillir ?*

RT 7 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H4) **Catégorisations d'âge et parcours de vie. Session conjointe avec le RT 22** (animation : Aline Chamahian, Catherine Negroni)

Veronika Duprat-Kushtanina *France-Russie : un rapprochement de modèles de grand-parentalité dans les milieux favorisés*

Philippe Cardon *La personne âgée dénutrie. Qualification préventive et parcours de vieillissement*

Claire Lefrançois *L'âge des « chômeurs âgés », un casse-tête pour les intermédiaires de l'emploi. Évolution des représentations sur l'âge, en France et en Angleterre*

Isabelle Mallon *Vieux ou malades ? La mobilisation de l'âge dans la définition des trajectoires de maladie d'Alzheimer.* Auteurs non communicants : Blanche Le Bihan et Arnaud Campéon EHESP Rennes

Daniel Reguer *Parcours de fin de vie : contraintes et décisions. Typologie des stratégies relatives à la gestion de parcours de fin de vie*

RT 7 Session 0 (AG en CLV H2) Assemblée Générale le jeudi à 13h30

RT 7 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H2) **Vieillir, entre proches et professionnels** (animation : Aude Béliard)

Catherine Gucher *Le renouvellement des postures d'usagers dans le cadre des plans d'aide APA : petits arrangements au quotidien.*

Sabine Delzescaux *Le dilemme de la délégation de l'accompagnement des personnes multihandicapées vieillissantes* Auteur non communicant : Frédéric Blondel Sociologue Laboratoire du changement social - Université Paris Diderot

Veronika Duprat-Kushtanina *Le care auprès d'une personne âgée dépendante : de la carrière de l'aidant à la carrière d'une famille aidante*

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société

RT 8 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 8) **L'armée, organisation innovante** (animation : Laure Bardès)

Christophe Pajon *Les bases de défense, l'autre visage de l'interarmisation : un cas d'isomorphisme structurel*

Thomas Meszaros *Les actions civilo-militaires dans les processus de sécurisation en sortie de crise : une expression du Smart power ?*

RT 8 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 8) **Méthodes et socialisation militaire** (animation : Saïd Haddad)

Clément Martin *S'engager dans l'armée de l'air française : portraits sociologiques d'officiers.*

Delphine Deschaux-Beaume *Enquêter en milieu militaire : stratégie qualitative et conduite d'entretiens dans le domaine de la défense*

Audrey van Ouytsel *L'intégration des officiers béninois dans l'armée de leur pays au terme de leur cursus de formation en Belgique: entre espoirs et désillusions*

RT 8 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 8) **Engagement individuel et création de soi au sein de l'institution militaire** (animation : Claude Weber)

Eric Letonturier *Devenez vous-même. Création de soi et institution militaire*

Grégory Daho *Engagements individuels, mobilisations collectives et transformations organisationnelles au sein des armées françaises. Le cas de l'émergence du groupe civilo-militaire (CIMIC).*

RT 8 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 8) **Assemblée générale du RT 8**

RT9 Sociologie de l'urbain et des territoires
--

RT 9 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le GT 44 (1/2). Justice spatiale et action collective / Justice spatiale et ville multiculturelle** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere, Régis Cortéséro)

Rodrigo Torres *Ville, jeunesse et action collective : le mouvement lycéen chilien et sa revendication pour l'égalité des chances*

Gülçin Lelandais *Réclamer le droit à la ville Justice spatiale comme enjeu de mobilisation collective des Roms d'Istanbul*

Yoann Morvan *Les Juifs séfarades dans les villes de développement en Israël, vers une sociologie urbaine d'inégalités cumulées.*

Corinne Torrekens *Inégalités spatiales et sentiment d'injustice. Le cas du processus de visibilisation de l'islam à Bruxelles*

RT 9 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le RT 2 (2/2). Droits et accessibilité spatiale / Expression culturelle et revendication de justice** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere)

Maimouna Traore *Les inégalités en matière de propreté urbaine : l'exemple de la ville de Ouagadougou.*

Karine Ginisty *Expérience spatiale et représentations de l'injustice : l'exemple des inégalités d'accès aux services urbains à Maputo (Mozambique)*

Benoît Frate *Justice sociale et droits humains dans la ville: innovations nord-américaines*

Kil-Ho Lee *Le militantisme culturel face à la politique de réaménagement urbain en Corée du Sud : vers un nouveau répertoire d'action collective*

Pauline Clech *L'actualisation locale du sentiment d'injustice : étude comparée du rap et du slam en banlieue « populaire » parisienne*

RT 9 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Axe 4 Nouveaux territoires migratoires aux marges des villes : expériences urbaines et gestion politique. Session conjointe avec le RT 2 (1/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Claire Cossée *Actions collectives inédites des associations tziganes, roms et de leurs soutiens dans l'espace public (2010)*

Anna Perraudin *Dernière étape d'un processus de ségrégation spatiale, ou première étape de l'appropriation de la ville ? Les squats des migrants indiens à Mexico*

Maïtena Armagnague *Les modalités de participation sociale des descendants de migrants turcs en France et en Allemagne: des figures d'assimilation segmentée*

RT 9 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 7) **Axe 2. Migrations et Ville Présidente de séance. Session conjointe avec le RT 2 (2/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Daniella Rocha *L'urbain et le politique à Brasilia. Flux migratoires, occupation du territoire et invention du politique (1960-2010)*

Martin Rosenfeld *Bruxelles – Cotonou. Territoire migratoire et commerce transnational d'exportation de véhicules d'occasion*

Caroline Rozenholc *La rue des quartiers sud de Tel-Aviv: un prisme analytique du sens du lieu et de la société israélienne contemporaine.*

Elise Palomares *Que sont les quartiers centraux de Johannesburg devenus ? Migrants africains en Afrique du Sud et recompositions urbaines post-apartheid* Auteur non communicant : Catherine Quiminal professeur émérite Université Paris Diderot

RT 9 Session 0 (AG en IEP 7) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 9 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 7) **Axe 2 et 3 Equipement cognitif de la ville et usages sociaux de la sociologie** (animation : Bruno Cousin, Yankel Fijalkow)

Yoriko Inada *Rencontres entre inconnus et jeu de proximité : espace public urbain comme écologie hybride* Auteur non communicant : Christian Licoppe

Clément Riviere *Le rapport au téléphone portable dans l'encadrement parental des pratiques urbaines infantiles : essai de typologie comparée (Paris-Milan)*

Nicolas Sembel, Boris Teruel *La sociologie urbaine entre professionnalisation, médiatisation et exigences académiques : l'exemple d'une étude sur le quartier de la Villeneuve à Grenoble.* Auteur non communicant : Nora Arditì Bureau de Sociologie Appliquée

Grégory Busquet *Rôles de la sociologie urbaine critique et politiques urbaines en France depuis les années 1960.*

Héloïse Nez *Analyser la participation dans le champ urbain : les sociologues entre recherche, expertise et militantisme*

RT 9 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 7) **AXE 1. La ville au prisme de ses marchés du logement (1/2)** (animation : Catherine Bidou, François Cusin)

Lise Bernard *Les agents immobiliers et la vente du logement.*

Anaïs Collet *Le rôle des gentrificateurs dans l'activation des marchés immobiliers locaux. Le cas du Bas Montreuil.*

Anne Lambert *Faire construire sa maison. Analyse comparée des trajectoires résidentielles des ménages issus de l'immigration*

RT 9 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 7) **AXE 1. La ville au prisme de ses marchés du logement (2/2)** (animation : Catherine Bidou, François Cusin)

Sylvaine Le Garrec *Les copropriétés en difficulté : de nouvelles perspectives pour l'analyse des relations entre les marchés du logement et la segmentation socio-spatiale.*

Maud Le Hervet *Les politiques de l'habitat à l'épreuve de « l'équilibre social » de la métropole Ile-de-France : quel partage des responsabilités ?*

Marie-Pierre Lefeuvre *Les stratégies patrimoniales de « petits propriétaires ». Un éclairage sur le fonctionnement des marchés immobiliers*

RT 10 Sociologie de la connaissance
--

RT 10 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD8) **Epistémologies & méthodologies** (animation : Suzie Guth)

Francis Farrugia *Un syndrome narratif méthodologique : la dissociation sujet/objet*

Pascal Fugier *La connaissance paranoïaque du sociologue : un syndrome narratif*

Marie-Noëlle Schurmans *Sociologie de la connaissance et transaction sociale*

Gilles Verpraet *Les différents régimes de la notion de culture : Entre sociologie des profondeurs et société de connaissance*

Yannick Duvauchelle *Les propositions en action*

Cédric Frégné *Une sociologie de la connaissance en creux ? Quand le raisonnement sociologique se décline au négatif.*

Régis Laurent *Les qualités heuristiques et les limites de l'observation statutaire : un sociologue parmi les tsiganes pentecôtistes*

RT 10 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD8) **Epistémologies & méthodologies (suite)** (animation : Louis Moreau de Bellaing)

Philippe Amiel *Epistémologie pragmatiste et sociologie de la normativité en biomédecine* Auteurs non communicants : Christophe Perrey Institut Gustave Roussy, Safia Abouad Laboratoire Paragraphe équipe Index Université Paris 8

Hervé Flanquart *Les trois temps épistémologiques de l'objectivation des risques.*

Florent Gaudez *La création comme production. Posture et méthode en socio-anthropologie de la connaissance*

Caroline Dayer *Création et détournement des savoirs*

Julien Joanny *De l'expérience du bricolage au sein des lieux culturels intermédiaires*

RT 10 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD8) **Connaissance des oeuvres** (animation : Francis Farrugia)

Marie Fleck *Le double objectif de la sociologie appliquée chicogoane (1920-40) : de la production de connaissances à la diffusion du savoir et l'intervention sociale, entre innovations et contraintes*

Antigone Mouchtouris *Sociologie de l'expérience esthétique*

Pablo Venegas *La réalité intersubjective de la fiction. La connaissance sociale du récit de fiction.*

Romain Brisson *De Mauss en MAUSS : don et intérêt, ou l'histoire de distorsions catégoriques*

RT 10 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD8) **Expériences culturelles** (animation : Marie-Noëlle Schurmans)

Panagiotis Christias *Le mécanisme génétique de l'action/pensée sociale chez Panajotis Kondylis*

Jérémy Damian *La sensation au pluriel L' « expérience en partage » en situation d'improvisation*

Thomas Seguin *Heuristique de la création. Légitimité de l'innovation.*

Cécile Leonardi *Faire usage de l'art pour repenser nos paysages intellectuels et vécus.*

Vincent Rubio *La foule au prisme de la sociologie de la connaissance : Paradoxes et contradictions.*

RT 10 Session 0 (AG en ARSH TD8) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 10 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD8) **Formes de conscience, politiques, idéologies** (animation : Florent Gaudez)

Louis Moreau de Bellaing *La légitimation*

Elsie Viguier *Le concept d'idéologie, un concept problématique.*

Pierre-Alexis Tchernovanoff *L'analyse critique d'un savoir: l'exemple du réalisme politique*

Dimitris Trimithiotis *Le « politique » européen : articuler sa production et sa mise en scène*

RT 10 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ARSH TD8) **Formes de conscience, politiques, idéologies (suite)** (animation : Marc Leroy)

Komi Lolonyo Hemedzo *Questions existentielles sur le développement en Afrique* Auteur non communicant : Laurent AHIABLAME

Rachid Mendjeli *De la peur de penser l'autre au gouvernement des corps suspects*

Romy Sauvayre *La « conjonction abusive », le chercheur et les croyances « irrationnelles »*

RT 10 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ARSH TD8) **Connaissance des savoirs singuliers** (animation : Antigone Mouchtouris)

Marc Leroy *Réflexion sur le développement de la sociologie fiscale*

Anthony Mahe *Les modalités de la confiance dans la relation débiteur-créancier*

Thomas Beaubreuil *Le rapport à l'espace comme rapport à la connaissance*

Sophie Gallino-Visman *Regard socio-anthropologique sur l'expérimentation des primates non humains/singes de laboratoires*

Iris Loffeier *Les personnes âgées. Construction collective d'une catégorie sociale*

Christian Martinez Perez *La sociologie de la connaissance des ouvriers sous le prisme des apprentissages : le moment hypothético-déductif du sens pratique*

David Faure *Etude sur la transmission dans une organisation industrielle – une sociologie clinique de la connaissance*

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages

RT 11 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 1) **1) Innovations, transversalités** (animation : Isabelle Moussaoui)

Sofian Beldjerd *Des mises en scène créatrices ? L'exemple des valorisations marchandes d'une offre de mobilier et de décoration* Auteurs non communicants : François Bobrie CEPE-IAE de Poitiers, Inès de La Ville CEPE-IAE de Poitiers

Marie-Haude Caraës *Industrie des services et place de l'amateur*

RT 11 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 1) **2) Co-productions** (animation : Sandrine Barrey)

Fabrice Clochard *L'ethnoconception. Une réflexion sur l'intégration du facteur humain dans le processus de conception automobile* Auteur non communicant : Vincent Roussarie département IFH / DRIA / PSA Peugeot Citroën

Annie-Joëlle Priou-Hasni *Vendeur créateur, consommateur créateur : de (nouvelles) figures innovantes. Sociologie d'une « relation sur mesure »*

Jean Corneloup *Marketing culturel et consommations de produits de montagne*

Sonia Saidi *Ces commerces qui jouent la carte du monde : une invitation à l'hybridation ? L'exemple des boutiques d'instruments de musiques du monde.*

RT 11 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP B) **3) Hybridations. Session conjointe avec les RT 12 et 23** (animation : Sophie Dubuisson-Quellier, Geneviève Teil)

Manuel Boutet *De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet*

Magali Pierre *Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?*

Thibault Danteur *Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »*

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance*

Geneviève Teil, Alexandre Mallard *Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe* Auteur non communicant : Hennion Antoine

RT 11 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP B) **4) Prescriptions/régulations. Session conjointe avec les RT 12 et 23** (animation : François Vatin, Geneviève Teil)

Ronan Le Velly *Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.* Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes

Sophie Dubuisson-Quellier, Sandrine Barrey, Séverine Gojard *Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie* Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA

Pauline Barraud de Lagerie *A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recomposition des produits dans l'industrie agroalimentaire.*

François Hochereau *L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques*

Christèle Dondeyne *L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Eléments d'analyse*

RT 11 Session 0 (AG en IEP 1) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 11 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 1) **5) Créativités ordinaires et extraordinaires** (animation : Stéphanie Tabois)

Giada Danesi, Olivier Wathelet *Produire et consommer les repas : ethnographie de la créativité ordinaire dans l'industrie agro-alimentaire*

Annalisa Iorio *Consommation, citoyenneté et innovation dans les projets d'habitat participatif en France et en Italie*

Amélie Flamand, Nadine Roudil *Consommer de l'énergie. Entre pratiques de consommation et pratiques de l'habiter : l'habitant créateur.*

Mathieu Hocquet *Technologies commerciales et mise au travail du client. De l'hypermarché au marché pour une consommation gagnant-gagnant?*

RT 11 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 1) **6) Braconnages/hybridations** (animation : Fabrice Clochard)

Louis Mathiot *Innovations alimentaires et consommation enfantine : Comment les enfants dé-jouent les stratégies marketing ?*

Jean-Philippe Nau, Renaud Garcia-Bardidia *Le téléchargement illégal d'œuvres culturelles comme une pratique innovante ? Un éclairage par les itinéraires et les carrières* Auteur non communicant : Renaud Garcia-Bardidia Université de Nancy 2

Pascal Benvenuti *Consommer la culture au travail. Le cas du petit personnel des institutions culturelles légitimes.*

Renaud Garcia-Bardidia *Carrières de joueurs-travailleurs dans les boîtes de nuit de Second Life : satisfactions et tensions*

RT12 Sociologie économique

RT 12 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 2) **Modèles économiques et institutions** (animation : Caroline Dufy, Pascale Trompette)

Tommaso Pardi *Au nom du consommateur : la construction sociale de l'innovation dans l'automobile et ses conséquences politiques* Auteur non communicant : Bernard Jullien directeur GIS Gerpisa ENS Cachan

Cédric Pelissier *Les plates-formes web comme nouvel intermédiaire de l'innovation. L'exemple du crowdsourcing, un processus d'institutionnalisation du mouvement de l'open source.*

Emmanuelle Marchal *Innovations dans les pratiques de recrutement*

RT 12 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 2) **L'innovation engagée : valeurs et mobilisations** (animation : Alexandre Mallard, Marie-France Garcia-Parpet)

Sophie Dubuisson-Quellier *La contribution des mouvements militants à l'innovation par la constitution de nouvelles valeurs marchandes*

Pascale Trompette, Céline Cholez, Thomas Reverdy *L'innovation des marchés BoP : pluralités des régimes d'accountability*

Diane Rodet *La production engagée : les systèmes de garantie de l'économie solidaire comme réponse aux nouveaux enjeux de l'innovation.*

Emmanuel Kessous *L'exposition de la vie privée sur les plateformes de réseaux sociaux sur Internet : entre bien commun et moindre mal*

RT 12 Session 0 (AG en IEP 2) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

RT 12 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP B) **Hybridations. Session conjointe avec les RT 11 et 23** (animation : Sophie Dubuisson-Quellier, Geneviève Teil)

Manuel Boutet *De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet*

Magali Pierre *Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?*

Thibault Danteur *Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »*

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance*

Geneviève Teil, Alexandre Mallard *Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe* Auteur non communicant : Hennion Antoine

RT 12 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP B) **Prescriptions / Régulations. Session conjointe avec les RT 11 et 23** (animation : François Vatin, Geneviève Teil)

Ronan Le Velly *Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.* Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes

Sophie Dubuisson-Quellier, Sandrine Barrey, Séverine Gojard *Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie* Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA

Pauline Barraud de Lagerie *A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recomposition des produits dans l'industrie agroalimentaire.*

François Hochereau *L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques*

Christèle Dondeyne *L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Eléments d'analyse*

RT 12 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 2) **Le temps de l'innovation : temporalités et incertitude** (animation : Alina Surubaru, Pierre François)

François Sarrazin *L'organisation innovante de l'arboriculture fruitière du Val de Loire*

Laure de Verdalle *Logique de catalogue et dynamique d'innovation dans le production cinématographique*

Kevin Mellet, Jean-Samuel Beuscart « *On ne vend pas des savonnettes !* » *Une analyse comparée des pratiques de publicité et de marketing dans les filières du livre et du cinéma*

Patrick Germain-Thomas *Le marché subventionné du spectacle de danse contemporaine en France. Prime à l'innovation et limites de la diffusion.*

RT 12 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 2) **Logiques et reconfigurations des territoires professionnels** (animation : Marie Trespeuch, Antoine Bernard de Raymond)

Sylvain Vatan *La tarification dans le secteur de l'aide à domicile. Entre financement collectif non marchand et proto-tarification à l'acte : le cas de la région Nord-Pas de Calais*

Yuna Chiffolleau *Les apports de l'étude des circuits courts et de proximité à une sociologie économique de la construction sociale des prix* Auteur non communicant : Benoît Prévost

Guillaume Jaubert *L'invention de la grande association gestionnaire dans le secteur du handicap* Auteurs non communicants : Benoit Cret, Magali Robelet et David Piovesan Ifross Lyon 3

RT 12 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ECO 5) **Dynamiques inter-organisationnelles de la création et de l'innovation. Session conjointe avec le RT 26** (animation : Alvaro Pina-Stranger, Antoine Vernet)

Vincent Cardon *Inventer le même. Division du travail de recrutement et contenu des distributions artistiques dans l'industrie cinématographique.*

Fabien Eloire *La stratégie d'innovation sur le marché de la restauration : une approche en termes d'interface et de réseau*

Claude Julie Bourque *La place des entreprises privées et des entrepreneurs dans les réseaux de collaboration en recherche en sciences de la santé, sciences naturelles et génie au Québec* Auteur non communicant : Jean Bernatchez professeur-chercheur Université du Québec à Rimouski

Fabienne Picard *Trajectoires d'émergence des projets coopératifs d'innovation dans le cadre de réseaux inter-organisationnels territorialisés* Auteurs non communicants : Nafaa HAMZA-SFAXI, et Caroline HUSSLER UTBM-RECITS

RT13 Sociologie du droit et de la justice
--

RT 13 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 13) **La production du droit par le bas** (animation : Isabelle Sayn, Nicolas Fischer)

Hakim Bellebna *L'appropriation des normes nationales par les «street level bureaucrats» : l'exemple des Conseillers d'Insertion et de Probation.*

Gaetan Cliquennois *Le travail décisionnel des juges d'application des peines*

Camille Lancelevee, Elodie Janicaud *Nouveaux droits sous contrainte carcérale : quand la prison ouvre un accès au soin et à la famille.*

Brigitte Frotiée *Les partitions de la fabrique de la loi CMU*

Gildas Tanguy *Les préfets et l'application de la loi. Bricoleurs, interprètes ou producteurs de normes ? L'exemple de la législation du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire obligatoire.*

RT 13 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 13) **Genèse et transformation de notions juridiques / Innovations dans l'organisation de la justice** (animation : Rachel Vanneville, Daniel Sabbagh, Laurence Dumoulin, Cécile Vigour)

Christel Cournil *De la mise à l'agenda des migrations environnementales aux propositions de nouveaux droits : Recherches sur l'émergence de protections juridiques*

Sabine Montagne *Introduire la théorie financière dans le droit : une enquête exploratoire*

Samer Ghamroun *Les justices communautaires de la famille à l'épreuve de l'étatisation ? Le travail du juge libanais des enfants, entre normes religieuses et droit séculier*

Yohan Selponi *Application de la loi et ajustements procéduraux. L'orientation des prévenus en comparution immédiate au service de traitement direct du parquet*

RT 13 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 13) **Acteurs sociaux dans la production du droit** (animation : Anne Boigeol, Thierry Delpuech)

Sébastien Chauvin, Anne Bory *Le droit par la grève : droit au séjour et droit de grève comme enjeux du mouvement des travailleurs sans papiers.* Auteur non communicant : Pierre Barron Nicolas Jounin Lucie Tourette

Déborah Flusin-Fleury *Les groupes d'intérêt dans la construction du droit communautaire européen : retour sur le processus d'inscription des SIG (services d'intérêt général) dans le traité de Lisbonne.*

Julieta Grinberg *Conflits entre justice et administration dans la protection de l'enfance à Buenos Aires : Interprétations et usages autour d'une nouvelle loi*

Aude Lejeune, Jean-François Orienne *Choisir des cas exemplaires : la strategic litigation dans la lutte contre les discriminations liées à l'emploi en Belgique*

RT 13 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 13) **Dispositifs d'effectivité du droit** (animation : Benoit Bastard, Nicolas Dodier)

Vincent-Arnaud Chappe *Objectiver les discriminations pour les résorber : la méthode des panels au service de l'épuration des épreuves du capitalisme.*

Eloise Girault *Innover sans changer le droit: l'effectivité du droit comme stratégie de politique pénale*

Xavier de Larminat *La reconfiguration des modes de prise en charge des condamnés en milieu ouvert : l'essor des Programmes de Prévention de la Récidive (PPR)*

Nicolas Rafin *Une « nouvelle » pratique judiciaire en question: Auditionner les enfants quand les parents se séparent*

RT 13 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 13) **AG du RT 13**

RT 13 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 13) **Socialisation par le / au droit** (animation : Pierre Guibentif, Hélène Michel)

Anne Boigeol *La formation des magistrats : un espace d'innovation pédagogique*

Rémi Guillot *Innovations judiciaires et appel au peuple. Ce que Mai 68 a fait au droit. Le cas du juge Pascal et de « l'affaire de Bruay-en-Artois ».*

Fabien Deshayes, Anne-Julie Auvert *Au ras des papiers pour faire son dossier : un espace réflexif ?*

Axel Pohn-Weidinger *Ecrire aux HLM : entre catégories indigènes et catégories institutionnelles* Auteur non communicant : Emilia Schijman allocataire de recherche Paris 7

Arlette Gautier *Le droit du mariage au Yucatan entre CEDEF et coutumes mayas*

RT 13 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 13) **Juridicisation / Judiciarisation** (animation : Martine Kaluszynski, Violaine Roussel)

Thierry Delpuech *Les banques comme agent de restauration de la force du droit. Dé-juridicisation et re-juridicisation des activités de crédit en Bulgarie entre la transition et l'adhésion à l'Union européenne* Auteur non communicant : Margarita Vassileva ISP Cachan

Pierre Guibentif *La reconnaissance juridique du travail domestique*

Pierre-Edouard Weill *Qui sait faire valoir le DALO ? Compétence des requérants et judiciarisation de l'action publique.*

RT14 Sociologie des arts et de la culture

RT 14 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH AMPHI 1) **Sociologies de la création et de l'innovation** (animation : Florent Gaudez)

Yvonne Neyrat *La sociologie de la création de Jean Duvignaud*

Lucile Chartain *La sociologie du cinéma de Siegfried Kracauer : la création cinématographique et l'innovation artistique comme moyen d'accéder à la vérité*

Julien Grange *Une approche sociologique de l'œuvre de L.-F. Céline*

Emilie Saunier *L'activité littéraire d'Amélie Nothomb comme travail de soi : pour une approche dispositionnaliste de la création littéraire*

Sarah Gilsoul *Une sociologie pragmatique des expositions en contexte d'anomie artistique : Le cas du « Off » de la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar*

RT 14 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD5) **Arts visuels, Identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Sylvia Girel)

Pascale Ancel *Créations artistiques, innovations culturelles et redéfinitions identitaires Questions d'auteurs dans les arts plastiques aujourd'hui*

Marie Doga *La création architecturale : valorisation des procès de fabrication et des gestes techniques.*

Jean-Paul Filiod *La création partagée dans les résidences d'artistes à vocation sociale et éducative*

Natacha Détré *Réseaux d'influence et univers de référence des artistes « iconographes »*

Susana Villafuerte *Les apports créatifs des techniciens à la production des œuvres dans le théâtre d'opéra*

RT 14 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD6) **Travail, Identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Christine Detrez)

Flora Bajard *Culture de métier et singularité artistique : quand le croisement des régimes d'exercice conditionne la création*

Barthélémy Bette *Ethnographie d'une pratique artistique de détournement du travail salarié : éléments pour une compréhension sociologique de la fonction critique de l'art.*

Hamdi Ounaina *Le Syndicat des métiers des arts plastiques, nouvelle structure, nouvelle optique pour la création artistique en Tunisie*

Olivier Le Falher *Quand interpréter, c'est modifier : les discours d'experts dans la gestion par projet du travail artistique*

RT 14 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD5) **Spectacle vivant, Identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Eve Brenel)

Jérémy Sinigaglia *Les créateurs ont-ils le temps de créer ? Analyse des conditions de la création artistique dans le spectacle vivant aujourd'hui.*

Magali Uhl *Le « mode conférence » : le discours performatif comme geste artistique émergent*

Clément Poutot *Jana Sanskriti : de l'imitation à l'innovation*

Altaïr Despres *L'ethnicité comme ressource dans la création. L'exemple des danseurs contemporains africains*

Audrey Bottineau *Innover en danse contemporaine : de la créativité des interprètes à la création d'un chorégraphe*

RT 14 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD6) **Créations, innovations et réceptions littéraires** (animation : Marie Doga)

Clara Levy *Innover sous contraintes : l'écriture oulipienne de Georges Perec*

Florence Abrioux *Projet innovant pour culture classique : de la négociation à la réception*

Lise Demailly, Bernard Convert *Effets collatéraux de la création littéraire : l'exemple de la science-fiction.*

RT 14 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD5) **Musiques, identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Pierre François)

Claire Hannecart *Cadre contraint de double activité de musiciens indépendants : processus de créativité collective et usage de médiations techniques.*

Sonia Saidi *Le rapport aux instruments de musique traditionnels dans des cadres d'expérience de plus en plus technicisés. L'exemple du oud et des musiques électroniques.*

Pierig Humeau *«L'audace» de la musique punk en tant que réponse aux lacunes structurales dans l'espace de production*

RT 14 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD6) **Regards croisés entre créations, innovations et réceptions** (animation : Yvonne Neyrat)

Clélia Barbut *Art et vidéo : interactions, innovations*

Michael Bourgatte *L'annotation entre programme d'usages et programme d'usagers.*

Magali Sizorn *Faire d'une ancienne linerie un centre d'art: La patrimonialisation au service d'une reconversion culturelle*

RT 14 Session 0 (AG en ARSH AMPHI 1) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 14 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD5) **Créations, innovations et réceptions musicales** (animation : Pascale Ancel)

Cyril Brizard *La vision originale de la bande musicale : de l'œuvre du groupe Nightwish aux œuvres imaginaires de ses amateurs*

Anne-Cécile Nentwig *Enjeux de l'apport des outils numériques dans la compréhension d'un courant musical : de l'usage des blogs, forums et des réseaux sociaux par les musiciens traditionnels.*

Charlène Feige *La musique à l'ère de l'innovation marketing - Mise en perspective de la création et de la réception des fonds sonores à but commerciaux dans les magasins de vêtements*

Irina Kirchberg *Étudier le processus de création musicale en natation synchronisée : de la cassette audio au disque compact*

RT 14 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD6) **Création, innovation, institutions et politiques culturelles** (animation : Bruno Pequignot)

Olivier Alexandre, Philippe Mary *Le paradoxe du cinéma français 1959-1989 Invention et institutionnalisation du cinéma d'auteur*

Emilie Salamero *A la croisée de l'innovation institutionnelle et artistique : l'exemple du Lido*

Ilker Birkan *Les enjeux du développement de la création contemporaine par le secteur privé à Istanbul*

Jean-Philippe Uzel *Les aides publiques à l'innovation numérique, l'exemple de Montréal.* Auteur non communicant : Marie-Michèle Cron Conseillère culturelle Conseil des arts de Montréal

RT 14 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ARSH AMPHI 1) **Innovation, création et intervention en sociologie des arts et de la culture** (animation : Jean-Paul Fourmentraux)

Edgard Vidal *La construction d'un réseau international de chercheurs américanistes à travers la revue Artelogie* Auteur non communicant : Aline MOCO SILVA MIKLO

RT15 Jeunesse, Ages de vie, Générations
--

RT 15 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 15) **Penser l'adolescence** (animation : Alejandra Gaviria, Cécile Van de Velde)

Joël Zaffran *Les temps de l'adolescence : temps perdu et temps retrouvé*

Guillaume Macher *La condition adolescente : l'autonomie dans la dépendance aux parents - Retour sur deux notions usuelles en sociologie de la jeunesse*

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Aurélia Mardon *Expériences des colonies de vacances à l'adolescence et construction identitaire*

Hélène Lepinay *Penser l'adolescence dans la société Nord thaïlandaise contemporaine*

RT 15 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 15) **De l'enfance à l'âge adulte : socialisations et parcours** (animation : Alejandra Gaviria, Cécile Van de Velde)

Julie Thomas *Les adolescentes engagées dans des filières scolaires masculines : signe d'innovation sociale ou « contournements » individuels ? L'analyse des socialisations corporelles enfantines et secondaires*

Annie Pontbriand, Martin Goyette *Parcours d'entrée dans la vie adulte de jeunes autochtones : une lecture dynamique des trajectoires.*

RT 15 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 15) **Jeunesse, territoires, mobilité - I** (animation : Emmanuelle Maunaye)

Blandine Mortain, Cécile Vignal *Tensions autour de la décohabitation de jeunes de milieu populaire : filles et garçons face à la mobilité géographique*

Guillaume Erckert *Le temps des études : de la prise en compte d'une dimension socio-spatiale. Le cas des étudiants strasbourgeois* Auteurs non communicants : Bernard MICHON, Claudine FABER, Sandrine Knobé Université de Strasbourg

Andrea Tribess *Choisir des études universitaires à proximité : facteur de réussite ou d'échec pour les bacheliers issus des classes sociales modestes ? Une étude de cas en Picardie.*

Eric Gallibour *Trajectoires socioprofessionnelles, compétences et territoires : la mobilité européenne des jeunes professionnels comme un investissement social et territorial en Aquitaine*

RT 15 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 15) **Jeunesse, territoires, mobilité - II** (animation : Emmanuelle Maunaye)

Julian Devaux *Mobilités quotidiennes, avancée en âge et différenciation des trajectoires de jeunes ruraux franciliens.*

Paul Costey *Socialisation, générations ouvrières et mobilité à la Société Métallurgique de Normandie*

Benoît Tine *Centres d'appels versus jeunes des banlieues : territoire, pauvreté et exclusion au cœur de la relation clientèle*

Evelyne Barthou *Filière de scolarisation et rapport au territoire en banlieue, un lien tenu*

RT 15 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 15) **Cultures, transmissions, innovations** (animation : Bernard Roudet)

Pierre Merckle *Les cultures adolescentes : entre innovation et reproduction ? Une analyse à partir de l'enquête longitudinale sur les pratiques culturelles des enfants et des adolescents*

Nicolas Pinet *Comment agir ? Rapport aux médias et volonté de changement social dans le discours des jeunes adultes de Santiago du Chili, New-York et Paris*

RT 15 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 15) **Vulnérabilités juvéniles et protection sociale** (animation : Valérie Becquet)

Léa Lima *Normalité, normativité et normalisation des parcours d'insertion des jeunes précaires. Une analyse des délibérations au sein des fonds d'aide aux jeunes*

Virginie Muniglia, Céline Rothé *Jeunes vulnérables, appropriation des dispositifs sociaux et de santé et construction des trajectoires individuelles*

Romain Vila *Le lien formation/insertion des jeunes: une entrée pertinente dans le débat syndical sur la sécurisation des trajectoires professionnelles?*

Pernelle Issenhuth, Isabelle Frechon *De la protection de l'enfance à l' « âge adulte », retour sur la police des âges et les expériences vécues*

RT16 Sociologie clinique

RT 16 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D4) **Innovation, création et travail** (animation : Pierre Roche)

Harmony Glinne *« Un travail individualisé en trois minutes », ou l'innovation sous contrainte au guichet*

José Newton Araújo *La précarisation du travail dans la production sucrière au Brésil* Auteur non communicant : RESENDE Carolina Costa

Fernando Gastal de Castro *Le suicide lié aux conditions de travail de nos jours*

Jacques Rhéaume *Enquête dans un établissement de détention à sécurité maximale au Québec : une approche de sociologie clinique*

Vera Regina Roesler *Les aspects paradoxaux du processus de la retraite chez travailleuses brésiliennes.*

RT 16 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D4) **Innovation, création et processus identitaires** (animation : Vanessa Andrade de Barros)

Julien Grange *Le trouble à l'œuvre – de la sociologie de l'art à la sociologie clinique, une approche de l'œuvre et des lectures actuelles de L.-F. Céline*

Irene Ehrlich *La sociologie clinique et la notion de psychique chez Sartre*

Jean Vincent *L'innovateur qui publie entre passion, concurrence et instrumentalisation d'autrui*

Fred Paillet *redéfinition numérique des sexualités : orientations sexuelles vs. affects documentaires*

RT 16 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D4) **Innovation, création, monde urbain** (animation : Jean Vincent)

Gilles Monceau *Imaginer une socio-clinique institutionnelle de la ville*

Ana Massa, Patricia Guerrero *L'émergence du politique dans le discours des jeunes défavorisés des favelas de Rio de Janeiro et des jeunes de rue de Santiago du Chili*

Vanessa Andrade de Barros *Les "mères du trafic" et l'effort pour transformer des milieux marginaux* Auteurs non communicants : José Newton G. DE ARAUJO, João Batista M. PINTO.

Vanessa Andrade de Barros *Travail et transformation en situations de marginalité* Auteurs non communicants : Alessandra Kely VIEIRA, Aline PACHECO SILVA, Carolyne REIS BARROS, João Batista Moreira PINTO

Pierre Roche *La proximité à l'épreuve des trafics de drogue*

RT 16 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D4) **Innovation, création et méthodologie** (animation : Jacques Rhéaume)

Mohamed Amara *La caméra, outil d'une démarche clinique dans les groupes de parole*

Pascal Fugier *Les forces institutantes et instituées du terrain biographique du sociologue*

RT 16 Session 0 (AG en PATIO D4) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 16 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D4) **Innovation, création et histoire de la sociologie clinique** (animation : Vincent de Gaulejac)

RT 17 Gestion politique du corps et des populations

RT 17 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 19) **La fabrication des dégoûts contemporains** (animation : Jean Constance)

Stéphane Le Lay *Le traitement des déjections canines dans l'espace public : implications affectives et significations sociales*

Hélène Desfontaines *Le sale et le malsain : arrangements pratiques à propos des règles prescriptives d'hygiène hospitalière*

Anne-Elène Delavigne *Les systèmes contemporains d'hygiène alimentaire des viandes : artificialisation et remise en cause de la relation alimentaire aux animaux*

RT 17 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 19) **La fabrication des dégoûts contemporains. Table ronde**
Patrick Barbet (Hôp. St Vincent de Paul), Patrick Saint-Hillier (Centre M. Halbwachs), Marie-Reine Mallaret (CHU de Grenoble), Eric Zaoui (APHP, accompagnement de la maladie grave et chronique)

RT 17 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 19) **La tension malheureuse entre attirance pour la nature et son contrôle** (animation : Gilles Raveneau)

Cristina Cenci, Enrico Pozzi *La peau de la chair sociale: le psoriasis et les phantasmes de la nature dans les conversations du Web 2.0*

Romain Bragard *Politique de nature dans la randonnée pédestre: articulations entre vécu, affects et institutions.*

Claire Tollis *Les non-humains, ces adjuvants (qui nous font parfois défaut). A propos des pratiques de gestion des espaces verts.*

RT 17 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 19) **La tension malheureuse entre attirance pour la nature et son contrôle. Table ronde**

Avec Guillaume Christen (Université de Strasbourg) et Catherine Henry-Plessier (docteur en médecine, accompagnement des entreprises et développement personnel).

RT 17 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 19) **Assemblée Générale du RT 17. Bilan des publications et orientations futures du RT 17**

RT 17 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 19) **Le naturel comme nostalgie au cœur de l'artifice** (animation : Dominique Memmi, Emmanuel Taïeb)

Jérôme Camus, Nathalie Oria *L'argument du naturel dans l'encadrement à la maternité*

Alfonsina Faya Robles *Le programme d'« Humanisation de l'accouchement et de la naissance » au Brésil et l'allaitement maternel. De la « Nature acquise » aux inflexions de la Nature.*

Yannick Le Hénaff *Le « paradoxe du naturel » en chirurgie esthétique*

Olivier Lepiller *Critique au nom du naturel et naturalisation de l'alimentation industrielle : une approche sociohistorique*

Agnès Dumas *La politique de prévention du risque alcool et grossesse, ou l'histoire de l'étiquetage d'un produit – toxique – du terroir*

RT18 Sociologie des Relations Professionnelles

RT 18 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D18) **Innovations et relations de travail (1)** (animation : Jean-Vincent Koster, Frédéric Rey)

Paulo Alves *Les syndicats et les technologies: adoption et usages des TIC par les syndicats portugaises* Auteurs non communicants : Manuel Correia Université de Coimbra, Leonor Pires EST/Institut Polytechnique de Setúbal et DINÂMIA/CET

Marnix Dressen *La fusion pour les nuls une innovation démocratique inspirée s'appuyant sur les TIC*

Claire Vives *Une institution paritaire saisie par ses innovations managériales : le cas de l'assurance chômage (1993-2008)*

RT 18 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D18) **Innovations et relations de travail (2)** (animation : Marnix Dressen, Sophie Bérout)

Giusto Barisi *Les nouveaux dispositifs d'entretien d'évaluation des salariés*

Camille Dupuy *La participation des salariés à l'innovation : le cas de l'outil de production éditoriale du Monde Interactif.*

Martine Gadille *La régulation de la propriété intellectuelle dans le capitalisme cognitif : un enjeu émergent des relations professionnelles* Auteur non communicant : Isabelle Schockaert LEST IRT Aix-en-Provence

Isabelle Mallet *Crises identitaires face aux nouvelles pratiques de management*

RT 18 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D18) **Nouveaux acteurs des relations professionnelles** (animation : Jérôme Péliasse, Arnaud Mias)

Guy Bellemare *Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux en relations industrielles. De la notion de système de relations industrielles à la notion de région de rapports de travail* Auteur non communicant : Louise Briand Professeure Sciences comptables Université du Québec en Outaouais

Aline Conchon *L'actionnaire, nouvel acteur des relations professionnelles au niveau de l'entreprise ?*

Alexandra Garabige *Les usagers : de nouveaux acteurs des relations professionnelles ?*

Donna Kesselman *Un nouvel acteur dans les négociations collectives – et la vie politique – aux Etats-Unis : la voluntary employee beneficiary association (VEBA)*

RT 18 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D18) **Articulation et interdépendance des régulations** (animation : Frédéric Rey, Marnix Dressen)

Hervé Champin *Dialogue social européen sectoriel, innovation et circulation de modèles sociaux : l'exemple du secteur ferroviaire*

Anne Dufresne *Quels acteurs européens pour quelle négociation collective transnationale ?*

Slavina Spasova *La trajectoire idéationnelle des réformes de pensions dans les PECO: une comparaison entre la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie. Influences externes et acteurs domestiques.*

Elodie Bethoux, Alina Surubaru *Quelles innovations dans les négociations sur l'emploi dans l'entreprise ? Enquêtes auprès des équipes CFDT dans quatre secteurs d'activité* Auteur non communicant : Annette Jobert directrice de recherche au CNRS rattachée à l'IDHE Cachan

RT 18 Session 0 (AG en PATIO D18) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 18 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D18) **Nouveaux espaces des relations professionnelles** (animation : Alexandra Garabige, Donna Kesselman)

Matthieu Hely *Des relations professionnelles sans relation ? Retour sur les conflits sociaux de 2010 dans le monde associatif.*

Jean Ferrette *Au-delà de l'action directe et de l'institutionnalisation, les Conseillers du salarié*

RT 18 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D18) **Evolutions du « métier » de syndicaliste** (animation : Antoine Bevort, Jean-Vincent Koster)

Cécile Guillaume *La réforme de la représentativité syndicale : vers une gestion sous contrainte des parcours syndicaux ?*

Sophie Pochic *La reconversion des anciens cadres syndicaux : une question « nouvelle » à la lumière des pratiques passées*

Fred Sechaud *Fonctions, compétences et postures syndicales* Auteur non communicant : Mario Correia sociologue IRT & LEST

Francisca Gutierrez *L'engagement syndical. Une étude comparative entre le Chili et la France*

Ivan Sainsaulieu *L'esprit de convergence de la CGT dans le secteur bancaire* Auteur non communicant : Remi Bourguignon mcf IAE Paris

RT 18 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D18) **Syndicats : nouvelles règles de représentativité** (animation : Michèle Tallard, Catherine Vincent)

Arnaud Mias, Jérôme Pelisse, Elodie Bethoux *De la représentation à la représentativité. Enquêtes auprès des militants de la CFE-CGC sur ce que la loi du 20 août 2008 veut dire* Auteur non communicant : Guillaume DESAGE ingénieur d'études.

Mailys Gantois *Interroger les héritages au regard des pratiques de négociation collective depuis les lois du 20 août 2008 et du 5 juillet 2010*

RT19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap
--

RT 19 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Transformations institutionnelles et évolutions professionnelles (1/3)** (animation : Françoise Bouchayer)

Claire Belart *Le processus de rationalisation du soin en santé mentale à travers la mise en place du RIM-P.*

Livia Velpry *Pratiques de soin et gestion dans les hôpitaux psychiatriques : une approche socio-historique* Auteur non communicant : Benoît Eyraud Post-doctorant Larhra-CNRS

Jorge Munoz *Appropriation et transformation des outils de travail. Le cas du dossier patient dans le cadre des démarches qualité*

Christelle Routelous *La réorganisation de l'offre hospitalière publique par la promotion du partenariat public-privé*

Marjorie Bied *Innover dans le secteur du maintien à domicile : entre volonté de gestion, rationalisation institutionnelle et réalités empiriques*

RT 19 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV AMPHI H) **Transformations institutionnelles et évolutions professionnelles (2/3)** (animation : Lise Demailly)

Emmanuelle Zolesio *« Femmes chirurgiens et innovation managériale »*

François-Xavier Schweyer *Une transformation silencieuse : les flux migratoires internationaux des professionnels de santé en France*

Emmanuel Langlois *Les communautés thérapeutiques pour usagers de drogue en France : enjeux, résistances et adaptations.*

Luigi Flora, Dan Ferrand-Bechmann *la place des associations, des bénévoles et des malades experts dans le système de santé*

RT 19 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Le handicap en mouvement (1/2)** (animation : Alain Blanc)

Benoît Eyraud *Les mandats judiciaires à la protection des majeurs : une pratique civile de soin à l'articulation du sanitaire et du social*

Louis Bertrand, Jean-Sébastien Eideliman, Vincent Caradec *Le « projet de vie » des personnes handicapées, entre écriture sur soi et formalité administrative*

Seak-Hy Lo *La situation de handicap à l'épreuve de l'emploi : questionnement sur l'employabilité*

Catherine Peyrard, Martine Blanc *Loi du 11 février 2005, reconnaissance du handicap psychique et droit égal au travail : tensions et paradoxes*

Nicolas Henckes *Un statut inachevé. L'UNAFAM et les redéfinitions de la chronicité psychiatrique dans le courant des années 1970.*

RT 19 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H4) **Soigner/se soigner autrement** (animation : Beatrice Jacques)

Arlette Gautier *De parleras à sobaderas au Yucatan. Les transformations du suivi des grossesses*

Nadia Garnoussi *La méditation pour « se développer » et pour guérir : l'offre de mindfulness dans le champ de la santé mentale*

Jérémy Damian *La relation de soin par le toucher dans le « Body-Mind Centering » Education somatique ou pratique thérapeutique ?*

Annalisa Ornaghi, Mara Tognetti *Les médecines non conventionnelles et l'implémentation dans les Services Sanitaires Régionaux italiennes: une étude de cas.*

RT 19 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H3) **Le handicap en mouvement (2/2)** (animation : Jean-Sébastien Eideliman)

Marion Blatgé *Construire une distance à l'objet handicap: l'exemple d'une sortie de terrain*

Audrey Sitbon *Étudier la santé des personnes sourdes et malentendantes, implications méthodologiques*

Gaëlle Giordano *La santé mentale dans l'enquête Handicap-Santé-Ménages (HSM), regard qualitatif sur les données recueillies* Auteurs non communicants : Marie Cuenot chargée de recherche EHESP, Pascale Roussel professeur EHESP.

Christine Gruson *Enquêter auprès de mères avec une déficience intellectuelle : considérations méthodologiques et premiers résultats .*

Céline Borelle *Handicap et parentalité. Le cas de l'autisme.*

RT 19 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV AMPHI H) **Session conjointe avec le RT38, Environnement et santé** (animation : Emilie Legrand, Dominique Beynier)

Auréli Roussary *L'implication locale dans la construction du risque sanitaire et du principe de précaution. La controverse du Bio-essai souris sur le Bassin d'Arcachon* Auteurs non communicants : Bruno Bouet ingénieur contractuel Cemagref - UR ADBX, Denis Salles directeur de recherche Cemagref - UR ADBX

Mylène Chambon *Le PPRT ou la désillusion associative pour une protection sanitaire des riverains* Auteurs non communicants : Collectif Irénée Zwarterook : Iratxe Calvo-Mendieta , Sabine Duhamel, Hervé Flanquart, Séverine Frère, Christophe Gibout, Anne-Peggy Hellequin ULCO-TVES et Antoine Le Blanc ULCO-TVES, Frédéric Gonthier IEP de Grenoble PACTE

Pierre Fournier *Les établissements monoindustriels à risques : cas limites pour la nouvelle démocratie sanitaire et technique ?* Auteur non communicant : Mathieu Leborgne chercheur associé LAMES (Université d'Aix-Marseille/CNRS)

Cécilia Claeys, Elise Mieulet *La prolifération du moustique tigre en France méditerranéenne : Tensions et/ou complémentarités entre considérations environnementales et sanitaires*

Françoise Bouchayer *Quels modes de prise en compte des risques sanitaires environnementaux dans les univers professionnels des médecins praticiens ?*

Céline Guilleux *Acteurs de santé et environnementalistes en congrès : une nouvelle problématisation de « l'enfance en danger ».*

RT19 Session 0 (en CLV HALL) **Session Posters le jeudi de 12h30 à 14h30**

RT 19 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H4) **Session conjointe avec le RT31, Sport et santé** (animation : Livia Velpy, Patrick Trabal)

Marina Honta, Loïc Sallé *La mise en œuvre du Programme National Nutrition Santé à l'épreuve de l'action locale* Auteur non communicant : Nadine Haschar-Noé PRISSMH-SOI Toulouse 3

Fabien Merlaud *La dynamique des réseaux de lutte contre l'obésité dans les espaces intermédiaires ou comment assurer une continuité des soins dans un contexte réformateur.* Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI EA 4561 Toulouse III

Charles-Eric Adam, Henrique Rodas, Cédric Dechef *Lorsque les internautes expriment leurs craintes à propos de leurs consommations de produits*

Fanny Le Mancq *Cumul des statuts, cumul des usages du corps et santé. Le cas des sports équestres et des courses hippiques.*

RT 19 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Session conjointe avec le GT41, Corps, innovations technologiques, médecine et e-santé** (animation : Beatrice Jacques, Caroline Moricot)

Alexandre Mathieu-Fritz, Laurence Esterle *Les téléconsultations médicales. Transformations des pratiques professionnelles et des interactions médecins/malades*

Julien Soler *Au carrefour des expertises : autour d'une technologie pour la santé.*

Joelle Kivits *L'internet institutionnel dédié à la santé : usages et appropriation de l'information par le public*

Camille Adamiec *Alicaments : quand l'innovation donne forme au rapport au corps et à la nature.*

Benjamin Derbez *L'expérimentation clinique comme innovation thérapeutique . Retour sur une requalification à travers l'exemple de la cancérologie*

Matthieu Duboys de Labarre *Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et personnes en situation de limitation d'autonomie : trajectoires d'usages*

Christophe Perrey *Accès à l'innovation thérapeutique et équité : le cas des essais cliniques en cancérologie* Auteur non communicant : Amiel Philippe

RT 19 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en CLV AMPHI H) **Transformations institutionnelles et évolutions professionnelles (3/3)** (animation : Emilie Legrand)

Arnaud Campéon, Blanche Le Bihan, Isabelle Mallon *Quelle prise en charge des troubles de la mémoire ? Invention locales et structuration nationale. Analyse de 3 Centres mémoire de ressources et de recherche*

Lise Demailly, Catherine Déchamp-Le Roux *Les pratiques des équipes mobiles de psychiatrie* Auteur non communicant : Olivier Dembinski CLERSE

Laure Raymond *Maison médicale de garde : médecins libéraux et usagers dans une offre de soin plus intégrée*

Marie-France Vaillant *Les prestataires de santé à domicile : la question de l'articulation de l'autonomie des intermédiaires et de l'autonomie des malades*

Caroline Haby *A quoi sert le dépistage du cancer du sein ? Etude d'une controverse.*

RT 19 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en CLV AMPHI H) **AG du RT19**

RT 20 Méthodes

RT 20 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO TD19) **Convergences et dissonances des résultats selon les méthodes d'observation** (animation : Karl van Meter)

Anne-Sophie Béliard, Baptiste Brossard *Internet et la méthode ethnographique : L'utilisation des messageries instantanées dans le cadre d'une enquête de terrain*

Pierre Bréchon *Echantillon aléatoire, échantillon par quotas : les enseignements de l'enquête EVS 2008 en France*

Agnès Dumas *Articuler les approches quantitative et qualitative : de la collecte à l'interprétation des données sur les trajectoires de vie de personnes atteintes par un cancer dans leur enfance* Auteur non communicant : Christophe Perrey

Fabrice Guilbaud *Deux ethnographes en prison : les enjeux d'une enquête collective et sexuée*

Flora Chanvril, Viviane Le Hay *Les effets du mode d'administration, téléphone ou internet, sur la mesure de la confiance*

RT 20 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO TD19) **Analyse textuelle et Perception de l'enquête par l'enquêté** (animation : Didier Demazière)

Alex Alber *La synchronisation audio-textuelle des entretiens : présentation de la méthode Sonal*

Aurélien Berthou *L'enquête qualitative par courrier électronique. Une innovation méthodologique à interroger.*

Mathieu Brugidou *La compétence linguistique peut-elle être une mesure de la compétence politique ?*

Séverine Colinet *Approche biographique : quelles perspectives ?*

Efi Markou, Bénédicte Garnier *La perception du questionnaire par les répondants : le cas de l'enquête Elvire*

RT 20 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO TD19) **Enquêtes longitudinales et trajectoires** (animation : Louis-André Vallet)

Bertrand Geay, Marion Selz *La mise en place de l'enquête ELFE* Auteur non communicant : Marion Selz Ingénieur de recherche au CNRS CMH

Mathieu Ichou *L'étude statistique des trajectoires scolaires des enfants d'immigrés : quelques pistes pour des avancées méthodologiques*

Nicolas Robette *Transmission intergénérationnelle des trajectoires d'activité féminines: une analyse de dyades de séquences* Auteur non communicant : Eva Lelièvre INED

Danièle Trancart *L'impact de la crise sur les trajectoires professionnelles des jeunes* Auteur non communicant : Véronique Simmonet CEE

Géraldine Vivier *Mais pourquoi diable répondre à une enquête ? Vécus et motivations de participants à un suivi de cohorte.*

RT 20 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO TD19) **Construction de populations : choix du terrain, définition des catégories et mode d'approche** (animation : Marie-Ange Schiltz)

Yoann Boget *Enquête qualitative et comparaison internationale : De la sociologie comparée, à la sociologie croisée ?*

Pauline Clech *Le terrain du sociologue, entre artefact et valeur heuristique : l'apport épistémologique de l'analyse géométrique des données. Réflexion à partir du paradigme de la relégation.*

Marie-Paule Couto *Identifier les « pieds-noirs » dans la statistique publique Précautions méthodologiques nécessaires à l'étude d'un groupe minoritaire*

Maryse Marpsat *Méthodes statistiques pour enquêter les sans-abri*

Cécile Sommen *Calcul des probabilités d'inclusion dans les enquêtes par sondage probabiliste issues de bases de numéro de téléphone fixe et mobile* Auteurs non communicants : Josiane Warszawski MCUPH Inserm, Nathalie Beltzer chargée d'études ORS

RT 20 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO TD19) **Recherche-action et évaluation / organisation du RT** (animation : Gérard Boudesseul)

Philip Aïdan *Une démarche de recherche-action dans un service associatif*

Anita Basinska *New techniques for doing fieldwork in organizations*

Myriam Girardin *Pour une analyse quantitative et qualitative de la production de la normativité sociale dans l'Aide sociale publique suisse : la méthode des scenarii.* Auteurs non communicants : Véréna Keller et Marianne Modak Professeure HETS Lausanne, Françoise Messant-Laurent Univ. Lausanne.

RT 20 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO TD19) **Terrains difficiles, sujets sensibles et construction d'échantillons** (animation : Philip Aïdan)

Gillonne Desquesnes *Une association de l'analyse des réseaux sociaux à une perspective clinique des histoires et du contexte de vie des couples dits maltraitants*

Christine Gruson *« Enquêter auprès de mères avec une déficience intellectuelle : considérations méthodologiques »*

Marie Jauffret-Roustide *Transferts d'expertise et mutualisation des savoirs entre chercheurs, usagers et acteurs de terrain dans le cadre d'une recherche sur la réduction des risques liés à l'usage de crack.* Auteurs non communicants : C. Pequart, L. Oudaya, G. Guibert, C. Semaille et le collectif inter-associatif sur le crack

Laurence Simmat-Durand *Analyser les infanticides au travers de la presse française* Auteur non communicant : Anne Toppani ingénieure d'études CNRS CERMES3-Cesames

Annie Velter *Utilisation d'échantillons de convenance sur internet : intérêts et limites Exemple des enquêtes auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes* Auteur non communicant : Pascale BERNILLON Biostatisticienne InVS

RT 20 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO TD19) **Comparaison et articulation de méthodes ou de champs disciplinaires** (animation : Olivier Pilmis)

Stéphanie Abrial, Jessica Sainty, Annie-Claude Salomon *Exploiter un grand corpus de questions ouvertes : la combinaison d'une approche qualitative et quantitative*

Gérard Boudesseul *Les méthodes d'évaluation expérimentale peuvent-elles être acclimatées à la sociologie ?*

Gianluca Manzo *Division du travail domestique et comparaisons interpersonnelles : un modèle formel à base d'agents empiriquement calibrés.* Auteur non communicant : Renzo Carriero post-doc Université de Turin

Monique Dalud-Vincent *Analyse textuelle et analyse de réseaux : Exemple du traitement d'une base de données bibliographiques à l'aide des logiciels Alceste et Pajek* Auteur non communicant : Romuald Normand IFE-ENS Lyon

Elise Mieulet, Cécilia Claeys *La spatialisation de données pluridisciplinaires « au service » de l'enquête par questionnaires : Pour une sociologie de l'interaction Environnement/Santé, l'exemple du « moustique Tigre »*

RT 21 Mouvements sociaux

RT 21 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 2) **Nouvelles technologies et mouvements sociaux: information, citoyenneté et subjectivité** (animation : Geoffrey Pleyers)

Didier Demazière, François Horn, Marc Zune *La production technique au cœur de l'action militante. Le cas des logiciels libres*

Toscano Emanuele *«Je suis mon révolution personnelle. Web 2.0, subjectivité et activisme du Mouvement Violet en Italie.* Auteur non communicant : Raffaele Pizzari LUMSA Rome.

Jeffrey S. Juris *Frequencies of Transgression: Notes on the Politics of Excess and Constraint among Mexican Free Radios*

Stéphane Carrara *Mobilisation et participation européennes par Internet : le cas des Initiatives Citoyennes Européennes (ICE)*

RT 21 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 2) **Nouvelles technologies, subjectivation et protestation** (animation : Michel Kokoreff)

Pia Valeria Rius *Les coopératives des travailleurs « desocupados » en Argentine durant les années 2000. Des « moments militants » au sein de l'économie sociale.*

Didier Le Saout *Révoltes et révolution en Tunisie : Internet et la production d'identités protestataires*

Lukasz Jurczynszyn *L'importance de l'Internet dans la mobilisation des acteurs collectifs d'en bas dans la Russie contemporaine. Analyse comparative des deux études de cas : Kondopoga et Nijni-Novgorod*

Alexandre Piettre *Les usages d'Internet et des réseaux sociaux dans la formation de l'économie morale et la subjectivation politique des nouveaux acteurs islamiques du Parti des Indigènes de la République*

Nicolas Pinet *Transformation de l'horizon d'attente et crise de la conviction téléologique dans les années 70 : éléments de généalogie autour de la question de l'usage de la violence politique*

RT 21 Session 0 (AG en ECO 2) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

RT 21 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 2) **Innovations, risques, environnement** (animation : Valérie Cohen)

Florence Rudolf *Techniques alternatives: Mystification ou nouvelles alliances?*

Emmanuelle Fillion, Didier Torny *Se mobiliser sur les effets transgénérationnels : le cas du Distilbène® en France*

RT 21 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 2) **Art et mouvements sociaux** (animation : Sophie Lamotte)

Séverine Arsène *Ai Weiwei, artiste et activiste chinois*

Jérémy Sinigaglia *Entre usages militants des pratiques artistiques et usages artistes des pratiques militantes : l'apport des artistes au répertoire d'action collective contemporain*

Mathilde Pette *Engagement et expression artistique dans une mobilisation locale en faveur des sans-papiers : participation d'artistes et pratiques artistiques au service d'une cause.*

Irène Pereira *L'introduction de nouvelles technologies de l'information et de la communication dans une organisation syndicale - Manques, ratés et apprentissages -*

RT 21 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 2) **Contrôle social : innovations et résistances** (animation : Alexandre Piettre)

David Grange *La cause de l'innovation ; origine et composition du mouvement transhumaniste*

Geoffrey Pleyers *Le mouvement altermondialiste au-delà de la crise: devenir acteur à l'âge global?*

Caroline Frau *De la prise de parole virtuelle à la contestation réelle. Discussion autour de la force des liens faibles.*

Jean-Charles Basson, Ludovic Lestrelin *Le supportérisme est un militantisme. Mobilisations collectives supportéristes et lutte contre les nouvelles formes de contrôle social opérant dans le football européen*

Benoît Tine *Les centres d'appels, un secteur à la pointe des nouvelles technologies : entre innovations et résistances*

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales

RT 22 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H3) **Nouvelles formes de conjugalité** (animation : Philippe Cardon, Yvonne Guichard-Claudic)

Laurence Bachmann *La transformation du genre au cours des parcours de vie. Une approche dispositionnelle*

Beate Collet *Les choix conjugaux des descendants d'immigrés à l'épreuve de l'innovation* Auteur non communicant : Emmanuelle Santelli chargées de recherches CNRS membre du Centre Max Weber rattachée à l'INED

Catherine Negroni *Modèles de reconfigurations conjugales et innovations dans les pratiques du vivre en couple*

Catherine Pugeault *« Héritiers ou pionniers ? Les fiancés du nouveau millénaire entre tradition et innovation »*

RT 22 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H3) **Concepts et Méthodes** (animation : Michel Grossetti, Catherine Negroni)

Daniel Bertaux *Sept propriétés des récits de vie*

Delphine Lobet *Rupture des trajectoires individuelles et reproduction familiale. Les bifurcations paradoxales des parcours de repreneurs d'entreprise familiale*

Olivier Mazade *Illusion biographique et création*

Paula Sombra *Un parcours collectif autour du militantisme politique en Argentine : de la mémoire des « combattants révolutionnaires » aux discours sur la victimisation*

Benedicte Zimmermann *Parcours professionnels en régime flexible : le travail à temps partagé comme laboratoire d'analyse*

RT 22 Session 0 (AG en CLV H3) Assemblée Générale le mercredi à 13h30

RT 22 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H3) **Parcours professionnels et mobilités résidentielles** (animation : Blandine Veith, Benedicte Zimmermann)

Hugues Bazin *Les espaces intermédiaires de l'existence. Valorisation d'espaces de l'expérience à travers l'appropriation par la recherche-action de l'outil biographique*

Robert Cabanes *La biographie comme mode d'approche de l'innovation sociale*

Ahmed Dahmani *La pluralité biographique prémigratoire et les formes d'appartenance collective en immigration. Le cas de l'implication militante kabyle à Montréal*

Vincent Moeneclae *L'ancrage social de « l'innovation sociale ». Trajectoires et rapports au travail d'agents de la « flexicurisation ».*

Magali Peyrefitte *'Suburbanisation' et récits diasporiques de mobilité*

RT 22 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H4) **Session conjointe avec le RT7. Catégorisations d'âge et parcours de vie** (animation : Aline Chamahian, Catherine Negroni)

Veronika Duprat-Kushtanina *France-Russie : un rapprochement de modèles de grand-parentalité dans les milieux favorisés*

Philippe Cardon *La personne âgée dénutrie. Qualification préventive et parcours de vieillissement*

Claire Lefrançois *L'âge des « chômeurs âgés », un casse-tête pour les intermédiaires de l'emploi. Évolution des représentations sur l'âge, en France et en Angleterre*

Isabelle Mallon *Vieux ou malades ? La mobilisation de l'âge dans la définition des trajectoires de maladie d'Alzheimer.*

Auteurs non communicants : Blanche Le Bihan et Arnaud Campéon EHESP Rennes

Daniel Reguer *Parcours de fin de vie : contraintes et décisions. Typologie des stratégies relatives à la gestion de parcours de fin de vie*

RT 22 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H3) **Innovation et usages des récits** (animation : Estelle Bonnet, Armelle Testenoire)

Michel Grossetti, Nathalie Chauvac *Les narrations quantifiées. Une méthode mixte pour étudier des processus sociaux*

Guillaume Goasdoué *Histoires de vie et disparités sociales dans la perception et l'appropriation des innovations médiatiques*

Léonor Graser *Le créateur recréé ? La quête d'une singularité romanesque comme facteur de socialisation*

Blandine Veith *Création variétale et innovation dans le monde des roses à la lumière de l'approche biographique*

RT 22 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en CLV H3) **Parcours à l'épreuve des dispositifs institutionnels** (animation : Beate Collet, Veronika Duprat-Kushtanina)

Anne-Marie Lavarde *Femmes hébergées en résidences sociales caritatives : un événement moteur dans le parcours de vie*

Seak-Hy Lo *Le projet professionnel après la survenue d'une atteinte motrice ou neuro-motrice*

Vanessa Stettinger *A la croisée des innovations de l'aide sociale et des trajectoires familiales : le destin différentiel du dernier enfant dans des fratries d'enfants placés*

RT 23 Travail, activité, technique

RT 23 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Styles au travail** (animation : Julia Velkovska)

Stéphane Balas *travailler le conflit : une habitude créatrice*

Anne Jourdain *Les gestes de la création. Analyse du rôle de la routine dans le travail de création des artisans d'art*

Alexandra Bidet *Que fabrique l'art ? De la créativité de Kalidou Kassé à la continuité de l'expérience sociale. Auteur non communicant : Jean-Bernard Ouédraogo DR CNRS IIAC-LAIOS*

Barbara Pentimalli *Les talents comiques des agents d'accueil. Dérision et créativité*

RT 23 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 5) **De l'activité à la création ?** (animation : Anni Borzeix)

Julia Velkovska, Martin Aranguren *Le travail du client dans la relation de service : enquête et raisonnement pratique dans un environnement flou*

Catherine Felix *Dynamique de la coopération cognitive*

Jorge Munoz *La disparition du dossier administratif met fin au travail de l'agent administratif ? Le cas de l'informatisation du dossier de déclaration des accidents du travail*

Joris Thievenaz *L'innovation au cœur du métier : création et recomposition des habitudes d'orientation du médecin du travail*

RT 23 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP B) **Hybridations (session conjointe avec les RT 11 et 12)** (animation : Sophie Dubuisson-Quellier, Geneviève Teil)

Manuel Boutet *De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet*

Magali Pierre *Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?*

Thibault Danteur *Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »*

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance*

Geneviève Teil, Alexandre Mallard *Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe* Auteur non communicant : Hennion Antoine

RT 23 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP B) **Prescription et régulation (session conjointe avec les RT 11 et 12)** (animation : François Vatin, Geneviève Teil)

Ronan Le Velly *Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.* Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes

Sophie Dubuisson-Quellier, Sandrine Barrey, Séverine Gojard *Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie* Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA

Pauline Barraud de Lagerie *A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recomposition des produits dans l'industrie agroalimentaire.*

François Hochereau *L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques*

Christèle Dondeyne *L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Eléments d'analyse*

RT 23 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Narration et bricolage** (animation : Alexandra Bidet, Manuel Boutet)

Joëlle Basque *La créativité dans la constitution des identités et de l'agir en contexte organisationnel* Auteur non communicant : Daniel Robichaud professeur agrégé Université de Montréal

Damien Charrieras *Parcours, hybridité et assemblage. Créer et produire l'art numérique à Montréal*

Christian Thuderoz *Le travail comme un bricolage ?* Auteur non communicant : Françoise Odin

RT 23 Session 0 (AG en IEP 5) **Assemblée Générale le vendredi à 12h45**

RT 23 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 5) **Travailler une situation** (animation : Thierry Pillon)

Nathalie Jelen, Sophie Necker *Le travail enseignant : entre créativité et habitude. Le cas des enseignants d'Education Physique et Sportive (EPS)*

Joëlle Bourgin *Les pratiques d'enseignement dans l'université de masse : entre stabilité créatrice et créativité conservatrice*

Gwenaële Rot *Traces de scripts sur scénario*

Violaine Roussel *Les modes de définition professionnelle des agents artistiques dans le monde du cinéma américain : entre commerce et création*

RT 23 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 5) **Créer l'institution** (animation : Gwenaële Rot)

Frédérique Chave *Faire face au public. Inventivité organisationnelle et ressource des tiers aux urgences pédiatriques.*

Martin Tironi *Actualiser un système de vélos en libre service : une approche pragmatique du cas du Vélib' Parisien.* Auteur non communicant : Martin Tironi

Karine Roudaut, Michael Vicente *Les collectifs de production ouverte de connaissance : l'utopie de l'universalité confrontée au succès du projet.* Auteur non communicant : Nicolas Jullien MdC Télécom Bretagne

RT24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité

RT 24 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD3) **Travail et techniques** (animation : Armelle Testenoire)

Rose-Myrliè Joseph *Travail domestique et innovation*

Stéphanie Gallioz *Les techniques facilitent-elles l'entrée des femmes dans les bastions masculins : l'exemple du secteur du bâtiment*

Céline Khaldi *Le (la) kinésithérapeute : un artisan ou un mécanicien du corps ?*

Emmanuelle Zolesio *Femmes chirurgiens et innovation managériale*

Yvonne Guichard-Claudic *Innovations technologiques, féminisation des métiers maritimes et dualisation de la situation des femmes embarquées*

RT 24 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD3) **Déviances** (animation : Nasima Moujoud, Rose-Myrliè Joseph)

Francesca Scrinzi *Le thème des droits des femmes dans un parti « anti-immigration ». Le Groupe Politique Féminin de la Ligue du Nord en Italie*

Nelly Quemener *Les nouveaux ressorts de l'humour : montée des groupes subalternes dans les sketches télévisuels en France.*

Awa Diop *La transgression au féminin en tant que scène de négociation dans les rapports de genre et de révélation de la multiplication des échelles de valeurs.*

Elisa Herman *Les contestations féministes : source d'innovation dans l'action sociale ? Positionnements professionnels face à la notion « d'impact des violences conjugales sur les enfants »*

RT 24 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD3) **Mouvements minoritaires** (animation : Xavier Dunezat)

Irène Pereira *Innover pour résister - Tentatives d'innovations théoriques et organisationnelles de la part de subalternes dans une organisation d'extrême gauche -*

Marion Dalibert *L'innovation portée par les mouvements sociaux représentant les minorités ethno-raciales a-t-elle sa place dans la sphère publique médiatique ? Etude de cas: Les Indigènes de la République*

Natacha Chetcuti *Formes contemporaines de pratiques d'énonciation à partir de la sexualité. De l'inaudible social à la mise en visibilité de soi : quel processus pour des jeunes lesbiennes et bisexuelles 15-35 ans ?*

RT 24 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD3) **Féminismes** (animation : Aurélie Damamme)

Roaa Gharaibeh *Les Féministes arabes et les rapports de pouvoir: Nouveaux mouvements de résistance dans la culture. Jordanie, Egypte et Liban*

Claire Cossée *Minoritaires parmi les minoritaires. Figures contemporaines de militant.e.s roms et nouvelles technologies de la communication*

Fanny Tourraile *Le féminisme et la question du voile: luttes autour de l'émergence d'une parole féministe minoritaire*

Lucia Direnberger *Genre et pouvoir politique au Tadjikistan : échec des mouvements de femmes ?*

RT 24 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD3) **Corps et techniques** (animation : Artemisa Flores Espinola)

Laurence Tain *Les habits techniques du travail reproductif, une nouvelle donne ? violences, permanences et résistance*

Céline Lafontaine *Des ovules aux cellules souches : le corps féminin, nouvelle monnaie de la bioéconomie ?*

Virginie Rozée *L'Assistance Médicale à la Procréation à l'épreuve de la norme procréative en France*

Maria de Fátima Gomes de Lucena *Technologies de l'esclavage et le trafic international d'organes et tissus humains*

Lucie Dalibert *Normativités et anthropotechnologies : L'enchevêtrement des corps, des biotechnologies et des rapports de pouvoir*

RT 24 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ARSH TD3) **Débats sur les concepts** (animation : Danièle Kergoat)

Maxime Cervulle *Repenser les rapports sociaux de race avec le concept de blancheur*

Armelle Testenoire *Intersectionnalité et parcours de femmes kanaks*

Pierre Lénel *L'innovation intersectionnelle : faiblesse conceptuelle ou renouvellement de la pensée de la domination ?*

Aurélie Damamme, Xavier Dunezat, Nasima Moujoud *Discuter des usages sociologiques de la problématique genre-classe-race au sein du RT 24 : retour sur deux ans d'échanges* Auteurs non communicants : Jules Falquet CEDREF Paris 7, Aude Rabaud URMIS Paris 7

RT 24 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ARSH TD3) **AG du RT 24**

RT25 Travail, organisations, emplois

RT 25 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D20) **Innovations managériales et technico-organisationnelles** (animation : Catherine Peyrard)

Giusto Barisi *L'innovation en entreprise: Les dégâts du prêt à penser des recettes technico-gestionnaires et managériales*

Cédric Lomba, Pierre Fournier *Les travailleurs de bas statut de l' « économie de la connaissance » : le cas du secteur pharmaceutique*

Mathieu Hocquelet *Innovations technico-organisationnelles dans la grande distribution : Analyse de vingt ans d'ingénierie sociale.*

Sacha Leduc *Certifier le service public. Le management par la qualité à l'Assurance maladie*

Sébastien Petit *Innovater, recycler, adapter et standardiser : statut et travail des cadres et des ingénieurs à travers le continuisme gestionnaire du Lean 6 Sigma*

RT 25 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D20) **Innovations et recompositions du travail et des collectifs de travail** (animation : Constance Perrin-Joly, Martine Blanc)

Sophie Bernard, Guillaume Tiffon *De l'automatisation des caisses à la recomposition du travail des caissières*

Yveline Jabon *Des hommes à l'école maternelle : quelles transformations dans les rapports socioprofessionnels et dans les relations hiérarchiques ?*

Georges Jourdam *Le processus d'innovation et de destruction des formes d'activité disponibles sur le marché du travail virtuel*

Alexandre Largier *Effets des innovations socio-organisationnelles sur les collectifs de gestionnaires de paie* Auteur non communicant : Ghislaine Tirilly Ergonome SNCF

Max Masse *Innovation et professionnalisation Une démarche abductive*

Jérémié Rosanvallon *Innovations informatiques et collectifs de travail* Auteur non communicant : Thomas Amossé Chercheur CEE.

RT 25 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D20) **Mondes professionnels et innovations** (animation : Sophie Bernard, Gaëtan Flocco)

Pascal Barbier *Fidélisation ou financiarisation? La redéfinition du travail de vendeur par une innovation managériale dans les grands magasins.*

Claire Belart *Le processus de rationalisation du soin en santé mentale: illustration d'un champ de conflit entre rationalité professionnelle et rationalité gestionnaire.* Auteur non communicant : Claire Bélart Doctorante en Sociologie laboratoire Clerse.

Frédéric Moatty, Mihai Gheorghiu *Le travail de cadrage d'une innovation : La T2A dans les établissements hospitaliers*

Constance Perrin-Joly, Nadège Vezinat *Les groupes professionnels comme vecteurs de l'innovation institutionnelle de leurs organisations ?* Auteur non communicant : Nadège VEZINAT Chercheure associée CMH EHES

Laïla Salah-Eddine *Créativité sous contrainte des professionnels en psychiatrie face au changement*

RT 25 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D20) **Assemblée générale du RT 25**

RT 25 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D20) **Équiper la transition vers l'emploi. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Jean-Pierre Durand, Cédric Frétygné)

Jean-Louis Le Goff *Conseiller et accompagner dans la VAE pour autonomiser les candidats en amont du dispositif (PRC) : innovation sociale ou rationalisation institutionnelle ?* Auteur non communicant : Francis Guérin Maître de Conférences INSA Rouen (GRIS - EA 3232)

Dominique Glaymann *Le stage, un usage ancien, mais un outil nouveau pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés*

Pamela Miceli *De la formation à l'accompagnement de la maladie d'Alzheimer à la production des normes du « bien aider »*

Samuel Bouron, Ivan Chupin *Relier la formation à l'emploi : la définition professionnelle du curriculum des écoles de journalisme*

Nathalie Frigul *La formation en entreprise dans la filière hôtellerie-restauration : une socialisation précoce aux exigences du métier et aux pénibilités professionnelles*

RT 25 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D20) **Milieus, dispositifs et acteurs de l'innovation** (animation : Frédéric Moatty, Sacha Leduc)

Catherine Peyrard, Martine Blanc *Marx versus Tarde : désaccords et accord, travail contraint et temps libéré*

Lionel Jacquot *La division du travail de l'intermédiation hiérarchique dans l'innovation managériale* Auteur non communicant : Benoît GRASSER Thierry COLIN

Gaëtan Flocco, Luc Chelly *Comment les cadres vivent les innovations organisationnelles et managériales ?* Auteurs non communicants : Mélanie Guyonvarch Centre Pierre Naville - Université d'Evry, Danièle Linhart CNRS

Sophie Dalle-Nazébi *Les espaces et réseaux d'une combinaison d'innovations. La vie de laboratoire d'un mouvement social.*

Jean-Pierre Durand *Être graphiste aujourd'hui ou la création empêchée* Auteur non communicant : Joyce Sebag Professeur Université d'Evry

RT26 Réseaux Sociaux

RT 26 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 5) **Monde de l'entreprise** (animation : Elise Penalva-Icher)
Michel Grossetti *Le semi-encastrement des activités d'innovation dans les réseaux sociaux*
Elise Penalva-Icher *Le contrat de partenariat : Innovation juridique ou nouveau mode de mise en relation des secteurs public et privé ?* Auteur non communicant : Emmanuel Lazega Professeur IRISSO-CNRS Université Paris Dauphine
Nathalie Chauvac *Les pratiques de recrutement dans la création d'entreprises innovantes* Auteur non communicant : Christian Bessy IDHE ENS-Cachan
Grégori Akermann *La création d'entreprise en sciences humaines et sociales, un processus encadré dans les réseaux sociaux.*

RT 26 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 5) **Réseaux sociaux et TIC** (animation : Claude Compagnone)
Claude Julie Bourque *Impacts des NTICs sur les relations de collaboration et sur les représentations de l'innovation des chercheurs québécois*
Maud Léguistin *Tisser sa toile, une typologie des sites de rencontre et de réseau social*
Antonio Casilli *Testing the "End of Privacy" Hypothesis in Computer-mediated Communication: An Agent-based Modelling Approach* Auteur non communicant : Paola Tubaro Business School University of Greenwich Londres
Karine Roudaut *L'impact de l'utilisation des réseaux sociaux sur le travail et les métiers.* Auteur non communicant : Nicolas Jullien MdC Télécom Bretagne

RT 26 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 5) **Sociabilité et réseaux personnels** (animation : Ainhoa de Federico)
Marie-Pierre Bes, Johann Chaulet *Les activités relationnelles des Associations d'anciens d'élèves : entre solidarités traditionnelles et modernité des réseaux*
Mohamed Oubenal *La hiérarchisation de la connaissance sur les Exchange Traded Funds en France.*

RT 26 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 5) **Les réseaux personnels dans l'innovation et la création / AG du RT 26** (animation : Michel Grossetti)
Natacha Détré *Réseaux d'influence et univers de référence à travers le cas des artistes « iconographes »*
Laurence Cloutier *Le travail d'invention : une histoire de relations.*

RT 26 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 5) **Réseaux, représentation et liens de confiance** (animation : Catherine Comet)
Alexis Ferrand *J'ai mon avis. Et il le partage.*
Eric Zufferey *Transformations des représentations morales et politiques : les apports d'une analyse qualitative des réseaux sociaux* Auteurs non communicants : Muriel Surdez, Ivan Sainsaulieu LISE CNRS/CNAM, Fabrice Plomb, Francesca Poglia tous Université de Fribourg.
Adrien Defossez *Comment être isolé dans un réseau social ? La question de l'accès aux ressources.* Auteur non communicant : Marie-Pierre Bès Maître de conférences LISST ISAE
Catherine Comet *La construction de la confiance au moyen de leviers relationnels dans le cas d'une escroquerie*

RT 26 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ECO 5) **Réseaux inter-organisationnels** (animation : Lise Mounier)
Stéphane Heim *Reproduction, transmission, appartenance et innovation sociales : le rôle des réseaux sociaux vu du Japon*
Alvaro Pina Stranger *Bringing personalized ties back in:* Auteur non communicant : Emmanuel Lazega Professeur IRISSO Dauphine
Joselle Dagnes *Réseaux d'entreprises face à l'innovation institutionnelle: le cas des sociétés cotées à la Bourse d'Italie (1987-2007)*
Fabien Eloire, Elise Penalva-Icher *Les réseaux complets en questions : Apports et limites de l'analyse des réseaux sociaux en milieu interorganisationnel* Auteurs non communicants : Elise Penalva-Icher Université Paris Dauphine IRISSO, Emmanuel Lazega Université Paris Dauphine IRISSO

RT 26 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ECO 5) **Dynamiques inter-organisationnelles de la création et de l'innovation. Session conjointe avec le RT 12** (animation : Alvaro Pina-Stranger, Antoine Vernet)
Vincent Cardon *Inventer le même. Division du travail de recrutement et contenu des distributions artistiques dans l'industrie cinématographique.*
Fabien Eloire *La stratégie d'innovation sur le marché de la restauration : une approche en termes d'interface et de réseau*
Claude Julie Bourque *La place des entreprises privées et des entrepreneurs dans les réseaux de collaboration en recherche en sciences de la santé, sciences naturelles et génie au Québec* Auteur non communicant : Jean Bernatchez professeur-chercheur Université du Québec à Rimouski
Fabienne Picard *Trajectoires d'émergence des projets coopératifs d'innovation dans le cadre de réseaux inter-organisationnels territorialisés* Auteurs non communicants : Nafaa HAMZA-SFAXI, et Caroline HUSSLER UTBM-RECITS

Claude Compagnone *Structure des réseaux de dialogues entre agriculteurs et réduction de l'usage des pesticides (Session non garantie)* Auteur non communicant : Florence Hellec (Aster INRA Nancy)

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs

RT 27 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 18) **Cercles sociaux de la création et de l'innovation** (animation : Laurent Jeanpierre)

Frédérique Giraud *« Moi je travaille beaucoup » : la pratique ascétique de l'écriture*

Anthony Glinoeur *Les cénacles du XIXe siècle, laboratoires de l'innovation*

Séverine Sofio *L'innovation comme retour en arrière. Diffusion européenne du néoclassicisme et politisation de l'antique (ca. 1750-1810)*

Thomas Depecker *La circulation d'une innovation : le cas de la quantification du besoin alimentaire*

Boris Attencourt *Les circuits de la diffusion de la « culture scientifique » mondaine : positions, prises de positions et réseaux sociaux*

RT 27 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 18) **La légitimation par les sciences** (animation : Romain Pudal)

Jean-Louis Fabiani *L'oeil expert. Contribution à une sociologie historique de la vision* Auteur non communicant : Sophie Biass conservateur Palais des Papes (Avignon)

Sandrine Garcia *Les sciences cognitives comme ressource pour inventer de nouveaux dispositifs d'apprentissage de la lecture*

Emmanuel Henry *La contribution de la connaissance scientifique et experte (et de l'ignorance) à la construction d'un non-problème public : le cas de la santé au travail*

Ulrike Lepont *« Améliorer la qualité pour réduire les coûts » : le rôle des experts dans la diffusion d'un nouveau credo en matière de réduction des dépenses de santé aux Etats-Unis.*

RT 27 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 18) **Nouveaux discours et nouveaux rôles intellectuels** (animation : Ioana Popa)

Arnault Skornicki *L'économie politique, une « science nouvelle » pour des temps nouveaux : l'émergence d'un genre intellectuel dans la France des Lumières*

Frederique Matonti *La critique comme mode d'expérimentation intellectuelle*

Yann Raison Du Cleuziou *La subversion d'un régime de vérité. Socio-histoire du rôle des théologiens dominicains dans la mise à l'agenda d'un nouveau rapport au « monde » dans la Province dominicaine de France(1960-1970).*

Mathieu Hauchecorne *Causes ordinaires de l'extra-ordinaire. Les origines sociales du « renouveau » de la philosophie politique étasunienne dans les années 1970*

Bruno Cousin *Renouveau de la critique et islamophobie. Le cas italien d'Oriana Fallaci* Auteur non communicant : Tommaso Vitale Associate professor Sciences Po (CEE).

RT 27 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 29 et GT 42. Expertises sous influences ?** (animation : Yvon Lamy)

Thierry Brugvin *L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)*

Vincent Gayon *Innover dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)*

Harold Mazoyer *Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)*

Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel *Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise*

RT 27 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 18) **Changer d'idées politiques** (animation : Mathieu Hauchecorne)

Isabelle Gouarné *Sciences sociales durkheimiennes et communisme : heurs et malheurs d'une rencontre (1920-1939). Retour sur l'itinéraire politique et intellectuel de Georges Friedmann*

Aurélien Raynaud *De l'Action Française au Parti Communiste au tournant des années 1930-1940 : comprendre les bifurcations politiques d'intellectuels*

Kil-Ho Lee *La « pensée libérale » en quête de légitimité intellectuelle : naissance et reconnaissance de la revue Commentaire*

Arnaud Mege *La production des idées de la décroissance. Une innovation intellectuelle contre la « société de consommation » ?*

Sophie Noel *Innovation éditoriale et innovation intellectuelle. L'exemple de l'édition critique en France.*

RT 27 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 18) **Ressources et modèles internationaux d'innovation dans les mondes intellectuels** (animation : Odile Henry)

Diana Sanz Roig *La professionnalisation de la critique littéraire espagnole aux années de l'Entre-deux-guerres*
Ioana Popa *Les libertés de création et de circulation : des droits à faire reconnaître. La Fondation pour une entraide intellectuelle européenne et les échanges culturels et scientifiques Est-Ouest*
Alexandre Paulange-Mirovic *Les usages d'un capital américain dans l'invention d'une sociologie des organisations en France (fin des années 1950)*
Thibaud Boncourt *L'institutionnalisation de l'Association Internationale de Science Politique (1949-1970) : les conditions sociales de possibilité de la reconfiguration d'un espace scientifique transnational.*

RT 27 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 29 et GT 42. De nouveaux savoirs comme instruments de pouvoir** (animation : François-Xavier Dudouet)

Fabrice Bardet, Aisling Healy *Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen*

Stanislas Morel *La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.*

Antoine Derouet *L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaires et discours de légitimation*

Simon Paye *Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.*

RT 27 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 18) **Objets et controverses des nouvelles politiques culturelles** (animation : Gisèle Sapiro)

Cécile Doustaly *New Labour, Creative Britain et culture publique*

Kévin Matz *Le succès de la « ville créative » en France : éléments pour la compréhension de la diffusion d'une croyance sur les effets économiques de la culture*

Yvon Henri Paul Lamy *Enquête sur le modèle culturel français*

Morgan Jouvenet *(Re)situer l'héritage des civilisations anciennes, entre savoirs et pouvoirs. Controverse sur les musées et reconfiguration des rapports entre acteurs scientifiques, politiques et culturels.*

Sidonie Naulin *La gastronomie comme patrimoine culturel immatériel : sociologie d'une innovation conceptuelle et institutionnelle*

RT 27 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 18) **Assemblée Générale du Réseau Thématique 27**

RT28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité
--

RT 28 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP E) **Scénarios de la conjugalité** (animation : Michel Bozon)

Elise Marsicano *Mixité, égalité, (hétéro-)sexualité: les trajectoires sexuelles et conjugales des personnes migrantes d'Afrique subsaharienne vivant en France*

Marie Bergstrom *Sites de rencontre en ligne. Nouveaux scénarii et pratiques hétérosexuels*

Jérôme Courduriès *Ce que le temps fait à la sexualité dans les couples gays*

Wilfried Rault *Les orientations intimes des premiers pacsé.e.s*

Laurence Le Douarin *Les TIC (technologies de l'information et de la communication) analyseurs pratiques des relations extraconjugales ou d'à côté.*

RT 28 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP E) **Expériences individuelles et catégorisations sociales** (animation : Michel Bozon)

Stéphanie Kunert *Images de soi, discours sur elles Constructions médiatiques du féminin-sexuel : les actrices de films pornographiques*

Natacha Chetcuti *Formes contemporaines de pratiques d'énonciation à partir de la sexualité. De l'inaudible social à la mise en visibilité de soi : quel processus pour des jeunes lesbiennes et bisexuelles 15-35 ans ?*

Alexandre Mergui *L'expérience de la sexualité chez de jeunes adultes séropositifs : impact du genre et du mode de contamination sur les représentations de la sexualité.*

Verónica Policarpo *Les Logiques de L'Expérience Sexuelle*

RT 28 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP E) **Trajectoires et constructions de soi** (animation : Michel Bozon)

Salima Amari *Lesbiennes d'origine maghrébine en France et leurs familles: entre ressources et obstacles.*

Emmanuelle Beaubatie *Trajectoires d'hommes trans' : de l'innovation dans le genre masculin à l'innovation dans la sexualité masculine*

Michael Stambolis-Ruhstorfer *« Homosexuel(le) » ou « gay » ? L'identité sexuelle en France et aux États-Unis*

Mélanie Gourarier *Le plaisir féminin au bénéfice des hommes. L'apprentissage de la sexualité au sein de la Communauté de la séduction*

RT 28 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP E) **Discours et représentations : entre le profane et le savant** (animation : Alain Giami)

Aurélie Chrestian *Le cinéma pornographique queer : entre dépassement des normes et réifications normatives*

Virginie de Luca BARRUSSE *L'éducation sexuelle au cours de la première moitié du XXe siècle : propositions, résistances et concurrences*

Camille Favre *Histoire de la photographie pornographique et érotique en France : des premiers daguerréotypes à nos jours.*

Irène Jonas *La représentation de la sexualité dans les ouvrages de psychologie évolutionniste*

RT 28 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP E) **Médicalisation : entre technologies, et subjectivités** (animation : Alain Giami)

Yannick Le Hénaff *La demande d'agrandissement du sexe: une catégorie en construction chez les chirurgiens plastique*

David Michels *Désaccords thérapeutiques et résistances aux changements en matière sexuelle dans le cadre de la prise en charge en sexologie : le cas des hommes rencontrant des problèmes d'érection.*

Marie Mathieu *Les représentations sociales de l'avortement à l'épreuve de l'expérience*

Gabriel Girard *Réduction des risques sexuels chez les homosexuels masculins : vers une médicalisation de la prévention ?*

RT 28 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP E) **Transformations du travail sexuel** (animation : Michel Bozon)

Lucie Nayak *Entre production de normes sexuelles alternatives et résistances: l'assistance sexuelle en Suisse*

Vincent Rubio *Les « garçons de passe » à l'heure d'Internet : travail sexuel, homosexualité et VIH.*

Mathieu Trachman *Les films pornographiques sont-ils toujours les mêmes ? Innovation et organisation du travail dans le monde de la pornographie française*

Sibylla Mayer *La mise en forme du « problème de la prostitution » à travers les doléances et revendications des riverains d'un lieu de prostitution à Luxembourg.*

RT 28 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP E) **Assemblée Générale du RT 28**

RT 29 Sciences et techniques en société

RT 29 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 4) **Institutions et Evaluations** (animation : Philippe Brunet)

Séverine Louvel *La constitution d'un domaine de recherches, entre innovations et forces de rappel institutionnelles et disciplinaires. L'exemple des formations universitaires en nanotechnologies*

Erwan Lamy *La concentration des dispositifs français de valorisation de la recherche. L'exemple d'une Société d'accélération de transfert de technologie*

Philippe Barré *Analyse des pratiques et des dynamiques d'innovations techniques et organisationnelles dans le contexte des clusters industriels. Le cas du cluster aéronautique montréalais*

Didier Torny *Quand les revues s'emparent des dispositifs d'évaluation* Auteur non communicant : David Pontille chargé de recherche CNRS IIAC

RT 29 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 4) **Disciplines et Collectifs** (animation : Ashveen Peerbaye)

Céline Granjou *Innover en biodiversité ? Dynamiques (inter)disciplinaires et engagements épistémiques* Auteur non communicant : Isabelle Mauz chercheur Cemagref Michel Daccache post-doctorant Cemagref -EHES

David Dumoulin Kervran, Guillaume Ollivier *La taxonomie : reconfiguration technologique et gouvernement du monde*

Nizar Chaari *Les technologies convergentes : une méta-analyse de la littérature scientifique* Auteur non communicant : Denis Harrisson Professeur titulaire ESG-UQAM.

Eric Dagiral, Ashveen Peerbaye *L'émergence des maladies rares au prisme de la production scientifique : classifications biomédicales et cartographie des réseaux*

Michel Dubois, Philippe Brunet *ISTEM : Emergence et dynamique d'un collectif de recherche dans le domaine des cellules souches embryonnaires humaines*

RT 29 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 4) **Expertises et Controverses** (animation : Olivier Martin)

Justine Pribetich *Controverses autour de la constitution d'un champ de recherche : l'exemple de la sociologie urbaine française entre logique disciplinaire et innovation*

Lusin Bagla *Titre : Des réacteurs nucléaires pour Saskatchewan ? L'histoire d'une controverse en cours*
Fabien Merlaud *Quand des experts se coordonnent autour d'un problème de santé publique : deux figures pluridisciplinaires de la prévention de l'obésité.* Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI Toulouse III
Christophe Perrey, Alain Giami *Controverses autour d'une innovation préventive : Sida et circoncision masculine*
Pascal Ragouet *Différenciation des lignes de recherche et innovation scientifique : les apports d'une analyse de controverse*

RT 29 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et GT 42. Expertises sous influences ?** (animation : Yvon Lamy)
Thierry Brugvin *L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)*
Vincent Gayon *Innovater dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)*
Harold Mazoyer *Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)*
Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel *Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise*

RT 29 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 4) **Organisations et Activités** (animation : Michel Dubois)
Marc Barbier *Les agencements organisationnels de la création scientifique et technique de plein air. Une réflexion issue de recherches de terrain*
Cynthia Colmellere *La maintenance, un point aveugle de la conception dans les organisations « à haut risque ». Le cas d'un projet de modification dans l'industrie pharmaceutique.*
Arnaud Saint-Martin *La production et la mise en circulation des données satellitaires. Le cas de la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures »*
Eric Zufferey, Ivan Sainsaulieu *Innovation technologique et management par projet : quelle incidence pour l'autonomie des ingénieurs ?* Auteurs non communicants : Muriel Surdez professeur Université de Fribourg, Fabrice Plomb maître d'enseignement et de recherche Université de Fribourg, Francesca Poglia professeure Université de Fribourg.
Lionel Cauchard *Normalisation technique et transformation des marchés : le rôle de la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) dans l'émergence d'un marché des bâtiments durables en France*

RT 29 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 4) **Connexions et Frontières** (animation : Ashveen Peerbaye)
Morgan Jouvenet *Formes et expériences de la coopération scientifique dans les nanosciences. Au-delà de l'enrôlement*
Renaud Debailly *Ce que les nanotechnologies font au monde associatif*
Chloé Renaud *La collaboration entre chercheurs et entrepreneurs dans le cadre d'un pôle de compétitivité*
Katharina Schlierf *Quel rôle pour la participation citoyenne dans la R&D universitaire ? Une conception des boutiques des sciences comme dispositifs d'expérimentation*
Frédéric Goulet *L'innovation par retrait. Contribution à une sociologie du détachement* Auteur non communicant : Dominique Vinck Professeur des Universités PACTE Politique - Organisations UMR CNRS 5194 Université Pierre Mendès France Grenoble

RT 29 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et GT 42. De nouveaux savoirs comme instruments de pouvoir** (animation : François-Xavier Dudouet)
Fabrice Bardet, Aisling Healy *Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen*
Stanislas Morel *La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.*
Antoine Derouet *L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaire et discours de légitimation*
Simon Paye *Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.*

RT 29 Session 0 (AG en ECO 4) **Assemblée Générale le vendredi à 12h45**

RT 29 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ECO 4) **Conceptions et Usages** (animation : Eric Dagiral)
Martin Aranguren *Prononcez le nom du service qui vous intéresse : la coconstitution des interfaces vocales conversationnelles et de leurs utilisateurs*
Emile Gayoso *Les plateformes de co-innovation avec l'utilisateur: nouveau cadre de conception ou captation marchande?*
Sophie Dalle-Nazébi, Mélanie Hénault-Tessier *Les processus d'engagement de l'innovation. Les services d'urgence à l'épreuve de l'accessibilité.*
Vinciane Zabban *« World Edit ». Ce qui se passe autour de l'outil de mise en place d'un monde virtuel.*
Claire Brossaud *Innovation sociale : alternative à la techno-science ?*

RT30 Sociologie de la gestion

RT 30 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D16) **Mondialisation et pratiques de gestion : quelles innovations dans les pays émergents ?** (animation : Frédéric Lebaron, Corine Eyraud)

Rouslan Koumakhov *L'entreprise russe face à la crise systémique: compromis organisationnels et normes de justices*

Brahim Labari *Les entreprises familiales au défi de la transmission générationnelle*

RT 30 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D16) **Innovation technico-gestionnaires et travail de conception** (animation : Jerome Cihuelo, Jean-Marc Fridlender, Isabelle Chambost)

Sophie Divay *L'innovation multidimensionnelle au principe de l'expérimentation sociale*

Erwan Lamy *Les salariés de la recherche face au contrôle de l'innovation. L'exemple de l'intégration des Bonnes Pratiques de Laboratoire dans les PME de biotechnologie.*

Didier Demazière, François Horn, Marc Zune *La production des logiciels libres : de la semi-organisation à l'alter-organisation*

Sébastien Petit *Innover dans un cadre gestionnaire et se soustraire à la prescription : le travail de récréation symbolique des ingénieurs et des techniciens de conception dans l'organisation par processus*

RT 30 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D16) **Gérer envers et contre tout : l'innovation gestionnaire face à l'imprévisible** (animation : Dominique Bessire, Salvatore Maugeri)

Mohamed Djouldem *Les normes gestionnaires et la question du non recours*

Marie-Astrid Le Theule *Les chemins de traverse et le gestionnaire : une gestion des possibles* Auteur non communicant : Jean-Luc Moriceau Yannick Fronda

RT 30 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D16) **La question de l'innovation dans les services publics : le cas de la LOF** (animation : Arnaud Sabatier, Olivier Cleach)

Hugues Cunegatti *Management par les indicateurs de performance et agents du service public. Quels effets la Loi organique relative aux lois de finances produit-elle ? Le cas des inspecteurs du permis de conduire.*

Sandra Guïtton-Philippe *Entre le devoir d'innover et l'innovation construite : quels enjeux et modalités dans le champ des politiques publiques en santé ? Une lecture par le modèle de l'Agir De l'Innovation (MADI)* Auteur non communicant : Corinne Grenier Euromed Management Univ. Aix Marseille III

RT 30 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D16) **Modernisation des services publics : une application des méthodes issues du secteur privé ?** (animation : Marc Leroy, Jean-Marie Pillon)

Yannig Robin *Une innovation sociale et solidaire au service de l'enfant ?*

Christelle Routelous *Les partenariats publics-privés comme outil de rationalisation de l'offre hospitalière*

Cécile Vigour *Un changement sous contrôle. L'introduction de démarche qualité ISO 9001 dans la justice*

RT 30 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D16) **Innovation, travail et dispositifs de management dans les organisations productives** (animation : Pascal Ughetto, Marie Benedetto Meyer)

Thierry Colin, Benoît Grasser, Lionel Jacquot *Normalisation du travail par le lean et injonction à innover : quel rôle pour les managers ?*

Julien Kubiak *Évolutions de la prévention des risques professionnels à la SNCF : ce que cachent les dispositifs de gestion*

Charlène Feige *« Bouger dans un univers qui semble celui du bouger » Au cœur du besoin d'innover, comment vivre le travail ?*

Christophe Massot *Les violences de l'innovation gestionnaire*

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques

RT 31 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D8) **Session 1** (animation : Dominique Bret, Yohann Rech)

Sébastien Joubert *L'entrée en politique de Bernard Laporte : quand la compétence sportive devient compétence politique.*

Artemis Soares *PECONHA : un jeu amazonien analysé sous l'angle de la praxéologie motrice et du travail* Auteur non communicant : TORRES Iraïldes Caldas. Professeure chercheuse.UFAM-Brésil

Lisa Haye *De la complémentarité des théories de l'acteur-réseau et de l'analyse structurale des réseaux pour l'étude des pratiques de loisirs motorisés hors route* Auteur non communicant : Jean-Pierre Mounet PACTE-Territoires Grenoble 1

Henrique Rodas *La désobéissance civile dans le football professionnel à travers l'affaire Mexès*

RT 31 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **Session conjointe avec le GT 41** (animation : Thierry Lesage, Valerie Souffron)

Stéphane Héas *L'excellence corporelle contemporaine : entre innovations techniques et symboles en action*

Jean Paul Clément *Innovations technologiques et conjoncture de modernisation: le rôle des promoteurs* Auteur non communicant : Eric Reuillard SOI EA 3690 Toulouse 3

André Suchet *Un retour des techniques du corps ? L'expérience américaine des partisans du free canyoneering*

Patrice Regnier, Stéphane Héas *L'équitation, un art corporel historique dans un monde contemporain*

RT 31 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 6) **Session conjointe avec le RT 3** (animation : Nicolas Hourcade, Sandrine Knobé)

Bertrand Fincœur *Les tourments de la repentance. Ou comment les discours (et les pratiques?) évoluent dans le cyclisme sur la question du dopage*

Bérangère Ginhoux *Les supporters de football sous haute surveillance*

Carine Guérandel *Sport et intégration : les limites d'une initiative locale tripartite (municipalité, club élite, clubs de quartier) autour de l'activité football*

Loïc Sallé, Oumaya Hidri Neys *Faire preuve de « personnalité » Quand la régulation des comportements participe à la définition du « bon arbitre » de football*

David Sudre *La norme américaine dans le basket français.*

RT 31 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D8) **Session 4** (animation : Elodie Paget, Patrick Trabal)

Pascal Bordes *L'innovation dans le sport : de l'attesté au possible.*

Alexandre Dehais *« L'EXPERTISE ARBITRALE » Ou la faculté de juger dans le match de football*

Guillaume Erckert *Quelle(s) mobilité(s) des étudiants inscrits en STAPS. Le cas de l'Université de Strasbourg.* Auteurs non communicants : Claudine FABER Professeur agrégée Université de Strasbourg, Bernard MICHON Professeur Université de Strasbourg, Sandrine Knobé Ingénieur de recherche Université de Strasbourg

Claude Lafabregue *Les écoles de voile, une innovation dans l'immédiat après-guerre. Jeux de pouvoir et stratégies de conservation autour d'une forme d'organisation innovante*

Roxane Roca *L'approche de la nutrition et de l'activité physique en médecine générale*

RT 31 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H4) **Session conjointe avec le RT 19** (animation : Livia Velpry, Patrick Trabal)

Marina Honta, Loïc Sallé *La mise en œuvre du Programme National Nutrition Santé à l'épreuve de l'action locale* Auteur non communicant : Nadine Haschar-Noé PRISSMH-SOI Toulouse 3

Fabien Merlaud *La dynamique des réseaux de lutte contre l'obésité dans les espaces intermédiaires ou comment assurer une continuité des soins dans un contexte réformateur.* Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI EA 4561 Toulouse III

Charles-Eric Adam, Henrique Rodas, Cédric Dechef *Lorsque les internautes expriment leurs craintes à propos de leurs consommations de produits*

Fanny Le Mancq *Cumul des statuts, cumul des usages du corps et santé. Le cas des sports équestres et des courses hippiques.*

RT 31 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 8) **Session conjointe avec le RT 1** (animation : Fabrice Burlot, Charles Gadéa)

Béatrice Barbusse *De l'entraîneur au manager sportif dans les sports collectifs professionnels : l'émergence d'un nouveau métier*

Jérémy Pierre, Pierre-Olaf Schut *La création des « Certificats de Qualification Professionnelle » par la branche sport depuis 2000. Une innovation majeure dans la régulation politique de l'encadrement sportif.*

Hugo Juskowiak *Alliances, concurrences et coopérations dans le processus de fabrication des footballeurs professionnels français*

Sandrine Knobé, Carole Schorlé *Quelle(s) innovation(s) après l'échec ? L'exemple des candidats malheureux au CAPEPS*
Aurélien Zieleskiewicz *Analyse factorielle du boom du nombre d'enseignants professionnels de tennis dans les clubs (2000-2011)*

RT 31 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D8) **AG du RT 31**

GT32 Sociologie des systèmes complexes

GT 32 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 10) **La complexité des politiques publiques** (animation : Pascal Roggero)

Audrey Richard-Ferroudji *Les conditions d'une exploration - Application de la théorie des régimes d'engagement à l'analyse d'équipements politiques pour la gestion de l'eau* Auteur non communicant : Olivier Barreteau UMR G-EAU Cemagref

Marina Casula *Innovation politique et changement organisationnel dans la gestion de l'eau : la création du comité de Bassin de Corse*

Marcos Santos Da Silva *Développement durable et jeux d'acteurs d'un territoire rural dans le Sud de Sergipe (Brésil)*

Sylvain Obajtek *Politiques publiques d'orientation scolaire et universitaire, instances décisionnelles locales et usagers. Éléments d'une approche systémique.* Auteurs non communicants : Francis Danvers Professeur des universités laboratoire Cired-Profesor Université Lille 3 Charles-de-Gaulle,

GT 32 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 10) **Le social au prisme de la simulation / Assemblée générale du GT** (animation : Audrey Richard-Ferroudji)

Catherine Delhoume *La structuration des identités professionnelles dans le monde agricole. Quelles dynamiques pour quels impacts ?*

Yves Saillard, Anne Sebert *Activation, responsabilisation, autonomie. Éléments d'une métamorphose des politiques sociales*

Bertrand Baldet *Positionnements stratégiques autour du risque d'inondation : modélisation et simulation du cas de la vallée du Touch en Haute-Garonne.*

Christophe Sibertin-Blanc *Étude analytique des potentialités d'une organisation à partir d'une modélisation orientée agents de la sociologie de l'action organisée* Auteur non communicant : Paul Chapron doctorant IRIT Université de Toulouse-Capitole

Pascal Roggero *De la pertinence d'articuler « pensée complexe » et « systèmes complexes » : pour une science réflexive de la complexité sociale* Auteur non communicant : Leonardo Rodriguez Zoya IIGG Université de Buenos Aires

RT 33 Famille, vie privée, vie publique

RT 33 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D3) **La création d'un espace conjugal**

Gilda Charrier *Le voyage de noces, ou partir c'est se redéfinir un peu...*

Céline Costechareire *Les couples lesbiens et leur habitat : Une analyse des organisations conjugales par les décorations intérieures*

Christophe Giraud *Mise en couple des jeunes et capitaux*

Mathilde Olivier *Comprendre le couple par sa gestion de l'argent*

Bénédicte Rey *La vie privée au sein du couple à l'ère du numérique. Les territoires personnel et conjugal en question.*

Caroline Touraut *Séparés mais ensemble : comment créer de l'échange et du partage au-delà des murs des prisons ?*

RT 33 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D3) **Organisation du RT33**

RT 33 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D3) **Le renouvellement des négociations en famille ?**

Delphine Keppens *Comment les pères et les mères négocient-ils leur rôle face à l'enfant diabétique ?*

Guillaume Macher *Comment les adolescents négocient-ils avec leurs parents ?*

Aurélie Maurice *Négociation familiale autour de l'alimentation: la place de l'enfant*

Aurélien Berthou *Les disputes conjugales : un processus d'innovations dans la relation conjugale*

Caroline Henchoz *La monétarisation du temps domestique : un nouvel instrument de la démocratie familiale ?*

RT 33 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D3) **Le droit de choisir ?**

Helene Belleau *La question du choix entourant l'encadrement légal de la vie conjugale*

Livia Fialho-Costa *Famille(s) contemporaine(s) et pluralité religieuse: conflits, tensions et régulation.*

Virginie Descoutures, Wilfried Rault *Le double nom. Enquête sur les pratiques d'une innovation juridique*

Nisrin Abu Amara *Mariages arrangés, mariages forcés : entre contraintes et résistances*

RT 33 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D3) **Filiation, maternité, paternité : interroger les normes dominantes**

Alfonsina Faya Robles *Le « rôle maternel incarné » : arrangements entre les régulations du dispositif de santé publique et l'expérience des femmes de milieu populaire à Recife(Brésil).*

Martine Gross *Homopaternalité et gestation pour autrui*

Catherine Lutard-Tavard *L'adoption, négation du semblable? Innovations dans la représentation de la filiation adoptive*
Virginie Rozée *Elle (a) fait un bébé toute seule*

RT 33 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D3) **Vies privées et sociétés : innovation et reproduction**
Yvonne Guichard-Claudic *Soutenir et accompagner les parents en cas de difficultés éducatives. Interrogations des services publics et recherche de solutions nouvelles*

Irène-Lucile Hertzog *Assistance médicale à la procréation (AMP) et travail féminin : une articulation à créer.*

Laura Nattiez *Les innovations au quotidien pour s'adapter à un changement social : le cas des femmes espagnoles au sortir du franquisme.*

Monika Wator *L'impact de l'ouverture du marché du travail européen sur la famille polonaise : le phénomène des euro-orphelins ou la parentalité à distance.*

Zhen Wu *Les changements de l'éducation familiale dans la société chinoise contemporaine: l'adolescence à Jinan (Chine)*

RT34 Sociologie politique

RT 34 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D25) **Résister à l'ordre politique : I. Résistances des logiques intellectuelles et expertes**

Aurélié Llobet *Les résistances individuelles au travail : terreau d'action collective ? L'exemple des enseignants du secondaire*

Serge Proust *Les coordinations d'intermittents du spectacle ou « De la difficulté à échapper aux phénomènes de dépossession politique ».*

Cécolène Frisque *L'exercice d'un journalisme « critique » comme forme de résistance aux pressions et conventions médiatiques*

Igor Martinache *Une discipline en résistance. L'exemple de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES)*

RT 34 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D25) **Résister à l'ordre politique : II. Expériences citoyennes de résistances aux pouvoirs**

Bruno Comparato *Les citoyens face aux bavures policières: la délation comme un acte civique*

Hugues Cunegatti *Le contrôle-sanction automatisé (radar) : un instrument d'action publique qui redéfinit les rapports entre puissance publique et citoyens en symbolisant une obéissance/surveillance absolue.*

Martine Revel *La participation comme résistance à l'ordre politique dominant*

Nicolas Kaplan *Le travail associatif en rétention et sa mise en texte dans le contexte de mise en place d'un marché public (2007-2009): ordre du discours et rapports à soi des acteurs associatifs.*

Aziz Jellab *Juger des crimes au hasard du « tirage au sort » : les épreuves d'une socialisation au monde judiciaire chez les jurés d'assises*

RT 34 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D25) **Socialisations, apprentissages, formatages politiques. I. : le local, l'Etat et l'international**

Alice Canabate *Les dirigeants d'ONG environnementales institutionnalisées et L'Etat : entre stratégies de résistances et formes d'adaptations*

Florent Pouponneau *Quand la prise de parole et la défection conduisent à la loyauté : une socialisation pratique à l'ordre politique international lors des «différends transatlantiques» sur l'Irak et l'Iran (2003-2006)*

Damien Boone *Production et réceptions d'un ordre politique : l'appréhension du politique dans le cadre de conseils municipaux d'enfants*

RT 34 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D25) **Socialisations, apprentissages, formatages politiques. II. : l'arène du travail / AG du RT 34**

Ivan Sainsaulieu *Socialisation au travail et affiliations sociopolitiques Auteurs non communicants : Equipe TAPAS (transformations des appartenances professionnelles et des affiliations sociopolitiques) Université de Fribourg Département des sciences sociales*

Baptiste Giraud *L'encadrement syndical des conflits du travail : conditions et effets d'un travail de façonnage militant*

Céline Braconnier *Refus, esquivance et chuchotement. La socialisation politique au travail.*

RT 34 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D25) **Logiques de pouvoir, logiques partisans**

Anissa Amjahad *Les membres de parti entre critique et désaffiliation. Analyse de la critique au sein du parti socialiste en Belgique*

Gülçin Lelandais *Expérience du « Comité populaire communiste » du quartier 1er mai à Istanbul La socio-histoire des pratiques de résistance politique d'un quartier aux marges du « Régime »*

Aurélien Raynaud *De l'Action Française au Parti Communiste sous l'Occupation : processus d'engagement résistant et bifurcation politique*

Johanna Edelbloude *La production d'une candidature légitime à la succession, après confiscation de la prise de parole par le maire défunt: entre loyauté personnelle et défection partisane*

Daniel Zamora *Saul Alinsky et la contestation sociale. Pouvoir, institutions et action collective chez Saul Alinsky*

RT 35 Sociologie du monde associatif

RT 35 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 12) **Dispositifs participatifs** (animation : Camille Hamidi)

Antoine Bevort *Régie de quartier et gouvernance : entre gestion et démocratie.*

Héloïse Nez *Les associations contre l'innovation ? Le cas du budget participatif à Cordoue.*

Daniella Rocha *Logiques de la participation associative dans un quartier populaire de Brasilia. Entre engagement à la cause et professionnalisation*

Laura Ruiz de Elvira *Les mondes associatifs syriens : Étude comparative des pratiques, discours et formes d'engagement développés au sein de deux associations damascènes*

Clément Steuer *Misr lil-thaqâfa wal-hiwâr : Une association à la croisée des champs intellectuel et politique dans un contexte autoritaire*

Arnaud Trenta *La citoyenneté ordinaire dans les quartiers. Quand les problèmes de la vie quotidienne émergent dans l'espace public* Auteur non communicant : Leandro Lopez Doctorant Cems (EHESS)

RT 35 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 12) **Monde associatif et innovation dans le domaine des politiques publiques ?** (animation : Erika Flahault, Arnaud Trenta)

Samir Hadj Belgacem *Les limites du travail associatif. Les associations d'encadrement de la jeunesse face aux politiques publiques et au pouvoir local dans une ville de Seine-Saint-Denis.*

Alice Debauche *Le Collectif Féministe Contre le Viol : à mi-chemin entre militantisme et service public ?*

Eloïse Girault *Innovation et circulation des pratiques associatives: quels passeurs? Le cas de la genèse des Unités à encadrement éducatif renforcé*

Milena Jaksic *L'action publique et le monde associatif à l'épreuve de la traite des êtres humains*

Narguesse Keyhani *L'Etat et les associations d'immigrés : entre demande, contrôle et régulation. Le rôle de l'Agence de Développement des Relations Interculturelles(France, 1980-1990)*

Mathilde Pette *La défense des étrangers dans un processus d'institutionnalisation : analyse d'un dispositif formalisé de négociation entre des associations et l'Etat.*

RT 35 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 12) **New Public Management et monde associatif** (animation : Matthieu Hely)

Philippe Archias *L'innovation associative à l'épreuve du tournant néo managérial des politiques d'insertion*

Celine Maury *Articuler l'action publique de santé des populations précaires entre associations et institutions.*

Frederic Charles *Quand l'innovation se heurte aux lois du marché : l'insertion professionnelles innovantes des femmes mises à mal, études de cas au sein des CIDFF* Auteurs non communicants : Patrick Bruneteaux CNRS, Sabien Fortino Nanterre-Paris-Ouest CRESPPA-GTM

Annalisa Lendaro *Innover par le ciblage. Le 'privé social' à l'épreuve de l'insertion professionnelle des immigrés: une comparaison France-Italie*

Melaine Cervera *Expérimenter et construire des parcours d'emploi : Enjeux de l'implication des acteurs associatifs organisés sur leur territoire*

RT 35 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 12) **Expertise associative et construction de normes internes** (animation : Maud Simonet)

Luigi Flora, Dan Ferrand-Bechmann *« Les patients experts au sein des associations de malades et groupes d'entraide : des acteurs incontournables du système de santé. »*

Monique Legrand, Mathias Blanc *Rapports entre société civile et monde politique au niveau communautaire : expertise associative et diffusion de normes*

Arnaud Alessandrin *De la survie à la professionnalisation : le mouvement associatif Trans* Auteur non communicant : Elsa Pastor-Comails Univ. Jean Monnet Centre Max Weber St Etienne.

Diane Rodet *Des dispositifs de jugement innovants : les systèmes participatifs de garantie de l'économie solidaire.*

RT 35 Session 0 (AG en IEP 12) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 35 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 21) **Session conjointe avec le GT 42 : « Mécénat », « auto-entrepreneuriat », « philanthropie »... : les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat** (animation : Anne Bory)
Sarah Abdelnour *Le régime de l'auto-entrepreneur pour « absorber la misère du monde » salarial ? Les justifications sociales d'un nouveau régime de création d'entreprise.*

Hélène Stevens *« Devenir entrepreneur de soi-même » ou le succès d'accords politiques improbables.*

Maïa Drouard *Administrer la Fondation du patrimoine. Dispositifs de production d'un sens commun.*

RT 35 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 12) **Engagements associatifs** (animation : Dan Ferrand-Bechmann, Yves Raibaud)

Jaqueline Ferreira *Des logiques d'engagement des bénévoles des organisations humanitaires en France et Brésil*

Gauthier Fradois *Le militantisme au Mouvement français pour le planning familial*

Julien Joanny *Les jeunes, l'engagement et la vie locale : l'exemple grenoblois*

Pierig Humeau *La conjugaison des différentes formes de militantisme : l'espace punk indépendant.*

Célia Poulet *L'engagement maçonnique, entre individualisation des parcours et vocation universaliste.*

Jean-Michel Peter *De l'intérêt d'être bénévole* Auteur non communicant : Roger Sue Professeur des Universités Cerlis Paris Descartes

RT 35 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 12) **Travail associatif : pratiques militantes, pratiques salariées** (animation : Francis Lebon)

Caroline Arnal *Construction, circulation et usages des savoirs au sein des maraudes : entre tentatives de normalisation et logiques de différenciation.*

Annie Dussuet, érika Flahault *Militantisme et/ou salariat : l'exemple des organisations de défense des droits des femmes*

Igor Martinache *Au-delà de la profession ? Militer dans une association d'enseignants : l'exemple de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES).*

Marion Charpenel, Elisa Herman *La « travailleuse militante », une instigatrice du changement dans les associations de défense de la cause des femmes ?* Auteur non communicant : Elisa HERMAN doctorante IRIS EHESS

Lucile Hervouet *La mobilisation d'un discours sur l'innovation comme stratégie de développement: le cas des réseaux de cancérologie en Ile de France*

Olivier Louail *Les « violences institutionnelles » dans les institutions associatives d'hébergement des SDF et leur régulation : Une approche ethnographique de l'activité de travail des intervenants sociaux*

RT 35 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 12) **Travail associatif : statuts, professionnalisation** (animation : Véréne Chevalier)

Eric Gallibour *Entre expertise et engagement : le cas des expériences associatives des animateurs professionnels en mobilité européenne* *Léonardo Da Vinci au Portugal*

Cécile de Calan *Représentations de l'ESS comme cible d'une reconversion professionnelle*

Alexandra Bonal *Travailleur sportif associatif, entre passion et servitude volontaire : émergence d'un modèle salarial* *Le cas des entraîneurs de gymnastique artistique.*

Marie-Victoire Bouquet *Le bénévolat comme tabou identitaire : les usages associatifs du bénévolat en temps de crise institutionnelle*

RT36 Théories et paradigmes sociologiques
--

RT 36 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Session 1**

Dominique Guillo *Mécanismes mentaux, représentations individuelles et explication des croyances collectives : les croyances sont-elles des théories ?*

Bernard Conein *Explication naturaliste, micro-processus et explication causale*

Gérald Bronner *Faut-il faire l'éloge du pluralisme ?*

Laurent Cordonier *Vers une socionomie ?*

RT 36 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D23) **Session 2**

Nathalie Heinich *De quelques dérives de l'explication en sciences sociales : causalisme, fonctionnalisme, dénonciation, rationalisation*

Fernando Cardoso Lima Neto *La Sociologie Culturelle*

RT 36 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Session 3**
Jean-Hugues Déchaux *Plaidoyer pour une perspective analytique intentionnaliste*
Nathalie Bulle *Les modèles et l'inférence causale dans les sciences naturelles et sociales*
Pierre Demeulenaere *Les relations de causalité dans la transition micro/macro*

RT 36 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D23) **Assemblée Générale du RT 36**

RT37 Sociologie des médias

RT 37 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD4) **L'innovation et son contraire : standardisation des contenus à l'ère des NTIC** (animation : Gael Villeneuve)

Jean-Samuel Beuscart « *La fin de la télévision* », vraiment ? *Synchronisation et recomposition des programmes par les publics en ligne de la coupe du monde de football*. Auteur non communicant : Thomas Beauvisage Thomas Couronné Kevin Mellet

Julie Peghini, Sylvie Bossier *Lecti-écriture.com : un exemple de reconfiguration plurielle de la médiation littéraire*

Guillaume Sire *L'information d'actualité au prisme des moteurs de recherche*

RT 37 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD4) **Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs et reconfigurations professionnelles du journalisme** (animation : Cégolène Frisque, Gilles Bastin)

Anne-Sophie Beliard *Critique de séries télévisées, une nouvelle spécialisation professionnelle?*

Aurélien Aubert *Commercialiser les images amateurs : de nouveaux acteurs dans la production de l'information*

Christine Leteinturier *Le rôle des instances de légitimation des journalistes professionnels dans la redéfinition du périmètre du journalisme*

RT 37 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD4) **Innovation ou réinvention des formats médiatiques et communicationnels ?** (animation : Aurélie Lamy, Yannick Lebtahi)

Guillaume Goasdoué *Formats journalistiques innovants au Monde.fr. Le fond travaillé par la forme.*

Sidonie Naulin *Les blogs d'amateurs, une extension du domaine médiatique ? Le cas des blogs culinaires*

Philippe Riutort, Pierre Leroux « *Réinventer* » la représentation politique à la télévision. *De l'émergence de l'émission conversationnelle à son institutionnalisation.*

Valérie Jeanne-Perrier, Sandrine Roginsky *Ton député sur Twitter : interactions entre être et paraître euro-député sur les réseaux sociaux. L'illusion rejouée de la démocratie directe.*

RT 37 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD4) **Animation et vie du réseau « Sociologie des médias / réunion de bureau du réseau**

RT 37 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD4) **Innovations dans la communication et participation politique** (animation : Pierre Lefebvre, Nicolas Hubé)

Gersende Blanchard *L'usage de l'Internet par les acteurs associatifs de quartier: la possibilité d'un élargissement du champ d'intervention dans l'espace public ?*

Sylvain Parasie *La presse en ligne au service de la démocratie locale. LaVoixduNord.fr dans les élections municipales de mars 2008.*

Anaïs Theviot *La parole citoyenne en ligne : entre régulation et auto-régulation Le cas du chat du Président de la Région Aquitaine*

RT38 Sociologie de l'environnement et des risques
--

RT 38 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 11) **Modernisation écologique en milieu urbain** (animation : Florence Rudolf)

Stéphanie Gonthier, Pascal Duret *comment la conscience écologique s'incarne-t-elle?*

Laurence Granchamp Florentino *Volontarisme et action au quotidien face au changement climatique. Des dissonances cognitives créatrices ou frustratrices de l'action ?* Auteur non communicant : Jeremy DUPLOYER Etudiant Master 2

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *La transformation des modes de vie urbains à l'horizon 2050 : une transition écologique annoncée ?*

Jérôme Boissonade *Ecoquartiers : des dispositifs par omission mis à l'épreuve*

Philippe Boudes *Comment, en sociologue, rendre compte des formes d'association entre changements climatiques et trames vertes urbaines ? Apport de Simmel à la définition de la nature comme innovation sociale*

Aurelie Clot *Se construire et se cultiver soi-même par l'auto-construction*

RT 38 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 11) **Innovations institutionnelles et évaluation de dispositifs** (animation : Philippe Boudes)

Marie Thiann Bo Morel *Un outil original pour étudier les représentations des invasions biologiques par les Réunionnais*

Vincent Marquet *Adaptation aux changements globaux dans les environnements fluvio-estuariens Gouvernance multiniveaux et éco-innovations* Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

Aude Sturma, Sylvia Becerra *Entre science, action publique et société : heurs et malheurs de dispositifs innovants d'épuration des eaux usées à Mayotte.*

Cécile Ferrieux *Retour sur une innovation procédurale de la prévention des risques industriels. Une analyse critique du fonctionnement des Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC)*

RT 38 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 7) **Politiques de la nature** (animation : Rémi Barbier)

Nadia Belaidi *Protéger l'environnement pour assurer la Paix sociale ? Etude des Parcs pour la paix à partir du Great Limpopo Transfrontier Park, Afrique Australe*

Aymeric Luneau *Les riverains dans les conflits environnementaux*

Marieke Blondet *Institutionnalisation de la protection de la nature et sa mise en place locale. Le cas de Natura 2000*

Audrey Richard-Ferroudji *Écologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Ludovic Ginelli *Écologisation ou patrimonialisation ? Chasse terrestre et chasse sous-marine dans le futur Parc national des Calanques*

Christophe Baticle *De la « Baie des chasseurs » à l'écologisation de la chasse. Lorsque le paradigme environnemental s'impose aux porteurs de fusil*

RT 38 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **Écologisation des métiers et gouvernements des conduites : Adaptations des métiers à l'écologisation. Session conjointe avec le RT 1** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Auréli Roussary *Quelles réponses à la demande de sociologie pour l'action environnementale ? Ecueils et défis* Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

Ronan Le Velly *L'acheteur, l'expert et le citoyen : une observation du cadre normatif de la commande publique durable*

Clémence Massart *Etude pragmatique de la constitution d'expertises autour de trois zoonoses véhiculées par une tique du genre Ixodes ricinus : la maladie de Lyme, l'encéphalite à tiques et babésia divergens*

Marine Béguin *Les « petits métiers » de la propreté urbaine : simples nettoyeurs ou « principes actifs » de l'élan vert ?*

Maxime Prevel *Sociologie de l'innovation agricole : vers une écologisation du métier ?*

Catherine Darrot *Qui lutte aujourd'hui pour la conquête du titre d'agriculture durable ? Trajectoires de modèles, illustrations contemporaines*

RT 38 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **Écologisation des métiers et gouvernements des conduites : Emergence de nouveaux métiers ou segments professionnels. Session conjointe avec le RT 1** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Audrey Richard-Ferroudji *Écologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Arnaud Cosson *Les travailleurs de la nature : une professionnalisation en tension* Auteur non communicant : Céline GRANJOU sociologue au Cemagref. Isabelle MAUZ sociologue au Cemagref

Mathilde Gralepois *La force centrifuge de la mise sur l'agenda local. L'inscription du développement durable par la différenciation d'avec les risques collectifs*

Christelle Didier *Parcours d'ingénieurs atypiques : les « ecoentrepreneurs » ?*

Catherine Delhoume *Les agriculteurs biologiques en Picardie, entre innovation et désir de structuration. Quels appuis à leurs innovations ?*

Madlyne Samak *Effets de l'écologisation de l'agriculture sur un espace agricole local*

RT 38 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV AMPHI H) **Session conjointe avec le RT 19, Environnement et santé** (animation : Emilie Legrand, Dominique Beynier)

Auréli Roussary *L'implication locale dans la construction du risque sanitaire et du principe de précaution. La controverse du Bio-essai souris sur le Bassin d'Arcachon* Auteurs non communicants : Bruno Bouet ingénieur contractuel Cemagref - UR ADBX, Denis Salles directeur de recherche Cemagref - UR ADBX

Mylène Chambon *Le PPRT ou la désillusion associative pour une protection sanitaire des riverains* Auteurs non communicants : Collectif Irénée Zwarterook : Iratxe Calvo-Mendieta, Sabine Duhamel, Hervé Flanquart, Séverine Frère, Christophe Gibout, Anne-Peggy Hellequin ULCO-TVES et Antoine Le Blanc ULCO-TVES, Frédéric Gonthier IEP de Grenoble PACTE

Pierre Fournier *Les établissements monoindustriels à risques : cas limites pour la nouvelle démocratie sanitaire et technique ?* Auteur non communicant : Mathieu Leborgne chercheur associé LAMES (Université d'Aix-Marseille/CNRS)
Cécilia Claeys, Elise Mieulet *La prolifération du moustique tigre en France méditerranéenne : Tensions et/ou complémentarités entre considérations environnementales et sanitaires*
Françoise Bouchayer *Quels modes de prise en compte des risques sanitaires environnementaux dans les univers professionnels des médecins praticiens ?*
Céline Guilleux *Acteurs de santé et environnementalistes en congrès : une nouvelle problématisation de « l'enfance en danger ».*

RT 38 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **La justice environnementale en questions. Session conjointe avec le GT 44**

Sophie Nemoz *La justice environnementale : un mur porteur de l'habitat durable ? Entre discours et pratiques, sociologie d'une construction innovante.*
Julie Gobert *La justice environnementale comme modalité d'action et de reconnaissance pour les citoyens vulnérables*
Bertrand Baldet *Quand la gestion de l'inondation ne « reconnaît » pas ses riverains. La mobilisation d'une association d'agriculteurs contre un projet d'aménagement d'une rivière.*
Consuelo Biskupovic, Bárbara Morales Aguirre *La défense de l'environnement au Chili. Un nouveau mode de participation et de dénonciation d'injustices sociales.*
Fabrice Andreani *Quand les « socialistes du XXI^e siècle » exigent la « justice climatique »: sociogenèse, contradictions et perspectives de l'écologisme de l'ALBA, de Copenhague à Cancun en passant par Cochabamba*
Lusin Bagla *Justice environnementale : le cas canadien*

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social

RT 39 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 3) **Session 1**

Christine Castelain Meunier *Homme, femme: quel second souffle à l'issue du croisement entre le genre et l'environnement?*
Guillaume Vallet *Le bodybuilder : Etre maximale, Etre minimal ?*
Maud Léguistin *Le chat et la souris, le genre et le web@mour :changements ou reproduction?*
Fred Pailler *identification en ligne et documentation des pratiques sexuelles : la confusion des genres*
Fernando Carvajal Sanchez *Identité et habitacle corporel*

RT 39 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 3) **Session 2**

Valentina Tomasini *Se réapproprié de « soi » à travers le blog : le parcours d'une fille Pro Ana*
Marie-France Vermette, Joëlle Basque *L'identité narrative comme processus de négociation des frontières entre groupes minoritaires et majoritaires*
Diego Fernández Varas *A la recherche de la reconnaissance ou comment (re)devenir une communauté indigène en Colombie. Action collective et stratégies de revendication politique chez les Muisca de Cota, Cundinamarca*
Ingrid Kofler *Minorité, identité et appartenance linguistique dans la province de Bozen/Bolzano*
Carmen Diop *Les enjeux de la reconnaissance dans la construction et le positionnement identitaire des femmes noires diplômées au cours de leur parcours professionnel*

RT 39 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 3) **Session 3**

Gilles Raveneau *Subjectivation et désobjectivation dans le travail social aujourd'hui*
Séverine Mayol *La prise en charge des personnes sans domicile : quand les modèles de réinsertion excluent durablement*
Magalie Bacou *Une mise en tension des principes fondateurs de l'identité professionnelle dans les métiers de l'animation favorable à la reproduction des stéréotypes sexués.*
Guéda Gadio *Guyane française, entre désenclavement, développement et stratégies d'adaptation.*
Marie Cuenot *Handicap et société inclusive : quelles représentations dans les dessins animés à destination des enfants ?*

RT 39 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 3) **Conclusion, perspectives, avec l'ensemble des participants des sessions**

RT40 Sociologie des institutions

RT 40 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 16) **Qu'est-ce qu'une innovation / création institutionnelle ?** (animation : Lise Demailly, Denis Laforgue)

Alice Canabate *Intentions et inventions des Associations de protection de la nature ou de l'institutionnalisation partielle d'un espace instituant*

Benoît Eyraud, Livia Velpry *Les innovations dans l'organisation de la psychiatrie : la fin d'une institution ?*

Philippe Lyet *L'innovation incertaine des collaborations inter-institutionnelles*

Michèle Becquemin *De l'individualisation à la familialisation de la protection de l'enfance. Analyse comparative de la construction des légitimités institutionnelles (1920-1960)*

RT 40 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 16) **Acteurs et processus de l'innovation et de la création institutionnelles** (animation : Bruno Milly, Corinne Rostaing)

Guillaume Gourgues *Les fonctionnaires participatifs : l'innovation institutionnelle comme routine.*

Elise Lemercier *Un « travail de rue » au féminin ? Genre et recompositions institutionnelles en prévention spécialisée.*

Anaïk Purenne, Anne Willeumier *Comment saisir les processus d'innovation au sein des institutions ? Une entrée par le travail des « entrepreneurs de réformes »*

RT 40 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 16) **La portée des innovations institutionnelles (1/2)** (animation : Yves Bonny, Caroline Touraut)

Laurent Solini, Jean-Charles Basson *Processus d'innovation institutionnelle et fonction d'auto-légitimation en établissement pénitentiaire pour mineurs. Ce que l'architecture carcérale fait aux (et des) jeunes détenus*

Sümbül Kaya, Kadriye Eylem Ozkaya, Ayşen Uysal *Innovations et résistances. Exemple des prisons, de la police et de l'armée en Turquie*

Célia Gissinger *L'impact de la participation citoyenne sur l'institution judiciaire : une innovation en audience correctionnelle ?*

Denis Laforgue *Comment les institutions publiques créent-elles des formes sociales ?*

RT 40 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 16) **La portée des innovations institutionnelles (2/2)** (animation : Emmanuel Langlois, Morad Amrouche)

Corinne Rostaing, Caroline Touraut *Création culturelle et institution carcérale*

Jean-Paul Filiod *L'innovation en mode pluriel et relatif. L'exemple de l'éducation artistique et culturelle et d'un dispositif présenté comme "innovant"*

Bruno Milly *Dynamique institutionnelle et transformations professionnelles*

Sébastien Jakubowski *Analyse comparée du processus de changement de deux institutions publiques (armées et universités françaises) : entre institution et organisation*

RT 40 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 16) **Assemblée Générale du RT 40**

GT41 Corps, technique et société

GT 41 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 7) **Corps à distance, corps distancés ?** (animation : Céline Lafontaine)

Mauro Turrini *Visualizing Foetuses, Visualizing Mothers: Parenthood, Risk, and Visualization Technologies in Prenatal Diagnosis*

Pascal Ducournau *Tests génétiques en ligne: une biopolitique en mutation* Auteur non communicant : Claire Beaudevin ATER Université Paris Descartes - Paris V

Raphael Koster, Sébastien Broca *« Nouveaux réseaux, nouveaux savoirs ? Le déterminisme technologique à l'épreuve des réseaux sociaux pour la santé ».* Auteurs non communicants : Gérard Dubey Maître de conférence en sociologie Telecom Sud Paris, Sylvie Craipeau Professeure de Sociologie Telecom Sud Paris

Coralie Mounet, Isabelle Mauz *Hommes et animaux sauvages : innovations techniques et distance*

GT 41 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **Techniques du corps sportif : dépassement et maîtrise. Session conjointe avec le RT 31** (animation : Thierry Lesage, Valerie Souffron)

Stéphane Héas *L'excellence corporelle contemporaine : entre innovations techniques et symboles en action*

Jean Paul Clément *Innovations technologiques et conjoncture de modernisation: le rôle des promoteurs* Auteur non communicant : Eric Reuillard SOI EA 3690 Toulouse 3

André Suchet *Un retour des techniques du corps ? L'expérience américaine des partisans du free canyoneering*

Patrice Regnier, Stéphane Héas *L'équitation, un art corporel historique dans un monde contemporain*

GT 41 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 7) **Les territoires corporels des techniques » : Perspectives de recherches internationales (Présentation des interventions)** (animation : Marina Maestrutti, Mauro Turrini)

Marina Maestrutti *Les territoires corporels des techniques : Nanotechnologies et nanomédecines*

Valerie Souffron *Les corps et les territoires: l'exploration des corps et la transparence technicienne*

Caroline Moricot *Les territoires corporels des techniques : Socio-anthropologie de l'imagerie médicale*

Mauro Turrini *Les impacts des nouvelles technologies d'imagerie médicale dans la relation entre patient et médecin et dans la représentation du corps*

Céline Lafontaine *Corps et médecine régénératrice*

Daniela Cerqui *Humains et robots: vers la fin des différences?*

Magaudda Paolo *Some notes on the relationship between users and medical visual technologies.*

GT 41 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 7) **Les territoires corporels des techniques » : Perspectives de recherches internationales (Discussion autour des interventions)** (animation : Marina Maestrutti, Mauro Turrini)

GT 41 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Corps, innovations technologiques, médecine et e-santé. Session conjointe avec le RT 19** (animation : Beatrice Jacques, Caroline Moricot)

Alexandre Mathieu-Fritz, Laurence Esterle *Les téléconsultations médicales. Transformations des pratiques professionnelles et des interactions médecins/malades*

Julien Soler *Au carrefour des expertises : autour d'une technologie pour la santé.*

Joelle Kivits *L'internet institutionnel dédié à la santé : usages et appropriation de l'information par le public*

Camille Adamiec *Alicaments : quand l'innovation donne forme au rapport au corps et à la nature.*

Benjamin Derbez *L'expérimentation clinique comme innovation thérapeutique . Retour sur une requalification à travers l'exemple de la cancérologie*

Matthieu Duboys de Labarre *Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et personnes en situation de limitation d'autonomie : trajectoires d'usages*

Christophe Perrey *Accès à l'innovation thérapeutique et équité : le cas des essais cliniques en cancérologie* Auteur non communicant : Amiel Philippe

GT 41 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 11) **Altérités machiniques** (animation : Daniela Cerqui)

Magali Uhl *Synthétique des fluides. Quand la technoscience rencontre l'art*

Guido Nicolosi *The machine is in the body. The body is in the machine*

David Grange *La révolte du corps ; pertinence et adaptabilité de la catégorie d'effroi technologique*

GT 41 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 11) **Réunion de bureau du GT41**

GT42 Sociologie des élites

GT 42 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 14) « **Innovation** », « **certifications** », « **éthique** », : **les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat (1)** (animation : Sylvain Laurens)

Isabelle Bruno *Le Malcolm Baldrige National Quality Award: des gourous aux missionnaires de la qualité*

Marylene Lieber *La promotion de la responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie électronique en Chine : les programmes dits de 'capacity building'* Auteur non communicant : Ellen HERTZ

Valérie Boussard *La professionnalisation comme nouvelle forme de légitimation des élites financières? Un cas français de création d'une certification professionnelle dans le secteur financier.* Auteur non communicant : Sylvain Thine Post-doctorant IDHE

Déborah Flusin-Fleury *La promotion des entreprises publiques en Europe par la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) : retour sur la création du label européen Discerno.*

GT 42 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 14) « **Mérite** », « **excellence** », « **parité** », « **intégrité** »... : **les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat (2)** (animation : Frédéric Lebaron)

Odile Henry *L'invention du management à la française au cours de la première moitié du 20e siècle: de la revendication méritocratique à la légitimation de l'autorité patronale*

Gaetan Flocco, Frédéric Rey « *Il faut faire preuve de pédagogie* » : *les clubs patronaux comme instruments de renouvellement de la légitimité patronale*

Soline Blanchard, Isabel Boni *Les négos du quota : prétendantes à la cour et cour(s) des grands (patrons)*

Dominique Connan *Du discours de l'intégrité professionnelle à la charité organisée : le renouvellement des pratiques d'autonomisation et de légitimation des élites économiques au Kenya*

GT 42 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 14) **Grandes écoles** (animation : François-Xavier Dudouet)
Gérald Houdeville *Innovier en matière de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) : une revendication sous contraintes de l'enseignement privé sous contrat de l'Académie de Nantes*
Aline Courtois *Growth into privilege : l'apprentissage des positions dominantes dans les collèges privés irlandais.*
Jérôme Ferret *Rester entre soi dans la mondialisation : monde diplomatique, formations transnationales d'excellence des grandes écoles et nouvelles stratégies élitaires sur le « marché » franco-espagnol.*

GT 42 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et RT 29. Expertises sous influences ?** (animation : Yvon Lamy)
Thierry Brugvin *L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)*
Vincent Gayon *Innovier dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)*
Harold Mazoyer *Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)*
Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel *Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise*

GT 42 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 14) **Bureau du RT 42**

GT 42 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 14) **Déclassement / reclassement / ethos de classe** (animation : François Sarfati)
Vincent Chapon *Les enfants en situation de non réussite scolaire dans les classes dominantes : déclassement réel ou tri dans les postures de domination ?*
Ludivine Vanthournout *La suppléance parlementaire : voie de reproduction ou de renouvellement de l'élite parlementaire ?*

GT 42 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 21) **« Mécénat », « auto-entrepreneuriat », « philanthropie »... : les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat (3). Session conjointe avec le RT 35** (animation : Anne Bory)
Sarah Abdelnour *Le régime de l'auto-entrepreneur pour « absorber la misère du monde » salarial ? Les justifications sociales d'un nouveau régime de création d'entreprise.*
Hélène Stevens *« Devenir entrepreneur de soi-même » ou le succès d'accords politiques improbables.*
Maïa Drouard *Administrer la Fondation du patrimoine. Dispositifs de production d'un sens commun.*

GT 42 Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et RT 29. De nouveaux savoirs comme instruments de pouvoir** (animation : François-Xavier Dudouet)
Fabrice Bardet, Aisling Healy *Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen*
Stanislas Morel *La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.*
Antoine Derouet *L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaires et discours de légitimation*
Simon Paye *Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.*

GT 42 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 14) **Fonctionnaires internationaux, le public à l'international** (animation : Aisling Healy)
Meryll David-Ismayil *L'arrivée du « Tiers-Monde » au sein de « l'élite de l'élite », ou comment les fonctionnaires de l'UNESCO ont accueilli leurs collègues du Sud*
Vincent Lebrou *Un « ghetto pour eurocrates » ? La mobilisation de la figure du manager international dans le processus de création de l'école européenne de Strasbourg.*
Marie Brossier, Emmanuelle Bouilly *Figures et trajectoires de la distinction sociale en Afrique contemporaine: pour une étude comparée du phénomène de notabilité au Sénégal* Auteur non communicant : BOUILLY Emmanuelle
Ivan Chupin *L'international comme nouvelle marque distinctive dans l'espace de formation au journalisme*

RT 43 Sociologie et religions

RT 43 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D5) **Religions urbaines, entre espace privé et espace public** (animation : Yannick Fer)

Hadrien Munier *L'immigration haïtienne et l'implantation de la pratique du vodou à Montréal : entre invisibilité et processus de visibilisation.*

Tiago Salema Neves *Invocations thérapeutiques du sacré dans un espace public autour de la figure d'un « saint » guérisseur – le cas du Docteur Sousa Martins à Lisbonne*

Mamadou D. Diallo *Islam et espace public dans le district de Bamako: pratiques sociales et reconstructions identitaires en oeuvre.*

Kae Amo *Réflexion autour des « néo-confrériques » au Sénégal : nouvelles identités politico-religieuses*

RT 43 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D5) **Religion, générations et héritages** (animation : Raphaël Liogier)

Claire Donnet *Un religieux englobant? Etude de l'investissement religieux de jeunes musulmans en association de quartier.*

Fatiha Kaoues *Musulmans disciples de Jésus*

RT 43 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D5) **Religion, radicalité, conflictualités et dialogues** (animation : Claude Dargent)

Elsa Deleage *La judiciarisation des faits religieux*

Françoise Naas *Les mennonites français à l'épreuve du XIX^{ème} siècle*

Anne-Sophie Lamine *Dimensions du croire : radicalisation et affrontements, à partir de deux cas empiriques, religieux et anti-religieux*

Benoît Petit *Validation du croire dans l'interaction*

RT 43 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D5) **Mesurer le changement religieux** (animation : Claude Dargent)

Ingrid Tucci *La religiosité des immigrés et de leurs descendants en Allemagne: facteurs explicatifs et effets sur le processus d'intégration*

Sarah Wilkins-Laflamme *Les données ecclésiales normalisées par des données démographiques : avantages et inconvénients d'une technique peu employée en sociologie des religions*

Christine Rodier *« Le halal et la norme : entre traditions et innovations »*

RT 43 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D5) **Réseaux, religions globales et circulations** (animation : Raphaël Liogier)

Alix Philippon *Le développement d'un soufisme occidentalisé au Pakistan*

Katrin Langewiesche *Hors du cloître et dans le monde. Religieuses africaines et européennes en réseaux*

Julie Humeau *Don bouddhique et exil. Le cas des Tibétains réfugiés en Inde.*

RT 43 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D5) **Assemblée générale du réseau**

GT44 Justice sociale et sentiment d'injustice

GT 44 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le RT 9 (1/2). Justice spatiale et action collective / Justice spatiale et ville multiculturelle** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere, Régis Cortéséro)

Rodrigo Torres *Ville, jeunesse et action collective : le mouvement lycéen chilien et sa revendication pour l'égalité des chances*

Gülçin Lelandais *Réclamer le droit à la ville Justice spatiale comme enjeu de mobilisation collective des Roms d'Istanbul*

Yoann Morvan *Les Juifs séfarades dans les villes de développement en Israël, vers une sociologie urbaine d'inégalités cumulées.*

Corinne Torrekens *Inégalités spatiales et sentiment d'injustice. Le cas du processus de visibilisation de l'islam à Bruxelles*

GT 44 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le RT 9 (2/2). Droits et accessibilité spatiale / Expression culturelle et revendication de justice** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere)

Maimouna Traore *Les inégalités en matière de propriété urbaine : l'exemple de la ville de Ouagadougou.*

Karine Ginisty *Expérience spatiale et représentations de l'injustice : l'exemple des inégalités d'accès aux services urbains à Maputo (Mozambique)*

Benoît Frate *Justice sociale et droits humains dans la ville: innovations nord-américaines*

Kil-Ho Lee *Le militantisme culturel face à la politique de réaménagement urbain en Corée du Sud : vers un nouveau répertoire d'action collective*

Pauline Clech *L'actualisation locale du sentiment d'injustice : étude comparée du rap et du slam en banlieue « populaire » parisienne*

GT 44 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Elèves, familles et sentiment d'injustice. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Choukri Ben Ayed, Régis Cortéséro)

Barbara Fouquet-Chauprade, Evelyne Barthou *Justice sociale en contexte scolaire ghettoisé. Quand la filière influe sur le sentiment d'injustice*

Carole Daverne *Les inégalités territoriales vues par les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)*

Hugo Dupont *Sentiment d'injustice scolaire et école spécialisée : le cas des élèves en Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique*

Agnès Grimault Leprince *Les punitions au collège : les fondements du sentiment d'injustice des élèves*

GT 44 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Politiques éducatives et exigence de justice. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Pierre Merle, Frédéric Gonthier)

Camille Drouin *Assouplissement de la carte scolaire, spécialisation sociale des établissements scolaires et inégalité des chances Analyse de la situation de la commune de Marseille (2006-2010).*

Yves Dutercq *Comment comprendre l'échec des mesures d'assouplissement de la carte scolaire promulguées au nom d'une plus grande exigence de justice sociale ?* Auteur non communicant : Nathalie Mons MCF Université Paris-Est Marne-la-Vallée

James Masy *L'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles : entre leurre et justice.*

Marco Oberti, Clément Rivière *L'assouplissement de la carte scolaire : des effets d'annonce aux sentiments d'injustice*

Nazli Nozarian *Un « ascenseur » social toujours en panne? Politiques de « démocratisation » scolaire et (in)justice sociale: l'exemple des conventions ZEP/Sciences Po*

Marianne Woollven *La dyslexie comme besoin éducatif particulier à l'école ordinaire*

GT 44 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Justice et injustice à l'école dans des contextes différents. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Yves Dutercq, David Mélo)

Arielle Compeyron *Une justice sociale à travers l'accès à l'éducation : les utopies du 19ème siècle.*

Cédric Dechef *La place de la critique de la justice sociale à l'Ecole dans la production sociologique*

Yaël Brinbaum, Jean-Luc Primon *L'expérience scolaire des descendants d'immigrés : sentiment d'injustice et de discrimination.*

Johana Contreras *Les expériences d'inégalité scolaire au Chili et en France : qu'est-ce que ces expériences révèlent de l'injustice des systèmes éducatifs ?*

Ingrid Tucci *Processus de relégation ethno-culturelle en Allemagne et en France : Structuration institutionnelle des parcours scolaires et professionnels et rapport aux institutions des descendants d'immigrés* Auteurs non communicants : Ariane Jossin, Olaf Groh-Samberg, Carsten Keller

Nicolas Charles *Reprise d'études et justice sociale. Une comparaison France - Royaume-Uni - Suède*

GT 44 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 17) **Justice au travail et travail sur la justice dans les organisations et les institutions**

Vincent-Arnaud Chappe *De quoi sont victimes les victimes de discrimination ?*

David Mélo, Régis Cortesero *Manières de recruter : l'égalité des chances à l'épreuve de l'expérience des recruteurs.*

Ivan Sainsaulieu *L'injustice ? Il faut vivre avec... Ethnographie interrompue d'un service RH* Auteur non communicant : Groupe TAPAS Université de Fribourg (Muriel Surdez Francesca Poglia Fabrice Plomb Eric Zufferey)

Khadija Noura *Le parcours de la demande d'asile comme quête d'un statut juridique et d'une reconnaissance sociale. Le travail de mise en récit de l'exil soumis à une injonction de justification.*

Alice Mazeaud *Procéduraliser l'expérience de la justice sociale. L'expérience du Budget participatif des lycées de Poitou-Charentes.*

GT 44 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **La justice environnementale en questions. Session conjointe avec le RT 38**

Sophie Nemoz *La justice environnementale : un mur porteur de l'habitat durable ? Entre discours et pratiques, sociologie d'une construction innovante.*

Julie Gobert *La justice environnementale comme modalité d'action et de reconnaissance pour les citoyens vulnérables*

Bertrand Baldet *Quand la gestion de l'inondation ne « reconnaît » pas ses riverains. La mobilisation d'une association d'agriculteurs contre un projet d'aménagement d'une rivière.*

Consuelo Biskupovic, Bárbara Morales Aguirre *La défense de l'environnement au Chili. Un nouveau mode de participation et de dénonciation d'injustices sociales.*

Fabrice Andreani *Quand les « socialistes du XXI^e siècle » exigent la « justice climatique »: sociogénèse, contradictions et perspectives de l'écologie de l'ALBA, de Copenhague à Cancun en passant par Cochabamba*

Lusin Bagla *Justice environnementale : le cas canadien*

GT 44 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 17) **De la contestation à l'innovation, les échelles de l'injustice**

Christophe Gibout *Vivre (mal)heureux à Calais - Beaumarais : Quand (in)justice et solidarité organisent la relégation socio-spatiale*

Sarah Mailleux Sant Ana *Créations et innovations dans la lutte journalière de résistance aux injustices sociales au Nord-est brésilien*

Frédéric Gonthier *Les Européens et le libéralisme économique : les différences entre les pays sont-elles plus fortes que les différences entre les individus ?*

GT 44 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 17) **L'injustice ordinaire en tous genres / Bureau du GT 44**

Denis Hippert *Subir une rupture amoureuse : l'expérience d'une injustice sentimentale*

Damien Tissot *Féminismes et justice(s) : vers de nouvelles solidarités*

GT45 Sociologie des conflits

GT 45 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 2) **Politiques publiques, mobilisations collectives et négociations** (animation : Sébastien Schehr, Myriam Klinger)

Dietmar Loch *Le nationalisme moderne comme enjeu culturel dynamique de la sociologie des conflits*

Daniel Zamora *Saul Alinsky, le conflit et l'action collective*

Nicolas Amadio *Conflits, innovations et performance dans l'intervention sociale*

Patrick Schmoll *Freins à l'innovation et conflits de paradigmes: l'exemple d'une création d'entreprise innovante*

GT 45 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 2) **Images, langages et théâtre : conflits et créations** (animation : Patrick Schmoll)

Régis Lanno *La fiction comme mode d'intelligibilité du conflit*

Camille Adamiec *Conflit et création artistique : la guerre au prisme du théâtre contemporain.*

Aurore Van de Winkel *Les stratégies de défense des croyances lors de discussions conflictuelles : le cas de la théorie du complot*

Natalia Suarez Bonilla *La compétence du savoir survivre dans la guerre civile: le cas de la Colombie.*

Myriam Klinger *Potentialités créatrices de l'imaginaire guerrier*

GT 45 Session 0 (AG en ARSH TD 2) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

GT 45 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 2) **Inventivité dans les conflits de justice et de normes** (animation : Nicolas Amadio)

Fernando Carvajal Sanchez *La médiation pénale : processus innovateur de résolution de conflits ou légitimateur du système pénal ?*

Emily Trombik *Conflit et stratégies d'évitement dans le vécu carcéral quotidien*

Arzouma Eric Bologo *Conflits fonciers, innovations institutionnelles et locales au Burkina Faso*

Catherine Lutard-Tavard *Justice conflictuelle, justice innovante et créative. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans l'exemple des pays ex-Yougoslaves*

Pascal Hintermeyer *Les conflits créateurs face à la maladie et à la mort*

GT 45 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 2) **Conflits d'âges, conflits d'espaces et inventivité** (animation : Sébastien Schehr)

Louis Mathiot *Conflits et négociations autour d'une catégorie d'âge : l'adolescence. Relire les rapports intergénérationnels avec l'alimentation*

Abdia Touahria-Gaillard *La protection de l'enfance génératrice de conflits et d'innovation? Quand les parents d'enfants placés publicisent leur cause.*

Christophe Baticle *Au-delà de l'effet NIMBY. Le dépassement des intérêts territoriaux chez les opposants aux infrastructures « spatiovores »*

Florence Rudolf *Controverses stériles, controverses fertiles : la sociologie des conflits revisitée par la sociologie du risque*

GT 45 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 2) **Migrations conflictuelles et socialisations innovantes** (animation : Pascal Hintermeyer)

Catherine Delcroix *Engagement transnational des immigrées marocaines de France et de Belgique et démocratie*

Monika Salzbrunn *La mise en scène des appartenances religieuses comme moyen de résistance : Conflits et résolutions autour des pratiques musulmanes en Suisse* Auteur non communicant : Mallory Schneuwly Purdie IRC Univ. Lausanne

Salomé Deboos *Des stratégies pour conserver l'identité Zanskarpa*

GR SVF Sociologie visuelle et filmique

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 11) **Introduction Joyce Sebag** (animation : Jean-Paul Géhin)

Sylvaine Conord *Des usages de la photographie en sociologie et en anthropologie. Une question de méthode*

Claude Dupuis *Entre délit de faciès et « bonne » photographie : hypothèses autour du Bertillonage*

Monique Peyriere *Quand Siegfried Kracauer invoque Érasme pour penser, avec objectivité, l'approche filmique de la réalité sociale.*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 11) **Cinéma et sociologie** (animation : Jean Breschand)

Christele Dondeyne *Marginalisation et professionnalisation du paysan. Mise en perspective des films et de la sociologie jusqu'au début des années 1960.*

Laurence Ellena *Texte sociologique et références cinématographiques*

Régis Lanno *Lorsque le cinéma documentaire produit du savoir sociologique : La Reprise du travail aux usines Wonder*

Pierre Maillot *Poïche et les Petits Mouchoirs, une analyse.*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 11) **La création sociologique par l'image et le son (1)** (animation : Habib Tengour)

Cécile Cuny *Enquêter sur les rapports au quartier : quatre apports du portrait photographique posé*

Catherine Dutheil-Pessin *Photographier la manifestation*

Inês Espirito Santo *Influence du médium filmique dans la construction de la mémoire biographique*

Thibaut Menoux, Aurélie Pinto *Filmer le tourisme dans les favelas: les repères sociologiques d'un repérage de film documentaire*

Alexandra Tilman *Faire un documentaire de recherche autour de déviances entre imaginaires et réalités*

Claudia Turra-Magni, Clarice Peixoto *Enjeux de la diffusion des travaux de recherches documentaires et photographiques*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 11) **La création sociologique par l'image et le son (2) AG** (animation : Pierre Maillot)

Jean-Paul Géhin *Images du travail et travail du sociologue*

Jean-Pascal Fontorbes, Anne-Marie Granie *Constructions scientifiques aux frontières de la sociologie et du cinéma*

Manon Ott, Grégory Cohen *Éléments de réflexion autour de la sociologie filmique à partir de deux thèses en cours dans un quartier populaire de la région parisienne.*

Masahiro Ogino *La théorie du montage en sociologie filmique*

Alexandra Tilman *Faire un documentaire de recherche autour de déviances entre imaginaires et réalités*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 11) **Narration et sociologie** (animation : Daniel Friedmann)

Sylvia Girel *Les jeunes femmes mortes dans la photographie contemporaine, des œuvres d'art comme documents sur le social*

Rejane Vallee *Ceci est-il un film ? Questions autour du « film d'entretiens »*

Virginie Villemin *D'après le colonialisme d'Appadurai à Babel d'Alejandro Gonzales Inaritu*

Nadine Michau *le rôle du sociologue-cinéaste dans la construction de la mémoire industrielle*

GR FCQ Formation, certification, qualification

GR FCQ Formation, certification, qualification 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 2) « **La sociologie de la formation en questions. Un espace scientifique à légitimer** » **Rencontre et débat avec Lucie Tanguy et Eric Verdier. Atelier 1** (animation : Fabienne Maillard, Emmanuel de Lescure)

GR FCQ Formation, certification, qualification 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 2) « **La sociologie de la formation en questions. Un espace scientifique à légitimer** » **Rencontre et débat avec Lucie Tanguy et Eric Verdier. Atelier 2** (animation : Fabienne Maillard, Emmanuel de Lescure)

GR FCQ Formation, certification, qualification 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D8) **Atelier 3 « Programmation du GT »** (animation : Fabienne Maillard, Emmanuel de Lescure)

GR FCQ Formation, certification, qualification 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Atelier 4. Session conjointe avec le RT 4. Professionnalisation des études ou socialisation professionnelle ?** (animation : Ariel Sevilla, Emmanuel Quenson)

Julien Bertrand *Un mode de socialisation professionnelle aux prises avec l'institution scolaire : l'apprentissage du football professionnel*

Prisca Kergoat *De quelques enjeux de la professionnalisation des universités*

Nadia Nakhili *Des études supérieures à l'emploi : le rôle du parcours d'études et du capital social*

Sophia Stavrou *Transformations curriculaires à l'université: la construction d'un modèle pédagogique de projection*

Vanessa Pinto *Les définitions sociales des "petits boulots" étudiants. Entre activités de nécessité et expériences professionnelles*

GR FCQ Formation, certification, qualification 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D8) **Atelier 5 Session conjointe avec le RT 1. La création de nouveaux diplômes et de nouvelles certifications : quels effets sur la dynamique des groupes professionnels ?** (animation : Emmanuel de Lescure, Fabienne Maillard)

Blandine Barlet *La formation des infirmières dans le domaine de la santé au travail : les enjeux d'une recomposition des territoires professionnels*

Samuel Bouron *La construction scolaire de l'identité des journalistes sportifs* Auteur non communicant : Karim Souanef
Doctorant en science politique IRISSO-Paris Dauphine

Valérie Boussard *Que veut dire « professionnaliser » le monde de la Finance? Le cas français d'une nouvelle certification*

Vonnick Ribéraud *Rapports au monde et rapports au métier : adhésion, innovation ou reconversion. Trajectoires biographiques de jeunes et futurs professionnels de la solidarité internationale.*

GR A.R.T.S Articulation-recomposition des temps sociaux

GR ARTS Session le mercredi à l'heure du repas de midi (en AMPHI 8) **Présentation-discussion des objectifs du groupe.** (animation : Bernard Fusulier, Olivier Giraud, Marie-Thérèse Letablier, Chantal Nicole-Drancourt)

GR ARTS Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV G1) **La sociologie française à l'épreuve de la conciliation et de la recomposition des temps sociaux. Conférence débat avec Claude Martin**

Projet groupe de sociologie des finances publiques

Projet finances publiques Session 0 (en IEP 1) **Réunion de lancement le mercredi à 13h15**

Marc Leroy *Réunion de lancement d'un groupe de sociologie des finances publiques*

Charte de déontologie de l'AFS

Charte de déontologie Session 0 (en AMPHI 7) **Dernière présentation-discussion de la Charte de déontologie de l'AFS avant validation par l'AG le mercredi à 13h15** (animation : Catherine Déchamp-Le Roux, Pierre Lenel, Romain Pudal, Olivier Vasseur)

openedition.org (revues.org, calenda, socio-logos)

Revues.org Session 0 (en IEP C) **Outils innovants pour la diffusion de la recherche en sciences sociales : openedition.org, plateforme d'édition électronique en libre accès par Pierre Mounier le mercredi à 13h15**

Revues.org Session 0 (en IEP C) **De Liens Socio à Lectures par Pierre Mercklé le jeudi à 13h15**

Pierre Mercklé *Liens Socio, Lectures, Socio : outils électroniques d'information scientifique pour la sociologie et les sciences sociales*

ASES

ASES Session 0 (en IEP AMPHI B) **Rencontre des enseignants chercheurs avec l'ASES le mercredi à 13h15** (animation : Frédéric Neyrat)

Sessions n°1
(mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30)

RT 1 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **S1 Innovation et dynamiques professionnelles : professionnalisation, déprofessionnalisation, création et destruction (1)** (animation : Andrew Abbott)

Marie Doga *Innovations et altération de la qualité de l'emploi chez les architectes*

Charles Gadea *Sur l'émergence des groupes professionnels*

Emmanuel Martin *Professionaliser un groupe de salariés, est-ce créer un métier ?*

Ludivine Vanthournout *D'une innovation constitutionnelle à une nouvelle voie de professionnalisation*

Michel Castra *Promouvoir et légitimer le prélèvement d'organes : les équipes de coordination hospitalière*

RT 2 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Repenser la question migratoire aujourd'hui** (animation : Bruno Lefebvre)

Laurence Roulleau Berger *Migrations, capitalismes globalisés et assemblages économiques*

Catherine Delcroix *Familles et transnationalisme*

Adelina Miranda *Genre et migration : de nouvelles questions pour une connaissance renouvelée*

Agnès Deboulet *Éléments pour une sociologie des migrations en ville*

Monika Salzbrunn, Elsa Lagier, Khadija Noura *Migration, espace public et engagement politique*

RT 3 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D6) **Axe 1 – Création / innovation dans les formes de déviance et de délinquance** (animation : Manuel Boucher)

Catherine Cavalin *Les violences conjugales : un objet nouvellement saisi par la statistique française*

Ruxandra Gubernat *Les effets des pressions politiques et économiques sur les acteurs journalistiques en Roumanie. Définir la déviance des agents dans la profession journalistique.*

Marc Leroy *Globalisation économique, idéologie néolibérale et nouvelles formes de déviance fiscale*

Béatrice Mabilon-Bonfils *L'adolescent à l'École entre ruses adaptatives, résistances et participation affinitaire.*

Nathalie Paton *Déviances en ligne - Le cas des échanges de contenus multimédia autour des school shootings*

Régis Pierret *Précarité et changement des représentations de la déviance par le travail social*

RT 4 Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D2) **Atelier 1 : Les enseignements innovants et leurs impacts** (animation : Patrick Rayou)

Caroline Archat *L'éducation au cinéma dans le contexte numérique : question d'ambition et d'apprentissages*

Rémi Deslyper *L'enseignement institutionnel des musiques actuelles : une fausse innovation?*

Isabelle Borrás, Nathalie Bosse *Temps et acteurs de l'innovation : réflexions à partir de l'expérimentation d'un portfolio numérique de compétences à l'université.*

Marie-Odile Nouvelot *Le développement durable, une source d'innovation organisationnelle pour les établissements d'enseignement agricole?*

Hélène Petry *Wikipédia, la demi-révolution.*

RT 4 Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D17) **Atelier 2 : L'innovation dans les politiques d'enseignement** (animation : Hélène Buisson-Fenet)

Aurélien Casta *La réforme de l'enseignement supérieur français après-guerre : le cas de la proposition de loi en faveur d'une rémunération étudiante (1945 – 1951)*

Laurène Le Cozanet *Enquête sur l'« innovation pédagogique » à l'Université : pratiques d'enseignement en premier cycle de Gestion et Économie Appliquée à Dauphine (1968 - 1978)*

Olivier Quéré *De l'innovation scolaire à la légitimation professionnelle : les effets de la réforme de la scolarité des IRA sur les élèves fonctionnaires*

Yveline Jaboin *Le bilinguisme breton-français à l'école primaire : « reconstruction » identitaire régionale ou instrument d'une scolarité sur mesure ?*

Stanislas Morel *« On est plus intelligent à plusieurs que seul ». L'ouverture des enseignants aux « partenaires », leitmotiv du discours sur l'innovation*

RT 5 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 20) **Inégalités scolaires, genre et comparaisons internationales** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Géraldine Farges *Les enseignants dans la structure sociale, éléments de comparaison internationale*

Aurélien Picot *Euphémisation des inégalités sociales et individualisme égalitaire. Enquête dans un service de protection de l'enfance en Norvège.*

Sandrine Knobé *La mobilité géographique des étudiants. Le cas de l'Université de Strasbourg* Auteurs non communicants : Bernard MICHON Professeur Université de Strasbourg, Guillaume Erckert Doctorant Université de Strasbourg

Julie Thomas *Imbrication de la classe et du genre : la situation des filles investissant une filière scolaire atypique pour leur sexe comme analyseur*

Yaël Brinbaum, Jean-Luc Primon *Scolarités et diplômés des descendants d'immigrés. Effets des origines sociales, sexuées et migratoires* Auteur non communicant : Laure Moguerou MCF Paris-Ouest Nanterre CREF GSE

RT 6 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI G) **1. Session plénière : insertion, handicap, jeunesse : expérimentation des politiques** (animation : Maryse Bresson, Sylvie Célérier)

Louis Bertrand *Politique sociales du handicap et politiques d'insertion : continuités, innovations, convergences*

Beatrice Muller *Jeunes et Insertion, la question des processus* Auteur non communicant : Jovelin Emmanuel

Gérard Goulu *Modalités d'appel à la responsabilité et régulation in situ du RMI.*

Cynthia Cadel *Du texte de loi à la mise en place locale : principaux enjeux et impacts psychosociaux de l'introduction de la participation dans le cadre du Revenu de Solidarité Active.*

RT 7 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H2) **Innovations dans le domaine de la gérontologie** (animation : Monique Legrand)

Anne-France Kogan, Florence Charue-Duboc, Nathalie Raulet-Croset *Du bon usage de la téléassistance. Évolution du service, éducation des protagonistes.* Auteur non communicant : AMAR Laure

Ségolène Petite-Peypoudat, Aline Chamahian *L'aménagement du logement au grand âge : aides techniques et démarche « créative » en question*

Dominique Argoud *L'innovation gérontologique provient-elle du haut ou du bas ?*

RT 8 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 8) **L'armée, organisation innovante** (animation : Laure Bardiès)

Christophe Pajon *Les bases de défense, l'autre visage de l'interarmement : un cas d'isomorphisme structurel*

Thomas Meszaros *Les actions civilo-militaires dans les processus de sécurisation en sortie de crise : une expression du Smart power ?*

RT 9 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le GT 44 (1/2). Justice spatiale et action collective / Justice spatiale et ville multiculturelle** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere, Régis Cortéséro)

Rodrigo Torres *Ville, jeunesse et action collective : le mouvement lycéen chilien et sa revendication pour l'égalité des chances*

Gülçin Lelandais *Réclamer le droit à la ville Justice spatiale comme enjeu de mobilisation collective des Roms d'Istanbul*

Yoann Morvan *Les Juifs séfarades dans les villes de développement en Israël, vers une sociologie urbaine d'inégalités cumulées.*

Corinne Torrekens *Inégalités spatiales et sentiment d'injustice. Le cas du processus de visibilisation de l'islam à Bruxelles*

RT 10 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD8) **Epistémologies & méthodologies** (animation : Suzie Guth)

Francis Farrugia *Un syndrome narratif méthodologique : la dissociation sujet/objet*

Pascal Fugier *La connaissance paranoïaque du sociologue : un syndrome narratif*

Marie-Noëlle Schurmans *Sociologie de la connaissance et transaction sociale*

Gilles Verpraet *Les différents régimes de la notion de culture : Entre sociologie des profondeurs et société de connaissance*

Yannick Duvauchelle *Les propositions en action*

Cédric Frégné *Une sociologie de la connaissance en creux ? Quand le raisonnement sociologique se décline au négatif.*

Régis Laurent *Les qualités heuristiques et les limites de l'observation statutaire : un sociologue parmi les tsiganes pentecôtistes*

RT 11 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 1) **1) Innovations, transversalités** (animation : Isabelle Moussaoui)

Sofian Beldjerd *Des mises en scène créatrices ? L'exemple des valorisations marchandes d'une offre de mobilier et de décoration* Auteurs non communicants : François Bobrie CEPE-IAE de Poitiers, Inès de La Ville CEPE-IAE de Poitiers

Marie-Haude Caraës *Industrie des services et place de l'amateur*

RT 12 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 2) **Modèles économiques et institutions** (animation : Caroline Dufy, Pascale Trompette)

Tommaso Pardi *Au nom du consommateur : la construction sociale de l'innovation dans l'automobile et ses conséquences politiques* Auteur non communicant : Bernard Jullien directeur GIS Gerpisa ENS Cachan

Cédric Pelissier *Les plates-formes web comme nouvel intermédiaire de l'innovation. L'exemple du crowdsourcing, un processus d'institutionnalisation du mouvement de l'open source.*

Emmanuelle Marchal *Innovations dans les pratiques de recrutement*

RT 13 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 13) **La production du droit par le bas** (animation : Isabelle Sayn, Nicolas Fischer)

Hakim Bellebna *L'appropriation des normes nationales par les «street level bureaucrats» : l'exemple des Conseillers d'Insertion et de Probation.*

Gaetan Cliquennois *Le travail décisionnel des juges d'application des peines*

Camille Lancelevee, Elodie Janicaud *Nouveaux droits sous contrainte carcérale : quand la prison ouvre un accès au soin et à la famille.*

Brigitte Frotiée *Les partitions de la fabrique de la loi CMU*

Gildas Tanguy *Les préfets et l'application de la loi. Bricoleurs, interprètes ou producteurs de normes ? L'exemple de la législation du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire obligatoire.*

RT 14 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH AMPHI 1) **Sociologies de la création et de l'innovation** (animation : Florent Gaudez)

Yvonne Neyrat *La sociologie de la création de Jean Duvignaud*

Lucile Chartain - *La sociologie du cinéma de Siegfried Kracauer : la création cinématographique et l'innovation artistique comme moyen d'accéder à la vérité*

Julien Grange *Une approche sociologique de l'œuvre de L.-F. Céline*

Emilie Saunier *L'activité littéraire d'Amélie Nothomb comme travail de soi : pour une approche dispositionnaliste de la création littéraire*

Sarah Gilsoul *Une sociologie pragmatique des expositions en contexte d'anomie artistique : Le cas du « Off » de la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar*

RT 15 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 15) **Penser l'adolescence** (animation : Alejandra Gaviria, Cécile Van de Velde)

Joël Zaffran *Les temps de l'adolescence : temps perdu et temps retrouvé*

Guillaume Macher *La condition adolescente : l'autonomie dans la dépendance aux parents - Retour sur deux notions usuelles en sociologie de la jeunesse*

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Aurélie Mardon *Expériences des colonies de vacances à l'adolescence et construction identitaire*

Hélène Lepinay *Penser l'adolescence dans la société Nord thaïlandaise contemporaine*

RT 16 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D4) **Innovation, création et travail** (animation : Pierre Roche)

Harmony Glinne *« Un travail individualisé en trois minutes », ou l'innovation sous contrainte au guichet*

José Newton Araújo *La précarisation du travail dans la production sucrière au Brésil* Auteur non communicant : RESENDE Carolina Costa

Fernando Gastal de Castro *Le suicide lié aux conditions de travail de nos jours*

Jacques Rhéaume *Enquête dans un établissement de détention à sécurité maximale au Québec : une approche de sociologie clinique*

Vera Regina Roesler *Les aspects paradoxaux du processus de la retraite chez travailleuses brésiliennes.*

RT 17 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 19) **La fabrication des dégoûts contemporains** (animation : Jean Constance)

Stéphane Le Lay *Le traitement des déjections canines dans l'espace public : implications affectives et significations sociales*

Hélène Desfontaines *Le sale et le malsain : arrangements pratiques à propos des règles prescriptives d'hygiène hospitalière*

Anne-Elène Delavigne *Les systèmes contemporains d'hygiène alimentaire des viandes : artificialisation et remise en cause de la relation alimentaire aux animaux*

RT 18 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D18) **Innovations et relations de travail (1)** (animation : Jean-Vincent Koster, Frédéric Rey)

Paulo Alves *Les syndicats et les technologies: adoption et usages des TIC par les syndicats portugaises* Auteurs non communicants : Manuel Correia Université de Coimbra, Leonor Pires EST/Institut Polytechnique de Setúbal et DINÂMIA/CET

Marnix Dressen *La fusion pour les nuls une innovation démocratique inspirée s'appuyant sur les TIC*

Claire Vives *Une institution paritaire saisie par ses innovations managériales : le cas de l'assurance chômage (1993-2008)*

RT 19 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Transformations institutionnelles et évolutions professionnelles (1/3)** (animation : Françoise Bouchayer)

Claire Belart *Le processus de rationalisation du soin en santé mentale à travers la mise en place du RIM-P.*

Livia Velpry *Pratiques de soin et gestion dans les hôpitaux psychiatriques : une approche socio-historique* Auteur non communicant : Benoît Eyraud Post-doctorant Larhra-CNRS

Jorge Munoz *Appropriation et transformation des outils de travail. Le cas du dossier patient dans le cadre des démarches qualité*

Christelle Routelous *La réorganisation de l'offre hospitalière publique par la promotion du partenariat public-privé*

Marjorie Bied *Innover dans le secteur du maintien à domicile : entre volonté de gestion, rationalisation institutionnelle et réalités empiriques*

RT 20 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO TD19) **Convergences et dissonances des résultats selon les méthodes d'observation** (animation : Karl van Meter)

Anne-Sophie Béliard, Baptiste Brossard *Internet et la méthode ethnographique : L'utilisation des messageries instantanées dans le cadre d'une enquête de terrain*

Pierre Bréchon *Echantillon aléatoire, échantillon par quotas : les enseignements de l'enquête EVS 2008 en France*

Agnès Dumas *Articuler les approches quantitative et qualitative : de la collecte à l'interprétation des données sur les trajectoires de vie de personnes atteintes par un cancer dans leur enfance* Auteur non communicant : Christophe Perrey

Fabrice Guilbaud *Deux ethnographes en prison : les enjeux d'une enquête collective et sexuée*

Flora Chanvril, Viviane Le Hay *Les effets du mode d'administration, téléphone ou internet, sur la mesure de la confiance*

RT 21 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 2) **Nouvelles technologies et mouvements sociaux: information, citoyenneté et subjectivité** (animation : Geoffrey Pleyers)

Didier Demazière, François Horn, Marc Zune *La production technique au cœur de l'action militante. Le cas des logiciels libres*

Toscano Emanuele *«Je suis mon révolution personnelle. Web 2.0, subjectivité et activisme du Mouvement Violet en Italie.* Auteur non communicant : Raffaele Pizzari LUMSA Rome.

Jeffrey S. Juris *Frequencies of Transgression: Notes on the Politics of Excess and Constraint among Mexican Free Radios*

Stéphane Carrara *Mobilisation et participation européennes par Internet : le cas des Initiatives Citoyennes Européennes (ICE)*

RT 22 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H3) **Nouvelles formes de conjugalité** (animation : Philippe Cardon, Yvonne Guichard-Claudic)

Laurence Bachmann *La transformation du genre au cours des parcours de vie. Une approche dispositionnelle*

Beate Collet *Les choix conjugaux des descendants d'immigrés à l'épreuve de l'innovation* Auteur non communicant : Emmanuelle Santelli chargées de recherches CNRS membre du Centre Max Weber rattachée à l'INED

Catherine Negroni *Modèles de reconfigurations conjugales et innovations dans les pratiques du vivre en couple*

Catherine Pugeault *« Héritiers ou pionniers ? Les fiancés du nouveau millénaire entre tradition et innovation »*

RT 23 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Styles au travail** (animation : Julia Velkovska)

Stéphane Balas *travailler le conflit : une habitude créatrice*

Anne Jourdain *Les gestes de la création. Analyse du rôle de la routine dans le travail de création des artisans d'art*

Alexandra Bidet *Que fabrique l'art ? De la créativité de Kalidou Kassé à la continuité de l'expérience sociale.* Auteur non communicant : Jean-Bernard Ouédraogo DR CNRS IIAC-LAIOS

Barbara Pentimalli *Les talents comiques des agents d'accueil. Dérision et créativité*

RT 24 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD3) **Travail et techniques** (animation : Armelle Testenoire)

Rose-Myrliè Joseph *Travail domestique et innovation*

Stéphanie Gallioz *Les techniques facilitent-elles l'entrée des femmes dans les bastions masculins : l'exemple du secteur du bâtiment*

Céline Khaldi *Le (la) kinésithérapeute : un artisan ou un mécanicien du corps ?*

Emmanuelle Zolesio *Femmes chirurgiens et innovation managériale*

Yvonne Guichard-Claudic *Innovations technologiques, féminisation des métiers maritimes et dualisation de la situation des femmes embarquées*

RT 25 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D20) **Innovations managériales et technico-organisationnelles** (animation : Catherine Peyrard)

Giusto Barisi *L'innovation en entreprise: Les dégâts du prêt à penser des recettes technico-gestionnaires et managériales*

Cédric Lomba, Pierre Fournier *Les travailleurs de bas statut de l' « économie de la connaissance » : le cas du secteur pharmaceutique*

Mathieu Hocquelet *Innovations technico-organisationnelles dans la grande distribution : Analyse de vingt ans d'ingénierie sociale.*

Sacha Leduc *Certifier le service public. Le management par la qualité à l'Assurance maladie*

Sébastien Petit *Innover, recycler, adapter et standardiser : statut et travail des cadres et des ingénieurs à travers le continuisme gestionnaire du Lean 6 Sigma*

RT 26 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 5) **Monde de l'entreprise** (animation : Elise Penalva-Icher)
Michel Grossetti *Le semi-encastrement des activités d'innovation dans les réseaux sociaux*
Elise Penalva-Icher *Le contrat de partenariat : Innovation juridique ou nouveau mode de mise en relation des secteurs public et privé ?* Auteur non communicant : Emmanuel Lazega Professeur IRISSO-CNRS Université Paris Dauphine
Nathalie Chauvac *Les pratiques de recrutement dans la création d'entreprises innovantes* Auteur non communicant : Christian Bessy IDHE ENS-Cachan
Grégory Akermann *La création d'entreprise en sciences humaines et sociales, un processus encadré dans les réseaux sociaux.*

RT 27 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 18) **Cercles sociaux de la création et de l'innovation** (animation : Laurent Jeanpierre)
Frédérique Giraud « *Moi je travaille beaucoup* » : la pratique ascétique de l'écriture
Anthony Glinoe *Les cénacles du XIXe siècle, laboratoires de l'innovation*
Séverine Sofio *L'innovation comme retour en arrière. Diffusion européenne du néoclassicisme et politisation de l'antique (ca. 1750-1810)*
Thomas Depecker *La circulation d'une innovation : le cas de la quantification du besoin alimentaire*
Boris Attencourt *Les circuits de la diffusion de la « culture scientifique » mondaine : positions, prises de positions et réseaux sociaux*

RT 28 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP E) **Scénarios de la conjugalité** (animation : Michel Bozon)
Elise Marsicano *Mixité, égalité, (hétéro-)sexualité: les trajectoires sexuelles et conjugales des personnes migrantes d'Afrique subsaharienne vivant en France*
Marie Bergstrom *Sites de rencontre en ligne. Nouveaux scénarii et pratiques hétérosexuels*
Jérôme Courduriers *Ce que le temps fait à la sexualité dans les couples gays*
Wilfried Rault *Les orientations intimes des premiers pacés.e.s*
Laurence Le Douarin *Les TIC (technologies de l'information et de la communication) analyseurs pratiques des relations extraconjugales ou d'à côté.*

RT 29 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 4) **Institutions et Evaluations** (animation : Philippe Brunet)
Séverine Louvel *La constitution d'un domaine de recherches, entre innovations et forces de rappel institutionnelles et disciplinaires. L'exemple des formations universitaires en nanotechnologies*
Erwan Lamy *La concentration des dispositifs français de valorisation de la recherche. L'exemple d'une Société d'accélération de transfert de technologie*
Philippe Barré *Analyse des pratiques et des dynamiques d'innovations techniques et organisationnelles dans le contexte des clusters industriels. Le cas du cluster aéronautique montréalais*
Didier Torny *Quand les revues s'emparent des dispositifs d'évaluation* Auteur non communicant : David Pontille chargé de recherche CNRS IIAC

RT 30 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D16) **Mondialisation et pratiques de gestion : quelles innovations dans les pays émergents ?** (animation : Frédéric Lebaron, Corine Eyraud)
Rouslan Koumakhov *L'entreprise russe face à la crise systémique: compromis organisationnels et normes de justices*
Brahim Labari *Les entreprises familiales au défi de la transmission générationnelle*

RT 31 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D8) **Session 1** (animation : Dominique Bret, Yohann Rech)
Sébastien Joubert *L'entrée en politique de Bernard Laporte : quand la compétence sportive devient compétence politique.*
Artemis Soares *PECONHA : un jeu amazonien analysé sous l'angle de la praxéologie motrice et du travail* Auteur non communicant : TORRES Iraïdes Caldas. Professeure chercheuse.UFAM-Brésil
Lisa Haye *De la complémentarité des théories de l'acteur-réseau et de l'analyse structurale des réseaux pour l'étude des pratiques de loisirs motorisés hors route* Auteur non communicant : Jean-Pierre Mounet PACTE-Territoires Grenoble 1
Henrique Rodas *La désobéissance civile dans le football professionnel à travers l'affaire Mexès*

GT 32 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 10) **La complexité des politiques publiques** (animation : Pascal Roggero)
Audrey Richard-Ferroudji *Les conditions d'une exploration - Application de la théorie des régimes d'engagement à l'analyse d'équipements politiques pour la gestion de l'eau* Auteur non communicant : Olivier Barreteau UMR G-EAU Cemagref
Marina Casula *Innovation politique et changement organisationnel dans la gestion de l'eau : la création du comité de Bassin de Corse*
Marcos Santos Da Silva *Développement durable et jeux d'acteurs d'un territoire rural dans le Sud de Sergipe (Brésil)*

Sylvain Obajtek *Politiques publiques d'orientation scolaire et universitaire, instances décisionnelles locales et usagers. Éléments d'une approche systémique.* Auteurs non communicants : Francis Danvers Professeur des universités laboratoire Cirel-Profesor Université Lille 3 Charles-de-Gaulle,

RT 33 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D3) **La création d'un espace conjugal**

Gilda Charrier *Le voyage de noces, ou partir c'est se redéfinir un peu...*

Céline Costechareire *Les couples lesbiens et leur habitat : Une analyse des organisations conjugales par les décorations intérieures*

Christophe Giraud *Mise en couple des jeunes et capitaux*

Mathilde Olivier *Comprendre le couple par sa gestion de l'argent*

Bénédicte Rey *La vie privée au sein du couple à l'ère du numérique. Les territoires personnel et conjugal en question.*

Caroline Touraut *Séparés mais ensemble : comment créer de l'échange et du partage au-delà des murs des prisons ?*

RT 34 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D25) **Résister à l'ordre politique : I. Résistances des logiques intellectuelles et expertes**

Auréli Llobet *Les résistances individuelles au travail : terreau d'action collective ? L'exemple des enseignants du secondaire*

Serge Proust *Les coordinations d'intermittents du spectacle ou « De la difficulté à échapper aux phénomènes de dépossession politique ».*

Cécolène Frisque *L'exercice d'un journalisme « critique » comme forme de résistance aux pressions et conventions médiatiques*

Igor Martinache *Une discipline en résistance. L'exemple de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES)*

RT 35 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 12) **Dispositifs participatifs** (animation : Camille Hamidi)

Antoine Bevort *Régie de quartier et gouvernance : entre gestion et démocratie.*

Héloïse Nez *Les associations contre l'innovation ? Le cas du budget participatif à Cordoue.*

Daniella Rocha *Logiques de la participation associative dans un quartier populaire de Brasilia. Entre engagement à la cause et professionnalisation*

Laura Ruiz de Elvira *Les mondes associatifs syriens : Étude comparative des pratiques, discours et formes d'engagement développés au sein de deux associations damascènes*

Clément Steuer *Misir lil-thaqâfa wal-hiwâr : Une association à la croisée des champs intellectuel et politique dans un contexte autoritaire*

Arnaud Trenta *La citoyenneté ordinaire dans les quartiers. Quand les problèmes de la vie quotidienne émergent dans l'espace public* Auteur non communicant : Leandro Lopez Doctorant Cems (EHES)

RT 36 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Session 1**

Dominique Guillo *Mécanismes mentaux, représentations individuelles et explication des croyances collectives : les croyances sont-elles des théories ?*

Bernard Conein *Explication naturaliste, micro-processus et explication causale*

Gérald Bronner *Faut-il faire l'éloge du pluralisme ?*

Laurent Cordonier *Vers une socionomie ?*

RT 37 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD4) **L'innovation et son contraire : standardisation des contenus à l'ère des NTIC** (animation : Gael Villeneuve)

Jean-Samuel Beuscart *« La fin de la télévision », vraiment ? Synchronisation et recomposition des programmes par les publics en ligne de la coupe du monde de football.* Auteur non communicant : Thomas Beauvisage Thomas Couronné Kevin Mellet

Julie Peghini, Sylvie Bossier *Lekti-écriture.com : un exemple de reconfiguration plurielle de la médiation littéraire*

Guillaume Sire *L'information d'actualité au prisme des moteurs de recherche*

RT 38 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 11) **Modernisation écologique en milieu urbain** (animation : Florence Rudolf)

Stéphanie Gonthier, Pascal Duret *comment la conscience écologique s'incarne-t-elle?*

Laurence Granchamp Florentino *Volontarisme et action au quotidien face au changement climatique. Des dissonances cognitives créatrices ou frustratrices de l'action ?* Auteur non communicant : Jeremy DUPLOYER Etudiant Master 2

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *La transformation des modes de vie urbains à l'horizon 2050 : une transition écologique annoncée ?*

Jérôme Boissonade *Ecoquartiers : des dispositifs par omission mis à l'épreuve*

Philippe Boudes *Comment, en sociologue, rendre compte des formes d'association entre changements climatiques et trames vertes urbaines ? Apport de Simmel à la définition de la nature comme innovation sociale*

Aurelie Clot *Se construire et se cultiver soi-même par l'auto-construction*

RT 39 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 3) **Session 1**

Christine Castelain Meunier *Homme, femme: quel second souffle à l'issue du croisement entre le genre et l'environnement?*

Guillaume Vallet *Le bodybuilder : Etre maximâle , Etre minimal ?*

Maud Léguistin *Le chat et la souris, le genre et le web@mour :changements ou reproduction?*

Fred Pailler *identification en ligne et documentation des pratiques sexuelles : la confusion des genres*

Fernando Carvajal Sanchez *Identité et habitacle corporel*

RT 40 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 16) **Qu'est-ce qu'une innovation / création institutionnelle ?**
(animation : Lise Demailly, Denis Laforgue)

Alice Canabate *Intentions et inventions des Associations de protection de la nature ou de l'institutionnalisation partielle d'un espace instituant*

Benoît Eyraud, Livia Velpry *Les innovations dans l'organisation de la psychiatrie : la fin d'une institution ?*

Philippe Lyet *L'innovation incertaine des collaborations inter-institutionnelles*

Michèle Becquemin *De l'individualisation à la familialisation de la protection de l'enfance. Analyse comparative de la construction des légitimités institutionnelles (1920-1960)*

GT 41 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 7) **Corps à distance, corps distancés ?** (animation : Céline Lafontaine)

Mauro Turrini *Visualizing Foetuses, Visualizing Mothers: Parenthood, Risk, and Visualization Technologies in Prenatal Diagnosis*

Pascal Ducournau *Tests génétiques en ligne: une biopolitique en mutation* Auteur non communicant : Claire Beaudevin
ATER Université Paris Descartes - Paris V

Raphael Koster, Sébastien Broca « Nouveaux réseaux, nouveaux savoirs ? Le déterminisme technologique à l'épreuve des réseaux sociaux pour la santé ». Auteurs non communicants : Gérard Dubey Maître de conférence en sociologie Telecom Sud Paris, Sylvie Craipeau Professeure de Sociologie Telecom Sud Paris

Coralie Mounet, Isabelle Mauz *Hommes et animaux sauvages : innovations techniques et distance*

GT 42 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 14) « **Innovation** », « **certifications** », « **éthique** », : **les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat (1)** (animation : Sylvain Laurens)

Isabelle Bruno *Le Malcolm Baldrige National Quality Award: des gourous aux missionnaires de la qualité*

Marylene Lieber *La promotion de la responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie électronique en Chine : les programmes dits de 'capacity building'* Auteur non communicant : Ellen HERTZ

Valérie Bousard *La professionnalisation comme nouvelle forme de légitimation des élites financières? Un cas français de création d'une certification professionnelle dans le secteur financier.* Auteur non communicant : Sylvain Thine Post-doctorant IDHE

Déborah Flusin-Fleury *La promotion des entreprises publiques en Europe par la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) : retour sur la création du label européen Discerno.*

RT 43 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D5) **Religions urbaines, entre espace privé et espace public**
(animation : Yannick Fer)

Hadrien Munier *L'immigration haïtienne et l'implantation de la pratique du vodou à Montréal : entre invisibilité et processus de visibilisation.*

Tiago Salema Neves *Invocations thérapeutiques du sacré dans un espace public autour de la figure d'un « saint » guérisseur – le cas du Docteur Sousa Martins à Lisbonne*

Mamadou D. Diallo *Islam et espace public dans le district de Bamako: pratiques sociales et reconstructions identitaires en oeuvre.*

Kae Amo *Réflexion autour des « néo-confrériques » au Sénégal : nouvelles identités politico-religieuses*

GT 44 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le RT 9 (1/2). Justice spatiale et action collective / Justice spatiale et ville multiculturelle** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere, Régis Cortéséro)

Rodrigo Torres *Ville, jeunesse et action collective : le mouvement lycéen chilien et sa revendication pour l'égalité des chances*

Gülçin Lelandais *Réclamer le droit à la ville Justice spatiale comme enjeu de mobilisation collective des Roms d'Istanbul*

Yoann Morvan *Les Juifs séfarades dans les villes de développement en Israël, vers une sociologie urbaine d'inégalités cumulées.*

Corinne Torrekens *Inégalités spatiales et sentiment d'injustice. Le cas du processus de visibilisation de l'islam à Bruxelles*

GT 45 Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 2) **Politiques publiques, mobilisations collectives et négociations** (animation : Sébastien Schehr, Myriam Klinger)

Dietmar Loch *Le nationalisme moderne comme enjeu culturel dynamique de la sociologie des conflits*

Daniel Zamora *Saul Alinsky, le conflit et l'action collective*

Nicolas Amadio *Conflits, innovations et performance dans l'intervention sociale*

Patrick Schmoll *Freins à l'innovation et conflits de paradigmes: l'exemple d'une création d'entreprise innovante*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 11) **Introduction Joyce**

Sebag (animation : Jean-Paul Géhin)

Sylvaine Conord *Des usages de la photographie en sociologie et en anthropologie. Une question de méthode*

Claude Dupuis *Entre délit de faciès et « bonne » photographie : hypothèses autour du Bertillonage*

Monique Peyriere *Quand Siegfried Kracauer invoque Érasme pour penser, avec objectivité, l'approche filmique de la réalité sociale.*

Sessions n°2
(mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h)

RT 1 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D1) **S2 Innovation et dynamiques professionnelles : professionnalisation, déprofessionnalisation, création et destruction (2)** (animation : Régine Bercot, Frédéric Charles)
Gilles Chantraine, Nicolas Sallée *Entre préservation et innovation. L'investissement problématique de l'espace carcéral par les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.*

Lucile Hervouet *Représentations et pratiques des médecins généralistes face à l'évolution des conditions d'exercice : crise et renouvellement.*

Alexandre Mathieu-Fritz, Laurence Esterle *L'utilisation des nouvelles technologies médicales. Le cas du dossier médical personnel (D.M.P.).*

Frédéric Mougeot *Infirmier(e)s en psychiatrie : une singularité provisoire ?*

Sophie Thunus *Politique de l'innovation et innovation professionnelle dans le champ de la santé mentale en Belgique.*

RT 1 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D2) **S3 L'identité professionnelle au prisme du travail par projet (1)** (animation : Charles Gadéa)

Jérôme Cihuelo *Des identités professionnelles à l'épreuve du projet : une expérience identitaire incertaine et risquée*

Khedidja Mamou *Entre savoirs de l'aménagement et du ménage : quand l'échange professionnels/« profanes » autour du projet urbain modifie les pratiques.*

Carine Ollivier *L'architecte d'intérieur et ses partenaires face au client : entre revendication de l'innovation et impératifs de coordination*

RT 2 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 7) **Axe 1. Nouvelles politiques des identités et des altérités** (animation : Marc Bernardot, Milena Doytcheva)

Jimena Larroque *Quel modèle d'intégration des migrants pour des nationalismes périphériques en Espagne ? Une analyse comparée entre la Catalogne et le Pays Basque*

Daniel Veron *La construction politique de la « Colectividad Boliviana » en Argentine : dynamiques, enjeux et contradictions*

Inês Espirito Santo *Travailleurs immigrés ou citoyens européens ? Les portugais en France*

Johanna Probst *Demander l'asile. Le jeu du chat et de la souris*

Mathilde Pette *Poster Les mobilisations collectives comme espaces de co-inclusion pour les étrangers. Etude d'un comité de sans-papiers.*

RT 3 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D6) **Axe 1 – Création / innovation dans les formes de déviance et de délinquance** (animation : Eric Marlière)

Guéda Gadio *Guyane française, perspective d'intégration entre désenclavement et développement de l'économie informelle.*

Marie Fleck *L'imaginaire collectif d'un gang de rue américain : du processus créatif à ses dérives*

Christophe Guibert *Le Festival Hellfest : stigmatisations et constructions politiques vs. caricatures et provocations ?*

Suvi Thomas-Marquillanes *Les fêtes locales traditionnelles du Sud-ouest de la France : laboratoires de l'innovation en termes de pratiques festives, de déviances et de contrôle social*

Alexandra Tilman *La déviance entre imaginaire de la lutte et imaginaire de la fuite Une recherche socio-anthropologique sous forme de film*

RT 4 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D17) **Atelier 3 : Expérimentations pédagogiques et dispositifs innovants** (animation : Rachel Gasparini)

Anne-Claudine Oller *Innovation et créativité dans l'accompagnement scolaire. Exemple du « tutorat individualisé » du lycée Léonard de Vinci*

Patrick Rayou, Filippo Pirone *Innover pour routiniser. Un dispositif pour raccrocher des décrocheurs.*

Juliette Verdière *Vie et survie d'une innovation pédagogique : l'exemple d'un dispositif pédagogique en collège*

Pierre-Yves Bernard *L'échec d'une expérimentation en politique éducative : entre illusion rhétorique et conflits de légitimité.*

Auteurs non communicants : Christophe Michaut, et Franck Sanselme CREN

RT 5 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 20) **Rapports sociaux de travail et d'emploi, frontières, mondialisation et comparaisons internationales** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Donna Kesselman, Christian Azaïs *« Différenciation et nouvelles formes d'inégalités : une comparaison intercontinentale des zones grises des relations d'emploi »*

Jean-Luc Deshayes *Rapports sociaux, frontières et territoire : la constitution d'un employeur territorial dans le bassin de Longwy*

Lorena Poblete, Mariana Heredia *Mondialisation du vin et stratification socio-professionnelle. Une approche aux classes sociales et à ces rapports à Mendoza-Argentine*

RT 6 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV G1) **L'innovation en Europe 2a. Échelles territoriales, « rescaling », des nouveautés en Europe ?** (animation : Blandine Destremau, Olivier Giraud)

Jean-Claude Barbier *Droit européen et droits sociaux, une innovation en trop ?* Auteur non communicant : Fabrice Colomb CES Paris1 co-auteur

Alexandre Pages *La territorialisation de l'action sociale en milieu rural. De l'innovation sociale à l'émergence de territoires de projet*

Annalisa Lendaro *Innover par le ciblage. Les politiques d'insertion à l'épreuve de l'immigration : une comparaison France-Italie*

RT 6 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H1) **L'innovation en Europe 2b. Nouveaux principes, nouveaux outils en Europe** (animation : Jean-Claude Barbier, Michel Messu)

Aurélien Casta *Frais d'inscription et prêts étudiants en France et en Angleterre : discours et processus de formation d'une nouvelle politique*

Catherine Déchamp-Le Roux *Les politiques et les pratiques de prévention du vieillissement. Approche comparée dans le contexte de la prolongation de la vie active.*

Nathalie Morel *Le modèle universaliste suédois au prisme du libre choix.*

Marielle Poussou-Plesse *Jalons pour penser un certain consumérisme comme acteur de la protection sociale. Réflexions à partir du cas d'une association syndicale de consommateurs*

RT 7 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H2) **Pratiques et liens sociaux au fil du vieillissement** (animation : Vincent Caradec)

Hélène Bretin, Carmuca Gomez Bueno *Du tabou à l'incitation à la sexualité : vers une reconstruction plus égalitaire des relations de genre au cours de la vieillesse en Espagne ?*

Catherine Gucher *Quotidienneté et pratiques sociales des retraités : le facteur d'appartenance générationnelle en question.*

Valentine Trepied *La détresse psychologique des personnes âgées vivant en Ehpad: analyse du lien social des résidents.*

Fanny Auger *Pratiques et liens sociaux au fil du vieillissement : Les conditions d'appropriation d'un projet Internet en Ehpad*

Daniel Reguer *Solidarité familiale et placement, un impensé sociologique ? Regards croisés des deux rives de la méditerranée (Tataouine - Tunisie)* Auteur non communicant : Zineb RACHEDI Paris 1 Laboratoire G. Friedmann.

RT 8 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 8) **Méthodes et socialisation militaire** (animation : Saïd Haddad)

Clément Martin *S'engager dans l'armée de l'air française : portraits sociologiques d'officiers.*

Delphine Deschaux-Beaume *Enquêter en milieu militaire : stratégie qualitative et conduite d'entretiens dans le domaine de la défense*

Audrey van Ouytsel *L'intégration des officiers béninois dans l'armée de leur pays au terme de leur cursus de formation en Belgique: entre espoirs et désillusions*

RT 9 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le RT 2 (2/2). Droits et accessibilité spatiale / Expression culturelle et revendication de justice** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere)

Maïmouna Traore *Les inégalités en matière de propriété urbaine : l'exemple de la ville de Ouagadougou.*

Karine Ginisty *Expérience spatiale et représentations de l'injustice : l'exemple des inégalités d'accès aux services urbains à Maputo (Mozambique)*

Benoît Frate *Justice sociale et droits humains dans la ville: innovations nord-américaines*

Kil-Ho Lee *Le militantisme culturel face à la politique de réaménagement urbain en Corée du Sud : vers un nouveau répertoire d'action collective*

Pauline Clech *L'actualisation locale du sentiment d'injustice : étude comparée du rap et du slam en banlieue « populaire » parisienne*

RT 10 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD8) **Epistémologies & méthodologies (suite)** (animation : Louis Moreau de Bellaing)

Philippe Amiel *Epistémologie pragmatiste et sociologie de la normativité en biomédecine* Auteurs non communicants : Christophe Perrey Institut Gustave Roussy, Safia Abouad Laboratoire Paragraphe équipe Index Université Paris 8

Hervé Flanquart *Les trois temps épistémologiques de l'objectivation des risques.*

Florent Gaudez *La création comme production. Posture et méthode en socio-anthropologie de la connaissance*

Caroline Dayer *Création et détournement des savoirs*

Julien Joanny *De l'expérience du bricolage au sein des lieux culturels intermédiaires*

RT 11 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 1) **2) Co-productions** (animation : Sandrine Barrey)

Fabrice Clochard *L'ethnoconception. Une réflexion sur l'intégration du facteur humain dans le processus de conception automobile* Auteur non communicant : Vincent Roussarie département IFH / DRIA / PSA Peugeot Citroën

Annie-Joëlle Priou-Hasni *Vendeur créateur, consommateur créateur : de (nouvelles) figures innovantes. Sociologie d'une « relation sur mesure »*

Jean Corneloup *Marketing culturel et consommations de produits de montagne*

Sonia Saidi *Ces commerces qui jouent la carte du monde : une invitation à l'hybridation ? L'exemple des boutiques d'instruments de musiques du monde.*

RT 12 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 2) **L'innovation engagée : valeurs et mobilisations** (animation : Alexandre Mallard, Marie-France Garcia-Parpet)

Sophie Dubuisson-Quellier *La contribution des mouvements militants à l'innovation par la constitution de nouvelles valeurs marchandes*

Pascale Trompette, Céline Cholez, Thomas Reverdy *L'innovation des marchés BoP : pluralités des régimes d'accountability*

Diane Rodet *La production engagée : les systèmes de garantie de l'économie solidaire comme réponse aux nouveaux enjeux de l'innovation.*

Emmanuel Kessous *L'exposition de la vie privée sur les plateformes de réseaux sociaux sur Internet : entre bien commun et moindre mal*

RT 13 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 13) **Genèse et transformation de notions juridiques / Innovations dans l'organisation de la justice** (animation : Rachel Vanneville, Daniel Sabbagh, Laurence Dumoulin, Cécile Vigour)

Christel Cournil *De la mise à l'agenda des migrations environnementales aux propositions de nouveaux droits : Recherches sur l'émergence de protections juridiques*

Sabine Montagne *Introduire la théorie financière dans le droit : une enquête exploratoire*

Samer Ghamroun *Les justices communautaires de la famille à l'épreuve de l'étatisation ? Le travail du juge libanais des enfants, entre normes religieuses et droit séculier*

Yohan Selponi *Application de la loi et ajustements procéduraux. L'orientation des prévenus en comparution immédiate au service de traitement direct du parquet*

RT 14 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD5) **Arts visuels, Identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Sylvia Girel)

Pascale Ancel *Créations artistiques, innovations culturelles et redéfinitions identitaires Questions d'auteurs dans les arts plastiques aujourd'hui*

Marie Doga *La création architecturale : valorisation des procès de fabrication et des gestes techniques.*

Jean-Paul Filiod *La création partagée dans les résidences d'artistes à vocation sociale et éducative*

Natacha Détré *Réseaux d'influence et univers de référence des artistes « iconographes »*

Susana Villafuerte *Les apports créatifs des techniciens à la production des œuvres dans le théâtre d'opéra*

RT 14 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD6) **Travail, Identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Christine Detrez)

Flora Bajard *Culture de métier et singularité artistique : quand le croisement des régimes d'exercice conditionne la création*

Barthélémy Bette *Ethnographie d'une pratique artistique de détournement du travail salarié : éléments pour une compréhension sociologique de la fonction critique de l'art.*

Hamdi Ounaina *Le Syndicat des métiers des arts plastiques, nouvelle structure, nouvelle optique pour la création artistique en Tunisie*

Olivier Le Falher *Quand interpréter, c'est modifier : les discours d'experts dans la gestion par projet du travail artistique*

RT 15 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 15) **De l'enfance à l'âge adulte : socialisations et parcours** (animation : Alejandra Gaviria, Cécile Van de Velde)

Julie Thomas *Les adolescentes engagées dans des filières scolaires masculines : signe d'innovation sociale ou « contournements » individuels ? L'analyse des socialisations corporelles enfantines et secondaires*

Annie Pontbriand, Martin Goyette *Parcours d'entrée dans la vie adulte de jeunes autochtones : une lecture dynamique des trajectoires.*

RT 16 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D4) **Innovation, création et processus identitaires** (animation : Vanessa Andrade de Barros)

Julien Grange *Le trouble à l'œuvre – de la sociologie de l'art à la sociologie clinique, une approche de l'œuvre et des lectures actuelles de L.-F. Céline*

Irene Ehrlich *La sociologie clinique et la notion de psychique chez Sartre*

Jean Vincent *L'innovateur qui publie entre passion, concurrence et instrumentalisation d'autrui*

Fred Pailler *redéfinition numérique des sexualités : orientations sexuelles vs. affects documentaires*

RT 17 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 19) **La fabrication des dégoûts contemporains. Table ronde**
Patrick Barbet (Hôp. St Vincent de Paul), Patrick Saint-Hillier (Centre M. Halbwachs), Marie-Reine Mallaret (CHU de Grenoble), Eric Zaoui (APHP, accompagnement de la maladie grave et chronique)

RT 18 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D18) **Innovations et relations de travail (2)** (animation : Marnix Dressen, Sophie Bérout)

Giusto Barisi *Les nouveaux dispositifs d'entretien d'évaluation des salariés*

Camille Dupuy *La participation des salariés à l'innovation : le cas de l'outil de production éditoriale du Monde Interactif.*

Martine Gadille *La régulation de la propriété intellectuelle dans le capitalisme cognitif : un enjeu émergent des relations professionnelles* Auteur non communicant : Isabelle Schockaert LEST IRT Aix-en-Provence

Isabelle Mallet *Crises identitaires face aux nouvelles pratiques de management*

RT 19 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV AMPHI H) **Transformations institutionnelles et évolutions professionnelles (2/3)** (animation : Lise Demailly)

Emmanuelle Zolesio « *Femmes chirurgiens et innovation managériale* »

François-Xavier Schweyer *Une transformation silencieuse : les flux migratoires internationaux des professionnels de santé en France*

Emmanuel Langlois *Les communautés thérapeutiques pour usagers de drogue en France : enjeux, résistances et adaptations.*

Luigi Flora, Dan Ferrand-Bechmann *la place des associations, des bénévoles et des malades experts dans le système de santé*

RT 20 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO TD19) **Analyse textuelle et Perception de l'enquête par l'enquêté** (animation : Didier Demazière)

Alex Alber *La synchronisation audio-textuelle des entretiens : présentation de la méthode Sonal*

Aurélien Berthou *L'enquête qualitative par courrier électronique. Une innovation méthodologique à interroger.*

Mathieu Brugidou *La compétence linguistique peut-elle être une mesure de la compétence politique ?*

Séverine Colinet *Approche biographique : quelles perspectives ?*

Efi Markou, Bénédicte Garnier *La perception du questionnaire par les répondants : le cas de l'enquête Elvire*

RT 21 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 2) **Nouvelles technologies, subjectivation et protestation** (animation : Michel Kokoreff)

Pia Valeria Rius *Les coopératives des travailleurs « desocupados » en Argentine durant les années 2000. Des « moments militants » au sein de l'économie sociale.*

Didier Le Saout *Révoltes et révolution en Tunisie : Internet et la production d'identités protestataires*

Lukasz Jurczynszyn *L'importance de l'Internet dans la mobilisation des acteurs collectifs d'en bas dans la Russie contemporaine. Analyse comparative des deux études de cas : Kondopoga et Nijni-Novgorod*

Alexandre Piettre *Les usages d'Internet et des réseaux sociaux dans la formation de l'économie morale et la subjectivation politique des nouveaux acteurs islamiques du Parti des Indigènes de la République*

Nicolas Pinet *Transformation de l'horizon d'attente et crise de la conviction téléologique dans les années 70 : éléments de généalogie autour de la question de l'usage de la violence politique*

RT 22 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H3) **Concepts et Méthodes** (animation : Michel Grossetti, Catherine Negroni)

Daniel Bertaux *Sept propriétés des récits de vie*

Delphine Lobet *Rupture des trajectoires individuelles et reproduction familiale. Les bifurcations paradoxales des parcours de repreneurs d'entreprise familiale*

Olivier Mazade *Illusion biographique et création*

Paula Sombra *Un parcours collectif autour du militantisme politique en Argentine : de la mémoire des « combattants révolutionnaires » aux discours sur la victimisation*

Benedicte Zimmermann *Parcours professionnels en régime flexible : le travail à temps partagé comme laboratoire d'analyse*

RT 23 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 5) **De l'activité à la création ?** (animation : Anni Borzeix)

Julia Velkovska, Martin Aranguren *Le travail du client dans la relation de service : enquête et raisonnement pratique dans un environnement flou*

Catherine Felix *Dynamique de la coopération cognitive*

Jorge Munoz *La disparition du dossier administratif met fin au travail de l'agent administratif ? Le cas de l'informatisation du dossier de déclaration des accidents du travail*

Joris Thievenaz *L'innovation au cœur du métier : création et recomposition des habitudes d'orientation du médecin du travail*

RT 24 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD3) **Déviances** (animation : Nasima Moujoud, Rose-Myrlië Joseph)

Francesca Scrinzi *Le thème des droits des femmes dans un parti « anti-immigration ». Le Groupe Politique Féminin de la Ligue du Nord en Italie*

Nelly Quemener *Les nouveaux ressorts de l'humour : montée des groupes subalternes dans les sketches télévisuels en France.*

Awa Diop *La transgression au féminin en tant que scène de négociation dans les rapports de genre et de révélation de la multiplication des échelles de valeurs.*

Elisa Herman *Les contestations féministes : source d'innovation dans l'action sociale ? Positionnements professionnels face à la notion « d'impact des violences conjugales sur les enfants »*

RT 25 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D20) **Innovations et recompositions du travail et des collectifs de travail** (animation : Constance Perrin-Joly, Martine Blanc)

Sophie Bernard, Guillaume Tiffon *De l'automatisation des caisses à la recomposition du travail des caissières*

Yveline Jaboin *Des hommes à l'école maternelle : quelles transformations dans les rapports socioprofessionnels et dans les relations hiérarchiques ?*

Georges Jourdam *Le processus d'innovation et de destruction des formes d'activité disponibles sur le marché du travail virtuel*

Alexandre Largier *Effets des innovations socio-organisationnelles sur les collectifs de gestionnaires de paie* Auteur non communicant : Ghislaine Tirilly Ergonome SNCF

Max Masse *Innovation et professionnalisation Une démarche abductive*

Jérémy Rosanvallon *Innovations informatiques et collectifs de travail* Auteur non communicant : Thomas Amossé Chercheur CEE.

RT 26 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 5) **Réseaux sociaux et TIC** (animation : Claude Compagnone)

Claude Julie Bourque *Impacts des NTICs sur les relations de collaboration et sur les représentations de l'innovation des chercheurs québécois*

Maud Léguistin *Tisser sa toile, une typologie des sites de rencontre et de réseau social*

Antonio Casilli *Testing the "End of Privacy" Hypothesis in Computer-mediated Communication: An Agent-based Modelling Approach* Auteur non communicant : Paola Tubaro Business School University of Greenwich Londres

Karine Roudaut *L'impact de l'utilisation des réseaux sociaux sur le travail et les métiers.* Auteur non communicant : Nicolas Jullien MdC Télécom Bretagne

RT 27 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 18) **La légitimation par les sciences** (animation : Romain Pudal)

Jean-Louis Fabiani *L'oeil expert. Contribution à une sociologie historique de la vision* Auteur non communicant : Sophie Biass conservateur Palais des Papes (Avignon)

Sandrine Garcia *Les sciences cognitives comme ressource pour inventer de nouveaux dispositifs d'apprentissage de la lecture*

Emmanuel Henry *La contribution de la connaissance scientifique et experte (et de l'ignorance) à la construction d'un non-problème public : le cas de la santé au travail*

Ulrike Lepont *« Améliorer la qualité pour réduire les coûts » : le rôle des experts dans la diffusion d'un nouveau credo en matière de réduction des dépenses de santé aux Etats-Unis.*

RT 28 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP E) **Expériences individuelles et catégorisations sociales** (animation : Michel Bozon)

Stéphanie Kunert *Images de soi, discours sur elles Constructions médiatiques du féminin-sexuel : les actrices de films pornographiques*

Natacha Chetcuti *Formes contemporaines de pratiques d'énonciation à partir de la sexualité. De l'inaudible social à la mise en visibilité de soi : quel processus pour des jeunes lesbiennes et bisexuelles 15-35 ans ?*

Alexandre Mergui *L'expérience de la sexualité chez de jeunes adultes séropositifs : impact du genre et du mode de contamination sur les représentations de la sexualité.*

Verónica Policarpo *Les Logiques de L'Expérience Sexuelle*

RT 29 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 4) **Disciplines et Collectifs** (animation : Ashveen Peerbaye)

Céline Granjou *Innover en biodiversité ? Dynamiques (inter)disciplinaires et engagements épistémiques* Auteur non communicant : Isabelle Mauz chercheur Cemagref Michel Daccache post-doctorant Cemagref -EHES

David Dumoulin Kervran, Guillaume Ollivier *La taxonomie : reconfiguration technologique et gouvernement du monde*

Nizar Chaari *Les technologies convergentes : une méta-analyse de la littérature scientifique* Auteur non communicant : Denis Harrisson Professeur titulaire ESG-UQAM.

Eric Dagiral, Ashveen Peerbaye *L'émergence des maladies rares au prisme de la production scientifique : classifications biomédicales et cartographie des réseaux*

Michel Dubois, Philippe Brunet *ISTEM : Emergence et dynamique d'un collectif de recherche dans le domaine des cellules souches embryonnaires humaines*

RT 30 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D16) **Innovation technico-gestionnaires et travail de conception** (animation : Jerome Cihuelo, Jean-Marc Fridlender, Isabelle Chambost)

Sophie Divay *L'innovation multidimensionnelle au principe de l'expérimentation sociale*

Erwan Lamy *Les salariés de la recherche face au contrôle de l'innovation. L'exemple de l'intégration des Bonnes Pratiques de Laboratoire dans les PME de biotechnologie.*

Didier Demazière, François Horn, Marc Zune *La production des logiciels libres : de la semi-organisation à l'alter-organisation*

Sébastien Petit *Innover dans un cadre gestionnaire et se soustraire à la prescription : le travail de création symbolique des ingénieurs et des techniciens de conception dans l'organisation par processus*

RT 31 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **Session conjointe avec le GT 41** (animation : Thierry Lesage, Valerie Souffron)

Stéphane Héas *L'excellence corporelle contemporaine : entre innovations techniques et symboles en action*

Jean Paul Clément *Innovations technologiques et conjoncture de modernisation: le rôle des promoteurs* Auteur non communicant : Eric Reuillard SOI EA 3690 Toulouse 3

André Suchet *Un retour des techniques du corps ? L'expérience américaine des partisans du free canyoneering*

Patrice Regnier, Stéphane Héas *L'équitation, un art corporel historique dans un monde contemporain*

GT 32 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 10) **Le social au prisme de la simulation / Assemblée générale du GT** (animation : Audrey Richard-Ferroudji)

Catherine Delhoume *La structuration des identités professionnelles dans le monde agricole. Quelles dynamiques pour quels impacts ?*

Yves Saillard, Anne Sebert *Activation, responsabilisation, autonomie. Eléments d'une métamorphose des politiques sociales*
Bertrand Baldet *Positionnements stratégiques autour du risque d'inondation : modélisation et simulation du cas de la vallée du Touch en Haute-Garonne.*

Christophe Sibertin-Blanc *Étude analytique des potentialités d'une organisation à partir d'une modélisation orientée agents de la sociologie de l'action organisée* Auteur non communicant : Paul Chapron doctorant IRIT Université de Toulouse-Capitole

Pascal Roggero *De la pertinence d'articuler « pensée complexe » et « systèmes complexes » : pour une science réflexive de la complexité sociale* Auteur non communicant : Leonardo Rodriguez Zoya IIGG Université de Buenos Aires

RT 33 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D3) **Organisation du RT33**

RT 34 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D25) **Résister à l'ordre politique : II. Expériences citoyennes de résistances aux pouvoirs**

Bruno Comparato *Les citoyens face aux bavures policières: la délation comme un acte civique*

Hugues Cunegatti *Le contrôle-sanction automatisé (radar) : un instrument d'action publique qui redéfinit les rapports entre puissance publique et citoyens en symbolisant une obéissance/surveillance absolue.*

Martine Revel *La participation comme résistance à l'ordre politique dominant*

Nicolas Kaplan *Le travail associatif en rétention et sa mise en texte dans le contexte de mise en place d'un marché public (2007-2009): ordre du discours et rapports à soi des acteurs associatifs.*

Aziz Jellab *Juger des crimes au hasard du « tirage au sort » : les épreuves d'une socialisation au monde judiciaire chez les jurés d'assises*

RT 35 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 12) **Monde associatif et innovation dans le domaine des politiques publiques ?** (animation : Erika Flahault, Arnaud Trenta)

Samir Hadj Belgacem *Les limites du travail associatif. Les associations d'encadrement de la jeunesse face aux politiques publiques et au pouvoir local dans une ville de Seine-Saint-Denis.*

Alice Debauche *Le Collectif Féministe Contre le Viol : à mi-chemin entre militantisme et service public ?*

Eloise Girault *Innovation et circulation des pratiques associatives: quels passeurs? Le cas de la genèse des Unités à encadrement éducatif renforcé*

Milena Jaksic *L'action publique et le monde associatif à l'épreuve de la traite des êtres humains*

Narguesse Keyhani *L'Etat et les associations d'immigrés : entre demande, contrôle et régulation. Le rôle de l'Agence de Développement des Relations Interculturelles(France, 1980-1990)*

Mathilde Pette *La défense des étrangers dans un processus d'institutionnalisation : analyse d'un dispositif formalisé de négociation entre des associations et l'Etat.*

RT 36 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D23) **Session 2**

Nathalie Heinich *De quelques dérives de l'explication en sciences sociales : causalisme, fonctionnalisme, dénonciation, rationalisation*

Fernando Cardoso Lima Neto *La Sociologie Culturelle*

RT 37 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD4) **Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs et reconfigurations professionnelles du journalisme** (animation : Cégolène Frisque, Gilles Bastin)

Anne-Sophie Beliard *Critique de séries télévisées, ue nouvelle spécialisation professionnelle?*

Aurelie Aubert *Commercialiser les images amateurs : de nouveaux acteurs dans la production de l'information*

Christine Leteinturier *Le rôle des instances de légitimation des journalistes professionnels dans la redéfinition du périmètre du journalisme*

RT 38 Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 11) **Innovations institutionnelles et évaluation de dispositifs** (animation : Philippe Boudes)

Marie Thiann Bo Morel *Un outil original pour étudier les représentations des invasions biologiques par les Réunionnais*

Vincent Marquet *Adaptation aux changements globaux dans les environnements fluvio-estuariens Gouvernance multiniveaux et éco-innovations* Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

Aude Sturma, Sylvia Becerra *Entre science, action publique et société : heurs et malheurs de dispositifs innovants d'épuration des eaux usées à Mayotte.*

Cécile Ferrieux *Retour sur une innovation procédurale de la prévention des risques industriels. Une analyse critique du fonctionnement des Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC)*

RT 38 Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 7) **Politiques de la nature** (animation : Rémi Barbier)

Nadia Belaidi *Protéger l'environnement pour assurer la Paix sociale ? Etude des Parcs pour la paix à partir du Great Limpopo Transfrontier Park, Afrique Australe*

Aymeric Luneau *Les riverains dans les conflits environnementaux*

Marieke Blondet *Institutionnalisation de la protection de la nature et sa mise en place locale. Le cas de Natura 2000*

Audrey Richard-Ferroudji *Ecologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Ludovic Ginelli *Écologisation ou patrimonialisation ? Chasse terrestre et chasse sous-marine dans le futur Parc national des Calanques*

Christophe Baticle *De la « Baie des chasseurs » à l'écologisation de la chasse. Lorsque le paradigme environnemental s'impose aux porteurs de fusil*

RT 39 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 3) **Session 2**

Valentina Tomasini *Se réappropriier de « soi » à travers le blog : le parcours d'une fille Pro Ana*

Marie-France Vermette, Joëlle Basque *L'identité narrative comme processus de négociation des frontières entre groupes minoritaires et majoritaires*

Diego Fernández Varas *A la recherche de la reconnaissance ou comment (re)devenir une communauté indigène en Colombie. Action collective et stratégies de revendication politique chez les Muiscas de Cota, Cundinamarca*

Ingrid Kofler *Minorité, identité et appartenance linguistique dans la province de Bozen/Bolzano*

Carmen Diop *Les enjeux de la reconnaissance dans la construction et le positionnement identitaire des femmes noires diplômées au cours de leur parcours professionnel*

RT 40 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 16) **Acteurs et processus de l'innovation et de la création institutionnelles** (animation : Bruno Milly, Corinne Rostaing)

Guillaume Gourgues *Les fonctionnaires participatifs : l'innovation institutionnelle comme routine.*

Elise Lemerrier *Un « travail de rue » au féminin ? Genre et recompositions institutionnelles en prévention spécialisée.*

Anaïk Purenne, Anne Wuilleumier *Comment saisir les processus d'innovation au sein des institutions ? Une entrée par le travail des « entrepreneurs de réformes »*

GT 41 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **Techniques du corps sportif : dépassement et maîtrise. Session conjointe avec le RT 31** (animation : Thierry Lesage, Valerie Souffron)

Stéphane Héas *L'excellence corporelle contemporaine : entre innovations techniques et symboles en action*

Jean Paul Clément *Innovations technologiques et conjoncture de modernisation: le rôle des promoteurs* Auteur non communicant : Eric Reuillard SOI EA 3690 Toulouse 3

André Suchet *Un retour des techniques du corps ? L'expérience américaine des partisans du free canyoneering*

Patrice Regnier, Stéphane Héas *L'équitation, un art corporel historique dans un monde contemporain*

GT 42 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 14) « **Mérite** », « **excellence** », « **parité** », « **intégrité** »... : **les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat (2)** (animation : Frédéric Lebaron)

Odile Henry *L'invention du management à la française au cours de la première moitié du 20e siècle: de la revendication méritocratique à la légitimation de l'autorité patronale*

Gaetan Flocco, Frédéric Rey *« Il faut faire preuve de pédagogie » : les clubs patronaux comme instruments de renouvellement de la légitimité patronale*

Soline Blanchard, Isabel Boni *Les négos du quota : prétendantes à la cour et cour(s) des grands (patrons)*

Dominique Connan *Du discours de l'intégrité professionnelle à la charité organisée : le renouvellement des pratiques d'autonomisation et de légitimation des élites économiques au Kenya*

RT 43 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D5) **Religion, générations et héritages** (animation : Raphaël Liogier)

Claire Donnet *Un religieux englobant? Etude de l'investissement religieux de jeunes musulmans en association de quartier.*

Fatiha Kaoues *Musulmans disciples de Jésus*

GT 44 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Inégalités, expériences urbaines et justice sociale. Session conjointe avec le RT 9 (2/2). Droits et accessibilité spatiale / Expression culturelle et revendication de justice** (animation : Marco Oberti, Clément Riviere)

Maimouna Traore *Les inégalités en matière de propreté urbaine : l'exemple de la ville de Ouagadougou.*

Karine Ginisty *Expérience spatiale et représentations de l'injustice : l'exemple des inégalités d'accès aux services urbains à Maputo (Mozambique)*

Benoît Frate *Justice sociale et droits humains dans la ville: innovations nord-américaines*

Kil-Ho Lee *Le militantisme culturel face à la politique de réaménagement urbain en Corée du Sud : vers un nouveau répertoire d'action collective*

Pauline Clech *L'actualisation locale du sentiment d'injustice : étude comparée du rap et du slam en banlieue « populaire » parisienne*

GT 45 Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 2) **Images, langages et théâtre : conflits et créations** (animation : Patrick Schmoll)

Régis Lanno *La fiction comme mode d'intelligibilité du conflit*

Camille Adamiec *Conflit et création artistique : la guerre au prisme du théâtre contemporain.*

Aurore Van de Winkel *Les stratégies de défense des croyances lors de discussions conflictuelles : le cas de la théorie du complot*

Natalia Suarez Bonilla *La compétence du savoir survivre dans la guerre civile: le cas de la Colombie.*

Myriam Klinger *Potentialités créatrices de l'imaginaire guerrier*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 11) **Cinéma et sociologie** (animation : Jean Breschand)

Christele Dondeyne *Marginalisation et professionnalisation du paysan. Mise en perspective des films et de la sociologie jusqu'au début des années 1960.*

Laurence Ellena *Texte sociologique et références cinématographiques*

Régis Lanno *Lorsque le cinéma documentaire produit du savoir sociologique : La Reprise du travail aux usines Wonder*

Pierre Maillot *Potiche et les Petits Mouchoirs, une analyse.*

Sessions 0 du mercredi à l'heure du déjeuner

RT 4 Session 0 (en IEP 5) **Réunion du Bureau du RT 4 le mercredi 13h30/14h30**

RT 6 Session 0 (en CLV AMPHI G) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

RT 12 Session 0 (en IEP 2) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

RT 21 Session 0 (en ECO 2) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

RT 22 Session 0 (en CLV H3) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

GT 45 Session 0 (en ARSH TD 2) **Assemblée Générale le mercredi à 13h30**

Projet finances publiques Session 0 (en IEP 1) **Réunion de lancement le mercredi à 13h15**

Marc Leroy *Réunion de lancement d'un groupe de sociologie des finances publiques*

Charte de déontologie Session 0 (en AMPHI 7) **Dernière présentation-discussion de la Charte de déontologie de l'AFS avant validation par l'AG le mercredi à 13h15** (animation : Catherine Déchamp-Le Roux, Pierre Lenel, Romain Pudal, Olivier Vasseur)

Revues.org Session 0 (en IEP C) **Outils innovants pour la diffusion de la recherche en sciences sociales : openedition.org, plateforme d'édition électronique en libre accès par Pierre Mounier le mercredi à 13h15**

ASES Session 0 (en IEP AMPHI B) **Rencontre des enseignants chercheurs avec l'ASES le mercredi à 13h15** (animation : Frédéric Neyrat)

Sessions n°3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30)
--

RT 1 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D1) **S4 Injonctions à l'innovation** (animation : Marlaïne Cacouault-Bitaud)

Eloïse Girault *Les usages stratégiques d'une délégitimation des professionnels: le cas de l'évaluation des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER)*

Marlaïne Cacouault-Bitaud *Les personnels de direction du second degré et l'innovation : modes d'appropriation des dispositifs et formes de résistance* Auteurs non communicants : Gilles Combaz professeur des universités Université de Lyon 2 Laboratoire Education et politiques.

Florence Legendre *La mise en œuvre du processus de Bologne dans l'enseignement supérieur hongrois. Les résultats d'apprentissage du côté des pratiques enseignantes.*

Simon Paye *L'injonction à l'innovation et ses effets sur les carrières : le Research Assessment Exercice dans les universités britanniques.*

RT 1 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D2) **S5 Métiers et tradition : quels liens ?** (animation : Sophie Divay)

Régine Bercot *Une innovation gestionnaire en congruence avec la professionnalité de cadre infirmier*

Olivier Crasset *rapport des forgerons contemporains aux techniques modernes*

Emmanuel Gleyze *Métiers, tradition et innovation : le cas de l'édification d'un château du Moyen Âge en plein XXIe siècle, l'entreprise Guédelon en Bourgogne (France)*

RT 1 Session 3c (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **S6 Ecologisation des métiers et gouvernements des conduites : Adaptations des métiers à l'écologisation. Session conjointe avec le RT 38** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Auréli Roussary *Quelles réponses à la demande de sociologie pour l'action environnementale ? Ecueils et défis* Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

Ronan Le Velly *L'acheteur, l'expert et le citoyen : une observation du cadre normatif de la commande publique durable*

Clémence Massart *Etude pragmatique de la constitution d'expertises autour de trois zoonoses véhiculées par une tique du genre Ixodes ricinus : la maladie de Lyme, l'encéphalite à tiques et babésia divergens*

Marine Béguin *Les « petits métiers » de la propreté urbaine : simples nettoyeurs ou « principes actifs » de l'élan vert ?*

Maxime Prevel *Sociologie de l'innovation agricole : vers une écologisation du métier ?*

Catherine Darrot *Qui lutte aujourd'hui pour la conquête du titre d'agriculture durable ? Trajectoires de modèles, illustrations contemporaines*

RT 2 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Axe 2. Migrations et Ville. Session conjointe avec le RT 9 (1/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Claire Cossée *Actions collectives inédites des associations tsiganes, roms et de leurs soutiens dans l'espace public (2010)*

Anna Perraudin *Dernière étape d'un processus de ségrégation spatiale, ou première étape de l'appropriation de la ville ? Les squats des migrants indiens à Mexico*

Maïtena Armagnague *Les modalités de participation sociale des descendants de migrants turcs en France et en Allemagne: des figures d'assimilation segmentée*

RT 3 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 6) **Session commune RT3 – RT 31** (animation : Nicolas Hourcade, Sandrine Knobé)

Bertrand Fincoeur *Les tourments de la repentance. Ou comment les discours (et les pratiques?) évoluent dans le cyclisme sur la question du dopage*

Bérangère Ginhoux *Les supporters de football sous haute surveillance*

Carine Guérandel *Sport et intégration : les limites d'une initiative locale tripartite (municipalité, club élite, clubs de quartier) autour de l'activité football*

Loïc Sallé, Oumaya Hidri Neys *Faire preuve de « personnalité » Quand la régulation des comportements participe à la définition du « bon arbitre » de football*

David Sudre *La norme américaine dans le basket français.*

RT 4 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Atelier 4 : Elèves, familles et sentiment d'injustice. Session conjointe avec le GT 44** (animation : Choukri Ben Ayed, Régis Cortéséro)

Barbara Fouquet-Chauprade, Evelyne Barthou *Justice sociale en contexte scolaire ghettoisé. Quand la filière influe sur le sentiment d'injustice*

Patrick Rayou, Filippo Pirone *Innover pour routiniser. Un dispositif pour raccrocher des décrocheurs.*

Carole Daverne *Les inégalités territoriales vues par les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)*

Hugo Dupont *Sentiment d'injustice scolaire et école spécialisée : le cas des élèves en Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique*

Agnès Grimault Leprince *Les punitions au collège : les fondements du sentiment d'injustice des élèves*

RT 4 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Atelier 5 : Politiques éducatives et exigence de justice. Session conjointe avec le GT 44** (animation : Pierre Merle, Frédéric Gonthier)

Camille Drouin *Assouplissement de la carte scolaire, spécialisation sociale des établissements scolaires et inégalité des chances Analyse de la situation de la commune de Marseille (2006-2010).*

Yves Dutercq *Comment comprendre l'échec des mesures d'assouplissement de la carte scolaire promulguées au nom d'une plus grande exigence de justice sociale ?* Auteur non communicant : Nathalie Mons MCF Université Paris-Est Marne-la-Vallée

James Masy *L'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles : entre leurre et justice.*

Marco Oberti, Clément Rivière *L'assouplissement de la carte scolaire : des effets d'annonce aux sentiments d'injustice*

Nazli Nozarian *Un « ascenseur » social toujours en panne? Politiques de « démocratisation » scolaire et (in)justice sociale: l'exemple des conventions ZEP/Sciences Po*

Marianne Woollven *La dyslexie comme besoin éducatif particulier à l'école ordinaire*

RT 5 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 20) **Transformations du salariat, fragmentations et appartenances de classe (1)** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Yasmine Siblot *Rapports mobilisés à sa condition sociale et politisation dans les milieux populaires contemporains*

Pierre Landais *De l'appartenance de classe à l'appartenance minoritaire ? L'exemple d'une recherche auprès d'immigrants et de descendants d'immigrants maghrébins.*

Martin Thibault *Positions sociales questionnées et dispositions réajustées: le symbolique à l'épreuve de la réalité Analyse de l'évolution des représentations de sa condition d'un groupe d'ouvriers qualifiés*

Pauline Seiller *« Si le travail est mal fait... » : Dévalorisation réciproque entre ouvriers nationaux et ouvriers étrangers aux chantiers navals de Saint-Nazaire.*

RT 6 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV G1) **Nouveaux outils politiques du social, Amérique Latine et influences internationales en France 3a . Innovations en Amérique Latine** (animation : Monika Steffen, François-Xavier Merrien)

Carolina Rojas Lasch, Marco Ceballos *Une assistance sociale du XXIème siècle: les tensions entre le moderne et le traditionnel autour du système « Chile Solidario ».*

Michel Messu *Innover pour mieux pérenniser ? La contrainte d'innovation dans les réformes des politiques sociales cubaines* Auteur non communicant : Blandine Destremau DR CNRS LISE/CNAM

Arnaud Trenta *Le coopérativisme comme politique d'État : Une innovation post néolibérale ou une reconfiguration des rapports clientélistes?*

Isabel Georges *La formation de la demande : philanthropie ou commerce ? De la professionnalisation du travail social dans le secteur de l'assistance au Brésil*

RT 6 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H1) **Nouveaux outils politiques du social, Amérique Latine et influences internationales en France 3b. Les nouveaux outils politiques du social** (animation : Fabrice Colomb, Brigitte Frotiée)

Julien Debonneville, Pablo Diaz *Innovation, diffusion et rôle des idées : une lecture internationale des Conditional Cash Transfers*

Dominique Argoud, Agathe Gestin *Les fondations et l'innovation dans l'action sociale : l'exemple de la Fondation de France*

Elisa Chelle *L'expérimentation sociale à l'américaine. Convoitises françaises et difficultés d'importation*

Nathalie Frigul *Ecritures professionnelles et contractualisation, des formes d'encadrement renouvelées ?*

RT 7 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H2) **Viellissement actif** (animation : Isabelle Mallon)

Aline Chamahian *« Vieillissement Actif » et « Formation Tout au Long de la Vie » : quels apports et quels enjeux ?*

Marielle Poussou-Plesse *Viellissement actif et mobilisation des entreprises. De la recherche des 'bonnes pratiques' à la bonne pratique de la recherche.* Auteurs non communicants : Elena Mashkova postdoctorante UQAM, Denis Duplan sociologue indépendant

Thibault Moulaert *Viellissement actif et gouvernementalité libérale*

Pia-Caroline Henaff-Pineau *Le senior sportif, une nouvelle figure du bien vieillir ?*

RT 8 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 8) **Engagement individuel et création de soi au sein de l'institution militaire** (animation : Claude Weber)

Eric Letonturier *Devenez vous-même. Création de soi et institution militaire*

Grégory Daho *Engagements individuels, mobilisations collectives et transformations organisationnelles au sein des armées françaises. Le cas de l'émergence du groupe civilo-militaire (CIMIC).*

RT 9 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Axe 4 Nouveaux territoires migratoires aux marges des villes : expériences urbaines et gestion politique. Session conjointe avec le RT 2 (1/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Claire Cossée *Actions collectives inédites des associations tsiganes, roms et de leurs soutiens dans l'espace public (2010)*

Anna Perraudin *Dernière étape d'un processus de ségrégation spatiale, ou première étape de l'appropriation de la ville ? Les squats des migrants indiens à Mexico*

Maïtena Armagnague *Les modalités de participation sociale des descendants de migrants turcs en France et en Allemagne : des figures d'assimilation segmentée*

RT 10 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD8) **Connaissance des oeuvres** (animation : Francis Farrugia)

Marie Fleck *Le double objectif de la sociologie appliquée chicagoyenne (1920-40) : de la production de connaissances à la diffusion du savoir et l'intervention sociale, entre innovations et contraintes*

Antigone Mouchtouris *Sociologie de l'expérience esthétique*

Pablo Venegas *La réalité intersubjective de la fiction. La connaissance sociale du récit de fiction.*

Romain Brisson *De Mauss en MAUSS : don et intérêt, ou l'histoire de distorsions catégoriques*

RT 11 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP B) **3) Hybridations. Session conjointe avec les RT 12 et 23** (animation : Sophie Dubuisson-Quellier, Geneviève Teil)

Manuel Boutet *De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet*

Magali Pierre *Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?*

Thibault Danteur *Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »*

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance*

Geneviève Teil, Alexandre Mallard *Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe* Auteur non communicant : Hennion Antoine

RT 12 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP B) **Hybridations. Session conjointe avec les RT 11 et 23** (animation : Sophie Dubuisson-Quellier, Geneviève Teil)

Manuel Boutet *De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet*

Magali Pierre *Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?*

Thibault Danteur *Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »*

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance*

Geneviève Teil, Alexandre Mallard *Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe* Auteur non communicant : Hennion Antoine

RT 13 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 13) **Acteurs sociaux dans la production du droit** (animation : Anne Boigeol, Thierry Delpeuch)

Sébastien Chauvin, Anne Bory *Le droit par la grève : droit au séjour et droit de grève comme enjeux du mouvement des travailleurs sans papiers.* Auteur non communicant : Pierre Barron Nicolas Jounin Lucie Tourette

Déborah Flusin-Fleury *Les groupes d'intérêt dans la construction du droit communautaire européen : retour sur le processus d'inscription des SIG (services d'intérêt général) dans le traité de Lisbonne.*

Julieta Grinberg *Conflits entre justice et administration dans la protection de l'enfance à Buenos Aires : Interprétations et usages autour d'une nouvelle loi*

Aude Lejeune, Jean-François Orianne *Choisir des cas exemplaires : la strategic litigation dans la lutte contre les discriminations liées à l'emploi en Belgique*

RT 14 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD5) **Spectacle vivant, Identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Eve Brenel)

Jérémy Sinigaglia *Les créateurs ont-ils le temps de créer ? Analyse des conditions de la création artistique dans le spectacle vivant aujourd'hui.*

Magali Uhl *Le « mode conférence » : le discours performatif comme geste artistique émergent*

Clément Poutot *Jana Sanskriti : de l'imitation à l'innovation*

Altair Despres *L'ethnicité comme ressource dans la création. L'exemple des danseurs contemporains africains*

Audrey Bottineau *Innover en danse contemporaine : de la créativité des interprètes à la création d'un chorégraphe*

RT 14 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD6) **Créations, innovations et réceptions littéraires** (animation : Marie Doga)

Clara Levy *Innover sous contraintes : l'écriture oulipienne de Georges Perec*

Florence Abrioux *Projet innovant pour culture classique : de la négociation à la réception*

Lise Demailly, Bernard Convert *Effets collatéraux de la création littéraire : l'exemple de la science-fiction.*

RT 15 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 15) **Jeunesse, territoires, mobilité - I** (animation : Emmanuelle Maunaye)

Blandine Mortain, Cécile Vignal *Tensions autour de la décohabitation de jeunes de milieu populaire : filles et garçons face à la mobilité géographique*

Guillaume Erckert *Le temps des études : de la prise en compte d'une dimension socio-spatiale. Le cas des étudiants strasbourgeois* Auteurs non communicants : Bernard MICHON, Claudine FABER, Sandrine Knobé Université de Strasbourg

Andrea Tribess *Choisir des études universitaires à proximité : facteur de réussite ou d'échec pour les bacheliers issus des classes sociales modestes ? Une étude de cas en Picardie.*

Eric Gallibour *Trajectoires socioprofessionnelles, compétences et territoires : la mobilité européenne des jeunes professionnels comme un investissement social et territorial en Aquitaine*

RT 16 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D4) **Innovation, création, monde urbain** (animation : Jean Vincent)

Gilles Monceau *Imaginer une socio-clinique institutionnelle de la ville*

Ana Massa, Patricia Guerrero *L'émergence du politique dans le discours des jeunes défavorisés des favelas de Rio de Janeiro et des jeunes de rue de Santiago du Chili*

Vanessa Andrade de Barros *Les "mères du trafic" et l'effort pour transformer des milieux marginaux* Auteurs non communicants : José Newton G.DE ARAUJO, João Batista M.PINTO.

Vanessa Andrade de Barros *Travail et transformation en situations de marginalité* Auteurs non communicants : Alessandra Kely VIEIRA, Aline PACHECO SILVA, Carolyne REIS BARROS, João Batista Moreira PINTO

Pierre Roche *La proximité à l'épreuve des trafics de drogue*

RT 17 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 19) **La tension malheureuse entre attirance pour la nature et son contrôle** (animation : Gilles Raveneau)

Cristina Cenci, Enrico Pozzi *La peau de la chair sociale: le psoriasis et les phantasmes de la nature dans les conversations du Web 2.0*

Romain Bragard *Politique de nature dans la randonnée pédestre: articulations entre vécu, affects et institutions.*

Claire Tollis *Les non-humains, ces adjuvants (qui nous font parfois défaut). A propos des pratiques de gestion des espaces verts.*

RT 18 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D18) **Nouveaux acteurs des relations professionnelles** (animation : Jérôme Péliasse, Arnaud Mias)

Guy Bellemare *Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux en relations industrielles. De la notion de système de relations industrielles à la notion de région de rapports de travail* Auteur non communicant : Louise Briand Professeure Sciences comptables Université du Québec en Outaouais

Aline Conchon *L'actionnaire, nouvel acteur des relations professionnelles au niveau de l'entreprise ?*

Alexandra Garabige *Les usagers : de nouveaux acteurs des relations professionnelles ?*

Donna Kesselman *Un nouvel acteur dans les négociations collectives – et la vie politique – aux Etats-Unis : la voluntary employee beneficiary association (VEBA)*

RT 19 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Le handicap en mouvement (1/2)** (animation : Alain Blanc)

Benoît Eyraud *Les mandats judiciaires à la protection des majeurs : une pratique civile de soin à l'articulation du sanitaire et du social*

Louis Bertrand, Jean-Sébastien Eideliman, Vincent Caradec *Le « projet de vie » des personnes handicapées, entre écriture sur soi et formalité administrative*

Seak-Hy Lo *La situation de handicap à l'épreuve de l'emploi : questionnement sur l'employabilité*

Catherine Peyrard, Martine Blanc *Loi du 11 février 2005, reconnaissance du handicap psychique et droit égal au travail : tensions et paradoxes*

Nicolas Henckes *Un statut inachevé. L'UNAFAM et les redéfinitions de la chronicité psychiatrique dans le courant des années 1970.*

RT 19 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H4) **Soigner/se soigner autrement** (animation : Beatrice Jacques)

Arlette Gautier *De parleras à sobaderas au Yucatan. Les transformations du suivi des grossesses*

Nadia Garnoussi *La méditation pour « se développer » et pour guérir : l'offre de mindfulness dans le champ de la santé mentale*

Jérémy Damian *La relation de soin par le toucher dans le « Body-Mind Centering » Education somatique ou pratique thérapeutique ?*

Annalisa Ornaghi, Mara Tognetti *Les médecines non conventionnelles et l'implémentation dans les Services Sanitaires Régionaux italiens: une étude de cas.*

RT 20 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO TD19) **Enquêtes longitudinales et trajectoires** (animation : Louis-André Vallet)

Bertrand Geay, Marion Selz *La mise en place de l'enquête ELFE* Auteur non communicant : Marion Selz Ingénieur de recherche au CNRS CMH

Mathieu Ichou *L'étude statistique des trajectoires scolaires des enfants d'immigrés : quelques pistes pour des avancées méthodologiques*

Nicolas Robette *Transmission intergénérationnelle des trajectoires d'activité féminines: une analyse de dyades de séquences* Auteur non communicant : Eva Lelièvre INED

Danièle Trancart *L'impact de la crise sur les trajectoires professionnelles des jeunes* Auteur non communicant : Véronique Simmonet CEE

Géraldine Vivier *Mais pourquoi diable répondre à une enquête ? Vécus et motivations de participants à un suivi de cohorte.*

RT 21 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 2) **Innovations, risques, environnement** (animation : Valérie Cohen)

Florence Rudolf *Techniques alternatives: Mystification ou nouvelles alliances?*

Emmanuelle Fillion, Didier Torny *Se mobiliser sur les effets transgénérationnels : le cas du Distilbène® en France*

RT 22 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H3) **Parcours professionnels et mobilités résidentielles** (animation : Blandine Veith, Benedicte Zimmermann)

Hugues Bazin *Les espaces intermédiaires de l'existence. Valorisation d'espaces de l'expérience à travers l'appropriation par la recherche-action de l'outil biographique*

Robert Cabanes *La biographie comme mode d'approche de l'innovation sociale*

Ahmed Dahmani *La pluralité biographique pré-migratoire et les formes d'appartenance collective en immigration. Le cas de l'implication militante kabyle à Montréal*

Vincent Moeneclaey *L'ancrage social de « l'innovation sociale ». Trajectoires et rapports au travail d'agents de la « flexicurisation ».*

Magali Peyrefitte *'Suburbanisation' et récits diasporiques de mobilité*

RT 23 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP B) **Hybridations (session conjointe avec les RT 11 et 12)** (animation : Sophie Dubuisson-Quellier, Geneviève Teil)

Manuel Boutet *De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet*

Magali Pierre *Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?*

Thibault Danteur *Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »*

Michelle Dobre, Maxime Cordellier *Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance*

Geneviève Teil, Alexandre Mallard *Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe* Auteur non communicant : Hennion Antoine

RT 24 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD3) **Mouvements minoritaires** (animation : Xavier Dunezat)

Irène Pereira *Innover pour résister - Tentatives d'innovations théoriques et organisationnelles de la part de subalternes dans une organisation d'extrême gauche -*

Marion Dalibert *L'innovation portée par les mouvements sociaux représentant les minorités ethno-raciales a-t-elle sa place dans la sphère publique médiatique ? Etude de cas: Les Indigènes de la République*

Natacha Chetcuti *Formes contemporaines de pratiques d'énonciation à partir de la sexualité. De l'inaudible social à la mise en visibilité de soi : quel processus pour des jeunes lesbiennes et bisexuelles 15-35 ans ?*

RT 25 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D20) **Mondes professionnels et innovations** (animation : Sophie Bernard, Gaëtan Flocco)

Pascal Barbier *Fidélisation ou financiarisation? La redéfinition du travail de vendeur par une innovation managériale dans les grands magasins.*

Claire Belart *Le processus de rationalisation du soin en santé mentale: illustration d'un champ de conflit entre rationalité professionnelle et rationalité gestionnaire.* Auteur non communicant : Claire BÉLART Doctorante en Sociologie laboratoire Clerse.

Frédéric Moatty, Mihai Gheorghiu *Le travail de cadrage d'une innovation : La T2A dans les établissements hospitaliers*

Constance Perrin-Joly, Nadège Vezinat *Les groupes professionnels comme vecteurs de l'innovation institutionnelle de leurs organisations ?* Auteur non communicant : Nadège VEZINAT Chercheure associée CMH EHESS

Laïla Salah-Eddine *Créativité sous contrainte des professionnels en psychiatrie face au changement*

RT 26 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 5) **Sociabilité et réseaux personnels** (animation : Ainhoa de Federico)

Marie-Pierre Bes, Johann Chaulet *Les activités relationnelles des Associations d'anciens d'élèves : entre solidarités traditionnelles et modernité des réseaux*

Mohamed Oubenal *La hiérarchisation de la connaissance sur les Exchange Traded Funds en France.*

RT 27 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 18) **Nouveaux discours et nouveaux rôles intellectuels** (animation : Ioana Popa)

Arnault Skornicki *L'économie politique, une « science nouvelle » pour des temps nouveaux : l'émergence d'un genre intellectuel dans la France des Lumières*

Frederique Matonti *La critique comme mode d'expérimentation intellectuelle*

Yann Raison Du Cleuziou *La subversion d'un régime de vérité. Socio-histoire du rôle des théologiens dominicains dans la mise à l'agenda d'un nouveau rapport au « monde » dans la Province dominicaine de France(1960-1970).*

Mathieu Hauchecorne *Causes ordinaires de l'extra-ordinaire. Les origines sociales du « renouveau » de la philosophie politique étasunienne dans les années 1970*

Bruno Cousin *Renouveau de la critique et islamophobie. Le cas italien d'Oriana Fallaci* Auteur non communicant : Tommaso Vitale Associate professor Sciences Po (CEE).

RT 27 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 29 et GT 42. Expertises sous influences ?** (animation : Yvon Lamy)

Thierry Brugvin *L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)*

Vincent Gayon *Innové dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)*

Harold Mazoyer *Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)*

Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel *Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise*

RT 28 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP E) **Trajectoires et constructions de soi** (animation : Michel Bozon)

Salima Amari *Lesbiennes d'origine maghrébine en France et leurs familles: entre ressources et obstacles.*

Emmanuelle Beaubatie *Trajectoires d'hommes trans' : de l'innovation dans le genre masculin à l'innovation dans la sexualité masculine*

Michael Stambolis-Ruhstorfer *« Homosexuel(le) » ou « gay » ? L'identité sexuelle en France et aux États-Unis*

Mélanie Gourarier *Le plaisir féminin au bénéfice des hommes. L'apprentissage de la sexualité au sein de la Communauté de la séduction*

RT 29 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 4) **Expertises et Controverses** (animation : Olivier Martin)

Justine Pribetich *Controverses autour de la constitution d'un champ de recherche : l'exemple de la sociologie urbaine française entre logique disciplinaire et innovation*

Lusin Bagla *Titre : Des réacteurs nucléaires pour Saskatchewan ? L'histoire d'une controverse en cours*

Fabien Merlaud *Quand des experts se coordonnent autour d'un problème de santé publique : deux figures pluridisciplinaires de la prévention de l'obésité.* Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI Toulouse III

Christophe Perrey, Alain Giami *Controverses autour d'une innovation préventive : Sida et circoncision masculine*

Pascal Ragouet *Différenciation des lignes de recherche et innovation scientifique : les apports d'une analyse de controverse*

RT 29 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et GT 42. Expertises sous influences ?** (animation : Yvon Lamy)

Thierry Brugvin *L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)*

Vincent Gayon *Innové dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)*

Harold Mazoyer *Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)*

Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel *Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise*

RT 30 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D16) **Gérer envers et contre tout : l'innovation gestionnaire face à l'imprévisible** (animation : Dominique Bessire, Salvatore Maugeri)

Mohamed Djouldem *Les normes gestionnaires et la question du non recours*

Marie-Astrid Le Theule *Les chemins de traverse et le gestionnaire : une gestion des possibles* Auteur non communicant : Jean-Luc Moriceau Yannick Fronza

RT 31 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 6) **Session conjointe avec le RT 3** (animation : Nicolas Hourcade, Sandrine Knobé)

Bertrand Fincoeur *Les tourments de la repentance. Ou comment les discours (et les pratiques?) évoluent dans le cyclisme sur la question du dopage*

Bérangère Ginhoux *Les supporters de football sous haute surveillance*

Carine Guérandel *Sport et intégration : les limites d'une initiative locale tripartite (municipalité, club élite, clubs de quartier) autour de l'activité football*

Loïc Sallé, Oumaya Hidri Neys *Faire preuve de « personnalité » Quand la régulation des comportements participe à la définition du « bon arbitre » de football*

David Sudre *La norme américaine dans le basket français.*

RT 33 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D3) **Le renouvellement des négociations en famille ?**

Delphine Keppens *Comment les pères et les mères négocient-ils leur rôle face à l'enfant diabétique ?*

Guillaume Macher *Comment les adolescents négocient-ils avec leurs parents ?*

Aurélie Maurice *Négociation familiale autour de l'alimentation: la place de l'enfant*

Aurélien Berthou *Les disputes conjugales : un processus d'innovations dans la relation conjugale*

Caroline Henchoz *La monétarisation du temps domestique : un nouvel instrument de la démocratie familiale ?*

RT 34 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D25) **Socialisations, apprentissages, formatages politiques. I. : le local, l'Etat et l'international**

Alice Canabate *Les dirigeants d'ONG environnementales institutionnalisées et L'Etat : entre stratégies de résistances et formes d'adaptations*

Florent Pouponneau *Quand la prise de parole et la défection conduisent à la loyauté : une socialisation pratique à l'ordre politique international lors des «différends transatlantiques» sur l'Irak et l'Iran (2003-2006)*

Damien Boone *Production et réceptions d'un ordre politique : l'appréhension du politique dans le cadre de conseils municipaux d'enfants*

RT 35 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 12) **New Public Management et monde associatif** (animation : Matthieu Hely)

Philippe Archias *L'innovation associative à l'épreuve du tournant néo managérial des politiques d'insertion*

Celine Maury *Articuler l'action publique de santé des populations précaires entre associations et institutions.*

Frederic Charles *Quand l'innovation se heurte aux lois du marché : l'insertion professionnelles innovantes des femmes mises à mal, études de cas au sein des CIDFF* Auteurs non communicants : Patrick Bruneteaux CNRS, Sabien Fortino Nanterre-Paris-Ouest CRESPPA-GTM

Annalisa Lendaro *Innover par le ciblage. Le 'privé social' à l'épreuve de l'insertion professionnelle des immigrés: une comparaison France-Italie*

Melaine Cervera *Expérimenter et construire des parcours d'emploi : Enjeux de l'implication des acteurs associatifs organisés sur leur territoire*

RT 36 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Session 3**

Jean-Hugues Déchaux *Plaidoyer pour une perspective analytique intentionnaliste*

Nathalie Bulle *Les modèles et l'inférence causale dans les sciences naturelles et sociales*

Pierre Demeulenaere *Les relations de causalité dans la transition micro/macro*

RT 37 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD4) **Innovation ou réinvention des formats médiatiques et communicationnels ?** (animation : Aurélie Lamy, Yannick Lebtahi)

Guillaume Goasdoué *Formats journalistiques innovants au Monde.fr. Le fond travaillé par la forme.*

Sidonie Naulin *Les blogs d'amateurs, une extension du domaine médiatique ? Le cas des blogs culinaires*

Philippe Riutort, Pierre Leroux *« Réinventer » la représentation politique à la télévision. De l'émergence de l'émission conversationnelle à son institutionnalisation.*

Valérie Jeanne-Perrier, Sandrine Roginsky *Ton député sur Twitter : interactions entre être et paraître euro-député sur les réseaux sociaux. L'illusion rejouée de la démocratie directe.*

RT 38 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **Ecologisation des métiers et gouvernements des conduites : Adaptations des métiers à l'écologisation. Session conjointe avec le RT 1** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Auréli Roussary *Quelles réponses à la demande de sociologie pour l'action environnementale ? Ecueils et défis* Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

Ronan Le Velly *L'acheteur, l'expert et le citoyen : une observation du cadre normatif de la commande publique durable*

Clémence Massart *Etude pragmatique de la constitution d'expertises autour de trois zoonoses véhiculées par une tique du genre Ixodes ricinus : la maladie de Lyme, l'encéphalite à tiques et babésia divergens*

Marine Béguin *Les « petits métiers » de la propreté urbaine : simples nettoyeurs ou « principes actifs » de l'élan vert ?*

Maxime Prevel *Sociologie de l'innovation agricole : vers une écologisation du métier ?*

Catherine Darrot *Qui lutte aujourd'hui pour la conquête du titre d'agriculture durable ? Trajectoires de modèles, illustrations contemporaines*

RT 39 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 3) **Session 3**

Gilles Raveneau *Subjectivation et désobjectivation dans le travail social aujourd'hui*

Séverine Mayol *La prise en charge des personnes sans domicile : quand les modèles de réinsertion excluent durablement*

Magalie Bacou *Une mise en tension des principes fondateurs de l'identité professionnelle dans les métiers de l'animation favorable à la reproduction des stéréotypes sexués.*

Guéda Gadio *Guyane française, entre désenclavement, développement et stratégies d'adaptation.*

Marie Cuenot *Handicap et société inclusive : quelles représentations dans les dessins animés à destination des enfants ?*

RT 40 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 16) **La portée des innovations institutionnelles (1/2)** (animation : Yves Bonny, Caroline Touraut)

Laurent Solini, Jean-Charles Basson *Processus d'innovation institutionnelle et fonction d'auto-légitimation en établissement pénitentiaire pour mineurs. Ce que l'architecture carcérale fait aux (et des) jeunes détenus*

Sümbül Kaya, Kadriye Eylem Ozkaya, Aysen Uysal *Innovations et résistances. Exemple des prisons, de la police et de l'armée en Turquie*

Célia Gissinger *L'impact de la participation citoyenne sur l'institution judiciaire : une innovation en audience correctionnelle ?*

Denis Laforgue *Comment les institutions publiques créent-elles des formes sociales ?*

GT 41 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 7) **Les territoires corporels des techniques » : Perspectives de recherches internationales (Présentation des interventions)** (animation : Marina Maestrutti, Mauro Turrini)

Marina Maestrutti *Les territoires corporels des techniques : Nanotechnologies et nanomédecines*

Valerie Souffron *Les corps et les territoires: l'exploration des corps et la transparence technicienne*

Caroline Moricot *Les territoires corporels des techniques : Socio-anthropologie de l'imagerie médicale*

Mauro Turrini *Les impacts des nouvelles technologies d'imagerie médicale dans la relation entre patient et médecin et dans la représentation du corps*

Céline Lafontaine *Corps et médecine régénératrice*

Daniela Cerqui *Humains et robots: vers la fin des différences?*

Magaudda Paolo *Some notes on the relationship between users and medical visual technologies.*

GT 42 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 14) **Grandes écoles** (animation : François-Xavier Dudouet)

Gérald Houdeville *Innovater en matière de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) : une revendication sous contraintes de l'enseignement privé sous contrat de l'Académie de Nantes*

Aline Courtois *Growth into privilege : l'apprentissage des positions dominantes dans les collèges privés irlandais.*

Jérôme Ferret *Rester entre soi dans la mondialisation : monde diplomatique, formations transnationales d'excellence des grandes écoles et nouvelles stratégies élitaires sur le « marché » franco-espagnol.*

GT 42 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et RT 29. Expertises sous influences ?** (animation : Yvon Lamy)

Thierry Brugvin *L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)*

Vincent Gayon *Innovater dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)*

Harold Mazoyer *Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)*

Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel *Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise*

RT 43 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D5) **Religion, radicalité, conflictualités et dialogues** (animation : Claude Dargent)

Elsa Deleage *La judiciarisation des faits religieux*

Françoise Naas *Les mennonites français à l'épreuve du XIX^{ème} siècle*

Anne-Sophie Lamine *Dimensions du croire : radicalisation et affrontements, à partir de deux cas empiriques, religieux et anti-religieux*

Benoît Petit *Validation du croire dans l'interaction*

GT 44 Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **Elèves, familles et sentiment d'injustice. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Choukri Ben Ayed, Régis Cortéséro)

Barbara Fouquet-Chauprade, Evelyne Barthou *Justice sociale en contexte scolaire ghettoisé. Quand la filière influe sur le sentiment d'injustice*

Carole Daverne *Les inégalités territoriales vues par les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)*

Hugo Dupont *Sentiment d'injustice scolaire et école spécialisée : le cas des élèves en Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique*

Agnès Grimault Leprince *Les punitions au collège : les fondements du sentiment d'injustice des élèves*

GT 44 Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Politiques éducatives et exigence de justice. Session jointe avec le RT 4** (animation : Pierre Merle, Frédéric Gonthier)

Camille Drouin *Assouplissement de la carte scolaire, spécialisation sociale des établissements scolaires et inégalité des chances Analyse de la situation de la commune de Marseille (2006-2010).*

Yves Dutercq *Comment comprendre l'échec des mesures d'assouplissement de la carte scolaire promulguées au nom d'une plus grande exigence de justice sociale ?* Auteur non communicant : Nathalie Mons MCF Université Paris-Est Marne-la-Vallée

James Masy *L'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles : entre leurre et justice.*

Marco Oberti, Clément Rivière *L'assouplissement de la carte scolaire : des effets d'annonce aux sentiments d'injustice*

Nazli Nozarian *Un « ascenseur » social toujours en panne? Politiques de « démocratisation » scolaire et (in)justice sociale: l'exemple des conventions ZEP/Sciences Po*

Marianne Woollven *La dyslexie comme besoin éducatif particulier à l'école ordinaire*

GT 45 Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 2) **Inventivité dans les conflits de justice et de normes** (animation : Nicolas Amadio)

Fernando Carvajal Sanchez *La médiation pénale : processus innovateur de résolution de conflits ou légitimateur du système pénal ?*

Emily Trombik *Conflit et stratégies d'évitement dans le vécu carcéral quotidien*

Arzouma Eric Bologo *Conflits fonciers, innovations institutionnelles et locales au Burkina Faso*

Catherine Lutard-Tavard *Justice conflictuelle, justice innovante et créative. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans l'exemple des pays ex-Yougoslaves*

Pascal Hintermeyer *Les conflits créateurs face à la maladie et à la mort*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 11) **La création sociologique par l'image et le son (1)** (animation : Habib Tengour)

Cécile Cuny *Enquêter sur les rapports au quartier : quatre apports du portrait photographique posé*

Catherine Dutheil-Pessin *Photographier la manifestation*

Inês Espirito Santo *Influence du médium filmique dans la construction de la mémoire biographique*

Thibaut Menoux, Aurélie Pinto *Filmer le tourisme dans les favelas: les repères sociologiques d'un repérage de film documentaire*

Alexandra Tilman *Faire un documentaire de recherche autour de déviances entre imaginaires et réalités*

Claudia Turra-Magni, Clarice Peixoto *Enjeux de la diffusion des travaux de recherches documentaires et photographiques*

GR FCQ Formation, certification, qualification 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 2) « **La sociologie de la formation en questions. Un espace scientifique à légitimer** » **Rencontre et débat avec Lucie Tanguy et Eric Verdier. Atelier 1** (animation : Fabienne Maillard, Emmanuel de Lescure)

GR ARTS Session le mercredi à l'heure du repas de midi (en AMPHI 8) **Présentation-discussion des objectifs du groupe.** (animation : Bernard Fusulier, Olivier Giraud, Marie-Thérèse Letablier, Chantal Nicole-Drancourt)

Sessions n°4
(mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h)

RT 1 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D1) **S7 Injonctions à l'innovation (2)** (animation : Régine Bercot)

Vincent Lebrou *Européanisation, modernisation, innovation : les ressorts rhétoriques de l'institutionnalisation d'un groupe professionnel émergent. Les chargés de mission « Europe » en Alsace.*

Constance Perrin-Joly *Devoir d'innover et exigence de performance : Tensions dans la professionnalisation des gestionnaires des ressources humaines.*

Caroline Frau *Moderniser le commerce et les commerçants. L'injonction aux impératifs du merchandising.*

Cécile Vigour *Consultants et professionnels du droit : dynamique d'innovation et conflits de juridiction dans la mise en œuvre de démarches qualité dans la justice*

RT 1 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D2) **S8 Rhétoriques professionnelles de l'innovation et de la création (1)** (animation : Sophie Divay)

Keltoume Larchet *De la traduction aux prestations linguistiques : l'impact d'innovations technologiques sur un marché de services et un marché professionnel*

Angèle Grovel *Réforme de la formation et rhétoriques professionnelles : L'exemple des officiers de la marine marchande.*

RT 1 Session 4c (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **S9 Ecologisation des métiers et gouvernements des conduites : Emergence de nouveaux métiers ou segments professionnels. Session conjointe avec le RT 38** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Audrey Richard-Ferroudji *Ecologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Arnaud Cosson *Les travailleurs de la nature : une professionnalisation en tension* Auteur non communicant : Céline GRANJOU sociologue au Cemagref. Isabelle MAUZ sociologue au Cemagref

Mathilde Gralepois *La force centrifuge de la mise sur l'agenda local. L'inscription du développement durable par la différenciation d'avec les risques collectifs*

Christelle Didier *Parcours d'ingénieurs atypiques : les « ecoentrepreneurs » ?*

Catherine Delhoume *Les agriculteurs biologiques en Picardie, entre innovation et désir de structuration. Quels appuis à leurs innovations ?*

Madlyne Samak *Effets de l'écologisation de l'agriculture sur un espace agricole local*

RT 2 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 7) **Axe 2. Migrations et Ville. Session conjointe avec le RT 9 (2/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Daniella Rocha *L'urbain et le politique à Brasilia. Flux migratoires, occupation du territoire et invention du politique (1960-2010)*

Martin Rosenfeld *Bruxelles – Cotonou. Territoire migratoire et commerce transnational d'exportation de véhicules d'occasion*

Caroline Rozenholc *La rue des quartiers sud de Tel-Aviv: un prisme analytique du sens du lieu et de la société israélienne contemporaine.*

Elise Palomares *Que sont les quartiers centraux de Johannesburg devenus ? Migrants africains en Afrique du Sud et recompositions urbaines post-apartheid* Auteur non communicant : Catherine Quiminal professeur émérite Université Paris Diderot

RT 2 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D17) **Axe 3. Migration, espace public et engagement politique** (animation : Monika Salzbrunn, Elsa Lagier, Khadija Noura)

Houda Asal *Les cycles de mobilisation dans l'engagement politique de la minorité arabe au Canada. L'exemple de la cause palestinienne (1945-1975).*

Dominique Belkis, Spyros Franguiadakis *L'altérité dans le vif de l'actualité. Réflexions sur les modes de présence des migrants dans le monde public*

Emmanuelle Bouilly *Quand mobilisation ne rime pas avec mouvement social. Mobilisations non-protestataires d'acteurs associatifs engagés dans « la lutte contre l'émigration clandestine » au Sénégal*

Barbara Morovich *« Parcours de vie d'habitants au sein d'un projet de rénovation urbaine : l'intérêt d'une méthode transdisciplinaire comme mode de transmission »*

Roger Nguema-Obame *Transnationalisation du pentecôtisme et mutations socioreligieuses au Gabon*

Silvina Silva-Aras *Utilisation politique des festivals (multi)culturelles : les cas de La Goutte d'Or en Fête et le Festival de la Rue Léon comme discours politiques d'intégration et différence*

RT 3 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D6) **Axe 2 – Création / innovation dans les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance** (animation : Mohamed Belqasmi)

Nicolas Penin, Oumaya Hidri Neys *Le traitement institutionnel des violences des femmes dans le football français*

Rabah Benali *Le rôle des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance Le cas (CLSPD) de Rouen et agglomération*

Nacer Boukrou *Les politiques de la ville : quels nouveaux dispositifs de lutte contre les discriminations dans la ville de Rouen ?*

Jean-Sébastien Eideliman, Isabelle Coutant *Les Maisons des adolescents, une nouvelle forme de contrôle social de la déviance juvénile ?*

Julien Niklaus *La police de proximité comme service (au) public. Vers une évolution managériale*

RT 4 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Atelier 6 : Justice et injustice à l'école dans des contextes différents. Session conjointe avec le GT 44** (animation : Yves Dutercoq, David Mélo)

Arielle Compeyron *Une justice sociale à travers l'accès à l'éducation : les utopies du 19ème siècle.*

Cédric Dechef *La place de la critique de la justice sociale à l'École dans la production sociologique*

Yaël Brinbaum, Jean-Luc Primon *L'expérience scolaire des descendants d'immigrés : sentiment d'injustice et de discrimination.*

Johana Contreras *Les expériences d'inégalité scolaire au Chili et en France : qu'est-ce que ces expériences révèlent de l'injustice des systèmes éducatifs ?*

Ingrid Tucci *Processus de relégation ethno-culturelle en Allemagne et en France : Structuration institutionnelle des parcours scolaires et professionnels et rapport aux institutions des descendants d'immigrés* Auteurs non communicants : Ariane Jossin, Olaf Groh-Samberg, Carsten Keller

Nicolas Charles *Reprise d'études et justice sociale. Une comparaison France - Royaume-Uni - Suède*

RT 5 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 20) **Transformations du salariat, fragmentations, et appartenances de classe (2)** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Violaine Girard *Ouvriers et techniciens pavillonnaires : retour sur le mouvement d'accès à la propriété des classes populaires stables*

Josette Debroux *Les différences sociales au sein des « classes moyennes » en zone périurbaine : une expression euphémisée*

Pascal Barbier *La cohabitation des titulaires et des « non titulaires » sur un rayon de grand magasin. Rapport au travail et travail « que tout le monde peut faire ».*

Rachid Bouchareb *Domination au travail et espaces de résistance des employé-e-s de boutiques de masse*

Lionel Pourtau *Les professions indépendantes face au cancer. Un élément de réflexion sur la vulnérabilité et les inégalités* Auteurs non communicants : Vincent Rubio SOPHIAPOL-LASCO/Paris Ouest, Agnès Dumas et Philippe Amiel URSHS-IGR, Monique Hirschhorn Cerlis-Paris Descartes

RT 6 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV G1) **Nouveau management public 4a. Santé, handicap, Nouveau management public** (animation : Michel Messu, Marielle Poussou-Plesse)

Renaud Gay *Les temporalités complexes de la construction d'une innovation : la tarification à l'activité à l'hôpital (années 1960-années 2000)*

Marion Gurruchaga *La création des Agences régionales de santé : recomposition de l'action publique sanitaire et sociale ?*

Hélène Revil *Innovation et non-recours à la complémentaire santé : entre mesure de l'effectivité et gestion du risque maladie.*

Suzu Bossard *Politique d'intégration scolaire des enfants en situation de handicap et nouvelles politiques de l'emploi : une alliance innovante mais inadaptée.*

RT 6 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H1) **4b. Institutions sociales aux prises avec le nouveau management public** (animation : Anne-Marie Guillemard, Nathalie Morel)

Maryse Bresson *Politiques d'emploi et révolution managériale dans le champ de la protection sociale : quelles recompositions d'acteurs ?*

Philippe Warin *« Le non-recours aux droits comme question publique : innovations dans la production des politiques sociales*

Joan Cortinas *Genèse des nouvelles formes de production des politiques sociales: Le cas des programmes européens de lutte contre la pauvreté 1975-1993.*

Marie Tsanga Tabi, Jeanne Gremmel *Le débordement du social dans l'univers des services publics essentiels et nouvelles formes de solidarité : réflexions autour du droit à l'eau et sa mise en œuvre*

RT 7 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H4) **Catégorisations d'âge et parcours de vie. Session conjointe avec le RT 22** (animation : Aline Chamahian, Catherine Negroni)

Veronika Duprat-Kushtanina *France-Russie : un rapprochement de modèles de grand-parentalité dans les milieux favorisés*

Philippe Cardon *La personne âgée dénutrie. Qualification préventive et parcours de vieillissement*

Claire Lefrançois *L'âge des « chômeurs âgés », un casse-tête pour les intermédiaires de l'emploi. Évolution des représentations sur l'âge, en France et en Angleterre*

Isabelle Mallon *Vieux ou malades ? La mobilisation de l'âge dans la définition des trajectoires de maladie d'Alzheimer.* Auteurs non communicants : Blanche Le Bihan et Arnaud Campéon EHESP Rennes

Daniel Reguer *Parcours de fin de vie : contraintes et décisions. Typologie des stratégies relatives à la gestion de parcours de fin de vie*

RT 8 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 8) **Assemblée générale du RT 8**

RT 9 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 7) **Axe 2. Migrations et Ville Présidente de séance. Session conjointe avec le RT 2 (2/2)** (animation : Sylvie Mazzella, Agnès Deboulet, Michel Kokoreff)

Daniella Rocha *L'urbain et le politique à Brasilia. Flux migratoires, occupation du territoire et invention du politique (1960-2010)*

Martin Rosenfeld *Bruxelles – Cotonou. Territoire migratoire et commerce transnational d'exportation de véhicules d'occasion*

Caroline Rozenholc *La rue des quartiers sud de Tel-Aviv: un prisme analytique du sens du lieu et de la société israélienne contemporaine.*

Elise Palomares *Que sont les quartiers centraux de Johannesburg devenus ? Migrants africains en Afrique du Sud et recompositions urbaines post-apartheid* Auteur non communicant : Catherine Quiminal professeur émérite Université Paris Diderot

RT 10 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD8) **Expériences culturelles** (animation : Marie-Noëlle Schurmans)

Panagiotis Christias *Le mécanisme génétique de l'action/pensée sociale chez Panajotis Kondylis*

Jérémy Damian *La sensation au pluriel L' « expérience en partage » en situation d'improvisation*

Thomas Seguin *Heuristique de la création. Légitimité de l'innovation.*

Cécile Leonardi *Faire usage de l'art pour repenser nos paysages intellectuels et vécus.*

Vincent Rubio *La foule au prisme de la sociologie de la connaissance : Paradoxes et contradictions.*

RT 11 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP B) **4) Prescriptions/régulations. Session conjointe avec les RT 12 et 23** (animation : François Vatin, Geneviève Teil)

Ronan Le Velly *Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.* Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes

Sophie Dubuisson-Quellier, Sandrine Barrey, Séverine Gojard *Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie* Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA

Pauline Barraud de Lagerie *A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recomposition des produits dans l'industrie agroalimentaire.*

François Hochereau *L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques*

Christèle Dondeyne *L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Eléments d'analyse*

RT 12 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP B) **Prescriptions / Régulations. Session conjointe avec les RT 11 et 23** (animation : François Vatin, Geneviève Teil)

Ronan Le Velly *Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.* Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes

Sophie Dubuisson-Quellier, Sandrine Barrey, Séverine Gojard *Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie* Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA

Pauline Barraud de Lagerie *A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recomposition des produits dans l'industrie agroalimentaire.*

François Hochereau *L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques*

Christèle Dondeyne *L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Eléments d'analyse*

RT 13 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 13) **Dispositifs d'effectivité du droit** (animation : Benoit Bastard, Nicolas Dodier)

Vincent-Arnaud Chappe *Objectiver les discriminations pour les résorber : la méthode des panels au service de l'épuration des épreuves du capitalisme.*

Eloise Girault *Innové sans changer le droit: l'effectivité du droit comme stratégie de politique pénale*

Xavier de Larminat *La reconfiguration des modes de prise en charge des condamnés en milieu ouvert : l'essor des Programmes de Prévention de la Récidive (PPR)*

Nicolas Rafin *Une « nouvelle » pratique judiciaire en question: Auditionner les enfants quand les parents se séparent*

RT 14 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD5) **Musiques, identités créatrices et activités créatives contemporaines** (animation : Pierre François)

Claire Hannecart *Cadre contraint de double activité de musiciens indépendants : processus de créativité collective et usage de médiations techniques.*

Sonia Saidi *Le rapport aux instruments de musique traditionnels dans des cadres d'expérience de plus en plus technicisés. L'exemple du oud et des musiques électroniques.*

Pierig Humeau *«L'audace» de la musique punk en tant que réponse aux lacunes structurales dans l'espace de production*

RT 14 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD6) **Regards croisés entre créations, innovations et réceptions** (animation : Yvonne Neyrat)

Clélia Barbut *Art et vidéo : interactions, innovations*

Michael Bourgatte *L'annotation entre programme d'usages et programme d'usagers.*

Magali Sizorn *Faire d'une ancienne linerie un centre d'art: La patrimonialisation au service d'une reconversion culturelle*

RT 15 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 15) **Jeunesse, territoires, mobilité - II** (animation : Emmanuelle Maunaye)

Julian Devaux *Mobilités quotidiennes, avancée en âge et différenciation des trajectoires de jeunes ruraux franciliens.*

Paul Costey *Socialisation, générations ouvrières et mobilité à la Société Métallurgique de Normandie*

Benoît Tine *Centres d'appels versus jeunes des banlieues : territoire, pauvreté et exclusion au cœur de la relation clientèle*

Evelyne Barthou *Filière de scolarisation et rapport au territoire en banlieue, un lien ténu*

RT 16 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D4) **Innovation, création et méthodologie** (animation : Jacques Rhéaume)

Mohamed Amara *La caméra, outil d'une démarche clinique dans les groupes de parole*

Pascal Fugier *Les forces instituant et instituées du terrain biographique du sociologue*

RT 17 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 19) **La tension malheureuse entre attirance pour la nature et son contrôle. Table ronde**

Avec Guillaume Christen (Université de Strasbourg) et Catherine Henry-Plessier (docteur en médecine, accompagnement des entreprises et développement personnel).

RT 18 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D18) **Articulation et interdépendance des régulations** (animation : Frédéric Rey, Marnix Dressen)

Hervé Champin *Dialogue social européen sectoriel, innovation et circulation de modèles sociaux : l'exemple du secteur ferroviaire*

Anne Dufresne *Quels acteurs européens pour quelle négociation collective transnationale ?*

Slavina Spasova *La trajectoire idéationnelle des réformes de pensions dans les PECO: une comparaison entre la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie. Influences externes et acteurs domestiques.*

Elodie Bethoux, Alina Surubaru *Quelles innovations dans les négociations sur l'emploi dans l'entreprise ? Enquêtes auprès des équipes CFDT dans quatre secteurs d'activité* Auteurs non communicants : Annette Jobert directrice de recherche au CNRS rattachée à l'IDHE Cachan

RT 19 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H3) **Le handicap en mouvement (2/2)** (animation : Jean-Sébastien Eideliman)

Marion Blatgé *Construire une distance à l'objet handicap: l'exemple d'une sortie de terrain*

Audrey Sitbon *Étudier la santé des personnes sourdes et malentendantes, implications méthodologiques*

Gaëlle Giordano *La santé mentale dans l'enquête Handicap-Santé-Ménages (HSM), regard qualitatif sur les données recueillies* Auteurs non communicants : Marie Cuenot chargée de recherche EHESP, Pascale Roussel professeur EHESP.

Christine Gruson *Enquêter auprès de mères avec une déficience intellectuelle : considérations méthodologiques et premiers résultats.*

Céline Borelle *Handicap et parentalité. Le cas de l'autisme.*

RT 19 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV AMPHI H) **Session conjointe avec le RT38, Environnement et santé** (animation : Emilie Legrand, Dominique Beynier)

Aurélie Roussary *L'implication locale dans la construction du risque sanitaire et du principe de précaution. La controverse du Bio-essai souris sur le Bassin d'Arcachon* Auteurs non communicants : Bruno Bouet ingénieur contractuel Cemagref - UR ADBX, Denis Salles directeur de recherche Cemagref - UR ADBX

Mylène Chambon *Le PPRT ou la désillusion associative pour une protection sanitaire des riverains* Auteurs non communicants : Collectif Irénée Zwarterook : Iratxe Calvo-Mendieta, Sabine Duhamel, Hervé Flanquart, Séverine Frère, Christophe Gibout, Anne-Peggy Hellequin ULCO-TVES et Antoine Le Blanc ULCO-TVES, Frédéric Gonthier IEP de Grenoble PACTE

Pierre Fournier *Les établissements monoindustriels à risques : cas limites pour la nouvelle démocratie sanitaire et technique ?* Auteur non communicant : Mathieu Leborgne chercheur associé LAMES (Université d'Aix-Marseille/CNRS)
Cécilia Claeys, Elise Mieulet *La prolifération du moustique tigre en France méditerranéenne : Tensions et/ou complémentarités entre considérations environnementales et sanitaires*
Françoise Bouchayer *Quels modes de prise en compte des risques sanitaires environnementaux dans les univers professionnels des médecins praticiens ?*
Céline Guilleux *Acteurs de santé et environnementalistes en congrès : une nouvelle problématisation de « l'enfance en danger ».*

RT 20 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO TD19) **Construction de populations : choix du terrain, définition des catégories et mode d'approche** (animation : Marie-Ange Schiltz)

Yoann Boget *Enquête qualitative et comparaison internationale : De la sociologie comparée, à la sociologie croisée ?*
Pauline Clech *Le terrain du sociologue, entre artefact et valeur heuristique : l'apport épistémologique de l'analyse géométrique des données. Réflexion à partir du paradigme de la relégation.*
Marie-Paule Couto *Identifier les « pieds-noirs » dans la statistique publique Précautions méthodologiques nécessaires à l'étude d'un groupe minoritaire*
Maryse Marpsat *Méthodes statistiques pour enquêter les sans-abri*
Cécile Sommen *Calcul des probabilités d'inclusion dans les enquêtes par sondage probabiliste issues de bases de numéro de téléphone fixe et mobile* Auteurs non communicants : Josiane Warszawski MCUPH Inserm, Nathalie Beltzer chargée d'études ORS

RT 21 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 2) **Art et mouvements sociaux** (animation : Sophie Lamotte)

Séverine Arsène *Ai Weiwei, artiste et activiste chinois*
Jérémy Sinigaglia *Entre usages militants des pratiques artistiques et usages artistes des pratiques militantes : l'apport des artistes au répertoire d'action collective contemporain*
Mathilde Pette *Engagement et expression artistique dans une mobilisation locale en faveur des sans-papiers : participation d'artistes et pratiques artistiques au service d'une cause.*
Irène Pereira *L'introduction de nouvelles technologies de l'information et de la communication dans une organisation syndicale - Manques, ratés et apprentissages -*

RT 22 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV H4) **Session conjointe avec le RT7. Catégorisations d'âge et parcours de vie** (animation : Aline Chamahian, Catherine Negroni)

Veronika Duprat-Kushtanina *France-Russie : un rapprochement de modèles de grand-parentalité dans les milieux favorisés*
Philippe Cardon *La personne âgée dénutrie. Qualification préventive et parcours de vieillissement*
Claire Lefrançois *L'âge des « chômeurs âgés », un casse-tête pour les intermédiaires de l'emploi. Évolution des représentations sur l'âge, en France et en Angleterre*
Isabelle Mallon *Vieux ou malades ? La mobilisation de l'âge dans la définition des trajectoires de maladie d'Alzheimer.* Auteurs non communicants : Blanche Le Bihan et Arnaud Campéon EHESP Rennes
Daniel Reguer *Parcours de fin de vie : contraintes et décisions. Typologie des stratégies relatives à la gestion de parcours de fin de vie*

RT 23 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP B) **Prescription et régulation (session conjointe avec les RT 11 et 12)** (animation : François Vatin, Geneviève Teil)

Ronan Le Velly *Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.* Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes
Sophie Dubuisson-Quellier, Sandrine Barrey, Séverine Gojard *Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie* Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA
Pauline Barraud de Lagerie *A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recombinaison des produits dans l'industrie agroalimentaire.*
François Hochereau *L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques*
Christèle Dondeyne *L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Éléments d'analyse*

RT 24 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD3) **Féminismes** (animation : Aurélie Damamme)

Roa_a Gharaibeh *Les Féministes arabes et les rapports de pouvoir: Nouveaux mouvements de résistance dans la culture. Jordanie, Egypte et Liban*
Claire Cossée *Minoritaires parmi les minoritaires. Figures contemporaines de militant.e.s roms et nouvelles technologies de la communication*
Fanny Tourraille *Le féminisme et la question du voile: luttes autour de l'émergence d'une parole féministe minoritaire*
Lucia Direnberger *Genre et pouvoir politique au Tadjikistan : échec des mouvements de femmes ?*

RT 25 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D20) **Assemblée générale du RT 25**

RT 26 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 5) **Les réseaux personnels dans l'innovation et la création / AG du RT 26** (animation : Michel Grossetti)

Natacha Détré *Réseaux d'influence et univers de référence à travers le cas des artistes « iconographes »*

Laurence Cloutier *Le travail d'invention : une histoire de relations.*

RT 27 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 18) **Changer d'idées politiques** (animation : Mathieu Hauchecorne)

Isabelle Gouarné *Sciences sociales durkheimiennes et communisme : heurs et malheurs d'une rencontre (1920-1939). Retour sur l'itinéraire politique et intellectuel de Georges Friedmann*

Aurélien Raynaud *De l'Action Française au Parti Communiste au tournant des années 1930-1940 : comprendre les bifurcations politiques d'intellectuels*

Kil-Ho Lee *La « pensée libérale » en quête de légitimité intellectuelle : naissance et reconnaissance de la revue Commentaire*

Arnaud Mege *La production des idées de la décroissance. Une innovation intellectuelle contre la « société de consommation » ?*

Sophie Noel *Innovation éditoriale et innovation intellectuelle. L'exemple de l'édition critique en France.*

RT 28 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP E) **Discours et représentations : entre le profane et le savant** (animation : Alain Giami)

Aurélien Chrestian *Le cinéma pornographique queer : entre dépassement des normes et réifications normatives*

Virginie de Luca Barrusse *L'éducation sexuelle au cours de la première moitié du XXe siècle : propositions, résistances et concurrences*

Camille Favre *Histoire de la photographie pornographique et érotique en France : des premiers daguerréotypes à nos jours.*

Irène Jonas *La représentation de la sexualité dans les ouvrages de psychologie évolutionniste*

RT 29 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 4) **Organisations et Activités** (animation : Michel Dubois)

Marc Barbier *Les agencements organisationnels de la création scientifique et technique de plein air. Une réflexion issue de recherches de terrain*

Cynthia Colmellere *La maintenance, un point aveugle de la conception dans les organisations « à haut risque ». Le cas d'un projet de modification dans l'industrie pharmaceutique.*

Arnaud Saint-Martin *La production et la mise en circulation des données satellitaires. Le cas de la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures »*

Eric Zufferey, Ivan Sainsaulieu *Innovation technologique et management par projet : quelle incidence pour l'autonomie des ingénieurs ?* Auteurs non communicants : Muriel Surdez professeur Université de Fribourg, Fabrice Plomb maître d'enseignement et de recherche Université de Fribourg, Francesca Poglia professeure Université de Fribourg.

Lionel Cauchard *Normalisation technique et transformation des marchés : le rôle de la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) dans l'émergence d'un marché des bâtiments durables en France*

RT 30 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D16) **La question de l'innovation dans les services publics : le cas de la LOF** (animation : Arnaud Sabatier, Olivier Cleach)

Hugues Cunegatti *Management par les indicateurs de performance et agents du service public. Quels effets la Loi organique relative aux lois de finances produit-elle ? Le cas des inspecteurs du permis de conduire.*

Sandra Guitton-Philippe *Entre le devoir d'innover et l'innovation construite : quels enjeux et modalités dans le champ des politiques publiques en santé ? Une lecture par le modèle de l'Agir De l'Innovation (MADI)* Auteur non communicant : Corinne Grenier Euromed Management Univ. Aix Marseille III

RT 31 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D8) **Session 4** (animation : Elodie Paget, Patrick Trabal)

Pascal Bordes *L'innovation dans le sport : de l'attesté au possible.*

Alexandre Dehais *« L'EXPERTISE ARBITRALE » Ou la faculté de juger dans le match de football*

Guillaume Erckert *Quelle(s) mobilité(s) des étudiants inscrits en STAPS. Le cas de l'Université de Strasbourg.* Auteurs non communicants : Claudine FABER Professeure agrégée Université de Strasbourg, Bernard MICHON Professeur Université de Strasbourg, Sandrine Knobé Ingénieur de recherche Université de Strasbourg

Claude Lafabregue *Les écoles de voile, une innovation dans l'immédiat après-guerre. Jeux de pouvoir et stratégies de conservation autour d'une forme d'organisation innovante*

Roxane Roca *L'approche de la nutrition et de l'activité physique en médecine générale*

RT 33 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D3) **Le droit de choisir ?**

Helene Belleau *La question du choix entourant l'encadrement légal de la vie conjugale*

Livia Fialho-Costa *Famille(s) contemporaine(s) et pluralité religieuse: conflits, tensions et régulation.*

Virginie Descoutures, Wilfried Rault *Le double nom. Enquête sur les pratiques d'une innovation juridique*

Nisrin Abu Amara *Mariages arrangés, mariages forcés : entre contraintes et résistances*

RT 34 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D25) **Socialisations, apprentissages, formatages politiques.**

II. : l'arène du travail / AG du RT 34

Ivan Sainsaulieu *Socialisation au travail et affiliations sociopolitiques* Auteurs non communicants : Equipe TAPAS (transformations des appartenances professionnelles et des affiliations sociopolitiques) Université de Fribourg Département des sciences sociales

Baptiste Giraud *L'encadrement syndical des conflits du travail : conditions et effets d'un travail de façonnage militant*

Céline Braconnier *Refus, esquivance et chuchotement. La socialisation politique au travail.*

RT 35 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 12) **Expertise associative et construction de normes internes** (animation : Maud Simonet)

Luigi Flora, Dan Ferrand-Bechmann « *Les patients experts au sein des associations de malades et groupes d'entraide : des acteurs incontournables du système de santé.* »

Monique Legrand, Mathias Blanc *Rapports entre société civile et monde politique au niveau communautaire : expertise associative et diffusion de normes*

Arnaud Alessandrin *De la survie à la professionnalisation : le mouvement associatif Trans* Auteur non communicant : Elsa Pastor-Comails Univ. Jean Monnet Centre Max Weber St Etienne.

Diane Rodet *Des dispositifs de jugement innovants : les systèmes participatifs de garantie de l'économie solidaire.*

RT 36 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D23) **Assemblée Générale du RT 36**

RT 37 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD4) **Animation et vie du réseau « Sociologie des médias / réunion de bureau du réseau**

RT 38 Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en AMPHI 8) **Ecologisation des métiers et gouvernements des conduites : Emergence de nouveaux métiers ou segments professionnels. Session conjointe avec le RT 1** (animation : Jacqueline Candau, Charles Gadéa)

Audrey Richard-Ferroudji *Ecologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Arnaud Cosson *Les travailleurs de la nature : une professionnalisation en tension* Auteur non communicant : Céline GRANJOU sociologue au Cemagref. Isabelle MAUZ sociologue au Cemagref

Mathilde Gralepois *La force centrifuge de la mise sur l'agenda local. L'inscription du développement durable par la différenciation d'avec les risques collectifs*

Christelle Didier *Parcours d'ingénieurs atypiques : les « ecoentrepreneurs » ?*

Catherine Delhoume *Les agriculteurs biologiques en Picardie, entre innovation et désir de structuration. Quels appuis à leurs innovations ?*

Madlyne Samak *Effets de l'écologisation de l'agriculture sur un espace agricole local*

RT 38 Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en CLV AMPHI H) **Session conjointe avec le RT 19, Environnement et santé** (animation : Emilie Legrand, Dominique Beynier)

Aurélien Roussary *L'implication locale dans la construction du risque sanitaire et du principe de précaution. La controverse du Bio-essai souris sur le Bassin d'Arcachon* Auteurs non communicants : Bruno Bouet ingénieur contractuel Cemagref - UR ADBX, Denis Salles directeur de recherche Cemagref - UR ADBX

Mylène Chambon *Le PPRT ou la désillusion associative pour une protection sanitaire des riverains* Auteurs non communicants : Collectif Irénée Zwarterook : Iratxe Calvo-Mendieta, Sabine Duhamel, Hervé Flanquart, Séverine Frère, Christophe Gibout, Anne-Peggy Hellequin ULCO-TVES et Antoine Le Blanc ULCO-TVES, Frédéric Gonthier IEP de Grenoble PACTE

Pierre Fournier *Les établissements monoindustriels à risques : cas limites pour la nouvelle démocratie sanitaire et technique ?* Auteur non communicant : Mathieu Leborgne chercheur associé LAMES (Université d'Aix-Marseille/CNRS)

Cécilia Claeys, Elise Mieulet *La prolifération du moustique tigre en France méditerranéenne : Tensions et/ou complémentarités entre considérations environnementales et sanitaires*

Françoise Bouchayer *Quels modes de prise en compte des risques sanitaires environnementaux dans les univers professionnels des médecins praticiens ?*

Céline Guilleux *Acteurs de santé et environnementalistes en congrès : une nouvelle problématisation de « l'enfance en danger ».*

RT 39 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ECO 3) **Conclusion, perspectives, avec l'ensemble des participants des sessions**

RT 40 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 16) **La portée des innovations institutionnelles (2/2)** (animation : Emmanuel Langlois, Morad Amrouche)

Corinne Rostaing, Caroline Touraut *Création culturelle et institution carcérale*

Jean-Paul Filiod *L'innovation en mode pluriel et relatif. L'exemple de l'éducation artistique et culturelle et d'un dispositif présenté comme "innovant"*

Bruno Milly *Dynamique institutionnelle et transformations professionnelles*

Sébastien Jakubowski *Analyse comparée du processus de changement de deux institutions publiques (armées et universités françaises) : entre institution et organisation*

GT 41 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 7) **Les territoires corporels des techniques » : Perspectives de recherches internationales (Discussion autour des interventions)** (animation : Marina Maestrutti, Mauro Turrini)

GT 42 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 14) **Bureau du RT 42**

RT 43 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en PATIO D5) **Mesurer le changement religieux** (animation : Claude Dargent)

Ingrid Tucci *La religiosité des immigrés et de leurs descendants en Allemagne: facteurs explicatifs et effets sur le processus d'intégration*

Sarah Wilkins-Laflamme *Les données ecclésiales normalisées par des données démographiques : avantages et inconvénients d'une technique peu employée en sociologie des religions*

Christine Rodier « *Le halal et la norme : entre traditions et innovations* »

GT 44 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP D) **Justice et injustice à l'école dans des contextes différents. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Yves Dutercq, David Mélo)

Arielle Compeyron *Une justice sociale à travers l'accès à l'éducation : les utopies du 19ème siècle.*

Cédric Dechef *La place de la critique de la justice sociale à l'Ecole dans la production sociologique*

Yaël Brinbaum, Jean-Luc Primon *L'expérience scolaire des descendants d'immigrés : sentiment d'injustice et de discrimination.*

Johana Contreras *Les expériences d'inégalité scolaire au Chili et en France : qu'est-ce que ces expériences révèlent de l'injustice des systèmes éducatifs ?*

Ingrid Tucci *Processus de relégation ethno-culturelle en Allemagne et en France : Structuration institutionnelle des parcours scolaires et professionnels et rapport aux institutions des descendants d'immigrés* Auteurs non communicants : Ariane Jossin, Olaf Groh-Samberg, Carsten Keller

Nicolas Charles *Reprise d'études et justice sociale. Une comparaison France - Royaume-Uni - Suède*

GT 45 Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 2) **Conflits d'âges, conflits d'espaces et inventivité** (animation : Sébastien Schehr)

Louis Mathiot *Conflits et négociations autour d'une catégorie d'âge : l'adolescence. Relire les rapports intergénérationnels avec l'alimentation*

Abdia Touahria-Gaillard *La protection de l'enfance génératrice de conflits et d'innovation? Quand les parents d'enfants placés publicisent leur cause.*

Christophe Baticle *Au-delà de l'effet NIMBY. Le dépassement des intérêts territoriaux chez les opposants aux infrastructures « spatiovores »*

Florence Rudolf *Controverses stériles, controverses fertiles : la sociologie des conflits revisitée par la sociologie du risque*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en ARSH TD 11) **La création sociologique par l'image et le son (2) AG** (animation : Pierre Maillot)

Jean-Paul Géhin *Images du travail et travail du sociologue*

Jean-Pascal Fontorbes, Anne-Marie Granie *Constructions scientifiques aux frontières de la sociologie et du cinéma*

Manon Ott, Grégory Cohen *Éléments de réflexion autour de la sociologie filmique à partir de deux thèses en cours dans un quartier populaire de la région parisienne.*

Masahiro Ogino *La théorie du montage en sociologie filmique*

Alexandra Tilman *Faire un documentaire de recherche autour de déviances entre imaginaires et réalités*

GR FCQ Formation, certification, qualification 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h en IEP 2) « **La sociologie de la formation en questions. Un espace scientifique à légitimer** » **Rencontre et débat avec Lucie Tanguy et Eric Verdier. Atelier 2** (animation : Fabienne Maillard, Emmanuel de Lescure)

Sessions 0 du jeudi à l'heure du déjeuner

CASP Session 0 (en AMPHI 8) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 2 Session 0 (en CLV AMPHI H) **Assemblée Générale le jeudi à 12h30**

RT 3 Session 0 (en Patio D6) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 4 Session 0 (en PATIO D 17) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT6 Session 0 (en CLV HALL) **Session Posters le jeudi de 12h30 à 14h30** (animation : Fabrice Colomb)

Nathalie Blanchet *Principe de responsabilisation au sein des politiques sociales et phénomènes de non-recours.*

Yoann Boget *Effets paradoxaux des dispositifs d'assistance en France et en Allemagne : Les représentations négatives des allocataires du RSA et du « Hartz IV »*

Céline Borelle *Accéder à ses droits: rencontrer ceux qui réussissent pour comprendre que certains échouent.*

Laurianne Giguet *Innovation et expérimentation sociales : de la formalisation de nouvelles pratiques, compétences et connaissances dans le domaine de l'intervention sociale, l'exemple du projet transnational LUCUS*

Elsa Lagier *Les discours « ethnicisés » des travailleurs sociaux d'origine étrangère : entre conformité, critique et usages stratégiques*

Houda Laroussi *Le redéploiement du prêt sur gage dans une société en crise : Les mutations vers l'individualisation de la protection sociale, appauvrissement, Crédit municipal de Paris*

Cécile Plessard *Evaluation d'une politique publique : «Des Réseaux locaux pour la persévérance et la réussite des jeunes Aquitains »*

Lorena Poblete *Au croisement de politiques d'emploi et de politiques sociales : le dispositif d'aide à domicile après de personnes âgées dépendantes*

RT 7 Session 0 (en CLV H2) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 9 Session 0 (en IEP 7) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 10 Session 0 (en ARSH TD8) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 11 Session 0 (en IEP 1) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 14 Session 0 (en ARSH AMPHI 1) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 16 Session 0 (en PATIO D4) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT 18 Session 0 (en PATIO D18) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

RT19 Session 0 (en CLV HALL) **Session Posters le jeudi de 12h30 à 14h30**

RT 35 Session 0 (en IEP 12) **Assemblée Générale le jeudi à 13h30**

Revues.org Session 0 (en IEP C) **De Liens Socio à Lectures par Pierre Mercklé le jeudi à 13h15**

Pierre Mercklé *Liens Socio, Lectures, Socio : outils électroniques d'information scientifique pour la sociologie et les sciences sociales*

Sessions n°5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30)

CASP Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 8) **Approches de l'innovation dans les pratiques sociologiques** (animation : Jean-Marc Fridlender, Isabelle Bourgeois)

Nicolas Clauss *La socianalyse : une approche de l'intervention comme co-construction*

Pascal Fugier *Apports et limites de la sociologie comme dispositif de formation et d'intervention dans le travail social. Le cas du récit de vie*

Abou Ndiaye, Olivier Vasseur *Quelles innovations éthiques dans les investigations sociologiques à dimension internationale ou européenne*

Claire Brossaud *L'innovation sociale : nouveaux débouchés pour la sociologie professionnelle ?*

RT 1 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D1) **S10 Rhétoriques professionnelles de l'innovation et de la création (2)** (animation : Marlaine Cacouault-Bitaud)

Frédéric Giraud *Je désirerais trouver quelque sentier inexploré, et sortir de la foule des écrivassiers de notre temps : la construction de l'identité littéraire d'Emile Zola*

Marine Cordier *Du geste à la parole : la rhétorique professionnelle des artistes de « nouveau cirque »*

Marilyne Rudelle « *Humoristes d'actualité* » : aspects et limites d'une innovation professionnelle.

Francis Lebon *Les "musiciens intervenant", entre métiers de l'éducation et création musicale (Notes de recherche)*

Anne Jourdain *L'échec de la revendication du statut d'artisan créateur (1945-2011)*

RT 1 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D2) **S11 Métiers de la création** (animation : Romuald Bodin)

Frederic Charles, Kimia Ferdows *Designers de l'ombre ou de la lumière ? Recrutement, formation et socialisations des étudiants dans deux écoles supérieures de design.*

Sarah Nechtschein *La création de parfums en question*

Francesca Setzu *Médiateurs de la création : les galeries et les associations culturelles françaises engagées dans la promotion et diffusion de l'art contemporain turc.*

Adrien Pegourdie *La construction d'une vie d'artiste. Analyse des discours sur les pratiques enseignantes et intermittentes en musique classique.*

RT 2 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en AMPHI 7) **Axe 4. Migration et Genre** (animation : Adelina Miranda, Sehili Djaouida)

Djaouida Sehili *La migration dans tous ses genres*

Clotilde Lebas *Lorsqu'elles contournent et détournent les politiques migratoires...*

Laura Odasso *Femmes entre migration et transplantation. Les enjeux de la mixité conjugale*

Nouria Ouali *Luttes et résistances des femmes migrantes : le point aveugle de leur histoire*

Cécile Vermot *Le processus migratoire : des expériences émotionnelles genrées.*

Brice Arsène Mankou *Femmes camerounaises et cybermigration maritale*

Anna Perraudin *Partir pour réaffirmer les masculinités « traditionnelles ». Impact de la migration interne sur l'émergence d'une migration internationale masculine : le cas d'une population indienne au Mexique.*

Snezana Mijailovic *Des témoins invisibles aux acteurs publics: femmes et filles de harkis dans les récits et au petit écran*

Iman Nefil *Enquête auprès d'une population de sportives algériennes vivant en France : entre tradition et modernité*

RT 3 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D6) **Axe 2 – Création / innovation dans les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance** (animation : Virginie Malochet, Lukasz Jurczynsyn)

Thomas Busset *La mise en place d'une politique de prévention du supportérisme violent en Suisse*

Johann Chaulet *Résister aux technologies de saisie de l'anormalité : la mesure des comportements et ses possibles contournements*

Mélanie Fraisse *L'identification : sécurité ou administration du quotidien ? Le cas de la biométrie à l'école*

Virginie Gautron *Les « stages » : une nouvelle forme de pénalité ?*

Marie Jauffret-Roustide *Les salles d'injection, un débat révélateur de la porosité des logiques de santé publique et de sécurité publique*

RT 4 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D10) **Atelier 7 : Equiper la transition vers l'emploi. Session conjointe avec le RT 25** (animation : Jean-Pierre Durand, Cédric Frétygné)

Jean-Louis Le Goff *Conseiller et accompagner dans la VAE pour autonomiser les candidats en amont du dispositif (PRC) : innovation sociale ou rationalisation institutionnelle ? Auteur non communicant : Francis Guérin Maître de Conférences INSA Rouen (GRIS - EA 3232)*

Dominique Glaymann *Le stage, un usage ancien, mais un outil nouveau pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés*

Pamela Miceli *De la formation à l'accompagnement de la maladie d'Alzheimer à la production des normes du « bien aider »*

Samuel Bouron, Ivan Chupin *Relier la formation à l'emploi : la définition professionnelle du curriculum des écoles de journalisme*

Nathalie Frigul *La formation en entreprise dans la filière hôtellerie-restauration : une socialisation précoce aux exigences du métier et aux pénibilités professionnelles*

RT 4 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Atelier 8 : Professionnalisation des études ou socialisation professionnelle ? Session conjointe avec le GR Formation, certification, qualification** (animation : Ariel Sevilla, Emmanuel Quenson)

Julien Bertrand *Un mode de socialisation professionnelle aux prises avec l'institution scolaire : l'apprentissage du football professionnel*

Prisca Kergoat *De quelques enjeux de la professionnalisation des universités*

Nadia Nakhili *Des études supérieures à l'emploi : le rôle du parcours d'études et du capital social*

Sophia Stavrou *Transformations curriculaires à l'université: la construction d'un modèle pédagogique de projection*

Vanessa Pinto *Les définitions sociales des "petits boulots" étudiants. Entre activités de nécessité et expériences professionnelles*

RT 4 Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D17) **Atelier 9 : L'école française est-elle en déclin ? Objectivations, interprétations et pistes de recherche** (animation : Catherine Agulhon)

Choukri Ben Ayed, Danièle Trancart *Comprendre le déclin des performances et l'accentuation des inégalités dans l'école française* Auteur non communicant : Sylvain Broccolichi Université d'Artois

Yves Dutercq *Le succès des cours privés est-il un signe du déclin de l'école à la française ?*

Pierre Merle *Spécialisation sociale des établissements scolaires et déclin de l'école française. Les collèges des dix premières communes françaises.*

Ugo Palheta *L'Ecole française, l'enseignement professionnel et les impensés de la notion de « déclin »*

RT 5 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 20) **Transformations du salariat, classes moyennes, consommation et appartenances de classe (3) / Assemblée Générale du RT** (animation : Louis Chauvel, Jean-Luc Deshayes)

Paul Bouffartigue, Sophie Pochic *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement* Auteurs non communicants : Sophie Pochic Chercheure au CNRS CMH, Charles Gadea Professeur à l'Université Versailles St Quentin.

Lise Bernard *Les classes moyennes du privé et des services. Esquisse d'une catégorie d'analyse*

Emmanuelle Barozet *Les classes moyennes actuelles ont-elle encore une identité de classe? Le cas chilien.*

Ana Perrin-Heredia *Économie populaire : structures de consommation et appartenance de classe*

RT 6 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI G) **Session 5 plénière. Expérimentation et politiques sociales** (animation : Bernard Friot, Jean-Claude Barbier)

Roxana Eleta-De Filippis *L'opposabilité du Droit Au Logement en question.*

Edouard Gardella *De l'urgence sociale au logement d'abord . Vers une nouvelle culture publique temporelle dans l'assistance aux personnes sans domicile?*

Delphine Corteel, Jérôme Pelisse *Le contrat de transition professionnelle : enjeux et devenir d'une expérimentation innovante dans l'accompagnement des licenciés économiques* Auteur non communicant : François Brun Ingénieur de recherche CRESPEA

Dominique Meda, Bernard Gomel *80 % des allocataires du RSA en parcours emploi , une innovation ?* Auteur non communicant : Bernard Gomel CEE

RT 7 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H2) **Viellir, entre proches et professionnels** (animation : Aude Béliard)

Catherine Gucher *Le renouvellement des postures d'usagers dans le cadre des plans d'aide APA : petits arrangements au quotidien.*

Sabine Delzescaux *Le dilemme de la délégation de l'accompagnement des personnes multihandicapées vieillissantes* Auteur non communicant : Frédéric Blondel Sociologue Laboratoire du changement social - Université Paris Diderot

Veronika Duprat-Kushtanina *Le care auprès d'une personne âgée dépendante : de la carrière de l'aidant à la carrière d'une famille aidante*

RT 9 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 7) **Axe 2 et 3 Equipement cognitif de la ville et usages sociaux de la sociologie** (animation : Bruno Cousin, Yankel Fijalkow)

Yoriko Inada *Rencontres entre inconnus et jeu de proximité : espace public urbain comme écologie hybride* Auteur non communicant : Christian Licoppe

Clément Riviere *Le rapport au téléphone portable dans l'encadrement parental des pratiques urbaines infantiles : essai de typologie comparée (Paris-Milan)*

Nicolas Sembel, Boris Teruel *La sociologie urbaine entre professionnalisation, médiatisation et exigences académiques : l'exemple d'une étude sur le quartier de la Villeneuve à Grenoble.* Auteur non communicant : Nora Ardit Bureau de Sociologie Appliquée

Grégory Busquet *Rôles de la sociologie urbaine critique et politiques urbaines en France depuis les années 1960.*

Héloïse Nez *Analyser la participation dans le champ urbain : les sociologues entre recherche, expertise et militantisme*

RT 10 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD8) **Formes de conscience, politiques, idéologies** (animation : Florent Gaudez)

Louis Moreau de Bellaing *La légitimation*

Elsie Vignier *Le concept d'idéologie, un concept problématique.*

Pierre-Alexis Tchernovanoff *L'analyse critique d'un savoir: l'exemple du réalisme politique*

Dimitris Trimithiotis *Le « politique » européen : articuler sa production et sa mise en scène*

RT 11 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 1) **5) Créativités ordinaires et extraordinaires** (animation : Stéphanie Tabois)

Giada Danesi, Olivier Wathelet *Produire et consommer les repas : ethnographie de la créativité ordinaire dans l'industrie agro-alimentaire*

Annalisa Iorio *Consommation, citoyenneté et innovation dans les projets d'habitat participatif en France et en Italie*

Amélie Flamand, Nadine Roudil *Consommer de l'énergie. Entre pratiques de consommation et pratiques de l'habiter : l'habitant créateur.*

Mathieu Hocquelet *Technologies commerciales et mise au travail du client. De l'hypermarché au marché pour une consommation gagnant-gagnant?*

RT 12 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 2) **Le temps de l'innovation : temporalités et incertitude** (animation : Alina Surubaru, Pierre François)

François Sarrazin *L'organisation innovante de l'arboriculture fruitière du Val de Loire*

Laure de Verdalle *Logique de catalogue et dynamique d'innovation dans la production cinématographique*

Kevin Mellet, Jean-Samuel Beuscart *« On ne vend pas des savonnettes ! » Une analyse comparée des pratiques de publicité et de marketing dans les filières du livre et du cinéma*

Patrick Germain-Thomas *Le marché subventionné du spectacle de danse contemporaine en France. Prime à l'innovation et limites de la diffusion.*

RT 13 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 13) **AG du RT 13**

RT 14 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD5) **Créations, innovations et réceptions musicales** (animation : Pascale Ancel)

Cyril Brizard *La vision originale de la bande musicale : de l'œuvre du groupe Nightwish aux œuvres imaginaires de ses amateurs*

Anne-Cécile Nentwig *Enjeux de l'apport des outils numériques dans la compréhension d'un courant musical : de l'usage des blogs, forums et des réseaux sociaux par les musiciens traditionnels.*

Charlène Feige *La musique à l'ère de l'innovation marketing - Mise en perspective de la création et de la réception des fonds sonores à but commerciaux dans les magasins de vêtements*

Irina Kirchberg *Étudier le processus de création musicale en natation synchronisée : de la cassette audio au disque compact*

RT 14 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD6) **Création, innovation, institutions et politiques culturelles** (animation : Bruno Pequignot)

Olivier Alexandre, Philippe Mary *Le paradoxe du cinéma français 1959-1989 Invention et institutionnalisation du cinéma d'auteur*

Emilie Salamero *A la croisée de l'innovation institutionnelle et artistique : l'exemple du Lido*

Ilker Birkan *Les enjeux du développement de la création contemporaine par le secteur privé à Istanbul*

Jean-Philippe Uzel *Les aides publiques à l'innovation numérique, l'exemple de Montréal.* Auteur non communicant : Marie-Michèle Cron Conseillère culturelle Conseil des arts de Montréal

RT 15 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 15) **Cultures, transmissions, innovations** (animation : Bernard Roudet)

Pierre Merckle *Les cultures adolescentes : entre innovation et reproduction ? Une analyse à partir de l'enquête longitudinale sur les pratiques culturelles des enfants et des adolescents*

Nicolas Pinet *Comment agir ? Rapport aux médias et volonté de changement social dans le discours des jeunes adultes de Santiago du Chili, New-York et Paris*

RT 16 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D4) **Innovation, création et histoire de la sociologie clinique** (animation : Vincent de Gaulejac)

RT 17 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 19) **Assemblée Générale du RT 17. Bilan des publications et orientations futures du RT 17**

RT 18 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D18) **Nouveaux espaces des relations professionnelles** (animation : Alexandra Garabige, Donna Kesselman)

Matthieu Hely *Des relations professionnelles sans relation ? Retour sur les conflits sociaux de 2010 dans le monde associatif.*
Jean Ferrette *Au-delà de l'action directe et de l'institutionnalisation, les Conseillers du salarié*

RT 19 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H4) **Session conjointe avec le RT31, Sport et santé** (animation : Livia Velpy, Patrick Trabal)

Marina Honta, Loïc Sallé *La mise en œuvre du Programme National Nutrition Santé à l'épreuve de l'action locale* Auteur non communicant : Nadine Haschar-Noé PRISSMH-SOI Toulouse 3

Fabien Merlaud *La dynamique des réseaux de lutte contre l'obésité dans les espaces intermédiaires ou comment assurer une continuité des soins dans un contexte réformateur.* Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI EA 4561 Toulouse III

Charles-Eric Adam, Henrique Rodas, Cédric Dechef *Lorsque les internautes expriment leurs craintes à propos de leurs consommations de produits*

Fanny Le Mancq *Cumul des statuts, cumul des usages du corps et santé. Le cas des sports équestres et des courses hippiques.*

RT 19 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Session conjointe avec le GT41, Corps, innovations technologiques, médecine et e-santé** (animation : Beatrice Jacques, Caroline Moricot)

Alexandre Mathieu-Fritz, Laurence Esterle *Les téléconsultations médicales. Transformations des pratiques professionnelles et des interactions médecins/malades*

Julien Soler *Au carrefour des expertises : autour d'une technologie pour la santé.*

Joelle Kivits *L'internet institutionnel dédié à la santé : usages et appropriation de l'information par le public*

Camille Adamiec *Alicaments : quand l'innovation donne forme au rapport au corps et à la nature.*

Benjamin Derbez *L'expérimentation clinique comme innovation thérapeutique . Retour sur une requalification à travers l'exemple de la cancérologie*

Matthieu Duboys de Labarre *Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et personnes en situation de limitation d'autonomie : trajectoires d'usages*

Christophe Perrey *Accès à l'innovation thérapeutique et équité : le cas des essais cliniques en cancérologie* Auteur non communicant : Amiel Philippe

RT 20 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO TD19) **Recherche-action et évaluation / organisation du RT** (animation : Gérard Boudesseul)

Philip Aidan *Une démarche de recherche-action dans un service associatif*

Anita Basinska *New techniques for doing fieldwork in organizations*

Myriam Girardin *Pour une analyse quantitative et qualitative de la production de la normativité sociale dans l'Aide sociale publique suisse : la méthode des scenarii.* Auteurs non communicants : Véréna Keller et Marianne Modak Professeure HETS Lausanne, Françoise Messant-Laurent Univ. Lausanne.

RT 21 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 2) **Contrôle social : innovations et résistances** (animation : Alexandre Piettre)

David Grange *La cause de l'innovation ; origine et composition du mouvement transhumaniste*

Geoffrey Pleyers *Le mouvement altermondialiste au-delà de la crise: devenir acteur à l'âge global?*

Caroline Frau *De la prise de parole virtuelle à la contestation réelle. Discussion autour de la force des liens faibles.*

Jean-Charles Basson, Ludovic Lestrelin *Le supportérisme est un militantisme. Mobilisations collectives supportéristes et lutte contre les nouvelles formes de contrôle social opérant dans le football européen*

Benoît Tine *Les centres d'appels, un secteur à la pointe des nouvelles technologies : entre innovations et résistances*

RT 22 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H3) **Innovation et usages des récits** (animation : Estelle Bonnet, Armelle Testenoire)

Michel Grossetti, Nathalie Chauvac *Les narrations quantifiées. Une méthode mixte pour étudier des processus sociaux*

Guillaume Goasdoué *Histoires de vie et disparités sociales dans la perception et l'appropriation des innovations médiatiques*

Léonor Graser *Le créateur recréé ? La quête d'une singularité romanesque comme facteur de socialisation*

Blandine Veith *Création variétale et innovation dans le monde des roses à la lumière de l'approche biographique*

RT 23 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 5) **Narration et bricolage** (animation : Alexandra Bidet, Manuel Boutet)

Joëlle Basque *La créativité dans la constitution des identités et de l'agir en contexte organisationnel* Auteur non communicant : Daniel Robichaud professeur agrégé Université de Montréal

Damien Charrieras *Parcours, hybridité et assemblage. Créer et produire l'art numérique à Montréal*

Christian Thuderoz *Le travail comme un bricolage ?* Auteur non communicant : Françoise Odin

RT 24 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD3) **Corps et techniques** (animation : Artemisa Flores Espinola)

Laurence Tain *Les habits techniques du travail reproductif, une nouvelle donne ? violences, permanences et résistance*

Céline Lafontaine *Des ovules aux cellules souches : le corps féminin, nouvelle monnaie de la bioéconomie ?*

Virginie Rozée *L'Assistance Médicale à la Procréation à l'épreuve de la norme procréative en France*

Maria de Fátima Gomes de Lucena *Technologies de l'esclavage et le trafic international d'organes et tissus humains*

Lucie Dalibert *Normativités et anthropotechnologies : L'enchevêtrement des corps, des biotechnologies et des rapports de pouvoir*

RT 25 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D20) **Équiper la transition vers l'emploi. Session conjointe avec le RT 4** (animation : Jean-Pierre Durand, Cédric Frétygné)

Jean-Louis Le Goff *Conseiller et accompagner dans la VAE pour autonomiser les candidats en amont du dispositif (PRC) : innovation sociale ou rationalisation institutionnelle ?* Auteur non communicant : Francis Guérin Maître de Conférences INSA Rouen (GRIS - EA 3232)

Dominique Glaymann *Le stage, un usage ancien, mais un outil nouveau pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés*

Pamela Miceli *De la formation à l'accompagnement de la maladie d'Alzheimer à la production des normes du « bien aider »*

Samuel Bouron, Ivan Chupin *Relier la formation à l'emploi : la définition professionnelle du curriculum des écoles de journalisme*

Nathalie Frigul *La formation en entreprise dans la filière hôtellerie-restauration : une socialisation précoce aux exigences du métier et aux pénibilités professionnelles*

RT 26 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 5) **Réseaux, représentation et liens de confiance** (animation : Catherine Comet)

Alexis Ferrand *J'ai mon avis. Et il le partage.*

Eric Zufferey *Transformations des représentations morales et politiques : les apports d'une analyse qualitative des réseaux sociaux* Auteurs non communicants : Muriel Surdez, Ivan Sainsaulieu LISE CNRS/CNAM, Fabrice Plomb, Francesca Pogliano tous Université de Fribourg.

Adrien Defosse *Comment être isolé dans un réseau social ? La question de l'accès aux ressources.* Auteur non communicant : Marie-Pierre Bès Maître de conférences LISST ISAE

Catherine Comet *La construction de la confiance au moyen de leviers relationnels dans le cas d'une escroquerie*

RT 27 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 18) **Ressources et modèles internationaux d'innovation dans les mondes intellectuels** (animation : Odile Henry)

Diana Sanz Roig *La professionnalisation de la critique littéraire espagnole aux années de l'Entre-deux-guerres*

Ioana Popa *Les libertés de création et de circulation : des droits à faire reconnaître. La Fondation pour une entraide intellectuelle européenne et les échanges culturels et scientifiques Est-Ouest*

Alexandre Paulange-Mirovic *Les usages d'un capital américain dans l'invention d'une sociologie des organisations en France (fin des années 1950)*

Thibaud Boncourt *L'institutionnalisation de l'Association Internationale de Science Politique (1949-1970) : les conditions sociales de possibilité de la reconfiguration d'un espace scientifique transnational.*

RT 27 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 29 et GT 42. De nouveaux savoirs comme instruments de pouvoir** (animation : François-Xavier Dudouet)

Fabrice Bardet, Aisling Healy *Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen*

Stanislas Morel *La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.*

Antoine Derouet *L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaire et discours de légitimation*

Simon Paye *Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.*

RT 28 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP E) **Médicalisation : entre technologies, et subjectivités** (animation : Alain Giami)

Yannick Le Hénaff *La demande d'agrandissement du sexe: une catégorie en construction chez les chirurgiens plastique*

David Michels *Désaccords thérapeutiques et résistances aux changements en matière sexuelle dans le cadre de la prise en charge en sexologie : le cas des hommes rencontrant des problèmes d'érection.*

Marie Mathieu *Les représentations sociales de l'avortement à l'épreuve de l'expérience*

Gabriel Girard *Réduction des risques sexuels chez les homosexuels masculins : vers une médicalisation de la prévention ?*

RT 29 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ECO 4) **Connexions et Frontières** (animation : Ashveen Peerbaye)
Morgan Jouvenet *Formes et expériences de la coopération scientifique dans les nanosciences. Au-delà de l'enrôlement*
Renaud Debailly *Ce que les nanotechnologies font au monde associatif*
Chloé Renaud *La collaboration entre chercheurs et entrepreneurs dans le cadre d'un pôle de compétitivité*
Katharina Schlierf *Quel rôle pour la participation citoyenne dans la R&D universitaire ? Une conception des boutiques des sciences comme dispositifs d'expérimentation*
Frédéric Goulet *L'innovation par retrait. Contribution à une sociologie du détachement* Auteur non communicant : Dominique Vinck Professeur des Universités PACTE Politique - Organisations UMR CNRS 5194 Université Pierre Mendès France Grenoble

RT 29 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et GT 42. De nouveaux savoirs comme instruments de pouvoir** (animation : François-Xavier Dudouet)
Fabrice Bardet, Aisling Healy *Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen*
Stanislas Morel *La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.*
Antoine Derouet *L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaire et discours de légitimation*
Simon Paye *Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.*

RT 30 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D16) **Modernisation des services publics : une application des méthodes issues du secteur privé ?** (animation : Marc Leroy, Jean-Marie Pillon)
Yannig Robin *Une innovation sociale et solidaire au service de l'enfant ?*
Christelle Routelous *Les partenariats publics-privés comme outil de rationalisation de l'offre hospitalière*
Cécile Vigour *Un changement sous contrôle. L'introduction de démarche qualité ISO 9001 dans la justice*

RT 31 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV H4) **Session conjointe avec le RT 19** (animation : Livia Velpry, Patrick Trabal)
Marina Honta, Loïc Sallé *La mise en œuvre du Programme National Nutrition Santé à l'épreuve de l'action locale* Auteur non communicant : Nadine Haschar-Noé PRISSMH-SOI Toulouse 3
Fabien Merlaud *La dynamique des réseaux de lutte contre l'obésité dans les espaces intermédiaires ou comment assurer une continuité des soins dans un contexte réformateur.* Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI EA 4561 Toulouse III
Charles-Eric Adam, Henrique Rodas, Cédric Dechef *Lorsque les internautes expriment leurs craintes à propos de leurs consommations de produits*
Fanny Le Mancq *Cumul des statuts, cumul des usages du corps et santé. Le cas des sports équestres et des courses hippiques.*

RT 33 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D3) **Filiation, maternité, paternité : interroger les normes dominantes**
Alfonsina Faya Robles *Le « rôle maternel incarné » : arrangements entre les régulations du dispositif de santé publique et l'expérience des femmes de milieu populaire à Recife(Brésil).*
Martine Gross *Homopaternalité et gestation pour autrui*
Catherine Lutard-Tavard *L'adoption, négation du semblable? Innovations dans la représentation de la filiation adoptive*
Virginie Rozée *Elle (a) fait un bébé toute seule*

RT 34 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D25) **Logiques de pouvoir, logiques partisans**
Anissa Amjahad *Les membres de parti entre critique et désaffiliation. Analyse de la critique au sein du parti socialiste en Belgique*
Gülçin Lelandais *Expérience du « Comité populaire communiste » du quartier 1er mai à Istanbul La socio-histoire des pratiques de résistance politique d'un quartier aux marges du « Régime »*
Aurélien Raynaud *De l'Action Française au Parti Communiste sous l'Occupation : processus d'engagement résistant et bifurcation politique*
Johanna Edelbloude *La production d'une candidature légitime à la succession, après confiscation de la prise de parole par le maire défunt: entre loyauté personnelle et défection partisane*
Daniel Zamora *Saul Alinsky et la contestation sociale. Pouvoir, institutions et action collective chez Saul Alinsky*

RT 35 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 21) **Session conjointe avec le GT 42 : « Mécénat », « auto-entrepreneuriat », « philanthropie »... : les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat** (animation : Anne Bory)
Sarah Abdelnour *Le régime de l'auto-entrepreneur pour « absorber la misère du monde » salarial ? Les justifications sociales d'un nouveau régime de création d'entreprise.*
Hélène Stevens *« Devenir entrepreneur de soi-même » ou le succès d'accords politiques improbables.*
Maïa Drouard *Administrer la Fondation du patrimoine. Dispositifs de production d'un sens commun.*

RT 35 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 12) **Engagements associatifs** (animation : Dan Ferrand-Bechmann, Yves Raibaud)

Jaqueline Ferreira *Des logiques d'engagement des bénévoles des organisations humanitaires en France et Brésil*

Gauthier Fradois *Le militantisme au Mouvement français pour le planning familial*

Julien Joanny *Les jeunes, l'engagement et la vie locale : l'exemple grenoblois*

Pierig Humeau *La conjugaison des différentes formes de militantisme : l'espace punk indépendant.*

Célia Poulet *L'engagement maçonnique, entre individualisation des parcours et vocation universaliste.*

Jean-Michel Peter *De l'intérêt d'être bénévole* Auteur non communicant : Roger Sue Professeur des Universités Cerlis Paris Descartes

RT 37 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD4) **Innovations dans la communication et participation politique** (animation : Pierre Lefébure, Nicolas Hubé)

Gersende Blanchard *L'usage de l'Internet par les acteurs associatifs de quartier: la possibilité d'un élargissement du champ d'intervention dans l'espace public ?*

Sylvain Parasie *La presse en ligne au service de la démocratie locale. LaVoixduNord.fr dans les élections municipales de mars 2008.*

Anaïs Theviot *La parole citoyenne en ligne : entre régulation et auto-régulation Le cas du chat du Président de la Région Aquitaine*

RT 38 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **La justice environnementale en questions. Session conjointe avec le GT 44**

Sophie Nemoz *La justice environnementale : un mur porteur de l'habitat durable ? Entre discours et pratiques, sociologie d'une construction innovante.*

Julie Gobert *La justice environnementale comme modalité d'action et de reconnaissance pour les citoyens vulnérables*

Bertrand Baldet *Quand la gestion de l'inondation ne « reconnaît » pas ses riverains. La mobilisation d'une association d'agriculteurs contre un projet d'aménagement d'une rivière.*

Consuelo Biskupovic, Bárbara Morales Aguirre *La défense de l'environnement au Chili. Un nouveau mode de participation et de dénonciation d'injustices sociales.*

Fabrice Andreani *Quand les « socialistes du XXI^e siècle » exigent la « justice climatique »: sociogenèse, contradictions et perspectives de l'écologisme de l'ALBA, de Copenhague à Cancun en passant par Cochabamba*

Lusin Bagla *Justice environnementale : le cas canadien*

RT 40 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 16) **Assemblée Générale du RT 40**

GT 41 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV AMPHI H) **Corps, innovations technologiques, médecine et e-santé. Session conjointe avec le RT 19** (animation : Beatrice Jacques, Caroline Moricot)

Alexandre Mathieu-Fritz, Laurence Esterle *Les téléconsultations médicales. Transformations des pratiques professionnelles et des interactions médecins/malades*

Julien Soler *Au carrefour des expertises : autour d'une technologie pour la santé.*

Joelle Kivits *L'internet institutionnel dédié à la santé : usages et appropriation de l'information par le public*

Camille Adamiec *Alicaments : quand l'innovation donne forme au rapport au corps et à la nature.*

Benjamin Derbez *L'expérimentation clinique comme innovation thérapeutique . Retour sur une requalification à travers l'exemple de la cancérologie*

Matthieu Duboys de Labarre *Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et personnes en situation de limitation d'autonomie : trajectoires d'usages*

Christophe Perrey *Accès à l'innovation thérapeutique et équité : le cas des essais cliniques en cancérologie* Auteur non communicant : Amiel Philippe

GT 42 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 14) **Déclassement / reclassement / ethos de classe** (animation : François Sarfati)

Vincent Chapon *Les enfants en situation de non réussite scolaire dans les classes dominantes : déclassement réel ou tri dans les postures de domination ?*

Ludivine Vanthournout *La suppléance parlementaire : voie de reproduction ou de renouvellement de l'élite parlementaire ?*

GT 42 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 21) « **Mécénat** », « **auto-entrepreneuriat** », « **philanthropie** »... : les nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat (3). **Session conjointe avec le RT 35** (animation : Anne Bory)

Sarah Abdelnour *Le régime de l'auto-entrepreneur pour « absorber la misère du monde » salarial ? Les justifications sociales d'un nouveau régime de création d'entreprise.*

Hélène Stevens *« Devenir entrepreneur de soi-même » ou le succès d'accords politiques improbables.*

Maïa Drouard *Administrer la Fondation du patrimoine. Dispositifs de production d'un sens commun.*

GT 42 Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP C) **Jeux d'acteurs autour des savoirs experts et/ou innovants. Session conjointe avec les RT 27 et RT 29. De nouveaux savoirs comme instruments de pouvoir** (animation : François-Xavier Dudouet)

Fabrice Bardet, Aisling Healy *Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen*

Stanislas Morel *La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.*

Antoine Derouet *L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaire et discours de légitimation*

Simon Paye *Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.*

RT 43 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D5) **Réseaux, religions globales et circulations** (animation : Raphaël Liogier)

Alix Philippon *Le développement d'un soufisme occidentalisé au Pakistan*

Katrin Langewiesche *Hors du cloître et dans le monde. Religieuses africaines et européennes en réseaux*

Julie Humeau *Don bouddhique et exil. Le cas des Tibétains réfugiés en Inde.*

GT 44 Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP 17) **Justice au travail et travail sur la justice dans les organisations et les institutions**

Vincent-Arnaud Chappe *De quoi sont victimes les victimes de discrimination ?*

David Mélo, Régis Cortesero *Manières de recruter : l'égalité des chances à l'épreuve de l'expérience des recruteurs.*

Ivan Sainsaulieu *L'injustice ? Il faut vivre avec... Ethnographie interrompue d'un service RH* Auteur non communicant : Groupe TAPAS Université de Fribourg (Muriel Surdez Francesca Poglia Fabrice Plomb Eric Zufferey)

Khadija Noura *Le parcours de la demande d'asile comme quête d'un statut juridique et d'une reconnaissance sociale. Le travail de mise en récit de l'exil soumis à une injonction de justification.*

Alice Mazeaud *Procéduraliser l'expérience de la justice sociale. L'expérience du Budget participatif des lycées de Poitou-Charentes.*

GT 44 Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en IEP D) **La justice environnementale en questions. Session conjointe avec le RT 38**

Sophie Nemoz *La justice environnementale : un mur porteur de l'habitat durable ? Entre discours et pratiques, sociologie d'une construction innovante.*

Julie Gobert *La justice environnementale comme modalité d'action et de reconnaissance pour les citoyens vulnérables*

Bertrand Baldet *Quand la gestion de l'inondation ne « reconnaît » pas ses riverains. La mobilisation d'une association d'agriculteurs contre un projet d'aménagement d'une rivière.*

Consuelo Biskupovic, Bárbara Morales Aguirre *La défense de l'environnement au Chili. Un nouveau mode de participation et de dénonciation d'injustices sociales.*

Fabrice Andreani *Quand les « socialistes du XXI^e siècle » exigent la « justice climatique » : sociogénèse, contradictions et perspectives de l'écologie de l'ALBA, de Copenhague à Cancun en passant par Cochabamba*

Lusin Bagla *Justice environnementale : le cas canadien*

GT 45 Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 2) **Migrations conflictuelles et socialisations innovantes** (animation : Pascal Hintermeyer)

Catherine Delcroix *Engagement transnational des immigrées marocaines de France et de Belgique et démocratie*

Monika Salzbrunn *La mise en scène des appartenances religieuses comme moyen de résistance : Conflits et résolutions autour des pratiques musulmanes en Suisse* Auteur non communicant : Mallory Schneuwly Purdie IRC Univ. Lausanne

Salomé Deboos *Des stratégies pour conserver l'identité Zanskarpa*

GR SVF Sociologie Visuelle et Filmique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en ARSH TD 11) **Narration et sociologie** (animation : Daniel Friedmann)

Sylvia Girel *Les jeunes femmes mortes dans la photographie contemporaine, des œuvres d'art comme documents sur le social*

Rejane Vallee *Ceci est-il un film ? Questions autour du « film d'entretiens »*

Virginie Villemin *D'après le colonialisme d'Appadurai à Babel d'Alejandro Gonzales Inaritu*

Nadine Michau *le rôle du sociologue-cinéaste dans la construction de la mémoire industrielle*

GR FCQ Formation, certification, qualification 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D8) **Atelier 3 « Programmation du GT »** (animation : Fabienne Maillard, Emmanuel de Lescure)

GR FCQ Formation, certification, qualification 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en PATIO D23) **Atelier 4. Session conjointe avec le RT 4. Professionnalisation des études ou socialisation professionnelle ?** (animation : Ariel Sevilla, Emmanuel Quenson)

Julien Bertrand *Un mode de socialisation professionnelle aux prises avec l'institution scolaire : l'apprentissage du football professionnel*

Prisca Kergoat *De quelques enjeux de la professionnalisation des universités*

Nadia Nakhili *Des études supérieures à l'emploi : le rôle du parcours d'études et du capital social*

Sophia Stavrou *Transformations curriculaires à l'université: la construction d'un modèle pédagogique de projection*

Vanessa Pinto *Les définitions sociales des "petits boulots" étudiants. Entre activités de nécessité et expériences professionnelles*

GR ARTS Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 en CLV G1) **La sociologie française à l'épreuve de la conciliation et de la recomposition des temps sociaux. Conférence débat avec Claude Martin**

Sessions 0 du vendredi à l'heure du déjeuner

RT 1 Session 0 (en AMPHI 8) **Assemblée Générale le vendredi à 12h45**

RT 23 Session 0 (en IEP 5) **Assemblée Générale le vendredi à 12h45**

RT 29 Session 0 (en ECO 4) **Assemblée Générale le vendredi à 12h45**

Sessions n°6
(vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30)

RT 1 Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D1) **S12 Dynamiques internes des groupes professionnels et évolutions dans leur champ d'activité (1)** (animation : Régine Bercot)

Christian Azais *Pilotes d'hélicoptères à São Paulo et Mexico : des innovations institutionnelles pour un groupe professionnel en construction*

Estelle Bonnet, Elise Verley, Bruno Milly *Régulations de l'activité et dynamique professionnelle : le cas de la conduite ferroviaire.* Auteur non communicant : Bruno Milly - MCF Sociologie - CMW - Université Lyon 2 Elise Verley - MCF Sociologie - GEMASS - Université Paris Sorbonne

Sylvie Monchatre *Recruter sans discriminer : quelles innovations ? Le cas de la méthode de recrutement par simulation (MRS)*

Hélène Zimmermann *Trouver sa voie entre responsabilité professionnelle et contrainte organisationnelle : le cas des conseillers en placement financier au Québec.* Auteurs non communicants : Geneviève Brisson Professeure associée Université Laval (Québec), Priscilla Taché Ingénieure de recherche Gouvernement du Québec

David Gaborieau « *Le nez dans le micro* » – *Répercussions du travail sous commande vocale dans les entrepôts de la grande distribution.*

RT 1 Session 6b (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D8) **S13 Nouveaux diplômés, nouvelles certifications : quels effets sur la dynamique des groupes professionnels ?** (animation : Emmanuel de Lescure, Fabienne Maillard)

Blandine Barlet *La formation des infirmières dans le domaine de la santé au travail : les enjeux d'une recomposition des territoires professionnels*

Samuel Bouron *La construction scolaire de l'identité des journalistes sportifs* Auteur non communicant : Karim Souanef Doctorant en science politique IRISSO-Paris Dauphine

Valérie Boussard *Que veut dire « professionnaliser » le monde de la Finance? Le cas français d'une nouvelle certification*

Vonnick Ribéraud *Rapports au monde et rapports au métier : adhésion, innovation ou reconversion. Trajectoires biographiques de jeunes et futurs professionnels de la solidarité internationale.*

RT 1 Session 6c (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D2) **S14 Dynamiques internes et évolution** (animation : Frédéric Charles)

Magalie Bacou *Analyse croisée d'une triple dynamique traversant les métiers de l'animation exercés en accueils de loisirs et des pratiques professionnelles.*

Yannick Hernandez *Accompagnement éducatif par le sport à travers l'exemple de deux collèges Bretons : à propos des intervenants*

Bertrand Geay *Identité professionnelle et identité syndicale chez les enseignants-chercheurs*

RT 1 Session 6d (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 8) **S15 Innovation et création dans le travail sportif : de quoi et qui parle-t-on ? Session conjointe avec le RT 31** (animation : Charles Gadéa, Fabrice Burlot)

Béatrice Barbusse *De l'entraîneur au manager sportif dans les sports collectifs professionnels : l'émergence d'un nouveau métier*

Jérémy Pierre, Pierre-Olaf Schut *La création des « Certificats de Qualification Professionnelle » par la branche sport depuis 2000. Une innovation majeure dans la régulation politique de l'encadrement sportif.*

Hugo Juskowiak *Alliances, concurrences et coopérations dans le processus de fabrication des footballeurs professionnels français*

Sandrine Knobé, Carole Schorlé *Quelle(s) innovation(s) après l'échec ? L'exemple des candidats malheureux au CAPEPS*

Aurélien Zieleskiewicz *Analyse factorielle du boom du nombre d'enseignants professionnels de tennis dans les clubs (2000-2011)*

RT 2 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 7) **Axe 5. Famille et Transmission** (animation : Catherine Delcroix, Myriam Hachimi Alaoui, Lila Belkacem)

Josiane Le Gall *De près et de loin : les réseaux de parenté des couples mixtes québécois* Auteur non communicant : Deirdre Meintel professeur titulaire Université de Montréal

Irène Dos Santos *Entre la France et le Portugal, entretenir les liens familiaux en contexte 'transnational'*

Dorothee Serges « *Travailler en famille, ou les effets de la migration transnationale sur les (re)configurations familiales* »

Lucile Gruntz « *L'exil est amer* » : *les familles cairottes à l'épreuve de la circulation migratoire.*

Anne Unterreiner *Transnationalisme et enfants de couples mixtes en France : L'impact du lien de filiation sur le sentiment d'appartenance nationale*

Constance de Gourcy *S'attacher et se détacher : le lien familial à l'épreuve du projet migratoire. Le cas des étudiants algériens entre Algérie et France*

Elise Pape *Les familles transnationales d'origine marocaine en France et en Allemagne*

Mathieu Ichou *Pratiques éducatives et choix scolaires dans des familles immigrées turques et chinoises à Londres : prendre en compte l'expérience pré-migratoire et de la structuration locale des communautés*

RT 3 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D6) **Axe 3 – Création / Innovation dans le champ des recherches sociologiques sur les déviations, la délinquance et le contrôle social** (animation : Régis Pierret)

Céline Bellot *La recherche au service du changement social* Auteur non communicant : Marie-eve Sylvestre professeure Université d'Ottawa

Konstantinos (costa) Delimitos *Les « nouveaux experts en sécurité » et les « jeunes de banlieues ». Étude d'un cas de construction de l'Autre.*

Lukasz Jurczyszyn *Le « Center E » de Nijni-Novgorod : comment le mode de fonctionnement de la police peut-il susciter la radicalisation des jeunes militants dans la Russie contemporaine*

Laurent Solini *Pour une analyse des expériences de détention en établissement pénitentiaire pour mineurs*

RT 6 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 6) **Session 6 plénière. Innovations dans les outils et place des usagers** (animation : Béatrice Muller, Chantal Nicole-Drancourt)

Bernard Conter *Changements des représentations et innovations dans le domaine des politiques de l'emploi : l'influence du contexte de crise en Wallonie* Auteur non communicant : Valérie Vander Stricht

Barbara Rist *La traduction de la demande dans l'aide sociale individualisée de masse* Auteurs non communicants : Marie-Christine Bureau CNRS/LISE, Léa Lima CNAM/LISE, Christophe Trombert Univ. Lyon 2

Claire Vives *Expérimenter et évaluer pour innover ? Le développement de l'externalisation du placement des demandeurs d'emploi en France et en Angleterre*

RT 9 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 7) **AXE 1. La ville au prisme de ses marchés du logement (1/2)** (animation : Catherine Bidou, François Cusin)

Lise Bernard *Les agents immobiliers et la vente du logement.*

Anais Collet *Le rôle des gentrificateurs dans l'activation des marchés immobiliers locaux. Le cas du Bas Montreuil.*

Anne Lambert *Faire construire sa maison. Analyse comparée des trajectoires résidentielles des ménages issus de l'immigration*

RT 10 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ARSH TD8) **Formes de conscience, politiques, idéologies (suite)** (animation : Marc Leroy)

Komi Lolonyo Hemedzo *Questions existentielles sur le développement en Afrique* Auteur non communicant : Laurent AHIABLAME

Rachid Mendjeli *De la peur de penser l'autre au gouvernement des corps suspects*

Romy Sauvayre *La « conjonction abusive », le chercheur et les croyances « irrationnelles »*

RT 11 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 1) **6) Braconnages/hybridations** (animation : Fabrice Clochard)

Louis Mathiot *Innovations alimentaires et consommation enfantine : Comment les enfants dé-jouent les stratégies marketing ?*

Jean-Philippe Nau, Renaud Garcia-Bardidia *Le téléchargement illégal d'œuvres culturelles comme une pratique innovante ? Un éclairage par les itinéraires et les carrières* Auteur non communicant : Renaud Garcia-Bardidia Université de Nancy 2

Pascal Benvenuti *Consommer la culture au travail. Le cas du petit personnel des institutions culturelles légitimes.*

Renaud Garcia-Bardidia *Carrières de joueurs-travailleurs dans les boîtes de nuit de Second Life : satisfactions et tensions*

RT 12 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 2) **Logiques et reconfigurations des territoires professionnels** (animation : Marie Trespeuch, Antoine Bernard de Raymond)

Sylvain Vatan *La tarification dans le secteur de l'aide à domicile. Entre financement collectif non marchand et proto-tarifification à l'acte : le cas de la région Nord-Pas de Calais*

Yuna Chiffolleau *Les apports de l'étude des circuits courts et de proximité à une sociologie économique de la construction sociale des prix* Auteur non communicant : Benoît Prévost

Guillaume Jaubert *L'invention de la grande association gestionnaire dans le secteur du handicap* Auteurs non communicants : Benoit Cret, Magali Robelet et David Piovesan Ifross Lyon 3

RT 13 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 13) **Socialisation par le / au droit** (animation : Pierre Guibentif, Hélène Michel)

Anne Boigeol *La formation des magistrats : un espace d'innovation pédagogique*

Rémi Guillot *Innovations judiciaires et appel au peuple. Ce que Mai 68 a fait au droit. Le cas du juge Pascal et de « l'affaire de Bruay-en-Artois ».*

Fabien Deshayes, Anne-Julie Auvert *Au ras des papiers pour faire son dossier : un espace réflexif ?*

Axel Pohn-Weidinger *Ecrire aux HLM : entre catégories indigènes et catégories institutionnelles* Auteur non communicant : Emilia Schijman allocataire de recherche Paris 7

Arlette Gautier *Le droit du mariage au Yucatan entre CEDEF et coutumes mayas*

RT 14 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ARSH AMPHI 1) **Innovation, création et intervention en sociologie des arts et de la culture** (animation : Jean-Paul Fourmentraux)

Edgard Vidal *La construction d'un réseau international de chercheurs américanistes à travers la revue Artelogie* Auteur non communicant : Aline MOCO SILVA MIKLO

RT 15 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 15) **Vulnérabilités juvéniles et protection sociale** (animation : Valérie Becquet)

Léa Lima *Normalité, normativité et normalisation des parcours d'insertion des jeunes précaires. Une analyse des délibérations au sein des fonds d'aide aux jeunes*

Virginie Muniglia, Céline Rothé *Jeunes vulnérables, appropriation des dispositifs sociaux et de santé et construction des trajectoires individuelles*

Romain Vila *Le lien formation/insertion des jeunes: une entrée pertinente dans le débat syndical sur la sécurisation des trajectoires professionnelles?*

Pernelle Issenhuth, Isabelle Frechon *De la protection de l'enfance à l' « âge adulte », retour sur la police des âges et les expériences vécues*

RT 17 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 19) **Le naturel comme nostalgie au cœur de l'artifice** (animation : Dominique Memmi, Emmanuel Taïeb)

Jérôme Camus, Nathalie Oria *L'argument du naturel dans l'encadrement à la maternité*

Alfonsina Faya Robles *Le programme d'« Humanisation de l'accouchement et de la naissance » au Brésil et l'allaitement maternel. De la « Nature acquise » aux inflexions de la Nature.*

Yannick Le Hénaff *Le « paradoxe du naturel » en chirurgie esthétique*

Olivier Lepiller *Critique au nom du naturel et naturalisation de l'alimentation industrielle : une approche sociohistorique*

Agnès Dumas *La politique de prévention du risque alcool et grossesse, ou l'histoire de l'étiquetage d'un produit – toxique – du terroir*

RT 18 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D18) **Evolutions du « métier » de syndicaliste** (animation : Antoine Bevort, Jean-Vincent Koster)

Cécile Guillaume *La réforme de la représentativité syndicale : vers une gestion sous contrainte des parcours syndicaux ?*

Sophie Pochic *La reconversion des anciens cadres syndicaux : une question « nouvelle » à la lumière des pratiques passées*

Fred Sechaud *Fonctions, compétences et postures syndicales* Auteur non communicant : Mario Correia sociologue IRT & LEST

Francisca Gutierrez *L'engagement syndical. Une étude comparative entre le Chili et la France*

Ivan Sainsaulieu *L'esprit de convergence de la CGT dans le secteur bancaire* Auteur non communicant : Remi Bourguignon mcf IAE Paris

RT 19 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en CLV AMPHI H) **Transformations institutionnelles et évolutions professionnelles (3/3)** (animation : Emilie Legrand)

Arnaud Campéon, Blanche Le Bihan, Isabelle Mallon *Quelle prise en charge des troubles de la mémoire ? Inventions locales et structuration nationale. Analyse de 3 Centres mémoire de ressources et de recherche*

Lise Demailly, Catherine Déchamp-Le Roux *Les pratiques des équipes mobiles de psychiatrie* Auteur non communicant : Olivier Dembinski CLERSE

Laure Reymond *Maison médicale de garde : médecins libéraux et usagers dans une offre de soin plus intégrée*

Marie-France Vaillant *Les prestataires de santé à domicile : la question de l'articulation de l'autonomie des intermédiaires et de l'autonomie des malades*

Caroline Haby *A quoi sert le dépistage du cancer du sein ? Etude d'une controverse.*

RT 20 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO TD19) **Terrains difficiles, sujets sensibles et construction d'échantillons** (animation : Philip Aidan)

Gillonne Desquesnes *Une association de l'analyse des réseaux sociaux à une perspective clinique des histoires et du contexte de vie des couples dits maltraitants*

Christine Gruson *« Enquêter auprès de mères avec une déficience intellectuelle : considérations méthodologiques »*

Marie Jauffret-Roustide *Transferts d'expertise et mutualisation des savoirs entre chercheurs, usagers et acteurs de terrain dans le cadre d'une recherche sur la réduction des risques liés à l'usage de crack.* Auteurs non communicants : C. Pequart, L. Oudaya, G. Guibert, C. Semaille et le collectif inter-associatif sur le crack

Laurence Simmat-Durand *Analyser les infanticides au travers de la presse française* Auteur non communicant : Anne Toppani ingénieure d'études CNRS CERMES3-Cesames

Annie Velter *Utilisation d'échantillons de convenance sur internet : intérêts et limites Exemple des enquêtes auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes* Auteur non communicant : Pascale BERNILLON Biostatisticienne InVS

RT 22 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en CLV H3) **Parcours à l'épreuve des dispositifs institutionnels** (animation : Beate Collet, Veronika Duprat-Kushtanina)

Anne-Marie Lavarde *Femmes hébergées en résidences sociales caritatives : un événement moteur dans le parcours de vie*

Seak-Hy Lo *Le projet professionnel après la survenue d'une atteinte motrice ou neuro-motrice*

Vanessa Stettinger *A la croisée des innovations de l'aide sociale et des trajectoires familiales : le destin différentiel du dernier enfant dans des fratries d'enfants placés*

RT 23 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 5) **Travailler une situation** (animation : Thierry Pillon)

Nathalie Jelen, Sophie Necker *Le travail enseignant : entre créativité et habitude. Le cas des enseignants d'Education Physique et Sportive (EPS)*

Joëlle Bourgin *Les pratiques d'enseignement dans l'université de masse : entre stabilité créatrice et créativité conservatrice*

Gwenaële Rot *Traces de scripts sur scénario*

Violaine Roussel *Les modes de définition professionnelle des agents artistiques dans le monde du cinéma américain : entre commerce et création*

RT 24 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ARSH TD3) **Débats sur les concepts** (animation : Danièle Kergoat)

Maxime Cervulle *Repenser les rapports sociaux de race avec le concept de blancheur*

Armelle Testenoire *Intersectionnalité et parcours de femmes kanaks*

Pierre Lénel *L'innovation intersectionnelle : faiblesse conceptuelle ou renouvellement de la pensée de la domination ?*

Aurélié Damamme, Xavier Dunezat, Nasima Moujoud *Discuter des usages sociologiques de la problématique genre-classe-race au sein du RT 24 : retour sur deux ans d'échanges* Auteurs non communicants : Jules Falquet CEDREF Paris 7, Aude Rabaud URMIS Paris 7

RT 25 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D20) **Milieus, dispositifs et acteurs de l'innovation** (animation : Frédéric Moatty, Sacha Leduc)

Catherine Peyrard, Martine Blanc *Marx versus Tarde : désaccords et accord, travail contraint et temps libéré*

Lionel Jacquot *La division du travail de l'intermédiation hiérarchique dans l'innovation managériale* Auteur non communicant : Benoît GRASSER Thierry COLIN

Gaëtan Flocco, Luc Chelly *Comment les cadres vivent les innovations organisationnelles et managériales ?* Auteurs non communicants : Mélanie Guyonvarch Centre Pierre Naville - Université d'Evry, Danièle Linhart CNRS

Sophie Dalle-Nazébi *Les espaces et réseaux d'une combinaison d'innovations. La vie de laboratoire d'un mouvement social.*

Jean-Pierre Durand *Être graphiste aujourd'hui ou la création empêchée* Auteur non communicant : Joyce Sebag Professeur Université d'Evry

RT 26 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ECO 5) **Réseaux inter-organisationnels** (animation : Lise Mounier)

Stéphane Heim *Reproduction, transmission, appartenance et innovation sociales : le rôle des réseaux sociaux vu du Japon*

Alvaro Pina Stranger *Bringing personalized ties back in:* Auteur non communicant : Emmanuel Lazega Professeur IRISSO Dauphine

Joselle Dagnes *Réseaux d'entreprises face à l'innovation institutionnelle: le cas des sociétés cotées à la Bourse d'Italie (1987-2007)*

Fabien Eloire, Elise Penalva-Icher *Les réseaux complets en questions : Apports et limites de l'analyse des réseaux sociaux en milieu interorganisationnel* Auteurs non communicants : Elise Penalva-Icher Université Paris Dauphine IRISSO, Emmanuel Lazega Université Paris Dauphine IRISSO

RT 27 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 18) **Objets et controverses des nouvelles politiques culturelles** (animation : Gisèle Sapiro)

Cécile Doustaly *New Labour, Creative Britain et culture publique*

Kévin Matz *Le succès de la « ville créative » en France : éléments pour la compréhension de la diffusion d'une croyance sur les effets économiques de la culture*

Yvon Henri Paul Lamy *Enquête sur le modèle culturel français*

Morgan Jouvenet *(Re)situer l'héritage des civilisations anciennes, entre savoirs et pouvoirs. Controverse sur les musées et reconfiguration des rapports entre acteurs scientifiques, politiques et culturels.*

Sidonie Naulin *La gastronomie comme patrimoine culturel immatériel : sociologie d'une innovation conceptuelle et institutionnelle*

RT 28 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP E) **Transformations du travail sexuel** (animation : Michel Bozon)

Lucie Nayak *Entre production de normes sexuelles alternatives et résistances: l'assistance sexuelle en Suisse*

Vincent Rubio *Les « garçons de passe » à l'heure d'Internet : travail sexuel, homosexualité et VIH.*

Mathieu Trachman *Les films pornographiques sont-ils toujours les mêmes ? Innovation et organisation du travail dans le monde de la pornographie française*

Sibylla Mayer *La mise en forme du « problème de la prostitution » à travers les doléances et revendications des riverains d'un lieu de prostitution à Luxembourg.*

RT 29 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en ECO 4) **Conceptions et Usages** (animation : Eric Dagiral)

Martin Aranguren *Prononcez le nom du service qui vous intéresse : la coconstitution des interfaces vocales conversationnelles et de leurs utilisateurs*

Emile Gayoso *Les plateformes de co-innovation avec l'utilisateur: nouveau cadre de conception ou captation marchande?*

Sophie Dalle-Nazébi, Mélanie Hénault-Tessier *Les processus d'engagement de l'innovation. Les services d'urgence à l'épreuve de l'accessibilité.*

Vinciane Zabban *« World Edit ». Ce qui se passe autour de l'outil de mise en place d'un monde virtuel.*

Claire Brossaud *Innovation sociale : alternative à la techno-science ?*

RT 30 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D16) **Innovation, travail et dispositifs de management dans les organisations productives** (animation : Pascal Ughetto, Marie Benedetto Meyer)

Thierry Colin, Benoît Grasser, Lionel Jacquot *Normalisation du travail par le lean et injonction à innover : quel rôle pour les managers ?*

Julien Kubiak *Évolutions de la prévention des risques professionnels à la SNCF : ce que cachent les dispositifs de gestion*

Charlène Feige *« Bouger dans un univers qui semble celui du bouger » Au cœur du besoin d'innover, comment vivre le travail ?*

Christophe Massot *Les violences de l'innovation gestionnaire*

RT 31 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en AMPHI 8) **Session conjointe avec le RT 1** (animation : Fabrice Burlot, Charles Gadéa)

Béatrice Barbusse *De l'entraîneur au manager sportif dans les sports collectifs professionnels : l'émergence d'un nouveau métier*

Jérémy Pierre, Pierre-Olaf Schut *La création des « Certificats de Qualification Professionnelle » par la branche sport depuis 2000. Une innovation majeure dans la régulation politique de l'encadrement sportif.*

Hugo Juskowiak *Alliances, concurrences et coopérations dans le processus de fabrication des footballeurs professionnels français*

Sandrine Knobé, Carole Schorlé *Quelle(s) innovation(s) après l'échec ? L'exemple des candidats malheureux au CAPEPS*

Aurélien Zieleskiewicz *Analyse factorielle du boom du nombre d'enseignants professionnels de tennis dans les clubs (2000-2011)*

RT 33 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D3) **Vies privées et sociétés : innovation et reproduction**

Yvonne Guichard-Claudic *Soutenir et accompagner les parents en cas de difficultés éducatives. Interrogations des services publics et recherche de solutions nouvelles*

Irène-Lucile Hertzog *Assistance médicale à la procréation (AMP) et travail féminin : une articulation à créer.*

Laura Nattiez *Les innovations au quotidien pour s'adapter à un changement social : le cas des femmes espagnoles au sortir du franquisme.*

Monika Wator *L'impact de l'ouverture du marché du travail européen sur la famille polonaise : le phénomène des euro-orphelins ou la parentalité à distance.*

Zhen Wu *Les changements de l'éducation familiale dans la société chinoise contemporaine: l'adolescence à Jinan (Chine)*

RT 35 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 12) **Travail associatif : pratiques militantes, pratiques salariées** (animation : Francis Lebon)

Caroline Arnal *Construction, circulation et usages des savoirs au sein des maraudes : entre tentatives de normalisation et logiques de différenciation.*

Annie Dussuet, érika Flahault *Militantisme et/ou salariat : l'exemple des organisations de défense des droits des femmes*

Igor Martinache *Au-delà de la profession ? Militer dans une association d'enseignants : l'exemple de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES).*

Marion Charpenel, Elisa Herman *La « travailleuse militante », une instigatrice du changement dans les associations de défense de la cause des femmes ? Auteur non communicant : Elisa HERMAN doctorante IRIS EHESS*

Lucile Hervouet *La mobilisation d'un discours sur l'innovation comme stratégie de développement: le cas des réseaux de cancérologie en Ile de France*

Olivier Louail *Les « violences institutionnelles » dans les institutions associatives d'hébergement des SDF et leur régulation : Une approche ethnographique de l'activité de travail des intervenants sociaux*

GT 41 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 11) **Altérités machiniques** (animation : Daniela Cerqui)

Magali Uhl *Synthétique des fluides. Quand la technoscience rencontre l'art*

Guido Nicolosi *The machine is in the body. The body is in the machine*

David Grange *La révolte du corps ; pertinence et adaptabilité de la catégorie d'effroi technologique*

GT 42 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 14) **Fonctionnaires internationaux, le public à l'international** (animation : Aisling Healy)

Meryll David-Ismayil *L'arrivée du « Tiers-Monde » au sein de « l'élite de l'élite », ou comment les fonctionnaires de l'UNESCO ont accueilli leurs collègues du Sud*

Vincent Lebrou *Un « ghetto pour eurocrates » ? La mobilisation de la figure du manager international dans le processus de création de l'école européenne de Strasbourg.*

Marie Brossier, Emmanuelle Bouilly *Figures et trajectoires de la distinction sociale en Afrique contemporaine: pour une étude comparée du phénomène de notabilité au Sénégal* Auteur non communicant : BOUILLY Emmanuelle

Ivan Chupin *L'international comme nouvelle marque distinctive dans l'espace de formation au journalisme*

RT 43 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D5) **Assemblée générale du réseau**

GT 44 Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en IEP 17) **De la contestation à l'innovation, les échelles de l'injustice**

Christophe Gibout *Vivre (mal)heureux à Calais - Beaumarais : Quand (in)justice et solidarité organisent la relégation socio-spatiale*

Sarah Mailleux Sant Ana *Créations et innovations dans la lutte journalière de résistance aux injustices sociales au Nord-est brésilien*

Frédéric Gonthier *Les Européens et le libéralisme économique : les différences entre les pays sont-elles plus fortes que les différences entre les individus ?*

GR FCQ Formation, certification, qualification 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 en PATIO D8) **Atelier 5 Session conjointe avec le RT 1. La création de nouveaux diplômes et de nouvelles certifications : quels effets sur la dynamique des groupes professionnels ?** (animation : Emmanuel de Lescure, Fabienne Maillard)

Blandine Barlet *La formation des infirmières dans le domaine de la santé au travail : les enjeux d'une recomposition des territoires professionnels*

Samuel Bouron *La construction scolaire de l'identité des journalistes sportifs* Auteur non communicant : Karim Souanef
Doctorant en science politique IRISSO-Paris Dauphine

Valérie Bousard *Que veut dire « professionnaliser » le monde de la Finance? Le cas français d'une nouvelle certification*

Vonnick Ribéraud *Rapports au monde et rapports au métier : adhésion, innovation ou reconversion. Trajectoires biographiques de jeunes et futurs professionnels de la solidarité internationale.*

Sessions n°7
(vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h)

RT 1 Session 7a (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D1) **S16 Dynamiques internes des groupes professionnels et évolutions dans leur champ d'activité (2)** (animation : Romuald Bodin)

Gaetan Cliquennois *Le travail décisionnel des juges d'application des peines*

Petya Slavova *Changer la ville - changer la pratique de l'architecte : la construction de la Maison dansante à Prague comme processus d'innovations*

RT 1 Session 7b (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D2) **S17 L'identité professionnelle au prisme du travail par projet (2)** (animation : Charles Gadéa)

Gilles Verpraet *Fonctionnalisme et différenciation dans les métiers du projet urbain : Les apports de l'approche socio historique*

RT 2 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en AMPHI 7) **Axe 6 : Migrations, économies et internationalisation** (animation : Laurence Roulleau Berger, Julien Bret, Bruno Lefebvre)

Gaëlle Lacaze *Répartition des rôles et occupation genrée d'une zone de libre-échange transfrontalière sino-mongole.*

Marame Cissé *Migration des sénégalais qualifiés et formation d'une diaspora scientifique et économique*

Albena Tcholakova *Travail et processus de remaniement identitaire des réfugiés*

Patrick Perez *Transnationalisation des formations et intégration transfrontalière de l'offre de soins. Le cas de la frontière Mexique/USA* Auteur non communicant : Juan-Carlos Silas Profesor-investigador ITESO (Instituto Tecnológico Superior del Oriente) Guadalajara México

Julien Bret *Travail global et production d'un individu servile. Réflexions à partir du cas moyen-oriental.*

RT 3 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D6) **Axe 3 – Création / Innovation dans le champ des recherches sociologiques sur les déviations, la délinquance et le contrôle social** (animation : Manuel Boucher)

Marion Grosini, Harry Annison *Le risque, innovation conceptuelle et idéologie: une comparaison franco-britannique*

Jean-Amos Lecat-Deschamps *La caméra de vidéosurveillance, objet biopolitique.*

Anne Petiau, Lionel Pourtau *Pratiques déviantes et innovation sociale : le cas des squats en Ile-de-France.*

Tristana Pimor *Déviante zonarde : un conformisme déviant*

Tristan Renard *La prise en charge des criminels sexuels : de l'infirmier à la clinique du crime.*

Emily Trombik *La théorie de l'importation à l'épreuve du vécu carcéral des détenus étrangers*

RT 9 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 7) **AXE 1. La ville au prisme de ses marchés du logement (2/2)** (animation : Catherine Bidou, François Cusin)

Sylvaine Le Garrec *Les copropriétés en difficulté : de nouvelles perspectives pour l'analyse des relations entre les marchés du logement et la segmentation socio-spatiale.*

Maud Le Hervet *Les politiques de l'habitat à l'épreuve de « l'équilibre social » de la métropole Ile-de-France : quel partage des responsabilités ?*

Marie-Pierre Lefevre *Les stratégies patrimoniales de « petits propriétaires ». Un éclairage sur le fonctionnement des marchés immobiliers*

RT 10 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ARSH TD8) **Connaissance des savoirs singuliers** (animation : Antigone Mouchtouris)

Marc Leroy *Réflexion sur le développement de la sociologie fiscale*

Anthony Mahe *Les modalités de la confiance dans la relation débiteur-crédancier*

Thomas Beaubreuil *Le rapport à l'espace comme rapport à la connaissance*

Sophie Gallino-Visman *Regard socio-anthropologique sur l'expérimentation des primates non humains/singes de laboratoires*

Iris Loffeier *Les personnes âgées. Construction collective d'une catégorie sociale*

Christian Martinez Perez *La sociologie de la connaissance des ouvriers sous le prisme des apprentissages : le moment hypothético-déductif du sens pratique*

David Faure *Etude sur la transmission dans une organisation industrielle – une sociologie clinique de la connaissance*

RT 12 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ECO 5) **Dynamiques inter-organisationnelles de la création et de l'innovation. Session conjointe avec le RT 26** (animation : Alvaro Pina-Stranger, Antoine Vernet)

Vincent Cardon *Inventer le même. Division du travail de recrutement et contenu des distributions artistiques dans l'industrie cinématographique.*

Fabien Eloire *La stratégie d'innovation sur le marché de la restauration : une approche en termes d'interface et de réseau*

Claude Julie Bourque *La place des entreprises privées et des entrepreneurs dans les réseaux de collaboration en recherche en sciences de la santé, sciences naturelles et génie au Québec* Auteur non communicant : Jean Bernatchez professeur-chercheur Université du Québec à Rimouski

Fabienne Picard *Trajectoires d'émergence des projets coopératifs d'innovation dans le cadre de réseaux inter-organisationnels territorialisés* Auteurs non communicants : Nafaa HAMZA-SFAXI, et Caroline HUSSLER UTBM-RECITS

RT 13 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 13) **Juridicisation / Judiciarisation** (animation : Martine Kaluszynski, Violaine Roussel)

Thierry Delpuech *Les banques comme agent de restauration de la force du droit. Dé-juridicisation et re-juridicisation des activités de crédit en Bulgarie entre la transition et l'adhésion à l'Union européenne* Auteur non communicant : Margarita Vassileva ISP Cachan

Pierre Guibentif *La reconnaissance juridique du travail domestique*

Pierre-Edouard Weill *Qui sait faire valoir le DALO ? Compétence des requérants et judiciarisation de l'action publique.*

RT 18 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D18) **Syndicats : nouvelles règles de représentativité** (animation : Michèle Tallard, Catherine Vincent)

Arnaud Mias, Jérôme Pelisse, Elodie Bethoux *De la représentation à la représentativité. Enquêtes auprès des militants de la CFE-CGC sur ce que la loi du 20 août 2008 veut dire* Auteur non communicant : Guillaume DESAGE ingénieur d'études.

Mailys Gantois *Interroger les héritages au regard des pratiques de négociation collective depuis les lois du 20 août 2008 et du 5 juillet 2010*

RT 19 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en CLV AMPHI H) **AG du RT19**

RT 20 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO TD19) **Comparaison et articulation de méthodes ou de champs disciplinaires** (animation : Olivier Pilmis)

Stéphanie Abrial, Jessica Sainty, Annie-Claude Salomon *Exploiter un grand corpus de questions ouvertes : la combinaison d'une approche qualitative et quantitative*

Gérard Boudesseul *Les méthodes d'évaluation expérimentale peuvent-elles être acclimatées à la sociologie ?*

Gianluca Manzo *Division du travail domestique et comparaisons interpersonnelles : un modèle formel à base d'agents empiriquement calibrés.* Auteur non communicant : Renzo Carriero post-doc Université de Turin

Monique Dalud-Vincent *Analyse textuelle et analyse de réseaux : Exemple du traitement d'une base de données bibliographiques à l'aide des logiciels Alceste et Pajek* Auteur non communicant : Romuald Normand IFE-ENS Lyon

Elise Mieulet, Cécilia Claeys *La spatialisation de données pluridisciplinaires « au service » de l'enquête par questionnaires : Pour une sociologie de l'interaction Environnement/Santé, l'exemple du « moustique Tigre »*

RT 23 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 5) **Créer l'institution** (animation : Gwenaële Rot)

Frédérique Chave *Faire face au public. Inventivité organisationnelle et ressource des tiers aux urgences pédiatriques.*

Martin Tironi *Actualiser un système de vélos en libre service : une approche pragmatique du cas du Vélib' Parisien.* Auteur non communicant : Martin Tironi

Karine Roudaut, Michael Vicente *Les collectifs de production ouverte de connaissance : l'utopie de l'universalité confrontée au succès du projet.* Auteur non communicant : Nicolas Jullien MdC Télécom Bretagne

RT 24 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ARSH TD3) **AG du RT 24**

RT 26 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en ECO 5) **Dynamiques inter-organisationnelles de la création et de l'innovation. Session conjointe avec le RT 12** (animation : Alvaro Pina-Stranger, Antoine Vernet)

Vincent Cardon *Inventer le même. Division du travail de recrutement et contenu des distributions artistiques dans l'industrie cinématographique.*

Fabien Eloire *La stratégie d'innovation sur le marché de la restauration : une approche en termes d'interface et de réseau*

Claude Julie Bourque *La place des entreprises privées et des entrepreneurs dans les réseaux de collaboration en recherche en sciences de la santé, sciences naturelles et génie au Québec* Auteur non communicant : Jean Bernatchez professeur-chercheur Université du Québec à Rimouski

Fabienne Picard *Trajectoires d'émergence des projets coopératifs d'innovation dans le cadre de réseaux inter-organisationnels territorialisés* Auteurs non communicants : Nafaa HAMZA-SFAXI, et Caroline HUSSLER UTBM-RECITS

Claude Compagnone *Structure des réseaux de dialogues entre agriculteurs et réduction de l'usage des pesticides (Session non garantie)* Auteur non communicant : Florence Hellec (Aster INRA Nancy)

RT 27 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 18) **Assemblée Générale du Réseau Thématique 27**

RT 28 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP E) **Assemblée Générale du RT 28**

RT 31 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en PATIO D8) **AG du RT 31**

RT 35 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 12) **Travail associatif : statuts, professionnalisation** (animation : Véréne Chevalier)

Classement par sessions

Eric Gallibour *Entre expertise et engagement : le cas des expériences associatives des animateurs professionnels en mobilité européenne* *Léonardo Da Vinci au Portugal*

Cécile de Calan *Représentations de l'ESS comme cible d'une reconversion professionnelle*

Alexandra Bonal *Travailleur sportif associatif, entre passion et servitude volontaire : émergence d'un modèle salarial* *Le cas des entraîneurs de gymnastique artistique.*

Marie-Victoire Bouquet *Le bénévolat comme tabou identitaire : les usages associatifs du bénévolat en temps de crise institutionnelle*

GT 41 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 11) **Réunion de bureau du GT41**

GT 44 Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h en IEP 17) **L'injustice ordinaire en tous genres / Bureau du GT 44**

Denis Hippert *Subir une rupture amoureuse : l'expérience d'une injustice sentimentale*

Damien Tissot *Féminismes et justice(s) : vers de nouvelles solidarités*

Intervenants et résumés

Mode d'emploi

Les intervenants lors des sessions des RT ou GT sont dans la suite classés par ordre alphabétique du premier auteur. Quand il y a des coauteurs, ceux-ci sont répétés à leur ordre alphabétique avec un renvoi au résumé au nom du premier auteur.

Pour chaque communication on trouvera pour chaque auteur et coauteur :

- ligne 1 : son nom, son prénom, son adresse électronique,
- ligne 2 : sa fonction, son appartenance,
- ligne 3 : le numéro et/ou le titre du RT / GR, le numéro de session, sa date, son heure, sa salle

La mention "présence à confirmer" indique que l'auteur, à la date de la remise du présent livre à l'imprimeur, n'était pas encore inscrit au Congrès.

On trouvera ensuite le titre de la communication et son résumé.

Si l'on part de l'entrée par liste des RT / GT (pages 13 à 50) et que l'on sélectionne un auteur, on trouvera son résumé à l'alphabétique de son nom (pages 95 à 384) qui sert donc d'index.

ABDELNOUR Sarah (sarah_abdelnour@yahoo.fr)

Doctorante / ater / CMH (ENS/EHESS/CNRS)

GT 42 Sociologie des élites Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 21)

Le régime de l'auto-entrepreneur pour « absorber la misère du monde » salarial ? Les justifications sociales d'un nouveau régime de création d'entreprise.

Le régime de l'auto-entrepreneur s'inscrit dans une lignée de politiques publiques, que l'on peut qualifier de néolibérales, visant depuis une trentaine d'années à faciliter et mieux assurer le travail indépendant, notamment en direction des chômeurs. Il recèle la nouveauté significative d'être promu dans une logique de cumul, se présentant comme une opportunité pour tous de « se mettre à son compte », à titre principal ou complémentaire. La rhétorique consiste alors à effacer les frontières sociales de l'entrepreneuriat, et ce dans la logique de la « cité par projets » de valorisation de l'activité au-delà des oppositions du travail et du non-travail, du salariat et du non-salariat. Cet objectif, libéral et assumé comme tel, ne se dispense toutefois pas de discours de justification attribuant au dispositif une portée sociale. Si la lutte contre le chômage est minimisée, le dispositif est néanmoins présenté comme au service des classes populaires, puisque présenté comme une solution à la crise économique et aux limites structurelles du salariat. Ces discours sont relayés par des acteurs de l'économie sociale et solidaire, dessinant ainsi des convergences politiques autour d'un « entrepreneuriat populaire » destiné à « absorber la misère du monde ». Nous analyserons ces arguments, en prenant en compte leur inscription dans des scènes sociales et dans des trajectoires individuelles, ainsi que leurs impacts, et cela en combinant archives et méthodes ethnographiques.

ABRIAL Stéphanie (stephanie.abrial@iep-grenoble.fr)

Recherche / IR 1 CNRS / UMR 5194 - PACTE

SAINTY Jessica (jessica.sainty@iepg.fr)

ATER Science Politique / IEP de Grenoble / PACTE

SALOMON Annie-Claude (annieclaude.salomon@sciencespo-grenoble.fr)

Etudes / IE HC CNRS / UMR 5194 - PACTE

RT 20 Méthodes Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO TD19)

Exploiter un grand corpus de questions ouvertes : la combinaison d'une approche qualitative et quantitative

Cette communication s'appuie sur les données d'une enquête expérimentale visant à expliquer les modes de raisonnement des individus en politique, pour comprendre notamment les évolutions de l'opinion sur des questions de société. Ainsi, le dispositif d'enquête mis en place repose sur l'administration d'une séquence, appelé script, au cours de laquelle les enquêtés sont invités à exprimer une opinion sur un sujet de société – ici l'élargissement de l'Union européenne, puis deux arguments contraires à leur opinion initiale leur sont opposés. Après chaque argument, l'enquêté peut maintenir ou modifier son avis et est invité à expliciter les raisons de l'avis final. Cette phase d'explicitation de l'opinion est recueillie par une question ouverte intégralement enregistrée et retranscrite. La dernière étape du script consiste en l'explicitation de l'importance du sujet débattu aux yeux de l'enquêté, recueillie aussi par une question ouverte. Notre propos s'articulera en deux temps. Tout d'abord, nous présenterons le dispositif d'analyse des données mis en place : choix de travailler avec Atlas-Ti, construction d'une grille de codes tenant compte à la fois de la structure argumentative et des thèmes abordés. Nous reviendrons ensuite sur les choix méthodologiques et techniques sur lesquels repose notre dispositif de traitement des données : une combinaison des méthodes, à la fois qualitatives et quantitatives, qui nous permet une analyse à double niveau de notre matériau empirique.

ABRIOUX Florence (florence.abrioux@univ-orleans.fr)

MCF / Université d'Orléans

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

Projet innovant pour culture classique : de la négociation à la réception

Quels sont les effets de l'utilisation de modes de médiation déjà éprouvés dans un domaine culturel lorsqu'ils sont transposés dans un autre domaine, où les attentes comme les habitudes des publics sont très différents ? Si les modes de médiation ne sont pas une innovation en soi, ils peuvent le devenir dès lors qu'ils sont exploités dans un autre secteur. L'étude porte sur une maison d'écrivain de province ayant ouvert aux publics une nouvelle partie de son patrimoine en 2005, après plus de 20 ans consacrés à l'élaboration du projet puis aux travaux. Ce projet culturel « hybride » est analysé plus particulièrement sous l'angle de la sociologie de la négociation pour comprendre la perception du projet par les élus en amont, puis sous l'angle de la réception afin de mesurer les réactions du public. Ce projet a été « négocié » d'autant plus âprement que ce patrimoine littéraire correspond à un élément phare de l'image et de la communication de la ville. La manière dont le projet est perçu par les élus, conçu par les conservateurs et remanié pour tenir compte de différentes logiques, révèle le contexte et les enjeux. Quant aux visiteurs, ils apprécient et s'approprient diversement cette présentation hors du commun. Les réactions sont très fortes, elles vont de l'incompréhension au rejet en passant par la révélation. Cet exemple montre notamment l'impact des habitudes et des attentes sur la réception, il rappelle la persistance de formes de segmentation des publics.

ABU AMARA Nisrin (nisrin.abu-amara@ined.fr)

Post-doctorante / INED

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D3)

Mariages arrangés, mariages forcés : entre contraintes et résistances

Comment définir la contrainte au mariage dans un contexte migratoire où la transmission culturelle des valeurs matrimoniales subit des tensions entre normes individuelles et collectives ? Cette présentation examine les différents niveaux de contrainte

observés dans des unions matrimoniales où le consentement s'est trouvé altéré par diverses formes de pressions familiales. Cette communication est basée sur 44 entretiens réalisés auprès de femmes et d'hommes immigré-e-s et descendant-e-s d'immigré-e-s ayant initialement participé à l'enquête quantitative Trajectoires et Origines (TeO) qui portait sur les discriminations en France (INED et l'INSEE). Les personnes ayant déclaré ne pas être à l'initiative de leur mariage ont été à nouveau interviewées dans le cadre d'une enquête qualitative sur le consentement. La diversité des situations rencontrées lors de ces entretiens permet de rendre compte de l'existence d'une gradation de contraintes sociales et familiales. Cette recherche révèle tout particulièrement que la contrainte est vécue différemment selon le genre, l'origine, et les ressources socio-économiques. Elle permet également de mettre au jour la plus forte vulnérabilité de certaines femmes dans le cadre du parcours migratoire : l'absence de ressources économiques ou symboliques (l'éducation, la maîtrise de la langue) et le défaut de réseaux relationnels (d'amitiés ou familiaux), les fragilisent davantage face à un époux parfois violent et maltraitant.

ADAM Charles-Eric (charles-eric.adam@laposte.net)

étudiant / CERSM

RODAS Henrique (hrodas@u-paris10.fr)

Doctorant / CERSM

DECHEFF Cédric (dechef.ced@wanadoo.fr)

Doctorant / CERSM

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

Lorsque les internautes expriment leurs craintes à propos de leurs consommations de produits

Il arrive que les sportifs et les non sportifs s'interrogent sur les répercussions qu'aurait sur eux la prise de produits supplémentaires voire dopants. Dès lors, de la même manière qu'ils peuvent chercher à améliorer leur performance, ils peuvent évaluer les effets de leur consommation (prise de poids, perte de libido, positivité à un contrôle antidopage...). Ces conversations peuvent se dérouler dans les vestiaires, chez le médecin, mais aussi sur les forums Internet, - terrain mobilisé. L'analyse des craintes à partir des forums nous invite à répondre à la question suivante : Comment les internautes font-ils exister leurs craintes lorsqu'ils cherchent à partager leurs expériences ? Nous verrons que l'étude de cette dimension conduit à envisager la question des conséquences de leurs pratiques. L'analyse invite à regarder d'abord la hiérarchie des objets de craintes (santé, légalité, vie de famille, coût économique, esthétisme), en prenant en compte différents registres (peur, doute, inquiétude, risque). Cela nécessite d'identifier les ressources des acteurs qui leur permettent d'authentifier leurs craintes. Nous dégagerons les modalités d'expressions de la crainte, les registres dans lesquels cette notion s'insère, pour enfin saisir son poids dans le partage des expériences de consommation de produits. Le terrain d'enquête est constitué de trois forums internet : doctissimo.fr, onelinetri.com, planetemuscle.com. Le corpus de 244 417 messages est traité avec le logiciel Prospero.

ADAMIEC Camille (adamiec_camille@hotmail.fr)

Doctorante / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Alicaments : quand l'innovation donne forme au rapport au corps et à la nature.

Le recours aux médicaments constitue, depuis le XIXe, un élément majeur de la référence constante à la nouveauté dans les pratiques de santé. L'émergence dans la population d'une pathologie comme l'orthorexie ainsi que la diffusion et la consommation de produits hybrides tels que les alicaments permettent de traiter les innovations en matière de santé sous l'angle particulier du rapport entre alimentation et santé. Ce travail s'appuie notamment sur une étude en cours concernant la diffusion et la consommation des produits « bien-être » distribué par le groupe « Herbalife ». Les types de produits proposés (type alicaments) ainsi que le mode de fonctionnement singulier de cette marque permettent d'asseoir une réflexion plus large quant aux liens qui unissent les domaines de l'alimentation et de la santé, notamment à travers « les innovations » dont tous deux font preuve. Nous traiterons ainsi du « dépassement », par l'abrogation des distinctions classiques du monde de la santé et de la révélation de pratiques et de créations profanes singulières, reprises par les industriels.

ADAMIEC Camille (adamiec_camille@hotmail.fr)

Doctorante / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe

GT 45 Sociologie des conflits Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

Conflit et création artistique : la guerre au prisme du théâtre contemporain.

L'œuvre d'art se présente comme une contradiction vivante, comme un nœud de conflits maintenus dans un équilibre précaire. Le théâtre présente les contradictions de la réalité, il les fait vivre et vit lui-même des contradictions dont il est porteur. Aucune situation n'est à l'abri de l'éclatement d'antagonismes latents qui plongeraient les individus dans une forme d'incertitude et d'insécurité croissante. L'un des enjeux du théâtre est de mettre en scène ce mouvement « freudien » d'une paix latente dans la guerre et inversement. Le théâtre interroge aussi l'histoire, il la rejoue pour la transformer et essayer de mieux la comprendre. S'appropriant l'histoire, se déculpabiliser, raviver sans cesse les mémoires, comme si le théâtre ne pouvait plus présenter le conflit ou la conflictualité autrement qu'en se référant à l'histoire et tout particulièrement aux horreurs de la IIe Guerre mondiale. Nous chercherons à comprendre comment le théâtre contemporain, notamment à travers les œuvres de S. Kane et K. Warlikowski, se saisit de la question du conflit et de ses potentialités créatrices, de ses enjeux et de ses conséquences et quelles « mises en scène » du conflit, micro et macro sociale, historique et intime, livre-t-il aux spectateurs.

AÏDAN Philip (philip.aidan@gmail.com)

Sociologue / Conservatoire national des arts et métiers (Cnam Paris)

RT 20 Méthodes Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Une démarche de recherche-action dans un service associatif

Le contexte institutionnel Dans une association de protection de l'enfance, une démarche d'évaluation et de recherche se déroule à quatre niveaux : obligation légale d'évaluation suivant des recommandations nationales; référentiel d'auto-évaluation applicable à tous les services dans une logique standardisée ; processus spécifique de recherche-action / évaluation avec des professionnels; recherche sur les trajectoires des jeunes sortis des suivis socio-éducatifs. Une démarche méthodologique de recherche-action Nous analyserons cette démarche à partir des interactions et tensions entre l'acceptation d'un processus global et les critiques qui refusent un contrôle institutionnel et social, en appuyant notre argumentation sur la recherche-action comme référence d'action et d'analyse, et sur la sociologie clinique comme référence théorique. A partir de différents matériaux et données (rapports et journaux d'évaluation et de recherche, référentiels, réunions des ateliers et instances de pilotage, entretiens, échanges informels), nous essaierons de répondre à ces interrogations et hypothèses : - la réponse aux commandes institutionnelles ; - la résistance à l'institutionnalisation des pratiques ; - les risques d'instrumentalisation de la recherche ; - la reconnaissance de pratiques sociales autonomes et critiques ; - l'émergence ou le développement d'une conscience sociale et politique. Philip Aidan, CNAM Paris philip.aidan@gmail.com

AKERMANN Grégori (akermann@univ-tlse2.fr)

Doctorant / Lisst-Cers

RT 26 Réseaux Sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

La création d'entreprise en sciences humaines et sociales, un processus encastré dans les réseaux sociaux.

Si le rôle des réseaux sociaux dans la création d'entreprise en sciences de la nature et de la technologie a été étudié, les entreprises vendant des prestations à partir des sciences humaines et sociales (sociologie, ethnologie, histoire et géographie) ont plus rarement fait l'objet d'études. Cette communication montrera comment la mobilisation des relations sociales intervient dans les différentes étapes du processus de création d'activités économiques en SHS. Le regard est porté sur les ressources mobilisées pour la création de l'activité et sur les moyens d'accès à ces ressources (par des relations sociales ou par des ressources de médiation). Des histoires de créations ont été reconstituées à partir d'entretiens à trame biographique, menés auprès d'une trentaine d'entrepreneurs, puis traitées de manière qualitative et quantitative. Même s'il existe des variations selon les disciplines, les premiers résultats montrent que dans l'ensemble, le processus de création d'activité économique en SHS est fortement dépendant des relations sociales, il est encastré dans les réseaux sociaux. Comme dans d'autres secteurs d'activité, on observe toutefois un processus progressif de découplage des relations sociales, en même temps qu'augmente l'utilisation des appels d'offres pour trouver les contrats. Enfin, les activités économiques, une fois créées, viennent progressivement s'insérer dans un réseau de partenariat où circulent et se partagent de nouvelles ressources.

ALBER Alex (alex.alber@cee-recherche.fr)

MCF / Univ. F. Rabelais (UMR CITERES) / CEE

RT 20 Méthodes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

La synchronisation audio-textuelle des entretiens : présentation de la méthode Sonal

Sonal est un logiciel gratuit qui propose une nouvelle manière de dépouiller les corpus d'entretiens enregistrés ou filmés. Le chercheur archive ses matériaux directement dans le logiciel et y « superpose » ses retranscriptions en les positionnant dans le déroulé chronologique des entretiens. Grâce à un système d'indexation thématique des extraits, associé à une base de données renseignant les caractéristiques des locuteurs, on peut ensuite très facilement retrouver visuellement, puis relire ou réécouter tous les passages traitant d'un sujet donné et/ou étant issus de certains types d'entretiens. On peut également en étudier le vocabulaire spécifique voire réaliser des plans factoriels illustrant les corrélations entre les formes utilisées et les caractéristiques des entretiens; ces résultats étant toujours vérifiables par un retour instantané aux extraits sonores/ textuels dans lesquels se trouvent lesdites formes. De plus, en facilitant l'archivage et l'analyse des matériaux sonores, Sonal rend possible de nouvelles méthodes de partage des données qualitatives. Aussi, la présentation du logiciel débouchera sur une interrogation élargie au sujet des pratiques qu'il rend possibles, et de leurs conséquences potentielles sur les méthodes de la sociologie qualitative. Pour plus d'informations: www.sonal-info.com

ALESSANDRIN Arnaud (arnaud.alessandrin@gmail.com)

Doctorant allocataire / Université Bordeaux 2, LAPSAC

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

De la survie à la professionnalisation : le mouvement associatif Trans

Analysant l'histoire du mouvement associatif, nous pouvons dégager quatre grandes périodes de 1965 à nos jours. La première est celle du « survivre » : la répression policière massive, l'isolement des individus concernés, l'hormonage sauvage et les possibilités d'opérations uniquement à l'étranger, voient naître le début d'un réseau de soutien précaire. La seconde période inscrit la transsexualité comme une question de santé. Elle correspond à celle, marquante, de la première vague d'épidémie du sida. La contamination de nombreuses personnes transsexuelles rapproche les associations Trans des associations homosexuelles, des associations de prévention et d'information du sida, ainsi que des équipes médicales hospitalières. Puis, suivant l'essor d'internet, une troisième période se dessine : le temps de la visibilité. Les forums, blogs et sites se multiplient, fournissant des données comparées à l'échelle internationale et ce dans des domaines aussi variés que l'endocrinologie, la

chirurgie ou le droit, les « experts Trans » (Reucher, 2005), reconfigurant la carte des savoirs et celle des pouvoirs dans une nouvelle économie des modifications genrées ou corporelles. Dans la logique de ce mouvement, une quatrième période a éclos : celle de la professionnalisation. Forte d'années de militantisme, de lobbying et d'auto-support, certaines associations se construisent désormais sur la force d'une expertise qu'elles sont seules à posséder.

Auteur non communicant : Elsa Pastor-Comails Univ. Jean Monnet Centre Max Weber St Etienne.

ALEXANDRE Olivier (olivier.alexandre@ehess.fr)

Doctorant / Cespra

MARY Philippe (philippe.mary7@free.fr)

Chercheur associé / cesp

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

Le paradoxe du cinéma français 1959-1989 Invention et institutionnalisation du cinéma d'auteur

A la fin des années 1950, le cinéma français connaît une transformation décisive. Un nouveau pôle de légitimité s'impose. Le succès critique et public des films des « jeunes Turcs » des Cahiers du cinéma transforme durablement l'espace de la production cinématographique. A un cinéma plus ajusté à la demande commerciale s'oppose un cinéma centré sur le projet du metteur en scène. Un transfert de capital spécifique se joue alors. C'est le réalisateur, réputé « auteur » ou « metteur en scène », qui tire les profits de ce nouvel ordre artistique, au détriment des autres agents de la production. A la fin des années 1980, une nouvelle génération de cinéastes français, labellisée « nouvelle vague », émerge. Ces héritiers de seconde génération font leur entrée dans la carrière à la faveur d'une reconfiguration institutionnelle. L'accès d'une génération « cinéophile » aux fonctions de directions de l'administration culturelle et cinématographique, concomitante à la réforme politiquement encadrée du secteur de l'audiovisuel, explique la structuration d'une activité de production articulée autour des principes de l'autorat. Tel est le paradoxe du « jeune » cinéma d'auteur français : un cadre de régulation sectoriel pérennisant la norme de l'innovation cinématographique initiée par la « Nouvelle Vague ». La communication s'attachera à décrire la trajectoire de ce renversement : de la révolution symbolique de la « nouvelle vague » (1959) à la légitimation de ses principes (1989).

ALVES Paulo (paulomarquesalves@sapo.pt)

Professeur / ISCTE-Institute Universitaire de Lisbonne

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Les syndicats et les technologies: adoption et usages des TIC par les syndicats portugaises

Dès la décennie de 70 que la généralité des mouvements syndicaux des pays développés fait face à une crise qui se traduit dans le reflux du nombre d'adhérents et dans la perte d'influence. Essayant de dépasser ces temps difficiles (Chaison, 1996) les syndicats ont mis en place des stratégies diversifiées. Parmi elles l'on compte l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC). En accord avec l'Ad-Hoc Committee on Labor and the Web (1999) ou avec Pinnock (2005), les syndicats n'ont reconnu que tardivement le potentiel de ces technologies, où l'on comprend tous les dispositifs de base électronique qui permettent stocker, traiter et diffuser l'information. Mais les avantages compétitifs qu'elles offrent, basés sur la vitesse et la flexibilité, ont poussé vers son utilisation et les syndicats les utilisent dans plusieurs domaines et avec objectifs multiples. Quelques auteurs argumentent même qu'avec les TIC de nouvelles formes syndicales émergent sous le nom de cyberunions (Shostak, 1999, 2002) ou e-unions (Darlington, 2000). Cette communication est partie d'une recherche en cours qui a pour but comprendre les raisons qui mènent les syndicats portugais à l'adoption des TIC et les facteurs qui modèlent cette adoption, aussi bien que faire l'examen des attitudes des dirigeants syndicaux en face de ces technologies. Elle présentera les premiers résultats d'une enquête qui a été mis en œuvre pour l'univers du mouvement syndical portugais.

Auteurs non communicants : Manuel Correia Université de Coimbra, Leonor Pires EST/Institut Polytechnique de Setúbal et DINÂMIA/CET

AMADIO Nicolas (nicolas.amadio@unistra.fr)

McF / Université de Strasbourg / LCSE / CERIS

GT 45 Sociologie des conflits Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Conflits, innovations et performance dans l'intervention sociale

ans un contexte socio-politique marqué par la promotion, après l'hôpital, d'une gestion de l'action sociale où performance, évaluation et qualité sont les maîtres mots, l'intervention sociale passerait pour un domaine des politiques publiques fort indolent en la matière. Cette communication vise à montrer qu'à contrario de la méfiance, voire de la défiance, qui s'insinue ainsi quant à sa capacité à être performante, l'intervention sociale n'a pas manqué et ne manque pas de dynamismes, et notamment d'innovations. Facteurs de progrès et de performances, nous chercherons à mettre en exergue ces innovations à partir des dynamiques conflictuelles qu'elles ont pu soulever... ou susciter. Nous verrons à cet effet que cette injonction à la performance, parce qu'elle s'adresse de manière indifférenciée aux pratiques des intervenants sociaux et aux cadres organisationnels au sein desquelles elles sont exercées, non seulement traduit une perte de confiance quant à leur professionnalisme mais freine aussi leurs capacités d'innovations.

AMARA Mohamed (amaramohamed7@gmail.com)

Doctorant / université Lyon 2

RT 16 Sociologie clinique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D4)

La caméra, outil d'une démarche clinique dans les groupes de parole

Mohamed AMARA Université Lyon II Titre : La caméra, outil d'une démarche clinique dans « les groupes de parole »
Résumé de la communication Les travaux de la sociologie visuelle ont défini les contours de la caméra comme outil d'investigation. Ainsi, on découvre que l'outil vidéo permet d'appréhender le terrain, et de saisir l'objet d'étude. La caméra interviendrait ainsi au stade intermédiaire de la recherche, c'est-à-dire entre la collecte des données et leur traitement. Le chercheur devrait alors jongler entre l'impératif d'un « produit » répondant aux aspirations du public et la pertinence scientifique de sa recherche. Par contre, il reste à se poser la question du « plus » de cette méthodologie dans les rapports humains, pour le dire d'une autre façon, dans le développement d'une communication de « groupe à groupe ». Il s'agit de montrer, d'un côté, en quoi l'utilisation de l'outil vidéo facilite l'écoute du terrain, et influence les résultats; et de l'autre côté, en quoi cet outil vidéo participe d'un déplacement du point de vue des acteurs dans une conversation croisée et interactionnelle, pour opérer une transformation « groupale ». Enfin, il s'agit de démontrer la façon dont cet outil participe de la « guérison » des acteurs. Par cette communication, j'entends insister sur la pertinence de l'outil vidéo pour la socio clinique en vue d'explicitier les débats actuels sur des problématiques telles que l'emploi, ou la reconfiguration du lien social.

AMARI SALIMA (amari.salima@yahoo.fr)

Doctorante / GTM-Paris 8

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Lesbiennes d'origine maghrébine en France et leurs familles: entre ressources et obstacles.

Les stratégies adoptées par les lesbiennes «d'origine» maghrébines pour faire face à l'institution familiale marque l'une des divergences non considérées dans les mouvements féministes et LGBTI en France. Par exemple, elles sont très rares les lesbiennes «d'origine» maghrébine qui sont prêtes à faire un «coming-out» à leurs parents ou familles parce que le risque encouru est la rupture du lien familial. Ce lien revêt une grande importance et peut être une ressource et un appui significatifs chez des individus marginalisés déjà deux fois: en tant que femme et en tant que « racisé ». A travers une analyse des relations entre des lesbiennes maghrébines migrantes et descendantes de parents maghrébins et leurs familles, notamment leurs parents, la communication portera sur l'émergence d'un «nouveau» sujet avec des expériences de la sexualité contraires aux normes familiales/sociales. Dans le cas de nos informatrices, les attentes et exigences de la famille, comme institution résistante aux changements, passent par le mariage, le seul lieu où la sexualité peut s'exprimer en général et dans un but procréatif en particulier. Comment ces femmes arrivent-elles à gérer leur volonté d'autonomisation en matière de sexualité sans pour autant rompre totalement avec leur famille? La recherche s'appuie sur 16 entretiens semi-directifs réalisés auprès de lesbiennes migrantes (algériennes et marocaines) et de lesbiennes françaises descendantes de parents maghrébins.

AMIEL Philippe (ph.amiel@gmail.com)

Directeur Unité de recherche en SHS (URSHS) / Institut Gustave Roussy, Villejuif (France)

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

Epistémologie pragmatiste et sociologie de la normativité en biomédecine

On présente le substrat épistémologique d'une recherche sur le droit de participer aux essais cliniques – droit hypothétique, dans les conditions actuelles – pris comme analyseur des normes de protection des personnes en santé. Aujourd'hui, des malades atteints de pathologies graves où les alternatives thérapeutiques sont limitées ou inexistantes réclament, non plus tant une protection contre les essais cliniques, qu'un droit d'y participer. Cette revendication nouvelle, qui prend le système normatif actuel totalement à contre-pied, a été le point de départ d'une investigation appuyée sur un programme d'enquêtes empiriques développé sur près de dix ans. Questions de méthode. L'approche visait à saisir l'activité normative en santé dans son rapport aux pratiques sociales, professionnelles et économiques lorsqu'elles sont confrontées à l'évolution scientifique et technique en biomédecine. On voudrait montrer les bénéfices – heuristiques et théoriques – qu'on a pu retirer à s'inscrire dans un paradigme « pragmatiste » qui privilégie non pas tant le décryptage des « grammaires de l'action » que l'action comme entreprise de résolution de problèmes. Ce conséquentialisme, essentiel dans le pragmatisme philosophique de James et de Dewey, est au cœur du paradigme commun à l'Evidence Based Medicine, au legal realism d'un Holmes ou d'un Posner, à la théorie de l'agir créatif d'un Joas. On propose d'en réhabiliter l'argument dans la réflexion épistémologique en sciences sociales.

Auteurs non communicants : Christophe Perrey Institut Gustave Roussy, Safia Abouad Laboratoire Paragraphe équipe Index Université Paris 8

AMJAHAD Anissa (aamjahad@ulb.ac.be)

Doctorante en science politique / université libre de Bruxelles

RT 34 Sociologie politique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Les membres de parti entre critique et désaffiliation. Analyse de la critique au sein du parti socialiste en Belgique

En science politique, l'étude des membres de parti s'est avant tout attardée sur le moment de l'adhésion. Ce faisant, les comportements que développent les adhérents une fois la barrière de l'entrée dans l'organisation partisane franchie ne sont que très rarement abordés. Tout au plus, les politistes ont-ils étudié l'activisme au sein des partis politiques. Dans notre contribution, nous souhaitons dépasser cette étape de l'adhésion afin d'étudier la « critique partisane ». En effet, en dépit du

déni des approches de choix rationnel, il existe au sein des partis politiques un nombre considérable de membres qui ne sont pas satisfaits de l'action de leur organisation. Ces « mécontents » restent néanmoins adhérents et ne choisissent pas la voie de la désaffiliation. Nous nous proposons dès lors d'étudier ce « paradoxe » apparent en identifiant ce qui caractérise ces membres insatisfaits. Notre étude s'appesantira sur les catégories hirschmaniennes et sur l'apport potentiel de la sociologie de l'engagement pour l'étude des membres de partis politiques. Nous testerons ensuite une série d'hypothèses dérivées de cette discussion théorique à l'aide d'une enquête effectuée en 2010 par le Centre d'étude de la vie politique auprès d'adhérents du parti socialiste francophone en Belgique.

AMO Kae (kaekae855@hotmail.com)

Doctorant / EHESS, CEAF

RT 43 Sociologie et religions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Réflexion autour des « néo-confrériques » au Sénégal : nouvelles identités politico-religieuses

Au Sénégal, un double phénomène se produit depuis les années 1990: les processus de démocratisation, avec pour corollaire une décentralisation de l'aide au développement pour contourner l'Etat considéré comme corrompu; c'est aussi le début de ce que l'on qualifie souvent de «réveil religieux», marqué notamment par un grand dynamisme de l'islam dans les milieux urbains. La tendance la plus remarquable aujourd'hui est celle des mouvements dits «néo-confrériques», un terme utilisé par des chercheurs pour désigner des mouvements contemporains des confréries religieuses. La particularité de ces groupes s'affiche à travers l'orientation «moderne» des guides et des disciples, et à travers leur politisation massive. Ils sont aussi composés en grande majorité de cadets sociaux. Tout en restant dans le dynamisme de l'islam confrérique sénégalais, les leaders de ces groupes proposent aux jeunes urbains une nouvelle aspiration religieuse influencée par le réformisme islamique du monde arabe, mais aussi par la manière de faire et d'agir, «moderne». A cet égard, ils s'investissent dans la sphère publique et dans le champ politique afin de réaliser une « société islamique idéale» conforme à leur conception. Cet exposé propose ainsi une piste de réflexion, à partir de données de terrain fraîchement produites, sur la place des mouvements «néo-confrériques» dans la société locale, à travers leurs apports dans la sphère publique et leurs impacts sur les discours politiques.

AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle (yaella@free.fr)

Chargée de recherche / Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

MARDON Aurélie *présence à confirmer* (aurelia.mardon@wanadoo.fr)

Sociologue / université lille 1

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Expériences des colonies de vacances à l'adolescence et construction identitaire

À partir d'une enquête menée auprès de préadolescents et d'adolescents âgés de 12-17 ans fréquentant des colonies de vacances, l'objectif sera d'analyser la place et le rôle de ces moments dans la construction identitaire. En effet, en tant que moments de vacances et/ou de loisirs hors du cadre scolaire et familial, où le groupe de pairs prend une place primordiale, les colonies de vacances, dits accueils collectifs de mineurs, sont l'occasion pour les jeunes de jouer avec différentes facettes de leur identité et de s'autoriser certains passages à l'acte : premières boum, premier baiser, première cigarette, premières sorties nocturnes... L'enquête qualitative par entretiens compréhensifs que nous présenterons vise à recueillir des données sociologiques et biographiques, des récits de pratiques et des représentations relatives aux colonies de vacances. On se propose d'analyser différents temps de la colonie : temps en groupe, encadré ; temps entre copains, entre amis ; temps seuls ou à soi dans la construction identitaire des jeunes, ce qui permettra d'éclairer la place des colonies dans la construction du rapport au corps, à l'intimité ; aux pairs et plus largement aux autres. Cette recherche s'inscrit plus largement dans l'analyse du processus de construction identitaire, puisqu'elle se situe au carrefour des questions d'intimité et de revendication d'un monde à soi.

ANCEL Pascale (pascale.ancel@upmf-grenoble.fr)

Maître de conférences / Université Pierre Mendès France - Grenoble

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

Créations artistiques, innovations culturelles et redéfinitions identitaires Questions d'auteurs dans les arts plastiques aujourd'hui

Dans la continuité des travaux que je consacre à la signature dans les arts plastiques, je me propose d'examiner les liens entre les concepts de création et d'innovation. Dans le domaine des arts plastiques, la création renverrait à l'originalité de la proposition alors que l'innovation caractériserait l'émergence du nouveau (innovations technologiques par exemple), modifiant tout autant les façons de faire des « producteurs » au sens large (artistes ou acteurs culturels) que les manières de « voir » des « regardeurs ». Certaines pratiques contemporaines de « signatures » sont investies de significations autant politiques qu'identitaires. Marques, signes, logos... ces « motifs identitaires » restent soumis à quelques conventions propres au monde artistique. Ils peuvent donc tenir lieu de discours sur la place que l'artiste pense occuper dans ce champ ainsi que sur les effets innovants de ces redéfinitions identitaires. Ces réflexions seront développées à partir de ceux que l'on appelle les « artistes entrepreneurs ». Apparus dans les années 60, ils se présentent sous des noms d'agences, de sociétés ou de firmes. Leur esthétique, proche de celle de la communication ou de la publicité, emprunte au monde de l'industrie et de l'entreprise ses matériaux de base (néon, images, cartons), son vocabulaire et interroge non sans humour sa démarche.

ANDRADE DE BARROS Vanessa (vanessa.abarros@gmail.com)

Professeur / Université Fédéral de Minas Gerais - Brésil

RT 16 Sociologie clinique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

Les "mères du trafic" et l'effort pour transformer des milieux marginaux

Les exigences de performance et d'excellence de la société contemporaine provoque une ségrégation qui, maintes fois au Brésil, conduit les individus considérés improductifs vers les favelas. Pour une partie de cette population, notamment les jeunes, laissés à la dérive par l'État, par le marché et par la société, une alternative de survie consiste à se livrer, dans les espaces urbains souterrains et mêlés à la violence, à des activités liées au monde des drogues. Dans ce contexte, on retrouve les «mères du trafic», des femmes dont les enfants sont ou ont été concernés par le trafic de drogues, en tant que trafiquants, collaborateurs, usagers ou encore des «accros». On a rencontré ces mères dans différentes situations soit dans les queues de visites des prisons, soit dans les antichambres des juges criminels ou dans des groupes d'aide réciproque ou des mouvements associatifs et on les aperçoit toutes engagées dans la lutte contre la violence, dans le «salut» de leurs enfants, dans un dur et méconnu combat pour transformer leur situation. Notre communication porte sur une recherche/intervention menée auprès de ces femmes par le moyen du recueil d'histoires de vie, ce qui nous a permis de saisir leurs stratégies pour essayer de transformer la vie dans la favela où elles habitent et sortir les jeunes de la violence quotidienne.

Auteurs non communicants : José Newton G.DE ARAUJO, João Batista M.PINTO.

ANDRADE DE BARROS Vanessa (vanessa.abarros@gmail.com)

Professeur / Université Fédéral de Minas Gerais - Brésil

RT 16 Sociologie clinique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

Travail et transformation en situations de marginalité

De nos jours on assiste à un processus de fragilisation de l'existence humaine, en raison des transformations dans le monde du travail qui mettent en marge de la société un grand nombre de travailleurs en situation de précarité matérielle et existentielle. Délaissés maintes fois par le pouvoir public, faute de politiques capables de transformer la réalité précaire dans laquelle ils vivent, ces sujets sont obligés de créer alternatives de vie leur permettant d'échapper à la misère quotidienne, tout en négociant des conditions sociales particulières, soit par la mise en marche d'activités solidaires soit à travers d'activités illégales. Ces initiatives nous montrent quelques traits de l'expérience humaine dans la construction et la transformation de moyens de survie. Dans cet univers complexe se dévoile un aspect essentiel à la Sociologie Clinique, celui des rapports entre l'individuel et le collectif, le psychique et le social, le particulier et l'universel. Dans cet exposé, nous présentons le résultat d'une recherche-intervention développée au Brésil sur la construction de formes marginales de travail et de vie, comme alternatives à la précarisation résultante des transformations sociales. On y a utilisé le recueil d'histoires de vie comme une voie privilégiée pour accéder à une connaissance objective des transformations issues d'expériences singulières et sociales, ainsi qu'à l'élucidation du sens accordé à de telles expériences par les sujets.

Auteurs non communicants : Alessandra Kely VIEIRA, Aline PACHECO SILVA, Carolyne REIS BARROS, João Batista Moreira PINTO

ANDREANI Fabrice (andreani.fabrice@gmail.com)

Doctorant / CERI-Sciences-Po

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Quand les « socialistes du XXI^e siècle » exigent la « justice climatique » : sociogenèse, contradictions et perspectives de l'écologisme de l'ALBA, de Copenhague à Cancun en passant par Cochabamba

La « diplomatie des peuples » de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) participe d'un processus paradoxal de radicalisation et de ré-institutionnalisation des critiques sociales du capitalisme à peine quinze ans après la chute du mur. A la faveur de leurs rentes pétrolières et/ou gazières, redistribuées de façon ambitieuse, comme plus largement de nouvelles modalités de subjectivation de leur place dans l'économie-monde capitaliste, les portes-paroles démocratiquement élus -- Hugo Chavez, Evo Morales et Raphael Correa -- de l'ALBA se sont portés en thuriféraires du « post-altermondialisme » -- aux côtés des frères Castro, et ont démultiplié tant les partenariats entre eux qu'avec les mouvements sociaux, à travers la reprise voire la mise en pratique des revendications des premiers. Sur le plan discursif, la construction de ce nouvel imaginaire révolutionnaire transnational atteint son paroxysme au sommet de Copenhague, suivi par le « contre-sommet » de Cochabamba, qui permet de « préparer Cancun » avec entre autres des ONG comme Climate Justice Now !. On questionnera à travers cet exemple, et au moyen de l'analyse des discours, des trajectoires d'acteurs, et des réseaux où s'assemblent différentes luttes et répertoires d'action, les modalités de circulation des idées anti-systémiques et de leur ré-institutionnalisation, comme la capacité des acteurs institutionnels et non institutionnels à surmonter les contradictions pratiques qui en découlent.

ANNISON Harry : voir à **GROSINI Marion**

ARANGUREN Martin (martin_aranguren@yahoo.com)

Doctorant / EHESS/Orange Labs

RT 29 Sciences et techniques en société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 4)

Prononcez le nom du service qui vous intéresse : la coconstitution des interfaces vocales conversationnelles et de leurs utilisateurs

En paraphrasant Lucy Suchman, cette communication cherche à mettre en lumière comment une minorité d'utilisateurs résolvent le problème de la communication homme-machine tel qu'il est posé par le mode de fonctionnement d'une technologie interactive. A l'instar des études STS classiques d'Akrich et de Woolgar, il s'agira dans un premier temps de revenir aux représentations que les concepteurs se font des futurs utilisateurs des technologies qu'ils fabriquent pour, dans un deuxième temps, mettre ces représentations à l'épreuve des usages réels. La technologie sous examen est un serveur vocal interactif commercial dont les usages réels ont été enregistrés dans des pistes audio. L'analyse de la résolution du problème de la communication homme-machine s'avérera une voie d'accès privilégiée pour l'étude de la coconstruction de la technologie et de ses utilisateurs.

ARANGUREN Martin : voir à **VELKOVSKA Julia**

ARAÚJO José Newton (jinga@uol.com.br)

Professeur / chercheur / Université Catholique Pontificale de Minas Gerais - Brésil

RT 16 Sociologie clinique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

La précarisation du travail dans la production sucrière au Brésil

La culture de la canne à sucre au Brésil remonte à la période coloniale, au coût du dur travail des esclaves. Depuis les années de 1970, cette culture a connu un nouveau marché, dû à l'utilisation de la canne comme agrocarburant. Avec l'expansion de l'agrobusiness sucrier, les coupeurs de la canne ont été soumis à des conditions de travail de plus en plus pénibles, proches à celles des anciens esclaves. En effet, la « vie utile » de ceux travailleurs ne dure qu'à peu près 12 ans, le même temps productif estimé pour un esclave d'autrefois. Malgré ses innovations technologiques, cette industrie exige un rythme de travail chaque fois plus intense. Quant au salaire, le coupeur de canne est payé selon son rendement individuel - autour d'un euro et demi par tonne coupée. Dans les années de 1950, la productivité moyenne de ce travailleur était de trois tonnes/jour; dans les années de 1980, cela montait à six tonnes et en 2000 à douze tonnes. Une telle charge de travail amène évidemment à une série de troubles physiques et maladies (blessures, crampes, déshydratation, dermatites, infections respiratoires, etc.), jusqu'à la mort subite par épuisement (comme le karoshi japonais). Dans cette exposée on essaiera d'analyser la vulnérabilité de ceux travailleurs et leurs perspectives de résistance concernant, d'une part, leurs droits au travail et, d'autre, leur lutte pour conserver l'emploi, dans le contexte d'une croissante mécanisation de la production sucrière.

Auteur non communicant : RESENDE Carolina Costa

ARCHAT Caroline (caroline.archat@gmail.com)

Docteure en recherche d'emploi / Circeft, Université paris 8

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

L'éducation au cinéma dans le contexte numérique : question d'ambition et d'apprentissages

Depuis les années 1980, la politique éducative préconise la découverte et l'appropriation des œuvres cinématographiques pour le plus grand nombre. Dans les faits, le cinéma ne correspond pas à un programme d'enseignement défini. Ni discipline, ni simple divertissement, il est scolarisé selon ce qu'en font les enseignants dans leurs classes. Dans le prolongement d'un doctorat sur l'introduction du cinéma à l'école primaire et au collège, cette communication vise à montrer que des expérimentations du logiciel d'annotation de films Lignes de temps, réalisées en milieu scolaire depuis 2006, permettent de mieux comprendre les pratiques et les apprentissages en jeu avec le cinéma. Cet outil incite son utilisateur à adopter une autre position que celle du spectateur en salle et ouvre sur d'autres activités que celles prescrites ordinairement à l'école. Il constitue, de ce fait, un moyen d'accéder aux procédures et aux traces d'une relation au cinéma qui se construit dans la répétition des confrontations à un film. Ces expérimentations mettent également en lumière l'ampleur des difficultés liées à l'innovation. Elles obligent à inventer des situations éducatives qui ne s'enferment ni dans les contenus disciplinaires, ni dans les méthodes pédagogiques, qui ne se traduisent ni par une acceptation aveugle des possibilités offertes par le numérique, ni par le refus radical de celles-ci.

ARCHIAS Philippe (philippe.archias@repubblica-conseil.fr)

Consultant /

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

L'innovation associative à l'épreuve du tournant néo-managérial des politiques d'insertion

A l'heure où de nouvelles figures de l'exclusion et de l'insécurité sociale questionnent les politiques publiques d'insertion socio professionnelle, il pourrait sembler naturel au regard d'un discours récurrent porté sur le secteur associatif que celui-ci soit en pointe sur l'analyse de ces besoins sociaux et dans l'expérimentation ou dans la participation à la définition d'actions qui leur soient adaptées. Se situant dans une perspective institutionnelle d'analyse des relations entre mondes associatifs et politiques publiques, le propos de cet article consistera à montrer en quoi la recomposition néo-managériale des politiques d'insertion a, d'une part, rogné les marges locales d'innovation des associations en termes de pratiques d'accompagnement des demandeurs d'emploi, et, d'autre part, clôturé ou du moins restreint leurs espaces de participation et de négociation avec des pouvoirs publics. Se nourrissant d'une étude menée auprès d'une centaine de structures associatives en activité, notre communication saisira la recomposition néo-managériale des politiques d'insertion sous l'angle principal de la marchandisation des rapports entre associations et pouvoirs publics au titre de la généralisation des marchés publics comme mode d'accès aux financements dédiés à l'insertion socio professionnelle.

ARGOUD Dominique (argoud@u-pec.fr)

Enseignant-chercheur / Université Paris-Est Créteil

GESTIN Agathe (agathe.gestin@fdf.org)

Responsable Programme Personnes âgées / Fondation de France

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H1)

Les fondations et l'innovation dans l'action sociale : l'exemple de la Fondation de France

Malgré des objets différents, les fondations se positionnent généralement sur le champ de l'innovation. La légèreté de leurs structures leur permet d'être relativement réactives et donc de soutenir des acteurs et des actions pas encore ou peu soutenus par la puissance publique. Ainsi en va-t-il de la Fondation de France qui alloue, chaque année, de nombreux soutiens financiers au nom de « l'innovation ». Le positionnement de la Fondation de France résultait d'une partition claire des rôles : à la fondation, le rôle de repérage et de soutien de pratiques expérimentales, aux pouvoirs publics, le rôle de reconnaissance administrative et de financement à plus long terme. Ce schéma est aujourd'hui mis à mal. On assiste à une banalisation de l'innovation. Autrement dit, les fondations ne sont qu'un acteur parmi d'autres du soutien à l'innovation. Les pouvoirs publics eux-mêmes – aussi bien locaux que nationaux – s'engagent de plus en plus dans une quête de l'innovation, à travers le recours à des instruments de gestion qui étaient jusqu'alors l'apanage des fondations, en particulier via les appels à projets, et à des financements d'aide au démarrage. C'est pourquoi nous voudrions nous interroger dans cette communication sur les mutations de l'action publique dans le secteur social et ses conséquences dans le processus de soutien à l'innovation.

ARGOUD Dominique (argoud@u-pec.fr)

Enseignant-chercheur / Université Paris-Est Créteil

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

L'innovation gérontologique provient-elle du haut ou du bas ?

Nous proposons dans cette contribution une rapide relecture de la notion d'innovation dans le domaine gérontologique. Nous partirons des travaux d'Anne-Marie Guillemard qui ont montré que l'innovation qu'a constituée la politique du troisième âge est née d'une interaction entre le haut (l'Etat) et le bas (les acteurs locaux). Depuis, beaucoup d'innovations sont nées « par le bas » et se sont traduites en une multitude d'équipements et de services (petites unités de vie, téléassistance, garde itinérante de nuit, accueil de jour...), que les pouvoirs publics ont plus ou moins repris à leur compte tout en les normalisant très fortement. Aujourd'hui, l'Etat et les institutions, dans le cadre du nouveau management public, tentent d'impulser l'innovation à travers de nombreux programmes et appels à projets. En réalité, nos travaux tendent à montrer que les marges d'innovation en gérontologie résultent plus du « bas ». C'est en effet au niveau des territoires locaux qu'émergent des démarches nouvelles visant à proposer des cadres cognitifs alternatifs à la politique vieillesse actuelle.

ARMAGNAGUE Maïtena (maitena.armagnague@gmail.com)

Chargée de recherche / LERS

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Les modalités de participation sociale des descendants de migrants turcs en France et en Allemagne: des figures d'assimilation segmentée

Le village contre le ghetto est une forme de participation utilisée par les descendants de migrants turcs en France et en Allemagne. Cette forme d'adaptation (accommodation) confirme les observations faites par les chercheurs de l'assimilation segmentée. Elle se caractérise par l'entretien de solidarités collectives dans les domaines sociaux, résidentiels, économiques et matrimoniaux qui sont autant de ressources contre la désorganisation et la démoralisation sociales frappant assez durement les jeunes des quartiers paupérisés de France et d'Allemagne. Ces ressources juvéniles, largement autonomisées de celles construites par les ascendants se fondent également sur des pratiques de distinction pour tenter de se défaire des pratiques d'altérité et d'assignation en France et en Allemagne. Ces participations sociales sont donc ad hoc et contextualisées. Elles sont avant tout les fruits de la configuration locale des relations inter-ethniques, de l'allure du marché du travail et des traitements sociaux et politiques proposés (ou imposés) aux jeunes des deux pays, particulièrement aux jeunes relativement vulnérables et souvent stigmatisés. A travers l'étude de ces modes de participation, ce travail renseigne sur les formes, parfois contre-intuitives, de la cohésion sociale dans chaque pays et sur la structure des liens sociaux et générationnels.

ARNAL Caroline (caroline.arnal@hotmail.fr)

Doctorante/ATER / Laboratoire Printemps/UVSQ

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 12)

Construction, circulation et usages des savoirs au sein des maraudes : entre tentatives de normalisation et logiques de différenciation.

Activité sociale partagée par une pluralité d'organisations notamment associatives, les maraudes, ces tournées de rue à la rencontre des sans-abri, font l'objet depuis 2005 à Paris d'une multiplication de dispositifs visant leur coordination, leur « mise en synergie » (charte, cahier des charges...). Parmi ceux-ci, des sessions de formations consistent à fournir aux maraudeurs, bénévoles et salariés, des connaissances jugées essentielles à l'approche et à la compréhension de ce public particulier. En prenant pour objet ces dispositifs de formation, cette communication vise à interroger la nature, la construction, la transmission et la mise en œuvre (plus ou moins effective) des savoirs délivrés et des normes qu'ils révèlent. Reposant sur l'observation directe des maraudes et de trois sessions de formation délivrées au sein de trois organisations différentes, elle s'attache à

montrer comment cette dimension cognitive livre en creux des positionnements différenciés autour notamment de la division du travail associatif entre « maraudes professionnelles » et « maraudes bénévoles ».

ARSÈNE Séverine (sevarsene@yahoo.fr)

ATER / Université Lille 3 et Laboratoire Communication & Politique

RT 21 Mouvements sociaux Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Ai Weiwei, artiste et activiste chinois

Ai Weiwei est un artiste emblématique de l'art contemporain chinois et de renommée internationale. Depuis quelques années, son travail se prolonge dans des activités militantes, et s'appuie fortement sur l'usage des nouvelles technologies. Outre le blog qu'il tient depuis 2006, il a notamment ouvert un site Internet dédié au décompte des enfants victimes du tremblement de terre dans le Sichuan en 2008. Ai Weiwei a été arrêté le 3 avril 2011 et inculpé pour « fraude fiscale ». Le statut d'artiste et de fils d'artiste reconnu donne à Ai Weiwei une position très particulière, qui lui a permis d'aller bien plus loin que d'autres dans sa dénonciation de l'injustice. La démarche artistique est généralement un moyen relativement efficace de contournement de la censure car elle procède par allusion ou par métaphore, et la pratique du blog se fonde très facilement dans ce mode de fonctionnement. Ai Weiwei conjugue ainsi les ressources de l'art et des nouvelles technologies pour tenir un discours critique sur son pays. Or depuis les Jeux Olympiques de 2008, le contexte politique a beaucoup évolué, avec entre autres l'arrestation de Liu Xiaobo et sa nomination pour le Prix Nobel de la Paix et, plus récemment, les révolutions qui ont secoué le monde arabe. Nous mettrons en évidence en quoi ces différents facteurs ont pu conduire à une nouvelle évaluation de la posture internationale de Ai Weiwei et de son activité de blogueur par les autorités et, in fine, à son arrestation.

ASAL Houda (hasal@hotmail.fr)

Docteure - chargée de cours / EHES

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

Les cycles de mobilisation dans l'engagement politique de la minorité arabe au Canada. L'exemple de la cause palestinienne (1945-1975).

De la fin du XIXe siècle aux années 1970, dans le cadre d'une recherche portant sur l'immigration arabe au Canada, l'approche socio-historique permet de proposer des hypothèses prenant la temporalité comme facteur d'analyse des dynamiques organisationnelles du groupe. Dans un ouvrage qui revient sur les principaux « silences » de la sociologie des mouvements sociaux, McAdam et Sewell évoquent la temporalité comme un des points aveugles des études empiriques sur les mouvements sociaux (2001). Dans leur sillage, nous avons choisi d'analyser l'engagement politique des associations arabes canadiennes sur une période d'un siècle, en identifiant des cycles de mobilisation. Ceux-ci se caractérisent par des périodes de mise en veille et des années d'intense activité, d'une part, dans des campagnes de défense des droits des immigrés, et d'autre part, des revendications en lien avec la politique étrangère du Canada au Moyen Orient. Des discours, des représentants associatifs et des répertoires d'action se maintiennent et permettent à ces campagnes de se réactiver, après une période de mise en veille. Dans cette communication, nous souhaitons montrer comment la temporalité peut constituer une perspective d'analyse centrale pour la sociologie des migrations et celle des mobilisations politiques. Pour ce faire, nous nous attarderons sur l'exemple des mobilisations en faveur de la cause palestinienne, de 1945 à 1975.

ATTENCOURT Boris (borisattencourt@yahoo.fr)

Doctorant / cesp ehess-cnrs

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

Les circuits de la diffusion de la « culture scientifique » mondaine : positions, prises de positions et réseaux sociaux

A partir des années 1970, on assiste à l'émergence de circuits de diffusion de « culture intellectuelle » à destination de larges fractions du public cultivé dont l'enjeu principal pour les producteurs intellectuels se condense autour de la lutte pour la « visibilité intellectuelle ». Situé dans des régions floues du champ de la production culturelle entre le pôle de la grande production et de la production restreinte, cet espace se compose de circuits distincts mais néanmoins connexes, s'appuyant sur tout un ensemble de technologies sociales diversifiées (hebdomadaires « intelligents », institutions culturelles prestigieuses, émissions culturelles de radio, etc.). Parmi ces différents circuits, notre recherche s'est notamment centrée sur celui de la diffusion de la « culture scientifique » mondaine, c'est-à-dire ses instances, labels et technologies sociales privilégiés (Université de tous les savoirs, Cité des Sciences, éditions Odile Jacob, émissions sur France Culture, magazine Sciences et avenir, etc.). Une double analyse structurale (factorielle et de réseaux) de l'espace étudié – à partir d'un échantillonnage à choix raisonnés de producteurs et d'instances –, nous permet d'établir entre autres le poids décisif de facteurs sociaux tels que l'appartenance aux grandes écoles et la multipositionnalité (favorisant l'« intermédiation »), ainsi que l'effet structurant d'une série d'oppositions duales (e.g. : fondamental versus appliqué ; pouvoir temporel versus spirituel).

AUBERT Aurelie (aurelie.aubert03@univ-paris8.fr)

Maître de conférences / Université Paris 8

RT 37 Sociologie des médias Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD4)

Commercialiser les images amateurs : de nouveaux acteurs dans la production de l'information

Parmi les innovations récentes dans le domaine médiatique on note l'apparition d'entreprises qui commercialisent les contenus auto-produits dans le domaine informationnel et en particulier des photos et documents vidéos pris par des amateurs auxquels sont reversés des droits d'auteur (la première entreprise française dans ce domaine fut Citizenside, fondée en 2005). Les

questions posées par ce phénomène portent sur des sujets très variés qui peuvent permettre de réfléchir à la redéfinition du périmètre des médias au regard des pratiques amateurs en éclosion. Il faut s'interroger sur l'identité des nouveaux acteurs générés par ces entreprises, acteurs qui sont au nombre de trois : les producteurs de contenus, les journalistes chargés de vérifier ces contenus et les médias acheteurs de ces images amateurs. Il nous semble qu'un nouveau type de métier est en train d'émerger dans le journalisme, métier aux contours assez flous : il consiste en une tâche de vérificateur d'images amateurs, activités nécessitant des compétences différentes mais complémentaires du journalisme qu'il s'agit de définir. La nature des produits commercialisés ainsi que le type d'événements relatifs à ce type de contenus amateurs sont aussi à interroger tout comme les stratégies des médias dits « traditionnels » qui s'associent avec ces entreprises.

AUGER FANNY (fanny.auger@etu.univ-lille3.fr)

DOCTORANTE / CERIES LILLE 3

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H2)

Pratiques et liens sociaux au fil du vieillissement : Les conditions d'appropriation d'un projet Internet en Ehpad

Cette communication s'appuie sur une recherche effectuée en Master 2, pour une entreprise qui a créé un site internet (memOree) dédié à la collecte, à la valorisation et au partage des souvenirs des plus âgés. Cette étude portait sur l'appropriation de memOree par les personnes âgées et les professionnels d'un EHPAD. Nos résultats seront ici développés sous deux aspects. En nous appuyant dans un premier temps sur l'analyse du rapport des personnes âgées aux différentes dimensions de memOree, nous montrerons quelle(s) ont/a été leur(s) dynamique(s) d'appropriation(s). Si d'une façon générale, nous avons pu montrer que le passé prenait un sens et une importance particulière dans le grand âge, qui plus est lorsque la fin de vie se déroule en EHPAD, nous verrons que pour ce terrain, le projet a fait l'objet d'une « appropriation paradoxale » de la part des personnes âgées. Notre regard se portera dans un second temps sur les difficultés liées à la mise en place de memOree dans un EHPAD. Il nous faudra constater ici à la fois « l'écart » entre la place envisagée et la place réellement occupée par les personnes âgées dans ce projet, mais aussi la/les réinvention(s) d'usage de memOree par les professionnels de l'établissement.

AUVERT Anne-julie : voir à **DESHAYES Fabien**

AZAIS CHRISTIAN (christian.azais@dauphine.fr)

MCF HDR / IRISSO

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D1)

Pilotes d'hélicoptères à São Paulo et Mexico : des innovations institutionnelles pour un groupe professionnel en construction

La notion d'innovation retenue renvoie à la « transgression des règles » (Alter), à la transformation des normes. Le groupe professionnel des pilotes d'hélicoptère étudié à Mexico et São Paulo permet d'insister sur les arrangements institutionnels dont il est le théâtre. La comparaison permettra de souligner la teneur des interactions entre diverses institutions, dans les deux pays, ce qui conforte l'acceptation de « groupe professionnel » (Demazière, Gadéa, 2009). Deux niveaux seront abordés. Le premier fournit des explications sur une profession en construction et met aussi en scène les différents agencements illustratifs de l'évolution contemporaine de formes de mise au travail pour des professionnels qualifiés. L'autre, de nature institutionnelle, insiste sur les tiraillements entre instances militaires et civiles, puisqu'une passation des pouvoirs est en cours au Brésil entre ces deux protagonistes, ce qui n'est pas sans créer des allers et venues, des hésitations dans la construction d'une nouvelle architecture professionnelle. Cet exemple confirme le fait que les contours d'une profession ne sont pas immuables. C'est ce qu'exprime à sa manière ce groupe professionnel qui possède en outre la caractéristique d'être flexible sans être précaire. Ce dernier élément est une façon de souligner la présence de zones grises du salariat, pour une profession aux contours encore indéfinis. C'est ce qui en fait la richesse sociologique.

AZAÏS Christian : voir à **KESSELMAN Donna**

BACHMANN Laurence (Laurence.Bachmann@unige.ch)

Chargée de recherche / Université de Genève

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

La transformation du genre au cours des parcours de vie. Une approche dispositionnelle

Comment comprendre qu'une femme soit « sensibilisée au genre » ; qu'elle ait une posture relativement critique sur les rapports sociaux de sexe ? Notre contribution vise à analyser l'émergence au cours de parcours de vie de dispositions à transformer le genre. Ces dispositions, qu'en partie subversives, se trouvent sous des formes discursives ou réflexives (dispositions à croire), mais aussi pratiques (dispositions à agir), sans être pensées comme telles. Elles procèdent d'un travail de transformation de soi s'effectuant dans le temps. Cette contribution s'appuie sur des entretiens compréhensifs menés auprès d'une trentaine de femmes disposées à transformer le genre, mais ne se considérant par forcément « féministe », choisies par leur affiliation avec le féminisme ou par certaines de leurs pratiques non conventionnelles en termes de genre. Nous décèlerons les différents modes de socialisation (famille, formation, travail, groupe d'amies, etc.) qui ont forgé ces dispositions. Nous saisirons également les événements déclencheurs de la trajectoire d'un individu qui agissent comme instance de socialisation pouvant le transformer. La confrontation à des discriminations de genre dans le cadre familial, scolaire, professionnel ou conjugal peut ainsi engendrer une sortie du sens pratique et des postures réflexives sur les rapports sociaux de sexe. Nous cernerons enfin les contextes d'activations et de mise en veille des dispositions à subvertir le genre.

BACOU Magalie (mbacou@univ-tlse2.fr)

Post-doctorante / Université Toulouse II-Le Mirail, CERTOP-CNRS

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6c (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D2)

Analyse croisée d'une triple dynamique traversant les métiers de l'animation exercés en accueils de loisirs et des pratiques professionnelles.

Dès les années 1960, les métiers de l'animation connaissent une dynamique de professionnalisation, puis, de féminisation et de territorialisation depuis les années 1980. Cette communication propose une analyse croisée de ces trois dynamiques réalisée à partir d'un dispositif méthodologique composé de plus de 80 entretiens, d'une étude quantitative (N= 296), d'une série d'observations participantes ainsi que des études de cas des politiques municipales sectorielles dans 6 communes du même département. Les résultats de recherche montrent à la fois comment se traduisent ces dynamiques au niveau des pratiques professionnelles et comment ces dernières influencent le processus de professionnalisation en cours. Ainsi, l'analyse des mécanismes à l'origine de la féminisation montre que le statut de ces emplois constitue l'un des principaux ressorts de ce processus. De plus, cette situation de surreprésentation féminine combinée avec l'existence d'un consensus fort autour de la valorisation de la mixité sexuée des équipes est à l'origine d'une division sexuelle du travail. De surcroît, la territorialisation engendre une hétérogénéité des conditions d'emploi et de travail qui favorise une pluralité de modes d'exercice du métier présentant des logiques sexuées. Enfin, le processus de professionnalisation visiblement en marche pour les postes de direction des accueils de loisirs se voit ralenti au niveau des postes d'animation.

BACOU Magalie (mbacou@univ-tlse2.fr)

Post-doctorante / Université Toulouse II-Le Mirail, CERTOP-CNRS

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Une mise en tension des principes fondateurs de l'identité professionnelle dans les métiers de l'animation favorable à la reproduction des stéréotypes sexués.

Les métiers de l'animation connaissent une dynamique de professionnalisation amorcée au début des années 1960 et un processus de féminisation croissante dès le début des années 1980 (depuis 2002, plus de 70% des effectifs sont des femmes). L'analyse croisée de ces dynamiques a permis d'identifier l'existence d'un référentiel fort du groupe professionnel autour de la valorisation de la mixité sexuée des équipes d'animation. Celui-ci aboutit à une division sexuelle du travail notamment au niveau du type d'activité proposé aux enfants fréquentant les structures. Les attentes collectives à l'égard de l'animation ne sont pas figées dans le temps et connaissent des évolutions significatives depuis une cinquantaine d'années en France. Le projet éducatif des professionnels est néanmoins censé s'accorder avec celui des familles sur l'objectif d'assurer l'intégration des enfants dans la société. À partir de l'analyse de plus de 70 entretiens semi directifs auprès de personnel d'animation et de direction travaillant en accueils de loisirs et d'une série d'observations participantes, la communication proposée vise d'une part, à rendre compte de trois principes fondateurs de l'identité de ce groupe professionnel et, d'autre part, à montrer en quoi leur mise en tension peut conduire à l'adoption de pratiques professionnelles favorables à la reproduction d'une socialisation sexuée des enfants.

BAGLA Lusin (lusin.bagla@wanadoo.fr)

MC - Sociologie / Université d'Orléans

RT 29 Sciences et techniques en société Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Titre : Des réacteurs nucléaires pour Saskatchewan ? L'histoire d'une controverse en cours

La présente communication s'intéressera à un cas de controverse autour d'une nouvelle technologie d'énergie ou NTE (réacteurs nucléaires), qui reste un projet : faut-il donc la construire ou pas ? La réponse aura un impact sur le choix de la politique énergétique et le mix énergétique. Il s'agit du cas de la Province canadienne de Saskatchewan où la population fut divisée autour d'un rapport remis au gouvernement par un groupe encourageant le nucléaire, tandis que les « cons », dont des experts, préconisaient un autre futur énergétique. C'est un cas intéressant montrant les limites de la décision rationnelle et révélant la complexité des rapports entre différents groupes d'experts, entre experts et profanes, entre différentes parties prenantes (dans le cas canadien, il faudra ajouter les Premières nations qui doivent être obligatoirement consultées pour tout projet). À partir d'interviews avec des acteurs ayant pris part au débat, et en se servant également de sa couverture par les media, la communication analysera ce projet controversé en mobilisant les acquis des littératures de type STS (sciences-techniques-sociétés), sociologie des organisations, sociologie des sciences etc. avec leurs cadres conceptuels et théoriques qui s'avèrent pertinents comme grille de lecture du cas en question.

BAGLA Lusin (lusin.bagla@wanadoo.fr)

MC - Sociologie / Université d'Orléans

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Justice environnementale : le cas canadien

La proposition de communication commentera les ambivalences des approches à la justice environnementale au Canada où la question se focalise avant tout sur les Premières nations. Il s'agira de faire ressortir les différentes problématiques, la manière dont ce thème est abordé, les valeurs à partir desquelles on l'appréhende, les discours qui sont produits autour, les critiques qui sont contenues dans ces discours. Ensuite il s'agira de souligner que l'ambivalence est des deux côtés. Pour les Premières nations, divisées entre valeurs traditionnelles et développement économique, l'unanimité n'existe guère quant à la question des rapports entre l'environnement et l'économie. Pour le reste de la nation, la division est entre ceux qui accusent les Premières

nations, qui ont le droit constitutionnel d'être consultées, soit d'être des freins au développement en empêchant les investisseurs à cause de leur rapport particulier à la nature et au territoire, au nom de la justice environnementale, et ceux qui les accusent, au contraire, de ne vouloir, en réalité, que leur part du gâteau nommé « développement », au nom de la justice sociale. Ambivalence et tensions de part et d'autre qu'il s'agirait de mettre en perspective à partir des productions intellectuelles récentes sur ce thème (dont celles émanant des représentants des Premières nations) ainsi que des quelques entretiens conduits entre 2009 et 2010 à Saskatoon et à Regina (Province de Saskatchewan).

BAJARD Flora (flora.bajard@gmail.com)

Doctorante en sociologie / EMC2-LSG, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble 2.

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

Culture de métier et singularité artistique : quand le croisement des régimes d'exercice conditionne la création

Le métier de céramiste-auteur constitue une activité artistique dont les logiques sont à la fois celle du régime vocationnel de singularité, et celles d'une culture de métier, puissante et structurante pour ses membres. S'il s'exerce d'abord dans la solitude de l'atelier d'artiste ou d'artisan d'art, ce travail, constitué de buts à la fois « très égocentriques et très communautaires », s'inscrit dans des structures associatives auto-organisées, et autour d'événements spécifiques (cuissons au bois, marchés de potiers...) qui fédèrent ses membres en dépit de leur inscription dans des registres esthétiques pluriels. Ces logiques de « professionnalisation » contribuent à définir les frontières d'exercice du métier, et l'autonomisent à la fois en tant qu'activité artistique (« entre l'art et le métier »), et professionnelle (versus amateur). L'invention des réseaux de professionnels, au début des années 90, semble ainsi résulter et répondre à la faible légitimité culturelle dont le métier bénéficie en France (art déclassé), et contribuer à une certaine « qualité de l'emploi » en offrant des possibilités de maintiens individuel et collectif. En croisant la sociologie de l'art, du travail, et des groupes professionnels, on examinera comment le travail de création trouve alors ses conditions d'expression et d'existence dans la construction d'un espace de pratiques et de discours collectifs, et les enjeux que cela implique pour l'activité créatrice individuelle.

BALAS Stéphane (stephane.balas@wanadoo.fr)

Doctorant / CRTD - CNAM - Equipe clinique de l'activité (EA 4132)

RT 23 Travail, activité, technique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

travailler le conflit : une habitude créatrice

Le travail est le lieu d'expression de la subjectivité des personnes. Cette subjectivité cependant s'étiolle si elle n'est pas revitalisée par une conflictualité sociale. C'est d'ailleurs dans cette conflictualité que l'on peut trouver l'origine des processus créatifs, au cœur même de l'activité ordinaire de travail. Nous nous appuyons sur un court extrait d'entretien en autoconfrontation croisé entre deux masseurs-kinésithérapeutes avec qui nous avons réalisé une co-analyse de leur travail, pour mettre en lumière le rôle majeur que peut prendre le conflit sur le travail. Grâce au dialogue portant sur un geste professionnel de l'un, revu sur vidéo, les deux professionnels confrontent leurs subjectivités et parviennent à faire émerger des significations nouvelles qui lestent progressivement ce geste de métier. Ce travail sur le travail, éminemment créatif, est favorisé par le cadre méthodologique artificiellement construit, des entretiens en autoconfrontation croisés, outil d'une « clinique de l'activité ».

BALDET Bertrand (Bertrand.Baldet@univ-tlse1.fr)

Doctorant / Lereps

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Quand la gestion de l'inondation ne « reconnaît » pas ses riverains. La mobilisation d'une association d'agriculteurs contre un projet d'aménagement d'une rivière.

C'est autour d'un projet d'aménagement du Touch – affluent de la Garonne – que nous situons notre analyse. Une étude commandée par le syndicat intercommunal propose en 1999 d'abandonner l'entretien des digues en amont pour permettre à la rivière de déborder lors de ses crues sur les terres agricoles et ainsi épargner l'aval urbanisé. Nous proposons de décrire les conditions de mobilisation d'une association d'agriculteurs-riverains. Nous insisterons sur les deux registres qui traversent la mobilisation : le « travail de preuve » opéré pour contrecarrer le projet et le recours aux dimensions morale et éthique pour optimiser l'enrôlement des agriculteurs riverains. Le scandale repose sur la distribution inique des contraintes relatives à la gestion du risque d'inondation. Il constitue une épreuve autour de laquelle vont s'affronter des qualifications plurielles (De Blic & Lemieux, 2005). Au-delà du travail expert mené, l'association va engager la dimension morale du projet. En se proposant de protéger l'aval urbanisé au détriment des terres cultivées de l'amont, celui-ci néglige l'identité et les intérêts agricoles de la vallée. L'action collective fustige la non-reconnaissance (Honneth, 2004) de la population agricole et revendique sa légitimité à négocier le sort de la rivière. Au-delà de la seule revendication d'égalité de traitement, ces formes d'engagements peuvent également traduire des exigences de participation et de reconnaissance (Schlosberg, 2004).

BALDET Bertrand (bretrand.baldet@univ-tlse1.fr)

Docotrant en sociologie / LEREPS Université de Toulouse-Capitole

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 10)

Positionnements stratégiques autour du risque d'inondation : modélisation et simulation du cas de la vallée du Touch en Haute-Garonne.

L'objectif de cette communication est de proposer une analyse des jeux d'acteurs situés au cœur d'une « scène locale du risque » (Decrop, 1998). Nous nous intéresserons ici aux modalités de gestion du risque d'inondation dans la vallée du Touch (31).

L'entretien de la rivière est aujourd'hui pris en charge par un syndicat intercommunal regroupant l'ensemble des communes riveraines (SIAH) – il est au cœur du système politico-administratif local. L'antagonisme des intérêts entre les communes urbanisées de l'aval et les villages ruraux de l'amont constitue le premier enjeu stratégique pour l'ensemble des acteurs. La mobilisation d'une association de riverains agriculteurs de l'amont (Artesa) permet de révéler la prégnance de l'enjeu agricole et la nécessité de proposer une approche du risque équilibrée soucieuse d'une distribution proportionnée des contraintes relatives à la sécurisation des rives du Touch. L'ambition environnementale du SIAH constitue aussi un enjeu important pour la scène locale et engage des positionnements spécifiques des communes comme des acteurs institutionnels (Agence de l'Eau, DDT, Onema...). Nous proposons de modéliser cette situation organisationnelle et d'en simuler le fonctionnement avec le logiciel SocLab. De type SMA, ce modèle résulte d'une formalisation de la sociologie de l'action organisée et permet de corroborer l'étude empirique et d'explorer la régulation de systèmes d'action, ici ceux impliqués par le risque inondation autour du Touch.

BARBIER Jean-Claude (jean-claude.barbier@univ-paris1.fr)

DR CNRS / CNRS- Centre d'économie de la Sorbonne

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)

Droit européen et droits sociaux, une innovation en trop ?

Depuis le début de l'intégration (ou construction) européenne, le droit européen a poursuivi l'extension de son influence dans de nombreux domaines. Il s'est fondé sur une série d'innovations stratégiques décidées par la Cour de Justice de l'Union européenne (ancienne Cour de Justice des Communautés). Dans le domaine des droits sociaux (protection sociale et services sociaux), les compétences ont toujours été clairement du côté des États membres. Cependant, depuis une petite décennie, les conséquences secondaires du développement logique de l'influence du droit de l'Union se font sentir de façon de plus en plus puissante. Ces conséquences sont le résultat des innovations incrémentales qui résultent du déploiement du droit de l'Union. Les citoyens européens en sont très peu informés Par un phénomène classique de contagion (spill-over) par exemple, la notion de « service d'intérêt économique général » (SIEG) en est venue à concerner la production des services sociaux comme les crèches, le logement social, etc. Au-delà de l'exemple, ce à quoi on assiste c'est à l'extension d'une logique de mise en cause des arrangements de protection sociale nationaux, sans qu'en contrepartie, pour l'instant, une logique de construction positive de nouveaux arrangements soit possible au niveau quasi-fédéral. L'influence du droit de l'Union dans la protection sociale et les services sociaux serait-elle une innovation de trop ?

Auteur non communicant : Fabrice Colomb CES Paris1 co-auteur

BARBIER Marc (barbier@grignon.inra.fr)

Chercheur / INRA

RT 29 Sciences et techniques en société Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

Les agencements organisationnels de la création scientifique et technique de plein air. Une réflexion issue de recherches de terrain

L'objectif de cette communication est de proposer une construction du problème d'asymétrie méthodologique quand on veut traiter à la fois de la création scientifique et technique et des agencements organisationnels en co-évolution dans les processus étudiés. Cela nous conduira à étayer une lecture dynamique et performative de ces agencements. Nous proposons une étude de cas de façon à illustrer ce que peut vouloir dire de tenter un regard plus symétrique qui soient fondé sur un véritable travail empirique et des modes de représentation de ces agencements. En conclusion nous avancerons une discussion théorique plus générale autour de cette idéalisation forte de la maîtrise supposée ou nécessaire des processus de création pour l'innovation, en procédant à une lecture critique du phénomène gestionnaire.

BARBIER Pascal (barbierpascal4@gmail.com)

Doctorant - ATER Université d'Auvergne / CERLIS

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

La cohabitation des titulaires et des « non titulaires » sur un rayon de grand magasin. Rapport au travail et travail « que tout le monde peut faire ».

Le travail de la vente en première ligne est utilisé à des fins variables par les individus : assurer l'entretien « alimentaire » d'une existence qui prend sens hors du travail ou assurer une inscription parfois fragile sur le marché du travail. La catégorie des « vendeurs » est ainsi une catégorie hétérogène où cohabitent deux types d'individus : les vendeurs qui prennent au sérieux leur travail (ou sont contraints de le faire) et ceux qui le tiennent à distance. A partir d'une enquête ethnographique réalisée dans un grand magasin parisien, on interrogera ici les effets de leur cohabitation sur le rayon en observant plus particulièrement le premier type de vendeurs. En effet, on connaît aujourd'hui les expériences au travail des individus « déclassés » ou « en attente de classement » (étudiants qui financent leurs études). Mais on connaît moins les effets que produit la présence de ces salariés qui s'estiment « temporaires » sur les « permanents » qui sont eux engagés de manière durable dans le travail de la vente. Telles seront les questions posées dans cette communication : comment la présence d'un personnel peu concerné par le travail, non formé mais jugé compétent à son exercice agit sur l'identité professionnelle et sociale des « permanents » ? Au quotidien, quel rôle joue la présence des « non titulaires » sur les expériences au travail des « titulaires » ?

BARBIER Pascal (barbierpascal4@gmail.com)

Doctorant - ATER Université d'Auvergne / CERLIS

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Fidélisation ou financiarisation? La redéfinition du travail de vendeur par une innovation managériale dans les grands magasins.

Comment évaluer le travail des salariés dans les secteurs relationnels ? Cette question sera envisagée à partir d'un dispositif utilisé dans les grands magasins : les cartes de crédit vendues à la clientèle. Ces cartes de crédit servent autant une cause commerciale (fidéliser et tirer profit de la vente de crédit) que managériale (évaluer les vendeurs, « motiver les équipes »). Elles jouent un rôle important dans le rapport au travail des vendeurs qui doivent les proposer à la clientèle : elles sont à la fois une contrainte qui redéfinit les contours du travail à réaliser (« s'ils veulent des vendeurs de carte qu'ils prennent des banquiers » me diront certains vendeurs) et un levier d'action très puissant utilisé dans les relations entre vendeurs et managers. Par ailleurs, cet outil pose deux problèmes aux vendeurs. D'une part, aux yeux des vendeurs, il renvoie l'image stigmatisante de « vendeur roublard » dont ils veulent se défaire. D'autre part, il fait glisser l'interaction de vente vers une sphère financière que les vendeurs ne maîtrisent pas toujours. A partir d'un matériau ethnographique (observation participante en tant que vendeur dans un grand magasin parisien et entretiens), j'analyserai les effets produits par un outil managérial de plus en plus courant sur le travail des salariés.

BARBUSSE Béatrice (b.barbusse@wanadoo.fr)

Enseignant-Chercheur / Université Paris Est Créteil

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 8)

De l'entraîneur au manager sportif dans les sports collectifs professionnels : l'émergence d'un nouveau métier

En partant de la sociologie des professions, il s'agira dans cette communication d'analyser les évolutions en cours dans l'univers de la performance sportive à propos de l'apparition récente de managers sportifs et de ses causes et conséquences. S'agit-il d'un simple effet de mode qui consacre de « manager » tous ceux qui gèrent de l'humain et donc d'une évolution sémantique sans véritable contenu qui consisterait dans le sport à employer dorénavant le vocable de manager versus celui d'entraîneur (qui encadre aussi des Hommes) ou cela reflète-t-il une évolution plus profonde du métier d'entraîneur ? Il nous faut préciser que notre champ sera circonscrit à celui des sports collectifs professionnels français. Sur le plan méthodologique, nous nous appuyons sur l'analyse d'un corpus documentaire varié traitant du métier d'entraîneur (Autobiographies, biographies, entretiens journalistiques, articles et ouvrages scientifiques) et sur une expérience de participation observante qui dure depuis 5 ans dans le milieu du handball professionnel masculin. Nous traiterons dans un premier temps des causes d'une telle évolution. Nous insisterons particulièrement sur les effets de contexte. Puis, nous décrirons l'évolution du système de la division du travail sportif afin d'identifier les rapports coopératifs et/ou concurrentiels entre les métiers en interaction au sein de ce système. Enfin, nous aborderons les conséquences d'une telle évolution qui reste encore largement inachevée.

BARBUT Clélia (clelia.barbut@univ-paris3.fr)

Doctorante allocataire monitrice / Université Sorbonne Nouvelle / Université Laval Québec

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

Art et vidéo : interactions, innovations

Cette proposition interroge certains usages avant-gardistes de la vidéo, entre 1960 et 70, qui jouent sur les corps et sur les rapports corporels véhiculés par les œuvres d'art. Y sont mises en scène différents rapports entre les corps de l'artiste, de l'œuvre et des spectateurs, et entre corps humains et objets techniques. Ce sont les interactions au sens purement sociologique (modalités de l'« action réciproque », Goffman 1974) qui sont performées et réinventées par les artistes : on suggère que ces pratiques performant la notion d'interaction de manière innovatrice, et en apportent des éléments inédits pour l'analyse sociologique. L'étude s'appuie sur quelques œuvres. Dans une vidéo de R. Serra (Boomerang, 1974) l'artiste se tient derrière la vitre d'un studio d'enregistrement ; dans celui-ci, N. Holt porte un casque sur les oreilles et tient un micro ; le son qui passe par le micro est retransmis dans les écouteurs. Sa voix transite par l'objet, qui la transforme en un son, qui la retransmet ensuite. Dans une telle configuration, son corps est interagi par le corps de Serra et par les objets techniques ; ceux-ci déterminent aussi son expérience corporelle, qu'elle peut s'approprier et recréer. Son corps est donc coproduit par la technologie, rendu possible grâce à elle. Dans l'interaction mise en scène, le « non-humain » (Latour, 2009) est un interactant agissant : on suggère que ce type d'interaction, spécifiquement contemporain, doit être envisagé par la sociologie.

BARDET Fabrice (bardet@entpe.fr)

Chargé de recherches / Université de Lyon, ENTPE

HEALY Aisling (Ais.healy@gmail.com)

Mcf science politique / Université Jean Monnet (St-Etienne)

GT 42 Sociologie des élites Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

Les élites urbaines et les promesses des palmarès internationaux des villes. Lyon à la conquête du « Top 15 » européen

Les palmarès de villes, toujours plus nombreux, sont invariablement présentés comme l'outil privilégié de lecture des résultats de la compétition mondiale dans laquelle les villes seraient nouvellement engagées. Mais derrière l'uniformité des discours, ce sont de multiples formes de compétition auxquelles sont soumises les différentes catégories d'élites urbaines, quelles soient politiques, administratives ou économiques. Ce papier est issu d'une recherche conduite dans l'agglomération lyonnaise consacrée à la compréhension des mécanismes qui ont conduit le Président de l'institution métropolitaine à affirmer, très vite

après son élection en 2001, sa volonté de faire entrer Lyon dans le « TOP 15 » des métropoles européennes. Cette plongée dans les cénacles de la nouvelle gouvernance d'agglomération revendiquée par les élites lyonnaises, notamment autour de « Lyon Ville de l'Entrepreneuriat », a également permis de découvrir une initiative locale en faveur d'un nouveau classement des villes européennes, le palmarès ECER-Banque Populaire, qui vise à classer les villes européennes en matière d'aide à la création et au développement des entreprises. Imaginé cinq ans après la fixation de l'objectif « Lyon TOP 15 », le classement ECER offre une seconde perspective sur la compétition des villes. Il suggère une évolution très rapide des conceptions de la compétition des villes, ainsi que des stratégies de marketing territorial promues pour répondre à ses enjeux.

BARISI Giusto (g.barisi@isast.fr)

Consultant / ISAST

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

Les nouveaux dispositifs d'entretien d'évaluation des salariés

L'entretien d'évaluation des salariés est devenu un dispositif important et généralisé dans les nouvelles méthodes de gestion. Il ne doit pas être confondu avec l'entretien professionnel, instauré en 2003 avec un accord national interprofessionnel. Les évolutions observées dans l'utilisation de l'entretien d'évaluation ont aggravé les risques psychosociaux. Les IRP ont constaté ces dérives et sont intervenues à plusieurs reprises, notamment par des accords syndicaux visant à encadrer ces pratiques, aussi au niveau européen. À partir de plusieurs expertises réalisées par ISAST, à la demande de CHSCT, sur les nouveaux dispositifs d'évaluation, nous examinons les enjeux qu'y sont reliés et les conséquences de ceux-ci sur l'organisation du travail, sur la santé et sur les relations professionnelles, en mettant en exergue ce qui se cache derrière ces évolutions. S'agit-il d'évaluer le travail réalisé dans toute sa complexité et de valoriser la contribution de l'individu, ou bien s'agit-il d'évaluer au travers les comportements professionnels les traits de personnalité de l'individu, son adhésion aux valeurs affichées et aux choix de l'entreprise ? Sur quel contenu et avec quels critères est-il possible d'évaluer le travail et pour quelles finalités ? Comment les salariés et les IRP peuvent intervenir pour prévenir et préserver la santé des salariés et faire respecter leurs droits ?

BARISI Giusto (g.barisi@isast.fr)

Consultant / ISAST

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

L'innovation en entreprise: Les dégâts du prêt à penser des recettes technico-gestionnaires et managériales

La communication compare la genèse, la conduite et les conséquences des projets d'innovation technique et d'organisation de quatre entreprises, et les rôles joués par les différentes parties prenantes. Ces projets étaient tous de large portée : dans deux cas, on a assisté à des revirements stratégiques de l'entreprise, dans les deux autres cas, l'introduction de nouveaux outils de télécommunications a représenté une occasion pour modifier l'organisation et augmenter la productivité. Aujourd'hui, l'application d'innovations techniques et l'évolution de l'organisation sont des activités permanentes. Mais les directions ne se sont pas structurées pour la gestion du changement comme elles l'ont fait, dans le passé, pour la gestion normale des entreprises et pour la consultation des parties prenantes. Souvent, les transformations sont encore traitées comme des événements inhabituels, abordés avec de l'amateurisme et des improvisations. Une première conséquence de cette posture est que la plupart des projets sont abandonnés ou conclus avec des coûts et des délais dépassant les prévisions. Une deuxième conséquence est l'apparition de dysfonctionnements importants et une forte dégradation des conditions de travail. Enfin, le manque de prévoyance est porteur d'autoritarisme et de violence sociale, avec mise en danger de la santé des salariés et perte d'emplois.

BARLET Blandine (blandine.barlet@inrs.fr)

Doctorante / IDHE Nanterre/INRS

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D8)

La formation des infirmières dans le domaine de la santé au travail : les enjeux d'une recomposition des territoires professionnels

La médecine du travail, plus encore que les autres spécialités médicales, traverse une importante crise démographique. Pour pallier le manque de personnel médical et dans l'esprit de « pluridisciplinarité » prôné par la loi de modernisation sociale de 2002, les services de santé au travail emploient à présent des infirmières formées aux problématiques de la santé au travail. Depuis le milieu des années 1990, des formations de plus en plus diplômantes sont proposées aux infirmières : des Diplômes Inter Universitaire de Santé au Travail, puis des Licences professionnelles en Santé au Travail dans certaines facultés. A travers l'analyse de mémoires de fin d'études d'infirmières en licence professionnelle et d'entretiens avec des enseignants, des infirmières et des médecins du travail, je montrerai les alliances et les conflits que les déplacements de frontières entre les juridictions médicales et infirmières occasionnent. Les conséquences d'une reconfiguration du binôme infirmière/médecin se répercutent sur l'activité de tous les groupes professionnels de la santé au travail. Dans un contexte de « sauvetage » de leur profession, ce sont des médecins du travail qui organisent et orchestrent l'évolution des nouveaux groupes professionnels, ce qui leur permet de garder un certain contrôle sur la division du travail. Cependant, les infirmières nouvellement formées remettent en cause, dans leurs pratiques, les frontières telles qu'elles sont édictées par les médecins.

BAROZET Emmanuelle (ebarozet@uchile.cl)

Enseignant chercheur / Université du Chili

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Les classes moyennes actuelles ont-elle encore une identité de classe? Le cas chilien.

Le Chili, pays émergent d'Amérique Latine, peut être qualifié de « démocratie néolibérale mûre », du fait de l'équation entre un système politique stable et un régime économique néolibéral qui entre dans sa quatrième décennie d'application. Toutefois, les classes moyennes ont connu une importante métamorphose du fait de la forte transformation qu'implique la consolidation du nouveau régime économique. Ces dernières, qui formaient encore un groupe homogène du point de vue socioéconomique et identitaire vers la fin des années 1960, et qui représentaient environ 30% de la population, sont devenues un conglomerat de strates hétérogènes à partir des années 1980. Du fait de leur éclatement et de leurs trajectoires divergentes, ces différentes couches possèdent de multiples identités sociales et politiques, malgré la recherche, tant de la part de la classe politique que de leurs propres membres, de ce qui les définit et les différencie du point de vue identitaire. Nous utiliserons les résultats de l'Enquête Nationale de Stratification Sociale appliquée en 2009 dans le cadre du Projet Desigualdes et les focus réalisés au sein des classes moyennes chiliennes pour analyser les identités sociales et de classe au sein de ces groupes. Notre but consiste à comprendre les reconfigurations qui opèrent sur le long terme, dans le cadre de la transition d'un modèle de protection des classes moyennes à un modèle d'aide sociale extrêmement restreint.

BARRAUD DE LAGERIE Pauline (p.barraud@cso.cnrs.fr)

Post-doctorante / IDHE-Nanterre

RT 23 Travail, activité, technique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP B)

A la recherche de la « bonne formule ». Enquête sur le travail de recomposition des produits dans l'industrie agroalimentaire.

L'industrie agroalimentaire fait aujourd'hui l'objet d'injonctions croissantes quant à la prise en compte des effets de ses produits sur la santé des consommateurs, en particulier dans le cadre de la lutte contre l'épidémie d'obésité. Interpellées par les associations militantes, sensibilisées par les pouvoirs publics, un certain nombre d'entreprises du secteur se sont trouvées contraintes de revoir leur offre de produits. Cette communication portera sur le travail effectué par quelques-unes de ces entreprises pour « recomposer » leurs produits, suivant deux procédés principaux : un surcroît d'information sur la composition des produits d'une part, une modification de la composition des produits d'autre part. A partir d'une enquête qualitative au sein de quelques entreprises agroalimentaires, nous entendons éclairer le travail prospectif de mise à l'épreuve de leurs projets d'innovation (comment, en amont, les services de recherche et développement testent de nouvelles formules – de produits, d'emballages, de publicités... – pour redéfinir une offre conforme aux attentes des militants et des pouvoirs publics, mais aussi des consommateurs), ainsi que les effets de la mise en œuvre de certains de ces projets sur le travail dans les différents services (production, marketing, packaging...).

BARRÉ Philippe (philippe.barre@umontreal.ca)

Professeur adjoint / Université de Montréal

RT 29 Sciences et techniques en société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Analyse des pratiques et des dynamiques d'innovations techniques et organisationnelles dans le contexte des clusters industriels. Le cas du cluster aéronautique montréalais

Après Seattle et Toulouse, Montréal (Québec) constitue le 3ème plus important cluster aéronautique dans le monde. Cette industrie concentre un nombre important d'entreprises marquées par des liens de complémentarités ainsi qu'un nombre très important d'institutions locales spécialisées dans les domaines de l'innovation scientifique et technique. Nous présentons les premiers résultats d'une recherche que nous menons actuellement sur « Le rôle des clusters industriels dans le développement des capacités d'innovations techniques et organisationnelles ». Nous examinons dans ce cadre la nature et les dynamiques interorganisationnelles qui s'opèrent, dans le domaine de la R&D, entre ces entreprises, d'autres firmes internes et externes au cluster, ainsi qu'avec les institutions locales actives dans la R&D. Nous mettons en évidence le rôle central que jouent les institutions locales dans le développement des capacités d'innovation des firmes de ce cluster et dans la gouvernance de ce système. Notre cadre théorique met en perspective la sociologie de l'innovation et des réseaux d'innovation avec une approche centrée sur la gouvernance et la régulation des clusters et des systèmes industriels locaux.

BARREY Sandrine : voir à DUBUISSON-QUELLIER Sophie

BARTHOU Evelyne (ebarthou@aliceadsl.fr)

Chargée de recherche / Centre Emile Durkheim

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 15)

Filière de scolarisation et rapport au territoire en banlieue, un lien ténu

L'objet de cette communication est de questionner le rôle de l'appartenance au quartier et au territoire de façon plus globale pour les jeunes lycéens de banlieue et de voir comment ce territoire est mobilisé par ces jeunes dans le champ scolaire. Tout d'abord, il s'agira d'analyser l'omniprésence du territoire dans les interactions et le quotidien des jeunes. Nous verrons aussi que le quartier transcende souvent l'origine ethnique, que l'appartenance territoriale est multiple et qu'elle est mobilisée différemment selon le contexte. Pour terminer, nous reviendrons sur les différents degrés de mobilisation du territoire chez les jeunes lycéens. Il est clairement apparu que les élèves de filières générales faisaient beaucoup moins référence au quartier d'origine ou à l'origine ethnique que les élèves de filières professionnelles. Ces derniers sont beaucoup plus ancrés dans leur

territoire et en font un référent identitaire fort, avec une stratégie d'évitement du contexte scolaire. Les élèves de filière générales sont, quant à eux, moins attachés au territoire et font référence à leur scolarité, leurs projets professionnels et s'inscrivent plus dans une logique de mobilité.

BARTHOUE Evelyne : voir à **FOUQUET-CHAUPRADE Barbara**

BASINSKA Anita (anitabasinska@wp.pl)

PhD / Wyższa Szkoła Nauk Humanistycznych i Dziennikarstwa, Poland

RT 20 Méthodes Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

New techniques for doing fieldwork in organizations

There are a lot of researches on organizations. Doing research in organization is very difficult and complex task if we want to get full picture of this organization. Today we have many interesting research techniques and methods to achieve research goals. I would like to talk about new techniques (shadowing, NPVO, storytelling), new use of some techniques (collective case study) and a method action research for doing fieldwork. First of all I want to talk about capabilities and usefulness of these techniques, but about ethical problem as well (e.g. people do not know, they are under observation). I am going to describe also merits and flaws of techniques like shadowing, non participation video observation (NPVO), storytelling and collective case study and action research as well. Besides I would like to compare these new techniques to many "old" techniques e.g. interviews and another kind of observation. My question is about advantage new techniques over these old ones. The topic of my dissertation is not only theoretical perspective, but my own research experiences as well.

BASQUE Joëlle (joelle.basque@umontreal.ca)

étudiante / Université de Montréal

RT 23 Travail, activité, technique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

La créativité dans la constitution des identités et de l'agir en contexte organisationnel

Cet article vise à comprendre la dimension créative inhérente à l'agir à partir de l'étude de narratifs de soi produits en interaction. Puisant à la fois au pragmatisme de Joas (1999) ainsi qu'à la théorie de l'identité narrative de Ricoeur (1990), nous proposons que l'action a une capacité inhérente à créer de la nouveauté, faisant de la créativité une dimension essentielle de toute activité de travail. Nous soutenons que la construction conjointe de narratifs identitaires entre collègues de travail est une activité privilégiée dans laquelle se manifeste cette créativité en contexte organisationnel. Pour illustrer la constitution de ces narratifs en train de se faire ainsi que leur dimension créative et agissante, nous analysons un extrait de données conversationnelles recueillies lors d'une vaste enquête de terrain réalisée auprès d'un grand corps policier canadien.

Auteur non communicant : Daniel Robichaud professeur agrégé Université de Montréal

BASQUE Joëlle : voir à **VERMETTE Marie-France**

BASSON Jean-Charles (basson@cict.fr)

Maître de conférences, chercheur au Laboratoire SOI EA 3690 / Faculté des Sciences du sport, Université Toulouse III

LESTRELIN Ludovic (ludovic.lestrelin@unicaen.fr)

Maître de conférences chercheur au Laboratoire IOA (EA 4260) / Université de Caen Basse-Normandie

RT 21 Mouvements sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

Le supportérisme est un militantisme. Mobilisations collectives supportéristes et lutte contre les nouvelles formes de contrôle social opérant dans le football européen

Si le répertoire d'actions collectives des supporters ultras comprend des modalités de mobilisation et des registres d'intervention caractéristiques d'un mouvement social, c'est que le supportérisme fait, en Europe, l'objet d'un encadrement élaboré (Basson, 2004). Considérés en tant que cibles par le modèle répressif développé en Angleterre, les groupes de supporters sont maintenus aux marges du processus de mise en œuvre d'une action publique dont ils sont les « ressortissants » (Warin, 1999). Ainsi entendent-ils user de leur « capacité de capture des autorités publiques » (Lascoumes et Le Galès, 2007 : 36) afin de faire valoir leurs intérêts. L'ambition repose sur la prise de conscience des ressources politiques dont ils disposent pour dépasser la politisation des tribunes. D'une part, au-delà d'une conception idéaliste de la politique entendue comme combat pour les grandes causes, ils s'organisent selon des principes politiques. D'autre part, ils participent à l'alimentation du système politique : espace de socialisation et d'encadrement, instance de sélection et de circulation des élites, ils travaillent à l'élargissement et à l'ennoblissement de la cause supportériste et à la traduction politique des revendications d'une partie de la jeunesse. Enfin, usant des technologies de la communication, orchestrant la dramaturgie des conflits et fustigeant les nouvelles formes du contrôle social, le supportérisme apparaît, à l'échelle globale, comme une contre-expertise militante.

BASSON Jean-Charles : voir à **SOLINI Laurent**

BATICLE Christophe (Cbaticle@aol.com)

Post-Doctorant en contrat / UMR-CNRS CURAPP (Amiens)

GT 45 Sociologie des conflits Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

Au-delà de l'effet NIMBY. Le dépassement des intérêts territoriaux chez les opposants aux infrastructures « spatiovores »

La caractéristique de certains projets présentés comme des opportunités de développement tient dans leur emprise territoriale. Dès lors la multiplicité des tracés ou des sites d'implantation a toutes les chances de provoquer une mise en concurrence des territoires, qu'il s'agisse des lobbies favorables, mais encore des groupes d'opposants, tentés de mettre en avant les avantages de leurs « adversaires », devenus alors paradoxaux. Apparaît ainsi une double diagonale d'alliés objectifs entre les partisans d'un site et les détracteurs de tous les autres. L'un des schémas explicatifs à ces mouvements d'opposition générés par la localisation a consisté à y voir une réaction épidermique selon une logique proxémique. Le syndrome NIMBY, traduit en français par « pas dans mon arrière-cour », impliquant la contradiction entre la recherche des avantages liés à l'équipement proposé, tout en refusant pour soi-même les effets négatifs. L'épistémologie de cette posture semble se situer entre le « passager clandestin » d'Olson et le calcul marginaliste de Walras. Nous proposons de revenir sur un cas de figure emblématique en France avec le projet de 3ème aéroport international du bassin parisien, dans la mesure où la réunion des collectifs réfractaires locaux a contredit cette prévision d'une division nimbyste. Plus précisément, nous interrogerons le crédit à accorder aux postulats individualistes, en présentant une série d'hypothèses issues d'un travail d'enquête menée in situ.

BATICLE Christophe (Cbaticle@aol.com)

Post-Doctorant en contrat / UMR-CNRS CURAPP

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 7)

De la « Baie des chasseurs » à l'écologisation de la chasse. Lorsque le paradigme environnemental s'impose aux porteurs de fusil

Au-delà de leurs rodomontades visiblement antinomiques d'avec un mode d'appréhension écologique de la nature, les chasseurs (et parmi eux les plus viscéralement opposés au « lobby vert », à savoir les « sauvaginiens ») n'ont pourtant cessé de modifier leurs pratiques, jusqu'à récemment constituer un réseau de lanceurs d'alerte des crises sanitaires affectant la faune. Nous proposons de montrer comment cette « écologisation » des actes et des discours a pris forme, y compris chez les moins disposés à concéder une valeur à l'analyse écologique du territoire local dont ils font leur référent identitaire fondamental. A cet égard, la « Baie des chasseurs », sur la côte picarde, en offre un exemple particulièrement révélateur. Pour ce faire, il s'agira d'étudier les corps en action dans la démarche cynégétique, laquelle procède d'un patient processus d'apprentissage, où l'espace est matière aux procédures langagières. Secundo, en dépassant l'alternative entre stratégie de communication écologique (réactive et défensive) versus « verdissement » de l'ethos cynégétique, nous montrerons qu'il n'y a ni retournement opportuniste, ni retour aux sources d'une chasse prétendument écologique. Leur conception d'une biodiversité très anthropocentrée amène à un recyclage des convictions anciennes à même de répondre aux injonctions nouvelles, révélant une grande variabilité dans les processus d'écologisation selon les groupes d'acteurs, obligeant à articuler biodiversité avec sociodiversité.

BAZIN Hugues (bazin@recherche-action.fr)

Chercheur indépendant en sciences sociales / Chercheur associé à la MSH Paris-Nord et au LISRA

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

Les espaces intermédiaires de l'existence. Valorisation d'espaces de l'expérience à travers l'appropriation par la recherche-action de l'outil biographique

L'approche biographique proposée dans nos travaux d'enquête auprès d'acteurs sociaux et culturels a conduit certains à s'approprier une démarche de recherche-action et constituer un « Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action » (LISRA – <http://labo.recherche-action.fr>). Nous avons pu mettre ainsi en lumière et en valeur des espaces particuliers de l'expérience en termes de recomposition sociale et de créativité : les espaces intermédiaires. Le feed-back à partir des entretiens auprès d'acteurs inscrits dans une logique d'autoformation se caractérise par une posture réflexive où l'on se prend soi-même comme matériaux de recherche et ainsi contribue à une transformation individuelle et sociale productrice d'une nouvelle connaissance réinjectée dans ce work in progress. Des zones de l'expérience qui échappaient à la connaissance s'éclaircissent comme mode rationnel de réponse aux conditions de vie. Les espaces intermédiaires se comprennent alors non seulement comme mode de gestion de l'incertitude (forme subie d'aménagement de la précarité), mais comme mode d'analyse critique des modèles opératoires tels que l'injonction du « projet ». Ce travail critique dégage de nouveaux savoirs-être et savoirs-faire. La reconnaissance de cette intelligibilité et intelligence du social à travers cette notion d'« espaces intermédiaires » favoriserait une contre-expertise au service de la résolution de problèmes sociaux

BEAUBATIE Emmanuelle (emmanuelle.beaubatie@inserm.fr)

Doctorante / EHESS-IRIS

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Trajectoires d'hommes trans' : de l'innovation dans le genre masculin à l'innovation dans la sexualité masculine

Cette intervention propose une réflexion sur les innovations relatives à la sexualité masculine qui peuvent se manifester dans les représentations et pratiques sexuelles trans' female-to-male (FtM). Le travail d'enquête est centré sur sept entretiens avec des FtMs. La question posée est la suivante : dans quelle mesure les trajectoires de mobilité de genre du féminin vers le masculin sont elles productrices d'innovations dans la sexualité masculine? La masculinité des FtMs n'étant pas définie sur la

base d'un pénis biologique, nous exposerons en quoi la création atypique du genre masculin à partir du féminin est productrice d'une sexualité masculine inédite car non pénocentrée. Nous analyserons d'abord la sexualité « rétrospective » que provoque la transition : des pratiques et organes culturellement associés au féminin, qui n'étaient pas sollicités auparavant, apparaissent dans le script sexuel dès lors que les FtMs deviennent des hommes. Nous traiterons également des représentations sexuelles des FtMs, qui s'inscrivent dans leur récit biographique. L'héritage corporel, la socialisation sexuelle dans le genre féminin et plus largement, la conscience minoritaire en tant qu'ex-femme, parfois ex-lesbienne, et trans, y sont présentés comme des facteurs d'amélioration de la sexualité masculine. Enfin, l'intervention ouvrira de nouvelles possibilités de recherches qui mettront en regard les innovations sexuelles FtMs et MtFs.

BEAUBREUIL THOMAS (thomas.beaubreuil@ens.fr)

ATER / Université Paris-Ouest Nanterre

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)

Le rapport à l'espace comme rapport à la connaissance

Le rapport social à l'espace physique se présente, au premier plan, comme un rapport à l'espace « connu » et « vécu », autrement dit à l'« espace cognitif » et à l'« espace perçu ». L'espace que l'on connaît et que l'on perçoit est l'espace qui fait sens, qui nous est lisible. L'espace physique fait sens pour le groupe dans la mesure où il s'organise comme un langage, un système de signes communs qui le traduit, le nomme et le définit. Comme on peut le remarquer à la suite de Halbwachs, le langage se structure symboliquement comme un espace et l'espace se structure symboliquement comme un langage. La science des lieux (topologie) n'est-elle pas d'abord une science des noms de lieux (toponymie) ? Le rapport social à l'espace constitue par conséquent un rapport au savoir : mémoriser les noms de lieux et leur situation physique par exemple. Néanmoins, ce rapport à la connaissance ne peut être plus directement relié à la pratique dans la mesure où le corps est actionné justement dans l'espace, la matière, c'est-à-dire la manière dont les sujets perçoivent et intellectualisent le contexte social et physique dans lequel ils évoluent (et l'expérience qu'ils font de la place qu'ils y occupent). La communication s'appuiera sur une recherche ethnographique réalisée dans une cité ouvrière du sud-ouest de la France et essaiera de montrer que le « rapport à l'espace » se manifeste notamment sous la forme d'un rapport au savoir et à la pratique.

BECERRA Sylvia : voir à STURMA Aude

BECQUEMIN Michèle (m.becquemin@wanadoo.fr)

Enseignant chercheur / Université Paris Est Créteil

RT 40 Sociologie des institutions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

De l'individualisation à la familialisation de la protection de l'enfance. Analyse comparative de la construction des légitimités institutionnelles (1920-1960)

Suivant une perspective d'analyse inspirée de Hughes (1962), mon propos apportera un éclairage sur les processus de création de trois associations vouées au sauvetage des enfants dans l'entre-deux-guerres. L'association Olga Spitzer naît en 1923 dans le but de protéger les enfants maltraités et difficiles ; la Sauvegarde de l'adolescence, fondée peu après, veut améliorer le traitement des enfants vagabonds et en danger de prostitution ; l'Œuvre de Secours aux Enfants s'installe à Paris en 1933 pour protéger les enfants juifs des persécutions nazies. Soutenues par les solidaristes sous la III^e République, ces institutions ont tout d'abord agi à la marge de la légalité. On verra que leurs efforts de légitimation mobilisent à la fois des talents d'entrepreneurs, des ressources cognitives et cliniques venues d'ailleurs ainsi que des appuis symboliques et financiers. Cependant, elles ont traversé des crises de légitimité, sous le régime de Vichy notamment, mais aussi dans les années 1960 lorsqu'un familialisme d'Etat a imprégné le développement de l'action sociale. Sauver les enfants n'est désormais plus de mise ; c'est l'aide à la famille qui prédomine. On examinera comment une nouvelle définition légale de la protection de l'enfance engendre, à cette période, des crises de valeurs, des conversions idéologiques, ainsi que des innovations ou des réappropriations techniques tout en ouvrant à ces organismes l'opportunité de rester des acteurs légitimes de l'action publique.

BÉGUIN Marine (marine.beguिन@univ-nancy2.fr)

Doctorante / Université Nancy2-2L2S LASURES

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Les « petits métiers » de la propreté urbaine : simples nettoyeurs ou « principes actifs » de l'élan vert ?

Les villes sont de plus en plus concurrentes entre elles ; elles souhaitent convaincre les nouveaux arrivants - aussi bien les populations que les entreprises - de localiser leur projet sur leur territoire tout en maintenant ceux qui sont déjà installés. Les villes doivent donc jouir d'une image de marque irréprochable. Ceci passe bien évidemment par l'environnement et l'écologie. Pour qu'une ville soit attirante, elle doit être saine, propre, écologique. Ainsi, la propreté urbaine et les agents de propreté tels que les éboueurs et les balayeurs se trouvent au centre d'enjeux cruciaux. Mais en ont-ils conscience ? Nous chercherons alors à savoir comment se traduit cette modernisation écologique pour les agents de propreté urbaine. Le message « vert » fait-il écho auprès de ses agents de terrain ? Ces nouveaux impératifs apportent-ils des contraintes auxquelles les ouvriers de la ville n'ont pas envie de répondre ou au contraire, participer à la protection de l'environnement constitue-t-il pour eux une motivation ? Nous nous demanderons également si les missions qu'on leur confie leur permettent de passer outre le fait qu'ils exercent un métier sans nul doute dévalorisé et dévalorisant ? L'hypothèse, selon laquelle ces métiers de terrain répercutent dans une certaine mesure cet « élan vert » dans leur travail, sera développée ici à partir de l'analyse de données empiriques relatives à une enquête sociologique réalisée au sein de l'agglomération nancéenne.

BELAIDI Nadia (nadia.belaidi@prodig.cnrs.fr)

Chercheure / CNRS

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 7)

Protéger l'environnement pour assurer la Paix sociale ? Etude des Parcs pour la paix à partir du Great Limpopo Transfrontier Park, Afrique Australe

Cette contribution propose d'analyser la relation Protection de l'environnement/Paix sociale en étudiant les Parcs pour la Paix. Ce sont des aires transfrontalières définies par l'IUCN comme un outil visant à consolider la coopération entre les Etats d'une même zone pour la conservation de la biodiversité, la prévention et la résolution des conflits, la réconciliation, et le développement durable au niveau régional. Outils de paix et de coopération internationale, de protection de l'environnement, de développement économique, de démocratie, leur analyse met en évidence la crise des liens des êtres humains avec la nature mais aussi des hommes entre eux et conduisent à envisager la relation entre justice environnementale/sociale, équité, droits, développement.

BELART Claire (claire.belart@club-internet.fr)

Doctorante / CLERSE

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Le processus de rationalisation du soin en santé mentale: illustration d'un champ de conflit entre rationalité professionnelle et rationalité gestionnaire.

Cette communication examine le processus d'institutionnalisation d'une expertise gestionnaire en santé à travers la mise en œuvre d'un système d'information en psychiatrie (le RIM-P) et les formes de mobilisation collective déployées par les professionnels, notamment les médecins psychiatres, face à l'imposition de ce système normatif. En reconstituant la genèse d'une expertise médico-économique en santé, nous montrons comment la psychiatrie est peu à peu investie par cette nouvelle régulation ainsi que les conditions de sa mise en œuvre. Nous insistons notamment sur la tentative de normalisation et de protocolisation de l'activité soignante. Puis, à partir d'une recherche menée par observation participante dans un établissement public de santé mentale, nous rendons compte des usages de ce système d'information standardisé. Nous révélons l'existence de conflits entre la rationalité gestionnaire, portée par ce dispositif, et les logiques d'action professionnelles et nous mettons en évidence des stratégies qui oscillent entre résistance/ sabotage et instrumentalisation.

Auteur non communicant : Claire Bélart Doctorante en Sociologie laboratoire Clerse.

BELART Claire (claire.belart@club-internet.fr)

Doctorante / CLERSE

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Le processus de rationalisation du soin en santé mentale à travers la mise en place du RIM-P.

Cette communication traite de l'institutionnalisation d'une expertise gestionnaire en santé à travers la mise en œuvre d'un système d'information en psychiatrie (le RIM-P). En reconstituant la genèse d'une expertise médico-économique en santé, nous montrons comment la psychiatrie est peu à peu investie par cette nouvelle régulation. Nous montrons notamment l'avènement d'un processus d'industrialisation, à travers une tentative de normalisation et de protocolisation de l'activité soignante. Puis, à partir d'une recherche menée par observation participante dans trois établissements publics de santé mentale, nous rendons compte des conséquences de ces nouvelles exigences sur les pratiques professionnelles. Cela nous permet de mettre en évidence une recomposition de la hiérarchie hospitalière et des formes variées d'appropriation et de détournement.

BELDJERD Sofian (sofian.beldjerd@univ-poitiers.fr)

Mcf / Université de Poitiers

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Des mises en scène créatrices ? L'exemple des valorisations marchandes d'une offre de mobilier et de décoration

Dans quelle mesure la mise en scène d'un objet industriel par le merchandising s'apparente-t-elle à une opération de (re)création de cet artefact ? Il s'agit dans cette communication de nourrir ce questionnement, en mobilisant les premiers résultats d'une recherche empirique consacrée au marché des meubles et éléments de décoration destinés à la chambre d'enfant. Nos analyses portent sur un corpus de catalogues brochés, de sites internet et de prospectus publicitaires, édités par une trentaine d'enseignes de fabricants et distributeurs généralistes ou spécialistes. Après avoir décrit la structure de l'offre étudiée (autour de deux axes : celui des « qualités » et celui des adaptations des objets à l'enfant), nous montrerons de quelle manière les supports marchands (catalogues et sites) exploitent des traits préexistants des produits, qu'ils spécifient en les modalisant (par exemple : comment des objets initialement mixtes peuvent donner lieu à des spécifications genrées ou encore, comment les différentes mises en scènes d'un même bien inscrivent son sens dans des réseaux de valeurs antagonistes). Nous nous intéresserons, enfin, aux modalités à travers lesquelles le merchandising met en scène les cohabitations possibles entre esthétiques parentale, enfantine et infantile (des oppositions, aux continuités entre le civilisé et le sauvage ou encore entre l'ordre et le désordre).

Auteurs non communicants : François Bobrie CEPE-IAE de Poitiers, Inès de La Ville CEPE-IAE de Poitiers

BELIARD Anne-Sophie (anne-sophie.beliard@wanadoo.fr)

Doctorante / CIM (Communication, Information, Médias Sorbonne Nouvelle)
RT 37 Sociologie des médias Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD4)

Critique de séries télévisées, une nouvelle spécialisation professionnelle?

Notre communication s'interrogera sur les conditions d'émergence et d'institutionnalisation d'une profession de « critique » de séries. Au-delà des amateurs « profanes », les pratiques de critiques de séries télévisées ont progressivement intégré le monde du journalisme culturel. L'essor des séries semble s'accompagner de la consécration d'analystes professionnels, de « prescripteurs » (Karpik, 2007) créant alors un nouveau métier dans le milieu médiatique des séries. Alors que les discours de « respectabilisation » des séries sont couramment associés aux amateurs, peut-on parler aujourd'hui d'une profession de « critique »? Nous analyserons l'émergence du métier de critique de séries télévisées en France, dans une perspective socio-historique. Nous nous attacherons donc à répondre à plusieurs questions : Comment l'évolution du goût pour les séries a permis la création d'un nouveau métier, la critique de séries ? Comment cette profession s'est-elle positionnée par rapport aux milieux professionnels proches ? Le renouveau apparent des séries télévisées, dans les années 2000, et les nouveaux modes de diffusion de la parole amateur sur Internet ont-ils contribué à fluidifier les frontières entre monde amateur et monde professionnel ? Comment les pionniers de l'analyse des séries, créateurs des premières revues spécialisées dans les années 1990 ont-ils trouvé une tribune d'expression dans cette réorganisation de la distribution des discours critiques sur les séries ?

BÉLIARD Anne-Sophie (anne-sophie.beliard@wanadoo.fr)

Doctorante / CIM (Communication, Information, Médias) Sorbonne Nouvelle

BROSSARD Baptiste (baptiste.brossard@hotmail.fr)

Doctorant Allocataire-Moniteur / Centre Maurice Halbwachs

RT 20 Méthodes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Internet et la méthode ethnographique : L'utilisation des messageries instantanées dans le cadre d'une enquête de terrain

Le développement d'Internet au cours des années 1990 invite à l'intégrer aux recherches en sciences sociales. Qu'on prenne Internet comme un espace social, un « terrain » à explorer ou comme un outil d'enquête, une question émerge : dans quelle mesure peut-on adapter les méthodologies dites « classiques » à ce dispositif ? Nous nous demanderons notamment s'il faut repenser la méthode ethnographique sur Internet. Pour ce faire, nous présenterons une méthode spécifique d'enquête liée à Internet : l'entretien par messagerie instantanée. Au sein des différentes possibilités de communication à distance (téléphone, mails, visioconférence), l'emploi de ce type de messagerie dans le cadre d'une enquête de terrain se justifie particulièrement par l'usage indigène qu'en font les enquêtés. En effet, certains réseaux d'interconnaissances reposent sur cette interface, dont la pratique est très répandue parmi les adolescents et jeunes adultes. Dans ces cas de figure, le recours à ce moyen de communication s'inscrit tout naturellement dans la logique ethnographique : s'intégrer le plus possible aux habitudes quotidiennes des enquêtés. Afin de mettre en évidence les opportunités comme les limites méthodologiques et herméneutiques qu'ouvre une telle méthode, nous aborderons la question de la comparaison de cette technique avec l'entretien en face-à-face. Et nous montrerons comment l'usage de messageries instantanées peut mener à une forme d'immersion ethnographique « à distance ».

BELKIS Dominique (dominique.belkis@univ-st-etienne.fr)

Maître de conférence / Université Jean Monnet - Centre Max Weber

FRANGUIADAKIS Spyros (Spyros.Franguiadakis@univ-lyon2.fr)

Maître de conférence / Université Lumière-Lyon2 / Centre Max Weber

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

L'altérité dans le vif de l'actualité. Réflexions sur les modes de présence des migrants dans le monde public

Les recherches que nous avons menées depuis plusieurs années n'ont pas manqué de prendre en considération les différentes façons dont les migrants (demandeurs d'asile, réfugiés, sans papiers) font l'objet d'un processus de constitution d'une cause politique. Nous nous sommes ainsi intéressés à diverses procédures et opérations qui participent à faire des migrants une « question qui compte » dans l'espace public. De ces opérations, on peut dire d'abord qu'elles sont des dispositifs qui mêlent souvent deux registres : l'argumentatif et le narratif présumés rendre publiquement audibles et évaluables les expériences de migration. On peut dire aussi que cette manière de « grandir » publiquement la cause des étrangers est bien souvent traversée par des discours très critiques à l'égard des médias suspectés de trop insister sur une vision spectaculaire, victimaire et par conséquent réduite et orientée des migrants. Pour autant, il ne s'agit ici ni de vouloir réhabiliter la figure du migrant face à ce qui est parfois considéré comme une dérive médiatique ni, à l'inverse, de réhabiliter le travail journalistique face aux critiques qui lui sont adressées. Si tant est que l'enjeu est de faire exister les migrants comme entité du monde public, il s'agit de porter attention aux images d'actualité en tant qu'elles donnent à voir des modes d'existence des migrants et qu'elles sont des manières de rendre sensible la présence de ces êtres dans l'espace public.

BELLEAU Helene (helene.belleau@ucs.inrs.ca)

Professeure / inrs urbanisation, culture, société

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D3)

La question du choix entourant l'encadrement légal de la vie conjugale

Depuis une vingtaine d'années, la question du choix des usagers par rapport à l'offre publique s'impose comme un instrument structurant du débat public notamment autour des innovations institutionnelles en matière de conjugalité (Pacs, unions civiles,

partenariats civils, contrats de vie commune, etc). La question du choix se moule au modèle d'un quasi-marché où chaque individu est amené à choisir à l'intérieur d'une offre de plus en plus élargie des possibles. Au Québec, en regard du cadre légal proposé aux couples, cette offre se décline entre le mariage civil ou religieux, l'union civile, l'union libre sans contrat ou avec contrat de vie commune. Les conjoints seraient ainsi appelés à innover en la matière et à négocier entre eux le cadre légal (ou son absence) qui leur convient le mieux. Qu'en est-il dans les faits ? Nous proposons d'examiner la notion de choix qui sous-tend ce débat en présentant brièvement les positions du législateur québécois et le point de vue de couples mariés ou non. L'analyse s'appuie sur deux études empiriques réalisées au Québec entre 2008 et 2010. Quelques postulats seront examinés : 1) les questions légales entrent dans la décision des couples de se marier ou non, 2) les individus connaissent suffisamment les lois qui encadrent leur union pour faire un choix éclairé, 3) il s'agit d'un choix libre et négocié entre les membres du couple. Les concepts d'effectivité et d'internormativité seront brièvement définis au préalable.

BELLEBNA Hakim (hakim.bellebna@etu.univ-lille2.fr)

Doctorant contractuel / CERAPS, Lille 2

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

L'appropriation des normes nationales par les «street level bureaucrats» : l'exemple des Conseillers d'Insertion et de Probation.

Étudier le métier des Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (CPIP) n'a de sens que si on s'intéresse aux rapports qu'ils entretiennent à leur fonction, la définition qu'ils en font, la précarité de son exercice, la conception de sa légitimité, les connaissances requises et aux façons dont les agents se positionnent au sein de l'administration pénitentiaire. Pour se faire, la seule description du corpus réglementaire (socle commun de définition) qui structure leur rôle et le fonctionnement des Services pénitentiaires d'Insertion et de Probation, ne suffit pas à étudier les mécanismes de redéfinition du cadre de l'exécution des peines au niveau le plus bas. Dans l'exercice de leur métier, les CPIP doivent composer en fonction de leurs expériences et des éléments constitutifs des particularismes locaux (organisation du service, profils des personnes condamnées, moyens matériels, etc.). C'est sur la base de ces premiers éléments de réflexion que cette communication s'interroge sur la manière dont les productions juridiques nationales se diffusent et celle dont les CPIP s'en saisissent et la rendent pratique. De ce fait, à partir d'éléments objectivés (dans les antennes départementales, les interactions avec les pairs-supérieurs-probationnaires, et dans l'usage des outils mis à leur disposition), cette recherche participe à l'analyse des différentes façons dont ces agents « d'en bas » vont jouer une même partition, entre pratique du droit et droit en pratique.

BELLEMARE Guy (guy.bellemare@uqo.ca)

Professeur / Relations industrielles, Université du Québec en Outaouais

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux en relations industrielles. De la notion de système de relations industrielles à la notion de région de rapports de travail

Ce texte comporte une proposition pour le renouvellement théorique du champ d'études des relations industrielles en prenant appui sur les concepts de « région » et de « régionalisation » dans leur acception structurationniste. Le concept de région réfère à « la structuration des conduites sociales à travers l'espace-temps » (Giddens, 1987 : 176); celui de régionalisation renvoie pour sa part à la « différenciation temporelle, spatiale, ou spatiotemporelle de régions à l'intérieur de lieux, ou entre eux » (Giddens, 1987 : 443). Nous présentons en premier lieu un diagnostic de la crise que connaît le champ d'études des relations industrielles (2). Nous poursuivons avec l'identification d'un certain nombre de transformations reliées au travail et des défis qu'elles posent, et (3) nous traçons les grandes lignes d'une nouvelle logique définitionnelle des relations industrielles et de leur cadre analyse. Nous développons ensuite des éléments des théories de la structuration et de la modernité avancée d'Anthony Giddens (4), à la suite de quoi nous présentons les concepts de « région » et de « régionalisation » et leur pertinence pour repenser les relations industrielles (5). Nous présentons sommairement des études de cas qui illustrent et appuient notre réflexion théorique sur la nouvelle logique définitionnelle des relations industrielles et sur la notion de région (6) et présentons des pistes que suggère notre réflexion en guise de conclusion (7).

Auteur non communicant : Louise Briand Professeure Sciences comptables Université du Québec en Outaouais

BELLOT Céline (celine.bellot@umontreal.ca)

Professeure / Université de Montréal

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D6)

La recherche au service du changement social

A partir d'une expérience de recherche conduite en partenariat avec les milieux de pratiques et les personnes sans-abri, nous tenterons de montrer comment un cadre théorique et d'action autour de la reconnaissance permet de soutenir une démarche et une mobilisation des acteurs autour d'un changement de pratiques. Ancrée dans une perspective de défense des droits des personnes sans-abri, la stratégie mise en œuvre, organisée autour de l'Opération Droits devant, pour révéler les effets négatifs des pratiques de tolérance zéro a permis de rendre visible un phénomène jusque là ignoré par les autorités et les acteurs socio-judiciaires. L'analyse du processus entourant cette démarche permettra de montrer comment les ressources, les acteurs, les données de recherche, les activités de diffusion des connaissances, les revendications ont été utilisées en vue d'obtenir la fin de la judiciarisation des personnes sans-abri, notamment la fin de leur emprisonnement pour des infractions mineures. Cette présentation sera aussi une occasion de réflexion sur la question de l'engagement et de la militance en recherche et notamment

en recherche auprès des populations les plus défavorisées dans un contexte d'analyse des enjeux normatifs et de normalisation révélés par les pratiques des acteurs socio-judiciaires et sur ses limites.

Auteur non communicant : Marie-eve Sylvestre professeure Université d'Ottawa

BEN AYED CHOUKRI (choukri.benayed@orange.fr)

Professeur / Université de Limoges

TRANCART Danièle (dtrancar@club-internet.fr)

Enseignement-Chercheur / Centre d'Etudes de l'Emploi

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

Comprendre le déclin des performances et l'accroissement des inégalités dans l'école française

Cette communication prendra appui sur la recherche « Les inégalités socio-spatiales d'éducation. Processus ségrégatifs, capital social et politiques territoriales » (200-2006) et sur ses prolongements récents. Après une phase d'exploration des variations sociales et spatiales de performances scolaires à différentes échelles, cette recherche s'est centrée sur l'objectif suivant : repérer et comprendre les relations complexes entre ségrégations urbaines et scolaires, concurrences entre établissements, hiérarchisation des espaces scolaires et déficits d'acquisitions des élèves. Pour ce faire, quatre démarches ont été conjuguées et articulées : une étude comparative des acquis en mathématiques et français à l'entrée au collège sur l'ensemble des collèges publics (en France métropolitaine) ; une étude comparative des inégalités de performances scolaires aux épreuves de mathématiques et de français du Diplôme National du Brevet à la sortie du collège ; une étude statistique approfondie des évolutions constatées au niveau des collèges de cinq départements (Yvelines, Seine-Saint-Denis, Loire-Atlantique, Hérault, Loire) ; des monographies approfondies au sein de ces cinq départements élargies au contexte local. La communication insistera sur les principaux traitements statistiques réalisés au cours de l'enquête (calcul des sur et des sous-réussites départementales) et sur les principales conclusions.

Auteur non communicant : Sylvain Broccolichi Université d'Artois

BENALI RABAH (benalrab@yahoo.fr)

DOCTORANT / GRIS UNIVERTE DE ROUEN

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

Le rôle des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance Le cas (CLSPD) de Rouen et agglomération

Cette communication tente à étudier dans quelles mesures les politiques publiques contribuent au contrôle social de la délinquance et de l'insécurité ? cette volonté politique a abouti à la création des CLSPD dans le territoire français. Nous formulons l'hypothèse selon laquelle les CLSPD jouent un rôle important dans le contrôle et la régulation de la délinquance dans l'agglomération Rouennaise, y'a t'il une diminution de la délinquance à Rouen? La bonne implication des services dans la lutte contre cette délinquance a permis au département de poursuivre la baisse de la délinquance de proximité qui regroupe les délits caractéristiques de l'insécurité quotidienne. La prévention de la délinquance est l'affaire de tous et son efficacité subordonnée à l'implication de l'ensemble des acteurs. En effet, si elle mobilise l'action des services de l'Etat, des collectivités territoriales et des collectivités locales. L'analyse se focalise sur :- Les processus d'intervention et du production des discours de régulation des représentants municipaux. -L'état de la délinquance dans le département. -L'élaboration et mise en œuvre du plan départemental de prévention de la délinquance. -Les priorités d'action dans le département L'élaboration de cette recherche se fonde sur deux techniques de recherche : - l'analyse des sources documentaires (arrêtés municipaux sur la délinquance et la sécurité, lois, etc..). et des entretiens auprès des responsables concernées.

BENVENUTI Pascal (pbenvet@hotmail.com)

Doctorant / Paris III / CERLIS

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 1)

Consommer la culture au travail. Le cas du petit personnel des institutions culturelles légitimes.

Il existe tout un ensemble d'acteurs dans les institutions culturelles qui, de par leurs caractéristiques sociales, constituent, en quelque sorte, un public impossible ou improbable pour de nombreuses pratiques culturelles. Des passions pour l'art naissent pourtant par le travail, engendrant des réappropriations privées qui se distinguent de celles de personnes possédant un capital culturel certifié. À l'opposé de ce public improbable, nous observerons un grand nombre de fêrus de culture qui se servent d'un travail peu qualifié dans le secteur culturel pour se cultiver davantage et, le cas échéant, se servir de ces compétences acquises durant le travail dans leur pratique artistique. Ainsi, consommer la culture au travail devient un outil pour l'innovation. L'innovation artistique, qui, dans le cas de la peinture, se construit a priori de manière solitaire, est favorisée par les médiations au sein de ces services où l'on partage ses idées, ses projets. Ces lieux de travail, les œuvres qu'ils contiennent, ainsi que les différentes médiations entre collègues et visiteurs, favorisent l'innovation artistique. Nous appuierons notre travail sur du matériel empirique récolté auprès de salariés à des postes peu qualifiés dans des institutions culturelles légitimes. Ce matériel s'est constitué sur la base d'une vingtaine d'entretiens approfondis, d'observations (observation participante de plusieurs centaines d'heures au Centre Pompidou) et sur la tenue d'un journal de bord.

BERCOT Régine (regine.bercot@gtm.cnrs.fr)

Professeur / université paris 8- CRESPPA

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

Une innovation gestionnaire en congruence avec la professionnalité de cadre infirmier

Différents travaux ont pu montrer comment les pratiques nouvelles de gestion dans l'hôpital desservent la qualité de soin ou même entraînent en contradiction avec lui. Cette thèse apparaît avérée si on se réfère au fait que les critères d'admission ou de durée de séjour se construisent en référence aux critères de financement des actes par la sécurité sociale (en référence à la T2A). Cependant, ce constat ne peut être généralisé à toutes les procédures d'innovation et de changement en matière de gestion au sein de l'hôpital. La rationalisation des procédures, est parfois congruente avec la logique professionnelle d'un groupe –ici celui des cadres infirmiers-. Cette affirmation conduit à relativiser le rôle négatif joué par les métiers dans les dynamiques de changement au sein des organisations. Nous expliciterons en quoi les objectifs de rationalisation des blocs opératoires apparaissent cohérents aux cadres infirmiers. L'innovation introduite par les directions dans la gestion des blocs rencontre l'appui des professionnels pour 3 raisons : 1) l'introduction de meilleures conditions d'activité 2) la mise en place d'une nouvelle régulation des actes par l'introduction d'une planification 3) le respect du travail des infirmières et infirmiers. Ceci ne va pas sans tensions fortes entre personnels de bloc et les autres groupes professionnels.

BERGSTROM Marie (marie@bergstrom.fr)

Doctorante / Observatoire sociologique du changement, Sciences Po Paris

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Sites de rencontre en ligne. Nouveaux scénarii et pratiques hétérosexuels

Très fréquentés, notamment par les jeunes, les sites de rencontre sur Internet sont désormais des lieux de rencontre parmi d'autres mais non pas comme les autres. Avec une organisation sociale tout à fait particulière (anonymat, absence de face à face, communication écrite, absence des pairs...), ces espaces sociaux en ligne sont l'arène de nouveaux répertoires de pratiques sexuelles et de scénarii de rencontres hétérosexuelles. Prenant appui sur un dispositif méthodologique varié – entretiens, questionnaire, inventaire et analyses qualitatives de sites de rencontre francophones – nous constaterons premièrement que ces sites constituent des espaces de sociabilité à part entière qui accueillent notamment diverses pratiques dites de « cybersexualité ». Nous montrerons aussi comment l'organisation des sites tend à la fois à faciliter le recrutement de partenaires sexuel(le)s et à en accélérer le processus. Se dessine en effet un nouveau scénario de rencontre hétérosexuelle en ligne que nous tâcherons de cerner à la fois à partir des pratiques qui le constituent, du cadre « matériel » qui le soutient et des représentations qui l'encadrent. Enfin, nous montrerons comment ces nouvelles pratiques sur Internet, potentiellement transgressives, sont toutefois conditionnées par des normes sexuelles relatives notamment à la définition d'une sexualité féminine respectable.

BERNARD Lise (lisebernard@yahoo.fr)

Doctorante / Université Paris Descartes – CERLIS, CREST- LSQ

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Les classes moyennes du privé et des services. Esquisse d'une catégorie d'analyse

Cette intervention se propose de contribuer à une réflexion sur les recompositions des classes moyennes au cours des dernières décennies. Elle mettra en évidence l'existence d'un ensemble constitué de catégories intermédiaires des services marchands partageant plusieurs formes de proximité sociale. Cet ensemble se distingue, à de nombreux égards, à la fois des indépendants qui se caractérisent par un patrimoine professionnel et d'une part importante des classes moyennes salariées. Cette communication montrera que cet ensemble à la position sociale singulière nous invite à reformuler les schémas souvent utilisés dans l'analyse de la stratification sociale pour penser les catégories intermédiaires. Elle portera son attention sur les caractéristiques de ce pôle original des classes moyennes et sur les transformations sociales récentes à l'origine de son essor. Elle s'appuiera sur des analyses statistiques portant sur la société française des années 2000 et sur une enquête ethnographique, alliant observation participante et entretiens, attentive aux rapports au travail, aux trajectoires sociales et à divers aspects du style de vie des agents immobiliers. Elle mobilisera aussi les résultats d'une enquête qualitative menée auprès de commerciaux et d'indépendants prestataires de services travaillant dans des secteurs d'activité divers.

BERNARD Lise (lisebernard@yahoo.fr)

Doctorante / Université Paris Descartes-CERLIS, CREST-LSQ

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 7)

Les agents immobiliers et la vente du logement.

Cette communication mettra en évidence que la vente de logements nécessite des compétences sociales particulières. Les caractéristiques singulières de l'achat d'une maison ou d'un appartement s'accompagnent de la détention de certains savoir-faire qui distinguent les agents immobiliers d'autres vendeurs et de nombreux commerçants. Cette intervention portera son attention sur la nature de ces compétences en soulignant que de longues interactions avec des clients dont il faut acquérir la confiance requièrent notamment certains rapports au corps et au langage. Elle précisera en quoi les manières de faire au travail des agents immobiliers contribuent à nous renseigner sur leur position sociale et montrera que la sociologie des travailleurs des services marchands gagne à s'articuler avec une analyse des pratiques de travail. Cette communication s'appuiera sur une enquête ethnographique attentive aux rapports au travail, aux trajectoires sociales et à divers aspects du style de vie des agents immobiliers. Elle reposera aussi sur une enquête qualitative menée auprès de commerciaux et sur des analyses statistiques.

BERNARD Pierre-Yves (pierre-yves.bernard@univ-nantes.fr)

Maître de conférences / CREN Université de Nantes

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

L'échec d'une expérimentation en politique éducative : entre illusion rhétorique et conflits de légitimité.

Dans le cadre d'une expérimentation réalisée dans une académie de l'ouest de la France, on a pu suivre la conception et la mise en œuvre d'un outil technique de repérage des jeunes en situation de décrochage scolaire. Ce travail a permis de collecter des données à partir d'entretiens réalisés auprès des partenaires engagés dans l'expérimentation, et de participation à certaines instances du dispositif. L'expérimentation présente ici un double paradoxe. D'une part elle a été menée à terme d'un point de vue technique mais a été arrêtée avant son opérationnalisation pour les acteurs de terrain. Mais, d'autre part, le dispositif de repérage fait l'objet d'une généralisation au niveau national, à partir d'un autre outil technique. On a donc une expérimentation inachevée, dont il n'est pas possible d'évaluer les effets, et sa généralisation sous une forme différente, sans que cette différence de forme soit justifiée par la moindre évaluation. Bien que portée par un discours de légitimation de l'action publique locale et partenariale, structurée à partir de réseaux, et permettant un aller-retour entre terrain et décideurs, le déroulement de cette expérience montre plus profondément l'inertie des positions institutionnelles façonnées par l'histoire, et révèle les conflits de légitimité entre les acteurs impliqués (administration centrale de l'Education nationale, services rectoraux, MGI, Missions locales, Région).

Auteurs non communicants : Christophe Michaut, et Franck Sanselme CREN

BERNARD Sophie (sophie.bernard@dauphine.fr)

MCF / IRISSO - Université Paris Dauphine

TIFFON Guillaume (g.tiffon@yahoo.fr)

Post-doctorant / CPN - Université d'Evry

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D20)

De l'automatisation des caisses à la recomposition du travail des caissières

La grande distribution repose sur le principe de la mise au travail du client (Dujarier, 2008, Tiffon, 2011). Historiquement, la standardisation du conditionnement a permis de s'affranchir du travail des vendeurs au comptoir et de déléguer aux clients le soin de s'approvisionner en collectant eux-mêmes les marchandises au sein des rayons (Cochoy, 1999). Une nouvelle étape est aujourd'hui franchie avec l'introduction de processus d'automatisation des caisses. Si les analyses sur l'automatisation industrielle se révèlent éclairantes à cet égard, elles n'épuisent pour autant pas le sujet et ne sont pas transposables dans les services. En effet, si la fluidité recherchée en caisse est un enjeu quasi industriel (Bernard, 2005), il se trouve compliqué par le fait que les déterminants du flux et de l'absorption relèvent en partie de l'intervention d'une « rationalité externe » (Borzeix, 2003) : les clients. Dès lors, le processus d'automatisation dans les services invite à revisiter cette question pour en faire émerger les spécificités. De quelles manières l'organisation se recompose-t-elle suite à l'introduction de ces innovations ? Quels en sont les effets concrets sur le travail des caissières ? Comment se redéfinit leur activité ? Pour répondre à ces questionnements, nous nous appuyons sur les résultats de deux enquêtes réalisées dans la grande distribution alimentaire et non-alimentaire dans une visée comparative.

BERTAUX Daniel (daniel.beriaux@misha.fr)

Directeur de recherche / CNRS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Sept propriétés des récits de vie

Quels sont les aspects, les facettes des expériences de vie que seul – ou presque - le récit de vie rend visibles, observables, et donc analysables ? On en compte au moins six : six « aspects », donc six propriétés descriptives du récit de vie. La singularité d'une vie (Si); son insertion dans le(s) contexte(s) sociaux-historiques traversés (historicité H); la subjectivité du Sujet, l'intérieure mais surtout l'active ; ses raisons d'avoir agi (ou pas) (Su) ; les cours d'action relativement autonomes qu'il/elle a mis en oeuvre (A); les contextes dans lesquels il/elle a vécu et agi, si on l'incite à les décrire (C); enfin ses réseaux de relations aux diverses époques de sa vie (R). D'autres méthodes aussi présentent certaines de ces propriétés (l'entretien centré non-narratif peut donner accès à la subjectivité; les contextes locaux peuvent être décrits par la monographie...). Mais d'autres « propriétés descriptives » sont propres à la méthode biographique: A, H et Si. Surtout, et c'est un point fondamental, ce que le récit de vie permet de VOIR ce ne sont pas tant les particularités d'un sujet que ses rapports avec d'autres sujets et aux contextes sociaux-historiques. Ce sont les facettes les plus sociales de l'expérience vécue. Et c'est pour cela que les récits de vie sont si riches en éléments sociologiques. La septième propriété, l'expressivité (E), est communicationnelle. Autrement dit elle fait bougrement avancer le Verstehen du sociologue, puis de ses lecteurs...

BERTHOU Aurélien (aurelien.berthou@free.fr)

Doctorant contractuel / Université Paris Descartes - CERLIS

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Les disputes conjugales : un processus d'innovations dans la relation conjugale

En quoi les disputes conjugales constituent un processus d'innovations dans la relation conjugale ? Pour répondre à cette question, trois éléments issus d'une enquête qualitative sur le rôle des disputes au sein du couple seront abordés. Premièrement, nous interrogerons le cadre des disputes qui fonctionnent fréquemment comme une innovation par rapport au cadre des interactions quotidiennes. Deuxièmement, nous montrerons que la dispute peut produire des innovations à la fois dans les représentations que les partenaires se font d'eux-mêmes ainsi que dans la définition du modèle conjugal. Enfin, en montrant

que la dispute, si elle ne débouche pas immédiatement sur des innovations conjugales, peut les favoriser, mais aussi les contrer, et redéfinir le monde commun.

BERTHOU Aurélien (aurelien.berthou@free.fr)

Doctorant contractuel / Université Paris Descartes - CERLIS

RT 20 Méthodes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

L'enquête qualitative par courrier électronique. Une innovation méthodologique à interroger.

L'enquête qualitative par courrier électronique est une façon de procéder encore peu connue et exploitée par les sociologues de tous bords. A travers notre communication, en s'appuyant sur une recherche menée par courrier électronique ayant pour objet d'étude les séparations conjugales, nous discuterons de trois points. Tout d'abord nous présenterons en quoi consiste ce type d'enquête et ce qu'elle implique comme démarches. Ensuite, nous aborderons la question de la relation chercheur/enquêté à travers cette technique d'enquête ainsi que les effets qu'elle peut produire sur le discours des enquêtés. Enfin, il sera question de revenir sur l'après-correspondance, moment particulièrement révélateur du vécu d'une telle démarche par les enquêtés.

BERTRAND Julien (bertrand.julien@libertysurf.fr)

Ingénieur de recherche contractuel / Centre Max Weber

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Un mode de socialisation professionnelle aux prises avec l'institution scolaire : l'apprentissage du football professionnel

La communication proposée s'appuie sur une thèse qui a mené l'investigation au sein de la pièce centrale du dispositif français de formation des footballeurs professionnels, l'un de ces 32 centres de formation agréés aujourd'hui en France. Ce terrain a été abordé à travers la problématique de la socialisation et a conduit à décrire les mécanismes de production d'une vocation, de savoir-faire et de dispositions à l'œuvre dans cet apprentissage. Or l'analyse de cette formation professionnelle révèle les relations ambivalentes qu'elle noue avec l'institution scolaire dans un contexte où la place dominante du mode scolaire de socialisation (à l'école comme en dehors) a été souligné à de multiples reprises. Cette formation est relativement singulière sur ce point puisqu'elle a la double responsabilité d'un apprentissage sportif-professionnel et d'une garantie de la scolarisation de ses membres (en interne ou en association avec des établissements scolaires). Cette dualité est d'ailleurs au principe de sa légitimité et de sa reconnaissance par les pouvoirs publics. Dès lors, la socialisation en son sein peut être analysée comme le lieu d'un jeu de relations croisées. Il convient de s'interroger à la fois sur ce que l'institution sportive « fait » aux jeunes en tant qu'élèves et à ce que l'école leur « fait » en tant qu'apprentis footballeurs.

BERTRAND Louis (louis.bertrand@univ-lille3.fr)

Post-doctorant / Lille 3

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

Politiques sociales du handicap et politiques d'insertion : continuités, innovations, convergences

Les politiques d'insertion émergent à partir de la fin des années 1980. Elles partagent un certain nombre de traits communs : décentralisation et insistance sur le partenariat local, importance de la notion de projet, volonté de « contractualiser » la relation avec les bénéficiaires. La loi de 2005 qui renouvelle profondément le secteur du handicap s'inscrit partiellement dans ce héritage tout en innovant sur certains aspects. A partir de l'exemple de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et de l'orientation professionnelle des travailleurs handicapés, les objectifs de cette communication sont : d'étudier les éléments de continuité entre les politiques d'insertion et les politiques sociales du handicap, notamment l'insistance sur le « projet de vie » et l'organisation en magistratures sociales ; de montrer les innovations par rapport à cet héritage, comme le caractère facultatif du projet de vie et le mode de réponse à ces projets de vie ; de rendre compte des convergences observables dans la période la plus récente, avec les prémices d'une « activation » de l'allocation adulte handicapé. A partir de ce domaine particulier, l'ambition est de mieux distinguer les dimensions de responsabilisation et de personnalisation dans l'individualisation des politiques sociales actuelles. La communication s'appuie sur une recherche actuellement menée avec Vincent Caradec et Jean-Sébastien Eideliman et financée par la MiRE et la CNSA.

BERTRAND Louis (louis.bertrand@univ-lille3.fr)

Post-doctorant / Lille 3

EIDELIMAN Jean-Sébastien (eideliman@aliceadsl.fr)

Maître de conférences / CeRIES - Université Lille 3

CARADEC Vincent (vincent.caradec@univ-lille3.fr)

Professeur de sociologie / Université de Lille 3

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Le « projet de vie » des personnes handicapées, entre écriture sur soi et formalité administrative

La loi de février 2005 introduit la notion de projet de vie dans la relation entre les demandeurs en situation de handicap et les Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) nouvellement créées. Cette communication interroge ce point de rencontre particulier de contraintes institutionnelles et de trajectoires personnelles. Le projet de vie est présenté comme le moyen de la personnalisation de la demande, donnant du sens aux demandes de prestations. Il offre une possibilité d'expression au demandeur. Mais il a aussi un usage administratif : il doit informer et aider à la décision. Ces projets de vie, présents dans une partie des dossiers déposés, posent plusieurs questions. Qui sont ceux qui renseignent la page « projet de vie » du formulaire de demande auprès de la MDPH ? En quoi diffèrent-ils de ceux qui ne le font pas ? Ensuite, à quoi

ressemblent ces projets : qu'y présente-t-on de sa trajectoire et de ses attentes ? Comment les consignes institutionnelles se trouvent-elles appropriées ? Enfin comment les professionnels appréhendent-ils ce projet de vie lors du traitement des demandes ? Et quel sens les demandeurs eux-mêmes lui donnent-ils ? Dans le cadre d'une recherche débutée fin 2009, soutenue et financée par la MiRe et la CNSA, ces questions sont abordées selon plusieurs méthodes : une étude quantitative et textuelle, l'observation des instances de la MDPH, des entretiens avec des demandeurs de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé.

BES Marie-pierre (bes@univ-tlse2.fr)

Enseignant-chercheur / ISAE

CHAULET Johann (johann.chaulet@univ-tlse2.fr)

Chargé de recherches / CNRS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

Les activités relationnelles des Associations d'anciens d'élèves : entre solidarités traditionnelles et modernité des réseaux

Notre recherche vise à analyser les activités relationnelles entre anciens élèves, menées par les Associations d'anciens élèves des Ecoles de Commerce et d'ingénieur françaises (HEC, ESSEC, Polytechnique, Ecole des Mines et Ponts, etc.) en considérant l'organisation et la gestion des liens et des carnets d'adresses, les dispositifs d'appui mobilisés pour l'entretien de cet « entre-soi » et enfin, les activités de mise en relation des anciens entre eux. Cette recherche a lieu dans un contexte actuel à deux faces : la percée des usages des sites de réseaux sociaux (Facebook, Viadeo, LinkedIn, surtout) qui pose la question de l'authentification des participants à leur Communauté des anciens de l'Ecole, d'une part et d'autre part, un mouvement de « regroupement » des Ecoles qui s'accompagne parallèlement d'un rapprochement de leurs Associations d'anciens, et donc de changements dans la communication autour de leurs « marques ». Ceci nous conduit à nous interroger sur les différentes manières qu'ont les Associations de régler cette tension entre solidarités traditionnelles et modernité des réseaux. Ces Associations, vieilles en France de plusieurs décennies, ont-elles réellement changé d'activités d'entretiens des sociabilités ? Comment intègrent-elles les nouvelles pratiques de communication et d'activation des liens entre anciens diplômés d'une même Ecole ? Participent-elles à renforcer les réputations d'excellence et de prestige des Ecoles et comment ?

BETHOUX Elodie (elodie.bethoux@ens-cachan.fr)

Maître de conférences / IDHE ENS CACHAN

SURUBARU Alina (alinasurubaru@yahoo.fr)

Postdoctorante / IDHE Cachan

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

Quelles innovations dans les négociations sur l'emploi dans l'entreprise ? Enquêtes auprès des équipes CFDT dans quatre secteurs d'activité

On observe dans l'entreprise le développement croissant de négociations sur l'emploi – de la GPEC aux plans de sauvegarde de l'emploi, de la formation à la sécurisation des parcours professionnels. L'introduction des accords de méthode en 2003 et la signature en 2008-2009 d'accords nationaux interprofessionnels sur la modernisation du marché du travail, la GPEC et la formation professionnelle traduisent en ce sens le souci des confédérations syndicales de définir de nouvelles orientations en matière d'emploi et de doter leurs équipes de terrain d'outils et de ressources dans ce domaine. Il s'agit ici de caractériser ce renouvellement attendu de l'action syndicale sur l'emploi dans l'entreprise, à partir d'études monographiques menées auprès des délégués CFDT de 4 secteurs (pharmacie, agroalimentaire, commerce textile-habillement, plasturgie). Nous analyserons comment les acteurs syndicaux, à partir de leurs représentations de l'emploi (volume, qualité, mobilité, etc.), établissent des priorités d'action et combinent (ou non) des dispositifs négociés aux niveaux interprofessionnel, de branche et d'entreprise. Étudier ces processus de négociation, c'est être ainsi attentif aux acteurs qui les portent, aux arbitrages auxquels ils donnent lieu, à leur articulation avec d'autres formes de mobilisation collective ou juridique, à la possibilité d'une capitalisation des moyens par ces militants, ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre des accords.

Auteur non communicant : Annette Jobert directrice de recherche au CNRS rattachée à l'IDHE Cachan

BETHOUX Elodie : voir à **MIAS Arnaud**

BETTE Barthélémy (barthelemybette@yahoo.fr)

Allocataire-Moniteur / CSPRP

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

Ethnographie d'une pratique artistique de détournement du travail salarié : éléments pour une compréhension sociologique de la fonction critique de l'art.

L'objet de cette communication est d'interroger le sens d'une pratique artistique bien spécifique : le détournement du travail salarié à des fins de création artistique. En effet, Un collectif d'artistes franco-canadien, Au Travail / At Work, ainsi deux artistes indépendants, Laurent Marissal et Jan Middelbos, utilisent les ressources disponibles (en temps et en matériel) sur le lieu d'un travail alimentaire pour produire des oeuvres. Ces différents artistes ont pour point communs de s'inspirer, dans leur discours, d'une pratique de détournement du travail issue du monde ouvrier : la « perruque ». En mêlant monde du travail salarié et monde de l'art, cette pratique met en question l'autonomie du champ artistique, ce qui soulève plusieurs séries de problématiques. A partir de portraits ethnographiques, nous pourrions voir en premier lieu les différentes modalités de la construction d'une identité artiste prise entre ses variantes professionnelles et vocationnelles. Ces portraits seront ensuite

contextualisé dans une « scène artistique », un espace des positions permettant d'observer les conflits entre stratégies de carrières et injonctions de non-conformité. Enfin, il s'agira de discuter des potentialités « subversives » de l'art à partir de l'héritage historique des avant-gardes, et ainsi voir de quelle façon peut se vivre aujourd'hui, dans un contexte de marchandisation du discours non-conforme, une pratique artistique qui s'associe à des revendications politiques.

BEUSCART Jean-Samuel (jeansamuel.beuscart@orange-ftgroup.com)

Chercheur / Orange Labs

RT 37 Sociologie des médias Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

« La fin de la télévision », vraiment ? Synchronisation et recomposition des programmes par les publics en ligne de la coupe du monde de football.

L'objectif de cette communication est d'étudier les effets de la délinéarisation sur les modes de consommation de la télévision, à travers l'exemple de la coupe du monde de football 2010. La mesure exhaustive des audiences (hertziennes et en ligne) des produits télévisuels de la coupe du monde nous conduit à relativiser la thèse de l'éclatement et de la désynchronisation des consommations télévisuelles, et donc de la « fin de la télévision » comme expérience audiovisuelle collective. L'analyse de ce matériau montre des effets complexes de synchronisation des publics et de recomposition des produits télévisuels par les consommateurs. En premier lieu, en dépit de la liberté de l'internaute pour visionner les contenus en ligne, le temps de l'événement structure toujours l'audience. L'offre en ligne, version remodelée et fragmentée du flux initial, amène à une recomposition des contenus par l'internaute, mais qui ne s'éloigne pas radicalement du programme de flux conçu par les programmeurs. Enfin, les possibilités d'échange et de commentaires autour des vidéos en ligne, formes nouvelles de constructions des publics, se distribuent de manière inégale sur les contenus : les conversations en ligne se portent préférentiellement sur les vidéos mettant en scène des discours, des polémiques et des affaires; les commentaires se portent sur le commentaire.

Auteur non communicant : Thomas Beauvisage Thomas Couronné Kevin Mellet

BEUSCART Jean-Samuel : voir à MELLET Kevin

BEVORT Antoine (antoine.bevort@cnam.fr)

Professeur / Lise-CNAM

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Régie de quartier et gouvernance : entre gestion et démocratie.

La communication propose d'analyser la gouvernance d'une Régie de quartier parisienne de fin 2008 à 2011. Elle s'appuie tout à la fois sur une recherche collective PICRI « Liens sociaux, pratiques des associations et action publique en Ile-de-France, un monde en changement », achevée en 2010, dont la Régie de quartier fut l'un des terrains, et sur une observation participante de trois années au sein de la Régie et du CNLRQ (Comité National de Liaison des Régies de Quartier). Les données accumulées permettent de confronter de façon très approfondie le discours des Régies de quartier sur leur projet et la pratique d'une régie parisienne. La Régie est appréhendée dans sa double dimension socio-politique et économique en tant qu'association sociale et civique et en tant qu'entreprise d'insertion. La communication sera centrée sur l'analyse de la gouvernance, c'est-à-dire les procédures de décision et les modes d'implication des parties prenantes dans la vie de la Régie de Quartier. Elle s'intéressera plus particulièrement aux modalités de fonctionnement de la « Régie – association », et de la « Régie – entreprise », à l'organisation du travail, et aux rapports avec les partenaires publics, (élus, bailleurs, et agents de la ville). L'approche relève centralement de l'analyse sociopolitique de la gouvernance de la Régie, complétée par les questionnements de la sociologie des relations professionnelles et de l'organisation.

BIDET Alexandra (alexandra.bidet@noos.fr)

CR CNRS / Centre Maurice Halbwachs

RT 23 Travail, activité, technique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Que fabrique l'art ? De la créativité de Kalidou Kassé à la continuité de l'expérience sociale.

Le peintre sénégalais Kalidou Kassé est un « peintre chercheur », non un « peintre à clientèle » selon la distinction introduite par R. Passeron. Nous avons mené des entretiens répétés avec lui sur son parcours de vie et la production de chacun de ses tableaux, ainsi qu'avec des particuliers acquéreurs. Ils nous invitent à interroger ce que fabrique l'art sans céder aux oppositions de la tradition philosophique entre les choses belles et les choses utiles. Pour aborder cette dimension créative, la piste que nous suivons est celle de l'artiste comme travailleur. La référence au travail ne renvoie pas ici au gagne-pain ni au statut social, mais à la nécessité intime pour l'artiste de se faire travailleur, de s'engager dans une activité continue, dans une expérimentation incessante, s'il veut être créatif, c'est-à-dire, tirer de l'expérience sociale de nouvelles formes de figuration. Que peut l'invention d'un style ? Poursuivant l'intérêt d'André Leroi-Gourhan pour la valeur fonctionnelle des formes esthétiques, nous examinons la façon dont un style, en régime d'innovation, peut offrir des appuis à la mise en cohérence de l'expérience et à des narrations collectives : il fait communiquer la créativité de l'artiste avec celle de l'expérience ordinaire. Face à un changement social particulièrement rapide, toutes deux sont à la recherche d'une figure africaine originale. Enquêter sur l'utilité sociale du beau pourrait éclairer d'un nouveau jour la socialité du travail lui-même.

Auteur non communicant : Jean-Bernard Ouédraogo DR CNRS IIAC-LAIOS

BIED Marjorie (marjorie.bied@free.fr)

Doctorante CIFRE / GEMASS-Paris IV Sorbonne

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Innover dans le secteur du maintien à domicile : entre volonté de gestion, rationalisation institutionnelle et réalités empiriques

Les professionnels du maintien à domicile font face à la fois à une augmentation du nombre de demande d'aides aux personnes en perte d'autonomie, et à une pression de rationalisation de leurs pratiques (justifiée par la nécessaire réduction des dépenses publiques et le contrôle de la qualité des services), notamment par le Conseil Général, qui incite ou impose des dispositifs technico-gestionnaires généralement de quantification. Ceux-ci, souvent conçus en dehors des réalités fines du terrain, complexifient et transforment le travail, posant alors de véritables freins au développement des pratiques professionnelles informelles (innovantes et locales) de régulation. Dans quelle mesure l'introduction de dispositifs technico-gestionnaires peut-elle alors accompagner la nécessaire auto-organisation de ces activités sans que cela nuise à la qualité du travail des professionnels ? A partir d'une revue de littérature, d'observations ethnographiques et d'entretiens auprès de responsables et d'intervenantes à domicile, nous décrirons le travail informel de coordination, de diffusion d'information et de gestion des temps de travail, indispensable à la réalisation des interventions. Puis, nous pointerons les difficultés liées à l'introduction de dispositifs technico-gestionnaires afin d'identifier les erreurs et les facteurs de réussite de conceptions d'innovations. Enfin, nous donnerons des axes de réflexions possibles sur l'amélioration de ces dispositifs.

BIRKAN Ilker (ilker.birkan@univ-nantes.fr)

Doctorant / Centre Nantais de Sociologie

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

Les enjeux du développement de la création contemporaine par le secteur privé à Istanbul

Depuis sa création, la Biennale d'Istanbul compte parmi les plus importantes biennales d'art contemporain au monde, ce qui a pour conséquence d'élargir l'offre touristique de la ville, à l'intérieur du pays mais aussi à l'international. Cette biennale n'est pourtant pas l'œuvre de la ville, ou de l'Etat, mais du secteur privé qui voit dans le vide culturel laissé par les institutions publiques une aubaine pour construire une image positive de l'entreprise et une opportunité pour influencer les politiques culturelles. Si les banques, l'industrie pharmaceutique, les entreprises de nouvelles technologies ont choisi comme « créneau culturel » l'art contemporain, au-delà des enjeux symboliques et sociaux (mécénat, philanthropie), c'est aussi pour s'intégrer dans des réseaux nationaux et internationaux, accroître leur réseau et augmenter leur visibilité. Ces enjeux économiques sont redoublés par la consolidation d'un marché de l'art contemporain local. Ce qui détermine la qualité de ces œuvres contemporaines – c'est-à-dire la convention sur lequel repose ce monde de l'art - sera toutefois influencé par les acteurs non économiques : galeristes associatives, universitaires, collectifs d'artistes... Le mécénat privé contribuera ainsi à valoriser une convention définie par les acteurs du champ artistique qui permettra à Istanbul de se positionner à son tour sur un « créneau esthétique » particulier dans le monde de l'art, participant ainsi à la définition d'un enjeu également artistique.

BISKUPOVIC Consuelo (cbiskupovic@gmail.com)

Doctorante / EHESS/IRIS

MORALES AGUIRRE Bárbara (bmoraguirre@gmail.com)

Doctorante / École des Hautes Études en Sciences Sociales

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

La défense de l'environnement au Chili. Un nouveau mode de participation et de dénonciation d'injustices sociales.

Au Chili, depuis les années 90, l'émergence de l'action collective incluant des demandes environnementales rend compte de nouvelles formes d'expérience démocratique, ouvrant le champ des relations entre revendications citoyennes et territoire (Neveu, 2003). On peut parler d'une nouvelle conception de l'agir civique (Cefaï, 2007) où les citoyens commencent à participer de la chose publique à partir de la critique, du jugement, de l'agir collectif (Quéré, 1992), et où la contestation va au-delà de la seule défense de l'environnement. Cette présentation est issue de deux recherches sur des associations engagées dans la défense de l'environnement (à Valdivia et à Santiago). Nous chercherons à rendre compte la manière dont la notion d'environnement est construite et reconfigurée au sein du processus d'action collective, comment l'environnement devient un bien commun des communautés concernées, et l'action collective se conjugue avec une dénonciation d'injustices sociales. Celle-ci vise à rendre explicite comment les communautés cherchent à éviter les conséquences sociales, culturelles et économiques face à un dégât environnemental. Finalement, les groupes de défense de l'environnement constituent des réseaux de travail au-delà de l'échelle locale et réussissent à transformer leurs demandes locales en problèmes publics. Grâce à la création d'une demande commune et publique, l'environnement est perçu comme une demande légitime et justifiée, et comme un droit social.

BLANC Martine : voir à **PEYRARD Catherine**

BLANC Mathias : voir à **LEGRAND Monique**

BLANCHARD Gersende (gersende.blanchard@univ-lille3.fr)

Maître de conférences / Université Lille 3 GERIICO

RT 37 Sociologie des médias Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

L'usage de l'Internet par les acteurs associatifs de quartier: la possibilité d'un élargissement du champ d'intervention dans l'espace public ?

Cette communication s'intéresse à la manière dont les acteurs associatifs de quartier, en l'occurrence des comités de quartier - intermédiaires traditionnels de la participation à l'échelon local - s'approprient l'Internet pour faire connaître les actions (notamment de contestation) qu'ils mènent, pour sensibiliser et rallier les habitants, et plus largement l'ensemble des internautes, à leurs causes. Il s'agit d'analyser comment ces acteurs de la militance locale se saisissent de cet outil permettant une communication élargie, au-delà des seuls habitants du quartier, en comparaison de celle permise par les journaux qu'ils éditent et diffusent dans les boîtes aux lettres des habitants du quartier. Comment cette possibilité d'élargissement des publics, auxquels ils peuvent s'adresser, est-elle intégrée dans les pratiques communicationnelles et militantes des comités de quartier ? La communication élargie, que permet le support Internet, va-t-elle dans le sens d'un élargissement du champ et du périmètre (au sens géographique du terme) des sujets qu'ils abordent sur la Toile ? Nous nous intéressons ici au comité de quartier de l'Hommelet, et notamment à l'usage qu'il fait de son blog. Notre analyse se fonde sur la confrontation de trois types de matériaux : un corpus de billets publiés sur ce blog, un corpus d'articles issus du journal papier qui lui préexistait et des discours recueillis au moyen d'entretiens réalisés auprès des personnes qui gèrent le blog depuis sa création.

BLANCHARD Soline (soline.blanchard@univ-tlse2.fr)

Doctorante / Université Toulouse II - Le Mirail, CERTOP/SAGESSE

BONI Isabel (i.boni@free.fr)

Doctorante / CMH (CNRS/EHESS/ENS)

GT 42 Sociologie des élites Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 14)

Les négos du quota : prétendantes à la cour et cour(s) des grands (patrons)

Parallèlement à la lente, mais incontestable, féminisation des professions supérieures, se sont rapidement développés, depuis dix ans, des « réseaux de femmes cadres ». Ces réseaux, aux formes variées, contribuent à la mise à l'agenda des inégalités professionnelles sexuées, et particulièrement celles relatives aux conditions d'accès aux plus hauts postes, les femmes ne représentant ainsi, en 2010, que 15% des mandataires des conseils d'administration dans les sociétés du CAC 40. Parmi les répertoires d'action développés, l'expertise (réalisation d'études, de colloques, etc.), la médiatisation mais aussi l'interpellation directe des grands patrons, identifiés comme des acteurs clés pour le changement à l'intérieur des organisations. Les échanges entre prétendantes et actuels occupants des postes à responsabilités apparaissent alors comme l'expression d'un rapport social de sexe au plus haut niveau, se nouant autour de l'enjeu de la division sexuelle du travail. Dans cette interaction au sein de l'élite, comment ces deux groupes sociaux ayant des intérêts contradictoires organisent-ils leur action ? Quels sont les débats qui animent les réseaux de femmes ? Quelles sont les revendications et stratégies (discursives) mises en avant ? Quelles en sont les limites ? Comment les dirigeants d'entreprise réagissent-ils ? Quelles stratégies (discursives) adoptent-ils en retour ? Quel bilan provisoire tirer de cette récente négociation pour le partage du pouvoir ?

BLANCHET Nathalie (blanchet.nathalie@gmail.com)

Doctorante / PACTE IEP de Grenoble

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Principe de responsabilisation au sein des politiques sociales et phénomènes de non-recours.

Les systèmes d'aide que nous étudions ont pour objectif de faciliter le retour à l'emploi de leurs usagers en leur proposant des parcours d'insertion. Si une part de ces parcours aboutit effectivement à un retour à l'emploi, une autre part donne lieu à ce que le système qualifie de « rupture ». Ces abandons sont-ils le reflet d'une volonté, de la part des usagers, de se retirer de ce système ? S'agit-il d'un problème d'acceptabilité de l'offre ou d'accessibilité ? Le retrait est-il dû à un conflit de normes qui peut induire des comportements de résistance chez certains ou à une incapacité à s'y inscrire ? Notre enquête auprès d'usagers en rupture montre que si une part de ces situations peut être analysée comme résultant de la volonté des bénéficiaires de se mettre en retrait de ces systèmes d'aide et des normes de comportement qu'ils véhiculent, une part plus grande encore correspond à une impossibilité de s'inscrire dans ce système normatif et non à un rejet. Enfin, une dernière part des situations rencontrées est à attribuer aux effets de la précarité des systèmes d'aide eux-mêmes, lorsque le lien avec le bénéficiaire se rompt du fait d'une défaillance du dispositif d'accompagnement. Ainsi, si l'injonction à la responsabilisation produit bien des « déserteurs » parmi les bénéficiaires de ces dispositifs d'accompagnement, il semble qu'elle engendre de manière encore plus importante des « égarés ».

BLATGÉ Marion (blatge@hotmail.com)

ATER Université Lille 3 / Laboratoire G. Friedmann IDHE

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Construire une distance à l'objet handicap: l'exemple d'une sortie de terrain

Notre objectif est ici d'examiner la méthode ethnographique au regard de l'objet handicap, en nous intéressant à un temps particulier de l'enquête qualitative, la sortie du terrain. C'est à l'occasion de l'enquête sur laquelle se fonde notre thèse de doctorat que s'est posée à nous la difficulté à clore le travail de terrain. Ayant pour objet la socialisation de personnes déficientes visuelles au sein d'associations dédiées à leur prise en charge, ce travail s'est appuyé sur une enquête qualitative au

long cours, combinant observation participante et entretiens approfondis. La fin du terrain s'est révélée être une phase d'interrogation profonde sur notre positionnement de chercheuse. Cette difficulté à construire une distance avec notre objet de recherche peut être interprétée à l'aune de la particularité de l'objet handicap en sciences humaines. Sans que la position des chercheurs sur le handicap ne soit explicitée, une légitimité existe : celui qui s'intéresse aux mondes de la déficience est, d'une manière ou d'une autre, touché par ce sujet.

BLONDET Marieke (marieke.blondet@engref.agroparistech.fr)

Post-doc, chargée de recherche / AgroParisTech - Engref

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 7)

Institutionnalisation de la protection de la nature et sa mise en place locale. Le cas de Natura 2000

En 1992, l'Union européenne a voté la Directive Habitat visant à préserver la biodiversité et, depuis, met en place un réseau de sites protégés appelé Natura 2000. Ces deux outils institutionnalisent la protection de la nature au niveau européen et contraignent les pays membres à appliquer la directive, chacun étant, cependant, libre de le faire à sa manière. Jusqu'à présent, la France a fait le choix de la contractualisation. L'État et ses représentants signent des accords (Chartes et contrats Natura 2000) avec les différents acteurs des sites classés Natura 2000 et donc préservés. Cette gestion au cas par cas donne naissance à des créations innovantes d'organisations des espaces protégés et de collaborations entre différents groupes socio-professionnels ayant des intérêts dans ces sites. Ces derniers se trouvent aussi parfois contraints de changer certaines de leurs pratiques. Cette intervention, à la croisée de l'ethnographie et de la sociologie de l'action publique, s'attachera dans un premier temps à décrire la mise en place d'un site Natura 2000. Puis, je tâcherai de montrer que, au delà de la volonté d'intégrer la protection de la biodiversité dans les politiques publiques, se jouent sur le terrain, des rapports de force, des tensions et des jeux d'alliance entre les différents groupes et acteurs en présence; chacun usant de stratégies particulières pour défendre ses intérêts, et ce bien que tous soutiennent sur le principe la protection de la biodiversité.

BOGET Yoann (yboget@gmail.com)

Doctorant / CMH (ERIS)

RT 20 Méthodes Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

Enquête qualitative et comparaison internationale : De la sociologie comparée, à la sociologie croisée ?

Parmi la littérature sur les comparaisons internationales, très peu de travaux se sont intéressés aux problèmes spécifiques posés par l'utilisation de méthodes qualitatives. A travers l'exemple d'une recherche franco-allemande sur les représentations des « travailleurs pauvres assistés », cette communication propose d'ouvrir la réflexion sur quelques spécificités des études mêlant enquête qualitative et comparaison internationale : 1) Le caractère inter-national de la comparaison doit être remis en question par la limitation inévitable à quelques terrains, ce qui implique une reconstruction critique des entités comparées, à différents niveaux. 2) Les acteurs étant pris dans des systèmes de construction catégorielle et des dispositifs institutionnels qui les différencie radicalement, les catégories indigènes doivent être considérées comme des variables, dont l'analyse comparée et dans un « 3e langage » doit restituer au mieux leur contexte de production et d'utilisation. 3) Ce travail implique une redéfinition « inductive » de l'objet de recherche reconnaissant son caractère construit et situé (au croisement de plusieurs traditions académiques). Ces différents points, inspirés notamment de l'histoire croisée, permettront de discuter des conséquences méthodologiques propres à ce type d'enquête.

BOGET Yoann (yboget@gmail.com)

Doctorant / CMH (ERIS)

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Effets paradoxaux des dispositifs d'assistance en France et en Allemagne : Les représentations négatives des allocataires du RSA et du « Hartz IV »

En quelques années, la France et l'Allemagne ont engagé des réformes déterminantes de leurs dispositifs d'assistance aux populations pauvres créant aux frontières de l'emploi et de l'assistance des situations hybrides mêlant travail et prestation d'assistance. Si les deux réformes poursuivent une même rationalité axiologique guidée par le souci d'assurer la prédominance de la régulation marchande, elles s'opposent par la mise en œuvre de rationalités instrumentales différenciées (incitations financières en France contre techniques disciplinaires en Allemagne). Cette contribution vise à mettre en lumière les effets paradoxaux de ces dispositifs sur les représentations des allocataires. A travers une analyse de cas, l'objectif de cette communication consiste à montrer que certains allocataires, tout en acceptant la rationalité axiologique de ces dispositifs, expriment de fortes divergences par rapport à la rationalité instrumentale du dispositif. Plutôt que de les ramener vers le marché du travail, certains allocataires estiment, au contraire, que les instruments mis en œuvre entravent leur situation par rapport à l'emploi et/ou précarisent leurs conditions d'existence. La comparaison entre la France et l'Allemagne permet de mettre en lumière que, dans les deux cas, cette opposition découle d'un décalage entre les principes imaginés lors de l'élaboration des dispositifs et la réalité vécue des allocataires.

BOIGEOL Anne (aboigeol@gmail.com)

Chargée de recherche / ISP/CNRS

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 13)

La formation des magistrats : un espace d'innovation pédagogique

Créée en 1958, l'Ecole nationale de la magistrature a établi son autonomie sur une double distanciation par rapport au barreau et à la faculté de droit mais aussi en créant une pédagogie originale. Dans cette communication on se propose de montrer comment s'est construite cette pédagogie spécifique et les enjeux professionnels et sociaux qui y sont associés, en s'appuyant sur l'analyse des programmes pédagogiques et les procès verbaux des conseils d'administration.

BOISSONADE Jérôme (jboisson@msh-paris.fr)

Maitre de Conférences en sociologie - Architecte / Equipe de recherche AUS - Associé équipe TVES

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 11)

Ecoquartiers : des dispositifs par omission mis à l'épreuve

La sociologie de l'environnement s'intéresse le plus souvent aux conflits d'aménagement et aux collectifs qui font irruption sur la scène publique au nom de la nature pour critiquer des institutions ou des pouvoirs économiques accusés au mieux d'indifférence au bien commun. Inversement, dans les écoquartiers, la ville durable est éprouvée au quotidien par des publics ordinaires et ce sont les institutions qui s'appuient sur des justifications environnementales pour tenter de réguler les comportements des habitants jugés inconséquents. Nous nous intéresserons dans notre communication à ces comportements au sein d'un écoquartier et aux dispositifs mis en place pour les réguler. Ce questionnement permet d'une part, de comprendre l'impossibilité de s'ajuster au quotidien, en conservant sa deuxième ou sa troisième voiture par exemple, comme l'expression d'un jugement, même si ce dernier ne s'appuie pas forcément sur une montée en généralité. Nous faisons en effet l'hypothèse que le sens que les personnes donnent à leurs actes dépend d'abord des conséquences que leur jugement serait susceptible de produire sur leurs actions quotidiennes. Si tel est le cas, le lâcher prise mettant à l'épreuve les dispositifs par omission dont l'objet est de limiter les usages et les vitesses de manière tacite, tout en produisant du bien commun, ne relèverait donc pas ici nécessairement d'une absence d'engagement, mais peut constituer au contraire une légitimité critique des corps à "être là".

BOLOGO Arzouma Eric présence à confirmer (bolog_arzoum@yahoo.fr)

Sociologue-démographe / Université Catholique de Louvain

GT 45 Sociologie des conflits Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Conflits fonciers, innovations institutionnelles et locales au Burkina Faso

La question foncière dans l'Ouest du Burkina Faso a déjà fait l'objet d'un certain nombre de recherches. Ces recherches se sont focalisées autour de l'évolution rapide des transactions foncières, du lien causal entre sécurité foncière et investissement agricole, de l'évolution des droits délégués à la terre, du développement de la culture du coton et de son impact sur les rapports sociaux, de l'impact des réformes foncières sur l'évolution des modes d'accès à la terre, de la formalisation des transactions foncières, des retraits de terres, etc. Si ces analyses permettent d'avoir une vue d'ensemble de la dynamique foncière dans cette région, elles n'abordent pas les conflits fonciers sous l'angle des innovations institutionnelles et locales. En quoi, les conflits fonciers traduisent-ils une demande d'innovations institutionnelles locales ? Comment la manifestation des conflits permet-elle d'observer des moments de négociation et de médiation entre acteurs ? Comment les conflits fonciers permettent-ils de préciser des réaffirmations identitaires ? Il s'agira de montrer comment les conflits fonciers mobilisent des ruses, des stratégies et finalement comment ils sont à l'origine d'innovations locales et institutionnelles importantes et comment ils s'inscrivent dans un processus de réaffirmation d'identités locales. Ce travail mobilisera une approche compréhensive des relations conflits fonciers et les innovations institutionnelles dans l'accès à la terre et son contrôle.

BONAL Alexandra (aleks.bonal@gmail.com)

ATER / rt25

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 12)

Travailleur sportif associatif, entre passion et servitude volontaire : émergence d'un modèle salarial Le cas des entraîneurs de gymnastique artistique.

Depuis plusieurs années beaucoup d'associations sportives salarient leurs entraîneurs pour des besoins techniques dus à l'évolution des activités sportives. L'organisation au sein de ces associations est partagée en deux parties : les bénévoles plutôt chargés des tâches administratives, et les techniciens professionnels plutôt chargés de l'encadrement. Nous poserons la question suivante à savoir dans quelles mesures le travail sportif associatif engendre un rapport au travail spécifique qu'on peut qualifier de « servitude volontaire » ? L'organisation des activités sportives et associatives peut paraître novatrice dans le sens où il paraît possible de mêler une production de services, de la création de l'emploi et de la cohésion sociale et solidaire via le volontariat. L'intérêt de cette communication est de comprendre comment se développent les problèmes liés à l'organisation du travail dans des structures qui n'étaient pas à l'origine des sphères de l'emploi, notamment celles dans le sport. Le chercheur doit mettre en avant la complexité des ressorts de l'implication qui ne repose pas uniquement sur une triangulaire où l'amateur est motivé par l'amour de sa discipline, le bénévole par son désintérêt et le professionnel par l'appât du gain.

BONCOURT Thibaud (thib.boncourt@free.fr)

ATER / Centre Emile Durkheim - Sciences Po Bordeaux

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

L'institutionnalisation de l'Association Internationale de Science Politique (1949-1970) : les conditions sociales de possibilité de la reconfiguration d'un espace scientifique transnational.

Sur la base de matériaux archivistiques, la communication présente l'institutionnalisation de l'Association Internationale de Science Politique comme l'une des conditions permettant d'abord une circulation internationale de savants et de concepts, puis une reconfiguration de l'espace de science politique européen. Fondée en 1949 dans un contexte de faible développement institutionnel de la science politique, l'AISP crée d'abord les conditions de sa propre légitimation en suscitant une multiplication du nombre d'associations nationales. Constituée en enjeu au niveau national et reconnue comme instance de consécration, l'AISP voit les espaces transnationaux qui lui sont associés être progressivement investis. De plus en plus nombreux, ces espaces offrent notamment de nouvelles possibilités de rencontres entre politistes américains et européens intéressés par les questions de comportement politique. En provoquant une circulation des concepts behavioristes et une mise en regard des situations américaine et européenne, ces rencontres suscitent une mise en récit progressive des écarts entre les deux pôles avec pour axe principal l'idée d'un retard européen. Ces prises de position se doublent par la suite de dimensions organisationnelles en débouchant sur des velléités de création d'organisations transnationales européennes. La concrétisation de l'une d'entre elles est la première étape d'une reconfiguration des espaces transnationaux et de la constitution d'un champ spécifique.

BONI Isabel : voir à **BLANCHARD Soline**

BONNET Estelle (Estelle.Bonnet@ish-lyon.cnrs.fr)

MCF Sociologie / CMW

VERLEY Elise (Elise.Verley@paris-sorbonne.fr)

MCF Sociologie / Gemass

MILLY Bruno (Bruno.Milly@ish-lyon.cnrs.fr)

MCF Sociologie / CMW

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D1)

Régulations de l'activité et dynamique professionnelle : le cas de la conduite ferroviaire.

Cette communication s'appuie sur une recherche conduite en 2007 sur la féminisation des métiers de conduite au sein d'une grande entreprise française de transport ferroviaire. Dans ce groupe, quasi-exclusivement masculin (1% de femmes) l'intégration croissante de professionnelles apparaît comme un changement d'importance susceptible d'influer sur la dynamique interne du groupe et de transformer les normes et valeurs de l'activité. L'arrivée de nouveaux profils de conducteurs (femmes mais aussi jeunes conducteurs hommes ou femmes), porteurs d'exigences nouvelles en lien aux contraintes de l'activité, semble impulser des changements organisationnels et de mentalités quant à la conception et la culture du métier. Les aspirations à de nouvelles conciliations entre vie professionnelle et vie conjugale / familiale tendent par ailleurs à infléchir certains modèles organisationnels. La communication aborde les différents aspects d'un groupe professionnel « en mutation ». Elle examine les spécificités de la culture de métier des « cheminots » et les incidences de l'entrée des femmes dans un bastion masculin sur les formes professionnelles et organisationnelles préexistantes. Comment l'arrivée d'un nouveau profil professionnel est-elle perçue par les agents en place ? En quoi l'arrivée des femmes peut-elle constituer une source de déstabilisation des normes professionnelles ?

Auteur non communicant : Bruno Milly - MCF Sociologie - CMW - Université Lyon 2 Elise Verley - MCF Sociologie - GEMASS - Université Paris Sorbonne

BOONE Damien (damien.boone@yahoo.fr)

ATER en science politique / CERAPS

RT 34 Sociologie politique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Production et réceptions d'un ordre politique : l'appréhension du politique dans le cadre de conseils municipaux d'enfants

L'étude des conseils municipaux d'enfants (CME) permet de se pencher sur la production et les réceptions d'un ordre politique créé pour une échéance de court terme. D'un côté, des adultes, aux statuts divers, impliqués dans l'élaboration des CME, s'attachent à transmettre des règles relatives au bon déroulement du processus électoral. De l'autre, au delà des présupposés sur leur passivité face aux consignes qui leur sont indiquées, cette communication s'attache à montrer comment les enfants acceptent, contournent ou se réapproprient les règles émises, tant du point de vue formel que de celui relatif aux enjeux spécifiques des élections. Se révèle alors une multitude de types d'électeurs, mobilisant à des degrés divers d'autres critères d'évaluation et de jugements pour se repérer face aux programmes politiques que des critères définis comme politiques, ou du moins correspondant à « ce pour quoi » il faut voter. Ainsi, l'usage que les enfants font du vote dans ce cadre n'est pas forcément celui qui correspond à une offre : notre étude permet de ne pas nier la diversité des rapports au vote, diversité déjà observable chez une catégorie de population encore exclue légalement du droit de vote.

BORDES Pascal (pabordes@wanadoo.fr)

MCF / GEPECS axe 4, EA 3625

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D8)

L'innovation dans le sport : de l'attesté au possible.

Classiquement la Sociologie envisage le jeu sportif comme la résultante de mécanismes externes à son déroulement qui, seuls, permettraient de comprendre ses évolutions. L'innovation, dans les pratiques sportives, ne serait que le sous-produit d'un contexte social d'émergence et notamment de facteurs socio-historiques ou technologiques (Pociello, 1981 ; Vigarello, 1988 ; Hillairet, 2005). Ont ainsi été mis au jour des phénomènes de création, de filiation, d'hybridation dus à des « contraintes extérieures » aux systèmes sportifs eux-mêmes. L'option défendue dans cette intervention sera quelque peu différente. En avançant l'idée d'une autonomie relative à ces « grandes constructions à la fois sociales et physiques que sont les différentes gymnastiques » (Levi-Straus), nous évoquerons la possibilité que les innovations s'expliquent par ce que le système « ludoprxique » (Parlebas, 1981) permet potentiellement. L'innovation dans les pratiques travaille à partir d'un répertoire fini de structures formelles dessinant des conjonctions « fondamentales ou interdites » (Caillois, 1958). Toute création sportive relève d'un possible moteur qui, à un moment donné, se trouve matérialisé, que les raisons en soient externes : de type historique ou sociologique, technologique ou économique, mais aussi pour des raisons internes liées à la dynamique du système considéré. Des exemples prospectifs relatifs à des évolutions futures seront présentés.

BORELLE Céline (cborelle@yahoo.fr)

Doctorante / PACTE

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Handicap et parentalité. Le cas de l'autisme.

Cette communication s'appuie sur l'ethnographie d'un centre d'évaluation spécialisé sur l'autisme (mars-juillet 2009) et sur le suivi, à partir de septembre 2009, de quatre familles pour lesquelles un bilan diagnostique était programmé pour l'année 2009-2010. D'une part, il s'agit de montrer dans quelle mesure une approche par les cas, qui articule récit de vie et rencontres répétées dans le temps, permet de saisir une logique structurante liée à la présence du handicap au sein de la famille : la manière dont les parents sont amenés à redéfinir en permanence l'action qui convient en fonction de l'évolution de la condition de l'enfant, de l'anticipation de l'avenir pour soi et pour l'enfant, de l'émergence de « crises » qui déstabilisent les routines mises en place, de l'identification de nouvelles ressources mobilisables, de l'acquisition de nouvelles compétences au contact de différents mondes (administratif, médical et scolaire). D'autre part, le croisement du point de vue des parents et des professionnels de santé, permis par l'observation ethnographique, montre la nécessité de resituer les pratiques parentales dans les configurations d'acteurs pluriels au sein desquelles les parents sont amenés à se positionner. Dans quelle mesure le handicap impacte-t-il les pratiques parentales mais aussi en quoi le handicap agit-il comme un révélateur de la parentalité ? La parentalité étant entendue comme un ensemble de normes explicitées par les injonctions faites aux parents.

BORELLE Céline (cborelle@yahoo.fr)

Doctorante / PACTE

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Accéder à ses droits: rencontrer ceux qui réussissent pour comprendre que certains échouent.

Cette communication s'appuie sur une thèse en cours qui porte sur les parcours des enfants pour lesquels sont évoqués l'autisme ou les TED (Troubles Envahissants du Développement) en termes de qualification des problèmes et d'arrangements de soins. L'action collective au niveau local est structurée de manière à proposer, voire inciter les parents à s'investir dans la mise en place pour leur enfant de prises en charge alternatives aux dispositifs publics de soins (structures médico-éducatives ou sanitaires). En ayant recours au dispositif de compensation du handicap, les parents peuvent obtenir des aides publiques pour financer, au moins en partie, des arrangements de soins qui reposent sur des professionnels de santé en libéral et qui permettent la scolarisation en milieu ordinaire, au moins à temps partiel, de leur enfant. Ils peuvent user de l'ambiguïté de l'offre publique et avoir recours à un type d'aide publique pour rejeter l'offre publique de soins. Cependant, on peut identifier des obstacles structurels dans ces parcours d'accès aux droits à la compensation et à la scolarisation ainsi que des obstacles de nature pragmatique : les différentes mises à l'épreuve des positionnements parentaux. Ce constat soulève trois enjeux : le transfert de responsabilité de la collectivité vers les parents, les effets de sélection/d'exclusion portés par les dispositifs de gestion individualisée par cas et la production d'inégalités sociales par la dualisation des parcours.

BORRAS Isabelle (isabelle.borras@upmf-grenoble.fr)

Ingénieure de recherche / centre associé céreq - Creg

BOSSE Nathalie (nathalie.bosse@upmf-grenoble.fr)

Chargée d'études / Centre associé Céreq - CREG

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

Temps et acteurs de l'innovation : réflexions à partir de l'expérimentation d'un portfolio numérique de compétences à l'université.

Le Portefeuille d'Expériences et de Compétences (PEC) est un outil numérique «d'aide à l'orientation, au retour en formation, à l'insertion, de valorisation du parcours de formation et du parcours professionnel ». Destiné à « aider l'étudiant tout au long de sa formation » et à lui permettre de «faire son bilan, son projet pour mieux communiquer», il implique l'autonomie des étudiants et l'individualisation des parcours. Cette éducation passe par un « accompagnement », réalisé notamment via la

mobilisation d'enseignants. Elaboré au début des années 2000 par quelques services d'orientation et d'insertion professionnelle pionniers, le Pec se développe surtout depuis septembre 2009 soutenu par le Fond national d'Expérimentation pour la Jeunesse : une expérimentation est en cours dans 13 universités assortie d'une évaluation afin de juger de la pertinence d'une généralisation de ce dispositif au-delà de 2012. Le soutien financier et politique apporté à ce projet accélère ainsi son développement, mais sans pour autant mobiliser de manière élargie au-delà des porteurs initiaux. Par ailleurs, cet effet d'accélération impulsé par l'intervention du niveau central a des limites : une mise en œuvre opérationnelle dans l'urgence imposée par le calendrier de l'expérimentation ne laisse pas toujours le temps nécessaire à l'organisation et à l'appropriation d'un dispositif complexe, qui impacte potentiellement les professionnalités enseignantes et les comportements étudiants.

BORY Anne : voir à **CHAUVIN Sébastien**

BOSSARD Suzy (suzy.bossard@orange.fr)

Doctorante en sociologie / Clersé, Lille 1

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)

Politique d'intégration scolaire des enfants en situation de handicap et nouvelles politiques de l'emploi : une alliance innovante mais inadaptée.

En 2003, en France, dans le cadre d'une politique d'intégration des enfants en situation de handicap, les pouvoirs publics ont créé la fonction d'Auxiliaire de Vie Scolaire (AVS), accompagnement individuel (ou collectif) en classe. La loi « pour l'égalité des chances » (2005) a renforcé la place de ces AVS par une obligation de scolarisation des enfants en situation de handicap dans les écoles. Des emplois d'AVS ont été créés afin de répondre aux besoins. Cette communication vise à comprendre, par une approche « par le bas », l'application des politiques de l'emploi et leurs conséquences dans un secteur non-marchand et dans le cadre de la scolarisation des enfants en situation de handicap. Dans une première partie, j'analyse les dispositifs mis en place par ces politiques de l'emploi, les objectifs affichés et les populations visées dans le cadre global d'une politique d'intégration des enfants handicapés. Je montre ensuite qu'un recrutement massif des AVS se met en place et j'en décris ses modalités particulières sur le terrain. Enfin, j'aborde les conséquences du rapprochement des deux politiques susnommées : un besoin social qui reste important, un recrutement sans fin et un renforcement des carrières discontinues des femmes. L'enquête s'appuie sur des observations directes des services de gestion des AVS (dans des Inspections Académiques); des entretiens avec des gestionnaires, des agents de Pôle Emploi et des AVS elles-mêmes ; une analyse de documents administratifs.

BOSSE Nathalie : voir à **BORRAS Isabelle**

BOSSER Sylvie : voir à **PEGHINI Julie**

BOTTINEAU Audrey (bottineau_a@hotmail.fr)

Docteure - Chargée de développement Danse Contemporaine / CETAPS

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

Innové en danse contemporaine : de la créativité des interprètes à la création d'un chorégraphe

Dans l'espace chorégraphique contemporain, le travail de création est fortement individualisé : chez les chorégraphes, la volonté d'incarner une danse à soi indique une détermination à être reconnu comme artiste, corrélée à des valeurs d'individualisation où la stylisation singulière et novatrice est déterminante. Néanmoins, les interprètes des pièces constituent souvent une ressource de la création. Le collectif permet alors l'expérience de la singularité, le chorégraphe s'appuyant sur les individualités créatrices contributives au processus de création. A partir de l'observation de la construction d'une pièce, nous verrons comment la singularité du chorégraphe nécessite des arrangements qui nourrissent la création contemporaine. Cherchant à questionner les relations médecin/malades/infirmières, le chorégraphe a proposé un rapport particulier à la création en imposant à l'équipe artistique une immersion de six mois dans un centre hospitalier. Cette construction d'une éthique spécifique de la création participait d'une volonté d'inscrire cette expérience ethno-chorégraphique comme singulière et innovante. Cherchant à faire rupture (Heinich, 1998), le chorégraphe s'est alors confronté à ce défi des sociétés modernes : créer avec les interprètes sans diluer son individualité dans l'entreprise collective.

BOUCHAREB Rachid (rachidbouchareb@aol.com)

Post-doc / METICES ULB

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

Domination au travail et espaces de résistance des employé-e-s de boutiques de masse

La précarisation salariale s'avère de plus en plus dominante dans l'exploitation contemporaine d'une force de travail plus féminisée, elle devient une condition sociale durable pour une masse importante du salariat « subalternisé » des services. Dans ce contexte, comment les salarié-e-s arrivent-ils/elles à expérimenter des formes de résistance contre les contraintes de domination spécifique à de nouvelles rationalisations du travail ? Nous présenterons, à travers nos enquêtes menées en France et en Belgique dans le monde des « boutiques de masse » (enseignes de chaînes), les processus générateurs d'une réélaboration des expériences de travail qui favorisent des espaces de résistance. Nous questionnons ainsi la formation simultanée - au travers de leur articulation - des rapports de domination et de résistance, suivant une temporalité complexe où les situations de domination ordinaire forgent les capacités et les potentialités de résistance. En outre, il nous semble important d'examiner comment se renouvelle les subjectivités au travail, débouchant sur des expérimentations, certes discontinues, latentes et

inachevées, de résistance à la domination. Nous chercherons à expliciter les formes multiples de l'action, d'ordre interindividuel, qui restructurent les relations de pouvoir dans ces lieux de précarité ordinaire.

BOUCHAYER Françoise (bouchayer@univmed.fr)

Chercheur / Centre Norbert Elias, UMR 8562 CNRS-EHESS

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

Quels modes de prise en compte des risques sanitaires environnementaux dans les univers professionnels des médecins praticiens ?

Cette présentation rend compte d'une recherche portant sur les attitudes des médecins praticiens vis-à-vis des risques sanitaires environnementaux (pollution et nuisances). Deux ordres de questionnements ont guidé nos investigations : 1/ dans le cadre de leur exercice quotidien, comment ces praticiens considèrent-ils la question des liens entre les états de santé/maladie et les environnements dans lesquels vivent leurs patients ? Quelles sont les caractéristiques de ce type d'attention clinique ? 2/ repère-t-on certains profils de médecins plus particulièrement intéressés par ces problématiques ? Que peut-on dire des déterminants des différentes postures observées à cet égard ? Notre propos se fonde sur des entretiens conduits auprès d'une soixantaine de médecins généralistes et spécialistes exerçant en libéral dans trois villes et départements du Sud-Est de la France. Le rapport de ces praticiens aux questions santé-maladies-environnement apparaît assez hétérogène, même si l'on repère un fond commun de préoccupations et d'attention. L'engagement actif d'une minorité d'entre eux dans le domaine de la santé/des pathologies environnementales s'opère également de manière diversifiée. On observe tout à la fois une porosité et un cloisonnement du champ médical à l'égard du champ citoyen et politique. Cette recherche se situe au croisement d'une sociologie des professions, de l'expertise et des mobilisations.

BOUDES Philippe (philippeboudes@yahoo.fr)

Chercheur Associé / Ladyss-CNRS

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 11)

Comment, en sociologue, rendre compte des formes d'association entre changements climatiques et trames vertes urbaines ? Apport de Simmel à la définition de la nature comme innovation sociale

D'un côté, la menace des changements climatiques et la recherche de modalités d'adaptation à ces derniers ; de l'autre, le déploiement de politiques de végétalisation des villes figurées par la réalisation de trames vertes ; au centre, un sociologue pris entre des enjeux atmosphériques et écologiques. Comment la sociologie peut-elle contribuer au débat de l'adaptation urbaine aux changements climatiques par le recours aux trames vertes ? Nous réagirons au thème du congrès en posant la végétalisation des villes comme une réappropriation moderne de la nature et surtout comme un nouveau registre d'innovation axé non plus sur les objets techniques mais bien sur les entités naturelles et les services écosystémiques. Nous détaillerons : 1) Les modalités du programme que nous avons coordonné et dont l'objectif était de vérifier l'existence de liens scientifiques et sociaux entre trames vertes et changements climatiques ; 2) La prise en compte croissante des multiples fonctionnalités des trames vertes en sciences naturelles et sociales ; et 3) Nous nous appuyerons sur les distinctions simmeliennes de nature cultivée et de nature culturalisée pour montrer que les trames vertes participent d'une nouvelle appropriation sociale de la nature. En effet, la végétalisation des villes utilisée comme levier d'adaptation aux changements climatiques est à la fois un moteur et un symptôme du renouvellement des liens et des interactions entre les sociétés modernes et l'environnement physique.

BOUDESSEUL Gérard (gerard.boudesseul@unicaen.fr)

MC HDR / Céreq

RT 20 Méthodes Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO TD19)

Les méthodes d'évaluation expérimentale peuvent-elles être acclimatées à la sociologie ?

Les exemples récents d'évaluations expérimentales en SHS en France portent sur des dispositifs qui relèvent pour les uns des politiques d'emploi et pour d'autres des politiques de formation. Les principales difficultés tiennent à des biais de sélection des populations : la population mère de référence, parmi laquelle la sous-population éligible à l'expérimentation, et enfin l'échantillon des élus qui entrent effectivement dans le dispositif. La population « mère » est présélectionnée pour avoir atteint le niveau de formation considéré, même s'il n'est pas achevé. Le tirage aléatoire recommandé pour définir la population des éligibles au dispositif expérimenté ne peut avoir lieu, pas plus que le second tirage aléatoire définissant la sous-population des entrants, desquels sera encore à distinguer celle des entrants effectifs. En second lieu, il ne s'agira pas non plus d'une évaluation « quasi-expérimentale naturelle », car les variables ne sont pas exogènes entre elles du fait des nombreuses interactions à l'œuvre. En troisième lieu, il ne s'agira pas plus d'une évaluation « contrefactuelle » : l'échelle des zones test et des zones témoins différente est variable. La communication illustrera quelques voies moyennes visant à s'accommoder de ces contraintes, au travers de l'évaluation par le Céreq de dispositifs du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse.

BOUFFARTIGUE Paul présence à confirmer (bouffartig@univmed.fr)

Directeur de recherche / CNRS

POCHIC Sophie (sophie.pochic@ens.fr)

Chercheuse CNRS / CMH CNRS

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement

« Banalisation des cadres », « stress au travail », « panne de l'ascenseur social », « crise des classes moyennes » : les anxiétés sociales se focalisent sur ce vaste ensemble dans lequel une majorité de la population tend désormais à se reconnaître. Sont-elles fondées ? Reflet de tendances lourdes ou emballement médiatique récurrent, voire rhétoriques politiques ? La communication présente les lignes de force d'un travail collectif récent ayant mobilisé une cinquantaine de sociologues et de spécialistes en sciences de gestion (1). La réponse d'ensemble apparaît nuancée, et va plutôt dans le sens de l'accentuation en cours de processus de multipolarisation plus que dans celui d'un déclassement généralisé. Bien de faux débats tiennent à la diversité des échelles d'observation retenues. Le creusement des inégalités selon les générations et la très inégale mobilisation politique des diverses composantes des classes moyennes participent également des différences de point de vue entre les observateurs ou les chercheurs. La communication plaide enfin pour une relance de la réflexion comparatiste – entre régions et entre pays – en termes de dynamiques des classes et catégories sociales qui sache prendre appui sur d'autres traditions sociologiques que celles qui sont les plus familières aux sociologues français. (1) Paul Bouffartigue, Charles Gadea, Sophie Pochic (dir.), « Cadres, Classes moyennes : vers l'éclatement ? », Armand Colin, Collection Recherches, janvier 2011.

Auteurs non communicants : Sophie Pochic Chercheure au CNRS CMH, Charles Gadea Professeur à l'Université Versailles St Quentin.

BOUILLY Emmanuelle (emmanuelle.bouilly@yahoo.fr)

Doctorante en science politique / université paris 1 - CESSP

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

Quand mobilisation ne rime pas avec mouvement social. Mobilisations non-protestataires d'acteurs associatifs engagés dans « la lutte contre l'émigration clandestine » au Sénégal

Cette communication souhaite mettre en miroir deux mobilisations aux trajectoires très différentes : un réseau d'associations de femmes « luttant contre les départs en pirogue de leurs fils » qui a connu une internationalisation et une institutionnalisation importantes, et le mouvement des migrants rapatriés d'Espagne en prise à des divisions internes, une relégation internationale et une instrumentalisation étatique. Si les rapatriés ont recouru aux manifestations de rue et à des actions violentes, les mères de migrants ont quant à elles déployé des modes d'action non-protestataires de type cérémoniels. Derrière l'échec d'un mouvement social fort et structuré au Sénégal propre aux enjeux migratoires, se révèlent des mobilisations originales, non-confrontatives des autorités publiques qui empruntent au mode ritualisé du meeting politique, du bain de foule et de la cérémonie familiale. Ce mode d'action né de l'articulation de pratiques coloniales et postcoloniales diverses reflète des formes singulières d'action collective et de politisation, qu'on subsume par la formule « mobilisation sans protestation, politisation sans conflit ». Pour originales qu'elles soient, ces mobilisations n'ont pourtant pas remis en cause les imaginaires et représentations sociales laudatives conférées à l'exil.

BOUILLY Emmanuelle : voir à **BROSSIER Marie**

BOUKROU NACER (nassr_ed@yahoo.fr)

DOCTORANT / GRHIS UNIVERTE DE ROUEN

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

Les politiques de la ville : quels nouveaux dispositifs de lutte contre les discriminations dans la ville de Rouen ?

Les nouvelles politiques d'intégration traverse de multiples sphères de la cohésion sociale depuis les événements de la banlieue parisienne en 2005. Désormais on assiste à des mutations sociopolitiques centrées sur des pratiques de lutte contre les discriminations en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. En effet, dans toutes les grandes villes où se trouvent des situations de délinquance, se mettent en place des dispositifs de lutte contre les discriminations à travers l'Agence Nationale de la Cohésion Sociale et de l'Egalité des chances (ACSE). Nous partirons de l'hypothèse que, dans un monde de délinquance, on trouve un univers de discrimination. Pour cette raison l'Agence Nationale de la Cohésion Sociale et de l'Egalité des chances (ACSE) apparaît comme l'une des voies de réponse à la lutte contre les discriminations. Il s'agit de soutenir les individus, de les accompagner et de les amener à une construction des biens sociaux. Il s'inscrit dans un impératif social d'« intégration » en se situant dans la possibilité de prétendre à l'ensemble social dans lequel il se trouve la « société » devient de moins en moins l'instance suprême dans laquelle sont régies les êtres sociaux.

BOUQUET Marie-Victoire (mvbouquet@yahoo.fr)

DOCTORANTE / CESSP (EHESS - PARIS1)

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 12)

Le bénévolat comme tabou identitaire : les usages associatifs du bénévolat en temps de crise institutionnelle

Le traitement réservé à la question bénévole constitue un prisme particulièrement instructif pour révéler les enjeux identitaires qui traversent les « entreprises associatives » lorsqu'elles sont amenées à penser leur organisation : le bénévolat a-t-il encore un intérêt dans une association gestionnaire reposant sur un fonctionnement salarié, mais l'association est-elle toujours une association si elle n'accueille plus de bénévoles ? Si la question semble simple sur un plan théorique, se pose-t-elle en ces termes sur le terrain associatif ? C'est précisément ce que nous chercherons à savoir, à travers une exploration minutieuse des usages discursifs et pratiques du bénévolat développés au sein d'une association d'aide sociale aux personnes sans abri, association soumise à une profonde restructuration des modes d'encadrement et de financement de son activité. Les contradictions qui se font jour entre, d'un côté, un discours officiel véhiculant une figure idéale du bénévolat et, de l'autre côté, la réalité de la pratique bénévole, portent à croire que le bénévolat constitue une catégorie impensée par l'institution à l'heure

même où elle refonde son organisation. Nous nous attacherons donc à résoudre ce paradoxe en nous interrogeant sur les enjeux de la non prise en compte du bénévolat dans l'exercice de la réorganisation associative.

BOURGATTE Michael (michael.bourgatte@telecom-paristech.fr)

Postdoctorant / Télécom ParisTech

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

L'annotation entre programme d'usages et programme d'utilisateurs.

Internet repose sur une logique sémantique qui demande à l'utilisateur de maîtriser l'écriture et de comprendre des formes (pictogrammes, symboles). Pour consulter des contenus, il faut saisir des mots dans un moteur de recherche, lire un nuage de tags. Pour en produire, il faut avoir une aptitude rédactionnelle minimum, savoir agencer des éléments entre eux. La société du numérique est donc soumise à ce que J. Goody a nommé la raison graphique, autrement dit : la nécessité pour les utilisateurs de connaître une somme de codes graphiques (mots, signes, formes) et de savoir utiliser les outils qui sont mis à leur disposition pour s'exprimer, faire circuler des contenus ou en produire. Les outils d'annotation permettent précisément de s'adonner à ces activités. L'annotation est principe d'enrichissement ou de modification d'un contenu qui repose sur l'intégration d'un commentaire écrit ou d'un élément de repérage (un marqueur, une bulle). Cet outil est destiné à faciliter l'indexation des contenus et leur localisation, mais il a aussi pour vocation d'engendrer de la créativité chez les utilisateurs du web. En portant notre attention sur le cas spécifique de l'annotation audiovisuelle, nous chercherons à savoir ce qui distingue et ce qui rassemble les différents usages de l'annotation. Nous montrerons qu'il en existe plusieurs types (allant d'une activité simple de découpage de séquences filmiques à une activité complexe de montage) qui sont tous dotés d'une prétention documentaire.

BOURGIN Joëlle (bourgin.joelle@wanadoo.fr)

PRAG / Université Stendhal Grenoble 3

RT 23 Travail, activité, technique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 5)

Les pratiques d'enseignement dans l'université de masse : entre stabilité créatrice et créativité conservatrice

En nous appuyant sur une enquête de terrain, et notamment sur des observations directes de situations d'enseignement, nous décrivons différentes formes de créativité quotidienne que déploient les enseignants universitaires face aux publics des premiers cycles généraux. Les intervenants observés mobilisent régulièrement différentes techniques pour cerner les préacquis et le niveau de compréhension de leurs élèves, s'efforcent de produire des explications imagées adaptées à ces derniers. Ils prêtent une attention aiguë à la relation établie avec les étudiants et varient de manière réflexive leurs attitudes et registres pour entretenir une motivation ressentie comme fragile. Enfin, ils échangent entre eux afin d'élaborer des règles et normes communes. Nous interprétons la diffusion de ces pratiques créatives comme le résultat d'une hybridation entre deux inscriptions symboliques, respectivement qualifiées d'universitaire et de scolaire, ou plus précisément comme une greffe de la seconde sur la première.

BOURON Samuel (sam.bouron@aliceadsl.fr)

Doctorant en sociologie / CURAPP

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D8)

La construction scolaire de l'identité des journalistes sportifs

Dans un marché du travail journalistique saturé, les spécialisations au « journalisme sportif » se multiplient dans les formations professionnelles. Au sein du programme des écoles les plus prestigieuses, le sport apparaît comme un enseignement indifférencié. En revanche, dans les établissements moins réputés se développent des formations spécifiques au journalisme sportif. La diversité de ces programmes de formation conduit les écoles à mobiliser des trajectoires sociales différenciées. Dans les formations prestigieuses, les étudiants sont « à l'heure » et connaissent un apprentissage généraliste du journalisme avant de se spécialiser dans le sport. Dans les formations moins prestigieuses, à l'inverse, les étudiants rompent avec leur trajectoire scolaire initiale pour se reconvertir dans le journalisme sportif, utilisant alors leur expérience pratique des disciplines sportives. Ces trajectoires différenciées, allant du journalisme au sport ou du sport au journalisme, interrogent finalement la construction de l'identité journalistique, lorsque les étudiants se confrontent à deux mondes et se retrouvent partagés entre le goût du journalisme et la passion du sport.

Auteur non communicant : Karim Souanef Doctorant en science politique IRISSO-Paris Dauphine

BOURON Samuel (sam.bouron@aliceadsl.fr)

Doctorant en sociologie / CURAPP

CHUPIN Ivan (chupinivan@yahoo.fr)

ATER en sociologie / IRISSO

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Relier la formation à l'emploi : la définition professionnelle du curriculum des écoles de journalisme

Il existe près de 70 formations au journalisme, catégorisées entre d'un côté des formations « reconnues » et des formations « non reconnues » par la profession. Cette séparation est réalisée par douze syndicats répartis également entre journalistes et employeurs, réunis au sein d'une Commission Paritaire Nationale pour l'Emploi des Journalistes. Les établissements disposant de cet agrément bénéficient d'un prestige professionnel et de financements plus importants. En étudiant les archives de cette Commission depuis sa création, il y a 35 ans, on s'aperçoit que les syndicats de la profession n'ont pas seulement cherché à protéger les frontières de la profession en ne reconnaissant que treize formations. Ils ont défini un ensemble de critères de

reconnaissance déterminant un curriculum ajusté aux besoins du marché du travail, cumulant un niveau scolaire élevé et des savoirs techniques rendant les diplômés directement employables. Par l'étude de la CPNEJ, nous proposons ainsi de comprendre comment s'institutionnalisent les liens entre la formation et l'emploi.

BOURQUE Claude Julie (cj.bourque@usherbrooke.ca)

Doctorante / Université de Sherbrooke et CIRST-UQAM

RT 26 Réseaux Sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 5)

Impacts des NTICs sur les relations de collaboration et sur les représentations de l'innovation des chercheurs québécois

Afin de mieux comprendre les tensions liées au changement dans le champ académique, nous avons réalisé une étude empirique au Québec en 2009-10 (n=808). Les résultats comprennent un inventaire des réponses à la question ouverte suivante : « Si vous comparez le contexte général de la recherche scientifique telle qu'elle était pratiquée au début de votre carrière avec la situation actuelle, comment décririez-vous les changements qui améliorent la qualité de la recherche? » Le plus important élément cité de manière univoque est le développement des technologies informatiques en général et en particulier celui des NTIC. En effet, les NTIC sont au cœur des processus de médiation utilisés par les chercheurs pour construire leur objet de recherche et se documenter, travailler sur des données, recruter des collaborateurs, ainsi que pour diffuser les résultats. Néanmoins, des problèmes sont soulevés à l'égard des difficultés posées par la quantité et la rapidité de traitement que ces technologies supposent, ce qui se traduit par le besoin de formations complémentaires pour les futurs chercheurs. Par ailleurs, les chercheurs se réapproprient dans leurs réponses le vocabulaire lié à l'« innovation », l'un des principaux marqueurs des débats en cours, qu'ils associent aux nouvelles manières de travailler avec les NTIC.

BOURQUE Claude Julie (cj.bourque@usherbrooke.ca)

Doctorante / Université de Sherbrooke et CIRST-UQAM

RT 26 Réseaux Sociaux Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ECO 5)

La place des entreprises privées et des entrepreneurs dans les réseaux de collaboration en recherche en sciences de la santé, sciences naturelles et génie au Québec

Les politiques publiques favorisant la collaboration interinstitutionnelle et la valorisation commerciale des fruits de la recherche universitaire ont des impacts sur les pratiques et sur les représentations des finalités de la mission universitaire. Afin de contribuer à une meilleure compréhension de ces impacts, une analyse simultanée des données de deux enquêtes a été réalisée : la première est constituée de données mixtes obtenues dans le cadre d'une recherche empirique auprès de 808 chercheurs établis et en formation au Québec (2009-10) et la deuxième est une étude en cours des politiques institutionnelles de la recherche et des politiques publiques de commercialisation à partir de données documentaires et d'entretiens avec des acteurs-clés du champ universitaire. L'analyse des liens sociaux dans les pratiques de recherche et de formation et celle des référentiels au fondement des politiques qui les encadrent nous permet de mieux expliquer la place, le rôle et le poids relatif des entreprises et des entrepreneurs dans les contextes du choix des programmes, des objets et des méthodes, du financement et de la diffusion des résultats et des découvertes, incluant la valorisation commerciale.

Auteur non communicant : Jean Bernatchez professeur-chercheur Université du Québec à Rimouski

BOUSSARD Valérie (valerie.boussard@wanadoo.fr)

PU / Paris Ouest, IDHE

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D8)

Que veut dire « professionnaliser » le monde de la Finance? Le cas français d'une nouvelle certification

Cette communication s'intéresse au vaste mouvement dit de « professionnalisation » d'activités à partir de la création d'un diplôme ou d'une certification. S'agit-il de créer un groupe professionnel en lui reconnaissant une autonomie d'organisation, d'action et de savoirs, selon Freidson (2003), s'agit-il de défendre des emplois et des carrières en s'inscrivant dans un système de classification professionnelle à la française ou s'agit-il de rationaliser le travail, en standardisant des « compétences », en rendant les « professionnels » interchangeable et en accroissant les possibilités de contrôle de leur travail à travers l'extension de la normalisation? Pour tenter de répondre à cette question, la communication s'intéressera à un mouvement de « professionnalisation » engagé par le monde de la Finance à travers la création d'une certification professionnelle, organisée et contrôlée par l'AMF. Les différents acteurs impliqués dans cette « innovation », son rapport avec l'histoire des professions financières, ses enjeux pour le secteur suite à la crise de 2008 et ses enjeux pour les professionnels eux-mêmes seront examinés pour tenter de comprendre la dynamique du groupe professionnel qu'elle implique et participer à une approche critique du vaste mouvement contemporain de « professionnalisation » et d'injonction au professionnalisme. La communication s'appuie sur un travail de recherche en cours, dans le cadre du projet de recherche ANR, CARFI (Carrières dans la Finance).

BOUSSARD Valérie (valerie.boussard@wanadoo.fr)

PU / Paris Ouest, IDHE

GT 42 Sociologie des élites Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

La professionnalisation comme nouvelle forme de légitimation des élites financières? Un cas français de création d'une certification professionnelle dans le secteur financier.

A la liste des nouvelles formes de légitimation de l'entrepreneuriat et du capitalisme, cette communication voudrait rajouter celle de « professionnalisme » ou « professionnalisation ». Pour tenter de comprendre les acteurs et les institutions engagés dans un tel mouvement, la communication s'intéressera à un mouvement de « professionnalisation » engagé par le monde de la

Finance à travers la création d'une certification professionnelle, organisée et contrôlée par l'AMF. Les différents acteurs impliqués dans cette « innovation », son rapport avec l'histoire des professions financières (françaises ou anglo-saxonnes), ses enjeux pour le secteur suite à la crise de 2008 et ses enjeux pour les professionnels eux-mêmes seront examinés pour tenter de comprendre, d'une part comment les « élites » financières utilisent ce nouveau dispositif pour reconstruire une légitimité mise en défaut par la crise financière, et d'autre part comment ce dispositif participe à recomposer (ou pas) les ressources nécessaires pour accéder aux positions élitaires dans le secteur. La communication s'appuie sur un travail de recherche en cours, dans le cadre du projet de recherche ANR, CARFI (Carrières dans la Finance).

Auteur non communicant : Sylvain Thine Post-doctorant IDHE

BOUTET Manuel (manuel.boutet@dijon.inra.fr)

Post-doctorant / INRA UMR CESAER

RT 23 Travail, activité, technique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP B)

De la transformation du travail à l'émergence de nouvelles formes de consommation. Le cas des jeux de rendez-vous sur Internet

Avec le développement d'Internet sur les espaces de travail, consommation et travail ne relèvent plus toujours aujourd'hui d'espaces et de temps aussi distincts qu'auparavant. Ces recouvrements voient l'émergence de nouvelles formes d'activité, telles que les « jeux de rendez-vous » que nous étudions. Pour les comprendre, nous montrons l'intérêt de croiser étude de la consommation et analyse de l'activité de travail. Des jeux nouveaux se sont développés sur Internet depuis quelques années. Parce qu'ils se sont diffusés sur les « réseaux sociaux » tels que Facebook, ils sont généralement désignés par le terme peu approprié de « jeux sociaux ». A partir d'entretiens réalisés auprès de professionnels jouant sur Internet depuis leur lieu de travail, nous montrons comment ces jeux s'insèrent dans les contextes productifs. L'analyse de l'activité de travail permet d'isoler l'invention formelle dont ils procèdent : ils font du « rendez-vous » une forme ludique. Le sens profond de cette invention formelle réside dans les usages qu'elle permet aux professionnels, et en particulier un ajustement par le rythme. Nous avons ainsi repéré trois fonctions du jeu sur Internet chez nos enquêtés. En conclusion, nous présenterons nos pistes actuelles. Car les ajouts réalisés par les industriels au fil du temps pour augmenter la profitabilité de ces jeux témoignent d'une mise à distance progressive du modèle du « rendez-vous » – avec plus ou moins de succès – en faveur de celui du don.

BRACONNIER Céline (celinebraconnier@yahoo.fr)

MCF / Université de Cergy-Pontoise

RT 34 Sociologie politique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

Refus, esquivance et chuchotement. La socialisation politique au travail.

A partir d'une enquête par questionnaires et entretiens réalisée en 2009 auprès de salariés de la région parisienne évoluant dans des domaines d'activité variés, cette communication interroge les formes que revêt aujourd'hui la socialisation politique au travail. Appréhendés comme des coulisses de l'ordre démocratique, les univers professionnels sont scrutés comme des lieux où peuvent s'acquiescer la conscience d'intérêts communs, l'expérience du refus, l'apprentissage de la lutte et donc potentiellement des ressources pour la participation politique. Des coulisses, en somme, où la distance traditionnellement entretenue, en milieux populaires, au politique, peut être en partie réduite et qui peuvent donc alimenter des processus de compensation des inégalités sociales de politisation traditionnellement liées au niveau de diplôme. Mais ces coulisses peuvent également devenir le lieu d'apprentissage de la méfiance de l'autre, de l'expérimentation de l'injustice, de la soumission, de tactiques d'adaptation à un ordre subi, celui où s'expérimente, par comparaison avec la contestation collective, l'efficacité de l'exit individuel, dont l'abstention électorale pourrait être le prolongement. Cette communication établira un premier répertoire des pratiques d'acceptation ou de refus de l'ordre au travail, dans les liens qu'elles entretiennent avec la participation électorale.

BRAGARD Romain (bragardromain@gmail.com)

Post-doctorat / Département d'anthropologie, Université de São Paulo. (USP)

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 19)

Politique de nature dans la randonnée pédestre: articulations entre vécu, affects et institutions.

Ma communication se basera sur l'observation de la randonnée pédestre en France. Elle partira systématiquement de la description des corps en marche, et sera particulièrement attentive aux techniques du corps et à la culture matérielle. Une aporie apparaît rapidement, car si les marcheurs recherchent une immersion dans la nature afin de vivre une gamme d'émotions, ils ne réalisent ce mouvement que par un éloignement techniciste, rationnel et angoissé du contact corporel avec ce qu'elle a d'inquiétant (souillure et risque sont délicieusement rendus visibles et mis à distance par le matériel). Cette tension affective entre immersion et distanciation, attirance et répulsion, abandon et contrôle, peut être éclairée en cherchant des points d'articulation entre social, culturel et psychique. Il s'agira de montrer que vie psychique (en l'occurrence la tension entre amour et haine), techniques du corps, émotions et gouvernement des corps, participent d'une même performance. On comprendra alors qu'au travers des vicissitudes de la logique affective subjective, les corps des randonneurs participent d'une idéologisation du rapport à la nature sur une scène à première vue innocente et dépourvue d'enjeux.

BRÉCHON Pierre (pierre.brechon@iep-grenoble.fr)

Professeur de science politique / Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE/CNRS

RT 20 Méthodes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)*Echantillon aléatoire, échantillon par quotas : les enseignements de l'enquête EVS 2008 en France*

On ne réalise que très peu d'expériences méthodologiques en France. Les débats sur les méthodes d'échantillonnage restent en général très académiques. Ils opposent de manière assez récurrente certains tenants de la théorie statistique et les praticiens des enquêtes de terrain. L'enquête European Values Survey (EVS), réalisée en France en 2008, a innové en divisant l'échantillon en deux parties. Une moitié des interviews a été réalisée par random route, l'autre moitié l'étant par « quotas renforcés ». Les résultats de cette enquête ont été analysés dans deux ouvrages (Bréchon Pierre, Jean-François Tchernia, direction, *La France à travers ses valeurs*, Armand Colin, 2009 et Pierre Bréchon, Olivier Galland, direction, *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin, 2010) qui ne présentent que de manière succincte sa méthodologie. Un premier travail de comparaison méthodologique a été présenté au colloque francophone sur les sondages (Tanger, mars 2010). Il s'agira ici d'approfondir la comparaison des résultats obtenus dans les deux parties de l'échantillon (variables socio-démographiques mais aussi ensemble des dimensions de valeurs prises en compte dans l'enquête) et d'essayer de tirer des conclusions sur la pertinence comparée des méthodologies utilisées.

BRESSON Maryse (mbresson@nordnet.fr)

Professeure de sociologie / Université de Versailles Saint-Quentin

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)*Politiques d'emploi et révolution managériale dans le champ de la protection sociale : quelles recompositions d'acteurs ?*

Les innovations en matière de politiques d'emplois et d'organisation du travail, influencées par les principes de la « Nouvelle Gestion Publique », sont partie prenantes des processus de transformations de la protection sociale. En particulier, les politiques de la ville et du développement social urbain en France ont été depuis plus de 20 ans à la fois, un lieu d'émergence de « nouveaux métiers », et d'une précarité de l'emploi qui n'épargne plus des salariés très qualifiés et (ou) avec des larges responsabilités. Ces politiques ont été aussi un lieu d'expérimentations de nouvelles relations entre les élus locaux et les professionnels du social et du social-urbain. Les transformations des procédures de recrutement et de gestion des ressources humaines, la nouvelle division du travail, interrogent la place et le rôle de ces professionnels : y a-t-il déprofessionnalisation et/ou nouvelles professionnalités ? Assiste-t-on à une « révolution managériale » dans le champ de la protection sociale et en ce cas, qui sont les nouveaux managers, avec quelle marge de manœuvre, sur qui, et sur quoi ? Ces questions seront abordées à partir de travaux d'enquête par observation et par entretiens menées depuis plus de 15 ans dans le monde associatif en France, et d'une enquête en cours sur les salariés « précaires » dans le monde de l'animation et du développement social urbain.

BRET Julien (julienbret@yahoo.fr)

ATER, doctorant / centre max weber

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h AMPHI 7)*Travail global et production d'un individu servile. Réflexions à partir du cas moyen-oriental.*

Certaines conditions actuelles des migrations internationales montrent des modalités tout à fait spécifiques du rapport d'altérité sur des territoires migratoires variés. C'est le cas par exemple au sein de l'espace migratoire moyen-oriental où convergent des migrants issus de contextes d'origine divers, et qui sont réunis dans le cadre d'une expérience migratoire comparable, encadrée par des normes dont l'agencement est quelque peu différent selon que l'on se situe au cœur de l'espace migratoire (pays du Golfe) ou sur ses marges (Liban, Jordanie par exemple). Ce cas particulier met en avant deux éléments que nous voulons souligner : d'une part, la circulation des normes à l'échelle de l'espace migratoire moyen-oriental montre la plasticité des agencements normatifs qui s'appliquent aux migrations internationales dans les zones périphériques ou moyennes de développement, ainsi qu'à leur contrôle ; d'autre part, ces agencements s'articulent autour de relations transnationales entre pays d'accueil et pays d'origine dont l'implication suppose la mise en palce de procédures de production d'un individu servile dans les contextes migratoires les plus genrés.

BRETIN Hélène (helene.bretin@gmail.com)

MCF en sociologie / Université Paris 13, Laboratoire Iris

GOMEZ BUENO Carmuca (cgomez@ugr.es)

Maitre de conférence en sociologie / Université de Grenade

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H2)*Du tabou à l'incitation à la sexualité : vers une reconstruction plus égalitaire des relations de genre au cours de la vieillesse en Espagne ?*

Les changements contemporains dans le contexte de la sexualité favorisent-ils une reconfiguration des relations sociales de genre relativisant le poids de la domination masculine ? L'hypothèse est que la morale sociale qui encourage l'activité sexuelle tout au long de la vie est avant tout une libération apparente. Les rares études espagnoles menées entre 1994 et 2007 sur la sexualité des personnes âgées montrent que l'activité sexuelle des femmes reste moins fréquente que celle des hommes et s'inscrit dans un cadre social et relationnel structuré par les inégalités de genre. Des différences démographiques alimentent en partie les inégalités de positions et de ressources entre hommes et femmes âgés. Parallèlement, au regard d'une jeunesse dominée par le manque, la peur et la répression, en l'absence de modèles dans une période moins répressive, les personnes de plus de 65 ans sont amenées à inventer la façon de revoir les conventions et de vivre leur sexualité. Le déficit d'hommes, la défense de l'individualité et la dépendance à l'image corporelle sont trois éléments fondamentaux de la structuration des

relations sociales et sexuelles. Ils favorisent les hommes en même temps qu'ils révèlent l'émergence d'une morale sociale plus permissive marquée notamment par la substitution des « fiançailles » au mariage, et par le désir des femmes de ne pas se ré-enfermer dans une relation de couple qui ne leur convient pas.

BRINBAUM Yaël (yael.brinbaum@u-bourgogne.fr)

Maître de conférences / IREDU (CNRS, Université de Bourgogne)

PRIMON Jean-Luc (primon@unice.fr)

Maître de Conférences / Université Nice Sophia Antipolis (UNS) et URMIS -IRD-

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Scolarité et diplômes des descendants d'immigrés. Effets des origines sociales, sexuées et migratoires

Les analyses de la scolarisation des enfants d'immigrés se sont développées en France. La sociologie de l'éducation pose aujourd'hui plus souvent la question de la différenciation ethnique dans le système scolaire et introduit plus systématiquement les origines migratoires et géographiques (sinon ethniques) dans ses modèles d'analyse. La deuxième explosion scolaire des années 80 et 90, comme les interrogations sur la crise du modèle républicain d'intégration ou sur la montée des ségrégations et discriminations, ont favorisé cette prise en considération. Les analyses proposées dans ce texte suivent deux objectifs : - restituer les scolarités et les diplômes (filières, spécialités, réussites, abandons, titres, etc.) des groupes de population identifiés par leurs origines migratoires et géographiques. - expliquer les écarts de parcours et de niveaux scolaires en cherchant à saisir les effets de classe, de sexe et des origines migratoires ou géographiques. L'étude s'appuie sur les données de la dernière enquête de population sur les immigrés et les descendants d'immigrés réalisée par l'Ined et l'Insee auprès de 22 000 personnes en 2008 et intitulée « Trajectoires et origines » (TEO). L'exploitation porte sur les jeunes âgés de 18 à 35 ans en 2008 ayant effectué toute leur scolarité en France afin de conserver un contexte marqué par la démocratisation scolaire et la massification de l'enseignement.

Auteur non communicant : Laure Moguerou MCF Paris-Ouest Nanterre CREF GSE

BRINBAUM Yaël (yael.brinbaum@u-bourgogne.fr)

MCF / IREDU (Université de Bourgogne, CNRS)

PRIMON Jean-Luc (primon@unice.fr)

Maître de Conférences / Université Nice Sophia Antipolis (UNS) et URMIS -IRD-

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

L'expérience scolaire des descendants d'immigrés : sentiment d'injustice et de discrimination.

Les descendants d'immigrés ont de moins bons parcours scolaires que les Français d'origine, mais ces résultats sont liés principalement à leur milieu social (Vallet et Caille, 1996 ; Brinbaum et Kieffer, 2009). L'analyse des scolarités dans le secondaire met en évidence une polarisation des parcours selon l'origine et le genre, avec des sorties sans diplôme plus nombreuses et une obtention du baccalauréat plus élevée à milieu social contrôlé (Brinbaum, Kieffer, 2009). Les décalages entre aspirations et orientations engendrent un sentiment d'injustice marqué chez les jeunes d'origine maghrébine dans les filières professionnelles (Beaud, 2002; Brinbaum, Kieffer, 2005). La question des inégalités d'éducation selon l'origine pose en creux celle des discriminations à l'école. Cette communication analyse les expériences scolaires des descendants d'immigrés à partir du sentiment d'injustice à l'école, recueilli dans l'enquête Trajectoires et Origines (INSEE, INED, 2008). On s'interrogera sur les sources et les effets de ces injustices. Ces expériences seront croisées avec les trajectoires scolaires afin d'étudier la construction du sentiment d'injustice à l'école. Les descendants d'immigrés expriment plus souvent un sentiment d'injustice à l'égard de l'orientation que la population majoritaire ; sentiment accentué chez les descendants originaires du Maghreb, de Turquie et d'Afrique subsaharienne. Ces injustices scolaires sont vécues comme de la discrimination à base ethno- raciale.

BRISSON Romain (rb.univ@gmail.com)

Doctorant / Université Franche-Comté

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

De Mauss en MAUSS : don et intérêt, ou l'histoire de distorsions catégoriques

Le hard core conceptuel de la théorie anti-utilitariste de l'action d'A. Caillé repose principalement sur deux concepts clefs : don et intérêt pour autrui. Le premier y est considéré comme universel fondateur de la socialité (jetant du même coup aux oubliettes toute idée de contrat ou de pacte social), le second en tant que l'un des quatre pôles et mobiles de l'agir. Le don, qui renvoie au triptyque maussien « donner, recevoir et rendre », constitue le phare du paradigme éponyme. Impliquant une rupture profonde et décisive avec l'axiomatique de l'intérêt, il permettrait, d'après les MAUSSiens, de redimensionner – sans toutefois la renier ab ovo – la logique économiciste de l'échange, du donnant-donnant. Conséquemment, il amène A. Caillé à fonder l'absolue irréductibilité de deux types d'intérêt : l'égoïste et l'altruiste. La présente étude se propose de problématiser tour à tour ces deux perspectives conceptuelles : ainsi, il s'agira, en premier lieu, de revenir sur la filiation définitionnelle qu'entretiendrait le MAUSS avec M. Mauss relativement à l'antinomie don versus échange, et d'en déterminer les nuances voire les distorsions (illustration des biais que peut engendrer la position de porte-parole) ; en second lieu, il sera question de critiquer, sous un prisme transdisciplinaire, la dichotomie opposant intérêt pour soi et intérêt pour autrui (illustration de la nécessité de modèles intégratifs).

BRIZARD Cyril (cyril.brizard@gmail.com)

Doctorant / EMC2

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

La vision originale de la bande musicale : de l'œuvre du groupe Nightwish aux œuvres imaginaires de ses amateurs

Le processus de création de l'œuvre d'art est, aujourd'hui, relativement bien balisé. Jean-Pierre Esquenazi, dans son ouvrage référence, « Sociologie des œuvres », en définit clairement les étapes clés : il y a d'abord la production d'un objet ; puis sa déclaration, qui signe son entrée dans l'univers des objets dits « œuvre » ; et enfin ses interprétations par des publics. En mettant les œuvres musicales du groupe de metal symphonique Nightwish à l'essai de ce triptyque, un phénomène apparaît : si l'artiste est bien producteur d'une œuvre, ses publics se voient, eux aussi, impliqués dans une phase de production. Après avoir présenté brièvement le groupe, mon intervention s'arrêtera sur ses amateurs, et sur deux variétés d'objets qu'ils élaborent. La première est proche de ce que conçoit un artiste : la production d'une forme sensible, ici permise et aidée par l'usage des nouvelles technologies. Je prendrai ainsi l'exemple de montages vidéo réalisés de manière à offrir un clip inédit à un morceau de musique, et mis à disposition sur internet. La seconde est une retranscription du « film intérieur » qu'un amateur imagine en écoutant une chanson du groupe. Le nouveau schéma ainsi dessiné laisse entrevoir un processus de : production (par l'artiste), déclaration, production (par le public), où l'objet « œuvre » est sans cesse réapproprié, reproduit, remodelé, en une renaissance continue.

BROCA Sébastien : voir à **KOSTER Raphael**

BRONNER Gérald (gerald.bronner@misha.fr)

Professeur / Université de Strasbourg

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Faut-il faire l'éloge du pluralisme ?

Faut-il faire l'éloge du pluralisme ? Il est fréquent d'entendre des appels à la « pluricausalité » qui seule serait capable de rendre compte de la complexité du réel ou, du moins, de ne pas l'amputer excessivement par le discours ou l'analyse. Il se trouve que ces appels pourraient se confondre, et se confondent parfois, avec des injonctions à opter pour des approches pluralistes au sens programmatique, voire à la pluridisciplinarité. Si le monocalisme a souvent des conséquences très nuisibles pour l'analyse scientifique, et Weber l'avait fermement souligné dans Les essais sur la théorie de la science, on peut se souvenir que cet auteur rappelait, dans le même texte, que la « voie du milieu » n'est pas toujours la voie de la sagesse pour l'approche méthodique en sciences sociales. Cette communication tentera de souligner le fait qu'une approche multicausale ne saurait se confondre avec une approche pluri-programmatique et tentera de tracer une ligne de démarcation entre des termes qui sont devenus, trop souvent, comme des synonymes dans les discours.

BROSSARD Baptiste : voir à **BÉLIARD Anne-Sophie**

BROSSAUD Claire (claire.brossaud@universite-lyon.fr)

Responsable pôle valorisation des SHS / Université de Lyon

RT 29 Sciences et techniques en société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 4)

Innovation sociale : alternative à la techno-science ?

La techno-science est marquée par un certain productivisme de la recherche scientifique, doublé d'une croyance dans les vertus inébranlables du progrès technique, moteur de la croissance. Poussées jusqu'à l'extrême de leurs applications, les techno-sciences attisent les polémiques sur la brevetabilité du vivant ou sur les nanotechnologies. Mais d'autres modèles de production de l'innovation, plus respectueux de l'homme et de son environnement font aujourd'hui l'objet un certain regain d'intérêt. On se demandera comment les valeurs et outils méthodologiques qui se réfèrent à ce champ-là et qui émanent en particulier de l'économie sociale et solidaire, de l'économie verte, des sciences humaines et sociales ou encore des mouvements sociaux, constituent une alternative à la techno-science. Quelle est la place de l'innovation sociale proprement dite par rapport à ce que l'on nomme « innovation par l'usage » ? Que recouvre le terme « innovation à la demande », tel qu'il s'est exprimé notamment dans les années 70 à travers les projets de « boutiques de science » en Europe ? Quels enseignements tirer des démarches d'innovations ouvertes et participatives issues des expérimentations d'hier et d'aujourd'hui ? Comment les institutions de recherche peuvent-elle aujourd'hui inscrire un tel projet dans ce contexte du Grand Emprunt ?

BROSSAUD Claire (claire.brossaud@universite-lyon.fr)

Responsable pôle valorisation des SHS / Université de Lyon

CASP Comité d'Action Sociologie Professionnelle Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

L'innovation sociale : nouveaux débouchés pour la sociologie professionnelle ?

Depuis une dizaine d'années, les politiques de recherche ont investi massivement dans l'innovation technologique. Cela a eu pour conséquence de radicaliser le discours des chercheurs en sciences sociales, ces derniers accusant les pouvoirs publics de faire des choix scientifiques essentiellement motivés par des intérêts utilitaristes et mercantiles. Aujourd'hui, des voies alternatives s'élèvent contre cette vision technophile de la recherche et tentent de promouvoir des leviers d'action plus favorables à l'innovation sociale. Comment les sociologues professionnels peuvent, en dehors de l'Institution, d'une part, faire valoir leur savoir faire en s'emparant de cette nouvelle tendance. D'autre part, si le mouvement en faveur de l'innovation technologique a beaucoup profité aux sciences exactes par la création d'une véritable filière de recherche avale appliquée

(société de valorisation, pôles de compétitivité, Instituts Carnot, etc.), elle n'a pas ou peu transformé l'infrastructure de recherche en sciences sociales. Pourtant, la professionnalisation de la recherche en sciences sociales existe en France, via des activités de recherche contractuelles répondant à la demande socio-économique, via l'entrepreneuriat ou à travers des pratiques de recherche collaborative. Or, contrairement à des pays comme le Québec, ces pratiques ont été peu régulées par les ESR. La sociologie aurait-elle intérêt à promouvoir des voies institutionnelles dans ce sens ?

BROSSIER Marie (mariebrossier@hotmail.com)

ATER / CERAPS

BOUILLY Emmanuelle (emmanuelle.bouilly@yahoo.fr)

ATER / CESSP

GT 42 Sociologie des élites Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 14)

Figures et trajectoires de la distinction sociale en Afrique contemporaine: pour une étude comparée du phénomène de notabilité au Sénégal

Afin de questionner les figures et trajectoires de la notabilité aujourd'hui en Afrique subsaharienne, cette contribution propose de revenir sur l'absence de catégories d'analyse satisfaisantes pour comprendre la complexification des dynamiques de stratification sociale dans une société comme le Sénégal. En soulignant les trajectoires et carrières, les pratiques et «qualités» sociales de figures publiques qualifiées de notables, nous étudierons les processus de notabilisation à l'interface de deux espaces sociaux et initierons une réflexion sur la pertinence des concepts mobilisés par les sciences sociales pour décrire ces figures en Afrique. Nous nous appuierons sur l'étude comparée de la trajectoire de deux acteurs de la scène publique sénégalaise et des groupes qu'ils représentent. L'étude de Cheikh Bethio Thioune, leader charismatique et controversé de la confrérie musulmane mouride, questionnera l'usage fait de son investissement des sphères du religieux et du politique ; celle d'une leader d'une association féminine investie sur la question migratoire permettra de souligner les logiques de passage entre la sphère du développement communautaire et dans celle du politique. La mise en lumière de la construction de figures tutélaires originales qui ne sont plus forcément déterminées par le critère d'âge, de genre et d'ancienneté comme principe structurant des modèles d'autorité, témoignera des reconfigurations des sociétés africaines contemporaines.

Auteur non communicant : BOUILLY Emmanuelle

BRUGIDOU Mathieu (mathieu.brugidou@edf.fr)

Chercheur / EDF R&D et PACTE

RT 20 Méthodes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

La compétence linguistique peut-elle être une mesure de la compétence politique ?

Les travaux récents sur la compétence politique ont attiré l'attention sur la dimension discursive voire dialogique de cette compétence. Ils invitent à moins se focaliser sur la mesure de la connaissance par questionnaire des institutions politiques, compétence dite « cognitive », fortement liée au niveau scolaire, et à davantage s'intéresser aux « compétences requises pour s'exprimer convenablement dans l'espace public ». La question de la mesure de cette compétence doit-être alors reconsidérée, elle doit désormais s'attacher au langage, retrouvant une partie des préoccupations des sociolinguistes. Des dispositifs d'enquête par sondage, comportant des questions fermées et ouvertes, où l'ensemble des interactions enquêteurs/enquêtés est enregistré et soumis à des analyses de statistiques lexicales semblent adaptés à ces questions de recherche. La communication se propose, à partir d'une définition lexicale, syntaxique et pragmatique de la compétence linguistique, de montrer différentes stratégies d'analyse de ces discours prenant en compte les interactions, le rôle des différents types de mots-outils et la dimension sémantique. Nous nous appuierons sur l'analyse de deux enquêtes : l'une mesurant la variation de la compétence linguistique dans le temps lors de la dernière campagne présidentielle, l'autre évaluant les variations de compétences linguistiques selon différents types d'objet de discussion publique (tri des déchets, économie d'énergie).

BRUGVIN Thierry (thierry.brugvin@free.fr)

Enseignant Sociologie / Largetec

GT 42 Sociologie des élites Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

L'influence des fondations privées sur l'orientation politique des organisations internationales publiques (ONU, OMS)

L'histoire de la fondation Rockefeller et de certaines entreprises transnationales est fort instructive pour comprendre comment se décident certaines des politiques publiques des gouvernements. Nous suivrons pour illustrer cela, le parcours de la famille Rockefeller en particulier, la plus emblématique des représentantes du capitalisme pétrochimique et pharmaceutique. Or, la mainmise des fondations et des entreprises privées vis-à-vis de l'OMS remonte quasiment à sa création. L'ONU, et particulièrement l'OMS, sont l'objet d'un intense lobbying des multinationales. L'ONU, du fait de son influence, est l'objet de tentative de contrôle de la part des Etats dominants et de leurs transnationales, au sein du conseil de sécurité et de chacune de ses agences. Nous aborderons les points suivants : - Créer une fondation philanthropique permet d'influencer indirectement les politiques de santé. - La dépendance financière de l'OMS et de l'UNICEF vis-à-vis des fondations et des entreprises privées. - Les partenariats/public-privé avec l'ONU. - Contrôler les institutions de protection de la santé permet de favoriser les intérêts du capitalisme pharmaceutique (la fondation Carnegie des Rockefeller). - Le rôle des fondations et les transnationales dans les programmes de santé et de vaccination. - L'influence de la Fondation Rockefeller sur la nature des politiques de contrôle démographique (au FNUAP de l'ONU).

BRUNET Philippe : voir à **DUBOIS Michel**

BRUNO Isabelle (isabelle.bruno@univ-lille2.fr)

Maître de conférences / Lille 2/CERAPS

GT 42 Sociologie des élites Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

Le Malcolm Baldrige National Quality Award: des gourous aux missionnaires de la qualité

Depuis les années 1950, dans l'industrie japonaise puis aux États-Unis, la «qualité totale» est devenue le mot d'ordre d'une technologie managériale, qui a substitué au productivisme fordiste un dispositif de contrôle statistique visant une « amélioration continue » des performances. Dénommée Total Quality Management (TQM), cette révolution a transformé les savoirs et les pratiques d'organisation d'abord dans les firmes privées, puis dans l'administration publique. Cette communication se propose de repérer les ressorts de sa diffusion à la fois spatiale et sectorielle. Il s'agit de discerner les conditions historiques et sociales qui ont rendu possibles la circulation et l'adoption de cette manière de gouverner les entreprises en les engageant dans une «course sans ligne d'arrivée». Après avoir rappelé la signification managériale de la «qualité» telle qu'elle a été définie par ceux qu'on appelle communément ses «gourous», j'exposerai le cas du Malcolm Baldrige National Quality Award en m'appuyant sur le dépouillement d'archives privées (Xerox Corp., ASQ) et publiques (Congress of the USA, NIST). Après avoir montré comment ce programme entend promouvoir la compétitivité de l'économie étasunienne par l'innovation, l'exemple de Xerox nous permettra de dresser le portrait de son ex-PDG, David Kearns, «missionnaire de la qualité» dans l'industrie comme dans l'Éducation, en tant que secrétaire adjoint sous la présidence Bush.

BULLE Nathalie (nathalie.bulle@wanadoo.fr)

Chercheur / CNRS (GEMASS)

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Les modèles et l'inférence causale dans les sciences naturelles et sociales

La question de la nature des modèles dans les sciences naturelles et sociales sera discutée à partir d'une approche générale de la causalité. On s'intéressera notamment au problème de la sous-détermination des modèles par les données de l'observation et à celui de l'adéquation de la pensée formelle à la réalité phénoménale. On sera amené à mettre en question la notion de réalité contrefactuelle et la méthode d'inférence inductive associée, ainsi que le rôle joué par le critère d'adéquation empirique - i.e. de « generative sufficiency » - dans les modélisations multi-agents.

BUSQUET Grégory (gbusquet@u-paris10.fr)

MCF / UMR LAVUE - Université Paris Ouest

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Rôles de la sociologie urbaine critique et politiques urbaines en France depuis les années 1960.

Nous proposons ici de porter le regard sur le long terme en examinant, à partir d'un travail d'archive, comment la sociologie urbaine française a évolué depuis les années 1960, tout en accompagnant le changement de politiques urbaines, et en apportant par là-même un nouveau regard sur le fait urbain. A travers l'analyse croisée des jeux d'acteurs et de l'évolution de leurs idées, il s'agira donc d'explorer comment l'évolution des thèmes et des approches de la sociologie urbaine française depuis les années 60, prépare le socle idéologique de l'action publique territorialisée dans les années 80. Pourra également être questionnée une hypothèse selon laquelle la sociologie urbaine passerait du statut de critique des politiques urbaines, à celui d'initiatrice du changement pour devenir aujourd'hui dépendante des commanditaires, sous l'effet de nouveaux types d'action publique comme la politique de la ville ou le « développement durable urbain ». Ses objets et problématiques évolueraient au gré de la commande publique et privée, à l'opposé des années 60, où ses thèmes influençaient sur cette commande, ce qui ne l'empêcherait nullement toutefois de garder son recul critique par rapport à la commande et à ses objets, recul critique qui a toujours fait l'une de ses spécificités.

BUSSET Thomas (thomas.busset@unine.ch)

Collaborateur scientifique / Centre international d'étude du sport

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

La mise en place d'une politique de prévention du supportérisme violent en Suisse

Le 2 septembre 2010, l'Office fédéral du sport diffusait un communiqué de presse annonçant l'adoption d'un concept-cadre en matière de gestion des supporters en Suisse. Cette nouvelle allait être concrétisée quelques semaines plus tard par la publication d'une brochure intitulée Stratégie nationale de coaching des supporters. Or ces démarches sont intervenues presque simultanément avec la publication, en France, du Livre vert du supportérisme, qui poursuit les mêmes objectifs. Le sujet proposé vise donc à stimuler une réflexion comparative sur deux pays, dans lesquels les autorités nationales ont misé jusqu'à présent essentiellement sur des mesures répressives, confortées en cela par les médias qui contribuent dans une large mesure à amplifier les problèmes. La communication proposée comporte trois volets. Après une brève présentation de la politique de prévention préconisée en Suisse, la deuxième partie retrace l'historique de cette mise en place en mettant notamment l'accent sur les projets locaux de « fancoaching » réalisés en Suisse alémanique sur le modèle des Fanprojekte allemands. Du fait de la structure fédéraliste de l'Etat et de la compétence cantonale en matière d'ordre public, quelques villes ont été des lieux d'expérimentation de réponses au supportérisme violent. Enfin, il s'agira de s'interroger sur les motifs ayant conduit les autorités fédérales et les instances faitières du sport à encourager des démarches de type socio-éducatif dans les stades.

CABANES Robert (robert.cabanes@wanadoo.fr)

DR / IRD

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

La biographie comme mode d'approche de l'innovation sociale

Banlieue de Sao Paulo (Brésil), milieu populaire, 4 études de cas: d'une formation à l'intersection de plusieurs domaines sociaux (famille, travail, marginalité, religion), se détermine le choix d'une intervention sociale en perpétuelle interaction avec la formation initiale qui porte la marque d'une action singulière souvent innovante dans le champ social où elle opère.

CACOUAULT-BITAUD Marlaine (marlaine.cacouault@orange.fr)

Professeur des universités / GRESCO, EA 3815, Université de Poitiers

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

Les personnels de direction du second degré et l'innovation : modes d'appropriation des dispositifs et formes de résistance

Les chefs d'établissement, à la tête d'un EPLE, doivent mettre en place les outils modernes de gestion administrative, financière et pédagogique. L'Etat fixe les programmes, le proviseur ou le principal impulse des actions adaptées aux particularités des établissements. En 2010, le programme CLAIR (collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite) se met en place. Il s'agit d'imposer de nouvelles conceptions et formes d'action, dont les répercussions sur le rôle des personnels et l'égalité de traitement des élèves sont considérables. Notre enquête interroge les formes de régulation du système éducatif. On est passé d'un contrôle a priori à un contrôle a posteriori qui suppose une évaluation du rendement de l'école. Elle prend tout son sens dans le cadre du pilotage par les objectifs et les résultats, qui doit permettre une gestion plus souple, assortie d'une obligation de rendre des comptes. Un contrat d'objectifs est élaboré, le/la responsable est invité-e à jouer un rôle déterminant. La conception managériale fait-elle l'unanimité ? Hommes et femmes s'investissent-ils de manière comparable ? Les actions impulsées varient-elles en fonction de la génération ? Outre des différences selon l'âge et le sexe, les projets de carrière induiraient des clivages. En résumé, l'appropriation des mesures innovantes irait de pair avec des formes de résistance qu'il convient d'analyser car elles correspondent à des enjeux politiques importants.

Auteurs non communicants : Gilles Combaz professeur des universités Université de Lyon 2 Laboratoire Education et politiques.

CADEL Cynthia (cynthia.cadel@univ-lyon2.fr)

Chargée de recherche / GRePS, EA 4163

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

Du texte de loi à la mise en place locale : principaux enjeux et impacts psychosociaux de l'introduction de la participation dans le cadre du Revenu de Solidarité Active.

La loi du 1er décembre 2008 instaure la participation d'allocataires du Revenu de Solidarité Active à la régulation de la mise en œuvre des droits sociaux. Dans une optique psychosociale, nous avons réalisé une étude pluriméthodologique prenant notamment appui sur une analyse de presse (n=211) qui permet d'interroger l'idéologie sous-tendant les politiques publiques de traitement de la pauvreté, et sur une recherche de terrain, croisant observations et analyse d'un corpus de comptes-rendus (n=116) des rencontres de groupes d'allocataires, afin d'explorer comment les participants se saisissent de ces espaces. Ces analyses font apparaître qu'en appelant à la participation un groupe socialement dévalorisé et stigmatisé, le risque de renforcement du contrôle sur une catégorie qu'il s'agit de cibler et d'activer est important, et amène à considérer le paradoxe principal de ce dispositif qui consiste à doter d'un pouvoir participatif des individus sur la base même du stigmate. Par ailleurs concernant les participants, entre un usage ciblé sur des préoccupations personnelles et le souhait d'utiliser ces lieux comme des scènes de révélation et d'interpellation, ces collectifs constituent un rempart efficace contre l'isolement et permettent une meilleure adaptation des dispositifs aux besoins. Enfin il s'agit d'interroger les impacts de cette mise en place, tant en termes de processus identitaires et d'accès aux droits, que de reconfigurations de l'action sociale territorialisée.

CAMPÉON Arnaud (arnaud.campeon@ehesp.fr)

Ingénieur de recherche / EHESP

LE BIHAN Blanche (blanche.lebihan@ehesp.fr)

Enseignant chercheur / EHESP

MALLON Isabelle (isabelle.mallon@orange.fr)

Maitre de conférence / Université de Lyon

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV AMPHI H)

Quelle prise en charge des troubles de la mémoire ? Inventions locales et structuration nationale. Analyse de 3 Centres mémoire de ressources et de recherche

Les Centres mémoire de ressources et de recherches (CMRR) constituent avec les Consultations mémoires de proximité (CMP) les nœuds du maillage territorial du dépistage et du suivi des troubles de la mémoire (maladie d'Alzheimer et maladies apparentées), censé garantir à chaque citoyen l'accès à un diagnostic de qualité. Cette communication rend compte d'une recherche en cours sur la prise en charge de la maladie d'Alzheimer et vise à analyser et comparer le mode de fonctionnement de trois CMRR et l'organisation différentielle du dépistage et du suivi des patients. L'analyse met en évidence l'influence de différents déterminants – historiques, territoriaux et professionnels – sur l'organisation et l'activité des CMRR. L'insertion dans le système local de santé, l'orientation vers la recherche ou vers le soin, de même que la composition professionnelle des équipes engagées au sein des dispositifs et les pratiques de la pluridisciplinarité, sont autant de variables qui donnent à chaque

CMRR son orientation et sa couleur, et entraînent des divergences dans l'organisation et le contenu du diagnostic, comme dans le suivi des troubles de la mémoire. Au-delà de l'identification des ressorts de ces variations territoriales, il est possible d'identifier des « innovations » mises en œuvre dans les CMRR dans le traitement des troubles de la mémoire, au premier rang desquelles la pluridisciplinarité, qui entre en tension avec le processus d'hyperspécialisation à l'œuvre dans l'hôpital.

CAMUS Jérôme (je.camus@wanadoo.fr)

Post-doctorant / CURAPP

ORIA Nathalie (nathalie.oria@u-picardie.fr)

PRAG / CURAPP

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 19)

L'argument du naturel dans l'encadrement à la maternité

L'encadrement de l'accouchement fait l'objet d'une lutte historique, dont les figures de la sage-femme et du médecin incarnent les polarités. Aux savoirs relationnels de la première s'oppose ainsi le pouvoir de la connaissance théorique et rationnelle du second qui domine depuis une cinquantaine d'années. Ces oppositions s'actualisent dans le quotidien du travail d'encadrement à la maternité à travers l'usage de la notion de « nature ». La « nature » biologique, objet d'intervention rationnelle des médecins, s'oppose à la « nature » humaine, domaine éminemment féminin dévolu aux sages-femmes qui subordonnent la dimension médicale de leur action au « bien être » des patientes ou à la qualité de la « relation mère-enfant ». Si certaines pratiques, comme l'allaitement, en sont venues à faire consensus entre ces professionnels, cette opposition, qui organise la division du travail d'encadrement, dépasse le cadre du service. Se dessine un espace des styles parentaux, dont la maternité ne fournit que la déclinaison institutionnelle : la « nature », la façon de la penser et d'y recourir, apparaît également liée à la position sociale des femmes, selon laquelle se constitue le rapport avec l'institution. En s'appuyant sur une enquête par observations et entretiens, il s'agira d'analyser les déclinaisons des modes d'encadrement contemporain de la maternité et le rapport socialement construit des femmes avec celui-ci, en interrogeant, au centre de l'analyse, la notion de « culture ».

CANABATE Alice (alicecanabate@aol.com)

Docteur en sociologie / CERSES-CNRS

RT 40 Sociologie des institutions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

Intentions et inventions des Associations de protection de la nature ou de l'institutionnalisation partielle d'un espace instituant

Parmi les associations qui ont vu le jour dans le contexte de mobilisation écologique des années 60-70, certaines d'entre elles sont devenues de véritables organes d'écoute dans le dispositif de politique publique environnementale. Le contexte du « Grenelle de l'Environnement » est venu, par ailleurs, comme parachever leur inclusion dans les processus décisionnels, les obligeant à devoir concilier les déterminismes affectifs de leur engagement au contexte socio-historique et politique dans lequel ils sont parties prenantes. Ce dialogue eu pu sembler inatteignable dans la mesure où traditionnellement les rapports entre écologie et l'économie ne permettent guère de penser une conciliation possible. Pourtant, les liens se font entre l'appareil étatico-économique et les groupuscules écologistes. Cette alliance est d'autant plus étonnante que ces ONG sont comme passées sous le joug d'une rationalité désamorçante. Néanmoins, rien n'interdit d'imaginer qu'une partie de la tension ne soit maintenue - car les revendications même aplaties ne cessent pas de porter un projet de société - et que la nouvelle forme de l'Institut puisse générer de nouvelles formes d'Instituant. Nous nous baserons donc sur une recherche réalisée auprès des ces dirigeants associatifs afin d'apporter des éléments permettant de saisir la mesure et les proportions de cette innovation institutionnelle.

CANABATE Alice (alicecanabate@aol.com)

Docteur en sociologie / CERSES-CNRS

RT 34 Sociologie politique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Les dirigeants d'ONG environnementales institutionnalisées et L'Etat : entre stratégies de résistances et formes d'adaptations

Ni la protection de la nature, ni le projet écologiste ne sont neufs ; en revanche, une forme associative politique, très liée à l'agir institutionnel, a récemment émergé dans l'espace public. Les dirigeants associatifs de ces structures sont aujourd'hui devenus des organes consultatifs du pouvoir politique. Mais la situation est complexe dans la mesure où ils sont, de ce fait, également rentrés dans la logique de la raison instrumentale du capitalisme qu'ils dénoncent, et que le projet fondateur du mouvement duquel ils sont issus tentait précisément de contrarier. Le contexte récent du « Grenelle de l'Environnement » qui a quelque peu arbitrairement érigé un élitisme associatif, a surtout parachevé cette inclusion institutionnelle. Il a également permis à cette minorité active d'être visible et d'apporter des éléments de dénonciation épistémologique de taille quant à la façon dont ce monde et ce système fonctionnent. En d'autres termes, si les liens sont souvent forts et resserrés entre écologie publique et écologie politique, le milieu associatif en occupant une place privilégiée dans les débats institutionnels est parvenu in fine à créer les conditions d'un lieu nouveau de création politique. Nous nous baserons sur une recherche que nous avons conduite auprès de ces dirigeants pour définir la réalité du rapport de protestation et de composition que ces associations entretiennent à l'Etat et à l'ordre politique et économique, située entre la résistance et l'adaptation.

CARADEC Vincent : voir à **BERTRAND Louis**

CARAËS Marie-Haude (marie-haude.caraes@citedudesign.com)

Directrice de la recherche / EPCC Cité du design

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Industrie des services et place de l'amateur

Les évolutions importantes, ces dernières années, dans le domaine des services (d'une part, les fournisseurs de services ont fait des efforts considérables pour mettre les usagers au centre de leurs offres ; d'autre part, ils ont enclenché une évolution vers une convergence globale) obligent à interroger la place et le statut de l'usager du service dans la nouvelle configuration économique et technique qui se dessine. D'autant que cette industrie des services n'en est qu'au début de son déploiement. Dans le cadre d'une recherche en design financée par La Poste sur les services du futur (2009/2011), le pôle Recherche de la Cité du design s'est interrogé sur le travail de service, de son origine à nos jours, afin, dans un premier temps, d'en dessiner les contours et d'en proposer une définition. Cette analyse historique permet d'interroger la place contemporaine d'un usager-amateur dans l'économie de services. Pour, au final, concevoir des artefacts qui intègrent l'ensemble des questionnements soulevés par l'analyse. En effet, la place d'un usager-amateur dans l'industrie de services ne va pas sans questions : la figure de l'amateur n'est-elle au fond qu'une forme évoluée, réformée du consommateur ? Les goûts et les pratiques souverains des amateurs peuvent-ils être convertis (ou dévoyés selon le point de vue) dans un espace sophistiqué de production et de consommation industrielles ?

CARDON Philippe (philippecardon@voila.fr)

MCF / Université lille3

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H4)

La personne âgée dénutrie. Qualification préventive et parcours de vieillissement

Lancé le 31 janvier 2001, le P.N.N.S. a pour objectif principal l'éducation en matière alimentaire de la population française. Il accorde aujourd'hui une place prioritaire à la population des personnes âgées, jugée « population à risque » en raison des évolutions de leur santé liées à l'avancée en âge et à l'apparition de problèmes physiologiques et biologiques. L'un des objectifs nutritionnels du P.N.N.S concerne la prévention, le dépistage et la limitation de la dénutrition chez les personnes âgées, via notamment l'intervention des services d'aide à domicile dont les nouvelles missions portent de manière significative sur les questions alimentaires. Il est ainsi demandé aux aides à domicile d'assurer auprès des personnes âgées un rôle de prévention et de leur assurer un « traitement personnalisé », « individualisé » en matière alimentaire. Il est demandé aux personnes âgées de surveiller leur régime alimentaire, de supprimer les facteurs à risques, de se constituer en « patient-sentinelle » (Pinell, 1992) par une alimentation « saine » et « équilibrée ». Dans le contexte de ce nouveau modèle contractuel de la prévention (Dozon, 2001), entre l'idéal-type de « l'aidant professionnel-préventeur » (aide à domicile) et l'idéal-type du « patient-sentinelle » (personne âgée), émerge la figure sociale de la personne âgée dénutrie comme marqueur social dans le parcours du vieillissement.

CARDON Vincent (cardon@ehess.fr)

ATER EHESS / CESPRA

RT 26 Réseaux Sociaux Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ECO 5) *Inventer le même. Division du travail de recrutement et contenu des distributions artistiques dans l'industrie cinématographique.*

Le marché du travail des comédiens de cinéma offre le spectacle d'une intermédiation dont le nœud est constitué par une relation de coopération récurrente entre directeurs de casting et agents artistiques. Cette division du travail de recrutement influe sur la structure de ce marché du travail. Elle permet de comprendre tant la pérennité des positions hiérarchiques qu'on y repère que la circulation au sein de ces hiérarchies. L'examen des relations entre les différentes catégories d'acteurs impliquées dans le recrutement des comédiens appelés à jouer dans un film révèle ce que l'innovation doit à la structure de l'information sur un marché de producteurs soumis à une double contrainte d'originalité et de réduction de l'incertitude.

CARDOSO LIMA NETO Fernando (fercaline@gmail.com)

Doctorant / Cadis/EHESS

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D23)

La Sociologie Culturelle

Dans cette communication je présente un des plus remarquables efforts contemporains pour faire face à ce défi. La sociologie culturelle offre une contribution originale pour l'explication sociologique en prenant la dimension culturelle des phénomènes sociaux comme aspect central dans l'analyse des mécanismes de production et reproduction de la vie sociale. En refusant l'idée de culture comme un effet épiphénomène des rapports du pouvoir, les sociologues culturels explorent les interactions dialogiques entre culture et pouvoir. Je compare ici deux approches au sein de la sociologie culturelle dans les contextes où elle est la plus récurrente: la sociologie américaine et la sociologie anglaise. Je soutiens qu'il y a deux moyens différents pour considérer la culture à la fois comme objet et comme méthode pour l'analyse. D'un côté, certains auteurs analysent les codes culturels à la lumière des rapports du pouvoir, tandis que d'un autre côté d'autres font exactement le contraire, à savoir analyser les rapports de pouvoir à la lumière des codes culturels. La sociologie culturelle de Jeffrey Alexander et la sociologie culturelle de Roland Robertson sont deux exemples respectifs de ces courants.

CARRARA Stéphane (stephane.carrara@belgacom.net)

Doctorant / Université Paris 1 / CESSP-CRPS

RT 21 Mouvements sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)*Mobilisation et participation européennes par Internet : le cas des Initiatives Citoyennes Européennes (ICE)*

L'introduction de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) par le Traité de Lisbonne a déclenché, bien avant son entrée en vigueur (prévue pour 2012), plusieurs entreprises de pétitions européennes. Leurs organisateurs ont systématiquement eu recours à l'internet comme élément technique, exclusif ou complémentaire, de campagne, obtenant ainsi des centaines de milliers de signatures de citoyens européens. L'étude de ces campagnes permet notamment d'appréhender les pratiques de mobilisations européennes ou « euro-protestations » en insistant sur les apports et limites de leur forme électronique. Cette communication rend compte de données d'enquête portant sur des ICE entreprises dès 2006. Toutes ont en commun d'avoir mobilisé l'internet comme ressource, visant, plus ou moins clairement, la collecte d'un million de signatures de citoyens européens en vue de demander à la Commission européenne d'entamer une procédure législative. Qu'elles réclament un siège unique pour le Parlement européen ou l'introduction immédiate du droit d'initiative européenne, etc. ces initiatives cherchent dans l'usage d'internet les mêmes avantages espérant contourner les obstacles propres à l'espace social/public européen. Quels sont les ressorts, acteurs et résultats de ces nouvelles formes de diffusion et de communication militantes transnationales? Quelles ressources en terme de maîtrise et usage de la technique sont en jeu ? Quelles spécificités présentent ces formes de mobilisations technicisées ?

CARVAJAL SANCHEZ Fernando (Fernando.Carvajal@unige.ch)

Chargé d'Enseignement / Université de Genève

GT 45 Sociologie des conflits Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)*La médiation pénale : processus innovateur de résolution de conflits ou légitimateur du système pénal ?*

La médiation pénale est un processus formel et dialogique, réunissant deux parties qui, avec l'aide d'un tiers neutre, essayent de trouver une solution négociée de caractère réparateur, pour les dommages causés par un délit. Elle est présentée comme un processus innovateur de régulation (et de résolution) de conflits. Elle peut être considérée comme une instance syncrétique parce que située à l'intersection entre le droit pénal avec son formalisme contraignant et la morale, a priori informelle. Selon certains de ses partisans, la médiation pénale représenterait une alternative à la rationalité pénale axée sur la peine afflictive et sur la souffrance du condamné. Quels sont aujourd'hui le type de conflits réglés à travers la médiation ? Quelle perspective adoptent les magistrats quand ils décident de déléguer une affaire en médiation ? Quels sont les rapports entre médiateurs et magistrats ? Répondre à ces questions est une manière de mieux situer la médiation dans des systèmes juridiques qui s'ouvrent lentement à de nouveaux processus de régulation moins ritualisés que les traditionnels. Basée sur une étude empirique sur des données tant qualitatives que quantitatives, la présente communication discute ces questions afin de déterminer si la médiation pénale fonctionne comme une innovation qui dénature le système pénal ou plutôt comme une innovation de qui contribue à le relégitimer.

CARVAJAL SANCHEZ Fernando (Fernando.Carvajal@unige.ch)

Chargé d'Enseignement / Université de Genève

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)*Identité et habitacle corporel*

Partant d'une étude de cas d'une médiation pénale entre une dame transsexuelle qui disait avoir été agressée, insultée et injuriée par une bande d'adolescents de treize ans, et contre lesquels elle a porté plainte, la présente communication analyse les résistances morales que doit vaincre une personne qui change de genre. La théorie des six « mondes » de Boltanski et Thévenot (1991) est utilisée ici comme analyseur privilégié. Cette situation met en lumière le rôle que la médiation peut avoir en termes de reconnaissance. En effet, la plaignante cherchait deux types de reconnaissance. En premier lieu, elle voulait être reconnue en tant que victime des insultes ; en second lieu, ce qui était le plus important pour elle, elle souhaitait être reconnue en tant que femme. Mais l'accomplissement de ces reconnaissances nécessitait un compromis entre des « objets » et des « qualités des êtres » relevant des mondes différents. De plus, on est dans un contexte d'inflation juridique où « les humiliations et les atteintes à l'intégrité renvoient plus directement qu'auparavant à des interprétations qui y voient des dénis de droit. Le rétablissement de l'image de soi passe alors de plus en plus naturellement par la voie juridique » (Genard, 2000, p. 11). Ainsi, la transaction opérée entre la dame et les adolescents a été également une transaction entre deux univers normatifs : le droit au respect passait par l'acceptation morale du changement d'état de la plaignante.

CASILLI Antonio (antonio.casilli@ehess.fr)

Chercheur / Centre Edgar Morin

RT 26 Réseaux Sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 5)*Testing the "End of Privacy" Hypothesis in Computer-mediated Communication: An Agent-based Modelling Approach*

Background: The so-called "End of Privacy" hypothesis has been widely echoed in the public discourse. Especially among younger users, a tendency to renounce the value of privacy in favour of transparent interactions has been ascribed – albeit controversially – to today's pervasive computer-mediated communication and online networking services. Objectives and methods: The paper sets out to test the End of Privacy hypothesis by identifying the societal configurations coherent with this scenario. It builds on the existing social science literature on variables that affect individual privacy attitudes and behaviours, including age, socio-economic status, gender, and national legal frameworks. The methods adopted rely upon the design of an

agent-based computational model of online networks. Starting from micro-level interactions, the model aims to describe the resulting macro-level social dynamics. Findings: Final simulated scenarios can be of several distinct types, thus suggesting that the End of Privacy is not an inevitable outcome of today's spread of computer-mediated communication. On this basis, the paper assesses the possible combinations of social factors validating or falsifying this hypothesis. Shifting individual preferences towards more open tie formation, participatory sharing and changing expectations about privacy policies and data protection are evaluated as to their potential to trigger major social innovations.

Auteur non communicant : Paola Tubaro Business School University of Greenwich Londres

CASTA Aurélien (aureliencasta@wanadoo.fr)

Doctorant / Université Paris Ouest Nanterre, IDHE (UMR 8533)

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

La réforme de l'enseignement supérieur français après-guerre : le cas de la proposition de loi en faveur d'une rémunération étudiante (1945 – 1951)

La communication prend pour objet la proposition de loi déposée en 1950 à l'Assemblée nationale par la commission de l'éducation nationale, dont l'adoption fut reportée sine die à l'issue d'une séance plénière en mai 1951. Cette proposition est l'issue directe du dépôt depuis 1948, de plusieurs propositions pour un « salaire étudiant », une « rémunération étudiante » et le « niveau de vie décent des étudiants » et l'issue plus indirecte des prises de positions plus anciennes d'acteurs associatifs et syndicaux tels que l'UNEF. Les défenseurs de cette proposition l'inscrivent alors dans une réforme plus générale de l'enseignement supérieur exposée dans le plan Langevin-Wallon (1947). Ils mettent ainsi en question les caractères dual et centralisé des politiques publiques d'enseignement supérieur de l'époque. Comment un réseau d'acteurs collectifs fédéré par l'UNEF est-il parvenu à mettre en débat une telle innovation ? Quelles circonstances ont permis au gouvernement de l'époque d'empêcher son adoption ? Dans quelle mesure la caisse nationale de la rémunération étudiante avait-elle pour objet et était-elle susceptible à l'époque d'impulser une réforme significative de l'enseignement supérieur français ? Nous comptons répondre à ces questions en mobilisant les débats parlementaires de l'époque, les différents fonds d'archives de l'UNEF et des entretiens avec leurs anciens responsables.

CASTA Aurélien (aureliencasta@wanadoo.fr)

Doctorant / Université Paris Ouest Nanterre, IDHE (UMR 8533)

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

Frais d'inscription et prêts étudiants en France et en Angleterre : discours et processus de formation d'une nouvelle politique

Le triplement des frais d'inscription des undergraduates étudiant au Pays de Galles et en Angleterre décidé à l'automne dernier par le gouvernement prolonge le développement concomitant des frais d'inscription et des prêts étudiants entamé il y a une vingtaine d'années. De telles politiques et les formes de légitimation des droits qu'elles promeuvent, constituent aujourd'hui en France une référence pour les élites dirigeantes (membres du gouvernement, parlementaires, hauts fonctionnaires, ...) en charge de l'enseignement supérieur. Comment expliquer qu'un tel discours ait pu trouver une telle concrétisation institutionnelle en Angleterre et qu'il n'ait jusqu'ici abouti en France qu'à la constitution d'un discours commun ? Nous comptons apporter des éléments de réponse à ces questions en mobilisant une série d'entretiens effectués avec des décideurs politiques des deux pays, les rapports gouvernementaux et la littérature institutionnelle émise sur la question par plusieurs acteurs collectifs particulièrement intégrés au processus d'élaboration des politiques publiques d'enseignement supérieur. Si frais d'inscription et prêts étudiants constituent un référentiel bien établi depuis une quinzaine d'années parmi les dirigeants politiques français, ces derniers n'en ont pas fait une priorité privilégiant des réformes relatives à l'architecture et au contenu des diplômes et aux modalités de pilotage des établissements.

CASTELAIN MEUNIER Christine (castelai@ehess.fr)

Chercheur CNRS EHESS / Cadix

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Homme, femme: quel second souffle à l'issue du croisement entre le genre et l'environnement?

Le croisement, des transformations de la condition masculine et de la condition féminine (ou encore les freins à ces transformations), avec la thématique de l'environnement et du réchauffement climatique constituent de précieux révélateurs des défis à relever accompagnant l'émergence d'une nouvelle philosophie, d'une nouvelle hiérarchie de valeurs, ainsi que le développement de futures innovations qui contribuent à dégenrer l'empathie. On s'appuiera entre autres, aussi sur nos recherches, nos enquêtes : (Les métamorphoses du masculin , PUF et De quoi est fait mon pull? Pas à pas vers l'écocitoyenneté , Actes Sud).

CASTRA Michel (michel.castra@univ-lille1.fr)

Maître de conférences / Université Lille 1 - Laboratoire Clersé

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Promouvoir et légitimer le prélèvement d'organes : les équipes de coordination hospitalière

La médecine de transplantation d'organes a connu ces dernières décennies un développement significatif tant du point de vue du nombre de greffes réalisées que de l'organisation déployée autour de cette activité. L'innovation médicale mais aussi la routinisation de cette médecine de pointe ont largement contribué à l'émergence de ce segment professionnel. Les équipes de coordination, chargées d'assurer la médiation entre les professionnels, de recueillir le consentement des familles et d'organiser

l'activité de prélèvement, ont progressivement constitué le prélèvement d'organes comme un domaine spécifique d'intervention et de travail aux frontières de la vie et de la mort. On s'intéressera en particulier aux innovations organisationnelles et à un outil de contrôle de l'activité médicale promu récemment par l'Agence de biomédecine qui va jouer un rôle structurant dans les relations avec les différents services de réanimation et de soins intensifs. En instituant un dispositif (Cristal Action) permettant une véritable activité de veille des décès survenus en réanimation, les promoteurs du prélèvement d'organes exercent un contrôle latéral sur leurs collègues et peuvent mieux leur imposer les normes de signalement des patients en état de mort encéphalique. Les infirmières mais aussi les médecins de ces équipes sont ainsi engagés dans un travail permanent de légitimation pour promouvoir auprès de leurs confrères des services de réanimation cette pratique de prélèvement.

CASULA Marina (marina.casula@univ-tlse1.fr)

MCF sociologie / Université Toulouse 1 Capitole

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 10)

Innovation politique et changement organisationnel dans la gestion de l'eau : la création du comité de Bassin de Corse

Un Comité de Bassin de Corse a été créé en 2003, au sein de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, suite à la modification du statut de la Collectivité Territoriale de Corse, en 2002, élargissant ses compétences, dont la gestion de la ressource en eau. Nous nous intéressons au changement organisationnel qu'implique cette innovation politique. Ainsi, entre complexité organisationnelle et spécificités insulaires, (sans oublier la pression touristique à la fois sur la ressource mais également sur les choix politiques de développement économique de l'île), se dégage pour les membres du CBC la nécessité de faire émerger un modèle de fonctionnement efficace, malgré des intérêts divergents, alors que l'enjeu repose sur la mise en place du premier SDAGE de l'île (2009). L'enquête qualitative que nous menons actuellement cherche à comprendre comment les membres du CBC perçoivent son fonctionnement, son efficacité, sa pertinence pour aborder les problématiques liées à la gestion de l'eau en Corse. Nous faisons également appel aux outils de la modélisation et de la simulation sociale pour mettre en exergue des points d'insatisfaction et percevoir l'évolution de ce système d'action, via une enquête par questionnaire. Cette communication sera donc l'occasion d'aborder les premiers éléments d'analyse, et d'exposer certaines réflexions théoriques et méthodologiques, sur la complémentarité des outils (anthropo-)sociologiques classiques et ceux issus de la simulation sociale.

CAUCHARD Lionel (lionel.cauchard@univ-mlv.fr)

Post-Doctorant / LATTIS-IFRIS / Université Paris-Est Marne-la-Vallée

RT 29 Sciences et techniques en société Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

Normalisation technique et transformation des marchés : le rôle de la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) dans l'émergence d'un marché des bâtiments durables en France

Cette proposition de communication analyse les effets performatifs des référentiels normatifs sur les dynamiques d'émergence et de transformations des marchés, en s'appuyant sur le cas de la démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) des bâtiments en France. La normalisation technique et ses effets performatifs (Callon 1998) sur les marchés dépendent en grande partie du travail de médiation réalisé par les membres d'un collège d'experts (Crane 1972, Jasanoff 1990, Freidson 2001). Selon cette perspective, les intérêts des acteurs de l'offre et de la demande sont retraduits par le travail du collège d'experts au moment de l'écriture du référentiel normatif. La fabrication institutionnelle, en lien avec l'activité du collège d'experts, joue également un rôle important dans la circulation des référentiels normatifs et leur impact sur les marchés. Si la publication du référentiel de certification de la démarche HQE n'a pas transformé en profondeur les pratiques des professionnels ni la qualité des bâtiments construits, elle a en revanche favorisé l'émergence d'un marché de la prescription dans le domaine des bâtiments durables en France.

CAVALIN Catherine (catherine.cavalin@cee-recherche.fr)

Sociologue / Centre d'études de l'emploi (CEE)

RT 3 Normes, déviations et réactions sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Les violences conjugales : un objet nouvellement saisi par la statistique française

Jusqu'à l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF, 2000), la connaissance statistique des violences subies en population générale était lacunaire en France, limitée surtout aux adolescents ou aux enquêtes « de victimation » stricto sensu. Les enquêtes traitant des violences se sont multipliées depuis 2005 : Événements de vie et santé (2005-2006), Contexte de la sexualité en France (2005-2006), Baromètre santé (2006), Cadre de vie et sécurité (depuis 2007). L'ENVEFF avait ouvert la voie en montrant le caractère polymorphe des violences exercées sur les femmes au sein du couple. Mais ces sources plus récentes, interrogeant certes hommes et femmes, sont inégalement armées pour mesurer (et définir, même) les violences conjugales. Une synthèse comparée des résultats disponibles fera apparaître les manques encore importants de la connaissance et montrera comment, à travers des résultats souvent divergents, les sources convergent pourtant vers la description différenciée du profil de victimation des hommes et des femmes, celles-ci apparaissant beaucoup plus fréquemment exposées à des agressions aux conséquences plus lourdes. Nouvel objet pour la statistique française, les violences conjugales requièrent encore de l'invention, dans les méthodes de collecte comme dans la construction et la lecture des résultats. Une confrontation avec les sources nord-américaines et avec les débats qu'elles ont suscités peut y contribuer.

CEBALLOS Marco : voir à **ROJAS LASCH Carolina**

CENCI Cristina (cristina.cenci@eikoneurope.com)

Anthropologist / Eikon Strategic Consulting

POZZI Enrico (enrico.pozzi@eikoneurope.com)

Professeur / Université de Rome

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 19)

La peau de la chair sociale: le psoriasis et les phantasmes de la nature dans les conversations du Web 2.0

La peau est le lieu géométrique corporel de la négociation entre le corps et le social, entre l'artificiel de la culture et le prétendu naturel de la nature. Le psoriasis (ps.) est un accident de la peau. Le discours social autour du ps. condense la dialectique de la nature et de l'artificiel qui est intrinsèque à cet organe. Les données épidémiologiques signalent le refus de la médicalisation du ps.: une pathologie dont on ne veut pas qu'elle soit une maladie. Les représentations que soutient ce refus sont explorées en utilisant un corpus Web 2.0 qui échantillonne les conversations sociales italiennes autour du ps. Méthodes: l'analyse du discours et de réseau. Deux filières: a) le ps. est une agression hétéronome venant de la société; b) le ps. est une éruption autonome venant de l'intérieur du corps (moi fautif, je ne sais pas vivre). Ces deux perspectives convergent vers le déni généralisé de la dimension biophysique du ps. Le fantasme représentatif sous-jacent renvoie au modèle de la rupture de l'équilibre. Le ps. témoigne/trahit une rupture de l'équilibre entre nature et culture, un surplus pathogène de culture et d'artificiel qui désagrège la naturalité de la peau. La cure exige le rétablissement de l'équilibre naturel perdu, et l'abandon du champ médical: seule la nature peut restituer la nature. La riposte du dispositif médical utilise le mirroring sémantique du fantasme dominant: le médicament bio, qui cache un climax d'artificialité techno biologique.

CERQUI Daniela (daniela.cerquiducet@unil.ch)

Maître d'enseignement et de recherche / Université de Lausanne

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Humains et robots: vers la fin des différences?

Je partirai du tandem humain machinisé (entre autres par l'intégration d'éléments techniques dans l'organisme) et machine humanisée (entre autres par l'intégration d'éléments vivants dans des robots), qui est au cœur de mon terrain de recherche à l'Université de Reading. A l'aide de citations tirées du célèbre rapport sur les technologies convergentes de 2002, je montrerai qu'une représentation particulière de l'humain, poussée à son extrême par les nanotechnologies, est indispensable à ce type de projet. Je ferai aussi un lien avec les techniques d'imagerie médicale, puisqu'elles participent du processus qui consiste à comprendre – reproduire – remplacer l'humain, dans son intégralité, ou en pièces détachées. Je terminerai avec l'évocation de deux projets de l'EPFL qui ont le vent en poupe à Bruxelles pour des financements européens, montrant ainsi à quel point cette représentation implicite de l'humain est actuellement valorisée.

CERVERA Melaine (melaine.cervera@gmail.com)

Doctorant, chargé d'enseignements / ERUDITE, Université Paris-Est & LISE-CNRS

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Expérimenter et construire des parcours d'emploi : Enjeux de l'implication des acteurs associatifs organisés sur leur territoire

Le secteur associatif a développé des actions pour répondre aux problèmes sociaux générés par le chômage de masse apparu dans les années 1980. Faisant figure d'exemple dans le paysage des mobilisations collectives, les associations de lutte contre le sida ont tenté des réponses par l'expérimentation sociale aux demandes de retour au travail de leurs publics. En mettant en lien ces deux items, nous analysons aujourd'hui les tenants d'une initiative associative locale qui impulse des parcours d'insertion alternatifs tout en négociant sa reconnaissance progressive avec les acteurs publics du territoire. Suivant une approche pragmatique, nous tentons de monter en généralité les leçons de cette expérience, qui interrogent les logiques d'expérimentations mises en œuvre et le circuit de leur institutionnalisation. Le discours portant sur l'alternative, construit par les acteurs de cette expérimentation sociale, révèle l'importance des histoires individuelles et des histoires de résistance qui façonnent les interactions entre acteurs. L'ambition de cette analyse est de porter au jour les enjeux de co-construction des politiques publiques d'emploi qui annoncent les prémisses de cadres publics en devenir. Nous analysons cette initiative à partir du concept de devoir d'altruisme, comme la capacité d'agir pour augmenter la liberté des autres, et nous posons l'hypothèse qu'il pourrait être le moteur de l'engagement associatif contemporain.

CERVILLE Maxime (maximecerville@yahoo.fr)

A.T.E.R. / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - LETA-CRICC

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH TD3)

Repenser les rapports sociaux de race avec le concept de blancheur

Depuis la fin des années 1980, l'espace universitaire anglo-saxon a vu émerger une somme conséquente de travaux portant sur la « blancheur » (whiteness), concept désignant l'hégémonie blanche dans ses déclinaisons politiques, sociales et culturelles. Ce champ initialement apparu en Angleterre et aux États-Unis dans le sillage des Cultural Studies, des études féministes et de la sociologie africaine-américaine interroge la formation des identités blanches, leur persistance malgré la contestation des taxinomies raciales, ainsi que leur articulation avec le racisme systémique. Renversant la perspective habituelle consistant à mettre en lumière et soumettre à la question le corps de l'altérité sociale, il déplace l'attention des groupes minoritaires vers les

logiques sociales par lesquelles se forme l'hégémonie raciale. Nous proposons une cartographie des points de conflictualité qui traversent le champ des Critical White Studies : 1) le devenir des identités blanches, dont les deux principaux courants du champ préconisent soit la réforme soit l'abolition ; 2) la poursuite ou l'abandon du concept de race après la contestation des théories raciales dans les sciences naturelles ; 3) l'interrogation critique du concept de « privilège blanc » et ses présupposés théoriques. Il s'agira ainsi d'évaluer les apports et limites théoriques et épistémologiques des Critical White Studies pour l'appréhension sociologique des rapports sociaux de race.

CHAARI Nizar (chaari.nizar@courrier.uqam.ca)

Doctorant / ESG-UQAM (CRISES)

RT 29 Sciences et techniques en société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

Les technologies convergentes : une méta-analyse de la littérature scientifique

L'objet de cet article est de mettre en évidence les caractéristiques des recherches portant sur les technologies convergentes (TC) dans la littérature savante. Spécifiquement, nous proposons une méta-analyse de 33 articles scientifiques révisés par des pairs, classés dans les bases de données ABI/Inform et Business Source Complete et sélectionnés à partir des termes «converging technology» or «converging technologies» or «technologies convergentes».

Auteur non communicant : Denis Harrisson Professeur titulaire ESG-UQAM.

CHAMAHIAN Aline (aline.chamahian@gmail.com)

Docteure en sociologie / Laboratoire CERIES (Université Lille 3)

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

« Vieillesse Actif » et « Formation Tout au Long de la Vie » : quels apports et quels enjeux ?

Lorsque le sociologue analyse les démarches de retours en formation et à l'emploi des retraités, il est très vite amené à les contextualiser sociohistoriquement et sociopolitiquement. Dès lors, deux idées se dessinent avec force : celle de « Vieillesse Actif » et celle de « Formation Tout au Long de la Vie ». Ces idées, construites socialement et politiquement, ont un effet sur les pratiques des individus et les cadres institutionnels dans lesquels elles s'inscrivent. En outre, elles jouent un rôle de responsabilisation, car il s'agit à travers elles d'être capable d'actualiser ses connaissances et ses compétences, d'être dynamique et donc, de se donner les moyens de « vieillir en restant actif », c'est-à-dire de conserver une place et une prise dans (et sur) la société, quel que soit son âge. Notre communication proposera ainsi une réflexion autour de la construction de ces deux idées. Nous tenterons d'esquisser leur évolution et surtout les effets de leur rencontre pour penser la transformation des rapports à la formation des retraités – qui ne se limitent plus à la seule activité culturelle – et l'enjeu d'une formation professionnalisante à l'heure de la retraite en vue d'un vieillissement qui se veut peut-être moins actif que productif. De l'éducation permanente à la formation tout au long de la vie, du vieillissement actif au vieillissement productif, quels enjeux se construisent autour de ces notions ?

CHAMAHIAN Aline : voir à **PETITE-PEYPOUDAT Ségolène**

CHAMBON Mylène (mylene.chambon@hotmail.fr)

Post-doctorante / TVES-ULCO

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

Le PPRT ou la désillusion associative pour une protection sanitaire des riverains

Dans un territoire industriel à haut risque, tel que l'est la zone industrialo-portuaire de Dunkerque, où pas moins de 13 sites sont classés SEVESO seuil haut à proximité de la plus puissante centrale nucléaire d'Europe, le tissu associatif de défense et de protection de l'environnement écologique et sanitaire des riverains est particulièrement dense. Cette mobilisation associative s'observe principalement à travers une tradition locale de concertation (le SPPPI et la CLI existent depuis les années 1990) et la conscience aigüe des riverains des effets des pollutions atmosphériques d'origines industrielles sur leur santé. Néanmoins, si le foisonnement associatif est vaste, son moyen d'action et sa capacité à sensibiliser les dirigeants industriels sur les effets nocifs que produisent leurs industries sur leur entourage est beaucoup moins convaincant. Malgré une évolution des textes et une modification du cadre législatif en 2003, instaurant une nouvelle réglementation – les PPRT – conduite au sein d'une nouvelle structure de concertation – le CLIC – la question des effets sanitaires à court et long termes des phénomènes de pollution atmosphérique liés aux accidents et incidents industriels reste, à nouveau, évincée des débats. Cette question pourtant soulevée à différentes reprises par les associations qui pointent une limite importante du PPRT, n'est relayée ni par les représentants de l'Etat, ni par les industriels, qui se réfèrent au cadre strictement législatif.

Auteurs non communicants : Collectif Irénée Zwarterook : Iratxe Calvo-Mendieta , Sabine Duhamel, Hervé Flanquart, Séverine Frère, Christophe Gibout, Anne-Peggy Hellequin ULCO-TVES et Antoine Le Blanc ULCO-TVES, Frédéric Gonthier IEP de Grenoble PACTE

CHAMPIN Hervé (herve.champin@idhe.ens-cachan.fr)

Doctorant / IDHE - ENS Cachan

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

Dialogue social européen sectoriel, innovation et circulation de modèles sociaux : l'exemple du secteur ferroviaire

Les chemins de fer européens connaissent actuellement, en lien avec la mise œuvre de la politique commune des transports, des transformations importantes. L'existence d'un comité de dialogue social européen sectoriel (CDSS) dynamique dans ce

secteur constitue a priori un contexte institutionnel favorable à la circulation de modèles sociaux, susceptibles d'être mobilisés au niveau national pour participer à la transformation des systèmes sectoriels de relations professionnelles. L'examen de deux champs d'activités de ce comité – la négociation en 2004 d'un accord mis en œuvre par directive et un ensemble de travaux paritaires sur l'employabilité – permet de nuancer et de préciser cette hypothèse. L'analyse de la genèse de l'accord européen de 2004 met en effet moins en évidence la référence à des modèles nationaux que l'utilisation de références communautaires, par la mobilisation de textes législatifs européens existants comme point de départ pour cadrer la négociation. L'examen des activités conduites sur le thème de l'employabilité – comprenant notamment un important travail d'échange de bonnes pratiques – permet à l'inverse d'illustrer le rôle du comité dans la circulation de modèles sociaux entre entreprises. Il convient cependant de souligner le poids de la Commission européenne dans la dynamique de ces travaux paritaires, ce qui met de nouveau en évidence l'importance des interactions entre le CDSS et les institutions politiques de l'Union.

CHANTRAINE Gilles (gilleschantraine@gmail.com)

Chargé de recherche (CR1) au CNRS / Clersé - Cnrs / Université de Lille 1

SALLÉE Nicolas (nicolas.sallee@gmail.com)

Doctorant / IDHE - Paris Ouest Nanterre

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Entre préservation et innovation. L'investissement problématique de l'espace carcéral par les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Visant à organiser les journées de détention sur l'objectif d'une « resocialisation » des détenus, les établissements pénitentiaires pour mineurs s'appuient sur une forte présence d'éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ). Fruit des monographies réalisées au sein de deux EPM, cette communication vise à décrire l'ambivalence du positionnement des éducateurs travaillant au sein de ce type d'institution, pris dans une dialectique de la préservation et de l'innovation. Quotidiennement, en effet, les éducateurs de la PJJ à l'EPM s'attachent à défendre les frontières de leur groupe professionnel, visant à préserver la pureté d'une identité que certains estiment mise à mal par ce rapprochement soudain des éducateurs de la PJJ avec les surveillants de l'administration pénitentiaire. Pour cela, les éducateurs mettent en œuvre diverses stratégies professionnelles. Nous interrogerons ces stratégies à travers l'analyse de la diversité des conceptions éducatives promues par les éducateurs, ainsi qu'au regard des formes singulières de collaboration (ou des efforts originaux pour la miner) entre les équipes d'éducateurs et de surveillants au sein des deux EPM observés.

CHANVRIL Flora (flora.chanvril@sciences-po.fr)

Chargée d'études statistiques / CEVIPOF (Sciences Po)

LE HAY Viviane (v.le.hay@sciencespobordeaux.fr)

Ingénieur en traitement et analyse de données / Centre E. Durkheim UMR 5116

RT 20 Méthodes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Les effets du mode d'administration, téléphone ou internet, sur la mesure de la confiance

Un baromètre de la confiance politique a été initié en décembre 2009 par le Centre de Recherches Politiques de Sciences Po (CEVIPOF). La première vague s'est déroulée de façon simultanée selon deux modes d'administration : à la fois sur un terrain CATI et sur un terrain CAWI. Les questionnaires, comparables, traitent des différentes dimensions de la confiance, qu'elle soit politique, interpersonnelle, ou encore liée au sentiment de bien-être. Cette communication se propose d'évaluer l'impact du mode d'administration sur leur mesure par un protocole d'analyse statistique en plusieurs étapes : après avoir mis en évidence les différences d'échantillonnage entre les deux terrains par des V de Cramer, un raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » permettra de les contrôler et de mesurer les écarts de distributions dans les réponses apportées par les interviewés. Ce dispositif méthodologique précise alors la nature et l'intensité de l'impact du mode de passation sur les distributions de réponses. Nous montrerons que la désirabilité sociale liée à l'interaction ou non avec un enquêteur, la réception, visuelle ou auditive, du mode d'administration, ainsi que la forme des questions posées engendrent des variations sensibles de la mesure de la confiance.

CHAPON Vincent (vincent.chapon@laposte.net)

Doctorant/ATER / Université Victor Segalen Bordeaux 2 / LACES (EA 4140)

GT 42 Sociologie des élites Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

Les enfants en situation de non réussite scolaire dans les classes dominantes : déclassement réel ou tri dans les postures de domination ?

Très peu de recherches sur l'école traitent, aujourd'hui, des classes favorisées. Cependant l'étude de ces dernières nous permet un éclairage quant aux situations de non réussite scolaire. Les enfants issus de milieux très favorisés bénéficient d'un cumul de capitaux leur assurant théoriquement la reproduction de leur posture et de leur niveau social. Cependant on observe au sein même de ces classes le déclassement de certains. Au travers d'une recherche ethnographique dans des établissements scolaires privés sous contrat très favorisés de Bordeaux et d'une immersion ethnographique, nous nous sommes intéressés aux modes de structuration des habitus dans ces écoles d'élite. Les projets d'établissement ainsi que les règlements intérieurs en découlant permettent la proposition de comportements valorisés. Les postures attendues et structurantes considérées comme des allants de soi, apparaissent en fait comme des justifications d'un ordre social au sein même des classes dominantes. Il s'agit d'une domination dans la domination, visible dans le rapport à l'établissement scolaire et dans des cultures d'établissements qui ont pour enjeu la construction de l'entre soi et la distinction culturelle. La situation de ces élèves en non réussite dans ces

établissements résulte pour partie de postures et de réactions pédagogiques différentes corrélées aux positions sociales des familles, permettant de décrire la construction de phénomènes de domination internes à ces classes.

CHAPPE Vincent-Arnaud (vincent.chappe@gmail.com)

Doctorant / ENS Cachan

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)

Objectiver les discriminations pour les résorber : la méthode des panels au service de l'épuration des épreuves du capitalisme.

Pour une victime de discrimination dans le domaine de l'emploi, apporter la preuve de l'infraction dont elle a été victime constitue souvent un obstacle de taille : comment prouver que l'inégalité qu'elle dénonce est bien fondée sur un critère prohibé par le code du travail ? Nous nous proposons d'étudier l'émergence et la diffusion d'une méthode d'objectivation des discriminations appelée « méthode de comparaison par panel » ou « méthode des panels ». Nous étudierons cette méthode comme un « instrument du droit » qu'il faudra « ouvrir » et « disséquer » pour analyser les éléments techniques, juridiques et sociaux qui sont assemblés en son sein et qui peuvent expliquer sa réussite sociale : comment la méthode des panels est-elle devenue une technologie de preuve reconnue au sein de l'arène judiciaire ? Comment expliquer le succès de cet instrument et sa diffusion actuelle au-delà du monde syndical où elle est née ? L'analyse empirique de la trajectoire de l'instrument montre ainsi comment celui-ci, né d'une action collective associée à une affaire précise, a pu se développer à mesure que s'établissaient des connexions entre des acteurs ou des causes hétérogènes. A un niveau plus macro, le succès de la méthode est également à mettre en correspondance avec une affinité entre la représentation de la discrimination donnée, les appuis matériels et cognitifs de la démonstration et le type d'univers social dans lequel la discrimination se déploie.

CHAPPE Vincent-Arnaud (vincent.chappe@gmail.com)

Doctorant / ISP-ENS Cachan

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 17)

De quoi sont victimes les victimes de discrimination ?

Le droit de la non-discrimination trouve ses fondements politiques à la croisée de plusieurs justifications morales d'origines législatives ou jurisprudentielles (Lyon-Caen, 1995 ; Lanquetin, 2004), mais qui ne font pas forcément écho aux propres justifications des victimes dans leur démarche de recours. Revenir à ces dernières mêmes permet alors de répondre à cette série de questions : que dénoncent-elles quand elles recourent au droit ? De quels biens s'estiment-elles lésées ? Et quels biens recherchent-elles à travers leur action ? Il s'agit d'éclairer la démarche de recours au droit en regardant celle-ci non pas comme une réaction à une entorse au droit, mais comme une action qui s'inscrit dans une disposition morale ancrée socialement (Barbot & Dodier, 2010). Les entretiens avec les plaignants et l'étude des dossiers nous permettent de comprendre le recours au droit comme l'aboutissement d'une série d'occasions ratées de réconciliations. C'est seulement à partir du moment où les dispositions de confiance sont invalidées par la répétition d'épreuves marquant la mauvaise volonté du supérieur hiérarchique que le plaignant invoque de façon explicite la menace du procès. Les victimes invoquent alors une demande de reconnaissance de leurs compétences professionnelle, au détriment d'une demande d'égalité.

CHARLES Frederic (CharlesFDr@aol.com)

Professeur des universités / Curapp-CNRS

FERDOWS Kimia (kimia.ferdows@gmail.com)

Doctorante / GTM-CRESPPA

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

Designers de l'ombre ou de la lumière ? Recrutement, formation et socialisations des étudiants dans deux écoles supérieures de design.

Le groupe professionnel des designers s'inscrit pleinement dans les métiers de la création et de l'innovation. Historiquement situées dans une opposition entre l'art et l'industrie, les activités des designers sont prises aujourd'hui dans des contraintes techniques, commerciales, culturelles, productives et marketing. Cette hétérogénéité manifeste du groupe professionnel est à mettre en relation avec la structuration du champ de l'enseignement supérieur en design qui a été marqué très tôt par la diversité de ses filières et de ses diplômes mais aussi par leur forte hiérarchisation. Cependant, à partir du début des années 80, ce champ connaîtra une évolution notable avec la création de deux grandes écoles de design, l'une publique et l'autre privée qui toutes deux vont s'imposer avec succès au sommet de la hiérarchie des écoles de design en développant chacune une culture et une pédagogie « professionnalisante » spécifique et parfois innovante. A travers l'analyse des caractéristiques sociales des étudiants admis dans ces deux établissements, il s'agira de comprendre d'abord les processus communs de socialisation primaire qui ont conduit ces jeunes à s'orienter vers la profession de designer. Ensuite, nous verrons comment ces deux écoles, via leur mode de sélection et leur socialisation secondaire spécifique, s'opposent assez nettement sur la manière de concevoir le métier de designer et la nature des services qu'il peut être amené à accomplir au sein de l'entreprise.

CHARLES Frederic (CharlesFDr@aol.com)

Professeur des universités / Curapp-CNRS

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Quand l'innovation se heurte aux lois du marché : l'insertion professionnelles innovantes des femmes mises à mal, études de cas au sein des CIDFF

Depuis leur origine (1972), l'objectif général des Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles est d'aider les femmes à acquérir une autonomie en les informant sur leurs droits et en leur apportant une écoute personnalisée facilitant la résolution des problèmes qu'elles rencontrent. Afin de développer leur autonomie professionnelle, les CIDFF ont institué à partir de 1985 des services d'accompagnement à l'emploi originaux. Une brève histoire de ce réseau associatif sera esquissée afin d'en saisir les principales caractéristiques et de montrer leurs innovations en matière d'insertion professionnelle. Ensuite, nous verrons que les CIDFF occupent actuellement une position spécifique dans le paysage associatif français, notamment au niveau de leur mode de financement fragile qui tend à remettre en cause leur spécificité au niveau de l'insertion professionnelle des femmes. A travers l'exemple d'un CIDFF nous analyserons comment, les contraintes financières et le désengagement de l'état-providence conduisent une même structure à traiter de manière radicalement différente, au niveau de ses actions d'insertion professionnelles, des femmes aux propriétés sociales similaires. Cette remise en cause partielle de leur spécificité créée en fine des tensions au sein des collectifs de travail pris alors dans des logiques de double bind. Ces contraintes auxquelles sont soumis les CNIDFF sont une illustration des tensions qui traversent actuellement le monde associatif.

Auteurs non communicants : Patrick Bruneteaux CNRS, Sabien Fortino Nanterre-Paris-Ouest CRESPPA-GTM

CHARLES Nicolas (nicolascharles@laposte.net)

Doctorant / Université Bordeaux 2

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Reprise d'études et justice sociale. Une comparaison France - Royaume-Uni - Suède

La reprise d'études secondaires et supérieures est un enjeu réel en termes de justice sociale. Que ce soit dans cet objectif ou pour développer une « société de la connaissance », les pouvoirs publics promeuvent l'idéal d'une formation tout au long de la vie. Pour autant, reprendre des études lorsque l'on a quitté sa formation initiale reste peu développé en France, interrogeant l'équité du système français d'enseignement supérieur. Dans un premier temps, nous proposerons quelques données de cadrage, documentaires et statistiques, sur les trois pays. Dans un second temps, à partir d'une enquête documentaire et par entretien auprès d'étudiants dans les trois pays, nous questionnerons l'organisation concrète et le ressenti des étudiants sur cette seconde chance. Au final, la faible proportion d'étudiants âgés, en plus généralement d'étudiants non traditionnels, en France s'explique en grande partie par des institutions et des univers normatifs peu favorables aux reprises d'études.

CHARPENEL Marion (marion.charpenel@sciences-po.org)

Doctorante / IEP Paris

HERMAN Elisa (hermanelisa@yahoo.fr)

Doctorante / IRIS, EHESS

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 12)

La « travailleuse militante », une instigatrice du changement dans les associations de défense de la cause des femmes ?

Jusqu'à récemment, l'« espace de la cause des femmes » (Bereni, 2007) n'offrait pas de système de professionnalisation autonome. Autrement dit, il n'existait que très peu de positions professionnelles permettant de vivre de et pour la cause des femmes. Ainsi, les actrices engagées dans les collectifs féministes ne pouvaient espérer de « retour » de leur investissement militant que dans d'autres champs, plus fortement professionnalisés, où l'on peut vivre de et pour l'enjeu qui les constitue (Topalov, 1999 ; Bereni, 2010). Depuis plusieurs années, certaines sphères de l'espace de la cause des femmes, voient se développer en leur sein un salariat qui reconfigure certaines tâches et confère une autonomie financière aux femmes employées (Flahault et Loiseau, 2008). Cette possibilité d'exercer professionnellement son féminisme transforme en profondeur les deux sphères dans lesquelles les « travailleuses militantes » sont simultanément insérées, à savoir l'espace de la cause des femmes et le champ du travail social. Cette communication a pour objectif, à partir de deux recherches empiriques complémentaires, de rendre compte des changements impulsés par le développement de cette figure de la « travailleuse militante féministe », que ce soit en termes d'hybridation des ressources à disposition des collectifs féministes, en termes de construction d'une identité collective féministe, ou en termes de diffusion de normes d'une sphère à l'autre.

Auteur non communicant : Elisa HERMAN doctorante IRIS EHESS

CHARRIER Gilda (gilda.charrier@univ-brest.fr)

Mcf sociologie / ars-ubo-ueb

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Le voyage de nocces, ou partir c'est se redéfinir un peu...

La famille connaît des innovations visibles et invente aussi en s'emparant d'anciens rituels pour les transformer, dans leur déroulement comme dans leur sens. Elle maintient à la fois son inscription dynamique en contexte et la poursuite de l'organisation privée. Quand, au XVIIIe siècle, les jeunes mariés partaient en voyage après leurs nocces, c'était pour rendre visite à la famille. On était là dans l'aristocratie et en des unions familiales aussi bien que conjugales. La privatisation de la famille et la construction de la famille conjugale, les innovations technologiques (transports...) et les transformations de l'économie (tourisme...) ont été le cadre de l'accès de la bourgeoisie à ce qui est devenu « le voyage de nocces ». Cet « anti-voyage » n'était pas tant orienté vers la découverte de l'Autre, culturelle et géographique, que vers la révélation mutuelle, sexuelle et conjugale. Aujourd'hui, alors que les époux sont souvent conjoints et en ménage avant la cérémonie, ce voyage a trouvé de nouvelles conditions symboliques et relationnelles avec la renégociation de la relation dans le mariage - ou le pacs. Pourtant, la préparation de la cérémonie laisse toujours augurer une division sexuée des charges. Et si l'on part dans tous les

milieux, le trajet, la destination... ne sont pas les mêmes. L'étude par entretien narratifs nous apprendra quels nouveaux sens les conjoints donnent aujourd'hui à ce déplacement, qui les transporte pour un temps dans un espace autre.

CHARRIERAS Damien (charrierasd@gmail.com)

Chercheur postdoctoral / McGill University

RT 23 Travail, activité, technique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Parcours, hybridité et assemblage. Créer et produire l'art numérique à Montréal

À travers une étude des parcours d'artistes numériques montréalais, cette recherche met en évidence comment la circulation des artistes informe la singularité de leur pratique artistique – hautement hybride (Fourmentaux, 2007; Ross, 2005). Contrairement aux analyses qui expliquent la pratique des artistes en référence soit uniquement à une communauté artistique ou des mondes de l'art, soit uniquement en référence aux modes de production prégnants d'entreprises technocréatives, notre étude montre comment la pratique des artistes numériques montréalais se développe à la jonction de plusieurs espaces de production ouverts (centres d'art, entreprises technocréatives) à travers de multiples assemblages (DeLanda, 2006; Latour, 2007; Mar & Anderson, 2010) informés par une variété de technologies. Nous étudierons d'abord comment les centres d'arts numériques constituent des espaces ouverts où s'entrecroisent plusieurs types de pratiques et d'institutions. Dans un second temps, nous verrons que les entreprises technocréatives – que les artistes interrogés fréquentaient souvent en tant que pigistes - peuvent informer la pratique des artistes numériques. L'étude des parcours d'artistes numériques montréalais rend visible la mutabilité et les effectivités (Grossberg, 1992) de leur pratique qui s'articule dynamiquement à des espaces de production technocréative variés.

CHARTAIN Lucile (lucilechartain@yahoo.fr)

Doctorante / Université Paris Descartes

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH AMPHI 1)

- La sociologie du cinéma de Siegfried Kracauer : la création cinématographique et l'innovation artistique comme moyen d'accéder à la vérité

Le cinéma est une construction sociale, mais qui ne peut se détacher entièrement de ce qui est « posé » devant elle. La création cinématographique n'est pas une création ex nihilo : elle se base sur la réalité empirique mais la dépasse, puisqu'elle ne peut réellement l'imiter. C'est ce rapport du cinéma à la création artistique que nous proposons d'interroger, à la lumière de la sociologie de Siegfried Kracauer : en quoi le cinéma, en tant qu'art novateur, peut-il permettre d'accéder à une vérité supérieure, à un surplus de sens ? Kracauer opère un glissement de la théorie du reflet : le cinéma n'est pas un simple automatisme déterministe qui imite la société, il est un symbole, un « hiéroglyphe » de cette société. Il n'est pas un documentaire sur son époque, mais un « document de son temps », qui dévoile une vérité supérieure que la simple observation de la réalité ontologique ne peut mettre à jour. La création artistique est primordiale : c'est parce qu'il est créateur que le cinéma peut dépasser les apparences trompeuses de la vie en société et en dévoiler les fondements. Pour Kracauer le cinéma expressionniste allemand est le meilleur exemple de ce lien entre création cinématographique et accès à la vérité. En mettant en scène un monde imaginaire, en s'éloignant du réalisme pour privilégier la création, il permet d'accéder aux « fondements psychologiques profonds » de la société allemande de l'entre-deux-guerres.

CHARUE-DUBOC Florence : voir à **KOGAN Anne-France**

CHAULET Johann (johann.chaulet@univ-tlse2.fr)

Chercheur / LISST-CERS

RT 3 Normes, déviations et réactions sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Résister aux technologies de saisie de l'anormalité : la mesure des comportements et ses possibles contournements

Nous entendons questionner les formes de saisie équipées par les TIC et leur possible contournement. Nous mobiliserons les résultats de deux enquêtes de terrain portant sur les questions de surveillance des salariés en centres d'appels téléphoniques d'une part et des prisonniers équipés de bracelets électroniques d'autre part. Dans ces deux situations, les surveillants évaluent - à distance dans un cas, en coprésence dans l'autre - les comportements des surveillés. Ils mobilisent dans ce but des règles formelles ainsi que les indices fournis par les dispositifs techniques. Nous présenterons, dans un premier temps, les occasions et formes variables d'évaluation de la conformité, ses appuis et ses temporalités (« à chaud » / « à froid »). Il s'agira d'interroger l'usage des technologies de capture à distance de la réalité, ainsi que les effets de leurs capacités limitées de saisie et d'enregistrement. Nous nous attarderons ensuite sur les formes de contournement de ces dispositifs en examinant les différentes formes de résistance (technique, critique, solidaire...) que développent les acteurs face au contrôle. Nous montrerons alors combien la conformité se négocie, en situation, tant avec l'outil qu'avec ceux qui le mobilisent pour surveiller et contraindre.

CHAULET Johann : voir à **BES Marie-pierre**

CHAUVAC Nathalie (chauvac@univ-tlse2.fr)

Sociologue en recherche d'emploi / LISST - Cers

RT 26 Réseaux Sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

Les pratiques de recrutement dans la création d'entreprises innovantes

Le recrutement est un enjeu essentiel pour toutes les entreprises et particulièrement pour celles qui viennent de se créer et/ou qui s'appuient sur des technologies innovantes. Les salariés constituent alors des ressources centrales. Deux études sont mobilisées par les auteurs de cette communication pour comprendre comment les pratiques de recrutement dans les entreprises innovantes : une enquête quantitative nationale, OFER et une recherche sur les accès aux ressources des entreprises innovantes. Ce double regard permet de comprendre la construction des relations d'embauche dans ces conditions particulières et l'apprentissage par les créateurs d'entreprise de leur métier d'employeur.

Auteur non communicant : Christian Bessy IDHE ENS-Cachan

CHAUVAC Nathalie : voir à **GROSSETTI Michel**

CHAUVIN Sébastien (chauvin@uva.nl)

Maître de conférences / Université d'Amsterdam

BORY Anne (anne_bory@yahoo.fr)

MCF sociologie / Lille I, Clersé

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Le droit par la grève : droit au séjour et droit de grève comme enjeux du mouvement des travailleurs sans papiers.

Notre communication revient sur les usages du droit par le mouvement des travailleurs sans papiers, engagé à partir de 2008 dans la région parisienne. Se saisissant d'une nouvelle disposition permettant la régularisation d'un salarié parrainé par son employeur, les sans-papiers ont utilisé l'arme de la grève pour obtenir les leurs, avec l'appui de plusieurs syndicats et associations, au premier chef la CGT. Le mouvement a été l'occasion pour les salariés sans papiers d'utiliser concrètement les droits qui leur restent, dont le droit de grève. Il a aussi conduit les syndicats à assurer le travail de sélection et d'authentification les individus susceptibles de bénéficier de ces droits. Enfin, il a permis aux salariés sans papiers d'élargir leurs droits en ouvrant des voies de régularisation. Mais comment produire des droits dans un cadre, le droit des étrangers, qui renvoie explicitement la plupart des décisions à la discrétion de l'administration ? Comment tenter d'introduire et préserver des critères sans se transformer en simple intermédiaire de cette même administration ? Nous examinons ici la manière dont ces problèmes se sont posés, à partir d'une enquête collective menée de février 2008 à novembre 2010, fondée sur l'observation participante, l'analyse de décision de justice et la réalisation de plus d'une centaine d'entretiens avec des acteurs syndicaux, patronaux et associatifs, des salariés et des agents de l'État.

Auteur non communicant : Pierre Barron Nicolas Jounin Lucie Tourette

CHAVE Frédérique (f_chave@yahoo.fr)

Contractuel / Economix

RT 23 Travail, activité, technique Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 5)

Faire face au public. Inventivité organisationnelle et ressource des tiers aux urgences pédiatriques.

Travailler aux urgences, c'est incessamment, répéter une interaction. Mais une interaction avec, à chaque fois, une personne, une situation et une requête singulières qu'il faut apprécier séance tenante. Comment les professionnels appréhendent-ils cette profusion répétitive, entre routine et singularité ? L'observation des pratiques révèle une organisation du travail incorporant une certaine inventivité, individuelle et collective, pour mettre au point les manières de faire face à ce qui peut s'analyser en termes de multiactivité et de multi sollicitations. Mais il apparaît que l'interaction avec le public elle-même, et plus particulièrement, la présence de tiers concernés, constitue également une ressource pour faire face à la multitude des cas à traiter. Les accompagnants jouent en effet un rôle, informulé mais structurel, dans l'organisation de la prise en charge globale, de maintien d'une continuité du care et de l'information sur le patient, par-delà la fragmentation, elle aussi structurelle, de l'attention professionnelle. Emerge alors de cette vision élargie, dynamique et en un sens, pragmatiste, de l'activité in the making une forme singulière de coopération, opérante et pourtant minimale, fondée non sur la relation entre acteurs, mais sur la convergence de leur attention.

CHELLE Elisa (elisa.chelle@iep-grenoble.fr)

Doctorante / Sciences Po Grenoble

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H1)

L'expérimentation sociale à l'américaine. Convoitises françaises et difficultés d'importation

Les États-Unis sont régulièrement présentés, et se reconnaissent eux-mêmes, comme les « champions » de l'évaluation. En comparaison, l'Europe en général, et la France en particulier, accuseraient d'un « retard » en matière de robustesse et de scientificité de ses politiques publiques. Dans le domaine des politiques sociales, la forme expérimentale, avec sa sélection aléatoire (random-assignment) des participants et sa comparaison de groupes tests et de groupes témoins passe pour la forme scientifique la plus aboutie car la plus neutralisée de toute considération idéologique ou politique. Elle permettrait de fournir une base fiable à la promotion de politiques « qui marchent ». Cette communication se propose de présenter les résultats d'une enquête sur l'acclimatation comparée de deux expérimentations sociales : le transfert monétaire conditionnel new-yorkais « Opportunity NYC » et le « Revenu de solidarité active ». Les résultats expérimentaux se sont dans les deux cas révélés mitigés,

voire insuffisants. Le RSA a été généralisé, et le programme new-yorkais a été publiquement arrêté. Comment comprendre cette différence ? Quels sont les apports et les limites de cette méthode de construction de la preuve pour soutenir la promotion de mesures de lutte contre l'indigence ? Comment le modèle états-unien, jugé comme l'orthodoxie de l'expérimentation, irrigue-t-il le champ des politiques sociales françaises ? Comment expliquer le caractère partiel de ces transferts de savoirs ?

CHELLY Luc : voir à **FLOCCO Gaetan**

CHETCUTI Natacha (natacha.chetcuti@inserm.fr)

Sociologue, post-doctorante / INSERM

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)

Formes contemporaines de pratiques d'énonciation à partir de la sexualité. De l'inaudible social à la mise en visibilité de soi : quel processus pour des jeunes lesbiennes et bisexuelles 15-35 ans ?

À la croisée de la sociologie du genre et des sexualités, de la sociologie de l'engagement et de la sociologie de la résistance, la présente intervention propose une analyse des formes de politisation et d'engagement de certains groupes minorisés (du point de vue du genre, de la sexualité ou de la « race »), envisagés sous l'angle des théories de la résistance et de la relation entre groupes minoritaires et mouvements sociaux. Cette contribution s'articulera autour de deux axes d'interrogation : 1. Le premier concerne la relation entre groupes minoritaires et mouvements sociaux. 2. Le deuxième concerne le rapport entre les débats publics et les rhétoriques féministes. Plus largement, l'intervention consistera à analyser les effets des débats publics autour de la laïcité et à recenser les différentes approches qu'en présentent les féminismes contemporains.

CHIFFOLEAU Yuna (chiffolle@supagro.inra.fr)

Chercheur / INRA

RT 12 Sociologie économique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 2)

Les apports de l'étude des circuits courts et de proximité à une sociologie économique de la construction sociale des prix

La production de connaissances économiques et financières sur les circuits courts alimentaires constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour la recherche et les politiques publiques. L'objectif de la communication est d'interroger la capacité de ces circuits à modifier les modalités de création et de répartition de la valeur dans la distribution agroalimentaire et de tester, à partir de plusieurs études de terrain, un ensemble d'hypothèses théoriques et politiques sur la formation des prix. La démarche adoptée consiste à analyser des territoires pour prendre en compte l'ensemble des dynamiques socio-économiques autour de l'offre alimentaire. Si le partage de la valeur ajoutée suppose une approche des systèmes d'exploitation et de la filière, la création de cette valeur implique, elle, une analyse des systèmes concurrentiels territoriaux et des différentes modalités de fixation des prix en circuits courts sur un même territoire. La communication montrera en quoi la sociologie économique apparaît pertinente pour penser et accompagner les dynamiques concurrentielles dans les territoires analysés et voir dans quelle mesure la constitution de réseaux et de liens socio-économiques spécifiques modifie les relations concurrentielles et la capacité des producteurs à valoriser leurs produits. Elle montrera également dans quelle mesure l'analyse des circuits courts et de proximité permet de contribuer à renforcer les logiques scientifiques de la sociologie économique.

Auteur non communicant : Benoît Prévost

CHOLEZ Céline : voir à **TROMPETTE Pascale**

CHRESTIAN Aurélie (aurelie.chrestian@gmail.com)

Doctorante / Université de Genève

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)

Le cinéma pornographique queer : entre dépassement des normes et réifications normatives

En questionnant les normes à partir des marges, le mouvement queer ouvre des possibilités d'analyse de la complexité de la configuration des dispositifs normatifs. Si l'idéal théorique du queer, à savoir le dépassement de toute forme de normativité, favorise les innovations notamment en termes de scripts sexuels et corps genrés, son étude sociologique permet malgré tout de mettre en évidence des tensions normatives. La réflexion repose sur un corpus de neuf films pornographiques queer, lesbien et trans' et huit entretiens auprès d'acteurs, actrices et réalisatrices. Nous concentrerons notre analyse sur les nœuds de tension normatifs traversant ces productions. Nous examinerons comment les normes dominantes s'imposent au sein même de ces films jusqu'à en constituer leurs limites, puis nous déchiffrerons les mécanismes de réifications normatifs consécutifs aux productions pornographiques queer. Pour ce faire, trois points seront détaillés afin d'éclairer les tensions et articulations entre positionnement issu des théories et militances queer, impératifs législatifs, normes et valeurs dominantes. Il s'agira de : la limite du consentement; la représentation sexualisée de personne mineure; la mise en image de la sexualisation de la mort. Pour conclure, ce cinéma pornographique, bien que support représentant des innovations en termes de scripts sexuels et corps genrés, sera analysé en tant que vecteur de nouveaux modèles de référence impliquant une réarticulation normative.

CHRISTIAS Panagiotis (christias.panagiotis@ucy.ac.cy)

Professeur Assistant / Université de Chypre

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

Le mécanisme génétique de l'action/pensée sociale chez Panajotis Kondylis

Dans sa dernière œuvre (*Das Politische und der Mensch: Grundzüge der Sozialontologie*), restée inachevée, Panajotis Kondylis présente les deux mécanismes, interne et externe, de la relation sociale qui sont en même temps ceux de la pensée de l'acteur en société. Étudiant Kondylis, nous pouvons affirmer que c'est l'action sociale polémique qui détermine les structures de la pensée humaine. Même si les mécanismes qu'il nous décrit nous sont assez connus par ailleurs, la place qu'il leur accorde est inédite. Il ne serait pas exagéré de dire qu'il développe les deux mécanismes de la façon dont un Fichte mettait en place le processus génétique de la pensée dans ses *WL*. La pensée humaine se développe à travers le spectre des relations humaines (*Spektrum sozialer Beziehungen*) et, de ce fait, est à la fois sociale et polémique. Dès son entrée en vie sociale, le sujet se place dans le spectre relationnel qui est un continuum entre l'extrême amitié et l'extrême hostilité comportant une infinité de nuances et de possibilités. Du sacrifice de sa vie au meurtre, les actions quotidiennes sont une fluctuation incessante à l'intérieur de ce spectre. La genèse de la pensée individuelle répond au besoin de savoir constamment se positionner vis-à-vis des autres en occupant une place à l'intérieur de ce spectre. Il s'agit en réalité d'un mécanisme d'anticipation de l'action de l'autre par lequel chaque acteur élabore un plan d'action et adopte un ou plusieurs rôles selon les circonstances.

CHUPIN Ivan (chupinivan@yahoo.fr)

Sociologue en recherche d'emploi / Ceraps Lille

GT 42 Sociologie des élites Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 14)

L'international comme nouvelle marque distinctive dans l'espace de formation au journalisme

Le lancement d'une nouvelle école de journalisme à l'IEP de Paris en 2004 est venu recomposer l'ensemble des hiérarchies symboliques de l'espace de formation au journalisme français. L'enjeu de ces transformations porte en effet sur un processus général de redéfinition des élites. On assiste à cette époque à la remise en question des monopoles liés à la fabrique des élites stato-nationales. Cette rupture avec le modèle institué d'élite d'Etat passe par des transformations des modèles de formations dispensées. De manière significative, pour lancer sa formation, l'IEP de Paris a agi de manière autonome et s'est dispensé de soutiens au sein de l'Etat. S'inspirant fortement de modèles de formation existant à l'étranger (Columbia University à New York notamment) et porté plus généralement par une commission de patrons de grands médias français et étrangers, l'école de journalisme de Sciences-Po Paris cherche à imposer un nouveau modèle d'excellence reposant davantage sur la promotion de compétences internationales dans la formation et le recrutement des jeunes journalistes. Ce nouveau modèle d'élites, internationales que l'IEP de Paris cherche à valoriser depuis de nombreuses années, représente un moyen de lui assurer à la fois une excellence sociale et scolaire. Par delà, l'arrivée de ce nouvel entrant qu'est l'IEP de Paris, c'est la mise en place plus générale d'un nouveau marché de travail et de la coopération à l'international qu'il conviendra d'interroger ici.

CHUPIN Ivan : voir à **BOURON Samuel**

CIHUELO Jérôme (jtirrita@gmail.com)

Chercheur / Cermo - université d'Evry

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D2)

Des identités professionnelles à l'épreuve du projet : une expérience identitaire incertaine et risquée

La communication vise à analyser les dynamiques identitaires du travail en projet à travers la contribution d'ingénieur d'études à un projet d'informatique industrielle. Il s'agira de montrer que le travail en projet constitue pour ces ingénieurs une expérience subjective fragilisante au regard des transformations des conditions d'exercice du métier et de l'imprévisibilité des relations. Le projet ouvre, selon nous, sur une double expérience mettant en jeu la subjectivité des individus. Le fonctionnement en projet questionne plus fortement les individus sur leur capacité à maintenir une cohérence avec leur histoire professionnelle et à affirmer leur différence professionnelle. Les individus sont pris dans une situation d'entre-deux culturel ; les identités se détachent d'un modèle ancien et s'identifient en partie à un modèle émergent. Les ingénieurs vivent également une insécurité relationnelle et socio-productive alimentant la méfiance et affectant régulièrement la subjectivité des individus. La vulnérabilisation des ingénieurs génère des rapports de méfiance rendant plus incertains l'affirmation et la reconnaissance de soi. Autrement dit, il se joue dans l'établissement et le renouvellement de relations de confiance la reconnaissance des individus et leur intégration professionnelle.

CISSÉ Marame (maramecissefr@yahoo.fr)

Étudiante / Université Gaston Berger (Sénégal) / Ladyss Paris X

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h AMPHI 7)

Migration des sénégalais qualifiés et formation d'une diaspora scientifique et économique

Bien que les notions d'émigré et d'immigrant gardent une pertinence en tant que catégories d'analyse du fait migratoire, elles limitent l'analyse des pratiques migratoires des migrants qualifiés à un seul territoire : soit le pays d'origine, soit le pays d'accueil. Elles ne sont pas toujours adéquates pour appréhender la circulation migratoire des migrants hautement qualifiés. Ainsi, à la suite du « brain gain », du « retour des cerveaux », les notions telles de DST « diaspora scientifique et technique » ou DKN (diaspora knowledge networks) sont employées pour confirmer une tendance qui a été observée à partir des années 1990. Cette tendance se caractérise par une mobilité accrue et une implication directe des migrants qualifiés au devenir de leur

communauté d'origine. Pour Meyer, la base sociale des diasporas scientifiques est particulière et repose sur l'unité de compétence et de projet, nous pensons qu'il faut ajouter à cela une identité nationale unificatrice qui relie les membres dispersés. Nous utilisons ce cadre d'analyse renouvelé du concept de diaspora pour étudier les formes de participation aux dynamiques de développement du Sénégal des migrants sénégalais hautement qualifiés en interrogeant ceux qui ont effectué des missions d'expertise et ceux qui s'activent dans des associations qui mènent au Sénégal des activités dans les domaines socio-économiques et scientifiques / techniques.

CLAEYS Cécilia (cecilia.claeys@univmed.fr)

MCF / Université Aix-Marseille

MIEULET Elise (elise.mieulet@gmail.com)

Doctorante / Université Aix-Marseille

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

La prolifération du moustique tigre en France méditerranéenne : Tensions et/ou complémentarités entre considérations environnementales et sanitaires

En France métropolitaine, les politiques de démoustication sont paradoxalement mises en place au moment même où l'insecte ne constitue plus un risque sanitaire significatif. Elles relèvent d'une démoustication de confort considérée comme une condition sine qua non du développement du tourisme de masse, tout particulièrement dans le Languedoc-Roussillon. Cette démoustication est progressivement étendue aux Bouches-du-Rhône. Sur la côte d'Azur, quelques campagnes de démoustication sont opérées localement. Seule la Camargue, haut-lieu de protection de la nature est tenue à l'écart de ces politiques de démoustication. L'introduction accidentelle au début des années 2000 du moustique tigre, vecteur du chikungunya et de la dengue, vient bousculer une telle gestion territorialisée de la démoustication et questionner des précautions environnementales jusqu'alors croissantes. A partir d'enquêtes qualitatives et quantitatives, cette communication propose de saisir les tensions et les complémentarités entre préoccupations environnementales et sanitaires : Quels arbitrages habitants, gestionnaires et experts opèrent-ils entre considérations sanitaires et environnementales ? Dans quelle mesure la protection de la santé humaine et la protection de la nature sont-elles concurrentes ou complémentaires l'une de l'autre ? Quels sont les facteurs sociaux qui influencent peu ou prou le positionnement des acteurs vis-à-vis du rapport environnement/santé ?

CLAEYS Cécilia : voir à **MIEULET Elise**

CLAUSS Nicolas (nicolas.clauss@gmail.com)

Sociologie, conseil / CAP

CASP Comité d'Action Sociologie Professionnelle Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

La socianalyse : une approche de l'intervention comme co-construction

Parler d'innovation susceptible de faciliter les conditions de travail des sociologues, c'est soulever des questions sur la pratique sociologique et la manière dont elle appréhende son objet, ce qu'elle est susceptible d'apporter aux acteurs concernés et le positionnement des sociologues dans la cité. Nous partons de l'hypothèse où la réalité sociale résulte d'une co-construction par les acteurs de par les relations qu'ils entretiennent entre eux. A partir du moment où le sociologue entre dans le champ de ces acteurs il entre de fait dans cette co-construction. Dans cette perspective il s'agit de partir des problèmes que leur relation pose aux acteurs et de créer les conditions techniques qui mobilisent leur relation d'observation comme un levier d'exploration, par les acteurs eux-mêmes, autour d'enjeux communs. Le projet socianalytique a porté sa recherche dans la construction d'un outil sociologique clinique d'intervention porté par un acteur collectif se posant en interlocuteur face aux acteurs. L'approche socianalytique procède par le maniement de deux processus majeurs dans un espace décalé dans lequel s'effectue une recherche-action sur un projet-détour plaçant le collectif analyste et le collectif demandeur en position de co-recherche: l'imagination-cooptation qui entraîne une mise en mouvement des acteurs; la correspondance à la fois réelle et imaginée entre catégories d'acteurs internes et les catégories des entités avec lesquelles elles sont en relation.

CLECH Pauline (pauline.clech@yahoo.fr)

Allocataire de recherche / OSC

RT 20 Méthodes Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

Le terrain du sociologue, entre artefact et valeur heuristique : l'apport épistémologique de l'analyse géométrique des données. Réflexion à partir du paradigme de la relégation.

Une des méthodes bien ancrées dans la tradition sociologique est l'enquête de terrain. Néanmoins dans quelle mesure les grilles de lecture du sociologue influencent-elles le choix du terrain ? Nous ancrerons notre réflexion à partir de l'objet d'étude des quartiers de « relégation ». Ils sont caractérisés par la coprésence d'un type (1) de logements (HLM), (2) d'actifs (ouvriers/employés ou « précaires ») et (3) de lieux de naissance (issus des migrations post-coloniales). On étudie les conditions de travail de leurs habitants, leur rapport au politique, leurs loisirs, leur sexualité, leurs « jeunes », etc. Mais les monographies n'ont-elles pas recours aux quelques mêmes quartiers ? Pour contextualiser ces études, l'articulation de l'ethnographie et des analyses statistiques est heuristique. Nous centrerons notre propos sur la première couronne de la banlieue parisienne. A partir des données du recensement de la population, nous avons réalisé analyses factorielles des correspondances et classifications concernant ces trois types de caractéristiques. Un très petit nombre de quartiers remplit les trois critères du « ghetto ». Or une revue de littérature montrera que c'est souvent parmi ceux-là que les terrains sont choisis.

Avec le glissement du terme de « terrain » à celui de « quartier populaire » ou « banlieue », la généralisation pose problème et contribue à la construction sociale d'une réalité pointant une « minorité des pires » à l'origine de la « question sociale ».

CLECH Pauline (pauline.clech@yahoo.fr)

Allocataire de recherche / OSC

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

L'actualisation locale du sentiment d'injustice : étude comparée du rap et du slam en banlieue « populaire » parisienne

L'« égalité », le « mérite » sont des « valeurs » historiquement transmises par les institutions françaises. Le sentiment d'inégalité naît lorsqu'il y a écart entre l'incorporation de ces normes et une expérience sociale contraire. C'est à travers le terrain des banlieues « populaires » parisiennes que nous étudierons l'articulation entre normes intériorisées et expériences sociales quotidiennes (précarité, racisme, etc.) d'une partie de la population. Ce terrain est d'autant plus intéressant que l'on voit s'opérer une certaine appropriation de la doxa du « ghetto ». L'art peut être un moyen d'exprimer cette contradiction : de manière individuelle (catharsis), mais aussi collective (se retrouver autour du partage d'expériences similaires). Nous discuterons le fait que le sentiment d'injustice peut être heuristique pour comprendre l'essor des arts « urbains ». Nous nous centrerons ici sur le rap et le slam au sein d'une configuration sociale et urbaine bien précise, la banlieue parisienne marquée par une gestion communiste. De l'échelle macrosociologique, nous descendrons vers le niveau microsociologique en nous interrogeant sur l'actualisation locale du sentiment d'injustice. Souvent regroupés sous le vocable d'« urbain », nous montrerons que, sociologiquement, il faut distinguer rap et slam.

CLÉMENT Jean Paul (clement@cict.fr)

PU / prissmh-soi ups Toulouse

GT 41 Corps, technique et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

Innovations technologiques et conjoncture de modernisation: le rôle des promoteurs

Dans la conjoncture de « modernisation » de la société française des années 60, quelques promoteurs participent chacun à leur manière au développement du saut à la perche en France. Nous aborderons les conditions propres à l'espace du sport français dans une conjoncture de modernisation de la société française au cours de laquelle deux d'entre eux, Marcel Romano et Daniel Draux, conçoivent des innovations technologiques (et techniques) majeures dans le domaine du saut à la perche, et comment ils les diffusent et les commercialisent dans le marché national et international des produits sportifs à partir des années 1960. Les innovations technologiques successives dans la conception de ce « propulseur » et leur diffusion objectivent le « puzzle » (Latour 1992) de conditions sociales, économiques, technologiques... qui transforment en profondeur le statut du sport dans l'espace des pratiques culturelles (Clement, Defrance, Pociello, 1994). Nous montrerons par ailleurs, qu'en fonction de leurs positions respectives dans l'espace du sport et de l'athlétisme français, ces acteurs (aux côtés d'autres promoteurs) agissent de façon relativement autonome mais néanmoins convergente en faveur de la modernisation de la discipline. Romano, pratiquant et professeur d'EPS agit en tant que « pédagogue et ingénieur du sport » proche du marché de l'éducation sportive, tandis que Draux pratiquant et commercial chez IBM va s'investir dans le marché du matériel sportif en pleine expansion.

Auteur non communicant : Eric Reuillard SOI EA 3690 Toulouse 3

CLIQUENNOIS Gaetan (cliquennois@fusl.ac.be)

Chargé de recherche / FNRS/UCL

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Le travail décisionnel des juges d'application des peines

Les recherches sur le travail décisionnel des juges d'application des peines sont très peu nombreuses (voir par exemple Le Caisne, 2000) alors même que ce travail, s'il est encadré juridiquement, laisse de nombreuses potentialités d'innovation et de création jurisprudentielle, comme nous le montrerons dans notre présentation. Pour procéder à l'analyse des logiques décisionnelles et montrer ce que ces logiques auraient d'innovant, nous nous appuyons sur des observations non participantes menées dans deux maisons pour peine (un centre de détention à gestion mixte et une maison centrale) des commissions d'application des peines (N=9) et des tribunaux d'application des peines (N=5). A ces observations s'ajoutent des entretiens avec les quatre juges d'application (qui sont toutes des femmes, ce qui permet de neutraliser la variable genre) qui ont siégé successivement dans ces commissions et tribunaux d'application des peines au cours des 8 mois d'enquête ethnographique. Nous montrerons que des différences notables de jurisprudence se font jour selon les établissements et la composition des commissions, ainsi que selon les juges qui affichent des rapports très différenciés aux innovations. Ces rapports différenciés à l'innovation et aux marges de manœuvre renvoient eux-mêmes à des origines socio-professionnelles et à des modes contrastés de socialisation professionnelle, ainsi qu'au degré d'ancienneté professionnelle et au degré de connaissance des établissements pénitentiaires.

CLOCHARD Fabrice (fabriceclochard@hotmail.com)

MC contractuel / Agrocampus Ouest

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 1)

L'ethnoconception. Une réflexion sur l'intégration du facteur humain dans le processus de conception automobile

L'objectif de cette intervention est de questionner l'intégration d'une analyse des pratiques de consommation dans le processus de conception industrielle. Nous exploiterons différentes études qualitatives menées au sein de la direction de la recherche et de l'innovation d'un constructeur automobile tout en mobilisant l'approche pragmatique de la théorie des échelles

d'observation de D. Desjeux (2004, 2006). Nous focaliserons plus spécifiquement notre attention sur la dimension acoustique de l'automobile et tâcherons de suivre le son « à la trace » dans le processus de conception, un peu à la manière de B. Latour dans sa recherche sur le Topofil de Boa-Vista (1993). Trois études seront ainsi exploitées : une première étude micro-individuelle sur le ressenti acoustique de véhicules typés sport (étude en laboratoire) ; une seconde étude micro-individuelle sur le ressenti associé à l'usage d'une boîte de vitesse innovante (étude en conduite), une troisième étude microsociale sur le rapport à l'objet automobile dans la vie quotidienne. Dans un premier temps, l'enjeu sera de caractériser le rapport entre le consommateur et le son automobile ; dans un deuxième temps, il sera de faire ressortir comment les différentes approches mises en œuvre peuvent accompagner et stimuler - chacune à leur manière - la création de nouveaux produits et services.
Auteur non communicant : Vincent Roussarie département IFH / DRIA / PSA Peugeot Citroën

CLOT Aurelie (aurelie.clot@hotmail.fr)

Doctorante / Amup Insa Strasbourg

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 11)

Se construire et se cultiver soi-même par l'auto-construction

Depuis les années 1970, les néo-ruraux, ou encore les « babacools » forment une population rurale différenciée par les autochtones voire rejetée. Plus simplement, ces individus à la marge du milieu rural traditionnel ont choisi leur milieu de vie dans un processus réflexif qui s'étend à de multiples dimensions de leur vie quotidienne. Nous proposons d'observer cette réflexivité comme une caractéristique majeure de ces individus, agissant sur leur découverte du monde rural et sur leurs diverses pratiques individuelles et sociales qui s'y inscrivent. Cette réflexivité prend place dans le parcours de vie de chacun, car elle concerne des décisions individuelles et des actions passées, présentes et futures. Pourtant ce processus individuel de construction de soi n'enferme pas les néoruraux dans des modes de vie narcissiques ou anecdotiques, car les néoruraux que nous avons observés tendent à avoir des formes de sociabilité similaires voire communes. Faisant suite à une construction de soi individuelle, nous observons une construction de soi passant par le groupe, le réseau, le similaire. En se basant sur un terrain de recherche mené auprès d'individus et de foyers en Ardèche, nous illustrerons ces processus à travers l'habitat de ces néoruraux, qu'ils ont construit eux-même (auto-construction).

CLOUTIER Laurence (laurence.cloutier@sfr.fr)

Doctorante / UTM, LISST-CERS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 5)

Le travail d'invention : une histoire de relations.

Les mondes de l'invention et de l'innovation sont multiples et nous proposons ici de nous intéresser à un groupe particulier – à savoir les déposants de brevets personnes physiques en France et au Québec. Ces entrepreneurs d'inventions ont un réseau diversifié dont la composition n'est pas limitée à un seul groupe social. Par conséquent, la perspective du réseau égo-centré (ou personnel) s'avère particulièrement adaptée à cette étude. Cette conception nous conduit à l'analyse de la genèse et de l'évolution des relations sociales d'accès aux ressources au cours du développement du projet d'invention. Comment se constitue et se transforme le collectif de travail propre au processus d'innovation ? Les représentations sociales du « rebelle isolé et créatif » telles que le Professeur Tournesol ou l'entrepreneur schumpétérien « héroïque et visionnaire » ont-elles un impact sur leurs démarches ? A partir d'entretiens à trame biographique - une quarantaine - et d'un questionnaire en cours d'administration, nous apportons un éclairage sur la dynamique des réseaux sociaux personnels. Des données à la fois quantitatives et qualitatives sont donc construites à partir des bases de données brevets d'une part et des entretiens menés auprès des inventeurs d'autre part. Le travail d'invention s'inscrit dans une trajectoire toujours longue, souvent discontinuée et soumise à divers événements imprévisibles où la dynamique des relations sociales permet d'appréhender une histoire complexe.

COHEN Grégory : voir à OTT Manon

COLIN Thierry (thierry.colin@univ-nancy2.fr)

MCF / CEREFIGE

GRASSER Benoît (benoit.grasser@univ-nancy2.fr)

MCF / CEREFIGE

JACQUOT Lionel (lionel.jacquot@univ-nancy2.fr)

MCF / GREE-2L2S

RT 30 Sociologie de la gestion Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D16)

Normalisation du travail par le lean et injonction à innover : quel rôle pour les managers ?

Notre communication se propose d'analyser, dans un site de production de moteurs de l'industrie automobile, les contradictions auxquelles doit faire face le management de proximité dans les organisations qui mettent en œuvre des principes de « production allégée » ou de Lean Production. L'application de principes de Lean Production se traduit par une évolution du rôle du manager de proximité. L'équipe dont il a la charge est soumise à une plus grande intensité, en termes de contrôle et de procédures. Simultanément, il doit obtenir l'implication de ses collaborateurs, que ce soit pour « jouer le jeu » de la polyvalence ou celui de l'amélioration permanente. Il doit également résoudre en pratique les contradictions issues d'une part de la généralisation et l'application de standards de production rationalisés et d'autre part de la nécessaire régulation in situ de

l'activité. Nous analysons la façon dont les managers de proximité tentent de faire face à ces défis et injonctions en partant d'une approche monographique, menée dans le cadre d'une entreprise du secteur automobile.

COLINET Séverine (sevecolinet@hotmail.com)

Chercheur associé / CERLIS

RT 20 Méthodes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

Approche biographique : quelles perspectives ?

Dans le cadre d'une recherche portant sur le travail biographique des personnes atteintes de sclérose en plaques, l'objectif était de comprendre les temps forts de la « carrière » (Becker, 1963 [1985]) de personnes atteintes de sclérose en plaques (SEP). Cette recherche a combiné plusieurs méthodes : entretiens individuels, observations, entretiens collectifs et rédaction d'un mini-journal. Nous avons eu recours à une approche biographique se basant sur le récit de vie. Cette recherche s'est réalisée dans quatre lieux d'enquête : trois associations ayant chacune des caractéristiques propres et un hôpital. Cette contribution portera sur deux axes : Tout d'abord, le statut de l'entretien collectif, méthode mise en œuvre à titre expérimental dans les quatre lieux de l'enquête. Le recours à l'entretien collectif fait l'originalité de cette recherche dans la mesure où en France il reste relativement marginal en sociologie, alors qu'il est de plus en plus répandu dans les pays anglo-saxons. Ce type d'entretien nous semblait une méthode pertinente pour saisir l'imbrication du collectif et de l'individuel. L'autre axe se propose de questionner la posture du chercheur dans une recherche adoptant une approche biographique : comment, par les méthodes utilisées, le chercheur contribue à l'élaboration du travail biographique de la personne atteinte de maladie chronique ?

COLLET Anaïs (collet_a@yahoo.fr)

Chercheuse post-doctorante / Université Paris Dauphine / Centre Max Weber

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 7)

Le rôle des gentrificateurs dans l'activation des marchés immobiliers locaux. Le cas du Bas Montreuil.

La communication concerne la valorisation immobilière propre aux phénomènes de gentrification. Les modalités concrètes de l'appropriation et de la conversion du bâti dans les anciens quartiers populaires sont rarement étudiées, ces processus étant souvent attribués aux seules « forces du marché ». C'est cette boîte noire de la valorisation immobilière que nous avons ouverte à partir du cas du Bas Montreuil, en région parisienne. Une série d'entretiens avec des gentrificateurs ayant converti des usines ou des maisons ouvrières en lofts a permis de reconstituer les étapes de la recherche, de l'achat et de la transformation de ces biens immobiliers, et de les replacer dans les trajectoires des enquêtés. Deux résultats se dégagent de ce travail. Premièrement, le marché immobilier des biens « gentrifiables » se présente comme un « marché de singularités », de telle sorte qu'il faut disposer de ressources particulières, autres que financières, pour y intervenir. Deuxièmement, en convertissant ces biens « pourris » en logements valorisés, les gentrificateurs convertissent aussi ces ressources, sans valeur sur un marché immobilier standard, en un statut résidentiel valorisé, et rétablissent ainsi leur trajectoire résidentielle. L'enquête montre ainsi que la gentrification des anciens territoires ouvriers est liée, outre la pression immobilière, aux difficultés professionnelles et résidentielles des jeunes des classes moyennes et à leurs inégales ressources face à ces difficultés.

COLLET Beate (Beate.Collet@paris-sorbonne.fr)

Maître de conférences / Paris IV - GEMASS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

Les choix conjugaux des descendants d'immigrés à l'épreuve de l'innovation

Notre approche propose d'analyser l'endogamie/homogamie des descendants d'immigrés en termes de parcours de vie. Elle considère les éléments qui, au cours de la socialisation pré-conjugale, font surgir un choix conjugal : la socialisation familiale, des parcours résidentiels et scolaires, des relations avec les pairs et les premières expériences amoureuses. Ces éléments permettent de comprendre l'horizon des possibles à partir duquel se dessinent les différents choix conjugaux, qu'ils privilégient un conjoint de même origine ethnoculturelle ou un conjoint membre du groupe majoritaire. Nous proposons un nouveau concept, l'homogamie socio-ethnique, pour rendre compte des mécanismes sociaux dans la société post-migratoire. Ce concept considère les innovations réalisées en matière conjugale. L'innovation conjugale, entendue dans le sens de la non-reproduction de modes conjugaux convenus, se manifeste moins à travers le type de couple formé qu'à travers les réinterprétations culturelles opérées pour parvenir à ce choix. Lorsque les conjoints sont de même origine, ils élaborent une combinatoire respectant les attentes normatives de leurs parents (endogamie) tout en réalisant leurs aspirations personnelles (position sociale dans la société française et concordance d'affinités). Lorsqu'ils ne sont pas de même origine, ils innoveront notamment à travers la réalité conjugale mixte et la transmission culturelle à leurs enfants. Le résumé a une longueur de 1494 caractères.

Auteur non communicant : Emmanuelle Santelli chargées de recherches CNRS membre du Centre Max Weber rattachée à l'INED

COLMELLERE Cynthia (cynthia.colmellere@gmail.com)

Enseignant-chercheur / Ecole Centrale Paris

RT 29 Sciences et techniques en société Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

La maintenance, un point aveugle de la conception dans les organisations « à haut risque ». Le cas d'un projet de modification dans l'industrie pharmaceutique.

Jusqu'ici, le regard sociologique sur les organisations dites à « haut risque » s'est peu porté sur leur conception. Seuls, quelques travaux, fondés sur l'analyse d'accidents ont souligné les difficultés des ingénieurs à prendre en compte les dimensions organisationnelles en conception. Finalement, on sait peu de choses de la production des risques en conception et notamment de la manière dont sont articulées les composantes techniques et organisationnelles. L'objet de cette contribution est de traiter de ce point aveugle. Elle s'appuie sur l'étude d'un grand projet de modification dans une usine classée Seveso 2. Les risques concernent les opérateurs du fait de la toxicité des produits utilisés et les futurs consommateurs en cas de défaut des principes actifs synthétisés. L'analyse sociologique des pratiques individuelles et collectives de conception révèle une articulation partielle des dimensions organisationnelles et techniques. L'organisation de la maintenance de l'atelier n'est pas prise en compte, ni anticipée. Elle s'avère pourtant fondamentale pour faire face aux enjeux de productivité. Deux origines de cette lacune sont plus particulièrement développées: 1) les supports et méthodes utilisés en conception, 2) l'organisation du projet qui n'implique que très marginalement les acteurs de la Production et de la Maintenance. Plus fondamentalement, ces choix d'organisation révèlent les clivages entre groupes d'acteurs et le fonctionnement conflictuel de l'atelier.

COMET Catherine (c.comet@wanadoo.fr)

MCF / Clersé

RT 26 Réseaux Sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

La construction de la confiance au moyen de leviers relationnels dans le cas d'une escroquerie

Je propose d'examiner le lien entre confiance et réseaux sociaux à partir de l'étude de cas d'une escroquerie. Il s'agit d'un cas un peu particulier, dans la mesure où elle concerne essentiellement des militaires expatriés, même si des civils ont également été escroqués. L'escroquerie porte sur de soi-disant placements financiers à rendement élevé, sous couvert de sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux. L'intérêt de ce cas d'escroquerie réside notamment dans sa durée - plus de dix ans - et son étendue - près de 500 victimes. Comment la confiance nécessaire à l'acquisition de ces pseudo-produits d'investissement a-t-elle été produite alors que leur qualité était incertaine, les informations peu accessibles et les risques élevés ? Quel type de caution a plus particulièrement favorisé la confiance des victimes selon leur statut?

COMPAGNONE Claude (c.compagnone@agrosupdijon.fr)

Maître de Conférences / AgroSup Dijon - Inra

RT 26 Réseaux Sociaux Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ECO 5)

Structure des réseaux de dialogues entre agriculteurs et réduction de l'usage des pesticides (Session non garantie)

Cette communication rend compte des résultats d'un travail sociologique effectué auprès de producteurs en grandes cultures dans la région Bourgogne. Son but est de faire apparaître, de manière comparative, la dynamique de changements de pratiques de ces producteurs pour la mise en place de pratiques issues de la protection intégrée des cultures. Cette dynamique est repérée en fonction des changements opérés ou envisagés mais aussi en fonction des liens dialogiques qu'entretiennent ces personnes. Il s'agit de montrer comment des réseaux de dialogues techniques se structurent et la façon dont ces réseaux jouent sur la capacité des agriculteurs à entreprendre des changements. En effet, dans le domaine de la diffusion des innovations en agriculture, ces réseaux de dialogues sont souvent évoqués mais rarement explorés (cf. Leeuwis, 2004) alors que l'on ne sait pas très bien comment leur structure, appréhendée à travers leur forme et leur densité, joue sur les dynamiques de changement des agriculteurs qui les constituent. De même, l'étendue géographique de ces réseaux est mal cernée alors que l'on s'interroge aujourd'hui de plus en plus sur le lien entre proximité géographique et proximité socio-économique (Bouba-Olga et Grossetti, 2008, Houdart et al., 2011). Le voisinage direct entre agriculteurs ne joue-t-il plus sur les liens comme le faisaient apparaître des études menées dans les années 1980 (Darré, 1994) ?

Auteur non communicant : Florence Hellec (Aster INRA Nancy)

COMPARATO Bruno (bruno.comparato@unifesp.br)

Professeur / Unifesp

RT 34 Sociologie politique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

Les citoyens face aux bavures policières: la délation comme un acte civique

Je propose une réflexion sur le contrôle de la police par les citoyens. A partir de l'expérience brésilienne des « ouvidorias de polícia », inspirées sur le modèle de l'ombudsman suédois, réadapté au long des trente dernières années surtout dans les pays de culture anglo-saxonne où abondent les « citizen review board » ou les « civilian oversight agency » des résultats considérables ont été réalisés dans un contexte alarmant de violence et de corruption policière. En effet, au Brésil les citoyens tués par la police se comptent par centaines chaque année dans les grandes villes comme São Paulo et Rio de Janeiro, et la corruption des agents de police et des commissaires est bien connue. Je soutiens que l'existence des « ouvidorias de polícia » renforce les droits civiques et contribue donc à la citoyenneté et à l'amélioration de la qualité de la démocratie au Brésil. Je réponds donc affirmativement à la question posée dans le dossier coordonné par Jean-Paul Brodeur et Fabien Jobard pour le numéro 238 de la Collection « Mutations », intitulé « Citoyens et délateurs: la délation peut-elle être civique? ». Dans ce contexte assez déroutant les ouvidorias de polícia constituent une expérience intéressante. À partir d'une étude comparative

réalisée dans les 17 états brésiliens sur 26 qui ont installé ces institutions de contrôle des activités policières par les citoyens, je montre que des progrès considérables ont été réalisés dans ce domaine malgré plusieurs limitations sévères.

COMPEYRON Arielle (arielle.compeyron@upmf-grenoble.fr)

Maître de conférences / Laboratoire des Sciences de l'Éducation, UPMF Grenoble

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Une justice sociale à travers l'accès à l'éducation : les utopies du 19^{ème} siècle.

Les Utopistes ou Associationnistes du 19^{ème} siècle, C.-H. de Saint-Simon, C. Fourier, R. Owen, P.-J. Proudhon, réagissent aux inégalités extrêmes dans les conditions de vie et de santé des individus et aspirent à une société plus juste. Ces recherches d'une voie vers un état social supérieur ont souvent comme point commun d'être basées sur un renforcement croisé de l'expérience et de l'éducation dans le cadre d'un respect mutuel entre les hommes. Nous souhaitons montrer que les aspects essentiels qui émergent et caractérisent la pensée utopiste du 19^{ème} siècle sur l'éducation construisent, à travers les diverses contributions, des principes de justice sociale de l'éducation : - Principe d'accès préalable aux ressources primaires. La nécessité d'une ébauche de justice distributive, préalable à l'éducation et condition d'existence d'un sens de la justice - Principe de maîtrise, grâce à la formation, du développement technique et de l'organisation économique et social. Une éducation multidimensionnelle de tous pour une répartition plus juste des fruits de la production. - Principe de respect de la nature humaine et de progressivité, de la connaissance de ses goûts à l'utilité sociale. L'éducation par le respect des goûts individuels et le perfectionnement progressif. - Principe de cohérence de l'éducation et du système social. L'incompatibilité d'une véritable instruction avec le système économique et politique contemporain, et la finalité démocratique.

CONCHON Aline (aconchon@etui.org)

Chercheuse / ETUI

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

L'actionnaire, nouvel acteur des relations professionnelles au niveau de l'entreprise ?

Qu'il s'agisse de l'effervescence que connaissent les théories du gouvernement d'entreprise depuis les scandales financiers d'entreprise de la fin des années 1990 et bien plus depuis l'avènement de l'actuelle crise économique et financière, ou du développement de règles juridiques de procédure encadrant les interactions entre actionnaires et travailleurs en France et en Europe, plusieurs éléments concordent qui amènent à démontrer l'importance de la figure de l'actionnaire dans la régulation de l'emploi et des conditions de travail dans l'entreprise. Pourtant la discipline des relations professionnelles reste muette à ce sujet, malgré un renouvellement épistémologique faisant la part belle à la question des nouveaux acteurs. Se pose alors la question fondamentale de la définition même d'acteur, question faisant largement écho aux débats similaires se tenant autour de la théorie des parties prenantes. Nous avancerons alors en quoi les enseignements que la théorie des relations professionnelles peut tirer des théories du gouvernement d'entreprise emportent une valeur heuristique dans l'identification des acteurs de la régulation qui se joue au niveau de l'entreprise.

CONEIN Bernard (bconein@gmail.com)

Professeur des Universités / Université de Nice-Sophia Antipolis

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Explication naturaliste, micro-processus et explication causale

Il est fréquent de présenter une interprétation naturaliste des phénomènes sociaux comme un modèle d'explication causale qui prend en compte les micro-processus de la cognition et de la communication (Sperber 1996, Jacob 1997, Livet et Nef, 2009). Le naturalisme se présente alors non seulement comme une thèse ontologique sur le mode d'existence des processus sociaux, mais aussi comme une thèse épistémologique sur la défense d'une forme particulière d'explication en sciences sociales. Nous voudrions montrer quelques problèmes que pose ce lien établi entre étude des micro-mécanismes et analyse causale, en nous appuyant sur des arguments récemment proposés par Livet et Nef sur le caractère incomplet des processus sociaux (Livet & Nef, 2009). Jacob, P. (1997), Pourquoi les choses ont-elles un sens ?, Editions Odile Jacob. Livet P. & F.Nef, (2009), Les êtres sociaux : processus et virtualité, Editions Hermann. Sperber D. (1996), La contagion des idées, Editions Odile Jacob. Sperber D. (2011) « A naturalistic ontology for mechanistic explanations in the social sciences », In P.Demeulenaere (ed.), Analytical sociology and social mechanisms, Cambridge, C.U.P.

CONNAN Dominique (dominique.connan@gmail.com)

Doctorant / CESSP Paris 1

GT 42 Sociologie des élites Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 14)

Du discours de l'intégrité professionnelle à la charité organisée : le renouvellement des pratiques d'autonomisation et de légitimation des élites économiques au Kenya

L'objet de cette communication est d'analyser, relativement à un Etat africain que l'on a pu qualifier par ailleurs de type néo-patrimonial, les modes de légitimation et de différenciation des élites économiques. Nous nous intéresserons plus particulièrement ici à une classe compradore d'entrepreneurs, de cadres et de membres des professions libérales. Au Kenya, depuis les années 1980, l'africanisation de ces rôles économiques jusque là occupés par des européens expatriés a accentué face à un Etat prédateur et autoritaire la multiplication des pratiques et des discours de légitimation. Il s'agira ici de décrypter l'importation et les significations locales d'une large gamme de phénomènes observés au Kenya depuis plus d'une vingtaine d'années : Importation exponentielle des instruments de la bureaucratie libérale telles que les normes de management ISO

900x dans les domaines les plus inattendus, discours de la Corporate Social Responsibility, rhétorique du management et du leadership, mais aussi fédération accélérée du secteur privé en grandes associations multi-sectorielles. Ces aspects organisationnels s'articulent étroitement à des pratiques individuelles : coaching, adhésion à une rhétorique du développement personnel qui suit à la lettre les recommandations de gourous américains, mais aussi indiens dont les publications envahissent les librairies de la capitale, investissement dans la charité organisée et dans des clubs tels que les Rotary ou les Lion's.

CONORD Sylvaine (s.conord@ivry.cnrs.fr)

Maître de conférences en sociologie / Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Des usages de la photographie en sociologie et en anthropologie. Une question de méthode

Le travail scientifique a toujours entretenu un rapport étroit avec l'image. En anthropologie, juste après l'invention de la photographie en 1839 par Daguerre, les premiers explorateurs utilisèrent l'image fixe dans le cadre de leur mission. Cependant, celle-ci fut utilisée dans un premier temps sans réflexion d'ordre méthodologique et épistémologique. De quelle manière la photographie s'inscrit-elle dans le discours et la méthode des sciences humaines ? Il semble intéressant non seulement d'apporter un éclairage historique sur les usages de la photographie en sociologie et anthropologie, mais aussi de mentionner quelques travaux de photographes dont la sensibilité peut être qualifiée de sociologique. Margaret Mead et Gregory Bateson, puis John et Malcom Collier aux Etats-Unis sont fondateurs d'une méthode dont s'inspirent plusieurs auteurs en France depuis les années 1990. Il s'agit de considérer la photographie comme un instrument de recherche à part entière intégré à toutes les phases de processus d'investigation d'un terrain. J'exposerai ainsi, d'un point de vue empirique l'intérêt d'un croisement de regards à partir de diverses approches dont quelques extraits de mes travaux sur les femmes juives tunisiennes et les cafés de Belleville.

CONTER Bernard (b.conter@iweps.be)

Attaché scientifique / IWEPS

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 6)

Changements des représentations et innovations dans le domaine des politiques de l'emploi : l'influence du contexte de crise en Wallonie

Nous nous intéresserons dans cette communication aux effets de la crise sur les discours et les politiques en Région wallonne. Le choix de ce niveau d'analyse peu habituel des approches cognitives des politiques publiques se justifie d'un double point de vue. D'une part, les régions de Belgique disposent de compétences autonomes importantes en matière d'économie et d'emploi. D'autre part, les institutions, traditions et rapports de force en Wallonie présentent certaines caractéristiques qui contribuent au maintien de certains traits d'un référentiel de type social démocrate et à leur coexistence avec des caractéristiques plus libérales des objectifs des politiques de l'emploi. S'intéresser au référentiel sectoriel des politiques de l'emploi demande d'investiguer de nombreux forums et arènes pour deux raisons : d'une part, certaines politiques en application en Wallonie relèvent de la concertation sociale ou de politiques du gouvernement fédéral ; d'autre part, les arènes fédérales sont investies pour partie par les acteurs wallons. Dans un premier temps, nous mettrons en évidence la manière dont la crise a affecté l'emploi en Wallonie, en soulignant en particulier le rôle de mesures de préservation de l'emploi, puis nous analyserons les réponses politiques à la crise, en nous intéressant tant aux discours qu'aux réalisations. Enfin, nous discuterons du caractère innovant des mesures adoptées et des éventuelles inflexions subies par le référentiel dominant.

Auteur non communicant : Valérie Vander Stricht

CONTRERAS JOHANA (johanacontreras@hotmail.com)

Doctorante / Université Bordeaux Segalen

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Les expériences d'inégalité scolaire au Chili et en France : qu'est-ce que ces expériences révèlent de l'injustice des systèmes éducatifs ?

Les inégalités sociales à l'école ont constitué le sujet prédominant de la sociologie de l'éducation abordé davantage sous l'angle du paradigme distributif. Ainsi, les travaux se consacraient à l'étude de l'influence de l'origine sociale sur les résultats scolaires et de l'impact des résultats scolaires sur les positions sociales. Au cours des dernières années les auteurs commencent à privilégier une perspective ascendante –de l'acteur au système- afin d'étudier les inégalités à l'échelle de l'expérience des individus. Inscrite dans cette dernière perspective, cette recherche se propose d'étudier les inégalités à partir des expériences des acteurs ainsi que d'examiner les rapports entre ces expériences et les caractéristiques des systèmes éducatifs. Il s'agit d'une étude comparative des expériences des lycéens en France et au Chili. Ces systèmes éducatifs présentent des grandes différences cependant ils se ressemblent en termes de prégnance des inégalités. C'est pourquoi ils constituent deux formules distinctes de reproduction des inégalités donnant lieu à des expériences différentes. Cette communication sera consacrée à la présentation de la problématique de recherche, de la méthodologie et des résultats préliminaires émanant d'un premier rapprochement de données. Ces premières appréciations conduisent à une réflexion autour des tensions entre les principes de justice émergeant des rapports entre les conditions des systèmes éducatifs et les expériences des acteurs.

CONVERT Bernard : voir à **DEMAILLY Lise**

CORDELLIER Maxime : voir à **DOBRE Michelle**

CORDIER Marine (cordiermarine@yahoo.fr)

Maître de conférences / CERSM

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

Du geste à la parole : la rhétorique professionnelle des artistes de « nouveau cirque »

Si la référence à la création apparaît centrale dans de nombreux mondes de l'art, elle a constitué dans le cas du cirque un élément déterminant dans la construction d'une rhétorique professionnelle spécifique à un courant esthétique. En se revendiquant d'une démarche de création d'œuvres singulières, certains artistes ont pu définir une identité esthétique qualifiée de « nouveau cirque », et obtenir ainsi une reconnaissance publique de la part des institutions culturelles, qui leur faisait défaut jusque-là. Cependant l'affirmation d'un discours sur la création, qui peut sembler banale pour les autres arts du spectacle, s'avère plus problématique dans le cas du cirque, « art sans paroles » où le geste prime sur le verbe, et où les artistes sont traditionnellement peu enclins à faire de longs discours sur leur activité. On se propose dans cette communication d'étudier les modalités de construction de cette rhétorique, ainsi que ses effets sur la dynamique du groupe professionnel. La référence à la création recèle une dimension performative, permettant à ceux qui l'emploient de s'autodésigner comme des créateurs, tout en se distinguant de leurs prédécesseurs, dans un processus de légitimation. Nous chercherons à montrer comment les artistes de « nouveau cirque » ont su emprunter à la rhétorique en vigueur dans le monde du théâtre tout en s'efforçant dans le même temps de forger un vocabulaire esthétique singulier qui se présente comme spécifiquement circassien.

CORDONIER Laurent (laurent.cordonier@unil.ch)

Doctorant, assistant d'enseignement et de recherche / Université de Lausanne, Suisse

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Vers une socionomie ?

Si, à l'origine de la sociologie, on trouvait des philosophes et des sociologues confiants quant à la possibilité de découvrir des lois sociologiques (Comte, Durkheim, p.ex.), il est généralement avancé aujourd'hui qu'un tel espoir est vain, si ce n'est illusoire. Pourtant, souscrire à ce constat ne va pas sans nécessiter une révision à la baisse des prétentions de la sociologie en tant qu'entreprise scientifique. En effet, l'inexistence de théories sociologiques - comprises comme des ensembles cohérents et hiérarchisés de lois sur lesquels devraient reposer les explications sociologiques - conduit, selon moi, à un certain déficit explicatif de la sociologie et à un évident manque de cumulativité au sein de cette science. Dès lors, il n'est certainement pas inutile de poursuivre une enquête épistémologico-empirique autour de la question de la possibilité d'élaborer d'authentiques lois sociologiques. Dans ma communication, je présenterai l'état de mes recherches visant à élaborer une « socionomie » dans le cadre de laquelle le travail nomologique se situerait au niveau d'entités supra-individuelles (i.e. sociales) et qui reposerait sur une méthodologie consistant à partir de régularités potentiellement nomologiques (lois hypothétiques) ayant un faible degré de généralité, pour en induire des lois plus générales à partir desquelles il devrait être possible de déduire de nouvelles lois locales qui pourraient alors être mises à l'épreuve des faits.

CORNELOUP Jean (j.corneloup@libertysurf.fr)

MCF - HDR / Laboratoire Territoires

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 1)

Marketing culturel et consommations de produits de montagne

L'achat de produits sportifs chez les distributeurs s'inscrit dans un processus de consommation où différentes variables sociales et culturelles interfèrent. Les marques souhaitent intervenir dans ce processus en projetant les dimensions culturelles des pratiques sportives sur les produits qu'elles commercialisent. Si les dimensions techniques et financières des produits interviennent dans le processus d'achat, on ne peut sous-estimer l'ancrage des produits portés par des marques dans des univers culturels spécifiques. Notre recherche souhaite présenter les résultats d'une enquête effectuée auprès des pratiquants et des marques de montagne pour saisir l'effet de la culture dans les préférences des marques et comment les marques se saisissent du marketing culturel pour décliner leurs pratiques de promotion. Cependant, si les marques intègrent la culture sportive dans leur pratique marketing en fonction de leur positionnement, des décalages et des incohérences sont observables. L'étude des pratiques professionnelles des marketeurs culturels dévoile ces contradictions qui laissent à penser que la maîtrise de cet objet est soumise à différentes contraintes et effets institutionnels. Cette recherche s'appuiera sur une enquête par questionnaire permettant de saisir les liens entre les styles de pratique et les marques de montagne. Pour observer les pratiques professionnelles, une étude de consumer magazines et des publicités sur les lieux de vente chez Decathlon a été effectuée

CORTEEL Delphine (delphine.corteel@idhe.ens-cachan.fr)

MCF / Université de Reims - IDHE-Cachan

PELISSE Jérôme (jerome.pelisse@uvsq.fr)

MCF UVSQ / Printemps

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

Le contrat de transition professionnelle : enjeux et devenir d'une expérimentation innovante dans l'accompagnement des licenciés économiques

Ancrée dans une recherche collective portant sur le rôle de l'expertise dans les politiques sociales, la communication se centre sur l'analyse de l'activité d'agents travaillant dans le cadre de l'un des multiples dispositifs expérimentaux qui marquent la politique de l'emploi. Le contrat de transition professionnelle (CTP) incarne toutefois une expérimentation innovante et singulière, placée sous les feux de l'actualité nationale. La communication analyse l'esprit innovant de ce dispositif et son

instrumentation plus traditionnelle. Cet écart a permis aux « référents emplois » d'élaborer des pratiques d'accompagnement qui, si elles ne sont pas toutes nouvelles, s'articulent de manière innovante, entre empathie, objectivation et compréhension. L'expertise singulière des accompagnateurs tient en effet dans les manières dont ils agencent, successivement ou simultanément, ces trois dimensions tout au long de leurs interactions avec les « adhérents » du CTP. Loin d'en rester à une sociologie des professions soulignant les segmentations qui distinguent les agents entre eux ou à une pragmatique du jugement appuyée sur une sociologie de la perception, notre contribution entend alors expliquer les oscillations et les régularités des formes d'expertise au regard des conditions de cette expertise et des profils et expériences, variées et polymorphes, des conseillers emplois chargés de mettre en œuvre le contrat de transition professionnelle dans les territoires concernés.

Auteur non communicant : François Brun Ingénieur de recherche CRESPPA

CORTESERO Régis : voir à **MÉLO David**

CORTINAS Joan (joan.cortinas@csu.cnrs.fr)

Docteur associé CRESPPA-CSU / CRESPPA-CSU

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

Genèse des nouvelles formes de production des politiques sociales: Le cas des programmes européens de lutte contre la pauvreté 1975-1993.

En 1975 le Programme européen de lutte contre la pauvreté en Europe au sein de la CEE voit le jour. Ce programme ainsi que ceux qui vont lui succéder jusqu'en 1993 - date de la fin des programmes issus de cette première initiative de 1975 - inaugurent une nouvelle méthode dans la constitution des politiques sociales : le benchmarking. Nous voulons dans notre communication explorer la naissance de cette méthode pour en définir, dans un premier temps, les caractéristiques principales - essentiellement le fait que le benchmarking est synonyme de dépolitisation de la question sociale - pour, dans un second temps, esquisser quelques pistes d'explication à l'adoption de cette méthode de travail. L'hypothèse centrale étant que l'adoption de cette méthode est concomitante de la recherche du consensus - au détriment des débats « idéologiques » - comme base de fonctionnement des instances européennes dans la période considérée. Autrement dit, les logiques institutionnelles propres à la structure des instances européennes auraient un rôle à jouer dans la naissance, au sein de la CEE, des nouvelles méthodes de constitution de politiques sociales. La communication est issue d'un travail d'archives fait lors de la préparation d'une thèse doctorale sur la genèse de la lutte contre la pauvreté en Espagne à la fin des années 1970.

COSSÉE Claire (claire.cossee@gtm.cresppa.cnrs.fr)

Chercheure / CRESPPA-GTM

RT 24 Genre, Classe, Race, Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Minoritaires parmi les minoritaires. Figures contemporaines de militant.e.s roms et nouvelles technologies de la communication

Récemment, lors de leur premier congrès international, des militantes roms ont produit puis diffusé via internet, une déclaration offensive contre les violences de genre, pour le droit à l'éducation, au travail et en faveur d'un droit d'expression du « féminisme rom », utilisant pour la première fois ce qualificatif. D'autres nouvelles figures de militant.e.s issu.e.s de ces groupes ethniques minorisés émergent, interrogeant en profondeur le genre en défendant les droits et l'expression des LGBT. Cette communication vise à interroger l'utilisation des NTIC par ces minoritaires parmi les minoritaires, à partir de nos recherches relatives à des émissions audiovisuelles, blogs et réseaux sociaux (type facebook) ethnicisés développés par certaines d'entre eux/elles. Nous nous focaliserons sur les résistances des minoritaires aux discours hégémoniques ainsi que sur l'analyse des parcours individuels et des réseaux qui contribuent à faire émerger cette nouvelle expression et mise en visibilité de soi par l'utilisation d'Internet et des médias. Nous chercherons à caractériser la nature de ces résistances, la marge de manoeuvre dont elles disposent (ou pas) et les réactions qu'elles suscitent. Nous tenterons de déterminer dans quelle mesure les NTIC s'avèrent être (ou non) une base dont les minoritaires peuvent se saisir pour se constituer en sujets politiques émancipés de toute tutelle (associations d'éducation spécialisée, ONG, institutions internationales, églises...)

COSSÉE Claire (claire.cossee@gtm.cresppa.cnrs.fr)

Chercheure / CRESPPA-GTM

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Actions collectives inédites des associations tsiganes, roms et de leurs soutiens dans l'espace public (2010)

L'année 2010 a été particulière pour les «Roms», «Voyageurs» et «Tsiganes» tant du point de vue de leurs mobilisations que de la mise sur l'agenda médiatique et politique de ces populations en France. Cette communication rendra compte de deux formes d'action collective initiées par des militants issus de ces populations et leurs soutiens associatifs. Le premier visait à faire (re)connaître un pan méconnu de l'histoire de France – par conséquent absent des manuels scolaires : l'internement des «nomades» par l'administration de Vichy. Cette campagne a suscité un début de reconnaissance par l'Etat. Originale et novatrice puisqu'elle réunissait des historiens, des membres associatifs, et était parrainée par un cinéaste, elle s'est déroulée dans différents espaces, à partir de supports variés. Au moment même (été 2010) où le gouvernement français stigmatisait particulièrement ces populations, cette légitimation étatique est apparue à la fois paradoxale et primordiale. Le second objet traite des très nombreuses réactions de la part du monde militant et des intellectuels que les annonces gouvernementales estivales ont suscité. Elles ont participé à faire (re)connaître les associations tsiganes à travers les médias, des sites Internet

associatifs, des manifestations. Nous analyserons comment ces organisations se sont saisies de cette opportunité pour se rendre visibles dans l'espace public par des formes d'action collective originales et inédites.

COSSON Arnaud (arnaud.cosson@cemagref.fr)

Ingénieur chercheur / Cemagref

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

Les travailleurs de la nature : une professionnalisation en tension

En France, le développement des métiers de la nature est lié à une opposition à la bureaucratie et au recours à la technique. Pourtant, on constate aujourd'hui un mouvement d'alignement avec d'autres corps de métiers, mis en avant par les acteurs travaillant dans les espaces naturels qui témoignent de leur volonté de (se) convaincre que leur activité constitue un « vrai métier ». Notre propos n'est pas de pointer les inachèvements du mouvement de mise en profession de la nature par rapport à un modèle de professionnalisation théorique et linéaire. Il est de montrer que la professionnalisation des métiers de la nature s'est construite précisément sur une tension entre rationalisation et résistance à la rationalisation, entre alignement sur les standards d'autres professions et maintien d'une spécificité. Elle constitue à ce titre une forme de professionnalisation paradoxale dont l'inachèvement ou les tensions sont constitutifs. Nous illustrerons cela à trois niveaux : les conditions de l'engagement dans le métier qui témoignent d'une tension entre codification, formalisation d'une expertise et mise en avant de la passion ; les figures professionnelles récurrentes qui font apparaître des tensions entre l'identité d'expert naturaliste et l'identité de médiateur ; et les pratiques concrètes au travail, qui montrent une exigence de maintien de la proximité au terrain et aux êtres de nature, en tension avec l'essor de la technicisation et de la managérialisation

Auteur non communicant : Céline GRANJOU sociologue au Cemagref. Isabelle MAUZ sociologue au Cemagref

COSTECHAREIRE Céline (c.costechareire@yahoo.fr)

Doctorante / Centre Max Weber UMR 5283

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Les couples lesbiens et leur habitat : Une analyse des organisations conjugales par les décorations intérieures

Les couples présentent de nos jours des modes de fonctionnement disparates. On observe, en effet, des unions « sur mesure » qui se caractérisent par la diversité des styles d'interactions conjugales qu'elles mettent en scène. L'étude des unions hétérosexuelles révèle des manières de faire couple tantôt proches, tantôt distancées des modèles les plus « traditionnels » ou au contraire des modèles les plus « modernistes ». Alors que les unes se structurent autour d'une répartition stricte des tâches entre conjoints, les autres se caractérisent par davantage d'échanges et de négociations. La dimension sexuée de la répartition des tâches et des rôles, prégnante dans le premier cas de figure, se présente moins influente dans le second. Qu'en est-il au sein des couples lesbiens ? Comment ces unions de même sexe trouvent-elles à s'organiser ? Se caractérisent-elles, à l'instar des couples hétérosexuels les moins traditionnels, par une propension plus grande aux négociations et à l'interchangeabilité des rôles au sein de l'espace domestique ? En mobilisant quelques résultats de notre thèse en cours, nous proposons de répondre à ces questionnements par une analyse des logiques qui orchestrent les choix et les prises d'initiative en matière d'agencement et de décoration au sein de l'habitat des couples lesbiens.

COSTEY Paul (paul.costey@gmail.com)

Doctorant / Centre Maurice Halbwachs, ETT

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 15)

Socialisation, générations ouvrières et mobilité à la Société Métallurgique de Normandie

Cette communication étudie les parcours d'enfants d'ouvriers de la Société Métallurgique de Normandie durant les années d'après-guerre jusqu'à sa fermeture au début des années 1990. Grâce à des entretiens réalisés auprès d'anciens salariés et à une analyse d'un échantillon du fichier du personnel de l'entreprise, on peut retracer les mobilités spatiale et professionnelle de cette population. Parmi les anciens salariés, on compte un grand nombre de jeunes hommes dont les parents ont travaillé dans l'usine et qui ont bénéficié en priorité de la politique de formation via l'école d'apprentissage, voie royale de la promotion professionnelle ; d'autres, au contraire, ont grandi à l'écart de ce système paternaliste. Avec les difficultés qui frappent le secteur sidérurgique et le désengagement progressif des propriétaires, à partir des années 1970, le processus de reproduction de la main-d'œuvre se trouve enrayé. On observe alors de nouvelles formes de mobilité centrifuges, constituant un révélateur très intéressant des anticipations d'insertion ou de reconversion professionnelle. La comparaison des trajectoires d'insertion des différentes générations ouvrières se fondera sur l'hypothèse d'une socialisation différenciée, fonction de la plus ou moins grande proximité avec l'univers usinier.

COURDURIÈS Jérôme (jcourduries@gmail.com)

Post-doctorant / Centre Norbert Elias

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Ce que le temps fait à la sexualité dans les couples gays

Le sentiment amoureux modifie la perception du risque du sida, détermine en partie le sens donné à la sexualité, brouille les attitudes en matière de prévention. La perspective d'un avenir commun qui semble inhérente aux formes d'officialisation et d'institutionnalisation de la relation conjugale est à mettre en relation avec des transformations qui s'opèrent dans la forme de la sexualité, le sens qui lui est donné et le rôle qu'elle joue. Les couples gays ne sont pas plus imperméables au temps que les autres. Du point de vue de la sexualité, et des pratiques sexuelles au sein du couple, le temps qui passe semble opérer un

double mouvement d'innovation et de cristallisation. Les témoignages recueillis permettent de distinguer au moins trois temps dans la sexualité intra-conjugale : le temps de la découverte, le temps de l'exploration, le temps de routine. Par ailleurs, parmi les hommes interviewés, beaucoup ont une sexualité avec d'autres hommes que leur compagnon. Malgré cela l'exclusivité sexuelle reste une norme influente et détermine notamment le silence sur le détail des rencontres extra-conjugales. Sur ce point, les années qui passent semblent pour quelques uns dédramatiser l'extra-conjugalité. Les analyses présentées ici s'appuient sur une enquête qualitative menée, dans le cadre d'un post-doctorat financé par Sidaction, auprès d'hommes se reconnaissant dans l'expression « en couple avec un autre homme ».

COURNIL Christel (christelcournil@yahoo.fr)

MCF droit public / Université Paris 13

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)

De la mise à l'agenda des migrations environnementales aux propositions de nouveaux droits : Recherches sur l'émergence de protections juridiques

Les États, les organisations internationales, la société civile, les politiques, les chercheurs, les populations touchées produisent des savoirs, des propositions d'actions pour protéger les déplacés de l'environnement. Ils participent ainsi à la mise à l'agenda de la thématique au plan scientifique, politique et doctrinal mais ils contribuent également à l'émergence encore embryonnaire de cette dernière sur la scène internationale. Par exemple, peu après le Plan d'action climat adopté à Bali en 2007, la thématique des déplacements climatiques est entrée discrètement dans le cercle des discussions internationales sur le climat. De même, depuis 2008, un travail collaboratif scientifique s'est également engagé au sein du Groupe de travail informel d'organisations internationales ou onusiennes spécialisées avec le HCR, le Haut représentant des Nations Unies aux personnes déplacées internes, l'OIM, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés, l'OCHA et le Comité permanent inter agence, etc. Par ailleurs, dans les milieux scientifiques, des propositions juridiques doctrinales ont émergé depuis quatre ans et forment aujourd'hui ce que l'on pourrait appeler une sorte de « lobbying normatif » visant à la formalisation d'une gouvernance sur la gestion des migrations environnementales. Cette communication se propose d'analyser les diverses propositions de protections qui ont été jusqu'ici débattues. La pertinence et la faisabilité de ces pistes juridiques seront interrogées.

COURTOIS Aline (courtoisaline@gmail.com)

Doctorante / Paris 1 / university college dublin

GT 42 Sociologie des élites Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

Growth into privilege : l'apprentissage des positions dominantes dans les collèges privés irlandais.

L'absence de carte scolaire et l'autonomie relative des établissements (pour la plupart privés) en matière de recrutement encouragent une forte ségrégation religieuse et sociale des élèves du primaire et du secondaire. L'Irlande dispose de surcroît d'un système d'écoles privées et payantes offrant aux élites fortunées un cadre et des conditions d'apprentissage privilégiés, et garantissant surtout l'entre-soi et l'accumulation de capital social. Basée sur une enquête menée dans les plus prestigieuses de ces écoles, cette contribution aborde premièrement les processus de sélection de ces établissements, processus favorisant à l'extrême la concentration de capital économique et social et laissant souvent de côté les critères scolaires. Elle explore ensuite les formes de sociabilité et les dispositions culturelles véhiculées au quotidien dans ces écoles, qui encouragent une familiarisation progressive des élèves aux positions dominantes. Cet apprentissage passe par l'acquisition de la confiance en soi, d'un rapport particulier à la hiérarchie (respect / proximité), à l'autre (distance / familiarité), ainsi que par la promotion de liens forts et d'une importante loyauté à l'égard du groupe constitué par les élèves et leurs familles. L'identité collective ainsi construite permet l'entretien de réseaux sociaux ainsi que des pratiques professionnelles et matrimoniales qui assurent à long terme la fermeture des élites et la continuation de leur domination.

COUSIN Bruno (bruno.cousin@univ-lille1.fr)

Maître de conférences / Université de Lille 1 (CLERSÉ - UMR 8019)

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

Renouveau de la critique et islamophobie. Le cas italien d'Oriana Fallaci

La journaliste-écrivain italienne Oriana Fallaci (1929-2006), à l'instar de nombreux autres hérauts de la critique islamophobe du début du 21^e siècle, clamait le caractère iconoclaste de ses essais contre les musulmans, leur rupture avec l'idéologie dominante, et dénonçait la censure dont ils auraient fait l'objet ; tout en bénéficiant d'un lancement médiatique parmi les plus vastes de l'histoire de l'édition italienne, de nombreux appuis explicites dans le champ intellectuel, d'une reconnaissance institutionnelle bipartisane au sein des élites politiques, et d'un succès qui amena ses ouvrages en tête des ventes – tous genres confondus – durant la période 2001-2005. Notre communication, qui s'inscrit dans une recherche sur les origines, les modalités et les effets du magistère intellectuel que Fallaci exerça durant cette période au sein de l'espace public italien, détaillera comment cette nouveauté revendiquée de ses thèses et sa posture prophétique ont contribué à ce succès. Lui permettant notamment de cumuler les marques de toutes les formes d'engagement : de figurer une position totale qui, faisant coexister en un même individu toutes les positions dominantes du champ intellectuel, annule la possibilité même du jeu (de la critique et de l'expertise, c'est-à-dire de la controverse) au sein de celui-ci ou – plus exactement – au sein de ce que le lecteur qui a adopté le point de vue de ses livres s' imagine dès lors être le débat public et sa composante intellectuelle.

Auteur non communicant : Tommaso Vitale Associate professor Sciences Po (CEE).

COUTANT Isabelle : voir à **EIDELIMAN Jean-Sébastien**

COUTO Marie-Paule (marie-paule.couto@ensae.fr)

Doctorante - Allocataire de recherche / LSQ-CREST-INSEE / ERIS-CMH-CNRS

RT 20 Méthodes Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

Identifier les « pieds-noirs » dans la statistique publique Précautions méthodologiques nécessaires à l'étude d'un groupe minoritaire

L'objectif de cette communication est de réfléchir aux précautions méthodologiques nécessaires à l'étude d'un groupe minoritaire dans la statistique publique. Un exemple va être présenté : celui des « pieds-noirs ». L'insertion économique de cette population a été étudiée, mais les statistiques proposées sont lacunaires. Ces travaux quantitatifs sont en effet limités dans le temps et dans l'espace. En outre, ils demeurent partiels car il est difficile d'identifier les « pieds-noirs » dans la statistique publique. Le chercheur qui se prête à cet exercice rencontre trois problèmes. Le premier renvoie à l'imprécision de la définition même de « pied-noir ». Le second a trait à l'absence de catégorie ethnique dans les données françaises. Le dernier tient à la nature des incohérences dans la déclaration de la nationalité et du pays d'origine des individus. Après être revenus dans un premier temps sur ces difficultés, nous montrerons pourquoi l'Echantillon Démographique Permanent de l'INSEE est la seule base de données qui, par les variables qu'elle contient et le suivi individuel qu'elle autorise, permet de les résoudre. Nous verrons, enfin, comment et dans quelle mesure, le sociologue peut grâce à ce fichier mettre en œuvre une méthodologie rigoureuse d'identification de ce groupe.

CRASSET Olivier (olivier.crasset@univ-nantes.fr)

Doctorant / Cens (centre nantais de sociologie), Université de Nantes

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

rapport des forgerons contemporains aux techniques modernes

Pratiquement disparus dans les années 1980, les métiers de la forge connaissent un regain d'activité. Les années 1990 ont vu l'apparition d'une catégorie de forgerons issue de la mouvance du néo-artisanat. Selon leur éthique, l'objet idéal est réalisé en maîtrisant l'ensemble du processus de production et en respectant les techniques d'une période historique de référence. Intégrer de nouvelles technologies crée un conflit entre les valeurs de type vocationnel qu'ils défendent et celles du monde marchand. Trois attitudes ont été observées face à des techniques comme la soudure électrique et la découpe au laser (procédé de fabrication en série par un sous-traitant). Une minorité refuse tout compromis et mise sur le fait que l'emploi assidu des techniques manuelles peut rendre acceptable la différence de rentabilité entre les modes manuels et mécanisés. Une autre possibilité est d'accepter l'emploi d'une technique à condition qu'elle soit une étape intermédiaire dans le processus de fabrication et qu'elle soit rendue invisible. La troisième attitude consiste à revendiquer l'emploi de la technique comme un outil d'expression de la créativité. En définitive, l'emploi d'une technique moderne est acceptée dans la mesure où elle ne risque pas d'assimiler l'objet fabriqué à un produit industriel et que l'artisan peut y imprimer la marque de sa personnalité. Entre les exigences de rentabilité et celles des clients, l'enjeu est de parvenir à préserver sa vocation.

CUENOT Marie (mariecuenot@yahoo.com)

Ingénieure d'études, doctorante / EHESP, Santésih

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Handicap et société inclusive : quelles représentations dans les dessins animés à destination des enfants ?

Cette communication rend compte des réflexions menées dans le cadre d'un travail de doctorat qui s'intéresse aux représentations audiovisuelles du handicap à destination des enfants. Face à un discours politique qui, afin de lutter contre la stigmatisation des personnes dites handicapées, contient la vision d'une « société inclusive » et si l'on reconnaît aux médias une part d'influence sur les représentations sociales que se construisent les enfants en particulier, on peut s'interroger en effet sur les mises en scène de la place accordée aux personnages ayant une déficience dans des séries animées produites en France et à destination du jeune public. Cette présentation se centrera sur un des axes de travail retenus, à savoir une analyse des discours tenus en France par différents acteurs, associatifs entre autres, à propos de l'inclusion des personnes dites handicapées dans les médias, discours qui s'organisent autour de deux questions principales : comment rendre visibles les personnes concernées dans des supports de communication de masse et comment dépasser les représentations stéréotypiques du handicap identifiées dans différents types de supports médiatiques ?

CUNEGATTI Hugues (hugues.cunegatti@univ-nantes.fr)

Chercheur / Ifsttar/DEST, CENS

RT 30 Sociologie de la gestion Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D16)

Management par les indicateurs de performance et agents du service public. Quels effets la Loi organique relative aux lois de finances produit-elle ? Le cas des inspecteurs du permis de conduire.

En France, la nouvelle gestion publique a modifié le contrôle des finances avec pour but de baisser les coûts de fonctionnement de l'administration et d'améliorer la qualité du travail. Une sociologie des agents du service public (à partir du cas des inspecteurs du permis de conduire) rend compte des conséquences de la Loi Organique relative aux Lois de Finances. Cette loi donne un nouveau cadre à la gestion des finances publiques de l'État en fixant des objectifs de performance et de résultats dans l'administration là où, auparavant, s'exerçaient des objectifs de moyens. Ceci a pour effet de transformer le service public, notamment en recomposant les valeurs et pratiques des agents, principalement en créant des indicateurs de performance et en

prenant le fonctionnement du secteur privé pour référence. Ce processus correspond à une forme d'acculturation passant nécessairement par la transformation du management public. Le nouveau mode de gouvernance introduit par la LOLF génère, de fait, la mesure de la performance des administrations et des dépenses publiques. Dans le même temps, par un effet circulaire, il modifie la culture des agents du service public. Cette conversion culturelle contribue à renforcer l'existence d'une nouvelle logique du travail. Il faut par conséquent comprendre qu'il s'agit d'un processus de redéfinition du service public, cette redéfinition générant une crise des représentations et des pratiques de ses agents.

CUNEGATTI Hugues (hugues.cunegatti@univ-nantes.fr)

Chercheur / Ifsttar/DEST - CENS

RT 34 Sociologie politique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

Le contrôle-sanction automatisé (radar) : un instrument d'action publique qui redéfinit les rapports entre puissance publique et citoyens en symbolisant une obéissance/surveillance absolue.

L'action publique de lutte contre l'insécurité routière a principalement pris pour moyen l'usage du « contrôle-sanction automatisé » (CSA). Par le système de la chaîne automatisée depuis le constat de l'infraction de la route jusqu'à l'établissement de l'amende ou du délit, le CSA (autrement dit le « radar automatique ») a eu un double effet. Premièrement, celui de faire « rentrer dans le rang » des forces de l'ordre dorénavant sans prise sur l'établissement de la sanction – et éventuellement son détournement – donc en donnant l'image d'un État exemplaire. Deuxièmement, celui d'afficher la marque d'un État intraitable contre l'insécurité. En contrôlant la route, l'État impose cet espace public comme un idéal social grâce à une action politique audacieuse qui protège les acteurs sociaux contre eux-mêmes, et pour leur plus grand bien ; le « zéro accident » amenant facilement à son pendant : la « tolérance zéro », dont le CSA est l'instrument privilégié. En devenant l'outil d'un programme d'action publique, l'instrument « radar » renvoie à plusieurs dimensions du politique et du social, ainsi qu'à une orientation axiologique, à des finalités visibles ou plus masquées d'une politique publique. Symbole du « vivre ensemble », la circulation routière est dorénavant vue comme le laboratoire d'un État qui contrôle un domaine exemplaire de la vie en société, domaine dans lequel il redéfinit les rapports entre puissance publique et citoyens.

CUNY Cécile (cecile.cuny@laposte.net)

Post-doctorante, contractuelle / CRESPPA-CSU / Université Paris 8

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Enquêter sur les rapports au quartier : quatre apports du portrait photographique posé

Cette communication présente le dispositif de prise de vue que j'ai mis au point dans le cadre d'une enquête ethnographique sur les rapports au quartier dans le grand ensemble de Marzahn, à Berlin-Est, entre 2005 et 2007. Ce dispositif consiste à photographier les personnes associées à l'enquête dans un lieu du quartier qu'elles ont choisi. Les photographies sont réalisées à la chambre grand format. Dans la mesure du possible, je n'ai pas donné d'indications sur la façon dont les personnes devaient poser. Elles pouvaient tester le résultat de la prise de vue à partir d'épreuves polaroid intermédiaires. Cette contribution présente quatre apports du dispositif de prise de vue adopté pour mon enquête : 1/ la photographie saisit et restitue l'expérience de ma rencontre avec les personnes photographiées et permet d'impliquer émotionnellement les destinataires futurs de l'enquête dans cette rencontre ; 2/ l'usage de la photographie m'a permis d'accéder plus facilement à certaines situations d'observation (usages individuels du logement) ; 3/ le dispositif de prise de vue utilisé saisit les dimensions familières du rapport au quartier qui échappent à l'entretien ou à l'observation ; 4/ les photographies produites offrent une image plus contrastée et diversifiée d'un quartier habituellement stigmatisé par les médias. Ma communication s'appuiera sur le commentaire d'une série de dix portraits tirés de mon enquête.

DAGIRAL Eric (eric.dagiral@univ-paris-est.fr)

Chercheur / LATTS / université Paris-Est

PEERBAYE Ashveen (ashveen.peerbaye@univ-mlv.fr)

Maître de conférences / LATTS / Université Paris-Est

RT 29 Sciences et techniques en société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

L'émergence des maladies rares au prisme de la production scientifique : classifications biomédicales et cartographie des réseaux

Nous proposons une caractérisation de l'espace de production scientifique sur les maladies rares à partir d'une analyse scientométrique attentive à l'émergence de la notion de "rareté". Nous nous attachons à rendre compte des types de domaines concernés (génétique, neurologie, oncologie, chirurgie, etc.), des proximités socioépistémiques, des collaborations et de leurs dynamiques, ainsi que des évolutions des propriétés des réseaux. Cette analyse permet de pointer l'impact du travail sociopolitique (Huyard, 2009) de construction d'une catégorie sur les agendas et les pratiques de recherche, et sur les modes de problématisation et de représentation de classes de maladies. Ce travail participe au projet que nous avons de rendre compte de ce que nous appelons le "life and work of a boundary object", aux côtés de matériaux ethnographiques que nous récoltons par ailleurs au fil de notre enquête. Les orientations théoriques retenues s'inscrivent dans une sociologie des sciences et des techniques attentive au caractère performatif des activités de catégorisation et de classification (Bowker, Star, 1999), ainsi qu'à l'utilisation de méthodes quantitatives pour la cartographie des réseaux de collaboration scientifique dans les sciences biomédicales (Bourret et al., 2006 ; Cambrosio et al., 2006).

DAGNES Joselle (joselle.dagnes@unito.it)

PhD / Dipartimento di scienze sociali- Università di Torino

RT 26 Réseaux Sociaux Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 5)

Réseaux d'entreprises face à l'innovation institutionnelle: le cas des sociétés cotées à la Bourse d'Italie (1987-2007)

La communication présentée se propose de reconstruire ce qui arrive à un réseau social inter-organisationnel très stable dans le temps lorsque la législation de référence est bouleversé en raison d'une significative innovation institutionnelle. Le cas examiné est celui des sociétés cotées à la Bourse italienne entre le 1987 et le 2007, une période au cours de laquelle le cadre normatif a été modifié sensiblement par l'introduction de la loi sur la concurrence, par le processus de privatisation et par la réorganisation globale des règles pour les marchés financiers. L'étude décrit le système de relations personnelles et financières existants entre entreprises, en observant les liens sociaux à partir du réseau d'administrateurs et de l'actionnariat. L'hypothèse proposée est que les contraintes majeures à entretenir des liens financiers, découlant des nouvelles lois, favorisent la création des liens personnels (interlocking directorates), en raison d'un effet compensatoire. L'analyse empirique réfute cette hypothèse, montrant que, contrairement à ce qui était prévu, dans la période considérée il y a un envol du nombre des liens financiers face à un effondrement de celui des liens personnels. En conclusion, une tentative d'explication de ce phénomène inattendu sera présentée.

DAHMANI AHMED (dahmani20@voila.fr)

Doctorant / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe Strasbourg

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

La pluralité biographique pré-migratoire et les formes d'appartenance collective en immigration. Le cas de l'implication militante kabyle à Montréal

L'analyse des parcours migratoire kabyles au Québec montre comment les ressources du capital biographique pré-migratoire structurent leurs modes d'appartenance collective à Montréal, où la majorité s'y est établie. Par ressources biographiques, nous entendons les formes d'implications et d'engagement personnels pré-migratoires dans la vie, sociale, politique, associative, syndicale, professionnelle, sportive, culturelle et familiale. L'analyse des récits de départ explicite justement comment cette pluralité de parcours réactive le sentiment militant et mène à l'implication collective sous forme d'appartenance citoyenne et communautaire chez les kabyles installés durant les vingt dernières années. Les logiques suivies dans les parcours de continuité de la carrière militante au Québec ne peuvent se saisir qu'à partir des ressources subjectives de l'individu collectif que la Kabylie a fabriqué à savoir l'héritage revendicatif identitaire kabyle, la socialisation politico-associative et enfin le devoir d'implication citoyenne. Par ailleurs, ces ressources permettent également de comprendre les processus de reconstruction des identités collectives et individuelles comme modes de désignation communautaire et sociétaire à Montréal. L'idée de double volonté d'appartenance révèle le choix du modèle de société dans laquelle chacun aimerait vivre, en optant soit pour le modèle multiculturel canadien ou interculturel québécois.

DAHO Grégory (gregda@free.fr)

Doctorant / Université Panthéon Sorbonne / IRSEM

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 8)

Engagements individuels, mobilisations collectives et transformations organisationnelles au sein des armées françaises. Le cas de l'émergence du groupe civilo-militaire (CIMIC).

Gestion de crise, interarmisation, professionnalisation : le secteur de la Défense a connu de profondes transformations ces vingt dernières années. Dans une perspective microsociologique, en s'appuyant empiriquement sur l'émergence de la fonction CIMIC au sein des armées françaises, cette communication, vise à offrir une alternative aux explications traditionnelles et hégémoniques de ce « changement ». L'analyse biographique par cohorte permet de contextualiser les choix de carrière et les engagements individuels, dès les années 1970-80, des futurs membres du groupe CIMIC, notamment pour déconstruire l'illusion étiologique du basculement post-bipolaire. Ensuite, l'analyse des mobilisations collectives au sein - et en dehors - de la Défense, permet de comprendre, à l'opposé de certaines tendances homogénéisantes des études institutionnelles, en quoi la cristallisation des tensions entre secteurs sociaux pour le contrôle de la fonction, constitue le principal moteur de la trajectoire du civilo-militaire en France.

DALIBERT Lucie (L.Dalibert@gw.utwente.nl)

Doctorante / Université de Twente (Pays-Bas)

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Normativités et anthropotechnologies : L'enchevêtrement des corps, des biotechnologies et des rapports de pouvoir

Cette communication se propose d'interroger l'entremêlement des corps, des (bio-) technologies contemporaines et des rapports de pouvoir à l'heure où les innovations technologiques dans le domaine biomédical, se faisant anthropotechnologies, ouvrent la perspective d'amélioration ou d'augmentation humaine (human enhancement) et semblent revisiter la définition de l'humain. C'est à partir de deux cas d'étude pris au sein du génie biomédical, celui de l'ingénierie prothétique et celui de l'ingénierie tissulaire, que nous interrogerons les conceptions de l'humain telles qu'elles émergent dans les pratiques et discours technoscientifiques. Par ailleurs, c'est en opposition avec la configuration actuelle du débat sur la question de l'augmentation humaine – tout particulièrement dans les pays anglo-saxons où il s'est cristallisé sur l'opposition entre transhumanistes et bioconservateurs – que cette communication se situe. Nous appuyant sur un cadre théorique et méthodologique a-moderniste et

posthumaniste, il s'agit de comprendre comment les corps et l'humain sont matérialisés dans le domaine du génie tissulaire et prothétique. En replaçant les corps dans le faisceau de forces et de processus matériels-discursifs dans lesquels ils sont pris et en retraçant leurs intra-actions avec les technologies issues du génie biomédical, les procédés par lesquels les corps sont portés à l'existence, différenciés, et inégalement valorisés pourront être identifiés.

DALIBERT Marion (marion.dalibert@gmail.com)

Doctorante / Laboratoire Geriico, Université Lille 3

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

L'innovation portée par les mouvements sociaux représentant les minorités ethno-raciales a-t-elle sa place dans la sphère publique médiatique ? Etude de cas: Les Indigènes de la République

En interrogeant l'accès à la sphère publique globale matérialisée par les grands médias du Mouvement des Indigènes de la République (mouvement social né en janvier 2005 qui dénonce les discriminations ethno-raciales causées par « l'idéologie coloniale » qui perdurerait dans la société française), nous comptons mettre en lumière les résistances des groupes dominants à la prise en compte des revendications portées par les mouvements sociaux représentant les minorités ethno-raciales qui luttent pour la visibilité et qui forment des « contre-publics subalternes » (Fraser, 2001). Parce que le Mouvement des Indigènes de la République a promu une identité différentialiste et désigné la communauté des citoyens français, c'est-à-dire un « Nous » partageant les mêmes normes, valeurs, croyances et identité collective, comme responsable des discriminations (alors que dans les mobilisations collectives précédentes et fortement médiatisées comme la Marche des beurs de 1983, il s'agissait d'un « Autre » ouvertement raciste qui ne respecte pas la valeur d' « égalité » constitutive de la nation française), le Mouvement des Indigènes de la République a été invisibilisé et disqualifié dans les médias, disqualification qui s'est matérialisée par l'altérisation de ses membres dans l'espace public. FRASER N. (2001) : « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement » in *Hermès* n°31. p. 125-156.

DALLE-NAZÉBI Sophie (sophie.dalle-nazebi@websourd.org)

Sociologue / WebSourd

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D20)

Les espaces et réseaux d'une combinaison d'innovations. La vie de laboratoire d'un mouvement social.

Si le phénomène de spécialisation des recherches conduit à étudier séparément et avec différents concepts les nouveaux mouvements sociaux, la structuration de lignes de recherches, l'organisation du travail en laboratoire, le développement de formations universitaires et celui d'activités économiques ou de TIC, ces processus peuvent pourtant être structurellement articulés entre eux. Nous décrivons ce type de dynamique à travers le développement de recherches linguistiques sur les langues des signes pratiquées par les sourds. Nous rappellerons en quoi concevoir ces langues comme un objet d'étude des sciences du langage est une innovation, de même que la manière de les étudier. Nous montrerons ensuite l'importance du « mouvement sourd » (Mottez) dans ce travail conceptuel et graphique. Nous mettrons en évidence qu'avant d'être dans des « laboratoires en réseau » (Callon), les chercheurs ont investi les nouveaux espaces associatifs de rencontres et d'expérimentations sociales créés par cette mobilisation, qui fut leur « réseau-laboratoire » (Dalle-Nazébi) durant 10 ans, avant que ces lignes de recherche ne soient institutionnalisées à travers des équipes et des formations universitaires. Nous montrerons enfin que ces dernières prennent appui de manière décisive sur les « systèmes scientifiques locaux » (Grossetti) que ces précédentes mobilisations ont créés. L'intérêt de cette étude de cas est d'articuler différents types d'innovation mais aussi plusieurs cadres théoriques.

DALLE-NAZÉBI Sophie (sophie.dalle-nazebi@websourd.org)

Sociologue / WebSourd

HÉNAULT-TESSIER Mélanie présence à confirmer (melanie.henault-tessier@websourd.org)

Doctorante / Laboratoire PACTE

RT 29 Sciences et techniques en société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 4)

Les processus d'engagement de l'innovation. Les services d'urgence à l'épreuve de l'accessibilité.

Il est aujourd'hui admis par les sociologues que l'innovation est avant tout un processus et que celui-ci est inextricablement social et technique. Certains projets, comme ceux visant l'accessibilité des services publics, tendent cependant à être pensés comme des innovations techniques au service d'une mission sociale. L'accessibilité serait un pont à construire dans un paysage restant inchangé. À travers l'analyse d'un projet européen d'accessibilité des appels d'urgence pour les personnes ne pouvant téléphoner, nous montrerons que des transformations sociales, culturelles et politiques sont en jeu dans toutes les phases d'un tel projet. En effet, il est le lieu d'apprentissages croisés, contribue au développement de nouveaux métiers et bouscule les pratiques communicationnelles et organisationnelles. S'il est pertinent d'étudier les processus d'intéressement (Callon) qui contribuent à la création des réseaux de l'innovation, il l'est également de prendre en compte les processus d'engagement (Becker) permettant aussi bien de comprendre les résistances à l'innovation que l'originalité même de celle-ci. Nous montrerons en effet comment peuvent être engagées et négociées, dans un registre technique, la transformation des rapports entre les différents acteurs concernés et la redistribution des places et des compétences de chacun, questionnant ainsi au cœur du projet les modalités de gestion de l'altérité et la définition même de l'accessibilité.

DALUD-VINCENT Monique (Monique.vincent-dalud@univ-lyon2.fr)

Maître de conférences / MEPS-Centre Max Weber

RT 20 Méthodes Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO TD19)

Analyse textuelle et analyse de réseaux : Exemple du traitement d'une base de données bibliographiques à l'aide des logiciels Alceste et Pajek

Dans le cadre d'une recherche sur « les politiques de la mesure » en éducation, nous avons construit une base de données bibliographiques. L'objectif poursuivi était de mettre en évidence différentes communautés épistémiques, d'objectiver leur configuration en réseaux à l'échelle européenne et internationale afin de montrer plus largement l'importance qu'elles prennent dans l'orientation des systèmes éducatifs et des politiques d'éducation. Dans le cadre de l'enquête empirique, nous nous sommes limités à trois domaines d'expertise : la recherche internationale sur l'école efficace (school effectiveness), la théorie économique du capital humain, les comparaisons internationales de résultats des élèves. Nous montrons en quoi l'analyse textuelle et l'analyse de réseaux sont complémentaires pour mettre en évidence différents groupes issus d'une base de données bibliographiques et pour construire les réseaux de co-publications correspondants. Les logiciels Alceste et Pajek, mobilisés sur un ensemble de 5.000 références, ont permis d'objectiver les différentes communautés épistémiques ainsi que les liens intra- et inter-communautés entre experts et décideurs politiques. BIBLIOGRAPHIE Dalud-Vincent M, Normand R (2011) Analyse textuelle et analyse de réseaux : Exemple du traitement d'une base de données bibliographiques à l'aide des logiciels Alceste et Pajek. Bulletin de méthodologie sociologique 109 : 20-38.

Auteur non communicant : Romuald Normand IFE-ENS Lyon

DAMAMME Aurélie (adamamme@yahoo.fr)

ATER / Université Paris 8

DUNEZAT Xavier (dunezat.xavier@wanadoo.fr)

Enseignant-Chercheur / CRESPPA-GTM

MOUJOU Nasima (nasimamoujoud@yahoo.fr)

LAHRA / Université de Grenoble

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH TD3)

Discuter des usages sociologiques de la problématique genre-classe-race au sein du RT 24 : retour sur deux ans d'échanges

Depuis le dernier Congrès de l'AFS (2009), le RT24 a organisé plusieurs séminaires afin de discuter des usages sociologiques de la problématique « genre – classe – race », en tant qu'orientation innovante du paradigme de la sociologie des rapports sociaux. Le Congrès de Grenoble constitue une occasion de faire un bilan de ce travail collectif sur l'articulation des rapports de domination et de le soumettre à une discussion élargie. Au cours de ce travail, plusieurs questions théoriques ont en effet (ré)émergé. Par exemple : comment ne pas hiérarchiser les rapports sociaux au moment de théoriser ? Dans quelle mesure la classe est-elle aujourd'hui davantage éludée ? L'âge est-il un rapport social comme les autres ? Mais des questions plus épistémologiques sont aussi (ré)apparues. Par exemple : comment l'inclusion croissante de la race dans l'analyse sociologique redéfinit-elle les contours d'une socioanalyse dont il n'est plus à démontrer qu'elle est indispensable pour contextualiser la « production scientifique » des résultats ? Comment faire en sorte que les dominé-e-s ne disparaissent pas de la production scientifique sur la domination ? Enfin, les questions plus méthodologiques ont sans nul doute constitué la principale innovation de notre travail collectif. Par exemple : comment enquêter quand on articule plusieurs rapports sociaux ? Que faire de la distinction « blancs » / « non blancs » dans le travail empirique (et théorique) ?

Auteurs non communicants : Jules Falquet CEDREF Paris 7, Aude Rabaud URMIS Paris 7

DAMIAN Jérémy (jeremydamian@no-log.org)

Doctorant allocataire / EMC2-LSG

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

La sensation au pluriel L' « expérience en partage » en situation d'improvisation

La communication propose de prendre au sérieux le projet du philosophe W. James consistant à réhabiliter la dimension cognitive de la sensation, en se demandant comment elle intervient dans la qualification de l'expérience lorsqu'elle se donne en partage. En matière d'expérience sensible, la prise en charge instituée de la qualification de ce qui est vécu apparaît nécessairement problématique. La question de savoir comment nous nous accordons sur le fait que nous sommes en train de partager une expérience en commun a passionné la sociologie mais rarement en convoquant dans ses débats la « sensation ». Nous revisiterons cette question à partir d'une ethnographie de la pratique de la danse contact-improvisation effectuée auprès d'un collectif de danseurs grenoblois. Une attitude pragmatiste permettra de se pencher sur les « épreuves » que les danseurs eux-mêmes font subir à leur danse et à leurs partenaires, dans le cours même de la danse, pour qualifier et valider ce qu'il en est de ce qui est, en portant notre attention sur le rôle du corps, en situation. Le corps affecté (échanges de poids, qualité de contact, de toucher entre partenaires) fournit autant d'indices tangibles de confirmation d'un accord sur ce qui est en train d'être partagé. Accord qui se compose « dans l'instant » moins par une intersubjectivité « magique » que par les médiations corporelles composant une interobjectivité par laquelle l'expérience se donne en partage.

DAMIAN Jérémy (jeremydamian@no-log.org)

Doctorant allocataire / EMC2-LSG

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

La relation de soin par le toucher dans le « Body-Mind Centering » Education somatique ou pratique thérapeutique ?

Nous nous intéresserons à une pratique issue du champ de l'« éducation somatique » : Le Body-Mind Centering (BMC). Bien que se situant en marge des institutions de santé, cette pratique suscite de plus en plus d'engouement et séduit pour ses potentialités thérapeutiques. Proche de l'art-thérapie ou encore des psychothérapies à médiation corporelle, le BMC a à composer avec un mode d'existence paradoxale : comment se met-il à exister comme thérapeutique par ceux qui le pratique tandis qu'il n'y parvient pas aux yeux de la médecine conventionnelle ? Comment réussit-il l'épreuve de l'expérience et échoue-t-il l'épreuve légitime institutionnelle ? La communication s'intéressera à la relation problématique que le BMC entretient avec le champ thérapeutique en tentant de répondre à la question suivante : comment les pratiques issues du champ de l'éducation somatiques rouvrent-elles la question du soin et en le pensant autrement, font de l'activité thérapeutique un matter of concern non stabilisé au cœur d'une controverse qui déchaîne les passions ? La relation de soin est-elle à même de supporter l'épreuve par laquelle un « mode de vérité » (Foucault) scientifique se verrait relayé par un « mode de vérité » par l'expérience ? Comment ce relais peut-il faire déplacer la question du soin et emmener le BMC, non pas vers le charlatanisme mais vers un « faire science » (Stengers) qui renouvellerait la qualification de l'acte thérapeutique ?

DANESI Giada (danesi.giada@gmail.com)

Doctorante / EHESS et Centre de Recherche de l'Institut Paul Bocuse

WATHELET Olivier (owathelet@seb.fr)

Anthropologue R&D / Seb

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Produire et consommer les repas : ethnographie de la créativité ordinaire dans l'industrie agro-alimentaire

Partant de deux recherches conduites indépendamment au sein de l'industrie agroalimentaire (Sirha et Seb), nous montrerons de quelles façons les processus de créativité ordinaire sont à l'œuvre aux moments de la production et de la consommation alimentaire dans un contexte domestique. Respectivement, une étude s'intéresse à la commensalité chez les jeunes adultes en France, Allemagne et Espagne, par entretiens et observations ; l'autre aborde les compétences culinaires domestiques en France, par observation vidéo et entretiens d'auto-confrontation. Au-delà des singularités de chacune de nos études, notre objectif est de comprendre comment s'interpénètrent, à l'échelle de l'activité (jugement, prise de décision et usage), les sphères de production et de consommation des repas en prenant appui sur la créativité des acteurs (adaptation du cuisinier et de l'hôte aux convives, réinterprétation de la pratique culinaire des autres par la médiation de traces d'activités, etc.). Pour cela nous mettrons en avant les dimensions sociales et sensorielles des interactions entre l'Homme et l'aliment qui tendent à échapper aux typologies de consommateurs auxquelles renvoient les commandes initiales de nos travaux. Nous discuterons, d'une part, du rapport perceptif à l'aliment et d'autre part, de ce que l'aliment permet de créer en terme de relation sociale, à l'exemple d'une pizza surgelée vecteur d'intimité grâce au touché collectif dont elle est le support matériel.

DANTEUR Thibault (thibault.danteur@gmail.com)

Doctorant / IRSA-CRI LERSEM, Université Paul Valéry, Montpellier III

RT 23 Travail, activité, technique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP B)

Innovation et syncrétisme culturel dans la distribution alimentaire marocaine : l'exemple de la « Carte-Carnet » dans les épiceries « Hanouty »

Les entreprises de la grande distribution s'exportent vers de nouveaux marchés, et, transposant leurs procédés commerciaux et techniques, elles y introduisent de nouvelles façons de vendre, de choisir et d'acheter. L'arrivée d'une industrie aussi puissante provoque inévitablement de nombreux remous parmi les acteurs traditionnels de la distribution alimentaire marocaine. Ainsi deux modèles – la distribution traditionnelle (les épiceries et les souks) et la distribution moderne (les supermarchés) – cohabitent sur le marché marocain et entrent en résonance, générant toute une série de réactions. Standardisation, normalisation, structuration deviennent des enjeux cruciaux et appellent à des réponses innovantes. Nous opposant à la conception incomplète d'une mondialisation uniformisante, nous nous attarderons au cours de cette communication sur une innovation en particulier : la « carte-carnet » des enseignes « Hanouty » qui allie de manière originale la carte de fidélité à rétribution, typique des enseignes occidentales de grande distribution et le carnet de crédit traditionnel que l'on trouve chez tous les épiciers marocains. Après nous être interrogé sur les conditions et les déterminants qui ont contraint sa mise en place, cet exemple de dispositif technique de captation de la clientèle nous permettra de présenter une analyse de la mondialisation des échanges et de la portée syncrétique et culturelle des innovations qu'elle génère.

DARROT Catherine (catherinedarrot@gmail.com)

Maitre de conférence / Agrocampus Ouest, Rennes

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Qui lutte aujourd'hui pour la conquête du titre d'agriculture durable ? Trajectoires de modèles, illustrations contemporaines

En 1987, J. Rémy publiait un article intitulé La crise de la professionnalisation en agriculture : les enjeux de la lutte pour le titre d'agriculteur. Lui emboitant le pas non sans un humour amical, F. Goulet décrivait en 2009 certains aspects de la lutte pour le titre d'agriculture durable. Entre ces deux étapes, les référentiels mobilisés pour évaluer les modalités du bon exercice du métier d'agriculteur ont changé, situant cette profession à la fois comme objet de débats sociétaux environnementaux et

comme témoin du changement de référentiel qui porte au premier plan la notion de développement durable [Muller, 2009]. La communication resitue la trajectoire de différents modèles productifs par rapport à l'évolution des modèles sociétaux du bon agriculteur depuis les Trente Glorieuses. Nous soulignerons comment certains sont aujourd'hui présentés comme innovants alors qu'ils étaient déjà présents dans les années 70 en France mais masqués car délégitimés politiquement et professionnellement. Sur la base de deux enquêtes (production laitière du Grand ouest, restauration du bocage en Ile-et-Vilaine), la communication présentera une typologie montrant comment les pratiques techniques s'adosent aujourd'hui à diverses formes de discours justificatif destinés à légitimer les choix productifs effectués dans ce nouveau référentiel du développement durable. Cette typologie permettra de qualifier les formes du métier aujourd'hui validées socialement et politiquement.

DAVERNE Carole (carole.daverne@univ-nantes.fr)

Maître de conférences / CREN, Université de Nantes

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Les inégalités territoriales vues par les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)

Dans un contexte d'ouverture sociale des formations d'excellence telles que les CPGE, nous avons analysé le regard porté par les préparateurs sur la diversité des établissements, avec au sommet de la hiérarchie les CPGE parisiennes qui concentrent « Les héritiers » ; au bas, les CPGE de proximité qui accueillent essentiellement un public qui n'a pas bénéficié des conditions sociales et culturelles favorables à la réussite scolaire ; et enfin, au centre, les CPGE situées au cœur de grandes villes provinciales qui recrutent plutôt des étudiants « moyens + » en termes de niveau scolaire et de milieu social. De prime abord, les étudiants affirment avoir élaboré un choix d'orientation rationnel, au regard de considérations géographiques, familiales ou amicales, de la réputation des CPGE, de leurs résultats scolaires et des concours visés. A y regarder de plus près, on peut toutefois se demander s'il s'agit d'un choix pleinement assumé ou par défaut, tant l'autosélection vis-à-vis des CPGE situées « juste au dessus » semble présente. Si la hiérarchie des établissements paraît plutôt bien acceptée, elle n'en demeure pas moins une source de regret et de déception, puisque la probabilité objective d'intégrer une grande école prestigieuse diffère selon la CPGE fréquentée. Ainsi, les politiques d'ouverture sociale sont à la fois perçues comme « justes » (en permettant aux plus démunis de tenter l'aventure des CPGE) et « injustes » (par un maintien de la distinction).

DAVID-ISMAIL Meryll (merylldavid@yahoo.fr)

Doctorante / Paris 1/CESSP

GT 42 Sociologie des élites Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 14)

L'arrivée du « Tiers-Monde » au sein de « l'élite de l'élite », ou comment les fonctionnaires de l'UNESCO ont accueilli leurs collègues du Sud

Dans la première partie de mon intervention, je présenterai ce groupe peu connu des fonctionnaires internationaux (FI). J'expliquerai pourquoi cette expression « l'élite de l'élite » qui se comprend de par les conditions socio-économiques de ce groupe, mais aussi de par leur sentiment d'appartenance, les FI se considérant comme « une nouvelle catégorie humaine », un véritable « corps d'élite ». Dans une deuxième partie, je reviendrai sur le contexte géopolitique dans lequel ils évoluent, et notamment la décolonisation. La nomination à la tête de l'UNESCO en 1974 d'un sénégalais, Amadou Mathar M'Bow, premier africain à être élu à la direction d'une organisation du Système des NU, ne fait qu'entériner ce phénomène. Mais au sein du Secrétariat cette évolution ne s'est pas faite sans heurts. C'est ce que j'exposerai dans une troisième partie, en relatant la genèse de la création d'une deuxième association du personnel au sein de l'UNESCO revendiquant son « internationalité ». Après ce détour historique, je m'attacherai à analyser les moyens utilisés par le groupe dominant au sein du Secrétariat de l'UNESCO pour tenter de maintenir son entre-soi et surtout sa suprématie.

DAYER Caroline (caroline.dayer@unige.ch)

Maître-assistante / Université de Genève - FPSE

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

Création et détournement des savoirs

Cette contribution se propose d'aborder la façon dont des chercheurs et des chercheuses appréhendent la construction des connaissances dans l'univers académique et de façon plus générale la création de savoirs, savants ou ordinaires. Elle s'appuie sur une recherche récente (Dayer, 2010) qui porte sur les processus de construction et de transformation d'une posture de recherche en abordant plus particulièrement les tensions rencontrées par les personnes dans leurs pratiques professionnelles. Notre étude se base sur des entretiens semi-directifs menés auprès de chercheurs et de chercheuses en sciences socio-humaines et en sciences naturelles, ayant des âges, des niveaux d'expérience et des statuts variés. Notre analyse se centre plus précisément sur la façon dont des chercheurs et chercheuses conçoivent la création des savoirs ainsi que leurs processus de construction et de circulation. Les liens entre vie quotidienne, activité professionnelle et champ artistique sont investigués. Nous portons également notre attention sur les risques de récupération d'aspects innovants et sur leur potentielle manipulation. Dans une perspective critique, notre propos met donc en tension d'une part la dimension créatrice dans l'univers académique et d'autre part le risque d'instrumentalisation qui peut émerger. Nous mettons en évidence les enjeux épistémologiques et politiques qui sous-tendent des mouvements de résistance face à la standardisation et face à l'injonction à la production.

DE CALAN Cécile (ceciledecalan@free.fr)

Doctorante en psychologie / CNAM

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 12)*Représentations de l'ESS comme cible d'une reconversion professionnelle*

Etudiant les reconversions professionnelles choisies vers l'économie sociale et solidaire, nous essayons de comprendre s'il en existe une représentation commune auprès des personnes qui y travaillent, et d'identifier les idéologies, valeurs, attitudes, opinions et informations qui la composent et lui donnent sens. Deux pistes sont envisagées : celle d'une représentation sociale partagée (Jodelet) qui ait une valeur performative. Si une catégorie principale se dégage, ceci peut présager d'une plus grande reconnaissance du secteur à l'avenir, avec des effets en termes de visibilité et d'impact social et politique. L'alternative serait que l'ESS constitue une représentation identitaire qui guide le choix d'orientation vers le secteur. Cette forme identitaire subjective (Guichard) est une composante de la transaction identitaire vécue par la personne, une représentation intime élaborée par l'individu pour donner sens à son parcours. L'étude étant en cours, nous présenterons les premiers enseignements qui se dégagent de 30 entretiens avant reconversion. Les discours font tout d'abord état d'une forte diversité des représentations de l'ESS, avec néanmoins une prédominance de finalités humanistes. Nous présenterons également les anticipations que les interviewés se forment de leur futur emploi dans l'ESS, dont le degré de précision varie selon la maturité du projet de chacun et le moment où il se trouve dans son processus de transition.

DE GOURCY Constance (constance.degourcy@univ-provence.fr)

Enseignant-chercheur / Université de Provence -LAMES

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)*S'attacher et se détacher : le lien familial à l'épreuve du projet migratoire. Le cas des étudiants algériens entre Algérie et France*

Dans le prolongement d'une recherche portant sur la mobilité pour études des étudiants algériens, mon intervention portera sur la (re)définition du projet migratoire en partant du point de vue des étudiants et de leur famille, en France et en Algérie. Résultant de contraintes politico-administratives et de négociations étroites avec la famille, le projet migratoire est rarement linéaire depuis le pays de départ jusqu'au pays d'accueil. Il se module sous l'effet de contraintes, de négociations et des attentes évolutives du jeune adulte et de ses proches ; il se redéfinit également à l'aune du vécu dans le pays d'accueil et des possibilités ouvertes par la perspective du diplôme. A partir d'entretiens et d'objets textuels divers (courriel, "écritures d'écran") pris dans leurs rapports avec les temporalités de la migration, nous interrogerons les solutions inédites et créatives permettant de penser la présence dans l'absence et de l'inscrire dans de nouveaux territoires du quotidien. Le changement de statut du jeune et l'éloignement du cercle familial questionnent les effets de la mobilité pour études dans le travail de (re)composition des liens avec les proches restés au pays ainsi qu'avec le groupe des pairs reconstitué sur place. Plus largement, nous verrons que c'est la question des finalités même de la migration pour études qui est posée à travers les attentes différenciées du jeune adulte et de la famille restée sur place.

DE LARMINAT Xavier (xavier.larminat@club-internet.fr)

Doctorant / CESDIP (Université de Versailles - Saint Quentin)

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)*La reconfiguration des modes de prise en charge des condamnés en milieu ouvert : l'essor des Programmes de Prévention de la Récidive (PPR)*

L'administration pénitentiaire française fait aujourd'hui la promotion des modules de prise en charge collective, tels que les stages de citoyenneté ou les groupes de paroles. Ces dispositifs, labellisés sous le terme de Programme de Prévention de la Récidive (PPR), s'inspirent notamment des programmes comportementaux mis en œuvre au sein du système correctionnel canadien. L'approche collective sur laquelle ils reposent témoigne d'une rupture par rapport à la relation de face à face et à la tradition d'individualisation qui caractérisait jusqu'ici l'action des travailleurs sociaux pénitentiaires en milieu ouvert. L'affirmation d'une importante dimension psychologique, d'inspiration cognitive et comportementale, supplante désormais l'accompagnement socio-éducatif qui était au cœur du projet antérieur de réinsertion des condamnés. L'importation de cette logique est par ailleurs favorisée par le développement d'une rationalité économique souvent désignée sous l'appellation de Nouveau Management Public, l'effet de groupe facilitant la circulation rapide des flux de condamnés. Psychologisation et rationalisation administrative convergent alors pour participer au ciblage de la population pénale en fonction de sa dangerosité présumée, selon un modèle politique qui met l'accent sur la gestion des risques dans la régulation de l'ordre social.

DE LUCA BARRUSSE Virginie (virginie.delucabarrusse@u-picardie.fr)

Professeur de démographie / Université de Picardie Jules Verne / CURAPP

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)*L'éducation sexuelle au cours de la première moitié du XXe siècle : propositions, résistances et concurrences*

Au cours de la première moitié du XXe siècle, l'éducation sexuelle des jeunes gens est l'enjeu d'un virulent débat. Les propositions d'une éducation sexuelle à l'école, les conférences et les brochures informatives se multiplient portés par des milieux divers, militants en tout les cas mais rapidement contrés par les milieux catholiques. Ces derniers ne rejettent pas le principe d'une éducation sexuelle mais entendent contrôler ses formes et ses contenus. Mais quels que soient les formes et les contenus retenus, l'éducation sexuelle est sous-tendue par des considérations sur l'avenir de la population, sur son état sanitaire notamment par la recrudescence de la syphilis mais aussi par des principes de morale. L'éducation sexuelle est balisée par la morale, l'hygiène et la démographie qui fixent les limites de ce qui est désirable ou non en la matière mais qui guident aussi les

objectifs à atteindre. L'éducation sexuelle est donc conçue comme un instrument de reproduction et de préservation de la race mais ne doit pas être un instrument de débauche. L'analyse des dispositifs proposés, distincts selon les sexes le confirme.

DE VERDALLE Laure (laure.de-verdalle@printemps.uvsq.fr)

Chargée de recherche / CNRS - Laboratoire Printemps

RT 12 Sociologie économique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)

Logique de catalogue et dynamique d'innovation dans le production cinématographique

Dans l'activité des producteurs de cinéma indépendants, l'enchaînement des projets développés puis mis en fabrication, sur une base régulière, constitue une exigence centrale, qui fait directement intervenir une double capacité entrepreneuriale à innover et à contenir les risques encourus. Parce que l'industrie cinématographique s'inscrit dans une économie de prototype, le volume d'activité, le profil des films produits et la gestion de la temporalité spécifique à chaque projet représentent un enjeu majeur. A partir d'une cinquantaine d'entretiens menés avec des producteurs indépendants présentant des degrés divers d'insertion et de réputation au sein de la filière cinématographique, nous proposons d'étudier les dynamiques et les aléas qui président à la constitution d'un catalogue de films. Ce dernier peut en effet être mobilisé comme un marqueur des activités de la société, qui porte la trace des choix accomplis, des orientations données à un travail de producteur. Il permet d'abord d'en appréhender la diversité et ainsi de saisir les stratégies mises en oeuvre pour équilibrer les risques productifs. Il donne également à voir la mise en place progressive d'un réseau de partenaires, à la fois artistiques et financiers. Enfin il révèle, en creux, les temporalités contrariées de certains projets même s'il dissimule en partie les projets avortés à des stades divers de leur développement, abandonnés avant d'avoir vus le jour.

DEBAILLY Renaud (renauddebailly@gmail.com)

Post-doctorant / Certop

RT 29 Sciences et techniques en société Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Ce que les nanotechnologies font au monde associatif

Cette communication s'appuie sur une recherche collective sur les nanotechnologies conduite au sein du Certop. En nous intéressant aux acteurs du monde associatif qui sont intervenus dans le débat sur les nanotechnologies (Amis de la Terre, France Nature Environnement, VivAgora, Sciences et Démocratie, etc.), nous proposons de revenir sur les positions qui ont émergé. Au-delà du débat public et des cahiers d'acteurs qui ont été rédigés, il s'agit d'étudier comment les associations se sont appropriées ce « dossier » et ont construit leurs positions. Dans ce travail d'élaboration de positions, nous insisterons plus particulièrement sur les représentations de la recherche et sur les différentes façons d'envisager les liens entre recherche, société et associations. Cette communication cherche à comprendre comment les nanotechnologies infléchissent le rapport que le milieu associatif entretient avec la sphère scientifique.

DEBAUCHE Alice (alice.debauche@ined.fr)

Doctorante / OSC/INED

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

Le Collectif Féministe Contre le Viol : à mi-chemin entre militantisme et service public ?

La loi de 1980 sur le viol prévoit plusieurs dispositions en matière d'assistance aux victimes. Face à l'absence de mise en application de ces dispositions, des militantes féministes ont fondé en 1985 le Collectif Féministe Contre le Viol et, avec l'appui du Ministère aux Droits des Femmes, ont lancé le 8 mars 1986 un numéro anonyme et gratuit d'assistance et d'information aux victimes, SOS Viols Femmes Informations. Depuis, le numéro a reçu plusieurs milliers d'appels qui constituent une source riche et inexploitée permettant de compléter les connaissances fondées sur les enquêtes quantitatives et les données administratives. La production de ces données est largement financée par l'Etat, qui prend en charge les frais liés au fonctionnement du numéro ainsi que les salaires des travailleuses. L'analyse d'un tel matériau ne peut se faire sans celle des conditions de sa production et conduit à s'interroger sur le statut des données et sur le fonctionnement de l'association face aux mutations rapides du secteur de la téléphonie sociale, notamment le passage d'une activité bénévole à une activité salariée. Comment alors caractériser l'association, qui mêle travail bénévole et salarié, activité militante et parapublique ? Quel statut accorder aux données, qui se situent à mi-chemin entre les statistiques produites par l'Etat et les données associatives ? Cette communication se propose d'examiner le fonctionnement de l'association et les paradoxes auxquels elle est confronté.

DEBONNEVILLE Julien (julien.debonneville@unige.ch)

Assistant / Université de Genève

DIAZ Pablo (pabloandres.diazvenegas@unil.ch)

Assistant doctorant / université de Lausanne

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H1)

Innovation, diffusion et rôle des idées : une lecture internationale des Conditional Cash Transfers

La présente contribution étudie les processus d'innovation et de diffusion internationale de «bonnes» pratiques en matière de lutte contre la pauvreté. Du Brésil aux Philippines, l'étude des politiques sociales de Conditional Cash Transfers nous permettra de comprendre comment le gouvernement philippin en est venu à la conclusion que l'«innovation» que constituent les CCT devait être importée. En éclairant l'expérience philippine à la lumière du «modèle» brésilien, notre analyse comparative permettra de souligner le(s) rôle(s) des émetteur(s) et récepteur(s) dans ces processus. Faisant appel notamment aux concepts de «mythe» et «croyance», nous proposons de tester différentes hypothèses sur la base des théories issues du

courant néo-institutionnaliste dit «sociologique». Les résultats de cette enquête dessineront quelques pistes explicatives tels que le pouvoir d'universalisation des « communautés épistémiques », la tendance au mimétisme de certaines élites nationales, le pouvoir de mise à l'agenda des organisations internationales et, l'importance des « entrepreneurs » transnationaux/nationaux. Nous entreverrons ainsi la place centrale que jouent les experts internationaux dans l'innovation et la diffusion de ce « modèle » de politiques sociales aux Philippines, mais également les enjeux de légitimité qu'il implique. Nous suggérerons au final un certain nombre d'articulations théoriques afin de nuancer les schémas classiques d'imposition de « modèle » de politique.

DEBOOS Salomé (salome.deboos@googlemail.com)

Chercheur / Université de Muenster

GT 45 Sociologie des conflits Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Des stratégies pour conserver l'identité Zanskarpa

Padum, capitale de la vallée du Zanskar (Himalaya indien), organise l'administration de la commune autour d'un Lambardar musulman, d'un Roi bouddhiste et de quatre conseillers (deux musulmans et deux bouddhistes). La population témoigne qu'en l'absence de ces instances, des tensions naissent entre musulmans et bouddhistes. Aujourd'hui, la participation grandissante de la vallée à la vie politique de l'Etat du Jammu & Kashmir plonge la population au cœur d'enjeux religieux : le Zanskar est-il une terre musulmane ou bouddhiste ? Depuis le 17^{ème} siècle, la société a inventé des moyens ritualisés et construits autour de l'axe historiographique et politique pour réguler les conflits potentiels. Par contraste, la situation présente met en jeu de nouvelles représentations (« radicalisation, partis fondamentaux », influence extérieure plus prégnante : TV, internet, téléphone...) pouvant potentiellement dégénérer en conflits. Je me propose d'axer mon intervention sur la période actuelle afin de montrer l'évolution de l'identité « Zanskarpa » (mêlant participation symboliques et matérielles) face aux enjeux de radicalisation politique (partis fondamentaliste bouddhiste et musulman) lors des dernières élections législatives. Nous pourrions donc comparer deux sociétés : celle qui a inventé les instances d'arbitrage originelles et celle contemporaine où les tensions commencent à se former : comment s'expriment-elles ? Y a-t-il eu des négociations entre les parti(e)s ?

DEBOULET Agnès (agnesdeboulet@orange.fr)

Professeur / CNRS UMR7218 LAVUE

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Eléments pour une sociologie des migrations en ville

Repenser la mobilité et les questions migratoires au prisme des mutations de la ville contemporaine. L'enjeu conceptuel est d'arriver à formuler un cadre dans lequel le migrant, la migrante et les espaces urbains sont envisagés dans un processus de co-fabrication. Quelles sont les conditions de l'expérience migratoire permettant de resituer la diversité des contraintes et des ressources urbaines ? Comment, selon les degrés de contrôle et d'ouverture des mondes urbains et des systèmes sociaux, s'élabore ce rapport de co-production ?

DEBROUX Josette (josette.debroux@univ-lyon2.fr)

MCF / Faculté d'anthropologie et de sociologie Université Lyon2

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

Les différences sociales au sein des « classes moyennes » en zone périurbaine : une expression euphémisée

Espace de localisation résidentielle privilégiée par les « classes moyennes », les zones périurbaines tendent à se spécialiser socialement en fonction de la distance à la ville. Les cadres sont plus nombreux dans le périurbain proche et les ménages les plus populaires sont relégués dans le périurbain lointain. Cette ségrégation spatiale est redoublée par une ségrégation des « modes d'habiter ». Cependant, malgré une tendance à la spécialisation des espaces périurbains, la ségrégation spatiale n'exclue pas les « mélanges sociaux » qui ne remettent pas en question la représentation d'un « entre-soi ». L'objectif de cette communication sera d'analyser la manière dont se manifestent, dans la sphère résidentielle, les différences sociales entre des ménages actifs qui, tout en occupant des positions sociales diverses, présentent des similitudes dans leur trajectoire. La prise en compte de l'origine sociale, de la pente de la trajectoire sociale, plus que la position acquise, permettra de comprendre les sociabilités et pratiques résidentielles. Les entretiens (n= 36) ont été menés dans deux communes équidistantes de Grenoble, l'une où les « nouveaux » ménages installés appartiennent majoritairement aux catégories populaires et intermédiaires, l'autre où ils relèvent des catégories intermédiaires et supérieures.

DÉCHAMP-LE ROUX Catherine (catherinedechamplerox@orange.fr)

Professeur des universités / Clersé-Université de Lille1

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

Les politiques et les pratiques de prévention du vieillissement. Approche comparée dans le contexte de la prolongation de la vie active.

La question de la prévention dans le domaine de la santé est centrale dans de nombreux pays de l'OCDE préoccupés par le vieillissement de la population. L'inaptitude au travail pour des raisons de santé est une des causes les plus fréquentes de sortie du marché du travail entre 55 ans et 64 ans en Europe. Les problèmes de santé des personnes en fin de carrière deviennent de plus en plus visibles du fait de l'allongement de la vie active et des difficultés à sortir autrement que par des dispositifs tels que l'invalidité ou le congé maladie qui sont des stratégies utilisées en France pour réguler l'emploi des seniors. Le débat sur les retraites a généré un intérêt pour la santé des seniors. L'espérance de vie sans incapacité augmente mais pas pour tous les milieux sociaux. Cette recherche montre le passage de la gestion des risques liés à la vieillesse à une prévention de ces risques.

Il y a un changement de paradigme qui est le reflet d'une volonté de maîtrise des risques démographiques, sociaux et économiques par la prévision et par la prévention des problèmes de santé d'une population perçue négativement comme consommatrice de soins et de services. La santé des personnes âgées est devenue un enjeu social et économique. La comparaison des politiques de prévention au niveau de l'OCDE et plus précisément en Europe révèle qu'il n'y a pas pour l'instant de programme français en rapport avec le vieillissement actif.

DÉCHAMP-LE ROUX Catherine : voir à **DEMAILLY Lise**

DÉCHAUX Jean-Hugues (Jean-Hugues.Dechaux@univ-lyon2.fr)

Professeur des universités / Centre Max Weber (UMR 5283)

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Plaidoyer pour une perspective analytique intentionnaliste

La question du passage de la description à l'explication n'a pas de réponse dans l'absolu. L'objectif de cette communication est de défendre une perspective analytique et intentionnaliste récusant toute assimilation entre « expliquer un phénomène social » et « expliquer un phénomène naturel » par la causalité matérielle. Les phénomènes sociaux ne sont explicables qu'à partir du moment où on considère qu'ils résultent d'actions humaines. La réponse à la question « Pourquoi avoir agi comme cela ? » exige un « parce que » qui n'est pas celui entendu classiquement par la causalité matérielle mais désigne une intention, une raison d'agir. En admettant qu'il y ait causalité, c'est d'une causalité mentale et épistémique dont il s'agit : un lien interne entre des propositions d'un raisonnement et non un lien externe entre deux faits distincts. Agir exige de la part de celui qui agit de régler ses pensées. L'action est le produit de règles d'action. L'individu s'oriente dans le monde à partir de raisons qui, elles-mêmes, s'ancrent dans des significations communes qui créent des horizons de sens et de légitimité. Analyser l'espace épistémique d'une action suppose de prendre en compte le fond historique d'institutions et de traditions qui entre dans la constitution des intentions individuelles. Le lien règle - action est donc conceptuel, l'objectif étant de restituer un raisonnement ordinaire à partir de tout ce qui l'informe et qui, pour partie, est un capital hérité ou accumulé.

DECHEF Cédric (dechef.ced@wanadoo.fr)

Doctorant / Université Paris Ouest

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

La place de la critique de la justice sociale à l'Ecole dans la production sociologique

L'enquête « PISA » 2009 (Programme for International Student Assessment) concluait que les inégalités scolaires se sont accrues en France depuis l'an 2000. Ceci montre que, même fortement frayée dans la sociologie francophone, la question des inégalités à l'Ecole demeure toujours un thème d'actualité. Notre recherche a pour ambition d'analyser la sociologie de l'éducation et la manière dont est traitée la question des inégalités à l'Ecole en interrogeant ses productions écrites. On cherchera plus précisément à regarder comment la critique dans la littérature sociologique fait émerger des problématiques empruntées à une critique plus générale de la société. Dans un premier temps, nous montrerons qu'à travers le traitement sociologique de la justice scolaire surgissent des éléments d'une critique politique plus large. On analysera un corpus de 651 textes scientifiques issus de la sociologie francophone (1960-2010) à l'aide du logiciel Prospéro (Chateauraynaud, 2003) pour repérer comment les sociologues de l'éducation révèlent les modes de présence du monde social, politique et économique dans lesquels se situe l'Ecole. Dans un second temps, nous étudierons les concepts utilisés par les sociologues : inégalité des chances, discrimination, ségrégation, égalité des chances, discriminations positives, équité, etc. Nous verrons dans quelle mesure les auteurs assument, dans la convocation de ces concepts, un positionnement théorique, critique ou politique.

DECHEF Cédric : voir à **ADAM Charles-Eric**

DEFOSSEZ Adrien (adrien.defossez@gmail.com)

Doctorant / LISST

RT 26 Réseaux Sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

Comment être isolé dans un réseau social ? La question de l'accès aux ressources.

Cette communication vise à traiter de la question de l'isolement à travers la théorie des réseaux sociaux. Habituellement en sociologie des réseaux, un individu est considéré comme isolé lorsqu'il n'est pas lié aux autres individus composant le réseau social. Nous suggérons une approche différente de l'isolement en prenant en compte non pas les liens, mais les ressources. Un individu est alors considéré comme isolé quand il ne peut obtenir de la part de son réseau social la ressource qu'il recherche. A partir d'une étude menée auprès de patients en recherche d'informations sur leur maladie nous montrons que, malgré un réseau social significatif sur lequel peuvent s'appuyer ces patients et malgré la présence de l'information recherchée à l'intérieur du réseau, ces individus rencontrent des obstacles pour obtenir cette ressource. En effet, l'isolement vis-à-vis des ressources ne provient donc pas d'une absence de liens ni même de la non-coopération des membres du réseau mais du patient lui-même qui « se contraint » à ne pas contacter les individus susceptibles de lui fournir la ressource. Cette communication permettra de discuter de la « qualité des liens sociaux » nécessaire au transfert des ressources dans un réseau social.

Auteur non communicant : Marie-Pierre Bès Maître de conférences LISST ISAE

DEHAIS ALEXANDRE (alexandehais@wanadoo.fr)

DOCTORANT / LABORATOIRE GRIS EA3232/ UNIV ROUEN

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D8) « *L'EXPERTISE ARBITRALE* » *Ou la faculté de juger dans le match de football*

Résumé : Nous nous intéresserons à la faute sifflée dans le match de football comme une réalité construite par la subjectivité de l'arbitre dans la temporalité du match et non comme une réalité naturelle et donnée une fois pour toute comme elle est véhiculée dans le sens commun et décrite dans le règlement des lois du jeu. Si la faute sifflée dans le match est une réalité subjective produite par l'arbitre, nous montrerons que cette subjectivité s'élabore dans une construction objective liant des logiques d'action à chacune des dimensions du système « match ». Nous montrerons alors que la « faute » est une construction objective issue d'une expertise appartenant à l'arbitre et définissant sa pratique comme une véritable expérience sociale singulière. C'est à ce titre que l'expertise arbitrale comme « compétence » permettra d'appréhender de nouveaux rapports entre les acteurs du jeu dans le match. De fait, nous nous positionnerons du côté des théories dites « compréhensives » où nous suivrons « les postulats d'une sociologie phénoménologique étant donné qu'il n'est de conduite sociale qu'interprétée par les acteurs eux-mêmes, qui ne cesse de s'expliquer, de se justifier... » . Pour cela, nous utiliserons l'entretien compréhensif pour faire naître du débat la subjectivité des acteurs, leur travail et leur autonomie dans leur discours, car « ces acteurs sont des experts, ils ont accumulé une connaissance, une information relative aux mécanismes intimes de l'action.

DELAVIGNE Anne-Elène (delavigne@mnhn.fr)

Anthropologue, chercheur associée / Eco-anthropologie UMR 7206 CNRS/MNHN

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 19)

Les systèmes contemporains d'hygiène alimentaire des viandes : artificialisation et remise en cause de la relation alimentaire aux animaux

S'intéresser à la viande permet de considérer la façon dont la matérialité biologique, l'organique, qui est une caractéristique du vivant, est intégrée à nos mondes aujourd'hui. Ainsi à partir d'une ethnographie de la production de la viande aujourd'hui, réalisée dans trois régions françaises, auprès d'un ensemble divers de professionnels de la viande et tenant compte des représentations de la qualité de mes interlocuteurs et de la réorganisation de la filière depuis la fin du 19^{ème} siècle, je me propose de considérer les implications actuelles de l'introduction d'une technologie comme le froid et de ses dérivés (à l'instar du sous vide) dans le traitement des viandes. Il s'agit d'interroger les conceptions de l'hygiène qui les sous-tendent et leurs implications dans le cadre de la remise en cause plus générale de la fonction productive des animaux (et plus largement de la nature).

DELCROIX Catherine (cadelcroix@wanadoo.fr)

Professeure / Université Marc Bloch Strasbourg

GT 45 Sociologie des conflits Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Engagement transnational des immigrées marocaines de France et de Belgique et démocratie

Dans la continuité des recherches menées sur les activités de médiation d'immigrées favorisant le règlement des conflits entre habitants des quartiers pauvres et représentants d'institutions, je commence une enquête en France, en Belgique et au Maroc sur les activités transnationales d'émigrées du Maroc/immigrées voire de leurs filles. A côté de ce qu'elles font en France ou en Belgique dans le cadre associatif, elles développent au Maroc des initiatives : par exemple des groupes d'informations juridiques en direction des femmes pour se défendre en cas de divorce ou de mariage forcé ou encore elles apportent des médicaments pour améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens. Ainsi elles font collectivement pression sur les autorités marocaines pour un rééquilibrage du droit de la famille à l'égard des femmes et pour une démocratisation de l'accès aux droits. Ainsi récemment elles ont participé au Maroc aux discussions sur la réforme du code de la famille. Mon but est d'interroger la façon dont par leur engagement transnational dans un cadre conflictuel, elles recomposent les frontières entre sphère privée et sphère publique et comment elles luttent pour plus de démocratie. Je fais l'hypothèse que les soulèvements arabes ont été en partie alimentés par cet investissement et que les contextes d'arrivée et de vie des migrantes ainsi que les modèles d'intégration qui diffèrent d'un pays à l'autre ont un impact sur le développement de ces liens transnationaux.

DELCROIX Catherine (cadelcroix@wanadoo.fr)

Professeure / Université Marc Bloch Strasbourg

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Familles et transnationalisme

L'intensification des mouvements migratoires a donné lieu à la formation de nouvelles configurations familiales caractérisées par la dispersion dans plusieurs pays des membres d'une même famille. L'introduction de la perspective transnationale en sociologie des migrations, surtout quand elle met en œuvre une ethnographie multisite, permet d'interroger la manière dont ces familles dites transnationales entretiennent des liens par-delà les frontières. Le maintien de liens familiaux entre le pays d'origine et le pays d'installation prend des formes inédites sous l'effet de l'intensité des circulations internationales (biens, personnes, informations, etc.). Cette communication se propose d'interroger l'impact des processus transnationaux sur les (re)configurations familiales, et d'autres permettant de saisir et d'exemplifier la diversité des formes familiales transnationales. Avec quelles composantes de la famille coopèrent-elles ou entrent-elles en conflit ? Avec qui négocient-elles pour assurer les équilibres familiaux ? Les membres de la famille font-ils face individuellement ou collectivement aux difficultés et aux

contraintes qu'ils rencontrent dans ce domaine ? Face aux critiques adressées à la notion de transnationalisme, qu'apporte ou non cette perspective pour comprendre les pratiques en jeu au sein des familles migrantes ?

DELEAGE Elsa (elsa.deleage@laposte.net)

Doctorante contractuelle / Paris 3

RT 43 Sociologie et religions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

La judiciarisation des faits religieux

A la fois au niveau national, européen et international, une nette augmentation des requêtes devant les institutions juridictionnelles est constatée, tous droits fondamentaux confondus, droit à l'intégrité physique, liberté de culte par exemple. Concernant cette dernière, son exercice devient de plus en plus source de tensions : cette cristallisation des rapports humains autour du spirituel se concrétise par une augmentation des plaintes invoquant des droits individuels et collectifs opposables devant le juge. L'intervention accrue du droit comme unique mode de gestion des conflits culturels démontre ainsi l'émergence d'un nouveau phénomène : la «judiciarisation du fait religieux». Cette instrumentalisation du droit, soit à des fins individuelles et collectives, devient problématique en raison du domaine concerné, relevant de l'intime, de la sphère privée : le spirituel. Ce phénomène remet en cause la classique séparation entre ce qui relève du champ public et privé en France. En outre, les revendications identitaires actuelles se cristallisent autour du spirituel via l'outil du droit alors que le recours systématique à ce dernier a pour effet principal de faire perdre au fait religieux sa «spiritualité». Cette judiciarisation des faits religieux contredit-elle des principes juridiques qui se trouvent au cœur de l'État de droit français, alors que ce fait social trouve son origine dans la défense de droits de l'homme ?

DELHOUME Catherine (catherine.delhoume@lasalle-beauvais.fr)

Enseignant-chercheur / IPLB

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

Les agriculteurs biologiques en Picardie, entre innovation et désir de structuration. Quels appuis à leurs innovations ?

Si l'agriculture biologique connaît depuis quelques années déjà, et surtout depuis le Grenelle de l'environnement, un engouement certain, son implantation territoriale varie fortement entre les régions françaises. La Picardie, zone traditionnelle de grandes cultures, se caractérise par son orientation vers le modèle de « l'agri-business ». De ce fait, l'agriculture biologique apparaît comme une réelle forme d'innovation agricole en soi. Le « coût » d'entrée pour une conversion au bio apparaît donc porteur de risques sociaux et économiques non négligeables pour les agriculteurs souhaitant modifier en profondeur leur système d'exploitation. Dans cette perspective, il s'agit de s'interroger sur les modalités de reconnaissance dont bénéficient les agriculteurs biologiques dans un contexte fortement contraignant. Nous partons du postulat que cette dynamique professionnelle se consolide et se stabilise à partir de dispositifs institutionnels (système d'aides), sociétaux (reconnaissance) et techniques (accompagnement technico-agricole). A cela s'ajoute un élément qui caractérise les dynamiques professionnelles agricoles : l'importance des sociabilités rurales. C'est à partir d'enquêtes qualitatives auprès de groupes d'agriculteurs mais aussi d'entretiens à dire d'experts que nous ferons le lien entre cette configuration professionnelle et sa dynamique.

DELHOUME Catherine (catherine.delhoume@lasalle-beauvais.fr)

Sociologue / Institut Polytechnique LaSalle Beauvais

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 10)

La structuration des identités professionnelles dans le monde agricole. Quelles dynamiques pour quels impacts ?

Aujourd'hui, le monde agricole apparaît de plus en plus instable. En effet, les changements de politiques agricoles, les nouvelles demandes de la société, mais aussi le rapport à la technique ont considérablement évolué ces vingt dernières années, contribuant aux mutations des identités professionnelles agricoles en France. C'est une complexité croissante qui émerge : en effet, l'agriculture française se situe dans un environnement plus ouvert que par le passé, dans la mesure où la logique concurrentielle est plus forte, et que les décisions stratégiques des exploitants se prennent à partir de facteurs locaux et nationaux, mais aussi mondiaux. C'est donc cette complexité qu'il faut prendre en compte pour l'étude du monde agricole. L'objet de cette communication est donc de s'interroger sur ces nouveaux processus qui contribuent à la redéfinition du rôle d'agriculteur dans le système social local et régional. Il s'agit d'identifier, d'une part, les dynamiques collectives qui se dégagent : ainsi, quels systèmes d'action concrets se mettent en place, et quelles en sont les implications au niveau d'un territoire ? D'autre part, il nous semble nécessaire d'appréhender les processus micro-sociaux, notamment cognitif. La prise en compte de ces différentes échelles d'analyses a pour but une meilleure compréhension de cette complexité croissante. Au final, il s'agit de voir en quoi ces dernières contribuent à l'évolution d'un système social territorialisé.

DELIMITSOS Konstantinos (Costa) (constantinos.delimitsos@yahoo.com)

Doctorant/ Chargé de cours / 2L2S/LASURES, Université Nancy2

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D6)

Les « nouveaux experts en sécurité » et les « jeunes de banlieues ». Étude d'un cas de construction de l'Autre.

Au cours des années 1990, de nouvelles figures se sont érigées en experts en matière de sécurité. Depuis, toute une littérature se développe sous leur plume, traitant de la délinquance en générale et des « violences urbaines » plus particulièrement. Dans le cadre d'une thèse en sociologie et par le biais d'une analyse de contenu, nous nous intéressons à la rhétorique, aux formes d'argumentation et aux représentations que véhiculent les principales productions de ces « nouveaux experts en sécurité ». Un des traits unificateurs de leurs travaux est l'esquisse de « délinquants toujours plus jeunes, toujours plus violents, toujours plus

réitérants ». Cette acception, qui reste d'ailleurs à vérifier empiriquement, s'accompagne d'une mise en avant répétitive, implicitement et/ou explicitement, de caractéristiques tels que l'âge, l'origine ethnique, l'appartenance religieuse et la circonscription géographique des activités des prétendus auteurs de « violences urbaines ». Dans ce cadre, cette communication se propose d'interroger dans quelle mesure les « nouveaux experts en sécurité » ne participent pas à un processus de construction d'un Autre. En l'occurrence, des « jeunes de banlieues », chez lesquels s'imbrique implicitement un nombre de figures menaçantes, alimentant de temps à autre en « paniques morales » le débat public français: la figure du Jeune, de l'Étranger, de l'Arabe, du Musulman, du Banlieusard.

DELPEUCH Thierry (thierry.delpeuch@cmb.hu-berlin.de)

Chercheur / CNRS

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 13)

Les banques comme agent de restauration de la force du droit. Dé-juridicisation et re-juridicisation des activités de crédit en Bulgarie entre la transition et l'adhésion à l'Union européenne

Deux courants de recherche sur le rôle des transformations du droit dans l'évolution économique des sociétés postcommunistes soutiennent des thèses opposées. Le courant dit de la « faillite du droit » estime que les institutions juridiques sont, dans les sociétés postcommunistes, en état de débâcle, si bien qu'elles ne parviennent pas à infléchir le développement des normes sociales régulant les activités économiques. Un autre courant dit de la « résistance du droit » pense au contraire que les acteurs économiques du post-communisme ne se distingueraient pas fondamentalement de leurs équivalents occidentaux en ce qui concerne leurs représentations et leurs usages du droit. Notre contribution prend cette controverse comme point de départ pour éclairer certains processus sociaux qui déterminent la place du droit dans la régulation des activités économiques en Bulgarie entre 1987 et 2007. La déjuridicisation massive pratiques de crédit au début de la transition semble, au premier abord, confirmer la thèse de la faillite du droit. Cependant, à l'instar des tenants de la résistance du droit, nous avons observé la persistance de poches de juridicité dans la société bulgare de l'avant processus d'adhésion (1987-1997). Mais surtout, cette seconde approche offre des clés d'analyse pertinentes pour mettre en évidence le rôle joué par la contrainte bancaire dans le processus graduel de restauration de la force du droit dans la sphère économique durant la phase de préadhésion(1997-2007)

Auteur non communicant : Margarita Vassileva ISP Cachan

DELZESCAUX Sabine (sabine.delzescaux@gmail.com)

Sociologue / Laboratoire du LEDa-LEGOS - Université Paris-Dauphine

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Le dilemme de la délégation de l'accompagnement des personnes multihandicapées vieillissantes

Ainsi que le met en relief un ensemble d'études réalisées dans les deux dernières décennies, la longévité des personnes handicapées et multihandicapées s'est considérablement accrue ces trente dernières années, et si cette nouvelle longévité témoigne des progrès considérables qui ont été réalisés dans l'accompagnement global des personnes, elle pose aussi avec force la question du vieillissement de ces personnes et de ses conséquences multiples aussi bien pour les personnes elles-mêmes, que pour les professionnels qui les accompagnent, les structures qui les accueillent, la société qui les soutient. La recherche-action que nous avons réalisée en collaboration avec Frédéric Blondel sur le vieillissement des personnes multihandicapées accueillies en institution (2000-2010) , nous a amenés à explorer le rapport qu'aidants familiaux et professionnels nouent à ce vieillissement. Dans le cadre de cette communication, nous souhaiterions plus spécifiquement éclairer le caractère fondamentalement ambivalent de ce rapport et montrer en quoi la délégation inéluctable de l'accompagnement à laquelle les aidants familiaux se trouvent confrontés joue un rôle clé dans la structuration de ce rapport. Les enjeux de cette délégation de l'accompagnement sont pluriels et se situent au carrefour des préoccupations de l'ensemble des acteurs inscrits dans ce champ car le problème qui se trouve simultanément posé est celui, en effet, des conditions de possibilité de cette délégation.

Auteur non communicant : Frédéric Blondel Sociologue Laboratoire du changement social - Université Paris Diderot

DEMAILLY Lise (lise.demailly@univ-lille1.fr)

Professeur / CLERSE

CONVERT Bernard (bernard.convert@univ-lille1.fr)

Directeur de recherche / CNRS

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

Effets collatéraux de la création littéraire : l'exemple de la science-fiction.

La SF est sans doute le genre littéraire qui pose de façon la plus centrale la question du lien entre l'innovation (scientifique et technologique, mais aussi socio-politique) et la création littéraire. Ce lien n'est pas simplement fait d'emprunts, à des fins littéraires, d'innovations technologiques ou politiques. On peut aussi ajouter que, malgré une idée reçue sur la SF, ce lien n'est pas essentiellement de prédiction. Conformément à son projet initial, qu'on rappellera, la SF a, en retour, servi d'impulsions, d'incitations pour de nouvelles innovations. Et ce qui est remarquable, c'est que cet aller-retour ne s'est pas cantonné à la seule sphère scientifique et technologique. La SF a contribué à produire des « innovations » dans les domaines les plus variés (jusqu'au champ religieux). Cette interaction entre innovation et création a pu revêtir des configurations très différentes. Nous nous proposons, par un travail d'histoire sociale du genre, d'explorer deux de ces configurations. 1) Une configuration d'influence - le rôle des créations littéraires (et cinématographiques) d'écrivains comme Heinlein dans le projet astronaute de la NASA. - l'invention par un courant de la science-fiction, le « cyberpunk », d'un univers culturel qui a été repris par le

milieu des informaticiens libertaires (culture hacker) 2) Une configuration de créations parallèles, fictionnelle et réelle, par le même auteur : l'invention de l'« église de Scientologie » par Ron Hubbard.

DEMAILLY Lise (lise.demailly@univ-lille1.fr)

Professeur / CLERSE

DÉCHAMP-LE ROUX Catherine (catherinedechamplerooux@orange.fr)

Professeur des universités / Clersé-Université de Lille1

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV AMPHI H)

Les pratiques des équipes mobiles de psychiatrie

Peu de recherches à l'heure actuelle prennent pour objet les pratiques psychiatriques alternatives à l'hospitalisation ou à la consultation classique. L'intention de l'étude présentée est d'y remédier en choisissant une innovation particulière et en étudiant les réalisations concrètes, les conditions de possibilités (budgétaires, humaines) et l'intérêt. Notre choix s'est porté sur les « équipes mobiles », au sens générique plutôt que réglementaire du terme du terme, groupes de soignants qui se déplacent au domicile des personnes ou dans diverses institutions qui font appel (collèges, Lycées, services de pédiatrie, de réanimation, , foyer d'hébergement), ou encore la rue. La communication présente les sources de l'idée du travail en mobilité en psychiatrie, en France et à l'étranger, présentera un panorama des modèles existant en France. Puis, à partir de deux études de terrain par immersion dans le travail d'équipes mobiles (y compris les consultations médicales), on dégage les conditions de possibilité de cette innovation (relative). On montre en quoi le travail des « équipes mobiles » permet d'éviter, différer ou raccourcir le recours à l'hospitalisation quand celle-ci ne serait pas le soin le plus adapté, développe chez les professionnels qui y sont engagés des savoirs faire spécifiques. On conclue sur les débats que suscitent ces initiatives au sein de la psychiatrie française et les enjeux de ces débats.

Auteur non communicant : Olivier Dembinski CLERSE

DEMAZIÈRE Didier (d.demaziere@cso.cnrs.fr)

Chercheur / CNRS

HORN François (francois.horn@univ-lille3.fr)

MCF / CLERSE-CNRS, MESHS

ZUNE Marc (marc.zune@uclouvain.be)

Professeur / GIRSEF - UCLouvain

RT 21 Mouvements sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

La production technique au cœur de l'action militante. Le cas des logiciels libres

De manière typique, les « communautés » de logiciels libres sont des actions collectives hybrides : d'un côté elles sont des collectifs militants orientés vers la défense de valeurs contestataires et de l'autre elles sont des groupes de production orientés vers le développement de logiciels efficaces. Ces deux versants sont interdépendants et indissociables car le devenir du projet collectif passe par le succès du produit. Leur articulation est aussi problématique car ce succès implique un afflux de participants non militants (mais contributeurs) et d'utilisateurs porteurs de rationalités hétérogènes (des firmes, institutions publiques...). Les manières d'agencer ces deux versants sont analysées à partir de l'étude approfondie et longitudinale du cas du logiciel Spip, lancé par un petit groupe de militants altermondialistes dans le but de favoriser la libre expression sur Internet. Nous montrons que les hétérogénéités grandissantes des participants au projet et des utilisateurs du produit sont prises en charge dans la combinaison de deux principes : une ouverture porteuse de la croissance et du succès et une clôture nécessaire au maintien de l'identité militante. L'articulation –problématique- de ces deux principes se traduit dans une multiplicité de mécanismes, informels et diffus, d'attribution de légitimités différentielles et s'incarne dans un travail normatif permanent mais discret qui soutient les cours d'action au sein du groupe et les échanges avec son environnement.

DEMAZIÈRE Didier (d.demaziere@cso.cnrs.fr)

CNRS / CNRS

HORN François (francois.horn@univ-lille3.fr)

MCF / CLERSE-CNRS, MESHS

ZUNE Marc (marc.zune@uclouvain.be)

Professeur / GIRSEF - UCLouvain

RT 30 Sociologie de la gestion Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D16)

La production des logiciels libres : de la semi-organisation à l'alter-organisation

Pour les chercheurs en sciences sociales le développement des logiciels libres suscite de multiples interrogations. D'un côté ces activités collectives débouchent sur la mise au point, le développement et le suivi de produits logiciels qui supportent avantageusement la comparaison avec les logiciels « propriétaires » produits par des firmes informatiques. De l'autre ces collectifs de production ne présentent aucune des caractéristiques attachées habituellement aux organisations productives : contractualisation des engagements, rémunération des contributions, coprésence des travailleurs, contrôle hiérarchique, etc. Dès lors, comment de multiples contributions éclatées et indépendantes sont-elles produites et agencées afin d'obtenir un produit cohérent et performant ? Comment les idées et les productions de participants distants les uns des autres peuvent-elles être coordonnées, combinées, ordonnées ? Y a-t-il des règles ou des dispositifs qui assurent les fonctions de gestion structurant habituellement l'activité productive ? A partir d'une enquête ethnographique de longue durée menée auprès de la « communauté » de développement du logiciel libre Spip, nous montrons que ces collectifs prennent la forme d'une structuration

continue, à partir de la combinaison de régulations incrémentielles, partiellement stabilisées et largement informelles, constituant une configuration d'action collective spécifique, que nous définissons en termes d' « alter-organisation ».

DEMEULENAERE Pierre (Pierre.demeulenaere@gmail.com)

Professeur / université Paris sorbonne

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Les relations de causalité dans la transition micro/macro

De manière classique, dans la théorisation de la relation micro /macro présentée par J. Coleman (Coleman, 1990), les relations de causalité se situent au niveau micro-micro, et, de manière moins claire, soit au niveau macro /micro, soit au niveau micro /macro. Hedström (2005) nie l'existence de telles relations causales micro/macro, pour leur substituer une relation de survenance. Il admet en revanche des relations causales macro/micro. L'exposé visera à clarifier la possibilité de parler de relations causales en sciences sociales, et cherchera à préciser leur localisation pertinente dans cette relation micro/macro.

DEPECKER Thomas (thomas.depecker@ivry.inra.fr)

Doctorant / INRA - ALISS

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

La circulation d'une innovation : le cas de la quantification du besoin alimentaire

Ma communication portera sur l'évolution, entre la fin du XIXe siècle et l'entre-deux-guerres, de la part du programme de l'enseignement ménager dédié à l'alimentation. J'étudierai comment la Société Scientifique d'Hygiène Alimentaire (SSHA), en regroupant médecins, agronomes et promoteurs de l'enseignement ménager, a inscrit une innovation scientifique – la quantification du besoin alimentaire – dans un projet de réforme des conduites de vie. La quantification du besoin alimentaire est une innovation du milieu du XIXe siècle, appliquée avec succès par les chimistes agronomes à l'alimentation rationnelle et économique du bétail et des animaux de traits. A la SSHA, certains de ces agronomes vont entrer en contact avec des médecins réformateurs sociaux et des promoteurs de l'enseignement ménager. La première partie de la communication étudiera la SSHA en tant qu'espace de circulation d'une innovation. Alors qu'à la fin du XIXe siècle, l'enseignement ménager apprend surtout l'achat d'aliments à bon marché et la réalisation de menus économiques, la SSHA va obtenir que soient enseignés certains principes de la nutrition et notamment la quantification du besoin alimentaire. La seconde partie de la communication étudiera les dispositifs et les enseignements mis en place dans ce contexte. La conclusion reviendra sur la place des prescriptions sanitaires dans la réforme des conduites de vie.

DERBEZ Benjamin (benjamin.derbez@ehess.fr)

Doctorant / EHESS

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

L'expérimentation clinique comme innovation thérapeutique . Retour sur une requalification à travers l'exemple de la cancérologie

L'objet de cette communication est d'interroger les conditions sociales de la requalification fréquente, notamment en cancérologie, des expérimentations biomédicales en tant qu'« innovations thérapeutiques ». Pour ce faire, nous nous appuyons sur un matériel ethnographique recueilli au cours de deux années de travail de terrain dans plusieurs services de recherche clinique en oncologie médicale de la région parisienne. A partir des données de cette enquête, nous commencerons par montrer en quoi une telle désignation mérite selon nous d'être examinée, afin de faire apparaître les problèmes qu'elle peut poser eu égard à certaines pratiques de recherche clinique. Nous serons alors notamment amenés à analyser les éléments du débat bioéthique concernant les essais de phase I en oncologie médicale. Dans un second temps, nous essayerons de montrer quelles sont les modalités de production de cette requalification dans les pratiques quotidiennes d'investigation clinique. A cette fin, nous examinerons la manière dont l'expression « innovation(s) thérapeutique(s) » est mobilisée dans les négociations malades-investigateurs à propos de la recherche à laquelle ils prennent part. L'ensemble de ces considérations visera à mieux comprendre comment, en oncologie médicale, la notion d'« innovation thérapeutique » peut apparaître comme un outil discursif permettant aux différents acteurs de construire la légitimité de la situation d'expérimentation biomédicale dans laquelle ils s'engagent.

DEROUET Antoine (antoine.derouet@ehess.fr)

Doctorant / Centre Maurice Halbwachs, EHESS

GT 42 Sociologie des élites Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

L'enseignement de l'innovation entre grammaire élitaire et discours de légitimation

Le discours de « l'innovateur » a connu une accélération à la fin des années 1970 quand, après une campagne orchestrée par certaines Grandes Ecoles et les milieux patronaux et économiques, le ministère des Universités appelait les écoles à s'y investir fortement. La place des enseignements ayant traités à l'innovation se veut désormais au cœur de formations qui, plus qu'un ingénieur, se vantent de former des « créateurs », des « innovateurs », capables de devenir les « entrepreneurs de demain » grâce à leurs « produits innovants ». La position de l'Ecole Centrale dans le champ des Grandes Ecoles fait d'elle un fer de lances de cette dynamique. Suivant son président qui en 1980 appelait de ses vœux à la « mobilisation générale pour l'innovation », l'Ecole affiche sa volonté de former des innovateurs de toutes sortes, techniques, scientifiques, mais aussi économiques et sociaux. Point d'ancrage d'un projet pédagogique mettant en avant la formation de l'entrepreneur, l'innovation serait ainsi devenu une nouvelle compétence de l'ingénieur d'élite. La présence systématique de ce discours de l'innovateur

dans les programmes d'enseignements, au rand de de nouveau savoir d'experts, contribuent au renouvellement des formes de légitimation du capitalisme. L'étude du curriculum d'une Grande Ecole permet d'approcher ce qui semble constituer l'un des leviers des mutations de l'idéologie dominante, légitimant la place même de l'élite par la revendication d'un nouveau type de pouvoir.

DESCHAUX-BEAUME Delphine (delphine.deschaux@wanadoo.fr)

Chargée de cours vacataire / PACTE

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 8)

Enquêter en milieu militaire : stratégie qualitative et conduite d'entretiens dans le domaine de la défense

Cette communication a pour objet de revenir sur la pratique de l'entretien de recherche dans le cadre de l'étude d'une institution sociale spécifique : l'armée. L'analyse du milieu de la défense, traditionnellement caractérisé par le rôle majeur du secret, implique dès lors une instrumentation réflexive de la méthodologie qualitative. Si cette méthode offre un moyen riche et unique d'accéder aux données et aux acteurs du milieu militaire, elle nécessite toutefois d'analyser cet outil méthodologique à la lumière des particularités de l'institution militaire (hiérarchie, secret). La réflexion que nous proposons ici est issue de notre travail doctoral comparant les représentations et les pratiques des acteurs politico-militaires français et allemands impliqués dans la construction et la mise en œuvre de la PSDC. enquête qualitative dans le milieu social de la défense ? Quelles sont les spécificités et les précautions que le chercheur doit considérer ? Comment et avec quelles limites instrumenter l'entretien de recherche dans cette configuration sociale précise ? L'enjeu de cette communication est dans un premier temps d'analyser le choix de cette méthodologie en terrain militaire, avant, dans un second temps, d'en expliciter l'instrumentation spécifique et les défis qu'elle soulève, dans une démarche réflexive, et notamment au regard du genre de l'enquêteur.

DESCOUTURES Virginie (descouturesvirginie@yahoo.fr)

Assistant professor / Université Galatasaray Istanbul

RAULT Wilfried (Wilfried.rault@ined.fr)

Chargé de recherche / Ined

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D3)

Le double nom. Enquête sur les pratiques d'une innovation juridique

Au carrefour d'une sociologie du droit, du genre et de la famille, notre communication s'intéresse aux usages de la nouvelle législation française sur le nom de famille. Introduite par la loi 2002-304 du 4 mars 2002 et mise en œuvre en janvier 2005, elle permet la transmission d'un double nom aux enfants. L'Enquête Double Nom (EDN) repose sur une série d'entretiens peu directifs conduite auprès de couples de parents interrogés individuellement. Son objectif est de saisir le sens que les individus donnent au choix du double nom et les usages de cette pratique au quotidien. On étudie d'abord comment est née une telle intention de transmettre un double nom aux enfants. Dans quelle mesure le projet émane-t-il des deux membres du couple ou davantage d'un seul ? Quels sont les registres de justification mobilisés pour expliciter le choix d'une telle pratique ? S'agit-il des mêmes pour les hommes et pour les femmes ? Ensuite, on s'intéresse aux pratiques quotidiennes de ce double nom. Les deux parents, amenés à transmettre et évoquer le nom de leurs enfants dans divers contextes (nécessités administratives, échanges avec des proches etc.) utilisent-ils/elles systématiquement le double nom ? Observe-t-on une asymétrie entre eux de ce point de vue, ou du moins un attachement distinct à cette pratique ? Enfin, la pratique du double nom se heurte-t-elle à des résistances ? Quelles en sont les formes et comment celles-ci sont-elles gérées ?

DESFONTAINES Hélène (desfontaines.helene@neuf.fr)

Maître de conférences / L'UNAM-UCO / CENS EA 3260

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 19)

Le sale et le malsain : arrangements pratiques à propos des règles prescriptives d'hygiène hospitalière

[version résumée] Basée sur un travail empirique d'observation participante et d'entretien en services de réanimation d'un CHU, la communication confirme dans un premier temps que les pratiques d'hygiène hospitalière manifestent une tension permanente entre prévention et protection, alloprotection et autoprotection. Cherchant à comprendre ce phénomène, elle montre que le double caractère scientifique et technique du travail n'empêche pas le personnel soignant et aide-soignant de mobiliser des catégories opératoires qui empruntent au schéma du sale et du malsain et attribuent un caractère dangereux aux sécrétions corporelles quand bien même cette situation pourrait être considérée comme « normal » pour des patients séjournant en service de réanimation. Dans un contexte de proximité physique, l'usage non conforme aux protocoles de soin des gants sur la base de « l'apparence » du patient est alors emblématique d'une protection contre les désordres - impurs et dangereux - du corps et contre une contamination sociale d'une corporité « envahissante ». Cet usage des protections relève alors d'un arrangement paradoxal dans la mesure où il peut nuire à la prévention des dites infections nosocomiales.

DESHAYES Fabien (deshayes.fabien@gmail.com)

DOCTORANT ATER / CRESPPA-GTM

AUVERT Anne-julie (annejulie.auvert@free.fr)

Doctorante / cresppa-gtm

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 13)

Au ras des papiers pour faire son dossier : un espace réflexif ?

Cette communication propose d'interroger la pratique du dossier par des individus. Comment les individus composent-ils leur dossier ? Comment s'ajustent-ils aux demandes institutionnelles ? Quels sont les effets du dossier sur soi ? Nous souhaitons répondre à ces questions en partant de deux corpus issus de deux terrains différents. Le premier est un tribunal pour enfants. Parfois, les parents sont amenés à constituer des dossiers, afin de faire valoir leur rôle auprès du juge pour enfants. Le dossier personnel peut alors être compris comme le moyen de se défendre par rapport à une disqualification (qui peut être comprise comme une tutelle éducative), mais aussi comme un outil permettant de se convaincre soi-même que cette disqualification n'est pas légitime. Le deuxième corpus est issu du haut-commissariat aux solidarités actives, auquel des individus s'adressent en dernier recours, quand leurs tentatives de résoudre leurs litiges avec les administrations ont échoué par ailleurs. Il s'agit alors de faire valoir le bienfondé de la demande, quand bien même elle n'entre pas dans les armatures juridiques. Dans les deux cas, la temporalité longue d'une affaire, qui peut s'étirer sur plusieurs années sans issue satisfaisante, fait du dossier un objet d'investissement important. Le dossier peut être envisagé comme un espace d'adaptation ou de contestation du droit. Son étude permet alors d'interroger les modes pratiques d'apprentissage du droit par les individus.

DESHAYES Jean-Luc (deshayes@iut-longwy.uhp-nancy.fr)

MC Sociologie / 2L2S GREE Nancy Université

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

Rapports sociaux, frontières et territoire : la constitution d'un employeur territorial dans le bassin de Longwy

Les recherches que nous avons menées dans le bassin de Longwy, des années 1980 aux années 2010, conduisent à réaffirmer que les rapports sociaux définissent un territoire qui, en retour, les inscrit territorialement. Le mouvement va progressivement s'inverser d'un territoire conquis dans un espace salarial vers un local octroyé, c'est-à-dire un local mobilisé dans l'attribution de ressources qui échappent en partie à la solidarité salariale. Les entreprises restent décisives, les interventions publiques les accompagnent en contribuant à disqualifier les travailleurs pour y conduire une politique discriminatoire qui délègue au local une tutelle de proximité. Les nombreux intermédiaires de l'emploi, les institutions de formation, les agences d'intérim, tous ces acteurs publics, associatifs et privés constituent ainsi un « employeur territorial » qui décide localement de l'employabilité des personnes. L'analyse du travail frontalier est un excellent révélateur de ce glissement d'une qualification inscrite dans des rapports sociaux collectifs vers une gestion individualisée et transfrontalière de l'employabilité.

DESLYPER Rémi (remideslyper@aol.com)

Doctorant / Université Lumière Lyon 2

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

L'enseignement institutionnel des musiques actuelles : une fausse innovation ?

L'introduction, depuis maintenant une trentaine d'années, des « musiques actuelles » dans les écoles de musique publiques s'est accompagnée de toute une réflexion sur la manière d'enseigner ces pratiques musicales. Considérant l'enseignement classique, au sens esthétique et pédagogique du terme, comme inadapté à la « spécificité » des pratiques musicales « actuelles », les pédagogues ont développé des pratiques d'enseignements résolument « novatrices » qui, selon eux, s'opposent assez radicalement à ce qui a été mis en place jusqu'alors dans l'enseignement musical. Mais quelle est la portée réelle de ces « innovations » ? A t-on véritablement affaire à une « nouvelle » école de musique, voir, comme le pensent certains, un apprentissage en rupture avec le principe même de l'école ? Sans nier la petite révolution que constitue l'apparition de ces nouvelles pédagogies dans l'univers très rigide de l'enseignement musical, il apparaît qu'elles n'en reposent pas moins sur un rapport formel à la musique, relevant ainsi de ce que B. Lahire appelle la logique scripturale-scolaire (Lahire, 1990). En nous appuyant sur des pratiques d'enseignement qui, aux yeux des acteurs, constituent une « rupture » avec l'apprentissage « classique » (tel que le jeu « à l'oreille », le fait de partir des goûts des élèves...), nous montrerons que sous l'apparence de l'innovation, c'est en fait toujours une approche profondément scolaire de la musique qui est mobilisée.

DESPRES Altair (altair_despres@yahoo.fr)

ATER en sociologie / Université Paris Diderot

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

L'ethnicité comme ressource dans la création. L'exemple des danseurs contemporains africains

Depuis le début des années 1990, les scènes artistiques françaises s'ouvrent largement à la création chorégraphique africaine. Suivant l'exemple emblématique de la Biennale de la danse de Lyon – dont l'édition de 1994, intitulée « Mama Africa, de l'Afrique à Harlem », a mis au premier plan les danseurs africains – de nombreux festivals et théâtres se sont ouverts aux artistes du continent noir. L'émergence récente de ce que l'on pourrait appeler une « niche africaine » dans le champ de la danse contemporaine invite alors à s'interroger sur l'identité africaine comme ressource dans la création chorégraphique. Comment l'ethnicité est-elle mobilisée dans le processus de création artistique, à travers la mise en scène des corps, la technique, le discours sur l'œuvre, etc. ? Quels sont les usages symboliques et/ou instrumentaux de l'ethnicité mis en jeu par les chorégraphes africains dans leurs créations ? Une longue période d'observation participante auprès de danseurs contemporains en Afrique – et notamment au cours de phases de création – permet d'apporter certaines réponses à ces questions. L'approche formulée en termes de ressources offertes par l'ethnicité, permet en particulier d'analyser la création artistique en la situant dans les rapports de domination qui structurent pour partie les relations entre les artistes africains et les professionnels occidentaux de la danse contemporaine.

DESQUESNES Gillonne (gillonne.desquesnes@unicaen.fr)

Chercheure contractuelle / Université de Caen Basse-Normandie CERReV

RT 20 Méthodes Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO TD19)

Une association de l'analyse des réseaux sociaux à une perspective clinique des histoires et du contexte de vie des couples dits maltraitants

Dans cette communication, nous souhaitons présenter ce qui fait l'originalité et la nouveauté de la démarche de notre recherche. C'est à travers les réseaux personnels, couplés à une analyse clinique des histoires et des contextes de vie, que nous avons choisi d'approcher le phénomène de maltraitance envers les enfants. Dans la sociologie française, la thématique de la maltraitance n'est que peu abordée laissant plutôt la place aux approches médicales et psychologiques du problème vue à travers des études de cas, des monographies hospitalières ou des études expérimentales basées sur l'analyse multivariée afin de montrer les différentes raisons menant à ces comportements. Outre la centration sur les conditions concrètes de vie et la trajectoire personnelle des couples reconnus maltraitants envers les enfants par les services de protection de l'enfance, nous nous sommes intéressés, à travers les entretiens menés, à la description de leurs réseaux de relations. Technique qualitative (analyse de contenu) associée à l'arsenal méthodologique de l'analyse des réseaux sociaux constitue le cœur de notre démarche et permet de faire apparaître l'isolement social de certaines familles et la faiblesse des liens forts.

DÉTRÉ Natacha (natacha.detre@gmail.com)

Doctorante / LISST/CERS

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

Réseaux d'influence et univers de référence des artistes « iconographes »

Dans cet article, il est question d'explorer le lien entre les réseaux et la création artistique à partir de l'exemple d'artistes collectant et s'appropriant des images photographiques. Si à ce jour, l'influence institutionnelle du monde de l'art sur la création a bien été étudiée, il existe encore peu d'écrit sur les interactions des artistes entre eux et sur leur influence réciproque dans leur démarche personnelle. Ces liens artistiques sont le terrain privilégié de rencontre, d'échange et de collaboration qui enrichissent la création et la production d'œuvres nouvelles. Parfois une relation préexistante sera à l'origine d'une collaboration, d'autres fois, il s'agira de la similarité des démarches qui causera l'émergence d'un lien, soit de manière directe, soit à l'occasion d'un événement artistique, créateur d'un contexte de rencontre. Il sera donc question d'étudier comment les relations marquantes de l'artiste ont eu une influence sur son orientation artistique, sa démarche et sa production tout en préservant sa singularité. L'hypothèse est que l'artiste construit un réseau personnel d'artistes qui lui permet de partager et d'enrichir son réseau cognitif formé par des auteurs, des artistes reconnus, les auteurs des images photographiques collectées, etc.). Cet univers de référence partagé lié aux relations personnelles et cognitives qu'ils entretiennent est un terrain privilégié pour l'émergence d'un cercle social.

DÉTRÉ Natacha (natacha.detre@gmail.com)

Doctorante / LISST/CERS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 5)

Réseaux d'influence et univers de référence à travers les cas des artistes « iconographes »

Dans cet article, il est question d'explorer le lien entre les réseaux et la création artistique à partir de l'exemple d'artistes collectant et s'appropriant des images photographiques. Si à ce jour, l'influence institutionnelle du monde de l'art sur la création a bien été étudiée, il existe encore peu d'écrit sur les interactions des artistes entre eux et sur leur influence réciproque dans leur démarche personnelle. Ces liens artistiques sont le terrain privilégié de rencontre, d'échange et de collaboration qui enrichissent la création et la production d'œuvres nouvelles. Parfois une relation préexistante sera à l'origine d'une collaboration, d'autres fois, il s'agira de la similarité des démarches qui causera l'émergence d'un lien, soit de manière directe, soit à l'occasion d'un événement artistique, créateur d'un contexte de rencontre. Il sera donc question d'étudier comment les relations marquantes de l'artiste ont eu une influence sur son orientation artistique, sa démarche et sa production tout en préservant sa singularité. L'hypothèse est que l'artiste construit un réseau personnel d'artistes qui lui permet de partager et d'enrichir son réseau cognitif formé par des auteurs, des artistes reconnus, les auteurs des images photographiques collectées, etc.). Cet univers de référence partagé lié aux relations personnelles et cognitives qu'ils entretiennent est un terrain privilégié pour l'émergence d'un cercle social.

DEVAUX Julian (julian.devaux@enpc.fr)

Doctorant / Laboratoire Ville Mobilité Transports

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 15)

Mobilités quotidiennes, avancée en âge et différenciation des trajectoires de jeunes ruraux franciliens.

Les sciences sociales ont commencé à réinvestir la notion de ruralité ces dernières années, mais peu d'études se sont intéressées aux jeunes résidant dans les territoires ruraux. De la même manière, lorsque sont évoqués les jeunes des classes populaires, c'est uniquement au travers de l'image des banlieues urbaines, oubliant que les campagnes rurales sont aujourd'hui majoritairement peuplées par des classes populaires. Ainsi, cette contribution a pour ambition, à partir d'une monographie locale réalisée dans un village de Seine-et-Marne, de mettre au jour la réalité d'une jeunesse rurale francilienne, et de rendre compte de ses inscriptions socio-spatiales. L'adolescence est un âge de potentialités ouvertes qui consacre pleinement les processus de socialisation. La conception interactionnelle de la socialisation développée par Mead apparaît la plus adéquate pour objectiver les processus à l'œuvre durant cette période. Cette approche a l'intérêt de mettre la communication au centre du

processus de socialisation et de faire dépendre son issue de la relation à autrui. Dans cette perspective, l'analyse des mobilités quotidiennes de ces jeunes prend tout son sens dès lors qu'on les conçoit comme des médiateurs interactionnels, permettant de mettre en évidence l'évolution des inscriptions territoriales, des sociabilités et des rapports à l'espace social local des adolescents en fonction de l'avancée en âge, et ainsi de rendre compte de la différenciation des trajectoires.

DIALLO Mamadou D. (mdiarafa@gmail.com)

Chercheur / Université de Bamako

RT 43 Sociologie et religions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Islam et espace public dans le district de Bamako: pratiques sociales et reconstructions identitaires en oeuvre.

En milieu urbain Bamakois, l'islam revendique, de plus en plus, une place centrale dans la sphère du social, du politique et de l'économique. Cette nouvelle demande religieuse participe d'une quête identitaire plus large. La ville provoque inexorablement un déclin des anciennes appartenances sociales et l'apparition de nouvelles identités. Le religieux apparaît désormais comme un vecteur des mutations profondes revendiquées par les populations et un déterminant dans les compositions et recompositions sociales. La densification du réseau associatif islamique, l'efflorescence des discours et des pratiques sociales faisant référence au Coran et aux Hadiths ne sont-ils en fin de compte que des réponses aux demandes de sens d'une société en pleine mutation ? En intégrant les pratiques sociales portées par l'islam, le bamakois serait-il en train de transporter une partie ou la totalité de ses besoins que les regroupements traditionnels ne peuvent plus prendre en charge ? En quoi les pratiques sociales dans un contexte musulman sont-elles une expression de l'ambition d'une transformation sociale d'ensemble ? Quelles sont les mutations de valeurs constatées ? L'objet de cette contribution est donc de montrer comment l'islam à Bamako, à travers notamment les pratiques sociales teintées de bricolage qu'il porte, est devenu un instrument de reconstruction identitaire.

DIAZ Pablo : voir à DEBONNEVILLE Julien

DIDIER Christelle (christelle.didier@icl-lille.fr)

MCF sociologie / Université catholique de Lille

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

Parcours d'ingénieurs atypiques : les « ecoentrepreneurs » ?

Cette communication porte sur les trajectoires professionnelles d'ingénieurs diplômés créateurs d'entreprise et/ou entrepreneurs dans le secteur de la protection de l'environnement. Elle s'intéresse au croisement de deux univers inhabituels pour des ingénieurs : celui de la création d'entreprise où ils ne sont pas nombreux statistiquement et celui du souci de l'environnement qui n'est pas très présent dans la culture professionnelle des ingénieurs. La question centrale est : « Qu'est-ce qui pousse des individus dotés d'un diplôme rémunérateur et protecteur du chômage à se lancer dans la création d'entreprises, et plus particulièrement d'écoentreprises ? ». Parmi les facteurs étudiés, une attention particulière est donnée à la socialisation familiale et aux rencontres qui ont jalonné la vie professionnelle, ainsi qu'à la période passée en école d'ingénieurs. L'école a pu contribuer, à travers ses enseignants et sa culture) à l'émergence du projet professionnel « atypique », l'accompagner, l'encourager ou alors le dissuader. L'engagement dans une association ou dans un projet à dimension environnementale, ou encore les stages ont pu constituer un lieu de maturation, de test ou de sensibilisation important dans la construction du parcours professionnel... Le matériau étudié comporte des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'ingénieurs créateurs d'entreprise ainsi que d'« entrepreneurs non créateurs ».

DIOP Awa (diopeve@hotmail.com)

Doctorante / Centre Emile Durkheim UMR 5116

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

La transgression au féminin en tant que scène de négociation dans les rapports de genre et de révélation de la multiplication des échelles de valeurs.

Les cadres d'analyse des rapports sociaux de sexe, des féminités et des masculinités appellent à des redéfinitions dont l'enjeu qui nous semble le plus original tourne autour de nouvelles catégories d'acteurs se manifestant par le bas. Pour élucider une telle approche qui met à jour des moments de tension et de négociation dans les rapports de genre, nous prenons le Sénégal comme cas d'école. Ce contexte offre un terrain original : émergence de figures transgressives des normes de genre/ réalité sociale débordée par des dynamiques venant d'en bas. Ces figures inaugurent des pratiques en déphasage avec le référentiel sénégalais (promotion de féminités sexualisées, défilés de mode non-conformes aux qualités esthétiques en termes de décence vestimentaire et corporelle...). Cette désignation s'applique aussi aux femmes qui marquent une désaffiliation avec les assignations de genre (obligation de se marier...). Ces transgressions sur fond de fondamentalisme culturel et religieux (réactualisé sans cesse à travers des images traditionnelles associées au féminin) donnent à voir « des morales différentes engendrant des contrôles différentiels » (Coline Cardi, 2007). Ce faisant, cette communication partira d'une catégorisation ambivalente de ces figures (tiraillement entre identité transgressive et identification aux imageries sociales) pour aboutir à une perspective d'une médiatisation du Sénégal souterrain dont l'une des conséquences concourt à une publicité globalisée des pratiques.

DIOP Carmen (carmendiop@yahoo.com)

Doctorante en année de transition / U Paris X et Poitiers inscription prochaine

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 3)

Les enjeux de la reconnaissance dans la construction et le positionnement identitaire des femmes noires diplômées au cours de leur parcours professionnel

Basée sur une enquête de terrain réalisée en 2008/9, cette communication analyse les enjeux psychologiques, sociaux, moraux et politiques de la reconnaissance dans la construction identitaire. Dans le travail, les représentations et les idéologies dominantes pèsent sur les femmes noires diplômées. Confrontées à des freins à leurs aspirations, elles adoptent des stratégies de résistance, et choisissent souvent la soumission en affirmant peu leur subjectivité à travers des postures revendicatives. Pour maintenir une identité sociale positive, elles se construisent à travers des identifications multiples et des assignations sociales. Comment disent-elles cette dynamique? Mon approche est celle des savoirs situés minoritaires et des études post-coloniales, elle s'appuie sur les apports des féministes africaines-américaines et sur ceux de l'école de Francfort. Sexe, race et classe seront analysés dans le discours des sujets et dans le discours dominant. J'emprunterai alternativement une perspective subjective et externe. En analysant ce qui ne se dit pas collectivement auprès de sujets qui ne demandent rien et ne revendiquent rien, je cherche à comprendre à quelles conditions les travailleuses qui ont contribué à ce travail peuvent devenir agents du changement et peser sur les transformations sociales.

DIRENBERGER Lucia (lucia.direnberger@gmail.com)

Doctorante / Paris 7

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Genre et pouvoir politique au Tadjikistan : échec des mouvements de femmes ?

L'absence d'un mouvement féministe ne signifie pas l'absence de discours sur les droits des femmes, sur leur rôle dans la société, sur leur place dans la politique ou encore l'inexistence d'initiatives en faveur des droits des femmes. Depuis la fin de la guerre civile en 1996, les structures et les idées politiques autour de la question des femmes se sont diversifiées depuis l'indépendance mais elles restent assignées à une élite politique et économique. Les initiatives en faveur des droits des femmes sont marquées par leur institutionnalisation au sein du gouvernement et dans les organisations internationales. Ces derniers obéissent à des logiques de recrutement qui isolent le personnel de la population et de nombreux mécanismes sont mis en place pour restreindre l'accès aux processus de décision dans la sphère politique et au sein des programmes de développement. D'autre part, le gouvernement fait pression pour ne pas se laisser déborder par d'éventuels discours d'émancipation. Le discours hégémonique gouvernemental est basé sur les qualités attribuées à la mère, décrite par son courage et son honnêteté, et par son rôle essentiel dans le processus de paix et de démocratisation. On tentera d'analyser les alternatives politiques à ce « féminisme » d'état au sein des associations locales et des partis d'opposition, en particulier dans le Parti de la Renaissance Islamique, qui soutient une figure active et engagée de « la femme musulmane ».

DIVAY Sophie (sophie.divay@wanadoo.fr)

Sociologue / Centre d'Economie de la Sorbonne

RT 30 Sociologie de la gestion Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D16)

L'innovation multidimensionnelle au principe de l'expérimentation sociale

L'innovation est au cœur de la démarche dite « d'expérimentation sociale » qui s'est récemment développée dans le champ de l'action publique en France. Sans que les termes ne soient précisément définis dans les différents textes officiels, il n'en est pas moins fait appel à des formes d'innovation méthodologique, institutionnelle, administrative, politique et pragmatique. Nous étudierons les conséquences de ces injonctions floues notamment à travers un des programmes mis en place dans le cadre de la politique en faveur des jeunes, menée par Martin Hirsch, Haut commissaire à la jeunesse, qui a ouvert en avril 2009 une première session à projets du fonds d'expérimentation pour la jeunesse. Après avoir identifié les parties prenantes (porteur, opérateur, évaluateur) dont les rôles sont prescrits et inscrits dans un modèle d'intervention standardisé, il s'agira de comprendre comment ces acteurs répondent aux exigences du cahier des charges, c'est-à-dire comment ils mettent en scène l'innovation à travers leurs projets d'intervention et leurs comptes rendus d'actions. Deux questions seront plus particulièrement soulevées, celles des justifications éthique et scientifique qui sous-tendent l'expérimentation sociale qui in fine servent de caution à l'application de technologies de pouvoir relevant de la logique du New public management.

DJOULDEM Mohamed (mohamed.djouldem@univ-montpellier 3.fr)

Maître de conférences / Université Montpellier 3

RT 30 Sociologie de la gestion Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)

Les normes gestionnaires et la question du non recours

Les normes de la nouvelle gestion publique s'inscrivent dans un contexte de rigueur budgétaire et de performance. L'objectif affiché porte porte sur l'efficacité de l'allocation des droits et prestations avec des impératifs de maîtrise des dépenses et de la dette. On est tenté de considérer que l'usage de ces dispositifs éclaire les acteurs et contribue à mieux lutter contre les défaillances des modes d'accès aux droits et prestations pour les personnes éligibles. On continue à croire que l'idée de dépenses et de dette sociales incarne encore le principe de solidarité et que les finances publiques ne sont que les moyens qu'une société consacre aux compensations visant à corriger ou améliorer les conditions sociales de ses membres. Cette croyance et l'attachement au modèle social républicain fondent la légitimité et la confiance des citoyens dans les services

sociaux. Et c'est ce qui laisse apparaître le discours néo-managérial comme un ensemble de normes axiologiquement neutres. Cette communication discute cette apparence et ses paradoxes à travers trois questions : pourquoi les normes gestionnaires, ici principalement budgétaires et comptables, sont-elles affirmées comme une innovation gestionnaire ? Quel est le résultat de la culture de résultats ? Que nous disent les rapports d'expertise publique sur ce résultat ?

DOBRE Michelle (michelle.dobre@unicaen.fr)

Enseignant chercheur / Université de Caen

CORDELLIER Maxime (m.cordellier@gmail.com)

Doctorant / CERReV / Université de Caen Basse-Normandie

RT 23 Travail, activité, technique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP B)

Traitement social de l'encombrement : significations sociologiques du « sauvetage » des objets dans la société d'abondance

Parmi les objets qui nous entourent, ceux qui sont appelés à devenir des déchets varient selon les contextes socioculturels et historiques. Consommateurs ordinaires ou consommateurs alternatifs expriment un rapport différent entre l'objet et le déchet. Pour les premiers, les déchets sont des objets qui changent de statut en fonction de l'usage que l'on en fait, alors que pour les seconds, les objets courants sont susceptibles d'entamer une seconde carrière par le réemploi ou des formes de dons ou de troc, ou la vente, bref une « seconde vie », un « sauvetage » à partir du réexamen de l'usage et des besoins matériels. A travers le rapport aux objets, nous explorons les tensions entre la société de l'abondance et les projets de société proposant la sobriété ou la frugalité. Nous présenterons une typologie, ou tentative de classement des rapports aux objets à partir des premiers entretiens et observations réalisés dans le projet TERESA, recherche financée par l'ADEME dans le programme Déchets et société. Le parcours des objets est abordé empiriquement à travers la méthode des itinéraires (Desjeux 2006), qui permet d'étudier la trajectoire des objets à partir de l'examen de ses fonctions dans la sphère domestique, nous amenant progressivement vers le traitement des objets / déchets et de l'encombrement. L'objectif ici est de mettre en lumière les différentes attitudes à l'égard des objets et décrire les catégories de consommateurs que ces attitudes et pratiques concernent.

DOBRE Michelle (michelle.dobre@unicaen.fr)

Enseignant Chercheur / Université de Caen

CORDELLIER Maxime (m.cordellier@gmail.com)

Doctorant / CERReV / Université de Caen Basse-Normandie

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 11)

La transformation des modes de vie urbains à l'horizon 2050 : une transition écologique annoncée ?

La « prospective sociologique » est une pratique dont les fondateurs de la discipline auraient pu se revendiquer. Comment ne pas être tenté d'extrapoler des changements observés depuis des décennies, quand on dispose de faits suffisamment nourris pour projeter ces changements dans l'avenir ? Seulement, c'est une pratique presque inexistante sur le plan institutionnel. C'est aussi une entreprise délicate sur le plan théorique. Pouvoir statuer sur ce qui est appelé à se poursuivre dans l'avenir parmi les changements constatés - peu de sociologues aimeraient s'y risquer (ne serait-ce que, par exemple, prédire le sort de l'individu d'ici vingt ans). Une petite tradition existe (Louis Dirn, La société française en tendances). Mais les concepts, le substrat théorique, la conception proprement sociologique du changement social que l'on emploie sont difficiles à clarifier, pour justifier les choix opérés. La littérature prospective propose des scénarios de changements de toutes sortes (techniques, économiques, culturels...), mais peu, voire pas du tout, de scénario impliquant des transformations sociales complexes, comme celle de la société de consommation et ses conséquences sociales et écologiques. Cependant, dans l'hypothèse d'une extension ou généralisation de pratiques plus « sobres » à l'ensemble de la société, il est indispensable de se demander dans quelle mesure ces pratiques sociales innovantes relèvent ou relèveront du libre choix ou de la contrainte.

DOGA Marie (mariedoga@yahoo.fr)

Docteur / UPMF

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Innovations et altération de la qualité de l'emploi chez les architectes

Il s'agit de comprendre les variations observables au sein d'un même métier entre les innovations (valorisées ou subies) et la qualité de l'emploi, tant dans ses représentations que dans ses pratiques. De quelles manières les critères d'innovation sont-ils mobilisés et quels sont leurs effets sur le statut social, artistique et symbolique des architectes ? Comment Les changements techniques observés entraînent une nécessaire adaptation de la professionnalité ? Le constat des dégâts de la modélisation informatique et de la recherche souvent outrancière de profits sont à corréliser. Les plans répétitifs, standardisés et interchangeable ont pour conséquence un amenuisement de la création, une homogénéisation des projets, ressentis comme un véritable risque pour la profession et une perte de sa spécificité. Les compétences créatrices semblent constituer une forme de résistance au marché et à la concurrence d'autres professionnels de la maîtrise d'œuvre (notamment avec les ingénieurs qui manient très bien l'outil informatique). La « créativité manuelle » apparaît donc comme source de légitimité. De plus, la massification des innovations informatiques participe d'un risque de déprofessionnalisation : les professionnels se heurtent aux architectes amateurs qui réalisent leurs propres « plans » via des logiciels du commerce, et qui par là même, se sentent légitimes pour discuter des choix techniques.

DOGA Marie (mariedoga@yahoo.fr)

Docteur / UPMF

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

La création architecturale : valorisation des procès de fabrication et des gestes techniques.

L'expression architecturale relèverait d'un agir corporel. Le plan final ne peut se séparer du trajet processuel de l'activité graphique. L'instrument (la plume, le crayon), la matière (l'encre) et le support (le papier, le calque) sont toujours décrits en exécution. Ainsi, la création architecturale n'engage pas seulement un rapport au langage, à l'intellect mais aussi un rapport au corps : une expérience sensible avec ses rituels d'invention. Les professionnels redoutent le déclin du « geste », c'est-à-dire, la perte du dessin à la main (gage de qualité professionnelle, de singularisation). La valorisation du corps et de la matière permet une redéfinition de la création. Une création en résistance face à l'uniformisation de la conception de plans assistée par ordinateur et à la massification des logiciels vendus dans le commerce, innovations ressenties comme « la mort du métier ». La question se déplace donc de « que dessine-t-on ? » à « comment dessine-t-on ? ». Penser avec les mains serait la base de l'identité professionnelle. Au cœur de cette dernière, le processus de conception s'articule aux représentations du temps (mûrissement nécessaire, déploiement des croquis) et de la concurrence (notamment avec les ingénieurs qui manient très bien l'outil informatique). On retrouve ici la figure du « créateur », qui au travers de la spectacularisation de son travail, rend visibles les coulisses de la création.

DONDEYNE Christele (christele.dondeyne@gmail.com)

MCF / UBO

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Marginalisation et professionnalisation du paysan. Mise en perspective des films et de la sociologie jusqu'au début des années 1960.

La période charnière entre le début des années 1900 et le début des années 1960, qui voit la mise en place d'un modèle agricole qualifié de productiviste, est féconde pour analyser les apports à l'analyse sociologique de l'image et du son, ici analysés à partir d'un corpus de films archivés à la cinémathèque de Bretagne et au CNC. Ces films, qui précèdent l'invention du genre documentaire, de par leur regard normatif contrastent avec les problématisations des travaux sociologiques, mais convergent vers les mêmes réalités sociales : les prescriptions des organismes de conseils liés au ministère de l'agriculture, les femmes à l'ouvrage, les aides matérielles reçues des Etats-Unis et de l'Europe, la mise en place des organisations et des institutions... Outre les thématiques qui renseignent sur les conditions sociales qui ont favorisé l'avènement de la professionnalisation agricole, les encarts textuels et plus tard les commentaires en voix off sont chargés de significations relatives à un contexte historique plus large, dont l'imprégnation d'un rationalisme scientifique est un trait majeur et, les images, relatives à l'espace, aux équipements, aux intérieurs, mais aussi aux gestes, aux techniques, et aux liens ouvrent à la sociologie la possibilité d'analyses pragmatiques.

DONDEYNE Christèle (christele.dondeyne@gmail.com)

MCF / UBO

RT 23 Travail, activité, technique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP B)

L'économie de proximité dans l'agriculture Finistérienne. Eléments d'analyse

Le Finistère, comme d'autres territoires, est le terreau d'expérimentations d'un modèle embryonnaire alternatif au modèle agricole dominant, dont l'une des spécificités est la vente dite directe. Les observations relatives à l'activité des agriculteurs qui s'engagent dans cette voie montrent qu'elle revêt des formes variées, tant dans le travail de la terre que de celui du marché. L'organisation du travail s'organise en fonction d'une production, parfois conduite sur de très petites unités, organisée en flux continus et diversifiés pour être vendue tout au long des saisons sur des marchés locaux, ou livrée via des associations de consommateurs, et parfois à des magasins spécialisés en bio proches de l'exploitation. Les techniques de travail varient d'une exploitation à l'autre et sur une même exploitation (semis ou recours aux plants pour une même variété de légumes, traction animale ou motorisée pour le travail du sol, etc.). Le travail du marché consiste en l'organisation et la planification en amont des lieux de vente parfois diversifiés, et la stabilisation des relations avec des consommateurs qui oscillent entre attachements routinisés et relations contractualisées. Cette activité productive s'appuie sur des modes de transmission des savoirs et savoir-faire et des solidarités formés au sein de collectifs professionnels ou associatifs et des liens communautaires.

DONNET Claire (donnetclaire@wanadoo.fr)

Doctorante / Université de Strasbourg

RT 43 Sociologie et religions Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D5)

Un religieux englobant? Etude de l'investissement religieux de jeunes musulmans en association de quartier.

Cette intervention se propose de réfléchir sur le militantisme musulman en réinterrogeant la relation complexe qui unit la religiosité et la politisation, afin de comprendre le processus d'investissement religieux dans la vie quotidienne. Nous nous appuyerons sur un travail de terrain effectué auprès d'une association religieuse musulmane strasbourgeoise, militant pour la construction d'une mosquée dans le quartier. Il s'agira de mettre en évidence le fait que les attachements politiques de ces jeunes militants et leurs traductions en pratiques sociales concrètes influent sur leur religiosité. Pour cela nous analyserons tout d'abord le processus qui conduit cette association culturelle maghrébine lambda à devenir une association religieuse

musulmane revendiquée où l'orthopraxie est largement valorisée. Nous verrons ensuite comment cette transformation participe de façon synchronique au processus de politisation des jeunes dirigeants de l'association. Enfin nous mettrons en évidence comment leurs actions collectives protestataires, proches des répertoires d'action des syndicats, sont une source de distinction à l'intérieur de leur groupe d'appartenance imaginé.

DOS SANTOS Irène (irenedossantos75@gmail.com)

Chercheur postdoctorante / CRIA

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

Entre la France et le Portugal, entretenir les liens familiaux en contexte 'transnational'

C'est à partir du cas d'une migration intra-européenne de la deuxième moitié du XXe siècle, celle des Portugais de France, que je propose une analyse des liens familiaux en contexte transnational. Cette réflexion est fondée sur des matériaux empiriques recueillis dans le cadre d'une ethnographie multisite menée depuis une dizaine d'années en France et au Portugal. Dès les années 1970, des études menées auprès de la population portugaise de France ont montré l'existence d'une double inscription territoriale entraînant une mobilité géographique et la circulation de biens matériels et symboliques entre le pays d'origine et celui d'installation. En France, les théories du transnationalisme ont été très peu mobilisées depuis les années 1990 dans l'analyse des pratiques de « va-et-vient » des familles portugaises. La première partie de mon exposé visera à analyser les principales conclusions de ces recherches, dans une perspective comparée France/États-Unis, pour tenter d'éclairer les apports de la notion de transnationalisme. La deuxième partie de l'exposé sera consacrée à l'analyse de cas concrets de dispersion familiale. Il s'agira de montrer comment, dans ces différentes configurations, les membres de ces familles entretiennent leurs liens et d'interroger l'idée de projet migratoire familial, son évolution en fonction des âges de la vie de ces différentes générations familiales.

DOUSTALY Cécile (c.doustaly@orange.fr)

MCF / CICC

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 18)

New Labour, Creative Britain et culture publique

La culture reçut un fort soutien de la part du nouveau gouvernement travailliste en 1997. La conquête du pouvoir du jeune Tony Blair s'était appuyée sur une stratégie promettant l'avènement d'une Creative Britain, dynamisée par les industries de la création et la musique pop. S'il est vrai que le paysage culturel a radicalement changé, ce fut au prix de bouleversements conséquents. Des réformes manageriales inspirées du New Public Management furent introduites dans la gestion publique de la culture et ont laissé de moins en moins de place au jugement de la qualité artistique pour imposer aux administrateurs, parfois à marche forcée, des objectifs de rentabilité et d'évaluation quantitative difficiles à concilier avec la création. Leur rejet assez généralisé se traduit par une résistance passive et des stratégies de contournement (tick-boxing). La détérioration des relations entre le ministère de la culture et les organismes de financement aboutit à une nouvelle réforme en 2010 qui réintroduisait des critères de qualité artistique appliqués par des experts afin d'améliorer la transparence des procédés de financement et de réintégrer les artistes et le public là où la logique comptable avait dominé. Cette communication s'intéressera à l'identité de ces experts, à la nature de leur travail, et à l'articulation de leur avis avec les autres critères d'évaluation existants.

DRESSEN Marnix (marnix.dressen@univ-lille1.fr)

Pr / UMR Clersé

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

La fusion pour les nuls une innovation démocratique inspirée s'appuyant sur les TIC

Depuis janv. 2009, Pôle emploi (PE) résulte de la fusion de l'ANPE et des Assedic. Depuis le 1er avr. 2010, plus de 900 psychos techniciens de l'AFPA y ont à leur tour été affectés. Cet intermédiaire majeur de l'emploi, salarié plus de 50 000 personnes qui « gèrent » près de 4,5 millions de demandeurs d'emplois. Ces profondes restructurations ont suscité une grande inquiétude, les différentes catégories de personnel s'interrogeant sur l'évolution de leur travail, de leur emploi, certains étant de statut public (les ex-ANPE et de l'AFPA) et d'autres de statut privé (les ex-Assedic/Unedic). Ces interrogations ont été particulièrement intenses lorsqu'il a été question de négocier des accords coll. et notamment une conv. coll. Les difficultés d'exercice de l'activité provoquent bien des questions et parfois des révoltes. Plusieurs mois avant la naissance effective de PE, la Fusion pour les nuls fournissait nombre d'informations et reproduisait ce que les médias disaient de PE, des documents émanant de la direction ou des OS. Ne faisant pas mystère d'avoir choisi de s'inscrire du côté des salariés et des usagers, ce site se veut animé par des « valeurs humaniste et de solidarité ». Nous montrerons que LFPLN est bien plus qu'un site d'informations concurrençant les sites syndicaux.

DROUARD Maïa (maia.drouard@gmail.com)

Doctorante / CURAPP (UMR 6054) - GRESCO (EA 3815)

GT 42 Sociologie des élites Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 21)

Administrer la Fondation du patrimoine. Dispositifs de production d'un sens commun.

Le 2 juillet 1996, l'Etat se décharge officiellement des missions de préservation et de valorisation du patrimoine rural non classé en déléguant sa gestion au secteur privé, notamment par la création légale de la « Fondation du patrimoine », dont les entreprises fondatrices sont à la tête du conseil d'administration. Cette fondation permet de financer des projets de restauration

de patrimoine appartenant à des propriétaires privés ou à des collectivités par le biais de dons individuels et/ou d'entreprises alors défiscalisables. Ces projets doivent répondre à un certain nombre de critères et justifier d'un intérêt patrimonial afin d'obtenir le label de la fondation. En prescrivant les critères qui définissent le patrimoine, les élites à la tête du conseil d'administration de la fondation sont amenées à projeter leurs propres valeurs et schèmes de pensée relatifs sur le patrimoine, un objet qui permet également de construire l'Histoire et l'identité locale. On s'aperçoit alors que le mécénat de la Fondation du Patrimoine ne constitue pas une seule opération économique favorable aux classes dominantes.

DROUIN Camille (camilledrouin.cd@gmail.com)

Etudiant / CREAD

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Assouplissement de la carte scolaire, spécialisation sociale des établissements scolaires et inégalité des chances Analyse de la situation de la commune de Marseille (2006-2010).

En juin 2007, le nouveau gouvernement s'est orienté vers un assouplissement de la carte scolaire. L'objectif officiellement poursuivi vise à « favoriser l'égalité des chances et la diversité sociale au sein des établissements scolaires ». La communication a pour objet d'étudier les effets de cette politique sur la mixité sociale des collèges marseillais. Les collèges se caractérisent-ils par davantage de mixité sociale ou davantage de ségrégation sociale ? La communication est fondée sur une étude statistique du recrutement des établissements scolaires marseillais, à partir d'exploitations secondaires de la base IPES (Indicateurs de Pilotage des Etablissements Secondaires) du ministère de l'Education nationale et sur les demandes et acceptations des dérogations effectuées auprès des collèges marseillais. L'étude est menée sur les cinq dernières années (2006 à 2010). L'étude montre que les dérogations ont nettement progressé depuis la rentrée 2008. Et, les collèges accueillant un public défavorisé socialement ont perdu des élèves au profit des collèges accueillant un public favorisé. L'étude met en évidence le fait que les collèges du secteur privé se spécialisent dans le recrutement d'élèves favorisés, tout comme de rares collèges publics. Enfin, l'étude montre que les nouvelles mesures d'assouplissement de la carte scolaire sont, en moyenne, fortement défavorables aux collèges classés en Zones d'Education Prioritaire (ZEP)

DUBOIS Michel (mdubois@msh-paris.fr)

DR / CNRS

BRUNET Philippe (philippe.brunet@univ-evry.fr)

MCF / Université d'Evry Val d'Essonne

RT 29 Sciences et techniques en société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

ISTEM : Emergence et dynamique d'un collectif de recherche dans le domaine des cellules souches embryonnaires humaines

Cette communication explore la nature exacte et les conséquences de la tension structurante entre valorisation et régulation pour un secteur particulier — la recherche sur l'embryon — et pour un collectif de recherche central en France dans ce secteur : l'Institut des Cellules Souches pour le Traitement et l'Etude des Maladies Monogéniques (I-STEM). L'Institut est aujourd'hui le principal interlocuteur, pour le secteur de la recherche sur l'embryon, de l'Agence de la Biomédecine. Cette communication présentera les résultats d'une recherche empirique conduite autour de trois axes principaux : 1/ Le processus d'individuation du collectif I-STEM (considéré dans ses dimensions temporelle, spatiale et relationnelle). 2/ La spécificité normative du collectif de recherche I-STEM (considérée du point de vue du questionnement éthique lié à la recherche sur l'embryon mais également de la transformation normative de la communauté scientifique). 3/ la qualité « technoscientifique » d'ISTEM : par opposition aux approches indifférenciationniste et transgressive de la technoscience, nous proposerons d'appréhender cette catégorie comme un régime organisationnel spécifique du travail scientifique et plus globalement de l'action scientifique.

DUBOYS DE LABARRE Matthieu (matthieu.delab@free.fr)

Chercheur associé / Centre Emile-Durkheim, Université Victor Ségalen Bordeaux 2

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et personnes en situation de limitation d'autonomie : trajectoires d'usages

Cette communication se base sur les résultats d'une étude menée en 2008/2009 pour le compte du ministère de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi . Trop souvent, la pratique des TIC qu'ont les personnes en situation de limitation d'autonomie est analysée à partir des déterminants d'usages. S'il est pertinent de mettre en évidence les caractéristiques des individus qui favorisent ou défavorisent l'usage de TIC, nous pensons que cette démarche est insuffisante. Leur connaissance ne permet pas d'expliquer les comportements minoritaires. Par ailleurs, la mise en avant de ces déterminants renvoie à une vision statique des usages (un état à un moment donné en fonction des caractéristiques des individus). Elle ne nous renseigne que faiblement sur la dimension dynamique : quels sont les processus et les étapes à l'œuvre dans l'usage des TIC ? Ainsi, nous proposons d'analyser l'usage des TIC pour ce type de population à partir de la notion de trajectoire. Quels sont les parcours de nos informateurs vis à vis de cet usage ? Comment ont-ils rencontré/ été mis en contact avec des TIC ? Cette rencontre a-t-elle débouché sur une utilisation/ appropriation des TIC ? Quels sont les prescripteurs qui participent à cette trajectoire ? Quels sont les atouts et les faiblesses de ces derniers ? Cette notion de trajectoire d'usage sera abordée à travers trois éléments : 1- la mise en contact avec les TIC, 2- les processus d'appropriation, 3- des exemples de trajectoires significatives.

DUBUISSON-QUELLIER Sophie (s.dubuisson@cso.cnrs.fr)

Directeur de recherche / CNRS

RT 12 Sociologie économique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 2)

La contribution des mouvements militants à l'innovation par la constitution de nouvelles valeurs marchandes

La littérature en sociologie économique ne s'accorde pas sur le rôle joué par les processus de stabilisation dans l'ordre marchand. Nous proposons de considérer que les firmes peuvent aussi bien chercher à stabiliser leurs environnements qu'à introduire des éléments d'instabilité ou d'innovation, pour contrôler leurs concurrentes. Pour ce faire, elles peuvent notamment imposer ce qui constitue la valeur marchande des biens qui s'y échangent. Certaines firmes parviennent ainsi à dominer sur leurs marchés lorsqu'elles imposent à d'autres firmes une définition des préférences des consommateurs et de la valeur marchande des produits. Dans cette contribution, nous nous intéressons au rôle des mouvements sociaux dans l'introduction de nouvelles valeurs marchandes des produits. A partir d'une enquête ethnographique conduite auprès de plusieurs mouvements militants, dont la spécificité est de s'adresser directement aux consommateurs, nous mettons en avant leur contribution à l'introduction de nouvelles dimensions de la valeur des produits. On observe alors, à travers la propension des acteurs économiques à reprendre ces éléments pour les inclure dans la valorisation de leurs offres, la capacité des mouvements sociaux à contribuer à l'innovation sur les marchés par la constitution de nouvelles préférences des consommateurs pour de nouvelles valeurs marchandes.

DUBUISSON-QUELLIER Sophie (s.dubuisson@cso.cnrs.fr)

Directeur de recherche / CNRS

BARREY Sandrine (barrey@univ-tlse2.fr)

MCF / Université Toulouse 2 / CERTOP-CNRS

GOJARD Séverine (Severine.Gojard@ivry.inra.fr)

CR / INRA

RT 23 Travail, activité, technique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP B)

Quelles capacités de changement des consommateurs ? La consommation alimentaire à l'articulation des structurations sociales, des prescriptions publiques et des modes de vie

La consommation peut être considérée comme une pratique sociale alimentée à la fois par les mécanismes de la socialisation familiale et sociale, mais aussi d'éléments plus exogènes apportés par les innovations de produits du secteur marchand, ou encore par les formes d'encadrement issues de la sphère publique (politiques publiques ou discours des associations). Il paraît donc particulièrement fécond de suivre les effets des prescriptions autour de la consommation sur la modification des comportements des consommateurs. Nous avons mené en parallèle une analyse quantitative portant sur les achats d'un panel de 2000 consommateurs et une étude qualitative portant sur les trajectoires de 12 consommateurs. Nos résultats mettent en évidence certains contextes favorables à l'apparition de nouvelles conduites de consommation. En premier lieu, nous montrons que certaines caractéristiques des ménages affectent leur capacité à modifier leurs pratiques de consommation pour intégrer des prescriptions issues de la sphère publique. Par ailleurs, il apparaît important de noter que ces déplacements ne procèdent pas simplement de la prise en compte des prescriptions « au pied de la lettre ». Les consommateurs s'appuient sur de nombreux relais et leurs rapports aux prescriptions sont multiples. Ces résultats paraissent particulièrement intéressants dans un contexte où cette capacité d'invention des consommateurs semble être au cœur des nouvelles problématiques sociales de l'innovation.

Auteur non communicant : Marie Plessz chargée de recherche ALISS INRA

DUCOURNAU Pascal (ducourna@cict.fr)

Maître de conférences / INSERM 1027/LISST CNRS

GT 41 Corps, technique et société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7) *Tests génétiques en ligne: une biopolitique en mutation*

Un phénomène nouveau, emblématique de la convergence entre les avancées des TICs et des biotechnologies, s'est récemment produit, entraînant une forte controverse éthique. Il s'agit de la vente sur Internet de tests génétiques visant d'une part le dépistage de multiples maladies ou traits de comportement et d'autre part l'obtention d'informations relatives à l'origine généalogique. Que vient nous apprendre le développement de ce marché quant aux mutations de la biopolitique ? Tout d'abord, les Etats, tout autant que les organisations professionnelles de la médecine et les comités d'éthique, voient le principe d'une « surveillance des autosurveillances » des usages du corps leur échapper. Deuxièmement, ce marché révèle un mouvement social inédit, réclamant pour tout un chacun la liberté absolue de recourir à ces tests en dehors de tout contrôle médical; en somme il s'agit de l'émergence d'une biopolitique décentralisée et personnalisée. Quelle est cependant la portée de ces mutations en cours ? Sur la base d'une enquête par entretiens (30) auprès d'utilisateurs de ces tests vendus sur Internet, il est possible d'avancer : i) que nous assistons à une entreprise de normalisation hétéronome des existences individuelles, plus qu'à une gestion autonome de celles-ci; ii) que les usagers en quête d'une « origine » se voient par une opération d' « inférence statistique » attribués une « ancestralité », dont les opérations de construction se révèlent faiblement questionnées.

Auteur non communicant : Claire Beaudevin ATER Université Paris Descartes - Paris V

DUFRESNE Anne (anne.dufresne@uclouvain.be)

Chercheur / UCL

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

Quels acteurs européens pour quelle négociation collective transnationale ?

Cette communication a pour but de réfléchir à la place des accords d'entreprise transnationaux (AET) dans l'ensemble des systèmes et niveaux de négociation et aux questions posées par l'existence et l'articulation de ces niveaux. En effet, l'absence de cadre juridique, situation qui risque de ne pas changer à moyen terme, oriente le système européen de relations professionnelles vers l'atomisation des négociations par groupe d'entreprises, abandonnant par là même le développement des niveaux supérieurs : sectoriel et interprofessionnel. Or, ces deux derniers niveaux où le dialogue social européen actuel manifeste une faiblesse certaine, tant dans le contenu que dans le nombre d'accords conclus, sont justement les lieux de l'institution syndicale porteurs des valeurs de solidarité et de transformation sociale. Qu'en pensent les différents acteurs concernés ? Comment souhaitent-ils organiser juridiquement les relations entre les cadres interprofessionnels, sectoriels et d'entreprise ? La conclusion d'AET dotés d'un nouveau cadre juridique spécifique pourrait-elle être l'occasion de dynamiser la négociation collective européenne en l'articulant aux deux niveaux supérieurs ? Pour répondre à ces questions stratégiques sur le système de relations professionnelles et la négociation collective à l'échelle européenne à très long terme, nous partirons d'entretiens réalisés avec les acteurs concernés par les AET (syndicat, patronat et Commission européenne).

DUMAS Agnès (agnesdumas@free.fr)

Chercheuse associée / CERMES3

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 19)

La politique de prévention du risque alcool et grossesse, ou l'histoire de l'étiquetage d'un produit – toxique – du terroir

La consommation d'alcool pendant la grossesse ou l'allaitement, autrefois conseillée, fait depuis peu l'objet d'une politique d'étiquetage visant à prévenir les femmes de ses dangers potentiels et préconisant l'abstinence totale – « zéro alcool pendant la grossesse ». En 2007, un pictogramme semblable à un panneau routier indiquant un sens interdit, au centre duquel se trouve une femme enceinte tenant un verre, est ainsi apparu sur les contenants de boissons alcoolisées. Cette politique est justifiée par le risque de survenue du Syndrome d'alcoolisation fœtale (SAF), une pathologie pouvant induire des séquelles très graves, observées chez les enfants de mères alcoolo-dépendantes ; des formes moins sévères, les Effets de l'alcool sur le fœtus (EAF), tendent à apparaître suite à une consommation épisodique importante (le « binge drinking ») ou à une consommation quotidienne de plusieurs verres d'alcool pendant la grossesse. Le lobby viticole s'est fermement opposé à cette politique réduisant à néant les efforts déployés jusqu'alors pour mettre en valeur les bienfaits naturels du vin. L'histoire de l'adoption de cette politique d'étiquetage d'un produit du terroir, désigné subitement comme un dangereux produit toxique, marque un revirement très net dans la gestion de ce « nouveau » problème de santé publique : on est passé, en à peine trois ans, d'un silence total à une politique particulièrement volontariste, la plus radicale d'Europe.

DUMAS Agnès (agnesdumas@free.fr)

Post-doc / Unité de recherche en SHS, IGR, Villejuif

RT 20 Méthodes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Articuler les approches quantitative et qualitative : de la collecte à l'interprétation des données sur les trajectoires de vie de personnes atteintes par un cancer dans leur enfance

Cette recherche consiste dans la confrontation de données qualitatives, issues d'entretiens menés auprès de « survivants » d'un cancer pédiatrique, et de données quantitatives, recueillies au travers de la cohorte épidémiologique EURO2K. Cette cohorte porte sur le devenir à long terme d'adultes traités pour un cancer dans l'enfance, pour évaluer la morbidité mais également les répercussions socioprofessionnelles associées à la survenue de la maladie. L'enquête qualitative, greffée à l'enquête épidémiologique, vise à comprendre la façon dont la maladie survenue dans l'enfance a pu peser sur les décisions de vie ultérieures, sur les stratégies d'ajustement social et professionnel. L'emboîtement des deux échantillons – les entretiens étant conduits auprès de personnes ayant répondu au questionnaire – permet une mise en relation interprétative des données quantitatives et qualitatives. En effet, l'articulation entre les deux types d'approches n'est pas pensée dans une perspective complémentaire mais triangulaire : il ne s'agit pas tant d'apporter deux éclairages différents sur un même objet que de rechercher les convergences ou les dissonances entre les résultats produits par les deux types d'outils, questionnaires d'une part et entretiens de l'autre, et de suggérer des moyens innovants pour penser l'articulation entre les méthodes.

Auteur non communicant : Christophe Perrey

DUMOULIN KERVRAN David (david.dumoulin@univ-paris3.fr)

MCF Sociologie / IHEAL-CREDA

OLLIVIER Guillaume (gollivier@avignon.inra.fr)

Ingénieur d'Etude socio-informatique / INRA

RT 29 Sciences et techniques en société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

La taxonomie : reconfiguration technologique et gouvernement du monde

La présentation proposée fera état d'une recherche effectuée au sein du projet ANR Expebiodiv et traitera des reconfigurations importantes qu'a connues la discipline taxonomique depuis 20 ans. Alors une crise drastique, l'entrée du problème de la biodiversité au niveau politique le plus élevé reconfigure en relégitimant cette pratique disciplinaire. Ce changement s'accompagne de ruptures technologiques marquées, techniques de collecte ADN (dénommée barcoding) et la généralisation

des infrastructures numériques (CBOL et Global Taxonomy Initiative), qui prennent corps dans les dispositifs politiques. Cette digitalisation du vivant questionne aussi la pratique des collections qui est au cœur de la taxonomie. Nous mettrons en évidence ces transformations en nous appuyant sur une enquête préliminaire à 3 niveaux : -explorations webométriques sur les reconfigurations de la discipline au niveau international, - traitement d'un corpus documentaire et entretiens auprès de chercheurs français (Société Française de Systématique), -étude de cas sur la pratique de la malacologie au sein du « Renouveau des Grandes expéditions », collecte à grande échelle lancée par le Museum d'Histoire Naturelle et l'ONG Pronatura International. On reviendra en conclusion sur la notion d'innovation, avec les articulations possibles entre d'un côté l'idée d'une « révolution informatique » dans les sciences du vivant, et de l'autre une explication par l'ouverture d'une opportunité politique.

DUNEZAT Xavier : voir à **DAMAMME Aurélie**

DUPONT Hugo (hugo.dupont@u-bordeaux2.fr)

Doctorant / Centre Emile Durkheim - Université Bordeaux

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Sentiment d'injustice scolaire et école spécialisée : le cas des élèves en Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique

Certains élèves présentent une double déviance : ils sont en échec scolaire, et ont un comportement perçu comme déviant parce que violent de la part de l'institution scolaire. Ils se retrouvent alors dans une logique de prise en charge psychologique, rééducative et pédagogique spécialisée qui pourra les amener, s'ils sont diagnostiqués comme présentant des « Troubles de la Conduite et du Comportement », à être intégrés de manière totale au sein d'un Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique (I.T.E.P.). Cette situation les exclut du système scolaire ordinaire. Nous nous attacherons à expliciter les raisons qui mènent ces jeunes à décrire des situations d'injustice dont ils se sont sentis victimes au sein de l'école ordinaire en amont de leur prise en charge spécialisée mais aussi et surtout au sein de l'environnement scolaire spécialisé recréé pour eux au sein des I.T.E.P.

DUPRAT-KUSHTANINA Veronika (veronika.kushtanina@gmail.com)

Doctorante / EHESS

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Le care auprès d'une personne âgée dépendante : de la carrière de l'aidant à la carrière d'une famille aidante

Dans les évolutions des relations de care au fil du temps, nous avons observé deux « carrières » : la « carrière » de l'aidant(e) et la « carrière » de la famille aidante. Ces dynamiques sont analysées sur l'exemple d'une famille moscovite qui démontre plusieurs carrières de l'aidant autour d'un grand-père dépendant : dans un premier temps l'enthousiasme et l'apprentissage des tâches, l'appropriation d'une nouvelle responsabilité par sa fille et trois petits-enfants ; puis, une prise de distance par rapport à l'aidé de la part des petits-enfants suite à deux causes. La première résiderait dans des conditions extérieures par rapport au care, dans la vie quotidienne qui se trouve modifiée. La deuxième est un type de fatigue qui est causé par le care en tant que tel. Il paraît pertinent de reprendre le terme de burn-out introduit par les sociologues du travail pour décrire la fatigue psychologique et la perte d'une vision positive de son travail. Dans les relations de care, la logique de responsabilité s'articule dans les pratiques à travers le choix de l'aidant en fonction de la disponibilité. Dans ce cas, la carrière de la famille aidante résulte de la carrière de l'aidant. L'engagement du début, de l'ensemble de la famille, cède par la suite la place à une monopolisation des tâches de soin par un membre de la famille, quand les autres subissent un burn-out et délaissent ce travail à la personne jugée la plus disponible.

DUPRAT-KUSHTANINA Veronika (veronika.kushtanina@gmail.com)

Doctorante / EHESS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H4)

France-Russie : un rapprochement de modèles de grand-parentalité dans les milieux favorisés

La recherche auprès de 63 familles russes et françaises permet de constater un rapprochement de modèles grands-parentaux chez les familles de milieux favorisés dans les deux pays. En France, depuis l'après-guerre et en Russie, à partir des années 1970, on observe l'apparition de « nouveaux grands-parents » dont le mode de vie se caractérise par une multitude de temps biographiques. Les jeunes grands-parents russes de milieux favorisés ont tendance à travailler plus longtemps pour repousser la chute des revenus et l'inactivité sociale de la retraite. Leurs homologues français, bien plus souvent à la retraite au même âge, sont nombreux à s'engager dans des occupations bénévoles. En outre, les jeunes grands-parents des deux pays exigent du temps pour leur vie de couple et leurs loisirs en recherchant un équilibre entre la vie sociale et la vie familiale. D'autre part, ce modèle de grand-parentalité s'appuie sur une autonomisation des générations et une distinction nette entre le rôle des parents comme les éducateurs principaux et celui des grands-parents comme aidants occasionnels pour leurs enfants et compagnons de jeux pour leurs petits-enfants. Le premier rôle de la mère dans l'éducation de jeunes enfants est assuré par une représentation de la maternité comme une période de vie en soi avec une interruption de l'activité professionnelle et le recours aux différents modes de garde ce qui permet aux parents de contrôler la socialisation des enfants.

DUPUIS Claude (fennek.france@orange.fr)

Docteur en histoire de l'art / aucun

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Entre délit de faciès et « bonne » photographie : hypothèses autour du Bertillonage

Depuis le 19e siècle plusieurs voix se sont exprimées sur la manière de photographier l'être humain. De Bertillon et Chervin à Conord tous s'accordent sur l'impératif d'objectivité de la photographie en anthropologie, une certaine « neutralité de la vision » allant jusqu'à s'interdire toute recherche esthétique : mieux vaut une « bonne » qu'une « belle » photographie. Si Chervin propose un emploi méthodique de la photométrie, éliminant tout hasard à la prise de vue favorisant le travail scientifique à venir, Piette souligne les apports d'une « image informationnelle, prise de façon relativement aléatoire et informelle » et insiste sur le fait qu'il faille « affirmer et justifier les différents critères qui ont présidé au choix et aux modalités de la prise de vue » sans évoquer, tout comme les autres auteurs cités, la formation ou la connaissance en photographie de l'anthropologue ou du sociologue. Or le regard, la vision et la pratique photographique de tout un chacun sont inéluctablement influencés par ses propres travaux ou ceux des autres. En revenant sur le Bertillonage et les pratiques photographiques en anthropologie judiciaire nous nous intéresserons aux connaissances de Bertillon. Puis nous étudierons l'influence du Bertillonage sur les photographies de Sander ou de Garanger. Même s'il ne s'agit pas originellement de travaux socio-photographiques, ils fournissent des images qui ont eu, ont ou auront elles aussi une résonance dans la formation des regards.

DUPUY Camille (camille.dupuy@ens-cachan.fr)

Doctorante / IDHE-ENS Cachan

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

La participation des salariés à l'innovation : le cas de l'outil de production éditoriale du Monde Interactif.

On s'intéresse à la mise en place d'une innovation technologique au Monde Interactif (site compagnon du Monde): le logiciel de production éditoriale (le SEPT) en 2005, et à son développement (refonte en 2008 et aménagements aujourd'hui avec l'introduction du Live). Contre l'idée d'un déterminisme technologique, on s'intéresse au processus qui permet le développement de cette innovation. On prend en compte l'action collective des salariés dans ce processus. L'innovation se produit en interne, dans des groupes de travail qui impliquent l'ensemble des métiers (rédaction, développement, informatique, marketing, direction). Les groupes se forment en dehors des instances de représentation des salariés classiques. Ce processus collaboratif s'inscrit à la rencontre d'une combinaison de facteurs (éditoriaux, techniques et financiers) qui rendent possible le changement. Ces innovations ont une double conséquence, sur le marché du produit et de l'emploi. Le système permet d'accéder à une plus large gamme d'éléments éditoriaux mais en exclut certains. Le produit est donc influencé par ces avancées techniques. On observe également des conséquences sur la qualité de l'emploi. Le contenu du travail quotidien se modifie. On assiste à un rapprochement des compétences entre les journalistes et les non journalistes. Ce travail s'inscrit dans un projet de recherche financé par l'ANR (Travcher) qui interroge la place des salariés dans l'innovation.

DURAND Jean-Pierre (jpd.duran@gmail.com)

Professeur / Univeristé d'Evry

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D20)

Être graphiste aujourd'hui ou la création empêchée

Les 40 000 graphistes travaillent en France pour des institutions publiques (collectivités territoriales, théâtres, universités, etc.) ou pour le secteur privé (publicité, communication d'entreprise...). Dans les deux cas, pour des raisons convergentes, la créativité des graphistes est de plus en plus restreinte, encadrée par des principes normatifs extérieurs à la profession auxquels ils doivent se plier sous peine de perdre leurs marchés. Dans la publicité pour les produits de consommation de masse, le travail du graphiste doit suivre au plus près un cahier des charges précis au risque d'être rejeté par les « testeurs ». Dans le secteur public les commanditaires se sont presque tous entourés d'experts en communication qui ont radicalement transformé la nature de la commande. On assiste ainsi à une sorte d'homogénéisation des propositions, renforcée par la diffusion rapide des éventuelles innovations sur le web (« tout le monde copie tout le monde »). La communication montre la dégradation du travail des graphistes à travers les transformations de la demande de plus en plus fondée sur la recherche d'une prétendue efficacité marchande de leurs créations. L'équilibre entre graphistes du privé et graphistes du public se fait par une distinction de la nature des capitaux rétributifs : capital économique pour la publicité où la création est très largement dirigée et capital symbolique pour le secteur culturel qui paie mal, mais où exercent les graphistes les plus reconnus.

Auteur non communicant : Joyce Sebag Professeur Université d'Evry

DURET Pascal : voir à GONTHIER Stéphanie

DUSSUET Annie (annie.dussuet@univ-nantes.fr)

Maître de conférences HDR / CENS (EA3260) UFR de Sociologie - Université de Nantes

FLAHAULT Érika (Erika.Flahault@univ-lemans.fr)

MCF ESO - Espaces et Sociétés / Université du Maine

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 12)

Militantisme et/ou salariat : l'exemple des organisations de défense des droits des femmes

Cette communication s'interroge sur la manière dont les associations nées de la deuxième vague du féminisme (années 1970) ont innové en transformant en pratiques de travail salarié les démarches militantes dont elles étaient porteuses. On utilisera

pour cela les résultats d'une recherche menée auprès d'organisations locales des trois grands regroupements associatifs de défense des droits des femmes que sont le Planning Familial, la Fédération Solidarité Femmes, et le réseau des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles. On montrera en particulier comment des « nouveaux métiers » sont nés de ce mouvement de salarisation, favorisant l'émergence de nouvelles pratiques de travail social qui prennent en compte la dimension du genre. Dans ce sens, l'action associative semble permettre des avancées vers l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais on montrera aussi les difficultés que rencontrent les organisations pour atteindre une véritable « professionnalisation » de leurs activités. On soulignera en particulier comment les pratiques militantes, en important dans le salariat des principes d'action qui dérogent à ceux de la sphère publique, tendent à rendre invisible le travail réalisé. Ces associations qui se réclament du féminisme feraient ainsi paradoxalement courir à leurs salariés, essentiellement des femmes, les risques de tous ordres (économiques, sociaux et même de santé) liés à un déni de reconnaissance.

DUTERCQ Yves (y.dutercq@orange.fr)

Professeur d'université / CREN, Université de Nantes

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

Le succès des cours privés est-il un signe du déclin de l'école à la française ?

L'offre éducative privée ne porte plus seulement sur l'aide aux élèves en difficulté, mais aussi sur la formation des meilleurs et répond à une demande non satisfaite par l'enseignement public français. Celui-là s'inscrit dans une tradition civique et académique centrée sur les savoirs disciplinaires, peu soucieuse des particularités des élèves et encore très prégnante dans l'enseignement d'excellence. Or la demande des parents et des élèves renvoie le plus souvent à une meilleure attention aux besoins de chacun et à moins de distance de la part des enseignants, à l'image de ce qui peut être offert dans la sphère familiale. Dans la mesure où, en tant qu'entreprises marchandes, le succès des cours privés dépend fortement de leur attention à proposer une offre différente de celle de l'enseignement classique public et à satisfaire leur clientèle, ils ont intérêt à faire valoir des capacités d'adaptation répondant aux attentes des usagers. Nous nous interrogerons, à partir de cet exemple, sur le sens à donner à ce changement de paradigme, de la suprématie de l'offre à celle de la demande : signe-t-il le déclin de l'école à la française, conçue à partir d'une logique civique, et son intégration au paradigme libéral dominant ? Le succès des cours privés doit-il s'interpréter comme celui de la logique marchande plus que domestique ? La marchandisation et l'extension de l'offre éducative privée est-elle un symptôme ou une cause de la crise de l'école publique ?

DUTERCQ Yves (y.dutercq@orange.fr)

Professeur d'université / CREN, Université de Nantes

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Comment comprendre l'échec des mesures d'assouplissement de la carte scolaire promulguées au nom d'une plus grande exigence de justice sociale ?

Quels sont les effets des mesures d'assouplissement de la carte scolaire des collèges mises en œuvre à partir de la rentrée 2008 ? Elles étaient officiellement destinées à faciliter le choix par les parents de l'établissement de leurs enfants et, dans une perspective de justice sociale, à permettre ce choix par ceux n'y ayant pas jusque là recours, appartenant aux milieux populaires. Comment expliquer l'échec de la réforme, qui ressort de la plupart des études menées sur la question, rapporté à la conception de la justice à laquelle elle se référerait ? Une première explication est d'ordre à la fois technique et symbolique : la communication en direction des familles populaires a été insuffisante au point qu'elles n'ont pas vu l'intérêt qu'elle pouvait trouver à faire une demande de dérogation, au regard de son coût en termes de démarches. Une seconde explication met en lumière la tension entre volontarisme politique et pragmatisme administratif : si les mesures d'assouplissement trouvent leur logique dans le cadre du fonctionnement des organisations scolaires, elles rencontrent leurs limites dans les exigences budgétaires. Face aux injonctions d'efficacité, la rhétorique de la liberté des familles et de la justice en faveur des familles modestes n'a que peu de poids. On réfléchira à partir de là sur la difficulté récurrente des politiques d'éducation à concilier les différents principes de liberté de choix des parents, d'efficacité, d'équité et de cohésion sociale.

Auteur non communicant : Nathalie Mons MCF Université Paris-Est Marne-la-Vallée

DUTHEIL-PESSIN Catherine (catherine.pessin@upmf-grenoble.fr)

Professeur de sociologie / Université Pierre Mendès-France, Grenoble 2

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Photographier la manifestation

Temps fort de la vie sociale et politique, la manifestation en France possède des caractéristiques qui tiennent à son histoire, au cours de laquelle les historiens ont constaté la fluctuation et la circulation des rites et des formes (Tartakowski, 2004). Puisant dans un répertoire de l'action collective (Traugott, 1995), message en direction du pouvoir, elle est d'abord construite sur un art de l'adresse aux médias, par la mise au point d'un événement spectaculaire créé par le grand nombre. A partir d'un travail photographique lors de deux manifestations récentes, le 1er mai 2009 à Grenoble, et le 27 mai 2010 à Grenoble, je propose de réfléchir à l'intérêt documentaire et heuristique de la photographie, à sa place dans le processus d'observation et d'analyse de telles situations. Tentative pour rendre compte et décrypter d'une autre manière ces moments de création d'un propos collectif, la photographie peut être utilisée comme un outil permettant de fixer partiellement et de détailler la production d'une polysensorialité cinématique et conjointement la production d'une symbolique de la mobilisation. Les difficultés inhérentes à cette démarche photographique pour un tel objet pourront servir de matière à la réflexion méthodologique.

DUVAUCHELLE Yannick (koalama@voila.fr)

Doctorant / Lames

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Les propositions en action

Qu'est-ce qu'une proposition vraie par rapport à une fausse ? Quelle différence sépare la science du savoir commun ? Y a-t-il des propositions objectives à opposer à de simples jugements subjectifs ? Les propositions sont-elles le reflet de choses existant en elles-mêmes ? Dans la considération des propositions et dans la tentative pour résoudre un certain nombre d'interrogations les concernant, le risque est que trop rapidement l'attention se porte sur les phénomènes eux-mêmes, comme pour chercher en eux un principe pour valider ou renier les dites propositions. Se dit indirectement par là l'usage commun qui consiste à s'accaparer ces dernières comme d'un moyen pour approcher le réel lui-même : comme lorsqu'on consulte les journaux pour s'enquérir de l'actualité, il y a là un usage si évident de ces traces écrites qu'il ne paraît pas nécessaire de le mentionner ni de l'expliquer, ce qu'il faut pourtant faire, d'abord en imposant de ramener toute proposition à l'acteur qui l'a produite, point d'origine sans lequel elle n'existerait simplement pas. Ce faisant, on s'offre de découvrir un ordre de détermination social qui n'est pas seulement ce par quoi une proposition se voit marquée de telle ou telle empreinte contingente – contexte culturel de génération ou autre - mais qui, dès les fondations des propositions, institue les conditions de possibilité d'un discours sur le monde, de représentations vouées à dire ce que les choses sont.

EDELBOUDE Johanna (joedelboude@yahoo.fr)

Enseignant-chercheur / IRMAPE, ESC PAU

RT 34 Sociologie politique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

La production d'une candidature légitime à la succession, après confiscation de la prise de parole par le maire défunt: entre loyauté personnelle et défection partisane

Cette contribution analyse les mécanismes de production d'une autorité légitime dans le contexte de la succession, à l'aide du triptyque hirschmanien « exit, voice, loyalty ». Sur la base de la succession d'A.Labarrère à la mairie de Pau, l'analyse porte sur la manière dont la figure, changeante, du successeur se construit en deux temps : immédiatement par intérim, le maire est élu au sein même du conseil municipal, puis élu par le peuple à l'issue d'une campagne électorale. Le candidat consacré pour chacune de ces phases l'est d'abord en vertu de sa conformation au maire disparu (loyalty), puis plus classiquement au parti politique et en vertu d'un projet pour la ville, ce qui engendre une redistribution des filiations partisanes (exit partisan). La prise de parole ne représente plus une option envisageable, dès lors que le maire disparu en avait monopolisé l'usage de son vivant. La disparition du garant de l'ordre politique, personnifié par le maire défunt, engendre une redistribution des postes, qui se traduit par un certain nombre de défections et de résistances internes notamment au parti socialiste. Ce bouleversement des allégeances et des adhésions, lié au changement de référent en termes de conformation, traduit un contexte inédit de réaction à la dislocation de l'ordre politique en vigueur depuis 35 ans. Les interactions interpersonnelles sont analysées au sein du conseil municipal de Pau, entre 2006 et 2008.

EHRlich Irene (irenefabricia@gmail.com)

Doctorante / Université Paris 7/Université Fédéral de Santa Catarina-Br.

RT 16 Sociologie clinique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D4)

La sociologie clinique et la notion de psychique chez Sartre

L'objectif de la sociologie clinique est de réintégrer dans l'objet de la sociologie la dimension subjective des phénomènes sociaux. Elle s'appuie sur la socioanalyse de Bourdieu qui insiste sur l'importance des déterminismes sociaux dans la fabrication sociale des individus. Cependant, Gaulejac précise que la socioanalyse n'explique pas les processus par lesquels l'individu est construit par le social, en réduisant le psychique à des simples reflets des processus sociaux, ce qu'empêche de saisir la réciprocité entre le social et le psychique. Pour comprendre le processus psychique de l'interiorisation du social, la sociologie clinique se sert de la psychanalyse freudienne. Notre propos consiste à analyser la notion de psychique développée par Sartre et sa contribution pour le but de la Sociologie Clinique. Sans se servir de l'hypothèse de l'inconscient et sans réduire l'homme à sa dimension réflexive, Sartre propose une notion de l'ego transcendant à la conscience, comme le résultat de l'appropriation des expériences concrètement vécues en situation. Cette notion de psychique s'articule autour de la notion de temporalité psychique, de projet et de désir d'être, permettant une compréhension dialectique de l'interiorisation du social et de l'exteriorisation du psychique. Elle considère en même temps l'adversité de la situation socio-historique et la liberté comme condition ontologique de l'être humain.

EIDELIMAN Jean-Sébastien (eideliman@aliceadsl.fr)

Maître de conférences / CeRIES - Université Lille 3

COUTANT Isabelle (icoutant@ens.fr)

Chargée de recherches / CNRS (IRIS)

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

Les Maisons des adolescents, une nouvelle forme de contrôle social de la déviance juvénile ?

La « souffrance » des adolescents, notamment en milieu populaire, a pris une place croissante dans l'agenda politique depuis la fin des années quatre-vingts. Depuis le début des années 2000, de nouvelles institutions, les Maisons de l'adolescent, ont pris place dans le champ de la santé mentale, au confluent de la psychiatrie et du travail socio-éducatif, dans une logique de travail en réseau. Ce lexique de la souffrance et de l'écoute participe d'une dépolitisation des rapports sociaux : il évince par exemple

les analyses en termes de classes sociales, d'inégalités sociales et spatiales. En ce sens, les Maisons des adolescents participent d'une nouvelle forme de contrôle social de la déviance juvénile. On ne peut pour autant analyser leur activité et ses effets dans ces seuls termes. Les Maisons des adolescents cristallisent les tensions et la déstabilisation qui traversent les différentes institutions en charge de la jeunesse d'une part, et les familles ; en ce sens, elles sont – comme les autres institutions de première ligne – l'un des réceptacles des transformations qui affectent la société française dans ses marges. Nous proposons d'étudier ces enjeux, ainsi que les effets de ces interventions au sein des familles accueillies, à partir de l'enquête ethnographique que nous menons depuis un an sur une institution de ce type dans une commune populaire de la banlieue parisienne (programme MORALS - ERC).

EIDELIMAN Jean-Sébastien : voir à **BERTRAND Louis**

ELETA-DE FILIPPIS Roxana (r.eletadefilippis@gmail.com)

MCF / Université du Havre

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

L'opposabilité du Droit Au Logement en question.

Cet article aborde, à partir d'un travail empirique qualitatif, financé dans le cadre d'un contrat PE/PS CNRS, la question de l'application de la loi DALO (Droit au logement opposable) en pointant les reconfigurations du droit à la protection sociale sous l'effet de ces dispositifs juridiques qui désignent des groupes sociaux particuliers. L'objectif de notre article n'est pas de mesurer l'efficacité du dispositif mais d'analyser, par l'observation des pratiques juridico-administratives, en quoi l'opposabilité transforme l'accessibilité aux droits sociaux. D'abord, par la nécessaire activation des droits de la part des personnes particulièrement vulnérables (I). Ensuite, par l'augmentation du nombre de « juges », notamment au sein des commissions de médiation et par l'influence croissante de leurs jugements (II). Il en résulte une pléiade d'interprétations du droit et une augmentation de l'insécurité juridique qui transforme l'accès aux droits sociaux.

ELLENA Laurence (lлена@univ-poitiers.fr)

Maître de conférences / Université de Poitiers, GRESCO

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Texte sociologique et références cinématographiques

L'intérêt des sociologues pour la création artistique dans le cadre de leurs réflexions disciplinaires n'est ni récent ni marginal. On peut en trouver une objectivation dans la place occupée par les références aux œuvres artistiques dans les textes des fondateurs de la sociologie et des auteurs du 20^{ème} siècle à aujourd'hui. Cette présence dans l'exposé des résultats de la sociologie permet de reconstituer une trame tissée non seulement de travaux de sciences humaines, mais également de références moins conventionnelles. Bien que la littérature soit dominante dans ce cadre, le cinéma y occupe néanmoins une place. Quelles œuvres filmiques, quels réalisateurs sont cités dans les textes sociologiques, et quel statut leur est accordé ? Cette communication aura pour objectif de décrire les films cités, les thématiques retenues, les justifications énoncées ou non par les sociologues sur cette utilisation et les champs de la sociologie plus particulièrement concernés. Elle décrira également les différentes modalités de cet usage : document sur le monde social, illustration schématique d'un comportement, d'un fonctionnement ou d'une situation sociale, support de réflexions méthodologiques ou épistémologiques ou encore interprétations du monde social. Il s'agira de saisir, à travers cette pratique discrète, non pas ce que les œuvres filmiques peuvent ou non apprendre au sociologue, mais ce que la sociologie, en acte, en fait dans son tissu textuel.

ELOIRE Fabien (fabien.eloire@univ-lille1.fr)

Maître de conférences / Université Lille1, Clersé

PENALVA-ICHER Elise (elise.penalva@dauphine.fr)

MCF / IRISSE-CNRS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 5)

Les réseaux complets en questions : Apports et limites de l'analyse des réseaux sociaux en milieu interorganisationnel

Il y a deux façons de concevoir une analyse de réseaux sociaux. La première, égocentrique, retrace les relations directes et indirectes entre des individus à partir d'un acteur spécifique nommé ego. La seconde, sociocentrique, vise à reconstituer l'ensemble des relations d'interdépendance entre membres d'un même milieu social. On passe d'un niveau d'analyse individuel centré sur un ego dont on décrit le réseau personnel, à un niveau d'analyse collectif où l'acteur constitue une unité statistique relationnelle parmi d'autres. Le milieu relationnel ainsi reconstitué est alors désigné par l'expression réseau complet. Par rapport à l'approche égocentrique qui peut mobiliser l'échantillonnage statistique représentatif pour construire sa population, l'approche sociocentrique a pour objet de reconstituer le système des interdépendances entre acteurs et de mettre au jour les processus sociaux qui fonctionnent dans le milieu étudié. Il lui faut pour cela construire une population aux frontières empiriquement spécifiées, ce qui exclut l'échantillonnage classique. Du fait de cette difficulté méthodologique, l'approche sociocentrique s'est développée au niveau intraorganisationnel, où les frontières sont plus tangibles. Nous cherchons ici à montrer comment il est possible d'étendre la méthodologie des réseaux complets à des objets interorganisationnels pour lesquels les frontières de la population ne sont ni connues au départ, ni évidentes à établir.

Auteurs non communicants : Elise Penalva-Icher Université Paris Dauphine IRISSE, Emmanuel Lazega Université Paris Dauphine IRISSE

ELOIRE Fabien (fabien.eloire@univ-lille1.fr)

Maître de conférences / Université Lille1, Clersé

RT 26 Réseaux Sociaux Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ECO 5)

La stratégie d'innovation sur le marché de la restauration : une approche en termes d'interface et de réseau

Pour un entrepreneur qui se lance sur un marché, face à l'incertitude radicale sur l'avenir, il existe différentes sources et stratégies de profit qui sont susceptibles d'être exploitées. Dans cette communication, nous nous intéressons plus particulièrement à une de ces stratégies, qui est l'innovation. Notre cas d'étude porte sur le marché de la restauration lilloise. Nous replaçons la stratégie innovation dans l'espace des différentes stratégies qui s'offrent au restaurateur. Nous nous demandons qui sont les innovants ? Pourquoi mobilisent-ils cette source de profit plutôt qu'une autre ? Réussissent-ils mieux que les autres économiquement ? Nous comparons les stratégies du point de vue du profit économique et du point de vue des réseaux sociaux. En ce qui concerne le profit économique, par exemple, nous montrons que la stratégie innovation est difficilement rentable puisque, en moyenne, la marge des établissements qui l'adoptent est négative. Mais si nous regardons l'écart-type, nous constatons que les disparités en termes de réussite économique sont très prononcées : les difficultés à être rentables n'excluent donc pas la possibilité, mais pour certains établissements seulement, de connaître une réussite économique.

EMANUELE Toscano (emanuele.toscano@libero.it)

Chercheur / Université de Rome La Sapienza

RT 21 Mouvements sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

«Je suis mon révolution personnelle. Web 2.0, subjectivité et activisme du Mouvement Violet en Italie.

Le mouvement violet en Italie est né au lendemain de l'échec de la loi Lodo Alfano devant la Conseil Constitutionnelle, au début d'Octobre 2009. Un citoyen anonyme - caché derrière le pseudonyme de San Precario – en interprétant la montée de l'indignation contre la réaction arrogante du Première Ministre lorsque la loi a été déclarée inconstitutionnelle, a décidé de promouvoir une manifestation pour demander le renvoi de Silvio Berlusconi. La première manifestation auto-promue par le web a porté un million de personnes à Rome, sans la médiation des partis politiques, syndicats ou associations. Des simples citoyens se sont réunis à San Giovanni en organisant de manière autonome les transports, la logistique de la place et les discours de la scène. Une intelligence connective qui s'est relié par le web pour affirmer les droits qui sont de plus en plus nié. La communication présentée vise à analyser le mouvement « violet » comme expression de la crise de la représentation qui a frappé les partis politiques et les syndicats au cours des dernières décennies. La crise de la représentation politique classique réside et est représenté dans la façon dont ce mouvement est né : à travers le web 2.0. Les social networks sont un espace ouvert et fluide, où les règles sont auto-déterminé par les communautés qui vent se auto-représenter à niveau politique et culturel. Auteur non communicant : Raffaele Pizzari LUMSA Rome.

ERCKERT Guillaume (gerckert@orange.fr)

Doctorant / Université de Strasbourg

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D8)

Quelle(s) mobilité(s) des étudiants inscrits en STAPS. Le cas de l'Université de Strasbourg.

À l'heure où l'injonction de mobilité faite à l'encontre des étudiants semble s'accroître, les chiffres disponibles sur la question laissent perplexes et obligent à renoncer à l'idée d'une mobilité étudiante forte et structurante de l'expérience universitaire. En 2007, le taux de mobilité des étudiants vers l'étranger était de 1,8 % au niveau mondial et celui des étudiants français s'élevait tout juste à 2,5 % de la population étudiante. Mais est-ce à dire que les étudiants ne sont pas mobiles (pour leurs études, pour leurs loisirs, dans leur vie quotidienne...) ? Les mobilités du quotidien tout comme celles du temps libre mériteraient d'être mises en relation avec celles plus spécifiques du séjour universitaire à l'étranger. Y a-t-il une lecture relationnelle voire systémique possible de tous ces types de mobilité ? Est-il possible de mettre à jour des différences entre les étudiants selon leur filière d'inscription ? C'est là la question que nous souhaiterions poser en analysant plus particulièrement les étudiants inscrits en STAPS. Notre présentation s'appuie sur des données quantitatives issues d'une enquête au niveau local à l'Université de Strasbourg. Un questionnaire a de la sorte été administré à plus de 800 étudiants en 3ème année de licence issus de 16 filières différentes.

Auteurs non communicants : Claudine FABER Professeur agrégée Université de Strasbourg, Bernard MICHON Professeur Université de Strasbourg, Sandrine Knobé Ingénieur de recherche Université de Strasbourg

ERCKERT Guillaume (gerckert@orange.fr)

Doctorant / Université de Strasbourg

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Le temps des études : de la prise en compte d'une dimension socio-spatiale. Le cas des étudiants strasbourgeois

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche se félicitait il y a peu de la généralisation, à l'échelle européenne, des parcours disciplinaires et du système de crédit – ECTS. De telles références communes, susceptibles d'assurer la comparaison et le transfert de parcours de formation au sein de l'espace européen, ne pourraient constituer que des atouts supplémentaires au développement de la mobilité étudiante. Or, force est de constater que les données disponibles sur la question parlent d'elles-mêmes : en 2007, le taux de mobilité des étudiants vers l'étranger était de 1,8 % au niveau mondial et celui des étudiants français s'élevait tout juste à 2,5 % de la population étudiante. Sans que ces données ne nous surprennent véritablement, elles n'ont pas été questionnés en tant qu'élément d'un ensemble plus vaste que l'on pourrait nommer « rapport

à la spatialité ». Les mobilités du quotidien tout comme celles du temps libre mériteraient d'être mises en relation avec celles plus spécifiques du séjour universitaire à l'étranger. Un questionnaire a ainsi été administré à 800 étudiants en 3e année de licence à l'Université de Strasbourg. Nos premiers résultats montrent que co-existent sur le campus des mobilités étudiantes dont les principales logiques de variation s'appuient sur les facteurs suivants : acquis scolaires, origine géographique et sociale, mobilité familiale, modes de sociabilité et projets professionnels notamment.

Auteurs non communicants : Bernard MICHON, Claudine FABER, Sandrine Knobé Université de Strasbourg

ESPIRITO SANTO Inês (ines.velho@gmail.com)

Doctorante / EHESS / CMH

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Influence du médium filmique dans la construction de la mémoire biographique

Nous regarderons comment un même événement vécu dans le passé par plusieurs membres d'une famille, est raconté par chacun des membres impliqués dans le présent ? Nous portons attention à l'exercice de la mémoire dont l'évènement historique constitue le substrat, provoqué par la demande du chercheur de sa mise en récit dans le cadre familial. La question épistémologique apparaît alors indissociable, pour le chercheur qui recueille chaque récit indépendamment les uns des autres, avec la caméra, et qui doit choisir et donc rejeter des images pour une mise en ordre « chronologique » et la restitution audiovisuelle de l'évènement. En partant de la remémoration d'un fait saillant dans l'histoire des acteurs d'une famille nous pouvons aborder les questions du « temps », de la façon dont le cinéma tente d'en rendre compte et de la façon dont la sociologie peut tirer profit du médium filmique.

ESPIRITO SANTO Inês (ines.velho@gmail.com)

Doctorante / EHESS/CMH

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

Travailleurs immigrés ou citoyens européens ? Les portugais en France

Le déroulement du changement de statut entraîné par l'intégration du Portugal dans l'Union Européenne chez les portugais immigrés en France, constitue l'axe de cette intervention. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention de Schengen de nouveaux éléments d'interprétation ont été accumulés à l'analyse de la population portugaise installée en France. Les contours marquants du flux massif des portugais vers la France dans les années 60, ont poussé au premier plan le scénario d'une identification collective basé sur les conditions dramatiques de clandestinité que ces personnes ont vécu aussi bien dans leur pays d'origine que dans celui dans lequel elles se sont installées. Comment le passage du statut d'immigré à celui de citoyen européen, symboliquement opéré par l'abolition de la carte de séjour, est-il perçu par ces personnes qui investissent par excellence l'espace européen ? Toutes les données empiriques témoignent qu'il existe un « flottement » de perception sur le nouveau statut acquis qui varie en fonction des catégories socio-professionnelles, de genre et de cohortes migratoires. Au moment où la citoyenneté européenne constitue un statut avantageux pour certains, c'est-à-dire valorisé et valorisant pour les ressortissants, parce qu'il rend possible l'extraction de la condition stricte d'étranger lié à une histoire construite sur la figure du travailleur immigré, on observe néanmoins un attachement à l'imaginaire d'une communauté immigrée homogène.

ESTERLE Laurence : voir à **MATHIEU-FRITZ Alexandre**

EYRAUD Benoît (benoit.eyraud@ish-lyon.cnrs.fr)

Post-doctorant / Larhra / Cems

VELPRY Livia (liviavel@yahoo.fr)

MCF Paris 8 / Cermes3-Equipe Cesames

RT 40 Sociologie des institutions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

Les innovations dans l'organisation de la psychiatrie : la fin d'une institution ?

Les débats autour des pratiques psychiatriques ont pendant longtemps fait référence au terme d'institution, l'hôpital psychiatrique étant même devenu pendant un temps l'emblème même des « institutions totales », et ce, à deux titres : en tant qu'établissement mais aussi en tant qu'organisation ayant un ensemble de règles spécifiques jouant un rôle à part dans la vie sociale, règles qui, de part leur exceptionnalité, exprimeraient une vérité « instituante » de la vie sociale, des sociétés modernes. L'imbrication de ces deux dimensions joue un rôle majeur dans les dynamiques de transformation, d'innovation qui traversent le monde de la psychiatrie. La réforme de l'organisation du système de soin en santé mentale, à partir de la politique de sectorisation, semble avoir conduit à un relâchement du lien existant entre les pratiques mises en œuvre dans les établissements et les discours permettant de les justifier ou entendant les réformer. Cette mise en question de la psychiatrie en tant qu'institution sera menée à partir de l'exemple de l'hôpital psychiatrique du Vinatier, tout particulièrement sur une période charnière entre 1968 et 1975. A partir de ces analyses spécifiques à la psychiatrie, nous proposerons plus largement l'hypothèse qu'une imbrication des dimensions instituantes et instituées est non seulement nécessaire pour qu'une innovation s'inscrive durablement dans la vie sociale, mais aussi pour qu'une organisation sociale relève d'une institution.

EYRAUD Benoît (benoit.eyraud@ish-lyon.cnrs.fr)

Post-doctorant / Larhra

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Les mandats judiciaires à la protection des majeurs : une pratique civile de soin à l'articulation du sanitaire et du social

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées constitue la réforme centrale des politiques publiques concernant la prise en considération sociale du handicap. Les ressources mobilisées par les personnes en situation du handicap, par leur proche ou par les différents acteurs concernés par ces difficultés ne se réduisent cependant pas au dispositif prévu par cette loi. Cette communication s'intéresse à une de ces ressources, les mesures de protection tutélaire, et à leur exercice par des professionnels. Elle entend analyser la manière dont cette activité s'est progressivement constituée, par innovations locales, avant d'être organisée par la loi du 5 mars 2007, pour finalement jouer un rôle clef dans la mobilisation par une partie des personnes en situation de handicap des dispositifs relatifs au soin, au handicap ou à l'action sociale. Nous défendons l'hypothèse que la professionnalisation de cette activité ne constitue pas seulement un nouveau « métier de la relation », mais qu'elle conduit à institutionnaliser une forme originale, que nous proposons de qualifier de socio-civile de l'intervention sur autrui, qui fait lien entre les logiques privées, informelles, souvent familiales, d'aide, qui sont régulées par le droit civil, et les formes d'intervention organisées par le système de santé ou d'action sociale relevant des régulations du « droit social ».

FABIANI Jean-Louis (fabiani@ehess.fr)

Directeur d'études / EHESS

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

L'oeil expert. Contribution à une sociologie historique de la vision

La proposition s'efforce de revenir à partir de situations d'énigme, de controverse ou de très forte incertitude sur les logiques théoriques et pratiques de l'attribution des œuvres d'art. S'appuyant sur le travail canonique de Michael Baxandall sur l'œil du Quattrocento et tirant profit des divers travaux de type phénoménologique sur l'expertise, il s'agit de saisir à la fois les modes de traitement des indices, pour parler comme Carlo Ginzburg, qui permettent de construire des raisonnements attributifs ou désattributifs. On sait que Ginzburg s'est particulièrement intéressé au fondateur de la théorie scientifique de l'attribution des œuvres d'art, Giovanni Morelli, pour proposer le paradigme indiciel. Les développements récents de la neuro-art history sont particulièrement intéressants en ce qu'ils redessinent une nouvelle configuration d'expertise concernant l'évaluation des œuvres tout en s'interrogeant sur la nature même de l'expertise développée par l'histoire de l'art « traditionnelle » dans un univers qui a longtemps été marqué par l'amateurisme éclairé du connoisseurship, c'est-à-dire une forme d'expertise qui ne peut se développer et se transmettre qu'en fonction d'un principe de familiarité sociale. A partir de l'analyse de controverses récentes, on s'efforcera de proposer un cadre d'analyse susceptible de jeter les bases d'une sociologie historique de la vision dans le domaine artistique.

Auteur non communicant : Sophie Biass conservateur Palais des Papes (Avignon)

FARGES Géraldine (geraldine.farges@sciences-po.org)

Docteur en sociologie/ATER / Observatoire Sociologique du Changement

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Les enseignants dans la structure sociale, éléments de comparaison internationale

Dans le cadre de notre communication, nous proposons d'étudier la place des enseignants dans la structure sociale à travers l'analyse de leurs comportements matrimoniaux, et plus particulièrement de la profession de leur conjoint(e). Dans quelle mesure les enseignants échangent-ils avec d'autres groupes sociaux sur le plan matrimonial ? Lors du précédent congrès de l'Association Française de Sociologie, en 2009, nous nous étions concentrés sur le cas français et avons montré que les comportements homogames des enseignants, après plusieurs décennies de déclin, tendaient à devenir plus probables depuis les années 1990. Dans la mesure où les caractéristiques des conjoints donnent une approximation de la distance entre les groupes sociaux, nous souhaitons désormais comparer ces résultats avec d'autres contextes nationaux, de façon à considérer le cloisonnement des professions de l'enseignement dans diverses sociétés, et à envisager la spécificité des enseignants français. Notre dispositif méthodologique sera fondé sur l'utilisation des recensements de population.

FARRUGIA Francis (francis.farrugia@univ-fcomte.fr)

Professeur / Université de Franche-Comté

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Un syndrome narratif méthodologique : la dissociation sujet/objet

Je me propose d'examiner les limites d'un paradigme objectiviste très actif en sociologie qui intercale la Méthode entre un objet choisi sur un Terrain et un Enquêteur désobjectivé de passage sur ce Terrain, mettant son objet en garde à vue, afin d'en obtenir des aveux. Ce Chercheur qui mobilise un esprit et des dispositions héritées de pratiques inquisitoriales médiévales, mène son Enquête empirique en technicien avisé, armé de Méthodes destinées à monter les pièges de l'interrogatoire. Il est un spécialiste se mouvant dans un Programme de recherche le plus souvent utilitaire et technoscientifique, car comme tout enquêteur en service commandé, il est souvent assujéti à une demande qui le lie. Ce paradigme naturaliste, objectiviste et empiriste, activé dans ces enquêtes rituellement dites « de terrain », je le qualifie de dissociationniste et d'idéaliste, puisqu'il sépare systématiquement, par la Sainte Méthode, et par sa pratique d'enquête de mise à distance, ce qui est uni et confondu dans l'Expérience vécue, à savoir : la conscience, le sujet et l'objet. Nous devons, si nous souhaitons éviter cet artificialisme,

remplacer l'Enquête par l'Expérience et afin de sortir des limites d'une pratique essentiellement technicienne réductrice et dissociationniste, prendre acte que la connaissance se construit autrement : dans une co-construction de l'Expérient par l'Expérience et de l'Expérient par l'Expérience.

FAURE David (dfaure21@free.fr)

Psychosociologue - doctorant / Laboratoire de Changement Social - Paris 7

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)

Etude sur la transmission dans une organisation industrielle – une sociologie clinique de la connaissance

Il s'agit de présenter à partir d'un exemple pris dans une recherche en cours dans le cadre d'un doctorat le projet d'une sociologie « clinique » de la connaissance. Sur la base du matériel recueilli lors d'une intervention sur l'intégration des jeunes embauchés dans une division d'une grande entreprise industrielle, nous souhaiterions montrer en quoi les processus liés à la transmission des connaissances dans une organisation peuvent être éclairés par une approche clinique, attentive aux liens entre construction du monde social et subjectivité au sein de collectifs de travail aujourd'hui. Comment se construit pour un sujet social l'articulation des différents types de connaissances et son rapport à celles-ci dans le processus de socialisation de l'organisation, dans ses dimensions explicites et implicites, conscientes et inconscientes ? comment opèrent et se transforment les cadres qu'on peut appeler « psycho-sociaux » de la connaissance, en particulier dans le rapport entre générations au sein d'un groupe métier. Ce « dialogue » entre sociologie de la connaissance et approche clinique est mis en oeuvre à partir d'une interprétation microsociologique de la distinction faite par Karl Mannheim entre connaissance « conjonctive » et « communicative » (Strukturen des Denkens). L'enjeu critique est de montrer la complexité du rapport à la connaissance à rebours des démarches réductionnistes mises en oeuvre par la « gestion des connaissances ».

FAVRE Camille (ca.favre@laposte.net)

Doctorante / Framespa UMR 5136 CNRS

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)

Histoire de la photographie pornographique et érotique en France : des premiers daguerréotypes à nos jours.

L'image est un discours, et par ce fait l'image érotique et pornographique est aussi un discours sur les sexualités. La photographie pornographique et érotique offre alors un espace de visibilité précieux pour mesurer l'évolution de la sexualité et de ses composantes et permet d'en saisir les processus de créations et de consommations. D'où l'intérêt majeur que représente l'étude en profondeur de ces représentations afin d'y dégager les normes qui y sont véhiculées ou au contraire, les résistances. A travers l'histoire de ce type de photographies se dessinent des figures féminines et masculines qui se succèdent et correspondent aux transformations et au conditionnement de l'imaginaire fantasmatique au sein de notre société. Ainsi par exemple, les femmes lascives dans les boudoirs du Second Empire, la figure de la playmate intimement dévoilée, tout autant que le porno chic des publicités actuelles ou la revendication d'une pornographie et d'un érotisme féministes, sont des clichés indicateurs des changements de nos codes sociaux, moraux, économiques et politiques mais aussi de la perception, de la place, de la tolérance, de la normalisation ou des transgressions des représentations du sexuel dans la culture occidentale. La photographie pornographique et érotique possède la capacité, en tant que source historique, à révéler des indices sur la construction des genres et la fabrication des identités sexuelles et sexuées tout au long du 19^{ième} et du 20^{ième} siècle.

FAYA ROBLES Alfonsina (afaya@univ-tlse2.fr)

Doctorante / LISST-CERS/ UTM

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Le « rôle maternel incarné » : arrangements entre les régulations du dispositif de santé publique et l'expérience des femmes de milieu populaire à Recife (Brésil).

Au Brésil, société traversée par les asymétries des rapports sociaux de genre et de classe, et suivant, en même temps, un « processus démocratique », les expériences maternelles en milieu populaire se façonnent de plus en plus à travers les dispositifs de santé publique, notamment ceux de santé materno-infantile. Dans ces dispositifs sanitaires, les corps des femmes de milieu populaire deviennent la cible des régulations. Cependant, l'élargissement de la santé publique a entraîné non seulement de nouvelles contraintes corporelles et de nouveaux modes de légitimation de l'intervention médicale, mais ils ont aussi créé l'espace permettant l'émergence de nouvelles subjectivités maternelles. Si la manière dont les femmes de milieu populaire sont appelées à participer dans la société reste attachée à leur fonction maternelle, et leur participation passe par la normalisation de leurs expériences corporelles, une approche qualitative et ethnographique révèle des données plus nuancées. Ce qui, à première vue, semblait être le prototype d'expériences hyper-socialisées et normatives de la maternité montre graduellement des relations complexes aux normes, à l'identité, au corps et au rôle demandé. C'est ce que nous avons appelé « le rôle maternel incarné » et qui constitue une des conclusions de notre recherche doctorale.

FAYA ROBLES Alfonsina (afaya@univ-tlse2.fr)

Doctorante / Lisst-cers (UMR CNRS 5193)

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 19)

Le programme d'« Humanisation de l'accouchement et de la naissance » au Brésil et l'allaitement maternel. De la « Nature acquise » aux inflexions de la Nature.

Cette communication rend compte de la mise en place de politiques publiques dans la sphère de la santé identifiées sous le nom d'« Humanisation de l'accouchement et la naissance » et de leur emprise sur l'expérience de la maternité des femmes de milieu

populaire urbain au Nord-est brésilien. Les représentations de l'« humanisation » véhiculent paradoxalement l'idée d'une naturalité des processus modifiant ainsi les modes de régulation des conduites maternelles en milieu populaire. Nous nous pencherons sur celle qui nous semble la plus paradigmatique du vaste ensemble de politiques publiques issues de ce processus : la promotion de l'allaitement maternel. Les données ethnographiques, collectées lors de notre travail de terrain au sein de trois maternités publiques ainsi que dans un quartier populaire de la ville de Recife, seront analysées dans le but d'enrichir la discussion sur la régulation des corps des femmes pauvres à travers les dispositifs de santé publique. Il s'agira alors d'analyser les pratiques et représentations du dispositif tout en nous gardant de ne pas succomber à une vision déterministe et en engageant une réflexion sur les arrangements entre les régulations du dispositif et les expériences des femmes de milieu populaire au Nordeste brésilien.

FEIGE Charlène (charlene_feige@hotmail.com)

Doctorante / EMC² - LSG (laboratoire de sociologie de Grenoble)

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

La musique à l'ère de l'innovation marketing - Mise en perspective de la création et de la réception des fonds sonores à but commerciaux dans les magasins de vêtements

Cette communication propose de questionner la musique (statut, réception, usages) lorsque celle-ci est sous l'égide de l'innovation en marketing sonore. Notre enquête est principalement axée sur la problématique de la diffusion de la musique d'ambiance au sein des magasins de vêtements. Ceci nous a conduit à prendre très au sérieux, à la fois les conditions de création des fonds sonores à buts commerciaux par des entreprises spécialisées, ainsi que les conditions de réception par les femmes qui travaillent dans ce bain musical continu. L'innovation est véritablement la contrainte majeure qui cadre l'activité marketing tant dans les méthodes de recherche (neuromarketing) que dans les dispositifs techniques d'écoute fournis aux magasins (matériel de sonorisation dernière génération) que dans les méthodes de travail (valorisation de la collaboration entre marketers, designers sonores et DJ). Le marketing sonore reconnaît en la musique un pouvoir émotionnel fondamental. La musique devient une traduction sonore du positionnement de la marque et elle est traitée à la manière d'un orgue d'humeur devant ajuster l'état émotionnel des clients en faveur de l'achat. La musique est vendue en packages tout compris : playlists ciblées et ajustables. Que devient alors la musique ? Quels choix musicaux sont opérés ? Que devient l'écoute pour les travailleuses ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre.

FEIGE Charlène (charlene_feige@hotmail.com)

Doctorante / EMC² - LSG

RT 30 Sociologie de la gestion Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D16)

« Bouger dans un univers qui semble celui du bouger » Au cœur du besoin d'innover, comment vivre le travail ?

Travailler, Changer pourrait être au Travail, ce que le slogan hygiéniste Manger, Bouger est à la Santé. Garant d'une carrière stable et sécurisante il y a 40 ans, le monde du travail est dorénavant l'expression même de l'adaptabilité et de l'incertitude du lendemain. Si la sécurité, la stabilité ne peuvent plus servir d'arguments de légitimation du système économique et productif, il ne reste plus qu'à faire du changement un idéal, une nouvelle normalité de l'idée de carrière. Or, tout ceci serait inenvisageable sans le concours de professionnels de l'encadrement humain. Cette communication propose de dresser un aperçu des univers de travail, sans cesse mouvants, d'ouvrières et de vendeuses en magasins de vêtements. Dans des contextes de multinationales absorbées par des problématiques d'expansion et/ou de survie en des temps de compétitivité paroxystique, les travailleuses que nous avons rencontrées ont vu leur lieu de travail être maintes fois reconfiguré par les nouvelles orientations choisies par des directions, elles-mêmes changeantes. Nous découvrirons comment des ouvrières ont pu devenir désabusées et méfiantes face aux changements après trois décennies de bouleversements dont elles se sentent lésées. Puis nous verrons comment, au cœur d'une activité basée sur le renouveau perpétuel (de la mode notamment), les vendeuses associent changement et progrès. Au-delà de positions arbitraires ou caricaturales, ce sont des retours d'expériences que nous souhaitons exposer.

FELIX CATHERINE (felix.catherine2@gmail.com)

Chercheur indépendant / AFS

RT 23 Travail, activité, technique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 5)

Dynamique de la coopération cognitive

En parlant à autrui non seulement on apprend et on acquiert des connaissances mais également on produit et on élabore des idées nouvelles. Je tenterais de montrer à partir d'enregistrements vidéo d'entretiens dits de guidage et d'analyses issues de la transcription d'échanges verbaux entre un professionnel expert et un apprenti comment se met en place une dynamique de coopération basée sur des transformations des alignements épistémiques (des manières dont les participants se positionnent par rapport à ce qu'ils savent). Dans cette étude je m'adosse aux apports de l'épistémologie sociale et de la cognition distribuée, pour envisager l'acquisition de savoir sous les formes d'un partage de connaissances s'inscrivant dans des contextes d'incertitude quand à ce qu'il convient de penser de quelque chose. J'utiliserais l'analyse de conversation comme outil pour rendre explicite la manière dont les contenus sont séquentiellement co-construits au cours de l'échange et comment se manifeste la coopération. L'analyse des échanges verbaux sera complétée par une étude des gestes épistémiques comme les pointages sur des artefacts ou autres indices corporels (regards, postures) qui viennent appuyer, contredire, ou nuancer ce qui est énoncé. Des extraits vidéo seront proposés aux participants de l'atelier à des fins d'exemplification de ces analyses.

FERDOWS Kimia : voir à **CHARLES Frederic**

FERNÁNDEZ VARAS Diego (diego.fernandez.varas@hotmail.com)

Doctorant / CREA Université Lumière Lyon 2

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 3)

A la recherche de la reconnaissance ou comment (re)devenir une communauté indigène en Colombie. Action collective et stratégies de revendication politique chez les Muisca de Cota, Cundinamarca

Depuis quelques décennies nous observons un changement dans la conception de la catégorie d'indigène en Amérique latine. Particulièrement en Colombie nous constatons une grande mobilisation autour de la question de l'appartenance aux catégories ethniques reconnues par la constitution de 1991. Or, pour accéder au statut de minorité ethnique les populations souhaitant être reconnues comme telles doivent suivre un chemin bien déterminé par les lois. C'est ainsi que maintes « communautés » doivent convaincre l'Etat de leur condition d'indigènes. Divers communautés et peuples ayant perdus leur langue et une partie de leurs traditions, entrent aujourd'hui dans des processus de récupération de ces traditions et brandissent leurs revendications comme autant de réponses à l'indifférence dont fait preuve l'Etat à leur égard. Dans ce contexte nous explorons les différentes méthodes mises en place par la communauté indigène Mhuysqa de Cota, dans le département de Cundinamarca en Colombie, pour être reconnue officiellement par l'Etat comme un « resguardo indígena ». Les concepts de reconnaissance et de stratégie nous permettront d'analyser les enjeux de la problématique des minorités en Colombie. Ce qui nous conduira enfin vers l'analyse du concept d'identité appliqué à la « communauté indigène » de Cota et nous permettra ainsi de nous rendre compte des limites des caractéristiques exigées par les institutions de reconnaissance officielle.

FERRAND Alexis (alexis.ferrand@univ-lille1.fr)

Professeur émérite Sociologie / CNRS CLERSE (U. Lille1)

RT 26 Réseaux Sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

J'ai mon avis. Et il le partage.

La communication présente certains éléments d'un modèle théorique permettant d'expliquer pourquoi un acteur peut avoir deux opinions différentes sur le même objet. Ce modèle stipule qu'en situation d'incertitude un acteur se forme une opinion dans des discussions : son avis est par nature partagé. Appartenant à des réseaux et des cadres sociaux cognitivement hétérogènes, l'acteur est conduit à partager des opinions hétérogènes. Chacune est mémorisée dans son système cognitif, mais en étant indexée à la position qu'occupe dans la représentation de son système relationnel la relation particulière dans laquelle cette opinion a émergé, ce que nous appellerons la « signature relationnelle » de l'opinion. Le modèle explique l'expression d'une opinion nouvelle en situation d'incertitude par des changements de poids des signatures relationnelles. Des fondements théoriques classiques (multi-appartenance et interactionnisme symbolique), tous deux développés initialement à Chicago, seront brièvement évoqués.

FERRAND-BECHMANN Dan : voir à **FLORA Luigi**

FERREIRA Jaqueline (jaquetf@gmail.com)

Professeure / IESC- Université Fédérale du Rio de Janeiro

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Des logiques d'engagement des bénévoles des organisations humanitaires en France et Brésil

Cette communication est le fruit d'une réflexion sur un travail de terrain effectué dans un centre de soins gratuits à Paris, le centre Parmentier, lequel appartient à une ONG de caractère humanitaire, Médecins du Monde . L'objectif de cette communication est de revenir sur les logiques d'engagements des bénévoles de ce centre. Dans un deuxième moment de cette communication, il s'agira de mettre en parallèle les résultats de cette première enquête avec un étude sur une intervention humanitaire médicale au Brésil. Il s'agira, plus précisément, de réfléchir, dans une perspective comparée, sur les formes plurielles de l'engagement bénévole et du volontariat, qui peut prendre des formes assez variables selon les groupes en jeu, les contextes, les différents systèmes de santé et d'aide et les cultures locales.

FERRET Jérôme *présence à confirmer* (jerome.ferret@univ-tlse1.fr)

Maitre de conférences sociologie / LEREPS Université Toulouse 1 Capitole

GT 42 Sociologie des élites Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

Rester entre soi dans la mondialisation : monde diplomatique, formations transnationales d'excellence des grandes écoles et nouvelles stratégies élitaires sur le « marché » franco-espagnol.

Un voyage hors les murs universitaires nous a amené à fréquenter pendant deux années le monde diplomatique à travers une mission de coopération culturelle à l'Ambassade de France à Madrid. Le papier que nous présentons ici est une première tentative de lecture sociologique de cette expérience à partir, principalement, des travaux de Pinçon et Pinçon-Charlot mais également de Bourdieu ou Boltanski. Nous avons pu observer comme passager clandestin ou incident dans la machine diplomatique (exercice d'auto-réflexivité d'un sociologue, chahuté, pris dans les jeux d'un espace inhabituel qui peuvent le faire passer d'observateur à observé, voire dominé selon les termes de Pinçon et Pinçon-Charlot), un monde social méconnu voire volontairement négligé. Cette observation participante dont les conditions particulières seront objectivées nous a aussi permis de découvrir un champ d'étude original: la construction silencieuse de nouvelles voies d'excellence par les grandes écoles françaises dans un contexte de concurrence sur le marché des diplômés et de la mobilité croissante des carrières dans les

mondes de l'industrie ou de la finance. Ces nouvelles stratégies d'entre-soi dans la mondialisation des parcours universitaires et professionnels sont promues et portées par les relais diplomatiques manœuvrant les réseaux culturels et éducatifs français détournés et convertis en outils de promotion.

FERRETTE Jean (jeanferrette@free.fr)

Enseignant / dyreso (CMH-Caen)

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Au-delà de l'action directe et de l'institutionnalisation, les Conseillers du salarié

En 1989 et en 1991, deux lois ajoutent un acteur supplémentaire au dispositif de représentation des salariés: les Conseillers du salarié chargés d'assister les salariés durant l'entretien préalable à leur licenciement. Ceux-ci n'avaient fait l'objet d'aucune revendication syndicale. Il s'agit d'une démarche politique dans laquelle l'État joue le rôle « d'initiateur » et d'instituteur de la régulation sociale. Il en découle un « objet syndical non identifié », au carrefour de l'État, qui délègue aux Conseillers du salarié le soin, sinon de contrôler, du moins d'être témoin de la régularité de la procédure suivie ; du syndicalisme d'action directe, qui valorise le face-à-face et l'autonomie ; de l'institution, qui rend obligatoire des formes pacificatrices du rapport social. Les Conseillers du salarié ne constituent pas un droit nouveau dans l'entreprise mais seulement un recours possible pour certains salariés placés dans des conditions particulières d'effectifs et de représentation. Ils ne sont donc ni une « IRP » de plus, ni des syndicalistes délégués à la gestion d'organismes sociaux. Dernière ambiguïté : leur intervention dans l'entreprise relève normalement du domaine des agents de l'inspection du travail (ce dont témoigne l'alternative à cette loi : rétablir l'autorisation administrative de licenciement), qu'ils tendent à suppléer, voire auxquels ils se substituent.

FERRIEUX Cécile (cecile.ferrieux@sciencespo-lyon.fr)

Doctorante / Laboratoire Triangle

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 11)

Retour sur une innovation procédurale de la prévention des risques industriels. Une analyse critique du fonctionnement des Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC)

Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) sont un dispositif participatif réunissant les représentants de l'administration, des collectivités, des industriels, des salariés et des riverains et ont pour objectif de mettre en débat les problèmes liés à la politique de prévention des risques industriels. Pourtant, un constat s'impose : peu nombreux sont les riverains et les salariés à s'être saisis de cet outil conçu pour favoriser leur participation. Comment comprendre ce paradoxe apparent ? Un premier axe visera à démontrer que les CLIC sont un dispositif technique ne permettant pas l'égalité des points de vue, l'Etat et les industriels jouissant d'une autorité scientifique et réglementaire indéniable. Toutefois, et ce sera l'objet d'un deuxième axe, cette domination n'empêche pas toute forme de débat. La connaissance qu'ont les participants de leur espace de vie et/ou de travail les amène à formuler des questions précises sur les activités industrielles et les conditions de leur réalisation. L'expertise, si elle est souvent subie, est ici plurielle. Elle est en tout cas déterminante dans la capacité du CLIC à constituer ses participants en véritables acteurs de la prévention des risques industriels. Dans cette optique, les CLIC, les mobilisations différenciées qu'ils suscitent et les effets discriminatoires qu'ils produisent, transforment l'ordre des relations sociales et les modalités d'action des acteurs chargés de la mise en œuvre de cette politique

FIALHO-COSTA Livia (livia.fialho@yahoo.com.br)

Professeur / UNEB/UCSAL

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D3)

Famille(s) contemporaine(s) et pluralité religieuse: conflits, tensions et régulation.

Dans un pays à forte religiosité comme le Brésil, la régulation des conflits conjugaux peut emprunter une voie bien particulière: la conversion féminine à une église protestante. A partir d'une recherche réalisée dans l'État de Bahia, Brésil, auprès de protestantes (traditionnelles et pentecôtistes) appartenant aux classes moyennes et populaires et vivant en couple avec un non-protestant, nous avons tenté d'appréhender les effets de la conversion des femmes sur leur vie conjugale. Nous souhaiterions montrer dans cette communication comment l'adhésion féminine à une dénomination religieuse, lorsqu'elle se produit après le mariage, a un effet régulateur des conflits conjugaux. Parmi nos enquêtées, la conversion intervient dans un contexte de tensions conjugales récurrentes qui se manifestent dès la formation du couple et dont l'enjeu est la redéfinition des relations conjugales jugées trop hiérarchiques et autoritaires aux dépens des femmes. Regardant la trame conjugale, on s'aperçoit toutefois que ces épouses ne sont pas passivement soumises aux injonctions de leurs conjoints; elles ne renoncent pas à construire une certaine autonomie individuelle et c'est pourquoi d'ailleurs leur vie conjugale est qualifiée de tumultueuse. Analyser l'importance donnée dans certaines familles au discours et à la pratique religieuse est une voie possible pour l'approche de la façon dont les individus en familles inventent leur vie.

FILIOD Jean-Paul (jean-paul.filiod@univ-lyon2.fr)

Enseignant-chercheur / Univ. de Lyon (Lyon 1 - IUFM), Centre Max Weber (UMR 5283)

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

La création partagée dans les résidences d'artistes à vocation sociale et éducative

Lieux pertinents pour analyser les transformations de l'activité artistique, les "résidences d'artistes" à vocation sociale et éducative, différentes des résidences "historiques" (Villa Médicis) en ce qu'elles n'accordent pas de crédit à la signature et à la valeur marchande, forcent l'artiste à une confrontation avec des "publics" particuliers. Que devient la création dans ce contexte

? En m'appuyant sur une recherche menée depuis 2004 sur un "programme de résidences d'artistes en école maternelle" (Ville de Lyon), j'interrogerai la rencontre entre la "création" de l'artiste et la "créativité" de l'enfant, à partir de cette présence au long cours qui oblige les artistes à intégrer les élèves à leur démarche par la pratique. Le point de vue des artistes sera privilégié, à partir des questions suivantes. Conservent-ils le terme "création" pour qualifier leur travail artistique hors école, en réservant d'autres ("production", "réalisation"...) pour le travail en résidence ? Selon eux, quel rapport de qualité entretiennent les formes esthétiques produites avec les enfants-élèves avec celles qu'ils produisent dans leur travail hors école ? Leur création artistique se nourrit-elle, en retour, de ces expériences esthétiques avec les enfants ? Au final, nous nous demanderons dans quelle mesure ces phénomènes contribuent à démystifier la création vue comme inspiration, au profit d'une création à sources et ressources multiples, ancrée dans l'échange d'expériences concrètes.

FILIOD Jean-Paul (jean-paul.filiod@univ-lyon2.fr)

Enseignant-chercheur / Univ. de Lyon (Lyon 1 - IUFM), Centre Max Weber (UMR 5283)

RT 40 Sociologie des institutions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

L'innovation en mode pluriel et relatif. L'exemple de l'éducation artistique et culturelle et d'un dispositif présenté comme "innovant"

Le discours politico-institutionnel sur les programmes éducatifs recourt souvent à la sémantique de l'innovation. Le domaine de l'éducation artistique et culturelle démultiplie ce recours : 1) par la présence de l'art et de la culture, qui alimentent discours et pensées de références à la "création" (des artistes) et à la "créativité" (des enfants) ; 2) du fait d'un système éducatif prompt à produire des "innovations pédagogiques" et faisant appel à l'"inventivité" des enseignants. À partir d'un travail de terrain mené depuis 2004 sur un dispositif de "résidences d'artistes en école maternelle", je rendrai compte de la pluralité des références à l'innovation et de l'appropriation diversifiée du dispositif : – quand l'innovation réfère à l'inédit, à l'originalité : ces résidences d'artistes se situent en école maternelle, seul exemple en France ; – quand l'innovation réfère aux changements professionnels, attendus par certains acteurs (enseignants, Atsem) ; – quand l'innovation réfère à la résolution locale de situations problématiques, à travers l'aménagement de l'organisation des espaces-temps du travail au quotidien. Ensuite, j'insisterai sur la résistance à l'innovation, au travail en "partenariat", en "réseau", en "projet" qu'on trouve chez certains acteurs. Enfin, j'interrogerai le positionnement du chercheur dans un tel contexte, dès lors qu'il n'est pas rare que nombre d'acteurs attendent de lui un discours univoque sur les effets "innovants" du dispositif.

FILLION Emmanuelle (fillion@vjf.cnrs.fr)

Enseignante- chercheuse / Atelier de recherche sociologique

TORNY Didier (didier.torny@ivry.inra.fr)

Chargé de recherche / INRA

RT 21 Mouvements sociaux Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

Se mobiliser sur les effets transgénérationnels : le cas du Distilbène® en France

Sur la base d'une enquête qualitative (analyse d'archives, de corpus documentaires, entretiens), nous analyserons la place qu'occupent en France les mobilisations de victimes d'une innovation thérapeutique, le Distilbène®, première hormone de synthèse, prescrite à 200.000 femmes enceintes entre les années 1950 et 1977. Celle-ci a provoqué d'importants dommages dans leur descendance, certains documentés (cancers, infertilité), d'autres faisant débat (effets psychiatriques). Sur une quinzaine d'années, trois associations (Réseau D.E.S, Filles DES, Hhorages) se sont constituées qui se déploient sur des fronts multiples (famille, justice, clinique, science, environnement), selon des registres d'action variés (self-help, revendications catégorielles, activisme contre des modèles de développement préjudiciables à la santé) et en alliance avec des segments professionnels différenciés (gynécologues, épidémiologues, pharmacologues). Sur le plan de l'innovation des techniques de reproduction, les leçons tirées de l'expérience du Distilbène® sont diamétralement opposées. Les uns soutiennent l'innovation dans une logique de réparation des dommages, par exemple par l'adaptation des techniques de procréation médicalement assistée, alors que d'autres demandent l'application du principe de précaution concernant les innovations pouvant engager la reproduction humaine, dans une logique de prévention des effets transgénérationnels, que ce soit par exposition médicamenteuse ou environnementale

FINCOEUR Bertrand (bfincoeur@ulg.ac.be)

Chercheur / Université de Liège - CRIS

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 6)

Les tourments de la repentance. Ou comment les discours (et les pratiques?) évoluent dans le cyclisme sur la question du dopage

L'affaire Festina (1998) marque pour le cyclisme le début de la fin d'une époque: celle du dopage organisé par et pour les équipes. Depuis lors, la répression s'est accrue, se dotant de nouvelles techniques portées par de nouveaux acteurs. Sous l'influence cumulée des pressions médiatique, policière et judiciaire mais aussi d'une nouvelle rationalité limitée, le dopage est progressivement redéfini par le milieu, à partir des années 2000, comme déviant là où il était jusqu'à la fin des années 1990 légitimé par un peloton soucieux de « faire le métier ». Des prises de conscience conjuguées à un besoin de survie économique accouchent alors, au départ de la France, de nouvelles mentalités façonnées autour d'un credo de l'antidopage. Jadis pratique culturelle aux accents initiatiques, fruit d'une socialisation secondaire propice à son développement, le dopage devient, pour une partie du peloton, un stigmate à exorciser. Requalifié en transgression et atteinte à la méritocratie sportive, le dopage semble à présent s'inscrire davantage dans un faisceau de démarches plus individuelles, dans une dynamique de réseaux

informels sur le modèle du crime organisé. Cette reconfiguration des normes et des pratiques, à l'origine du cyclisme à deux voire trois vitesses actuel, fait également écho au débat public, à la même époque, sur la repentance des erreurs du passé. Nous illustrerons notamment l'exposé grâce aux récents résultats d'une étude internationale que nous avons menée pour l'AMA.

FLAHAULT Érika : voir à **DUSSUET Annie**

FLAMAND Amélie (amelie.flamand@paris-valdeseine.archi.fr)

Post-doctorante / CNRS UMR LAVUE

ROUDIL Nadine (nadine.roudil@estb.fr)

Chargée de recherche / Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Consommer de l'énergie. Entre pratiques de consommation et pratiques de l'habiter : l'habitant créateur.

Dans cette communication nous interrogerons les dynamiques de consommation à partir de la figure de l'habitant consommateur d'énergie. Et ce en partant du postulat que la consommation d'énergie dans le champ de l'habitat ne peut être lue au seul prisme de la logique offre/demande. Nous faisons ainsi l'hypothèse que les rapports des habitants à l'énergie s'inscrivent dans le système plus complexe de l'habiter, qui comprend les usages et pratiques du logement, les habitus et modèles culturels, et le rapport aux normes de confort. Nous nous attacherons de cette façon à appréhender cette articulation entre pratiques du logement et consommation d'énergie, afin de saisir dans quelle mesure certains usages du logement impliquent des modes de consommation d'énergie spécifiques, et inversement dans quelle mesure les contraintes en matière de consommation énergétiques influent sur les modalités de l'habiter. Ce faisant, c'est la figure du consommateur créateur, porteur de « manières de faire », capable de bricolage et d'adaptations, que nous développerons ici. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur les résultats de notre recherche collective ANR (CNRS UMR Lavue, CSTB, EDF) « La consommation énergétique : de la résidence à la ville. Aspects sociaux, techniques et économiques ». Ces résultats sont le fruit d'une méthode complexe et expérimentale qui associe outils qualitatifs, quantitatifs et techniques, et mobilise une équipe pluridisciplinaire.

FLANQUART Hervé (hflanquart@yahoo.fr)

Maître de conférence / TVES-ulco

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

Les trois temps épistémologiques de l'objectivation des risques.

La perception différenciée des risques par experts et profanes est une question épistémologique importante. Cette discussion a connu 3 temps logiques. Le 1er est celui de l'expert roi. Le scientifique expert des risques est sûr de son savoir, de sa supériorité sur les profanes. Qui sont vus comme porteurs de perceptions et représentations très subjectives. 2ème temps de la discussion : certaines études (Wynne...) montrent que le savoir expert est plus fragmentaire, moins objectif qu'on le croit. A l'inverse, les profanes, en prise directe avec le risque, peuvent en avoir une vision pertinente. Mais cette position a pu dériver vers un relativisme des connaissances, un constructivisme extrêmes. Influencés par Rorty, Latour, Stengers, etc., des chercheurs ont inversé le 1er temps : la perception du risque des profanes, ancrée dans un savoir concret et quotidien, est plus exacte que celle des experts. Cet « excès » mène au 3ème temps. Qui réhabilite, partiellement, l'expertise. Celle-ci est imparfaite, mais utile et porteuse de sens. C'est le constructivisme limité de la connaissance, le relativisme mesuré (Boghossian, 2009): le scientifique doit écouter le profane, lui laisser questionner ses connaissances et théories. Mais il ne doit pas renoncer à être un scientifique, à utiliser la rationalité performante (Stoszowski) pour observer et analyser les faits. L'objectivation totale des risques est un horizon inatteignable pour le chercheur, mais elle doit guider ses pas.

FLECK Marie (marie_fleck@yahoo.com)

Chercheuse associée / UMR 7236 (CNRS/UdS)

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

L'imaginaire collectif d'un gang de rue américain : du processus créatif à ses dérivés

A partir d'un ensemble de représentations symboliques produites par le leader d'un gang blanc américain d'Indianapolis, nous aimerions sonder la créativité dont ce dernier a fait preuve, en se réappropriant les références symboliques classiques de l'un des grands gangs américains, les Vice Lords, dont le groupe se revendique. De type expressif, ce gang semble avoir eu recours à un imaginaire collectif créé pour répondre à leur quête de statut et de reconnaissance dans un contexte de marginalisation économique et sociale et de stigmatisation propre aux communautés installées à la périphérie du centre-ville (inner city). Le processus créatif à l'œuvre de ce groupe rend également compte des illusions, mythes et fantasmes dans lesquels il se réfugie, des transformations et déformations opérées sur la réalité, des modes de légitimation de la violence, conduisant à des dérivés en actes, des graffiti, des incendies criminels répétés dans le quartier auxquels l'imaginaire du gang donne sens, jusqu'à l'incendie à caractère raciste de 2005, décrié par les autorités locales.

FLECK Marie (marie_fleck@yahoo.com)

Chercheuse associée / UMR 7236 (CNRS/UdS)

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Le double objectif de la sociologie appliquée chicagoe (1920-40) : de la production de connaissances à la diffusion du savoir et l'intervention sociale, entre innovations et contraintes

Qualifiée d' « empirique » et de « pragmatique », la sociologie chicogoane sous l'ère de Park et de Burgess s'est également fondée sur le développement d'une sociologie appliquée, en particulier dans le domaine de la délinquance. Le double objectif de cette sociologie, l'étude et l'intervention sociale, a été la source d'importantes innovations, parmi lesquelles le département de sociologie de l'Institut de Recherche Juvénile, le Chicago Area Project. Emergent de nouvelles figures de sociologues : le sociologue clinicien, le sociologue actuaire, l'organisateur professionnel. Diffuser le savoir, convaincre l'opinion publique ont été à la fois les conditions de l'action sociale et des modes d'intervention visés dont rendent compte, notamment, les histoires de vie publiées de jeunes récidivistes. Si la production d'un savoir scientifique rigoureux s'est imposée comme l'objectif premier de la sociologie appliquée, la recherche simultanée d'une large diffusion n'a-t-elle pas, à son tour, infléchi les connaissances produites ? Nous souhaiterions explorer cette question à travers l'exemple d'un concept clé développé à l'appui des histoires de vie, le concept de « carrière délinquante », un reflet des dilemmes en face desquels la sociologie appliquée chicogoane, de par ses visées, s'est trouvée.

FLOCCO Gaetan (gaetan.flocco@wanadoo.fr)

Enseignant chercheur / Centre Pierre Naville Université d'Evry

CHELLY Luc (luc.chelly@entreprenreetcomprendre.fr)

Chercheur / Entreprendre et Comprendre

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D20)

Comment les cadres vivent les innovations organisationnelles et managériales ?

Les modernisations organisationnelles et managériales redéfinissent les conditions d'activité des cadres dans les grandes entreprises du secteur privé comme public. D'un point de vue organisationnel, on assiste à l'apparition de centres de décision stratégiques de plus en plus éloignés, la diffusion des organisations par projet ou encore la mise en concurrence des unités de production et des centres de profit. Au niveau managérial, on constate une injonction à la mobilité, un recours massif aux technologies de l'information et de la communication, une pression sur les résultats, ainsi qu'une organisation inédite des espaces de travail (open space). Cet ensemble d'innovations organisationnelles et managériales entraîne des déstabilisations majeures des pratiques professionnelles, des stratégies individuelles et des représentations symboliques. Dans quelle mesure les cadres s'approprient-ils ces nouvelles pratiques et jusqu'où y adhèrent-ils ? Il s'agit d'explorer les relations que les cadres entretiennent avec leur entreprise, leur poste, leur équipe et in fine avec leur conception du travail. Se considèrent-ils en phase avec ces appels répétés au changement ou bien manifestent-ils des signes de désaccord, de défiance, voire de rupture profonde à l'encontre de ces pratiques de gestion ? Ces interrogations sont posées à partir d'une enquête de terrain portant sur 90 entretiens approfondis de cadres de différents niveaux, et appartenant à des entreprises de secteurs variés.

Auteurs non communicants : Mélanie Guyonvarch Centre Pierre Naville - Université d'Evry, Danièle Linhart CNRS

FLOCCO Gaetan (gaetan.flocco@wanadoo.fr)

Enseignant-chercheur / Centre Pierre Naville Université d'Evry

REY Frédéric (frederic_rey@yahoo.fr)

Lise - Cnam / Chargé de recherche

GT 42 Sociologie des élites Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 14)

« Il faut faire preuve de pédagogie » : les clubs patronaux comme instruments de renouvellement de la légitimité patronale

Les clubs, les cercles et les « think tanks » patronaux ne sont pas des structures nouvelles dans l'espace patronal français. Certaines d'entre elles existent depuis le début du 20ème siècle. Leurs fonctions sont multiples et variables selon les associations considérées. Toutefois, leurs discours et pratiques évoluent et s'adaptent à la configuration actuelle de l'économie. Par certains aspects, ils semblent correspondre aux caractéristiques du « nouvel esprit du capitalisme » dont l'émergence a été analysée par Luc Boltanski et Eve Chiapello (1999). L'un des ressorts principaux de cette forme inédite de légitimation de l'ordre économique réside notamment dans sa capacité à réintégrer les critiques qui sont formulées à son égard, contribuant ainsi à brouiller la réalité sociale. L'objet de la communication sera d'exposer certains cas concrets de clubs patronaux illustrant ces modes contemporains de justification et de promotion de l'entreprise, sans omettre ceux qui paraissent s'éloigner de ce modèle. Il s'agira ainsi de mettre en évidence la pluralité des discours et des pratiques élaborés par ces structures. En effet, si certaines d'entre elles participent à la légitimation du capitalisme contemporain, d'autres émettent aussi des critiques profondes au sein même du champ patronal. Il résulte alors de cette myriade d'organisations des conceptions sensiblement différentes du capitalisme.

FLORA Luigi (gino.flora@free.fr)

Doctorant / Université Paris 8/CESOL

FERRAND-BECHMANN Dan (dan.ferrandbechmann@gmail.com)

Professeur université / université paris 8 et CESOL

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

la place des associations, des bénévoles et des malades experts dans le système de santé

A l'hôpital ou au domicile où interagissent médecins, personnels soignants et malades, de nouvelles figures, de nouveaux acteurs surgissent : les associations, leurs bénévoles et les malades experts et partenaires. Nous avons interrogé leurs pratiques, parcours, motivations représentations et l'impact de leurs actions sur le terrain des cancers. Nous avons rencontré des groupes d'entraide, des associations, des médecins et des services y compris dans les soins palliatifs. Les concepts visités sont en

particulier: l'engagement, le care, l'empowerment, l'autodidaxie... cf M. Callon à propos de l'AFM, et S. Collinet dans le cas de la sclérose en plaques et S. Knobé. Notre recherche basée sur un corpus qualitatif sera présentée en mettant l'accent sur les innovations et les changements, qu'opère l'irruption du malade expert et des autres bénévoles. Ils sont dans l'ensemble touchés dans leur chair ou via un proche et leur savoir est marqué du sceau de la résilience et de l'expérience. Défendant le droit des malades, ils participent à la recherche de financements. Leurs actions ont permis des avancées institutionnelles (cf la loi Leonetti). Ils ont peu à peu écarté les médecins changeant en cela les configurations traditionnelles. Cette recherche a été soutenue par la LNCC.

FLORA Luigi (gino.flora@free.fr)

Doctorant / Université Paris 8/CESOL

FERRAND-BECHMANN Dan (dan.ferrandbechmann@gmail.com)

Professeur université / université paris 8 et CESOL

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

« Les patients experts au sein des associations de malades et groupes d'entraide : des acteurs incontournables du système de santé. »

Dans un monde social dominé par le pouvoir des médecins, l'individu, proche ou patient, principalement via des associations de malades, prend une place prépondérante dans le système de santé. On voit des usages experts profanes, spécialisés et savants, prendre une place dans notre société (Rabeharisoa et Callon 1999). Dans les associations, les groupes d'entraide et le bénévolat face au cancer et auprès des malades expert, nous avons identifié des catégories sociologiques telles que dans les théories du don (Titmuss, 1973, Mauss 1923), du lien social ou bonding capital (Putnam, 2000), de l'empowerment (Le Bossé, 2003, Ferrand-Bechmann 2004) et du care (Gilligan, 1982), de l'engagement (Knobé 2005, Collinet 2009). Une part croissante des associations dans la santé propose des informations et des formations pour leurs membres, directement ou indirectement concernés. Ces associations militent et contribuent aussi à la défense des droits. Ces groupes sont divers dans leurs pratiques expertes et expérimentées. La formation est un des piliers de leur action avec leur arrivée dans des universités. Ce rôle est inspiré du « métier de malade » ou de la « carrière de malade » (Becker ; Birmelé) ou du métier de bénévole (Ferrand-Bechmann) et des appels de la démocratie sanitaire mise en place en France. On y voit deux tendances : un métier exercé bénévolement ou de manière rémunérée, avec un socle sensiblement identique qui répond à une question de société (Simonet 2010).

FLUSIN-FLEURY Déborah (deborah.flusin@gmail.com)

Ater-Docteur en sociologie / université de Reims

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Les groupes d'intérêt dans la construction du droit communautaire européen : retour sur le processus d'inscription des SIG (services d'intérêt général) dans le traité de Lisbonne.

C'est à la fois sur le processus d'inscription des services d'intérêt général (SIG) dans le traité de Lisbonne et l'action du Centre européen des entreprises publiques (Ceep) sur cette inscription que nous proposons de nous intéresser dans notre communication. Nous concentrons notre regard sur l'action du Ceep pour mieux mettre à jour les stratégies d'un acteur -en l'occurrence ici un groupe d'intérêt patronal- et ses possibilités d'influences sur la création du droit communautaire. Cependant, son action prend place dans une configuration dont il convient également de tenir compte. Pourquoi et comment un groupe d'intérêt d'employeurs publics décide de participer activement à cette inscription juridique des SIG? Quels réseaux d'acteurs peuvent être identifiés au sein de la structure? Quelles sont les stratégies déployées par ces acteurs pour participer au processus de construction des normes communautaires sur les services publics? Telles sont les questions qui guident notre communication. Elle prend appui sur les résultats d'une enquête de type monographique réalisée sur le Ceep et construite à partir de la consultation des archives du Ceep et d'entretiens sociologiques.

FLUSIN-FLEURY Déborah (deborah.flusin@gmail.com)

Ater-Docteur en sociologie / université de Reims

GT 42 Sociologie des élites Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

La promotion des entreprises publiques en Europe par la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) : retour sur la création du label européen Discerno.

D'abord développée dans le secteur privé, la RSE a fait son entrée depuis quelques années dans le secteur public. Parallèlement, depuis les années 2000 l'Europe a entamé une réflexion sur celle-ci. C'est dans ce contexte que le Ceep a lancé, en partenariat avec la Commission européenne, le label Discerno en 2007 qui entend distinguer les entreprises fournissant des services d'intérêt général (SIG) ayant intégré la RSE dans leurs activités. Le Ceep représente les intérêts des employeurs des secteurs publics au niveau européen. A ce titre, il est reconnu comme partenaire au dialogue social par les institutions européennes et est régulièrement consulté par elles. Avec ce label, il entend promouvoir les entreprises publiques dans un milieu concurrentiel et mettre en valeur la dimension service public de leurs activités. Pourquoi et comment un représentant d'intérêt patronal décide d'endosser le rôle de promoteur des bonnes pratiques RSE dans le secteur public? Cette promotion peut-elle se lire comme un réaménagement des rapports public-privé au profit de ce dernier? Telles sont les questions qui guident notre communication. Pour y répondre nous revenons sur la genèse et le fonctionnement de ce label en portant une attention particulière aux acteurs et aux effets de contexte. Notre communication est basée sur les résultats d'une enquête réalisée sur le Ceep et construite à partir de la consultation des archives du Ceep et d'entretiens sociologiques.

FONTORBES Jean-Pascal (jean-pascal.fontorbes@educagri.fr)

MC audiovisuel, Réalisateur / Dynamiques Rurales ENFA

GRANIE Anne-Marie (anne-marie.granie@educagri.fr)

PR sociologie / Dynamiques Rurales ENFA

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Constructions scientifiques aux frontières de la sociologie et du cinéma

L'audiovisuel est présenté comme écriture de la recherche capable de construire et de diffuser de la connaissance sociologique. Il s'agit de fabriquer une culture commune de la quête du sens que nous construisons à partir de la posture de chercheurs et des longs moments partagés dans le temps de la rencontre, que constitue l'enquête ou le temps de terrain avant la construction filmique. Réalisateur et sociologue interprètent le terrain avec des outils partagés et complémentaires. Nous introduisons un ordre dans les interactions que nous observons et analysons. Le film est une mise en récit de la réalité que nous avons observée, questionnée, analysée et reconstruite. Les partis pris méthodologiques nous autorisent à considérer nos films recherche comme produit de connaissances et de création d'un langage de restitution de la réalité filmée. Cette communication comportera des extraits de nos films.

FOUQUET-CHAUPRADE Barbara (barbarafouquet@hotmail.com)

Assistante de recherche / Université de Genève

BARTHOU Evelyne (ebarthou@aliceadsl.fr)

Chargée de recherche / Centre Emile Durkheim

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Justice sociale en contexte scolaire ghettoisé. Quand la filière influe sur le sentiment d'injustice

Nous questionnerons le sentiment d'injustice en milieu scolaire ghettoisé. Nous nous demanderons pourquoi, contrairement, aux filières générales, les voies professionnelles semblent, paradoxalement, protéger les élèves du sentiment d'injustice scolaire. Les élèves des filières professionnelles ont une position défavorable sur le marché scolaire et ont à affronter un stigmate fort du fait de l'image négative dont jouissent souvent leurs filières (non choix dans l'orientation, filières dévalorisées, stéréotypes...). Comme les élèves des filières générales, ils racontent des injustices et interprètent une partie de leur expérience scolaire à l'aune des injustices sociales et ethniques. Toutefois, ce sentiment d'injustice est moins fort que pour les élèves des filières générales en milieu ghettoisé. Aussi, l'école est perçue comme moins violente. Nous reviendrons sur le paradoxe apparent selon lequel, dans les contextes ghettoisés, les élèves de filières générales ressentent plus de difficultés dans le travail scolaire et d'injustice de la part de leurs enseignants. Ils se construisent en lien étroit avec leur position scolaire, au détriment d'autres facteurs, notamment ethnique. La filière de scolarisation semble en effet avoir un impact très net sur la mobilisation de référents identitaires chez les élèves. A l'inverse, les élèves de filières professionnelles s'identifient d'abord par leurs origines sociales, ethniques, leur appartenance au quartier etc.

FOURNIER Pierre (pierre.fournier@up.univ-aix.fr)

Maître de conférences / LAMES (Université d'Aix-Marseille/CNRS)

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

Les établissements monoindustriels à risques : cas limites pour la nouvelle démocratie sanitaire et technique ?

Après l'accident d'AZF en 2001, la loi Bachelot de 2003 marque une nouvelle étape vers plus de démocratie sanitaire et technique pour encadrer les conditions d'existence des industries à risques. Elle prescrit ainsi la rédaction de plans de prévention des risques technologiques autour des établissements Seveso. Cela réclame la formation d'une instance collégiale d'échange entre acteurs du territoire marqués par la présence d'établissements industriels à risques : le Comité local d'information et de concertation (CLIC), avec un collège d'exploitants, un collège de salariés, un collège pour les services de l'Etat, un collège pour les collectivités territoriales et un collège de riverains. S'agissant d'établissements isolés, implantés dans des espaces à faible densité de population, on peut se demander si les frontières sont toujours claires entre ces différentes catégories d'acteurs et quels effets on peut attendre du multipositionnement de certains représentants de ces collèges, c'est-à-dire de leur appartenance simultanée à plusieurs collèges, même si c'est au titre d'un seul qu'ils figurent officiellement dans la composition du CLIC. Cela marque-t-il un pas vers plus de démocratie sanitaire et technique ou faut-il redouter que cela laisse aux acteurs historiques des négociations locales autour des questions de risques pour l'environnement les moyens de continuer à présider à ces décisions sur les bases anciennes de régulation en termes économiques et politiques ?

Auteur non communicant : Mathieu Leborgne chercheur associé LAMES (Université d'Aix-Marseille/CNRS)

FOURNIER Pierre : voir à LOMBA Cédric

FRADOIS Gauthier (gauthier.fradois@gmail.com)

Doctorant / Groupe d'Analyse Politique - Université Paris X

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Le militantisme au Mouvement français pour le planning familial

Qu'est ce que militer au Mouvement français pour le planning familial ? Entre militantisme féministe et travail social, cette structure associative présente la particularité de participer depuis plus de quarante ans à l'application de normes juridiques qu'elle a contribué à faire adopter. Acteur légitimement reconnu par les pouvoirs publics, le MFPPF se situe à l'intersection du monde associatif, du champ politique et du champ bureaucratique. Les bouleversements qui ont cours dans ces trois espaces se

réfractent au sein de l'institution en mettant en lumière l'hétérogénéité des pratiques effectives. Sous couvert d'une figure associative unifiée, produit d'un travail d'homogénéisation assuré par l'organe de représentation politique du Mouvement, s'agrègent des entités départementales aux situations singulières. La comparaison de quatre associations départementales montre que les différences d'activité sont fonction des configurations dans lesquelles elles s'insèrent, à savoir, la place de l'association au sein de la structure associative, le ratio entre salariées et bénévoles, et les relations d'interdépendance avec l'administration ou les élus locaux.

FRAISSE Mélanie (fraisse@unistra.fr)

Doctorante / université de Strasbourg Lisec EA 2310

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

L'identification : sécurité ou administration du quotidien ? Le cas de la biométrie à l'école

Si dans d'autres contextes et supports de déploiement, la dimension sécuritaire de l'identification est revendiquée par les acteurs et analysée comme telle par les chercheurs, elle semble marginalisée et dénigrée dans le cadre de l'institution scolaire. C'est en tout cas ce que relève en premier lieu l'étude qualitative que je mène auprès de collèges et lycées. La vocation sécuritaire de la technologie se dilue dans une conception organisationnelle de la demi-pension où les pratiques sociales sont enlisées dans des considérations techniques. En complétant et en systématisant l'informatisation et l'automatisation de la gestion économique, sociale et spatiale des élèves, l'outil s'inscrit dans les pratiques et envisage de les maximiser par le caractère automatique du traitement de données. Le dispositif biométrique se présente alors selon une logique technicienne et dysfonctionnelle de l'administration du quotidien, bien loin des considérations sécuritaires prêtées à la technologie. Pourtant, la quantification, la modélisation informatique et la qualification du détail sur lesquelles repose la gestion du restaurant scolaire ne constituent-elles pas les traits saillants des politiques sécuritaires actuelles, dont il s'agit pourtant de se distinguer dans les discours? L'« innovation biométrique », tellement totalisante dans ses effets, supposés ou réels, ne serait-elle pas, ici ou ailleurs, le signe d'une nouvelle pratique sécuritaire ?

FRANGUIADAKIS Spyros : voir à BELKIS Dominique

FRATE Benoît (benoit.frate@uottawa.ca)

Doctorant / Université d'Ottawa

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Justice sociale et droits humains dans la ville: innovations nord-américaines

Les chercheurs en études urbaines semblent intégrer de façon croissante les notions de justice et de justice sociale à leurs travaux. De leur côté, les juristes intéressés par ces questions ne se tournent vers les villes que depuis peu, notamment car elles sont le théâtre d'innovations juridiques intéressantes en la matière. Il est ici proposé trois études de cas (Montréal, New York et San Francisco) portant sur des innovations qui remettent en question les postulats juridiques classiques et qui semblent porteuses de solutions. L'exposé mettra surtout l'accent sur les acteurs derrière ces innovations ainsi que sur les résultats concrets de ces dernières. Alors que la métropole québécoise, suite aux demandes de sa société civile, a adopté une charte des droits et responsabilités, à New York, une organisation de défense des droits s'est dotée de procédures avancées de surveillance du conseil municipal. À San Francisco, un groupe de femmes a quant à lui convaincu le gouvernement municipal de court-circuiter Washington en intégrant un traité international non ratifié à sa législation locale. L'exposé montrera combien ces initiatives sont surprenantes et forcent les juristes à repenser la place du local et ses liens avec le national et le global. Il montrera également comment elles les forcent à se tourner vers les études urbaines pour mieux comprendre la ville et en faire un lieu de justice sociale et de réalisation des droits humains.

FRAU Caroline (caroline.frau@gmail.com)

Doctorante / CESSP et CERAPS

RT 21 Mouvements sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

De la prise de parole virtuelle à la contestation réelle. Discussion autour de la force des liens faibles.

En 2008, lors de l'entrée en vigueur de l'interdiction de fumer dans les lieux publics, l'unique organisation représentative des buralistes fait face à l'inefficacité de ses répertoires d'action contre le décret (lobbying, recours au droit, manifestation) et accepte l'irréversibilité de la décision politique. Pourtant, cette position n'est pas partagée par l'ensemble de ses adhérents dont certains contestent la réglementation, critiquent l'organisation et déploient des pratiques de résistances. Les différentes réactions de mécontentement de ces acteurs sont mises en visibilité dans les postages sur différents sites. Internet devient alors un support où se donnent à voir les registres de la critique, en même temps qu'un espace au sein duquel des buralistes interagissent, communiquent et organisent la contestation. En autorisant la mise en relation d'agents socialement proches mais géographiquement dispersés cette technique permet de faire émerger une communauté d'intérêt, en dehors du cadre organisationnel du syndicat. L'échec de cette forme de dissidence rappelle toutefois que, même si la technique joue dans la construction d'une communauté d'acteurs, elle ne suffit pas à compenser les carences en capital militant des acteurs d'une mobilisation improbable. Cette enquête conjuguant l'analyse des usages des moyens de communication et des propriétés sociales des acteurs permet de nuancer les effets propres des liens faibles dans la compréhension des mobilisations collectives.

FRAU Caroline (caroline.frau@gmail.com)

Doctorante / CESSP et CERAPS

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)*Moderniser le commerce et les commerçants. L'injonction aux impératifs du merchandising.*

Comment vendre un produit sans pouvoir en faire la publicité, sans pouvoir organiser des promotions, sans maîtriser son design et son packaging soumis à des messages sanitaires ? En prenant en considération les transformations du marché du tabac depuis les années 1990 cette communication analyse les injonctions qui sont faites aux buralistes d'être des 'vendeurs' de tabac et non plus de simple 'débitants'. Afin de susciter l'acte d'achat, l'organisation professionnelle et les fournisseurs incitent les buralistes à moderniser leur commerce et à se moderniser dans leurs pratiques de travail en appliquant les principes d'optimisation commerciale. Si du côté de l'organisation professionnelle, cette injonction à la moderniser se traduit par la mise en place d'une formation professionnelle à l'entrée dans le métier puis d'une formation continue tout au long de la vie professionnelle, pour les fournisseurs c'est au contraire une dépossession du travail de vente des buralistes qui est à l'œuvre. Considérés comme insuffisamment compétent dans cette activité, ils sont incités à laisser agir d'autres professionnels dans l'aménagement du point de vente. Ces injonctions mettent en évidence à la fois la performativité des sciences économiques et la lutte des groupes professionnels pour détenir le monopole d'une activité ou pour s'imposer comme nouvelle profession monopolisant une tâche professionnelle (l'aménagement des commerces par les mercandisers).

FRECHON Isabelle : voir à **ISSENHUTH Pernelle****FRÉTIGNÉ Cédric (cedric.fretigne@u-pec.fr)**

MCF / UPEC

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)*Une sociologie de la connaissance en creux ? Quand le raisonnement sociologique se décline au négatif.*

La production académique dédiée à la « question sociale » peut être analysée comme une sociologie négative. Il s'agit ici de montrer que l'essentiel de la littérature est marqué par des formes de raisonnement en creux, n'informant que de manière très marginale sur ce que font et ce que sont les quotidiennetés des personnes définies sous le jour des « pannes » de leur existence. Depuis l'« anomie » ou la « désorganisation sociale », et aujourd'hui la « désaffiliation » ou la « disqualification », des syntagmes nominaux à racine privative entendent rendre compte de leurs processus vécus. Sur la base d'une lecture critique des travaux qui font autorité dans les domaines de la pauvreté et de l'exclusion, le propos est de montrer en quoi les fondements théoriques et politiques qui sous-tendent de telles orientations rendent inaudibles toute entreprise alternative attachée à apprécier ce que font et ce que sont les personnes enquêtées. Nous concluons notre communication en proposant quelques « pare-feux » susceptibles de conduire au développement d'une « orientation positive » en sciences sociales.

FRIGUL Nathalie (nathalie.frigul@orange.fr)

Sociologue / IRIS Cnrs - Ehess – Inserm - UP13

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H1)*Écritures professionnelles et contractualisation, des formes d'encadrement renouvelées ?*

Les politiques actuelles menées au titre de l'Aide sociale ont renforcé leurs procédures d'évaluation sur des objectifs de performance et de rentabilité, qui se manifestent par des mesures d'activation vers l'emploi ordinaire ou aidé. Les rôles et les usages des contrats d'insertion réalisés dans le cadre du RMI (revenu minimum d'insertion) puis du RSA (revenu de solidarité active) constituent un objet d'observation qui éclaire certaines pratiques professionnelles. En quoi les processus d'écriture contractuelle et les injonctions produites révèlent-elles des formes renouvelées d'encadrement social? Sur cette question, une recherche sociologique, menée entre 2004 et 2007 dans la région picarde, montre qu'il s'agit pour l'usager concerné de prouver, notamment par l'apport de pièces administratives, ses capacités à mobiliser ses ressources et à se conformer à des modèles d'insertion dont le retour à l'emploi constitue la norme dominante. Il s'agit pour le travailleur social, dans l'acte d'écriture et de contractualisation, de valider ses activités et ses procédures professionnelles, de les rendre conformes aux objectifs institutionnels de traitement de la précarité et de la pauvreté. L'enquête comprend des observations effectuées dans différentes instances de décision et d'animation du dispositif RMI, la consultation d'archives (dossiers de contrats d'insertion) et des entretiens menés auprès de professionnels du travail social et d'allocataires de minima sociaux.

FRIGUL Nathalie (nathalie.frigul@orange.fr)

Sociologue / IRIS Cnrs - Ehess – Inserm - UP13

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)*La formation en entreprise dans la filière hôtellerie-restauration : une socialisation précoce aux exigences du métier et aux pénibilités professionnelles*

En quoi les périodes de formation en entreprise, moment transitionnel entre l'école et la vie active, constituent-elles un mode de socialisation majeur au travail ? Sous quelles conditions les savoirs scolaires et les attendus d'une formation diplômante s'inscrivent-ils dans l'expérience du travail ? Dans quelles mesures les vécus de stage, selon l'alternance suivie, « scolaire » ou « apprentie », préfigurent-ils les conditions d'insertion futures ? Telles sont les questions auxquelles une recherche sociologique a tenté de répondre, observant la filière hôtellerie-restauration, secteur économique traditionnellement investi dans l'accueil et la formation des jeunes. Quels que soient la voie de formation et le diplôme suivis (CAP au BTS), tous les enquêtés font l'expérience des pénibilités professionnelles particulières aux procès de travail du secteur : intensification et

flexibilisation du travail rythmé par la demande de la clientèle, pressions temporelles et hiérarchiques. Ces expériences alertent les enquêtés sur les conditions objectives du travail qui les attendent à la sortie de l'école et les amènent diversement, selon leur diplôme et leurs propriétés sociales, à reconsidérer leurs aspirations professionnelles. L'enquête a été conduite dans l'académie d'Amiens en établissements scolaires et dans des centres de formation apprentis, auprès de différents acteurs de la formation (stagiaires de lycées professionnels, apprentis, enseignants, formateurs et entreprises).

FRISQUE Cégolène (cegolene.frisque@univ-nantes.fr)

Maître de conférences / Université de Nantes / CRAPE-CENS

RT 34 Sociologie politique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

L'exercice d'un journalisme « critique » comme forme de résistance aux pressions et conventions médiatiques

Certains journalistes s'efforcent de résister aux pressions permanentes des sources et autorités dominantes désireuses d'obtenir un traitement favorable voire promotionnel de leur action, et recherchent des sources alternatives d'information et/ou tentent de déplacer les routines et conventions rédactionnelles. Cette posture « critique » – certes minoritaire mais néanmoins présente de manière plus ou moins prononcée chez une fraction des professionnels des médias – peut s'exercer dans la presse « alternative », où les titres assument eux-mêmes ce positionnement contestataire, mais aussi au sein des médias grand public, à travers des stratégies subtiles de résistance aux pressions externes et internes et aux routines professionnelles. A quelles pratiques de résistance cela renvoie-t-il ? Quelles sont les conditions de leur exercice ? En quoi cela renvoie-t-il à des postures individuelles et/ou à des modèles professionnels du journalisme ? A quelles contraintes et tensions sont soumis ceux qui tentent d'adopter cette attitude ? Cette analyse s'appuie sur 21 cas issus d'une recherche doctorale sur les journalistes de la presse quotidienne régionale (42 entretiens dont 26 comportant un volet biographique, observations et suivi régulier des rédactions, travail documentaire), et sur une nouvelle recherche collective sur les journalistes « instables » (pigistes, mais aussi CDD, demandeurs d'emploi, temps partiels, avec 40 entretiens dans différents secteurs et un volet statistique).

FROTIÉE Brigitte (frotiee@isp.ens-cachan.fr)

Sociologue / ISP-Cachan

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Les partitions de la fabrique de la loi CMU

Dans la perspective d'une sociologie du droit croisée à une sociologie de l'action publique, il est proposé une mise en récit de l'écriture de la loi CMU (1999). L'accent est mis sur les enchaînements des interactions entre les différentes catégories d'acteurs en présence avec une attention toute particulière aux « technocrates » du cabinet ministériel en charge du dossier et des services administratifs de la Direction de la Sécurité sociale (DSS) qui l'instruisent. Ainsi, il s'agit d'une part de repérer les moments clés d'inflexion à partir de : l'idée de réforme, l'idée du positionnement politique, l'idée d'un dispositif comme celui de la CMU complémentaire à sa mise à agenda législatif. D'autre part, l'analyse portera sur la production textuelle de la DSS menée en parallèle aux séquences de mobilisations fortement médiatisées et dans laquelle s'entremêlent les dimensions techniques, politiques, juridiques et financières sans cesse renouvelées au fil des avatars du projet. Cette communication vise à contribuer aux réflexions sur le rôle entre policy et politics et de codage juridique des Hauts fonctionnaires du social pour répondre à un problème public, ici les inégalités d'accès à la santé.

FUGIER Pascal (pascal-fugier@orange.fr)

Ingénieur d'études / LCS (Laboratoire de Changement Social, Paris 7)

RT 16 Sociologie clinique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D4)

Les forces instituant et instituées du terrain biographique du sociologue

L'imagination du sociologue a un enracinement biographique qui peut autant agir comme « force instituée » (de conservation) que « force instituant » (de contestation). Telle est la thèse que nous défendons à partir de l'étude de récits de vie effectués avec une cohorte de sociologues ainsi que les récits autobiographiques publiés dans la revue *Changement Social*. La lecture croisée des discours sociologiques et autobiographiques de ces chercheurs est marquée par la persévérance de certaines idées issues de leurs expériences biographiques (familiales, scolaires, etc.). Ces idées survivent à leurs formation au métier de sociologue et à leurs expériences de recherche, nécessitant cela dit des mises en forme et des euphémisations (afin d'être reconnues comme des idées scientifiques plutôt que des idées « préconçues » ou de « sens commun »). Le dispositif méthodologique et la réflexivité que suscite la sociologie clinique rendent compte de la manière dont des chercheurs contestent voire font rupture avec des discours sociologiques institués en mobilisant leur vécu comme une force instituant. Mais ils rendent aussi compte de la manière dont l'institué censure la parole instituant du sociologue. Enfin, on peut ajouter que la sociologie clinique peut d'autant plus exprimer la « volonté de changement » et les forces novatrices du sujet sociologue du fait qu'elle incite le chercheur à travailler sur ce qui « travaille » sa sociologie et à effectuer divers déplacements subjectifs.

FUGIER Pascal (pascal-fugier@orange.fr)

Ingénieur d'études / LCS (Laboratoire de Changement Social, Paris 7)

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

La connaissance paranoïaque du sociologue : un syndrome narratif

À partir des récits de vie que nous avons effectués avec une cohorte de sociologues et de l'analyse de leurs écrits sociologiques (N = 30), nous explorons la production d'une forme spécifique de connaissance que nous qualifions de paranoïaque. Cette forme sociale de connaissance se traduit par l'adoption d'une « relation imaginaire avec le Savoir en tant que Savoir Tout, sans

trous, sans failles » (Conte de Almeida) et s'organise autour d'idées obsédantes et d'un désir imaginaire d'omniscience. Si l'étude des récits de vie nous permet de rendre compte de la genèse biographique de telles narrations, nous retrouvons aussi ici les traces de l'imaginaire « leurrant » du sociologue et de sa transmutation en imaginaire « moteur » (Castoriadis ; Enriquez), puisque ses délires d'interprétation l'engagent néanmoins dans une véritable dynamique d'appropriation et de production de connaissances, même si le sociologue met la réalité sociale étudiée « au service de la réalité de [son] esprit » (Dali). Par conséquent, nous retrouvons ici les symptômes du syndrome narratif explicité par Francis Farrugia, en tant que ces idées obsédantes ou fascinantes « sont fondatrices d'une trame narrative » et de « relations identificatoires structurantes » qui se fixent sous la forme d'une disposition (en l'occurrence paranoïaque). Syndrome narratif qui investit à la fois la construction identitaire du sociologue et de sa sociologie.

FUGIER Pascal (pascal-fugier@orange.fr)

Ingénieur d'études / LCS (Laboratoire de Changement Social, Paris 7)

CASP Comité d'Action Sociologie Professionnelle Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Apports et limites de la sociologie comme dispositif de formation et d'intervention dans le travail social. Le cas du récit de vie
Sociologue formateur dans un Institut de formation au travail social entre 2006 et 2010, les enseignements et encadrements de recherche que j'ai dirigés ainsi que l'animation d'un séminaire « Récit de vie et intervention sociale » m'ont amené à déplacer ma posture de sociologue universitaire et corrélativement celle du travailleur social. A travers ce co-déplacement, le sociologue s'implique dans le champ de l'intervention et ses pratiques d'accompagnement et de formation, tandis que le travailleur social s'implique dans le champ de la recherche scientifique. Or, le récit de vie constitue le point de rencontre central de ce co-déplacement et ce sont conjointement les approches biographique, compréhensive et clinique du récit de vie qui y participent pleinement. Nous présenterons ainsi les modalités mais aussi les apports d'un tel dispositif, que ce soit dans le domaine de la formation et de l'intervention professionnelle comme dans celui de la recherche scientifique. Cela dit, ce co-déplacement ne s'opère pas sans difficultés et laissent transparaître certaines limites, autant liées à des effets de violence symbolique qu'à la résistance identitaire de chaque profession.

GABORIEAU David (david.gab@wanadoo.fr)

Doctorant - Allocataire moniteur / IDHE

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D1)

« Le nez dans le micro » – Répercussions du travail sous commande vocale dans les entrepôts de la grande distribution.

La communication porte sur l'introduction d'une nouvelle technique de travail, le travail par commande vocale, dans un secteur propice à l'adoption d'innovations, la grande distribution. Les ouvriers dont il sera question portent un casque audio équipé d'un micro et dialoguent directement avec l'unité informatique centrale par l'intermédiaire d'un logiciel de reconnaissance vocale. Ce nouvel outil tend à réduire la temporalité du travail à l'instantanéité, le personnel suivant les indications de la voix informatique point par point. La qualification semble ainsi être réduite à la simple capacité à suivre un rythme élevé sous assistance vocale, ce que les employés nomment ironiquement «avoir le nez dans le micro». Dans ce contexte, la recomposition des savoirs professionnels s'avère difficile. Les tentatives de contournement se confrontent aux fonctionnalités de contrôle du guidage vocal. Chez les employés les plus anciens, et dans une moindre mesure chez le personnel féminin, l'usure, conjuguée au stress et à la fatigue morale, a provoqué de nombreux départs. Un personnel jeune, recruté selon des critères physiques, a fait son apparition. On constate ici que l'innovation peut produire de la déprofessionnalisation sans engendrer une recomposition des savoir-faire. La transformation morphologique du groupe apparaît alors comme un moyen de poursuivre l'activité sans remettre en cause ses fondements.

GADEA Charles (charles.gadea@uvsq.fr)

Professeur / UVSQ

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Sur l'émergence des groupes professionnels

Etrangement, alors que le nombre de travaux empiriques portant sur des groupes professionnels en émergence ou sur les origines de groupes existants s'est multiplié au cours de la période récente (en gros depuis le début des années 1990), cette question a peu fait l'objet de réflexions théoriques tentant d'aller au-delà des cas particuliers. Tout se passe comme les principes énoncés par Durkheim au sujet de la division du travail étaient tenus pour acquis, alors qu'il est clair, d'une part, que certaines parties de l'analyse de Durkheim sont à considérer comme erronées, et que l'ensemble de cette œuvre doit, d'autre part, être relue et actualisée à la lumière des acquis de disciplines telles que la paléontologie, l'archéologie, l'ethnologie historique, dont l'état d'avancement est sans commune mesure avec ce qu'il était au temps de Durkheim.

GADILLE Martine (martine.gadille@univmed.fr)

Chargée de recherche / Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail, UMR 6123

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

La régulation de la propriété intellectuelle dans le capitalisme cognitif : un enjeu émergent des relations professionnelles

Cette communication traite des tensions montantes autour de la régulation de la propriété intellectuelle (PI) face à une généralisation des activités de conception dans le capitalisme cognitif touchant différentes catégories de salariés et d'entreprises. Après avoir situé la notion de création individuelle ou collective dans le code de la propriété intellectuelle et dans le code du travail français nous présentons les différentes instances et pratiques de régulation de la PI en relation avec les

normes en cours dans les conventions, accords collectifs et contrats de travail. Nous confrontons ensuite les décisions jurisprudentielles traitant des inventions des salariés et de la propriété intellectuelle avec les pratiques d'entreprises, de diverses catégories de salariés ainsi que d'acteurs syndicaux, analysées à partir du terrain. Nous suggérons enfin qu'en l'absence d'un effort normatif de la part des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, la contingence de la reconnaissance de la propriété intellectuelle s'inscrit dans une stratification sociale des entreprises au sein desquelles s'exerce également une différenciation de traitement entre les différentes directions fonctionnelles, les métiers et les catégories socioprofessionnelles. Cette situation mène à des pratiques de gestion des connaissances et compétences générant des tensions au travail ainsi que des mobilités et des reconversions par dépit.

Auteur non communicant : Isabelle Schockaert LEST IRT Aix-en-Provence

GADIO Guéda (gueda.gadio@yahoo.fr)

Doctorante / Ceped

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

Guyane française, perspective d'intégration entre désenclavement et développement de l'économie informelle.

C'est au nord-ouest du département de la Guyane, soit à 316 km de Cayenne que se trouve la commune d'Apatou. Par sa spécificité géographique (territoire français situé sur le continent Sud Américain et enclavé car se trouvant dans l'Ouest Guyanais en forêt amazonienne), et socio-culturelle, avec la population qui la compose, à savoir les descendants des bushinenge (les esclaves fugitifs de la période coloniale), cette commune nous semble un terrain d'observation privilégié pour traiter de normes, de déviances, ainsi que de réactions sociales. Ce village créé en 1882, avait jusqu'à peu comme unique moyen de transport la pirogue, sur un fleuve qui n'était (et qui n'est toujours) pas (officiellement) navigable. Cet enclavement a donné lieu à la construction d'une route. Cette ouverture a fait apparaître un nouveau paysage et de nouvelles pratiques. En effet, la route en tant que facteur de liens commerciaux peut en même temps paraître bénéfique au développement de la commune, et se révéler facteur de troubles sociaux, culturels et - c'est l'objet de cette étude - générer de nouvelles pratiques déviantes. L'arrivée de la route a fait apparaître de nouvelles formes de déviances relatives aux appropriations de territoires telles que les constructions massives « d'abattis sauvages » ou l'acquisition illégale de terrains. Elle a également favorisé les délits dans la commune d'Apatou, faits extrêmement rares avant l'arrivée de la route.

GADIO Guéda (gueda.gadio@yahoo.fr)

Doctorante / Ceped

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Guyane française, entre désenclavement, développement et stratégies d'adaptation.

L'Ouest Guyanais, et plus particulièrement la commune d'Apatou, nous semble un terrain d'observation privilégié pour traiter de l'identité, des revendications et du changement social. Cette commune, longtemps enclavée est à présent accessible par un axe routier. Cette ouverture a dessiné un nouveau paysage, et engendré de nouveaux enjeux de pouvoir au sein de la population bushinenge (descendant des esclaves ayant fui les systèmes de plantations durant la période esclavagiste). L'arrivée de la route a bouleversé le quotidien des bushinenge. En effet ces nouvelles installations sèment la discorde entre les locaux, qui revendiquent le droit coutumier, et les services publics, qui se réfèrent au cadastre. Les uns refusent de devoir payer une taxe foncière car ils estiment être propriétaires de leur terre. Les autres ne voulant plus être dans un espace de non-droit, veulent faire respecter la réglementation nationale en matière de foncier. Aujourd'hui, apparaît un désordre lié au changement. Des revendications prennent place. Le pouvoir n'est ni détenu totalement par les chefs coutumiers ni par l'administration française. Ce flou, donne lieu à bon nombre de dérives et conflits d'intérêts. Certains bushinenge, tirent un avantage de leur double position : selon leur intérêt ils opteront pour le droit coutumier ou pour le droit français.

GALLIBOUR Eric (gallibs@yahoo.fr)

Doctorant / EMC2-LSG UPMF GRENOBLE 2

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 12)

Entre expertise et engagement : le cas des expériences associatives des animateurs professionnels en mobilité européenne
Léonardo Da Vinci au Portugal

Notre contribution se propose d'analyser les expériences de mobilité européenne Leonardo Da Vinci des jeunes professionnels issus du secteur de l'animation et du travail social dans les associations comme « des espaces d'expertises innovants ». Dans le cadre d'un dispositif favorisant la mobilité européenne de jeunes professionnels (diplômés, non diplômés, en recherche d'emploi ou en activités), ces derniers ont la possibilité dans un séjour à l'étranger d'avoir une expérience dans un milieu professionnel souvent constitué d'associations impliquées sur les « territoires de l'action publique ». Ce passage d'un pays à un autre et sommes toutes d'une culture associative à une autre s'effectue pour ces jeunes professionnels par l'intermédiaire d'un organisme d'envoi ou d'accueil en France et à l'étranger généralement constitué i.e d'associations impliquées dans la gestion des dispositifs européens. Pour appréhender cet espace associatif européen dans lequel s'inscrit la mobilité des jeunes professionnels issus du champ de l'animation et du travail social, nous nous appuyons sur une sociologie de l'expertise. Une démarche qui visera d'une part à identifier les jeunes professionnels comme des « acteurs experts » puisque ces derniers sont conduits à occuper « une position et un rôle d'expert » dans leurs activités, et d'autre part, les mondes associatifs où ils séjournent comme des « espaces d'expertise » de l'action publique.

GALLIBOUR ERIC (gallibs@yahoo.fr)

Doctorant / EMC2-LSG UPMF GRENOBLE 2

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)*Trajectoires socioprofessionnelles, compétences et territoires : la mobilité européenne des jeunes professionnels comme un investissement social et territorial en Aquitaine*

Nous proposons d'analyser les rapports entre trajectoires d'insertion socioprofessionnelle et territoires de l'action publique en direction de la jeunesse à partir des expériences de mobilité européenne de jeunes (diplômés, non diplômés, en recherche d'emploi ou en activités) issus du secteur de l'animation et du travail social en Aquitaine. Ayant bénéficié d'une bourse de mobilité européenne dans le cadre du programme Léonardo Da Vinci et d'un dispositif innovant (Cap Mobilité) financé par le Conseil Régional, ces jeunes aquitains ont la possibilité de vivre une expérience dans un milieu professionnel à l'étranger. La présentation des dispositifs et des enjeux territoriaux, politiques, stratégiques et pédagogiques que recouvre leur mode de gestion, démontre que les acteurs fondent et légitiment leurs pratiques sur une représentation commune : la mobilité des jeunes constitue un support d'insertion socioprofessionnelle sur le marché du travail ! Cette mobilité recouvre certes des compétences sociales qui peuvent être envisagées comme un capital professionnel en se traduisant notamment par une forme d'expertise de soi (au niveau relationnel, communicationnel et émotionnel). Cependant l'expérience de la mobilité des jeunes ne suffit pas pour faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Elle implique un processus de traduction de leurs compétences acquises dans les différents registres de qualifications professionnelles qui reste encore à développer en France et en Europe.

GALLINO-VISMAN Sophie (ipos27@hotmail.fr)

Doctorante / Laboratoire de Sociologie de Grenoble EMC2-LSG

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)*Regard socio-anthropologique sur l'expérimentation des primates non humains/singes de laboratoires*

L'utilisation de l'animal à des fins de recherches scientifiques, reste un sujet sensible chargé d'une part émotionnelle qu'il convient de prendre en considération chez les professionnels. Nous postulons que la manipulation du PNH prend une dimension plus spécifique encore de part sa proximité présentée par la théorie évolutionniste, la génétique et la primatologie. La démarche de ce travail est pluridisciplinaire, telle que l'admet la démarche socio-anthropologique, car nous ne souhaitons pas faire une analyse du rapport de l'humain à l'animal, mais bien celle de l'humain et de l'animal. Nous souhaitons aujourd'hui axer notre communication sur le lien entre connaissance et légitimation d'une pratique. Dans notre étude, une douleur physiologique ou un stress du PNH de laboratoire ne va pas être vécu comme tel, par le manipulateur, si cela est institutionnalisé et légitimé. La majorité des professionnels déjà observée exprime une certaine intolérance envers des formes de maltraitements animaux leurs paraissant inutiles. Par contre, l'expérimentation animale est considérée comme légitime car nécessaire. Pourtant, hormis les vétérinaires, le personnel ne sait pas exactement et surtout ne souhaite pas savoir dans quels buts sont utilisés les PNH de laboratoire. En définitif, ils ne savent pas à quoi sert leur pratique. C'est dans ce sens que nous pouvons appréhender l'expérimentation animale et plus largement la science comme un mythe, une croyance.

GALLIOZ Stéphanie (stephanie.gallioz@gmail.com)

Consultante santé au travail / ISAST

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)*Les techniques facilitent-elles l'entrée des femmes dans les bastions masculins : l'exemple du secteur du bâtiment*

Le bâtiment, comme de nombreux autres secteurs d'activité, a connu, depuis plus d'un siècle, des avancées techniques et technologiques importantes et l'amélioration de ses conditions de travail. Les transformations technologiques, pour comprendre leurs portées, notamment sur l'image du bâtiment comme un secteur d'activité pensé comme moderne, doivent s'appréhender à partir d'une dimension éminemment politique. En d'autres termes, la structure de l'organisation du travail, n'est pas neutre, ni même l'introduction, le développement et l'application d'innovations technologiques. C'est ce que nous souhaiterions évoquer dans cette communication : les liens établis entre techniques – au sens large – et recherche de valorisation du bâtiment, par le biais de l'introduction de la mixité dans un secteur d'activité construit en bastion masculin. Dans ce contexte, comment expliquer que les techniques, saisies comme « les objets matériels, les activités de ceux qui les conçoivent, les fabriquent, les réparent, les utilisent, et les connaissances et savoir-faire qu'ils mettent en œuvre » [Danielle Chabaud-Rychter, 1997, p.64], n'aient pas véritablement facilitées l'accès à égalité des femmes dans ce secteur fortement masculinisé ? Nous essayerons d'amener des éléments de réponse à cette question en prenant en compte que les techniques ne vont pas de soi et peuvent de sorte, construire ou/et reconstruire une division sexuelle du travail.

GANTOIS Mailys (mailysgantois@yahoo.fr)

Doctorante / CESSP CRPS Université Paris I

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D18)*Interroger les héritages au regard des pratiques de négociation collective depuis les lois du 20 août 2008 et du 5 juillet 2010*

Afin de saisir en quoi les lois de 2008 et 2010 participent – ou non – à constituer une « innovation » pour le dialogue social et la négociation collective en ce qu'elles modifient les règles de représentativité et de conditions de validité des accords signés, notre proposition porte sur les pratiques de négociation au regard des contraintes et nouvelles modalités juridiques. Un éclairage sur les interactions quotidiennes entre représentants de salariés et employeurs permet de saisir l'incorporation des règles et le travail de légitimation des parties contraintes par ces nouvelles règles. Notre questionnement s'articule autour de

trois axes. Premièrement, l'idée est d'allier l'observation de pratiques au niveau local et la comparaison entre secteur public et secteur privé. Deuxièmement, par un travail sur archives et entretiens, nous cherchons à confronter les pratiques observées depuis la mise en place des nouvelles règles avec celles qui les précèdent, afin de porter un regard en termes d'héritages et de croyances des acteurs. Un troisième axe de questionnement s'articule autour de la question du vote et de ses conséquences, moment privilégié car cristallisant la mise en place des règles nouvelles. Le terrain mobilisé pour cette communication est issu, d'une part, de matériaux de notre thèse, et d'autre part, de matériaux récoltés dans le cadre d'une recherche collective menée sur la représentativité syndicale pour la DARES.

GARABIGE Alexandra (agarabige@netcourrier.com)

Post-doctorante / CEE

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Les usagers : de nouveaux acteurs des relations professionnelles ?

Cette communication propose de réfléchir à la question de l'émergence des usagers comme de nouveaux acteurs des relations professionnelles, en étudiant les effets des dispositifs de « démocratie participative citoyenne » sur les relations professionnelles dans la fonction publique territoriale. Partant notamment de l'étude d'une municipalité qui met en place une série de dispositifs participatifs (espace public de dialogue, forme de budget participatif...), nous montrons que ces démarches, novatrices dans les enjeux prônés et les formes endossées, peinent à engager une dynamique de régulation conjointe entre les acteurs classiques des relations professionnelles et les usagers. Elles introduisent une série de déplacements, notamment de nouveaux enjeux et de nouveaux questionnements dans les rapports avec les usagers, qui interrogent fortement les acteurs du monde du travail et mettent au jour leur difficulté à concilier démocratie politique et démocratie sociale.

GARCIA Sandrine (sandrine.garcia@dauphine.fr)

Maître de Conférences / IRISSO, UMR 7170

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

Les sciences cognitives comme ressource pour inventer de nouveaux dispositifs d'apprentissage de la lecture

Cette communication présente une recherche sur les enseignants du primaire qui utilisent des méthodes d'apprentissage de la lecture non conformes aux usages en vigueur depuis l'après guerre (méthodes dites mixtes). Elle montre que, pour affronter l'institution et imposer la légitimité de pratiques différentes, ces enseignants mobilisent les sciences cognitives et les neurosciences pour se prémunir des critiques. Ils tentent ainsi de renverser un rapport de force et de retrouver une liberté pédagogique qui leur est déniée dans les faits. Ils ont donc recours à des formes de naturalisation qui s'opposent elles mêmes à des normes institutionnelles.

GARCIA-BARDIDIA Renaud (renaud.garcia-bardidia@univ-nancy2.fr)

Maître de Conférences / CEREFIGE Nancy 2

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 1)

Carrières de joueurs-travailleurs dans les boîtes de nuit de Second Life : satisfactions et tensions

Consommation et production se mêlent fréquemment sur Internet, permettant la professionnalisation et la socialisation des amateurs. Cette pratique n'est cependant pas exempte de tensions entre hétéronomie et capacitation, encore peu étudiées. Ce papier se propose de les analyser à partir des carrières des joueurs-travailleurs des boîtes de nuit de Second Life et de la diffusion de cette pratique. L'observation participante, les entretiens en ligne et les récits de vie d'avatars hors-ligne réalisés indiquent l'importance de jouer à travailler dans les carrières des joueurs. Les tâches, les marqueurs identitaires, les compétences et la socialisation liés permettent la construction d'identités augmentant la satisfaction à jouer. Cette appropriation permet la diffusion de nouvelles pratiques de consommation autour de lieux, de services et de comportements appropriés allant jusqu'à l'organisation de ce marché des clubs par les joueurs eux-mêmes. Ces rôles supposent cependant des contraintes spécifiques pouvant entraîner la fin du jeu. Jouer à travailler devient ainsi pesant lorsque la surcharge d'activités remplace le plaisir de jouer. La reconnaissance des positions occupées dépend de surcroît d'inégalités initiales qui génèrent des tensions entre joueurs. L'attractivité des rôles de consommateurs-producteurs au détriment de celui de public engendre enfin dans ce cas un déséquilibre entre offre et demande qui réduit l'intérêt du jeu lui-même quand ces pratiques se diffusent.

GARCIA-BARDIDIA Renaud : voir à NAU Jean-Philippe

GARDELLA Edouard (edouardgardella@yahoo.fr)

Doctorant / ISP Cachan

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

De l'urgence sociale au logement d'abord . Vers une nouvelle culture publique temporelle dans l'assistance aux personnes sans domicile ?

Nombre de pays occidentaux ont vu émerger dans les années 1980 et s'institutionnaliser dans les années 1990 une innovation dans les politiques d'assistance aux personnes sans-abri : l'urgence sociale. Depuis le milieu des années 2000 et des mobilisations successives d'associations, l'urgence sociale est en France au cœur d'une arène publique qui en fait plus un problème qu'une solution. Elle serait arrivée à son terme et une nouvelle « culture publique » (Gusfield) devrait s'imposer dans les pays occidentaux, par transferts et expérimentations successifs : le « housing first ». D'abord expérimenté dans les pays d'Amérique du Nord puis en Europe du Nord, ce principe, traduit en France par « logement d'abord », guide la politique

actuellement conduite par les pouvoirs publics. Cette nouvelle orientation est à peine émergente, mais elle s'appuie sur la remise en cause d'un des piliers de l'urgence sociale : la règle de la durée d'hébergement limitée. Pour caractériser le changement en train de se dessiner, il faut comparer cette politique à celle qui la précède. Cette comparaison indique un changement de régime d'action publique, qui articule à nouveaux frais droits, spatialités et temporalités dans l'assistance aux personnes sans domicile. De façon modélisée, elle passerait d'une mise à l'abri à court terme au nom de la survie (régime « humanitaire ») à l'ancrage à moyen terme dans un « chez-soi » au nom d'un droit à habiter (régime de « stabilisation »).

GARNIER Bénédicte : voir à **MARKOU Efi**

GARNOUSSI Nadia (ngarnoussi@gmail.com)

Post-doctorante / cermes3

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

La méditation pour « se développer » et pour guérir : l'offre de mindfulness dans le champ de la santé mentale

Une nouvelle offre s'inscrit dans le champ psychothérapeutique, la méditation dite de pleine conscience ou mindfulness, popularisée par le scientifique américain J. Kabat-Zinn. Mobilisé dans la mouvance du développement personnel et les groupes psycho-spirituels, le Mindfulness est plus récemment utilisé dans le cadre des thérapies comportementales et cognitives (TCC) de « 3e génération ». Le succès du mindfulness vient confirmer la popularité du bouddhisme en Occident. Mais il fait aussi partie désormais des pratiques validées par l'Evidence-Based Medicine grâce à l'imagerie cérébrale. De par le spectre très large des problématiques qu'il aborde, le courant mindfulness montre comment se développent aujourd'hui les TCC sur le marché des offres « psys ». De fait, l'extension du paradigme de la santé mentale opère largement en leur faveur: elles répondent à une demande pragmatique de mieux-être et de guérison de la souffrance psychique, tout en tirant leur légitimité de la science de « pointe ». Il s'agira d'analyser les logiques par lesquelles la médecine mentale, dont les TCC constituent l'application pratique, élargit son domaine d'intervention, et ce, en intégrant des méthodologies auparavant réservées aux mouvances hétérodoxes. Une telle évolution nous amène à questionner la « pragmatisme » de l'expertise scientifique mais aussi la façon dont la science renforce sa portée normative en puisant dans des discours et des pratiques spirituelles.

GASTAL DE CASTRO Fernando (fernandogastal@gmail.com)

Professeur / UFRJ - Brésil

RT 16 Sociologie clinique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

Le suicide lié aux conditions de travail de nos jours

Cette communication aborde au problème du suicide lié au travail et présente une réflexion basée sur une recherche en cours. Nous soutenons que le suicide lié au travail met en évidence un phénomène d'ordre mondial, lié aux nouvelles formes d'organisation économique et de gestion du travail. Selon notre raisonnement on considère l'existence d'une contradiction paradoxale qui traverse trois niveaux de la réalité sociale: le niveau psychique et inter-relationnel, le niveau organisationnel et le niveau socio-économique. Pour le premier niveau nous considérons l'existence d'une contradiction paradoxale entre la logique de personnalisation et la logique de sociologisation, pour le deuxième nous considérons l'existence d'une contradiction entre la logique du travail et la logique gestionnaire et pour le troisième l'existence d'une contradiction entre la logique financière et la logique sociale. Ainsi, le problème du suicide lié aux conditions de travail serait révélateur d'un moment historique constitué par une contradiction paradoxale qui traverse les niveaux individuel, organisationnel et socio-économique où les termes contraires qui constituent le système social s'annulent mutuellement, sans une perspective historique de dépassement. L'absence de possibilité de temporisation pour les sujets arrive à une crise suicide serait ainsi révélatrice d'une situation organisationnelle et socio-économique qui rend incapable à tous de viabiliser un autre futur possible pour la vie en commun.

GAUDEZ Florent (Florent.Gaudez@upmf-grenoble.fr)

Directeur du Laboratoire de Sociologie EMC2 / Université Pierre-Mendès-France

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

La création comme production. Posture et méthode en socio-anthropologie de la connaissance

Avec son expression de « Civilisation des 10 doigts » André Leroi-Gourhan insiste sur l'idée que la main conduit la pensée ou conduit à la pensée, mais il nous rappelle aussi que si la main tend vers le cerveau, c'est peut-être aussi que le cerveau est éminemment « manuel ». Il ne s'agit pas simplement de « communiquer » mais plutôt de « produire ». « Ne plus avoir à penser avec ses dix doigts équivaut à manquer d'une partie de sa pensée normale, phylogénétiquement humaine. », autrement dit se retrouver hors « production culturelle », du côté de la barbarie voire de l'animalité. Parler du cerveau, prendre en compte le corps et les émotions n'est pas le monopole des neuro-sciences et, ce faisant, ne peut être réduit de manière simplificatrice et réductrice à un parti-pris cognitiviste. C'est pourquoi ignorer l'importance de ces aspects et de ces liens, c'est laisser le champ libre à l'hégémonie d'un courant. En proposant un regard socio-anthropologique sur les conditions de possibilités d'une telle approche, il s'agit, ici et maintenant, d'allumer un contre-feu. A l'heure où un certain « cognitivisme », directement ou sous certains travestissements, tend à saturer d'un point de vue académique le champ de l'explication de l'agir et du produire, cette communication vise à (ré) affirmer la fécondité d'une approche socio-anthropologique en la matière et à en poser quelques jalons.

GAUTIER Arlette (arlette.gautier@univ-brest.fr)

Professeure de sociologie / Université de Brest

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 13)

Le droit du mariage au Yucatan entre CEDEF et coutumes mayas

Objet de la recherche. La Convention pour l'élimination des discriminations envers les femmes (CEDEF) est le seul texte international concernant les femmes obligeant les états qui le ratifient à se mettre en conformité avec ses dispositions. Il constitue donc une innovation juridique qui vise à la mise en œuvre d'une égalité effective de l'égalité entre les sexes. Néanmoins, on sait que le droit peut être réinterprété et réapproprié de façon bien différente par les acteurs sociaux supposés le mettre en œuvre comme par ceux à qui ils s'appliquent. Terrain. Le Mexique a ratifié la CEDEF et élaboré un programme qui vise l'égalité effective entre les genres. Néanmoins, le droit du mariage relève des états fédérés et est loin d'être égalitaire dans toutes ses dispositions. De plus, le Mexique admet une situation de pluralisme juridique. Le Yucatan, deuxième état du Mexique par la présence autochtone, est particulièrement intéressant à étudier puisqu'on peut y voir le jeu de la légalité transnationale, d'un droit étatique et de coutumes mayas. Méthodologie. On étudiera les textes juridiques concernant les droits du mariage, c'est-à-dire l'article 16 de la CEDEF, le code civil du District Fédéral et celui de l'état du Yucatan ainsi que le droit coutumier au Yucatan. Puis on mettra en perspective les connaissances juridiques et les pratiques de 1000 femmes de 15 à 59 ans avec les discours des officiels.

GAUTIER Arlette (arlette.gautier@univ-brest.fr)

Professeure de sociologie / Université de Brest

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

De parteras à sobaderas au Yucatan. Les transformations du suivi des grossesses

Objet. Nous avons conclu, à la suite d'une recherche menée en 1986 dans la région nord du Yucatan (Mexique) à la fin des parteras, les sages-femmes traditionnelles, notamment à cause de leur âge avancé (Gautier et Quesnel 1986). 20 ans plus tard, malgré la généralisation des dispensaires, les parteras ne pratiquent plus d'accouchement mais la moitié des femmes enceintes leur demandent de les masser pour aider la grossesse. Les parteras ont donc réussi à sauver leur métier en le réinventant. Il s'agira donc de s'interroger à la fois sur elles et sur les femmes qui viennent se faire masser, parfois de fort loin. Méthodologie. On utilisera une enquête menée en 2004-2005 auprès de 1000 femmes de la région nord du Yucatan, ayant de 15 à 59 ans ainsi qu'auprès de 113 membres de comités de santé et surtout de 50 sages-femmes traditionnelles, à propos de leurs formations, leurs représentations et leurs pratiques. Résultats. Les parteras disent que les médecins ne savent que couper et que le massage évite la césarienne en plaçant le fœtus comme il faut. Elles mobilisent une conception du corps et de la grossesse différente de celle des médecins, car elle est liée aux idées de mobilité des organes et des parties du corps avec la nature et la température, mais en congruence avec celle de nombreuses usagères. Gautier et Quesnel, 1993, Politique de population, médiateurs institutionnels et régulation de la fécondité au Yucatan (Mexique). Paris, ORSTOM, 114 p.

GAUTRON Virginie (virginie.gautron@univ-nantes.fr)

Maître de conférences / Université de Nantes

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Les « stages » : une nouvelle forme de pénalité ?

Prenant appui sur des expérimentations locales, le législateur a consacré depuis 2003 un nouveau type de sanction pénale, sous la forme de « stages » : de sensibilisation à la sécurité routière, aux dangers des produits stupéfiants, de citoyenneté, de responsabilité parentale. Ces innovations pénales sont présentées comme un moyen d'adapter qualitativement les sanctions aux infractions de petite et moyenne gravité. Grâce à l'implication de multiples professionnels (magistrats, policiers, professionnels du champ sanitaire, social et éducatif, etc.), ces stages permettraient d'articuler éducation, prévention et sanction. A partir d'une étude quantitative et qualitative (analyse statistique de 7700 dossiers pénaux de cinq TGI, dont 544 affaires sanctionnées par un stage, entretiens, observations directes), la communication proposée vise à mettre en évidence les tensions entre cette finalité pédagogique et des pratiques judiciaires centrées sur la gestion des flux, la systématisation et l'accélération à moindre frais de la réponse pénale. Si les configurations locales sont variables, il s'agit davantage d'un ajout punitif, utilisé comme une sorte de rappel à la loi « enrichi », qui produit une extension du filet pénal. Si le déroulement et le contenu des stages manifestent, à des degrés divers, une dimension préventive et pédagogique, il s'agit principalement d'une prévention « pénale », qui tend par ailleurs à écarter les acteurs traditionnels du champ de la prévention sociale.

GAY Renaud (renaud.gay@wanadoo.fr)

Doctorant-Moniteur / Institut d'Etudes Politiques de Grenoble/PACTE

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)

Les temporalités complexes de la construction d'une innovation : la tarification à l'activité à l'hôpital (années 1960-années 2000)

Mise en place progressivement depuis 2004, la tarification à l'activité (T2A) vise à rémunérer les établissements de santé, publics et privés, en fonction de leur activité, décrite à travers des groupes homogènes de malades. Il s'agit ici de saisir cette innovation dans ses dynamiques historiques de construction par la mise en lumière du processus discontinu d'émergence et d'élaboration de cet instrument d'action publique. Dès la fin des années 1960, les acteurs administratifs réfléchissent à de nouveaux mécanismes de tarification révélant la vérité des prix hospitaliers, condition à la construction d'un marché hospitalier unifié. Si le ralentissement économique à partir des années 1970 modifie l'agenda institutionnel en faisant du contrôle des

dépenses hospitalières une priorité politique, la mise en place du Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information dès 1982 permet de traduire l'activité médicale, jusqu'alors opaque, en termes administratifs. Cette objectivation administrative de l'activité hospitalière autorise les acteurs politico-administratifs à réfléchir à un mode de financement incitatif reflétant l'activité réelle des établissements. Introduite au cours des années 2000, la T2A est alors l'objet d'une appropriation plurielle par les acteurs politico-administratifs, inscrivant l'instrument dans un processus continu de construction/redéfinition.

GAYON Vincent (vincent.gayon@dauphine.fr)

Chercheur associé / IRISSO

GT 42 Sociologie des élites Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

Innover dans la crise. Les experts de l'OCDE et la « crise » du keynésianisme (1970-1980)

La contribution revient sur l'un des épisodes du « tournant » néo-libéral de l'OCDE. Comment l'expert public international s'est-il positionné face à la « crise » économique des années 1970 ? Nous montrons que « l'innovation » et la « nécessité » intellectuelle au changement par l'abandon des recettes keynésiennes sont des registres de légitimation du repositionnement expert. Mais l'« innovation » épistémocratique opérée à l'OCDE ne passe pas sans une lutte entre savoirs économiques dans l'interprétation et l'objectivation de la « crise » économique des années 1970 (puisant une part de sa force sociale dans la transformation du champ de la science économique étasunienne), ni sans des rapports de force relevant de la politique bureaucratique propre à cette organisation intergouvernementale (conflits entre les différents services de l'organisation, soutiens des délégations des pays membres). L'entrée privilégiée dans l'analyse porte sur l'écriture collective d'un rapport mettant en branle les principales autorités de l'OCDE et dont la préparation a couru deux années : le rapport McCracken paru en 1977. Nous nous appuyons sur une enquête sur archives et par entretiens rétrospectifs. Il s'agit en définitive de comprendre comment les recettes de politique économique, perçues et labellisées comme keynésiennes, se voient discréditées au profit d'autres types de savoirs perçus comme « innovants » et plus « performants » dans l'explication des causalités économiques.

GAYOSO Emile (e.r.gayoso@gmail.com)

Doctorant / Latts/Orange Labs

RT 29 Sciences et techniques en société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 4)

Les plateformes de co-innovation avec l'usager: nouveau cadre de conception ou captation marchande?

L'association de l'usager à la conception est devenue un nouveau paradigme de l'innovation. S'inspirant des succès du mouvement open source et des outils interactifs du Web 2.0, de grandes entreprises créent désormais des plateformes en ligne vouées à la collaboration avec des internautes. Parmi celles-ci, Dell, Starbucks, la SNCF, la RATP, Lego, BMW, SFR ont mis en place des relais en ligne de leurs activités d'innovation sous la forme de tests de prototypes ou de génération et évaluation d'idées. Nous avons étudié ces différentes plateformes en couplant une méthodologie déclarative avec de l'extraction de données (idées, commentaires, conversations) et leur représentation sous forme de graphes sociaux. Nous nous proposons ainsi de montrer comment le cadrage des contributions et interactions des internautes s'opère par le jeu de choix logiciels et organisationnels que les usagers adoptent, négocient ou rejettent. Dans ce dernier cas, des débordements s'opèrent, révélant au grand jour les conflits de pratiques et de représentations des acteurs en présence, forçant une redéfinition du cadre d'usage du dispositif. Enfin, nous montrerons que ces plateformes ne peuvent se comprendre comme le support univoque d'activités de co-conception, mais qu'elles agissent à certains égards comme des « dispositifs de captation » (Cochoy), en jouant autant sur la fidélisation des contributeurs-clients et la communication sur la marque que sur la production collaborative de nouveaux savoirs.

GEAY Bertrand (bertrand.geay@u-picardie.fr)

Professeur / CURAPP-CNRS, Université de Picardie

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6c (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D2)

Identité professionnelle et identité syndicale chez les enseignants-chercheurs

Comme l'a montré le conflit du printemps 2009, la définition du poste d'enseignant-chercheur enferme une référence au principe de l'autonomie intellectuelle conçue comme une condition de la création des connaissances. Ce mode de construction de l'identité professionnelle et les luttes symboliques qu'il recouvre ne vont pas sans entrer en tension avec le principe de la syndicalisation. Comme l'avait en son temps montré Pierre Bourdieu, l'engagement dans la sphère scientifique et académique peut, pour des raisons à la fois symboliques et pratiques, largement apparaître antinomique avec l'engagement dans la sphère de l'activité et de la représentation syndicales. Je me propose, dans cette communication, de discuter de cette question à partir de deux matériaux d'enquête. J'ai, d'une part, réalisé une enquête par observations et entretiens sur les luttes du printemps 2009, en particulier en interrogeant une dizaine de protagonistes du conflit. D'autre part, j'ai obtenu de pouvoir dépouiller, après anonymisation, le fichier actuel des adhérents du SNESup-FSU, fichier qui permet à la fois d'établir les spécificités du groupe des membres du syndicat majoritaire relativement à l'ensemble de la profession et d'étudier les différenciations internes à ce groupe de syndiqués. Je m'efforcerai de montrer de quelle façon le conflit de 2009 a constitué une conjoncture exceptionnelle, permettant de dépasser toute une série de contradictions internes à cet univers professionnel.

GEAY Bertrand (bertrand.geay@u-picardie.fr)

Professeur / Université de Picardie (CURAPP)

SELZ Marion (marion.selz@ens.fr)

Ingénieur / CNRS

RT 20 Méthodes Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

La mise en place de l'enquête ELFE

Au moment où l'enquête ELFE (Enquête Longitudinale Française depuis l'Enfance portant sur des aspects multiples : santé, environnement, sciences sociales), qui suivra pendant 20 ans 20000 enfants nés en 2011, va démarrer, nous proposons d'en présenter certains traits du dispositif : en particulier la constitution de l'échantillon, la mise en place du réseau des enquêteurs, leur formation et le lien avec les personnels des maternités, l'organisation des différents questionnaires concernant plusieurs personnes autour de l'enfant, l'enchaînement des enquêtes successives selon plusieurs modes d'interrogation (face à face, téléphone, Internet, auto administré), l'articulation avec des enquêtes qualitatives (par observations et entretiens) et d'autres données (EDP, panel DEPP...), les enseignements déjà disponibles après les enquêtes pilotes en maternité, à deux mois, à un an et à deux ans... L'accent sera mis sur certains points ambitionnés par les responsables de l'enquête (principalement INED et INSERM) et dont les enjeux sont cruciaux : l'obtention de l'adhésion des enquêtés au moment de la naissance de l'enfant et des 20 années suivantes, c'est-à-dire les fidéliser sans les lasser, et la construction d'une base de données rassemblant l'ensemble des informations recueillies qui soit aisément opérationnelle malgré leurs quantité et complexité, l'objectif étant que les chercheurs intéressés puissent l'exploiter le mieux possible.

Auteur non communicant : Marion Selz Ingénieur de recherche au CNRS CMH

GÉHIN Jean-Paul (jean.paul.gehin@univ-poitiers.fr)

MCF / Université de Poitiers

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Images du travail et travail du sociologue

C'est devenu un lieu commun de constater un hiatus entre l'omniprésence des images dans nos sociétés contemporaines et la frilosité des Sciences sociales censées en rendre compte. Pourtant, dès sa constitution en discipline, la sociologie s'est intéressée aux images fixes comme animées tant comme techniques d'investigation que comme moyen de présentation des résultats de la recherche. Plus d'un demi siècle plus tard, force est de constater que l'usage de l'image reste marginal en sociologie du travail et que sa prise en compte dans la démarche sociologique est toujours l'objet de nombreuses précautions voire polémiques. De nombreuses pistes d'explication ont été avancées pour rendre compte de cet état de fait : polysémie des images et défiance de la démarche scientifique par rapport aux apparences ; tension entre rigueur scientifique et nécessité de narration qu'impose la production documentaire ; rhétorique professionnelle tendant à opposer sociologues et documentaristes ; faiblesse de l'éducation à l'image à l'école en général et en particulier dans les départements de sociologie, tension interne entre les tenants de l'image fixe et ceux de l'image animée... Afin d'avancer dans cette réflexion, j'analyserai un corpus d'ouvrages collectifs récents portant sur les images du travail et le travail qu'effectuent des professionnels (sociologues, chercheurs en sciences sociales, cinéastes...) pour utiliser ces images.

GEORGES Isabel (isabel.georges@ird.fr)

Sociologue, CR1 / IRD, UMR 201, Développement et sociétés/Unicamp

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV G1)

La formation de la demande : philanthropie ou commerce ? De la professionnalisation du travail social dans le secteur de l'assistance au Brésil

À partir d'une mise en perspective historique des politiques d'assistance actuellement en vigueur au Brésil, et plus spécifiquement dans la ville de São Paulo, ce papier propose une première systématisation des résultats d'une étude monographique d'un service d'assistance aux familles sous-traité par une ONG d'origine religieuse, située dans la banlieue populaire de São Paulo. L'analyse vise à mettre en évidence le jeu complexe des différentes échelles d'analyse qui contribuent à la formation de la « demande », comme a) les différents niveaux d'inscription territoriale des politiques d'assistance (la Fédération, l'État et la municipalité), et leurs objectifs parfois conflictuelles, b) le poids des dynamiques institutionnelles internes et des logiques professionnelles des « entrepreneurs de morale » (Becker, 1963) en son sein et c) les formes de médiation entre ces logiques institutionnelles mises en place par les cadres, la maîtrise et les travailleurs sociaux à la base et les problèmes concrets rencontrés par les usagers – prises en compte par les politiques publiques ou non. Dans un contexte plus large de sous-traitance des politiques d'assistance d'un côté, et de professionnalisation du travail social de l'autre, ce papier met l'accent sur le poids des logiques institutionnelles internes, en interrogeant notamment l'appropriation par celle-ci des usagers des services, et l'établissement d'une typologie d'usagers qui émane des propres nécessités de l'institution.

GERMAIN-THOMAS Patrick (pgermain@advancia-negocia.fr)

Enseignant chercheur / Advancia-Négocia CCIP

RT 12 Sociologie économique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)

Le marché subventionné du spectacle de danse contemporaine en France. Prime à l'innovation et limites de la diffusion.

La danse contemporaine se différencie de la danse classique par l'absence d'un vocabulaire fixe et la notion d'innovation y est centrale. Depuis les années 1970, les compagnies bénéficient de subventions mais ne disposent généralement pas de salles de

spectacles et les chorégraphes dépendent des décisions de directeurs de théâtre ou de festivals pour jouer leurs pièces. On peut parler ici d'un marché subventionné car la demande finale ne participe que pour une part minoritaire à l'économie du secteur. Ce marché se caractérise d'abord par un déséquilibre entre le nombre de spectacles créés et les débouchés offerts par les réseaux de programmation. L'asymétrie entre l'offre et la demande entraîne les prix de cession des représentations vers le bas et empêche les compagnies de réaliser des marges substantielles sur l'exploitation de leurs spectacles. Elles privilégient donc la mise en place de nouveaux projets par rapport à la diffusion prolongée des pièces déjà créées et se tournent pour cela vers certains théâtres ou festivals, eux-mêmes subventionnés, qui apportent des financements en coproduction. Une telle intervention en amont de la création est valorisante pour les programmateurs, dont les intérêts convergent donc avec ceux des compagnies pour accorder un primat à la création et à l'innovation, parfois au détriment de la diffusion des programmes existants.

GESTIN Agathe : voir à **ARGOUD Dominique**

GHAMROUN Samer (samer.ghamroun@ens-cachan.fr)

Doctorant allocataire de recherche / ISP - ENS Cachan

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)

Les justices communautaires de la famille à l'épreuve de l'étatisation ? Le travail du juge libanais des enfants, entre normes religieuses et droit séculier

Dans le contexte libanais de pluralisme juridique et judiciaire séculaire dans les affaires familiales, où la plupart des 18 communautés religieuses reconnues par l'État disposent d'un droit spécifique et de tribunaux autonomes, l'activation en 2002 de la fonction d'un juge étatique des enfants a été à l'origine de perturbations inter-légales et internormatives importantes. L'enquête ethnographique et sociologique menée au sein et autour de ce nouvel espace judiciaire, localisé en zone frontalière entre des systèmes normatifs et juridiques différents, permet de suivre le travail de cet agent de l'État « à l'ombre » de l'ordre communautaire. La compétition judiciaire mais aussi politique entre ces juridictions pour « le droit » d'intervenir dans la famille à travers ses enfants, au nom d'impératifs très différents, met en exergue des pratiques de création et d'innovation juridiques visant à légitimer ces incursions controversées dans le domaine du religieux et du privé. Une catégorie spécifique, celle de « l'enfant en danger » qui doit être protégé par le nouveau juge séculier, grâce au recours à une expertise sociale et psychologique inédite, constitue la porte d'entrée pour de nouvelles normes sociales et juridiques dans les espaces communautaires clos, alimentant ainsi la réflexion sur les liens possibles entre formes de judiciarisation et formes d'étatisation.

GHARAIBEH Roa_a (roa_g@hotmail.com)

Doctorante en sociologie / Centre Emile-Durkheim Bordeaux

RT 24 Genre, Classe, Race, Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Les Féministes arabes et les rapports de pouvoir: Nouveaux mouvements de résistance dans la culture. Jordanie, Egypte et Liban

Dans trois terrains arabes, le féminisme peut être encore pensé comme des mouvements culturels qui n'ont pas encore de l'ampleur. Cependant, appréhender le féminisme en tant qu'expériences de subjectivation féministe, nous aide à penser ces dernières comme les manifestations les plus propres d'une résistance. Appréhender les expériences de subjectivation féministe arabe et leurs rapports à l'intersectionnalité de race, classe et genre dans le paradigme de pouvoir et non pas dans le paradigme de domination me semble intéressant dans un contexte qui a souvent été pensé comme subalterne, Tiers-monde et sous-développé. Cette communication pencherait à démontrer l'importance de ces expériences de subjectivation féministe afin de pouvoir comprendre les rapports de genres complexes dans les sociétés arabes, et les transformations que l'on peut observer dans ces sociétés par le travail de chaque féministe qu'il/elle soit féministe activiste ou féministe inactiviste. Ici, les expériences sont pensées comme les manifestations de la résistance au pouvoir et les rapports de pouvoir, et comment nous pouvons penser ces expériences encore une fois comme des « pratique de liberté » au sens foucauldien et comment par celles-ci, les féministes arabes en tant que subalternes, ne veulent pas parler mais agir.

GHEORGHIU Mihai : voir à **MOATTY Frédéric**

GIAMI Alain : voir à **PERREY Christophe**

GIBOUT Christophe (christophe.gibout@univ-littoral.fr)

Professeur des Universités / Laboratoire TVES - ULCO (EA 4477, PRES Lille-Nord de France)

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 17)

Vivre (mal)heureux à Calais - Beaumarais : Quand (in)justice et solidarité organisent la relégation socio-spatiale

Le propos est d'étudier la relégation sociale au prisme de la justice et de la solidarité. La relégation est ici incorporée et «emmemorée» par les Calaisiens du quartier Beaumarais, comme prise au jeu antithétique et contreproductif, d'une part, de l'action sociale et des politiques publiques, et d'autre part, des réseaux associatifs ou informels de solidarités. C'est cet échec d'actions contrastées – Les unes rompant l'isolat spatial, les autres le cultivant ; Les unes s'inscrivant dans la théorie du signal couteux, les autres cultivant l'altruisme réciproque ; Les unes enkystant les inégalités sociales, les autres ouvrant des opportunités de briser une forme de «culture du pauvre» ; les unes instaurant une forme d'intégration sociale régulée par de la

reconnaissance, les autres cultivant une forme de mépris fataliste sur le mal nécessaire des inégalités sociospatiales - que nous nous proposons de mettre au jour afin d'en relever les effets paradoxaux réciproquement parasites. Le fourmillement d'actions révèle la densité de l'être-ensemble et relève ses difficultés récurrentes. L'expérience de l'injustice est alors pratiquement vécue au quotidien mais sa « normativité » semble intégrée par les résidents du quartier. L'objectivité du regard incline à mettre en relief la misère ordinaire et la désespérance des habitants de ce quartier. La subjectivité de leur regard montre combien, en dépit –ou à cause- de ces stigmates , «on peut quand même être heureux à Beaumarais».

GIGUET Laurianne (laurianne.giguet@gmail.com)

Doctorante CIFRE / UMR 7236

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Innovation et expérimentation sociales : de la formalisation de nouvelles pratiques, compétences et connaissances dans le domaine de l'intervention sociale, l'exemple du projet transnational LUCUS

Selon la Commission européenne, « les défis sociaux auxquels l'Union européenne est désormais confrontée exigent des solutions innovantes allant au-delà des frontières institutionnelles. Pour faire face [...], la Commission cherche à promouvoir la bonne gouvernance en encourageant les autorités publiques à investir dans des innovations sociales grâce à des mesures participatives. » A l'heure actuelle, l'une des conditions de possibilités d'innovation sociale semble donc résider dans l'émergence de lieux de convergence, espaces de coproduction de solutions nouvelles face à des situations évolutives. Peut-on appréhender les expérimentations sociales comme espaces de convergence ? A partir de l'exemple du projet LUCUS (projet financé par le programme européen PROGRESS), projet visant l'expérimentation de nouvelles activités liées au développement durable pour des structures d'insertion par l'activité économique, comment appréhender les différents processus de coproduction impliquant des acteurs d'horizons différents (élus, acteurs de l'économie sociale, universitaires, professionnels de terrain, etc.) ? Ces processus façonnent les expérimentations et amène à repenser les modes d'intervention et la redistribution des responsabilités qui en découle. Finalement, comment, à travers le processus d'évaluation des expérimentations, peut on rendre compte des distorsions qui peuvent exister entre les attentes des publics concernés et les intérêts des acteurs organisateurs ?

GILBERT Claude : voir à **HENRY Emmanuel**

GILSOUL Sarah (sgilsoul@ulb.ac.be)

Doctorante / ULB/FNRS

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH AMPHI 1)

Une sociologie pragmatique des expositions en contexte d'anomie artistique : Le cas du « Off » de la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar

Cette communication se propose d'analyser, à partir d'une approche pragmatique, une forme particulière d'innovation artistique : le « Off » de la Biennale de Dakar. Dans un contexte marqué par une pénurie des structures artistiques, les artistes et opérateurs artistiques investissent une diversité de types de lieux d'accueil, la plupart du temps non-dévoués, en principe, à l'art. « Exposer » se fait dès lors épreuve : dans son cours, c'est tout un ensemble d'objets, de relations et de contextes qui sont mis en jeu et qui performant le statut esthétique du contexte de monstration et donc la légitimité artistique des œuvres présentées. Mais la particularité de ce cas « africain », tient au fait que cette « montée esthétique » du contexte d'exposition dépend précisément d'un ensemble d'éléments inscrits au départ dans l'expérience ordinaire des lieux, de leurs usages et de leur ancrage dans un contexte social, culturel et urbain particulier. C'est pourquoi « exposer » se fait aussi expérience : l'objet d'art -et l'exposition - se font en soi expérimentation, dont les ressorts appartiennent justement aux conditions ordinaires de l'expérience. C'est en retraçant l'indispensable lien de continuité entre l'expérience courante et esthétique qu'il semble dès lors possible de saisir la spécificité d'une biennale en contexte non-européen – là où certains les qualifient d'être aujourd'hui en marge, voire à contre-courant des tendances du monde de l'art international.

GINELLI Ludovic (ludovic.ginelli@cemagref.fr)

Doctorant / assistant ingénieur / Cemagref

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 7)

Écologisation ou patrimonialisation ? Chasse terrestre et chasse sous-marine dans le futur Parc national des Calanques

Dès la diffusion de l'avant projet de Parc national des calanques, la chasse terrestre et sous marine ont suscité des tensions entre échelles locale, nationale, voire européenne à propos des normes régissant ces activités récréatives. Par exemple, l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature défavorable au maintien de la chasse à la glu remet en cause l'engagement politique local en faveur de la chasse. Mais depuis la loi de 2006, le patrimoine naturel n'est plus le seul pris en compte dans les Parcs nationaux. Leurs missions se déplacent de la protection des Hauts lieux de la nature vers celles de la préservation des « patrimoines naturels, culturels, et paysagers ». En mettant sur le même plan la protection de ces patrimoines, cette loi semble ouvrir un espace d'expression pour des légitimités plurielles voire opposées. La concertation rendue obligatoire par la même loi apparaît plutôt comme un lieu d'écologisation de la chasse terrestre et sous marine, portée par les experts cynégétiques et naturalistes, à laquelle adhèrent certains représentants d'usagers. Les controverses relatives à la chasse à la glu qui seront plus particulièrement développées constituent néanmoins une exception remarquable car les experts cynégétiques la réhabilitent au nom du « patrimoine culturel ». Cette tension entre « patrimoine naturel » et « culturel » également présente hors des lieux de la concertation va peu à peu rendre plus incertain le rejet de la chasse à la glu.

GINHOUX Bérangère (berangere.ginhoux@orange.fr)

Doctorante sociologie / Centre Max Weber Saint-Etienne

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 6)*Les supporters de football sous haute surveillance*

En France, depuis les incidents survenus lors de la rencontre entre le PSG et Caen le 28 août 1993, le dispositif d'encadrement des matchs de football ne cesse d'être renforcé et mobilise toujours plus de policiers. Aujourd'hui, les matchs de football sont des manifestations placées sous haute surveillance et les comportements « déviants » de certains supporters sont perçus comme une forme de nouvelle « délinquance ». Je chercherai à comprendre, au-delà des textes politiques et juridiques qui réglementent l'encadrement des matchs et définissent des comportements jugés déviants, ce qu'il en est en situation du travail des personnes chargées de l'encadrement ? J'interrogerai la façon dont certains policiers deviennent experts dans la gestion de cette nouvelle « délinquance » des stades ? Comment arrivent-ils à repérer les supporters jugés déviants ? Quelles compétences développent-ils quant à l'analyse des situations et à l'évaluation des risques qu'elles comportent ? Comment négocient-ils en situation avec les supporters ? Enfin, si les policiers développent des connaissances sur « le monde social des ultras » et des compétences à en maîtriser les codes, qu'en est-il des ultras ? En quoi ces derniers mettent en place des stratégies et des ruses visant à contourner le dispositif policier ? A partir de l'analyse de situations concrètes je montrerai donc comment s'opère un jeu complexe d'interactions entre policiers et supporters ultras.

GINISTY Karine (k.ginisty@gmail.com)

Doctorante en géographie / Université Paris Ouest Nanterre la Défense, GECKO

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)*Expérience spatiale et représentations de l'injustice : l'exemple des inégalités d'accès aux services urbains à Maputo (Mozambique)*

Maputo présente de fortes inégalités spatiales d'accès aux services essentiels comme l'eau potable et le ramassage des déchets. Les inégalités d'accès aux services sont-elles pour autant perçues et vécues comme des injustices ? En l'absence de mobilisations et de revendications collectives, l'analyse des représentations de l'injustice invite à repenser les liens entre la dimension spatiale des inégalités et l'expérience de l'injustice. Deux axes de lecture seront proposés : tout d'abord, la compréhension des temporalités citadines permet de dépasser le poids de la cartographie – c'est-à-dire les caractéristiques figées par le chercheur des espaces connus, vécus, imaginés. Certaines pratiques inscrites dans le temps du quotidien et partagé collectivement sont associées à la normalité, voire constitue la norme sociale. L'inscription de l'injustice dans le quotidien a fortement conditionné l'acceptation de la normalité et par là même les représentations du juste et de l'injuste. Par ailleurs, La mise en relation de l'ensemble des espaces connus, vécus et imaginaires de la ville comme hors de la ville éclaire les valeurs, les normes et les expériences mobilisées dans la construction des représentations du juste et de l'injuste. Les espaces mobilisés dans les représentations de l'injustice renvoient parfois à une toute autre échelle que celle des ensembles spatiaux identifiées par le chercheur : le quartier, le centre, la périphérie, la ville.

GIORDANO Gaëlle (gaellegiordano@hotmail.com)

Chargée de recherche / Institut Fédératif de Recherche sur le Handicap

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)*La santé mentale dans l'enquête Handicap-Santé-Ménages (HSM), regard qualitatif sur les données recueillies*

Une enquête en population générale comme HSM, portant sur l'ensemble des domaines de la santé et utilisant un questionnaire fermé, ne peut viser, en matière de santé mentale, la sensibilité et la spécificité des outils psychométriques utilisés dans le champ psychiatrique. Le processus de recueil des données relatives à la santé mentale y est particulièrement complexe. Dans le cadre d'une recherche complémentaire, 44 entretiens ont été réalisés auprès de personnes ayant déclaré des difficultés psychiques dans HSM, afin d'obtenir une connaissance plus fine des réponses faites aux questions de santé mentale et de relier ces réponses à l'expérience des personnes enquêtées. Ces entretiens apportent un éclairage sur les éléments qui ont amené les enquêtés à se reconnaître –ou non- dans les formulations relatives à la santé mentale utilisées par le questionnaire, ainsi que sur leur position vis-à-vis des questions de santé mentale dans une enquête à vocation générale. Grâce à cette lecture qualitative des données quantitatives recueillies par HSM, nous espérons éclairer les réductions inhérentes à tout questionnaire fermé, et fournir des informations sur les distorsions qui pourraient exister entre les attentes des concepteurs du questionnaire et les réponses des enquêtés. L'enjeu est de concourir à améliorer la capacité du dispositif d'enquête à identifier les personnes souffrant de troubles psychiques et les difficultés que ces troubles entraînent dans leur vie quotidienne.

Auteurs non communicants : Marie Cuenot chargée de recherche EHESP, Pascale Roussel professeur EHESP.

GIRARD Gabriel (ggirard@ehess.fr)

Doctorant / CERMES - EHES

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)*Réduction des risques sexuels chez les homosexuels masculins : vers une médicalisation de la prévention ?*

Au cours de la décennie 2000/2010, les débats sur la prévention de la transmission sexuelle du VIH dans les relations entre hommes ont connu une double inflexion politique. La première s'inscrit dans le registre moral, elle découle des controverses autour de la revendication de prises de risque par certains gays (le phénomène de bareback). La seconde inflexion est d'ordre biomédical, avec la montée en puissance de nouveaux paradigmes de prévention : circoncision, dépistage précoce ou maîtrise de la charge virale. A l'entrecroisement de ces deux dynamiques, la notion de réduction des risques sexuels (RdRs) devient un

enjeu crucial. En analysant la RdRs médicalisée comme le produit d'une co-construction, experte et profane, de savoirs sur la sexualité et la prévention du VIH cette intervention proposera d'en analyser les fondements sociaux et culturels dans le discours des acteurs. Les lignes de clivage qui se dessinent mettent en lumière des lectures politiques divergentes de la notion de « risque ». Le propos s'appuiera notamment sur l'analyse des débats qui entourent l'émergence et la progressive mise en œuvre en France d'un essai de prévention concernant la Prophylaxie Pré-Exposition (Pre-Exposure Prophylaxis : PrEP). Ce projet fait l'objet de nombreuses critiques, qui sont autant d'occasion d'analyser le regard des différents acteurs sur le processus de médicalisation de la prévention à l'œuvre.

GIRARD Violaine (violaine.girard@univ-rouen.fr)

MCF sociologie / GRIS (EA 3232)

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

Ouvriers et techniciens pavillonnaires : retour sur le mouvement d'accès à la propriété des classes populaires stables

Cette communication propose d'éclairer les processus d'approfondissements des différenciations internes aux classes populaires, à partir du cas des pavillonnaires des classes populaires stables. À la périphérie des grandes agglomérations, le redéploiement des activités productives, issu des restructurations industrielles en cours depuis les années 1970, se conjugue en effet au mouvement d'accès à la propriété des classes populaires. La monographie d'un territoire périurbain, croisant enquête ethnographique et données extraites des fichiers détails des recensements de l'Insee, permet d'aborder les processus de recompositions qui affectent les groupes des ouvriers et techniciens pavillonnaires. En s'installant à proximité d'un nouveau pôle d'emploi industriel, les ménages de ce territoire, majoritairement composés de salariés intermédiaires ou d'exécution de l'industrie et d'employées, effectuent une sortie des quartiers populaires de banlieue. Cette contribution analyse ainsi conjointement les déterminants de trajectoires de promotion résidentielle réalisées sans ascension sociale, et les modalités de représentation et de mobilisation sur la scène municipale de ces pavillonnaires, qui se distinguent de la figure repoussoir des classes populaires précarisées des quartiers de banlieue, mais aussi des fractions plus diplômées des « classes moyennes ».

GIRARDIN Myriam (gmyriam1@yahoo.com)

Chargée de recherche / HETS, Lausanne

RT 20 Méthodes Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Pour une analyse quantitative et qualitative de la production de la normativité sociale dans l'Aide sociale publique suisse : la méthode des scenarii.

Notre recherche porte sur la production de la normativité familiale au sein de l'aide sociale publique en Suisse romande. Nous abordons la normativité familiale sous l'angle de sa construction dans les pratiques et contextes professionnels et nous observons plus particulièrement comment cette construction reproduit la division sexuelle du travail au sein de la famille bénéficiaire. Notre étude exige un dispositif méthodologique à même de décrire le processus de construction (logiques d'action et de raisonnement) de la normativité familiale dans le contexte de l'intervention et d'en repérer les déterminants structurels. Pour ce faire, nous avons réalisé une enquête par entretiens directifs avec questions ouvertes auprès de 146 Assistant(es) sociaux(ales) (AS) de l'aide sociale publique en Suisse romande. Nous leur avons soumis six scénarios-problèmes mettant en scène des familles bénéficiaires fictives présentant des problèmes typiques et nous les avons invité·e·s à les résoudre le temps de l'entretien. Ces AS devaient d'abord choisir une réponse parmi plusieurs solutions et, ensuite, expliquer les raisons de leur choix. Ce type de dispositif méthodologique a l'avantage de permettre une double analyse, à la fois, sur le plan qualitatif, par la construction d'une typologie empirique des formes de normativité et, sur le plan quantitatif, par l'identification des déterminants sociaux à l'œuvre dans la construction de la normativité familiale.

Auteurs non communicants : Véréna Keller et Marianne Modak Professeure HETS Lausanne, Françoise Messant-Laurent Univ. Lausanne.

GIRAUD Baptiste (giraudbaptiste@yahoo.fr)

Post-doctorant / CESAER INRA Dijon

RT 34 Sociologie politique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

L'encadrement syndical des conflits du travail : conditions et effets d'un travail de façonnage militant

Cette intervention entend revenir sur les modalités du travail de façonnage militant accompli par les représentants syndicaux dans le cadre des conflits du travail. A partir de l'observation de plusieurs conflits, de formes différentes, cette question sera abordée à partir d'un double questionnement sur les formes et logiques d'articulation entre les grèves et les arts ordinaires de la résistance au travail. On se demandera d'abord à quelles conditions le travail militant des syndicalistes peut faciliter le passage de formes de protestation individuelles et/ou plutôt inorganisées à des formes de protestation collective, encadrées par les organisations syndicales. Dans un second temps, nous montrerons que cet encadrement syndical des grèves n'implique nécessairement que les représentants syndicaux contrôlent les raisons et les manières d'agir des salariés en lutte. Tout en observant comment les militants syndicaux s'efforcent, dans le cours de l'action, de retravailler les motifs de mécontentement des salariés et leur manière de contester leur direction pour les réinscrire dans les registres d'action et de discours de leur organisation, nous verrons que ce processus de façonnage militant est loin d'aller de soi.

GIRAUD Christophe (christophegiraud@me.com)

Maître de conférences / Cerlis-Université Paris Descartes

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)*Mise en couple des jeunes et capitaux*

Le choix d'un conjoint a longtemps été pensé par la sociologie comme un des mécanismes centraux de la reproduction des groupes sociaux. Chaperonnée ou non par les parents, le rapprochement vers un conjoint du même milieu que le sien assurait la conservation voire l'amélioration des capitaux de la lignée. Ce modèle patrimonial du choix du conjoint pose problème à une époque où le capital central à transmettre dans notre société est le capital culturel. L'obtention d'un diplôme ne suppose pas la mise en couple. Être en couple peut même être vu par les individus comme une gêne pour l'acquisition du capital scolaire qui suppose un effort personnel plus que l'addition de deux patrimoines. A moins que le/la petit(e) ami(e) ne participe à l'effort scolaire ou universitaire. A partir d'une enquête sur l'entrée en couple de jeunes adultes de classe moyenne urbaine, nous allons essayer de comprendre cette articulation entre l'entrée en couple et l'acquisition des capitaux. Nous insisterons notamment sur l'effort fait par certains couples de cette population pour faire que la relation n'affecte pas les statuts acquis par individus ou les capitaux qu'ils ont encore à construire. Le couple fonctionne alors «tant que et en tant» qu'espace de construction et de défense des capitaux personnels.

GIRAUD Frédérique (frederique.giraud@ens-lyon.fr)

Doctorante allocataire / ENS de Lyon, Centre Max Weber

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)*Je désirerais trouver quelque sentier inexploré, et sortir de la foule des écrivassiers de notre temps : la construction de l'identité littéraire d'Emile Zola*

A partir d'un travail de thèse en cours, nous souhaitons nous interroger sur les rhétoriques professionnelles dont Zola entoure sa création littéraire. « Moi je travaille beaucoup » écrivait Zola à Flaubert : au-delà du constat purement quantitatif que cette affirmation recouvre, un volume d'heures de travail non négligeable, une tâche d'écriture quotidienne répétée d'année en année, cette déclaration doit être prise dans son sens fort. Élément majeur dans la construction de l'image de soi, le travail est paré des plus grands atouts symboliques. L'activité d'écriture est conçue et valorisée comme un travail à part entière, exigeant régularité et endurance. Loin de passer sous silence les sacrifices nécessaires à l'écriture, Zola les met en exergue, en tirant profit et estime. Cette identité auctoriale qui se construit comme pratique créatrice mais en même temps routinière, se double d'une foi dans la science et les récentes méthodes expérimentales, que Zola entend mettre à profit pour renouveler le roman. Zola veut être le romancier ethnographe du second Empire. Intensément mise en scène par l'auteur (place dans la correspondance et dans les interviews, soin accordé au classement de la documentation), cette combinaison de « méthodes innovantes » (notes de terrain, arbre généalogique des Rougon-Macquart) participe d'une identité créatrice, dont la reconnaissance constitue un fort potentiel symbolique et stratégique dans le jeu littéraire.

GIRAUD Frédérique (frederique.giraud@ens-lyon.fr)

Doctorante allocataire / ENS de Lyon, Centre Max Weber

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)*« Moi je travaille beaucoup » : la pratique ascétique de l'écriture*

La communication que nous proposons s'inscrit dans les axes de travail réguliers du groupe thématique 27. Reposant sur un travail de thèse en cours, elle prend pour objet la pratique d'écriture d'Emile Zola. « Moi je travaille beaucoup » écrivait Zola à Flaubert : au-delà du constat purement quantitatif que cette affirmation recouvre, un volume d'heures de travail non négligeable, une tâche d'écriture quotidienne répétée d'année en année, cette déclaration doit être prise dans son sens fort. Élément majeur dans la construction de l'image de soi, le travail est chez Emile Zola paré des plus grands atouts symboliques. L'activité d'écriture est conçue et valorisée comme un travail à part entière, exigeant régularité et endurance. Loin de passer sous silence les sacrifices nécessaires à l'écriture, Zola les met en exergue, en tirant profit et estime. Plus qu'une simple posture pragmatique commandée par l'absence de rentes et de diplôme, la position de Zola vis-à-vis du travail rencontre les dispositions qu'il a formées lors de sa prime socialisation familiale. Dans la volonté de se faire reconnaître comme un travailleur se lit en effet la volonté de maintenir intact l'héritage paternel, fait d'inclination au travail et de combativité. Relations conjugales, amicales et mondaines sont organisées en fonction de l'écriture.

GIRAULT Eloise (Eloise.girault@hotmail.fr)

Doctorante / UMR Triangle

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)*Innover sans changer le droit: l'effectivité du droit comme stratégie de politique pénale*

Exerçant une fonction symbolique durable, l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante a été modifiée plusieurs dizaines de fois, ce texte semblant enregistrer avec plus ou moins de fidélité les mouvements capricieux et récurrents qui agitent le champ politique. Pourtant, durant la XIème législature (1997-2002), l'ordonnance du 2 février 1945 n'a pas été modifiée. Comment alors expliquer ce statu quo législatif? C'est à cette question que nous nous efforcerons de répondre ici. Nous mettrons notamment en évidence le rôle de la mission interministérielle relative à la prévention et au traitement de la délinquance des mineurs (1998) dans la construction de la politique pénale du gouvernement Jospin. Cette mission a promu un modèle d'action reposant sur l'effectivité des règles de droit, modèle repris par la suite par les instances politico-administratives.

GIRAULT Eloise (Eloise.girault@hotmail.fr)

Doctorante / UMR Triangle

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

Les usages stratégiques d'une délégitimation des professionnels: le cas de l'évaluation des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER)

Dans cette communication, nous nous intéresserons à une innovation imposée au secteur de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ): les unités à encadrement éducatif renforcé (UEER). Les UEER sont des petits foyers, créés en 1996 et réservés à des mineurs de justice en très grande difficulté. Ces structures ont été l'objet en 1998 d'un processus d'évaluation conduit par les inspections générales de l'administration (I.G.A.), des affaires sociales (I.G.A.S.) et des services judiciaires (I.G.S.J.). Nous montrerons que les préconisations des inspections générales se sont appuyées sur une lecture critique de l'action administrative et professionnelle: le travail de légitimation de l'innovation est donc ici inséparable d'une délégitimation des pratiques et valeurs professionnelles.

GIRAULT Eloise (Eloise.girault@hotmail.fr)

Doctorante / UMR Triangle

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

Innovation et circulation des pratiques associatives: quels passeurs? Le cas de la genèse des Unités à encadrement éducatif renforcé

Comment l'innovation est-elle produite dans le champ social, et notamment dans le secteur de la protection judiciaire de la jeunesse ? C'est à cette question que nous nous efforçons de répondre à travers une étude de cas qui vise à éclairer la genèse des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER). Innovation autoritaire, les UEER constituent une politique publique fortement bricolée par les autorités publiques, et notamment l'administration sectorielle. Ce bricolage s'inspire explicitement d'une expérimentation menée dans le secteur associatif: généralisant une expérience menée à la marge, l'administration apparaît donc ici comme un passeur qui incorpore des pratiques alternatives pour les transformer en un dispositif institutionnel.

GIREL Sylvia (sylvia.girel@univ-provence.fr)

MCF / université de provence

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Les jeunes femmes mortes dans la photographie contemporaine, des œuvres d'art comme documents sur le social

A la suite du travail conduit sur une nouvelle (différente) visibilité de la mort et du cadavre dans les mondes de l'art, envisageant les œuvres comme des « documents » sur le social, des analyseurs de notre rapport à la mort et sa matérialité, je propose d'explorer la manière dont les jeunes femmes sont présentées et représentées aujourd'hui dans l'art. Les œuvres, sur ce thème en particulier, interrogent notre manière d'appréhender et de regarder la mort, certaines morts, posant la question de savoir comment nous supportons de regarder ici dans les mondes de l'art, ce qui est in-regardable, insupportable là dans nos vies sociales. Le dictionnaire de La Mort, à la rubrique « femme morte » cite E. Poe : « La mort d'une jeune et jolie femme est l'objet le plus poétique qui fut au monde », c'est cette beauté que D. Dolron, D. Michener nous donnent à voir, que l'on retrouve avec I. Kaoru et ses si sensuelles jeunes mortes. Mais parfois, à l'inverse la réalité reprend ses droits, le morbide le dispute à l'horreur, la violence faite au regard nous renvoie à la réalité « vraie », celle où la mort nous affecte, nous effraie. On pensera à certaines œuvres d'A. Serrano, de G. Herbaut sur Ciudad Juarez, de J.-P. Witkin. Les photographies, produisent des images qui, au-delà d'illustrer la réflexion, constituent un matériau de travail pour une sociologie visuelle, permettant la production de connaissances différentes, inédites aussi, par rapport à celles disponibles sur le sujet.

GISSINGER Célia (gissinger.celia@gmail.com)

Doctorante allocataire / UMR 7236

RT 40 Sociologie des institutions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

L'impact de la participation citoyenne sur l'institution judiciaire : une innovation en audience correctionnelle ?

Nous proposons, dans notre communication, d'analyser la récente proposition d'introduire des jurés populaires dans les audiences correctionnelles. Ses conséquences sur le fonctionnement de l'institution judiciaire et plus précisément sur sa fonction démocratique, seront plus particulièrement abordées. A partir de notre travail de recherche sur l'actuel fonctionnement des jurys populaires en Cour d'assises et des entretiens que nous avons effectués avec d'anciens jurés, nous souhaitons confronter deux pratiques spécifiques à la justice pénale. Alors que le tribunal qui juge les délits est souvent présenté comme la « justice quotidienne », avec ses habitudes et son langage de spécialiste, la justice criminelle est qualifiée de « justice de luxe ». Ce sont ici deux fonctions fondamentales de l'institution judiciaire qui sont interrogées : maintenir l'ordre et favoriser l'autonomie des individus (Commaille, Kaluszynski, 2007). La correctionnelle et les assises nous semblent représenter de manière idéale ces deux fonctions. Ces deux conceptions du rôle de l'institution judiciaire viennent mettre en balance le pouvoir qu'elle représente au sein de notre démocratie représentative. Entre la fonction de magistrat et celle de citoyen, comment se négocie alors le pouvoir judiciaire ? Quel en peut être l'impact pour le fonctionnement de notre démocratie actuelle ?

GLAYMANN Dominique (glaymann@u-pec.fr)

MCF en Sociologie / Largetec (Université Paris Est)

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)*Le stage, un usage ancien, mais un outil nouveau pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés*

L'objet étudié est le stage défini comme une plongée temporaire d'un(e) étudiant(e) en formation initiale lui permettant de découvrir une réalité du travail, de mettre en œuvre des connaissances acquises durant sa formation et d'expérimenter ses compétences en milieu professionnel. Ce stage prend la forme une relation tripartite régie par une convention entre un(e) stagiaire, un organisme de formation et une organisation assurant une production. Le stage n'est pas une nouveauté. Depuis longtemps, existent des stages à visée formative ou probatoire. Ces stages contribuent aussi à une socialisation générale et professionnelle qui favorise l'intégration dans l'emploi. Depuis deux décennies, le stage se répand dans l'enseignement supérieur en devenant un argument d'attractivité des formations dans un contexte de concurrence accrue. L'innovation sociale réside dans l'objectif parfois explicite de favoriser la professionnalisation et l'insertion des futurs diplômés. Le stage est ainsi censé constituer une réponse au « problème » de l'insertion professionnelle des jeunes en palliant les défauts d'un enseignement supérieur supposé trop théorique et éloigné des réalités de l'économie et de l'emploi. Après avoir décrit la genèse de cette innovation, nous interrogeons les raisons des difficultés des jeunes diplômés à entrer et à se stabiliser dans l'emploi, puis nous examinons les potentialités et les limites du stage comme outil pédagogique et socialisateur.

GLEYZE Emmanuel (emmanuel.gleyze@yahoo.fr)

Sociologue / Université Montpellier III/Groupe Sup de Co Montpellier

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)*Métiers, tradition et innovation : le cas de l'édification d'un château du Moyen Âge en plein XXIe siècle, l'entreprise Guédelon en Bourgogne (France)*

Comme l'expliquait l'historien G. Duby : Il est évident qu'un monument en dit autant que des textes sur ce que les hommes de son temps avaient dans l'esprit et que, le disant autrement, il en dit plus. (Fin de citation). C'est à cet autant, à cet autrement et à ce plus que je m'arrêterai ici. Il s'agira d'interroger une oeuvre architecturale en actes, à partir d'un terrain réalisé au chantier de Guédelon (France). l'idée est de construire un château fort comme au Moyen Âge (légitimée par des instances universitaires). Le site accueille différents métiers (tailleur de pierre, charpentier, etc.) et 315 000 touristes par an. Mais voilà, le projet et le site sont farcis d'imbroglios de sens et de matières en confrontations constantes : entre différentes temporalités (XIIIe et XXIe siècles), entre droit du travail et techniques de construction du Moyen Âge, entre espace touristique, logiques des métiers et expérimentations archéologiques, humain et non-humain : Guédelon a une identité sous tensions. La question qui se posera alors sera de savoir comment construire une crédibilité qui vise à édifier un château du Moyen Âge à l'aube du XXIe siècle ?

GLINNE Harmony (harmony.glinne@uclouvain.be)

Doctorante / Assistante d'enseignement et de recherches / Université Catholique de Louvain

RT 16 Sociologie clinique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)*« Un travail individualisé en trois minutes », ou l'innovation sous contrainte au guichet*

Le pouvoir est façonné par les pulsions de vie et de mort (Enriquez, 1997), liant répétition et innovation, reproduction et création, imaginaire leurrant et imaginaire moteur (Enriquez, 2003). Dans l'organisation, ce désir de création, cet imaginaire moteur est canalisé par l'imaginaire leurrant, afin de gommer toute critique qu'amène potentiellement la parole libre. Le travailleur peut difficilement trouver une place pour laisser exprimer son potentiel créateur, son désir d'implication au sein de l'entreprise, alors que les dispositifs participatifs fleurissent dans bon nombre d'organisations. Quel est ce paradoxe managérial qui à la fois prône l'implication et l'empêche de s'accomplir pleinement ? À partir d'une étude menée auprès des guichetiers de la poste belge en 2009, nous proposons de détailler comment la seule implication attendue des guichetiers est en fait strictement codifiée et canalisée par le management à travers un « carcan » de règles postales, qui servent à la fois de barrière et de protection dans une relation de service en pleine mutation. Le guichetier se trouve pris dans des relations de pouvoir qui maintiennent son potentiel créateur dans des formes acceptables pour l'organisation. Le seul espace de création se situe dans la relation en face-à-face, qui lui permet encore d'innover sous contrainte, ou pour reprendre les termes d'un guichetier, de faire « un travail individualisé mais en trois minutes ».

GLINOER Anthony (anthony.glinoer@gmail.com)

Professeur / Université de Sherbrooke

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)*Les cénacles du XIXe siècle, laboratoires de l'innovation*

La sociologie de la littérature a considéré, depuis les travaux de P. Bourdieu, J. Dubois, R. Ponton, C. Charle ou encore J. Jurt, les mouvements littéraires du XIXe siècle comme des cas d'école de révolutions symboliques successives agissant comme moteur du changement dans le champ intellectuel, artistique et littéraire. Ces travaux n'ont guère reconnu en revanche ce que ces luttes pour la reconnaissance tout à la fois des modes de changement, des définitions même du changement et des acteurs l'incarnant, devaient aux structures collectives concrètes où ces acteurs se réunissaient. Depuis le romantisme en effet et jusqu'à la première guerre mondiale, les cénacles ont été les sociotopes privilégiés des avant-gardes (romantisme, réalisme, naturalisme, symbolisme, etc.) Cette communication voudrait proposer une compréhension d'ensemble du phénomène des cénacles du XIXe siècle et en restituer le triple statut sociologique : 1) une forme de sociabilité spécifiquement intellectuelle, artistique et littéraire, relativement fermée sur l'espace public ; 2) une institution fondée sur la solidarité, le compagnonnage, le

rejet des définitions en vigueur de la valeur symbolique, le charisme du chef de file et la légitimation d'une doctrine esthétique ; 3) un lieu d'élaboration d'un imaginaire du collectif ainsi que du changement que ce collectif véhicule (via les discours à visée manifestaire, la critique journalistique et la fiction).

GOASDOUÉ GUILLAUME (guillaume.goa@gmail.com)

DOCTORANT / CARISM - UNIVERSITE PARIS 2

RT 37 Sociologie des médias Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

Formats journalistiques innovants au Monde.fr. Le fond travaillé par la forme.

Notre communication souhaite revenir sur les récentes innovations journalistiques mises en place sur le site internet LeMonde.fr. Comment concrètement s'opèrent les changements et comment s'effectue l'introduction de nouveaux formats et ce particulièrement lors des deux dernières années (2009-2011). À partir d'une observation en ligne des différents espaces de production (home page, blogs, rubriques, réseaux sociaux, ...) ainsi que d'entretiens réalisés auprès de journalistes et « travailleurs de l'information », nous souhaitons interroger les différentes logiques et causes qui participent au processus itératif de la mise en place d'innovations journalistiques. Que ce soit avec des formats éditoriaux, des nouveaux rapports au lectorat ou que cela passe par l'entremise de nouvelles technologies nous reviendrons sur quelques expérimentations significatives et leurs fondements. Finalement nous questionnerons la façon dont la tension entre la continuité éditoriale et l'innovation journalistique est perçue puis gérée par les différents interlocuteurs à la lumière des quelques expérimentations étudiées (revue de liens éditorialisée, décryptage collaboratif, blogs spécialisés, traitement en direct, web médiation, contenus multimédia, newsgame, ...).

GOASDOUÉ GUILLAUME (guillaume.goa@gmail.com)

DOCTORANT / CARISM - UNIVERSITE PARIS 2

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

Histoires de vie et disparités sociales dans la perception et l'appropriation des innovations médiatiques

Dans cette communication nous souhaiterions aborder le cas des pratiques informationnelles au fil des histoires de vie et plus spécifiquement la façon dont les individus s'approprient (ou non) les nouveaux supports et modes de consommations médiatiques. Nous proposons de voir comment les contextes socio-historiques et les innovations médiatiques interagissent et participent de concert à la (re)configuration des temps et des espaces sociaux à l'échelle des parcours de vie. Quelles ressources (culturelles, sociales, économiques, techniques) et quelles capacités cognitives les individus possèdent-ils face aux discours – injonctions – qui accompagnent les innovations dans le champ des médias. À quelles logiques les actes d'appropriation répondent-ils réellement ? À partir d'une enquête qualitative nous confrontons les itinéraires de pratiques (presse, internet, radio, télévision) et les trajectoires sociales d'individus au profil très disparate (âge, niveau d'étude, lieu d'habitat, composition de la cellule familiale, revenus, ...). En définitive il s'agit de réfléchir à l'impact des inégalités sociales moins sur les caractères des écarts d'équipements en technologies de l'information et de la communication (TIC) mais davantage sur la perception des innovations et le niveau d'accomplissement des usages.

GOBERT Julie (julie.gobert@gmail.com)

ATER / Institut d'Urbanisme de Paris

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

La justice environnementale comme modalité d'action et de reconnaissance pour les citoyens vulnérables

La justice environnementale est devenue un paradigme incontournable dans les procédures d'aménagement du territoire et de planification aux Etats-Unis. Si par le passé, son cadre d'analyse se référait principalement aux impacts disproportionnés des infrastructures polluantes sur les communautés pauvres et/ou appartenant à des minorités ethniques, il s'étend aujourd'hui à de nombreuses sphères de l'action publique et privée. Toutefois les militants du droit à la ville sont toujours confrontés à des systèmes politiques et administratifs peu disposés à dépasser une vision procédurale de la justice environnementale. Dans les projets d'implantation d'équipement ils essaient d'innover en négociant à la fois leur reconnaissance en tant qu'interlocuteurs, une redistribution des aménités environnementales et une diminution des nuisances. Certes, la recherche de compromis par le biais de l'octroi de contreparties ne date ni d'aujourd'hui ni de l'émergence de la justice environnementale. Elle est au cœur même des pratiques, tant des maîtres d'ouvrage que des gouvernements locaux et nationaux. Elle a cependant évolué et permis une ré-agencement partiel du pouvoir. Au travers de la comparaison de plusieurs terrains d'enquête et à l'aide d'entretiens semi-directifs, cette recherche tend à montrer ce que sous-tend le terme justice environnementale comme modalité d'action et de contestation face à des acteurs institutionnels dotés de fortes ressources financières et organisationnelles.

GOJARD Séverine : voir à **DUBUISSON-QUELLIER Sophie**

GOMEL Bernard : voir à **MEDA Dominique**

GOMES DE LUCENA Maria de Fátima (puscmf@gmail.com)

Professeure / Université fédérale de Pernambuco/Brésil

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Technologies de l'esclavage et le trafic international d'organes et tissus humains

Cette communication cherche à comprendre les rapports entre les créations/innovations biotechnologiques sous le commandement des mafias de trafiquants des êtres humains pour “l’industrie de la traite internationale d’organes et de tissus humains” d’aujourd’hui. Il s’agit d’une étude sur les questions de genre, de classe sociale, race/ethnie et génération liée à la violence contre les femmes pauvres, noires et jeunes au Brésil, en général, les plus vulnérables. La “sexualisation du social” (Kergoat, 1995) est au cœur de ces mafias internationales. La violence des inégalités sociales sexistes, racistes/ethniques et de génération rime avec le développement des biotechnologies appliquées au commerce des corps vivants ou morts. Le silence et l’intimidation sont les marques de la violence, malgré les lois. La création et l’innovation qui composent les «technologies de l’esclavage» sont mises au service du profit des réseaux mafieux mondialisés. Le trafic international d’organes et de tissus humains est évidemment combattu par les politiques publiques, tout à la fois préventives et punitives, et à travers des actions en réseau de coopération entre divers pays, dont le Brésil et la France (Union Européenne). Même s’il existe un long chemin à parcourir, les luttes sociales sont actives et la force des mouvements sociaux de femmes et féministes se fait sentir, une fois que la féminisation de la pauvreté au Brésil acule beaucoup de femmes à la plus grande vulnérabilité.

GOMEZ BUENO Carmuca : voir à **BRETIN Hélène**

GONTHIER Frédéric (frederic.gonthier@iep-grenoble.fr)

MCF / IEP de Grenoble

GT 44 Justice sociale et sentiment d’injustice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 17)

Les Européens et le libéralisme économique : les différences entre les pays sont-elles plus fortes que les différences entre les individus ?

Les données de l’enquête sur les Valeurs des Européens (EVS) permettent d’analyser sur la longue période les attitudes des Européens à l’égard des inégalités socioéconomiques. Différentes évolutions sont remarquables depuis les années 1990 : la confiance dans les grandes entreprises et les préférences libérales en matière économique ont fortement décliné, tandis que la confiance dans les fonctions économiques et sociales de l’Etat et l’affirmation d’un besoin de réformes ont augmenté de manière continue. Cette érosion générale des croyances dans le libéralisme économique recouvre néanmoins de fortes variations au niveau international. La crise de la croyance dans l’économie de marché constitue également un phénomène composite, qui renvoie à au moins trois dimensions distinctes de l’anti-libéralisme : l’interventionnisme, l’égalitarisme et la radicalité. Cette communication propose d’évaluer, au moyen d’une analyse multiniveau, dans quelle mesure la probabilité d’endosser chacune de ces attitudes dépend du pays et de certains indicateurs agrégés d’inégalités (comme le coefficient de Gini, l’Indice de Pauvreté Humaine ou la part des dépenses publiques de santé), ou des individus et de certaines caractéristiques socioéconomiques (comme le niveau de revenu, les responsabilités d’encadrement ou la dépendance aux aides sociales).

GONTHIER Stéphanie (steffy.reunion@gmail.com)

Doctorante / DIMPS EA 4075

DURET Pascal (pascal.duret@univ-reunion.fr)

Professeur des universités / DIMPS EA 4075

RT 38 Sociologie de l’environnement et des risques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 11)

comment la conscience écologique s’incarne-t-elle ?

Les dérèglements climatiques et les pollutions multiples stimulent la conscience écologique des individus. La crise environnementale questionne le rapport de l’homme à la Nature, remettant progressivement en cause les dogmes de la modernité. Un nouveau paradigme semble se dessiner (Vaillancourt, Gendron, 2007). Or, cette nouvelle donne questionne aussi la place du corps, à la fois matière organique « naturelle » et produit historique (Queval, 2004), social (Bourdieu, 1980) et culturel (Le Breton, 1990). Il est vrai que le corps et les pratiques corporelles sont des objets privilégiés par lesquels il est possible d’appréhender les changements sociaux. Ainsi, en prenant appui sur les techniques corporelles de Marcel Mauss, on observera si la prise en compte de l’écologie au quotidien engendre l’émergence de pratiques corporelles particulières. Le corps, souche de l’identité nous permettra de questionner de façon plus globale les ressorts et les freins des changements inhérents à l’appropriation d’un mode de vie écologique. D’un point de vue méthodologique, nous avons utilisé une double approche à la fois ethnographique, et prenant en compte de manière complémentaire le parcours biographique des individus. Quand à la population, elle est composée d’acteurs du monde social pro-environnemental de l’île de La Réunion.

GOUARNÉ Isabelle (isabelle_gouarne@hotmail.com)

Post-doctorat / Centre M. Halbwachs

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l’expertise : savoirs et pouvoirs Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

Sciences sociales durkheimiennes et communisme : heurs et malheurs d’une rencontre (1920-1939). Retour sur l’itinéraire politique et intellectuel de Georges Friedmann

Durant l’entre-deux-guerres, la convergence entre le monde communiste et certaines fractions du monde universitaire-scientifique s’est traduite par l’invention de nouveaux rôles intellectuels associant production savante et militantisme politique. Il en va ainsi, en particulier, dans l’univers des sciences sociales durkheimiennes : les logiques d’ouverture qui travaillent cet espace social rendent alors possibles des insertions simultanées dans le monde politique et/ou journalistique. La trajectoire de Georges Friedmann (1902-1979) constitue, à cet égard, un cas exemplaire. Il sut saisir les nouvelles opportunités offertes par les transformations du monde communiste au début des années 1930 et maintenir ainsi son double ancrage, politique et

académique. Bien que contrainte par cette double insertion, la production intellectuelle de Georges Friedmann bénéficiera d'une forte reconnaissance dans l'univers des sciences sociales françaises, de plus en plus politisées à partir de 1934. On se propose donc, en revenant sur l'itinéraire de Georges Friedmann, d'examiner les conditions de cette double reconnaissance et d'en analyser les limites. Le nouveau rôle politico-intellectuel qu'était parvenu à jouer Georges Friedmann deviendra, en effet, intenable à la fin des années 1930, en raison de la fermeture du monde communiste.

GOULET Frédéric (frederic.goulet@cirad.fr)

Chercheur / CIRAD

RT 29 Sciences et techniques en société Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

L'innovation par retrait. Contribution à une sociologie du détachement

Cette contribution analyse les processus d'innovation au travers de leurs mécanismes de dissociation et de détachement, en complément des associations classiquement documentées par la sociologie de la traduction et de l'acteur-réseau. Elle traite pour cela des innovations dites ici « par retrait », dont l'une des particularités est d'être justement fondées sur la réduction d'une pratique ou le retrait d'un artefact donné, plutôt sur l'introduction et l'ajout d'un nouvel élément dans des marchés ou des usages. À partir d'un cas d'innovation technique en agriculture française, celui des techniques culturales sans labour, nous mettons en évidence quatre grands mécanismes constitutifs de la dissociation : l'association centrifuge, la mise en visibilité de certaines entités et associations, la mise en invisibilité de certaines autres, et l'association de nouvelles entités. Notre recherche contribue ainsi à affiner la compréhension des processus d'innovation et de détachement, en documentant les modalités de ruptures d'association préexistantes au sein de réseaux sociotechniques. Plus largement elle contribue à éclairer les déplacements qui s'opèrent entre instituts publics de recherche, industriels et citoyens dans la conception de nouveaux modèles de production dits « durables » ou respectueux de l'environnement.

Auteur non communicant : Dominique Vinck Professeur des Universités PACTE Politique - Organisations UMR CNRS 5194 Université Pierre Mendès France Grenoble

GOULU Gérard (gerard.goulu@club-internet.fr)

Professeur certifié/chercheur associé/ Chargé de cours UBS / LADEC-LAS Rennes 2 (EA2241)

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

Modalités d'appel à la responsabilité et régulation in situ du RMI.

Dans le dispositif du Revenu Minimum d'Insertion la contractualisation affichée prend officiellement la forme d'une injonction à la responsabilité. L'analyse des situations in vivo montre une échelle mobile de gestion des droits. Notre propos prendra appui sur de longues observations de divers agencements de l'intervention sociale dans une ville moyenne de Bretagne. Trois régimes de contractualisation ont pu être observés correspondant à trois modalités d'interpellation du demandeur d'aide. Un premier régime de sommation à la responsabilisation de soi renvoie à un pôle d'illégitimité dans la définition de la situation proposée par le demandeur d'aide. Le « démeritant » émerge alors de cet ordre négocié. Le second régime est un régime d'appel conditionnel à la responsabilité. Là l'appel à la responsabilité est sous-tendu par un questionnement du « mérite », de la détermination voire du « courage ». Le troisième régime est un régime d'extinction totale de l'exigence de responsabilité et corrélé à une « fragilité » imputée au demandeur. Mieux, un « contrat invisible » pourra encadrer des stratégies assistancielles. Une dialectique d'un « engagement sensible » et d'un « engagement normatif » est alors en jeu. En définitive, une « règle secondaire » référée à un répertoire éthico-social est hautement régulatrice de la gestion de la précarité et capable de désactiver les prémisses des politiques sociales dites « actives ».

GOURARIER Mélanie (melanie.gourarier@yahoo.fr)

Doctorante / LAS-EHESS

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Le plaisir féminin au bénéfice des hommes. L'apprentissage de la sexualité au sein de la Communauté de la séduction

À partir d'une enquête menée depuis 2007 en France auprès d'un groupe exclusivement composé d'hommes se consacrant à la séduction des femmes, je propose d'examiner ce qui est envisagé par mes interlocuteurs comme un « progrès » en matière de sexualité. Postulant une identité de désir, de plaisir et d'accès à la sexualité entre hommes et femmes, le groupe sur lequel je travaille envisage cette symétrie résultant d'une libération sexuelle jugée acquise et entérinée, comme essentiellement défavorable à leur égard. Aussi, la volonté de perfectionner les techniques d'une sexualité masculine vouée à la jouissance des femmes n'est-elle pas nécessairement le produit d'une idéologie soucieuse du plaisir féminin, mais vise peut-être à maintenir une dissymétrie des rapports de genre. Si la jouissance féminine est au cœur des préoccupations de la Communauté de la séduction, le plaisir masculin reste secondaire, voir néfaste, dans la mesure où les membres aspirent à une ascèse sexuelle, libératrice de ce qu'ils envisagent comme une dépendance à l'égard des femmes et qualité masculine absolue du « contrôle de soi ». Sous couvert d'arguments de types égalitaristes, le discours produit par la Communauté de la séduction dissimule des résistances certaines face aux recompositions des rapports de genre, où les compétences sexuelles sont constituées en enjeu de pouvoir, ouvrant des perspectives critiques à l'analyse de ce qui passe positivement pour des changements, voir des améliorations.

GOURGUES Guillaume (guillaume.gourgues@hotmail.com)

ATER / PACTE IEP Grenoble

RT 40 Sociologie des institutions Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

Les fonctionnaires participatifs : l'innovation institutionnelle comme routine.

Cette communication propose une sociologie du travail administratif généré par l'adoption de dispositifs participatifs dans quatre conseils régionaux français. Considérée sous l'angle de ses innovations (réintroduction du tirage au sort, etc.), la démocratie participative apparaît ainsi comme le résultat d'un engagement administratif permanent, analysé en trois temps. D'une part, l'adoption des innovations procédurales repose en grande partie sur la capacité des agents d'exécution à inventer un cadre de mise en place, des routines, de gestion et garantissent la mise en œuvre concrète de la démocratie participative tant annoncée. D'autre part, la masse colossale de travail administratif exécuté par ces fonctionnaires et le contenu de leur mission révèlent que la démocratie participative institutionnelle se préoccupe essentiellement du déplacement de fragments de population. Enfin, l'ampleur et la nature de ces tâches est à l'origine d'un malaise. La plupart des fonctionnaires n'ont quasiment aucune information sur les dispositifs participatifs ne relevant pas de leur champ d'action, et la démocratie participative se réduit à la gestion de « leur » dispositif. Face à cette situation, certains tentent de créer du sens, grâce à la mobilisation de différents acteurs (universitaires, prestataires). L'innovation institutionnelle s'appuie donc très largement sur la capacité des agents administratifs à l'accompagner de routines, de procédures et de travail public.

GOYETTE Martin : voir à **PONTBRIAND Annie**

GRALEPOIS Mathilde (mathilde.gralepois@univ-tours.fr)

MCF / Université de Tours / CITERES

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

La force centrifuge de la mise sur l'agenda local. L'inscription du développement durable par la différenciation d'avec les risques collectifs

Comment comprendre que deux champs professionnels inscrits dans la thématique « environnement » au sein des collectivités territoriales (les chargés de mission en développement durable et en prévention des risques) se construisent selon des logiques centrifuges ? Alors que les domaines apparaissent dans les mêmes directions administratives, l'essor des thématiques écologiques depuis les années 1990 repositionne les identités et les légitimités de deux domaines aux contours flous (Jeannot, 2005) Une enquête réalisée à la communauté urbaine de Lyon, composée d'observations et d'entretiens (M. Gralepois, 2008), basée sur une sociologie des administrations territoriales, dans une démarche d'analyse des outils d'action publique (Lascoumes et Le Galès, 2004) –ici l'Agenda 21 de la communauté urbaine de Lyon–, comment se déclinent, au quotidien des relations de travail, la distinction entre les thématiques d'environnement et de risques? Alors que la communauté urbaine de Lyon affiche, depuis 1970, une politique d'écologie urbaine, l'essor du développement durable résulte d'une distinction portée par les agents administratifs et techniques. Les chargés de mission portant le développement durable se démarquent dans l'organisation, le discours et la mise en œuvre de la prévention / gestion des risques. Malgré les efforts de transversalité administrative, dont le développement durable est un exemple (et l'échec ?) récent, les politiques locales restent substantiellement sectorielles?

GRANCHAMP FLORENTINO Laurence (lgranchamp@unistra.fr)

Maître de conférences / LCSE UMR7236, Univ. de Strasbourg

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 11)

Volontarisme et action au quotidien face au changement climatique. Des dissonances cognitives créatrices ou frustratrices de l'action ?

Un certain nombre de communications sociales font porter sur l'individu et sa vie quotidienne le poids d'un appel au changement des modes de vie. Toutefois, faire entrer une problématique de risque global comme celle du changement climatique dans la quotidienneté est une affaire complexe, car cette dernière « n'est pas seulement la somme des faits et gestes du quotidien, la dimension de la banalité et de la répétition, c'est un système d'interprétation » (Baudrillard, 1970, p.33). La quotidienneté est l'espace intérieur dans lequel l'individu réorganise le monde à son échelle, pour lui donner un sens, mais aussi pour se créer sentiment de sécurité. Cette appropriation sécurisante de l'environnement se fonde sur une exclusion du monde global ou monde réel, social et historique. Ce défi de changer nos comportements quotidiens, nos « modes de vie » suppose en quelque sorte « d'infiltrer » les schèmes comportementaux sécurisants et exclusifs de la totalité du monde et favoriser l'intériorisation de pratiques ou de schèmes comportementaux alternatifs. Nous faisons l'hypothèse que ceci est générateur de tensions et de dissonances . Nous étudions auprès de ménages de volontaires, quelles sortes de dissonances , de contradictions génère le dispositif d'accompagnement du changement auquel ils ont adhéré. A quels aménagements ou bricolages » sont-ils conduits ? Ces dissonances sont-elles un frein à l'action ou bien peuvent-elles constituer une ressource créative ?

Auteur non communicant : Jeremy DUPLOYER Etudiant Master 2

GRANGE David (david.grange3@wanadoo.fr)

Docteur attaché / EMC²-LSG (UPMF-Grenoble 2 - EA 1967)

RT 21 Mouvements sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

La cause de l'innovation ; origine et composition du mouvement transhumaniste

Anti-nucléaires, faucheurs d'OGM, no nano... Au registre des mouvements sociaux intéressés à la question, on connaît bien désormais ceux qui militent pour un contrôle des technosciences et en dénoncent les dérives, mais que sait-on de ceux qui, en sens inverse, en soutiennent plus ou moins inconditionnellement le développement ? Pourtant ces mouvements existent et ils semblent même, depuis quelques temps, tendre à se fédérer dans un unique courant de pensée, le transhumanisme. Après être revenu sur les origines du mouvement transhumaniste, sur ses revendications, sur son recrutement (massivement masculin et centré sur une catégorie de salariés et d'indépendants aisés, de formation technique), sur les tendances qui le composent, sur ses principales institutions (l'alcor, la revue H+, l'université de la singularité...) et sur l'évolution de ses thèses, je m'attacherai dans mon intervention à montrer comment il s'inscrit dans le débat actuel sur l'innovation technologique, à en élucider les rapports avec les autres mouvements « technophiles » (le « logiciel libre », les « chapeaux noirs »...) ainsi qu'avec les mouvements anti-technologie ou pro-contrôle de la technologie. Et si en fin de compte les oppositions manifestes entre ces différentes « factions » procédaient moins d'une évaluation divergente des promesses (tenues ou non) et des dangers de la modernité, que de regards chaque fois particuliers portés sur une même représentation d'un avenir dominé par la technologie.

GRANGE David (david.grange3@wanadoo.fr)

Docteur attaché / EMC²-LSG (UPMF-Grenoble 2 - EA 1967)

GT 41 Corps, technique et société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 11)

La révolte du corps ; pertinence et adaptabilité de la catégorie d'effroi technologique

De la physique théorique, qui conçoit désormais un univers à onze dimensions, composé de cordes vibrant à l'unisson dans un contexte où le temps est une donnée fluctuante, à la biologie moléculaire, pour qui le vivant n'est rien de plus qu'une dynamique de réplication d'informations basiques, les technosciences n'ont de cesse, depuis quelques décennies, de nous confronter à des « mondes » de plus en plus exotiques, où nous avons de plus en plus de mal à nous positionner en tant qu'entités corporelles ; parce que ces nouvelles représentations de la réalité sont de plus en plus disruptives avec la perception immédiate que nous pouvons en avoir au travers de nos sens. Dans le même registre la vie hyper-moderne obéit à un rythme (le rythme de la ville, du travail salarié, de l'actualité, de la consommation, de « l'écran »...) totalement désaccordé avec les « horloges » naturelles qui régissent notre organisme, au point que celui-ci tend désormais à nous apparaître comme une entrave, une pesanteur... une adversité. Afin d'appréhender cette nouvelle donne, le penseur canadien Ollivier Dyens propose d'employer la catégorie d'effroi technologique, censée pointer du doigt une sorte de révolte de l'organique contre un mouvement de fond qui en déclarerait la caducité. L'objet de mon intervention sera d'évaluer l'opportunité de cette catégorie, du double point de vue de sa pertinence fondamentale et de son potentiel heuristique.

GRANGE Julien (julien.grange@doctorant.univ-grenoble.fr)

Doctorant / EMC² - LSG -- Université de Grenoble

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH AMPHI 1)

Une approche sociologique de l'œuvre de L.-F. Céline

On se propose d'envisager d'abord, en articulant une approche par le champ et une approche par l'habitus, les innovations, stylistique et narrative, sur lesquelles repose la révolution symbolique réalisée par L.-F. Céline dans le champ littéraire de 1932 avec la publication de *Voyage au bout de la nuit*. Là où l'étude par le champ permet d'explicitier la prise de position singulière qu'y réalise un auteur dans l'ordre des différences esthétiques et des différences sociales ; l'étude par l'habitus (biographie sociologique) nous donne les moyens de la comprendre – de la saisir non seulement en tant qu'application de schèmes de perception et d'action socialement situés au champ des œuvres constitué, mais en tant que produit de la mise au travail d'un positionnement objectivement et subjectivement problématique dans l'ordre des différences sociales. C'est bien d'abord à la croisée de ces perspectives que nous sont rendus sensibles les ressorts sociologiques et les significations sociales de la création et de l'innovation littéraires. Mais c'est bien une étude de l'efficacité dont l'œuvre bénéficie auprès de lecteurs d'aujourd'hui qui permet de mettre la chose en perspective, et d'en saisir la signification culturelle : c'est-à-dire ce en quoi cette œuvre-là exprime effectivement des sentiments et des problèmes qui, dans le cadre de situations et contextes spécifiques, mais aussi des évolutions récentes de la structure sociale de la société française, tendent à se généraliser.

GRANGE Julien (julien.grange@doctorant.univ-grenoble.fr)

Doctorant / EMC² - LSG -- Université de Grenoble

RT 16 Sociologie clinique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D4)

Le trouble à l'œuvre – de la sociologie de l'art à la sociologie clinique, une approche de l'œuvre et des lectures actuelles de L.-F. Céline

L'objet de cette communication est de raconter comment, envisageant d'abord ma thèse sur l'œuvre de L.-F. Céline dans les cadres et problématiques de la sociologie de l'art, j'en suis nécessairement venu à me saisir des concepts et outils de la sociologie clinique. Il m'est en effet apparu que, d'un bout à l'autre du processus, l'œuvre se faisait le lieu de la mise au travail de ce qu'on pourrait désigner avec V. de Gaulejac comme une névrose de classe – à tout le moins de l'expression d'un trouble qu'il nous est permis de resituer dans les situations de déplacement social respectives de l'auteur, et des lecteurs interviewés. De part et d'autre, l'œuvre se fait le lieu intermédiaire de l'objectivation d'un trouble, l'espace potentiel d'une individuation,

d'une reliance : du déploiement d'une activité de symbolisation dans laquelle les sujets trouvent à donner sens à une expérience de la vie sociale, à un héritage, une identité, vécus comme problématiques. En ceci non seulement les œuvres, mais les expériences esthétiques efficaces, constituent des objets privilégiés de la sociologie clinique – puisque elles sont de ces terrains où nous est possiblement donné à saisir le jeu entre « le poids des déterminations psychiques et sociales » et « le travail qu'un sujet peut effectuer sur son histoire pour en modifier le cours » (notamment à travers l'élaboration d'un roman familial) dans les constructions émergentes des identités et des ethos contemporains.

GRANIE Anne-Marie : voir à **FONTORBES Jean-Pascal**

GRANJOU Céline (celine.granjou@cemagref.fr)

CR / Cemagref

RT 29 Sciences et techniques en société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

Innoven en biodiversité ? Dynamiques (inter)disciplinaires et engagements épistémiques

Depuis 1992, la biodiversité fait l'objet d'une mise à l'agenda indissolublement scientifique et politique. Notre communication vise à s'interroger sur les effets de la circulation de cette thématique dans le champ académique, dans l'idée que l'on n'assiste pas simplement à l'utilisation opportuniste d'un label dans une logique de guichet. Nous nous appuyons sur trente entretiens menés avec des chercheurs leaders dans le domaine de la biodiversité, complétés par un travail sur les institutions (FRB). Si les sciences du climat se sont constituées comme une communauté relativement unifiée dans ses instruments et ses manières de lancer l'alerte, dans le cas de la biodiversité, différentes entreprises de construction de collectifs de recherche coexistent, marquées par une tension entre dynamique d'innovation interdisciplinaire et dynamiques de (ré)affirmation disciplinaire (écologie et systématique notamment). Pour rendre compte de cette pluralité des sciences de la biodiversité, nous proposons d'explorer divers « engagements épistémiques », désignant par là les manières dont s'articulent des « cultures épistémiques » (Knorr-Cetina, 1999) et des engagements environnementaux. On verra que ces « engagements épistémiques » se distribuent notamment autour d'un clivage entre une entrée par les espèces et une entrée par les services. Il s'agit ainsi de poursuivre une sociologie des métiers et des engagements scientifiques dans le cas des sciences de l'environnement.

Auteur non communicant : Isabelle Mauz chercheur Cemagref Michel Daccache post-doctorant Cemagref -EHES

GRASER Léonor (leonor.g@free.fr)

Doctorante / Cerlis / Université Sorbonne nouvelle Paris III

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

Le créateur recréé ? La quête d'une singularité romanesque comme facteur de socialisation

Dans le cadre d'une enquête qualitative sur les parcours de romanciers parisiens du XXI^e siècle, nous nous sommes interrogée sur la fonction socialisatrice de l'expérience littéraire. Dans quelle mesure les parcours sociaux (biographiques) et les parcours littéraires (bibliographiques) s'agencent-ils ? S'il est clair que les pratiques de lecture et d'écriture sont relatives aux expériences de socialisation, dans quelle mesure les expériences littéraires sont elles-mêmes partie prenante du processus de socialisation ? Selon Vincent de Gaulejac (2009), « devenir producteur de sa propre vie, c'est d'une certaine façon la créer comme un artiste crée une oeuvre d'art » : nous avons voulu savoir si la création littéraire, en tant que travail de symbolisation, peut participer à l'accomplissement social de l'écrivain. Nous proposons de partager les interrogations qui nous ont menée à appréhender le parcours d'écrivain comme résultant à la fois de la quête d'une écriture innovante et singulière susceptible de donner à l'écrivain le statut de créateur (nous ferons notamment référence aux travaux de P. Bourdieu, N. Heinich et B. Lahire), et d'un processus plus général d'affranchissement, de dépassement des appartenances sociales auquel la création romanesque serait particulièrement favorable.

GRASSER Benoît : voir à **COLIN Thierry**

GREMEL Jeanne : voir à **TSANGA TABI Marie**

GRIMAUT LEPRINCE Agnès (agnes.leprince@bretagne.iufm.fr)

Formatrice / IUFM de Bretagne-UBO / CREAD

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Les punitions au collège : les fondements du sentiment d'injustice des élèves

Méthodologie : 668 élèves de 5^e et 3^e de cinq établissements socialement différenciés ont été interrogés par questionnaire. Les élèves ont notamment évalué la justesse des pratiques punitives de leurs professeurs. A partir d'une analyse multivariée, nous avons cherché à déterminer l'effet propre sur le sentiment d'injustice des facteurs suivants : caractéristiques sociodémographiques et scolaires des élèves, « effet établissement », « effet classe ». Une seconde enquête par entretien, menée auprès de vingt-cinq enseignants de cinq établissements permet d'étayer l'analyse. Résultats : L'analyse statistique montre que les caractéristiques socio-scolaires des élèves ont une influence sur leur appréciation de la justesse des punitions reçues. Mais si des « effets classe » et « effets établissement » sont observés pour le sentiment d'injustice, ces effets ne sont pas nécessairement ceux attendus : c'est même dans le collège où les punitions sont les plus rares que la probabilité de ressentir l'injustice est la plus forte. Le sentiment d'injustice souvent associé à l'expérience de la sanction est lié à une représentation par les élèves très contextualisée de la justice, dépassant la question de la conflictualité scolaire. L'analyse des propos des

enseignants contribue également à mettre en évidence des processus locaux d'élaboration et d'application de la norme qui fondent les sentiments d'injustice des élèves.

GRINBERG Julieta (julietagrinerberg@gmail.com)

étudiante / Iris-Ehess

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Conflits entre justice et administration dans la protection de l'enfance à Buenos Aires : Interprétations et usages autour d'une nouvelle loi

En Argentine la politique de protection de l'enfance s'est profondément transformée avec la Loi (26061) de Protection des droits des enfants et des adolescent-e-s d'octobre 2005. Cette loi a redéfini les compétences administratives et judiciaires en matière de protection de l'enfance : le pouvoir d'intervention de la justice – largement décriée parce qu'accusée d'être discrétionnaire, interventionniste et ciblée sur les classes populaires – est désormais limité aux cas « les plus graves », quand les mesures de protection administratives destinées à éviter le placement de l'enfant n'ont pas produit de résultats. Au fur et à mesure qu'une politique tendant à limiter les placements ainsi qu'à « déjudiciariser la pauvreté » s'institutionnalise, les compétences et les responsabilités des instances administratives, jusqu'à alors en retrait, ont de plus en plus emprise sur « l'enfant en danger ». Cependant, la mise en place de ces nouvelles prérogatives n'a pas été sans conflit. Et cela notamment en raison des rapports des forces historiques, ainsi que des désaccords idéologiques et moraux existantes entre les agents judiciaires et administratifs. En m'appuyant sur une enquête ethnographique menée auprès de ces deux types d'institutions, j'envisage, d'une part, d'aborder les diverses interprétations que les agents ont de la nouvelle loi ainsi que sur les usages qu'ils en font. D'autre part, j'aborderai les stratégies qu'ils adoptent afin de contourner la nouvelle loi.

GROSINI Marion (marion.grosini@etu.univ-rouen.fr)

Doctorante / GRIS Université de Rouen

ANNISON Harry (harry.annison@crim.ox.ac.uk)

Doctorant de Criminologie / University of Oxford

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D6)

Le risque, innovation conceptuelle et idéologie: une comparaison franco-britannique

La fin du XX^{ème} siècle a vu la diffusion du concept de risque en sciences sociales, le risque étant présenté comme une innovation conceptuelle permettant d'appréhender la réalité sociale dans ses aspects modernes (Beck). Dans le champ du contrôle social, le concept est notamment utilisé dans le modèle de la justice actuarielle (Feeley et Simon) et le nouveau prudentialisme (O'Malley). Dans la pratique judiciaire, nous avons pu constater un recours plus fréquent à ce concept par les acteurs (jurés, magistrats, experts) accompagné par la création de lois : rétention de sûreté en France et IPP (Imprisonment for Public Protection) en Angleterre, et d'outils. Pourtant, risque et dangerosité sont souvent employés de façon identique dans le champ judiciaire. Or, si personne ne nie le caractère innovant du risque, la dangerosité en tant que concept a une longue histoire. On pense notamment aux classes dangereuses, mais aussi aux lois sur les psychopathes qui ont jalonné le XX^{ème} siècle (Pratt). Par nos recherches individuelles nous avons pu découvrir que le concept de dangerosité est fortement influencé par les représentations sociales – pour les jurés dans le cas de la France, et pour les juges en Angleterre. Ceci nous amène à questionner l'hypothèse répandue du risque comme innovation et concept idéologiquement neutre (du fait de l'imaginaire technique et scientifique associé).

GROSS Martine (gross@ehess.fr)

Sociologue / CNRS

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Homopaternité et gestation pour autrui

Basée sur une enquête de terrain, cette communication explorera le cheminement d'une quarantaine d'hommes gays qui, pour devenir père, ont choisi de recourir à une gestation pour autrui malgré les difficultés et le coût d'une telle démarche. Nous nous pencherons sur les motivations d'un tel choix. Une des premières questions à laquelle les candidats à la paternité doivent répondre, c'est s'ils feront appel à une seule femme qui sera à la fois gestatrice et donneuse d'ovocyte ou bien s'ils feront appel à deux femmes différentes. Nous analyserons les discours tenus pour justifier l'un ou l'autre choix. Par ailleurs, si au quotidien, l'enfant sera élevé par des pères sans mère, pour autant, la manière dont ils envisagent l'histoire de cette conception et d'en parler à l'enfant n'exclue pas de se représenter les femmes qui ont contribué à sa venue au monde comme une mère, voire deux mères avec lesquelles ils vont s'efforcer de garder des liens. Nous analyserons les représentations à l'œuvre concernant la paternité, la maternité, leurs différentes dimensions biologique, légale et affective dans les décisions prises pour maintenir ou non des liens avec ces « tiers de naissance ».

GROSSETTI Michel (Michel.Grossetti@univ-tlse2.fr)

Directeur de Recherches / CNRS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

Le semi-encastrement des activités d'innovation dans les réseaux sociaux

Les activités d'innovation sont définies ici comme des activités économiques fondées sur l'exploitation de nouveautés techniques ou organisationnelles. Elles comprennent entre autres la recherche industrielle, les relations entre les entreprises et la recherche académique, la création de nouvelles entreprises dites innovantes. La communication aborde ces activités sous

l'angle de leur encastrement dans les réseaux sociaux. Elles impliquent en effet de nombreux échanges entre organisations (entreprises, laboratoires, universités, etc.) qui sont en partie sous-tendus par des réseaux de relations interpersonnelles. L'importance de cet encastrement est difficile à évaluer, ce qui conduit souvent les auteurs soit à l'ignorer, pour étudier en détail les dispositifs institutionnels destinés à favoriser l'innovation, soit à le postuler et à examiner la structure des réseaux concernés sans trop se préoccuper du reste. A partir de plusieurs études utilisant ces outils théoriques et méthodologiques, je montrerai que l'encastrement des activités d'innovation dans les réseaux est à la fois important mais limité. Si l'on prend comme indice de cet encastrement la part des situations d'accès à des ressources où sont mobilisées des chaînes de relations interpersonnelles, on obtient des résultats qui tendent à se situer entre 40% et 60% ce qui indique un « semi-encastrement » des activités d'innovation dans les réseaux sociaux.

GROSSETTI Michel (Michel.Grossetti@univ-tlse2.fr)

Directeur de Recherches / CNRS

CHAUVAC Nathalie (chauvac@univ-tlse2.fr)

Sociologue en recherche d'emploi / LISST-CERS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

Les narrations quantifiées. Une méthode mixte pour étudier des processus sociaux

La méthode présentée dans cette communication est conçue pour des situations où l'on souhaite mettre en évidence des changements, des évolutions, bref, des dynamiques sociales. Ce sont aussi des situations où l'on ne dispose pas de sources de données existantes satisfaisantes, et donc qu'il faut en construire de nouvelles. La méthode prend pour objet des processus au cours desquels peuvent évoluer des personnes, des organisations (ou d'autres collectifs), des relations sociales et des ressources, sans privilégier nécessairement le niveau des parcours individuels ou celui des histoires d'organisations. Cette méthode s'inspire à la fois des récits de pratiques, de l'histoire orale et d'une approche des réseaux sociaux qui se centre sur les chaînes de relations activées dans l'accès à certaines ressources. Elle consiste pour l'essentiel à réaliser des entretiens croisés portant sur le même processus, à rédiger une synthèse des témoignages et à coder certains aspects des informations obtenues.

GROVEL Angèle (angele.grovel@gmail.com)

Doctorante / Cresppa-GTM

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D2)

Réforme de la formation et rhétoriques professionnelles : L'exemple des officiers de la marine marchande.

La marine marchande française connaît aujourd'hui une pénurie d'officiers supérieurs et spécialisés. Les difficultés de recrutement des entreprises maritimes ont rapidement été associées, à l'instar d'autres groupes professionnels, à une « crise des vocations ». Innover ou plutôt rénover l'enseignement supérieur maritime devient dès 2008, une des solutions envisagées sinon la seule voie pour sortir de la « crise ». Ces innovations pédagogiques et scolaires comportent des risques de déprofessionnalisation et des conflits de légitimité professionnelle. La conquête du titre d'ingénieurs met en scène des catégories d'acteurs variés aux intérêts professionnels parfois contradictoires. Les uns tentent de justifier leur légitimité à adopter les normes de formation des écoles d'ingénieurs en arguant la proximité du travail des officiers avec celui des ingénieurs. Les autres revendiquent une qualification technique spécifique et une identité maritime irréductible. A partir de l'analyse de documents professionnels et d'entretiens avec divers acteurs institutionnels, nous étudierons, dans un premier temps, les conditions de fabrication d'un discours sur la « crise ». Dans un second temps, nous analyserons les arguments déployés par les tenants et opposants de la réforme avant de saisir, dans un troisième temps, les ressorts de ces rhétoriques sur les compétences et professionnalités des officiers de la marine marchande.

GRUNTZ Lucile (lucilegruntz@yahoo.fr)

Doctorante / EHESS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

« L'exil est amer » : les familles cairotes à l'épreuve de la circulation migratoire.

A partir de récits de vie de migrants de travail et de leurs proches, il s'agit d'analyser l'impact de la migration égyptienne vers et de retour du Golfe sur les liens familiaux au Caire. L'outil ethnographique permet de mettre en lumière le rôle équivoque des réseaux domestiques au gré des allers-retours : la famille proche représente en effet tant le principal soutien du projet migratoire que l'un des principaux agents de contrôle des émigrés égyptiens dans la péninsule arabique. Balisée par les cadres sociaux d'origine « transnationalisés », l'expérience migratoire contribue alors à renégocier tant les rapports conjugaux qu'intergénérationnels. L'éloignement, quelquefois fort long bien que temporaire, incite à la fois à la valorisation de la solidarité et de l'émotivité intrafamiliale, ainsi qu'au renforcement d'un idéal individualiste, en particulier parmi les dominés de la sphère familiale. Ces évolutions souvent ambiguës sont au cœur de la présente proposition de contribution.

GRUSON Christine (christine.gruson@univ-lille3.fr)

Doctorante en sociologie-formatrice éducation spécialisée / Clerse, Lille 1

RT 20 Méthodes Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO TD19)

« Enquêter auprès de mères avec une déficience intellectuelle : considérations méthodologiques »

Cette proposition de communication concerne l'expérience de maternité des femmes avec une déficience intellectuelle. Il s'agira de présenter les questions inhérentes à un parti-pris peu exploré sur le plan méthodologique voire innovant, celui de rencontrer ces personnes à domicile. Entreprise aux conditions difficiles, ceci d'autant plus que les mères ou futures mères se

mettent indéniablement en position d'auto-surveillance et d'auto-contrôle : la peur de se voir retirer la garde des enfants est souvent perceptible dans leurs discours. Nous verrons dans quelle mesure donner la parole aux femmes, voire à leurs conjoints, et les faire participer à l'enquête à domicile, bouleverse le modèle formel de la recherche sociologique, et les interactions chercheur/personne enquêtée. Les entretiens doivent à la fois être simplifiés et être centrés sur des éléments essentiels de la situation. Ils doivent aussi permettre d'aller au delà des modèles de discours pré-construits sur la 'preuve de compétence', modèles dans lesquels elles se réfugient le plus souvent. La communication amènera à réfléchir à une posture de recherche plus adaptée et à une méthodologie innovante basée sur une technique d'enquête fondée sur l'image, relevant de méthodes participatives : production de photos, utilisation de bandes dessinées scénarisant des situations de vie quotidienne avec un très jeune enfant.

GRUSON Christine (christine.gruson@univ-lille3.fr)

Doctorante sociologie, Formatrice en éducation spécialisée / Clerse, Lille 1

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Enquêter auprès de mères avec une déficience intellectuelle : considérations méthodologiques et premiers résultats .

A l'intersection de la sociologie de la santé et du handicap, de la famille, de la sociologie du genre et de la sociologie de l'expérience, se situe la maternité des femmes nommées avec une déficience intellectuelle : une expérience impensée. Le silence qui entoure dans les sciences sociales les maternités non conformes à la maternité modèle laisse perplexe, comme si les non-dits qui pèsent sur elles, inhibaient la pensée scientifique. Situation liminaire, elle constitue un révélateur des rapports sociaux dont les rapports sociaux de sexe et marque de manière forte leur trajectoire de vie. Le plus souvent étiquetées 'd'irresponsables', elles sont encore objets de discours alarmistes bien qu'elles défendent désormais leur droit à la vie avec leurs différences (Mériaux 2003 ; Siegrist 2006). Ce droit est le plus souvent assorti d'un « accompagnement à la parentalité » au cours duquel la mère est paradoxalement sommée, à elle seule, d'assumer la responsabilité de sa maternité. Ici, maternité rime plus que jamais avec « affaire privée » (Knibiehler 2001) quand il s'agit d'en assumer la responsabilité, mais elle est portée sur la scène publique quand il s'agit de la contrôler. La communication amènera d'une part à réfléchir à une posture de recherche plus adaptée et à une méthodologie innovante basée sur une technique d'enquête fondée sur l'image, relevant de méthodes participatives. D'autre part, seront présentés les premiers résultats de la recherche.

GUBERNAT RUXANDRA (ruxandra.gubernat@gmail.com)

DOCTORANT / Université Paris X Nanterre La Défense

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Les effets des pressions politiques et économiques sur les acteurs journalistiques en Roumanie. Définir la déviance des agents dans la profession journalistique.

Des études récentes sur l'identité professionnelle des journalistes (Brin, Charron, Bonville, 2004) indiquent des mutations des rôles dans le journalisme actuel. En s'intéressant aux rapports de forces existantes dans les rédactions en Roumanie, ma communication porte sur les réactions des acteurs face aux pressions politiques et économiques et sur le manque d'« autonomie » de ce champ qui génère la perte de confiance dans les rôles traditionnels du journalisme. Les données qualitatives que j'ai recueillies de plus de soixante entretiens, que j'ai menés dans les derniers deux ans, soulignent le manque de confiance généralisée dans le système médiatique, l'absence de cohésion à l'intérieur du champ et un fort sentiment d'individualisme que les journalistes manifestent, entraînés par leurs intérêts personnels de réussite. Le contexte social créé par la crise économique de 2008 a dévoilé une altération des habitudes dans le champ journalistique roumain, où les pressions sont (en ce moment) intériorisées par les acteurs. Selon les théories consacrées à la déviance (Becker, H., 1963; Hughes, E., 1971; Sutherland, E., 1949), je vais analyser si la soumission à l'« autorité » peut-elle mener à la déviance dans la profession journalistique, si le comportement réel des acteurs est une réaction « normale » aux pressions et si la socialisation dans le champ journalistique peut engendrer des comportements jugés de « déviants » par rapports aux normes « idéales » de la profession.

GUCHER Catherine (catherine.gucher@upmf-grenoble.fr)

MCF / PACTE-CPDG-UPMF

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Le renouvellement des postures d'usagers dans le cadre des plans d'aide APA : petits arrangements au quotidien.

Les personnes âgées bénéficiaires de l'APA sont, aux termes de la grille AGGIR, en situation de dépendance, et nécessitent l'introduction à leur domicile, d'aides visant à compenser les effets de cette dépendance sur leur quotidien. Nos travaux de recherche, dans le cadre d'un appel à projet CNSA-DREES, mettent en évidence une sous-consommation des heures prévues dans les plans d'aide APA à hauteur de 30 % environ et des situations de « non adhésion » au plan d'aide qui s'expriment dans des processus de renégociation, redéfinition de l'aide, in situ, entre les intervenantes de proximité et les personnes aidées. De « petits arrangements » se développent en marge des propositions instituées. Cette « non-adhésion » est alors significative d'une redéfinition sociale de l'offre, qui mobilise des éléments personnels et familiaux, affectifs mais aussi pratiques, qui n'ont pu entrer en ligne de compte au moment de la construction des plans d'aide (Florence Weber, 2005). A partir d'éléments empiriques, nous mettrons en évidence dans notre communication : 1) les « défauts » de ces temps de négociation improbables et la difficulté à faire advenir une réelle place d'usager acteur dans les pratiques professionnelles et 2) l'existence d'autres « espaces de négociations pratiques », enchâssés dans le quotidien des personnes et dans la trame des interactions qui les relie aux intervenantes de proximité que sont les soignants et les aides à domicile.

GUCHER Catherine (catherine.gucher@upmf-grenoble.fr)

MCF / PACTE-CPDG-UPMF

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H2)*Quotidienneté et pratiques sociales des retraités : le facteur d'appartenance générationnelle en question.*

A partir des données recueillies dans le cadre de l' Observatoire des Pratiques Sociales des Retraités, développé par le Centre Pluridisciplinaire De Gérontologie , dans la perspective d'une sociologie du quotidien, nous dégagerons les axes essentiels de la structuration pratique de la vie ordinaire, et les tendances évolutives dans la constitution de justifications de l'existence. Nous mettrons ici à l'épreuve l'hypothèse d'une charnière , constituée par la fin de la période de guerre en 1945 et reposant sur quatre éléments qui structurent désormais autrement le quotidien : la mise en place d'un système de protection sociale public, la constitution d'un système scolaire couvrant une période plus longue de l'existence , la modification des cadres du travail avec d'une part l'insertion professionnelle des femmes et d'autre part la limitation progressive de la durée de travail qui autorise une initiation collective aux loisirs et enfin la démocratisation de l'automobile, ouvrant une ère de déplacements et de mobilité et introduisant de nouveaux rapports au temps et à l'espace. Ces éléments constitutifs de la socialisation des personnes qui atteignent aujourd'hui l'âge de la retraite contribuent à la fabrique d'un écart avec les générations anciennes de retraités. Nous mettrons au jour de nouvelles régularités dans les modes d'organisation du quotidien, nous soulignerons, à partir de nos données empiriques, la réapparition de « distinctions » de classes et de milieux.

GUÉRANDEL Carine (carine.guerandel@univ-lille3.fr)

MCF / CeRIES

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 6)*Sport et intégration : les limites d'une initiative locale tripartite (municipalité, club élite, clubs de quartier) autour de l'activité football*

Fréquemment mobilisées dans les discours politiques et les dispositifs éducatifs visant l'encadrement de certaines formes de marginalité sociale, les pratiques sportives apparaissent comme une microsociété idéalisée, permettant de socialiser voire d'intégrer les jeunes dits « en difficulté » (Arnaud, 1996 ; Charrier et Jourdan, 2005 ; Gasparini, Vieille-Marchiset, 2008). Une recherche de type ethnographique d'une durée de trois années a permis de discuter des effets du « sport intégrateur » à destination des jeunes des milieux populaires urbains. Menée au sein d'un quartier d'habitat social d'une grande agglomération française, l'enquête a permis la réalisation d'une monographie axée sur la pratique sportive à partir de données qualitatives (observations et entretiens). L'offre sportive analysée à l'échelle du quartier s'apparente à un marché de l'insertion. La situation de concurrence entre les différents acteurs locaux favorise le développement d'actions spécifiques à destination des jeunes du quartier mais génère dans le même temps des tensions et des effets pervers qui limitent la portée éducative de certaines actions ou dispositifs. L'exemple d'un encadrement tripartite (Mairie, club élite de la ville et clubs de quartiers) constitué autour de l'activité football et sponsorisé par l'entreprise coca-cola permet d'analyser les effets de cette logique de partenariat sur les jeunes sportifs habitants les quartiers populaires de la ville.

GUERRERO Patricia : voir à MASSA Ana**GUIBENTIF Pierre (pierre.guibentif@iscte.pt)**

Professeur associé / ISCTE-IUL et Universidade Nova de Lisbonne

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 13)*La reconnaissance juridique du travail domestique*

La communication rend compte des résultats d'une recherche internationale comparative sur le travail domestique, menée principalement au Portugal et dans quatre autres pays, et portant sur la réalité du travail domestique, l'impact actuel du droit dans ce domaine et les potentialités futures de sa mobilisation. Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure le droit peut contribuer à sortir ce domaine d'activité de son actuelle « invisibilité » et à le structurer de manière plus équilibrée, compte tenu à la fois de la particulière vulnérabilité des employé-es concerné-es, et du caractère privé de l'espace où elles-ils sont employé-es. Donc d'apprécier dans quelle mesure le droit peut contribuer à façonner une sphère sociale non seulement invisible mais faiblement différenciée, au bénéfice non seulement de ceux qui y travaillent mais aussi de ceux dont elle constitue l'intimité.

GUIBERT Christophe (christophe.guibert@univ-angers.fr)

Maître de conférences / ESO (UMR CNRS 6590) - Université d'Angers (UFR ITBS)

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)*Le Festival Hellfest : stigmatisations et constructions politiques vs. caricatures et provocations ?*

Le Festival Hellfest, organisé depuis 2006 en juin à Clisson (44) propose des musiques qualifiées « d'extrêmes » par les organisateurs où une centaine de groupes propose des concerts devant 60 000 spectateurs. L'édition 2010 a été marquée par une médiatisation sans précédent au sein de cet univers musical circonscrit au « fans ». Les interventions d'élus politiques d'envergure nationale ont rendu visible la manifestation en insistant sur son caractère déviant. Dans une lettre adressée à un des principaux sponsors, l'ex-ministre et présidente du Parti chrétien-démocrate C. Boutin critique : « un festival qui promeut et véhicule la culture de mort » comme en témoigne, selon ses propos relatifs à l'affiche, « Un homme au physique satanique avec des crocs sanguinolents » susceptible de « choquer les enfants ». Les organisateurs se défendent de toute vision satanique en revendiquant une culture basée sur la provocation et la caricature. La mise en scène des corps des festivaliers renvoie cependant à des usages très codés. A l'appui d'une enquête par observation, seront exposées les références morbides mais aussi

les jeux esthétiques du public, questionnant dès lors les porosités des normes socialement qualifiées « d'inacceptables ». Enfin, des analyses issues d'un questionnaire préciseront les usages sociaux des festivaliers français à ce type de musique. L'objectif sera de comprendre les prédispositions sociales ayant amené les festivaliers à écouter cette musique.

GUICHARD-CLAUDIC Yvonne (Yvonne.Guichard-Claudic@univ-brest.fr)

Maître de conférences / Atelier de recherche sociologique

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D3)

Soutenir et accompagner les parents en cas de difficultés éducatives. Interrogations des services publics et recherche de solutions nouvelles

Les difficultés que rencontrent certains parents dans leur rôle éducatif, l'inquiétude liée aux transformations de la famille et à leurs conséquences sur le comportement des jeunes, ont conduit les pouvoirs publics à mettre en œuvre des actions de soutien parental. L'accompagnement de la parentalité n'est pas univoque et s'exprime, selon les cas, sur le versant de la contrainte ou sur celui du soutien. La communication se fonde sur une enquête menée en 2009-2010 pour le Conseil Général du Finistère sur la place des services publics dans les ressources mobilisées par les parents en cas de difficultés éducatives (386 questionnaires parents, 86 puis 30 entretiens avec des parents, 18 entretiens avec des professionnels). Il s'agissait d'appréhender l'expérience de parents afin d'améliorer leur accompagnement en cas de difficultés. D'une façon générale, il semble que la prévention est surtout orientée vers l'enfant là où une attention aux parents serait un complément indispensable aux mesures mises en place. La communication examinera les différentes façons dont se décline cette affirmation : besoins d'information des parents, questionnement sur le caractère adapté ou pas de leurs pratiques éducatives, sensibilité à la qualité de l'accueil et à la relation avec les professionnel-le-s etc. La construction d'espaces de dialogue entre parents et professionnel-le-s apparaît comme un chantier qui reste encore largement à construire.

GUICHARD-CLAUDIC Yvonne (Yvonne.Guichard-Claudic@univ-brest.fr)

Maître de conférences / Atelier de Recherche Sociologique

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Innovations technologiques, féminisation des métiers maritimes et dualisation de la situation des femmes embarquées

Le projet FEMMAR, sur lequel se fonde cette communication, est un projet pluridisciplinaire et international qui a pour objectif d'analyser et de mettre en exergue l'évolution du rôle et du statut des femmes qui ont une activité liée à l'exploitation maritime. Longtemps la féminisation de ce secteur a été vue comme impensable. Pourtant ces activités tendent à se féminiser. La question du harcèlement offre un éclairage particulièrement intéressant sur les inégalités genrées en lien avec la dimension technique des métiers. En effet, les pratiques de harcèlement frappent du personnel hôtelier non navigant, et non des navigantes, comme si la communauté de métier conduisait à induire un respect de l'officier à travers la femme, mettant les navigantes plus à l'abri de ce type de pratiques. La dimension hiérarchique est également présente, la compétence technique des femmes marins constituant un puissant vecteur d'intégration. La référence à un métier partagé l'emporterait donc sur le sexe dans les relations entre femmes et hommes « marins », tandis que les relations entre navigants et femmes embarquées occupant des fonctions hôtelières, plus proches des activités traditionnellement féminines, reconduiraient des formes plus classiques de domination. Les fonctions techniques, plus « nobles », seraient a-sexuées, contrairement aux fonctions néo-domestiques, où la sexuation jouerait au détriment des femmes.

GUILBAUD Fabrice (fabrice.guilbaud@u-picardie.fr)

Maître de conférences / EA Habiter-PIPS ; chercheur associé au Cresppa équipe CSU

RT 20 Méthodes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Deux ethnographes en prison : les enjeux d'une enquête collective et sexuée

Nous avons réalisé à deux une enquête ethnographique d'un mois dans le quartier femmes de la maison d'arrêt de Fleury Mérogis (juin 2010). Cette enquête avait pour but d'ouvrir une comparaison avec un terrain mené antérieurement par F. Guilbaud dans des prisons pour hommes et avec un terrain postérieur, là encore conduit seul, dans le centre de détention pour femmes de Rennes. Ces trois enquêtes ont porté sur le travail des détenu.e.s à partir d'observations directes d'ateliers ainsi que des entretiens. Notre communication sera fondée sur l'enquête en binôme et présentera les enjeux méthodologiques d'une double relation : enquêteur.trice/enquêté.e.s d'une part, enquêteur/enquêtrice d'autre part. Deux face à l'institution-prison et face à l'ensemble des enquêté.e.s, nous avons été amenés à tirer partie de notre différence de sexe visible pour développer des stratégies d'occupation de l'espace et de recrutement de nos interlocuteur.trice.s. Deux, nous l'étions également face à notre objet commun : nous enquêtions ensemble et sous le regard de l'autre, avec une même question en tête mais des expériences d'enquête et des objets passés différents, et notre différence de sexe coïncidait avec un des principaux motifs de la comparaison dans laquelle notre enquête s'insérait... toutes choses qui ont agi à la fois sur nos relations avec les enquêté.e.s, sur le recueil de notre matériau et sur l'interprétation progressive que nous en avons fait.

GUILLAUME Cécile (cecile.guillaume@univ-lille1.fr)

Maître de conférence / Université de Lille 1

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D18)

La réforme de la représentativité syndicale : vers une gestion sous contrainte des parcours syndicaux ?

Parmi les nombreuses questions que soulèvent la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la représentativité syndicale de 2008, nous souhaitons ici nous focaliser sur un des enjeux périphériques de cette loi : la reconnaissance des parcours syndicaux dans l'évolution professionnelle, via des accords ou dispositifs de formation ou de VAE. Si cette question n'est pas nouvelle, certaines entreprises ayant effectivement négocié des accords de droit syndical qui visaient à assurer une certaine progression salariale aux syndicalistes, la mise en œuvre de la loi précipite les choses, tant pour ses conséquences en matière de réintégration professionnelle non désirée pour les militants dont l'organisation a perdu la représentativité que pour l'incitation à négocier sur ce sujet. Surtout, la loi a pour effet d'élargir la question de la reconnaissance des parcours syndicaux à celle de l'explicitation des compétences et savoir-faire acquis dans l'activité syndicale. En nous appuyant sur 40 « récits de carrière » menés avec des syndicalistes CFDT de différents secteurs professionnels, dont certains issus d'entreprises ou de fédérations ayant engagé des expérimentations pour gérer et valoriser les parcours syndicaux, nous analyserons les usages de ces dispositifs formels et questionnerons les conditions de la transférabilité des acquis issus de l'expérience syndicale dans le champ professionnel.

GUILLEUX Céline (celine.guilleux@hotmail.fr)

Doctorante / Université de Provence - LPED

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

Acteurs de santé et environnementalistes en congrès : une nouvelle problématisation de « l'enfance en danger ».

Cette présentation propose de prendre comme point de départ de l'analyse, mais pas comme source unique, deux colloques internationaux ayant eu lieu en 2008 et 2011 qui posaient tous deux la question de l'impact des pollutions chimiques sur la santé des enfants, en particulier l'impact des « perturbateurs endocriniens » sur la santé reproductive masculine dans un contexte de montée en puissance des problématiques dites de « santé-environnement ». Après avoir présenté la question sociale telle qu'elle est formulée dans les discours des orateurs et des organisateurs de ces deux événements, nous verrons qu'elle a pour originalité d'introduire des acteurs nouveaux dans le champ de la santé historiquement dominé par les acteurs médicaux. Nous verrons que se construit un nouvel univers relationnel confrontant environnementalistes, médecins et gestionnaires des risques sanitaires et qui n'est pas exempt d'enjeux d'acteurs. Dans un troisième temps, nous souhaiterions également questionner ce qui nous semble être une conséquence de la rencontre entre les morales écologique et médicale : la naturalisation des inégalités sociales de santé. En effet, sont désignés comme particulièrement « sensibles » aux expositions environnementales les « femmes », en tant que futures « mères » potentielles, et les « enfants » élargis à la période foetale. L'« imprégnation » du corps maternel par des « toxiques » le transformerait en environnement pathogène pour le développement du fœtus.

GUILLO Dominique (dominiqueguillo@yahoo.fr)

Directeur de recherche / CNRS

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Mécanismes mentaux, représentations individuelles et explication des croyances collectives : les croyances sont-elles des théories ?

De nombreux modèles cognitivistes proposent aujourd'hui d'expliquer les croyances collectives en les ramenant à des mécanismes neurophysiologiques, qui en constitueraient les causes ultimes. Dans ces modèles, le principe de causalité, ainsi que celui de mécanisme explicatif, sont réhabilités. Ces principes prennent toutefois ici un sens bien particulier. La causalité désigne le lien entre une assise matérielle – les neurones, ou les modules – dotée de certaines fonctions – cognitives – qui sont considérées comme exerçant une contrainte sur l'activité mentale. L'architecture cognitive que dessinent ces contraintes serait commune à la plupart des humains. Aussi permettrait-elle d'expliquer pourquoi certaines croyances sont répandues. Ces modèles ont en commun de souscrire, fréquemment, à l'hypothèse selon laquelle les croyances seraient semblables à des théories, lesquelles seraient le plus souvent implicites. Or cette hypothèse ne vaut en réalité que dans des cas limites, ce que l'on tentera de montrer à partir de l'exemple des croyances ordinaires sur l'évolution du vivant. Lorsqu'on la relâche, le rôle causal direct des mécanismes neurophysiologiques ou mentaux dans les croyances collectives perd sa prééminence. L'explication doit alors intégrer une diversité de facteurs écologiques, comme les interactions sociales et les situations. L'objectif devient de reconstituer des processus et des ajustements, plutôt que d'isoler une cause mentale proprement dite.

GUILLOT Rémi (guillot.remi@gmail.com)

Docteur en Science Politique / Institut des Sciences Sociales du Politique - Nanterre

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 13)

Innovations judiciaires et appel au peuple. Ce que Mai 68 a fait au droit. Le cas du juge Pascal et de « l'affaire de Bruay-en-Artois ».

Mai 68 ne s'est pas arrêté aux marches des Palais. Les travaux les plus récents sur les années 68 mettent en évidence une aspiration générale à la prise de parole. Pour comprendre comment ce droit s'est exprimé dans un espace aussi hiérarchisé que la justice, nous reviendrons sur le cas du juge Pascal et sur l'instruction menée lors de « l'affaire de Bruay-en-Artois ». En avril 1972, le corps d'une fille d'ouvriers, Brigitte Dewèvre, est découvert sans vie à Bruay-en-Artois dans le pays minier. Le juge

Pascal chargé de l'instruction inculpe le notaire de la ville. Dans le contexte de l'après soixante-huit, l'action de ce juge iconoclaste intrigue. Journalistes et reporters investissent Bruay. Les maoïstes de l'ex-Gauche Prolétarienne mobilisent, de leur côté, la population au nom de la « justice populaire ». Pendant trois mois, les manifestations se succèdent dans le but de soutenir le « petit juge ». Notre contribution revient sur les enjeux de cette instruction en se focalisant sur les innovations introduites dans l'instruction au nom d'un « droit à la parole des profanes » hérité du mouvement de Mai-Juin 1968. C'est en montrant les nombreuses interactions entre professionnels de la justice, professionnels de l'information, militants politiques et habitants mobilisés que nous entendons illustrer les « nouveautés » introduites dans les pratiques judiciaires de cette époque.

GUITTON-PHILIPPE Sandra présence à confirmer (sand.philippe@wanadoo.fr)

Docteure en science politique / IRTS PACA et Corse

RT 30 Sociologie de la gestion Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D16)

Entre le devoir d'innover et l'innovation construite : quels enjeux et modalités dans le champ des politiques publiques en santé ? Une lecture par le modèle de l'Agir De l'Innovation (MADI)

La question de l'innovation se pose de manière paradoxale dans le champ de l'action publique. L'Etat stimule des modes d'intervention dans une recherche d'efficacité mais qu'il limite dans une recherche d'efficience. Cette tension conduit les acteurs à privilégier la mise en conformité aux normes édictées plutôt que le développement d'approches nouvelles. Or cela ne risque-t-il pas de produire des tactiques de résistance ou de contournement, peu propice à l'innovation? Notre recherche est de comprendre les modalités de production de l'innovation des acteurs du secteur médico-social face au devoir d'innover des politiques publiques. Notre définition de l'innovation distingue des lieux de production et de reconstruction et s'appuie sur le modèle de l'agir de l'innovation appelé MADI (Grenier et Guitton-Philippe, 2010) pour analyser les enjeux d'innovation que perçoivent les acteurs face à ce devoir d'innovation ainsi que les modalités de construction de leur réponse face à ce devoir. Nous étudions les stratégies des acteurs face au devoir d'innover quant au Contrat pluriannuel d'Objectif et de Moyen. Le CPOM implique l'apprentissage d'un nouveau cadre d'action des modes de collaboration entre les acteurs, de la gestion de projet ainsi que des pratiques budgétaires des établissements médico-sociaux. Cet outil est donc propice à des processus d'articulation global / local.

Auteur non communicant : Corinne Grenier Euromed Management Univ. Aix Marseille III

GURRUCHAGA Marion (marion.gurruchaga@univ-lille2.fr)

Doctorante / CERAPS Université Lille 2

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)

La création des Agences régionales de santé : recomposition de l'action publique sanitaire et sociale ?

Dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), les politiques sanitaires et sociales ont fait l'objet d'une redéfinition récente. La réforme de l'action publique passe ici par une réforme des institutions et des modes de coordination entre acteurs. Ainsi, la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) porte création des Agences régionales de santé (ARS) et vise à réorganiser le secteur sanitaire et social autour de celles-ci. L'apparition de ce nouvel acteur conduit-elle à une recomposition de l'action publique sanitaire et sociale ? Le changement passe-t-il par l'organisation, s'incarne-t-il dans de nouveaux instruments ou de nouveaux référentiels? L'innovation ne résiderait pas dans la forme organisationnelle puisque l'agence est une figure répandue au sein des institutions sanitaires et sociales. Au niveau des instruments, on assiste à la généralisation du contrat, de l'appel à projet à l'ensemble des secteurs gérés par l'agence, notamment au médico-social ce qui constitue une nouveauté. Le territoire devient lui aussi un instrument d'action publique, utilisé pour la légitimer et l'évaluer. Le processus innovant réside dans la fusion d'organisations issues de l'Etat et de l'Assurance maladie. Au sein de l'ARS, les identités professionnelles se recomposent. Ces changements cognitifs peuvent être à l'origine de modifications profondes dans la façon de mener l'action publique dans les domaines sanitaire et social.

GUTIERREZ Francisca (fgcrocco@gmail.com)

Doctorant / EHESS

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D18)

L'engagement syndical. Une étude comparative entre le Chili et la France

La société a fortement changé au Chili et en France depuis une trentaine d'années. Cela a entraîné des conséquences importantes sur le rapport entre les syndicats et les travailleurs. Comment ces transformations conditionnent-elles l'engagement syndical dans ces deux pays ? Les interprétations convergent. La thèse dominante envisage le passage d'un engagement « par conviction » vers un engagement plus « utilitaire ». Cependant, à partir de l'analyse de soixante entretiens nous sommes arrivés à une interprétation différente : les transformations récentes entraînent plutôt la « diversification » des formes de militantisme. Cette évolution commune aux deux pays n'enlève pas l'importance des divergences. L'histoire des relations professionnelles, le mode d'institutionnalisation des syndicats, les pratiques des organisations, entre autres choses, marquent profondément les parcours des syndicalistes. Notre exposé se centrera sur cette partie de notre recherche développée dans le cadre du programme de doctorat de l'EHESS.

HABY Caroline (carolinehaby@orange.fr)

Doctorante en Sociologie / Université de Nantes, Laboratoire Droit et Changement social

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV AMPHI H)

A quoi sert le dépistage du cancer du sein ? Etude d'une controverse.

Le dépistage organisé du cancer du sein a été généralisé en 2004 à l'ensemble du territoire français, il propose aux femmes de 50 à 74 ans de réaliser tous les deux ans une mammographie afin de révéler au plus tôt l'apparition d'un cancer. Toutefois, il existe une réelle controverse sur l'efficacité du dépistage du cancer du sein dans le monde scientifique. Celle-ci oppose ceux qui soutiennent l'utilité du dépistage et revendiquent ses bénéfices en terme de mortalité évitée, à ceux qui contestent un tel programme de dépistage organisé. Ces derniers s'appuient sur la mise en évidence, dans certains travaux de recherches, de problèmes de sur-diagnostic de cancers du sein, nuisibles pour les femmes, puisque détectant un pourcentage important de cancers non-létaux (faux positifs) entraînant des traitements inutiles. Cette communication envisage ainsi de rendre compte des différents arguments qui s'opposent au sujet de l'utilité du dépistage organisé du cancer du sein et d'analyser les fondements de cette controverse, à partir des représentations de la femme et de son autonomie sur lesquels ils se basent. L'intérêt est de situer une controverse scientifique dans le cadre de systèmes d'élaboration de politiques publiques qui reposent chaque fois sur une certaine conception de l'individu et de sa santé. Cette proposition s'appuie sur un travail d'analyse documentaire de thèse en cours.

HADJ BELGACEM SAMIR (samir.hb@gmail.com)

Allocataire de recherche - Moniteur / Centre Maurice Halbwachs (ENS-EHESS-CNRS)

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

Les limites du travail associatif. Les associations d'encadrement de la jeunesse face aux politiques publiques et au pouvoir local dans une ville de Seine-Saint-Denis.

Les activités associatives sont souvent présentées par les formations partisans et les élus locaux comme les « pratiques citoyennes » par excellence. Les associations seraient des « écoles de la démocratie », censées incarner une « société civile », autonome des tutelles étatiques et marchandes, participant d'un renouveau des formes de militantisme. Pourtant, cette vision enchantée des associations locales est loin de se vérifier. De la participation de représentants associatifs à l'exécutif local en passant par le contrôle municipal de ressources financières et matérielles, comment expliquer la persistance du mythe d'une « société civile » associative ? Nous montrerons que ce discours de séparation entre sphères associative et municipale vise à occulter la porosité et les enjeux de pouvoir au sein de l'espace local. A cette fin, nous présenterons les résultats d'une enquête monographique réalisée dans une municipalité communiste de Seine-Saint-Denis, sur les structures d'encadrement la jeunesse (associatives et souvent para municipale). Ces dernières s'avèrent dépendre fortement des pouvoirs publics, qui infléchissent de manière significative les orientations comme les pratiques. Ainsi, le contrôle des associations et les conditions d'emploi (précaires), que le pouvoir municipal contribue à alimenter, peuvent conduire une fraction du personnel d'encadrement (animateur, éducateur sportif, dirigeants associatifs) à s'investir dans la compétition électorale.

HANIQUE Maël (mael.h@hotmail.fr)

Chargé de projet / Société Française de Santé Publique

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session Posters (jeudi de 12h30 à 14h30 CLV HALL)

L'appropriation de l'information au sujet de la prévention et du dépistage des cancers

Dans le cadre d'un projet de recherche soutenu par la Ligue contre le cancer, était posée la question des processus d'appropriation des messages d'information relatifs à la prévention et au dépistage des cancers. Il s'agissait de considérer tant les supports de communication médiatique que les vecteurs de communication non médiatique et interpersonnelle. Les résultats montrent le caractère polysémique attribué à la définition du « message de santé », ainsi que le rapport établi de manière constante entre la santé et d'autres aspects de la vie quotidienne. Ces constats poussent à poser le problème de la réception des messages de prévention des cancers sous l'angle du rapport qu'entretient le message avec les éléments qui peuvent influencer le sens qui lui sera attribué et l'utilisation qui en sera faite, c'est-à-dire avec les différentes dimensions de la réception. Ces dimensions sont les suivantes : l'aspect temporel, l'aspect social, et enfin l'aspect « empirique ». Certains facteurs, plus ou moins déterminants dans la réaction face à ce type de messages, s'articulent avec ces différentes dimensions : les incertitudes liées à la maladie, la surenchère des messages médiatiques de santé et la demande d'information pratique. Ces résultats démontrent que, sur la thématique de la santé, il peut être pertinent de faire appel aux théories de la réception généralement utilisées par la sociologie de la communication ou pour l'étude de la réception des objets culturels.

Auteurs non communicants : Joëlle Kivits Sociologue Société Française de Santé Publique, Béatrice Jacques MCF Université Victor Segalen Bordeaux II, Renaud Lise Professeure Université du Québec à Montréal

HANNECART Claire (claire.hannecart@gmail.com)

Doctorante allocataire MESR / Clersé

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

Cadre contraint de double activité de musiciens indépendants : processus de créativité collective et usage de médiations techniques.

La pratique musicale dite « amateur » participe grandement à la musique vivante actuelle, or les musiciens la pratiquant ne sont pas rémunérés en conséquence et se doivent de travailler « à côté ». Notre propos se penche sur les musiciens de groupes tournant sur les scènes locales (bars, lieux alternatifs, SMAC, tremplins, festivals) exerçant une activité musicale qualifiée

d'amateur car ils n'en retirent pas de subsides conséquents, bien qu'elle s'avère souvent très investie (nombreux concerts, transport/installation du matériel, rémunération déclarée/«au noir», résidences de création, studios d'enregistrements, etc.) Ces musiciens représentant une marge vivace et résistante de la musique sont de plus en plus nombreux sur les scènes locales. Nous analysons les processus collectifs créateurs afférents à cette situation contemporaine de double activité : • La création se caractérise par un travail en répétitions qui sont autant de moments de la création. La musique est construite en laissant se déployer la créativité par la technique de l'improvisation • L'outil informatique indispensable permet d'en garder des traces enregistrées (propagation du home studio et de la composition assistée par ordinateur) La dynamique de la double activité renvoie à une évolution des formes de pratiques musicales et participe à la redéfinition des contours des mondes professionnels et amateurs, produisant une diversification de l'expérience des musiciens.

HAUCHECORNE Mathieu (mathieu.hauchecorne@ens.fr)

Doctorant / CMH/CERAPS

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

Causes ordinaires de l'extra-ordinaire. Les origines sociales du « renouveau » de la philosophie politique étasunienne dans les années 1970

Alors qu'elle avait pour l'essentiel disparu des départements de philosophie étasuniens au cours des années 1950 et 1960, la philosophie politique et morale y connaît un renouveau marqué suite à la publication en 1971 par John Rawls de son ouvrage *A Theory of Justice*. A partir d'une analyse de la trajectoire de Rawls et des transformations du champ philosophique étasunien de l'après-guerre, cette communication entend faire la socio-genèse du projet philosophique rawlsien et identifier les facteurs à l'origine de sa stratégie de nomothète. Revenant sur les débats suscités par la publication récente d'un mémoire de théologie morale écrit par Rawls quand il était étudiant, et sur la base d'une analyse des archives de Rawls, on montrera que la «conversion» de Rawls à un libéralisme séculier et la révolution qu'il institue au sein de la philosophie étasunienne s'expliquent moins, comme on l'a écrit, par une prise de conscience induite par l'expérience de la guerre, que par les transformations des universités et du champ philosophique étasuniens d'après-guerre, et les nouvelles formes de censure qu'ils imposent. A rebours de toute illusion héroïque, on voudrait montrer comment des trajectoires très ordinaires et les injonctions contradictoires qu'elles font peser sur les agents peuvent être à l'origine de stratégies extra-quotidiennes.

HAYE Lisa (lisa.hc@laposte.net)

Doctorante / Laboratoire SENS, Université Joseph Fourier - Grenoble 1

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D8)

De la complémentarité des théories de l'acteur-réseau et de l'analyse structurale des réseaux pour l'étude des pratiques de loisirs motorisés hors route

L'objectif de cette communication est d'apporter des perspectives d'analyse des pratiques de loisir motorisé hors route (LMHR). Ces activités étant fortement controversées et parfois conflictuelles, leur étude nécessite de repenser les cadres de réflexions habituels des Sciences et Techniques de Activités Physiques et Sportives (STAPS). En effet, les phénomènes relatifs aux LMHR sont complexes du fait de la multiplicité des acteurs impliqués, de l'imbrication des échelles d'action ou encore de la variété des objets qui connectent les acteurs. C'est pourquoi il semble nécessaire de réfléchir en terme de réseaux hybrides, au sein desquels les objets ont une place équivalente à celle des acteurs humains qu'ils participent à connecter, et pour lesquels il n'est pas préjugé de la domination d'une échelle sur une autre. En outre, tous les acteurs y ont leur place, qu'ils soient regroupés au sein d'organisations ou non, ce qui est ici fondamental du fait de la variété des personnes impliquées et de l'impossibilité de les placer a priori dans des groupes constitués. Les théories de référence sont donc celles de l'acteur-réseau qui s'intéressent spécifiquement aux réseaux hybrides. Néanmoins, ces théories étant qualifiées de « théories pauvres » (Crenn, 2002), d'autres outils sociologiques doivent être convoqués pour enrichir l'analyse. Ici, l'analyse structurale des réseaux devrait permettre de saisir de manière fine les relations nouées par les actants du (ou des) réseau(x).

Auteur non communicant : Jean-Pierre Mounet PACTE-Territoires Grenoble 1

HEALY Aisling : voir à BARDET Fabrice

HÉAS Stéphane (stephane.heas@univ-rennes2.fr)

Maître de conférences / université

GT 41 Corps, technique et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

L'excellence corporelle contemporaine : entre innovations techniques et symboles en action

Les experts corporels comme les mimes, les contorsionnistes, les apnéistes, les yogis, etc., sont des populations peu étudiées par les sciences en général et les sciences sociales et humaines en particulier, y compris par les STAPS. Ici, sont analysées les manières dont ces professionnels vivent le fait d'avoir développé des capacités physiques extraordinaires, spécifiques liées à la souplesse, à la respiration, au contrôle de la température corporelle, etc. Les entretiens réalisés sur le Net ou dans la presse écrite, les blogs professionnels ou personnels des expert(e)s, les entretiens réalisés directement avec ces experts corporels soulignent cette focale « émique » et permettent de préciser leurs arcanes professionnels. Cette exposition médiatique sur le Net permet l'enquête tout autant qu'elle est susceptible de la perturber. Les relations des enquêt(e)s avec les nouvelles technologies sont présentées, elles questionnent le processus même de l'objectivation scientifique, de la distance entre

l'enquêteur et les enquêté(e)s, mais aussi elles interrogent l'innovation technique en elle-même et ses possibles supercheries avec force logiciel de traitement des images, des sons.

HÉAS Stéphane : voir à **REGNIER Patrice**

HEIM Stéphane (sheim@unistra.fr)

ATER/Doctorant / RECITS, UTBM; LCSE, UdS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 5)

Reproduction, transmission, appartenance et innovation sociales : le rôle des réseaux sociaux vu du Japon

La coopération industrielle au Japon, objet de curiosité pour les chercheurs occidentaux depuis une cinquantaine d'années d'enquêtes industrielles dans ce pays, est présentée comme une forme alternative aux logiques du marché. Les interrogations portent entre autres sur le fonctionnement des grands conglomerats industriels (« Keiretsu » et « Kyōryokukai »). Nous examinerons ici la dimension de la construction conjointe de la confiance, sa nature et la fonction régulatrice de la concurrence du groupe d'entreprises de Toyota (« Kyōhokai »). On s'attachera au rôle joué par la négociation des positions et les logiques sous-tendant la répartition de celles-ci. L'examen des pratiques de recrutement, des marchés internes de travail et du partage de l'information dans ce groupe d'entreprises fait état de dynamiques de coopération variées et complexes, dynamiques au cœur de la reproduction de ce groupe. Cette communication s'appuie sur une enquête qualitative de 31 entreprises sous-traitantes du secteur manufacturier dans la région du Tōkai (région de Nagoya), et l'observation participante de cinq « shūshoku katsudō » (activités de recherche d'emploi) d'un département d'ingénierie d'une université nationale et d'un département d'économie d'une université privée. Menée au Japon entre avril et octobre 2010, cette enquête se donne pour objet de saisir les logiques d'acteurs de ces réseaux de coopération (réseaux interpersonnels et réseaux d'entreprises) au sein du groupe Toyota.

HEINICH Nathalie (heinich@ehess.fr)

Directeur de recherche / CNRS

RT 36 Théories et paradigmes sociologiques Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D23)

De quelques dérivés de l'explication en sciences sociales : causalisme, fonctionnalisme, dénonciation, rationalisation

L'exigence de scientificité en sciences sociales est communément rabattue sur la visée explicative propre aux sciences de la nature, consistant à affecter à un phénomène une ou plusieurs causes extérieures à lui. Nous voudrions mettre en question l'hégémonie de cette assimilation entre scientificité et explication, en montrant que, premièrement, celle-ci limite l'éventail des ressources offertes à l'analyse en la privant d'autres visées (description et compréhension) souvent plus adaptées aux sciences de l'homme et, de ce fait, au moins aussi éclairantes; que, deuxièmement, la focalisation sur cette visée explicative entraîne des erreurs de raisonnement ou des propositions inconsistantes et non réfutables; et que, troisièmement, le recours à l'explication est parfois sous-tendu par des objectifs non pas épistémiques (production d'un savoir) mais axiologiques (défense de certaines valeurs), soit dans une perspective critique visant à dénoncer les déterminismes ou les manipulations des acteurs, soit dans une perspective justificative visant à conférer à leurs actions une rationalité qu'elles ne semblent pas posséder. Les exemples seront empruntés à deux enquêtes récentes - l'une sur la notion de patrimoine culturel, l'autre sur la valeur de célébrité telle qu'elle s'est développée au XX^e siècle - à propos desquelles nous montrerons que les stratégies explicatives occultent une juste intelligence du phénomène.

HELY Matthieu (matthieu.hely@u-paris10.fr)

MCF / Université Paris Ouest NANTERRE

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Des relations professionnelles sans relation ? Retour sur les conflits sociaux de 2010 dans le monde associatif.

Le monde associatif est en pleine métamorphose. L'association Emmaüs a connu en mars 2010 l'un de ses plus importants conflits. L'objet de la grève, lancée par les syndicats Sud, FO et CGT, avait un contenu tout à fait classique : négociations sur les salaires, amélioration des conditions de travail et meilleure reconnaissance du travail. Dans le même temps, le premier syndicat rassemblant les « travailleurs » (au sens large c'est à dire incluant les volontaires, les stagiaires, les intermittents, les salariés en contrat aidé, etc.) du secteur associatif était créé sous le nom « d'ASSO »[1]. Le caractère d'un rapport au travail spécifique aux travailleurs de l'économie sociale est affirmé dans la note de cadrage du 25 novembre 2009 rédigée par les membres fondateurs d'ASSO : « Nous pensons qu'il est nécessaire aujourd'hui de proposer une organisation syndicale qui réponde à la spécificité du secteur associatif lié à l'engagement de ses salariés comme de ses employeurs, au-delà du champ professionnel de l'association ». L'ambition de ce syndicat, affilié à l'Union Solidaires, est forte : « déboucher sur une convention collective adaptée aux spécificités du secteur associatif ». Comment le sociologue peut-il penser les relations professionnelles des entreprises de l'économie sociale, dans un monde qui, par définition, se pense et se pose comme en dehors de l'antagonisme capital/travail ?

HEMEDZO Komi Lolonyo (nouvia2002@yahoo.fr)

Docteur en recherche de travail / RT10

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH TD8)

Questions existentielles sur le développement en Afrique

Le monde africain est à la croisée des chemins en ce qui concerne son développement. Les afro pessimistes pensent qu'elle ne pourra jamais émerger malgré les programmes d'aides au développement qui lui sont concoctés à coup de milliards de dollars.

Deux grandes écoles se sont affrontées en ce qui concerne la cause de ce retard de l'Afrique par rapport à l'occident d'une part, et par rapport à l'Asie de l'autre. La première école estime que le retard de l'Afrique sur l'occident et les « dragons » d'Asie est le fruit de la colonisation et l'esclavage dont elle a été victime. La seconde école comprend les rénovateurs africains qui présument que c'est la fin des repentances, donc l'Afrique doit être responsable de son développement et en assumer les conséquences. Le débat initié dans cet article ne vise pas à donner raison à l'une ou l'autre école sur les causes qui retardent l'Afrique sur le chemin de développement, mais de mettre en lumière un certain nombre de facteurs, endogènes surtout, qui pourront permettre à l'Afrique de se mettre sur la voie de développement. C'est dire que les spéculations sur la repentance de la colonisation, de l'esclavage, et du néo-colonialisme, sans pour autant les exclure du débat, doivent être orientées autrement. D'où la nécessité pour l'Afrique de porter sa croix et tirer sa référence vis-à-vis des autres peuples.

Auteur non communicant : Laurent AHIALAME

HENAFF-PINEAU Pia-Caroline (pia.henaff-pineau@u-psud.fr)

PRAG et membre du labo CIAMS / UFR STAPS - Université Paris-sud 11

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Le senior sportif, une nouvelle figure du bien vieillir ?

« Vieillir actif » par la pratique d'une activité physique et sportive (APS), tel est le nouveau modèle médico-social que les programmes nationaux Bien vieillir préconisent depuis 2003 aux seniors pour préserver santé et autonomie. Quelles sont les APS recommandées ? Une même APS présente-t-elle les mêmes vertus sanitaires à toutes les étapes de la vieillesse et pour les deux sexes ? Parce que les effets du sport sur la santé peuvent basculer du bienfait au danger, l'analyse des activités et modalités de pratique jugées compatibles avec l'avancée en âge éclaire différentes conceptions du vieillissement. Cette communication en rend compte, en croisant le regard de médecins généralistes et celui de sportifs âgés de 50 à 89 ans. Se dégagent deux figures différentes voire paradoxales du « bien vieillir » par les APS. La première est marquée par le senior « sportif hygiéniste » qui s'adonne à une activité physique modérée et raisonnable. La seconde image, revendiquée par des seniors compétiteurs, s'illustre par le champion vétéran âgé. Engagé dans la haute performance, il suscite l'intérêt du monde médical alors même que sa pratique intense bouscule les règles de modération. Incarne-t-il le futur modèle du vieillissement réussi ou fait-il figure d'exception ? En tout cas, à l'heure actuelle, la pratique sportive compétitive, entre autorisation et proscription, constitue un révélateur de la dé-construction ou re-construction sociale de la vulnérabilité de la vieillesse.

HÉNAULT-TESSIER Mélanie : voir à **DALLE-NAZÉBI Sophie**

HENCHOZ Caroline (caroline.henchoz@ucs.inrs.ca)

Chercheuse invitée FNS / INRS

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

La monétarisation du temps domestique : un nouvel instrument de la démocratie familiale ?

Dans la sphère publique, notamment sur le marché du travail, l'échange entre temps et argent va de soi. Dans la sphère privée au contraire, on a longtemps considéré le temps investi sans prix, le don et la gratuité étant au fondement de l'économie familiale. Nos recherches auprès de couples de Suisse romande et du Québec montrent que cela change. L'insertion professionnelle continue des femmes et le fait qu'un certain nombre de tâches ménagères se soient professionnalisées permettent désormais aux conjoints de fixer un prix au temps domestique. La monétarisation du temps domestique concourt à remodeler les frontières entre vie publique et vie privée, l'argent et le temps devenant des ressources échangeables dans ces deux sphères. Dans nombre de couples de la jeune génération, la valeur monétaire du temps sert désormais d'outil pour construire une nouvelle forme de démocratie familiale car, à l'instar des sociologues classiques, l'argent est généralement perçu comme un médiateur neutre et objectif permettant de mesurer finement la participation de chacun. Or la valeur monétaire du temps est déterminée essentiellement dans la sphère publique où les hommes sont, en tant que groupe, avantagés. Considérée comme un moyen d'atteindre l'égalité, cette appréhension des contributions individuelles revient à reproduire de manière quasi invisible les inégalités de genre de la sphère publique dans la sphère privée sans pour autant remettre en question l'illusion de démocratie familiale.

HENCKES Nicolas (henckes@vjf.cnrs.fr)

Chargé de recherche CNRS / CERMES3 CNRS UMR8211 INSERM U988 UPD EHESS

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Un statut inachevé. L'UNAFAM et les redéfinitions de la chronicité psychiatrique dans le courant des années 1970.

Cette communication examinera les tentatives des familles de malades mentaux de construire une vision alternative de la pathologie mentale dans le courant des années 1960 et 1970. En rouvrant un questionnement sur les articulations entre dynamiques de désinstitutionnalisation d'une part et essor des mouvements d'usagers de l'autre, elle voudrait par là contribuer à éclairer les relations nouées depuis trois décennies entre contestation de la psychiatrie, réorganisations du dispositif psychiatrique et transformations du statut du malade dans ce dispositif, au-delà de la question antipsychiatrique à laquelle ces thématiques sont trop souvent réduites. Première association d'usagers de la santé mentale à sa création en 1963, l'Union Nationale des Familles de Malades Mentaux (Unafam) a en effet développé dès les années 1960 à la fois des tentatives de créer des structures médico-sociales de prise en charge et une série de mobilisations pour obtenir une reconnaissance de ses problèmes dans les dispositifs sociaux et médico-sociaux, du handicap à la tutelle. En dépit d'un certain nombre de relais dans le monde politique et administratif, ces différents projets échouèrent dans une large mesure à trouver une concrétisation. Si cet

échec révèle certaines dimensions de la scène psychiatrique française, les difficultés des membres de l'Unafam témoignent aussi de la construction problématique du statut des malades mentaux chroniques dans le dernier tiers du XXe siècle.

HENRY Emmanuel (emmanuel.henry@misha.fr)

MCF / GSPE, IEP Strasbourg

GILBERT Claude (claude.gilbert@msh-alpes.fr)

Directeur de recherche / CNRS

JOUZEL Jean-Noël (jn.jouzel@cso.cnrs.fr)

Chargé de recherche / Cnrs

GT 42 Sociologie des élites Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

Interroger les dépendances des experts dans les processus d'expertise

Alors que l'on se représente l'étape de l'expertise comme postérieure au travail de recherche scientifique, l'objectif de cette communication est de comprendre comment les enjeux propres à l'espace scientifique et les liens qui lient l'expert à ses milieux professionnels pèsent sur son travail. Alors que les relations experts-commanditaires sont principalement vues comme des relations à purifier pour séparer l'établissement du risque de sa gestion, nous pensons important de montrer la complexité des relations et des échanges qui se nouent entre ces deux catégories d'acteurs et l'interpénétration des modes de pensée censées régir leurs interventions. Enfin alors que les relations entre experts et acteurs économiques sont réduites à la question des conflits d'intérêts, il nous semble important de souligner l'emprise que les acteurs économiques ont sur la définition des problèmes posés et des questions formulées aux experts. Notre réflexion invite à passer de la question de l'indépendance des experts à celle de la gestion de leurs diverses « dépendances », de la question de l'autonomie de la production de connaissances à celle de l'examen des « compromis » réalisés lors des expertises. Nous traiterons ces différentes questions à partir de trois terrains empiriques sur lesquels nous effectuons des recherches depuis plusieurs mois (la pandémie grippale, les risques liés aux nanomatériaux et les risques professionnels) dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'ANR.

HENRY Emmanuel (emmanuel.henry@misha.fr)

MCF / IEP Strasbourg

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

La contribution de la connaissance scientifique et experte (et de l'ignorance) à la construction d'un non-problème public : le cas de la santé au travail

Dans le prolongement de travaux récents sur l'expertise dans le domaine de la santé au travail, cette communication montre comment les transformations récentes qu'elle connaît (place croissante et de plus en plus autonome de la phase de l'expertise à travers la mise en place d'agences publiques) concourent à modeler les contours de la définition de ce problème. Il apparaît pourtant que ces transformations de l'expertise sont d'autant plus faciles à mettre en œuvre qu'elles ne remettent pas en cause les équilibres existants et laissent notamment les « propriétaires » du problème à l'abri de toute sérieuse remise en cause de leur position. Les connaissances dans le domaine de la santé au travail sont en effet durablement modelées par les acteurs économiques non seulement parce qu'ils développent des stratégies dans ce sens mais aussi parce que certaines logiques scientifiques produisent des biais dans les connaissances. A l'intersection d'une sociologie des sciences attentive aux inégalités structurelles et d'une sociologie de l'action publique, nous voudrions montrer comment les contours de la connaissance et de l'ignorance en santé au travail concourent à donner des formes très particulières à ces questions en les constituant comme des non-problèmes publics au sens où elles ne font l'objet que d'une prise en charge routinière dans des espaces spécialisés sans modifier les rapports de force entre groupes sociaux cherchant à peser sur les orientations de ces politiques.

HENRY Odile (henry@msh-paris.fr)

Maitre de conférences / Université Paris Dauphine

GT 42 Sociologie des élites Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 14)

L'invention du management à la française au cours de la première moitié du 20e siècle: de la revendication méritocratique à la légitimation de l'autorité patronale

Henri Fayol est habituellement considéré, en France et aux Etats-Unis, comme le père du management moderne « à la française ». Or, si la doctrine administrative a été mobilisée au cours des années 1960, avec l'institutionnalisation en France des formations à la gestion, elle a été, pendant l'Entre-deux-guerres, mise au service d'un projet de légitimation accrue du pouvoir patronal. Cette communication a pour objectif de faire la sociogenèse d'une doctrine savante, élaborée entre 1888 et 1917, en mettant en relation ce qu'une telle représentation du monde doit aux conditions structurales de sa production. Si la doctrine administrative d'Henri Fayol est, en partie, le produit d'un contexte industriel marqué par la naissance de la grande entreprise et par de nouvelles contraintes de rationalisation des relations d'autorité dans l'entreprise, sa réception en France est également déterminée par un ensemble de facteurs politiques et culturels. Saisir cette face cachée du fayolisme impose de replacer la doctrine dans un contexte de luttes à l'issue desquelles la doctrine est mise au service des fractions les plus libérales du catholicisme engagés dans la promotion d'une éducation « nouvelle », contre le prêt à porter scolaire. Le fayolisme fournit alors une caution à la fois savante et patronale aux défenseurs de cette pédagogie nouvelle, censée produire des fortes « individualités ».

HEREDIA Mariana : voir à **POBLETE LORENA**

HERMAN Elisa (hermanelisa@yahoo.fr)

Doctorante / EHESS - IRIS

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Les contestations féministes : source d'innovation dans l'action sociale ? Positionnements professionnels face à la notion « d'impact des violences conjugales sur les enfants »

Depuis peu, un regard accru se pose sur l'intervention de la justice et du travail social auprès des enfants en tant que victimes des violences de leur père envers leur mère. Dans le contexte socio-judiciaire d'un couple parental perdurant au-delà du couple conjugal, et afin de répondre au danger des violences conjugales continuant après la séparation, pour lequel les prises en charges judiciaires et sociales semblent défailtantes, les mobilisations féministes ont investi cette question. La position nommée ici « féministe », mise en avant par la FNSF, soutient que la sécurité des enfants passe avant tout par celle de la mère. Cette position amène des innovations dans le champ de l'action sociale par deux moyens : d'abord sur le plan des pratiques professionnelles des associations féministes s'adressant directement aux enfants en tant que victimes de violences conjugales (au sein des lieux d'hébergement des femmes surtout) ; ensuite sur celui de la nécessité pour les professionnels d'autres structures (permanences d'action sociale, aide sociale à l'enfance, justice, police, santé...) de se positionner face à ces assertions. Ainsi émergent une position familialiste et une position intermédiaire parmi les professionnels concernés. Cette communication propose donc d'expliquer comment, en bousculant les affirmations classiques et les pratiques habituelles, ces mobilisations féministes contribuent à des innovations dans le champ du travail social.

HERMAN Elisa : voir à **CHARPENEL Marion**

HERNANDEZ Yannick (yannick.hernandez@upm.es)

Doctorant / Universidad Politécnica de Madrid

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6c (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D2)

Accompagnement éducatif par le sport à travers l'exemple de deux collèges Bretons : à propos des intervenants

Depuis 1950, seuls les enseignants d'EPS encadraient tout le sport scolaire dans les collèges. À la rentrée 2008 l'accompagnement éducatif (AE) se généralise dans tous les collèges publics et s'inscrit dans le cadre des partenariats extérieurs ou de l'AS scolaire, questionnant ainsi les caractéristiques des intervenants et les perspectives et préoccupations des enseignants d'EPS. Nous avons étudié les activités sportives hors temps scolaire de deux collèges RRS d'une grande ville bretonne : l'un avec AE dans sa filière sportive (AES) encadré par des intervenants extérieurs, l'autre sans intervenants extérieurs les heures correspondant à l'AES étant comprises dans celles de l'AS. L'étude des textes officiels, l'analyse de contenu thématique des entretiens avec les intervenants, les observations directes des séances et le carnet ethnographique du chercheur permettent plusieurs interprétations. Les résultats révèlent les aspects identitaires de chaque collectif : éducatif chez les enseignants d'EPS et de prévention des risques chez l'intervenant extérieur. Les enseignants d'EPS présentent deux points de vue à généraliser selon l'établissement : leur refus général des intervenants extérieurs par crainte de perdre l'AS (danger de l'EPS) et leur acceptation pour une meilleure promotion du sport. Une réelle coordination de tous les dispositifs permettrait la coexistence de l'AS et de l'AES dans un même collège où l'innovation éducative des enseignants d'EPS s'avère indispensable.

HERTZOG Irène-Lucile (lucile.hertzog@wanadoo.fr)

Doctorante / CERReV, Université de Caen Basse-Normandie

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D3)

Assistance médicale à la procréation (AMP) et travail féminin : une articulation à créer.

Les problèmes d'infertilité n'étant plus associés à une malédiction, la médecine procréative offre à l'imaginaire l'idée d'une solution technique ne faisant que différer la réalisation du projet de maternité. Tout semble donc sous contrôle... Pourtant les femmes engagées dans un protocole de Fécondation in vitro (FIV) se retrouvent, lorsqu'elles travaillent, au carrefour entre vie publique et vie intime, entre performance à afficher et faille identitaire à surmonter, entre volonté de réussir professionnellement et "maladie" incongrue exigeant des soins chronophages. Sommées de dire quelque chose pour que retards fréquents et impromptus, absences aléatoires et arrêts maladie ne paraissent pas suspects dans un univers concurrentiel, elles innoveront, sans repère, au cœur d'un "no man's land" institutionnel. Entre injonction à la visibilité et régulation de la vie pulsionnelle qui, au fil du processus de civilisation, s'est imposée, comment parlent-elles de l'infertilité et de ses traitements sur leur lieu de travail ? Que jugent-elles susceptible de livrer sans pour autant se mettre en danger professionnellement ? Une enquête qualitative par entretiens semi-directifs approfondis auprès de femmes en traitement pour FIV a permis d'explorer comment les femmes naviguent entre normes et exigences contradictoires pour préserver leur double inscription identitaire dans la maternité projetée et dans la réalisation professionnelle.

HERVOUET Lucile (lucile.hervouet@gmail.com)

Doctorante / Université Paris Descartes

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Représentations et pratiques des médecins généralistes face à l'évolution des conditions d'exercice : crise et renouvellement.

Un peu plus de la moitié des médecins sont des généralistes en France. Ces derniers apparaissent en position de charnière entre le monde profane des patients et celui de la médecine professionnelle. Ainsi, 71% des premiers recours ont lieu chez le médecin généraliste. La médecine générale se trouve néanmoins dans une situation ambiguë entre une dynamique de reconnaissance statutaire et des remises en cause à travers la médiatisation d'erreurs médicales par exemple. La diminution des vocations peut être interprétée comme un des symptômes de la dévalorisation de la profession. A travers leurs représentants syndicaux, les médecins généralistes font état d'une situation de crise de la profession, se traduisant par un mal-être généralisé parmi les professionnels. La construction de l'identité professionnelle se fonde en premier lieu sur l'image d'un âge d'or de la médecine générale. Ensuite on constate des évolutions conduisant à un bouleversement des conditions d'exercice, telles que la transformation du paysage démographique des professions de santé ou l'émergence d'un patient à la fois consommateur et acteur du système de soin. Pour finir, en se centrant plus particulièrement sur les enjeux ambigus du progrès technologique en médecine générale, on peut interroger la dynamique de mise en réseau formelle, initiée par certains médecins généralistes, comme processus de réaménagement des conditions de travail.

HERVOUET Lucile (lucile.hervouet@gmail.com)

Doctorante / Université Paris Descartes

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 12)

La mobilisation d'un discours sur l'innovation comme stratégie de développement: le cas des réseaux de cancérologie en Ile de France

Les premiers réseaux de santé apparaissent au cours des années 1980, fondés sur le militantisme et le bénévolat de médecins, en réaction à l'insuffisance des réponses institutionnelles perçues entre autre dans le champ de la précarité et du sida. Au cours des années 1990, les réseaux s'institutionnalisent. La reconnaissance administrative et le financement de réseau vont de pair avec une modification de leur mode d'organisation. La pérennisation des moyens permet ainsi une salarisation et une diversification des activités. Si les réseaux de santé ont, depuis leur avènement, conservé la forme juridique d'association de loi 1901, leur forme organisationnelle a été remise en question. A travers une perspective socio-historique, il s'agit ici d'interroger la stratégie de développement mise en œuvre par ces réseaux, entre rupture et continuité face à l'organisation des soins en cancérologie. Les réseaux produisent et engendrent de multiples discours, constitués en objet de recherche pour les sciences sociales. Ces derniers sont associés à une nouvelle forme d'organisation de la prise en charge des malades et de support de coopération entre professionnels de santé. Quels sont les enjeux de cette production de discours? Dans quelle mesure le discours sur l'innovation peut être une ressource stratégique d'intégration dans un champ tel que celui de la cancérologie où de multiples acteurs sont mis en concurrence ?

HIDRI NEYS Oumaya : voir à **PENIN Nicolas**

HIDRI NEYS Oumaya : voir à **SALLÉ Loïc**

HINTERMEYER Pascal (Pascal.Hintermeyer@misha.fr)

Professeur / CNRS UMR 7236

GT 45 Sociologie des conflits Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Les conflits créateurs face à la maladie et à la mort

Les conflits sont volontiers envisagés négativement, comme pomme de discorde ou alors ils sont assumés comme un moyen par lequel il faut passer pour aboutir à ses fins. Ils peuvent certes avoir des effets destructeurs, susciter les dissensions, précipiter dans l'hostilité. Mais ils comportent aussi une potentialité positive et dynamique. Ils rapprochent ceux qui les mènent. En bousculant le statu quo ante, ils dégagent des solutions nouvelles et donnent lieu à des créations institutionnelles. La dissémination des conflits s'étend aujourd'hui à des domaines variés, notamment les rapports à la maladie et à la mort. L'analyse de conflits récents face à des maladies émergentes met en relief le changement en cours des attitudes par rapport à la santé, à ses altérations et à la finitude. Des initiatives concertées et des associations se développent pour promouvoir une attitude active face à la maladie et à la mort. Un militantisme spécifique vise à infléchir, voire réformer le système de soin. La fin de vie est également devenue un sujet de controverses, avec la confrontation de positions prônant les soins palliatifs, l'euthanasie volontaire, le suicide assisté. À travers ces débats et affrontements se manifestent des tentatives pour rester acteur/autour de son existence et pour donner du sens à des événements déconcertants et discordants dans le cadre des sociétés contemporaines.

HIPPERT Denis (regulardenis@hotmail.com)

Doctorant / Cerlis

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 17)

Subir une rupture amoureuse : l'expérience d'une injustice sentimentale

En devenant le fruit d'un choix libre et contingent, le lien conjugal repose désormais sur des fondements normatifs que les acteurs sociaux considèrent « justes ». Mais les choses se compliquent lors d'une séparation. Beaucoup d'individus qui se font quitter ne peuvent accepter la décision de leur partenaire. Ils la considèrent « injuste ». Persuadés qu'aucune raison suffisante ne leur a été apportée, ils ont la sensation d'avoir été traités de manière « indigne ». Savoir que l'être aimé décide de mettre fin à la relation au nom de ce pourquoi on lui reste attachée, l'amour, est insupportable. Une fois la colère passée, l'incompréhension demeure jusqu'à ce que fatalement l'aimant reconnaisse que son ou sa partenaire ait décidé de le quitter

parce qu'il ou elle n'était plus amoureux. Le sentiment d'injustice s'estompe alors. Néanmoins, il est important d'en saisir les rouages car celui-ci alimente un malaise qui ne peut être converti en plainte sociale, et précède de vertigineuses formes de dévalorisation de soi. C'est souvent le cas lorsque les acteurs ne peuvent mobiliser des motifs relationnels pour expliquer leur rupture. Véritables épreuves, les séparations présentent ainsi un fort intérêt analytique. Sur la base d'une enquête par entretiens auprès de femmes et d'hommes, d'âges et d'horizons socioculturels hétérogènes, nous proposons d'explorer les logiques émotionnelles qui conduisent les acteurs à éprouver des sentiments d'injustice lorsqu'ils subissent une séparation.

HOCHEREAU François (hocherea@grignon.inra.fr)

Chercheur / INRA

RT 23 Travail, activité, technique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP B)

L'innovation agricole face à l'environnement : une activité de braconnage entre mondes sociaux, techniques et physiques

La modernisation agricole s'est historiquement construite sur une « artificialisation » des milieux de culture sur la base d'une standardisation des pratiques agricoles. Aujourd'hui, l'affirmation des productions locales comme le développement de pratiques plus respectueuses de l'environnement conduit à repenser les formes de l'innovation en agriculture. Le texte se propose d'étudier comment, dans deux départements céréaliers distincts, du Nord et du Sud de la France, se construisent de nouvelles pratiques agrienvironnementales. A côté de démarches de recherche participative mises en place par la recherche agronomique pour réduire le recours aux fongicides, émergent différentes de pratiques de « braconnage » émanant d'agriculteurs innovants pour construire par eux-mêmes les voies d'une « nouvelle agriculture ». Ils ont accès à des registres divers de compétences, à des réseaux sociaux particuliers, avec des contraintes spécifiques liées à la localisation de leur exploitation sur le territoire et au maillage social et technique qui les lient socialement. Selon les cas, ils vont développer une autre conception de la valeur de la production agricole, plus seulement centrée sur le rendement des cultures, mais la préservation des écosystèmes, la dynamique des territoires, la cohésion sociale, l'intégration dans les filières locales. L'affirmation de leur pratique innovante consiste alors à la faire exister dans des collectifs qu'ils recomposent à cet effet.

HOCQUELET Mathieu (mathocquelet@aol.com)

Doctorant / Centre Pierre Naville

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Technologies commerciales et mise au travail du client. De l'hypermarché au marché pour une consommation gagnant-gagnant?

L'étude de la place du salarié dans une perspective d'externalisation partielle de la production –mise au travail du consommateur- présente un certain intérêt pour comprendre l'évolution de la consommation face aux innovations technologiques. L'analyse des dimensions économiques et sociales de ces mutations sur le travail et l'emploi des salariés en front office, des conditions d'acceptation de ces dernières ainsi que l'introduction des dispositifs techniques et symboliques de coproduction faisant se substituer la « borne intelligente » à la caissière d'hypermarché révèle une tolérance sociale plus forte que dans une majorité de professions. Qu'en est-il aujourd'hui l'impact de la mise au travail du consommateur sur les rapports sociaux de production au sein des grandes surfaces ? L'introduction des dispositifs techniques rendant possible ces transformations implique un travail de communication à l'égard des clients comme des salariés. Si le gain en liberté pour le client constitue l'argument premier depuis l'introduction du libre-service en France, le discours organisationnel visant les salariés semble à la fois plus discret et hétérogène. L'attention des directions quant à cette question n'est en effet que très récente, corrélée aux évolutions technologiques en cours impliquant des mutations considérables de la production qu'elle accompagne d'un discours éthique, rapprochant et renforçant mutuellement organisation et marché.

HOCQUELET Mathieu (mathocquelet@aol.com)

Doctorant / Centre Pierre Naville

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Innovations technico-organisationnelles dans la grande distribution : Analyse de vingt ans d'ingénierie sociale.

Les grandes surfaces en libre-service connaissent depuis 25 ans des mutations commerciales impliquant des transformations productives majeures. Elles s'inscrivent dans la continuité d'un capitalisme commercial reposant sur les principes du discount et de l'accroissement du taux de rotation des marchandises. Peu prolixes quant à cet aspect, les firmes de la branche œuvrent avant tout à présenter les innovations aux consommateurs comme introductrices de nouvelles libertés. Comment sont présentés aux salariés les nouveaux outils technologiques et de gestion ? Que nous révèle l'étude diachronique des dispositifs de communication interne sur les ressorts de l'acceptation des innovations introduites et sur les rapports sociaux au sein des points de vente? Cette communication interroge les dispositifs de médiation sociale des innovations techniques et organisationnelles à destination des salariés des grandes surfaces alimentaires en libre-service. Par l'étude de l'évolution de l'ingénierie sociale liée aux innovations, nous nous focaliserons sur les capacités de renouvellement et de justification du capitalisme commercial en nous appuyant sur l'analyse des archives d'un magazine mensuel destiné au personnel des hypermarchés. L'étude de vingt ans de communication interne permet ainsi de nous pencher sur une dimension davantage traitée dans le commerce sous l'angle du marketing et du consommateur que sous l'angle sociologie et du travail: l'acceptabilité sociale de l'innovation.

HONTA Marina présence à confirmer (marina.honta@u-bordeaux2.fr)

MCU / Université Bordeaux Segalen

SALLÉ Loïc (loic.salle@univ-lille2.fr)

MCU / SHERPAS, ER3S, EA 4110

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

La mise en œuvre du Programme National Nutrition Santé à l'épreuve de l'action locale

Lancé en France le 31 janvier 2001 par le Ministère de la Santé, le Programme National Nutrition Santé (PNNS) vise à développer un mode de vie actif conjugué à une alimentation saine. Il inaugure en ce sens une politique préventive dont l'objectif général est d'améliorer l'état de santé de la population en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs, la nutrition. Parce que ce programme fait de la région l'échelon pertinent de son opérationnalisation, les services déconcentrés du Ministère de la Santé sont invités à construire, aussi bien avec les représentants d'autres Ministères qu'avec les collectivités territoriales, des relations structurées afin de mettre en œuvre ce programme tout en l'adaptant aux situations et contextes locaux. Une telle injonction au partenariat invite alors à examiner les modes de co – production de l'action publique élaborés et les effets d'intersectorialité que la conduite d'une action en matière de santé publique fait émerger. A partir d'une enquête réalisée dans trois régions françaises (Midi-Pyrénées, Nord-Pas-De-Calais et Aquitaine), il s'est principalement agi d'apprécier comment s'articulent les actions étatiques avec celles menées par les municipalités ayant adhéré à la charte « Villes actives du PNNS ». Il s'agira ici de montrer que la gouvernance territoriale de ce programme en région est rendue complexe par les clivages entre administrations locales et secteurs d'intervention, que ceux-ci relèvent de l'Etat ou des municipalités.

Auteur non communicant : Nadine Haschar-Noé PRISSEMH-SOI Toulouse 3

HORN François : voir à DEMAZIÈRE Didier

HOUEVILLE Gérald (gerald.houdeville@free.fr)

Maître de conférences en sociologie / IPSA - UCO (Angers)

GT 42 Sociologie des élites Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

Innovier en matière de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) : une revendication sous contraintes de l'enseignement privé sous contrat de l'Académie de Nantes

Le tiers des CPGE de l'Académie de Nantes hébergées par des établissements [10] de l'enseignement privé sous contrat, est manifestement traversé par une tension entre, d'une part, la revendication des personnels de ces établissements, qui relèvent de l'enseignement catholique, de proposer des prépas différentes des classes préparatoires prestigieuses – principalement représentées sur le territoire considéré par un lycée public aux classes étoilées – et, d'autre part, les contraintes objectives très fortes qu'exerce l'univers des CPGE bâti sur un fonctionnement hautement compétitif qui fait LA prépa (quantité de travail, endurance, capacité à gérer son temps, ses loisirs, discernement quant aux buts à atteindre lors des épreuves des concours, etc.). Si on observe bien une tentative de recodage de la formation en classe prépa à travers les catégories propres à l'enseignement catholique – qui se manifeste par les principes et les valeurs mis en avant et traduits concrètement dans des dispositifs d'encadrement et d'accompagnement des élèves – c'est à la place subalterne qu'occupent ces classes sur le marché local et, plus largement, national des CPGE. L'offre de formation de moindre réputation sur le marché sélectif des prépas n'y est cependant pas considérée comme un handicap par ses acteurs mais une réalité dont il convient de s'accommoder voire une opportunité pour revendiquer un projet propre de formation (prépa de proximité).

HUMEAU Julie (humeaujulie@yahoo.fr)

Docteur en Anthropologie / IRSEA

RT 43 Sociologie et religions Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Don bouddhique et exil. Le cas des Tibétains réfugiés en Inde.

L'intervention propose d'examiner le changement social de la société tibétaine de l'exil à travers l'exploration de la notion du don bouddhique – un concept qui, dans le contexte culturel des Tibétains réfugiés en Inde, opère de façon particulièrement révélatrice de ce changement. L'exil des Tibétains a donné une nouvelle configuration au rapport de don bouddhique, lequel définit les liens socio-religieux entre les moines et les laïcs. Les réfugiés tibétains, nouvellement installés sur un territoire étranger et dépourvus de biens, n'ont pu subvenir aux besoins matériels des monastères. C'est l'aide internationale, avec l'arrivée exponentielle d'ONG et de donateurs privés au sein de la communauté tibétaine réfugiée, qui a rempli cette obligation. Les monastères, les institutions tibétaines réimplantées en Inde ainsi que les laïcs les plus nécessiteux sont devenus les récipiendaires des sympathisants étrangers (Occidentaux et bouddhistes asiatiques). Ce constat soulève un questionnement, celui d'un repositionnement du système du don bouddhique tibétain en milieu réfugié dont l'aide internationale serait le principal vecteur. L'exposition de l'analyse contextuelle de la société tibétaine installée en Inde amènera à dégager la dynamique des rapports entre moines, laïcs et donateurs étrangers à travers la focale du don. Il s'agira enfin de déterminer en quoi la reformulation du don bouddhique tibétain répond aux exigences politiques de l'exil.

HUMEAU Pierig (humeaup@hotmail.com)

Postdoctorant / CURAPP UMR 6054

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

«L'audace» de la musique punk en tant que réponse aux lacunes structurales dans l'espace de production

La musique punk « née » au milieu des années 1970 s'est imposée dans le champ de production en rupture ou plus précisément en détournant les conventions musicales. L'espace punk s'applique à valoriser des formes appropriables en l'absence même de formation visant à une horizontalisation des rapports entre producteurs et récepteurs. Le meilleur exemple en est certainement le Do It Yourself (Fais-le toi-même). Pour les musiciens la connaissance du solfège est même dénoncée comme étant une « corruption » de l'authenticité, de la dépendance face aux schèmes dominants de la culture légitime. Dénonçant la virtuosité musicale, puisqu'il ne s'agit pas d'être un (bon) musicien, cette musique réunit un ensemble d'agents promulguant certaines expérimentations novatrices et alternatives. Pour appréhender ce phénomène de création et d'innovation punk représenté en la figure de l'abandon délibéré des canons musicaux préexistants, il faut prendre en compte l'état du champ de production offrant, à un moment donné, dans un contexte politico-culturel spécifique, une place de choix pour ceux qui importent de nouvelles dispositions tout en voulant imposer des nouvelles positions. Il s'agira donc de montrer de quelle manière l'espace des possibles influe sur les conditions d'innovation et de création punk tout en s'inscrivant explicitement dans l'histoire du champ musical, suscitant, par là même, les affinités électives de certaines fractions de la population.

HUMEAU Pierig (humeaup@hotmail.com)

Postdoctorant / CURAPP UMR 6054

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

La conjugaison des différentes formes de militantisme : l'espace punk indépendant.

S'appuyant sur les matériaux récoltés sur la scène punk indépendante française, nous souhaiterions montrer ici comment le monde associatif rattaché à l'espace politico-artistique punk est à penser comme un espace déployant de nouvelles formes d'engagement. Depuis les années 1970, l'espace punk entretient des affinités avec tout un ensemble de nébuleuses à gauche de la gauche de l'échiquier politique. Ainsi, aujourd'hui encore, quasiment une personne sur quatre déclare avoir des activités militantes de types partisans. Pour reprendre la typologie d'Isabelle Sommier, les déclarations partisans et/ou de proximité, valant pour l'ensemble des enquêtés, regroupent principalement les « mouvements des Sans » (Sans papiers, DAL, AC !), l'antiracisme (SCALP, Ras l'front, No Pasaran), la « gauche radicale » (LCR, Anarchistes), certains syndicats (comme par exemple la CNT), ou encore certains « mouvements écologistes » (Greenpeace, anti-OGM). Sous le prisme de l'espace punk indépendant, on se propose d'examiner la capacité de ces mondes associatifs à innover en termes d'engagement politico-artistiques par « la pratique », puis comment au cours du vieillissement artistique, ces espaces agissent comme cadre de formation politique, amenant les agents à s'investir au fil des expériences vers d'autres pratiques considérées comme plus légitimes.

ICHOU Mathieu (mathieu.ichou@sciences-po.org)

Doctorant / Sciences Po / CNRS

RT 20 Méthodes Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

L'étude statistique des trajectoires scolaires des enfants d'immigrés : quelques pistes pour des avancées méthodologiques

Dans l'étude statistique des trajectoires scolaires des enfants d'immigrés, plusieurs problèmes indissociablement théoriques et méthodologiques se posent. Il est en particulier fondamental de discuter la catégorie « enfants d'immigrés » qui a pour effet d'homogénéiser ces derniers et de les poser comme radicalement différents des « enfants de natifs ». De cette exigence théorique de dés-essentialiser la catégorie « enfant d'immigrés » découle la triple nécessité (1) de prendre en compte l'hétérogénéité interne à cet ensemble, (2) de considérer que les facteurs influençant la scolarité des enfants d'immigrés ne sont pas nécessairement spécifiques à ces groupes, (3) bien qu'ils puissent agir de manière différente selon les groupes. Reformulé méthodologiquement, il s'agit (1) d'étudier la scolarité des nombreux – et parfois très petits – groupes d'origine ; tout en (2) prenant en compte les caractéristiques sociodémographiques familiales qui sont liées à la réussite scolaire et en (3) autorisant ces facteurs sociodémographiques à agir de manière complexe en s'associant les uns aux autres différemment selon les groupes. Je propose de répondre à ces difficultés méthodologiques en utilisant diverses variantes d'une méthode non-paramétrique, peu connue en sociologie et en France, appelée le matching (en particulier l'exact matching et le propensity score matching) appliquées à des données longitudinales britanniques: l'enquête LSYPE.

ICHOU Mathieu (mathieu.ichou@sciences-po.org)

Doctorant / Sciences Po / CNRS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

Pratiques éducatives et choix scolaires dans des familles immigrées turques et chinoises à Londres : prendre en compte l'expérience pré-migratoire et de la structuration locale des communautés

Je souhaite décrire et comprendre les pratiques éducatives et « choix » scolaires au sein de familles vivant à Londres et dont les parents ont émigré de Turquie et de Chine. Un principe central guide ma démarche, selon lequel « on ne peut faire la sociologie de l'immigration sans esquisser, en même temps et du même coup, une sociologie de l'émigration » (Sayad, 1999, p. 15). En Grande-Bretagne, les statistiques montrent que, en moyenne, les jeunes issus de l'immigration chinoise et turque sont respectivement parmi les groupes qui réussissent le mieux et le moins bien à l'école. Des pistes explicatives de ces différences entre groupes seront proposées, en même temps qu'on insistera sur l'hétérogénéité interne à chaque groupe. Ce

travail est empiriquement fondé sur des analyses statistiques, sur des entretiens, à la fois biographiques et centrés sur les pratiques éducatives et trajectoires scolaires, avec les enfants et parents d'une quarantaine de familles au total (20 familles de chaque groupe), ainsi que sur des situations d'observation (participante ou non). L'organisation associative locale des deux groupes, leur structuration économique, ainsi que les caractéristiques pré-migratoires de leurs membres sont autant de facteurs qui permettent de comprendre les différences scolaires constatées entre familles turques et chinoises, mais aussi au sein des deux « communautés ».

INADA Yoriko (yoriko.inada@telecom-paristech.fr)

Chercheur / Telecom Paristech

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Rencontres entre inconnus et jeu de proximité : espace public urbain comme écologie hybride

Cette communication présente une étude de cas sur la pratique d'un jeu vidéo, Dragon Quest 9, conçu pour des consoles de jeu portables. Une des fonctionnalités de ce jeu en fait un « jeu de proximité » : lorsque les joueurs sont proches spatialement, les consoles peuvent « se reconnaître », les joueurs reçoivent alors une notification qu'un joueur proche est « entré » dans leur console, ce qui entraîne par la suite un échange automatique d'informations (comme des cartes au trésor) et de données entre les protagonistes. Ceci offre la possibilité aux joueurs de « rencontrer » d'autres joueurs, connus ou inconnus, dans un format hybride de rencontre, « médié » à la fois par la proximité spatiale, la co-présence physique « ordinaires », et l'environnement digital (l'écran mobile). Les joueurs font donc l'expérience de l'espace public urbain comme une « écologie hybride », dans laquelle ils interagissent à la fois avec les passants et d'autres joueurs, avec les ressources de la co-présence et celles des nouvelles technologies de communication. Leurs comportements illustrent donc ce que constitue une ville augmentée en tant qu'« espace urbain ludique », s'appuyant sur l'espace public et les rencontres de trafic, mais aujourd'hui hybrides, ainsi que l'ordre interactionnel qui les caractérisent. Nous avons cherché à étudier ces comportements en observant les joueurs de Dragon Quest 9 au Japon et en France, à partir d'une enquête ethnographique menée à Tokyo, Shizuoka et Paris.

Auteur non communicant : Christian Licoppe

IORIO Annalisa (annalisa.iorio@hotmail.it)

Doctorante / EHESS, EDF R&D

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Consommation, citoyenneté et innovation dans les projets d'habitat participatif en France et en Italie

Dans le cadre d'une recherche doctorale en anthropologie en cours, nous sommes en train d'analyser comparativement l'émergence du phénomène de l'habitat participatif dans les contextes italien et français. Il s'agit d'initiatives citoyennes qui s'inspirent des valeurs de l'économie solidaire en promouvant le renouement du lien social et la restitution aux usagers de la maîtrise de leur environnement. A partir des observations menées sur trois cas d'études (Turin, Paris, Montreuil), cette communication vise à interroger la pertinence d'analyser le thème du logement et les projets en cours d'habitat alternatif sous l'angle du concept de « consumérisme politique ». Est-il légitime de traiter ces expériences en tant que pratiques de « consommation citoyenne », nouvelles formes de participation politique articulant individualisation et action collective (Micheletti, 2003)? Nous nous appuyons sur l'analyse des motivations et représentations des acteurs impliqués, afin de présenter comment ces initiatives, qui critiquent les dérives spéculatives du marché immobilier et reposent sur la participation active des habitants, nous obligent à dépasser les binômes production/consommation et consommateur/citoyen. De plus, l'analyse de ces expériences nous interroge sur le thème de l'innovation appliquée au secteur du logement, et sur la possibilité pour le « consommateur responsable » de créer un « nouveau » produit résidentiel collectif, démocratique et durable dans les deux pays.

ISSENHUTH Pernelle (pernelle.issenhuth@ined.fr)

Chargée d'études / Ined

FRECHON Isabelle (frechon@ined.fr)

CR1 / CNRS

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 15)

De la protection de l'enfance à l'« âge adulte », retour sur la police des âges et les expériences vécues

L'Aide Sociale à l'Enfance couvre aujourd'hui les 18 voire les 21 premières années de la vie. Elle s'est construite autour du principe de protection des plus petits (Rollet, 1990) dès lors que le sentiment de l'enfance a grandi. La « police des âges » (Percheron, Rémond, 1991) a ainsi été utilisée à des fins de protection, puis a régi l'organisation même de la temporalité des placements des Pupilles. Depuis, les politiques de placement ont évolué, comme les types de trajectoires empruntées (Frechon, Robette, 2010). Or les âges légaux sont régulièrement présentés comme de véritables « couperets », d'autant que les moins de 25 ans ne peuvent prétendre aux minima sociaux, sauf à être eux-mêmes parents ou le devenir bientôt. La catégorie « jeunes majeurs » a par ailleurs vu la logique la régissant se transformer (Guimard, Petit-Gats, 2010) ; l'aide est devenue contrat individualisé, responsabilisant, suivant les règles d'un modèle entrepreneurial de plus en plus prégnant. Le temps de la sortie de placement est donc à la fois borné et imprécis. Il peut se transformer en temps d'attente décisif, temps d'apesanteur pesante, ou bien être investi pour capitaliser, prévoir, essayer d'assurer... Nous proposons de retracer d'abord la dynamique des âges ici esquissée afin de pouvoir ensuite explorer l'expérience vécue par différents jeunes encore placés. Il s'agit ainsi de prendre pour objet la construction sociale et biographique de l'expérience subjective de l'âge (Bozon, 2009).

JABOIN Yveline (yveline.jaboin@wanadoo.fr)

Maîtresse de conférences / Université de Bretagne Occidentale

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

Le bilinguisme breton-français à l'école primaire : « reconstruction » identitaire régionale ou instrument d'une scolarité sur mesure ?

La présente recherche étudie les stratégies éducatives, en matière de choix d'école primaire, des parents appartenant aux professions intermédiaires ainsi qu'aux cadres et professions intellectuelles supérieures en Bretagne. Dans la ville bretonne considérée, l'offre scolaire primaire s'est diversifiée via l'introduction du bilinguisme breton-français dès l'enseignement préscolaire dans l'enseignement privé associatif (Diwan) puis dans l'enseignement public (Div Yezh). Quelles sont les caractéristiques et les motivations des parents des classes moyennes et supérieures se saisissant de cette innovation par comparaison avec leurs homologues ayant effectué un autre choix d'école primaire ? Pour cerner les déterminants objectifs et subjectifs du choix d'école, une trentaine d'entretiens de type biographique ont été menés auprès des parents de ces catégories socioprofessionnelles dont les enfants suivent l'un des différents types de scolarité offerts dans la ville bretonne considérée. Les résultats montrent que le principal enjeu du bilinguisme précoce breton-français apparaît plus « social » que « régional ». Pour certaines fractions des classes moyennes et supérieures, ce choix semble moins l'expression d'une stratégie de « reconstruction » identitaire régionale que l'instrument d'une scolarité primaire laïque « sur mesure », en miroir des prestations éducatives offertes par le secteur catholique choisi par d'autres fractions de ces mêmes catégories sociales.

JABOIN Yveline (yveline.jaboin@wanadoo.fr)

Maîtresse de conférences / Université de Bretagne Occidentale

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D20)

Des hommes à l'école maternelle : quelles transformations dans les rapports socioprofessionnels et dans les relations hiérarchiques ?

La présente recherche se propose de rendre compte, au début du XXI^e siècle, des effets du processus de mixité professionnelle à l'école maternelle sur les rapports socioprofessionnels entre enseignant-e-s ainsi qu'avec les Atsem (Agents territoriaux des écoles maternelles) et sur les relations entretenues par les enseignant-e-s avec la hiérarchie. Elle se situe dans la lignée des travaux examinant l'investissement des hommes dans des métiers traditionnellement « féminins ». Les résultats sont issus d'une enquête basée sur des entretiens semi-directifs, menés auprès de 58 enseignant-e-s (29 hommes et 29 femmes) de l'enseignement préélémentaire dans le département du Finistère. À la lumière des résultats, au sein des équipes pédagogiques, l'idéologie de la complémentarité des sexes – qui contribue indéniablement au renforcement des stéréotypes de sexe – apparaît nettement dans les relations avec les Atsem et entre enseignant-e-s, bien que des conduites en changement soient mises au jour. L'expression d'une « masculinité défensive » semble souvent observée chez les inspecteurs vis-à-vis des enseignants. En revanche, la hiérarchie féminine paraît favoriser l'interchangeabilité des rôles par la promotion de compétences professionnelles plutôt que de qualités socialement construites comme féminines ou masculines.

JACQUOT Lionel (lionel.jacquot@univ-nancy2.fr)

MCF / Université Nancy 2 - 2L2S/GREE

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D20)

La division du travail de l'intermédiation hiérarchique dans l'innovation managériale

Pléthorique est la littérature qui porte sur le management, estimant considérables les effets qu'il produit sur le travail. Les managers seraient ainsi appelés à être de plus en plus les artisans des réformes mises en œuvre par les directions, leur management évalué à l'aune de son pouvoir réformatoire, autrement dit de sa capacité à modifier les individus et à produire du consentement. Les processus d'innovation dans le travail ne sauraient être saisis sans comprendre la fabrique du consentement qui reste au cœur de l'activité managériale. C'est pourquoi nous nous intéresserons à la division du travail de l'intermédiation hiérarchique, à la manière dont les acteurs de la ligne managériale se partagent le travail d'encadrement. En nous appuyant sur trois monographies réalisées pour l'enquête sur les professions intermédiaires en entreprise conduite par le Centre d'Études et de Recherches sur l'Emploi et les Qualifications, nous nous centrerons sur trois binômes d'acteurs : les responsables d'unité et animateurs d'équipe d'une caisse primaire d'assurance maladie, les responsables d'agence et chargés de secteur d'un office public d'habitat, les responsables d'unité et moniteurs d'une usine de moteurs, et nous nous focaliserons sur le contenu de leurs activités respectives pour mieux comprendre la division de leur travail, leurs relations et dépendances dans la mise en œuvre d'une innovation... pour au final tenter de cerner la structure hiérarchique de la servitude.

Auteur non communicant : Benoît GRASSER Thierry COLIN

JACQUOT Lionel : voir à **COLIN Thierry**

JAKSIC Milena (milena.jaksic@gmail.com)

Doctorante / IRIS/EHESS

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

L'action publique et le monde associatif à l'épreuve de la traite des êtres humains

Depuis l'adoption de la loi pour la sécurité intérieure (LSI) en mars 2003, nous observons un véritable mouvement de spécialisation des associations dans le domaine d'identification des victimes de la traite des êtres humains. Cette loi prévoit l'octroi d'un titre de séjour à toute personne qui dépose plainte ou témoigne contre son souteneur ou proxénète. Dans ce

contexte, il appartient aux associations et aux services de police de faire un premier tri entre les demandes dites recevables et irrecevables. À l'appui de la sociologie des organisations, du travail et de l'action collective, les deux premières parties de la présente contribution s'attachent à explorer l'activité de cadrage des individus par les associations et les services de police. On se demandera à quoi reconnaît-on une victime de traite ? Quelles contraintes de justification et quels modèles de compétence cette action d'identification et de tri suppose ? Comment un jugement sur les personnes est-il arrêté et comment est-il remis en cause ? Nous montrons, dans un deuxième temps, comment certaines personnes, qualifiées de « victimes », refusent de se soumettre à cette épreuve d'identification et à cette définition d'elles-mêmes. La présente contribution s'articule ainsi autour de trois principaux axes : 1) la production des catégories ; 2) la traduction de ces catégories dans des structures et des institutions ; 3) la manière dont les individus sont affectés par ces catégories.

JAKUBOWSKI Sébastien (SebJakubowski@aol.com)

Maître de conférences / AgroSup Dijon / Eduter Recherche

RT 40 Sociologie des institutions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

Analyse comparée du processus de changement de deux institutions publiques (armées et universités françaises) : entre institution et organisation

Les processus de transformation que rencontrent les institutions publiques d'Etat ne sont pas sans affecter la continuité et la rationalité des logiques d'actions de celles-ci. Deux couples d'analyse semblent se faire face : la désinstitutionnalisation et la réinstitutionnalisation sur fond de passage d'une période, celle de l'ancien et des traditions, à une nouvelle période, celle de la modernité. Cette communication se propose de défendre une hypothèse intermédiaire : les institutions publiques sont aujourd'hui déstabilisées par leur versant organisationnel. Le processus de changement du socle institutionnel (valeurs, symboles, pratiques) de référence de ces institutions s'accompagne souvent de réorganisations structurelles qui ne sont pas sans affecter les conditions de production de l'action collective et les représentations professionnelles des salariés. Ainsi, les crises de légitimité quant à la nature des missions de l'institution font émerger l'organisation (produire, être efficace, nouvelles valeurs managériales) au sein de ces institutions. Or, la mise en discussion de l'utilité et des missions essentielles des institutions est souvent empêchée par les réorganisations structurelles et par la question des moyens. Cette communication se propose d'explicitier cette tension entre l'institution et l'organisation en proposant une comparaison un peu iconoclaste entre deux institutions qui n'ont pas des liens « naturels » : les armées et les universités françaises.

JANICAUD Elodie : voir à **LANCELEVEE Camille**

JAUBERT Guillaume (guillaumejaubert2@gmail.com)

Doctorant / ifross - Université Lyon 3

RT 12 Sociologie économique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 2)

L'invention de la grande association gestionnaire dans le secteur du handicap

Cette communication présente dans une perspective socio-historique la constitution du marché des associations gestionnaires d'établissements pour personnes handicapées (proposant une offre de services : éducation, hébergement, soin médicaux, insertion par le travail). Nous expliquerons l'émergence d'une « conception de contrôle » propre aux organisations dominantes de ce champ organisationnel en nous appuyant sur deux études de cas. Nous montrerons en quoi la constitution par l'Etat d'un corpus de règles communes s'appuient et transforment les relations de pouvoirs internes à ces deux organisations. Dans un premier temps, chacune des associations tend à faire reconnaître la question du handicap comme un problème public et proposent une réponse organisationnelle au travers l'ouverture d'établissements spécifiques accueillant des personnes handicapées mentales. L'expansion des associations dépend alors fortement des alliances informelles entre les administrateurs et des hommes politiques locaux ou nationaux ou des membres des ministères. Dans un second moment nous montrerons en quoi la formalisation par l'Etat de règles communes redéploie les rapports de pouvoir internes aux associations notamment entre le conseil d'administration et une nouvelle élite de managers. Cette nouvelle configuration organisationnelle participe de l'émergence d'une « conception de contrôle » propre aux grandes associations gestionnaires et assoit leur position dominante sur le marché.

Auteurs non communicants : Benoit Cret, Magali Robelet et David Piovesan Ifross Lyon 3

JAUFFRET-ROUSTIDE Marie (m.jauffret@invs.sante.fr)

Sociologue / Cermes3

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Les salles d'injection, un débat révélateur de la porosité des logiques de santé publique et de sécurité publique

Les salles d'injection ont alimenté le débat public ces derniers mois. Ce débat permet de s'interroger sur la place accordée aux usagers de drogues dans l'espace urbain. Les salles d'injection constituent une illustration de la porosité des frontières entre l'Etat social et l'Etat pénal en s'efforçant de répondre à une double logique de santé publique et de sécurité publique qui a toujours prévalu dans le champ de l'usage de drogues. Si les acteurs issus du champ sanitaire s'accordent sur la nécessité d'expérimenter les salles d'injection, la difficulté de déboucher sur leur réalisation est manifeste. Cette difficulté est liée à des dilemmes d'ordre politique et juridique et à la diversité des positions morales des acteurs intervenant dans le domaine des addictions. Ainsi, les salles d'injection révèlent des paradoxes sur les finalités de ce dispositif (espaces de prise en charge destinés à améliorer leur santé ou de relégation permettant de les rendre invisibles) ; sur la possibilité de consommer des

drogues dans des lieux financés par l'Etat alors que la pratique de consommation de drogues est interdite par la loi ; et sur les capacités des usagers de drogues à adopter des conduites responsables tout en se livrant à l'injection, perçue comme une conduite destructrice. Au-delà des logiques de santé publique et sécurité publique, les salles d'injection renvoient également à une question de philosophie morale sur la légitimité d'un droit à consommer des drogues.

JAUFFRET-ROUSTIDE Marie (m.jauffret@invs.sante.fr)

Sociologue / Cermes3 - InVS

RT 20 Méthodes Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO TD19)

Transferts d'expertise et mutualisation des savoirs entre chercheurs, usagers et acteurs de terrain dans le cadre d'une recherche sur la réduction des risques liés à l'usage de crack.

En France, la population des consommateurs de crack a fait l'objet de peu de recherches. Entre 2008 et 2010, une recherche sur le crack associant deux disciplines l'épidémiologie et la sociologie, et différentes techniques d'enquête (observations ethnographiques, entretiens semi-directifs, focus groupes, enquête quantitative) a été mise en œuvre en Ile de France. La confrontation des données issues des différentes techniques d'enquête permet de disposer de données sur les profils sociaux des usagers de crack et la manière dont les prises de risque vis-à-vis de la transmission du sida et des hépatites s'inscrivent dans ces trajectoires. Les savoirs et croyances vis-à-vis de la transmission des virus et les stratégies de prévention ont été explorés. Cette recherche s'inspire de la démarche des essais d'intervention communautaire, visant ici à mesurer l'acceptabilité des politiques publiques de réduction des risques à destination des usagers de crack. Cette recherche implique des interactions fortes avec la communauté étudiée et nécessite un dialogue entre les chercheurs, les acteurs de terrain, les usagers et les autorités sanitaires afin d'anticiper les retombées pragmatiques de la recherche. Cette recherche s'attache à prendre en compte les besoins des usagers de crack, dans une démarche de mutualisation des savoirs, favorisant la responsabilité des individus concernés et l'implication des pouvoirs publics.

Auteurs non communicants : C. Pequart, L. Oudaya, G. Guibert, C. Semaille et le collectif inter-associatif sur le crack

JEANNE-PERRIER Valérie présence à confirmer (valerie.jeanne-perrier@celsa.paris-sorbonne.fr)

Maître de conférences / GRIPIC CELSA Paris Sorbonne

ROGINSKY Sandrine (sandrineroginsky@gmail.com)

Maître de conférences associé / GRIPIC CELSA Paris Sorbonne

RT 37 Sociologie des médias Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

Ton député sur Twitter : interactions entre être et paraître euro-député sur les réseaux sociaux. L'illusion rejouée de la démocratie directe.

Nous proposons d'analyser l'ensemble du cycle de conception, réalisation et applications d'une série de formations à Twitter et aux réseaux sociaux, mis en place par quatre députés européens pour décliner l'initiative d'une agence de presse institutionnelle sur l'Europe (Toute l'Europe), à destination des députés européens : « Tweet ton député ». A partir de cette situation de formation, nous explorons l'ensemble de la constitution du dispositif de formation en (à partir de l'analyse des supports de communication) travaillant l'hypothèse selon laquelle les outils de réseaux sociaux sont vus par les instances comme des outils complémentaires à la panoplie des pratiques communicationnelles traditionnelles (relations presse, contacts avec les lobbyistes, présence locale ; etc.). Les réseaux sociaux et Internet, s'ils induisent des transformations sur les temporalités du travail de communication nécessaire à la vie politique et sur l'échelle du territoire politique dans lequel l' élu est présent ne bouleversent pas de manière fondamentale et déterminante les pratiques traditionnelles et par conséquent le débat démocratique. Notre approche est originale en ce sens qu'habituellement, le regard porté sur les éventuelles transformations se centre sur les outils. Nous inversons la focale, en observant les réactions d'adaptations et d'ajustements à l'outil par un retour sur les logiques des acteurs et le quotidien de leurs pratiques de travail.

JELEN Nathalie (ziboule@free.fr)

Maître de conférences / Laboratoire SHERPAS (EA 4110), Université d'Artois

NECKER Sophie (neckersophie@hotmail.com)

Maître de conférences / Laboratoire SHERPAS (EA 4110), Université d'Artois

RT 23 Travail, activité, technique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 5)

Le travail enseignant : entre créativité et habitude. Le cas des enseignants d'Education Physique et Sportive (EPS)

La présente proposition de communication vise à étudier « le travail réel, entre créativité et habitude » dans le travail enseignant. A partir de l'analyse de matériaux issus de la réalisation d'une enquête qualitative auprès d'enseignants du secondaire, combinant entretiens et observations in situ, il s'agira d'interroger l'interaction entre deux phases de l'activité de travail : la créativité et l'habitude. Nous discuterons de leur complémentarité en étudiant la recherche d'une certaine stabilité dans les interactions sociales favorisant ainsi les processus d'apprentissage des élèves en EPS. Comment s'exprime et se décline cette créativité ? Comment se distingue-t-elle des habitudes ? Dans quelle mesure la créativité est-elle induite par les limites et/ou la maîtrise des habitudes professionnelles ? Comment et sous quelles conditions le produit de la créativité devient-il une habitude ? En analysant le « travail en train de se faire », nous montrerons les différentes formes de créativité et d'habitude dans l'enseignement. Au-delà d'une peur de la monotonie et des évolutions des situations d'enseignement, les motifs de la créativité sont liés aux caractéristiques des acteurs, aux différents aspects du métier et à l'utilisation même des habitudes. Les frontières du passage de la créativité à l'habitude reposent sur une appréciation subjective de l'efficacité de l'innovation ainsi que des réticences issues des attendus sociaux dans les interactions.

JELLAB Aziz (azizjellab@aol.com)

PR / Université Lille 3

RT 34 Sociologie politique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

Juger des crimes au hasard du « tirage au sort » : les épreuves d'une socialisation au monde judiciaire chez les jurés d'assises
On ne dispose que de peu de travaux sociologiques sur la cour d'assises et plus particulièrement sur un de ses acteurs princeps que sont les jurés populaires. Les jurés de cour d'assises se situent à l'arrière-plan des chroniques judiciaires et les médias n'en parlent souvent que pour désigner les arrêts prononcés. Pourtant, l'expérience des jurés d'assises révèle toute l'épaisseur d'une institution judiciaire qui, en faisant appel à des « citoyens » issus du peuple, les oblige à construire un rôle auquel ils sont peu préparés et dont les effets moraux et identitaires peuvent être plus ou moins durables. De nombreuses épreuves jalonnent le travail des jurés et l'on peut supposer que cela n'est pas sans peser sur le fonctionnement de la justice pénale et sur la manière dont les « citoyens » perçoivent la cour d'assises. A partir d'une enquête ayant mobilisé différentes démarches empiriques, nous mettons en évidence une pluralité d'épreuves vécues par les jurés et d'enjeux engagés lors des interactions avec l'univers judiciaire et ses acteurs, au premier rang desquels se trouvent les magistrats.

JOANNY Julien (julien.joanny@upmf-grenoble.fr)

Doctorant / Pacte/IEP - Grenoble

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)*De l'expérience du bricolage au sein des lieux culturels intermédiaires*

Je termine actuellement un travail de thèse portant sur les lieux culturels intermédiaires. Ces derniers, appelés par ailleurs Nouveaux Territoires de l'Art, friches culturelles ou lieux alternatifs, apparaissent comme mouvants, difficilement saisissables. Même en réduisant le terrain d'observation à 15 lieux urbains à dimension publique en France, la diversité reste entière (statuts, nombre de m²...), mais au-delà des singularités, se donne à voir une dynamique commune. En partant des approches interactionniste (Goffman) et micropolitique (Nicolas-Le Strat), l'observation du quotidien des lieux met en évidence que les pratiques et usages qui se développent en leur sein conjuguent logique expérimentale et démarche pragmatique. Clairement, ces lieux apparaissent comme des lieux de l'expérience liant individus et collectif dans un rapport à la finitude du monde environnant (conditions offertes par le bâtiment, les ressources financières...) propice au développement de savoir-faire techniques et expérientiels. Cette expérience se construit dans le bricolage (Lévi-Strauss) tant au niveau pratique que symbolique. L'objectif de cette communication sera donc de mettre en avant cette dynamique qui, au final, permet aux acteurs en présence d'entrer en relation avec le monde par l'intermédiaire du lieu, en tant que « cadre de l'expérience », sachant que ce dernier s'inscrit dans son environnement dans un mouvement de déterritorialisation/reterritorialisation (Deleuze et Guattari).

JOANNY Julien (julien.joanny@upmf-grenoble.fr)

Doctorant / Pacte/IEP - Grenoble

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)*Les jeunes, l'engagement et la vie locale : l'exemple grenoblois*

A partir de différentes études réalisées ces dernières années concernant les formes d'engagement et de participation des jeunes au sein de l'agglomération grenobloise, l'objet de cette communication sera justement de détailler ces formes et d'en saisir les impacts sur la réalité de la vie locale. Le premier niveau de questionnement concernera les manières de s'engager développées par les jeunes, manières qui confirment les constats ayant trait aux transformations des formes d'engagement (Ion). Le point de départ ne se situe plus dans la cause à défendre, mais dans une insatisfaction primordiale issue de manques ressentis au sein du territoire de vie. Engagement circonstancié, mais aussi engagement qui donne à voir l'affirmation d'un désir (Deleuze et Guattari). Désir de s'investir dans la vie locale et désir de partager collectivement cet investissement. Ainsi, les manières de s'engager développées par les jeunes donnent à voir l'émergence d'une forme de lien qui n'est ni contractuelle, ni communautaire mais affinitaire, un « lien d'association » (Sue). Il en résulte une « nouvelle » manière de questionner l'espace public et de mettre en dynamique le territoire, à travers laquelle les jeunes vont affirmer leur puissance à agir et ce faisant, vont se constituer en tant que citoyens actifs. Ce dernier élément va nous conduire à poser la question des conditions de la reconnaissance de cette citoyenneté, notamment du point de vue des collectivités territoriales.

JONAS Irène (jonasirene30@gmail.com)

Sociologue indépendante / afs

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)*La représentation de la sexualité dans les ouvrages de psychologie évolutionniste*

Les théories de la psychologie évolutionniste s'inspirent des travaux les plus contestés de Charles Darwin sur la sélection sexuelle chez les humains. Les stratégies amoureuses, conjugales et sexuelles y sont à nouveau associées à la reproduction. Les « femelles » humaines rejoindraient le monde animal parce qu'elles seraient avant tout à la recherche de « mâles dominants » pour trouver non seulement un bon reproducteur mais aussi un protecteur puisqu'elles sont dans l'impossibilité d'accroître indéfiniment leur descendance en multipliant les partenaires et qu'elle doivent porter et allaiter leurs petits. L'attraction hétérosexuelle est présentée comme un trait héréditaire et de ce fait, très stable, sélectionné pour son avantage évolutionniste, le but ultime du sentiment amoureux étant lié la survie de l'espèce. « Les hommes ont intérêt à être agressifs, vigoureux, inconstants et impatient. En théorie, il est plus profitable pour les femmes d'être timides et de se tenir sur leurs gardes jusqu'à ce qu'elles aient identifié le mâle qui possède les meilleurs gènes (...) Les êtres humains obéissent fidèlement à ce principe

biologique ». Cette littérature ne présente-t-elle pas alors le couple hétérosexuel non seulement comme la norme à atteindre mais également comme condition d'épanouissement de la femme dans une sexualité prétendument libérée dont la finalité reste cependant toujours l'investissement reproductif ?

JOSEPH Rose-Myrliè (rmyrliè812000@yahoo.fr)

Doctorante FNS / université Paris 7 et Université de Lausanne

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Travail domestique et innovation

Le travail domestique fait partie des activités les moins mécanisées. Si dans les pays du Nord les appareils électroménagers sont souvent utilisés pour ce travail féminisé, dans les pays du Sud, les femmes ont moins accès à ces machines. Cela influe sur l'organisation des tâches domestiques comme sur le temps de réalisation de cette activité. Le manque d'infrastructure de base dans les pays du Sud s'ajoute à la faible mécanisation pour augmenter la pénibilité de ce travail. En Haïti, certaines femmes patronnes se réfèrent à cette faible mécanisation pour expliquer le fait d'avoir recours à une main d'œuvre domestique. On peut alors se demander si l'externalisation du travail domestique devient plus nécessaire dans les pays du Sud. Serait-elle, dans ce contexte, une alternative à la non-mécanisation? En revanche, dans les pays du Nord, la mécanisation du travail domestique serait-elle une alternative à son externalisation? La mécanisation reproduit les rapports sociaux à cause de l'inégal accès aux machines, et l'externalisation correspond à l'utilisation de la force de travail des femmes pauvres et/ou racisées du Sud pour répondre aux besoins reproductifs des hommes et femmes blanc-he-s et aisé-e-s du Nord. Il en résulte que, si ces deux phénomènes transforment l'organisation même du travail domestique, ils ne changent pas les divisions sexuelle, sociale, raciale et internationale de ce travail.

JOUBERT Sébastien présence à confirmer (s.joubert@u-paris10.fr)

Professeur agrégé d'eps. Doctorant / ufraps paris 10 nanterre

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D8)

L'entrée en politique de Bernard Laporte : quand la compétence sportive devient compétence politique.

L'entrée en politique de Bernard Laporte ne s'est pas faite sans heurts, entre l'annonce le 19 juin 2007 de sa nomination et sa prise de fonction le 22 octobre de la même année. A travers l'analyse d'une entrée en politique, on peut « percevoir de quelles manières les nouveaux entrants doivent adapter leurs propriétés aux contraintes structurelles du métier et de la profession politique » (Offerlé 1996). Le décalage temporel entre la nomination et la prise de fonction permet à Bernard Laporte de donner lieu au déploiement de tout un travail de justification des possibilités de transfert de compétences entre le monde sportif et le monde politique. Nous pourrions dévoiler également la réversibilité de ce processus en le confrontant à la disqualification de ces mêmes compétences. Cela nous amènera aussi à discuter la notion de compétence politique en étudiant notamment les « qualités requises pour exercer le métier de politique (...) qui n'ont parfois que peu à voir avec cet espace d'activité différencié qu'est la politique » (Dulong 1997).

JOURDAIN Anne (anne.jourdain@gmail.com)

Doctorante en sociologie / CURAPP

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

L'échec de la revendication du statut d'artisan créateur (1945-2011)

Après la Seconde Guerre mondiale, apparaissent en France des artisans qui mettent la création au centre de leur travail et qui affirment participer au renouvellement de l'art contemporain. Ces céramistes, tisserands, verriers, etc. revendiquent le statut d'« artisan créateur » afin de se distinguer de la figure de l'artisan traditionnel ainsi que de la conception patrimoniale des métiers d'art (dentelle, horlogerie, tapisserie) promue notamment par Valéry Giscard d'Estaing durant ses années de présidence. Regroupés au sein d'associations et syndicats assurant leur représentation, ils cherchent à faire reconnaître institutionnellement et socialement l'aspect créatif de leur travail. Aujourd'hui, les étiquettes « métiers d'art » ou « artisanat d'art » se sont imposées tandis que celle d'« artisan créateur » est tombée en désuétude. Force est de constater que la revendication d'un statut unique favorisant la création dans l'artisanat n'a pas abouti. Au contraire, une définition extensive de l'artisanat d'art s'est imposée, qui réunit à la fois des professionnels valorisant la créativité et des artisans traditionnels mettant plutôt l'accent sur la virtuosité technique. Notre analyse historique de l'échec de la revendication du statut d'« artisan créateur » rend ainsi compte de l'incapacité d'une rhétorique de la création à supplanter celle de la tradition.

JOURDAIN Anne (anne.jourdain@gmail.com)

Doctorante en sociologie / CURAPP

RT 23 Travail, activité, technique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Les gestes de la création. Analyse du rôle de la routine dans le travail de création des artisans d'art

Loin de la conception usuelle et romantique de la création artistique comme intuition brillante et fulgurante, le travail de création des artisans d'art apparaît comme un processus long qui s'appuie sur de multiples routines pour aboutir à une nouvelle production. A partir de l'étude du travail concret de ces céramistes, ébénistes, tapissiers, verriers, etc. dans leur atelier de production, nous proposons une analyse des routines, ou schèmes standardisés d'action, qui sont au fondement même de la création, celle-ci étant définie comme une modification volontaire de la production. Dans un premier temps, nous montrons que les routines de travail, en tant que schèmes d'action intériorisés propres aux savoir-faire des artisans d'art, favorisent la

création en lui offrant des possibilités techniques de réalisation et en étant propices au développement d'une imagination matérielle. Comprises ainsi, les routines de travail constituent aussi des contraintes matérielles qui participent à la définition d'un style de production spécifique. Dans un second temps, nous montrons que la création peut elle-même être routinisée sous la forme d'une procédure de travail. Les méthodes de travail et les dispositifs convoqués participent ainsi de la mise en forme d'un nouvel objet. Pour que cet objet puisse ensuite être reproduit, les gestes de la création doivent enfin être intériorisés sous la forme de nouvelles routines de travail.

JOURDAM Georges (georges.shoto@wanadoo.fr)

Chercheur associé / laboratoire du GRIS Rouen

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D20)

Le processus d'innovation et de destruction des formes d'activité disponibles sur le marché du travail virtuel

Nous souhaitons traiter dans cette communication des mécanismes qui régissent l'émergence et la disparition des formes d'activité mises à disposition sur le marché du travail virtuel. On peut considérer que nous sommes en présence de mise en situation de travail virtuel lorsque dans une relation contractuelle entre un employeur et un employé il a été nécessaire de faire intervenir un tiers pour que cet échange puisse voir le jour. Cette autre entité servant en quelque sorte de catalyseur à la relation. Elle se matérialise le plus souvent par un apport financier et/ou logistique venant de la puissance publique (Etat, collectivité territoriale, autres...). Nous entendons par marché du travail virtuel, un marché où des personnes sont prêtes à donner de leur temps, gratuitement ou pour une indemnité réduite, à exécuter des tâches proposées par une entreprise ou une collectivité publique sur une durée déterminée. Ces travaux particuliers sont exécutés sous couvert de formes d'emploi atypiques ou de convention de stage n'ayant pas pour objet d'atteindre une qualification reconnue par un diplôme. Concrètement, nous allons faire un état des lieux des forces en présence et établirons qui fait quoi, dans quels objectifs, avec quelles ressources et dans quel cadre légal. Nous tenterons d'établir ensuite l'influence de chacun en matière d'innovation, c'est-à-dire de création de nouvelles formes de travail virtuel.

JOUVENET Morgan (morgan.jouvenet@uvsq.fr)

CR / CNRS

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 18)

(Re)situer l'héritage des civilisations anciennes, entre savoirs et pouvoirs. Controverse sur les musées et reconfiguration des rapports entre acteurs scientifiques, politiques et culturels.

Depuis quelques années, une controverse oppose des acteurs majeurs de la scène culturelle internationale au sujet des œuvres et objets hérités de civilisations anciennes. Cette controverse implique une remise en cause de la légitimité de grands musées du monde occidental à les posséder et les exposer. Ses effets sont parfois spectaculaires, comme en témoigne une vague de « restitution » de certains d'entre eux à des États en ayant réclamé la « paternité ». Réparation identitaire ou nationalisme étroit ? Cosmopolitisme encyclopédique ou impérialisme culturel ? Ces questions apparaissent désormais incontournables pour penser la valorisation du patrimoine culturel et la légitimité de ses institutions (scientifiques, politiques et culturelles). Une enquête sociologique portant sur cette évolution permet d'apporter de nouveaux éclairages, sur la genèse et la diffusion des idées « restitutionnistes », et sur les transformations intellectuelles, professionnelles et matérielles qui les accompagnent. Pour cela, il paraît nécessaire d'articuler plusieurs cadres analytiques – notamment ceux de la sociologie des controverses et des « affaires », et ceux de la sociologie « écologique » des professions. Plus généralement, c'est la façon de construire des collectifs, de leur donner une forme et une continuité historique, qui est au centre des débats visés par l'enquête. Celle-ci fournit dès lors aussi l'occasion d'interroger des processus et concepts premiers pour les sciences sociales.

JOUVENET Morgan (morgan.jouvenet@uvsq.fr)

CR / CNRS

RT 29 Sciences et techniques en société Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Formes et expériences de la coopération scientifique dans les nanosciences. Au-delà de l'enrôlement

Les scientifiques sont aujourd'hui fortement incités à engager des coopérations au sein de collectifs hétérogènes. Cette incitation à « hybrider » les équipes de recherche est une antienne de la politique « de l'innovation » qui contribue depuis quelques années à redessiner le paysage scientifique. Elle est particulièrement accentuée en matière de nanosciences. Une enquête réalisée dans des laboratoires de physique œuvrant dans ce domaine (2005-2007) a permis de le constater. Elle a aussi révélé la variété des formes et des motifs des coopérations dans lesquelles les physiciens se trouvent engagés. Comment rendre compte de cette variété ? Est-il possible d'en produire une typologie, à partir de l'expérience des chercheurs ? Avec quels bénéfices heuristiques ? La restitution de la variété des coopérations contraste avec le mode opératoire de l'Actor Network Theory, qui s'est imposée parmi les courants dominant l'étude de la science en action. L'ANT mise en effet sur une uniformisation et une abstraction analytique des processus coopératifs. En regard des données recueillies lors de l'enquête, l'effacement de la dimension culturelle des interactions, notamment, semble avoir un coût descriptif important. Les chercheurs pensent à leurs crédits, certainement... mais ils raisonnent aussi relativement à des collectifs dépassant la collection des acteurs et « actants » du projet (i. e. à leurs professions, communautés, disciplines, laboratoires, etc.).

JOUZEL Jean-Noël : voir à **HENRY Emmanuel**

JURCZYSZYN Lukasz (jurluk@ehess.fr)

Maître de conférences / Académie Humanistique de Pultusk Pologne, CADIS/EHES

RT 21 Mouvements sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

L'importance de l'Internet dans la mobilisation des acteurs collectifs d'en bas dans la Russie contemporaine. Analyse comparative des deux études de cas : Kondopoga et Nijni-Novgorod

Le but principal de cette communication est de croiser le regard sur les mobilisations collectives des jeunes Russes sous l'angle de l'usage d'Internet dans les deux espaces urbains bien différents. À Kondopoga (34 000 habitants qui se localise à quelques 300 km au nord-est de Saint-Pétersbourg), l'analyse porte sur les jeunes qui, grâce à Internet (qui n'est pas aussi contrôlé par le pouvoir que c'est le cas d'autres médias), ont eu l'impact sur les émeutes qui ont eu lieu dans la ville en septembre 2006. Ils se sont ainsi mobilisés en sollicitant des journalistes et des nationalistes radicaux qui sont venus massivement dans la ville. À Nijni-Novgorod (la quatrième plus grande ville en Russie qui se localise à quelques 400 km à l'est de Moscou), les jeunes antiracistes dits « radicaux » utilisent Internet dans le but de convaincre des jeunes nationalistes radicaux de changer le camp. Pour préciser, la communication constitue le fruit de l'analyse des données collectées, à Kondopoga dans le cadre d'une thèse de sociologie et à Nijni-Novgorod dans le cadre du projet de recherche « EMERGENCE » . Les entretiens (58 entretiens individuels et 16 collectifs et quatre groupes de discussion/confrontation) et les observations participantes se sont déroulés dans toutes les deux villes : quatre mois à Kondopoga et deux mois à Nijni-Novgorod.

JURCZYSZYN Lukasz (jurluk@ehess.fr)

Maître de conférences / Académie Humanistique de Pultusk Pologne, CADIS/EHES

RT 3 Normes, déviations et réactions sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D6)

Le « Center E » de Nijni-Novgorod : comment le mode de fonctionnement de la police peut-il susciter la radicalisation des jeunes militants dans la Russie contemporaine

Le but principal de cette communication est de mettre en évidence, en premier lieu, le développement de logiques sécuritaires de la police, y compris des abus et violences, dans la Russie contemporaine. Plus précisément, il s'agit d'une création du Département pour la lutte contre l'extrémisme en 2008, en réalité, dans la majorité des cas, n'ayant pour but que de pacifier les révoltes et les contestations légitimes des acteurs divers d'en bas (groupes politiques d'opposition ou jeunes militants radicaux). Notre enquête a été mise en place à Nijni-Novgorod (le quatrième plus grande ville en Russie qui se localise à quelques 400 km à l'est de Moscou), où le mode de fonctionnement du « Centre E (de l'extrémisme) », comme l'appellent de nombreux interlocuteurs, suscite le processus de radicalisation des jeunes regroupés autour du mouvement nationaliste et antiraciste, qui à cause de la conjoncture politique qui n'est pas favorable à l'auto-organisation des citoyens, descendre dans le « sous-sol ». En deuxième lieu, nous souhaitons attirer l'attention sur la méthode innovatrice audio-visuelle dans une enquête sociologique . Pour préciser, la communication constitue le fruit de l'analyse des données collectées dans le cadre du projet de recherche « EMERGENCE » . Les entretiens (19 entretiens individuels et 10 collectifs et deux groupes de discussion/confrontation) et l'observation participante (deux mois, entre mai et juillet 2010) se sont déroulés dans la ville.

JURIS Jeffrey S. (J.Juris@neu.edu)

Pr / Northeastern University, Boston

RT 21 Mouvements sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

Frequencies of Transgression: Notes on the Politics of Excess and Constraint among Mexican Free Radios

Grassroots media activism has spread rapidly in Mexico over the past two decades in the context of popular uprisings. Radio, in particular, is a privileged sphere for the diffusion of ideas about and representations of political struggle. Free or pirate radio has also provided a domain for experimenting with new modes of social, cultural, and political autonomy, defined by Castoriadis (1987) as self-reflexive processes of creative self-alteration powered by the radical imagination. . Based on fourteen months of ethnographic fieldwork with "Radio Autónoma," a free radio station in Mexico City, this paper explores the transformational potential of and contradictions associated with autonomy along media, cultural, and political terrains. Free radio activists employ a politics of excess to challenge prevailing technological, media, and political-legal orders shaped by growing media consolidation under neoliberal globalization. However, despite their stated intentions, autonomy projects may reproduce hegemonic forms of power, hierarchy, and governmentality, constraining their culturally creative and transformational capacity. I thus argue that the cultural politics of free radio are constituted by a complex interplay between excess and constraint in wider entanglements of technology, aesthetics and state regulation.

JUSKOWIAK Hugo (hugo.juskowiak@laposte.net)

ATER / Atelier SHERPAS, UFR STAPS de Liévin, Université d'Artois

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 8)

Alliances, concurrences et coopérations dans le processus de fabrication des footballeurs professionnels français

Cette proposition de communication est issue d'un travail de thèse de doctorat en STAPS qui interroge les processus d'exclusion et de fabrication des footballeurs professionnels dans la région Nord / Pas-de-Calais. Le propos sera ici de discuter du concept d'innovation dans les relations de travail aboutissant à court ou moyen terme à une performance sportive et / ou surtout à la construction, sur le long terme, d'une excellence sportive. Ainsi, notre intérêt se portera sur « les configurations mouvantes que dessinent les relations » entre divers mondes professionnels et segments professionnels. Il s'agira donc de discuter de l'influence des jeux d'alliance, de concurrence, de coopération et de conflit qui animent les relations joueurs / éducateurs, mais également des relations au sein du groupe des entraîneurs d'une part et au sein du collectif des joueurs d'autre

part ; l'hypothèse étant que ces alliances, parfois ces amitiés mais également ces tensions ou animosités constituent un facteur non négligeable dans la construction ou la déconstruction des destins individuels des joueurs et participent pleinement à la fabrication des footballeurs professionnels de demain.

KAOUES FATIHA (fkaoues@yahoo.com)

DOCTORANTE / EPHE GSRL

RT 43 Sociologie et religions Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D5)

Musulmans disciples de Jésus

En ces temps de mondialisation accélérée, aux frontières culturelles de plus en plus mobiles et fluides, la conversion religieuse apparaît comme une thématique idéale pour penser les recompositions identitaires. Si le monde dans son ensemble fait l'objet d'une activité missionnaire évangélique très dynamique, l'espace culturel musulman est l'une des régions les plus rétives à cette évolution. A cet égard, un phénomène d'apparition récente mérite particulièrement l'attention. Il s'agit des « musulmans disciples de Jésus ». En dépit de cet apparent paradoxe, ces fidèles d'un genre particulier affirment pleinement leur adhésion aux Écritures, tout en se définissant concomitamment comme « musulmans ». Cette islamité serait constitutive de leur être profond, en tant que culture originelle dont ils ne pourraient se défaire. Il ne s'agit pas là simplement d'une volonté de se protéger des conséquences négatives de leur conversion. En effet, ces convertis font le plus souvent état ouvertement de leur conversion. Une telle perspective amène ainsi l'analyste à revoir les principes même de la missiologie à date actuelle. L'objet de cette communication sera d'étudier les enjeux sociologiques de ce mouvement particulièrement dans le Proche-Orient arabe. C'est qu'en effet, si la religion est plus qu'un corpus de règles au contenu plus ou moins normatif, mais bien une manière singulière d'être au monde, comment penser le phénomène des conversions dans une telle perspective ?

KAPLAN Nicolas (kaplan.nicolas.listes@gmail.com)

Docorant en sociologie / IDHE UMR 8533

RT 34 Sociologie politique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

Le travail associatif en rétention et sa mise en texte dans le contexte de mise en place d'un marché public (2007-2009): ordre du discours et rapports à soi des acteurs associatifs.

La mise en place d'un marché public de la rétention au 1er janvier 2009 a donné lieu à une répartition de l'espace national en 8 lots attribués à cinq associations ayant candidatées à l'appel d'offre du Ministère de l'immigration. La mise en place de ce marché implique une coordination inter-associative et bouleverse les habitudes de travail acquises et impose une définition « par le haut » du travail associatif et de ses missions, cette communication prendra pour terrain d'analyse la somme des discours (communiqués de presse gouvernementaux et associatifs) produits pendant la période de mise en place de ce marché. Cette communication présente les grammaires de l'engagement présentent dans le « texte public » associatif en sondant les communiqués de presse produits durant la période 2007-2009. L'analyse lexicométrique met l'accent sur les catégories de perceptions des acteurs autour d'un même objet : la mission du travail associatif en rétention administrative. Ce faisant, la fécondité des analyses de SCOTT est interrogée: la reprise de schèmes de pensée s'apparente-elle à une forme de maîtrise tactique du risque ouvert par l'énonciation d'un texte public ? A une déférence ou un conformisme stratégique ou bien s'agit-il d'une incorporation de techniques de « gouvernementalité » pour l'exprimer en termes foucauldien ?

KAYA Sümül (kayasumbul@hotmail.com)

Doctorante en science politique / Université Paris 1 (CRPS-CESSP)

OZKAYA Kadriye Eylem (eylem.ozkaya@laposte.net)

Maitre de conference / Université Galatasaray

UYSAL Aysen (uysalaysen@yahoo.fr)

Professeure d'université / Université Dokuz Eylül, Izmir, Turquie

RT 40 Sociologie des institutions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

Innovations et résistances. Exemple des prisons, de la police et de l'armée en Turquie

Nous voudrions questionner dans ce papier la portée des processus d'innovations institutionnelles qui sont intervenus dans ces trois institutions coercitives (armée, police, prison) en Turquie. Nous observerons la mise en place des mesures de sécurité et d'ordre pour les prisons à partir des années 2000, la réorganisation de l'appareil policier à partir de 1997 dans sa manière de gérer l'action collective et l'institutionnalisation de la formation à l'amour de la patrie à partir des années 2000 dans les casernes turques. Nous montrerons que les processus d'innovations institutionnelles engendrent des pratiques tant formelles qu'informelles d'adaptations, de résistances et de « ré-innovations » auxquelles ont recours les acteurs et qui seront à leurs tours constitutives de l'institution. Cette approche comparative pourra nous permettre de montrer les singularités et les similarités des processus étudiés et d'interroger l'existence ou la non existence d'un même mouvement sécuritaire au sein de ces institutions.

KEPPENS Delphine présence à confirmer (keppens_delphine@yahoo.fr)

Docteure / Cerlis

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Comment les pères et les mères négocient-ils leur rôle face à l'enfant diabétique ?

Les rôles parentaux se construisent au fil de l'évolution du quotidien familial : la venue d'un enfant, un changement professionnel, etc. Et aussi lorsque l'enfant « tombe » malade. L'exemple du diabète de l'enfant permet de comprendre

comment les pères et les mères négocient les tâches de chacun. Cette question se base sur la thèse « Comment le médical devient familial », conduite sous la direction de François de Singly. Nous reprenons 15 entretiens compréhensifs auprès de parents d'enfant diabétique de moins de 12 ans consultant une équipe médicale. L'analyse montre que les parents négocient leurs nouveaux rôles lors de discussions, comme suite aux consultations médicales. Néanmoins nous pouvons distinguer deux rôles en fonction du genre, manifestant la concurrence d'une reproduction. Malgré un réel investissement du père dans les soins de son enfant, c'est en majorité la mère qui se tient en première ligne de la gestion du diabète de l'enfant : le plus souvent, elle l'accompagne en consultation médicale, se rend à l'école en cas de besoin, lui prépare son repas et son matériel de soin, etc. La mère cible la protection de l'enfant. Le père cible la protection de l'enfant et de la mère. De plus il cible davantage les aspects « visibles » de la gestion tels que les injections d'insuline. L'analyse des différents cas permettra de discuter de la place de la négociation se manifestant dans les manières dont les parents mettent leur rôle en scène d'une famille à l'autre.

KERGOAT Prisca (prisca.kergoat@univ-tlse2.fr)

MCF / CERTOP, Université Toulouse 2

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

De quelques enjeux de la professionnalisation des universités

L'entrée de l'apprentissage au sein de l'enseignement supérieur contribue, progressivement, à reconfigurer tant le public apprenant que, dans une moindre mesure, le public étudiants. La forte augmentation des effectifs (de 20 000 en 1996 à 98 000 en 2009) et la place prépondérante accordée à ce mode de formation tant par l'Etat, les entreprises que les collectivités territoriales méritent notre attention. Je me propose, dans le cadre de cette intervention, de faire apparaître les chaînes d'interdépendance entre la sphère éducative et la sphère productive, afin de dégager la configuration des changements associés à l'entrée de l'apprentissage au sein de l'enseignement supérieur. L'idée selon laquelle le rapprochement entre l'école et l'entreprise favorise l'insertion professionnelle et l'égalité des chances est devenue une telle « évidence » qu'il n'est même plus question de l'interroger. Et pourtant, l'enjeu est majeur. A travers l'apprentissage, se pose la question de la professionnalisation des universités et de ses effets en matière de démocratisation, de la légitimité de politiques qui place l'éducation au cœur des préoccupations de l'emploi.

KESSELMAN Donna (dkessel11@gmail.com)

Professeure / Université Paris Est Créteil

AZAÏS Christian (christian.azais@dauphine.fr)

Maître de Conférences / Université de Picardie Jules Verne (IRISSO)

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

« *Différenciation et nouvelles formes d'inégalités : une comparaison intercontinentale des zones grises des relations d'emploi* »

L'interrogation traite des configurations émergentes de mise au travail à partir d'études comparatives sur la relation d'emploi et l'évolution de ses frontières. Leur caractère flou s'impose-t-il en trait dominant de la norme d'emploi et de sa réglementation aujourd'hui ? Quels sont les enjeux des zones grises qui en résultent et des interactions qui s'y expriment pour les relations dans et par le travail ? L'éclatement de l'unicité de la norme d'emploi autour de la figure du salarié interroge les dispositifs de redistribution égalitaire. Il est producteur d'inégalités dont les traits diffèrent d'un pays à l'autre. L'exercice comparatif proposé ici permet de saisir la multiplicité des situations, mettant en relief les mécanismes de différenciation. La comparaison Sud-Nord, dans les Amériques et avec la France, dégage des caractéristiques communes, des formations hétérogènes du rapport salarié, et des traits nouveaux de formes de mise au travail autour de la « frontière » salariale. Le tout se déroule au sein d'un marché mondial du travail et de l'emploi en voie d'une globalisation non uniforme, d'homogénéisation et de différenciation, où prime cette dernière. Christian AZAÏS, Université de Picardie IRISSO (UMR 7170) Dauphine Donna KESSELMAN, Université Paris Est Créteil IMAGER (EA 3958)

KESSELMAN Donna (dkessel11@gmail.com)

Professeure / Université Paris Est Créteil (EA 3958)

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Un nouvel acteur dans les négociations collectives – et la vie politique – aux Etats-Unis : la voluntary employee beneficiary association (VEBA)

Une VEBA, l'explique le quotidien de la deuxième ville automobile du Michigan (Flint Journal, 13/09/2007), est : le mécanisme de transfert de l'argent des grandes entreprises vers un fonds qui gère l'assurance maladie des salariés, administré par un tiers, les dégageant d'obligations futures. Cet objet – novateur et complexe – des négociations collectives transforme ce système et le rôle des acteurs, de fond en comble. Il y a continuité dans ce pays où la redistribution et la protection sociales relèvent essentiellement de la relation contractuelle et où l'industrie automobile a souvent fait preuve d'innovations. Or la VEBA marque un changement de nature : ce fonds indépendant, géré indirectement par le syndicat, l'United Auto Workers, devenu aussi actionnaire majeure des compagnies pour aider à éviter leur banqueroute en 2008, s'avère source de contradictions sans précédent. Cette financiarisation des acquis sociaux s'inscrit dans la nouvelle politique industrielle du gouvernement Obama, quant au sauvetage de l'industrie automobile ainsi qu'à la loi pour l'assurance maladie. On revient à la fois sur l'apparent inversement de sens des relations professionnelles, sur le rôle des acteurs – d'où le nouveau terme d'usage stakeholders (intéressés) – et ses conséquences politiques. On rappelle le contrat based unionism, notamment l'ancrage de

l'assurance maladie dans ce modèle caractérisé par – dimension minimisée – un consensus politique historique sur sa non-étatisation.

KESSOUS Emmanuel (e.kessous@yahoo.fr)

Chercheur / Orange labs

RT 12 Sociologie économique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 2)

L'exposition de la vie privée sur les plateformes de réseaux sociaux sur Internet : entre bien commun et moindre mal

L'innovation dans les services sur Internet, dans les années récentes, repose sur le mixage des données issues de la sphère personnelle et des bases résultant de leur agrégation collective. Les modèles économiques qui en découlent s'éloignent de plus en plus du parangon marginaliste qui implique, dans la lignée du libéralisme politique, une sanctuarisation du privé. La défense de la sphère personnelle est un droit des individus qui a été instauré pour les protéger contre l'autorité publique et la captation marchande. Il complète et s'oppose à un autre droit fondamental constitué par la liberté d'expression. Les événements du 11 septembre 2001 ont replacé la sécurité des États-Nations au premier plan des préoccupations politiques, renvoyant dos-à-dos les droits à la vie privée et à la liberté d'expression. Devant cette impossibilité de concilier les biens communs, il faut choisir un moindre mal, celui qui écarte la menace la plus forte pesant aujourd'hui sur les démocraties. Cette menace, pour les militants de l'Internet, c'est le contrôle de la production et de la diffusion de l'information au nom de la défense du droit à la vie privée. On aboutit ainsi à une situation paradoxale où les grands groupes commerciaux de l'Internet tirent directement profit de la vigilance citoyenne de certains militants contre les atteintes à l'État de droits. C'est cette situation où s'entremêlent considérations politiques et intérêts économiques que cette communication se propose de décrypter.

KEYHANI Narguesse (narguesse_keyhani@yahoo.fr)

Doctorante / ISP

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

L'Etat et les associations d'immigrés : entre demande, contrôle et régulation. Le rôle de l'Agence de Développement des Relations Interculturelles (France, 1980-1990)

En nous appuyant sur le traitement d'archives administratives de l'ADRI, de la DPM et du FAS, sur une trentaine d'entretiens menés avec des anciens salariés et directeurs de l'ADRI, de hauts fonctionnaires en charge du dossier ADRI dans les administrations de tutelle ainsi que sur l'analyse de la littérature grise produite par l'ADRI et par ses tutelles en matière de formation des acteurs associatifs, nous proposons une communication portant sur la configuration d'acteurs qui émerge à partir des années 1980 et qui contribue à l'institutionnalisation du secteur de l'intégration. La communication s'inscrit dans une sociologie de l'action publique attentive aux processus d'institutionnalisation des relations entre organisations parapubliques et associations; elle montre comment l'ADRI tente de réguler les associations qui interviennent dans ce secteur. Cette régulation prend à la fois la forme d'un contrôle indirect par la formation et celle d'une identification des « acteurs locaux de l'intégration » censés mettre en œuvre ladite politique. Elle a pour effet la diffusion de normes que les associations doivent s'approprier pour obtenir une subvention publique du FAS. La reconnaissance institutionnelle de ces associations passe donc par l'adoption de normes cognitives et de fonctionnement diffusées par l'ADRI. Se crée alors une forme de circuit dans lequel reconnaissance et contrôle vont de pair.

KHALDI Céline (celine.khalidi@gmail.com)

Doctorante / GRIS

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Le (la) kinésithérapeute : un artisan ou un mécanicien du corps ?

Cette communication se propose d'analyser l'usage différentiel des machines (Tabet, 1979) au sein du groupe professionnel des kinésithérapeutes en articulant le genre, l'origine sociale et le parcours biographique des praticiens. Nous interrogerons l'usage différentiel des innovations techniques en fonction des orientations professionnelles des kinésithérapeutes. Ces orientations font appel à des approches différentes du corps et de la maladie (Le Breton, 1990). L'enjeu de notre communication est de mettre au jour la façon dont l'appropriation des outils en fonction du genre (Tabet 1979) et de l'origine sociale des kinésithérapeutes contribue au maintien d'une division sexuée du travail et à une hiérarchisation des segments au sein de ce groupe professionnel. Nous nous appuyons particulièrement, pour illustrer notre propos, sur deux orientations professionnelles : La kinésithérapie du sport et « la rééducation de maintien » (le drainage lymphatique, les maladies évolutives, les personnes âgées...). Nous montrerons donc en quoi l'analyse de l'usage des machines intégrant le domaine des innovations permet de rendre compte des différences en termes de rémunération, de prestige associé, d'organisation du temps de travail, de rapport au temps, et d'une division sexuée du travail dans la profession de kinésithérapeute.

KIRCHBERG Irina (irinakirchberg@hotmail.fr)

Doctorante / Université de la Sorbonne, Paris IV

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

Étudier le processus de création musicale en natation synchronisée : de la cassette audio au disque compact

Dans le cadre artistique et sportif de la Natation Synchronisée le travail créateur s'est modifié au gré des innovations technologiques qui l'ont émaillé. Témoignage historique de l'importance de la composante musicale dans la réalisation des chorégraphies présentées en compétitions, les cassettes audio, désormais désuètes, voyageaient par colis express pour rejoindre

les équipes de nageuses sur les lieux des compétitions. Les progrès informatiques permettent aujourd'hui aux entraîneurs de l'équipe de France et au musicien qui les accompagne de collaborer directement sur les bords des bassins (autour d'un ordinateur) ou via une plateforme internet. Ainsi, les montages traditionnels voyant se succéder des collages d'extraits musicaux, ont laissé place à des musiques de ballets étoffées par l'usage d'insertions, de filtres, de citations musicales et surtout à l'apparition de compositions inouïes directement liées à la production des performances sportives. De quelles manières le passage de la cassette audio à l'enregistrement numérique a-t-il modifié les façons de « faire la musique » dans cette discipline sportive ? Pour répondre à cette question nous avons, certes, sollicité le musicien et l'ensemble des entraîneurs de l'équipe de France au cours d'entretiens d'explicitations mais nous avons aussi mené une analyse musicologique des maquettes et des musiques de ballets réalisées depuis 1994 par ces acteurs.

KIVITS Joelle (joelle.kivits@gmail.com)

Chargée d'enseignement et de recherche / Ecole de santé publique, Nancy-Université

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

L'internet institutionnel dédié à la santé : usages et appropriation de l'information par le public

L'internet est aujourd'hui un élément incontournable des services de santé, notamment dans les relations des administrations en charge de la santé, avec le public. Peu d'études explorent cependant l'utilisation spécifique des sites institutionnels de l'administration de la santé et leur impact sur l'expérience personnelle de la santé et/ou de la maladie. L'objectif de l'étude présentée est d'examiner les modes d'appropriation par le grand public de l'information livrée par les sites internet institutionnels de l'administration de la santé. Il s'agit de situer l'utilisation des sites institutionnels dans un contexte expérientiel de la santé et/ou de la maladie. Deux sous-questions sont posées : 1) Quelle place occupent les sites institutionnels de l'administration santé dans le répertoire informationnel du public ? 2) Quel rôle jouent les sites institutionnels de l'administration santé dans l'expérience de la santé et/ou de la maladie des usagers de ces sites ? Une analyse documentaire a été réalisée afin d'établir un panorama des sites internet dédiés à la santé. Une enquête par questionnaires auprès des utilisateurs des sites institutionnels partenaires de la recherche, est actuellement en cours de mise en œuvre. Elle a pour objectif de dresser des profils d'utilisateurs (caractéristiques sociodémographiques, thème d'intérêt en santé et/ou maladie, raisons de la visite du site, parcours de navigation de la session, expérience de recherche d'information sur l'internet).

KLINGER Myriam (myriam.klinger@misha.fr)

Maître de conférences (HDR) / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe

GT 45 Sociologie des conflits Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

Potentialités créatrices de l'imaginaire guerrier

Conflits réels et dimensions imaginaires de la guerre s'alimentent réciproquement, ce que nous voulons préciser en déployant notamment les figures réinventées du guerrier, lorsqu'elles sont mobilisées dans le quotidien de narrateurs vulnérables. Dans la distance aux guerres réelles, les contextes ordinaires de nos analyses n'en sont pas moins aux prises avec les dimensions imaginaires contenant et potentialisant les événements guerriers. Dans la fascination/répulsion de ces derniers, le sentiment d'inquiétude vient à mobiliser les énergies pour s'inventer des figures d'invulnérabilité capables d'affronter les épreuves du quotidien. Entre repli et affrontement, déprise et mobilisation, ce quotidien instable requiert une force créatrice pour faire face aux incertitudes. L'aventure alliant force et chance est l'une des formes redondantes activées par des narrateurs visant à conjuguer dans leurs récits l'incertain de leur devenir et l'instabilité de la temporalité sociale. Alliant conciliation, oubli et conquête, la figure du héros ou de l'aventurier se rapprocherait en partie de celle du partisan, intégrant ses potentialités créatrices. Finalement, par la stylisation de la conflictualité quotidienne, des individus trouvent à s'orienter et déploient des situations nouvelles en approvoisant un imaginaire fait de guerres et de paix à la fois

KNOBÉ Sandrine (sknobe@orange.fr)

Ingénieur de recherche / Université de Strasbourg

SCHORLÉ Carole (carole_s72@hotmail.com)

Ingénieur de recherche / Université de Strasbourg

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 8)

Quelle(s) innovation(s) après l'échec ? L'exemple des candidats malheureux au CAPEPS

Jusque dans les années 2000, pour une majorité d'étudiants inscrits dans la filière STAPS devenir professeur d'éducation physique et sportive était l'objectif premier. Or, sous l'effet de l'augmentation des effectifs de cette filière le taux de réussite au CAPEPS a connu une forte diminution passant de 41 % en 1992 à 18 % en 2002. Pourtant, la croyance en l'égalité des chances de tous les candidats leur laisse supposer que l'opportunité d'être enseignant est ouverte à tous, la sélection s'opérant uniquement au mérite. Les candidats y croient et s'engagent alors souvent dans une préparation intensive, sacrifiant parfois intentionnellement une partie de leurs loisirs ou de leur vie sociale (sorties, amis, famille...). Si une part de ces étudiants décroche le concours au bout d'une ou plusieurs années de préparation, une autre part n'y parvient pas, même après plusieurs tentatives. Que se passe-t-il alors pour ces candidats malheureux ? Quelle(s) stratégie(s) mettent-ils en œuvre pour s'insérer professionnellement ? Dans de telles situations d'échecs sont-ils en mesure de faire preuve d'innovation ? Si oui, dans quelles mesures et selon quelles modalités ? Notre présentation prend appui sur des données empiriques issues d'entretiens semi-directifs menés auprès de 28 candidats malheureux au CAPEPS ayant préparé le concours à l'UFR STAPS de Strasbourg entre 1990 et 2005.

KNOBÉ Sandrine (sknobe@orange.fr)

Ingénieur de recherche / Université de Strasbourg

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

La mobilité géographique des étudiants. Le cas de l'Université de Strasbourg

À l'heure où l'injonction de mobilité faite à l'encontre des étudiants semble s'accroître, les chiffres disponibles sur la question laissent perplexes et obligent à renoncer à l'idée d'une mobilité étudiante forte et structurante de l'expérience universitaire. Mais est-ce à dire que les étudiants ne sont pas mobiles ? Les mobilités du quotidien tout comme celles du temps libre mériteraient d'être mises en relation avec celles plus spécifiques du séjour universitaire à l'étranger. Y a-t-il une lecture relationnelle voire systémique possible de tous ces types de mobilité ? Dans l'optique de sonder la population étudiante strasbourgeoise tout en maîtrisant, dans la mesure du possible, l'impact des variables sociales sur le rapport à la spatialité, nous avons volontairement opté pour la construction d'un échantillon structuré en deux sous-populations distinctes : l'une constituée des huit filières universitaires au recrutement social le plus favorisé, l'autre des huit filières au recrutement social le moins favorisé. Un questionnaire a de la sorte été administré à 400 étudiants en 3e année de licence dans chacune de ces sous-populations. Nos premiers résultats montrent que co-existent sur le campus des mobilités étudiantes dont les principales logiques de variation s'appuient sur les facteurs suivants : acquis scolaires, origine géographique et sociale, mobilité familiale, modes de sociabilité et projets professionnels notamment.

Auteurs non communicants : Bernard MICHON Professeur Université de Strasbourg, Guillaume Erckert Doctorant Université de Strasbourg

KOFLER Ingrid (kofler.ingrid@gmail.com)

Doctorante / CERSES (UMR 8137) - Université Paris Descartes

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 3)

Minorité, identité et appartenance linguistique dans la province de Bozen/Bolzano

Notre communication portera sur les formes d'expression et de revendication identitaire à partir de l'« appartenance à une minorité linguistique » dans le cas de la province de Bozen/Bolzano, un territoire à majorité germanophone, doté d'une autonomie administrative dans le nord de l'Italie. L'introduction par un bref aperçu historique à partir de l'annexion à l'Italie nous permettra de comprendre la situation actuelle, où les populations vivent séparément leur quotidien selon leur appartenance à un groupe linguistique. La situation de la minorité n'est pas conforme à la pensée courante de l'État-Nation, car la lutte historique pour la reconnaissance de la minorité germanophone et donc la conquête de l'autonomie a entraîné à une inversion de la « situation minoritaire » : on parle en effet désormais de « malaise des italiens ». La population germanophone est donc minoritaire à un niveau national, mais la population italophone est minoritaire envers les germanophones dans la province de Bozen. A cette situation complexe s'ajoute la présence des immigrés. Si l'on considère que la signification de minorité est construite et se constitue dans la dialectique de l'altérité, la question suivante se pose : Dans quelle mesure est-il possible de parler de minorité ? Qui se sent et qui est la minorité dans cette situation ? Quel sens a l'autonomie encore aujourd'hui ? Dans quelle mesure la reconnaissance peut elle être, aujourd'hui encore, nécessaire et revendiquée ?

KOGAN Anne-France (anne-france.kogan@mines-nantes.fr)

Maître de conférences / Ecole des Mines de Nantes

CHARUE-DUBOC Florence (florence.duboc@polytechnique.edu)

Directeur de Recherche / CNRS- E. polytechnique- Centre de recherche en Gestion

RAULET-CROSET Nathalie (nathalie.raulet.croset@polytechnique.edu)

CHERCHEUR / PREG-CRG

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Du bon usage de la téléassistance. Évolution du service, éducation des protagonistes.

Les politiques publiques cherchent à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées en soutenant une offre de services variée: portage de repas, auxiliaire de vie, etc. Nous nous intéressons ici à un service spécifique, le service de téléassistance mis en œuvre par des opérateurs issus des mondes associatif, privé et public. En portant un regard rétrospectif sur ce service, qui existe depuis maintenant une trentaine d'années, nous pouvons observer une évolution de ses usages. Les opérateurs de l'offre de téléassistance les ont pris en compte et nous les observons au niveau du fonctionnement du plateau de téléassistance qui joue un rôle central d'articulation entre les différents acteurs (personnes âgées, aide à domicile, membres de la famille, voisins, médecins, pompiers, etc.). On remarque ainsi comment les opérateurs prennent en compte ces évolutions tout en continuant «d'éduquer» les différents protagonistes à être de «bons usagers» de la téléassistance. Plus particulièrement, les opératrices, tout en répondant aux alarmes, agissent pour configurer le rôle des différents intervenants qui doivent se retrouver sur une conception commune et partagée de ce service «élargi», car la qualité du service dépend d'une «bonne» articulation entre les actions des différents acteurs qui participent à sa mise en œuvre. Cette communication s'appuie sur une recherche menée avec le soutien de la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité et d'Autonomie) de juin 2008 à décembre 2009.

Auteur non communicant : AMAR Laure

KOSTER Raphael (kosterraphael@yahoo.fr)

Doctorant / CETCOPRA Paris 1 Pantheon Sorbonne

BROCA Sébastien (brocasebastien@yahoo.fr)

Doctorant / Cetcopra

GT 41 Corps, technique et société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

« Nouveaux réseaux, nouveaux savoirs ? Le déterminisme technologique à l'épreuve des réseaux sociaux pour la santé ».

Les réseaux sociaux sont souvent présentés comme facilitant la démocratisation de l'accès à l'information. Les argumentaires des pouvoirs publics et des acteurs socio économiques de la santé valorisant le Web 2.0 vont dans le même sens et mettent en avant l'autonomie attendue des utilisateurs vis-à-vis de leur santé. L'un des présupposés de cette manière de voir les choses est que le savoir -ici défini en tant que possibilité d'accéder en quantité comme en qualité à plus d'information- est synonyme de pouvoir. Ce qui évidemment est loin d'être le cas. Pour qu'un savoir se constitue en pouvoir, c'est-à-dire en modalité d'action, encore faut-il qu'il soit fondé sur une compréhension, une expérience et une perception communes des choses. Les premiers résultats de l'enquête réalisée par notre équipe sur cet objet en 2010 mettent ainsi en évidence une réalité beaucoup plus nuancée et ambivalente. La fréquentation des réseaux sociaux pour la santé reflète bien une évolution des sensibilités vis-à-vis de la santé et de la maladie. Les échanges témoignent par exemple d'un déplacement de l'attention sur la recherche de moyens adéquats pour soutenir la vitalité des patients dans le contexte de la vie ordinaire. Mais cette évolution est moins le produit des réseaux techniques que d'une défaillance des institutions et d'une mutation conjointe des représentations.

Auteurs non communicants : Gérard Dubey Maître de conférence en sociologie Telecom Sud Paris, Sylvie Craipeau Professeure de Sociologie Telecom Sud Paris

KOUMAKHOV Rouslan (rouslan.koumakhov@reims-ms.fr)

Professeur Associé / Reims Management School

RT 30 Sociologie de la gestion Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)

L'entreprise russe face à la crise systémique: compromis organisationnels et normes de justices

La réaction des entreprises russes au choc post-soviétique dans les années 1990s se caractérise essentiellement par l'émergence des mécanismes d'adaptation intra-organisationnels. Ces mécanismes visent à protéger les salariés contre les variations brutales de la demande. Il s'agit pas d'un choix délibéré en faveur de la flexibilité interne de l'emploi au détriment de la flexibilité externe, c'est-à-dire à travers le marché du travail. Ce comportement « atypique » du management russe s'explique par la mise en place des compromis organisationnels au sein des entreprises. Ces compromis traduisent un ensemble de règles et arrangements informels qui sont justifiables et légitimes dans la mesure où ils tendent à résoudre le problème du savoir organisationnel face à la crise.

KUBIAK Julien (julienkubiak@yahoo.fr)

Doctorant / Laboratoire printemps (UVSQ)

RT 30 Sociologie de la gestion Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D16)

Évolutions de la prévention des risques professionnels à la SNCF : ce que cachent les dispositifs de gestion

L'organisation de la prévention des risques professionnels en entreprise est un sujet encore peu étudié, en dépit de l'intérêt croissant que les sociologues accordent aux « maux » du travail. Cependant la division du travail de prévention nous renseigne remarquablement sur les évolutions des enjeux sociaux, politiques et identitaires dans les domaines de la santé et de la sécurité au travail (SST) au sein de l'entreprise. L'observation ethnographique sur une longue durée de cette activité au sein d'une entreprise comme la SNCF a permis d'observer l'action des préventeurs, des agents, des syndicats, ainsi que des hiérarchiques, et de saisir leur rôle respectif pour ce qui est de la construction sociale et des arbitrages de cette catégorie de risque dont il reste encore à cerner toute la singularité. Cette communication s'appuie sur des outils d'analyse émanant de la sociologie de la gestion, de la sociologie des groupes professionnels et de la sociologie des organisations.

KUNERT Stéphanie (stephaniekunert@gmail.com)

Docteur / Celsa, Université Paris IV Sorbonne

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)

Images de soi, discours sur elles Constructions médiatiques du féminin-sexuel : les actrices de films pornographiques

Fascination, rejet, désir, mépris... les réactions suscitées par chaque apparition d'une « actrice porno » dans les médias grand public sont souvent clivées. Lorsque féminité et sexualité sont au centre du débat médiatique sur la pornographie, les actrices semblent bien plus souvent parlées qu'elles ne parlent. Qu'en est-il de leur rapport aux médias, et de leur pouvoir d'agir dans la construction de leur image publique ? Je propose une réflexion sur la construction de ces sujets/objets de discours médiatiques « hypersexualisés » et « hypergénérés » que sont les « actrices porno », en me concentrant sur trois personnalités contemporaines, médiatisées aussi en raison de leur statut d'artistes, réalisatrices ou militantes dans le mouvement des travailleurs du sexe. Ce regard croisé sur les « discours sur soi » des actrices et les « discours sur elles » dans les médias, ouvre des perspectives pour une analyse du champ conflictuel des discours sociaux sur la féminité, la sexualité et la pornographie. J'interrogerai les conditions de possibilité pour les actrices X et les travailleurs du sexe en général de « conquérir une place dans un espace institué du visible » sans se conformer « aux conventions sémantiques imposées de manière dominante » VOIROL (Olivier), « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », Réseaux n°129-130, 2005.

LABARI Brahim (labarib@yahoo.ca)

Enseignant-chercheur / Université d'Agadir

RT 30 Sociologie de la gestion Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)

Les entreprises familiales au défi de la transmission générationnelle

Sur la base des entretiens biographiques et semi-directifs ciblant quelques cas de la génération de pionniers et celle des « modernistes » (une dizaine dans chacune des deux catégories), nous nous interrogerons sur les modalités effectives de la transmission des dispositifs de gestion en pointant à la fois les ressources mobilisées et les entraves au maintien de ces entreprises dans le tissu économique national.

LACAZE Gaelle (gaelle.lacaze@misha.fr)

MCF / Université de Strasbourg

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h AMPHI 7)

Répartition des rôles et occupation genrée d'une zone de libre-échange transfrontalière sino-mongole.

Développé depuis 1990, le « commerce à la valise » des négociants mongols entre la Russie et la Chine connaît une organisation significative des restructurations sociales caractéristiques de la Mongolie post-socialiste. Les produits manufacturés vendus par ces négociants proviennent majoritairement de la ville d'Ereen-Erlian (nom mongol-chinois), située dans la zone de libre-échange d'Ereen – Zamyn üüd, sur la route ferroviaire du Trans-mongol. Mon intervention examinera les nouvelles formes de mobilité des Mongols dans cette zone de libre-échange. Des milliers de personnes traversent la frontière sino-mongole chaque jour. Leurs parcours font d'Ereen un immense marché et de Zamyn Üüd, une non-ville, un lieu de passage des hommes et des marchandises, une forme moderne de caravansérail. A Ereen, les interactions se spécialisent en fonction des rôles et des quartiers. Parmi les « itinérants » mongols, les grossistes sont des hommes et les petits négociants plutôt des femmes, les premiers occupent la périphérie et les seconds, le centre de la ville. Parmi les résidents « temporaires permanents » mongols, les hommes occupent le centre-ville durant la journée et les femmes davantage la nuit. Ces « nouvelles mobilités » dessinent une occupation sexuée de l'espace transnational révélatrice, à plusieurs titres, de la modernité post-socialiste dans laquelle s'inscrivent les peuples Mongols, de tradition pastorale nomade.

LAFABREGUE Claude (claudelafabregue@unicaen.fr)

Maître de Conférences / Université de Caen Basse-Normandie

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D8)

Les écoles de voile, une innovation dans l'immédiat après-guerre. Jeux de pouvoir et stratégies de conservation autour d'une forme d'organisation innovante

Les premières écoles de voile répondant à un objectif d'éducation populaire ont vu le jour en France à la fin des années 1940 en dehors du périmètre de la Fédération Française de Yachting à Voile où prédominait encore une pratique distinguée et sportive de la voile, caractéristique d'une tradition bourgeoise née au XIXe siècle. La volonté du Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports d'obtenir de la fédération qu'elle s'ouvre au plein air en collaborant avec les grandes associations, pionnières en ce domaine, a suscité de vives tensions entre la première et les secondes. L'objet de cette communication est d'étudier les réactions des dirigeants de la FFYV à l'égard de l'innovation que constituent les écoles de voile en partant d'un cadre théorique alliant le point de vue systémique au point de vue stratégique. En s'appuyant principalement sur les textes fédéraux portant sur la période 1957-1976, on se propose de reconstruire les jeux de pouvoir se déroulant entre l'administration sportive, les représentants des écoles issus des grandes associations de plein air et les dirigeants de la FFYV, partisans du Yachting de course. On verra alors comment ces derniers ont manœuvré à la tête de la fédération pour éviter que la promotion du plein air n'échappe à leur contrôle et pour conserver à la voile sportive le caractère prioritaire qu'ils lui avaient attribué jusque-là. On examinera, d'autre part, les résultats de cette stratégie de conservation.

LAFONTAINE Céline (celine.lafontaine@umontreal.ca)

Professeur / Université de Montréal

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Des ovules aux cellules souches : le corps féminin, nouvelle monnaie de la bioéconomie ?

En créant artificiellement des embryons humains en surnombre, l'industrie des nouvelles technologies de reproduction a ouvert la voie à une industrie de la régénération qui s'annonce des plus profitables sur le plan financier. Dans le contexte globalisé d'une bioéconomie axée sur la lutte contre le vieillissement, les ovules acquièrent une biovaleur sur le marché mondial qui les transforme en une marchandise hautement prisée (Lafontaine, 2008). Le corps féminin devient ainsi l'enjeu d'une double appropriation économique, celle liée à sa force de reproduction par le biais des nouvelles technologies de procréation, et celle de sa puissance de régénération par le biais de cellules souches embryonnaires (Franklin, 2006)). Cette communication vise à présenter les enjeux de la double valeur économique des ovules dans l'optique de la globalisation où le corps des femmes devient la ressource première. Je m'appuierai notamment sur l'exemple de l'exploitation des femmes indiennes par l'industrie de la procréation assistée. Adoptant une approche intersectionnelle, je montrerai comment la bioéconomie des ovules entraîne l'apparition de nouvelles formes d'exploitation et d'inégalités entre les femmes du Nord et les femmes du Sud.

LAFONTAINE Céline (celine.lafontaine@umontreal.ca)

Professeur / Université de Montréal

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Corps et médecine régénératrice

La médecine régénératrice et la nanomédecine sous-tendent une logique de façonnement et de contrôle des processus biologiques qui s'apparente davantage à la bio-ingénierie qu'à la clinique médicale. La commercialisation, la reproduction et la manipulation de tissus humains de remplacement supposent un modèle technique du corps où le travail du chirurgien se rapproche de celui de l'ingénieur. Cette communication proposera des pistes d'analyse des nouvelles représentations du corps portées par ces nouvelles avancées biomédicales.

LAFORGUE Denis (denis.laforgue@univ-savoie.fr)

Maître de conférences en sociologie / Université de savoie

RT 40 Sociologie des institutions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

Comment les institutions publiques créent-elles des formes sociales ?

Les institutions publiques se donnant souvent pour mission d'assurer le bon fonctionnement du social, d'organiser le vivre-ensemble et ce en agissant auprès des populations (en les éduquant, en les soignant, en les enfermant, etc...), cette communication s'interrogera sur les façons dont on peut étudier ces institutions comme « créatrices du social » ou comme contribuant à créer du social (ce qui suppose de s'interroger sur cette expression « créer du social »). On explorera la possibilité d'élaborer un « langage de description », qui permette d'atténuer deux limites souvent associées aux traitements sociologiques de cette question : une première limite est celle des approches cherchant à traiter cette question par l'élaboration d'une théorie générale (du type « toutes les institutions sont productrices de domination ») qui a tendance à gommer la pluralité des institutions et de leurs rapports à d'autres mondes sociaux ; la seconde limite est souvent associée aux approches monographiques qui, centrées sur l'étude d'une institution « singulière », n'ont pas grand chose à dire, d'un point de vue comparatif sur les processus institutionnels de création du social. Les esquisses de constructions conceptuelles proposées, qui auront avant tout vocation à être discutées, s'appuieront sur l'étude comparée de trois domaines d'intervention institutionnelle : le système éducatif, l'aide à domicile aux personnes âgées dépendantes, le développement durable et l'éco-citoyenneté.

LAGIER Elsa (elsa.lagier@hotmail.fr)

Doctorante / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe - UMR 7236

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Les discours « ethnicisés » des travailleurs sociaux d'origine étrangère : entre conformité, critique et usages stratégiques

L'émergence de la politique de la ville donne une véritable légitimité à l'intervention sociale locale et accompagne un renouveau des politiques sociales. La participation des habitants est conçue comme l'un des moteurs de l'innovation sociale. Dans les quartiers concernés, de nombreux travailleurs sociaux sont ainsi recrutés parmi leurs propres habitants, en particulier dans les « nouveaux métiers » de l'action sociale. Ils doivent alors conjuguer les catégories produites par les institutions pour parler des bénéficiaires, en particulier les catégories ethnicisées, avec leurs propres catégories identitaires. Entre les institutions locales employeuses et la population à laquelle ils appartiennent, comment les travailleurs sociaux d'origine étrangère et « issus du quartier » s'arrangent-ils avec les catégories ethnicisées ? Comment comprendre les ambivalences de leurs usages dans leur discours ? Après une présentation des spécificités de la position de ces acteurs, nous verrons comment ils répondent aux injonctions contradictoires dont ils font l'objet. Nous montrerons ensuite que les ambivalences observées dans leurs discours peuvent relever d'usages stratégiques des catégories ethnicisées par ces « nouveaux » travailleurs sociaux qui cherchent à construire leur légitimité auprès des institutions et de la population. Ils participent alors à la construction de nouveaux discours et de nouvelles compétences légitimes, dans un contexte perçu comme spécifique.

LAGIER Elsa : voir à **SALZBRUNN Monika**

LAMBERT Anne (any.lambert@gmail.com)

Allocataire monitrice de recherche / CMH / EHES

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 7)

Faire construire sa maison. Analyse comparée des trajectoires résidentielles des ménages issus de l'immigration

A partir d'une enquête ethnographique dans un lotissement périurbain de l'est lyonnais, nous proposons une analyse comparée des trajectoires résidentielles des ménages issus de l'immigration : quelles sont les logiques qui prévalent à leur installation en pavillon ? Comment cette accession s'inscrit-elle dans leur trajectoire sociale et migratoire ? Dans quelle mesure, et à quelles conditions, constituent-ils des espaces de « plus forte stabilité », voire de promotion sociale ? En effet, alors que les sciences sociales en France se sont tardivement intéressées aux immigrés en dépit du fait colonial, la plupart des études se sont concentrées sur quelques lieux d'habitat spécifiques (bidonvilles, HLM) en lien avec leur surreprésentation dans ces segments du parc. La question de l'accession à la propriété des ménages d'origine étrangère bute aussi sur les « statistiques ethniques ». Ainsi, alors que nos observations mettent au jour la diversité des modes d'appropriation du logement, les entretiens approfondis permettent de réinscrire la maison dans des parcours biographiques plus larges. Si la discrimination constitue une expérience partagée, l'origine sociale pèse fortement sur le sens et les modalités de l'accession: faire construire une maison en lotissement constitue une étape pour les classes moyennes africaines; c'est plus souvent un aboutissement pour les secondes générations d'origine maghrébine et portugaise, longtemps cantonnées au parc social ou privé dégradé.

LAMINE Anne-Sophie (anne-sophie.lamine@misha.fr)

Professeure de sociologie / LCSE-CNRS-Université de Strasbourg

RT 43 Sociologie et religions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Dimensions du croire : radicalisation et affrontements, à partir de deux cas empiriques, religieux et anti-religieux

Le croire est pris dans une définition large (incluant contenu et attitude) : donner du sens à des assertions, des valeurs, des expériences et des symboles et avoir à leur égard des prétentions à la validité. Il comporte donc quatre dimensions : cognitive, éthique, émotionnelle et symbolique, qui font l'objet de combinaisons (avec des accents plus ou moins forts sur chacune de ces dimensions), de passages et d'oscillations. Je fais l'hypothèse que l'affrontement (ou la reconnaissance de l'altérité) entre personnes ou groupes croyant différemment peut être analysée à partir de ces quatre dimensions du croire, tout comme le passage à la radicalité, qui apparaît le moment où on supprime ou du moins tente de faire disparaître ces oscillations, dans ces quatre aspects. Je m'appuierai sur deux dossiers empiriques, l'un religieux (islamiste), l'autre séculier et anti-religieux (riposte laïque et les assises contre l'islamisation) et montrerai comment s'effectue le passage à la radicalité, sur la forme comme sur le fond, comment sont formulés les prétentions à la validité et les modes d'affrontement dans les quatre dimensions mentionnées

LAMY Erwan (lamy@idhe.ens-cachan.fr)

Chercheur associé / CNRS

RT 30 Sociologie de la gestion Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D16)

Les salariés de la recherche face au contrôle de l'innovation. L'exemple de l'intégration des Bonnes Pratiques de Laboratoire dans les PME de biotechnologie.

Le développement de « l'économie de la connaissance » et l'impératif de productivité qui l'accompagne repose notamment sur la diffusion de dispositifs de contrôle et de management visant à optimiser le potentiel d'innovation de la recherche scientifique et technologique. Indicateurs, normes et « bonnes pratiques » investissent les espaces de travail des salariés de la recherche, qui doivent alors apprendre à composer avec ces nouveaux impératifs. C'est le cas des chercheurs et techniciens salariés de PME – et notamment de PME de biotechnologie – collaborant avec de grandes entreprises pharmaceutiques. Ces entreprises doivent, pour s'assurer de la pérennité de leur collaboration avec ces grands groupes, se conformer à certaines normes particulières, en particulier les « Bonnes Pratiques de Laboratoire » (BPL). L'analyse de l'implantation de ces BPL peut éclairer la situation des salariés de la recherche confrontés à la généralisation des outils de management et d'encadrement de leurs pratiques de travail. Ce travail, toujours en cours de réalisation, prend place dans le cadre de l'ANR TRAVCHER, « la production de connaissance : portrait du chercheur en travailleur salarié ». Il repose notamment sur une série d'entretiens réalisés auprès de salariés d'entreprises de biotechnologie.

LAMY Erwan (lamy@idhe.ens-cachan.fr)

Chercheur associé / CNRS

RT 29 Sciences et techniques en société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

La concentration des dispositifs français de valorisation de la recherche. L'exemple d'une Société d'accélération de transfert de technologie

Au début de l'année 2010, le gouvernement français a mis en place le programme « Investissements d'avenir » : le financement de différentes actions, réparties sur cinq « priorités nationales », par 35 milliards d'euros levés sur les marchés financiers. Sur cette somme, 900 M€ seront employés au lancement des « Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) ». Les SATT « auront vocation à regrouper l'ensemble des équipes de valorisation de sites universitaires et à mettre fin au morcellement des structures pour améliorer significativement l'efficacité du transfert de technologies et la valeur économique créée. » Ces sociétés, qui se substituent aux anciennes structures existantes, poursuivent un mouvement de concentration engagé en 2005 avec les « Dispositifs Mutualisés de Transfert de Technologie », après une première période de multiplication des structures de valorisation. Notre étude porte sur la mise en place de l'une de ces SATT. Elle repose sur une série d'entretiens réalisés notamment auprès des responsables en charge de la mise en place de cette SATT, au moment même de son organisation et de son lancement. Il s'agira pour nous de saisir les logiques de ce mouvement de concentration et de mutualisation. Sur quelles « synergies » s'appuie-t-il ? Comment se passe la mise en commun des différents services englobés par la SATT ? Nous questionnerons également les enjeux de cette mutualisation pour les acteurs de la recherche concernés par cette SATT.

LAMY Yvon Henri Paul (yvon.lamy@unilim.fr)

Pr émérite / Université de Limoges

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 18)

Enquête sur le modèle culturel français

L'histoire des politiques culturelles ne cesse, depuis 1959, de consolider sa légitimité. Ses mutations ont fait émerger des attentes en matière d'élargissement des publics, de territorialisation des équipements, de convention de développement, de patrimonialisation des biens. Pointons deux événements : à la mi-temps des années 1970, la déconcentration de certains services en région (et l'émergence des Drac) et, après 1982, la décentralisation induisant - pour les collectivités - une démultiplication des pouvoirs et des initiatives jointe à un style partenarial inédit. Le consensus ainsi créé se heurte dans la décennie 1990 aux directives européennes sur les quotas d'œuvres nationales. Domaine réservé, le secteur de la création est menacé par l'organisation mondiale du commerce favorable aux standards américains. L'Exception culturelle visant à protéger

L'Art français ne manque pas alors de s'opposer - non sans difficulté face à la concurrence - aux industries du divertissement. L'enquête se propose de montrer comment l'économie de la culture - aussi exceptionnelle soit-elle - débouche d'abord sur l'abandon de l'exception au profit de la diversité, ensuite sur l'accès chez soi et pour soi à la Culture pour chacun. Sans régler le conflit de classe opposant ses modèles successifs, le changement esquisse ici une rationalité d'indifférence aux catégories politiques classiques et d'appropriation individuelle des contenus culturels.

LANCELEVEE Camille (camille.lancelevee@gmail.com)

Doctorante / IRIS, EHESS

JANICAUD Elodie (elodie.janicaud@gmail.com)

Doctorante / IRIS - EHESS

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Nouveaux droits sous contrainte carcérale : quand la prison ouvre un accès au soin et à la famille.

Longtemps de source réglementaire, le droit en prison est encadré depuis novembre 2009 par une loi pénitentiaire, qui marque un pas supplémentaire vers l'alignement du quotidien carcéral sur l'extérieur, amorcé dès les années 1980 par la politique d'ouverture de l'administration pénitentiaire. Parmi les droits mentionnés dans cette loi, le « droit à la famille » et le « droit à la santé » sont présentés comme deux enjeux décisifs de la prise en charge des personnes placées sous main de justice. Dans cette communication, nous aimerions interroger l'effectivité de ces droits et les transformations contradictoires qu'ils produisent sur le quotidien carcéral. Deux dispositifs, étudiés de façon ethnographique dans le cadre de deux enquêtes de terrain, nous permettront d'évaluer la conformisation de l'institution à ces droits communs: les extractions médicales et les Unités de Visite Familiale (UVF).

LANDAIS Pierre (pierre.landais@yahoo.fr)

Doctorant / CERREV Université de Caen Basse-Normandie

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

De l'appartenance de classe à l'appartenance minoritaire ? L'exemple d'une recherche auprès d'immigrants et de descendants d'immigrants maghrébins.

Les dernières décennies ont été marquées par la dévaluation des rapports de classes, dans l'espace public et le champ scientifique, au profit d'autres clivages et catégories d'analyse (en termes ethniques, de genre). Après un retour sur ce mouvement de balancier, et ses conséquences en termes de stigmatisation de l'immigration dans l'espace public et politique, cette communication propose d'interroger les formes d'appartenance (sociale, religieuse, minoritaire) des populations immigrées et de leurs descendants. A partir d'une recherche qualitative faite d'entretiens et d'observations, se dégage un fort contraste générationnel en termes d'appartenance de classe. Si l'appartenance communautaire et religieuse tend à prendre le pas sur l'appartenance ouvrière chez les immigrés à la retraite, l'expression d'une appartenance de classe se fait particulièrement rare chez les descendants d'immigrants interrogés. Chez ces derniers, les inégalités ou la domination semblent prioritairement référées à l'expérience des discriminations et de la stigmatisation (religieuse), laquelle génère une forme d'appartenance minoritaire, par-delà le degré de croyance et de pratique religieuse. Ce constat invalide-t-il pour autant l'intérêt d'une approche en termes de rapports de classes – classes dont l'existence est aussi l'enjeu de luttes symboliques ? À l'inverse, convient-il de poser la « diversité » en ennemie de l'égalité ?

LANGEWIESCHE Katrin (katrinlangewiesche@yahoo.fr)

Chercheur / Université de Mayence

RT 43 Sociologie et religions Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Hors du cloître et dans le monde. Religieuses africaines et européennes en réseaux

Notre contribution propose une réflexion sur l'adaptation des congrégations féminines catholiques à un monde globalisé et sur la manière dont les religieuses influencent ainsi l'espace public. Les trajectoires de religieuses appartenant à des congrégations implantées au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest, permettent d'éclairer les modalités selon lesquelles ces femmes saisissent collectivement les opportunités de faire entendre leurs voix dans la sphère publique. Les religieuses s'investissent de plus en plus dans des réseaux transnationaux pour défendre leur position ou dénoncer une situation politique. Elles s'engagent pour une économie équitable, contre le commerce avec les femmes et le tourisme sexuel ou proposent des politiques alternatives pour transformer les relations entre l'Union Européenne et les pays d'Afrique. Des exemples d'associations qui réunissent des religieuses africaines et européennes illustreront que le lobbying politique constitue aujourd'hui l'un des moyens puissants dont disposent ces femmes. L'analyse de cette forme de la religion transnationale permettra de rendre visible une facette de la globalisation où la société africaine n'est pas uniquement le « récepteur ». Cette contribution souligne la place des religieuses catholiques dans la société civile alors que la sociologie du catholicisme ou l'anthropologie africaniste ont été discrètes vis-à-vis d'elles, tournées plutôt vers le clergé, les évêques, les missionnaires ou l'Eglise catholique.

LANGLOIS Emmanuel (emmanuel.langlois@u-bordeaux2.fr)

MCU / Université Bordeaux Segalen - Centre Emile Durkheim

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

Les communautés thérapeutiques pour usagers de drogue en France : enjeux, résistances et adaptations.

Cette communication porte sur le développement de communautés thérapeutiques (CT) pour usagers de drogue en France. La CT comme modalité de prise en charge y est assez peu développée alors qu'elle constitue un outil privilégié dans de nombreux

pays. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la politique française des drogues a tablé sur la mise en place d'un vaste programme de substitution qui comptent actuellement 120 000 patients. Aujourd'hui, des changements s'amorcent corrélativement à la montée en puissance de l'addictologie qui travaille les conceptions de la dépendance et des soins. De nouveaux dispositifs spécialisés alcool et drogues illicites –les CSAPA- ont vu le jour. Plus récemment encore, les pouvoirs publics soutiennent la création de communautés thérapeutiques à destination de patients pour qui la panoplie traditionnelle de soins semble épuisée (nombreux passages en cure de désintoxication, nombreuses rechutes, mésusage de la substitution...). La création de ces communautés révèle les enjeux structurant le champ des drogues en France. La communication proposée s'appuie sur une recherche qualitative, menée depuis trois ans, qui évalue la mise en place de ces dispositifs. Elle propose d'en présenter les principaux résultats et notamment d'analyser comment les professionnels et les résidents produisent conjointement un modèle de communauté adapté aux contraintes politiques, sociales et professionnelles du champ français des drogues.

LANNO Régis (regis.lanno@misha.fr)

Doctorant / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe - UMR 7236

GT 45 Sociologie des conflits Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

La fiction comme mode d'intelligibilité du conflit

Nous nous proposons d'interroger le statut épistémologique particulier que peut revêtir la fiction pour l'analyse du conflit. A travers l'exemple d'un film, *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecorvo (1966), nous tenterons de montrer qu'une fiction peut livrer des éléments pertinents pour l'intelligibilité des dynamiques conflictuelles. Envisager le cinéma comme pouvant présenter des éléments de compréhension des dynamiques conflictuelles nous impose bien entendu d'aborder la question de la légitimité de l'image en tant qu'outil heuristique, mais nous conduit aussi à questionner le statut de la fiction dans la production d'une connaissance scientifique. L'idée qu'une fiction puisse produire un savoir sur le monde social peut en effet paraître saugrenue, mais ce serait oublier que les œuvres de fiction sont les produits d'individus socialisés ayant une expérience du monde. Il n'est dès lors pas interdit de penser qu'un auteur de fictions – qu'il s'agisse de fictions littéraires, télévisées, ou dans notre cas, cinématographiques – livre aussi le fruit de son vécu dans ses œuvres. Nous avançons ici l'idée que certaines fictions, et nous chercherons à en faire la démonstration à travers l'exemple de *La Bataille d'Alger*, atteignent parfois un degré d'intelligibilité du monde social supérieur à des travaux sociologiques plus traditionnels, et constituent en ce sens un mode d'appréhension des dynamiques conflictuelles particulièrement innovant.

LANNO Régis (regis.lanno@misha.fr)

Doctorant / Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe - UMR 7236

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Lorsque le cinéma documentaire produit du savoir sociologique : La Reprise du travail aux usines Wonder

Le 10 juin 1968, Jacques Willemont et Pierre Bonneau, étudiants à l'IDHEC, se rendent à Saint-Ouen, aux usines Wonder, occupées par des ouvriers depuis près d'un mois. A leur arrivée, la fin de la grève a été votée depuis quelques heures, une foule hétéroclite est massée à l'entrée de l'usine. Les jeunes cinéastes filment ce qui se déroule alors, en un seul plan-séquence de neuf minutes. Ce film restera dans la mémoire de mai 1968 sous le nom de *La Reprise du travail aux usines Wonder*. Il semble que l'image, ici à travers le cinéma documentaire, livre, à côté de méthodes d'enquête plus traditionnelles, un savoir sociologique probablement inatteignable par le biais du texte et permette un accès presque sans biais à la subjectivité de l'acteur. En effet, l'analyse sociologique qui nous est transmise par l'intermédiaire de l'écrit, aussi expressive soit-elle, reste amputée d'éléments essentiels de l'objet étudié. Lorsque la sociologie se fait « visuelle », elle affine l'analyse, approfondit la compréhension de l'objet. Cependant, l'utilisation de l'image en tant qu'outil heuristique reste à interroger. Un regard critique à l'égard de l'œuvre est indispensable dans un but de production scientifique. Il s'agira alors de se pencher sur les positions particulières à la fois des producteurs de l'œuvre (qui viennent filmer un meeting dans une démarche politique) et des protagonistes (qui ne peuvent ignorer qu'ils sont filmés).

LARCHET Keltoume (keltoume.larchet@idhe.ens-cachan.fr)

Doctorante / IDHE (ENS Cachan)

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D2)

De la traduction aux prestations linguistiques : l'impact d'innovations technologiques sur un marché de services et un marché professionnel

Des innovations en matière d'applications linguistiques se généralisent depuis une vingtaine d'années et qui, couplées à l'essor des échanges et des besoins en communication assortis, conduisent à s'interroger sur une reconfiguration du marché des services linguistiques. En quoi l'introduction d'innovations concourant à la manipulation des langues affecte-t-elle la pratique professionnelle des traducteurs mais également la nature des prestations qu'ils élaborent ? Nous souhaitons éclairer le passage d'une traduction à des prestations linguistiques, notamment à travers une double tension qui va s'établir : l'une sur la qualité de la prestation et l'autre sur le marché professionnel des traducteurs. Leur positionnement face à ces outils peut aller d'une défiance manifeste à une appropriation, que ce soit par la participation à l'élaboration de ces outils ou par l'intégration de ces derniers à leur pratique quotidienne. Ces professionnels de la langue vont alors diversifier leurs casquettes : localisateur, post-éditeur, correcteur... et les manières de désigner les prestations réalisées. Il importerait de déterminer si ces étiquettes relèvent du déploiement d'une rhétorique professionnelle unificatrice ou d'une fragmentation de l'identité professionnelle du

traducteur. Nous interrogerons donc une reconfiguration des frontières de la prestation linguistique mais aussi une évolution de la figure du professionnel en langues.

LARGIER Alexandre (a_largier@yahoo.fr)

Sociologue / SNCF

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D20)

Effets des innovations socio-organisationnelles sur les collectifs de gestionnaires de paie

Depuis plusieurs années, les grandes entreprises françaises connaissent de nombreuses transformations, notamment le développement à tous les niveaux d'une logique gestionnaire (Linhart, 2009). Dans ce contexte, nous avons analysé les effets de ces évolutions sur l'activité et les collectifs de gestionnaires de paie. Ces transformations sont de trois types. Tout d'abord, un ensemble de restructurations vise à autonomiser les diverses activités de l'entreprise. Ensuite, l'entreprise introduit en permanence des innovations d'ordre managériale ou gestionnaire tels que des accords pour favoriser la mobilité géographique entre bassins d'emploi. Enfin, les équipes de gestionnaires de paie ont vécu un nombre important d'évolutions depuis la restructuration de leur activité (début 2008) et leur repositionnement en prestataires de service interne. Ces évolutions ne sont pas sans effets sur la qualité de vie, tant professionnelle que privée (De Hansez et al., 2004 ; Askenazy, 2004). Dans le cas étudié, ces changements ont conduit à une intensification du travail des gestionnaires de paie et complexifié la chaîne de gestion des ressources humaines. Notre étude qualitative a montré que ces évolutions fragilisent les collectifs de travail et conduisent les managers de proximité à adopter un positionnement de filtre vis-à-vis de leur équipe. En outre, ces changements ont eu des conséquences sur la santé des gestionnaires et leur vie extraprofessionnelle.

Auteur non communicant : Ghislaine Tirilly Ergonome SNCF

LAROUSI Houda présence à confirmer (houdalaroussi@gmail.com)

Enseignante-chercheur / INTES

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Le redéploiement du prêt sur gage dans une société en crise : Les mutations vers l'individualisation de la protection sociale, appauvrissement, Crédit municipal de Paris

Notre communication qui s'intègre dans le thème Les réponses des politiques sociales et des systèmes de protection sociale face aux crises, s'appuie sur une étude socio-anthropologique. Notre objectif est de comprendre la portée et l'essor du prêt sur gage dans une société en crise. Ce travail de recherche s'est appuyé, outre de très nombreuses lectures, sur des entretiens semi-directifs (traités en analyse qualitative). Ces entretiens ont été menés à la fois auprès d'un échantillon du personnel du Crédit municipal de Paris, puis de ses clients. Ce mode de financement reste aujourd'hui un moyen efficace de faire face aux dépenses imprévues. Il apparaît comme un recours permettant aux individus qui ne peuvent accéder aux services bancaires, de rechercher une solution d'obtention de liquidité à partir de leurs seules ressources de patrimoine mobilier et sans l'altérer à long terme. Le sociologue Robert Castel suppose que « la protection sociale a joué un rôle majeur dans la construction d'un individu moderne, indépendant et libre ». La société française est actuellement dans une période de mutation de son système de protection. Même si la protection sociale continue, elle subit des réformes. C'est dans le cadre de cette évolution à la baisse de l'intervention étatique, où la question sociale demeure toutefois une priorité pour les politiques publiques et pour la « reconstruction de la solidarité », que nous avons voulu situer la pérennisation du Crédit municipal de Paris.

LARROQUE Jimena (jimena.larroque@laposte.net)

Docteure en Science Politique / Cepel UMR 5112-Université de Montpellier 1

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

Quel modèle d'intégration des migrants pour des nationalismes périphériques en Espagne ? Une analyse comparée entre la Catalogne et le Pays Basque

Étant donnée la souplesse remarquable des contours de l'État des autonomies espagnol, nous proposons de mesurer l'incidence politique du nationalisme périphérique dans le traitement de l'immigration à travers les cas du Pays Basque et de la Catalogne. De manière à interroger de nouvelles approches aux catégories de citoyenneté et d'appartenance des migrants à un territoire donné, nous proposons de vérifier comment se dressent des modèles d'intégration des immigrés étrangers dans ces deux Communautés Autonomes (CCAA) espagnoles. Devant une immigration étrangère très considérable en Espagne notamment à partir des années 2000, nous postulons l'intérêt de ces gouvernements infra-étatiques à déployer des mesures de politique sociale dans le but d'intégrer une population immigrée, avec l'enjeu additionnel de préserver leur identité nationale respective (basque, catalane). En effet, ces CCAA se caractérisent par disposer de compétences élargies dans la dite « gestion de la diversité » et par le recours à des « stratégies d'appropriation » ciblant ces politiques d'intégration. Dans quelle mesure les modèles d'intégration résultants sont originaux car enchâssés dans une « culture publique commune » spécifique ? Pour y répondre, il sera nécessaire de vérifier dans quelle mesure ces gouvernements autonomiques seront capables de réunir dans leurs politiques une intégration qui prenne en compte aussi bien les aspects sociaux que nationaux.

LAURENT Régis (regis.lo@wanadoo.fr)

Docteur en sociologie / CERLIS Paris 3 Sorbonne Nouvelle / CNRS / Paris Descartes

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Les qualités heuristiques et les limites de l'observation statutaire : un sociologue parmi les tsiganes pentecôtistes

De 2001 jusqu'à aujourd'hui, je vis une expérience intense d'observation statutaire auprès des « gens du voyage » pour reprendre l'appellation administrative française. J'étais et je suis encore très officiellement « chargé de mission entre les pouvoirs publics et les gens du voyage dans le Finistère ». Au cours de cette intervention, je souhaite avoir une approche rétrospective de mon travail du point de vue de la pratique et de la méthode de l'observation dans un contexte statutaire spécifique. Tout d'abord, dans une telle position, nous n'évitons pas des tensions contextuelles. Nous verrons comment ces tensions peuvent provoquer ce que Jean Peneff appelle « la ruse du sociologue » qui peut nous pousser « à concevoir des échappatoires(...) ». La situation d'observateur statutaire est parfois un accident de parcours, une période de vie où l'on est dans une situation sans vraiment l'avoir voulu, voire on peut se retrouver dans des conditions « extrêmes » (l'enfermement par exemple). Nous réviserons et analyserons les qualités heuristiques de ces situations à travers nos propres expériences. Cette question de la situation d'observation statutaire sera abordée en profondeur dans cette communication, pour montrer comment nous avons pu faire émerger des dimensions socio-anthropologiques méconnues sur les tsiganes (le pentecôtisme), dans le cadre d'une recherche toujours en cours et dans une position d'observation atypique.

LAVARDE Anne-Marie (anne-marie.lavarde@u-paris10.fr)

IR / CNRS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV H3)

Femmes hébergées en résidences sociales caritatives : un événement moteur dans le parcours de vie

Dans une perspective psychosociale, le logement est considéré comme un analyseur des trajectoires individuelles et sociales. Notre objectif vise à comprendre la relation individu-habitat dans le cadre d'un hébergement en foyer social caritatif (résidence sociale) réservé strictement aux femmes. L'approche compréhensive du vécu de ces femmes interroge la notion de « lien social » qui sera saisie dans ses dimensions temporelles (parcours de vie), spatiales (territoires humains) et mentales (études des représentations sociales du groupe social étudié et des pratiques sociales des acteurs). Résultats : Malgré des effets dus à un phénomène de stigmatisation sociale de la population résidente en foyer social caritatif, cette expérience, dite de transition, engage le sujet dans un mouvement de construction identitaire nécessaire à son évolution personnelle. Contrairement au sens commun, ces modalités d'hébergement au quotidien permettent au sujet de faire face aux « injonctions biographiques » du contexte institutionnel, tout en redynamisant les capacités relationnelles positives avec l'entourage. Ainsi, l'espace institutionnel habité est perçu comme un support social étayant le moment de transition, un environnement restaurateur. La fonction « sécurité » du lieu est attendue et appréciée ce qui permet aux femmes de s'affirmer (phénomène d'emprise), de se réparer, de se stabiliser (phénomène d'ancrage) et d'évoluer ainsi vers de nouveaux choix existentiels innovants et créatifs.

LE BIHAN Blanche : voir à CAMPÉON Arnaud

LE COZANET Laurène (laurene.le-cozanet@live.fr)

Doctorante / IRISSO Université Paris-Dauphine

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

Enquête sur l'« innovation pédagogique » à l'Université : pratiques d'enseignement en premier cycle de Gestion et Économie Appliquée à Dauphine (1968 - 1978)

Dès sa création au lendemain de mai 68, le Centre Universitaire Dauphine semble voué à l'expérimentation. Aujourd'hui, l'image d'innovation chère à l'institution s'appuie sur un discours célébrant le projet pédagogique des « fondateurs » - en particulier l'enseignement en petits groupes. Nous nous proposons d'interroger l'innovation pédagogique à l'Université à partir d'une recherche menée sur la première décennie d'existence du premier cycle dauphinois, s'appuyant sur l'exploration de fonds d'archives et la réalisation d'entretiens individuels ou en groupe avec des enseignants de l'époque. Cette période offre à voir la mise en place d'une formation au sein de l'institution universitaire déstabilisée par la contestation. Il apparaît rapidement que l'on ne peut parler d'un projet collectif et unifié. Les pratiques d'enseignement sont définies « sur le tas » dans une dialectique entre permanence et innovation. Les jeunes enseignants du premier cycle, devant composer avec une relation de proximité avec les étudiants, mettent en pratique des rapports à l'enseignement informés par leur propre parcours scolaire. Quant à la réflexion pédagogique, travail d'intelligence des pratiques qui aurait, selon le discours institutionnel, présidé à la création d'une formation innovante, elle fut plutôt dispersée et « circonstancielle ». Finalement, si la part d'usages inédits est incontestable à Dauphine, la « construction sociale » de l'innovation se poursuit ensuite dans le discours.

LE DOUARIN Laurence (laurence.ledouarin@univ-lille3.fr)

Maître de conférences / CERIES Lille 3

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Les TIC (technologies de l'information et de la communication) analyseurs pratiques des relations extraconjugales ou d'à côté.

Les technologies de la communication et « l'infidélité conjugale » défraient la chronique. Dans une approche déterministe du lien sociotechnique, ces outils faciliteraient les relations extraconjugales, voire seraient à l'origine de divorces. Notre propos vise à interroger le rôle des TIC dans les relations à un tiers à l'insu ou contre le gré du conjoint. Après avoir brossé un

panorama des discours sur les TIC et l'infidélité, nous exposerons les pratiques des enquêtés que nous avons rencontrés sur des terrains successifs et les résultats des quelques enquêtes sociologiques qui ont traité ce thème plutôt investi outre-Atlantique par la psychologie. Deux grandes tendances se dessinent : celle où les TIC facilitent les relations extraconjugales préexistantes et celle où les TIC ouvrent de nouvelles possibilités de rencontre via des plateformes relationnelles. La première montre combien les TIC permettent d'entretenir une « conjugalité invisible » susceptibles d'être découverte par les traces d'usages que laissent les TIC elles-mêmes. La seconde tendance oblige à interroger la nature des « relations » (passagères, durables ?) que l'on est susceptible de faire sur les plateformes électroniques et les « significations d'usages », c'est-à-dire le sens que les usagers donnent à leurs pratiques et leurs intentions. Elle interroge la « liberté » dans le couple et manifeste le processus d'individualisation en son sein.

LE FALHER Olivier (olivierlefalher@yahoo.fr)

Post-doctorant / Université d'Avignon

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

Quand interpréter, c'est modifier : les discours d'experts dans la gestion par projet du travail artistique

La gestion de l'innovation dans le monde des arts plastiques glisse de plus en plus souvent vers l'amont de la production, là où les œuvres n'existent qu'à l'état d'esquisse ou de promesse. Or, cette socialisation du temps de travail de l'artiste est loin d'être purement logistique. Elle consiste en effet à ouvrir les différentes étapes du processus créateur à la discussion et la négociation, à l'appui d'une série de « médiations de production » emblématiques d'une gestion par projet. Notre communication s'appuie notamment sur les résultats d'une analyse par observation de l'un de ces dispositifs : la réunion d'un jury sélectionnant, sur la base d'un appel à candidatures, un projet d'œuvre in situ destinée à « investir » l'espace d'une librairie. Outre la mobilisation de critères d'évaluation déjà bien étudiés en sociologie, nous repérons au fil des discussions une qualification des projets qui les envisage sous l'angle de leur perfectibilité : l'œuvre préfigurée est d'autant plus désirable que le jury acquiert la conviction que plusieurs variantes sont encore disponibles, entre lesquelles il pourra faire valoir son expertise pendant la phase de production. Nous reconsidérons alors l'ensemble des discours autour des projets d'artistes selon cette dimension performative et stratégique : ils préparent un processus individuel de création à une gestion polyphonique, ce que nous proposons de saisir par la notion d'« énonciation opérable ».

LE GALL Josiane (j.legall@ssss.gouv.qc.ca)

Professeur associé / Université de Montréal

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

De près et de loin : les réseaux de parenté des couples mixtes québécois

Les couples mixtes doivent développer de nouvelles stratégies pour faire face à la dispersion du réseau familial d'un des conjoints (ou des deux selon les cas) et pour maintenir les liens avec leurs proches, à l'intérieur tout comme au-delà des frontières nationales. Néanmoins, on connaît mal la place qu'occupent les lignées familiales dans la vie quotidienne de ces couples. Dans cette communication, à partir des données d'une recherche menée au Québec auprès de 80 couples mixtes composés de partenaires d'origines ethniques différentes et ayant au moins un enfant en bas âge, nous nous proposons d'examiner d'un peu plus près le rapport de ces familles avec la lignée du conjoint issu d'une minorité ethnique et son rôle dans la socialisation des enfants. Nous montrerons l'existence de contacts très denses entre le couple et cette dernière, et ce, que ses membres résident au Québec, au pays d'origine ou ailleurs dans le monde. Nous verrons également qu'elle demeure une partenaire privilégiée des parents dans la réalisation de leurs projets identitaires, axés sur la transmission des référents associés aux multiples origines de l'enfant.

Auteur non communicant : Deirdre Meintel professeur titulaire Université de Montréal

LE GARREC Sylvaine (sylvaine.le.garrec@gmail.com)

Docteure en recherche d'emploi / Lab'urba - Institut d'Urbanisme de Paris

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 7)

Les copropriétés en difficulté : de nouvelles perspectives pour l'analyse des relations entre les marchés du logement et la segmentation socio-spatiale.

Le phénomène des copropriétés en difficulté interroge le lien généralement établi entre la répartition spatiale des types d'offre de logement (locatif HLM, locatif privé, propriété d'occupation) et la différenciation sociale des territoires urbains. Il révèle que le statut d'occupation n'est pas synonyme d'un statut social et ne correspond pas nécessairement à une catégorie de population donnée. Il amène aussi à appréhender un facteur de formation des valeurs immobilières et de segmentation socio spatiale inexploré : la gestion des copropriétés. Le grand ensemble de Clichy-sous-Bois/Montfermeil (93) est constitué non pas de logements locatifs HLM, mais essentiellement de copropriétés privées. Or, il présente des signes de délabrement, de délaissement et de paupérisation plus impressionnants encore que les cités HLM les plus désqualifiées. La copropriété des Bosquets, en particulier, constitue un cas emblématique de segmentation socio-spatiale. La reconstitution de l'histoire de cette copropriété révèle que le processus de sa dévalorisation n'est pas dû, en premier lieu, aux caractéristiques des logements, du bâti ou de l'environnement, mais à des difficultés de gestion internes à la copropriété, propres à ce système juridique et ancrées dans le processus de production de l'ensemble immobilier. Le montant anormalement élevé des charges, les impayés et l'absence d'entretien ont très vite entraîné la fuite des copropriétaires les plus solvables.

LE GOFF Jean-Louis (jean-louis.legoff@univ-rouen.fr)

Maître de Conférences / Université de Rouen (GRIS - EA 3232)

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Conseiller et accompagner dans la VAE pour autonomiser les candidats en amont du dispositif (PRC) : innovation sociale ou rationalisation institutionnelle ?

Les pratiques d'accompagnement, dont la généralisation en fait selon Boutinet un marqueur de notre modernité, se renforcent là où elles existaient (suivi des demandeurs d'emploi, délinquance) ou émergent sur de nouveaux champs. C'est en particulier vrai dans le domaine de la VAE où les Points Relais Conseils (PRC) qui devaient orienter les candidats vers la « bonne certification » en amont de leur démarche de VAE proprement dite voient leur rôle évoluer jusqu'à suivre potentiellement les candidats tout au long du processus. En effet, les difficultés rencontrées par les candidats ont incité la Région Haute-Normandie à expérimenter, puis à généraliser, un « appui renforcé » destiné à soutenir l'effort de VAE des candidats. Cette innovation (rapprochement entre conseil et accompagnement) représente-t-elle une avancée institutionnelle et sociale pour les usagers et les professionnels, ou est-elle une nouvelle forme de contrôle gestionnaire des pratiques et une mesure de leur efficacité ? Si, d'un point de vue théorique, tous les avatars de l'accompagnement reposent sur les mêmes soubassements idéologiques de la rationalisation et de l'optimisation des comportements des personnes accompagnées, est-ce ainsi que se le représentent des professionnels confrontés à son émergence ? Autrement dit, l'innovation apparente n'est-elle que reproduction de tendances lourdes ou l'idiosyncrasie du champ la façonne-t-elle de manière originale ?

Auteur non communicant : Francis Guérin Maître de Conférences INSA Rouen (GRIS - EA 3232)

LE HAY Viviane : voir à **CHANVRIL Flora**

LE HÉNAFF Yannick (yannick.lehenaff@yahoo.fr)

ATER / UBO

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 19)

Le « paradoxe du naturel » en chirurgie esthétique

L'un des reproches sociaux les plus courus à propos de la chirurgie esthétique dénonce sa propension à créer et à donner à voir de l'artificiel, engageant une intense négociation dans ce monde professionnel. Dans cette cabale sociale, chacun se revendique en effet du naturel. Les clients plaignent ou dénoncent ceux dont le résultat est jugé illégitime. Tout comme les industriels se revendiquent de l'imitation, et même du surpassement du naturel, jusque devenir l'un des moteurs des évolutions techniques et technologiques. La recherche du naturel par l'artifice dessine une injonction contradictoire où, pour être naturel, il s'agit de travailler la nature même, révélant là le caractère éminemment construit de cette rhétorique (Jacobson, 2000). Chez les praticiens, cette tendance se manifeste dans le refus, pour beaucoup, d'apposer des prothèses mammaires « trop » importantes, jusque s'ériger en contre modèle-absolu de la bonne pratique. Mais cet excès se caractérise d'abord par le flou qui entoure sa définition, rarement chiffrée, comme si ce rejet faisait appel à des références esthétiques culturellement partagées, évidentes car « naturelles ». Derrière ce qui s'annonce comme un dogme se discerne l'horizon de la construction sociale du corps, et l'entreprise morale qui se suspend à des valeurs sollicitées tout autant comme justification que comme principe à la dénonciation de l'acte déviant (Becker, 1985).

LE HÉNAFF Yannick (yannick.lehenaff@yahoo.fr)

ATER / UBO

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

La demande d'agrandissement du sexe: une catégorie en construction chez les chirurgiens plastique

Le travail de catégorisation sociale est au cœur des différentes cultures professionnelles, et enjoint, dans le monde de la chirurgie plastique, à déconsidérer la clientèle masculine, et particulièrement l'intervention d'agrandissement du pénis, la pénoplastie. Le malaise qu'elle instaure se dissimule sous ce qui s'apparente aux techniques de neutralisation décrites par Sykes et Matza (1957), permettant de faire allégeance aux normes de tolérance en vigueur, tout en disqualifiant et en reléguant dans le même temps ces demandes. Parmi elles, la pathologisation autorise un refus médicalement argumenté, sur lequel en tant que médecins ils se revendiquent tout pouvoir de jugement. Ils couvrent ainsi leur décision des appareils déontologiques, conformément à leur serment professionnel. Tous les chirurgiens ou presque s'accordent sur le caractère particulier de cette opération, en raison d'une prétendue implication psychologique, voire psychopathologique, décelant l'entreprise morale (Freidson, 1984). Nombreux sont ceux à s'y refuser prétextant une défaillance sexuelle refoulée ; les « difficultés sexuelles » seraient transférées sur un problème de « taille », et seraient corollaires d'un manque de confiance en soi. Les quelques chirurgiens qui s'y adonnent, s'ils composent des attitudes différentes, n'en font pas moins allégeance aux valeurs du groupe. Soit en dissimulant cette pratique, soit en accumulant les preuves de la « normalité » de cette demande.

LE HERVET Maud (maudhervet@yahoo.fr)

Doctorante / Institut d'urbanisme de Paris

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 7)

Les politiques de l'habitat à l'épreuve de « l'équilibre social » de la métropole Ile-de-France : quel partage des responsabilités ?

La géographie du partage des responsabilités issue de la décentralisation en matière d'habitat mobilise l'ensemble des collectivités locales au côté de l'Etat. L'Ile-de-France, où le marché du logement apparaît extrêmement tendu et s'appréhende à

l'échelle de la métropole, constitue un territoire privilégié pour l'examen de cette intervention multi-niveaux et de ses conséquences sur la régulation du marché du logement. Dans un contexte de « crise », la prise en compte de la spécialisation sociale des territoires en Ile-de-France apparaît délicate pour l'action publique et la « fragmentation » du gouvernement de l'habitat est pointée du doigt. Il s'agit de revenir sur cette remise en cause du partage des pouvoirs en Ile-de-France. Nous présenterons les résultats d'une analyse statistique multi-variée menée à l'échelle communale et construite à partir de données issues de différentes bases d'information sur le logement. Elle montrera combien le territoire métropolitain se fragmente en plusieurs sous-marchés du logement, fortement spécialisés. Dans un second temps, nous prendrons la mesure de l'« éclatement » des politiques publiques de l'habitat entre les collectivités et l'Etat en Ile-de-France, une région qui présente de nombreuses spécificités. Enfin, nous proposerons quelques réflexions sur l'impact de la fragmentation sur la régulation du marché à partir d'études de cas en cours de réalisation dans quatre territoires de la métropole.

LE LAY Stéphane (slelay@club-internet.fr)

Ingénieur d'études CNRS / CRTD-CNAM (équipe psychodynamique du travail et de l'action)

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 19)

Le traitement des déjections canines dans l'espace public : implications affectives et significations sociales

Suite à une observation participante dans un atelier d'éboueurs et à une série d'entretiens collectifs menés avec des éboueurs, je reviendrai sur le dégoût au travail, à travers l'exemple des déjections canines. Leur traitement social par la propreté de Paris éclaire les tensions observables dans la définition de la qualité et la réalisation du travail de nettoyage. En effet, alors que les pressions politiques s'accroissent sur les normes de propreté idéale en direction des éboueurs, ceux-ci se trouvent exposés continuellement à la délégation du sale boulot excrémental par les propriétaires de chiens qui ne ramassent pas les déjections, par mépris pour la propreté de l'espace public, voire pour éviter le dégoût que leur inspire cette matière naturelle. Cette délégation du sale boulot (physique et affective) permet de repérer deux des trois drames sociaux du travail qui me semblent pouvoir être isolés pour ce métier : l'existence d'une injonction contradictoire vis-à-vis de la norme dominante de qualité du travail ; l'existence d'une situation potentiellement tendue avec les usagers. S'ouvre alors la perspective d'une compréhension des processus défensifs développés par les éboueurs pour affronter leurs activités. Loin de constituer un acte de négligence dans le travail, le non-ramassage des déjections canines forme la réponse pratique d'un refus de prise en charge du dégoût des autres, et l'affirmation d'une non-prise en compte par l'institution du dégoût des éboueurs.

LE MANCQ Fanny (fanny.le-mancq@wanadoo.fr)

Chercheuse associée / Centre Maurice Halbwachs (CNRS-EHESS-ENS)

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

Cumul des statuts, cumul des usages du corps et santé. Le cas des sports équestres et des courses hippiques.

Les activités équestres et hippiques présentent une spécificité : la présence du cheval, athlète du « couple » cavalier-cheval. Les capacités physiques du « pilote » apparaissent, à ce titre, moins centrales que dans d'autres sports, contrairement à celles de l'équidé qui jouent un rôle déterminant dans la production de la performance. Cette spécificité a diverses conséquences, dont l'invisibilité du corps du cavalier, masqué par celui du cheval, au centre de toutes les attentions. Pourtant, le corps humain est lui aussi largement sollicité et exposé à des risques. Cette communication vise à mettre en évidence et à analyser ce paradoxe et cette singularité du rapport au corps du cavalier, tant au regard du monde du travail (pas de préservation du corps, « outil de travail ») que du monde du sport (dénier du corps sportif), ainsi que les causes et les conséquences notamment en termes de santé. Pour ce faire, une étude des carrières de ces cavalier-e-s de haut niveau va nous permettre de repérer le nécessaire cumul des statuts de travailleur et de sportifs, et des usages du corps associés, opérés par ces derniers. Cumul qui va les placer dans des conditions de vie, de travail et d'entraînement peu propices à la réalisation de performances sportives, voire les inscrire dans une souffrance physique et morale. Cela nous amènera à interroger les conséquences de ce double statut sur la santé des cavaliers et des jockeys, ainsi que des travailleurs non producteurs de la performance.

LE SAOUT Didier (lesaoutd@yahoo.fr)

Maître de conférences / Université Paris 8

RT 21 Mouvements sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Révoltes et révolution en Tunisie : Internet et la production d'identités protestataires

En Tunisie, l'immolation d'un jeune dans la ville de Sidi-Bouazid le 17 décembre 2010 a donné lieu à des forts mouvements protestataires qui ont conduit à la chute du président de la République Z.A. Ben Ali. La mobilisation d'informations et leur circulation via internet ont contribué à fissurer l'espace public tunisien confiné dans des marges très réduites. La figure des bloggeurs qui émerge dans ce mouvement révolutionnaire va aider à la production d'une arène institutionnalisée d'interaction discursive focalisée par la protestation. Il importe de comprendre la relation entre l'espace public et les mouvements protestataires qui se sont développés à partir de décembre 2010 sous la forme de manifestations et de rassemblements. Peut-on distinguer deux logiques de l'action collective ? La première prendrait la forme d'un engagement d'individus dans des réseaux sociaux qui conduirait à la production d'identités protestataires virtuelles. La seconde consisterait dans l'engagement de groupes traditionnels, notamment les syndicats, qui adopteraient des formes d'actions collectives autour de l'appel à la grève ou au rassemblement. Ou bien, ne pourrait-on pas considérer que ces deux formes d'engagement sont interdépendantes ? D'un côté, la révolte sociale dans la rue ne serait-elle pas dépendante d'une révolte sur la toile ? De l'autre, la révolte virtuelle ne produirait-elle pas ses effets précisément parce que la révolte sociale prendrait forme ?

LE THEULE Marie-Astrid (marie.letheule@gmail.com)

Maître de conférences / CNAM

RT 30 Sociologie de la gestion Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)

Les chemins de traverse et le gestionnaire : une gestion des possibles

Si dans le discours de la gestion, la création et l'innovation sont valorisées, ce ne sont pas toutes les formes de création et d'innovation qui sont mises en valeur. Certaines formes de création sont en telle rupture avec une norme (Bourdieu, Becker) que le gestionnaire voire la société a du mal à les comprendre voire à les accepter. Par exemple, lorsqu'ont été joués Ionesco ou Beckett dans les années 1960, il n'y avait pas de spectateurs. Si on suit les critères de gestion classiques, on respecte le budget, on aurait ni publié ni joué Beckett et Ionesco. Si on gouverne uniquement par les chiffres, le gestionnaire ne peut pas soutenir les francs-tireurs (ceux qui agissent en dépit des conventions et créent un monde). D'où notre question, dans une société gouvernée par le résultat, existe-t-il des voies alternatives? Pour répondre à cette question, des cas marginaux ont été choisis. Ce sont des contre-exemples de ce qui est véhiculé dans les livres de gestion. Ces contre-exemples obligent à s'interroger sur ces outils de gestion. Notre analyse s'inscrit dans une tradition critique de la comptabilité comme objet social (Hopwood, Colasse), où il existe une gouvernance par les chiffres (Miller, Porter, Supiot, Desrosières), les chiffres étant le langage légitime (Bourdieu).

Auteur non communicant : Jean-Luc Moriceau Yannick Fronda

LE VELLY Ronan (levelly@supagro.inra.fr)

MCF Sociologie / Montpellier SupAgro

RT 23 Travail, activité, technique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP B)

Le marché comme rencontre d'activités de régulation. Initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective.

Les auteurs se proposent d'appliquer aux relations marchandes la Théorie de la Régulation Sociale de Jean-Daniel Reynaud. A travers cette grille d'analyse, ils restituent les résultats d'une enquête de terrain menée auprès d'initiatives visant à développer un approvisionnement de la restauration collective publique en produits de l'agriculture biologique et locale. Ils montrent que l'organisation de l'approvisionnement de la restauration collective recouvre des activités de régulation multiples et ils expliquent en quoi la recherche de produits locaux est rendue difficile par la nature des régulations existantes. Par la présentation de deux cas très contrastés, ils soulignent ensuite la capacité des acteurs de contourner certains éléments des régulations existantes, mais aussi de s'appuyer sur certaines d'entre elles pour construire des régulations nouvelles. Enfin, les auteurs qualifient les régulations innovantes mises en œuvre de « conjointes », en ce qu'elles sont issues d'une ambition des acteurs de la restauration collective et du monde agricole de s'entendre sur l'organisation de leurs échanges, là où prévalait jusqu'alors la médiation des intermédiaires du marché. Il convient dans ce cas de ne plus raisonner sur la base d'offres et de demandes préexistantes, mais de saisir que c'est par l'élaboration de ces régulations que se constituent graduellement ces deux ensembles.

Auteur non communicant : Jean-Pierre Bréchet Professeur de Sciences de Gestion Université de Nantes

LE VELLY Ronan (levelly@supagro.inra.fr)

MCF Sociologie / Montpellier SupAgro

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

L'acheteur, l'expert et le citoyen : une observation du cadre normatif de la commande publique durable

Ces dernières années, l'idée de « commande publique durable » fait l'objet d'une attention accrue. Dans la continuité des réformes du code des marchés publics de 2004 et de 2006, de nombreux documents (guides, manuels, recueils de bonnes pratiques...) ont été publiés sur ce thème, et des collectifs d'élus et de techniciens (en particulier le RGO - Réseau Grand Ouest Commande Publique et Développement Durable) ont été créés autour de cette question. En partant de l'observation d'un corpus d'une centaine de ces documents et des activités du RGO, cette communication se propose d'observer le cadre normatif de la commande publique durable : les arguments avancés en sa faveur et les bonnes pratiques qui lui sont rattachées. L'auteur distingue trois modèles de bonnes pratiques incarnées dans les figures de l'acheteur, de l'expert et du citoyen. Il explique que chacun de ces modèles renvoie à des savoirs et des dispositifs très différents et il souligne que ces savoirs et dispositifs sont pour partie encore manquants (informations nécessaires au calcul des experts, espaces de délibération pour arbitrer entre les valeurs du développement durable...). Il souligne enfin que les périmètres des achats publics durables qui peuvent être menés au nom de ces trois modèles sont inégalement importants et insiste sur les enjeux associés à l'imposition d'une conception plus ou moins étroite de ce que devrait être la commande publique durable.

LEBAS Clotilde (clotildelebas@yahoo.fr)

Doctorante / Iris-EHESS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Lorsqu'elles contournent et détournent les politiques migratoires...

Les paradigmes interprétatifs pour penser les migrations ont récemment été redéfinis. Tout en permettant d'appréhender les différentes formes des migrations féminines (partir seules ; migrer dans l'optique d'une plus grande indépendance financière), une perspective de genre a amené de nouvelles interrogations, comme celles sur les réseaux migratoires et les « savoirs-circuler » (A. Miranda, 2009) : Comment prennent-ils forme et sens ? Leur élaboration entraîne-t-elle ruptures ou continuités dans la différenciation des sexes ? Lors de cette communication, mon objectif sera d'analyser, à partir de récits de vie de

migrantes Algériennes, les ruses et tactiques visant à contourner et détourner les nouveaux « dispositifs panoptiques » (L. Roulleau-Berger, 2010) qui configurent les trajectoires migratoires. Je ferai l'hypothèse que la fréquentation régulière de lieux non mixtes participe d'une élaboration sexuée de 'savoir-circuler' singuliers, et que leurs échanges permettent de créer affinités et solidarités nouvelles. Aussi, je développerai mon propos en trois points : généalogie de l'accueil des femmes migrantes ; ruses et tactiques de femmes en migration ; affinités et solidarités. Ainsi, par-delà ces « victoires de l'instant » (C. Catarino, M. Morokvasic, 2005) associées aux tactiques de femmes migrantes, je montrerai que face aux durcissements des politiques migratoires, de nouvelles subjectivités, nées de et dans la migration, se (re)forment constamment.

LEBON Francis (frlebon@orange.fr)

Maître de conférences / UPEC, Circeft-Rev

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

Les "musiciens intervenant", entre métiers de l'éducation et création musicale (Notes de recherche)

Situés à mi-chemin entre création musicale et éducation des enfants, les « musiciens intervenant » constituent un segment professionnel méconnu. Proche de « l'animation » dans les années 1970, la définition officielle du métier s'appuie à présent sur le diplôme universitaire de musicien intervenant (Dumi), créé en 1984, et sur toute une littérature traitant d'éducation musicale. Ces différents discours, qui ont en commun la critique de l'enseignement « traditionnel » de la musique (à l'école et au conservatoire), font la promotion de méthodes d'éducation collective et inventive fondées sur le jeu rythmique, vocal et corporel. Alors que les musiciens intervenant semblent dominés parmi les professeurs de musique, leur revendication de créativité artistique et pédagogique n'est-elle pas un atout professionnel ? L'inflation du culturel et l'accroissement de la division du travail d'éducation musicale (dont ces agents spécialisés dans l'éveil sont l'expression) ne contribuent-ils pas à diversifier la figure de l'artiste ?

LEBROU Vincent (vincent.lebrou@misha.fr)

Doctorant / GSPE

GT 42 Sociologie des élites Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 14)

Un « ghetto pour eurocrates » ? La mobilisation de la figure du manager international dans le processus de création de l'école européenne de Strasbourg.

L'école européenne de Strasbourg a ouvert ses portes à la rentrée scolaire de septembre 2008 avec pour double objectif de répondre à une demande éducative croissante en faveur d'un enseignement « véritablement » international, mais aussi de renforcement de l'attractivité de la ville. L'installation de cet établissement d'un genre nouveau – destiné à accueillir les enfants des fonctionnaires européens, il met en œuvre pour la première fois en France un programme dérogatoire fixé à l'échelon communautaire, a été annoncée officiellement lors du Conseil des Ministres délocalisé à Strasbourg le 7 septembre 2008, mettant ainsi un terme à près de deux décennies de controverses. A rebours d'une décision ministérielle présentée comme linéaire et consensuelle, notre communication vise à renverser la focale et à mettre en évidence les bricolages relationnels ayant contribué à faire dévier le projet de sa vocation scolaire initiale pour devenir progressivement une infrastructure de développement économique. Par le biais d'une analyse contextualisée des configurations d'acteurs intervenus successivement dans le processus, ainsi que des conditions de mobilisation de la figure du manager international, nous montrerons que l'ouverture de l'école européenne de Strasbourg relève bien plus de la libéralisation du système éducatif français que d'une réponse à une demande éducative identifiée.

LEBROU Vincent (vincent.lebrou@misha.fr)

Doctorant / GSPE

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Européanisation, modernisation, innovation : les ressorts rhétoriques de l'institutionnalisation d'un groupe professionnel émergent. Les chargés de mission « Europe » en Alsace.

Régulièrement renforcée depuis la réforme dont elle a fait l'objet en 1988, la politique de cohésion de l'Union européenne constitue aujourd'hui l'un des principaux instruments de l'intervention communautaire au sein des Etats membres. La dimension constitutive qui la caractérise et la mise en œuvre des fonds structurels qui la fondent ont en effet entraîné la mise en place, puis la généralisation, de services spécifiquement dédiés aux questions européennes, que ce soit au niveau ministériel ou au sein des administrations et collectivités locales. Dans le cadre d'une sociologie politique de l'Union européenne saisie « par le bas », il n'existe encore que peu de travaux portant sur les profils et les pratiques de ces nouveaux professionnels de l'Europe, chargés de la mise en œuvre des fonds structurels en région. Notre communication vise à combler une partie de cet angle mort en interrogeant les mécanismes d'institutionnalisation d'un nouveau groupe professionnel. A partir d'une enquête empirique auprès des chargés de mission « Europe » des administrations locales en Alsace, nous analyserons les usages stratégiques d'une rhétorique mêlant innovation et modernisation dans la description des pratiques légitimes de ces nouveaux spécialistes. Nous verrons qu'une telle démarche participe d'une stratégie de démarcation et de légitimation d'un rôle professionnel récemment apparu dans l'espace politique local.

LECAT-DESCHAMPS Jean-Amos (lecatdeschamps@sfr.fr)

Doctorant-moniteur / Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris-Est, Créteil

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D6)

La caméra de vidéosurveillance, objet biopolitique.

Il s'agit d'effectuer une analyse théorique du micro-dispositif « caméra de vidéosurveillance » à la lumière, entre autre, des écrits de Michel Foucault. La caméra de vidéosurveillance est un outil technologique qui impacte l'environnement. Sa présence pose la question du gouvernement de l'espace urbain et du rapport savoir-pouvoir qui s'y joue. La caméra semble intervenir dans ce qui touche la réalité la plus intime, la « vie nue » des individus. Analyser le dispositif de caméra dans l'espace urbain, les micro-dispositifs de pouvoirs c'est, in fine, mettre en place une compréhension du sujet dans ses multiples relations et jeux de pouvoirs. Notre enjeu est de chercher si le dispositif de sécurité que représente la caméra, par sa méthode intrinsèque mais aussi par les innovations technologiques dont elle bénéficie, engendre une modification de la gouvernementalité et des jeux de pouvoirs, ou si ce sont les jeux de pouvoirs eux-mêmes qui soumettent la caméra à une certaine fonction. De quelle manière les dispositifs présents dans l'espace urbain influent-ils sur les comportements, les corps et les pratiques de l'espace. Comment affectent-ils les individus ? Comment les dispositifs de sécurité, de plus en plus virtuels, agissent-ils sur l'espace, sur les représentations et les pratiques de l'espace urbain, telle est finalement la question centrale à laquelle nous essayons de répondre.

LEDUC Sacha (sacha.leduc@u-clermont1.fr)

MCF / Université d'Auvergne - CRMH

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Certifier le service public. Le management par la qualité à l'Assurance maladie

La notion de qualité dans les organisations du travail n'est pas nouvelle (Deming, Juran, Crosby, etc.). Pour autant, la création de normes internationales et la rapidité de leur extension dans les entreprises mais aussi dans les services publics, marquent un tournant important dans les organisations du travail. Au cours de ces vingt dernières années, la modernisation de l'Etat et des services publics en général, s'est réalisée en s'appuyant sur un ensemble de chartes qualité, appliquées ou dérivées directement de l'organisation internationale de certification (ISO). Selon les versions, 2000, 2008, il s'agit de repenser l'organisation du travail en termes de processus afin de garantir des logiques, souvent contradictoires, de service, de productivité et de contrôle. A partir d'une étude des évolutions de l'organisation du travail des Caisses Primaires de l'Assurance Maladie, nous verrons que ces innovations managériales bouleversent les organisations mais se heurtent également aux représentations et pratiques des salariées. L'introduction de la notion de client promue par les différentes normes ISO dans les services publics, la modification des stratégies de ressources humaines, ou encore la spécialisation des processus, autant d'innovations qui marquent une véritable révolution culturelle de la Sécurité sociale.

LEE Kil-ho (kilsil@yahoo.fr)

Chercheur associé / Université Nanterre La Défense

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

La « pensée libérale » en quête de légitimité intellectuelle : naissance et reconnaissance de la revue Commentaire

Créée en 1978 à l'initiative de Raymond Aron et de ses « amis » réunis sous la bannière de la tradition « libérale », la revue Commentaire réussit à s'implanter dès sa naissance dans le système de circulation des discours intellectuels à la différence des revues labellisées « de droite » comme Preuves et Contrepoint qui ont souffert tout au long de leur existence d'une sorte d'illégitimité intellectuelle. Les discours « libéraux » promouvant des valeurs nouvelles (démocratie, réforme, réalisme...) contre celles « de gauche », dénoncées comme totalitaires, archaïques et prophétiques, ont émergé progressivement à partir du début des années 1980 dans les espaces académiques, éditoriaux, médiatiques et politiques. Leur banalisation rend compte de l'importance du rôle joué par cette revue dans la reconnaissance tardive des intellectuels « libéraux » en France, et par ce biais même, à diffuser comme un fait accompli l'idée du déclin des intellectuels « de gauche ». La reconnaissance de Commentaire dans l'espace des « revues intellectuelles » et la visibilité sociale accrue des intellectuels s'inspirant de la pensée libérale ne doivent cependant pas être interprétées de manière linéaire, notamment en termes de continuité par rapport aux anciennes revues « de droite », ni en termes de rupture, mais sous l'angle d'une différenciation des usages des revues par les intellectuels conservateurs dans les nouvelles conjonctures politiques et intellectuelles qui rendent possibles ces usages.

LEE Kil-ho (kilsil@yahoo.fr)

Chercheur associé / Université Nanterre La Défense

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Le militantisme culturel face à la politique de réaménagement urbain en Corée du Sud : vers un nouveau répertoire d'action collective

La politique publique de réaménagement urbain en Corée du Sud constitue un moyen efficace d'enrichissement pour les catégories sociales aisées au détriment notamment des locataires privés du droit d'initiative sur d'éventuels dédommagements liés à la démolition de leurs lieux de résidence et de travail. Si cette politique est toujours l'objet de contestations sociales réclamant plus de « justice », on observe une nouvelle tournure dans l'action collective organisée en faveur d'un restaurateur-écrivain expulsé en décembre 2009 de son restaurant. Depuis printemps 2010, ce restaurant séouléen est devenu un lieu de contestation de cette politique publique où se rassemblent des écrivains, des musiciens, des citoyens ordinaires pour organiser de nouvelles formes de manifestations (conférences littéraires, concerts musicaux, projections de films, etc.) qui se différencient

des formes de contestation dominées jusqu'alors par des discours militants. Les différentes investigations empiriques permettent de reconstituer le contexte historique de l'émergence de cette forme singulière de militantisme et de retracer les trajectoires sociales des groupes et individus concernés. Ces analyses visent à comprendre les effets de la construction sociale des «sentiments d'injustice» engendrés par une politique publique de redistribution de l'espace urbain sur les processus de reconfiguration de diverses formes de militantisme observables dans la société sud-coréenne depuis la fin des années 1980.

LEFEUVRE Marie-Pierre (marie-pierre.lefeuvre@univ-tours.fr)

Pr / Université de Tours

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 7)

Les stratégies patrimoniales de « petits propriétaires ». Un éclairage sur le fonctionnement des marchés immobiliers

L'acquisition immobilière à des fins assurantielles se répand. L'anticipation rationnelle des bénéfices et des risques financiers attachés à cet investissement n'est plus l'apanage des plus fortunés. Des tenants de l'économie comportementale s'intéressent aux stratégies patrimoniales « banales » afin de comprendre leur incidence sur le fonctionnement des marchés. Certains y voient le signe d'une adhésion active et généralisée au capitalisme. Comment s'emparer sociologiquement de cette question ? Valorisation patrimoniale, minimisation des risques de décote, etc. : ces stratégies s'inscrivent dans des contextes locaux et les transforment. Ne comprend-on pas mieux ces choix et leurs implications en les saisissant localement ? Celui qui investit en un lieu y inscrit son pari sur la valeur d'un bien, son rêve de stabilité, son attente de garanties sur l'avenir... Nous aborderons ces questions au travers d'éléments de recherche empiriques portant sur des propriétaires « pauvres » ou déclassés : copropriétaires entrepreneurs dans des espaces dégradés ; bailleuses « inadvertantes » (Massot) dans une commune de Seine-Saint-Denis.

LEFRANCOIS Claire (claire.lefrancois@univ-lille3.fr)

Doctorante / CeRIES

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H4)

L'âge des « chômeurs âgés », un casse-tête pour les intermédiaires de l'emploi. Évolution des représentations sur l'âge, en France et en Angleterre

Longtemps considérés comme trop âgés pour retrouver un emploi, les « chômeurs âgés » sont devenus depuis peu un public cible des politiques de l'emploi, avec la mise sur l'agenda politique de l'emploi des seniors. Dans le même temps, le critère de l'âge, jusque récemment considéré comme un critère légitime de régulation des existences et un instrument de l'Etat-providence (Percheron, 1991), est aujourd'hui remis en question, étant perçu comme un critère trop rigide et trop arbitraire pour encadrer des parcours individuels se singularisant. C'est ainsi qu'en 2001, en France, et en 2006, en Angleterre, l'âge s'est imposé dans la loi comme un critère possible de discrimination dans le domaine de l'emploi. Malgré ce mouvement de remise en cause de l'âge comme critère, le public des « chômeurs âgés » reste avant tout désigné par son âge. Aussi bien au niveau des mesures prises et dans la manière dont elles se déclinent que dans les discours et pratiques des intermédiaires de l'emploi, l'âge demeure un critère assez largement utilisé. Dans leur travail autour de ce public, les intermédiaires se retrouvent pris dans une tension entre dénaturalisation et naturalisation du critère d'âge. Les pratiques et les discours à son égard témoignent ainsi des tensions et contradictions qui se jouent autour de sa mise en avant ou de son effacement.

LEGENDRE Florence (florence.legendre@univ-reims.fr)

MCF / LERP Université de Reims Champagne-Ardenne

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

La mise en œuvre du processus de Bologne dans l'enseignement supérieur hongrois. Les résultats d'apprentissage du côté des pratiques enseignantes.

Cette intervention se propose d'explorer les modalités d'implantation de la réforme de Bologne dans l'enseignement supérieur hongrois et notamment l'accueil fait par les universitaires à la démarche des « learning outcomes ». Cette approche, basée sur les concepts de compétences et d'employabilité, semble s'opposer au modèle humboldtien de l'université, qui a perduré en Hongrie malgré des décennies de régime socialiste. C'est en effet à ce modèle qu'il est fait référence lorsqu'on évoque le modèle « traditionnel » de l'université qui s'opposerait à celui valorisé dans le processus de Bologne. Les recherches hongroises actuelles s'accordent pour souligner la faible implantation réelle de la démarche des résultats d'apprentissages dans les pratiques pédagogiques universitaires, et cela tant dans la conception des nouveaux programmes, dans les contenus de cours que dans les évaluations. Les données de recherches récentes permettent de distinguer entre conservatisme (« résistance ») et coopération (« innovation ») les attitudes des enseignants vis-à-vis de la réforme. Il semblerait bien que ces attitudes soit différenciées selon les représentations du métier et les positions académiques des acteurs.

LEGRAND Monique (monique.legrand@univ-nancy2.fr)

EC sociologie / 2L2S-Lasures/ Uni Nancy2

BLANC Mathias (mathias.blanc@misha.fr)

Post-doctorant ANR Eurocivis / 2L2S-Lasures/ Uni Nancy2

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

Rapports entre société civile et monde politique au niveau communautaire : expertise associative et diffusion de normes

Cette communication est issue d'une recherche ANR (eurocivis) qui interroge les rapports entre la « société civile » et le monde politique à différentes échelles territoriales (européen, national, local). Des plateformes européennes de débats entre les associations et les fonctionnaires européens, sont censées à la fois construire cette société civile et définir les grandes lignes

des nouvelles politiques publiques. A travers une mise en perspective historique des rapports associations/pouvoirs publics, nous nous intéresserons aux changements observés entre « société civile » et monde politique, tant au niveau national (new public management...) qu'au niveau européen. Comment les associations sont pénétrées par l'espace européen ? Comment celui-ci modifie-t-il et dans quel sens les positionnements, projets stratégies et discours des associations ? Leur implication dans ces espaces de dialogue autorise-t-elle ipso facto une plus grande participation à la décision ? La confrontation des savoirs experts engendre-t-elle de nouvelles valeurs, de nouvelles normes aux niveaux européen, national ? Une analyse de cas autour de la Charte Européenne des droits et des responsabilités des personnes âgées nécessitant des soins de longue durée, coordonnée par la plateforme AGE Europe, permettra d'étudier la façon dont se créent et se diffusent des normes et la façon dont se régule l'action publique communautaire.

LÉGUISTIN Maud (mleguistin@gmail.com)

Doctorante / LISST CERS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 5)

Tisser sa toile, une typologie des sites de rencontre et de réseau social

Dans le cadre d'une thèse sur les sites de rencontre sur internet, j'ai été amenée à travailler, approfondir et élargir la question des rencontres amoureuses au type de lien noué par ce biais. En effet, non seulement les sites de rencontres permettent de créer du lien, mais d'autres sites promettent de maintenir ou de réactiver certaines relations. De plus, la plupart des prétendants à la rencontre amoureuse sur internet utilisent aussi les sites dits de réseaux sociaux et développent des usages et des stratégies en fonction de leurs attentes. Il paraît donc intéressant de dresser une cartographie de ces sites et de catégoriser les formes du lien qu'ils proposent ainsi que l'usage qui en est fait. Pour cela, je m'appuie sur les travaux de Degenne et Forsé et de Dominique Cardon entre autres. Il est également utile de se pencher sur la question du réel et du virtuel, de l'offline et de l'online. Pour aller plus loin, enfin, il faut replacer la question de cette forme de lien social dans la perspective de l'individualisation de nos sociétés et de la rationalité valorisée qui en découle.

LÉGUISTIN Maud (mleguistin@gmail.com)

Doctorante / LISST CERS

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Le chat et la souris, le genre et le web@mour :changements ou reproduction?

Les sites de rencontre sur internet offrent un espace de liberté où les hommes et les femmes peuvent jouer avec les rôles traditionnels du genre et des rapports sociaux de sexe. D'une part, la plupart des femmes se sentent protégées par la possibilité de rester dans l'espace privé et par l'usage d'un pseudo et, par conséquent, se sentent plus libres que dans l'espace public. D'autre part, les premiers échanges qui sont plutôt de l'ordre du partage de ressenti, dans le champ sémantique du sentiment favorisent ces dernières qui sont davantage socialisées dans ce sens. Pour autant, toutes les femmes et tous les hommes n'ont pas les mêmes cartes en main. En effet, les classes sociales, les rapports interethniques sont également des variables discriminantes dans ce contexte. De plus, les rapports amoureux et conjugaux s'adaptent à la société individualiste. L'engouement pour les sites de rencontre révèle un retour à la rationalité affichée dans le choix du conjoint, mais aussi une pluralité des comportements et des modèles du sentimental et du conjugal. Ce qui amène à une variété des modèles de rapports sociaux de sexe et de genre et c'est peut être là la principale innovation.

LEJEUNE Aude (aude.lejeune@ulg.ac.be)

Postdoctorante / Univ. de Liège, Massachusetts Institute of Tech., ENS Cachan

ORIANNE Jean-François (jforianne@ulg.ac.be)

Professeur / Université de Liège

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Choisir des cas exemplaires : la strategic litigation dans la lutte contre les discriminations liées à l'emploi en Belgique

Dans plusieurs pays européens, les organismes publics de promotion de l'égalité des chances et de lutte contre les discriminations recourent à une pratique de « Strategic litigation ». Inspirée par les pratiques anglo-saxonnes, elle consiste à sélectionner, parmi les cas individuels que traitent ces organismes, les dossiers exemplaires qui pourront permettre aux magistrats de créer une jurisprudence positive dans certains domaines du droit. L'objectif de ces organismes est de se positionner comme acteurs stratégiques en utilisant les cours et tribunaux comme des espaces d'action politique. Centrée sur le traitement des plaintes en matière de discrimination à l'emploi en Belgique, cette étude repose sur un matériau empirique composé d'entretiens (avec les juristes de ces centres de promotion de l'égalité, des plaignants, des avocats et des magistrats), d'observations et du dépouillement de dossiers individuels. Cette communication met tout d'abord en lumière les arguments auxquels se réfèrent les juristes qui sont amenés à sélectionner les dossiers en qualifiant certains cas « d'exemplaires ». Ensuite, elle examine l'articulation entre les revendications individuelles des plaignants, liées à leur propre histoire personnelle, avec les stratégies collectives de publicisation de ces centres. Enfin, elle interroge la stratégie judiciaire qui, dans un pays de droit continental, peut nourrir d'autres stratégies de lobbying politique en dehors des cours et tribunaux.

LELANDAIS Gülçin (gulcin.jelandais@yahoo.fr)

Chargée de recherche Marie Curie / University of Warwick

RT 34 Sociologie politique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Expérience du « Comité populaire communiste » du quartier 1er mai à Istanbul La socio-histoire des pratiques de résistance politique d'un quartier aux marges du « Régime »

Cette communication focalisant sur une des dimensions d'un projet de recherche en cours vise à examiner la socio-histoire (1977-2007) d'un quartier contestant les fondements nationalistes et militaires du régime politique en Turquie. Le quartier en question a été construit avec des gecekondu (bidonvilles), d'une manière illégale, avec une volonté de réaliser un projet social et politique guidé par des règles communistes. L'idéologie communiste étant bannie en Turquie jusqu'aux années 2000, les habitants de ce quartier seront considérés comme dissidents au régime. Notre objectif sera d'étudier les formes de résistance politique et sociale qu'ils ont développées pour préserver leur identité collective mais aussi pour lutter contre la stigmatisation de leur quartier.

LELANDAIS Gülçin (gulcin.jelandais@yahoo.fr)

Chargée de recherche Marie Curie / University of Warwick

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Réclamer le droit à la ville Justice spatiale comme enjeu de mobilisation collective des Roms d'Istanbul

À partir de nos recherches réalisées en 2009 et des données recueillies par le biais des entretiens et enquêtes effectués en avril 2011, nous visons à analyser la place du sentiment de justice spatiale et sociale dans la construction d'une mobilisation collective par la communauté Rom contrainte de quitter définitivement leur quartier en raison d'un projet de transformation urbaine. Nous tenterons d'examiner la conception de justice spatiale avant et après le passage à l'action collective. D'abord avant le passage à l'action pour comprendre son rôle dans la formation de l'identité collective des Roms et ensuite après le passage à l'action collective pour comprendre comment intervient-elle dans l'émergence de la mobilisation collective. Nous allons voir que si l'injustice généralisée est fortement ressentie par cette communauté (de fait de leur stigmatisation et de l'absence des infrastructures publiques de base), elle n'a jamais permis, à elle seule, l'organisation d'une contestation. À partir du moment où cette injustice retrouvera un corps concret dans le projet de transformation urbaine, elle se combinera avec un sentiment de déracinement et c'est à partir de ce moment-là qu'elle sera considérée inacceptable et permettra d'affranchir un seuil pour la mobilisation collective.

LEMERCIER Elise (elise.lemercier@univ-rouen.fr)

Maître de conférences / Université de Rouen

RT 40 Sociologie des institutions Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

Un « travail de rue » au féminin ? Genre et recompositions institutionnelles en prévention spécialisée.

La prévention spécialisée est financée au titre de la Protection de l'enfance depuis 1972. Son mode d'intervention emblématique est le « travail de rue ». Les professionnels fréquentent les espaces publics pour aller à la rencontre de jeunes qu'ils considèrent comme « les plus en marge ». Dans leurs récits de ce « travail de rue », les éducateurs se présentent souvent comme en danger physique ou moral mais parvenant toujours à se sortir de la situation. Cette mythologie repose sur des stéréotypes genrés : ce travail serait avant tout une affaire d'homme. Il nécessiterait courage, force et autorité supposés acquis plus « spontanément » par les hommes. Cette communication se propose de démontrer la pertinence d'une grille de lecture en termes de genre pour appréhender la production et la reproduction de cette institution qu'est la prévention spécialisée. Elle se fonde sur une enquête ethnographique d'une durée de quatre ans, réalisée dans un club de prévention spécialisée par observations participantes et par entretiens avec les professionnels, des partenaires et des membres de leurs publics. Les professionnelles tentent de résister à l'invalidation de leurs compétences professionnelles dites « féminines » en expérimentant d'autres formes de rencontre avec le public qui restent peu valorisées, notamment sous la pression du contexte politique local de lutte contre l'insécurité.

LENDARO Annalisa (annalisa.lendaro@univmed.fr)

Doctorante, ATER / LEST-CNTS UMR 6123

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)

Innover par le ciblage. Les politiques d'insertion à l'épreuve de l'immigration : une comparaison France-Italie

Les processus de légitimation de catégories-cible concernant les immigrés sont appréhendés ici d'une part par la production de règles et de politiques nationales, réinterprétées au niveau territorial, de l'autre par les articulations institutionnelles et les jeux d'acteurs qui font émerger des catégories-cible « indigènes », produit d'arènes hétérogènes quant au statut des acteurs qui y participent (publics, privés, de branche, associatifs, locaux, européens etc.). Cette recherche s'est intéressée à l'émergence de l'« immigré » et à ses déclinaisons en tant que catégorie légitime (ou pas) de l'action publique dans le domaine de l'emploi et de l'insertion au niveau régional, en France et en Italie. Sont en jeu les modes de coordination et les instruments de différents types d'acteurs : publics (administrations, centrales et déconcentrées, Région et collectivités territoriales etc.) ; de branche (patronat, syndicats de salariés et organismes paritaires); de la société civile (associations, coopératives sociales, collectifs etc.). Dans un contexte commun de décentralisation, supranationalisation, et de multiplication des acteurs et des niveaux de l'action publique, qu'en est-il de la prise en compte d'éventuelles spécificités des populations immigrées en France et en Italie ? Quel pouvoir de « légitimation » des catégories-cible a le « privé social » dans les deux contextes, et quel rôle d'instrumentation de l'action publique joue le FSE, via ses programmes ?

LENDARO Annalisa (annalisa.lendaro@univmed.fr)

Doctorante-ATER / LEST-CNRS

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)*Innover par le ciblage. Le 'privé social' à l'épreuve de l'insertion professionnelle des immigrés: une comparaison France-Italie*

Les processus de légitimation de catégories-cible concernant les immigrés sont appréhendés ici d'une part par la production de règles et de politiques nationales, réinterprétées au niveau territorial, de l'autre par les articulations institutionnelles et les jeux d'acteurs qui font émerger des catégories-cible « indigènes », produit d'arènes hétérogènes quant au statut des acteurs qui y participent (publics, privés, de branche, associatifs, locaux, européens etc.). Cette recherche s'est intéressée à l'émergence de l'« immigré » et à ses déclinaisons en tant que catégorie légitime (ou pas) de l'action publique dans le domaine de l'emploi et de l'insertion au niveau régional, en France et en Italie. Sont en jeu les modes de coordination et les instruments de différents types d'acteurs, en particulier du « privé social » (associations, coopératives sociales, collectifs etc.). Dans un contexte commun de décentralisation, supranationalisation, et de multiplication des acteurs et des niveaux de l'action publique, qu'en est-il de la prise en compte d'éventuelles spécificités des populations immigrées en France et en Italie ? De quel pouvoir de « légitimation » des catégories-cible dispose le privé social dans les deux contextes, et quel rôle d'instrumentation de l'action publique joue le FSE, via ses programmes ?

LÉNEL Pierre (pierre.lenel@lise.cnrs.fr)

Chercheur / Lise- Cnrs - Cnam

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH TD3)*L'innovation intersectionnelle : faiblesse conceptuelle ou renouvellement de la pensée de la domination ?*

De la sociologie des rapports sociaux de sexe à l'intersectionnalité, des gender studies au féminisme relationnel, les angles théoriques semblent s'être multipliés afin de renouveler la pensée sociologique de la « domination », voire de décrire les asymétries en faisant l'économie du paradigme classique de la domination. Autant « d'innovations » théoriques, parfois articulées à des groupes minoritaires ou à des luttes sociales qui se trouvent de fait en concurrence pour décrire le monde social. Notre communication se concentrera sur l'approche intersectionnelle qui pour certains auteurs, notamment dans le monde anglo-saxon, a pour ambition de devenir le paradigme central pour penser la domination : quelle est sa valeur heuristique spécifique ? Quelle conception de la légitimation de l'ordre social propose-t-elle ? Quel(s) types d'organisation des groupes subalternes cette approche suggère-t-elle ? Quelle conception de la société véhicule-t-elle ? Nous tenterons alors d'éprouver la nouveauté de cette approche en pointant les spécificités de son approche des asymétries.

LEONARDI Cécile (c6leonardi@yahoo.fr)Doctorante / EMC²-LSGRT 10 Sociologie de la connaissance Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)*Faire usage de l'art pour repenser nos paysages intellectuels et vécus.*

« Une œuvre d'art devrait toujours nous apprendre que nous n'avions pas vu ce que nous voyons ». Paul Valéry suggère ici que l'art ne nous invite pas tant à découvrir des choses inconnues qu'à remettre en débat la manière dont nous croyons les connaître. Différents sociologues ont choisi d'interroger cette forme de réflexivité en l'expérimentant concrètement, autrement dit en puisant dans des œuvres de fiction de quoi réfléchir leurs catégories et leurs procédures scientifiques. J'aimerais prolonger cette réflexion en m'attachant à un cas d'étude qui la déplace sur le terrain de l'urbanisme. Soit une équipe d'urbanistes et d'architectes mandatée en 2006 par le syndicat de pays du Grésivaudan pour élaborer une charte encadrant la préservation du paysage de toute une vallée alpine. Au cours de sa mission, cette équipe a choisi d'utiliser différentes sources artistiques (peinture classiques, dispositifs contemporains) pour inciter élus et techniciens à remettre en jeu leurs façons de concevoir le paysage dont ils avaient la charge. Ces expérimentations ont alimenté un chantier prospectif fondé sur une réflexivité partagée autour d'un analyseur inattendu. La présentation de ce cas me permettra d'interroger la manière dont l'art peut nourrir différentes épistémologies, de celles qui concernent les sciences humaines à celles qui se construisent sur le terrain de nos savoirs ordinaires et des modalités d'actions qu'ils recèlent.

LEPILLER Olivier (olivierlepiller@hotmail.fr)

Doctorant / Université Toulouse 2-Le Mirail, CERTOP

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 19)*Critique au nom du naturel et naturalisation de l'alimentation industrielle : une approche sociohistorique*

Dans le monde du marketing de l'alimentation, il est aujourd'hui question d'une « tendance naturalité » jugée très porteuse et dynamique. Comment les industries agroalimentaires, qui se sont historiquement construites sur une expertise visant à maîtriser la variabilité de la nature et du vivant, en sont-elles arrivées à valoriser la « naturalité » ? Pour répondre à cette question, nous proposons d'étudier, depuis une perspective sociohistorique, les différents types d'acteurs de l'espace public de l'alimentation qui ont joué un rôle dans la critique de l'alimentation industrielle au nom du naturel, depuis la fin des années 70. Nous avons étudié le discours des diététiciens alternatifs, des nutritionnistes, d'un média grand public et de la sociologie pour saisir les principaux acteurs et objets de cette critique. Nous nous sommes également intéressés aux thématiques et aux différentes figures du naturel qui la peuplent. Nous montrerons ainsi sur quelles ressources de légitimation s'appuient les industriels pour capter la critique et produire un « travail de naturalisation » dont nous avons étudié la variété. Nous verrons

que les différentes formes de valorisation du naturel se rapportent à plusieurs conceptions de la saine conduite du corps et de la relation entre l'homme et son environnement que matérialise l'alimentation.

LEPINAY Hélène (helenelepinay@hotmail.com)

Doctorante Université Paris Descartes / UMR 196-CEPED

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Penser l'adolescence dans la société Nord thaïlandaise contemporaine

Les travaux des anthropologues, des sociologues et des historiens ont démontré que l'adolescence était à la fois le produit et le révélateur du changement social. La société Nord thaïlandaise a été marquée par de nombreux changements ces dernières décennies (baisse drastique de la natalité, allongement de l'éducation scolaire obligatoire, développement économique rapide, ouverture à la mondialisation, etc.). Il existe dans la langue thaïe depuis une époque relativement récente différents termes pouvant se rapporter à l'adolescence ou aux adolescents. L'analyse de ces différents termes met en lumière des visions a priori différentes voire contradictoires des dits « adolescents » qui rendent compte de la multiplicité de l'identité adolescente à l'heure actuelle en Thaïlande du Nord. Ces contradictions sont révélatrices des tensions traversant la société Nord thaïlandaise contemporaine entre d'une part la tradition et la modernité et d'autre part entre le local, le national et le global. La sexualité, plus précisément celle des filles, constitue un point d'ancrage de ces tensions. Cette communication se propose de décrire et d'analyser les tensions qui traversent la société Nord thaïlandaise contemporaine à partir d'un travail de délimitation de la catégorie d'adolescent(s) par une analyse ethno-linguistique des termes se rapportant à cette dernière et par une analyse des discours et des pratiques ayant trait à la sexualité des adolescents.

LEPONT Ulrike (ulrike.lepont@gmail.com)

Doctorante / Université Montpellier 1 - CEPPEL UMR 5112

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

« Améliorer la qualité pour réduire les coûts » : le rôle des experts dans la diffusion d'un nouveau credo en matière de réduction des dépenses de santé aux Etats-Unis.

Dans cette communication, nous analysons le rôle des experts en politiques de santé dans la diffusion, à partir des années 1980, d'un nouveau credo en matière de réduction des dépenses de santé aux Etats-Unis : la réduction des coûts non par la régulation des prix mais par l'amélioration de l'efficacité du système de soin. Les solutions proposées, qui paraissent jusque-là secondaires, - fin au paiement à l'acte, promotion des NTIC, de la prévention, etc -, s'appuient sur des travaux universitaires engagés dès les années 1970, comme ceux du « Dartmouth Atlas of Health Care ». Aux élections de 2008, bien que mises en doute par de nombreuses contre-expertises, elles sont au centre des programmes de tous les candidats. Il s'agit dès lors de comprendre comment des recommandations fondées sur des travaux aussi controversés se sont imposées. Notre étude, reposant sur un travail à la fois quantitatif et qualitatif, cherche à identifier les différents acteurs en jeu dans le processus de valorisation de ces travaux et à dégager les facteurs à leur diffusion dans la sphère de l'expertise puis dans la sphère politique. Notre hypothèse met l'accent sur trois variables, cognitive, institutionnelle et politique. Nous montrons que la structuration du discours des experts autour de ce nouveau credo est le fait tant de la recherche par les experts d'une autonomisation de leur savoir et d'une institutionnalisation de leur profession que de l'intégration de contraintes politiques.

LEROUX Pierre : voir à RIUTORT Philippe

LEROY Marc (marc.leroy@univ-reims.fr)

Directeur des études du CRDT / (Gis-Grate/CNRS) Université de Reims

Projet groupe de sociologie des finances publiques Session 3A (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 1)

Réunion de lancement d'un groupe de sociologie des finances publiques

La sociologie des finances publiques est née de la réflexion de Goldscheid et de Schumpeter sur la crise financière de l'Etat et de la constitution d'une école italienne intéressée par les moyens de l'élite au pouvoir. Après le temps des fondateurs, elle connaît un développement inégal selon les époques et selon les pays. En France, depuis les travaux de psychologie sociale de Dubergé et de sociologie historique d'Ardant des années 1960-70, elle reste peu pratiquée, en dépit de quelques recherches de qualité et de mes efforts systématiques. Pourtant, pour ne citer qu'un ratio emblématique, le poids des dépenses publiques dépasse la moitié du PIB. Cette science sociale distingue les recettes et les dépenses tout en s'intéressant à leur relation. Dans sa forme actualisée (Leroy, 2007), elle propose une analyse sociologique des finances publiques, une lecture financière de l'action publique et un terrain de questionnement des théories des sciences sociales. Elle est concernée par les politiques de dépenses, mais aussi par l'emprunt, le déficit, la privatisation, le partenariat financier, etc. dont les implications sur la société sont fortes. La sociologie fiscale (Leroy, 2002 ; 2010), qui dispose de son propre corpus de travaux, se focalise sur l'impôt, principale ressource budgétaire des sociétés démocratiques développées, dans ses rapports à l'Etat et à la société. Le contexte actuel de la « crise » internationale justifie particulièrement de créer un groupe d'animation de la sociologie des finances publiques. Ainsi la question de la faillite financière des Etats face à la hausse des dettes souveraines en liaison avec les plans de soutien aux banques et à l'économie retrouve le questionnement des fondateurs autrichiens de la sociologie fiscale. De même, la mise en œuvre de budgets de performance (en France, Lolf et RGPP), l'impact de la globalisation économique sur les dépenses sociales constituent des terrains d'investigation pour cette sociologie qui questionne des problématiques générales de sciences sociales... La sociologie des finances publiques admet une définition large qui implique plusieurs disciplines puisqu'elle concerne tour à tour la science politique, le droit, l'économie, la gestion, l'histoire, la psychologie, etc. Le groupe,

dont la démarche de principe est soutenue par l'AFS, sera donc ouvert aux chercheurs venant des autres disciplines. En diversifiant les origines institutionnelles (laboratoires notamment), il cherchera à nouer des relations privilégiées avec les divers réseaux universitaires, groupes de recherche et associations professionnelles œuvrant dans le domaine des finances publiques (des liens existent déjà). Il définira et organisera des activités scientifiques régulières pour développer la recherche et les savoirs professionnalisant dans ce domaine. Toute personne intéressée est donc invitée à participer à la première réunion de lancement qui se déroulera à Grenoble lors du congrès de l'AFS le mercredi 6 juillet 2011 à 13H15. Les personnes empêchées peuvent m'adresser un E-mail : marc.leroy@univ-reims.fr Marc LEROY Professeur de sociologie Directeur des études du CRDT (Gis-Grate/CNRS) Université de Reims

LEROY Marc (marc.leroy@univ-reims.fr)

Professeur de sociologie / université de Reims

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Globalisation économique, idéologie néolibérale et nouvelles formes de déviance fiscale

A la suite de la crise de 2008, la médiatisation des paradis fiscaux a dévoilé le dérèglement de l'économie mondiale, alors que les Etats peinent à financer leurs services sociaux. La contribution questionnera l'évolution de la déviance fiscale (création/innovation) comme rapport au marché et à l'action publique en relation avec la diffusion de l'idéologie néolibérale dans le contexte de la globalisation économique. Une typologie des (nouvelles) pratiques de déviance fiscale croisant le comportement par rapport à la loi et l'intégration dans l'économie globale sera proposée. Sur le terrain de la sociologie fiscale définie comme étude des relations entre l'impôt, l'Etat et la société, la carence de la régulation publique sur le marché sera ensuite rapportée à la théorie de l'anomie économique de Durkheim et à certaines propositions de Merton. En effet, si la banalisation de la déviance fiscale se comprend comme un dérèglement des fins sociales, au sens classique de Durkheim, par les dérives du néolibéralisme, elle ne résulte pas d'une simple absence de règles. Elle met en cause une régulation pervertie de l'économie par l'action publique dont les facteurs et la portée « normative » seront inventoriés : optimisation des multinationales, concurrence fiscale des Etats, idéologie de l'efficacité du marché contre le Welfare State, complexification de l'obligation, lacunes de l'Union Européenne et du soft law international...

LEROY Marc (marc.leroy@univ-reims.fr)

Professeur de sociologie / université de Reims

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)

Réflexion sur le développement de la sociologie fiscale

La contribution proposera une réflexion sur le développement de la sociologie fiscale définie comme l'étude des relations entre l'impôt, l'Etat (l'action publique) et la société. La reconnaissance institutionnelle de la sociologie fiscale, qui varie selon les cas, est à considérer à la fois de manière diachronique et synchronique. La perspective longitudinale met en évidence l'impact de l'Etat interventionniste sur la diffusion historique de cette approche fondée dans la période de la première guerre mondiale. Ainsi la création (et « l'innovation ») de cette nouvelle discipline est due à la réflexion de Goldscheid et de Schumpeter (école autrichienne) sur la crise financière de l'Etat et, à la constitution d'une école italienne (autour de Pareto et de la science financière) intéressée par les moyens de l'élite au pouvoir. Après le temps des fondateurs, la sociologie fiscale, comme celle des finances publiques en général, connaît un développement inégal selon les époques et selon les pays. La lecture synchronique regroupe dans un modèle de sociologie de la connaissance plusieurs variables, spécifiées à partir du cas de la France : position de l'administration, particularisme des enjeux sociaux, technicité de la matière, domination du droit et de l'économie. Quelques propositions épistémologiques et programmatiques seront enfin exposées pour définir des perspectives pour cette discipline et nourrir le débat sur la sociologie comme science sociale.

LESTRELIN Ludovic : voir à **BASSON Jean-Charles**

LETEINTURIER CHRISTINE (christine.leteinturier@u-paris2.fr)

MCF / CARISM - UNIVERSITE PARIS 2

RT 37 Sociologie des médias Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD4)

Le rôle des instances de légitimation des journalistes professionnels dans la redéfinition du périmètre du journalisme

Pas plus que la radio et la télévision auparavant, le web ne va conduire à une modification des catégories génériques définissant le périmètre professionnel du journalisme. Un rapide rappel de la mise en place des instances de légitimation depuis le statut de 1935 jusqu'aux décisions les plus récentes sur les services ligne permettra de situer l'action de labellisation de la CCIJP dans un cadre d'usage, qui entrecroise autour du journaliste les entreprises, l'Etat et les instances de régulation. Nous montrerons que les innovations techniques pourront s'inscrire dans le cadre d'usage ainsi créé. A partir de l'analyse des refus de carte de presse pour l'année 2010 (source dossiers de la CCIJP - Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels), nous montrerons quelles sont les logiques à l'œuvre autour de la « labellisation » des journalistes du web, entre statut des entreprises, tâches accomplies et « vocation » des sites. Les transformations en cours du journalisme ne sont pas seulement portées par le web mais aussi par les « médias classiques » eux aussi en constante évolution. Là aussi, les décisions de la CCIJP mobilisent le cadre d'usage en place depuis plus de 50 ans. Nous concluons que la logique mise en œuvre par la CCIJP vise surtout à préserver le statut professionnel et son principal pilier, le salariat, tout en permettant son adaptation constante aux évolutions des entreprises médiatiques et des formats journalistiques

LETONTURIER Eric (eric.letonturier@orange.fr)

MCF / GEPECS

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 8)

Devenez vous-même. Création de soi et institution militaire

Le dernier slogan de l'armée de terre procède d'une injonction typique de la seconde modernité mais néanmoins inédite pour le milieu militaire et les représentations ordinaires ou savantes que l'on en a. La présente communication s'attachera à l'étude critique des différents types de freins bloquant le dévoilement des multiples formes et processus d'individualisation existant dans les armées, pour ensuite montrer la réalité constante de ces derniers d'hier à aujourd'hui, ainsi que les modalités et expressions spécifiques de cette création de soi dans le cadre du statut et de la condition militaires.

LEVY Clara (clara.levy@univ-nancy2.fr)

Maître de conférences / Université Nancy 2

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

Innover sous contraintes : l'écriture oulipienne de Georges Perec

En 1966, Georges Perec est entré dans le groupe de l'OuLiPo, fondé en 1960 par Raymond Queneau, écrivain passionné de mathématiques, et par François Le Lionnais, mathématicien passionné de littérature. L'OuLiPo considère que la création littéraire est un travail sur le langage et l'écriture qui gagne à obéir à des règles contraignantes, souvent mathématisables quoique apparemment fantaisistes ou incongrues. Or de nombreux textes de Perec sont soumis à des contraintes telles que les a élaborées l'OuLiPo. Dans la mesure où le thème de la judéité a progressivement acquis une importance croissante dans ses textes, on peut supposer que cette importance thématique possède sa contrepartie formelle. De fait, lorsqu'on considère les textes de Perec par-delà leur première évidence, on repère - sinon fréquemment, du moins suffisamment pour que cela marque une intention appuyée de la part de l'écrivain - des procédés d'écriture qui font écho à sa conception de la judéité. Ces procédés sont ceux de la transformation et du jeu sur les lettres alphabétiques et du camouflage subtil du propos essentiel sous d'efficaces travestissements. Notre communication sera consacrée à mettre au jour ces procédés stylistiques, pour certains extrêmement sophistiqués, tout en tentant de montrer dans quelle mesure ces prises de position esthétiques sont étroitement liées à la position sociale de Perec (et notamment à la judéité, expérimentée de manière très particulière par cet écrivain).

LIEBER Marylene (marylene.lieber@gmail.com)

Chercheuse post-doc / MAPS - Université de Neuchâtel

GT 42 Sociologie des élites Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

La promotion de la responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie électronique en Chine : les programmes dits de 'capacity building'

L'industrie électronique s'est dotée relativement tard d'un code de conduite en matière de responsabilité sociale, qui fait l'objet de remises en question régulières tant par les ONG que par les entreprises dudit secteur. Ce code peine à être appliqué de façon uniforme et les grandes marques de l'électronique n'attribuent pas toujours les financements nécessaires pour qu'il fonctionne de façon efficace à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement. Toutefois, certaines sociétés ont scellé des collaborations avec des ONG chinoises ou hongkongaises et élaboré des programmes dits de « capacity building ». Ceux-ci sont vus par leurs promoteurs comme des véritables outils de sensibilisation des fournisseurs à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, en opposition aux audits sociaux, qui sont davantage envisagés en termes de sanction. Sur la base d'une enquête de terrain en cours à Taiwan, Hong Kong et dans le Sud de la Chine, notre communication vise à présenter les premiers résultats de notre recherche.

Auteur non communicant : Ellen HERTZ

LIMA Léa (lea.lima@cnam.fr)

MCF / LISE

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 15)

Normalité, normativité et normalisation des parcours d'insertion des jeunes précaires. Une analyse des délibérations au sein des fonds d'aide aux jeunes

Notre communication se penche sur les normes sociales de solidarité publique à l'égard des jeunes. A l'occasion de l'octroi d'aides financières, les membres des fonds départemental d'aide au jeune échangent sur des parcours passés et à venir qui mettent en jeu des normes de primo-insertion : ce dont il est question bien souvent c'est du déroulement considéré comme normal des trajectoires d'insertion de jeunes précaires ou au contraire des tournures « pathologiques » ou déviantes que peuvent prendre ces trajectoires. En second lieu, les décisions d'attribution de l'aide financière mettent en jeu une idée de projet soutenable en situation précaire. Enfin le soutien financier des pouvoirs publics à l'égard des jeunes est étroitement articulé à d'autres normes implicites sur ce à quoi un jeune peut s'attendre de la part de la parenté. Ces normes sont plus complexes et mouvantes que le principe d'obligation alimentaire inscrit dans la loi.

LLOBET Aurélie (aurelie.llobet@wanadoo.fr)

Doctorant / IRISSO Université Paris-Dauphine

RT 34 Sociologie politique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Les résistances individuelles au travail : terreau d'action collective ? L'exemple des enseignants du secondaire

Cette communication, consacrée aux enseignants du secondaire, vise à décroiser la sociologie du travail et la science politique. Sur la base d'une enquête ethnographique, ce travail éclaire sur les processus d'acceptation ou de refus de l'ordre politique chez les enseignants du secondaire. Dans un premier temps, cette intervention, met en exergue les stratégies d'exit, de voice ou de loyalty que développent les professeurs. Dans un contexte d'ébranlement du métier où les enseignants n'arrivent plus à s'accorder sur la signification des situations et des rôles à tenir, s'expriment sur le terrain les souffrances quotidiennes des professeurs face à l'incapacité structurelle à remplir leur mission, mais s'observent aussi les renégociations individuelles opérées par les agents eux-mêmes en fonction de leurs dispositions personnelles et des logiques de situation (type d'établissements, niveau des élèves, échanges avec les collègues, etc). Ces résistances individuelles sont réinsérées, dans une seconde partie, dans le collectif au sein duquel elles se développent. Le rejet des évolutions proposées par l'institution est à corréler au travail des entrepreneurs de cause locaux qui, en centrant leurs discours sur le métier, contribuent à transformer les résistances individuelles en actions politiques renouvelant par là-même les formes de la protestation au sein de l'Education Nationale.

LO Seak-Hy (seak_hy@yahoo.fr)

Doctorante / CERMES 3

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

La situation de handicap à l'épreuve de l'emploi : questionnement sur l'employabilité

Ces dernières années, l'Etat social français se transforme pour devenir un Etat investissant sur l'activation de ses populations bénéficiaires de l'aide sociale. La personne est vue comme un acteur, valorisée par sa prise d'initiative et son autonomie (Davoux, 2009). La logique n'est plus celle d'une assistance mais d'une contractualisation individuelle et réciproque (Dang, Zajdela, 2009). C'est dans ce contexte, qu'aujourd'hui l'Etat questionne la possibilité d'activer les personnes en situation de handicap, en interrogeant leur employabilité. Historiquement cette population était considérée comme des « bons pauvres » dédouanés de l'obligation de travail (Castel, 1995), mais avec l'émergence des pratiques de réadaptation et des dispositifs d'accompagnement à l'emploi, un changement de regard s'est opéré sur leur incapacité à travailler. Or, cette population multiforme recouvre des situations contrastées et complexes, dont les difficultés ne sont pas saisissables uniquement par le prisme de la capacité au travail. Le travail en cours propose d'appréhender les situations de handicap à travers cinq groupes construits à l'aide de méthodes statistiques et de les mettre à l'épreuve de la situation d'emploi. Cette typologie, issue d'une exploitation de l'enquête statistique nationale Handicap-Santé « Ménage », permet de cartographier les situations de handicap et les difficultés dans l'emploi de ces populations en France et de questionner ainsi cette notion d'employabilité.

LO Seak-Hy (seak_hy@yahoo.fr)

Doctorante / CERMES3

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV H3)

Le projet professionnel après la survenue d'une atteinte motrice ou neuro-motrice

Au 20^e siècle, les parcours de prise en charge du handicap se sont complexifiés et différenciés selon la situation des personnes au moment de la survenue de l'atteinte, les décisions, les événements qui jalonnent leur reconstruction. Les personnes après la survenue d'une atteinte doivent non seulement faire l'apprentissage de leur nouveau corps, mais aussi des systèmes de prise en charge qui incitent à la définition de soi et à la projection dans un « projet de vie ». Le travail de recherche en cours s'attache à comprendre comment les différents systèmes de prise en charge sont une aide et/ou une contrainte pour les personnes handicapées et comment ces systèmes et leurs professionnels peuvent être acteurs sur la façon de se déterminer et de définir un projet. Le point de départ de cette réflexion est le centre de médecine physique et de réadaptation où les personnes sont accueillies pour rééduquer leur corps et apprendre la réadaptation à la vie quotidienne. Pour mieux comprendre la construction des projets dans un tel contexte de bifurcation, il est important de suivre les personnes dans leur parcours de réadaptation afin de mieux cerner les moments, les événements, les interrogations, les interactions qui bousculent la (re)construction de leur projet, notamment professionnel. Cette communication se centrera sur la construction du projet au cours des premières années après la survenue de l'atteinte et discutera la méthode du suivi du parcours de vie des personnes.

LOBET Delphine (delphine.lobet@ucs.inrs.ca)

Stagiaire postdoctorale / INRS-UCS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Rupture des trajectoires individuelles et reproduction familiale. Les bifurcations paradoxales des parcours de repreneurs d'entreprise familiale

Il est des cas de transmissions d'entreprise où les enfants, entraînés par une série de coïncidences, bifurquent de leur trajectoire professionnelle et finissent par se faire les héritiers et les continuateurs d'une activité à laquelle, affirme la famille, rien ni personne ne les destinait. La transmission, cette forme de reproduction sociale, résulterait donc parfois des effets paradoxaux de l'imprévisible. Mais comment le sociologue doit-il comprendre et traiter ces bifurcations paradoxales? Que faire des hasards que les individus convoquent pour expliquer leur improbable entrée dans l'entreprise familiale? Comment interpréter ces bifurcations qui au lieu d'amener l'individu à une situation nouvelle et imprévue l'entraînent à rejoindre le destin qu'annonçait sa naissance? Faut-il y voir les ruses du déterminisme qui, par des mécanismes qu'il conviendrait d'identifier, redresse les trajectoires tout en ayant l'air de les culbuter? Faut-il y voir une illusion biographique, une cosmétique narrative dont l'individu a besoin pour dénier sa soumission à un diktat familial ou aux voies de la facilité (reprendre l'entreprise par devoir ou par inertie)? À moins qu'il ne faille simplement goûter le sel et l'ironie de ces bifurcations paradoxales et profiter de la

leçon de méthode qu'elles nous prodiguent en nous montrant que, selon l'échelle d'observation, les parcours biographiques sont autant un tissu de ruptures que les instruments de la reproduction?

LOCH Dietmar (Dietmar.Loch@upmf-grenoble.fr)

Maître de Conférences / Université Grenoble II

GT 45 Sociologie des conflits Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Le nationalisme moderne comme enjeu culturel dynamique de la sociologie des conflits

Dans la société nationale et industrielle, le conflit de classe fut le conflit dominant qui structura la vie sociale et politique. Aujourd'hui, les conflits ont de plus en plus des profils « culturels » et ils sont à la fois fragmentés et globalisés. Ces mutations des conflits sociaux se manifestent dans la vie sociale, mais également dans l'espace public des Etats-nations où les clivages politiques des systèmes partisans se restructurent par rapport à la globalisation. Dans les sphères économique et culturelle, ces clivages font ressortir les positions d'ouverture et de fermeture vis-à-vis de la globalisation. Dans cette opposition, c'est le nationalisme moderne qui défend le plus fortement les positions culturelles fermées. Ces positions se manifestent surtout dans les partis de la droite radicale et populiste (extrême droite) en Europe. Nous analyserons leur positionnement par rapport aux clivages politiques dans six pays européens (la France, l'Autriche, l'Italie, le Danemark, l'Allemagne et la Hongrie). Cette analyse nous permettra également de mener une réflexion théorique sur l'aspect dynamique des conflictualités culturelles. Ainsi, le nationalisme moderne rend les identités visibles, il montre la dynamique des conflits et les résolutions possibles tout en indiquant leurs limites. Mais existe-t-il toujours une fonction socialisatrice de ces conflits comme l'ont eue les conflits de classe ? Et quel est le rôle des clivages politiques dans ce contexte ?

LOFFEIER Iris présence à confirmer (iris.loffeier@hotmail.fr)

Doctorante / Lames

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)

Les personnes âgées. Construction collective d'une catégorie sociale

En faisant l'objet d'une réponse institutionnelle, la population des personnes âgées est constituée par une opération de catégorisation implicite. C'est cette opération qui se trouve au cœur de cette proposition de contribution : comment se (re)produit-elle, que génère-t-elle, quels sont ses modes de fonctionnement en tant que catégorie cognitive ? Il s'agit de chercher à comprendre quels effets sociaux – en terme de pratiques - peut engendrer le fait de considérer les personnes âgées en tant qu'ensemble que clôture et définit la catégorie. Que produit l'opération de catégorisation à l'œuvre ? Quels sont les acteurs et les enjeux autour de cette opération implicite ? Au moyen d'une enquête de terrain menée au sein d'un EHPAD privé, situé dans une petite agglomération du sud de la France, nous tenterons d'esquisser quelques réponses à ces questions de recherche. Menée en deux parties, cette enquête se compose d'une investigation de type ethnographique et participante, et d'un corpus de quarante entretiens. Les réflexions menées individuellement par le personnel en situation d'entretien ont pu être mises en parallèle avec les observations effectuées en acte, en tant qu'Agent de Service Hospitalier (ASH) au sein de la structure. Ces deux enquêtes complémentaires permettent de montrer les possibles réalisés qui sont structurés par ces cadrages institutionnels, et opérationnalisés sur le terrain.

LOMBA Cédric (cedric.lomba@csu.cnrs.fr)

Chercheur / CNRS-Université Paris 8

FOURNIER Pierre (pierre.fournier@up.univ-aix.fr)

MCF / Université de Provence-CNRS

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Les travailleurs de bas statut de l' « économie de la connaissance » : le cas du secteur pharmaceutique

Depuis le début des années 1980, l'idée que le développement de l'innovation, et plus largement d'une « économie de la connaissance », permettrait de résoudre les problèmes économiques, d'emploi, et écologiques est portée par des recherches académiques, des institutions internationales et les pouvoirs publics. Dans ces discours, le lien entre innovation et emploi qualifié est postulé : les emplois qualifiés sont nécessaires pour développer la croissance et les entreprises innovantes accroîtront la part d'emplois qualifiés. Nous proposons de présenter la situation de travailleurs rarement considérés dans les recherches sur ces industries, les travailleurs de bas statut, à partir du cas de l'industrie pharmaceutique dont la croissance est réputée reposer sur l'innovation. Notre recherche collective souligne que ce secteur emploie un grand nombre de travailleurs peu qualifiés pour la production et la distribution de médicaments. Après avoir présenté un tableau général de la situation de la main-d'œuvre, nous soulignerons, à partir de monographies, qu'un noyau important de travailleurs peu qualifiés de la production bénéficient de la position d'un secteur très rentable, tandis que d'autres sont explicitement maintenus au bas de l'échelle. Pour eux, le fait d'appartenir à un secteur généralement associé à l' « économie de la connaissance » n'a pas d'effet positif sur leurs conditions d'emploi et de travail, en regard de la situation d'autres secteurs industriels.

LOUAIL Olivier (olivierlouail@hotmail.com)

Doctorant / IDHE

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 12)

Les « violences institutionnelles » dans les institutions associatives d'hébergement des SDF et leur régulation : Une approche ethnographique de l'activité de travail des intervenants sociaux

A partir d'une enquête ethnographique menée dans un centre de stabilisation pour SDF, cette communication s'interroge sur la persistance de « violences institutionnelles » dans ce type de structures, malgré les tentatives de régulations publiques et organisationnelles dont elles ont fait l'objet depuis le début des années 2000 (droits des usagers, évaluation, mise en œuvre de l'hébergement de « stabilisation »). Certaines « violences » peuvent être rapportées aux ambiguïtés mêmes du concept de stabilisation : afin de résoudre la contradiction pratique entre fonction assistantielle et fonction d'accompagnement socio-éducatif, les intervenants sont parfois amenés à privilégier l'efficacité de la prise en charge au respect des normes individualisées de « bientraitance ». D'autres apparaissent liées à la division technique et morale du travail, qui assigne la prise en charge des fonctions coercitives aux professionnels les moins qualifiés, et qui restent à l'écart des formes d'auto-régulation professionnelle et organisationnelle existantes de ces violences. D'autres apparaissent comme des déviations de la relation d'aide, dont le déséquilibre structurel est accentué par la forte autonomie professionnelle des intervenants de terrain et par le faible poids des usagers, à la fois trop dépourvus de ressources propres et trop disqualifiés par l'« idéologie professionnelle » des professions sociales canoniques pour pouvoir constituer un contre-pouvoir efficace.

LOUVEL Séverine (severine.louvel@iep-grenoble.fr)

Maître de conférences / PACTE Sciences Po Grenoble

RT 29 Sciences et techniques en société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

La constitution d'un domaine de recherches, entre innovations et forces de rappel institutionnelles et disciplinaires. L'exemple des formations universitaires en nanotechnologies

La constitution, ces dernières décennies, de certains domaines de recherche technologique (comme les biotechnologies, la bioinformatique, ou encore les nanotechnologies), a permis de repenser les mécanismes d'institutionnalisation du monde académique. Plus précisément, des auteurs ont avancé que ces domaines émergent souvent à l'interface, ou en dehors, des cadres disciplinaires et institutionnels en place (Jong, 2008). Ils favoriseraient alors l'expression de la créativité d'entrepreneurs académiques, ainsi que le développement d'innovations organisationnelles et institutionnelles. Centrés sur des situations dans lesquelles la rupture prime sur la continuité, ces travaux rendent mal compte de la « capacité d'absorption » de nouveaux domaines par les institutions et par les disciplines présentes dans certains sites. Cette communication prendra alors l'exemple de la création de formations universitaires en nanotechnologies, pour mettre en évidence les forces de rappel, disciplinaires et institutionnelles, qui peuvent entraver les innovations organisationnelles et institutionnelles, ainsi que les expérimentations pédagogiques. Les nanotechnologies ont été choisies car elles ont été présentées comme un terrain particulièrement propice à de telles innovations et expérimentations (Creso 2010). L'analyse s'appuiera sur une enquête comparative, conduite dans trois sites universitaires français.

LUNEAU Aymeric (Aymeric.luneau@gmail.com)

Doctorant / EHESS/GSPR

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 7)

Les riverains dans les conflits environnementaux

Dans le domaine des risques environnementaux et sanitaires, les riverains ont un statut ambigu dans les politiques mises en œuvre et dans les analyses produites par les chercheurs. Ce sont des acteurs incontournables dès lors que l'on souhaite comprendre les dynamiques sociales au cœur des définitions du risque et il est aujourd'hui difficile de concevoir une politique de gestion des risques sans une implication minimale des riverains. Toutefois, dans les analyses sociologiques, la figure du riverain est souvent décrite de façon négative par rapport au profane. A travers l'analyse d'entretiens menés auprès de riverains mobilisés contre la plate-forme chimique du Pont-de-Claix, nous décrirons comment les riverains s'appuient sur leurs expériences sensibles et mènent eux-mêmes des enquêtes pour orienter leurs revendications. Si les riverains acquièrent ainsi une certaine réflexivité quant aux problèmes qu'ils cherchent à résoudre, il n'y a alors aucune raison pour les considérer comme incapables de se détacher de leur ancrage territorial et la distinction entre « citoyen-riverain » et « citoyen-profane » est difficilement tenable. Enfin notre enquête permettra d'interroger les conditions de possibilité de l'accord et du partage d'expériences entre des acteurs aussi différents que les riverains, les experts et les politiques. Nous aborderons ainsi la question des effets que des acteurs locaux provoquent sur des problèmes comme ceux qui touchent à la santé environnementale.

LUTARD-TAVARD Catherine (c.lutard@neuf.fr)

Doctorante / CERSES-UMR 8137

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

L'adoption, négation du semblable? Innovations dans la représentation de la filiation adoptive

Dans l'introduction de son ouvrage *La logique du vivant*, François Jacob rappelle la formation du semblable par le semblable. Ce concept du semblable peut être envisagée selon trois axes: 1) le semblable, l'Autre, l'humain qui se distingue de l'animal, en tant qu' animal politique (Aristote) ou animal poétique (Castoriadis); 2) le semblable, celui qui correspond à la représentation de l'Homme, celui qui correspond à ce que l'on s'attend en parlant de l'Homme; 3) le semblable qui ressemble à ses ascendants, qui en sont les géniteurs. Cette idée de permanence du semblable (3ème axe) sera au cœur de ma réflexion. Entre 1980 et 2009, le nombre des pays d'origine des adoptions internationales est passé de 10 à 75 pays, de 935 adoptions à 3017 en 2009. Entre 1980 et 2009, 85 515 enfants ont été adoptés à l'étranger. Avec l'augmentation du nombre d'enfants adoptés hors des limites du territoire français, la dissemblance physique adoptant/adopté est plus visible. A l'heure du contexte naturalisateur (pour oser ce néologisme) de la filiation en regard de la biologie et de la génétique, je propose d'examiner l'adoption, généalogie constituée

et (re)construite. Comment les adoptants comprennent-ils la capacité du corps social à l'ouverture, au changement, et quelles innovations doivent-ils imaginer pour légitimer la filiation adoptive?

LUTARD-TAVARD Catherine (c.lutard@neuf.fr)

Recherche d'emploi / CEB

GT 45 Sociologie des conflits Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Justice conflictuelle, justice innovante et créative. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans l'exemple des pays ex-Yougoslaves

L'intervention présentée s'inscrit dans une étude sur le traitement des crimes de guerre et contre l'humanité dans 3 Etts ex-Yougoslaves. Cette recherche vise à analyser le sens de la justice et comment des conflits peuvent apparaître entre les exigences internationales et les pressions sociales locales. Dans le contexte actuel où se multiplient les comportements sociaux hostiles aux procès (TPIY et locaux), je vais aborder la justice non pas comme un problème philosophique abstrait, mais comme un dilemme pratique auquel les individus sont confrontés dans la reconstruction de la société. Je suis partie de l'hypothèse que la réconciliation des ex-Yougoslaves avaient besoin d'un tiers extérieur à cet espace: l'innovation, par la création du TPIY, permettait de sortir le conflit de cet espace trop passionnel. Dans une dimension dynamique, il y a création du nouveau par la coopération entre les États pour mener les enquêtes judiciaires. Mais, si la finalité du TPIY est, entre autres, de permettre la réconciliation des individus, on peut se demander quel est le rôle du TPIY, en tant que producteur de droit, s'il n'a pas de pouvoir dans les républiques concernées. Même si les accusés jugés à la Haye purgent des peines d'emprisonnement, les résistances de l'opinion publique (comme en Croatie dernièrement) à la contrainte du droit peut fragiliser, voire annuler l'intention de réconciliation première. Il reste à innover dans un débat public sur les procès locaux et l'éthique juridique.

LYET Philippe (plyet@irtess.fr)

Enseignant-chercheur / IRTESS

RT 40 Sociologie des institutions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

L'innovation incertaine des collaborations inter-institutionnelles

Les collaborations inter-institutionnelles se caractérisent par des hybridations originales de logiques d'acteurs qui génèrent des inventions en termes de conceptions et de pratiques. Ce processus est favorisé par l'incertitude du fait institutionnel dans ces collaborations partenariales qui permet, d'une part, la coexistence d'acteurs hétérogènes dans un contexte de prescriptions faibles ; génère, d'autre part, de l'autonomie au niveau de ces acteurs ; et autorise, de ce fait, ces derniers à produire des inventions non prévues et non encadrées. Mais, revers de la médaille, ces dynamiques échappent aux régulations internes des organisations institutionnelles et font donc peu l'objet d'appropriation par d'autres acteurs que ceux qui les produisent. Cette incertitude du fait institutionnel fait que ces inventions restent des processus singuliers peu diffusés en dehors des collectifs qui les ont produit et peu appropriables par d'autres acteurs parce qu'elles ne deviennent pas l'objet d'un enjeu institutionnel qui mobiliserait des régulations plus larges. Le processus d'innovation, au sens de Norbert Alter, apparaît inachevé.

MABILON-BONFILS Béatrice (beatrice.mabilon-bonfils@wanadoo.fr)

PU / université de Cergy-Pontoise

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

L'adolescent à l'École entre ruses adaptatives, résistances et participation affinitaire.

Dans une école pensée comme mode d'émancipation du citoyen par la Raison, est-il possible de penser aussi la relation pédagogique comme relation d'emprise ? Il s'agira de travailler l'hypothèse d'un désir d'emprise au cœur de toute relation pédagogique, avant d'éclairer les tensions qui dans le lieu scolaire génèrent toute une série d'adaptations secondaires de la part des adolescents, dans un jeu de soumission/résistances, porteur de souffrances ordinaires mais aussi de vitalités, de débordement pulsionnel autant que de socialité « chaude » pour comprendre l'art de l'adolescent, cet « inconsommable », d'échapper à l'emprise de l'institution scolaire. Dans un contexte d'affermissement des modes d'emprise voire même de renouveau d'un certain ordre moral, dont l'école est réceptacle sinon actrice, comment l'adolescent se maintient-il comme sujet désirant dans l'école ? Comment tente-t-il d'échapper-il à la relation d'emprise ? Dans la relation ambivalente à l'autorité qu'il construit, quelles stratégies met-il en œuvre ? Si l'institution scolaire s'autorise de multiples arrangements ordinaires, les élèves y répondent par des résistances, des ruses adaptatives, véritables stratégies de survie d'une école en tensions et mouvements. Ce qui est symptomatique, c'est que ces réponses ne se réduisent ni à des stratégies individuelles, ni à des résistances mais s'articulent avec des modes de solidarité collective affinitaire, formes d'innovations sociales à questionner.

MACHER Guillaume (guillaumemacher@yahoo.fr)

Doctorant / CERLIS

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Comment les adolescents négocient-ils avec leurs parents ?

Dans le cadre d'une sociologie de la famille, il paraît essentiel d'analyser ce qui est au cœur de l'activité démocratique: la délibération, si l'on veut utiliser à bon escient cet adjectif pour qualifier la famille contemporaine. Nous proposons donc, à partir d'entretiens compréhensifs avec des adolescents de collège menés dans le cadre d'une thèse intitulée « Forme familiale et autonomie des adolescents », de mettre en évidence les différentes manières qu'ils ont d'engager et de mener des conversations, que nous appellerons négociations, avec leurs parents. Nous distinguerons les adolescents selon qu'ils vivent en famille classique, monoparentale ou recomposée, chacune de ses formes familiales entraînant des possibilités et des enjeux

spécifiques de négociation. Notre communication sera l'occasion de revenir sur cette catégorie de « négociation » et de justifier son usage tout en le précisant au regard : des objets négociés (résolution de crise ou élaboration de règle), du degré de conscience des individus d'être en train de négocier, du degré d'interdépendance de ces individus, de la logique argumentaire développée... Nous nous appuyerons sur la lecture d'une sociologie classique du conflit telle que celle proposée par Georg Simmel et surtout sur la lecture d'une littérature spécifiquement dédiée à la question de la négociation, à l'intersection des sciences politiques et des sciences de gestion.

MACHER Guillaume (guillaumemacher@yahoo.fr)

Doctorant / CERLIS

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

La condition adolescente : l'autonomie dans la dépendance aux parents - Retour sur deux notions usuelles en sociologie de la jeunesse

Aux personnes âgées dites en situation de dépendance, les pouvoirs publics versent une allocation personnalisée d'autonomie. Contre la dépendance familiale des jeunes, une partie des syndicats étudiants et des mouvements politiques de jeunesse réclament également une « allocation d'autonomie ». Ces discours politique et technique rencontrent un paradigme courant dans les sciences sociales, les sciences politiques et la psychologie qui situe sur un même axe l'autonomie et la dépendance, soit que ces deux notions constituent les bornes de l'axe, soit que l'autonomie serait une modalité de l'indépendance, de plus faible intensité. Nous souhaiterions faire valoir l'intérêt théorique de mener les raisonnements sociologiques selon deux directions : celle de l'axe « autonomie / hétéronomie » d'une part, celle de l'axe « dépendance / indépendance » d'autre part, afin de caractériser la période adolescente en particulier, mais plus généralement la condition de l'individu contemporain. Car c'est peut-être en cela que les adolescents innoveront : ils préfigurent la vie d'individus enjointes à l'autonomie alors qu'ils sont pris dans des systèmes de dépendance multiples. Nous tenterons donc de qualifier les deux axes indiqués ci-dessus, à partir de ressources philosophiques notamment, avant de voir comment la construction des adolescents se déploie sur ces deux axes, avec une nette primauté à l'axe « autonomie / hétéronomie ».

MAESTRUTTI Marina (maesma@libero.it)

Maitre de conférences / université paris I

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Les territoires corporels des techniques : Nanotechnologies et nanomédecines

La nanomédecine se présente comme une alternative à la médecine traditionnelle. Elle vise à être fonctionnelle, personnalisée, préventive et moins lésionnelle en améliorant imagerie, diagnostic et thérapie. Les principes de diagnostics et les thérapies qui pourraient être mis en place prennent le corps comme support d'un « laboratoire embarqué », comme unité individuelle de diagnostic et de soin (point of care) qui quitte la dimension macroscopique de la médecine anatomo-clinique pour passer à une médecine moléculaire appliquée et agissant dans une temporalité et une réalité « pré-symptomatique ». Mais comment cette médecine pourrait-elle se mettre en place ? Si la nanomédecine assure un affranchissement de la lésion (moins de chirurgie), elle propose des formes variées d'invasion (implants, biomarqueurs, nanovecteurs) : quels nouveaux vécus du corps et du soin pourraient-ils se produire ? Comment la notion de maladie pourrait-elle changer : non plus visible – ou vécue – par ses symptômes, mais prévisible grâce à la configuration moléculaire ? Comment la notion de maladie sans symptômes permettrait-elle d'établir une frontière entre un corps sain et un corps malade et être appréhendée pour le malade bien portant ? En quoi change-t-elle la relation médecin-patient ? Plus généralement, ne serait-elle pas une forme de redéfinition de la médecine ? Comment faire face à une augmentation rapide des capacités de diagnostic en termes de gestion des données et de politique de santé ?

MAHE Anthony (mahesocio@yahoo.fr)

Docteur en sociologie / Paris Descartes

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)

Les modalités de la confiance dans la relation débiteur-crédancier

Quel type de relation s'instaure entre un consommateur qui a recours au crédit et une banque qui délivre ce crédit ? A l'heure des dérèglements économiques et financiers, il paraît intéressant de tenter de renouveler les catégories pour appréhender le recours à l'endettement bancaire. En effet, le lien évident de la relation débiteur-crédancier est le contrat. Mais comme l'a énoncé E. Durkheim, l'essentiel du contrat n'est pas dans le droit, il y a un ordre social prééminent. Empiriquement, il y a de la confiance qui fait tenir la relation. La notion de confiance est particulièrement discutée par la sociologie contemporaine. Confiance qu'il faut considérer comme une catégorie de pensée qui mêle la méfiance et la défiance. Il s'agit surtout d'observer comment elle s'actionne concrètement en situation. Cent seize détenteurs d'un crédit à la consommation ont été interrogés sur la notion de « responsabilité des prêteurs » selon les modalités d'un questionnaire ouvert. Cette notion de responsabilité a fait l'objet d'une récente réforme gouvernementale. La méthodologie, d'inspiration socio-sémiotique, consiste à recueillir un maximum d'expressions et de mots relatifs à une perception qu'il s'agit de reclasser. Je propose ainsi une typologie des catégories de pensée qui définissent des formes de confiance pour montrer en quoi la dynamique de cet imaginaire alimente l'innovation du secteur bancaire : le retour de la proximité.

MAILLEUX SANT ANA Sarah (sarah_ms2@yahoo.com)

ATER / CSPRP

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 17)

Créations et innovations dans la lutte journalière de résistance aux injustices sociales au Nord-est brésilien

Cette communication vise à présenter certains extraits de terrain de recherche qui traitent de différentes formes de création de résistances des groupes démunis face aux injustices sociales dans le Brésil contemporain. Les récits choisis illustrent des expériences distinctes à travers deux contextes différents du Nord-Est brésilien : les difficultés liées à la vie au semi-aride rural, et celles de la vie dans une favela de Recife. Ce sont des expériences journalières d'injustice sociale, liées à des situations de manque de redistribution (matérielle et des droits) et manque de reconnaissance sociale qui les amène à créer des réponses, des ruses, des alternatives pour mieux survivre ou vivre. Ces créations s'inscrivent dans les pratiques, les discours et les réflexions sur cette réalité, aussi bien que la relation avec l'Etat, les mouvements sociaux et le reste de la société brésilienne. Il est question surtout d'une éternelle quête de création de réponses, de solutions (de courte ou moyenne durée) pour résoudre les problèmes journaliers et spécifiques que ces injustices engendrent. Cette communication vise discuter les significations et les impacts de ces petits actes de résistance, de création de solutions et d'innovations matérielles ou symboliques pour assurer une survie ou une vie avec un peu plus de dignité. Quelle est la réponse créative qui est mise en œuvre « lorsque la vie matérielle et symbolique est en jeu ».

MAILLOT Pierre (ilportemaillot@gmail.com)

Professeur invité / Université d'Evry

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Potiche et les Petits Mouchoirs, une analyse.

Plusieurs millions d'entrées pour *Potiche* de François Ozon, et *Les Petits Mouchoirs* de Guillaume Canet. Ces films sont des « comédies de mœurs ». Un lien chronologique les unit : *Potiche* situe son action dans la fin des années 70. *Les Petits Mouchoirs* dans la fin des années 10. *Potiche* raconte sur le ton satirique les conséquences de Mai 68 dans une famille bourgeoise de Province. *Les Petits Mouchoirs* s'attache à la génération suivante. *Potiche* parle du déclin de l'autorité paternelle, des luttes ouvrières, de la libération sexuelle, de l'affaiblissement du P.C. Dans *Potiche* trois générations sont présentes. *Les Petits Mouchoirs* décrit une seule génération. Politique, économie, culture sont absentes. Les problèmes sont seulement de nature psychologique, en apparence du moins. *Potiche* se termine en chanson, *Les Petits Mouchoirs* par un enterrement. Unis par le schème narratif fondamental qui énonce les conditions de la venue de l'enfant, métaphore de l'avenir du groupe social, les deux films se terminent sur une grossesse annoncée. Qui porte l'enfant ? Qui est le père ? Quel avenir pour le couple ? L'objet de mon propos n'est pas l'analyse sociologique de la production cinématographique, mais l'établissement de ses conditions de possibilités par une analyse précise du contenu du discours pour en clarifier le sens, généralement mal aperçu. Surtout dans une période où le conformisme ambiant impose aux auteurs d'avancer masqué, ce qui est le cas de ces deux films.

MALLARD Alexandre : voir à **TEIL Geneviève**

MALLET Isabelle (isabelle.mallet@mac.com)

Sociologue - Psychologue du Travail - RRS SNCF / CNRS-GTM-Paris

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

Crises identitaires face aux nouvelles pratiques de management

À la SNCF, des transformations majeures se sont imposées au cours des quinze dernières années issues du « Projet Industriel ». La « rénovation managériale » représente l'un des piliers du changement, elle concerne le « groupe des cadres » et vise à transformer une culture de gestion de moyens en une culture de résultats centrée sur l'économie, la clientèle (non l'utilisateur) et la responsabilité individuelle. Ces mutations profondes transforment le paysage social et identitaire « cheminot ». L'impact prédominant en sera le bouleversement culturel de la SNCF, orienté depuis vers une culture économique libérale, axée sur la compétition et la productivité. D'autres aspects, tout aussi prégnants, concernent la transformation des structures organisationnelles avec la mise en place d'un pilotage en cinq branches pour faire face à la concurrence européenne ferroviaire. Dans ce contexte, notre réflexion se concentre sur les conséquences de l'innovation managériale, dont l'évaluation du travail avec objectifs, qui donne lieu à des disparités (primes variables/ pluralité des contrats de travail) et contribue indirectement au phénomène des crises identitaires, voire des risques psychosociaux, induisant un dialogue social « sous tension ».

MALLON Isabelle (isabelle.mallon@orange.fr)

MCF / Université Lyon 2

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H4)

Vieux ou malades ? La mobilisation de l'âge dans la définition des trajectoires de maladie d'Alzheimer.

La maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées touchent principalement une population âgée : la prévalence et l'incidence des démences, mesurées dans la plupart des cas pour des populations âgées de plus de 60 ou 65 ans, augmentent avec l'âge. Dans le sens commun comme pour les épidémiologistes il s'agit donc d'une maladie de vieux. Or, si la maladie d'Alzheimer constitue bien pour les spécialistes qui la diagnostiquent et la prennent en charge un vieillissement pathologique, ses formes, en particulier lorsque la maladie est débutante, la rapprochent d'un vieillissement normal. Pour les sociologues de la vieillesse, la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées semblent alors particulièrement propices à réinterroger les rapports complexes entre vieillesse et maladie. Nous souhaitons ainsi montrer comment la vieillesse intervient dans le diagnostic et

l'accompagnement des troubles de la mémoire, de manière variable selon la position – professionnelle ou profane – des acteurs engagés dans les trajectoires de maladie d'Alzheimer, selon la spécialisation et le parcours professionnels des médecins, selon la position familiale des aidants, et selon les appartenances de classe des patients.

Auteurs non communicants : Blanche Le Bihan et Arnaud Campéon EHESP Rennes

MALLON Isabelle : voir à **CAMPÉON Arnaud**

MAMOU Khedidja (picri_mamoukhedidja@yahoo.fr)

Doctorante / Univ Paris Ouest Nanterre - Lavue/CRH

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D2)

Entre savoirs de l'aménagement et du ménagement : quand l'échange professionnels/« profanes » autour du projet urbain modifie les pratiques.

En s'attachant à l'expérience des participants, notre travail de thèse tente, entre autre, de saisir les représentations et normes construites ou en construction dans divers processus participatifs urbains en Ile de France. Les équipes chargées de la concertation sont de plus en plus pluridisciplinaires, faisant apparaître des formes de « cohabitations forcées » questionnant ainsi les cultures professionnelles et leur hybridation. D'autre part, certains professionnels semblent vivre une déqualification professionnelle face à l'habitant. Ce point nous paraît d'autant plus emphatique dans un cadre où est souvent répété que l'habitant, lui, « monte en compétence ». Il nous semble dès lors intéressant de voir dans quelles mesures ces professionnels cèdent ou non une part de leur savoir et quels types particuliers de compétences relationnelles, négociatrices, ou autre, ils acquièrent en retour. Enfin, plus que d'innover sur la manière de faire le projet urbain par grandes étapes successives, on observe que ces expériences participatives transforment les outils techniques développés par ces professionnels. Ces derniers semblent soucieux de modifier leurs manières de représenter l'espace pour une meilleure réception par les participants. On observe des lors deux types de positionnements : une simplification maximum de l'outil support, avec une codification minimum et au contraire, une multiplication de médias, d'étapes, avec des outils souvent interactifs (jeux ou internet) .

MANKOU Brice Arsène *présence à confirmer* (bamankou@yahoo.fr)

Doctorant en sociologie des migrations / clersé- université de Lille1

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Femmes camerounaises et cybermigration maritale

dynamiques migratoires féminines s'inscrivent dans un contexte marqué par ce >que certains ont appelé, les migrations mondialisées (Le Bras, Lang, 2006) Si >dans le passé, les femmes migraient en tant qu'épouses, aujourd'hui, les >migrations féminines africaines s'inscrivent dans des logiques individuelles et >d'entraide familiale. Les femmes migrantes représentant une sorte de sécurité >sociale, financière et matérielle pour leurs familles. De plus en plus de >femmes migrent en voulant devenir actrices de leur propre destin. Le cas des >Camerounaises est une parfaite illustration avec la « cybermigration maritale » >que nous allons définir plus loin comme une forme de migration socio-économique >légale qui concerne en Afrique Centrale, les femmes confrontées aujourd'hui à >la pauvreté et la misère. Dès lors, on peut dire que les stratégies migratoires >mises en œuvre par ces Camerounaises ont pour objectif de fuir la misère dans >ce pays d'Afrique centrale où près de la moitié des femmes vit dans une extrême >pauvreté.

MANZO Gianluca (glmanzo@yahoo.fr)

CR / CNRS (GEMASS)

RT 20 Méthodes Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO TD19)

Division du travail domestique et comparaisons interpersonnelles : un modèle formel à base d'agents empiriquement calibrés.

Le papier s'intéresse aux sentiments de justice et de satisfaction que les membres de couples biactifs tirent de la répartition du travail domestique existant au sein de leur couple. Pour explorer le rôle que les comparaisons interpersonnelles jouent dans la genèse de ces sentiments, le papier intègre des techniques d'analyse statistique multivariées classiques et des méthodes de simulation informatique, notamment la modélisation algorithmique à base d'agents. L' étude se base ainsi sur une société artificielle où les membres des couples virtuels ont le profil sociodémographique des couples réelles et expriment leur jugement de satisfaction à l'égard de la répartition du travail domestique existant dans leur couple sur la base d'une équation de régression estimée empiriquement (les données provenant d'un échantillon aléatoire de 404 couples biactifs représentatif de l'aire métropolitaine de Turin, dans le nord-ouest de l'Italie). Parmi les variables de cette équation, il y a le terme de comparaison qui, pour les hommes et les femmes réelle, exerce l'effet le plus fort (parmi les termes de comparaisons étudiés) sur les jugements individuels de satisfaction. Nous utilisons alors la simulation pour explorer comment ces jugements se modifient quand on postule que les comparaisons en question sont opérées à travers tel ou tel mécanisme et s'appuient sur telle ou telle structure de réseau.

Auteur non communicant : Renzo Carriero post-doc Université de Turin

MARCHAL Emmanuelle (e.marchal@cso.cnrs.fr)

Chercheur / Centre de sociologie des organisations

RT 12 Sociologie économique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)

Innovations dans les pratiques de recrutement

Nos travaux sur les pratiques de recrutement s'attachent à mettre en évidence les différents liens qui unissent d'un côté les méthodes en usage dans les recrutements, et de l'autre le profil des candidats effectivement recrutés. De tels liens ont été testés statistiquement, en explorant les résultats de l'enquête Ofer de la Dares, réalisée auprès de 4000 établissements en 2005 : en typant les formes de jugement, il est possible de mettre en évidence les caractéristiques des candidats qui leurs sont associées. Les politiques publiques prônant la mise en œuvre de méthodes innovantes dans les recrutements reposent sur la même hypothèse. C'est le cas de la MRS, méthode de recrutement pas simulation, que propose Pôle Emploi aux entreprises qui ne parviennent pas à recruter ou cherchent à atteindre de nouveaux candidats. La même idée préside à la mise en œuvre du CV anonyme : en occultant le pavé identitaire apposé en haut des candidatures, les populations habituellement discriminées pourraient se trouver sélectionnées, au moins pour passer un premier entretien, augmentant ainsi leurs chances d'être in fine embauchées. Notre communication prendra appui sur des terrains réalisés dans ces deux domaines, l'un en 2009 sur la MRS et l'autre en 2010 sur le CV anonyme pour discuter ces hypothèses. Des innovations introduites dans les pratiques de recrutement permettent-elles de changer la valeur des candidats en valorisant de nouveaux profils?

MARDON Aurélia : voir à AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle

MARKOU Efi (efi.markou@ined.fr)

INGENIEUR D ETUDES / INED

GARNIER Bénédicte (garnier@ined.fr)

Ingénieur Etudes statistiques / Ined

RT 20 Méthodes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

La perception du questionnaire par les répondants : le cas de l'enquête Elvire

En répondant à un questionnaire, les enquêtés mobilisent leur expérience sur le thème de l'enquête mais ils se positionnent aussi vis-à-vis du questionnaire. Comprendre comment celui-ci est perçu est alors nécessaire pour une appréciation plus juste des données collectées, de la pertinence des questions et de leur impact sur les prises de position du répondant. Cette communication prendra l'exemple de l'enquête sur l'usage des langues vivantes dans la recherche publique en France (Elvire), menée par l'Ined. Le questionnaire était destiné aux chercheurs, ingénieurs et doctorants issus des laboratoires de recherche publique (environ 8 900 réponses). Utilisant différentes méthodes (codage et statistique textuelle avec Spad ou Alceste), nous analyserons le corpus de 3 330 réponses à la question ouverte relative à leurs observations sur la composition et le déroulement du questionnaire. On étudiera les réponses en fonction de la position des répondants dans le champ de la recherche (statut, discipline, génération...), de leurs pratiques et de leurs opinions sur les langues. Ce travail nous permettra de comprendre comment ils ont perçu : - les thèmes abordés – ou omis – par le questionnaire et la pertinence des questions ; - le protocole de l'enquête et le design du questionnaire ; - le positionnement de l'enquête sur la question des langues (neutre ou partisane).

MARPSAT Maryse (maryse.marpsat@insee.fr)

Chargée d'études / INSEE

RT 20 Méthodes Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

Méthodes statistiques pour enquêter les sans-abri

Plusieurs méthodes statistiques sont employées pour estimer le nombre de sans-abri, ceux des sans-domicile qui passent la nuit dans « un lieu non prévu pour l'habitation ». Elles peuvent se dérouler le jour ou la nuit, opérer des dénombrements de personnes dans l'espace public ou enquêter dans les services d'aide qui leur sont destinés, interroger la personne elle-même ou les responsables de ces services, ou utiliser des fichiers de gestion d'organismes divers, avec traitement des doubles comptes. Si elles sont plus ou moins convergentes sur la situation de logement des personnes considérées, elles divergent sur la référence temporelle : la nuit de l'enquête, la situation habituelle, ou celle notée par les responsables des services (au mieux lors du dernier contact). On décrira ici plusieurs de ces méthodes, leurs avantages (sensibilisation de l'opinion, investigations reproductibles fréquemment, prise en compte des processus) et leurs inconvénients (doubles comptes, omissions, risque de manipulation des chiffres). On donnera les résultats d'une étude sur la couverture d'un recensement à New York, qui conduit à multiplier par deux les résultats. Enfin, on évoquera quelques investigations de ce type sur la France métropolitaine et sur la région ou l'agglomération parisienne. La faible précision de ces mesures conduit à se demander quelle légitimité aurait une étude de l'évolution du nombre de sans-abri qui s'appuierait sur elles.

MARQUET Vincent (Vincent.Marquet@cemagref.fr)

Doctorant / CEMAGREF

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 11)

Adaptation aux changements globaux dans les environnements fluvio-estuariens Gouvernance multiniveaux et éco-innovations

L'adaptation aux changements climatiques s'est imposée comme un enjeu politique important tant par le caractère controversé des débats sur la réalité du phénomène que par la prolifération des politiques et des dispositifs publics destinés à prévenir ou à préparer les éventuels impacts environnementaux, sociaux et économiques. La gouvernance du changement climatique se décline désormais à tous les niveaux institutionnels. A l'échelle locale, les fleuves et les estuaires - particulièrement concernés

par des impacts anthropiques - sont désignés comme des territoires plus spécifiquement confrontés aux enjeux des changements globaux. Dans ce contexte, la mise en place de dispositifs institutionnels d'adaptation aux changements climatiques vise à trouver des réponses à des modifications présentes et futures de l'environnement fluvio-estuarien. Parallèlement à l'offre politique émergent des initiatives organisées ou spontanées d'adaptation qui émanent du marché, des ONG ou des particuliers. Ainsi cette communication propose d'analyser l'émergence, la justification et la confrontation à la réalité de ces processus d'adaptation institutionnels et spontanés aux changements globaux. Partant d'une observation de politiques publiques, d'actions collectives, d'innovations sociales dans le champ de l'adaptation aux changements globaux il s'agit de comprendre comment s'articulent représentations sociales, gouvernance multi-niveaux, production normative et dispositifs d'action.

Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

MARSICANO Elise (elise.marsicano@gmail.com)

Doctorante / Inserm

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Mixité, égalité, (hétéro-)sexualité: les trajectoires sexuelles et conjugales des personnes migrantes d'Afrique subsaharienne vivant en France

La migration modifie les conditions de la mise en couple. Elle peut favoriser la rencontre de partenaires d'autres origines culturelles et aboutir à la formation de couples dits mixtes. Vecteur d'intégration des populations immigrées ou de domination culturelle, synonyme d'émancipation des femmes immigrées ou de domination masculine, la signification de ces couples ne rencontre aucun consensus. Alors que ces débats sont disjoints, les questions qu'elles posent, celle des rapports entre les groupes sociaux et celle des rapports entre les sexes, sont liées. Nous nous appuyons sur l'analyse d'une enquête menée en 2005 auprès de 1874 personnes ayant migré d'un pays d'Afrique subsaharienne et vivant en Ile-de-France. Nos résultats montrent que la majorité des personnes est avec un partenaire né dans un autre pays que le sien. Cette mixité peut masquer une forme d'endogamie raciale, une proportion importante ayant un partenaire d'un autre pays d'Afrique subsaharienne. En outre, les écarts d'âges et les statuts d'emploi traduisent l'asymétrie des positions féminines et masculines au sein du couple. Si l'asymétrie est plus importante dans les relations non-mixtes, cela est largement lié au statut de la relation : les relations les plus formelles sont à la fois les plus inégalitaires et celles qui engagent des partenaires de même pays. Ce résultat invite à reconsidérer le lien entre mixité et égalité en déplaçant le regard des caractéristiques des partenaires aux formes des relations.

MARTIN Clément (martin-clement@voila.fr)

Doctorant salarié / Centre Max Weber

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 8)

S'engager dans l'armée de l'air française : portraits sociologiques d'officiers.

Eu égard aux études postulant la vocation militaire, et à tout un pan de la sociologie militaire de l'engagement, nous cherchons à objectiver la décision de s'engager, une fois celle-ci prise. Nous avons appréhendé, via des portraits, (7 entretiens par individu) la cohérence entre un social incorporé sous forme de dispositions, et l'engagement de deux jeunes officiers issus de l'Ecole de l'Air. L'« évidence » de l'engagement est reconstruite via l'explicitation des instances de socialisation de l'individu (la famille, l'école, la sociabilité) et de ses pratiques (rapport à la santé, au corps, pratiques culturelles). Nous cherchons à vérifier les hypothèses suivantes : L'organisation du patrimoine de dispositions donne plus de place à la congruence qu'à la pluralité. Ce rapport de force est un indicateur de certaines formes d'éducation totale, au niveau diachronique. Certaines dispositions (ascétiques, planificatrices, hyper correctrices..) présentent des affinités avec les représentations sociales du monde militaire : elles participent de la permanence de l'institution militaire. D'autres dispositions qui devraient être mises en sommeil dans un contexte militaire s'incarnent nolens volens dans des pratiques quotidiennes : elles participent du changement de l'institution militaire. Notre terrain éclaire, par une enquête originale, le milieu militaire, « depuis toujours en proie à des changements permanents » [Letonturier 2011]

MARTIN Emmanuel (emmanuel.r.martin@gmail.com)

Doctorant / EHESS

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Professionnaliser un groupe de salariés, est-ce créer un métier ?

En nous appuyant sur l'exemple d'une entreprise industrielle qui crée, dans les cinq dernières années, une nouvelle branche destinée à assurer la relation aux clients (et entreprend de transformer des milliers de salariés en « professionnels » de la relation de clientèle), notre communication voudrait contribuer à l'examen critique des ambiguïtés de la notion de professionnalisation. À partir d'une enquête par entretiens avec les agents concernés et leurs dirigeants, on montre comment les directions d'entreprise tirent parti du professionnalisme existant pour en faire un instrument de mobilisation et d'engagement dans le travail. Un usage classique de la notion de professionnalisation voudrait que l'on dénonce ici une instrumentalisation, ou que l'on cherche dans les marges qui échappent à la régulation de contrôle les éléments constitutifs d'une professionnalité jamais complètement hétéronome. C'est pourtant à une remise en question plus large de ces notions que l'on voudrait inviter ici. Sans définition indigène du bon travail, ni marges d'autonomie prises au travail prescrit, ni même identification collective à un corps de métier unifié possédant ses règles propres, le « métier » existe-t-il encore ? Le professionnalisme n'est-il plus qu'une catégorie managériale ? Si c'est le cas, comment en faire la sociologie sans tomber dans l'opposition aporétique entre de « vraies » et de « fausses » professionnalisations ?

MARTINACHE Igor (igor.marti@laposte.net)

ATER / Ceraps (Université de Lille 2/Cnrs)

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 12)

Au-delà de la profession ? Militier dans une association d'enseignants : l'exemple de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES).

Introduit en 1967 dans le second degré, l'enseignement de sciences économiques et sociales (SES) présente deux particularités innovantes : la mobilisation d'un « champ de savoirs vaste et pluriel » et la mise en œuvre d'une pédagogie « active ». Deux éléments que l'APSES, fondée en 1971 et qui revendique aujourd'hui un quart des effectifs enseignants de la discipline, va placer au cœur de son discours. Ses finalités n'en présentent pas moins une série de contradictions, entre la défense de l'enseignement et celle des intérêts de ses membres, pris eux-mêmes entre leur identité disciplinaire et celle, plus large, d'enseignants. L'organisation opère ainsi également un travail d'homogénéisation non seulement des revendications, mais de l'identité même de ses membres, qui forment un corps relativement hétérogène, du fait de ses modalités de constitution, et en particulier de la non-correspondance de cet enseignement avec une filière académique particulière. Il s'agit ici d'examiner les différentes tensions qui traversent son activité : dépourvue de permanents salariés, celle-ci repose intégralement sur le bénévolat de ses membres, or les modalités d'investissement sont très variables, tant en intensité qu'en nature. Elles oscillent ainsi entre deux idéaux-types, les « expressifs » et les « pratiques ». Deux pôles entre lesquels se situent évidemment une majorité d'adhérents plus ou moins « passifs », dont l'attitude relève de ressorts très divers.

MARTINACHE Igor (igor.marti@laposte.net)

ATER / Ceraps (Université de Lille 2/Cnrs)

RT 34 Sociologie politique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Une discipline en résistance. L'exemple de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES)

Introduit en 1967 dans le second degré en réponse à la demande sociale alors forte d'« ouvrir l'école sur la société », l'enseignement de sciences économiques et sociales (SES) présente deux spécificités sur lesquelles vont reposer jusqu'à aujourd'hui son identité disciplinaire : la mobilisation d'un champ de savoirs transverses qui ne correspond pas aux découpages universitaires, et la mise en œuvre d'une pédagogie active. Fondée en 1971, l'APSES va dès son origine revendiquer l'importance particulière de sa discipline, en même temps qu'elle va désigner un certain nombre d'adversaires qui menaceraient son existence même. Outre l'intérêt mobilisateur d'un tel discours, elle opère ce faisant un travail d'homogénéisation des représentations, mais aussi de l'identité, de ses membres, qui lui permettent aujourd'hui de revendiquer plus de 1 000 adhérents, soit un quart des enseignants de la discipline. Le contenu particulier de l'enseignement, de même que la trajectoire sociale des professeurs, les a conduit également à développer un répertoire d'actions relativement particulier qu'il s'agira de développer ici, illustrant notamment le recours croissant à la « désobéissance civile » de la part de fonctionnaires et ses ambiguïtés. Derrière l'unité affichée subsistent ainsi un certain nombre de divergences et de tensions quant à la conception de l'action ou du métier lui-même, divergences dont le contenu varie toutefois au cours du temps dont nous esquissons ici quelques exemples.

MARTINEZ PEREZ Christian (christian.martinez@ens.fr)

ATER / CRESPPA Paris 8

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ARSH TD8)

La sociologie de la connaissance des ouvriers sous le prisme des apprentissages : le moment hypothético-déductif du sens pratique

Traditionnellement analysé au travers des notions de sens pratique (Bourdieu, 1980), de métier (Schint, 2002 ; Cornu, 1988, 1996) ou de savoir-faire, donc à partir d'un mode de mobilisation et de production des savoirs reposant sur une logique empirique et inductive (Delbos, Jorion, 1990), voir non théorique (Bourdieu, 1994), le mode de mobilisation et production des connaissances par les ouvriers est sensiblement complexifié lorsqu'on les analyse à l'aune des apprentissages. En mobilisant les données issues de deux terrains (des ateliers de chaudronnerie et une entreprise d'aéronautique), je vais mettre en évidence le moment proprement proactif et hypothético-déductif au principe des acquisitions cognitives ouvrières. En effet, s'il est indéniable que les connaissances ouvrières procèdent d'une inférence inductive de règles d'action à partir de l'expérience de situations de travail, l'analyse de ces situations prises une à une met en évidence que la production de savoirs procède également par essais et erreurs, par le test d'hypothèses d'action qui se voient infirmées ou confirmées par le résultat de l'action, donc par une posture hypothético-déductive. Que donc, si l'expérience du travail résulte d'une induction des régularités rencontrées au gré des diverses situations de travail, il existe également un travail d'objectivation de ces dernières.

MARY Philippe : voir à **ALEXANDRE Olivier**

MASSA Ana (anamassa@hotmail.com)

Doctorante / Laboratoire de Changement Social - Université Paris 7

GUERRERO Patricia (ps.pguerrero@gmail.com)

Doctorante-Professeur Psychologie (Chili) / Laboratoire Changement Social, Paris 7 -UCSH Chili

RT 16 Sociologie clinique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

L'émergence du politique dans le discours des jeunes défavorisés des favelas de Rio de Janeiro et des jeunes de rue de Santiago du Chili

Il y aurait une croyance que les jeunes d'aujourd'hui s'intéresseraient moins au politique que les jeunes d'avant. Les jeunes défavorisés, quant à eux, vu leurs difficultés d'accès aux biens matériels et à l'éducation, seraient d'autant plus à la marge du politique. Dans les sociétés chilienne et brésilienne, des associations se sont organisées afin de s'occuper des problèmes sociaux liés à la jeunesse défavorisée, comme la délinquance, la consommation et le trafic de drogues. Certaines proposent des possibilités de « sortir du milieu » par le biais de la réussite et de l'effort individuel, du contrôle des émotions (la haine, le désespoir) et du contrôle du corps (la fatigue et la sexualité), sans beaucoup de succès. Nous nous sommes intéressées d'un point de vue clinique au récit de ces jeunes concernant ces actions associatives. Nous avons entendu leur véritable désir de « changer de vie ». Ils aimeraient vivre sous la protection d'une famille, dans une société plus juste et plus ouverte à la diversité. Ils aimeraient croire aux objectifs d'insertion sociale des associations, mais ils savent que la plupart d'eux vont les quitter, car il n'y a de place que pour ceux qui sont extraordinaires, hors du commun, qui deviendront des figures mythiques, des « exemples » pour tous. Mais pour les autres, reste la menace de la précarité, les boulots mal payés, la vie fatigante, contraignante, ennuyeuse du travailleur des sociétés inégales.

MASSART Clémence (clemence.massart@cemagref.fr)

Doctorante / Cemagref

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Etude pragmatique de la constitution d'expertises autour de trois zoonoses véhiculées par une tique du genre Ixodes ricinus : la maladie de Lyme, l'encéphalite à tiques et babésia divergens

Cette recherche porte sur la constitution d'expertises relatives à trois zoonoses véhiculées par une tique (*Ixodes ricinus*) : la maladie de Lyme, l'encéphalite à tiques et babésia divergens. Inscrivant la thèse dans la problématique des zoonoses émergentes, ces maladies interrogent les formes de collaboration entre groupes professionnels, essentiellement entre médecins, vétérinaires et écologues. En effet, les dimensions zoonotiques et vectorielles de ces maladies invalident leur traitement par le seul corps médical. Opposant la majorité des médecins à de nombreux malades, la controverse relative à la chronicité du Lyme et aux possibles co-infections pose aussi la question des savoirs profanes et de leur articulation avec certains savoirs experts. Cette question est réactualisée par la mobilisation d'Internet qui peut s'apparenter à un espace de liberté d'expression pour les malades. En effet, combinée à l'absence de visibilité des institutions, la prédominance des malades sur Internet tend à les poser comme des spécialistes aux yeux du public, statut largement refusé par les médecins. De l'étude du cycle interactif, deux problématiques différentes émergent : l'une proprement écologique qui traite de la tique dans son environnement (en lien avec l'épidémiologie de la faune sauvage), l'autre plus médicale qui prend en charge le diagnostic et le traitement en dehors de ces considérations écologiques.

MASSE Max (max.masse@travail.gouv.fr)

Doctorant / Université de Rouen CIVIIC

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D20)

Innovation et professionnalisation Une démarche abductive

Les partenaires sociaux de la fonction publique ont signé en 2009 un accord sur la santé-sécurité au travail dans lequel la « formation » apparaît 36 fois et la « professionnalisation » 2 fois et pour un seul public. Choix ou émergence d'une innovation « culturelle » née du travail de terrain ? Un an plus tôt un rapport « Passer d'un dispositif de formation à un dispositif de professionnalisation » a été remis sur ce même public aux services également organisateurs des négociations. A partir de cet observation, la contribution porte un regard sur l'innovation entendue comme tension stratégique entre processus et résultat, projet et produit. Nourrie d'incertitude et d'illusion, l'innovation n'advient qu'a posteriori d'un mécanisme de développement dont l'issue lui échappe et qu'à partir d'une intuition qui s'autorise des énoncés globalement plausibles successivement confrontés à la réalité sensible. Seront également questionnés la place et l'imagination du porteur de projet dont attention, rigueur et flexibilité à la (re)conceptualisation permettent la mise en œuvre et à l'épreuve et les boucles d'interprétation du projet. L'innovation serait ainsi un dessein abductif qui favorise l'élaboration de nouvelles connaissances et de lois à advenir mais encore méconnues, transportés entre la généralité et l'indétermination des situations perçues.

MASSOT Christophe (masstophe@yahoo.fr)

Doctorant en recherche d'emploi / LEST - Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail

RT 30 Sociologie de la gestion Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D16)

Les violences de l'innovation gestionnaire

Les acteurs de la conception et de la diffusion des dispositifs de gestion et des nouvelles formes d'organisation revendiquent le monopole de l'innovation gestionnaire légitime : eux seuls peuvent faire valoir le « réel » qui compte, à savoir le jugement des marchés des biens et des capitaux. A distance du processus technique de production, depuis leur maîtrise des dynamiques marchandes, ils construisent la traduction interne des évaluations marchandes externes. La satisfaction de ces évaluations est la condition de la pérennité de la firme dans un environnement concurrentiel mondialisé. Cependant le marché n'est pas le seul principe de réalité à l'œuvre. Le réel est aussi dans la matière, dans ce qui résiste à la maîtrise technique et à la connaissance scientifique. L'organisation est confrontée alors à, au moins, deux réels hétéronomes : elle doit produire pour vendre et se financer, se financer et vendre pour produire. Dès lors pourquoi les acteurs de l'innovation gestionnaire se revendiquent seuls dépositaires du réel qui compte ? Notre hypothèse, si l'on prend aussi au sérieux le point de vue du travail, est que l'innovation gestionnaire, dès lors qu'elle se forge volontairement à l'écart de la technique, traduit le rapport de forces des marchés sur les

organisations. Au risque de perdre le réel du travail technique. Le monopole de l'innovation gestionnaire permet de taire la violence de ce rapport de forces sous le silence assourdissant du travail productif.

MASY James présence à confirmer (jamesone@no-log.org)

Doctorant / CREN

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

L'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles : entre leurre et justice.

A l'heure où le gouvernement français réaffirme son souhait de démocratiser les grandes écoles en fixant à 30% le nombre de boursiers, la question des quotas fait polémique. Elle soulève une question récurrente : le système méritocratique assure-t-il l'égalité des chances au sein du système scolaire ? L'indicateur souvent retenu pour évaluer l'ouverture sociale du supérieur est le nombre de boursiers dans les filières. Le retour au quantitatif, marqué par cette règle des quotas, renvoie à une conception spécifique de la justice. Plutôt que de conférer à une catégorie administrative la mesure de l'ouverture sociale, nous avons souhaité l'étudier à travers le projet scolaire des boursiers de l'enseignement supérieur. Cette approche permet d'identifier les grandes tendances de cette population ainsi que le rapport que chacun entretient avec le temps. Le projet scolaire devient alors un cadre tout à fait probant des capacités de projection individuelles. Il permet d'accéder aux limites de l'horizon temporel des élèves, et nous renseigne sur un « effet temporalité » dans les inégalités de parcours d'une même filière.

MATHIEU Marie (marie.mathieu@csu.cnrs.fr)

Doctorante- ATER Paris 8 / CRESPPA-CSU

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Les représentations sociales de l'avortement à l'épreuve de l'expérience

Au Canada comme au Québec, l'avortement depuis 1988 est autorisé mais non légalisé. Ce non-encadrement a favorisé l'émergence de 2 représentations communes. Tandis que l'une se centre sur le caractère traumatisant de l'événement, l'autre met l'accent sur la banalisation par les femmes de l'acte, qui s'adonneraient à des avortements de «convenance». Pour aller au-delà de ces représentations néanmoins révélatrices des modes d'appréhension de l'avortement par la société québécoise, il est nécessaire d'interroger la manière dont les femmes au Québec pensent, disent, et vivent avec un/des avortement-s mais aussi de se demander à quelles conditions et dans quelle mesure l'expérience de l'avortement modifie leurs représentations tant de l'avortement que de la contraception. Pour contribuer à cette réflexion, je m'appuierai sur une partie de mon enquête de terrain réalisée pour ma thèse. Je mobiliserai dans ma communication les apports d'une trentaine d'entretiens semi-dirigés de femmes ayant avorté au Québec dans les 10 dernières années, et d'observations menées au Centre de Santé des Femmes de Montréal. Inspirée des travaux de Simon et Gagnon, je privilégierai 2 niveaux d'analyse dans cette présentation; l'interpersonnel et l'intrapsychique. Tandis que le 1er renvoie aux conditions dans lesquelles les femmes avortent, le 2nd correspond à la manière dont les femmes se positionnent/re-positionnent vis-à-vis de scripts socio-culturels ou de normes suite à l'expérience avortement.

MATHIEU-FRITZ Alexandre (Alexandre.Mathieu-Fritz@univ-mlv.fr)

MCF en sociologie / Univ. Paris-Est Marne-la-Vallée / LATTIS

ESTERLE Laurence (esterle@vjf.cnrs.fr)

Directrice de recherche / CERMES3

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Les téléconsultations médicales. Transformations des pratiques professionnelles et des interactions médecins/malades

La téléconsultation médicale permet à un professionnel de santé de réaliser une consultation à distance avec un patient, grâce à l'utilisation d'un dispositif de transmission d'informations qui s'apparente, au premier abord, à ceux de la visioconférence et de la visiofonie. A partir d'observations de téléconsultations menées dans un cadre expérimental entre deux établissements de soin, la recherche a pour objectif de mettre en évidence l'impact des usages du dispositif de téléconsultation sur les relations médecins/malade et entre praticiens, sur l'organisation des soins, ainsi que sur les pratiques et les savoirs professionnels. L'analyse révèle notamment que l'utilisation de ce dispositif nécessite différentes formes d'apprentissage et d'adaptation, afin de garantir l'intercompréhension et l'accomplissement des tâches inhérentes à la production du diagnostic. Cette dernière repose sur la délégation d'une partie des activités réalisées habituellement par les spécialistes aux gériatres et au personnel paramédical situés aux côtés du patient. Les nouvelles formes de coprésence des professionnels de santé contribuent à la mutualisation et à la transmission des connaissances entre praticiens. Pour les médecins spécialistes, toutes les tâches ne peuvent pas être déléguées de façon satisfaisante, selon les caractéristiques du patient et de sa pathologie, et la coopération implique, pour chaque type de professionnel en présence, de perdre une part de son autonomie.

MATHIEU-FRITZ Alexandre (Alexandre.Mathieu-Fritz@univ-mlv.fr)

MCF en sociologie / Univ. Paris-Est Marne-la-Vallée / LATTIS

ESTERLE Laurence (esterle@vjf.cnrs.fr)

Directrice de recherche / CERMES3

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

L'utilisation des nouvelles technologies médicales. Le cas du dossier médical personnel (D.M.P.).

A partir du cas du D.S.P. (dossier santé Picardie), expérimentation régionale qui préfigure le Dossier Médical Personnel (D.M.P.), l'analyse proposée cherche à vérifier l'hypothèse que l'utilisation de ces dossiers informatisés va entraîner des

transformations à tous les niveaux de la prise en charge médicale et des soins. Dans le cadre de la relation médecin/malade, comment les questions de l'existence et de l'utilisation du D.S.P. s'imposent-elles aux différents protagonistes ? Quels sont les changements observables du côté du médecin ? En quoi cela modifie-t-il ses pratiques professionnelles quotidiennes ? Le D.S.P. donne-t-il le sentiment que certaines pratiques médicales qui, jusqu'alors, ne sortaient guère de l'alcôve des cabinets jouissent désormais d'une visibilité nouvelle ? Le fait que les comptes-rendus pourront être lus potentiellement par tous les autres confrères implique-t-il une modification des pratiques d'écriture ? Les usages du D.S.P. contribuent-ils à renforcer des liens entre des confrères exerçant respectivement à l'hôpital et dans le cadre libéral ? Le D.S.P. concourt-il, aux yeux des médecins utilisateurs, à une prise en charge significativement plus efficace des patients ? Le renforcement éventuel des liens entre confrères est-il perçu comme favorisant la diffusion de « bonnes pratiques » ? Du côté des patients, quelles sont les représentations des usages du D.S.P. par les médecins, et plus généralement, de son utilité ?

MATHIOT Louis (louis.mathiot@misha.fr)

Doctorant / Laboratoire

GT 45 Sociologie des conflits Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

Conflits et négociations autour d'une catégorie d'âge : l'adolescence. Relire les rapports intergénérationnels avec l'alimentation

L'entrée dans l'adolescence a été l'objet de nombreuses études en sciences sociales. Certaines d'entre elles ont pointé les difficultés de ce passage d'âge, caractérisées notamment par des rapports intergénérationnels problématiques, parfois même conflictuels. Dans nos sociétés modernes, cette catégorie est aussi devenue l'objet d'une « réappropriation réflexive » par les acteurs, qu'ils soient jeunes ou adultes. Du côté des parents, la crise d'adolescence est souvent perçue comme un passage où les jeunes se dressent face à l'autorité de leurs aînés, où ils rejettent ce que ces derniers leur transmettent. Les adolescents, quant à eux, sont conscients que cette catégorie d'âge suscite l'inquiétude des plus grands et ils n'hésitent pas à l'utiliser pour négocier certaines pratiques de consommation. Le repas adolescent sera utilisé ici comme un analyseur des rapports entre adultes et enfants afin de lire comment certains conflits générationnels se cristallisent sur le passage adolescent. Dans cette optique, nous commencerons par identifier les pratiques alimentaires sources de tensions en les replaçant dans le contexte d'une modernité où se distillent nombre d'inquiétudes. Nous étudierons ensuite de quelle manière les jeunes utilisent avec réflexivité l'adolescence, manipulent cette catégorie d'âge en vue de négocier des pratiques, d'affirmer des identités en jouant sur les ressorts de la conflictualité générationnelle légitimée par les « savoirs experts ».

MATHIOT Louis (louis.mathiot@misha.fr)

Doctorant / Laboratoire

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 1)

Innovations alimentaires et consommation enfantine : Comment les enfants dé-jouent les stratégies marketing ?

Depuis quelques années, nous assistons à l'émergence d'une gamme de nouveaux produits alimentaires fun, destinés aux enfants, qui suggèrent très fortement la manière de les consommer. Cette communication, qui repose sur une étude ethnographique menée auprès d'enfants âgés de quatre à douze ans, propose d'étudier comment ces enfants perçoivent et consomment ces aliments ludiques. Notre propos se focalisera sur les décalages entre les usages recommandés par les concepteurs et les pratiques observées à partir des questions suivantes : comment les enfants mettent au défi les propositions de jeu accompagnant ces produits alimentaires vus comme innovants ? En quoi les « réappropriations d'usage » contribuent-elles à un savoir plus général sur l'enfant consommateur ? La « réappropriation d'usage » est ici comprise dans le sens de détourner un aliment de son usage recommandé. Parmi l'ensemble des produits fun rencontrés dans notre enquête, nous remarquerons quels sont ceux qui font l'objet de « braconnages » et comment ceux-ci s'opèrent. Au regard des aliments qui se prêtent le plus à des « arts-de-faire » (De Certeau, 1980), les pratiques de consommation enfantines défient bien souvent une idée reçue sur ces dernières : « plus c'est ludique, plus les enfants apprécient ». Témoignant d'une réflexivité sur leurs usages, les enfants font preuve d'« agency » et semblent éloignés de l'image de consommateur passif et vulnérable qu'on leur prête très souvent (Kline, 2004 ; Cook, 2005).

MATONTI Frederique (frederique.matonti@wanadoo.fr)

Professeure Science Politique / Université Paris 1

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

La critique comme mode d'expérimentation intellectuelle

Comme l'ont souligné Foucault, et le titre de la revue Critique, dès les années 50 la critique est un mode de constitution du savoir. Le genre n'est pas nouveau (Diderot et Sartre entre autres s'y sont consacrés), mais dans ce moment intellectuel (que l'on qualifiera de « radical », car radicalités théorique et politique s'y entrelacent), la critique occupe une position nouvelle. La critique littéraire en est le cœur : c'est par elle que passe la réception de la linguistique structurale à laquelle le champ académique français était resté jusque-là fermé. Elle est, de plus, un lieu d'hybridation entre littérature, philosophie et sciences sociales et c'est aussi par elle que peut passer le scandale (Picard vs Barthes). Si l'on considère une « idée », comme Becker l'œuvre d'art, i.e. comme le produit de coopérations multiples dont elle garde la trace, les acteurs de la critique seraient des « personnels de renfort ». S'intéresser à la critique permet donc de comprendre le processus d'innovation donnant naissance à une configuration intellectuelle et sa capacité à rencontrer le succès. Au-delà de la critique littéraire, on s'intéressera à deux autres domaines (et aux trajectoires de ceux qui la font), où circulent concepts et schèmes radicaux : la critique

cinématographique (avec notamment Les Cahiers du Cinéma convertis à un mixte de maïïsme et de structuralisme) ; la critique théâtrale (avec Travail Théâtral de B. Dort, visant à produire un « théâtre critique »).

MATZ Kévin (kevin.matz@misha.fr)

Doctorant / GSPE - Université de Strasbourg

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 18)

Le succès de la « ville créative » en France : éléments pour la compréhension de la diffusion d'une croyance sur les effets économiques de la culture

Depuis le milieu des années 1990, la catégorie de « ville créative » vient renforcer le rôle escompté de la culture dans le développement économique territorial. En partie importée des États-Unis et diffusée via des colloques, des revues professionnelles et des formations spécifiques, cette catégorie parvient à se stabiliser sous la forme d'un faisceau de croyances dans les espaces politiques locaux (développement de l'emploi, réactivation du tourisme, polarisation des entreprises, développement d'une image attractive, etc.). En nous appuyant principalement sur l'observation d'un projet culturel municipal, nous verrons que les usages de ces croyances dans différents segments de l'espace social, opérés notamment par certains « experts convertis » (consultants, universitaires, chargés de mission des collectivités locales) contribuent à imposer la « ville créative » comme une évidence partagée, à grand renfort d'exemples érigés en quasi-concepts à la manière de « l'effet Bilbao » ou de la « classe créative ». Plus encore, la diffusion de ces croyances semble d'autant plus efficiente dans les politiques locales qu'elle alimente la (re)définition de rôles qui y sont déjà favorablement disposés (ceux en particulier, constitués dès les années 1980, du maire-manager et du professionnel-gestionnaire de la culture) et qu'elle pérennise la légitimité de nouveaux segments et de nouvelles positions dans l'action publique locale.

MAURICE Aurélie (aurelie.maurice@ivry.inra.fr)

Doctorante / INRA / Université Paris Descartes

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Négociation familiale autour de l'alimentation: la place de l'enfant

Traditionnellement au cœur des pratiques familiales, l'alimentation est un révélateur particulièrement sensible des innovations contemporaines. Au cours de ces dernières décennies, l'enfant devient un acteur à part entière et donc un négociateur potentiel dans sa famille. Quelle place les enfants occupent-ils de nos jours dans les choix alimentaires ? Comment se déroulent les négociations entre parents et enfants ? Les préadolescents étudiés – d'origine populaire – sont soumis à une tension importante entre, d'une part, la norme en vigueur du « manger sain » (prônée par le Programme National Nutrition Santé) et, d'autre part, les préférences affichées devant leurs pairs (souvent en faveur des fast-foods) et leurs goûts personnels (ils sortent tout juste d'une période de néophobie qui consiste à rejeter de nombreux aliments notamment les légumes). Comment l'enfant, au carrefour de ces contradictions, est-il un acteur important de l'alimentation dans sa famille ? Nous chercherons à saisir les interactions au sein de la famille et les logiques propres de chaque membre autour des prises alimentaires. La méthode utilisée est la suivante : l'ethnographie d'une classe de 5ème (par observation participante en cours et à la cantine), puis des entretiens dans les familles des élèves (une relation de confiance avec les enfants s'étant établie), basés en partie sur des scénarios, amenant l'enquête à raisonner sur des situations de tension au sujet de l'alimentation.

MAURY CELINE (celine.maury@gmail.com)

Doctorant / PACTE-IEP GRENOBLE

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Articuler l'action publique de santé des populations précaires entre associations et institutions.

L'objectif ici est d'analyser l'articulation existante entre le système « officiel » de prise en charge de la santé des populations en situation de précarité et un système « parallèle » assuré par une association humanitaire, Médecins du Monde (MdM). La Mission France de MdM est, à l'origine, une initiative provisoire, est aujourd'hui un acteur de poids dans la gouvernance locale. Des partenariats entre les acteurs (associatifs ou institutionnels) se développent avec pour but de pallier les incohérences de l'action publique intersectorielle et transversale. Il semblerait que l'Etat délègue à MdM la prise en charge d'une partie de la population, et que, réciproquement, l'association agit comme un levier de politiques publiques au niveau national, via une expertise empirique auprès des populations les plus précaires, les plus vulnérables, voire les plus exclues. Nous discuterons les notions de « délégation de service public » et d'« intérêt général ». Quel danger y a-t-il en effet à légitimer les structures hors droit commun ? N'est-ce pas en quelque sorte « déresponsabiliser » le système public quant à son devoir d'assistance envers l'ensemble des citoyens, notamment les plus défavorisés ? Nous discuterons du risque d'une dualisation du système qui laisserait se multiplier les « situations de sous-traitance humanitaire ».

MAUZ Isabelle : voir à MOUNET Coralie

MAYER Sibylla (sibylla.mayer@uni.lu)

Doctorante en cotutelle / Université du Luxembourg/FNR & Université Paris Ouest

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP E)*La mise en forme du « problème de la prostitution » à travers les doléances et revendications des riverains d'un lieu de prostitution à Luxembourg.*

Considérée comme un « problème social », la prostitution fait l'objet de débats récurrents. On connaît les altercations dans la presse au niveau national, moins les actions et réactions qui se développent au plus près des lieux de racolage ou de passe. Cette communication analyse un moment particulier de la problématisation de la prostitution de rue au Luxembourg : l'essor, au cours des années 1990, d'une mobilisation qui fait de la prostitution de rue une préoccupation sociale et politique forte. A titre individuel, puis constitués en collectifs, habitants et commerçants d'un quartier touché par la prostitution de rue se sont adressés aux autorités de la ville pour présenter leurs doléances et demander des « réponses » à un « problème » qu'ils ont contribué à mettre en forme. Car, pour trouver une « bonne solution », il ne suffit pas que le « mal » soit remarqué : il doit être défini, puis lié à la prostitution, ensuite dénoncé. Sans l'ensemble de ce processus, les doléances singulières, souvent disparates, ne peuvent pas être réunies dans une cause commune. Un corpus composé de documents archivés par l'administration communale – courriers, réclamations et pétitions, notes et rapports internes – nous permet d'étudier l'émergence et la trajectoire d'une croisade morale dirigée contre la mise en scène publique d'une offre sexuelle tarifée.

MAYOL Séverine (severine.mayol@free.fr)

Doctorante - ATER / CERSES - CNRS - Paris Descartes

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)*La prise en charge des personnes sans domicile : quand les modèles de réinsertion excluent durablement*

A la lumière d'une enquête de terrain menée auprès de centres d'accueil parisiens et de personnes sans abri, nous avons pu voir les mécanismes en œuvre au cours des processus de prise en charge des personnes sans domicile. Abordant cette question sous l'angle du genre, nous avons constaté que les stratégies développées pour « terminer le parcours » de réinsertion et accéder à l'hébergement durable comportent l'adhésion, simulée ou sans retenue, à un modèle dominant des rôles sexués appartenant, aux yeux du travailleur social, à la personne incluse. La personne hébergée doit alors montrer tout au long de son parcours qu'elle est « apte », qu'elle « vaut le coup ». Notre étude montre que ces représentations sont empruntées à un imaginaire qui renvoie la femme dans la sphère privée et l'homme dans la sphère publique. Parfois, ces modèles à suivre créent du sens et la personne hébergée parvient sans difficulté à faire sienne cette identité de femme ou homme en capacité d'inclusion. Parfois en revanche, ces modèles excluent : les jeunes femmes qui refusent l'idée d'intérieur, les femmes âgées qui ne sont plus en âge de procréer, les hommes dans l'incapacité d'occuper un emploi durable, etc. Notre communication présentera, en insistant sur l'impact du décalage entre caractère social et représentations de l'inclusion, les situations non génératrices de sens au cours desquelles l'individu doit jongler entre son identité genrée et la représentation normée de son sexe.

MAZADE OLIVIER (OLIVIER.MAZADE@UNIV-LILLE1.FR)

MCF / CLERSE

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)*Illusion biographique et création*

Dans le cadre de cette communication, nous voudrions souligner l'activité créative qui se déploie dans le « travail biographique », que les acteurs mènent dans la construction de leur propre histoire. Garfinkel a sans doute donné le contenu le plus précis de ce que l'on peut entendre par ce concept lorsqu'il analyse le « cas Agnès » : « un travail d'historicisation dans la fabrication – pour elle-même et pour la présentation à autrui – d'une biographie socialement acceptable ». Il s'agit d'un processus de saisie de l'histoire personnelle et sociale qui repose sur une imbrication entre passé, présent et futur, sur une production d'arguments réels et fictifs. Le travail biographique participe de la transformation d'une existence en histoire. Son produit est un récit qui, comme tout récit, suppose une activité créatrice biographique et argumentaire. Les acteurs créent des histoires. Dès lors, le problème de « l'illusion biographique » (Bourdieu), les interrogations relatives à la distorsion du réel, à la part de vérité et de fiction, d'exactitude et d'affabulation apparaissent secondaires : l'habitus, en qualité de travail, comme activité de « consentement à l'inévitable » est producteur de « fables de vie » (Kaufmann) tout en ne réduisant pas le récit sur soi à une pure « reconstruction subjective » (Bertaux). Parler d'illusion biographique, c'est déjà concevoir les individus comme des acteurs capables de « s'illusionner » par la création de complexes argumentatifs.

MAZEAUD Alice (alicemazeaud@yahoo.fr)

Docteure en science politique - ATER / CEJEP - Université de La Rochelle

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 17)*Procéduraliser l'expérience de la justice sociale. L'expérience du Budget participatif des lycées de Poitou-Charentes.*

Le budget participatif des lycées (BPL) repose sur l'idée que justice sociale et démocratie iraient de pair : une participation accrue favoriserait une prise de conscience des inégalités et une plus juste distribution des ressources tant entre les lycées qu'entre les membres de la « communauté lycéenne ». Depuis 2005, ce dispositif organise la participation massive des lycéens et des personnels (15000/an) à la décision sur une partie du budget du Conseil régional (10M€) pour « bien vivre et travailler au lycée ». L'étude du BPL, issue d'un travail de thèse qui mobilise des observations de type ethnographique et des entretiens semi-directifs, souligne la tension entre les dimensions objective (la redistribution des ressources) et subjective (l'expérience de l'injustice et/ou la reconnaissance) de la justice sociale. De 2005 à 2010, le BPL a été organisé à l'échelle du lycée. Au sein du

lycée, on a observé une redistribution mécanique des ressources vers les groupes les plus marginalisés (lycéens, agents TOS) dans les processus décisionnels anciens et on peut penser qu'au-delà de l'aspect redistributif, la reconnaissance de la subjectivité de chacun dans la définition de ses propres besoins est aussi un facteur de justice sociale. Mais les participants ne pouvaient y faire l'expérience des inégalités entre les lycées ; ce à quoi s'efforce de remédier le nouveau format du BPL inauguré en février 2011.

MAZOYER Harold (haroldmazoyer@gmail.com)

Doctorant / IEP de Lyon / laboratoire TRIANGLE (UMR-CNRS 5206)

GT 42 Sociologie des élites Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

Approche socio-historique du processus de légitimation d'une nouvelle spécialité scientifique. L'économie des transports et ses demandes sociales (1959-1972)

Nous proposons d'étudier dans cette communication les facteurs qui participent au processus de différenciation d'une discipline, la science économique, dans une période marquée par le développement de ses usages socio-politiques. Plus particulièrement, nous souhaitons comprendre comment des « économistes des transports » parviennent à s'autonomiser progressivement et à obtenir une certaine reconnaissance académique au début de la Vè République. Ces derniers défendent, auprès de publics variés (universitaires ou non), le caractère novateur de leurs techniques d'objectivation (tel le calcul économique). Ils tentent, parallèlement, de délégitimer d'autres formes alors classiques d'expertises. Il s'agira donc de saisir les processus internes à la science économique (professionnalisation, autonomisation par rapport au Droit,...) qui agissent sur les acteurs considérés. Mais nous pourrons aussi interroger « par le bas » la multiplicité des formes et des sources de la « demande sociale » souvent réduite, à cette époque, à la politique scientifique étatique. Ne seront donc pas négligées les collaborations avec les administrations locales, européennes, ou avec des acteurs industriels qui participent également au développement d'une branche « appliquée » de la science économique. Nous emprunterons la démarche proposée par la sociohistoire des sciences de gouvernement. Cette dernière invite à comprendre comment se forment et se crédibilisent les outils cognitifs mobilisés dans l'action publique.

MEDA Dominique (dominique.meda@cee-recherche.fr)

Directrice de recherches au CEE / Centre d'études de l'Emploi

GOMEL Bernard (bernard.gomel@cee-recherche.fr)

Chercheur / CEE/CNRS

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

80 % des allocataires du RSA en parcours emploi, une innovation ?

Les débats qui ont entouré la création puis la mise en place du RSA n'ont cessé de présenter celui-ci comme une innovation radicale, destinée à rompre avec les multiples tares du RMI (échec de l'insertion, maintien des allocataires dans l'assistance, désincitation au retour à l'emploi, développement de trappes à inactivité et à bas salaires, lourdeur de la machine bureaucratique de gestion de la prestation). Les nouvelles caractéristiques de la prestation, mais aussi le processus au terme duquel elle avait été inventée devaient entraîner tout à la fois une plus grande efficacité de la gestion de l'allocation, une orientation immédiate des bénéficiaires dans un « parcours emploi » sauf « problématique sociale », un accompagnement plus efficace grâce à un référent unique avec une plus forte incitation au retour à l'emploi. On pourrait résumer le caractère innovant du RSA par rapport au RMI dans le fait que le « parcours emploi » est de droit commun, le parcours social ne devant être qu'exceptionnel et temporaire. Quel bilan peut-on tirer, un an et demi après l'entrée en vigueur du RSA, de cette « innovation » et de l'instauration de cette nouvelle norme ? On détaillera les modalités de mise en œuvre concrète de la prestation dans le département de Paris en s'intéressant particulièrement au processus d'orientation des bénéficiaires et aux effets de la focalisation des différents acteurs sur le parcours emploi.

Auteur non communicant : Bernard Gomel CEE

MEGE Arnaud (megearnaud@yahoo.fr)

Doctorant non allocataire / GRESCO

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

La production des idées de la décroissance. Une innovation intellectuelle contre la « société de consommation » ?

Le discours anti-consumériste et anti-productiviste, dont la prégnance était fortement marquée durant la décennie 1965-1975, semble connaître aujourd'hui une résurgence à travers l'utilisation du concept de décroissance. De fait, érigée au rang de principe, « la décroissance » apparaît comme une rupture avec la doxa productiviste et ses catégories de légitimation de l'ordre social qui consistent à imposer, quoi qu'il en coûte, une recherche toujours plus poussée de la croissance économique. Cette communication proposera d'analyser, au travers d'une histoire sociale des idées de la décroissance, de quelle manière la création de ce néologisme a pu générer une dynamique d'innovation idéologique et d'expertise scientifique dont le but est de délégitimer les catégories d'entendements générées par la « croyance économique ». Pour ce faire, le propos s'organisera autour de la manière dont le discours de la décroissance a su s'organiser entre les différents agents de production intellectuelle, en considérant à la fois, leur positionnement au sein du champ et leurs prises de positions. En d'autres termes, il s'agira de chercher à comprendre comment, et dans quelle mesure, des universitaires, des experts ou encore des militants ont su trouver les moyens de proposer des catégories, concepts et principes spécifiques qui sont aujourd'hui à l'origine d'un engagement militant singulier et d'une entrée aux marges du champ politique.

MELLET Kevin (kevin.mellet@orange-ftgroup.com)

Socio-économiste / Orange Labs

BEUSCART Jean-Samuel (jeansamuel.beuscart@orange-ftgroup.com)

Chercheur / Orange Labs

RT 12 Sociologie économique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)

« On ne vend pas des savonnettes ! » Une analyse comparée des pratiques de publicité et de marketing dans les filières du livre et du cinéma

L'objectif de cette communication est d'examiner, dans deux filières de la culture (livre et cinéma), les pratiques de promotion et la façon dont elles gèrent la spécificité des biens culturels, en particulier l'incertitude spécifique – du moins posée comme telle par les acteurs et la littérature académique – sur le succès des produits. Nous nous appuyons pour cela sur un matériau empirique constitué d'une base de données des dépenses publicitaires dans le secteur de la culture et sur des entretiens réalisés avec des acteurs professionnels. Nous présentons une revue de la littérature en économie et en sociologie sur la promotion des œuvres culturelles. Puis, nous cherchons à documenter les pratiques de promotion dans les filières du livre et du cinéma, afin d'en souligner les spécificités, la diversité, mais aussi les dimensions plus ordinaires. Enfin, nous proposons une réflexion plus générale sur le lien entre incertitude sur le succès et stratégie de promotion.

MÉLO David (davidmelo_ub2@yahoo.fr)

Maître de conférences / Laboratoire d'Economie d'Orléans

CORTESERO Régis (regis.cortesero@wanadoo.fr)

Chercheur associé / Centre Emile Durkheim

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 17)

Manières de recruter : l'égalité des chances à l'épreuve de l'expérience des recruteurs.

Cette communication rendra compte des premiers résultats d'une recherche conduite par une équipe de 8 chercheurs sur les pratiques de recrutement d'une cinquantaine d'entreprises dans 5 grands secteurs d'activités. Cette recherche s'intéresse aux pratiques discriminatoires et aux positionnements des recruteurs face à la thématique et aux politiques de « diversité ». Elle s'inscrit dans la perspective de l'analyse des économies morales visant la prise en compte des composantes normatives de l'action des acteurs économiques. L'hypothèse de départ est que les positionnements et les pratiques des recruteurs se forment à l'intersection d'un axe moral, combinant stéréotypes et soucis d'équité, et d'un axe instrumental, où la question de la diversité est appréhendée en fonction de contraintes et d'opportunités économiques, managériales ou organisationnelles. L'enquête permet de décrire et de préciser les principes de justice à l'œuvre dans les représentations des recruteurs. Surtout, elle permet d'analyser leur articulation à des logiques d'essentialisation de certaines catégories de candidats, à des cadres idéologiques plus larges, à des identités professionnelles ou sectorielles, à des jeux de contraintes et d'opportunités inscrits dans des marchés, des positions à l'intérieur de structures d'organisation, ou encore à des stratégies managériales.

MENDJELI Rachid (r.mendjeli@gmail.com)

EHESS / EHESS

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH TD8)

De la peur de penser l'autre au gouvernement des corps suspects

En 1969 Michel Foucault avançait l'hypothèse de la peur de penser l'Autre dans le temps de notre pensée, pour expliquer l'impossibilité pour l'histoire des sciences humaines de penser les discontinuités, les différences, les transformations, les ruptures et les seuils anthropologiques. Il traçait l'itinéraire d'une sociologie critique des mutations épistémologiques du paradigme de l'histoire continue et de l'idéalisme de la philosophie du progrès social comme fondement d'une critique des représentations légitimes du sujet. La peur de penser l'altérité de l'étranger, l'immigré, le clandestin, comme objet de sa propre subjectivité et de sa propre histoire n'est-elle pas l'une des manifestations d'un redoutable obstacle épistémologique à la compréhension des représentations de l'Autre qu'offre l'idéologie du libéralisme et de l'identité nationale? L'espace Schengen n'est-il pas l'une des formes de contrôles sécuritaires les plus aboutis du mode de gouvernement des corps suspect des démocraties européennes? Ce projet épistémologique que Foucault énonçait à propos de la peur de penser l'autre il s'agit de l'appliquer à l'histoire du discours sur l'immigration et aux usages politiques du concept d'immigration choisie. L'introduction du concept de gouvernement des corps suspects propose après Foucault, Deleuze, Saïd et Agamben d'interroger l'articulation des normes disciplinaires de l'Etat-nation au paradigme de la peur de penser l'Autre dans le temps de sa propre histoire.

MENOUX Thibaut (thibaut.menoux@gmail.com)

AMN / EHESS

PINTO Aurélie (aurelie.pinto@free.fr)

ATER / CURAPP

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Filmer le tourisme dans les favelas: les repères sociologiques d'un repérage de film documentaire

Des repérages de 2007 pour un documentaire à Rio de Janeiro sur les tour-opérateurs faisant visiter aux touristes certaines favelas de la ville nous ont confrontés à des questionnements liés à notre formation de sociologues et à nos expériences dans l'audiovisuel, modifiant notre construction de l'objet et notre rapport à celui-ci. Notre film documentaire cherche à montrer la conversion improbable de certaines favelas de Rio en lieux de visite pour touristes européens et nord-américains. Or, l'image présente des contraintes et des ressources pour exprimer cette réalité sociologique. En effet, la caméra est entrée dans une

résonance heureuse avec l'objet. Elle s'insère notamment de façon stratégique dans le « jeu » des acteurs consistant à produire la favela comme cadre pittoresque et « sensationnel ». Mais elle brouille par ailleurs les frontières et nous confronte au statut ambigu du réalisateur-enquêteur en situation d'observation participante. Enfin, les décalages ou les résonances entre écritures sociologique et filmique montrent que la production de matériel audiovisuel peut, sous certaines conditions, constituer un mode d'écriture proprement sociologique. Il nous semble ainsi que le dispositif de réalisation permet d'interroger l'arsenal méthodologique et les résultats d'une sociologie ethnographique. Notre propos s'appuiera, en guise d'illustration, sur quelques images encore provisoires tournées lors de ce premier contact avec le terrain.

MERCKLE PIERRE (pierre.merckle@ens-lyon.fr)

Maître de conférences / ENS LYON

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Les cultures adolescentes : entre innovation et reproduction ? Une analyse à partir de l'enquête longitudinale sur les pratiques culturelles des enfants et des adolescents

Pour décrire les principes de différenciation des comportements culturels chez les adolescents, et leurs transformations avec l'avancée en âge, nous présenterons une série d'analyses des correspondances multiples permettant d'explorer de façon dynamique, les relations entre « l'espace des styles de vie » des adolescents et l'espace de leurs positions sociales, leurs transformations respectives et les relations qu'entretiennent entre elles ces transformations. Ces analyses s'appuient sur les résultats de l'enquête longitudinale sur les pratiques culturelles et de loisirs des enfants et des adolescents réalisée à l'initiative du Ministère de la Culture : 4000 enfants, issus du Panel 1997 de l'Education nationale, donc tous scolarisés en CP en 1997, ont été interrogés tous les deux ans par questionnaire sur leurs loisirs, leurs pratiques culturelles et leurs goûts, et cela quatre fois successivement entre 2002 et 2008, donc à 11, 13, 15 et 17 ans. Tout en présentant les difficultés méthodologiques spécifiques posées par l'application de l'analyse factorielle à des données longitudinales, nous nous efforcerons de montrer dans quelle mesure cette méthode permet de décrire les transformations d'un espace des styles de vie adolescents entre hiérarchies culturelles héritées, innovation culturelle et processus d'appropriation et de transmutation des systèmes de différenciation.

MERCKLÉ PIERRE (pierre.merckle@ens-lyon.fr)

Maître de conférences / ENS LYON

openedition.org (revues.org, calenda, socio-logos) Session 5A (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

Liens Socio, Lectures, Socio : outils électroniques d'information scientifique pour la sociologie et les sciences sociales

2001-2011 : le portail francophone des sciences sociales Liens Socio fête son dixième anniversaire ! A l'occasion du Congrès de l'AFS, nous présenterons les grandes lignes de l'évolution générale du portail, engagée depuis deux ans en partenariat avec Revues.org, et qui doivent conduire à la naissance prochaine de SOCIO, la plateforme d'agrégation d'informations scientifiques pour la sociologie et les sciences sociales. Nous en profiterons également pour présenter Lectures, la revue des comptes rendus en sciences sociales, créée il y a quelques semaines par Liens Socio et Revues.org. Nous invitons tous les collègues et tous les étudiants présents à Grenoble à l'occasion du Congrès de l'AFS, et qui seraient intéressés par une participation au développement et à l'animation de ces outils, à profiter de cette présentation pour venir en discuter avec nous !

MERGUI Alexandre (alexandre.mergui@inserm.fr)

Eneignant psychologue / Inserm /Paris 8

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)

L'expérience de la sexualité chez de jeunes adultes séropositifs : impact du genre et du mode de contamination sur les représentations de la sexualité.

Nous avons étudié l'expérience subjective de la sexualité chez des jeunes adultes séropositifs, et son articulation à celle du VIH, en examinant l'impact du genre et du mode de contamination sur les représentations de la sexualité, considérées comme le lieu d'un aménagement subjectif entre le monde psychique et la biographie d'un sujet, au sein du cadre socioculturel dans lequel il évolue. A travers une vingtaine de témoignages, recueillis auprès de 9 filles et de 12 garçons, âgés de 18 à 25 ans, contaminées par voie verticale (mère-enfant) ou par voie sexuelle, et analysés à la fois par une méthode inspirée de la Grounded Theory et par plusieurs études de cas approfondies, nous avons élaboré une typologie des différentes expériences de la sexualité au regard de l'expérience du VIH. Ces profils renvoient à des expériences ayant pour trait commun d'être situées par les jeunes de ce groupe au moment de l'annonce de leur diagnostic. Le vécu de cette annonce et les significations qui lui sont attribuées vont être à l'origine du réaménagement, du maintien, ou de l'abandon de la vie sexuelle, qui va s'organiser différemment au regard des représentations de la sexualité, et de la question du secret et de la révélation de la sérologie à l'entourage et plus particulièrement au (x) partenaire(s) sexuels(s).

MERLAUD Fabien (fabien.merlaud@univ-tlse3.fr)

Doctorant / PRISSMH-SOI EA 4561 Université Toulouse III

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

La dynamique des réseaux de lutte contre l'obésité dans les espaces intermédiaires ou comment assurer une continuité des soins dans un contexte réformateur.

Notre enquête porte sur deux réseaux de soins spécialisés dans la prévention et la prise en charge de l'obésité. Portés par divers professionnels de santé, nous développerons l'idée qu'ils s'y déploient différentes conceptions de la lutte contre l'obésité.

Opérant dans des espaces intermédiaires, ils apparaissent comme des espaces de réinterprétation du problème de l'obésité tel qu'il est posé par les pouvoirs publics ; notamment au travers du Programme National Nutrition Santé qui servira de base à notre analyse. L'étude de ces réseaux, en tant que lieux d'ajustements ou de mises à distance des normes « dominantes », permet alors de mettre à jour les arguments qui étayaient leurs positions où est mise en question la centralité du sujet et de son environnement. Plus fondamentalement, notre contribution met en exergue la manière dont ces acteurs parviennent à ordonner les politiques publiques tout en maintenant une certaine continuité dans les parcours de soins ; cohérence parfois mise à mal par les réformes successives du système de santé. De ce fait, ils structurent des lieux de réhabilitation et d'intégration à la frontière entre l'Etat et la société civile dont les logiques d'action semblent à plusieurs égards contradictoires. Dit autrement, on peut même considérer ces collectifs comme des espaces de restauration des identités blessées des patients ; blessures en parties inhérentes aux campagnes de prévention stigmatisantes menées « d'en haut » par les pouvoirs publics.
Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI EA 4561 Toulouse III

MERLAUD Fabien (fabien.merlaud@univ-tlse3.fr)

Doctorant / PRISSMH-SOI EA 4561 Université Toulouse III

RT 29 Sciences et techniques en société Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Quand des experts se coordonnent autour d'un problème de santé publique : deux figures pluridisciplinaires de la prévention de l'obésité.

Si la médicalisation de l'obésité est ancienne, son entrée dans l'arène médiatico-politique intervient au travers de l'affaire des « coupe-faim » en 1995 et de l'alerte lancée par l'OMS en 1997. Depuis, elle fait en France l'objet d'une politique se traduisant par le Programme National Nutrition Santé. Outre l'Etat, agent par excellence de l'action publique, nombre d'autres acteurs se sont emparés de cette question. Ces diverses prises de position révèlent alors des tensions ayant un impact sur la manière dont se construit dans ce domaine l'expertise, autrement dit, les formes de savoirs équipant les décisions politiques. Après avoir montré comment ces acteurs ont progressivement construit la nécessité d'une posture « pluridisciplinaire », nous présenterons deux formes de coordination entre scientifiques à l'œuvre sur ce dossier. A partir de l'analyse d'un corpus combinant diverses sources (presse, littérature grise, entretiens et notes ethnographiques), nous verrons que ces dernières impliquent également des acteurs « non-scientifiques » et donnent finalement à voir deux appréhensions différentes de la lutte contre l'obésité. Elles conduisent alors les experts à juxtaposer les connaissances scientifiques disciplinaires dans une perspective de complémentarité afin d'élaborer des instruments d'action publique ; ou, selon une seconde figure, à hybrider divers savoirs dans le but d'interpréter et de résoudre les troubles du comportement associés aux différentes formes d'obésité.

Auteur non communicant : Philippe Terral PRISSMH-SOI Toulouse III

MERLE Pierre (pierremerle80@hotmail.com)

Professeur de sociologie / IUFM de Bretagne

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

Spécialisation sociale des établissements scolaires et déclin de l'école française. Les collèves des dix premières communes françaises.

La dernière enquête PISA (2010) pointe « l'effet important du profil socio-économique de l'établissement fréquenté » pour un élève sur le niveau de ses performances individuelles. Si l'effet du recrutement social des établissements scolaires dans la reproduction des inégalités est désormais connu, la transformation de ce recrutement social demeure peu étudiée alors même qu'il exerce des effets sensibles sur les chances de réussite. La présente communication s'appuie sur une étude statistique du recrutement social des collèves. Après des investigations qui ont porté sur les collèves parisiens (Merle, 2010) et qui ont montré l'accroissement de la ségrégation sociale, la présente communication a pour objet de présenter les transformations du recrutement social des collèves des dix premières communes françaises. La recherche a également pour objet de connaître la contribution propre du secteur privé aux augmentations constatées de la ségrégation. La contribution des collèves à la contribution globale est également étudiée. La croissance de la ségrégation scolaire, notamment celle des collèves les plus populaires et des plus bourgeois, contribue à la perte d'efficacité et d'équité de l'école française. REFERENCES MERLE P. 2010. « Structure et dynamique de la ségrégation sociale dans les collèves parisiens », Revue française de pédagogie, n°170, p.73-85. PISA a, 2010, Résultat du PISA 2009 : synthèse, OCDE ; PISA b, 2010, Note de présentation France, OCDE.

MESSU Michel (michel.messu@wanadoo.fr)

Professeur / Université de Nantes / GEPECS

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV G1)

Innover pour mieux pérenniser ? La contrainte d'innovation dans les réformes des politiques sociales cubaines

Le régime cubain a inscrit « le social » au centre des politiques publiques, l'a intégré à l'organisation économique et à l'objectif de promouvoir l'égalité des citoyens. Les droits sociaux et la protection sociale sont un fondement essentiel de la légitimité de l'Etat. Depuis les années 1990, l'économie cubaine se heurte à de graves difficultés, qui ont contraint le régime à des réformes économiques et des ouvertures à l'économie de marché. En dépit, et aussi à cause de ces réformes, les inégalités s'accroissent, la qualité des services publics régresse, l'emploi public est menacé, et des formes de pauvreté deviennent manifestes. L'Etat cubain maintient, autant que possible, la centralité et le cadre de ses politiques sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation, des subventions aux prix de biens et services de première nécessité, de l'emploi. D'un autre côté, il innove à la recherche d'une plus grande efficacité de ses dispositifs et en réponse aux nouveaux problèmes sociaux. Par ailleurs, l'intervention d'organisations internationales se renforce, surtout de grandes ONG et d'églises. Dans ce contexte, nous

nous interrogerons sur la capacité de l'innovation à pérenniser la dimension sociale du système cubain. Cette communication s'inscrit dans la première phase du programme de recherche ANR LATINASSIST, qui vise à étudier les stratégies d'acteurs face à la mise en place de programmes d'assistance qui ciblent les femmes dans six métropoles d'Amérique latine.

Auteur non communicant : Blandine Destremau DR CNRS LISE/CNAM

MESZAROS Thomas (thomas.mezaros@noos.fr)

Chercheur / Université Lyon 3

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 8)

Les actions civilo-militaires dans les processus de sécurisation en sortie de crise : une expression du Smart power ?

La présente proposition s'inscrit dans le cadre de la sociologie militaire et de la sociologie des conflits. La transformation des formes de conflictualité a obligé à repenser la manière dont le rapport entre action civile et militaire peut être complémentaire dans les processus de sécurisation en sortie de crise. Il conviendra tout d'abord de s'intéresser aux différentes phases qui constituent les crises pour souligner l'importance de la phase de sortie de crise comme moment essentiel pour assurer une stabilité et une paix durables. De même, il sera question d'aborder les différents types de sortie de crise (positive et négative) et les enjeux liés à la gestion de ces phases post-confliktuelles (limiter, contenir la violence, reconstruire et consolider la paix). Cette partie de l'étude prendra comme ancrage différents cas pratiques et permettra de souligner l'évolution organisationnelle des armées et la place croissante laissée dans les stratégies et tactiques à ces techniques de gestion de sortie de crise. Ces dernières ont pour objectif de modifier la perception que les acteurs peuvent avoir et ainsi favoriser « une conversion des cœurs et des esprits ». Les actions civilo-militaires parce qu'elles témoignent de la volonté de diffuser une image positive de soi, de son identité, de son modèle culturel, s'inscriraient dans le cadre de ce que Joseph S. Nye nomme le Smart power, une combinaison du Soft power et du Hard power.

MIAS Arnaud (arnaud.mias@univ-rouen.fr)

Maître de conférences / Université de Rouen

PELISSE Jérôme (jerome.pelisse@uvsq.fr)

Maître de conférences / Printemps UVSQ

BETHOUX Elodie (elodie.bethoux@ens-cachan.fr)

Maître de conférences / IDHE ENS CACHAN

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D18)

De la représentation à la représentativité. Enquêtes auprès des militants de la CFE-CGC sur ce que la loi du 20 août 2008 veut dire

Ouvrir le débat de la représentativité électorale des organisations syndicales, c'est soulever très vite la question plus large de leur représentation : qui représentent-elles, comment et pourquoi ? Ainsi à la Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres (CFE-CGC), la loi sur la représentativité syndicale de 2008 soulève ou ravive des enjeux identitaires et stratégiques qui mettent en débat tant l'indépendance de l'organisation que sa spécificité catégorielle. À partir d'une étude menée à tous les niveaux de l'organisation (sections d'entreprise, unions territoriales, fédérations, bureau confédéral, Congrès 2010), mêlant observations, entretiens, enquête par questionnaire et analyse jurisprudentielle, nous étudions en quoi ce nouveau contexte institutionnel influence les postures et les pratiques des « cadres du syndicat des cadres et de l'encadrement ». Identifier ce que la loi d'août 2008 veut dire pour les membres de la CFE-CGC conduit alors à distinguer 3 niveaux d'analyse : interroger la façon dont militants et dirigeants interprètent la loi, sa genèse et son contenu ; mettre au jour ce que cela révèle de l'organisation syndicale, des caractéristiques qui la définissent, des tensions qui la traversent et des débats qui l'animent ; étudier les conséquences que ces acteurs syndicaux en attendent, en espèrent ou en craignent, en termes de stratégies et de priorités syndicales, et saisir en quoi cela modifie les pratiques militantes actuelles.

Auteur non communicant : Guillaume DESAGE ingénieur d'études.

MICELI Pamela (pamela.miceli@univ-lille3.fr)

Doctorante, ATER / CeRIES-Université Lille 3

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

De la formation à l'accompagnement de la maladie d'Alzheimer à la production des normes du « bien aider »

Nous nous proposons d'interroger la récente démarche de professionnalisation des aidants impulsée par le gouvernement sous l'angle de sa normativité dans la définition des « bonnes pratiques » relatives à la maladie d'Alzheimer. A travers deux mesures du dernier Plan Alzheimer, le gouvernement entreprend de développer la formation et la professionnalisation des aidants, qu'ils soient profanes ou professionnels. Deux journées de formation sont offertes aux premiers dans l'objectif d'une meilleure compréhension de la maladie et de la relation d'aide. Pour les professionnels, un vaste programme de développement et de reconnaissance des compétences spécifiques à la maladie d'Alzheimer est progressivement mis en œuvre (à travers notamment la création de nouvelles formations et de nouvelles professions) qui viennent compléter les « recommandations de bonnes pratiques professionnelles » (2009) afin d'encadrer les pratiques professionnelles auprès de ce public spécifique. Nous tenterons de comprendre en quoi cet ensemble de mesures (le principe même de la formation, et le contenu de celle-ci), marquées par la volonté d'une amélioration de la qualité de vie des malades, de leurs proches et des professionnels, participent à la construction normative du « bien aider ». Cette réflexion s'ancre dans un questionnement plus général mené dans le cadre de notre doctorat sur les formes d'aide pensées ou produites par les proches familiaux et les contours éthiques que nous pouvons y déceler.

MICHAU Nadine (nadine.michau@free.fr)

MCF Sociologie / UMR CITERES

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)*le rôle du sociologue-cinéaste dans la construction de la mémoire industrielle*

Depuis quelques années je réponds en tant que sociologue-cinéaste à des projets de recueil de mémoire audiovisuelle, l'un concernait un site de production de céramique (à Paray-le-Monial), l'autre, à une échelle plus vaste, concernait celle d'une ville : la mémoire industrielle de Vierzon. A travers cette démarche se posent un certain nombre d'interrogations quant à la manière de transmettre un récit ayant une portée collective tout en respectant les témoignages individuels et l'histoire des sites. L'objectif premier des institutions est que le film rassemble autour d'une diffusion publique et mobilise la population autour d'un projet commun : Une sorte de reconnaissance tardive de leur valeur, mais également de la valeur technologique de l'industrie française de l'époque. Le sociologue-cinéaste doit alors construire un cadre théorique commun propre à la fois à sa fonction de sociologue et à celle de cinéaste, deux fonctions qui sont parfois jugées antagonistes. J'interrogerai les modes de narration élaborés à la fois en vue de raconter des pans d'une histoire industrielle, et de sensibiliser une population à vouloir « en dire plus ». Cette forme, n'a pas pour finalité première la conceptualisation sociologique, mais doit plutôt assurer une cohérence narrative à l'histoire d'un lieu. La réalisation de ce type de films conduit à une réflexion riche sur la place du sociologue-cinéaste dans la construction de la mémoire d'une histoire collective.

MICHELS DAVID (david.michels@free.fr)

Docteurant / EHESS

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)*Désaccords thérapeutiques et résistances aux changements en matière sexuelle dans le cadre de la prise en charge en sexologie : le cas des hommes rencontrant des problèmes d'érection.*

Désaccords et résistances apparaissent lorsque le patient et son thérapeute n'arrivent pas à s'entendre sur une qualification et une étiologie du trouble commune. Et c'est très souvent le cas lorsque les sexologues proposent une explication non somatique aux problèmes d'érection et tentent d'amener les hommes rencontrant des difficultés érectiles à considérer l'hypothèse d'une origine psychologique à leur trouble. Les hommes, notamment ceux appartenant aux classes populaires, sont ainsi enclin à résister à toute « psychologisation » de leur difficulté, et en parallèle à tout changement dans leur sexualité. Chez ces hommes, la sexualité est renvoyée à sa « naturalité », à son caractère « non-appris » et à sa « non-élaboration » psychique. L'invitation du sexologue à réfléchir aux dimensions psychiques du désir, à la complexité de la « fonctionnalité » sexuelle et aux nécessaires apprentissages sexuels provoque chez eux une incompréhension car elle implique une mise à distance de la « sexualité » et de la « masculinité » qui, jusque là, relevaient de l'évidence. Dans un contexte social qui enjoint à être « acteur de sa vie » et « responsable de ce qui vous arrive », la résistance de ces hommes dans le cadre thérapeutique pourrait être interprétée comme une forme de résistance localisée à cette nouvelle forme de domination.

MIEULET Elise (elise.mieulet@gmail.com)

Doctorante / Université Aix-Marseille

CLAEYS Cécilia (cecilia.claeys@univmed.fr)

MCF / Université Aix-Marseille

RT 20 Méthodes Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO TD19)*La spatialisation de données pluridisciplinaires « au service » de l'enquête par questionnaires : Pour une sociologie de l'interaction Environnement/Santé, l'exemple du « moustique Tigre »*

Dans une tradition de partage des domaines de compétences, la sociologie tend à « laisser » à la géographie l'analyse de la dimension spatiale, renonçant de ce fait à une dimension non négligeable de la compréhension des processus sociaux. L'analyse sociologique de questions émergentes incite aujourd'hui à revenir sur une telle tradition disciplinaire. A ce titre, cette communication présente le protocole d'enquête mis en œuvre dans le cadre de la création d'un observatoire sociologique des rapports hommes/moustiques en France méditerranéenne. Cette problématique interrogeant plus largement les rapports environnement/santé a très vite amené l'équipe à intégrer à la méthode sociologique d'enquête par questionnaires des considérations biologiques (milieux et entomologie). La cartographie numérisée se révèle être un outil de dialogue pluridisciplinaire particulièrement stimulant. Le géo-référencement est mobilisé à différentes étapes de l'enquête : dès la délimitation de la population de référence, lors de la construction de l'échantillon, mais aussi au cours du recueil des données, et enfin lors de l'analyse des résultats. Cette communication propose une restitution réflexive de cette méthode et des résultats obtenus à l'issue de la première campagne d'enquête constituée de 281 questionnaires recueillis auprès d'un échantillon représentatif des habitants du département des Alpes Maritimes.

MIEULET Elise : voir à **CLAEYS Cécilia****MIJALOVIC Snezana (snezana_mijailovic@yahoo.com)**

Doctorante / ED

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)*Des témoins invisibles aux acteurs publics: femmes et filles de harkis dans les récits et au petit écran*

Au moment de parler de l'immigration des harkis, on pourrait réfléchir en termes de double invisibilité de leurs femmes et filles. D'un côté, venues en France en tant qu'accompagnatrices des maris et des pères, elles étaient de l'autre côté condamnées

à une deuxième invisibilité pour appartenir à une communauté qui a dû être cachée des yeux des citoyens français. Néanmoins, de la mère souvent exerçant le rôle de pilier de famille à la fille émancipée, déchirée entre les traditions familiales et le désir de l'intégration, quarante ans après l'arrivée des harkis de l'autre côté de la Méditerranée elles ont trouvé leur place dans l'espace public à travers des ouvrages de nature différente (romans, témoignages, (auto) biographies) rédigés par les écrivaines issues de ces familles. Par le processus de création et par la prise de parole ces auteurs ont quitté leur position de témoins silencieux et passifs et, en racontant leur propre histoire et l'histoire de leurs proches, elles sont devenues des acteurs publics. Dans cette communication nous proposons d'analyser la représentation des femmes et des filles de harkis dans les récits de Fatima Besnaci-Lancou, Dalila Kerchouche et Zahia Rahmani et dans le film télévisé Harkis, réalisé par Alain Tasma, en ayant comme deuxième objectif de découvrir dans quelle mesure ces créations ont contribué à rendre visible le vécu de ces migrantes et dans quelle mesure elles peuvent être considérées comme expressions d'une parole politique.

MILLY BRUNO (bruno.milly@ish-lyon.cnrs.fr)

Sociologue, maître de conférences / Université Lyon 2, Centre Max Weber

RT 40 Sociologie des institutions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

Dynamique institutionnelle et transformations professionnelles

Quels sont les effets des changements institutionnels du projet d'équipement du territoire sur les métiers du travail technique (ingénieurs, techniciens) en France ? Le projet institutionnel de l'équipement a été ébranlé ces dernières années, à travers deux lames de fond : celle du développement durable, celle de la révision générale des politiques publiques. Ces vagues, en même temps qu'elles ont transformé le projet institutionnel de l'aménagement public du territoire (en remettant en cause sinon l'intérêt de continuer à équiper le territoire, du moins la légitimité de la prise en charge de cette mission par le secteur étatique et public), ont redéfini les contours et poids des professions qui les portaient. Sur la base de recherches conduites avec G. Herreros en 2009-2010, il s'agit de comprendre comment ces transformations sont vécues par les membres des corps techniques de l'Etat et redéfinissent leurs inter-relations à l'échelle micro-locale des collectifs de travail et des nouvelles organisations dans lesquelles ils sont employés. Mais aussi d'adopter un regard plus macro-social, à l'échelle de la structuration des métiers du travail technique en France : la nouvelle figure des corps techniques d'un Etat devenu à la fois moins interventionniste et plus régulateur / conseiller, s'installe-t-elle au cœur ou à la périphérie des métiers de l'ingénierie ? Le floutage de leur activité ne redéfinit-il pas le « modèle national français d'organisation du travail technique » ?

MILLY Bruno : voir à **BONNET Estelle**

MIRANDA Adelina (miranda.fiore@wanadoo.fr)

Chercheuse / CRESPPA-GTM

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Genre et migration : de nouvelles questions pour une connaissance renouvelée

Depuis quelques années, nous assistons à un essor d'études et de recherches sur les femmes migrantes. Ces études ont mis en exergue que les migrations féminines ne sont pas inédites et que leur actuelle visibilité sur la scène migratoire est due notamment à une évolution des formes de mobilité contemporaines (les femmes partent de plus en plus « seules ») et à leur présence sur le marché du travail (dans certaines régions leur présence est supérieure à celles des hommes et leur taux d'activité tend à se rapprocher de celui des autochtones). La migrante actuelle paraît donc être moins dépendante de la famille et à la recherche d'une plus grande autonomie financière par rapport à la migrante du passé. Nous interrogerons ces questions à partir de la valeur différentielle attribuée aux femmes dans les politiques migratoires, de la diversification économique des migrantes, du transnationalisme, etc. Nous questionnerons l'approche de genre depuis une perspective « relationnelle » pour vérifier s'elle ne permette de regarder différemment l'imbrication des divers niveaux contenus dans les situations migratoires, c'est-à-dire le jeu existant entre les structures objectives et les conditions subjectives, entre situations familiales, liens de parenté et valeurs culturelles.

MOATTY Frédéric (frederic.moatty@cee-recherche.fr)

Chercheur / CEE

GHEORGHIU Mihai (mihaidg@yahoo.fr)

Chercheur / CSE

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Le travail de cadrage d'une innovation : La T2A dans les établissements hospitaliers

L'introduction progressive de la tarification à l'activité (T2A) est l'une des principales innovations gestionnaires récentes dans l'univers hospitalier. Son impact a été majeur et elle a entraîné des difficultés variables selon la taille ou le statut des établissements. A partir d'entretiens menés auprès de responsables hospitaliers nous nous proposons d'analyser dans un premier temps leurs représentations de cette réforme en fonction de la position de leur établissement dans le champ hospitalier. Dans un second temps nous développerons le fait qu'au-delà de leurs représentations, ces responsables sont aussi des acteurs de l'innovation qui, loin de l'appliquer mécaniquement, effectuent un travail de cadrage de l'innovation visant à lui donner un sens mais aussi des limites au sein de leur établissement afin d'obtenir les effets souhaités mais aussi d'éviter des effets jugés indésirables. Enfin, dans un troisième temps nous reviendrons sur les transformations qu'a subi une innovation comme la T2A suite aux critiques liées à sa mise en oeuvre effective. Ce recadrage de l'innovation est-il la rançon de son succès ou conduit-il à la transformer en « une véritable usine à gaz » pour reprendre l'un des qualificatifs rencontrés sur le terrain ? Plutôt que de

répondre à cette question, nous nous intéresserons au fait que le recadrage de l'innovation agit en retour sur les représentations des acteurs de terrain et sur leur engagement dans l'innovation.

MOENECLAËY Vincent (vincent.moeneclae@laposte.net)

Doctorant et ATER / Université Paris-Est Marne-la-Vallée

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

L'ancrage social de « l'innovation sociale ». Trajectoires et rapports au travail d'agents de la « flexicurisation ».

Depuis une quarantaine d'années, une profession s'est développée qui conseille les employeurs qui licencient et accompagne les salariés surnuméraires ou désajustés dans la « réorientation de leur vie professionnelle ». L'émergence du « conseil en reclassement » est concomitante de l'effritement du salariat qui s'opère depuis les années 70 et s'inscrit dans le développement de politiques qui se veulent « innovantes » en matière de « gestion de l'emploi » et de « soutien à la compétitivité » (plans sociaux et politiques de reconversion, flexicurisation des rapports salariaux, incitation à l'entrepreneuriat de soi-même...). Nous étudions ici les trajectoires sociales de consultants en reclassement, en relation avec leurs rapports au travail ainsi qu'aux « candidats » qu'ils accompagnent, essentiellement des membres de la classe ouvrière. Une analyse en termes d'homologie structurale aide à expliquer leurs relations affinitaires : consultants et candidats sont dominés au sein de leurs univers professionnels et les premiers sont souvent originaires des milieux sociaux des seconds. Plus précisément, l'étude des relations que plusieurs reclasseurs entretiennent avec leurs origines sociales éclaire le choix de leur profession et leur entrain à « conduire des changements » sociaux qui selon eux s'imposent. Un type d'agents de « l'innovation sociale » apparaît alors, qui s'attachent à convaincre de renoncer à des façons d'être et de penser qu'ils se sont eux-mêmes attachés à quitter.

MONCEAU Gilles (gilles.monceau@u-cergy.fr)

Professeur des universités / Université de Cergy-Pontoise

RT 16 Sociologie clinique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

Imaginer une socio-clinique institutionnelle de la ville

Les premiers dispositifs de notre projet sont en cours d'expérimentation. Il fait suite à deux recherches socio-cliniques : une enquête-participation menée en 2005-2006 à propos de la coopération parents/enseignants (financée par la Fondation de France) et une recherche-action menée en 2008-2009 sur l'intervention de l'Education populaire dans les dispositifs d'appui à la parentalité (financée par les CEMEA-Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active). Ces travaux nous ont conduit à avancer qu'au-delà des objectifs affirmés d'aide et de soutien aux parents, les dispositifs de coopération parents/enseignants et ceux d'appui à la parentalité fonctionnent d'abord comme des technologies agissant sur les implications (affectives, organisationnelles, idéologiques) des parents dans les institutions (MONCEAU, 2010). Notre objectif est maintenant de mener l'analyse des modalités selon lesquels la politique de la parentalité transforme les relations entre parents et institutions sur le territoire de la ville. Références bibliographiques: MONCEAU, G. (2010) « Technologies de l'implication des parents dans les institutions éducatives », Revue internationale de l'éducation familiale, n°27, pp. 17-35.

MONCHATRE Sylvie (monchatre@unistra.fr)

Maître de conférences / Université de Strasbourg

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D1)

Recruter sans discriminer : quelles innovations ? Le cas de la méthode de recrutement par simulation (MRS)

Les procédures visant l'objectivation des compétences acquises face aux compétences requises par les emplois sont considérées comme faisant partie des innovations permettant de lutter contre les discriminations à l'embauche. Nous nous intéresserons ici à la méthode de recrutement par simulation (MRS) de Pôle Emploi. La MRS permet d'élargir le vivier de candidats (sourcing) ainsi que d'opérer une sélection selon des critères d'habiletés. Cette méthode crée a priori les conditions d'une non-discrimination dans la mesure où elle élimine de la phase de filtrage des candidatures tout critère illégitime tel que le « genre » ou les « origines » des candidats (Marchal et Rieucan, 2010). Permet-elle pour autant d'éliminer toute source de discrimination dans le recrutement ? La question mérite d'être posée dans la mesure où la MRS instaure des formes dépersonnalisées de détection des savoir-faire. L'employeur est alors appelé à se prononcer sur la « motivation » du candidat, qui doit pour sa part expliciter ses représentations de l'emploi. La méthode exige ainsi des deux parties en présence des « investissements de forme » (Thevenot, 1986) dont nous interrogerons les effets sur la procédure de recrutement elle-même. Nous nous appuyerons sur une enquête en cours dans le secteur hôtelier pour montrer que si la méthode permet de lutter contre les discriminations, c'est moins par sa neutralité a priori que par les conditions qu'elle crée d'une négociation des compétences.

MONTAGNE Sabine (sabine.montagne@wanadoo.fr)

Chercheuse / CNRS

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)

Introduire la théorie financière dans le droit : une enquête exploratoire

Pourquoi et comment un certain nombre de juristes américains ont-ils intégré la théorie financière dans la doctrine juridique et contribué ainsi à transformer les pratiques financières à partir des années 1970 ? Le travail exploratoire ici présenté vise à tester quelques hypothèses quant aux conditions dans lesquelles ces juristes ont opéré une sélection des principes théoriques, les ont accommodés aux préoccupations politiques du moment et les ont rendus opératoires en droit, contribuant ainsi à donner un sens pratique à la théorie. C'est d'abord au niveau institutionnel universitaire que la coopération avec les économistes a été

entreprise par le mouvement de la Law & Economics de Chicago. Au-delà de cette promotion initiale, les juristes comme les économistes ont conservé une place permanente dans la division du travail financier, en tant que consultants et experts juridiques aptes à délimiter les frontières du « bon » investissement. Enfin, outre leur rôle de savants (universitaires) et d'entrepreneurs d'affaires (conseillers juridiques), ils ont également joué le rôle de conseillers des réformes politiques. Cette multipositionnalité a contribué à la réussite intellectuelle comme opérationnelle de leurs projets.

MORALES AGUIRRE Bárbara : voir à **BISKUPOVIC Consuelo**

MOREAU DE BELLAING Louis (l.moreaudebellaing@gmail.com)

Professeur des universités retraité / université de Caen

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

La légitimation

Comment le problème de la légitimation peut-il se poser globalement aujourd'hui en sociologie ? 1/ D'abord il n'est saisissable que si l'on analyse des faits sociaux, culturels, politiques, historiques, économiques, ici et maintenant, dans les sociétés et les types de société actuels. 2/ Mais il s'agit aussi d'étudier ce que j'appelle l'excès. L'excès, dans ses états et ses processus, ce sont les dominations et les inégalités, les abus sociaux et économiques, les idéologies, les atteintes à l'environnement, etc. 3/ L'un des excès principaux, mondialisé, globalisé, qui tend à briser la légitimation en train de se faire, c'est le capitalisme, non pas seulement économique, mais social, culturel, etc. La lutte, la résistance, l'indignation contre le capitalisme sont nécessaires pour une légitimation sociale, économique, politique (au sens du politique et de la politique). Le capitalisme peut être rongé, fissuré par nous. Mais cette lutte ne suffit pas. C'est toute la vie sociale et politique (au sens du politique) des groupes et des individus qui, dans des types de société différents, élabore une légitimation du vivre ensemble toujours à poursuivre. Le problème de la légitimation aujourd'hui, c'est celui du sens que nous donnons au jour le jour à nos vies.

MOREL Nathalie (nathalie.a.morel@gmail.com)

Chercheuse associée / Centre d'Etudes Européennes, Sciences Po

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

Le modèle universaliste suédois au prisme du libre choix.

Depuis une vingtaine d'années la question du choix des usagers par rapport à l'offre publique s'est imposée comme un élément structurant du débat public dans de nombreux pays européens, se traduisant par la mise en place de nouveaux instruments d'action publique basés sur la philosophie du 'New Public Management', notamment dans le domaine des politiques sociales et des services sociaux. L'introduction de politiques de 'libre choix' dans le domaine social est particulièrement intéressante à étudier dans le cas de la Suède où les services sociaux sont particulièrement développés et où ils ont longtemps été publiquement financés et gérés, constituant un élément central de l'Etat-providence. De fait, l'introduction de nouvelles formes de management privé et de quasi-marchés dans le domaine des services peut être interprétée comme une remise en cause substantielle du rôle et de la forme de l'Etat-providence, ainsi que de la conception de la citoyenneté sociale qui le sous-tend. Cet article retrace comment la notion de libre choix s'est développée puis imposée en Suède en s'intéressant aux acteurs qui ont porté cette notion et aux débats suscités. Il analyse ensuite les politiques mises en œuvre et les instruments dans le domaine du 'care'. Il s'interroge enfin sur les résultats socio-économiques mais aussi sur les conséquences politiques et institutionnelles de l'introduction de la notion de libre choix dans le modèle universel social-démocrate suédois.

MOREL Stanislas (stanislasmorel2003@yahoo.fr)

ATER / CESSP / Université Paris 1

GT 42 Sociologie des élites Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

La réinvention de l'« échec scolaire » par les sciences sociales au tournant des années 1970.

Les années 1960-1970 sont marquées par l'émergence de nouvelles interprétations des « ratés scolaires ». Auparavant majoritairement attribués à des inadaptations individuelles, ils sont, à partir de cette période, redéfinis par les sciences sociales comme un fait social irréductible à la somme des cas individuels et inégalement distribué. Les conditions de possibilité de cette « révolution » cognitive sont souvent cherchées dans les transformations sociales qui modifient en profondeur la société française dans l'après Seconde Guerre. Dans cette perspective, l'émergence du problème de l'échec scolaire traduirait les transformations du rapport de la population au système d'enseignement et la place de plus en plus centrale accordée à l'école dans les stratégies de reproduction. On voudrait ici explorer ces transformations cognitives sous un autre angle en centrant l'analyse sur les porteurs de l'innovation : il s'agit de montrer que l'émergence de nouvelles manières de penser la question scolaire doit être mise en relation avec l'apparition d'une catégorie d'agents partageant un certain nombre de propriétés distinctives. Dans le cas étudié, l'innovation intellectuelle semble le fait d'hérétiques consacrés, multipositionnés (dans le champ académique et dans le champ politique) dont les dispositions à inventer des positions et des prises de position nouvelles s'enracinent dans des trajectoires de transfuges de classe.

MOREL Stanislas (stanislasmorel2003@yahoo.fr)

ATER / CESSP / Université Paris 1

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

« On est plus intelligent à plusieurs que seul ». L'ouverture des enseignants aux « partenaires », leitmotiv du discours sur l'innovation

L'« ouverture » des enseignants aux autres « professionnels » de l'enfance et de l'adolescence exerçant dans ou hors des établissements scolaires est, depuis déjà longtemps, un des thèmes de prédilection du discours sur l'innovation dans l'Éducation nationale. On étudie ici la réception par les enseignants de ces incitations institutionnelles au renouvellement par l'« ouverture » et les modalités de leur investissement dans ce genre de pratiques innovantes. En nous appuyant sur l'étude de deux dispositifs « partenariaux » dans les domaines de l'éducation artistique et de l'aide médico-psycho-pédagogique aux enfants en difficulté dans le cadre scolaire, on montre d'abord que, favorisant des phénomènes d'hybridation, ces dispositifs contribuent à un renouvellement des pratiques pédagogiques. On souligne ensuite que l'innovation « partenariale », s'enracinant dans l'incomplétude supposée du travail des enseignants, est aussi à l'origine d'une redéfinition du mandat professionnel des enseignants. On montre enfin que l'« ouverture » des enseignants fait l'objet d'un contrôle : bien que souhaitée, elle comporte aussi des risques que l'institution s'attache à limiter.

MORICOT Caroline (Caroline.Moricot@univ-paris1.fr)

MCF / Université Paris 1 CETCOPRA

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Les territoires corporels des techniques : Socio-anthropologie de l'imagerie médicale

L'étude des techniques d'imageries médicales, au sens large du terme, constitue un axe de recherche qui recouvre des terrains communs à plusieurs partenaires du projet international « Les territoires corporels des techniques ». Trois questionnements nourrissent notre travail. Premièrement celui de la production des images : si les potentialités de visualisation fournies par les instruments sont désormais susceptibles d'introduire une « télé-réalité dans les cellules », que sait-on réellement de la fabrication des images, des processus par lesquels les différents acteurs élaborent les dispositifs ? Comment représenter, mais aussi organiser et classer, ces nouvelles transparences du corps ? Deuxièmement, la fabrication des images ne peut être dissociée de la fabrique du regard (M. Sicard) qui lit et interprète ces images, comment donner du sens à l'image, quels sont les liens entre la vue et le toucher (M.C. Pouchelle) ? Troisièmement, les techniques d'imagerie médicale ont profondément transformé le processus de diagnostic. Jusqu'à quel point l'image est-elle une preuve, comment de nouveaux standards du corps humain sont-ils élaborés (A. Mongili) et partagés, est-ce que voir, c'est savoir ? Un corps rendu disponible à l'investigation « totale » pose aussi la question de sa normativité : comment ces techniques médicales peuvent-elles être prescriptrices de normes corporelles, et sources de rapports sociaux éventuellement « autres » ?

MOROVICH Barbara (barbaramorovich@yahoo.fr)

Enseignant-chercheur / Ecole Nationale sup. d'architecture de Versailles LAVUE-LAA

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

« Parcours de vie d'habitants au sein d'un projet de rénovation urbaine : l'intérêt d'une méthode transdisciplinaire comme mode de transmission »

Le quartier de HautePierre (Strasbourg) est représenté comme « chaud » et problématique. Il traverse actuellement sa première rénovation urbaine. Le projet de recherche-action « HTP40 » de l'association Horizome en lien avec une recherche en Ecole d'architecture (équipe AMUP, ENSA-Strasbourg), utilise la transdisciplinarité (Morin, 1980 ; Nicolescu, 1996) en art, anthropologie et architecture. Les habitants, en particulier ceux issus de l'immigration, sont habituellement représentés dans leurs aspects délinquants ou passifs dans plusieurs domaines. Ces stéréotypes et leur position d'individus enclavés sont souvent des prétextes pour une rénovation urbaine qui vise à « résidentialiser » (Golovtchenko 2002), et cherche la « mixité », (une gentrification progressive du quartier ?) (Bidou-Zachariasen & Blanc, 2010). La méthode transdisciplinaire permet la transmission des résultats des recherches à un public non universitaire et socialement varié et aux décideurs. Dans un cycle nommé « HautePierre-monde », des parcours d'habitants issus d'entretiens semi-directifs sont mis en forme par des anthropologues et un graphiste sous le signe de la mobilité et de la transnationalité (Tarrus, 2002). De plus, deux court-métrages documentaires mettent en avant la mobilité des jeunes. Les deux vidéos co-réalisées par une anthropologue et les jeunes filmés, amènent ces derniers à prendre la parole. Quelles seront les retombées sur les discours concernant la rénovation urbaine ?

MORTAIN Blandine (blandine.mortain@univ-lille1.fr)

MC sociologie / Université Lille 1 - CLERSE

VIGNAL Cécile (cecile.vignal@univ-lille1.fr)

MC sociologie / Université Lille 1 - Clersé

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Tensions autour de la décohabitation de jeunes de milieu populaire : filles et garçons face à la mobilité géographique

La communication présente les résultats d'un travail de recherche sur les processus de décohabitation de jeunes de milieux populaires. Il s'agit de comprendre les interférences entre les sphères familiales, résidentielles et professionnelles dans les parcours de ces jeunes. La spécificité de notre approche réside dans le fait que nous nous intéressons à des décohabitations avec mobilité géographique, dans des milieux et dans un territoire où cette mobilité ne va pas de soi. L'enquête donne à voir trois types de parcours de décohabitation et de mobilité selon l'importance de l'insertion professionnelle dans la construction identitaire du jeune. Ces trois logiques, qui sont toutes contraintes par une précarité économique, sont en outre traversées et perturbées par des tensions familiales dans le réseau de parenté. Ces tensions émergent de rôles familiaux de substitution occupés par certains jeunes. Le processus de décohabitation est particulièrement tendu pour les filles, pour qui l'entrée dans la vie adulte se fait non seulement sous tension mais aussi sous surveillance. Leur mobilité géographique participe alors d'un

projet d'émancipation féminine, à l'issue toujours incertaine. Au-delà des approches de la décohabitation en termes d'insertion professionnelle ou de trajectoire résidentielle, cette prise en compte des relations effectives de parenté met au jour et rend compréhensible la spécificité des incertitudes des parcours de décohabitation en milieu populaire.

MORVAN Yoann (yoannmorvan@yahoo.com)

Post-doc / Gerphau (LAVUE - UMR 7218)

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Les Juifs séfarades dans les villes de développement en Israël, vers une sociologie urbaine d'inégalités cumulées.

Fruit du volontarisme politique, les « villes de développement » ont été créées dans les années 1950 afin de former un maillage territorial destiné à équilibrer le développement urbain du nouvel Etat et de sécuriser ses frontières par l'implantation de populations juives sur les périphéries de l'espace national. Intitulée « du bateau à la ville de développement », cette politique visait aussi à accueillir, dans un climat d'urgence relative, les vagues migratoires séfarades consécutives à l'indépendance d'Israël. Ces établissements urbains étaient conçus pour servir de places centrales, en s'inspirant de la théorie de Christaller, pour les activités agricoles environnantes. De nombreuses raisons éclairent l'échec de la plupart de ces villes nouvelles, dès le départ incapables de générer l'égalité sociale promise ou la justice spatiale planifiée, échec qui s'est trouvé aggravé par la nouvelle stratégie d'implantation en Cisjordanie suite à la guerre de 1967, puis par la perte d'influence économique de l'agriculture israélienne ainsi que par la désindustrialisation liée à la globalisation. La sociologie israélienne a elle-même évolué quant à l'interprétation des causes et des conséquences de cet insuccès, passant d'explications néo-marxistes en termes de classes sociales à des approches marquées par la pensée postcoloniale. La présente communication s'attache à décrire le cas des Juifs séfarades, subissant des inégalités cumulées dans le temps et dans l'espace social israélien.

MOUCHTOURIS ANTIGONE (antigone.mouchtouris@yahoo.fr)

Professeur / labo:GEPECS

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Sociologie de l'expérience esthétique

SOCIOLOGIE DE L'EXPERIENCE ESTHETIQUE À travers l'exemple des mouvements d'avant-garde des années 60 La sociologie du XXe siècle s'est plus préoccupée des pratiques culturelles que de l'expérience esthétique. Pourtant, l'histoire culturelle de ce siècle est marquée par des choix esthétiques tant au niveau politique que sur le plan artistique. Les artistes d'avant-garde ont placé la réception de l'œuvre au cœur de cette problématique. Ceci nous interroge sur les relations étroites qu'elle entretient avec le public (aisthêta et noêta) : interaction entre l'objet exposé d'un côté, le public récepteur de l'autre - passant par l'institution qui les met en présence - construit des attitudes esthétiques. L'avant-garde des années 60, a voulu déplacer le regard du public en tendant de répondre à l'interrogation d'Heidegger : est-il possible de porter un regard non esthétique sur l'œuvre d'art ? Pour ce philosophe l'esthétique implique la 'vérité' (αληθεια). Pour les artistes, notamment pour Duchamp, la réponse se place du côté du public : « c'est le regardeur qui fait l'œuvre d'art ». La réception de l'œuvre est au centre du débat. Cette problématique interroge la sociologie sur les rapports entre la forme et le public, entre l'expression esthétique et son contenu. De quel ordre et à quelles relations obéit le regard du public en face de l'œuvre ? Antigone Mouchtouris, Sociologue, Univ. de Metz, labo:GEPECS, Tiphaine Verley doctorante, GEPECS

MOUGEOT Frédéric (frederic.mougeot@gmail.com)

Doctorant / ATER / Centre Max Weber

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Infirmier(e)s en psychiatrie : une singularité provisoire ?

Un mouvement de déspecialisation de ce qui constituait auparavant différents métiers d'infirmiers s'est, en psychiatrie, soldé par la suppression du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique (ISP) en 1992 au profit d'un diplôme unique d'infirmier d'État (IDE). La fin de la spécialité psychiatrique résonne encore fortement dans les unités de soins où travaillent ensemble « anciens » ISP et « nouveaux » IDE. La polyvalence infirmière promise par cette réforme vient s'opposer à l'idée d'une singularité du soin en psychiatrie. Le passage d'un groupe professionnel à un segment de groupe professionnel interroge la dynamique du groupe infirmier en psychiatrie ainsi que la reconfiguration des pratiques professionnelles au sein de cette filière de soins. A partir d'un matériau ethnographique recueilli par travail d'immersion de plusieurs mois au sein de deux unités de soins psychiatriques, les pratiques infirmières en psychiatrie seront interrogées afin de voir comment celles-ci peuvent trouver un éclairage par l'analyse de la dynamique de ce groupe professionnel. Il sera ainsi mis en avant comment la suppression du diplôme ISP a altéré l'évidence d'une singularité psychiatrique et continue à partager le groupe infirmier. Au centre de cette fracture, c'est pourtant moins la frontière ISP / IDE qui est structurante, que la possibilité d'une clinique psychiatrique infirmière aujourd'hui.

MOUJOURD Nasima : voir à DAMAMME Aurélie

MOULAERT Thibault (thibault.moulaert@uclouvain.be)

Chargé de recherches / FRS FNRS

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Vieillessement actif et gouvernementalité libérale

Ce texte analyse le « vieillissement actif » en emploi comme un principe libéral de « moindre gouvernement ». Inspirée de la notion foucauldienne de « gouvernementalité » et de ses interprétations contemporaines, notre interprétation s'appuie sur une démonstration en deux temps : l'exploration des discours internationaux qui structurent ce nouveau référentiel sectoriel d'action publique que serait le « vieillissement actif » à l'égard des fins de carrière, puis l'analyse d'une traduction belge particulièrement aboutie via la généralisation de l'outplacement contraint dès 45 ans ; le raisonnement devrait aussi convoquer la situation française. Après avoir isolé le « dire » et le « faire » du « vieillissement actif », nous revenons sur ce qu'autorise une lecture critique du vieillissement comme la nôtre, tant sur le plan de la conduite de l'action publique en fin de carrière (dégager un processus de responsabilisation induit par le « vieillissement actif ») que sur le plan théorique : si le « vieillissement actif » rappelle la « société sans âge », l'avancée en âge (au travail et hors du travail) peut-elle être pensée selon un principe spécifique ? La recherche d'« intermédiaires du vieillissement actif » permettrait de répondre à cette question sans présager une radicalité excessive au niveau des discours sur le vieillissement et sans s'arrêter au niveau de l'expérience à la convocation de la diversité du vieillir qui n'autorise guère la généralisation heuristique.

MUNET Coralie (coraliemounet@hotmail.com)

Post-doctorante / Cemagref

MAUZ Isabelle (isabelle.mauz@cemagref.fr)

Chercheur / Cemagref

GT 41 Corps, technique et société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Hommes et animaux sauvages : innovations techniques et distance

Notre recherche s'intéresse aux innovations techniques mobilisées dans la connaissance de la faune sauvage par des gestionnaires professionnels de cette faune. Elle s'attache à comprendre l'incidence de nouveaux dispositifs, tels que les colliers GPS, sur les rapports de distance ou de proximité entre hommes et animaux. En particulier, les différents dispositifs mobilisés influent-ils sur l'établissement de ce que l'on estime être une bonne distance ? Se substituent-ils à l'engagement charnel des corps ? Enfin, provoquent-ils des récalcitrances et des résistances ? Nous montrerons que l'ensemble des dispositifs techniques innovants produisent diverses distances, parfois comparables à celles produites par des dispositifs plus classiques. Or, ces distances affectent de manière importante les corps et les instruments, y compris physiquement. Le recours à la technique n'est ensuite pas synonyme de traçabilité totale, bien des éléments, relatifs aux personnes, aux animaux ou aux techniques, demeurant imprévisibles et indisciplinés. En particulier, les corps animaux et humains sont loin d'être parfaitement « dressés ». Notre recherche met en outre au jour les dilemmes et les scrupules des gestionnaires de la faune sauvage : au-delà des résistances des corps, l'émergence et la diffusion de nouvelles techniques de connaissance des animaux s'accompagnent d'une réflexion et de débats éthiques.

MULLER Beatrice (b.muller@estes.fr)

MCF / Centre Pierre Naville

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI G)

Jeunes et Insertion, la question des processus

Les transitions de l'école à l'emploi des jeunes sont souvent abordées à partir des quartiers en difficulté et mettent peu en avant les trajectoires différenciées d'insertion. À partir d'une enquête conduite sur deux quartiers (Tourcoing et Lille), nous avons pu observer que sur un même quartier certains jeunes réussissent et d'autres non. Ces premiers éléments nous mettaient en présence de trajectoires différenciées des jeunes de 18 à 25 ans. Dès lors notre questionnement s'est ouvert aux rapports qu'entretiennent ces jeunes, à leur scolarité, à la famille, aux dispositifs, au quartier et au politique. Nous avons donc poursuivi nos par 50 entretiens sur ces deux quartiers sur une période de 9 mois. Nous avons fait le choix d'appréhender les jeunes à partir d'une question « pourquoi certains jeunes issus des mêmes quartiers certains s'insèrent d'autres non ? » Mais si la formulation est simple, la recherche se situe dans l'interaction des actions et des acteurs. Cette communication se veut dépasser les approches qui identifient le territoire ou les institutions comme facteurs déterminants la trajectoire des jeunes et nous intéresser aux facteurs pouvant jouer sur les trajectoires des jeunes, c'est-à-dire: les rapports à la famille, au système scolaire, au quartier, au politique. En somme aux facteurs qui participent ou pas à leur carrière, comment s'opèrent les parcours d'insertion, en somme dans une problématique de la signification des processus.

Auteur non communicant : Jovelin Emmanuel

MUNIER Hadrien (hmunier@gmail.com)

Doctorant / CREA - Université Lyon 2

RT 43 Sociologie et religions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

L'immigration haïtienne et l'implantation de la pratique du vodou à Montréal : entre invisibilité et processus de visibilité.

À partir des observations et des entretiens menés lors d'un terrain ethnographique de sept mois à Montréal, je montrerai comment le changement social que représente l'immigration d'Haïtiens à Montréal a produit un changement du paysage religieux par l'implantation progressive du vodou dans cette ville. Dans ce contexte, le vodou haïtien est très vivace à Montréal, en témoignent la régularité quasi-hebdomadaire de cérémonies "publiques", ses multiples lieux de culte parsemant l'espace

urbain ou la place prépondérante occupée par ses chefs religieux dans le marché thérapeutico-religieux. Mais le vodou présente, à Montréal, deux aspects simultanés. D'une part, l'invisibilité ou la discrétion de sa pratique peut amener à une analyse en terme d'« endoréisme », (c'est-à-dire d'affleurement discret) constitué par les réseaux d'acteurs se rassemblant périodiquement pour la célébration de rituels. D'autre part, certains groupes d'acteurs mettent en place des stratégies de visibilité en revendiquant une pratique authentique et mobilisant des moyens de médiatisation de masse. Ces deux versants de la pratique du vodou à Montréal, pour être compris, doivent être mis en rapport avec les luttes de pouvoir, existant au sein même du vodou mais également avec d'autres cultes. Les modalités du rapport qu'entretiennent les acteurs avec la société d'accueil permettent d'amener des éléments de réflexion sur l'articulation entre mutations religieuses et changements sociaux.

MUNIGLIA Virginie (virginie.muniglia@ehesp.fr)

Doctorante / EHESP / CRAPE

ROTHÉ Céline (Celine.rothe@ehesp.fr)

Doctorante / EHESP / CRAPE

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 15)

Jeunes vulnérables, appropriation des dispositifs sociaux et de santé et construction des trajectoires individuelles

Dans le contexte général où les transitions vers l'âge adulte sont structurées par l'incertitude et le risque, les jeunes développent des stratégies d'adaptation qui, en retour, ont un impact sur les structures sociales. Ces stratégies s'inscrivent dans le champ des possibles dessiné par les politiques nationales et locales, tout en contribuant à l'intégration sociale et à la signification subjective des parcours biographiques. Nous proposons de nous pencher sur l'articulation entre le quadrillage réalisé par les politiques sociales et de santé susceptibles de s'adresser aux jeunes et la façon dont ceux-ci vont construire leurs propres parcours dans ce contexte. On suppose alors un processus de traduction de l'action publique, les usagers opérant une modification de l'orientation des dispositifs par la réinterprétation ou la non utilisation qu'ils en font. Le propos s'attachera plus particulièrement à la capacité réflexive des jeunes quant à l'utilisation des dispositifs qui leurs sont adressés ainsi qu'à la résonance de ceux-ci au sein de leurs parcours personnels, notamment dans leur dimension identitaire. Nous nous appuyons sur les résultats d'une recherche collective financée par l'agence nationale de la recherche (Juvenil, Jeunes vulnérables dans les politiques locales sociales et de santé (2009-2011)) et, plus spécifiquement, sur des entretiens biographiques menés auprès de jeunes en situation de vulnérabilité.

MUNOZ Jorge (jorge.munoz@univ-brest.fr)

Mcf / UBO Atelier de Recherche Sociologique EA 3149

RT 23 Travail, activité, technique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 5)

La disparition du dossier administratif met fin au travail de l'agent administratif ? Le cas de l'informatisation du dossier de déclaration des accidents du travail

L'informatisation des services administratifs a connu une forte progression à la fin des années 1990 et début des années 2000. L'introduction d'un tel dispositif au sein des Caisses primaires d'assurance maladie va engendrer un remodelage important non seulement de l'organisation interne des services mais également de l'activité de qualification des techniciens. L'informatisation du dossier de déclaration des accidents du travail et maladies professionnelles est un changement important au cœur des services chargés de la prise en charge de ces déclarations. Une première lecture de ces transformations peut aboutir à constater la création de nouvelles formes de régulation au travail permettant de maintenir une certaine autonomie au travail. Une seconde lecture basée sur une observation fine de l'activité en train de se faire aboutit non seulement à constater l'existence des nouvelles formes de régulation mais également la capacité créatrice inhérente au processus de qualification. Celle-ci émerge au cours de l'activité et se caractérise par le panachage entre les objets déjà connus et les nouveaux dispositifs ici informatique. Le processus de reconnaissance génère ainsi des nouvelles formes d'agencement.

MUNOZ Jorge (jorge.munoz@univ-brest.fr)

Mcf / UBO Atelier Recherche Sociologique EA 3149

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Appropriation et transformation des outils de travail. Le cas du dossier patient dans le cadre des démarches qualité

Les établissements hospitaliers en France depuis le milieu des années 1990 ont fait l'objet d'une série de réformes s'adressant directement à l'organisation du travail. La mise en place des démarches d'accréditation, de certification, la mise en place de la T2A sont autant d'éléments s'attaquant directement au cœur de l'activité de travail à l'hôpital. En effet, les mesures ne se limitent pas à un contrôle comptable de l'activité mais visent assez explicitement les modes d'organisation à l'interne. Comment poser un pansement ? Comment mesurer la douleur ? Le travail de santé présente des particularités le rendant particulièrement difficile à rationaliser. Pourtant, ces mesures et ces dispositifs visent peu ou prou la rationalisation. Le travail d'enquête qualitatif et comparatif au sein d'un même établissement s'attarde sur le rôle de la régulation interne des services. L'exemple du dossier patient montre plusieurs dimensions de l'appropriation des démarches. Ce processus permet de montrer l'existence d'une régulation interne inhérente au processus d'appropriation. La communication propose de présenter deux formes de régulations –traditionnelle et coopérative– et comment elles orientent le processus d'appropriation du dossier patient. Le travail se fonde sur une série d'observations (252 heures) et d'entretiens semi-directifs auprès du personnel (20) et une série d'entretiens réalisés auprès de la direction (7).

NAAS Françoise (francoise_naas@yahoo.fr)

Professeur certifié. Docteur en Etudes Germaniques / Université de Strasbourg
RT 43 Sociologie et religions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Les mennonites français à l'épreuve du XIXème siècle

Issus de la Réforme radicale et installés dans l'Est de la France, les mennonites furent persécutés et chassés de Suisse jusqu'au XVIIIème siècle. Ils se réfugièrent notamment en Alsace, dans la plaine, mais aussi dans les vallées de la Bruche et de Sainte-Marie-aux-Mines. Ils ont vécu jusqu'au XIXème siècle dans le respect du principe de non-mondanité, un outil de la discipline religieuse permettant le maintien de la pureté de l'assemblée par la séparation physique, mais aussi la différenciation vestimentaire, avec ce qui représente le Mal, à savoir le monde. Le développement -volontaire ou forcé- de contacts avec la population autochtone, ainsi que l'impact de certaines lois, ont modifié les comportements sociaux et religieux. Cette situation de remise en cause de la non-mondanité sur laquelle reposait en partie la vie des mennonites provoqua des tensions, une certaine instabilité qui aboutirent à la scission d'assemblées fragilisées et au choix de l'exil. Dans ce contexte, la vie spirituelle s'appauvrit et les communautés cherchèrent dans la littérature piétiste de quoi nourrir leur foi. Dans le cas de la vallée de la Bruche, ces mutations religieuses et sociales s'accompagnèrent de changements linguistiques notables. Nous nous proposons de montrer le lien entre ces éléments -sociaux, religieux, linguistiques- et leur contribution au déclin de certaines assemblées, mais aussi à la redynamisation du mouvement mennonite grâce à la prise de conscience du Réveil.

NAKHILI Nadia (nadia.nakhili@ujf-grenoble.fr)

Maitre de Conférences / Université Joseph Fourier (Grenoble 1)

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Des études supérieures à l'emploi : le rôle du parcours d'études et du capital social

Alors que le rôle du capital humain et de la formation initiale sur l'insertion professionnelle est un fait avéré, le rôle spécifique du capital social et des relations semble assez peu exploré en France aujourd'hui. Si la famille, ou les expériences diverses peuvent contribuer à constituer un capital social, qu'en est-il des formations supérieures, par leurs organisations diverses, et surtout leur recrutement socialement très marqué. Ce texte se propose dans un premier temps d'explorer cette question. Dans un second temps nous explorons la question des effets du capital social mobilisé sur l'insertion des jeunes. Nos constats sont doubles. D'une manière générale, la mobilisation des relations personnelles est moins fréquente chez les plus diplômés. Chez les diplômés de bac +5, elles sont davantage mobilisées par les jeunes issus de parcours purement universitaires que par les jeunes issus de parcours en classe préparatoire et école. L'effet de ce capital social issu des relations est plutôt négatif ou très faible sur la qualité de l'insertion professionnelle comparé à la mobilisation d'un capital social issu de l'établissement qui exerce quant à lui une influence positive sur l'ensemble des indicateurs d'insertion. Ce dernier est par ailleurs davantage mobilisé par les jeunes issus de parcours entièrement ou en partie non-universitaire et a fortiori par les jeunes issus d'un parcours en classe préparatoire puis en école.

NATTIEZ Laura (lauranattiez@hotmail.com)

Doctorante-Allocataire de recherche / CERLIS UMR 8070 Université Paris Descartes

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D3)

Les innovations au quotidien pour s'adapter à un changement social : le cas des femmes espagnoles au sortir du franquisme.

Dans le cadre du changement social provoqué par l'évolution du franquisme, sa disparition et la mise en place de la démocratie, les femmes espagnoles nées dans les années 1930 et 1950 ne restent pas sourdes aux échos de la modernité. Il s'agit de comprendre le processus d'adaptation ou de résistance individuelle à un changement social. Le sens commun nous pousse à imaginer que les deux générations vont avoir un comportement différent face à l'évolution de la société : les plus âgées auraient freiné les effets du changement dans leur vie quotidienne alors que leurs cadettes auraient aisément adopté les nouvelles normes sociales. Pourtant, les quatre-vingt entretiens semi-directifs réalisés nous montrent que la réalité est plus complexe. On peut noter deux choses : l'effet générationnel n'est pas significatif dans l'attitude face à l'évolution de la société espagnole de la deuxième partie du XXème siècle. De plus, l'appropriation des normes de la modernité avancée ne s'effectue pas comme une révolution personnelle mais bien plus comme une évolution lente. En utilisant des activités acceptées socialement comme féminines, ces deux générations de femmes vont, par la techniques des essais et des erreurs, faire fructifier leurs compétences personnelles afin d'être progressivement reconnues comme des êtres individualisés et s'émanciper des normes féminines de comportements selon lesquelles elles avaient été socialisées.

NAU Jean-Philippe (jean.philippe.nau@gmail.com)

ATER / ISAM-IAE de Nancy

GARCIA-BARDIDIA Renaud (Renaud.Garcia-Bardidia@univ-nancy2.fr)

Maître de Conférences / Université Nancy 2

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 1)

Le téléchargement illégal d'œuvres culturelles comme une pratique innovante ? Un éclairage par les itinéraires et les carrières

Bien qu'elle repose fréquemment sur une déviance et puisse être autant descendante qu'ascendante, la diffusion de l'innovation est souvent considérée comme un processus linéaire par lequel un produit est conçu puis adopté en fonction de ses caractéristiques et d'effets de réseau. A l'inverse, une perspective micro-sociologique met en évidence l'importance de l'appropriation des objets par les utilisateurs et la fréquence des ajustements mutuels entre carrières des acteurs et des choses

qui questionnent cette linéarité. Le téléchargement illégal d'œuvres culturelles, par sa déviance vis-à-vis de la loi et du marché, sa large diffusion vers des consommateurs « ordinaires » et la multiplicité des dispositifs qui le permettent, illustre une telle dynamique. L'analyse de 74 entretiens compréhensifs permet de mettre en évidence des itinéraires de consommation non linéaires, les arbitrages suscités par l'appropriation des équipements nécessaires à cette pratique, et la transformation de l'espace domestique induite par cette transition numérique. La reconstruction des carrières des téléchargeurs montre les apprentissages nécessaires à la stabilisation de cette pratique au travers de la neutralisation de la culpabilité et de la gestion du flux. Elle indique alors la profondeur de la ré-appropriation de l'acte de consommer induite, qui s'exprime autant par une volonté méritocratique de certains consommateurs que par le développement de figures participatives de la consommation. Auteur non communicant : Renaud Garcia-Bardidia Université de Nancy 2

NAULIN Sidonie (sidonie.naulin@gmail.com)

Doctorante / GEMASS (Paris IV Sorbonne)

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 18)

La gastronomie comme patrimoine culturel immatériel : sociologie d'une innovation conceptuelle et institutionnelle

Le processus qui a conduit à l'inscription du « repas gastronomique des Français » sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco met en évidence la manière dont la mobilisation d'un collectif d'universitaires lié au champ politique a pu conduire à la création d'un nouvel objet (de) politique dans le domaine culturel. De récentes évolutions des cadres cognitifs et institutionnels ont rendu possible de penser l'alimentation comme un phénomène culturel et identitaire méritant une reconnaissance politique. Par le biais de l'inscription, les universitaires porteurs du projet visaient à la fois la mise en place de politiques de protection et de promotion de la gastronomie, et la reconnaissance de la légitimité de leur objet de recherche. La polysémie initiale de l'objet à inscrire a permis l'agrégation autour du projet d'acteurs aux conceptions et aux intérêts parfois divergents. Cependant, la nécessité de proposer une définition unique et précise de l'élément a entraîné des luttes entre ces différents groupes (universitaires, experts, hommes politiques, diplomates, agents administratifs, chefs...) pour imposer leur vision des choses. La réflexion autour de la définition à retenir pour obtenir l'inscription a ce faisant donné naissance à une nouvelle définition de la « gastronomie » et elle a aussi, en retour, contribué à mieux délimiter l'extension de la notion de patrimoine culturel immatériel.

NAULIN Sidonie (sidonie.naulin@gmail.com)

Doctorante / GEMASS (Paris IV Sorbonne)

RT 37 Sociologie des médias Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

Les blogs d'amateurs, une extension du domaine médiatique ? Le cas des blogs culinaires

Considérés tantôt comme des amateurs passionnés, tantôt comme de nouveaux professionnels des médias, les blogueurs interrogent la frontière traditionnelle entre usagers et producteurs de médias. Même si les blogueurs culinaires se considèrent subjectivement comme éloignés de la figure du journaliste professionnel, ils sont néanmoins envisagés, tant par leurs pairs et leurs lecteurs que par les entreprises agro-alimentaires, comme des diffuseurs d'informations et des prescripteurs. Plutôt que d'opposer ces deux facettes de leur personnalité, notre propos de comprendre comment elles s'articulent concrètement pour donner naissance à un nouveau type de média. Les blogueurs culinaires sont des amateurs qui partagent une passion sur un même support d'expression. Le terme de « blogosphère culinaire », employé pour désigner leur communauté, souligne l'autonomie de leur espace social qui est en très grande partie séparé de celui du journalisme culinaire. Néanmoins, les contenus produits étant proches, les blogs deviennent des supports de promotion pour les entreprises du secteur agro-alimentaire au même titre que les autres médias. Les propriétés de la blogosphère (autonomie, interactivité, subjectivité...) sont à la racine de ce succès qui ouvre la voie à une possible professionnalisation de certains blogueurs. Des préoccupations similaires à celles des médias traditionnels émergent alors qui laissent envisager l'apparition d'un nouveau type de média.

NAYAK Lucie (lucienayak@yahoo.fr)

Doctorante, allocataire-monitrice / Université Paris Ouest et Université de Genève

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP E)

Entre production de normes sexuelles alternatives et résistances: l'assistance sexuelle en Suisse

En vertu du concept récent de « santé sexuelle » qui en fait une composante du bien-être et de la santé, la sexualité tend désormais à être considérée comme un « besoin » auquel les individus, « valides » ou « handicapés », doivent avoir le « droit » de répondre. C'est dans ce contexte que sont apparus, d'abord aux Pays-Bas dans les années 1980, puis progressivement dans d'autres pays d'Europe (Danemark, Allemagne et Suisse), des services d'assistance sexuelle, qui consistent à proposer des prestations hétéro- ou homosexuelles à destination des personnes « handicapées » des deux sexes contre rémunération, pratiquées par autant d'hommes que de femmes formé(e)s à cet effet. A la suite d'une enquête qualitative réalisée par entretiens auprès d'assistant(e)s sexuel(le)s suisses, je présenterai les modalités de cette activité encore mal connue telle qu'elle est récemment apparue dans ce pays et montrerai ensuite comment l'assistance sexuelle interroge les normes sexuelles dominantes à plusieurs niveaux, notamment en revendiquant une dissociation de la sexualité et des sentiments amoureux ou la possibilité de rapports sexuels entre personnes dites « handicapées » et personnes considérées comme « valides ». Ce phénomène suscite encore des résistances, qui seront appréhendées parallèlement aux innovations dont il est à l'origine, à partir du discours recueilli en Suisse auprès d'éducateurs spécialisés et de parents de personnes considérées comme « handicapées mentales ».

NDIAYE Abou (abou.ndiaye@free.fr)

Consultant-chercheur / aress

VASSEUR Olivier (olivier.vasseur@onera.fr)

Chargé de mission / ONERA

CASP Comité d'Action Sociologie Professionnelle Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)*Quelles innovations éthiques dans les investigations sociologiques à dimension internationale ou européenne*

Le rapport de l'Unesco Vers les sociétés du savoir insiste sur la nécessité de refonder une éthique pour orienter les sociétés du savoir en devenir, une éthique de la liberté et de la responsabilité dans la perspective d'une véritable éthique du futur. La charte européenne du chercheur indique que les chercheurs doivent adhérer aux pratiques éthiques reconnues et aux principes éthiques fondamentaux de mise dans leur(s) discipline(s), ainsi qu'aux normes éthiques étayées par les différents codes d'éthique nationaux, sectoriels ou institutionnels. Indépendamment des réflexions et travaux portant sur l'élaboration d'une charte déontologique au sein de l'AFS, on peut constater que les appels d'offre européens ou de l'ANR exigent la prise en compte des conséquences sociétales éthiques des recherches financées. Prendre en compte de la dimension éthique implique concrètement des innovations théoriques et pratiques dans le domaine de l'éthique. Ces innovations sont notamment issues des réflexions communes des partenaires européens sur l'éthique, des questionnements sur l'acceptable en fonction de l'histoire culturelle et des différentes pratiques des enquêtes. Il en résulte alors une perspective controversée de construction de postures éthiques européennes. A partir de leur expérience en tant qu'experts éthiques dans un projet européen regroupant 5 pays, les auteurs proposent une discussion sur l'implication des aspects éthiques dans la gestion des projets internationaux en SHS.

NECHTSCHHEIN Sarah (necht.sarah@wanadoo.fr)

Doctorante / GTM-CRESPPA

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)*La création de parfums en question*

Les « parfumeurs-créateurs » considèrent que leur travail relève d'une démarche artistique et certains d'entre eux revendiquent le statut d'artiste. Ce discours des parfumeurs sur la création dans leur activité a de quoi surprendre. En effet, la majorité des parfumeurs est salariée dans des sociétés de composition de parfums et de ce fait placée dans une subordination peu propice à l'expression de leur créativité. Ils sont également contraints par les demandes émanant des entreprises qui commercialisent les parfums et qui sont clientes de leur employeur. Ils sont chargés de traduire en odeurs les caractéristiques du produit (cible, campagne publicitaire) déterminées en amont par ces clients, comme des interprètes olfactifs. Ainsi la création du parfum n'est pas le point de départ mais le point d'arrivée du processus de lancement du produit. De surcroît, les tests-consommateurs sont très utilisés par les clients pour trancher entre les propositions soumises par les différentes sociétés de composition, processus de sélection des parfums les plus conformes au marché, perçus par les parfumeurs comme les moins « artistiques ». A ces contraintes s'ajoutent enfin celles portant sur les matières premières utilisées induites par le récent règlement européen REACH. Dès lors l'espace laissé à la création esthétique mérite d'être questionné et les raisons qui incitent malgré tout les parfumeurs à revendiquer le statut d'artiste d'être explicitées.

NECKER Sophie : voir à **JELEN Nathalie****NEFIL Iman (imanbardad@yahoo.fr)**

Docteure en Sociologie de l'Université de Paris Descartes / GEPECS et ENS/STS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)*Enquête auprès d'une population de sportives algériennes vivant en France : entre tradition et modernité*

Des sportives algériennes ont changé de société pour essayer de s'établir ailleurs. L'enquête que nous avons menée tente de décrire puis de comprendre ce phénomène de mobilité sociale en sport. La démarche suivie consiste en un recueil de faits de paroles visant à reconstruire la trajectoire de chacune de ses sportives. Les résultats révèlent que des barrières environnementales, dans la société d'origine, obstruent la réalisation des aspirations de ses sportives. Elles décident de partir sans pour autant délaisser l'activité sportive.

NEGRONI Catherine (catherine.negrone@gmail.com)

Maître de conférences / Université de Lille 3/ CLERSE

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)*Modèles de reconfigurations conjugales et innovations dans les pratiques du vivre en couple*

De nombreux travaux dont ceux d'Irène Théry (2001) font état de l'augmentation des divorces. Simultanément on peut faire le constat d'une montée de l'union libre. En outre, la conjugalité a progressivement pris son autonomie par rapport à la parentalité. Cependant, la famille, le couple ne semblent plus être des lieux de construction de l'individu. L'éclosion des familles recomposées oscillant entre des schémas anciens fondés sur la cohésion du groupe et des modèles où l'individualité a toute sa place atteste d'une recherche de différents modes d'être ensemble. Ulrich Beck (2001) montre que les parcours de vie deviennent « autoréflexifs », ce qui était le produit de déterminations sociales s'avère aussi être de plus en plus l'objet de choix et d'élaboration personnelle. Zygmunt Bauman (2006) souligne l'incitation au changement qui est faite à tout un chacun. Ainsi, l'individu est constamment invité à « être soi », la notion de « vocation de soi » semble être l'expérience centrale que chacun veut vivre. Dans cette communication, à partir d'une enquête qualitative menée auprès d'hommes et de femmes ayant

connu une séparation, on tentera d'explorer ce qui se joue dans cet espace de liberté contraint ou choisi : quels parcours de reconfigurations conjugales ou modes d'être ensemble émergent et viennent construire de nouvelles individualités.

NEMOZ Sophie (sophie.nemoz@gmail.com)

Docteur en sociologie - chercheur postdoc / Université Libre de Bruxelles

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

La justice environnementale : un mur porteur de l'habitat durable ? Entre discours et pratiques, sociologie d'une construction innovante.

A la fois creuset des inégalités écologiques et sociales, et source majeure des émissions de gaz à effet de serre, le logement représente un défi considérable pour la justice environnementale. Lors du Sommet des Villes à Istanbul, elle est devenue officiellement l'enjeu de l'habitat durable. En 2006, ce dernier est conçu comme l'utilisation efficace et rationnelle des ressources naturelles pour répondre aux besoins fondamentaux, en fournissant chacun d'un cadre de vie sain tout en réduisant l'impact écologique des établissements humains. Dix ans plus tard, notre travail de thèse interroge le devenir de cette réinvention des conditions de logement sur le territoire européen. La communication propose de dresser un bilan du processus d'innovation mis à jour, ainsi que des inégalités socio-environnementales qui ont été approfondies dans le cadre de recherches postdoctorales. Les imaginaires et les intentions qui ont insufflé la notion d'habitat durable jusqu'aux sommets internationaux seront étudiés au regard du droit de tout individu à disposer d'un environnement de qualité. Puis, l'analyse s'intéressera à la diffusion du concept suite à son invention par l'ONU. Au final, nos enquêtes de terrain en France et, plus largement, en Europe, nous permettront d'aller au devant des impacts et des synergies importants, mais négligés, entre les politiques résidentielles de lutte contre le changement climatique et celles en faveur de la justice sociale.

NENTWIG Anne-Cécile (anne-cecile.nentwig@univ-lyon2.fr)

Doctorante / laboratoire EMC2 Grenoble

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

Enjeux de l'apport des outils numériques dans la compréhension d'un courant musical : de l'usage des blogs, forums et des réseaux sociaux par les musiciens traditionnels.

Le développement des outils numériques dans le monde musical a transformé les modalités de réception et de consommation des amateurs. Le téléchargement payant, gratuit, légal ou non, les réseaux sociaux, les blogs et les forums ont eu certes des effets économiques sur le marché du disque, mais aussi sur les modalités d'appropriation et de diffusion d'un courant musical. Modifiant l'organisation du monde musical et les relations habituelles entre artistes et public, les réseaux sociaux tels que Facebook ou Myspace et les blogs impactent aussi sur les pratiques amateurs. En nous focalisant sur l'utilisation de ces outils numériques par les musiciens se revendiquant du courant traditionnel, nous chercherons à comprendre comment se modifient les rapports à la pratique musicale et les interrelations entre amateurs. L'engagement dans des réseaux numériques ou l'utilisation des pages Myspace, offrent aux musiciens de nouvelles opportunités de visibilité dans le monde musical, mais aussi de construction d'un collectif musical et d'un être au monde. Ainsi, les échanges de vidéos et d'extraits audio, les commentaires et la mise en place d'une véritable critique contribuent à faire exister un courant musical, le font évoluer et brouille les frontières tant esthétiques qu'organisationnelles. Grâce à ces outils numériques, les musiciens traditionnels affichent leurs préférences musicales, mais aussi parfois politiques, idéologiques.

NEYRAT Yvonne (yvonne.neyrat@upmf-grenoble.fr)

MCF / UPMF Grenoble

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH AMPHI 1)

La sociologie de la création de Jean Duvignaud

Cette communication présentera l'apport de Jean Duvignaud à ce que l'on pourrait intituler une Sociologie de la création. Cet auteur a exploré de façon sensible et originale la pratique de la création. Ce sont les logiques informelles autour de la création qui lui ont permis de retrouver les formes imaginaires « de ce qui se constitue à travers un artiste, dans la trame de l'existence collective » (1973, p.13). La vie sociale est abordée à partir de ces phénomènes de ruptures créatives, mais pour autant ne conduisent pas à une opposition radicale entre tradition et modernité. Il insistera donc plus sur la dimension anticipatrice de la création que sur la rupture. L'anomie n'est pas pour J. Duvignaud la conséquence d'une « alarmante misère morale » qui menace la norme établie, pour lui « L'événement anémique est un éclatement à l'intérieur d'une matière qu'il anime » (1973, p.21). L'anomie est donc pour Duvignaud avant tout « subversion et anticipation ». C'est en termes de création, de « point d'imputation d'un désir infini » que l'auteur abordera les mutations et les changements sociaux. Mais ce sont aussi d'autres activités sociales que Duvignaud va étudier dans cette perspective : l'art, le théâtre, la fête... comme autant de paris ou d'anticipations « sur l'étroit canton où nous attache la division du travail ou la hiérarchie organisée des sociétés qui s'enferment dans leur propre reproduction » (1977)

NEZ Héloïse (heloise.nez@gmail.com)

Docteure en sociologie / CRH-LAVUE

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Analyser la participation dans le champ urbain : les sociologues entre recherche, expertise et militantisme

Cette communication interroge la diversité de postures des sociologues sur la démocratie participative, thématique pour laquelle les passerelles entre les champs académique, politique et militant sont nombreuses. Il s'agit de mettre en évidence les

relations entre recherche, expertise et militantisme, en analysant l'impact des liens étroits que les sociologues tissent avec les acteurs de terrain sur leurs méthodes et résultats de recherche et, réciproquement, le rôle de la sociologie dans le développement des pratiques participatives. Cette analyse de la construction sociale des savoirs scientifiques et de leur rôle public s'appuie sur une observation participante menée de 2006 à 2009, dans le cadre d'un partenariat institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (Picri) sur les dispositifs participatifs locaux en Ile-de-France et en Europe. La coordination de ce programme, dont la spécificité était de reposer sur la collaboration d'une équipe de chercheurs et d'une association dans la production d'une recherche et la diffusion de ses résultats, m'a amenée à réaliser ma thèse sur l'urbanisme participatif dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (Cifre) à l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (Adels). Cette expérience sera croisée avec d'autres manières de produire de la recherche en France et à l'étranger pour distinguer différentes postures de sociologues sur la thématique participative.

NEZ Héloïse (heloise.nez@gmail.com)

Docteure en sociologie / CRH-LAVUE

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Les associations contre l'innovation ? Le cas du budget participatif à Cordoue.

Dans la continuité de travaux français et anglo-saxons sur les tensions entre mondes associatifs et dispositifs participatifs ou délibératifs, notre communication interroge les réticences des acteurs associatifs à l'égard des formes innovantes de participation. Si les mouvements urbains réclament, depuis les années 70, un « droit à la parole » sur les projets concernant les habitants, l'institutionnalisation de formes de débat public sur les questions urbaines fait l'objet de nombreuses réticences dans le monde associatif. Certaines associations s'appuient sur des arguments aussi élitistes que les acteurs institutionnels pour remettre en cause le principe de participation universelle, en soulignant l'incompétence des citoyens ordinaires pour intervenir dans la définition des politiques urbaines et en mettant en avant leur expertise associative. Nous analyserons le cas de Cordoue, où la municipalité met en place un budget participatif en 2001. En 2003, la fédération des associations de quartier appelle à boycotter les assemblées, qui reposent sur le principe « une personne, une voix », ce qui incite l'équipe municipale à modifier, puis à abandonner, ce dispositif pourtant innovant à bien des égards (notamment sur l'accès direct des citoyens à la décision qu'il permet sur les questions budgétaires). Nous montrerons, à partir du cas cordouan, que cette aversion à l'innovation dans le champ de la participation traduit surtout des conflits de légitimité et des enjeux de pouvoir.

NGUEMA-OBAME Roger (rnguema2003@yahoo.fr)

Doctorant / GRIS Université de Rouen

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

Transnationalisation du pentecôtisme et mutations socioreligieuses au Gabon

Depuis la fin de la première moitié du XIX^{ème} siècle (précisément en 1842 avec l'arrivée au Gabon des premiers missionnaires protestants américains), le Gabon connaît une transformation constante du champ religieux. Les années 1980 ont vu émerger une nouvelle dynamique religieuse initiée et impulsée par l'Union Chrétienne des Jeunes Gens (UCJG), inaugurant ainsi l'ère d'une nouvelle conscience religieuse au Gabon. C'est également à cette période que plusieurs églises d'origine étrangère s'y installeront. Elles proviennent pour la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest. Certaines prolifèrent dans le sillage des églises nord américaines, d'où leur adhésion à la théologie de la prospérité. Celle-ci va, chez des chrétiens gabonais, à l'origine austères, et des nouveaux croyants, produire de nouveaux styles de vie. Le champ religieux et une partie de la structure sociale seront bouleversés par ces innovations. Mutatis mutandis, de nouveaux rapports à l'argent, au matériel, au politique, à la réussite, en un mot, au réel dans son ensemble vont apparaître. Ainsi, contrairement à la première vague de christianisation au Gabon, on assiste à l'apparition de stratégies discursives et de pratiques d'un genre inédit. L'analyse s'attachera, dans ce travail, à rechercher d'abord les facteurs structurants de cette nouvelle conscience religieuse. Il s'agira ensuite de mettre en perspective cette « nouvelle théologie évangélique » d'inspiration nord américaine.

NICOLOSI Guido (gnicolos@unict.it)

Assistant professor / Dappsi - University of Catania

GT 41 Corps, technique et société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 11)

The machine is in the body. The body is in the machine

In this paper, the author argues that in science today there is a new trend aimed to re-evaluate physically as well as symbolically, the body, the organism as a model for the development of advanced technological artifacts. This trend is interesting because is opposite to that one which has been traditionally emphasized by social sciences: the so-called colonization of the body by technology. The examples described in the paper are mainly taken from the studies of Artificial Intelligence and Robotics. The assumption discussed is that in order to produce technologically advanced artifacts able to satisfy higher and higher levels of expectations for effective interaction with humans, it is increasingly common the effort to reproduce faithfully processes and patterns of biological and socio-psychological development of the organism. That is, increasingly, science looks at the body appreciating its epigenetic development processes and those of active and creative interaction with the environment. That is, all those processes allowed by the fact that the organism (especially the human one) is a concrete and real being-in-the-world endowed with corporeality. In this respect, it is interesting to note that scientific research, abandoning an old prejudice against the body, is rediscovering implicitly and explicitly the phenomenological tradition of studies of Man which characterizes an important part of philosophical, anthropological and sociological contemporary research.

NIKLAUS Julien (julien.niklaus@idheap.unil.ch)

Assistant diplômé et doctorant / Institut de Hautes Etudes en Administration Publique

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

La police de proximité comme service (au) public. Vers une évolution managériale

La résolution de problèmes (délits et autres incidents répétitifs) représente une nouvelle stratégie rationnelle et pragmatique en matière d'action policière pour remonter aux conditions de base des problèmes et pour y remédier. Elle se décline en trois parties : l'adaptation de la réponse policière à un cas spécifique, la recherche de solutions durables et l'intention d'impliquer réellement les policiers (devenant garants de la qualité des réponses données). Cette orientation policière est centrale en ce qui concerne l'action de proximité. Cela suppose un repositionnement de l'activité policière. Le policier devient au service du public et plus seulement de sa hiérarchie. La résolution de problèmes utilise des outils managériaux empruntés au secteur privé tel que le marketing et le contrôle de gestion (pour prévoir les événements et s'adapter aux changements) conduisant à une compréhension « quantifiable » et efficiente des besoins des habitants tout comme à une meilleure appréhension des réussites du service policier. Ainsi, la police de proximité est surtout un service public car elle répond aux problèmes soudains des citoyens mais sans oublier pour autant ses tâches de représentation de l'ordre. C'est alors dans cette dualité juridico-sociale que la police de proximité trouve son essence. Cet article proposera un tour d'horizon de la littérature en y ajoutant des réflexions innovantes.

NOEL Sophie (nolsophie@yahoo.fr)

Docteur / CSE

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

Innovation éditoriale et innovation intellectuelle. L'exemple de l'édition critique en France.

Cette présentation s'intéresse aux médiateurs centraux que sont les éditeurs pour aborder les liens entre innovation éditoriale et innovation intellectuelle. L'édition « critique » dans le domaine des sciences humaines et sociales, qui a connu un renouveau notable en France à partir de la fin des années 1980, a contribué à créer de nouveaux modes et espaces d'expression dans le champ intellectuel. Plusieurs petites structures éditoriales indépendantes se définissant par des thématiques politiques plus ou moins radicales ont en effet vu le jour ces trente dernières années. Elles ont investi des formes génériques anciennes (pamphlet, fascicule), mais aussi des formes éditoriales innovantes telles que les essais « scientifiques engagés » publiés par Raisons d'agir. Les thématiques, les auteurs (notamment par le biais des traductions) et les formats développés vont rapidement se diffuser vers l'édition généraliste, donnant lieu à des luttes de position au sein du champ éditorial autour de définitions concurrentes de la pensée « critique » ou « engagée ». La présentation examine les facteurs ayant rendu possible l'apparition de ces nouveaux éditeurs ainsi que les modes de diffusion de ce que l'on peut considérer comme un mouvement de politisation du champ éditorial, et ses répercussions dans le champ intellectuel plus large.

NOURA Khadija (khadijanoura@yahoo.fr)

Doctorante / UPV-METZ, Laboratoire 2L2S/ERASE

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 17)

Le parcours de la demande d'asile comme quête d'un statut juridique et d'une reconnaissance sociale. Le travail de mise en récit de l'exil soumis à une injonction de justification.

La surenchère de la demande de preuve et de justification dans le traitement de la demande d'asile soumet les discours de l'exilé à une évaluation permanente, aussi bien pendant la procédure juridique que lors d'interactions ordinaires. C'est dans le travail de mise en récit que se posent les difficultés liées à la mesure de la crédibilité et à la recherche d'un sentiment d'intime conviction, outils principaux d'évaluation de l'institution en charge du traitement de l'asile. La quête de la reconnaissance juridique constitue une première étape dans le processus de reconstruction de l'exilé. Nous tenterons d'analyser comment cette réhabilitation de soi prend en compte les injonctions à la justification? La stigmatisation de l'exilé s'arrête-t-elle à la reconnaissance juridique? Comment percevoir et analyser la suspicion dans le parcours post-exil? Quel en est l'impact en terme de reconnaissance sociale? Nous fonderons notre propos sur les entretiens et observations réalisées en France et en Wallonie (Belgique) auprès de ceux qui interviennent et accompagnent le réfugié dans les démarches juridiques et sociales. Nous tenterons de montrer comment les conditions d'exercice de la procédure d'asile influencent le regard que porte la société sur l'exilé et à quel point la quête de reconnaissance sociale est une lutte de chaque instant pour la population exilée.

NOURA Khadija : voir à **SALZBRUNN Monika**

NOUVELOT Marie-Odile (monouvelot@yahoo.fr)

Ingénieur d'étude / AgroSup Dijon/ Eduter Recherche

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

Le développement durable, une source d'innovation organisationnelle pour les établissements d'enseignement agricole?

Dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole placés sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'éducation pour le développement durable prend de plus en plus d'importance, puisque c'est une injonction institutionnelle, relayée très souvent par les politiques des collectivités territoriales. Dans les cas les plus aboutis, elle s'inscrit dans des démarches labellisées, telles que l'agenda 21, mais ses « fondements politiques et éthiques sont rarement débattus » (Y. Girault, 2010). Or les enjeux de l'éducation au développement durable, au sens fort du terme, ont une portée qui ne se limite pas à la dimension environnementale. C'est toute la conception du système « EPLEFPA » en lien avec son

environnement, autrement dit sa gouvernance interne et externe qui est en jeu, parce que le développement durable a une dimension éthique et critique qui permet de questionner les valeurs sur lesquelles se fondent la politique et l'organisation éducative des établissements, et les pratiques éducatives au quotidien. Dans ma communication, je présenterai les résultats de l'étude de cas que je conduis actuellement autour de la problématique de la transformation des modes de gouvernance interne des EPLEFPA qui s'engagent à mettre en oeuvre les principes du développement durable. Je m'attacherai plus particulièrement à présenter comment les changements organisationnelles et éducatifs que cela induit sont appréhendés sur le terrain.

NOZARIAN Nazli (nazli30@yahoo.com)

Doctorante / Université Paris 1

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Un « ascenseur » social toujours en panne? Politiques de « démocratisation » scolaire et (in)justice sociale: l'exemple des conventions ZEP/Sciences Po

Les politiques « d'ouverture sociale » des grandes écoles affichent une volonté de lutter contre la reproduction des inégalités sociales en tentant de réduire l'homogénéité sociale de leur population d'étudiants. En 2001, Sciences Po fait figure de pionnier en mettant en place une procédure spécifique d'admission destinée à des lycéens scolarisés en zone d'éducation prioritaire. Si tous les lycéens d'un établissement signataire de la convention peuvent se porter candidats, tous ne le font pas, et, parmi les candidats, tous ne sont pas déclarés admissibles. Ces dispositifs ciblent leur action sur des établissements dont la population n'est toutefois pas homogène socialement. Les thèses de la Reproduction restant pertinentes, la réussite ou l'échec différenciés de ces élèves créent de nouveaux sentiments d'injustice car les candidats qui échouent ont alors le sentiment d'être les laissés-pour-compte de politiques visant pourtant à « réparer » « l'ascenseur social ». Comment cette politique, parfois perçue comme injuste par certains individus, parvient malgré tout à se pérenniser et à mobiliser des agents œuvrant à son développement? Comment, pourquoi et par qui les politiques visant à réduire les inégalités sociales par l'École peuvent-elles être perçues comme étant socialement injustes? Quelles sont les conséquences de ce (res)sentiment sur les trajectoires ultérieures des individus concernés? Dans quelle mesure un verdict scolaire peut-il se doubler d'un verdict social?

OBAJTEK Sylvain (sylvain.obajtek@gmail.com)

Doctorant / Laboratoire Cirel-Profeor. Université Lille 3 .

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 10)

Politiques publiques d'orientation scolaire et universitaire, instances décisionnelles locales et usagers. Éléments d'une approche systémique.

Les analyses sociologiques menées depuis quarante ans dans le domaine de l'orientation scolaire et universitaire ont négligé l'aspect systémique de cette thématique, privilégiant trop souvent des approches presque exclusivement centrées sur l'analyse stratégique ou sur les déterminismes sociaux. Pour décrire et comprendre cette « orientation » dans nos sociétés actuelles, il semble en effet nécessaire de l'envisager comme un système global à analyser, afin d'en dégager plus précisément les liens de dépendance, d'organisation et de reconfiguration. Le but de cette contribution sera donc d'apporter un éclairage scientifique sur la « reliance » pouvant s'opérer à différents niveaux (politiques publiques d'orientation scolaire, instances décisionnelles locales, usagers). En 2006-2007, sous l'impulsion des rapports HETZEL et LUNEL, un dispositif d'« orientation active » ayant pour but de compenser les taux d'échec et de réorientations élevés à l'entrée de l'Université est mis en place à titre expérimental dans soixante-sept universités de France. Généralisé à l'ensemble des universités en 2008, il constitue la base empirique de notre réflexion. Situées à la croisée des logiques individuelles (individu en situation de choix) et institutionnelles (impératif de régulation des flux), les tensions intra- et intersystémiques à l'interface de chaque niveau (macro ; méso ; micro) définissent ici l'émergence d'un ordre scolaire et universitaire « éclaté » d'orientation.

Auteurs non communicants : Francis Danvers Professeur des universités laboratoire Cirel-Profeor Université Lille 3 Charles-de-Gaulle,

OBERTI Marco (marco.oberti@sciences-po.fr)

Professeur des universités / Sciences Po - OSC

RIVIÈRE Clément (clement.riviere@sciences-po.org)

Doctorant / Observatoire Sociologique du Changement

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

L'assouplissement de la carte scolaire : des effets d'annonce aux sentiments d'injustice

« L'assouplissement de la carte scolaire » a créé de fortes attentes. Mais les règles d'affectation n'ont pas fondamentalement changé, et les taux de satisfaction sont inégaux en fonction du lieu de résidence, du collège et du critère. Les parents n'ayant pas obtenu satisfaction expriment une frustration et un sentiment d'injustice. A partir d'une enquête en banlieue parisienne, nous analysons ce que ce recours à la dérogation mobilise comme principes et comment est vécu le verdict. Les parents de milieux populaires expriment un étonnement à la non prise en compte du principe méritocratique scolaire, et une profonde amertume face à l'espoir « trahi » d'un traitement personnalisé. Leur ressentiment est d'autant plus fort qu'ils ont « joué le jeu », alors que d'autres fraudent ou accèdent, par leurs ressources et leur lieu de résidence, aux établissements convoités. Des familles immigrées l'interprètent en termes de discrimination, alors que la démarche est souvent associée à un « effort » pour offrir une meilleure scolarité et lutter contre les stéréotypes sur les immigrés. Cette pseudo-réforme a deux effets principaux : - Elle laisse libre cours à l'interprétation sur la logique à l'œuvre, ce qui consolide un sentiment d'injustice qui durcit le rapport

à l'institution scolaire. - Elle s'accompagne d'une frustration d'autant plus grande que les opportunités offertes révèlent l'ampleur des inégalités de l'offre scolaire et en aiguisent la conscience.

ODASSO Laura (laura.odasso@misha.fr)

Doctorante / UdS, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe UMR 7236

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Femmes entre migration et transplantation. Les enjeux de la mixité conjugale

Les réflexions proposées dans la présente intervention puisent leur source dans une comparaison entre des couples italo-marocains et italo-jordaniens (Vénétie) et des couples franco-marocains et franco-libanais (Alsace). L'échantillon choisi pour la recherche de terrain menée par l'auteure est représentative d'un double mixte. L'intervention proposée veut saisir le cas spécifique des femmes qui ont choisi de partager leur vie avec un partenaire né et élevé dans un « autre » pays, afin d'observer la complexité qui traverse le processus migratoire féminin, les multiples variables qui agissent pendant les parcours de vie de migrantes, ainsi que les défis existant entre la réalité « ici et là-bas ». Le dépassement de l'appartenance, le glissement de statut et la puissance d'agir de ces femmes déclenchent des mécanismes dont l'articulation s'avère bien souvent difficile à saisir, cependant très utile pour dépasser le binôme tradition - modernité qui affecte les études sur la femme en migration. La mixité, ainsi le genre, seront questionnés par rapport à la migration physique d'un des membres du couple et à la migration intérieure de l'autre. Cette double perspective nous ouvre un espace de réflexion innovant et nous aide à sortir des classifications et des dichotomies, ainsi qu'à comprendre certaines imbrications, qui sont le fruit de la rencontre de la migration – physique et mentale - avec les structures et les stratégies familiales.

OGINO Masahiro (ogino@kwansei.ac.jp)

Professeur / Université Kwanseï Gakuin

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

La théorie du montage en sociologie filmique

Par le développement récent de la caméra destinée au grand public, les sociologues ont commencé à se servir de cet instrument pour des objectifs différents. Il est donc temps de se demander comment les sociologues doivent procéder à l'usage et au tournage du film. Pour répondre à cette interrogation, il faut distinguer deux objectifs différents de la sociologie filmique : l'usage de la caméra pour la collecte des données et la réalisation du film comme moyen d'expression sociologique. Si l'usage de la caméra a pour but la collecte des données en vue d'analyse de contenu, il faut se demander dans quelles circonstances le sociologue peut utiliser la caméra dans la mesure où on n'a pas toujours la liberté de filmer ; généralement, on ne peut filmer que ce qui est socialement homologué et culturellement codé. C'est la raison pour laquelle le recours à l'image et au film est plus fréquent en anthropologie. D'autre part, si le sociologue a l'intention de réaliser un film sociologique, il faut s'interroger sur la qualité et la nature d'image, puisque le sociologue ne peut pas adhérer aveuglément à la culture visuelle dominante ; il ne peut pas simplement imiter la technique des cinéastes reconnus. Y a-t-il alors un type d'image propre à la sociologie ? Si oui, quel type d'image ? Je voudrais répondre à toutes ces questions concernant la sociologie filmique en terme de montage en utilisant l'exemple d'un film d'animation que j'ai réalisé.

OLIVIER Mathilde (mathildolivier@yahoo.fr)

Doctorante / Université de Caen

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Comprendre le couple par sa gestion de l'argent

Les transformations à l'œuvre au sein de la famille (apparition des unions libres, augmentation du nombre de divorces, ...) ont largement été étudiées par les sociologues ces dernières décennies. La pérennité de la relation conjugale autrefois garantie par le mariage n'est plus et le couple s'en trouve affaibli. Il me semble donc primordial de se demander comment, dans un tel contexte de fragilité du couple, les individus parviennent à « faire couple ». Pour y parvenir, j'ai choisi un axe d'analyse novateur, à savoir l'argent. Étudier l'argent du couple s'avère complexe tant ses dimensions sont grandes. Du premier achat en commun à l'achat immobilier, en passant par la mise en commun ou non des ressources mais aussi des dépenses, nombreux sont les différents aspects de l'arrangement financier. En termes d'organisation bancaire, les possibilités offertes sont multiples : avoir deux comptes séparés, avoir un compte joint et des comptes séparés ou avoir seulement un compte joint sont les trois plus fréquentes. Avoir un compte joint et des comptes séparés est une nouvelle solution adoptée par de plus en plus de couples. A mon sens, elle reflète la tension actuelle entre un désir de fusion du couple et un désir d'autonomie et d'indépendance des individus. A partir de 48 entretiens semi-directifs réalisés en 2010, je me propose donc de montrer qu'une analyse de la gestion de l'argent peut nous éclairer sur les nouvelles formes d'union contemporaines.

OLLER Anne-Claudine (anne-claudine.oller@univ-savoie.fr)

Doctorante / Laboratoire LLS-Université de Savoie

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

Innovation et créativité dans l'accompagnement scolaire. Exemple du « tutorat individualisé » du lycée Léonard de Vinci

D'après les textes officiels de l'Éducation Nationale, il est possible de constater une volonté forte d'autonomisation et de responsabilisation de l'élève au sein de l'école. Cela est également visible par le prisme des différents dispositifs d'accompagnement à la scolarité mis en œuvre au sein des établissements scolaires. Le tutorat du lycée Léonard de Vinci ne prend pas la forme « classique » de l'accompagnement scolaire. Le tutorat est le lieu où l'élève, grâce aux questions de

l'accompagnatrice, adopte un regard réflexif sur lui-même, sur sa pratique scolaire et ses méthodes de travail; il n'est pas celui d'un travail sur les disciplines. Une telle posture n'est pas complètement nouvelle puisque les coachs scolaires développent ces pratiques d'accompagnement à la scolarité depuis une dizaine d'années. Ce qui fait preuve d'innovation, c'est la pénétration de telles pratiques au sein d'un établissement scolaire ainsi que la cohabitation de logiques différentes et parfois contradictoires (monde de l'entreprise/« idéal démocratique » de l'école publique). Aussi questionnerons-nous non seulement sur les motivations de la mise en place d'un tel dispositif d'accompagnement à la scolarité au sein d'un établissement scolaire, mais également sur ses modalités de mise en œuvre, ainsi que sur ce qu'il peut produire (ou non) chez les élèves. Pour cela, nous nous appuyons sur des méthodologies variées mais néanmoins complémentaires: entretiens, observations, analyse quantitative.

OLLIVIER Carine (carine.ollivier@uclouvain.be)

Post-doctorante / GIRSEF - Université Catholique de Louvain

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D2)

L'architecte d'intérieur et ses partenaires face au client : entre revendication de l'innovation et impératifs de coordination

L'analyse des relations entre les architectes d'intérieur et leurs partenaires (artisans, entreprises de construction, fournisseurs de matériaux...) révèle un paradoxe, celui de la production de routines d'organisation du travail et de production dans un univers basé à la fois sur un mode d'organisation par projet en principe synonyme d'innovation, et sur la fabrication de créations singulières. En effet, dans la gestion d'un projet d'aménagement, les architectes d'intérieur ont recours de façon privilégiée à des sous-traitants qu'ils connaissent bien et sur lesquels ils savent pouvoir compter. Les mêmes équipes informelles sont ainsi mobilisées à l'occasion de réalisations successives et se reconstituent souvent d'un projet à l'autre sur la base de relations interpersonnelles. On se trouve alors ici face à ce qui pourrait être une contradiction puisque l'architecte d'intérieur est un prestataire au service d'un client pour lequel il doit concevoir un projet singulier dont le caractère original est a priori au principe même du travail de conception. L'objet de cette communication est donc d'interroger la coexistence d'un service de conception proposé au client, et de routines mises en œuvre dans la réalisation du projet.

OLLIVIER Guillaume : voir à **DUMOULIN KERVRAN David**

ORIA Nathalie : voir à **CAMUS Jérôme**

ORIANNE Jean-François : voir à **LEJEUNE Aude**

ORNAGHI Annalisa (annalisa.ornaghi@soc.unitn.it)

Doctorant / Université de Trento

TOGNETTI Mara (mara.tognetti@unimib.it)

Professeur Associé / Université Milano Bicocca

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H4)

Les médecines non conventionnelles et l'implémentation dans les Services Sanitaires Régionaux italiennes: une étude de cas.

Les médecines non conventionnelles reprisent une réalité de soin, que au niveau mondial, est de plus en plus établie même si on a encore toujours plusieurs différences pour la leur reconnaissance et la leur légitimation. En Italie, en particulier le débat sur la validité et la reconnaissance normative à l'intérieur du Système Sanitaire National (SSN) est encore ouvert. Etant donné que en Italie la compétence en matières sanitaires à partir du 2001 est passé par l'État à les Régions et grâce à la création des Services Sanitaires Régionaux (SSR), comme nous le verrons, certains entre eux, de fait, intègrent les médecines non conventionnelles dans les services qu'ils proposent au citoyennes. L'intérêt pour ces pratiques de soin, en générale dans les sciences sociales et en particulier en sociologie de la santé, augmente constamment. Dans l'article, que nous allons proposé, après une description de la réalité, au niveau normative, pour fournir une cadre théorique unifiant et intégrale de la situation italienne, nous nous interrogerons sur les raisons qui ont contribué à l'intégration, là où était fait, des médecines non conventionnelles dans les différentes Services Sanitaires Régionaux. Nous décrirons les processus d'implémentation et de consolidation des médecines non conventionnelles soit, au niveau de chaque modèle de « welfare » sanitaires régionaux, soit au niveau des différentes modèles.

OTT Manon (manon@lesyeuxdanslemonde.org)

Doctorante / Centre Pierre Naville - Université d'Evry

COHEN Grégory (greg@lesyeuxdanslemonde.org)

Doctorant / Centre Pierre Naville - Université d'Evry

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Éléments de réflexion autour de la sociologie filmique à partir de deux thèses en cours dans un quartier populaire de la région parisienne.

Il s'agira d'interroger quelques caractéristiques du film de recherche en sociologie. Les recherches urbaines s'intéressant aux façons dont les espaces sont habités, employés ou encore transformés, elles trouvent dans la sociologie visuelle et filmique des valeurs heuristiques. Il s'agira de présenter quelques éléments de méthodologie et d'étudier la façon dont les concepts sociologiques peuvent guider une recherche filmique de part en part. Nous verrons aussi ce que de telles recherches modifient dans le rapport aux terrains et aux acteurs ; comment le film, qui constitue dans notre approche l'écriture principale de la

recherche, résonne-t-il avec le mémoire écrit qui l'accompagne et le contextualise ; ou encore ce que peut permettre de révéler l'image-mouvement de par ses spécificités, et notamment dans son rapport à l'espace et au temps.

OUALI Nouria (nouali@ulb.ac.be)

Chargée de recherche / Université Libre de Bruxelles

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Luttes et résistances des femmes migrantes : le point aveugle de leur histoire

Généralement perçue comme des épouses ou filles passives et peu engagées dans les luttes pour les droits des femmes, les immigrées et leurs descendantes (syndicalistes, exilées politiques, membres d'associations ou individu.es) sont longtemps restées invisibles dans l'histoire des luttes sociales et des combats féministes en Belgique. Les discours majoritairement culturalistes des années 2000 en particulier sur les Musulmanes (réelles ou supposées) n'ont fait que renforcer cette représentation sociale de femmes passives et victimaires, les seules en proie à l'oppression patriarcale et à la domination masculine. La communication propose d'analyser, d'une part, les modalités d'organisation des femmes issues de l'immigration, leurs résistances et leurs combats depuis les années 1980. D'autre part, elle examine la manière dont ils ont été incorporés (ou ignorés) dans les luttes des féministes francophones. L'exposé montrera que la sur-visibilisation des femmes dans l'espace public à travers certains signes identitaires a invisibilisé leurs engagements sociaux et politiques réduits aux seules préoccupations culturelles. La culture et/ou la religion musulmanes substantialisées sont devenues à la fois les facteurs explicatifs leur place dans la stratification sociale et les indicateurs évidents de l'échec de la société multiculturelle. Dans ce schéma, le multiculturalisme est appréhendé comme une menace pour le mouvement féministe.

OUBENAL MOHAMED (oubenal1@gmx.com)

Doctorant-allocataire de recherche / IRISSE (UMR 7170) - Université Paris Dauphine

RT 26 Réseaux Sociaux Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

La hiérarchisation de la connaissance sur les Exchange Traded Funds en France.

En nous référant à la littérature sur la sociologie de la connaissance nous proposons la métaphore de l'Iceberg pour décrire la hiérarchisation des connaissances sur les produits financiers. L'approche structurale nous permet, par ailleurs, d'expliquer cette hiérarchie par la position sociale des acteurs et leurs interactions. Notre étude des Exchange Traded Funds (ETF) en France se base sur trois sources d'informations. Tout d'abord, la détermination de plusieurs connaissances véhiculées par différents supports écrits parmi lesquels : les articles de recherche en finance, les rapports de différentes institutions, les articles de presse. Ensuite, leur hiérarchisation grâce à leur classement par les 57 acteurs interrogés. Enfin, l'analyse du réseau d'échange d'informations entre ces mêmes acteurs pour expliquer la hiérarchie des connaissances. Notre analyse suggère la prédominance d'une connaissance qui reflète le développement du marché et les caractéristiques positives des ETF alors que la thématique du risque reste marginale. Cela s'explique par la centralité des managers et responsables marketing des banques dans le réseau d'échange d'informations ce qui leur permet de retraiter l'information technique des traders et d'exercer un contrôle social sur les journalistes. Par ailleurs, l'existence d'une niche sociale et de deux acteurs intermédiaires facilitent la coopération entre émetteurs concurrents ce qui renforce la diffusion de cette connaissance positive.

OUNAINA Hamdi (hamdi.ounaina@gmail.com)

Assistant / Institut supérieur des sciences humaines, Tunis

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

Le Syndicat des métiers des arts plastiques, nouvelle structure, nouvelle optique pour la création artistique en Tunisie

Les acteurs sociaux du monde de l'art tunisien s'accordent à dire que, malgré son état de nébuleuse, la scène artistique locale souffre d'un flou régissant la création, la réception, le marché et la critique. Même en renonçant aux vieux médiums, les quelques uns des artistes ayant optés pour les nouvelles technologies de création se trouvent confrontés, eux aussi, aux problèmes de la pratique et de la visibilité. Ce bilan a poussé l'initiateur du Syndicat des métiers des arts plastiques, créé au mois de mai 2009, à inviter les universitaires organisateurs du colloque portant sur la réception de l'art (décembre 2010), à s'allier à son projet. Un tel engagement serait, selon lui, la solution à tous les problèmes dont souffre la scène artistique tunisienne. Ce syndicat est créé par des acteurs biologistes, journalistes et banquiers secondairement artistes. Partant de leurs positionnements respectifs, ils agissent en tant que groupe de pression politique et économique. Les interviews que j'ai mené auprès d'eux font ressortir leur fort engagement dans une action citoyenne. Ainsi, le programme du syndicat est basé sur une double opposition : d'une part à la vieille domination des artistes pères que les héritiers font perdurer et d'autre part à l'actuelle léthargie administrative. Donc, selon eux, le syndicat pourrait devenir la matrice d'une nouvelle dynamique artistique locale.

OZKAYA Kadriye Eylem : voir à KAYA Sümbül

PAGES Alexandre (alexandre.pages@univ-fcomte.fr)

MCF / université de franche comté

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)

La territorialisation de l'action sociale en milieu rural. De l'innovation sociale à l'émergence de territoires de projet

Notre communication se situe dans la continuité de mes travaux portant sur la pauvreté en milieu rural et la décentralisation de l'action sociale. Tout en prenant appui sur la situation du monde rural français, nous tenterons de montrer s'il existe (ou non) un modèle d'intervention sociale tenant compte de la spécificité des problèmes, du rôle des solidarités familiales et de la façon

dont les intervenants sociaux inscrivent leurs activités dans une démarche de développement local. En milieu rural, il existe des Zones de revitalisation rurale (comme il existe des Zones urbaines sensibles), mais l'action sociale doit s'adapter ici à un contexte particulier (isolement accru, vieillissement de la population, manques de perspectives d'emploi, recul de l'activité agricole...) et cela suppose de partager une culture commune ou de s'intégrer dans une dynamique de projet. Travailler en milieu rural suppose d'être polyvalent et cela a d'ailleurs conduit les collectivités locales à créer des guichets uniques de façon à se rapprocher de leurs usagers. En délocalisant des permanences sociales ou en implantant des maisons de santé, on souhaite réduire l'isolement et les distances. Cela étant dit, le moindre maillage associatif et le problème épineux de la démographie médicale réduisent les marges de manœuvre des acteurs locaux et les engagent parfois à résister, avec les moyens qui sont les leurs, aux tentatives de fermeture des services publics de proximité.

PAILLER FRED (frederic.pailler@worldonline.fr)

Sociologue / EMC2-LSG umpf-grenoble2 EA-1967

RT 16 Sociologie clinique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D4)

redéfinition numérique des sexualités : orientations sexuelles vs. affects documentaires

Sur le web, dès lors qu'il s'agit de consulter des documents dans un cadre intime (rencontre, imagerie ou littérature pornographiques, etc.), une règle veut que les sites adaptent leurs contenus à l'identité sexuelle de l'internaute. Il existe trois types de politique des accès aux documents : l'une, fermée, applique rigoureusement cette règle, une autre semi-ouverte la négocie autour de la seule catégorie identitaire de genre, enfin, une troisième la nie en offrant un accès complet à l'ensemble des internautes inscrits. Ces trois modes de gestion du visible et des interactions forment aussi des politiques affectives qui, selon leur degré d'ouverture, engagent l'internaute dans des rapports différents à ce qu'il connaît et ignore des pratiques sexuelles et sentimentales représentées en ligne. Sachant que les connaissances (Foucault) comme les ignorances (Kosofsky-Sedgwick) construisent sujets et savoir-faire, il s'agit alors de : 1/ concevoir les identités en fonction des dégoûts et des ignorances plutôt que des seuls goûts, mais aussi en fonction d'une capacité à négocier l'hétérogène, l'inconnu, plutôt que d'une mathématique stricte d'appariement des individus 2/ se donner les moyens scientifiques d'appréhender l'organisation des parcours documentaires des internautes usant des mêmes infrastructures techniques pour la rencontre et la pornographie, notamment par l'usage de tags/mots-clés débordant largement le lexique classique des orientations sexuelles.

PAILLER FRED (frederic.pailler@worldonline.fr)

Sociologue / EMC2-LSG umpf-grenoble2 EA-1967

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

identification en ligne et documentation des pratiques sexuelles : la confusion des genres

En partant d'un corpus de sites de rencontre, de partages de contenus vidéos pornographiques, ainsi que de blogs persos à caractère sexuel, j'aimerais présenter une réflexion sur le quadrillage identitaire mis à disposition des internautes pour se définir sexuellement par les interfaces web. Ce quadrillage reprend le lexique des sexualités fondé sur le genre et issu d'une typologie descriptive des personnes (Foucault) antérieure au web. Il est adéquat par son organisation binaire à la numérisation et au traitement informatique des identités. On peut noter que le quadrillage produit un effet d'étanchéité entre les internautes déclarant des identités non compatibles a priori, surtout lorsque le site se positionne dans une logique sentimentaliste/conjugaliste (Bozon). En revanche, l'imperméabilité identitaire diminue dès lors qu'un site revendique explicitement des contenus sexuels (Weltzer-lang). Greffé sur ce phénomène, l'avènement des plateformes de partage de contenus vidéos et l'usage de tags/mots-clés, plus variés que le seul lexique identitaire, tend à estomper le réflexe identitaire (Cervulle/Pailler) dans la construction des parcours sur web (Boutet). Pour pouvoir en cerner l'impact sur les représentations et les pratiques sexuelles en ligne, on ne doit donc pas uniquement étudier les binarismes qui génèrent le quadrillage, mais aussi la référence même à l'existence du quadrillage identitaire comme force normative qui structure l'expérience des internautes en ligne.

PAJON Christophe présence à confirmer (pajon.christophe@wanadoo.fr)

Enseignant-chercheur / CReA/EOAA

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 8)

Les bases de défense, l'autre visage de l'interarmisation : un cas d'isomorphisme structurel

La mise en place des bases de défense à partir de 2009 représente l'une des formes du processus d'interarmisation. Ce changement, dont les conséquences peuvent être envisagées tant du point de vue de la production doctrinale que de la pratique opérationnelle, semble d'abord renvoyé à un dilemme organisationnel classique : celui opposant différenciation et intégration. Les structures militaires semblent être traversées par une tension entre deux modèles de l'activité militaire. L'un est celui du temps de paix, au quotidien, sur le territoire national ou à l'étranger en dehors des phases opérationnelles, caractérisé par la stabilité, la transparence et la prévisibilité, comparable à une administration publique, une « organisation froide ». Dans le cadre de leurs activités opérationnelles, les structures militaires seraient aussi, de manière diachronique ou synchronique, une « organisation chaude » afin de faire face des changements soudains de leur environnement. Dans une certaine mesure, la logique d'interarmisation sous-tend l'organisation des bases de défense, parce qu'elle peut conduire à une dédifférenciation, serait alors symptomatique de la diffusion du modèle opérationnel, de « l'organisation chaude », réactive, adaptable et flexible, sur le territoire national. Cette communication se propose de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse de diffusion par l'adoption d'une grille de lecture néo-institutionnaliste construite autour du concept d'isomorphie.

PALHETA Ugo (ugopalheta@gmail.com)

Postdoctorant / GRESCO

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

L'École française, l'enseignement professionnel et les impensés de la notion de « déclin »

Dans cette communication, on proposera une critique de la notion de « déclin » telle qu'elle est couramment appliquée au système d'enseignement français, aussi bien dans le champ intellectuel que par les acteurs éducatifs eux-mêmes. Nous nous appuyerons pour cela sur les conclusions d'une étude, à la fois statistique et ethnographique, portant sur l'enseignement professionnel court en France (aussi bien dans le cadre des lycées professionnels que sous la forme de ce qu'on appelle « l'apprentissage », c'est-à-dire les formations en alternance). A moins de se donner la vision rétrospective d'une École ayant autrefois fonctionné sans accroc ni contradictions, et d'un temps où les individus et groupes dominés acceptaient sans broncher la légitimité du système d'enseignement à s'ériger en juge (prétendent) impartial des valeurs et des mérites, la thèse d'un « déclin » du pouvoir symbolique de l'institution scolaire semble difficile à soutenir. Notre étude fait en effet apparaître que, non moins qu'hier, et peut-être même davantage, l'École effectue, toujours avec un certain succès, un travail de division sociale et de légitimation de cette division en socialisant les individus aux rôles qu'ils seront amenés à jouer dans leur vie future. Nous tenterons ainsi de montrer que les formes de ce pouvoir et les conditions de son exercice se sont transformées, davantage qu'elles ont déclinées.

PALOMARES Elise (elise.palomares@wanadoo.fr)

Maître de conférences / Université de Rouen

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

Que sont les quartiers centraux de Johannesburg devenus ? Migrants africains en Afrique du Sud et recompositions urbaines post-apartheid

Dans un contexte marqué par des violences multiformes contre les étrangers dans les villes sud-africaines qui ont connu une brusque systématisation dans les townships et les campements informels en 2008, cette communication se centre sur la diversification des habitants d'un quartier péricentral de Johannesburg naguère (légalement) réservé aux Blancs. Au cours de processus de dé- puis de re-ségrégation, ce quartier accueille désormais des citoyens originaires du reste du continent africain et des Sud-Africain.e.s pour une part originaires des campagnes et des anciens bantoustans. Dans ce tissu social et urbain hétérogène, entraide, coopérations et alliances entre migrants de différentes origines et autochtones s'observent au quotidien. Une micro-société congolaise s'est reconstituée fondée sur des positions sociales différenciées. La coexistence urbaine est travaillée par des tensions, des conflits, des concurrences, des discriminations, de la peur et la violence. La légitimité « à être là » des citoyens originaires du reste du continent en Afrique du Sud s'avère fragile et inégalitaire, régulièrement remise en cause par le développement des discours et des pratiques d'altérisation radicale, auxquels les institutions prennent une part ambivalente. (Cette communication se fonde sur un chapitre co-écrit avec Catherine Quiminal pour un ouvrage collectif en cours de publication sous la direction de J. Streiff-Fenart et A.Wa Kabwe-Segatti.)

Auteur non communicant : Catherine Quiminal professeur émérite Université Paris Diderot

PAOLO Magaudda (paolo.magaugda@unipd.it)

Post Doc in Sociology / University of Padova

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Some notes on the relationship between users and medical visual technologies.

The presentation will focus on the users of medical visual technologies, aiming at highlighting that researching on the changing practices and technologies in the medical field can be fruitfully benefit from the focus on users, their practices and their competences. In a first part, the presentation will stress the relevance of users' studies for developing researches on social dimension of technologies; the second part of the presentation will discuss some examples focussing on the role of users in the context of medical technologies.

PAPE Elise (Elise.Pape@misha.fr)

Doctorante / Cultures et Sociétés en Europe, Université de Strasbourg

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

Les familles transnationales d'origine marocaine en France et en Allemagne

Cette présentation porte sur les activités transnationales de familles d'origine marocaine en France et en Allemagne. A partir de récits de vie recueillis dans le cadre de mon travail de thèse sur les transmissions de pratiques éducatives dans des familles d'origine marocaine en France et en Allemagne et d'une observation ethnographique multisite effectuée en France, en Allemagne et au Maroc, nous nous interrogerons sur les pratiques transnationales des familles étudiées. Nous présenterons la manière dont elles parviennent à maintenir des liens de parenté malgré la distance géographique qui les sépare, et les différentes pratiques transnationales qu'elles développent sur le plan familial, économique, et social. Nous verrons en quoi les mouvements transnationaux contribuent à une transformation des rapports de genre, mais aussi de statuts sociaux. Dans les familles interrogées, nous verrons comment les choix éducatifs et les processus de transmission se font autant en vue d'une mobilité sociale que d'une solidarité familiale transnationale et comment cette solidarité constitue une ressource au-delà des frontières. Enfin, dans un dernier temps, nous verrons en quoi une perspective de recherche transnationale permet de saisir les dynamiques de familles migrantes qui se caractérisent par des liens et des déplacements réguliers entre deux ou plusieurs pays.

PARASIE Sylvain (sylvain.parasie@univ-paris-est.fr)

Maître de conférence / LATTS, Université Paris-Est/Marne-la-Vallée

RT 37 Sociologie des médias Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)*La presse en ligne au service de la démocratie locale. LaVoixduNord.fr dans les élections municipales de mars 2008.*

Les sciences sociales portent depuis longtemps un regard critique sur le rôle de la presse dans la vie politique locale (Murphy, 1976 ; Le Bohec, 1994, 2000 ; Ballarini, 2008). Et un consensus semble aujourd'hui apparaître selon lequel il ne faudrait pas s'attendre non plus que à ce que la presse régionale et locale utilise le web d'une façon qui affecterait positivement le jeu démocratique local (Pélicier, 2002). Cette communication se situe contre cette évidence en montrant que la presse régionale traditionnelle est susceptible de peser positivement sur le jeu démocratique local par le biais des nouvelles technologies. Pendant la campagne municipale, le site web du quotidien La Voix du Nord a mis en ligne un article faisant le bilan de chaque maire de la région Nord-Pas-de-Calais, en permettant aux internautes de discuter en ligne. En quelques semaines, plus de 17 000 commentaires ont été publiés sur le site. Nous avons étudié de façon systématique le lien entre les caractéristiques de l'espace politique municipal et les traits de la participation en ligne. Menée en partenariat avec l'équipe de la plateforme CorText de l'IFRIS, cette analyse fait apparaître un lien très fort entre le volume et la forme de la participation en ligne et les caractéristiques de l'espace politique municipal. Les habitants ont ainsi investi ces nouveaux espaces de discussion parce qu'ils y ont trouvé une arène utile étant donnée la configuration sociopolitique de leur commune.

PARDI Tommaso (tommaso@free.fr)

Chercheur associé / Gerpisa ENS Cachan

RT 12 Sociologie économique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)*Au nom du consommateur : la construction sociale de l'innovation dans l'automobile et ses conséquences politiques*

Après la crise du « fordisme » l'industrie automobile a connu plusieurs mutations. Le paradigme qui s'est imposé dans les années 1990 est celui de la « production au plus juste » : un système de production qui est censée être tirée par la demande du consommateur. Ce dernier aurait notamment exigé une variété accrue de modèles, renouvelés plus rapidement, d'une meilleure qualité et avec un contenu de technologie croissant. Mais lorsqu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ce mode de consommation n'a concerné en réalité qu'une minorité décroissante de la population: celle qui disposait des moyens d'acheter une voiture neuve. Les autres ont été contraints à s'équiper avec des voitures d'occasion pour satisfaire leurs besoins de mobilité. La main-d'œuvre ouvrière en particulier, dont l'accès à la consommation de masse avait été un des moteurs de la croissance fordienne, ne peut plus se permettre d'acheter les voitures qu'elle fabrique, alors que la productivité de son travail n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui. À partir d'une analyse détaillée de cette évolution en France, notre contribution se propose d'interroger le contenu politique du régime d'innovation adoptée par l'industrie automobile. Il vise notamment à montrer que la « dérive technologique » dans la politique produit des constructeurs n'a pas été seulement un reflet de la montée des inégalités dans notre société, il en a été aussi un des vecteurs.

Auteur non communicant : Bernard Jullien directeur GIS Gerpisa ENS Cachan

PATON Nathalie (nathalie.paton@gmail.com)

ATER en sociologie UPEC / LISST-CERS UTM

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)*Déviances en ligne - Le cas des échanges de contenus multimédia autour des school shootings*

En s'intéressant aux échanges entre des usagers de YouTube autour des tueries d'adolescents dans les écoles, les « school shootings », l'objet de cette communication est de comprendre comment les nouvelles technologies de l'information et de la communication renouvèlent les formes sociales de déviance. Ce questionnement émerge face au constat que les tueries dans les écoles font l'objet de débat, créent de la sociabilité voire se préméditent sur la toile. L'analyse du contenu de ces vidéos auto-produites autour des school shootings souligne leur dimension subversive en raison des goûts exprimés (références culturelles), des fantasmes de violence véhiculés et de leurs prises de position idéologique. Pourtant, l'observation de la manière dont les individus fréquentent ces vidéos, discutent voire adhèrent à des collectifs d'internautes formés autour de ce centre d'intérêt, puis des débats et régulations qui s'y mènent en interne, permet de mettre en avant le caractère individuant de ces pratiques présentes dans la sphère publique. Dès lors, cette enquête repose sur l'analyse de productions audiovisuelles et discursives publiées par 81 internautes sur une période de deux ans, ainsi que sur l'observation de « conversations naturelles » entretenues autour des vidéos au sein des profils et des forums de discussion. Les analyses sont augmentées par les biographies diffusées par les internautes sur les forums et des statistiques préliminaires (nationalité, âge, genre, etc.).

PAULANGE-MIROVIC Alexandre (alexandre.paulange@gmail.com)

ATER / Université Paris-Dauphine/IRISSO

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)*Les usages d'un capital américain dans l'invention d'une sociologie des organisations en France (fin des années 1950)*

Notre communication propose d'analyser l'importation par Michel Crozier de savoirs et de techniques issus de la psychologie sociale américaine. Dans un contexte de consolidation de l'espace disciplinaire de la sociologie en France (années 1950), ces savoirs importés et à prétentions scientifiques sont mobilisés dans la redéfinition d'une posture intellectuelle ainsi que dans les luttes au sein de l'espace français des sciences sociales. D'abord mobilisés dans le cadre d'un processus de rationalisation scientifique d'une posture intellectuelle, ils offrent les moyens intellectuels et pratiques d'une conciliation entre une posture d'intellectuel engagé et une pratique scientifique. Ensuite, ces catégories et techniques importées jouent un rôle de légitimation,

tandis que le « capital américain » est mobilisé dans une tentative de subversion de la hiérarchie sociale en vigueur dans l'espace des sciences sociales françaises. Dans les premiers principes de définition d'une « sociologie des organisations » que pose alors M. Crozier, celle-ci n'apparaît pas comme une spécialité de la sociologie, mais comme une démarche particulière. Tentative de fonder une voie « moyenne », elle est à la fois une conception du travail sociologique en décalage avec une version universitaire de la discipline perçue comme trop « philosophique », et une tentative de contournement du pôle quantitativiste qui passe par un rapport ambigu à la sociologie du travail et à la psychologie sociale.

PAYE Simon (s.paye@cso.cnrs.fr)

Doctorant / CSO

GT 42 Sociologie des élites Session 5c (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP C)

Réguler l'innovation ou les carrières ? Le Research Assessment Exercice dans les universités Britanniques.

A l'origine, la mise en place du Research Assessment Exercice (RAE) visait à subordonner le financement des unités de recherches à une évaluation cyclique menée tous les cinq ans. La mise en place de cet instrument avait pour effet attendu de mettre en concurrence les laboratoires et les départements universitaires publics des quatre pays constitutifs du Royaume-Uni. Si au terme de six cycles, cette action sur les départements s'est effectivement avérée, le RAE a également eu un effet structurant sur les carrières des universitaires. En effet, c'est lors de la phase cruciale de préparation du rapport à soumettre à l'évaluation que les départements opèrent un « tamisage » des membres à inclure ou non dans l'exercice. Cette action d'inclusion/exclusion a un fort effet d'étiquetage : chaque individu est implicitement considéré par ses pairs et par ses supérieurs comme « research active » ou « research passive ». Comment cet étiquetage se fait-il concrètement ? Quelles en sont les conséquences et comment affecte-t-il les trajectoires ultérieures des universitaires ? Il s'agit donc de saisir comment un instrument d'injonction à l'innovation prenant pour cible des unités collectives peut devenir une source majeure de différenciation des carrières individuelles. C'est ce que cette communication entend présenter, à partir du matériau recueilli lors d'une enquête menée en 2009-2010 dans deux universités Britanniques.

PAYE Simon (s.paye@cso.cnrs.fr)

Doctorant / CSO

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

L'injonction à l'innovation et ses effets sur les carrières : le Research Assessment Exercice dans les universités britanniques.

Depuis la mise en place dans les années 1980 du 'Research Assessment Exercice', le champ universitaire britannique est, à certains égards, sujet à de nouvelles formes d'injonction à l'innovation. Au fur et à mesure que la production scientifique est devenue le principal foyer d'enjeux financiers et réputationnels, les principes régissant la mobilité dans la carrière universitaire ont intégré de plus en plus la dimension recherche, au point de lui conférer un puissant rôle ségrégatif. Le 'Research Assessment Exercice', en principe instrument d'évaluation des activités scientifiques des unités collectives, se révèle être une source majeure de différenciation des carrières des universitaires, par l'étiquetage suivant l'inclusion ou l'exclusion de tel individu au rapport soumis à l'évaluation. Cet étiquetage est si puissant que chaque individu est implicitement considéré par ses pairs et par ses supérieurs comme 'research active' ou 'research passive'. Nous replacerons ces effets concrets sur les orientations professionnelles, au sein des principaux mécanismes organisationnels ou professionnels de différenciation de carrière. Il s'agit donc de saisir comment une injonction à l'innovation peut jouer dans le processus de différenciation des carrières, et, partant, du groupe professionnel. Cette analyse se base sur une enquête menée en 2009-2010 dans deux universités britanniques.

PEERBAYE Ashveen : voir à DAGIRAL Eric

PEGHINI Julie (julie.peghini@gmail.com)

Post-doctorat / MSH Paris Nord

BOSSER Sylvie (sylvie.bosser@univ-paris8.fr)

Maître de conférences / Université Paris 8, UFR Culture et Communication

RT 37 Sociologie des médias Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

Lekti-écriture.com : un exemple de reconfiguration plurielle de la médiation littéraire

Lekti-écriture.com, dirigé par Joël Faucilhon et Claire Chavent, est un site de médiation littéraire qui regroupe plusieurs éléments : la revue Contre-feux, un espace de visibilité et de commercialisation dédié au service d'éditeurs indépendants et une webrairie composée de sept librairies indépendantes françaises. Un bloc-notes, sorte de journal de bord de l'expérience, vient enrichir ce dispositif particulièrement intéressant. En effet, cet ensemble pluriel s'appuie sur la construction d'une alternative en termes de diffusion du savoir, en contrepoint de la logique marchande qui domine actuellement le net. Ce positionnement alternatif se donne ainsi à lire dans la manière dont fonctionnent les différents éléments de ce dispositif de médiation littéraire, notamment dans la volonté de maintien du conseil de libraire qui se distingue radicalement du système de folksonomie adopté, entre autres, par Amazon. Agréé par la BnF et le Centre National du Livre depuis fin 2009, Lekti propose aux éditeurs de numériser leur catalogue dans le cadre de l'opération Gallica. Quel enjeu représente ce nouvel axe de développement pour Lekti ?

PEGOURDIE Adrien (a.pegourdie@numericable.com)

Doctorant / ATER / GRESCO, Université de Limoges

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

La construction d'une vie d'artiste. Analyse des discours sur les pratiques enseignantes et intermittentes en musique classique.

L'objet de cette communication est d'analyser, à partir des données d'une enquête en cours sur les trajectoires professionnelles des instrumentistes classiques, les effets de l'injonction à la création et à l'innovation, engendrée par la référence au modèle de « l'artiste pur », sur deux groupes professionnels de la musique classique relativement dominés au sein de cet espace : les enseignants titulaires et les intermittents du spectacle. Cette communication s'interroge donc sur les processus de reconstruction par les intermittents et les enseignants de leurs pratiques en activités créatrices. Ces processus de reconstruction, qui ne prennent sens qu'en relation l'un avec l'autre, s'incarnent dans des stratégies discursives de présentation de soi et de requalification des activités musicales. Nous verrons ainsi comment les intermittents cherchent à valoriser symboliquement l'instabilité structurelle de leur statut en occultant la dimension contrainte de la variabilité de l'activité ainsi que les tentatives de rationalisation de l'insécurité professionnelle, puis la façon dont les enseignants entendent se présenter sous le qualificatif d'artistes en insistant sur leur production musicale annexe et sur la dimension artistique de la relation pédagogique.

PEIXOTO CLARICE : voir à **TURRA-MAGNI Claudia**

PELISSE Jérôme : voir à **CORTEEL Delphine**

PELISSE Jérôme : voir à **MIAS Arnaud**

PELISSIER Cédric (cedricpelissier@me.com)

ATER / Pacte

RT 12 Sociologie économique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)

Les plates-formes web comme nouvel intermédiaire de l'innovation. L'exemple du crowdsourcing, un processus d'institutionnalisation du mouvement de l'open source.

Les entreprises ouvrent aujourd'hui leur processus d'innovation au public, définit notamment par le concept d'open innovation. La collaboration entre les usagers et les entreprises est ainsi valorisée. Cette collaboration, possible par les dispositifs internet, dans notre étude se formalisant dans le phénomène du crowdsourcing, croise des dynamiques distinctes, parfois antagonistes. Des dynamiques de l'innovation issues d'une part du monde industriel, caractérisées par des valeurs marchandes et une organisation verticale qui se confronte au monde de l'internet, marqué par la culture hacker, qui s'est construite contre ce monde marchand, aux traits militants et prônant une certaine gratuité. Les plates-formes doivent alors combiner avec ces dynamiques dans un processus de collaboration. La communication propose au travers l'étude de ces plates-formes collaboratives où l'usager travaille pour l'entreprise, d'analyser le rôle de ces nouveaux intermédiaires de l'innovation, de voir comment composer avec ces différentes logiques. Nous verrons comment qualifier la collaboration sur ces plates-formes virtuelles, entre le noyau dur des innovateurs et le nuage de participants, tous indispensables au processus, et par quel moyen de rémunération, qualifié de gratuité calculée, les plates-formes rétribuent-elles les internautes. L'analyse finira par la description des modes de régulation se construisant autour de ces collectifs, où la communauté est partie prenante de cette gouvernance.

PENALVA-ICHER Elise (elise.penalva@dauphine.fr)

MCF / IRISSO-CNRS

RT 26 Réseaux Sociaux Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

Le contrat de partenariat : Innovation juridique ou nouveau mode de mise en relation des secteurs public et privé ?

Depuis sa création en 2004, le contrat de partenariat est présenté comme un mode inédit de passation de la commande publique. Ce partenariat résolument hybride entre les secteurs privé et public a vocation à gérer la construction, l'exploitation, la maintenance et le financement de bâtiments publics sur très long terme (30 ans). On vante ses mérites et plus généralement ceux des Partenariats Public-Privé (PPP) : d'aucuns argumentent dans la veine du New Public Management que ces innovations juridiques permettent de réduire les coûts. Mais cet argument n'est pas complètement démontré et tient aussi, pour ne pas dire surtout, d'une justification. En effet, l'évaluation du coût est socialement située, elle dépend d'un cadrage normatif lui-même fonction d'un système d'interdépendances de ressources que l'analyse des réseaux sociaux peut saisir et reproduire. Nous voulons comprendre comment s'effectue la promotion de ces contrats présentés comme des innovations et la manière dont ils réorganisent les modes de mise en relation entre secteurs public et privé. Après avoir identifié les membres de ce milieu, nous avons décidé de nous intéresser, grâce à une enquête menée entre septembre 2009 et mars 2010, aux réseaux d'affaires, de collaboration et de conseil des PPP en France. Cette communication présente les premiers résultats et le rôle des relations dans la promotion de cette forme de contrat ainsi que dans sa mise en pratique.

Auteur non communicant : Emmanuel Lazega Professeur IRISSO-CNRS Université Paris Dauphine

PENALVA-ICHER Elise : voir à **ELOIRE Fabien**

PENIN Nicolas (nicolas.penin@univ-artois.fr)

Maitre de conférences / Université d'Artois - Atelier Sherpas (ER3S)

HIDRI NEYS Oumaya (oumaya.neys@univ-lille2.fr)

MCU / Atelier SHERPAS

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

Le traitement institutionnel des violences des femmes dans le football français

Avec 2 225 595 licenciés, le football est la pratique sportive fédérale la plus répandue en France et la plus concernée par les écarts à la norme prescrite. Mais la question des violences est posée de façon quasi-exclusive pour la pratique des hommes. Les femmes et leurs violences sont alors rendues mécaniquement invisibles. Rien ne permet pourtant de penser que les choses se passent semblablement pour elles et pour eux, ni même qu'il s'agit d'un phénomène négligeable. L'enquête consiste en une étude du traitement institutionnel des violences sportives dans le football féminin. Plus précisément, c'est au cadre fédéral, ses acteurs, son mode de fonctionnement que nous nous intéressons. Les analyses des modes de contrôle social portés par l'institution reposent sur un dispositif empirique qui croise trois types de données et matériaux : celles produites au niveau national par l'Observatoire des comportements de la Fédération Française de Football, celles des archives des commissions de discipline qui enregistrent les faits et rendent compte des sanctions prononcées, celles des entretiens réalisés avec les dirigeants des instances chargées de traiter et de prendre en charge ces violences sportives. En confrontant les faits enregistrés, leur traitement et les discours indigènes dans un monde qui produit ses propres règles et systèmes de régulation, nous souhaitons contribuer plus largement à l'intelligibilité du traitement institutionnel des violences des femmes.

PENTIMALLI Barbara (pentimab@hotmail.it)

Recherche / Université Sapienza de Rome

RT 23 Travail, activité, technique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Les talents comiques des agents d'accueil. Dérision et créativité

À partir d'une recherche ethnographique menée dans un centre d'information téléphonique de l'administration espagnole et reposant sur le recueil des pratiques de communication d'une équipe d'agents d'accueil en action, je me propose de montrer les surprenants talents comiques des coéquipiers lorsqu'ils s'adonnent rituellement à la dérision clandestine de l'usager. Leur métier, parfois très routinier, implique par moments la standardisation des propos langagiers adressés aux appelants. C'est lors de ces moments et lors d'interactions avec des usagers agressifs, prévenus et incompetents, qu'ils mettent en scène devant le public des pairs, des performances amusantes se moquant et injuriant les appelants, sans se faire démasquer. Ils se défient dans des joutes oratoires, lancent des insultes, des plaintes joviales et des moqueries à l'encontre mais à l'insu des appelants et mettent en scène des prouesses comiques dévoilant une virtuosité langagière et des talents clownesques étonnants. Cette résistance joyeuse et créative, qui exhibe leur distance au rôle et exprime avec humour les complications habituelles de leur métier, soude et reconstruit quotidiennement la solidarité de l'équipe sans mettre en danger ni contester l'organisation, et sauvegarde en le renouvelant leur engagement au travail. C'est en se conformant à l'art de plaisanter en vigueur dans la petite communauté, que tout agent est ainsi considéré par les pairs comme un membre de l'équipe à part entière.

PEREIRA Irène (ir_pereira@yahoo.fr)

Chargée de cours et Chercheuse associée / Université Paris Dauphine et GSPM/EHESS

RT 21 Mouvements sociaux Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

L'introduction de nouvelles technologies de l'information et de la communication dans une organisation syndicale - Manques, ratés et apprentissages -

Cette communication entend étudier les effets de l'introduction de nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein d'une organisation syndicale. En particulier, il s'agit de mettre à distance une perspective euphorique qui tend à mettre en avant les usages militants les plus innovants de ces technologies. Cette communication entend au contraire souligner les diverses difficultés auxquels peuvent être confrontés ces militants lorsqu'ils tentent de mettre en place et d'utiliser ces technologies. Ces difficultés peuvent tenir à des inégalités sociales dans la maîtrise de ces technologies. Elles peuvent également être liées à des manques de moyen tant techniques qu'humains. Il faut à cet égard souligner que les organisations syndicales peuvent être tributaires des moyens mis à leur disposition par les employeurs. Enfin, il est également possible de souligner que le caractère novateur de ces technologies implique également que leurs effets ne soient pas toujours prévisibles et maîtrisés par les militants qui les utilisent. Ces constatations sont tirées d'une étude empirique menée depuis 2006 au sein d'un syndicat de travailleurs du secteur de la culture.

PEREIRA Irène (ir_pereira@yahoo.fr)

Chargée de cours et Chercheuse associée / Université Paris Dauphine et GSPM/EHESS

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Innové pour résister - Tentatives d'innovations théoriques et organisationnelles de la part de subalternes dans une organisation d'extrême gauche -

Cette communication entend étudier comment au sein d'une organisation libertaire de l'extrême gauche française des subalternes – femmes et racisé-e-s – ont tenté de mettre en place des innovations théoriques et organisationnelles visant à permettre selon elles/eux de mieux prendre en compte des oppressions spécifiques dont ils s'estiment l'objet. Il s'agit d'analyser le contenu de ces propositions, ainsi que les oppositions qu'elles ont soulevé, aboutissant à leur rejet par la majorité

de l'organisation. En particulier, l'enjeu théorico-pratique portait sur la reconnaissance et la théorisation de l'existence de différents systèmes d'oppression. Les controverses se sont cristallisées autour de trois nœuds : la reconnaissance d'une part du système patriarcal et d'autre part d'un système raciste comme systèmes autonomes, mais en interaction, par rapport au capitalisme, la reconnaissance dans les formes même de cette organisation politique de ces luttes spécifiques par la mise en place de branches autonomes. Nous essaierons de mettre en évidence les arguments invoqués de part et d'autre, les évolutions et les conséquences liées à ces controverses. Nous tenterons enfin d'en tirer des hypothèses de réflexion plus larges sur les difficultés des subalternes dans des organisations qui se présentent comme cherchant à lutter contre différentes formes d'oppression.

PEREZ Patrick (patrick.perez@univ-provence.fr)

Maître de Conférences / Université de Provence - LAMES

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h AMPHI 7)

Transnationalisation des formations et intégration transfrontalière de l'offre de soins. Le cas de la frontière Mexique/USA

La frontière nord du Mexique présente un haut degré d'investissement dans la production de l'offre privée de soins à destination d'une clientèle locale où américaine. On y constate d'une part, une modification notable de la composition du personnel de soins (salarisation des médecins et haut degré de qualification des infirmières), et d'autre part, une recomposition de la formation et de la recherche. De nombreuses universités – principalement privées – investissent dans la formation en personnels de soins et la recherche ; revendiquant même la production d'une main-d'œuvre susceptible de travailler de part et d'autre de la frontière. La communication présente d'une part, la genèse de la constitution des marchés transnationaux (professionnels et scolaires) et d'autre part, la recomposition des contenus d'enseignement et des normes professionnelles auquel donne lieu ce processus. On considère le point de vue selon lequel la constitution de ces nouveaux espaces, que l'on pourrait qualifier de subnationaux/transnationaux, s'accompagne d'une recomposition des relations des professionnelles et des modes de formation élaborés dans le cadre de l'Etat-Nation. Ces recompositions résultent de stratégies : stratégies des classes dirigeantes (politiques et économiques) travaillant de part et d'autre d'une frontière dans le but d'une accumulation soutenue du capital ; mais aussi, stratégies des individus, comme des groupes professionnels, cherchant à tirer bénéfices et avantages ou du moins opportunités de la globalisation.

Auteur non communicant : Juan-Carlos Silas Profesor-investigador ITESO (Instituto Tecnológico Superior del Oriente) Guadalajara México

PERRAUDIN Anna (anna.perraudin@gmail.com)

ATER/Doctorante / EHESS

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Dernière étape d'un processus de ségrégation spatiale, ou première étape de l'appropriation de la ville ? Les squats des migrants indiens à Mexico

A Mexico, une partie des populations indiennes qui ont afflué vers la ville dans le cadre des migrations rural-urbaines, ont formé des squats en plein cœur de la capitale. Cette forme d'occupation informelle de l'espace, qui s'apparente à de micro-bidonvilles protégés des regards des passants, dans des quartiers aisés, renvoient à première vue aux stéréotypes des populations indiennes véhiculés par une société discriminante : marginalisées, repliées sur une vie communautaire, passives et démunies dans un espace urbain qu'elles ne maîtrisent pas. Une analyse plus fine fait toutefois apparaître que les occupants de ces espaces, regroupés en associations, sont candidats à des politiques de logements, inspirées du multiculturalisme, qui ont émergé dans la ville depuis les années 2000. Autour des squats gravitent représentants des institutions publiques, militants associatifs, journalistes et chercheurs. Dès lors, doit-on analyser les squats comme des espaces de relégation et de repli, ou comme des lieux d'interactions dans lesquels s'institue un rapport nouveau à la ville ? Après nous être interrogés sur les trajectoires résidentielles qui ont abouti à la formation de ces squats, nous mettrons en évidence les dynamiques de politisation et de construction identitaire qui s'y instaurent à la faveur des interactions entre acteurs indiens et non-indiens

PERRAUDIN Anna (anna.perraudin@gmail.com)

ATER/Doctorante / EHESS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Partir pour réaffirmer les masculinités « traditionnelles ». Impact de la migration interne sur l'émergence d'une migration internationale masculine : le cas d'une population indienne au Mexique.

Depuis une dizaine d'années, des populations indiennes établies à Mexico à l'issue d'une première expérience de mobilité dans les années 1940-1990, se dirigent vers les Etats-Unis, selon un schéma migratoire en apparence « classique » (migration internationale de travail, essentiellement masculine) si on l'analyse sous le seul angle des catégories de sexe. La sur-représentation des hommes dans la migration internationale s'éclaire toutefois à la lumière d'une analyse fine de l'articulation entre les deux contextes migratoires. A Mexico, les processus de racialisation auxquels sont soumis les Indiens se manifestent différemment selon le sexe des individus et ouvrent –ou ferment – des opportunités différentes aux hommes et aux femmes. Dans quelle mesure la réélaboration des rapports sociaux sexués qui a eu lieu à l'issue de la migration interne conditionne-t-elle les formes de la migration qui se met en place ultérieurement, dans ce même groupe social, vers les Etats-Unis ? Pour les hommes indiens, le départ aux Etats-Unis permet-il de réaffirmer une masculinité fragilisée dans le contexte urbain ? A travers l'analyse d'une expérience migratoire complexe, à l'articulation entre migration interne et internationale, mais aussi à l'intersection entre rapports de genre, de classe et de « race », il s'agira de montrer la pertinence d'appréhender les

transformations des rapports sociaux sexués non seulement comme conséquence de la migration, mais aussi comme moteur des mobilités.

PERREY Christophe (Christophe.perrey@igr.fr)

Chercheur / URSHS, Institut Gustave-Roussy

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Accès à l'innovation thérapeutique et équité : le cas des essais cliniques en cancérologie

Les principes essentiels de l'éthique de la recherche biomédicale imposent non seulement le recueil du consentement des sujets, mais aussi la sollicitation équitable de tous les sujets éligibles. Nous présentons les résultats d'un programme d'études sur le recrutement dans les essais cliniques en cancérologie qui tente de répondre à la question : existe-t-il une égale chance d'accès aux innovations thérapeutiques par les essais ? Les caractéristiques socio-démographiques du malade, son lieu d'habitation, les caractéristiques du cancérologue traitant interviennent-ils dans le recrutement ? L'étude s'appuie : sur une enquête par entretiens semi-directifs réalisés auprès de médecins investigateurs travaillant dans des services hospitaliers spécialisés dans la lutte contre le cancer; sur une étude ethnographique dans le centre d'essai clinique de phase précoce de l'IGR. Les premiers résultats montrent que la sollicitation des malades par les médecins investigateurs dépend de différents facteurs : l'intérêt du praticien pour la recherche clinique, son implication dans l'élaboration de l'essai, sa perception de l'intérêt scientifique et clinique l'étude, sa perception du malade et enfin son aptitude à déléguer une intervention thérapeutique à d'autres équipes. Au titre des seconds, interviennent l'aide logistique au recrutement instauré dans le service, la culture institutionnelle de l'établissement, l'inscription du praticien dans un réseau le tenant informé d'essai en cours.

Auteur non communicant : Amiel Philippe

PERREY Christophe (cperrey64@orange.fr)

Anthropologue / INSERM CESP U1018

GIAMI Alain (alain.giami@inserm.fr)

Directeur de recherches / INSERM CESP U1018

RT 29 Sciences et techniques en société Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Controverses autour d'une innovation préventive : Sida et circoncision masculine

L'objet de cette présentation est de rendre compte des processus de gestion des controverses qui sont apparues au cours de l'élaboration d'une recommandation en santé publique, en l'occurrence : la préconisation de la circoncision masculine dans le cadre d'une prévention élargie de lutte contre le VIH/SIDA dans des pays à forte prévalence (OMS/ONUSIDA, Montreux 6-8 mars 2007). Cette mesure a suscité des réactions très contradictoires : approbation, méfiance ou hostilité dans l'univers de la santé publique (organisations internationales et associations) et dans le monde académique. Nous retracerons les différentes séquences de ce processus décisionnel, produit d'une interaction entre facteurs politico-institutionnel, cadre épistémologique dominant en santé internationale et démonstration de l'efficacité et de l'acceptabilité de la mesure. Sur ce dernier point, nous montrerons que la résolution des controverses s'est faite par un processus de marginalisation des arguments opposés et par une négation des incertitudes persistantes. Nous analyserons ces questions, à partir des outils théoriques de la sociologie de l'expertise et des controverses

PERRIN-HEREDIA Ana (aperrinheredia@gmail.com)

Docteure / CMH-ENS/OMI-URCA

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Économie populaire : structures de consommation et appartenance de classe

À partir d'une enquête réalisée dans un quartier classé « zone urbaine sensible » d'une ville moyenne française, les budgets et les comptes domestiques de certains habitants de ce quartier, appartenant tous au premier quintile de la population française et ne payant pas d'impôts sur le revenu, ont été étudiés grâce à la méthode de l'ethnographie économique. En abordant de front la difficulté théorique à définir et à délimiter les « milieux populaires », c'est-à-dire des individus définis non seulement par leurs propriétés sociologiques, par leur place sociale (subordonnée, subalterne, dominée), mais aussi par leurs spécificités culturelles (plus ou moins marquées par rapport aux groupes plus élevés) pour reprendre la définition d'Olivier Schwartz, on se propose de montrer ici en quoi la manière dont ces agents sociaux organisent et se représentent leur économie domestique laisse entrevoir l'existence d'une logique économique de classe produit d'un habitus économique de classe. Plus encore, ce serait l'application au quotidien de cette logique économique qui validerait l'appartenance de classe des individus enquêtés et justifierait qu'on les considère comme membres des classes populaires. Il semble alors possible de réactualiser la proposition formulée par Maurice Halbwachs, il y a près d'un siècle : les pratiques et les représentations économiques autorisent à penser l'appartenance et le sentiment d'appartenance de classe des individus.

PERRIN-JOLY Constance (cperrinjoly@gmail.com)

Chercheure associée / GEPECS

VEZINAT Nadège (nadege_vezinat@yahoo.fr)

Chercheure associée / CMH EHESS

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Les groupes professionnels comme vecteurs de l'innovation institutionnelle de leurs organisations ?

L'innovation en tant que processus organisationnel d'adaptation et de mise en place d'une invention dans l'activité concrète de travail ne peut que difficilement reposer uniquement sur les décisions de la direction. Cette dernière s'appuie sur la professionnalisation de groupes professionnels qui portent, accompagnent ou résistent à ces adaptations dans trois organisations et métiers (conseillers financiers, informaticiens et ouvriers du transport). Il s'agit de montrer comment cohabitent plusieurs générations de professionnels, certaines qualifiées de « modernes » car porteuses d'une innovation promue par la direction, et d'autres disqualifiées car considérées comme dépassées.

Auteur non communicant : Nadège VEZINAT Chercheure associée CMH EHESS

PERRIN-JOLY Constance (cperrinjoly@gmail.com)

Chercheure associée / GEPECS

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Devoir d'innover et exigence de performance : Tensions dans la professionnalisation des gestionnaires des ressources humaines.

Les travaux de V. Boussard (2008) ont montré en quoi le discours gestionnaire autour des impératifs de rationalité, mesure et performance était davantage un argumentaire autour de valeurs, plus que de pratiques, qui fondent le groupe professionnel des gestionnaires lui-même. Les gestionnaires des Ressources Humaines s'inscrivent dans cette logique pour faire reconnaître leur juridiction spécifique, auprès des autres fonctions de l'entreprise. Cependant, dimension assez peu valorisée de la gestion, les ressources humaines occupent une place périphérique dans le groupe professionnel. Elle tient notamment à la dissonance entre l'exigence de mesure et la difficulté à rendre compte de l'ensemble de la contribution du facteur humain. En se positionnant comme porteur d'innovation, les gestionnaires des ressources humaines s'inscrivent dans un nouveau rapport au temps qui leur permet d'échapper, momentanément, à l'exigence de mesure. Pour tenir, ce compromis se fonde sur une perpétuelle 'fuite en avant' dans l'innovation, et une négociation autour du chiffrage de la contribution des ressources humaines à la performance de l'entreprise. Au travers de l'exemple de la gestion de la diversité, démarche considérée comme innovante portée par des responsables RH, nous rendrons compte de la tension propre à la professionnalisation des ressources humaines.

PETER Jean-Michel (Jean-michel.peter@parisdescartes.fr)

Enseignant / Cerlis

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

De l'intérêt d'être bénévole

Les associations sont des espaces possibles d'innovation. À l'évidence il y a aujourd'hui des aspirations nouvelles qui peuvent favoriser la pratique du bénévolat, notamment autour de la notion de projet personnel. L'engagement bénévole reste une dimension cachée mais importante de notre société car il articule l'individuel et le collectif, l'action personnelle et l'action organisée, le travail et le loisir, le militant et le citoyen. L'hypothèse majeure qui a présidé à notre travail réside dans le potentiel d'enrichissement contenu dans la pratique du bénévolat, dans les gratifications que l'on en retire mais aussi dans les réinvestissements plus ou moins conscients que l'on en fait hors de la sphère associative. En partenariat avec la Fonda, nous avons interrogé soixante bénévoles sur leur parcours initiatique de formation et de construction de savoirs à partir d'un échantillon raisonné agrégeant plusieurs variables (âge, genre, type d'association, régularité et ancienneté dans le bénévolat, secteur d'intervention). Les récits recueillis et retranscrits ont fait l'objet d'une analyse qualitative. Nos résultats montrent que le bénévolat enrichit les compétences et les parcours personnels. Il s'agit le plus souvent de trouver l'endroit où l'on sera le plus utile pour la société (valeurs) tout en recherchant un plaisir personnel (intérêt). Du devoir, voire de la mission, sous couvert d'altruisme, on est passé à une forme privilégiée de la réalisation de soi.

Auteur non communicant : Roger Sue Professeur des Universités Cerlis Paris Descartes

PETIAU Anne (anne.petiau@ceaq-sorbonne.org)

Chargée de recherche / CEAQ, ITSRS

POURTAU Lionel (lionel.pourtau@free.fr)

Chargé de programmes / Unité de recherche en SHS, IGR, Villejuif

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D6)

Pratiques déviantes et innovation sociale : le cas des squats en Ile-de-France.

La communication s'appuie sur une recherche-action menée par l'ITSRS, le CEAQ (Université Paris Descartes), la mission Squats de Médecins du Monde et l'Intersquat (association informelle qui rassemble 27 collectifs squat franciliens). Cette recherche porte sur l'accès aux soins et aux droits des personnes vivant en squat en Ile-de-France, et s'appuie sur un dispositif méthodologique couplant groupes de travail avec des squatters, entretiens semi-directifs et focus groups. La première phase porte sur la compréhension des parcours, des usages des squats et des rapports à la santé et aux institutions. Les squatters sont engagés dans des pratiques prohibées et réprouvées socialement : l'occupation illégale et sans contrat de locaux vacants. En s'appuyant sur la théorie de la déviance de Merton, on étudiera les relations entre ces pratiques déviantes et les comportements d'innovation. Idéalement, deux usages du squat se dégagent. Si pour certains le squat est un moyen de vivre différemment de la façon proposée par la société globale, de fonder de nouvelles finalités pour la vie en société, il est pour d'autres un moyen de limiter les difficultés liées à la pauvreté ou à des problématiques d'ordre familial et social. Cependant, si pour ce deuxième groupe la finalité d'un mode de vie alternatif n'est pas première, les personnes peuvent trouver dans le milieu squat des expériences et des discours leur permettant de valoriser ce mode de vie.

PETIT Benoît (bpetit@univ-tlse2.fr)

MCF HDR / Université Toulouse 2 Le Mirail

RT 43 Sociologie et religions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Validation du croire dans l'interaction

Les formes de validation du croire passent par des temps forts et sont souvent localisées dans des lieux précis : ici la communication se propose de comparer trois types de regroupements suivis par observation participante depuis une dizaine d'années : un rassemblement interreligieux adhérent au Groupe d'amitié islamo-chrétien (Haute-Garonne), des militants organisés dans le Service incroyance et Foi (région Midi-Pyrénées) et l'organisation en réseau des membres de six groupes bibliques oecuméniques (diocèse de Toulouse) insérés ou délaissant les paroisses traditionnelles). Les nuances entre discours et pratiques, engagements et croyances s'observent dans les rites qui entretiennent les mythes (objet de recherches et de convictions réitérées); ils évoluent surtout lorsque des adeptes s'essayent à organiser des rencontres avec des fidèles d'autres religions, tentent de recruter des adhérents inhabituels : la mise en scène et le souci de se faire comprendre apportent des formes de dialogue et d'interrogations qui peuvent entraîner l'abandon ou la modification de certaines croyances (discours, puis pratiques). Une typologie de ces processus crée pour le sociologue l'opportunité de mise à distance et d'interrogation théorique. La constitution de biographies significatives complète des entretiens semi-directifs pour illustrer les conversions, recompositions, déviances ou autres modifications du croire.

PETIT Sébastien (sebastienpetit.via@gmail.com)

Doctorant / Université d'Evry - Centre Pierre Naville

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Innover, recycler, adapter et standardiser : statut et travail des cadres et des ingénieurs à travers le continuisme gestionnaire du Lean 6 Sigma

Les changements organisationnels et productifs actuels demeurent sensiblement empreints des approches tayloro-fordiennes et sont porteurs d'une même logique d'objectivation et de standardisation du travail. Peut-on dès lors parler d'innovations organisationnelles à mesure que de nouveaux dispositifs managériaux sont mis en œuvre et se succèdent ? Est-il davantage question de transformer le contenu du travail ou d'orienter celui-ci ? Cette communication propose d'examiner une forme de dispositif gestionnaire ayant cours depuis les années 1990, le lean 6 sigma, en considérant son mode opératoire dans des bureaux d'études de conception. Combinant un ensemble de pratiques et d'instruments managériaux, l'approche lean 6 sigma se situe dans un rapport productif structurel qui, dans le domaine de la conception, tend à imbriquer un travail de gestion à des enjeux traditionnellement plus techniques. Cette démarche peut être ainsi inscrite dans une forme de continuisme gestionnaire entendu comme projet de rationalisation gestionnaire du travail en tendance. Le cas étudié offre un cadre d'analyse pluriel pour envisager le rapport entre travail et innovation organisationnelle, en regardant à la fois le rôle des cadres et des ingénieurs dans ces démarches, l'évaluation du travail dans cette perspective gestionnaire, les transformations engagées en matière de conception en bureaux d'études et l'effet des nouvelles médiatisations ainsi produites dans le travail des concepteurs.

PETIT Sébastien (sebastienpetit.via@gmail.com)

Doctorant / Université d'Evry - Centre Pierre Naville

RT 30 Sociologie de la gestion Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D16)

Innover dans un cadre gestionnaire et se soustraire à la prescription : le travail de récréation symbolique des ingénieurs et des techniciens de conception dans l'organisation par processus

Espace de polarisation des connaissances et des savoir-faire dans l'organisation taylorienne du travail, le domaine de la conception a été sujet à différents changements organisationnels, techniques et salariaux tout au long du XX^e siècle, son contenu ayant été appelé à s'inscrire dans une dimension très prescriptive et gestionnaire. Les pratiques en matière de conception sont à présent jalonnées de part en part et tendent à connaître une évolution analogue aux qualifications et au travail des ouvriers professionnels. La mise en processus des procès de conception et la systématisation du management par projet participent de cette formalisation du travail des concepteurs en segmentant assez strictement leurs territoires d'intervention dans les processus. Devant également incorporer un travail de gestion autonomisé dans leur propre travail, les concepteurs sont-ils simplement astreints de décliner des procédures au cours des processus sans réelles marges discrétionnaires ? La conception apparaît-elle encore comme une activité d'innovation et de création ? Cette communication vise à mettre en évidence les mécanismes de travail des concepteurs de bureaux d'études de l'aéronautique au-delà des contraintes générées par les processus et le modèle par projet. A mi-chemin entre innovation et réédition d'approches éprouvées, les concepteurs s'emploient à un travail de récréation symbolique à travers lequel la visibilité des formes de valeur ajoutée prime dans le travail d'innovation.

PETITE-PEYPOUDAT Ségolène (segolene.petite-peypoudat@univ-lille3.fr)

Maître de conférence / Université de Lille 3 - CeRIES

CHAMAHIAN Aline (aline.chamahian@gmail.com)

Docteure en sociologie / CeRIES - Université de Lille 3

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

L'aménagement du logement au grand âge : aides techniques et démarche « créative » en question

Le logement constitue un environnement particulièrement propice pour réfléchir à l'épreuve du vieillissement. Profondément marqué par les parcours de vie, il subit au fil de temps des aménagements, et nécessite parfois des adaptations et des

équipements spécifiques, indispensables pour s'y maintenir. Dans une problématique générale consistant à penser la « créativité » au grand âge, notre communication cherchera à éclairer comment les individus vieillissants aménagent l'espace dans lequel ils se meuvent pour se maintenir dans leur logement ? À partir d'une recherche en cours qui vise à comprendre l'aménagement du logement au regard de l'usage et de la mise en œuvre des aides techniques à domicile, nous souhaitons observer les modalités de ce « réaménagement ». Sur la base d'entretiens menés auprès de personnes de plus de 75 ans ou de leurs aidants, en sus des enquêtes Handicap-Santé-Ménages et Handicap-Santé-Aidants, trois voies seront explorées : tout d'abord, nous questionnerons l'usage qui est fait des dispositifs techniques et les potentielles difficultés rencontrées ; puis, nous éclairerons les liens qui existent entre « aménagements » et « aides humaines » et, enfin, nous observerons – au-delà des dispositifs traditionnels – les pratiques innovantes d'aménagement de l'espace par les personnes âgées et leurs proches.

PETRY Hélène (helene.petry@sciences-po.org)

Doctorante / OSC Sciences-Po/CNRS

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1a (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

Wikipédia, la demi-révolution.

Après une première période de rejet de l'encyclopédie participative jugée trop peu fiable par la majorité des enseignants, Wikipédia est aujourd'hui le principal outil de recherche documentaire utilisé par les lycéens – avec l'aval plus ou moins nuancé de leurs professeurs. Cette encyclopédie représente une avancée considérable dans l'accès à la connaissance pour de nombreux élèves. En France, la recherche en ligne permet de lever une inhibition ou un rejet significatif du livre pour de nombreux adolescents, particulièrement dans les milieux populaires. Au Brésil, l'avancée est encore plus grande, puisqu'il existe peu de bibliothèques scolaires et municipales – bien moins que de salles informatiques et de cyber cafés. Les usages que les lycéens font de Wikipédia présentent néanmoins une limite majeure : la dimension participative, qui représente l'innovation cruciale du site, et la condition même de ce partage gratuit d'informations de qualité croissante, est totalement laissée de côté. En dépit de l'enjeu du partage démocratique du discours public, le modèle scolaire, qui repose encore sur la transmission plus que le partage des savoirs, contribue à laisser la parole sur le web participatif aux milieux plus favorisés qui en ont l'initiative. Les données empiriques reposent sur 600 questionnaires et 60 entretiens réalisés auprès d'élèves de 15 à 18 ans dans quatre établissements secondaires publics – deux en périphérie parisienne et deux à Rio de Janeiro.

PETTE Mathilde (mathilde.pette@gmail.com)

Doctorante en sociologie / CLERSE / Université de Lille 1

RT 21 Mouvements sociaux Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Engagement et expression artistique dans une mobilisation locale en faveur des sans-papiers : participation d'artistes et pratiques artistiques au service d'une cause.

Lors d'observations menées entre 2007 et 2010 auprès d'une mobilisation locale en faveur des sans-papiers, nous avons observé différents liens entre la cause défendue, les individus engagés et l'expression artistique. La musique et les chants constituent l'expression publique artistique la plus immédiate. Des moments de danse s'y mêlent parfois. Un répertoire de chants et d'airs musicaux s'est constitué et est imprégné des traditions musicales et des histoires de luttes des pays d'origine. La création artistique est aussi envisagée comme moyen d'action et d'interpellation du public. Les créations sont régulières et variées (photographies, peintures, enregistrements sonores, documentaires, pièces de théâtre, etc.). Œuvres de professionnels mais aussi d'amateurs, elles sont l'occasion d'événements publics « au service de la cause » mêlant simultanément activités artistiques et aspect militant (débat, témoignage, etc.). La place de l'émotion, des sentiments et des sens dans l'engagement, sera ici soulignée. Parmi les « soutiens » de la cause défendue, la présence d'artistes locaux et leurs itinéraires personnels permettent aussi d'envisager le lien entre mouvement social et création artistique. Comment se situent-ils dans la mobilisation ? Quels sont leurs moyens d'action ? Leur engagement et la cause défendue sont-ils mobilisés en retour dans leur pratique artistique ? Nous nous appuyons ici sur une série d'entretiens avec des artistes rencontrés lors de nos observations.

PETTE Mathilde (mathilde.pette@gmail.com)

Doctorante en sociologie / CLERSE / Université de Lille 1

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

La défense des étrangers dans un processus d'institutionnalisation : analyse d'un dispositif formalisé de négociation entre des associations et l'Etat.

Dans le cadre de nos recherches de doctorat sur les mouvements et les associations de défense des étrangers, nous avons mené des observations directes au sein d'une commission préfectorale permettant le réexamen des situations administratives d'étrangers en situation irrégulière, dits « sans-papiers ». Dispositif unique en France, cette commission réunit neuf associations dont les représentants exposent de manière succincte les dossiers d'étrangers ayant épuisé toutes les voies légales de recours. Nous reviendrons d'abord sur la mise en place de cette commission et sur les événements politiques locaux et nationaux qui ont précédé sa création officielle en 2007. Nous analyserons ensuite son fonctionnement. Que se passe-t-il dans ce lieu ? Quel type de parole y prennent les associations ? Nous verrons que cette commission constitue un outil à la fois pour les associations et pour la préfecture, un moyen de pression et une soupape de sécurité dans la réponse apportée aux demandes de titres de séjour. Nous verrons aussi comment ce dispositif de négociation implique des jeux et des tensions entre les associations, entre les associations et l'administration ainsi qu'entre les associations et les étrangers qui cherchent à y faire défendre leur cas. Comment les logiques d'institutionnalisation et de reconnaissance se manifestent-elles au quotidien pour les associations ? Dans quelle mesure les associations jouent-elles le jeu de l'Etat en participant à ce dispositif ?

PETTE Mathilde (mathilde.pette@gmail.com)

Doctorante en sociologie / CLERSE / Université de Lille 1

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

Poster Les mobilisations collectives comme espaces de co-inclusion pour les étrangers. Etude d'un comité de sans-papiers.

Cette communication (présentée sous forme de poster) prendra pour objet les mobilisations sociales en faveur des étrangers et plus particulièrement des étrangers en situation irrégulière sur le territoire français. Nous nous appuierons sur une enquête de terrain menée par observations et entretiens (formels et informels) à Lille, entre 2007 et 2010, auprès d'un comité de sans-papiers. En décryptant les pratiques d'action collective, le répertoire d'action et les rapports sociaux entre les participants, nous verrons d'abord qu'il est possible d'analyser ce type d'espaces de mobilisation comme des lieux favorisant le processus de co-inclusion (A.Bastenier, F.Dassetto, 1990) des populations migrantes avec les sociétés d'accueil, notamment parce que étrangers sans-papiers et « soutiens de la cause » non-étrangers s'y côtoient. La participation active des étrangers apparaît alors comme un moyen, pour ceux-ci, d'acquiescer de la reconnaissance et d'accéder à certaines formes de citoyenneté. Cette co-inclusion a cependant ses limites, dues en particulier au mode hiérarchisé de l'organisation mise en place et aux inégalités entre les participants dans leurs accès aux différents modes d'expression.

PEYRARD Catherine (catherine.peyrard@wanadoo.fr)

Enseignante-chercheuse / GRIS, Université de Rouen

BLANC Martine (martine.blancmerigot@laposte.net)

Enseignante-chercheuse / GRIS, Université de Rouen

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D20)

Marx versus Tarde : désaccords et accord, travail contraint et temps libéré

Les thèses respectives de Marx et Tarde sur le changement, le travail et la place que chacun d'eux accorde au travail libéré des contraintes du salariat ne nous invitent-elles pas à analyser différemment la place et le rôle des « inactifs » aujourd'hui ? Nous avons l'habitude de représenter ces deux auteurs en des espaces opposés de l'analyse de nos sociétés. Or Tarde ne cesse de dialoguer avec Marx, souvent pour attaquer ses positions mais aussi très souvent pour s'appuyer sur elles ou pour les rejoindre. Chacun analyse l'historicité de la société et projette un futur dans lequel l'activité libre aura remplacé le travail contraint. Tous les deux pensent l'avenir des humains comme des associations d'hommes libres aux liens sociaux intenses. Leurs intérêts vont se construire les uns pour les autres ; ce sera leur mode d'existence futur et non plus celui régi par la médiation des choses. Cependant, ce futur projeté va de pair avec la corne d'abondance chez le premier alors que le second intègre la finitude du monde, de ses ressources et la frugalité. Dans un premier moment, nous repérerons accords et désaccord entre Marx et Tarde concernant la modernité. Puis, dans un second temps nous prendrons acte de la place qu'occupe le temps libéré du travail contraint dans l'analyse de chacun en fonction de sa conception des besoins. Et enfin dans un troisième temps, nous verrons en quoi ces analyses permettent d'éclairer autrement la place et le rôle des « inactifs ».

PEYRARD Catherine (catherine.peyrard@wanadoo.fr)

Enseignante-chercheuse / GRIS, Université de Rouen

BLANC Martine (martine.blancmerigot@laposte.net)

Enseignante-chercheuse / GRIS, Université de Rouen

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Loi du 11 février 2005, reconnaissance du handicap psychique et droit égal au travail : tensions et paradoxes

La loi du 11 février 2005 est réputée avoir innové et reconnu le handicap psychique. Nous nous intéressons à la population catégorisée par les CDAPH, organes des MDPH, comme handicapée en raison de troubles psychiques. La reconnaissance de cette forme de handicap s'inscrit dans le processus plus large de la construction de la catégorie du handicap. La loi du 11 février 2005 inscrit ses formes de la solidarité dans le droit des personnes à être égales et donc en particulier vis-à-vis du travail. Or les processus de transformations du travail, ces dernières décennies se caractérisent par une précarisation de l'emploi et du travail, par une déstabilisation des collectifs de travail et nous savons que ces personnes sont parmi les plus stigmatisées (Le Clainche, Demuijnck, 2006). Dans un premier moment, nous reviendrons sur les cadres sociologiques qui alimentent notre réflexion. Dans un deuxième temps, nous traiterons du point de vue du travail, le processus de construction de la catégorie du handicap dans le registre législatif et enfin nous nous intéresserons à l'insertion professionnelle et au rapport au travail envoyé en stages de pré-orientation par les MDPH de l'Île de France. Le dispositif central de la recherche consiste en un suivi pendant trois ans à partir de leur sortie du stage des stagiaires volontaires, ce qui engendre 4 entretiens en face à face par personne, le premier étant fait au moment de la sortie.

PEYREFITTE Magali (magali.peyrefitte@gmail.com)

Recherche d'emploi / Université de Nottingham (UK)

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

'Suburbanisation' et récits diasporiques de mobilité

Ma recherche s'intéresse à l'expérience migratoire de certains 'British Asians' en les définissant comme des trajectoires diasporiques. Dans ce papier, il sera plus particulièrement question de trajectoires diasporiques en tant que récits de mobilité sociale et pas simplement en tant que mouvements migratoires. La 'suburbanisation' à Nottingham en Angleterre de certains membres faisant partie des communautés originaires du sous-continent indien est au coeur de cette discussion. Ce terme

considère les déplacements géographiques comme expression d'une mobilité sociale. Dans la géographie urbaine britannique, il qualifie le fait de s'installer dans les banlieues résidentielles après avoir vécu dans les quartiers plus défavorisés du centre des villes. C'est dans ces quartiers que les familles ayant participé à mon étude s'étaient établies à leur arrivée à Nottingham. D'un point de vue méthodologique, l'expérience diasporique est envisagée en tant que récit relayé par le travail de mémoire ou des procédés de re-mémorisation et d'anticipation entre générations. Dans cette optique, différentes méthodologies qualitatives ont été combinées pour cette recherche mettant en avant les récits de vie des enquêtés. Ces récits révèlent l'importance de l'éducation, de la réussite et de l'esprit d'entreprise. Ils déploient donc l'idée que l'expérience commune dans la 'South Asian diaspora' est souvent opérée au travers d'une communauté imaginée définie par la réussite de ses membres.

PEYRIERE MONIQUE (monique.peyriere@ehess.fr)

Chargée de cours / Université d'Evry/EHESS

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Quand Siegfried Kracauer invoque Érasme pour penser, avec objectivité, l'approche filmique de la réalité sociale.

Au tournant des années 60, une fois publiée son œuvre majeure consacrée au cinéma, Théorie du Film, Siegfried Kracauer porte une attention singulière aux écrits d'Érasme, qui devient pour lui une figure essentielle pour penser les tensions entre le neutre, l'objectif et l'engagé. En replaçant cette réflexion parmi les controverses qui, au sein de la Revue Internationale de Filmologie, agitent les chercheurs en sciences sociales (Edgar Morin, Roger Girard les premiers) sur les rapports complexes entre démarche sociologique et filmique, nous essaierons de penser l'injonction d'objectivité qui pèse sur le film documentaire de sciences sociales. En suivant la piste ouverte par Kracauer dès les années vingt dans ses textes sur la photographie, nous nous demanderons alors ce que pourrait signifier, aujourd'hui, une rédemption matérielle de la réalité par la caméra. Monique Peyriere ; Centre Pierre Naville de l'Université d'Evry et chercheuse associée du Centre Edgar Morin (IIAC/CNRS-EHESS).

PHILIPPON Alix (alix_philippon@hotmail.com)

ATER / Sciences Po Aix

RT 43 Sociologie et religions Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Le développement d'un soufisme occidentalisé au Pakistan

Si la mondialisation engendre de la différenciation sociale et religieuse, elle favorise dans le cas des pays du Sud une élite cosmopolite, et participe à la structuration de profils sociaux et religieux très minoritaires dans la réalité sociologique de leur pays. Elle génère alors quelquefois des demandes religieuses que l'offre locale ne satisfait plus, ou plus entièrement. Pour nombre de Pakistanais éduqués, occidentalisés et libéraux, l'offre soufie disponible sur le marché religieux pakistanais est au mieux trop populaire, au pire dégénérée voire dangereuse. De nombreux acteurs se sont donc tournés vers des ordres soufis occidentalisés (dont les shaykhs sont installés en Occident) qui ont opéré récemment un retour en terre d'islam et où le contenu mystique est toujours bien présent dans la pratique. L'interprétation qui est faite du soufisme s'inscrit dans une philosophie universaliste mettant l'accent sur l'expérience intérieure, l'unité des religions par-delà les différences formelles et le dialogue. Dans cet effet boomerang de la globalisation du religieux, si le soufisme a trouvé sa place dans le marché religieux occidental, et plus précisément dans la nébuleuse mystique ésotérique, il a également su attirer à lui les cercles de la bourgeoisie libérale pakistanaise, travaillés par les mêmes valeurs d'une société démocratique libérale marquée par l'indépendance individuelle, et hostiles aux expressions normatives, politisées et réactives de l'islam.

PICARD Fabienne (fabienne.picard@utbm.fr)

MCF / UTBM

RT 26 Réseaux Sociaux Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h ECO 5)

Trajectoires d'émergence des projets coopératifs d'innovation dans le cadre de réseaux inter-organisationnels territorialisés

La création d'innovations se réalise de plus en plus dans un contexte coopératif, impliquant échanges, interindividuels, inter-organisationnels, coordination. Fort de ce constat, les pouvoirs publics français ont lancé en 2004 une politique d'innovation centrée sur les pôles de compétitivité, forme archétypale des réseaux inter-organisationnels territorialisés. Les travaux évolutionnistes nous éclairent sur l'analyse que nous pouvons faire des réseaux ainsi constitués. En traçant les liens antérieurs à la labellisation d'un projet coopératif d'innovation, il devient possible d'appréhender la nature des éléments catalyseurs des coopérations. L'objectif de notre contribution est d'analyser la trajectoire des projets d'innovation, c'est-à-dire un mouvement avec mémoire et apprentissage, non aléatoire, guidé par une dépendance de sentier, immergé dans un contexte culturel et social spécifique. Pour répondre à cette question nous analysons des facteurs d'émergence de la coopération dans 11 projets d'innovation labellisés par pôle de compétitivité Véhicule du Futur d'Alsace Franche-Comté. Nous montrons que derrière une configuration morphologique différente des réseaux, l'hypothèse d'une trajectoire coopérative construite dans le temps et non aléatoire est validée.

Auteurs non communicants : Nafaa HAMZA-SFAXI, et Caroline HUSSLER UTBM-RECITS

PICOT Aurélie (aurelie_picot@yahoo.fr)

Doctorante / EHESS - CMH

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Euphémisation des inégalités sociales et individualisme égalitaire. Enquête dans un service de protection de l'enfance en Norvège.

D'après une enquête menée dans le canton de Genève, les professionnels intervenant dans les situations de maltraitance, soucieux avant tout des besoins de l'enfant, privilégient des explications causales de type psychologique et moral au détriment de la prise en compte des effets des conditions socio-économiques. L'euphémisation de la pauvreté et des différences de classe traduirait un changement de sensibilité collective à l'égard des inégalités sociales. L'objectif de cette étude est de discuter la validité de cette hypothèse dans un autre contexte, marqué par un Etat très protecteur, la société norvégienne. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de travailleurs sociaux d'âges et de formations variés, employés dans un service de protection de l'enfance d'une grande ville. Par-delà l'euphémisation des inégalités, les pratiques d'intervention des agents de l'Etat social norvégien auprès des enfants pauvres sont emblématiques d'une configuration particulière des relations d'interdépendance entre des normes sociales, des formes d'intégration et des attitudes à l'égard des différences sociales, qui s'oppose au familialisme : l'individualisme égalitaire.

PIERRE Jérémie (jeremy.pierre@univ-mlv.fr)

Doctorant / Laboratoire ACP-GREHSS, Université Paris-Est Marne-la-Vallée

SCHUT Pierre-Olaf *présence à confirmer* (po.schut@univ-mlv.fr)

Maître de conférences / ACP, Université Paris-Est Marne-la-Vallée

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6d (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 8)

La création des « Certificats de Qualification Professionnelle » par la branche sport depuis 2000. Une innovation majeure dans la régulation politique de l'encadrement sportif.

Le métier d'éducateur sportif est une profession réglementée. Depuis plusieurs décennies, le Ministère chargé des Sports (MS) conserve un quasi-monopole sur la formation des cadres et la délivrance des diplômes. La loi de modernisation sociale de 2002 ouvre la porte à une nouvelle certification : les « certificats de qualification professionnelle » (CQP). Les CQP apparaissent comme une innovation majeure dans l'emploi sportif dans la mesure où ils permettent l'encadrement contre rémunération et sont le résultat d'un travail concerté entre représentants syndicaux, d'employeurs et d'employés. Cette action de régulation de l'emploi sportif ouvre une nouvelle ère qui bouscule l'organisation du marché. L'objectif de cette communication est de mettre en évidence les mécanismes de régulations politiques mis en œuvre pour encadrer la fin du monopole public dans le développement des certifications relatives à l'emploi sportif. Notre analyse s'organise à deux niveaux. D'une part, nous appréhenderons les processus de négociation, les tensions, les conflits au sein de la branche sport mais aussi avec le MS autour de la construction des CQP. Puis, avec une approche plus économique, nous mettrons en évidence les impacts attendus sur le marché de l'emploi de la branche sport compte tenu des prérogatives d'exercice et de la structure du marché. Se dessine alors une nouvelle gouvernance partagée, davantage horizontale, dans laquelle l'Etat n'est plus en position de monopole.

PIERRE Magali (magali.pierre@edf.fr)

Chercheur en entreprise / EDF R&D

RT 23 Travail, activité, technique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP B)

Expérimenter le véhicule hybride rechargeable : une reconfiguration du système de mobilité ?

Des expérimentations actuellement en cours sur les véhicules à traction électrique visent à raffermir certains aspects techniques du système. Nous montrons dans cette communication en quoi elles sont également l'occasion d'une mise au point des usages, et en cela d'une définition itérative du cadre de fonctionnement. Pour étayer cette démonstration, nous nous appuyons sur le cas d'une expérimentation en cours actuellement, qui consiste à déployer auprès d'une centaine de personnes des voitures dont la traction est partiellement électrique (voitures hybrides rechargeables) et à mettre à leur disposition l'équipement de charge adéquat. Ainsi, les conditions de déploiement de l'expérimentation rendent compte du rapport au système sociotechnique. Plus précisément, les modalités de mise à disposition du système sociotechnique, combinées aux logiques d'implication dans le projet, dessinent différents types d'usages du système sociotechnique, constitué du véhicule (utilisé pour différents types de trajets), de l'infrastructure de charge et des outils matérialisant les consommations d'énergie. Certains de ces chemins d'usage sont en rupture avec les configurations classiques d'utilisation des voitures. Ainsi, plus que dans les objets techniques que sont la voiture et l'infrastructure de charge, la nouveauté nous semble résider dans les pratiques de recharge, de maîtrise des déplacements et d'attention énergétique qu'ils induisent.

PIERRET Régis (regis.pierret@wanadoo.fr)

Sociologue, directeur du LRI / ITSRA

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D6)

Précarité et changement des représentations de la déviance par le travail social

Durant les trente glorieuses, le travail social avait vocation à intégrer les exclus de la croissance. Depuis les années 80, la massification du chômage, la démultiplication des publics ont changé considérablement la perception que les travailleurs sociaux avaient de leur travail. Lorsqu'une société est en mesure de permettre à chacun d'avoir sa place, les normes qu'elle met en place apparaissent comme incontestables. Les « croisés de la morale » sont alors les exécutants des « entrepreneurs de morale ». Quand une société se paupérise, la pauvreté n'est plus une étape mais un état, une disjonction s'opère entre les

croisés de la morale et les entrepreneurs de morale. Les entrepreneurs de morale, à l'instar des travailleurs sociaux modifient leurs représentations antérieures de la déviance. L'éthique de conviction cède la place à l'éthique de responsabilité, comment condamner une personne qui met tout en œuvre pour améliorer ses conditions de survie, les moyens fussent-ils illégaux. Aussi, les contours qui dessinaient naguère les contours de la norme et de la déviance deviennent flous. Certains actes perçus naguère comme déviants tels le travail au noir, les combines ne sont plus perçus comme tels, ce ne sont plus des déviances ou des déviances tolérées, mais des déviances acceptées. Ce sont ces changements des perceptions de la déviance par les travailleurs sociaux que nous aborderons.

PIETTRE Alexandre (a_piettre@yahoo.fr)

Chercheur associé / CSPRP - Université Paris 7

RT 21 Mouvements sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Les usages d'Internet et des réseaux sociaux dans la formation de l'économie morale et la subjectivation politique des nouveaux acteurs islamiques du Parti des Indigènes de la République

Dans le cadre d'une recherche en cours sur le renouveau islamique comme support de politicalité du point de vue des quartiers populaires, je présenterai les premiers résultats d'une enquête conduite auprès des nouveaux acteurs islamiques du PIR. Ces nouveaux militants qui se caractérisent par leur jeunesse (moins de 30 ans) et leur piété, semblent déployer deux modes d'usage d'Internet et des réseaux sociaux. A savoir un usage impolitique qui contribue à la formation de leur économie morale en tant que sujet pieux, et qui les fait participer à des débats relatifs aux techniques de soi qu'il convient d'adopter pour le culte et dans la vie quotidienne. Par ailleurs, et sur la base de cette grammaire religieuse qui leur confère une capacité d'agir, un usage plus directement politique d'Internet et des réseaux sociaux qui peut entrer en tension avec les normes islamiques, voire les contourner. A la lumière de ces croisements paradoxaux entre éthique et politique, nous interrogerons les approches théoriques de la sociologie de l'espace public, marquées par une hantise de la communauté et conférant à l'espace public une grammaire qui lui est propre en matière de civilité, en nous demandant si la dimension religieuse des usages d'Internet ne constitue pas avant tout un support qui permet de réinterroger les normes qui instituent les frontières de l'espace public - dans l'espace national et européen comme dans l'espace musulman – et de faire advenir un espace public cosmopolitique.

PIMOR Tristana (tristana.pimor@gmail.com)

Doctorante, chargée de TD / LACES Bordeaux 2 sciences de l'éducation

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D6)

Déviance zonarde : un conformisme déviant

Une étude ethnographique sur des jeunes dits en errance, vivant dans un squat, nous a permis de mieux saisir que la violence sous diverses formes ne constituent pas uniquement l'expression d'un mal être (F. Chobeau, 1996 ; J. Guillou, 1998). Cette violence pourrait être entendue comme l'indicateur d'une culture déviante (A.K. Cohen, 1955 ; H.S. Becker, 1985). L'apparence singulière de ces individus (S. Thibault, 2005 ; E. Goffman, 1973), leur manière de vivre, opposées à nombre d'injonctions sociales (emploi, sédentarité, pacifisme, hygiène...), heurtent un certain nombre d'acteurs : riverains, commerçants. Ces jeunes, issus majoritairement de familles en difficulté, nous amènent à nous questionner sur la déviance en tant que stratégie réactive à un fatalisme social, en tant que productrice d'une identité, d'une culture. Par l'intermédiaire d'interactions spécifiques dans leur groupe et avec le monde extérieur, la culture zonarde émerge (F. Barth, 1995). Ainsi, les actes jugés hors normes par notre société se révèlent dans ce contexte : régulateurs, fédérateurs, idéologiques. Une analyse multi niveaux de la déviance sera proposée : individuelle avec des logiques de rationalité (Hirshi. T, 2009 ; Cusson. M, 2005), structurelle du fait de l'origine populaire des acteurs, situationnelle, culturelle et interactionniste (Hagan. J, Mc Carthy. B, 1997).

PINA STRANGER ALVARO (alvaropinastranger@gmail.com)

Doctorant / IRISSO Dauphine

RT 26 Réseaux Sociaux Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 5)

Bringing personalized ties back in:

Using a unique data set collected in France among biotech entrepreneurs and their venture capital investors (VCs), we measure the added value of personal relationships at the interorganizational level. Our analyses show that when two entrepreneurs share a personal collaboration tie or a personal friendship tie with a VC investor, the probability of having an advice tie and thus exchange tacit knowledge increases significantly. We confirm the importance of this kind of social embeddedness in the biotech industry where personalized ties—as opposed to institutional and contractual relationships—at the interorganizational level had not yet been examined systematically. Our results suggest that strategies of personalization of exchanges are vital for interorganizational learning. These strategies help entrepreneurs to access resources, participate in knowledge building, and co-orientate activities in this sector.

Auteur non communicant : Emmanuel Lazega Professeur IRISSO Dauphine

PINET Nicolas (npinet@wanadoo.fr)

Docteur / Centre Maurice Halbwachs (EHESS) - équipe ERIS

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Comment agir ? Rapport aux médias et volonté de changement social dans le discours des jeunes adultes de Santiago du Chili, New-York et Paris

Au-delà des différences sociales et nationales dans les formes de consommation médiatique, le journal télévisé, comme d'autres types de support informatif, requiert de la part des personnes qui le regardent un positionnement vis-à-vis des informations délivrées. Cette communication s'intéresse à la gestion de ces positionnements par les jeunes adultes (25-34 ans), principalement à partir d'une analyse d'entretiens semi-directifs réalisés à Santiago du Chili, New York et Paris. Dans deux tiers des entretiens s'exprime une envie d'agir, un désir de participer à une transformation de la société, qui cherche des canaux d'action. Il s'agira donc de voir comment s'articulent envie d'agir et consommation des médias. On montrera que les actions menées en vue de changements sociaux se développent la plupart du temps en opposition – explicitée ou non – aux injonctions médiatiques ressenties comme inatteignables et incapacitantes. L'accent mis sur le proche et le petit, considérés comme des indices de « faisabilité », est alors parfois couplé à une prise de distance critique vis-à-vis de l'accablement produit par l'enchaînement des drames médiatiques. Se combinent ainsi, dans le rapport aux médias et à l'information des jeunes adultes, volonté de savoir comme modalité de l'ancrage spatiotemporel – en référence notamment au cadre national qui constitue un objet médiatique privilégié –, expérience et consolidation du lien social, et distance critique protectrice de la capacité d'agir.

PINET Nicolas (npinet@wanadoo.fr)

Docteur / Centre Maurice Halbwachs (EHESS) - équipe ERIS

RT 21 Mouvements sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Transformation de l'horizon d'attente et crise de la conviction téléologique dans les années 70 : éléments de généalogie autour de la question de l'usage de la violence politique

Innovation et création s'inscrivent toujours dans un « champ d'expérience » qu'informe et oriente un « horizon d'attente ». Or, depuis les années 1970, cet horizon d'attente a connu une reconfiguration notable, entraînant avec elle un renouvellement des formes de l'action collective. L'avènement, à plus ou moins court terme, d'une société meilleure par le biais d'une révolution était, au début des années 70, une perspective palpable qui pouvait servir de moteur à l'action – conviction téléologique. Cette forme de conviction est en revanche presque inexistante dans des entretiens réalisés avec des jeunes adultes au milieu des années 2000. Pour étudier l'entrée en crise de cette forme de conviction, il faut trouver un angle d'approche permettant une analyse concrète des transformations subjectives qui y président. La question de l'usage de la violence à des fins politiques, très présente au début des années 70, semble en constituer un : le recours à la violence ne prend son sens qu'au nom d'un futur meilleur, c'est-à-dire en référence à une conviction téléologique. Qu'est-ce que la disqualification progressive de la violence politique peut nous apprendre sur l'entrée en crise de cette forme de conviction ? C'est à cette question que je tenterai d'apporter des éléments de réponse à partir d'écrits – témoignages, récits autobiographiques – rédigés dans la seconde moitié des années 70 et au-delà, par des personnes ayant eu recours ou défendu l'usage de la violence politique.

PINTO Aurélie : voir à MENOUX Thibaut

PINTO Vanessa (vanessapinto@free.fr)

Chercheuse associée / CESSP (CNRS/EHESS/Paris I)

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Les définitions sociales des "petits boulots" étudiants. Entre activités de nécessité et expériences professionnelles

Si le thème de l'emploi étudiant fait toujours l'objet de controverses, toutefois la définition sociale de cette activité comme une « expérience professionnelle » à valoriser tend à s'imposer, au moins dans le cadre des réformes récentes. L'analyse historique permettra d'abord d'éclairer l'imposition progressive de cette définition et de montrer que, dans d'autres contextes sociohistoriques, d'autres visions de l'emploi étudiant ont prévalu. Ainsi, des années 1920 à la fin des années 1950 (période caractérisée par la faiblesse des effectifs universitaires), l'emploi étudiant est surtout perçu comme une activité de nécessité et comme un des signes de paupérisation d'une fraction des étudiants. À partir des années 1960, l'emploi étudiant est de plus en plus présenté comme l'expression d'une « volonté d'autonomie » à l'égard de la famille. Enfin, dans le prolongement des analyses en termes de « relation formation/emploi » développées dès les années 1960, l'emploi étudiant tend, à partir des années 1990, à être envisagé sous l'angle de la « professionnalisation » des études. On se proposera ensuite de mettre en évidence les différents points de vue que les syndicats étudiants portent actuellement sur le thème de l'emploi étudiant et de présenter brièvement le rapport que le Conseil Économique, Social et Environnemental a récemment consacré à cette question et dans lequel il préconise de « faire du travail étudiant un atout ».

PIRONE Filippo : voir à RAYOU Patrick

PLESSARD Cécile (cecileplessard@yahoo.fr)

Doctorante / CED-CFSSA

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Evaluation d'une politique publique : « Des Réseaux locaux pour la persévérance et la réussite des jeunes Aquitains »

Confrontée au décrochage scolaire, et suite aux nombreux échanges franco-qubécois depuis 2008, la Région Aquitaine oriente sa politique pour prévenir et lutter contre ce dernier. Parallèlement, le Ministère de la Jeunesse et des Solidarités Actives, via le Fond d'Expérimentation pour la Jeunesse, prévoit une politique innovante dans le domaine de la jeunesse et notamment les sorties prématurées du système de formation initiale. En 2009, la RA dépose un projet auprès du FEJ: « Réseaux locaux pour la persévérance et la réussite des jeunes Aquitains ». Cette expérimentation a pour objectif de soutenir le partenariat des institutions locales sur trois territoires aquitains. Celle-ci s'appuie sur le modèle québécois : repenser les ruptures scolaires et

les associer à une démarche partenariale, d'où le terme de « persévérance » et la mise en place de « réseaux ». L'expérience québécoise propose également un changement d'échelle dans l'analyse des pratiques et des solutions empiriques. Cette expérimentation pose ainsi la question du transfert des pratiques et la diffusion de modèle politique. Au niveau local, le changement des pratiques est-il possible ? Au niveau régional, la collaboration inter-institutionnelle va-t-elle accompagner ou freiner la mise en place des réseaux ? Au niveau national, cette expérimentation est-elle réalisable dans le système politique et administratif actuel ? Cette expérience du local peut-elle être vue autrement qu'une injonction nationale ?

PLEYERS Geoffrey (geoffrey.pleyers@uclouvain.be)

Chercheur FNRS / UC Louvain & CADIS/EHESS

RT 21 Mouvements sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

Le mouvement altermondialiste au-delà de la crise: devenir acteur à l'âge global?

Le mouvement altermondialiste s'est construit dans la rencontre sous tension de deux logiques d'action. La première s'appuie sur la connaissance et l'expertise, la seconde sur la subjectivité et la créativité. Cette contribution se penchera sur l'évolution de ces deux cultures politiques et de l'altermondialisme dans son ensemble au cours des deux années qui ont suivi la crise économique et financière. Le succès récent de publications et d'initiatives altermondialistes dans l'hexagone invitent à formuler l'hypothèse d'une mutation des formes d'action du mouvement et d'une certaine institutionnalisation à partir des parcours individuels des activistes de la "Génération Seattle". Le mouvement pour une justice climatique a également contribué à transformé les acteurs et réseaux altermondialistes, notamment dans leur rapport aux responsables politiques.

POBLETE LORENA (lorena.poblete@conicet.gov.ar)

Chercheur / IDES-CONICET/ CRIA-EHESS

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV HALL)

Au croisement de politiques d'emploi et de politiques sociales : le dispositif d'aide à domicile après de personnes âgées dépendantes

Le dispositif d'aide à domicile pour les personnes âgées a pour objectif affiché de donner aux personnes âgées dépendantes la possibilité de continuer à vivre dans leur domicile. Il tente d'anticiper la pénurie de places dans les institutions d'accueil de personnes âgées qui semble la conséquence logique de l'évolution démographique. Dans un contexte de transformation de l'État social, ce dispositif apparaît comme la solution la moins coûteuse qui permet, en associant le secteur privé, d'assurer la prise en charge de personnes âgées dépendantes. Également, ce dispositif est présenté comme une politique d'aide à l'emploi. Or, le bénéficiaire n'est pas seulement la personne âgée dépendante, mais aussi la personne qui travaille en tant qu'aide à domicile. Ainsi, la diminution du chômage de travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés et la réduction du travail non déclaré, qui semble être une caractéristique des services à la personne, s'affichent comme d'autres objectifs de ce dispositif. L'objectif de cette communication est d'analyser le dispositif d'aide à domicile aux personnes âgées dépendantes en tant qu'innovation dans les champs de politiques sociales. Il s'agit d'étudier, à travers l'analyse de la réglementation, mais aussi de sa mise en application, la façon dont à l'intérieur de ce dispositif s'articulent de manière problématique des objectifs qui répondent à des types de politiques publiques différentes.

POBLETE LORENA (lorena.poblete@conicet.gov.ar)

Chercheur / IDES-CONICET/ CRIA-EHESS

HEREDIA Mariana (heredia.mar@gmail.com)

Chercheur / CONICET

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

Mondialisation du vin et stratification socio-professionnelle. Une approche aux classes sociales et à ces rapports à Mendoza-Argentine

Les études récentes sur la stratification sociale en Amérique latine ont tendance à être rares, à l'échelle nationale, et concentrées sur les effets les plus régressifs du cycle néolibéral. Afin de contribuer à la connaissance des inégalités sociales dans l'Argentine contemporaine, cette proposition examinera comment la restructuration de la production du vin à Mendoza a abouti à la recomposition de ses différentes catégories socio-professionnelles ainsi que des rapports établis entre-elles. Mendoza est la principale province productrice de vin depuis le début du XXe siècle et elle a connu une profonde reconversion pour intégrer ses produits au marché international. La vitesse et la profondeur de ces transformations dans un espace géographique restreint ainsi que le succès fulgurant de cette intégration rendent cette activité un laboratoire privilégié pour analyser les impacts sociaux de la transnationalisation d'une agro-industrie. Recherche réalisée en partenariat entre une sociologue des élites et une sociologue du travail, cette proposition est fondée sur trente entretiens avec de propriétaires des bodegas, de gestionnaires et de praticiens de la viticulture, soixante entretiens avec des travailleurs non qualifiés, du matériel documentaire et statistique. L'analyse abordera les grands traits de la reconversion, les changements de chacune des différentes catégories et des rapports établis entre et parmi elles, en dedans et en dehors des bodegas.

POCHIC Sophie (sophie.pochic@ens.fr)

Chercheuse CNRS / CMH CNRS

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D18)

La reconversion des anciens cadres syndicaux : une question « nouvelle » à la lumière des pratiques passées

Depuis 2008, les entreprises doivent se préoccuper du déroulement de carrière des syndicalistes et les militants sont incités à entamer des procédures de VAE syndicale pour accompagner leur sortie de mandat(s). Nous proposons de revenir sur cette question à la lumière des pratiques passées de reconversion des cadres syndicaux de la CFDT en croisant archives syndicales et récits de carrière de reconvertis. Comment et sous quelle forme a émergé une politique formelle d'accompagnement à la reconversion des cadres syndicaux ? Quels étaient les contextes organisationnels ou conjoncturels, les ressources personnelles, qui leur permettaient de réintégrer la vie professionnelle ? Les entreprises françaises ont toujours été réticentes à recruter d'anciens syndicalistes, a fortiori âgés et ayant acquis leur statut de cadre en cours de carrière, à part de rares exceptions. Les réseaux de la CFDT dans l'économie sociale mais aussi l'organisation elle-même servaient souvent de sas de sortie ou de filet de rattrapage pour ceux qui ne provenaient pas d'administrations ou d'entreprises à statut. L'institutionnalisation de la VAE militante, ainsi que l'appel à la responsabilisation des entreprises, peut être ainsi lue comme un moyen détourné pour externaliser une responsabilité difficile à exercer pour les fédérations et la Confédération, et répondre aux attentes de militants plus qualifiés et conscients des risques professionnels de leur engagement.

POCHIC Sophie : voir à **BOUFFARTIGUE Paul**

POHN-WEIDINGER Axel (axel.pohn-weidinger@gmx.at)

étudiant / CRESPPA-GTM

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 13)

Ecrire aux HLM : entre catégories indigènes et catégories institutionnelles

A partir des matériaux écrits (lettres, dossiers, formulaires) provenant de deux enquêtes de terrain, l'une dans une cité HLM, l'autre dans la section de logement social d'une mairie, cette communication interroge la façon dont les individus demandent les droits afférents au logement. Accéder au parc HLM, demander une mutation, mettre à jour son dossier, signaler un changement de situation, demander des réparations, justifier son éligibilité: à de nombreuses occasions, demandeurs de logement ou locataires sont censés produire une vérité sur leur situation afin de la faire correspondre aux termes juridiques qui lui seraient applicables. Ce sont les modalités de cette « mise en correspondance », entre le vécu d'une situation d'un point de vue individuel et le droit formel que nous proposons d'examiner. Dans notre corpus, celle-ci s'effectue selon au moins quatre opérations différentes, qui permettent au demandeur de se décrire comme étant « dans le droit ». 1) Faire du général avec du particulier, et inversement 2) Ségréguer les différentes lignes de présentations soutenables afin d'écarter les éléments non pertinents 3) Faire du droit avec de la morale, lorsque celui-ci concerne l'image de soi 4) Faire du droit avec du droit, lorsqu'un statut devrait produire des droits. Le recours au droit apparaît comme un accomplissement pratique, qui s'appuie à la fois sur une connaissance juridique diffuse, sur un sens ordinaire de la justice, et sur l'appréciation de sa propre situation.

Auteur non communicant : Emilia Schijman allocataire de recherche Paris 7

POLICARPO Verónica (veronica.policarpo@gmail.com)

Assistante / Université Catholique du Portugal

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP E)

Les Logiques de L'Expérience Sexuelle

Dans cette communication, je présente une synthèse de quelques résultats d'une recherche de doctorat au Portugal sur les trajectoires sexuelles des individus et les modes pluriels dont elles sont construites. Le concept central pour accomplir cet objectif de recherche est celui d'expérience, d'après la théorie de l'expérience sociale de François Dubet (1994; 2005) en articulation avec les théories de l'action sociale plurielle (v.g. Lahire, 2003) et la réflexion sur la possibilité d'une sociologie de l'individu, par exemple soutenue par concepts comme celui d'épreuves sociales (Martucelli, 2006). J'ai essayé, donc, d'adapter un modèle de l'action sociale individuelle à un nouvel objet d'étude auquel il n'avait pas encore été adapté (le comportement sexuel), en l'articulant avec d'autres contributions théoriques dans le champ de la sociologie de la sexualité, comme c'est le cas des scripts sexuels (Gagnon et Simon, 1973). J'ai ainsi arrivé à un modèle empirique d'expérience sexuelle, en partant des trois logiques d'action décrites par F. Dubet (1994 et 2005), à savoir, intégration, stratégie et subjectivation. Pourtant, notre but fut celui de l'adapter à l'étude de la sexualité : dans ce cas, quelles significations assument chacune de ces logiques d'action ? Comment est-ce que chacune d'elles est définie, en nos permettant de mieux comprendre le profil de l'expérience sexuelle des individus?

PONTBRIAND Annie (annie.pontbriand@enap.ca)

Coordonnatrice de recherche / École nationale d'administration publique

GOYETTE Martin (martin.goyette@enap.ca)

Professeur agrégé / ENAP (École nat. d'adm. pub)

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 15)

Parcours d'entrée dans la vie adulte de jeunes autochtones : une lecture dynamique des trajectoires.

Pour les jeunes socialisés dans un contexte de migration ou de transition culturelle accélérée, l'entrée dans la vie adulte représente un processus qui peut s'avérer particulièrement complexe. La confrontation de valeurs et de normes issues de cadres

de référence difficilement conciliables se superpose à la difficulté inhérente au processus même du passage du statut d'adolescent à celui d'adulte. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les travaux réalisés par notre équipe de recherche qui visent à mieux comprendre la particularité des modalités d'entrée dans la vie adulte des jeunes autochtones, population confrontée au défi d'une double construction identitaire, alors qu'ils doivent se définir à la fois individuellement comme jeune adulte tout en étant partie prenante d'une redéfinition collective plus large. Une collecte de données longitudinale réalisée dans trois communautés autochtones du Québec a permis de suivre le parcours de jeunes en regard des différentes transitions marquant le passage à la vie adulte et de mettre en lumière la particularité des défis auxquels ils sont confrontés ainsi que les stratégies qu'ils déploient. S'intéresser à la façon dont ces jeunes négocient des injonctions parfois contradictoires permet de cerner des domaines où la jeunesse autochtone peut s'avérer porteuse d'innovation sociale.

POPA Ioana (ipopa@u-paris10.fr)

Chargée de recherche au CNRS / Institut des Sciences sociales du politique UMR 7220

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

Les libertés de création et de circulation : des droits à faire reconnaître. La Fondation pour une entraide intellectuelle européenne et les échanges culturels et scientifiques Est-Ouest

Les libertés de création intellectuelle et de circulation internationale des personnes et des biens culturels sont fortement restreintes sous des régimes de type autoritaire. A l'heure de la Guerre froide et à une échelle transnationale, des acteurs divers œuvrent cependant en faveur de leur reconnaissance et de leur application dans les pays communistes en prenant appui sur les échanges culturels et scientifiques Est-Ouest. Cette communication ciblera l'un d'entre eux : la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne. Envois de livres vers l'Europe de l'Est, octroi aux intellectuels de ces pays de bourses en Occident, organisation de colloques internationaux comptent parmi ses formes d'action à partir du milieu des années 1960 jusqu'au tournant des années 1990. Il s'agira de retracer les pratiques proprement dites mises en œuvre en s'interrogeant sur leur efficacité et de repérer les interlocuteurs institutionnels ou individuels de la fondation en Europe de l'Est ainsi que ses collaborateurs occidentaux. Ces constats sont étayés par une enquête prosopographique en cours sur ses boursiers. Cette analyse permet d'éclairer des stratégies de combat anticommuniste ayant eu recours à différents vecteurs de circulation transnationale. Elle contribue aussi à mettre en perspective la légitimation de nouvelles élites lors de la démocratisation politique entamée en Europe de l'Est par le changement de régime en 1989.

POULET Célia (celia_poulet@yahoo.fr)

Doctorante / Université de Provence/LAMES

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

L'engagement maçonnique, entre individualisation des parcours et vocation universaliste.

Si les institutions maçonniques se sont construites sur un programme revendiqué d'amélioration de l'humanité par l'initiation de certains, la pratique sur laquelle repose l'apprentissage est essentiellement individuelle : l'écriture de textes sur des sujets relativement abstraits, et leur présentation en assemblée. Ce faisant, l'encadrement ritualisé de ces travaux, et la gradation de l'apprentissage (depuis le grade d'apprenti jusqu'aux différents degrés de la maîtrise) font écho à l'élaboration d'une normativité collective en loge; plus particulièrement, l'organisation des obédiences (les fédérations de loges) repose sur des systèmes de représentation du local au niveau national supposant une certaine commensurabilité des approches et des thèmes traités. Cette communication utilise les concepts de la sociologie de l'éducation afin d'explorer, à titre de terrain exemplaire, les mécanismes de l'apprentissage et de l'élaboration d'un langage commun dans une structure de type associatif, ainsi que ses enjeux en termes d'apprentissage de la prise de parole démocratique.

POUPONNEAU Florent (florent.pouponneau@univ-paris1.fr)

Doctorant et ATER en science politique / Université Paris 1 (CESSP-CRPS)

RT 34 Sociologie politique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Quand la prise de parole et la défection conduisent à la loyauté : une socialisation pratique à l'ordre politique international lors des «différends transatlantiques» sur l'Irak et l'Iran (2003-2006)

Cette communication se propose de prolonger la réflexion sur l'adhésion aux ordres politiques en questionnant, à partir des outils et méthodes ordinaires des sciences sociales, les déterminations de la contestation et de la conformité de l'Etat, et de ses porte-parole, à l'ordre politique international. L'analyse se porte pour cela sur l'évolution du comportement français, entre 2003 et 2006, concernant la guerre contre l'Irak et la gestion du nucléaire iranien. La démonstration, attentive à l'évolution des pratiques protestataires à l'égard des Etats-Unis, pointera l'apprentissage pratique des acteurs, au cours de leur activité d'insoumission, des limites structurelles de leur espace de jeu et de la nécessité, faute de pouvoir faire autrement, de se montrer loyaux vis-à-vis de l'institution dominante pour prétendre gérer des problèmes internationaux. A travers cet objet, il s'agit aussi de questionner ce que peut apporter à la compréhension de la politique étrangère, une transposition contrôlée des modèles d'Hirschman d'expression du mécontentement face à une institution critiquée pour la détérioration de ses performances. Cette perspective, en donnant à voir la complexité et l'ambiguïté des pratiques observées, aide, notamment, à mettre à distance les rationalisations des acteurs. L'enquête empirique s'appuie sur l'analyse d'une grande variété de documents publics qui complètent plus d'une trentaine d'entretiens approfondis avec des protagonistes aux positions contrastées.

POURTAU Lionel (lionel.pourtau@free.fr)

Chargé de programmes / Unité de recherche en SHS, IGR, Villejuif

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 20)

Les professions indépendantes face au cancer. Un élément de réflexion sur la vulnérabilité et les inégalités

Nous présenterons les premiers résultats d'une recherche en cours soutenue par la Ligue contre le cancer et le Régime Social des Indépendants (RSI). La population des indépendants en France, au sens des professions éligibles au RSI (2 millions de cotisants, en croissance globale de 22,5 % sur dix ans, pour 3,5 millions de bénéficiaires en 2009) compte parmi les plus exposées aux conséquences socio-économiques du cancer : le retour au travail est contraint plus précocement ; avec les ouvriers, les indépendants déclarent la plus forte perte de revenu du ménage consécutive à la maladie. La position des indépendants face au cancer permet de poser la question de la pertinence des modèles de gestion du risque et des responsabilités. Alors que le statut d'entrepreneur individuel connaît un succès indéniable, elle met en lumière le développement de la précarité et de la vulnérabilité, ainsi que la persistance et la transformation d'inégalités sociales fortes (y compris à l'intérieur de la catégorie elle-même). Elle appelle enfin à l'innovation et à la création en matière de dispositifs de prévention et d'accompagnement qui font aujourd'hui défaut.

Auteurs non communicants : Vincent Rubio SOPHIAPOL-LASCO/Paris Ouest, Agnès Dumas et Philippe Amiel URSHS-IGR, Monique Hirschhorn Cerlis-Paris Descartes

POURTAU Lionel : voir à **PETIAU Anne**

POUSSOU-PLESSE Marielle (marielle.poussou@wanadoo.fr)

Maître de conférences / Université de Bourgogne

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 2b (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

Jalons pour penser un certain consumérisme comme acteur de la protection sociale. Réflexions à partir du cas d'une association syndicale de consommateurs

Le fait est mal connu : depuis un demi-siècle, des associations de défense des consommateurs adossées aux confédérations syndicales participent en France à la définition et animation d'un « mouvement consumériste social ». En 1973, une figure de Force Ouvrière, qui a joué un rôle précurseur dans la prise en compte par le syndicalisme du « fait consommateur » écrivait : « Si le mouvement syndical ne se pose pas le problème de la consommation, nous risquons fort de retrouver au sein des organisations de consommateurs des catégories sociales qui, elles, ne se préoccuperaient pas des problèmes sociaux réels. Elles se contenteraient de rechercher les prix les plus bas, même si ces prix ne sont pas les plus justes, dans la mesure où ils seraient par exemple obtenus par un freinage des rémunérations. Et c'est d'évidence l'organisation syndicale qui est la plus habilitée à réaliser cette synthèse entre l'évolution des salaires et l'amélioration des conditions générales de travail et de vie, donc de consommation ». Pourquoi ce sens du syndicalisme – prenant acte du fait que les salariés sont aussi des consommateurs – n'a-t-il pas eu la portée que l'entrée dans un système productif tiré par la « demande » aurait pu lui conférer ? S'appuyant sur une recherche consacrée à l'Association Force Ouvrière Consommateurs, l'analyse repère les processus qui ont fait obstacle et dégage les enjeux d'une perspective qui décloisonnerait les dossiers « consommation » et « protection sociale ».

POUSSOU-PLESSE Marielle (marielle.poussou@wanadoo.fr)

Maître de conférences / Université de Bourgogne

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H2)

Vieillesse active et mobilisation des entreprises. De la recherche des 'bonnes pratiques' à la bonne pratique de la recherche.

La politique visant à promouvoir de « bonnes pratiques » entrepreneuriales en matière de vieillissement actif renvoie de manière générale à une gouvernance selon laquelle il serait possible de faire travailler ensemble des parties autrement qu'en leur imposant des règles doublées de sanctions : c'est la soft-law. En Europe, cette conception joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de la Stratégie européenne pour l'emploi (EES). Elle trouve sa réalisation dans l'OMC (Open Method of Coordination). Nous voudrions expliciter ici quelques tenants et aboutissants de sa traduction en termes de programme de recherche. Quels rôles sont assignés respectivement au politique, aux organisations employeuses et au chercheur quand ce dernier est sommé de se mettre en quête des « bonnes pratiques » ? Nous chercherons à rendre compte de notre expérience d'un programme européen récent à partir de l'analyse d'écueils empiriques et de communications internes aux équipes participantes.

Auteurs non communicants : Elena Mashkova postdoctorante UQAM, Denis Duplan sociologue indépendant

POUTOT Clément (clement.poutot@unicaen.fr)

Enseignement, chargé de recherche / CERReV

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

Jana Sanskriti : de l'imitation à l'innovation

Fondé par des artistes du Bengale Occidental en 1985, le Jana Sanskriti (« Culture du Peuple ») est représentatif de ce que l'on connaît aujourd'hui en Inde sous le nom de « Mass Movements ». Implanté dans de nombreux villages du Bengale Occidental, le Jana Sanskriti en tant que tel compte plus de six cent membres, mais regroupe de fait environ vingt mille personnes à travers ces comités de « spect'acteurs ». Dans ses pièces qui s'appuient sur des éléments de culture traditionnelle, sont abordés des thèmes sociaux, culturels, économiques, politiques et de genre tels que la place de la femme dans un système patriarcal fermé,

l'alcoolisme, la représentation politique du peuple, etc. Suivant un des principes fondamentaux du Théâtre de l'opprimé (pratique d'origine brésilienne), selon lequel doit exister une continuité entre représentations théâtrales et participation citoyenne, le Jana Sanskriti organise des campagnes qui, sous diverses formes, prolongent les actions développées dans le cadre du Théâtre Forum. A partir d'une réflexion sur le don maussien (et de son réexamen), nous analyserons comment un tel groupe a pu se créer en Inde et en quoi cette implantation représente une innovation dans le champ culturel indien. Nous verrons ainsi comment une pratique théâtrale s'est médiatisée sous forme d'imitation pour devenir en soi une innovation culturelle. Nous examinerons enfin comment ce théâtre cherche à produire de l'innovation sociale à partir de cette pratique culturelle.

POZZI Enrico : voir à **CENCI Cristina**

PREVEL Maxime (m.prevel@em-normandie.fr)

Enseignant chercheur / EM Normandie

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Sociologie de l'innovation agricole : vers une écologisation du métier ?

L'identification des freins et des facteurs de changement dans le monde agricole nécessite la prise en compte du système productiviste et agro-industriel conçu comme une norme faisant autorité pour de nombreux agriculteurs. L'explication économique, politique et sociologique classique peut être complétée par une approche compréhensive montrant les valeurs, les croyances et les rêves à l'œuvre chez les agriculteurs qui adhèrent au projet productiviste d'artificialisation et de maîtrise de la nature par la technique moderne. Une fois mis en exergue le poids des forces et des valeurs constitutifs du conservatisme d'une grande partie de la population agricole, il reste à identifier les facteurs qui favorisent le changement des pratiques vers davantage de durabilité ou davantage d'artificialisation. La pression sociale exercée sur les entrepreneurs agricoles est en effet ambivalente : les acteurs économiques exigent une nouvelle course en avant éventuellement accompagnée de nouveaux sacrifices consentis par les agriculteurs sur l'autel de la modernité tandis que les citoyens et les consommateurs réclament des aliments plus sains obtenus en appliquant des modes de production moins polluants.

PRIBETICH Justine (jpribetich@yahoo.fr)

Membre associé - Docteur en sociologie / Laboratoire GEPECS - Université Paris Descartes

RT 29 Sciences et techniques en société Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Controverses autour de la constitution d'un champ de recherche : l'exemple de la sociologie urbaine française entre logique disciplinaire et innovation

Aujourd'hui, des ouvrages de sociologie ayant trait à la ville et à l'urbain paraissent chaque année, des manuels de sociologie urbaine peuvent être recensés, des colloques et des enseignements sont consacrés à cette thématique. Néanmoins, au regard de nos données d'enquête aussi bien quantitatives que qualitatives, parler de la ville en tant qu'objet sociologiquement légitime ne semble pas aller de soi pour les sociologues. Par ailleurs, dire que l'on est «sociologue urbain» et se définir en tant que tel n'en est pas moins problématique. Pourquoi n'y-a-t-il pas consensus ? Le dialogue entre, d'une part, des chercheurs inscrits dans le champ de la sociologie étudiant la ville et ses composantes et, d'autre part, un domaine de recherches attaché à l'étude de cet objet semble parfois existant mais reste souvent rompu. Nous proposons dans cette communication – au terme d'une approche non réductionniste et sociologique de ce domaine de recherche – de nous concentrer sur les logiques disciplinaires qui, en interne, ont exclu la problématique urbaine et qui peuvent expliquer le défaut de structuration et la faiblesse institutionnelle de ce domaine de recherches spécialisé. Le souci de dévoiler les mécanismes inhérents à la production de connaissances scientifiques qui nous a guidé, tout au long de notre recherche, nous a permis de saisir, à l'échelle française, les nombreux obstacles auxquels doit toujours faire face ce champ de connaissances, et ce depuis longtemps déjà.

PRIMON Jean-Luc : voir à **BRINBAUM Yaël**

PRIOU-HASNI Annie-Joëlle (aj.priouhasni@wanadoo.fr)

Doctorante / Enseignante / Paris VII / IFSI UVSQ

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 1)

Vendeur créateur, consommateur créateur : de (nouvelles) figures innovantes. Sociologie d'une « relation sur mesure »

Pour cette communication, nous sommes partis des résultats d'une enquête qualitative sur les interactions commerciales en face à face de clients et de vendeurs de commerces parisiens : - des agences de voyages entre 1998-2000, 2002-2004 puis en 2007, - et des cuisinistes sur les deux dernières périodes. Après avoir travaillé le premier volet de l'enquête sur la relation commerciale construite autour d'un produit « sur mesure », nous avons affiné notre étude en nous intéressant aux ventes de produits banalisés très éloignés des normes d'individualisation. Les résultats ont montré que dans le second cas, sous-tendaient également des attentes spécifiques de la part des consommateurs et que celles-ci présentaient des formes aussi variées que celles de l'empathie et de la stricte réserve de convenance. Il est apparu alors que ce que nous appelions « relation sur mesure » s'adaptait à tout type de produit et ne signifiait pas forcément la création d'un lien social fort, mais la réponse attendue du consommateur. En observant ces interactions et en nous intéressant au sens que les acteurs de la relation leur donnaient, nous avons remarqué que des pratiques de relation « sur mesure » semblaient détourner certains principes que formalisent les techniques de vente, comme si des formes de résistance à la standardisation créaient de l'innovation au cœur de la relation commerciale. C'est sur ce dernier point que nous avons centré notre communication et développé ses critères.

PROBST Johanna (johanna.probst@gmail.com)

Doctoante / LCSE

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

Demander l'asile. Le jeu du chat et de la souris

La procédure de demande d'asile en Europe est parfois comparée à un « parcours du combattant ». Si le terme de « combat » décrit bien le vécu des demandeurs, celui de « jeu » employé dans le titre renvoie à des aspects plus institutionnels – à la relation entre le demandeur et l'administration. J'ai réalisée en 2010 une enquête sociologique au sein de l'institution française et allemande chargée de l'instruction des demandes d'asile. Je traiterai ici de cette question en portant une attention particulière aux innovations administratives en termes de contrôle ainsi qu'aux réactions des demandeurs, qui font parfois preuve d'une grande créativité. Au fil des décennies les administrations ont adopté une attitude de plus en plus méfiante envers les demandeurs d'asile. Elles remettent systématiquement en cause la véracité de leurs déclarations et des documents qu'ils présentent. À mesure qu'elles augmentent les exigences en termes de preuves et de crédibilité du récit, les demandeurs d'asile multiplient leurs efforts pour s'y conformer – par des moyens qu'elles jugent parfois mensongers voire frauduleux. Chaque nouvelle barrière procédurale et administrative stimule la créativité des demandeurs. Ainsi, la surenchère de vérification et de contrôle mène non seulement à une situation frôlant l'absurde, mais également à la création simultanée d'un ample dispositif de contrôle et d'un vaste réseau informel d'entre-aide et d'un véritable « marché » de l'asile.

PROUST Serge (serge.proust@univ-st-etienne.fr)

Maître de conférence / Université de Lyon. Centre Max Weber - UMR 5283

RT 34 Sociologie politique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

Les coordinations d'intermittents du spectacle ou « De la difficulté à échapper aux phénomènes de dépossession politique ».

Les coordinations d'intermittents du spectacle s'opposent de manière permanente aux syndicats de la CGT considérés comme des manifestations exemplaires de l'organisation bureaucratique et centralisée. Elles se perçoivent comme le lieu de la libre expression des subjectivités, enjeu d'autant plus essentiel que l'on se trouve dans les champs artistiques. Cette communication s'attachera à montrer que si ces coordinations valorisent des formes limitées d'engagement, que l'on retrouve dans certaines de leurs fractions, elles ne peuvent exister que dans la mesure où d'autres fractions manifestent un degré d'engagement aussi intense (parfois supérieur) que celui existant dans les organisations traditionnelles. Cet engagement est la condition de l'efficacité de la coordination et de sa permanence dans le temps. À l'inverse de ce qui est postulé, les AG valorisent les militants disposant d'une série de compétences politiques et professionnelles permettant la maîtrise intellectuelle d'une parole publique dans un espace théâtralisé, c'est à dire, pour l'essentiel, des comédiens ayant une expérience politique. On retrouve alors les traits assez habituels de délégation et de dépossession au profit d'un noyau central de militants, cette concentration étant alors plus radicale quand on examine l'activité spécifiquement intellectuelle de production théorique.

PUGEAULT Catherine (catherine.pugeault@parisdescartes.fr)

MCF / Paris Descartes

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

« Héritiers ou pionniers ? Les fiancés du nouveau millénaire entre tradition et innovation »

Les fiançailles sont volontiers associées au passé. Leurs protagonistes en paraissent eux-mêmes convaincus. En fait, l'analyse d'entretiens conduits dans les années 2000 auprès de femmes et d'hommes récemment fiancés révèle que le sens de la pratique n'est pas unifié. L'enquête qualitative met à jour des attitudes qui, loin de céder à la tentation de l'illusion biographique de l'innovation, tendent à exagérer le lien à une tradition pourtant mal définie. Les personnes interviewées sous-estiment symétriquement la dimension créatrice qui co-anime leur projet conjugal dans le cadre de sociétés traversées par les tensions nées de l'individualisation des parcours. Nulle injonction biographique déterminante ne paraît les animer. Il semble pourtant que les fiançailles contemporaines puissent être interprétées comme des compromis historiques offrant la possibilité aux acteurs sociaux qui les convoquent de ménager des contraintes à la fois sociales et objectives (prolongement des études, insertion professionnelle difficile, difficultés matérielles), et subjectives et individuelles (sentiment d'incertitude dans un contexte de recul du mariage, de succès du Pacs, de diffusion des séparations conjugales). Saisies comme processus, les fiançailles manifestent alors des petits arrangements entre conjoints : arrangements sociaux, arrangements de genre, qui font des fiancés des pionniers d'un ordre conjugal soumis à l'héritage du passé et aux forces de transformation du présent.

PURENNE Anaïk (purenne@entpe.fr)

Chargée de recherches / université de lyon, ENTPE

WUILLEUMIER Anne (wuienne@gmail.com)

Chargée de recherches / INHESJ

RT 40 Sociologie des institutions Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

Comment saisir les processus d'innovation au sein des institutions ? Une entrée par le travail des « entrepreneurs de réformes »

« Lorsque les changements impliquent la transformation de la culture organisationnelle, des valeurs et des comportements, ils peuvent facilement s'échelonner sur une période de 5 à 10 ans » : c'est par cet exergue que Dominique Monjardet débute une analyse consacrée à la réforme de la police de Montréal. D'autres auteurs avancent également que les processus d'innovation doivent souvent s'appréhender moins comme la résultante d'une seule entreprise ou coalition réformatrice, que comme une succession de vagues réformatrices poussées par différentes coalitions, pour reprendre les termes de Vincent Simoulin. Ce type

d'approche plaide pour des enquêtes au long cours permettant d'analyser les processus d'innovation qui traversent les institutions. C'est la démarche adoptée ici pour saisir deux expériences de réforme conduites dans des contextes très différents, celui local et généraliste d'une police municipale canadienne, celui de souveraineté étatique et de spécialisation fonctionnelle propre aux institutions françaises. Dans les deux cas, l'inscription de l'enquête dans une certaine durée (le travail sur les Groupes d'Intervention Régionaux français a démarré en 2003, celui sur la police de Montréal en 2004) apparaît utile pour saisir le caractère largement chaotique des processus d'imprégnation qui président à l'innovation ainsi que l'importance des moments de crise institutionnelle et de la formation d'alliances dans la poursuite ou l'abandon de ceux-ci.

QUEMENER Nelly (nellyquemener@gmail.com)

Docteure, ATER / CIM, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Les nouveaux ressorts de l'humour : montée des groupes subalternes dans les sketches télévisuels en France.

Depuis la fin des années 1990, l'humour en France se caractérise par une apparente diversité, qui contredit l'image d'un café-théâtre majoritairement blanc et masculin. La participation croissante d'humoristes issus des groupes subalternes est soutenue par l'émergence des humoristes femmes et des humoristes issus des minorités ethnoraciales dans les séquences humoristiques des émissions de talk show. Elle conduit à interroger l'humour en tant qu'instrument du pouvoir dont les groupes subalternes s'emparent pour se représenter et atteindre la sphère publique. De quelles manières l'humour des groupes subalternes reconfigure-t-il les ressorts et les rapports de pouvoir de l'humour ? En m'appuyant sur un corpus constitué d'une trentaine de séries de sketches tirés de douze talk shows allant de Nulle Part Ailleurs en 1991 jusqu'à On n'est pas couché en 2006, nous montrons que les humoristes issus des groupes subalternes ont déplacé les agencements de l'humour, notamment en incorporant la réflexivité et l'authenticité dans les formes de l'énonciation. Ils ont alors mis cet humour au service d'autoreprésentations de leur groupe social, ouvrant un espace de résistances locales aux modèles hégémoniques. Nous insisterons sur trois types de régimes de monstration : les jeux humoristiques, généralement critiques, avec les stéréotypes ; les mises en scène hyperboliques d'une identité ethnoraciale ou de genre ; le brouillage des catégories par le biais d'identités instables.

QUÉRÉ Olivier (olivier.quere@sciencespo-lyon.fr)

Doctorant allocataire / Laboratoire Triangle UMR 5206

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 1b (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D17)

De l'innovation scolaire à la légitimation professionnelle : les effets de la réforme de la scolarité des IRA sur les élèves fonctionnaires

Nous étudions les modes de formation des fonctionnaires en Instituts régionaux d'administration (IRA) selon deux temps. Les IRA ont fait l'objet, en 2007, d'une réforme importante de la formation qui participe d'une réforme plus globale de l'Etat et son administration, en partie inspirée par les idées issues du New Public Management. Il faudra d'abord expliciter les contenus de cette réforme et son caractère expérimental. Il s'agit ensuite d'aborder les effets ambigus de cette réforme sur la formation des fonctionnaires de catégorie A, ce qui revient à analyser le nouveau dispositif de formation qui allie l'acquisition d'un corpus managérial à une organisation spécifique de la scolarité – ponctuée par deux classements déterminant dans le choix du poste en fin de formation. Surtout, ce dispositif scolaire tend à favoriser l'acquisition de dispositions à l'utilisation de méthodes et d'outils managériaux par les élèves, pour qui les stratégies plus ou moins conscientes de placement vis-à-vis du classement se cristallisent autour d'enjeux davantage géographiques qu'en termes de prestige ou de rémunération. Ainsi, dans la mesure où la conformité aux règles scolaires est valorisée lors des évaluations en cours de formation, certains élèves – selon la variation des conditions et des modes de réception – font alors preuve d'une « bonne volonté managériale » qui leur permet de se comporter à l'école comme en administration de la manière légitime, c'est-à-dire comme un professionnel.

RAFIN Nicolas (Nicolasrafin@yahoo.fr)

Doctorant/ATER / CENS

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)

Une « nouvelle » pratique judiciaire en question: Auditionner les enfants quand les parents se séparent

Depuis la loi de 2007 venant réformer les modalités de l'audition de l'enfant dans toutes les procédures judiciaires le concernant, un enfant qui souhaite être entendu par un magistrat peut le faire d'autant plus facilement que les nouvelles dispositions législatives ont considérablement élargi la place de sa parole. Depuis, on assiste à l'inflation des demandes d'enfants souhaitant être auditionnés dans le cadre de la procédure de séparation de leurs parents. A partir d'entretiens réalisés auprès de magistrats et d'avocats, et de l'étude de contenus de procès verbaux d'auditions d'enfants, il s'agit de rendre compte de la transformation et de l'expansion de cette pratique judiciaire en matière de divorces et de séparations de concubins. L'analyse des différents enjeux professionnels recouverts par cette nouvelle pratique judiciaire nécessite notamment d'appréhender les formes de « protocole » qu'établissent les magistrats pour mener à bien ce nouvel exercice, et les postures éthiques que s'imposent précisément les avocats spécialistes des affaires familiales quand il s'agit de représenter un enfant en audition. Finalement, l'objectif est de comprendre comment une règle procédurale qui se veut être au service des « droits de l'enfant » se trouve au contraire être à l'origine de pratiques judiciaires allant, par certains aspects, à l'encontre du principe de l'intérêt de l'enfant sur lequel pourtant tous les acteurs judiciaires et extrajudiciaires s'accordent.

RAGOUET Pascal (pragouet@orange.fr)

MCF / Université Bordeaux Segalen

RT 29 Sciences et techniques en société Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Différenciation des lignes de recherche et innovation scientifique : les apports d'une analyse de controverse

La sociologie des sciences montre que les chercheurs qui opèrent des choix risqués en matière de recherche sont soit situés à la périphérie des champs scientifiques, soit localisés en leur centre. Les premiers peuvent prendre des risques dans la mesure où ils ont peu à perdre en cas d'échec et les seconds parce qu'ils sont persuadés de ne pas perdre tout le capital qu'ils ont accumulé jusque-là. Les chercheurs centraux peuvent également opter pour une voie de recherche risquée parce que la pratique de la science normale leur rapporte de moins en moins en capital de notoriété au fil du temps. Ce type d'explication s'appuie sur une conception appauvrie des logiques d'action des savants, réduits à de simples stratégies subordonnant les choix scientifiques qu'ils opèrent à un objectif de préservation du crédit scientifique. Le cas de la controverse sur la « mémoire de l'eau » montre par exemple que la différenciation des lignes de recherche peut s'expliquer par la force des habitus qui se structurent au fil des parcours professionnels ou encore par celle de la conviction rationnelle. Ceci dit, l'explication des choix stratégiques par la seule invocation des logiques d'action des savants n'explique pas complètement la persistance des acteurs dans leurs options pratiques alors même qu'elles les conduisent au déclassement. L'innovation scientifique résulte de décisions d'engager des choix risqués dans un espace social plus ou moins intégré sur les plans normatif et épistémique.

RAISON DU CLEUZIOU Yann présence à confirmer (raison_du_cleuziou@yahoo.fr)

Maître de conférences / Université Montesquieu Bordeaux IV

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

La subversion d'un régime de vérité. Socio-histoire du rôle des théologiens dominicains dans la mise à l'agenda d'un nouveau rapport au « monde » dans la Province dominicaine de France(1960-1970).

Entre 1950 et 1980, les religieux de la Province dominicaine de France passent d'un mode de vie à dominante contemplative, structuré par une règle de vie ascétique dans le cadre des couvents, à un mode de vie pluraliste, laissant la possibilité à un nombre important de frères d'assumer leur vie religieuse dans la société, par des engagements professionnels, sociaux et politiques. L'ouverture de cette possibilité est le produit d'un véritable renversement du régime de vérité qui légitimait les pratiques au sein de l'ordre religieux, et tout spécialement de la définition du rapport légitime au « monde » qui le soutendait. Alors que les théologiens de l'Ordre dominicain bénéficient de pouvoirs spécifiques et constituent les gardiens de l'orthodoxie et de l'orthopraxie institutionnelle, nous nous attacherons à montrer comment dans le contexte français des années 60, les jeunes générations de théologiens en sont venues à légitimer la contestation de l'institution et à transformer cette dernière en imposant une nouvelle définition de sa vérité. Il s'agit donc ici tout autant de proposer une réflexion sur l'émergence d'une avant-garde au sein d'une institution dont la reproduction est très étroitement contrôlée, que de penser les formes du militantisme réformateur des théologiens. Au-delà, nous tenterons de proposer une discussion critique de la notion de régime de vérité développée par Jacques Lagroye, pour penser les renversements de domination dans les institutions.

RAULET-CROSET Nathalie : voir à **KOGAN Anne-France**

RAULT Wilfried (Wilfried.rault@ined.fr)

Chargé de recherche / Ined

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

Les orientations intimes des premiers pacsé.e.s

Les transformations contemporaines des formes d'union et les changements dans le domaine de la sexualité sont souvent étudiés de manière hermétique. On se propose, dans cette communication de rompre avec cette dissociation pour interroger l'hypothèse selon laquelle les contractant.e.s du pacte civil de solidarité donnent à voir des attitudes et des comportements vis-à-vis de la sexualité qui rendent compte de la diversification normative constatée dans ce domaine par le groupe Contexte de la sexualité en France. Pour interroger cette hypothèse, on étudie, à partir de l'enquête CSF, le rapport des pacsé.e.s aux trois principales composantes du socle normatif dominant en matière de sexualité : l'hétérosexualité, les modalités de l'intrication de la conjugalité et de la sexualité et la valorisation de pratiques « alternatives ». Les pacsé.e.s sont comparés à d'autres profils d'union. En définitive, les usagers de la nouvelle forme d'union se caractérisent par des spécificités qui tiennent davantage à des représentations plus libérales de la sexualité qu'à des différences marquantes en termes de pratiques. Ces spécificités ne doivent pas dissimuler la permanence d'importants clivages par sexe, même si hommes et femmes sont parfois relativement plus proches dans le groupe des pacsé.e.s.

RAULT Wilfried : voir à **DESCOUTURES Virginie**

RAVENEAU Gilles (gilles.raveneau@mae.u-paris10.fr)

Maître de conférences / Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Subjectivation et désobjectivation dans le travail social aujourd'hui

La réduction des interventions publiques et l'accent mis sur la responsabilité des individus dans les difficultés qu'ils rencontrent posent la question de l'affirmation de la subjectivité et de la psychologisation des rapports sociaux et du travail

dans nos sociétés, entendue comme l'importation du langage et des schèmes d'interprétation de la psychologie dans des univers dont les pratiques étaient auparavant énoncées et analysées selon d'autres schémas. Parmi les critiques formulées à l'égard du travail social et des travailleurs sociaux aujourd'hui, l'accusation de l'extension d'une culture psychologique tient une bonne place. Cette proposition voudrait en évaluer l'importance dans le champ socio-éducatif. Il envisage cette question dans le travail social aujourd'hui non pas tant comme une personnification des relations sociales tendant à minorer les facteurs collectifs, que comme une requalification du travail socioéducatif et une désobjectivation des relations avec les enfants pris en charge et des conflits dans les équipes. Il vise à décrire et à comprendre les usages individuels et collectifs de l'usage de la subjectivité et de la subjectivation, du langage psychologique, et la manière dont ils peuvent contribuer efficacement ou non à la suppléance familiale. Notre propos s'appuiera sur une recherche ethnographique menée dans deux Maisons d'enfants à caractère social (MECS) de la région parisienne, relevant du secteur socio-éducatif et médico-éducatif.

RAYNAUD Aurélien (aurelien.raynaud@univ-lyon2.fr)

Doctorant / Chargé de cours / Université Lyon 2

RT 34 Sociologie politique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)

De l'Action Française au Parti Communiste sous l'Occupation : processus d'engagement résistant et bifurcation politique

S'appuyant sur notre travail de thèse - lequel porte sur les bifurcations politiques d'intellectuels, et plus spécifiquement sur des cas d'écrivains et journalistes passés d'un engagement au sein de la droite nationaliste et de l'extrême-droite dans les années 1930, au Parti Communiste et à la Résistance sous l'Occupation -, notre communication propose de s'intéresser aux processus pouvant conduire un individu à s'opposer et résister à l'ordre politique dans un contexte extra-ordinaire, ici celui de l'Occupation allemande en France entre 1940 et 1944, ayant pour caractéristique de mettre en jeu la vie même du résistant. Notre communication sera consacrée à l'écrivain, poète et critique Claude Roy (1915-1997). Claude Roy collabore à la radio et à la presse vichyste jusqu'en 1942. Il prend cependant ses distances avec l'idéologie pétainiste dès 1941 et se rapproche de la Résistance intellectuelle après s'être lié au poète communiste Louis Aragon. Il adhère au Parti Communiste clandestin en 1943, devient membre du Comité National des Écrivains et tracte le journal clandestin *Les Lettres Françaises* dans lequel il écrit plusieurs articles. Après avoir retracé la trajectoire sociale et politique de Claude Roy, il s'agira pour nous de tenter d'en comprendre les ressorts et de mettre en évidence les logiques sociales propres à conduire l'écrivain au refus de l'ordre politique et à la Résistance.

RAYNAUD Aurélien (aurelien.raynaud@univ-lyon2.fr)

Doctorant / Chargé de cours / Université Lyon 2

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 18)

De l'Action Française au Parti Communiste au tournant des années 1930-1940 : comprendre les bifurcations politiques d'intellectuels

Nous proposons, à l'occasion de cette communication, de nous intéresser aux variations intra-individuelles de l'engagement politique d'intellectuels. Il s'agit de rompre avec une représentation fixiste de l'engagement en remplaçant celui-ci dans une logique processuelle qui correspond mieux à la réalité de trajectoires individuelles concrètes. L'orientation et l'engagement politiques, et avant cela même l'intérêt pour la politique, se construisent dans le temps par l'intermédiaire de contacts plus ou moins prolongés avec des instances de socialisation particulières : famille, école, amis, partis, etc. Ils sont, en outre, tout à la fois un ensemble de pratiques et de représentations qui se déploient à l'échelle d'une trajectoire de vie, dans des situations et contextes variés, et sont par conséquent susceptibles de flottements, transformations, conversions, confirmations, etc. En étudiant les cas d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie (1900 - 1969) et Claude Roy (1915-1997), tous deux passés du maurrassisme dans les années 1930 au Parti Communiste sous l'Occupation, nous tenterons de saisir les ressorts sociaux de leur traversée de l'échiquier politique. Nous porterons notre attention sur l'étude des processus de construction de dispositions politiques, leur actualisation et expression dans des contextes spécifiques et leurs transformations et variations dans le temps.

RAYOU Patrick (rayou@noos.fr)

Professeur / Université Paris 8

PIRONE Filippo (filippo.pirone@gmail.com)

Doctorant / Université Paris 8-Circeft-Escol

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Innover pour routiniser. Un dispositif pour raccrocher des décrocheurs.

Notre recherche concerne un « Micro-lycée », structure innovante destinée à lutter contre l'échec scolaire de façon durable et à essaimer. Une de ses difficultés est d'installer des routines au sein de classes hétérogènes et présentant des difficultés socio-cognitives diversifiées. Nous tentons de dépasser le clivage traditionnel entre l'innovation et des pratiques professionnelles considérées comme inopérantes parce que routinières : ne devient-il pas nécessaire aujourd'hui d'innover pour installer et stabiliser une forme scolaire devenue moins lisible ? Notre perspective sociologique appréhende les routines comme une synthèse des conditions et des effets des situations sociales. Notre cadre d'analyse privilégie l'approche de l'innovation dans la forme scolaire comme une co-construction au quotidien, mais il ne néglige pas la contextualisation socio-historique relevant de la longue et de la moyenne durée. Il inspire des entretiens semi-directifs avec les élèves et les enseignants, des séances de cours filmées et donnant lieu à des auto-confrontations simples et croisées. Les premiers résultats montrent des négociations des routines spatio-temporelles entre enseignants et élèves, chacun important à l'intérieur de la structure des modes hétérogènes de

socialisation et de professionnalisation. Deux difficultés symétriques apparaissent : pour les élèves, créer une communauté d'apprentissage ; pour les enseignants, construire et pérenniser un collectif de professionnels.

REGNIER Patrice (patriceregnier@wanadoo.fr)

Doctorant en sociologie / LARES-LAS EA 2241/ VIPS

HÉAS Stéphane (stephane.heas@uhb.fr)

MCF / Rennes 2

GT 41 Corps, technique et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

L'équitation, un art corporel historique dans un monde contemporain

Les activités équestres de monte font partie de nos sociétés occidentales depuis le Moyen-Age. Apanage des milites – futurs chevaliers – durant cette période, puis de la Noblesse jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'équitation s'est, depuis sa massification et la fin de son trust par l'armée, développée en se féminisant. Classée parmi les activités de pleine nature, son évolution laisse plutôt envisager cette discipline comme un art de combat, un art martial devenu au fil du temps un sport. Quoique différentes, ces pratiques n'en restent pas moins similaires dans leur corporéité, dans leur placement corporel, fixés pour ainsi dire depuis la fin du XIXe siècle, à la faveur d'un ralentissement des innovations techniques du matériel d'équitation (selle et étriers définissent la manière de monter depuis lors). La différenciation naissante des activités équestres symbolisée par la lutte qui opposa le Comte d'Aure et Baucher a débouché sur une multitude de pratiques dont les moniteurs d'équitation, parmi toutes les activités recensées à la FFE, ont le choix d'en privilégier ou non une modalité (CSO, dressage, équitation éthologique, CCE, cross...). L'analyse des entretiens de moniteurs et pratiquants actuels d'une activité pour le moins individuelle voire égotiste nous permet d'évaluer une pratique à la forme corporelle définie depuis plus d'un siècle, constater les vulnérabilités et répercussions sur un mode de vie actuel, différent des représentations sociales de nos contemporains.

REGUER Daniel (dreguer@orange.fr)

Professeur de sociologie / CNRS IDEES CIRTAI, Université du Havre

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H4)

Parcours de fin de vie : contraintes et décisions. Typologie des stratégies relatives à la gestion de parcours de fin de vie

Depuis les années 60, les politiques publiques de la vieillesse disent privilégier le « maintien à domicile » au nom d'un « libre choix » des personnes. En réalité, ces politiques publiques ne sont pas normatives sur le critère de l'espace (domicile) mais sur celui du moment du passage du domicile au placement. L'objectif de « maintien à domicile le plus longtemps possible » apparaît sémantiquement équivalent au « placement le plus tard possible » sans remettre en cause ce dernier. Il dénie, en fin de vie malade et handicapée, le droit à un domicile personnel. Des critères, objectivés comme médicaux (grille AGIR), légitiment une soumission normative à un processus de ségrégation des habitat(e)s, les plus isolé(e)s ou démun(e)s de ressources. A partir d'une enquête réalisée auprès de 1256 personnes âgées de 55 ans et plus en Haute Normandie, nous vérifions une certaine cohérence entre les représentations formulées sur le moment préférable pour que les personnes âgées quittent leur domicile et habitent dans un établissement d'hébergement et la stratégie individuelle de gestion du cycle de vie que les personnes interrogées s'appliqueraient à elles mêmes ou à leur proche. Nous tentons d'en dégager une typologie des stratégies chronologiques « d'entrée en institution » et d'acceptation de services à domicile, entre les « jamais », les « plus tard possible », les « pas trop tard » et les « ne sait pas ».

REGUER Daniel (dreguer@orange.fr)

Professeur de sociologie / CNRS IDEES CIRTAI, Université du Havre

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H2)

Solidarité familiale et placement, un impensé sociologique ? Regards croisés des deux rives de la méditerranée (Tataouine - Tunisie)

A la suite d'une analyse comparée des politiques publiques relatives au vieillissement, en France et au Québec, pour en saisir les présupposés idéologiques et les conditions d'émergence des politiques publiques définissant la norme de parcours de vieillesse, notre regard s'est porté sur la situation des personnes âgées dans un village du sud de la Tunisie. L'enquête qualitative révèle l'évidence d'une famille providence qui assure le service (parfois non sans maltraitance, isolement, rupture avec le village pour habiter chez les enfants avec le sentiment confus d'être une charge...) et une absence de questionnement spontanée sur les stratégies de gestion du vieillissement. Mais les transformations sociétales observées (phénomènes migratoires, transformations démographiques, rôles assignés à la famille, rapport à la religion ...) imposent aux sciences sociales de questionner les sociétés sur leurs évidentes habitudes, surtout au moment où celles-ci s'autorisent à être autre chose que ce que le système social leur demande d'être. Ces transformations annoncent d'autres modalités de solidarités familiales, par rémunération de services. Ces derniers pourront n'être plus suffisants pour répondre aux besoins de vie sociale de personnes devenues isolées. L'enquête explore alors les ressources mobilisées, les stratégies individuelles et les solutions socialisées (politiques publiques ou services marchands ...) que les populations peuvent s'inventer.

Auteur non communicant : Zineb RACHEDI Paris 1 Laboratoire G. Friedmann.

RENARD Tristan (tristan.renard@hotmail.fr)

Doctorant / LISST-CERS

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D6)*La prise en charge des criminels sexuels : de l'infirmerie à la clinique du crime.*

La criminalité sexuelle occupe une place très importante dans les différentes politiques pénales mises en place depuis une quinzaine d'année. Force est de constater que cette évolution est marquée par une sollicitation accrue de la psychiatrie et de la psychologie que ce soit à travers un travail d'expertise ou un travail de suivi carcéral ou post-pénal. Pour autant cette convocation du travail «psy» dans le traitement des criminels ne concerne pas seulement les professionnels du champ sanitaire mais plus globalement un ensemble d'acteurs plus ou moins contraints de s'y plier. Cette évolution est le terrain d'un renouvellement des savoirs «psy» et de leur rapport les uns aux autres avec notamment le développement d'approches comportementalistes jusque-là peu en vogue en France. Plus généralement notre hypothèse est que nous assistons à la construction d'un champ criminologique spécifique autour de la criminalité sexuelle. Nous avons choisi comme porte d'entrée pour étudier la construction de ce champ plusieurs dispositifs où sont mises en oeuvre des savoirs psy et où sont présentes différentes orientations thérapeutiques. Cependant l'angle choisi n'est pas d'approcher ceux-ci d'un point de vue d'«enjeux de raison» mais d'analyser dans quelles pratiques et dans quelles positions dans les différents champs (psychiatrie, psychologie, etc.) se sont constituées et confrontées les différentes approches. Nous présenterons ici nos premiers résultats.

RENAUD Chloé (chloe.renaud2@aliceadsl.fr)

Doctorante / Université Victor Segalen

RT 29 Sciences et techniques en société Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)*La collaboration entre chercheurs et entrepreneurs dans le cadre d'un pôle de compétitivité*

L'innovation prend des formes et des caractéristiques bien diverses. Etudiant le point de vue de ses processus, la sociologie de l'innovation met l'accent sur la dynamique relationnelle entre trois sphères distinctes : la Science, l'Industrie et l'Etat. Dans cette lignée, de nombreuses études empiriques ont mis en avant la persistance de spécificités culturelles, d'intérêts propres soulignant la difficile mobilisation d'acteurs issus de mondes sociaux différents. La communication envisagée aura donc pour objectif de questionner la relation qu'entretiennent les chercheurs, entrepreneurs et pouvoirs publics à travers l'étude de deux projets de collaboration émergeant d'un pôle de compétitivité à renommée mondiale (Aerospace Valley). En effet, il s'agira d'interroger les mécanismes de collaboration, les dispositifs mis en place par les acteurs dans le but d'harmoniser leurs propos et de mener à bien un projet dont « chacun y trouve un intérêt ». Il nous importera donc de mettre en avant à la fois les intérêts respectifs et parfois contradictoires des acteurs, les difficultés rencontrées ainsi que les mécanismes d'ajustement, de reformulation et de négociation mis en place dans la réalisation d'un projet commun. Nous questionnerons, en filigrane, la marge de manœuvre des acteurs mobilisés dans une démarche collaborative et leur capacité à créer de nouvelles relations entre mondes sociaux distincts.

REVEL Martine (mart.revel@gmail.com)

Chercheur / CERAPS

RT 34 Sociologie politique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)*La participation comme résistance à l'ordre politique dominant*

L'émergence des problématiques environnementales a conduit les politiques publiques à s'emparer d'objets complexes ouvrant des controverses sociotechniques, au sein même du processus décisionnel. Les désaccords entre experts ouvrent un espace d'expression de connaissances alternatives, tout en soulignant la difficile articulation des savoirs et savoirs faire entre spécialistes et profanes. Les liens entre décision et participation restent problématiques, même s'il semble que les modalités de la décision elle-même se transforment. Le débat public offre une arène de discussion de projets d'aménagements ou d'enjeux plus globaux (la politique des transports, les nanotechnologies par exemple) ouverts à la participation du public. Dans ce contexte institutionnalisée, des résistances apparaissent sous des modalités variées, portées par des acteurs qui sont souvent organisés, mais qui peuvent aussi agir de manière isolée. Nous proposons à partir de nos terrains qui comportent une dizaine de débats publics (routiers, nucléaires, nanotechnologies) de dresser un premier inventaire des répertoires d'action à l'œuvre. Il s'agira aussi de définir et de décrypter les actes de résistances, en tant que réappropriation politique du débat. On verra que selon les étapes du débat concernés et les modes d'animation choisis par les commissions de débat public garantes de leur animation, les formes de résistances peuvent être très diverses, même si on peut retracer de grandes tendances.

REVERDY Thomas : voir à TROMPETTE Pascale**REVIL Hélène (helena.revil@gmail.com)**

Doctorante/ATER / Laboratoire PACTE/ IEP Grenoble/ ODENORE

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV G1)*Innovation et non-recours à la complémentaire santé : entre mesure de l'effectivité et gestion du risque maladie.*

Cette communication s'intéresse à une innovation en matière d'Assurance maladie : un outil de prospection des bénéficiaires potentiels et de détection du non-recours à la CMU C et à l'ACS. La Couverture maladie universelle complémentaire (CMU C) et l'Aide complémentaire santé (ACS) ont vocation à améliorer l'accès aux soins des populations démunies. Nous souhaitons revenir sur le processus qui a mené à cette innovation et pointer les différents types de changements qui en ont découlé tant au niveau local, que national. Nous nous intéresserons donc au moment de l'innovation locale, mais également aux logiques –

mesure de l'effectivité dans le cadre de l'évaluation des dispositifs et connaissance des publics vulnérables pour affiner la gestion du risque- qui ont justifié son transfert vers les instances nationales. Enfin nous observerons les usages actuels de l'innovation. Nous faisons l'hypothèse qu'au-delà des adaptations des appareils de gestion des droits sociaux, les innovations en matière de non-recours participent à un renforcement de la logique des droits-créances et à un changement dans la manière de construire l'offre publique. Nous supposons que la prise en compte du non-recours peut amener à la reconstruction de cette offre en tenant compte de la demande et de la non-demande. Derrière cela, c'est bien le rapport administration/ administré qui est amené à changer.

REY Bénédicte (rey.benedicte@yahoo.fr)

ATER (2010-2011) / Université de Franche-Comté, LASA

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

La vie privée au sein du couple à l'ère du numérique. Les territoires personnel et conjugal en question.

L'ère du numérique et ses outils d'information et de communication forment un contexte accentuant la position de l'individu au cœur des échanges de données, à la fois sujet et objet de ceux-ci. Alors que nombre de démarches quotidiennes s'accompagnent d'une profusion de traces d'usage, la question des limites de la vie privée se pose jusqu'au cœur des relations de couple. Sur la base d'un terrain qualitatif approfondi, la présente communication se propose d'étudier les tensions susceptibles de se poser entre les conjoints alors que les multiples traces numériques liées aux usages des NTICs peuvent dévoiler des informations personnelles, des morceaux d'intimité que l'individu ne souhaite pas toujours partager avec son conjoint. Depuis la gestion de l'historique de navigation de l'ordinateur domestique, jusqu'à celle du téléphone mobile ou des pseudos permettant de s'exprimer en ligne sans être identifié, l'individu se trouve confronté, dans ses usages des NTICs, à des micro-décisions impliquant tant sa perception du privé que sa conception du couple. C'est en particulier face à des situations de tension vécues comme autant d'intrusions que l'individu développe diverses stratégies de gestion de sa vie privée personnelle. Ce sont ces fines frontières du privé, renégociées entre le personnel et le conjugal mais aussi entre le « donné à voir » et le « gardé pour soi » qui seront analysées ici sous l'angle des différents modèles de la confiance.

REY Frédéric : voir à FLOCCO Gaetan

REYMOND Laure (ln.reymond@gmail.com)

Doctorante / Université de Provence - LAMES

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV AMPHI H)

Maison médicale de garde : médecins libéraux et usagers dans une offre de soin plus intégrée

Cette communication s'intéresse aux maisons médicales de garde en tant qu'analyseur des recompositions de l'exercice de la médecine générale libérale. Il s'agit d'examiner quels y sont les enjeux pour les médecins et de saisir, en retour, les effets de cette forme d'organisation tant sur le travail médical que sur la prise en charge des usagers. Cet examen repose sur une enquête de terrain menée au sein d'une maison médicale de garde d'une ville moyenne du sud de la France. Elle a notamment donné lieu à la réalisation d'entretiens auprès de médecins adhérents et d'autres travailleurs, ainsi qu'à l'observation directe d'interactions. Tout d'abord, il ressort que ce lieu d'exercice secondaire est mobilisé par les médecins pour aménager certaines contraintes propres à l'exercice de la médecine en libéral. De manière générale, adhérer à la maison médicale garantit aux praticiens la possibilité d'effectuer de nombreuses consultations au tarif majoré. Mais c'est aussi une situation qui donne prise à des formes variées de contrôle liées au contact avec d'autres confrères et d'autres catégories de personnel, ou liées au regard des autorités de tutelle sur l'activité de la structure. Enfin, les modalités de tarification de l'organisation contribuent à compliquer la délivrance de soins à certains usagers pauvres, souvent réorientés par les urgences hospitalières.

RHÉAUME Jacques (rheaume.jacques@uqam.ca)

Professeur / UQAM

RT 16 Sociologie clinique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

Enquête dans un établissement de détention à sécurité maximale au Québec : une approche de sociologie clinique

Nous présentons une recherche intervention dans un établissement de détention au Canada, ses principales étapes, ses résultats principaux. Sera mis en évidence l'impact d'un mode particulier de gestion et d'organisation du travail sur la qualité de vie et la santé mentale des employés, et cela dans diverses fonctions: surveillants, cadres, soutien professionnel et technique. Il apparaît que la question d'une gestion axée sur le contrôle et la surveillance est au centre d'une dynamique pathogène dans le travail des employés qui ont peine à développer des stratégies adéquates de défense. La démarche méthodologique s'appuie sur une approche de sociologie clinique et de psychodynamique du travail. La contribution spécifique d'une approche de sociologie clinique est analysée. De même le dispositif du groupe restreint est souligné comme cadre principal de la démarche clinique, que ce soient le comité de pilotage de l'enquête ou les collectifs d'enquête. Enfin, la présentation se termine sur une réflexion plus large touchant les liens entre le travail clinique d'analyse et de conscientisation avec les sujets et acteurs sociaux dans la recherche et les changements dans l'organisation du travail et sa gestion.

RIBÉRAUD Vonnick (vonnick.riberaud@gmail.com)

Doctorante / GRESCO

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D8)*Rapports au monde et rapports au métier : adhésion, innovation ou reconversion. Trajectoires biographiques de jeunes et futurs professionnels de la solidarité internationale.*

Le milieu de la solidarité internationale est devenu un milieu professionnel au sein duquel il est aujourd'hui possible de se former. Parmi ceux qui souhaitent travailler dans des Associations de Solidarité Internationale nombreux sont ceux qui suivent une formation de type universitaire. Ces formations préparent les futurs professionnels à exercer un métier qui depuis les années 1980 s'est rationalisé et technicisé. Les jeunes qui s'orientent vers ce secteur ont conscience de cette professionnalisation mais ont pour la plupart une représentation du milieu qui est le résultat de premières expériences à l'international relativement succinctes et enchantées. La question qui se pose alors est celle du degré de coïncidence entre l'identité professionnelle proposée par les formations et le milieu professionnel d'une part et l'identité individuelle des futurs et jeunes professionnels d'autre part. Nous verrons comment ces deux identités se rencontrent et s'élaborent conjointement. En fonction des ressources, des dispositions, de la socialisation passée et en cours d'étudiants et anciens étudiants d'une licence et d'un master professionnels de sciences humaines, nous décrirons les processus par lesquels ces jeunes construisent leur rapport au métier. Celui-ci est indissociable d'un rapport au monde et aboutit à des attitudes différenciées face au milieu. Elles sont visibles à travers des phénomènes d'adhésion, d'innovation ou de reconversion.

RICHARD-FERROUDJI Audrey (audrey.richard@cemagref.fr)

Chercheur / Cemagref

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 10)*Les conditions d'une exploration - Application de la théorie des régimes d'engagement à l'analyse d'équipements politiques pour la gestion de l'eau*

L'exigence démocratique de participation invite à une ouverture des processus de décision dont les analystes font souvent un constat d'échec. Sous quelles conditions des personnes peuvent-elles s'engager dans l'exploration de nouvelles solutions, accueillir la nouveauté ou la laisser advenir ? La sociologie pragmatique met l'accent sur la composition des collectifs en mettant en valeur les bénéfices de l'exploration du monde des possibles (Callon et al. 2001), alors que la maîtrise et la recherche de garantie président souvent à la conception des dispositifs. Nous nous appuyons sur la théorie des régimes d'engagements (Thévenot 2006) et en particulier de la proposition d'un régime exploratoire (Auray 2010) pour discuter des conditions d'ouverture et de créativité dans des dispositifs de gestion concertée. Nous déploierons ce cadre dans le cas du bassin de Thau dans l'Hérault. Nous sommes attachés à suivre les participants dans différents moments (un débat public conduit en 2009, l'expérimentation d'un outil Internet en appui à un groupe de travail et la mise en œuvre d'une démarche prospective) afin de comprendre les conditions d'une dynamique exploratoire et analyser ce que cela produit ou change dans la gestion de l'eau.

Auteur non communicant : Olivier Barreteau UMR G-EAU Cemagref

RICHARD-FERROUDJI Audrey (audrey.richard@cemagref.fr)

Chercheur / Cemagref

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)*Écologisation ou politisation des métiers de la gestion territoriale de l'eau ?*

Dans le domaine de l'eau, la décentralisation a conduit à la multiplication au sein de la fonction publique territoriale de postes de cadres spécialisés. Dans le cadre de leur mission de préservation des milieux aquatiques, ils sont parfois qualifiés d'«intégristes de la nature», par exemple lorsqu'ils invitent les élus à ne plus curer systématiquement les cours d'eau. Une telle critique invite à s'interroger sur l'écologisation des métiers de l'action publique territoriale dans le domaine de l'eau. A partir d'une enquête conduite auprès d'animateurs de bassin versant en 2006 et d'études de cas en Languedoc-Roussillon (Richard-Ferroujji 2008), nous discuterons d'une telle caractérisation. Si les animateurs de bassin versant se positionnent en défense du milieu naturel, ils se revendiquent rarement écologistes mais plutôt dans une posture saint-simonienne. Dans le même temps, ils revendiquent une approche pragmatique des problèmes où il s'agit de «travailler à ce qui résiste» (Jeannot 2005). Les personnes interrogées insistent sur leur engagement pour mettre en œuvre une bonne gestion de l'eau et sur les difficultés dans le rapport du «technique» au «politique». Alors, plutôt qu'une écologisation de la fonction publique territoriale, le développement de ces métiers peut être lu comme une politisation d'ingénieurs en environnement et questionne les qualités demandées aux ingénieurs et l'évolution de l'action publique technique.

RIST Barbara (barbara.rist@cnam.fr)

MCF / CNAM

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 6)*La traduction de la demande dans l'aide sociale individualisée de masse*

En comparant deux dispositifs d'attribution des droits sociaux (aides aux jeunes et droits liés au handicap), nous examinons quel est le statut réservé au demandeur, puis les logiques bureaucratiques et morales qui président au tri des demandes par les acteurs des deux dispositifs. Nous nous interrogeons ensuite sur les marges de manœuvre effectives des usagers dans la co-construction de la demande ainsi que sur les façons dont s'élabore la connaissance des besoins auxquels il s'agit de répondre. Cette comparaison montre que la dimension procédurale du droit ne suffit pas à susciter une réelle co-construction de la

demande. Il n'y a pas une, mais des « magistratures sociales », plus ou moins participatives, plus ou moins conditionnelles et discrétionnaires, selon le type de bénéficiaires. Pour faire entendre leur voix, les jeunes en difficultés apparaissent ainsi dans une position relativement défavorable par rapport aux personnes handicapées : d'une part, leur jeune âge les discrédite aux yeux des acteurs de l'aide sociale ; d'autre part, ils représentent l'archétype du bénéficiaire valide et apte au travail, traditionnellement plus contrôlé par les institutions du travail social.

Auteurs non communicants : Marie-Christine Bureau CNRS/LISE, Léa Lima CNAM/LISE, Christophe Trombert Univ. Lyon 2

RIUS Pia Valeria (piavrius@yahoo.com.ar)

Chercheuse associée - Vacataire / CEMS/EHESS - INSEEC

RT 21 Mouvements sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Les coopératives des travailleurs « desocupados » en Argentine durant les années 2000. Des « moments militants » au sein de l'économie sociale.

Cette communication s'appuie sur une recherche ethnographique concernant les organisations de travailleurs desocupados en Argentine. Ces organisations montrent une capacité à évoluer au cours du temps pour devenir aussi des coopératives de travail et participer à des réseaux de commercialisation. La participation des professionnels, issue des classes moyennes, également des dits « nouveaux pauvres » et des travailleurs au sein des groupes contribue, grâce à leur formation et à leur pratique, à cette évolution. Souvent regroupés sous la catégorie des militants, ces membres participent des différents espaces des organisations mettant en place, de fait, un réseau de circulation de l'information dont les moyens combinent, la distribution des tracts, la création d'un site web, la création d'une « radio locale », la simple utilisation du téléphone ou d'un email. Plusieurs études tentent de saisir les innovations politiques apportées ou supposées apportées par les différentes organisations, néanmoins, leur transformation sous la forme de coopératives demeure peu étudiée. Pour l'examiner, la confrontation de la catégorie de militant à celle de non-militant s'est avérée un outil fondamental. Ce contraste nous permettra de préciser la spécificité de ce que d'aucuns considèrent des « pseudo-coopératives » et d'interroger les positions de ces groupes face à certaines promesses de la modernité.

RIUTORT Philippe (riutortp@yahoo.fr)

Professeur de chaire supérieure / Lycée Henri IV Paris/Université Paris Ouest

LEROUX Pierre (pierre.leroux@uco.fr)

MCF / CRAPE

RT 37 Sociologie des médias Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

« Réinventer » la représentation politique à la télévision. De l'émergence de l'émission conversationnelle à son institutionnalisation.

Les émissions conversationnelles ont été décrites aussi bien par leurs promoteurs que par divers analystes comme une rupture avec les mises en scène de la politique qui avaient cours jusqu'alors et particulièrement l'émission politique télévisée. Ces éléments de rupture passaient aussi bien par les formats d'émission et le ton adopté par les animateurs à l'égard de leurs hôtes mais également par les types de discours qui s'y déroulent, les caractéristiques des invités politiques. On observe toutefois, au fur et à mesure que l'on assiste à une banalisation des émissions conversationnelles, à l'élaboration de compromis établis avec les invités politiques assurant une place plus importante et moins désacralisante à la politique que précédemment tout en renouvelant les codes du questionnement politique télévisé.

RIVIERE Clément (clement.riviere@sciences-po.org)

Doctorant / Observatoire Sociologique du Changement

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Le rapport au téléphone portable dans l'encadrement parental des pratiques urbaines infantiles : essai de typologie comparée (Paris-Milan)

L'encadrement parental des pratiques urbaines infantiles (EPPUI), ensemble d'activités éducatives et préventives relatives à l'utilisation et à la fréquentation des espaces publics, constitue une voie d'entrée privilégiée pour étudier la manière dont les parents se représentent les risques et les bénéfices associés à la prise d'autonomie progressive des enfants dans la ville. Exprimant la dimension stratégique du rapport à l'urbain, ces pratiques et les représentations qui les sous-tendent informent de manière plus générale sur les conceptions parentales des rapports sociaux dans les espaces publics, simultanément arènes de socialisation et de mise en danger de soi et d'autrui. Parmi les nombreuses facettes de ce volet urbain du travail parental, la mise à disposition de l'enfant d'un portable constitue aujourd'hui une pratique largement répandue. Son accessibilité n'en fait cependant pas un instrument utilisé par tous les parents ; quand il l'est, il ne l'est pas toujours pour les mêmes motifs et de la même manière. En accordant une attention particulière aux raisons invoquées pour expliquer le recours au portable ainsi qu'à ses usages le cas échéant, cette communication a pour objet de proposer une typologie du rapport au téléphone portable dans l'EPPUI, à partir d'un corpus d'entretiens semi-directifs réalisés dans le 19ème arrondissement de Paris et le triangle « Monza-Padova » à Milan, auprès de 80 parents d'au moins un enfant âgé de 8 à 14 ans.

RIVIÈRE Clément : voir à **OBERTI Marco**

ROBETTE Nicolas (nicolas.robette@ined.fr)

Maître de conférences / Université Versailles-Saint-Quentin, laboratoire Printemps

RT 20 Méthodes Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)*Transmission intergénérationnelle des trajectoires d'activité féminines: une analyse de dyades de séquences*

L'appariement optimal (optimal matching), introduit dans les sciences sociales par Andrew Abbott dans les années 80, s'est depuis largement diffusé dans les champs de l'étude des parcours de vie et des carrières professionnelles. Son principe consiste à mesurer la dissimilarité entre des séquences afin, le plus souvent, de construire des typologies et d'identifier les principaux types de séquences observées. Parmi les divers développements de l'appariement optimal (dynamic hamming, analyse séquentielle multidimensionnelle...), nous proposons une démarche centrée sur la prise en compte de « dyades », constituées de trajectoires liées non nécessairement synchroniques. Un tel outil trouve une application dans l'étude de la mobilité sociale. L'enjeu est d'identifier d'éventuelles régularités dans les carrières au sein des lignées, en prenant en compte à la fois les similarités propres aux trajectoires des parents, les similarités propres aux trajectoires des enfants, mais aussi les régularités communes aux dyades de trajectoires parents-enfants : on ne se base pas sur des positions sociales mais sur les trajectoires dans leur globalité. Techniquement, cette démarche suppose plusieurs étapes : appariement optimal, échelonnement multidimensionnel et PLS canonique. L'analyse de dyades de séquences est ici illustrée par l'étude de la transmission des trajectoires d'activité entre mères et filles, à partir de 1400 lignées issues de l'enquête Biographies et entourage (Ined, 2001).

Auteur non communicant : Eva Lelièvre INED

ROBIN Yannig (MECHOUWARLAEZ@ORANGE.FR)

Doctorant / UBO BREST

RT 30 Sociologie de la gestion Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)*Une innovation sociale et solidaire au service de l'enfant ?*

La notion d'innovation associée aux établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), peut être appréhendée sous l'angle d'une tension entre la recherche de nouvelles réponses collectives à des besoins sociaux et l'aspiration au mieux être ou "innovation sociale", et l' "innovation économique", comme nouveauté susceptible d'augmenter les profits financiers. Dans un contexte de rationalisation budgétaire, le risque de standardisation des pratiques produit d'une priorité donnée à la logique économique, interroge la capacité des EAJE dont plus particulièrement les établissements associatifs, à répondre opportunément aux besoins des enfants et de leurs parents. Compte tenu de ces évolutions, peut-on définir une ou plusieurs formes d'innovations applicables aux EAJE ? L'innovation est-elle d'ailleurs nécessaire dans un secteur où le progrès doit pouvoir être associé à l'enfant ? Si des nécessités d'innovation s'imposent aux EAJE, quel est le mode d'organisation le mieux à même d'y répondre ? Comment plus largement faire se concilier les logiques de gestion, d'économie sociale et d'accueil du jeune enfant au service de l'enfant et de ses parents ? L'analyse des convergences et divergences entre les trois champs pré-cités traversés par les concepts d'innovation, de progrès, de créativité... , pourrait permettre de dessiner l'esquisse d'un nouveau paradigme de gestion sociale et solidaire au service de l'enfant.

ROCA Roxane (roxane.roca@laposte.net)

Sociologie Santé Nutrition Activité Physique / IFERISS-SOI

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D8)*L'approche de la nutrition et de l'activité physique en médecine générale*

Encouragée par les politiques publiques sanitaires, les activités physiques dans les pratiques d'entretien de la santé intègrent le champ d'intervention des médecins généralistes. Or les sciences de l'activité physique et de la nutrition au même titre que l'entretien motivationnel sont des domaines récemment et insuffisamment abordés dans le cursus médical. Il en résulte une connaissance et une implication motivationnelle limitée pour promouvoir efficacement l'activité physique. La méthodologie utilise le paradigme interactionniste pour analyser la consultation. En mobilisant l'approche de la relation médecin-patient couplée aux observations de 55 consultations auprès de 11 médecins généralistes, nous aborderons les pratiques préventives corporelles, à travers une analyse fine des échanges entre les deux protagonistes. Le conseil en activité physique n'est pas une pratique de routine au cabinet. Dans 25 consultations sur 55, médecin et patient échangent sur ce thème. Cette prestation est tout autant initiée par ces professionnels que sous la sollicitation du patient, mais le contenu des échanges reste basique. La prédisposition du médecin à conseiller les patients est souvent corrélée avec son expérience et ses valeurs personnelles en matière de pratique physique ou sportive. En effet, les généralistes actifs semblent être ceux qui motivent d'avantage leurs patients et accordent plus de temps à la promotion de la santé dans la consultation.

ROCHA Daniella (daniella.decastrorocha@gmail.com)

Enseignant-chercheur / Universidade de Brasilia / IRIS EHESS

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)*L'urbain et le politique à Brasilia. Flux migratoires, occupation du territoire et invention du politique (1960-2010)*

La configuration urbaine brésilienne synthétise une réalité fort contrastée, résultant des logiques ambivalentes d'occupation de ce territoire depuis sa fondation en 1960. Des nombreux paradoxes sont associés au processus singulier de consolidation de ce territoire, qui reste à plusieurs égards atypique. Dans ce travail nous nous intéresserons notamment aux dimensions ambivalentes de la vie politique locale à Brasilia, et à son articulation avec la problématique urbaine. L'étude socio-historique du processus de consolidation de l'espace (de compétences et des pratiques) politique local à Brasilia fait apparaître l'imbrication entre l'urbain et le politique comme un paramètre clé de la structuration de cette sphère politique. C'est dans

cette perspective que nous pourrions situer l'« innovation » (Lapierre, 1977) représentée par la différenciation, en plein processus de transitions démocratique, d'un espace politique proprement brésilien et sa cristallisation au fil des deux dernières décennies, comme étant étroitement liées à un contexte social particulier: celui de l'aggravation de la crise urbaine relative à la répartition du territoire dans le District Fédéral.

ROCHA Daniella (daniella.decastrorocha@gmail.com)

Enseignant-chercheur / Universidade de Brasilia / IRIS EHESS

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Logiques de la participation associative dans un quartier populaire de Brasilia. Entre engagement à la cause et professionnalisation

Si l'apport heuristique de la mobilisation des outils de la sociologie du travail est aujourd'hui démontré dans l'étude des recompositions du monde associatif français (Hély), ce type d'approche et de « décloisonnement analytique » n'a jamais été mis au jour dans le contexte brésilien. Serait-il possible de transposer aux expériences latino-américaines certaines tendances contemporaines et assez générales du phénomène associatif, telle la professionnalisation et la dilution de la dimension collectiviste ? Serait-il ainsi pertinent de s'appuyer sur la notion d'« entreprise associative » (Hély) pour cerner les logiques en œuvre dans un milieu (Sawicki) associatif au Brésil ? Tout en évitant la simple « exportation » de cadres analytiques, cette communication prend toutefois le pari d'observer le phénomène associatif au Brésil, à la lumière d'une approche qui cherche à associer les logiques militantes de l'engagement associatif à des logiques sociales (professionnelles par exemple) plus globales et tout aussi importantes. En nous appuyant ici sur une enquête multi-méthodes, associant perspective socio-historique (Noiriel) et localisée (Briquet, Sawicki) dans un quartier périphérique de Brasilia, il s'agira d'interroger les logiques de la participation associative à l'œuvre dans un contexte socialement populaire et politiquement effervescent.

ROCHE Pierre (roche@cereq.fr)

Sociologue / Céreq

RT 16 Sociologie clinique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

La proximité à l'épreuve des trafics de drogue

Le trafic des drogues met en danger les jeunes les plus fragilisés, notamment ceux qui, dans les quartiers populaires, disposent de faibles ressources en termes de liens sociaux et ne parviennent pas à « se retirer à temps ». Ceux-là s'enfoncent dans la galère et glissent progressivement vers une délinquance de plus en plus marquée. Il imprègne aussi les modes de vie des jeunes, bien au-delà de ceux qui y participent. Quelles sont les dimensions proprement éthiques de l'agir des professionnels qui ont pris le parti de la proximité, celui d'aller au plus près de ces jeunes afin de lutter contre l'attractivité de ces réseaux ? Pourquoi le positionnement éthique permet-il d'apporter une aide concrète à l'autre, réussit-il souvent là où la référence à la morale échoue ? Pourquoi peut-il autoriser un travail sur le repérage des risques ou sur le transfert dans le champ licite des compétences acquises dans le champ illicite ? Pourquoi, enfin et surtout, permet-il à un éducateur de ne pas faillir à sa mission éducative ?

RODAS Henrique (hrodas@u-paris10.fr)

Doctorant / CERSM

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D8)

La désobéissance civile dans le football professionnel à travers l'affaire Mexès

Il arrive qu'en remettant en cause ce qui va de soi, les acteurs aient la volonté de le transformer, au moins de telle sorte que les choses leur paraissent plus justes. Nous le montrerons à travers l'affaire Mexès (2003) où le footballeur use de la « désobéissance civile » pour plaider sa cause. Footballeur professionnel durant tout le conflit l'opposant à son club (Auxerre), il mobilise les instances à sa disposition tout en refusant les pratiques établies qui le gouvernent. Ainsi, un des moyens de plaider sa cause consiste à rompre avec un certain nombre de conceptions partagées, ou qui se sont plus ou moins durablement laissées accepter. Une sociologie de la désobéissance civile nous permet de décrire la trajectoire par laquelle les acteurs entrent dans le déni de l'ordre établi. L'arrière plan discute l'application de la liberté de circulation. Et, tandis qu'il revendique sa cause personnelle pour davantage de justice le concernant, nous pouvons nous demander quels éléments font en sorte qu'on assiste à l'ouverture de débats réexaminant l'ordre établi notamment autour de questions qui dépassent le footballeur. Il résulte que l'ensemble de ces axes met en exergue ce que font les acteurs lorsqu'ils questionnent ce qui jusqu'ici pouvait leur sembler aller de soi ; de même qu'on parvient à questionner comment un simple cas en vient à reconfigurer le football et par là, à impulser et à engager des changements sociaux.

RODAS Henrique : voir à **ADAM Charles-Eric**

RODET Diane (dianerodet@yahoo.fr)

Doctorante (Allocataire-monitrice) / LISE (CNAM-CNRS)

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 12)

Des dispositifs de jugement innovants : les systèmes participatifs de garantie de l'économie solidaire.

Les chartes, labels et logos se sont multipliés au sein de l'économie solidaire au cours des vingt dernières années. L'existence de plusieurs dispositifs de ce type au sein d'un même domaine (la persistance de logos et mentions privés aux côtés du label public d'agriculture biologique en est une illustration) interroge quant à la raison d'être de tels outils apparemment redondants.

L'étude de ces dispositifs à la lumière de l'économie des singularités apporte des pistes de réponse à ces questions, et éclaire les débats qui entourent l'évaluation et la normalisation de l'économie solidaire. Cette communication s'attache à montrer comment, aux côtés de dispositifs de jugements « classiques » que sont les certifications par tiers (se manifestant souvent par un logo ou label) se sont développés des dispositifs innovants : les systèmes participatifs de garantie. Les caractéristiques de la certification par tiers seront exposées avant de montrer dans quelle mesure les systèmes participatifs de garantie s'y opposent. On développera en particulier la question de la participation des parties prenantes de la production aux dispositifs de jugements qui leurs sont destinés et celle de la crainte du risque de désingularisation.

RODET Diane (dianerodet@yahoo.fr)

Doctorante (Allocataire-monitrice) / LISE (CNAM-CNRS)

RT 12 Sociologie économique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 2)

La production engagée : les systèmes de garantie de l'économie solidaire comme réponse aux nouveaux enjeux de l'innovation.

Étudiés comme outils permettant de remédier à une situation d'information imparfaite, d'incertitude radicale sur la qualité, ou encore comme support d'une consommation militante, les systèmes de garantie (labels, logos, chartes, systèmes participatifs de garantie) sont fréquemment envisagés du point de vue des consommateurs. L'étude de l'élaboration et de la mise en œuvre des systèmes de garantie de l'économie solidaire permet d'appréhender ces dispositifs du point de vue des réseaux qui en sont à l'origine et de celui des producteurs qui les adoptent. Ces dispositifs peuvent ainsi apparaître comme des réponses à la gestion des externalités négatives engendrées par les innovations, par la mise en avant de valeurs et pratiques alternatives à celle de la production et de la consommation « ordinaires ». Cette communication s'attache à montrer la pluralité des valeurs écologiques, économiques et sociales mises en avant par ces signes de qualité. La coexistence de conventions de qualités concurrentes, indiquées par la présence de différents systèmes de garantie au sein d'un même secteur est analysée. Le mode de fonctionnement adopté par ces dispositifs (certification par tiers ou systèmes participatifs de garantie en particulier) est envisagé comme révélateur d'une conception sous-jacente des consommateurs, perçus comme plus ou moins actifs et compétents.

RODIER Christine (christine.rodier@hotmail.fr)

Doctorante / Université de Strasbourg

RT 43 Sociologie et religions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D5)

« Le halal et la norme : entre traditions et innovations »

Dans le cadre d'une étude sur les pratiques alimentaires d'adolescents dont les parents sont originaires du Maroc, la question de la norme nous interroge sur le sens accordé à l'incorporation et les nombreuses tactiques déployées par les adolescents pour reformuler le rapport entre « tradition » et « modernité ». Cette contribution se concentrera sur la consommation de nourriture halal et l'influence que celle-ci revêt sur l'individu et son rapport à l'islam. Le halal sera analysé à travers deux dimensions qui nous apparaissent pertinentes pour notre étude : celle de sa délimitation comme enjeu de conflits et de négociations et celle de sa marchandisation conçue non pas comme une grille neutre mais comme étant elle-même construite et traversée par des rapports de différenciation et de sens. Le halal constitue un modèle alimentaire où certains traits culturels spécifiques au groupe sont à la fois rejetés et d'autres surinvestis, voir réinventés par les adolescents. Le caractère halal d'une consommation tend davantage à se manifester dans une discipline de soi que dans un héritage familial. Face au phénomène de « marchandisation du halal », certains descendants de migrants s'insurgent pour revenir à ce qu'ils nomment le « vrai islam ».

ROESLER Vera Regina (vrpsi@hotmail.com)

Étudiante Master 2 et Doctorat, Psychologue clinicienne / Laboratoire de Changement Social - Université Paris 7

RT 16 Sociologie clinique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D4)

Les aspects paradoxaux du processus de la retraite chez travailleurs brésiliennes.

Tout en étant en corrélation avec le vieillissement démographique, la retraite fait partie des problèmes qui montrent l'aggravation progressive du mal-être au travail et au sein de la société. C'est un thème complexe et médiatisé par les débats ayant lieu entre les syndicats et les pouvoirs publics. Actuellement le mot retraite est inadéquat, parce que son sens usuel a une connotation péjorative et ne signifie pas la réalité vécue par des individus. Cette communication est extraite d'une recherche de Sociologie Clinique en cours au Brésil et y sont analysés le cas de deux employés des banques, déjà retraités par la sécurité sociale mais encore à occuper leur emploi. Il s'agit d'un homme de soixante-dix-sept ans et d'une femme de cinquante-quatre ans, qui ont de bonne situation financière et qui de ce fait n'ont pas besoin de continuer à travailler. Ils se plaignent des problèmes de santé et de leurs conditions de travail, mais ils disent que ne peuvent pas quitter leurs emplois : dans leurs récits de vie, ces cadres de banque expliquent que, pour eux, l'idée de vivre la retraite comme un moment de liberté et de loisirs n'est pas acceptable, que la sortie du travail salarié représente la perte de sens de leur vie. C'est comme un passeport qui assure la condition d'entrée dans la vieillesse et dans l'inutilité. Pour eux, l'idée de la rupture avec le travail formel dans la société de consommation représente une situation d'exclusion social et de déconstruction identitaire.

ROGGERO Pascal (pascal.roggero@univ-tlse1.fr)

Professeur de sociologie / LEREPS Université de Toulouse-Capitole

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 10)

De la pertinence d'articuler « pensée complexe » et « systèmes complexes » : pour une science réflexive de la complexité sociale

Le mot complexité s'est beaucoup diffusé dans les champs scientifiques dont la sociologie surtout anglo-saxonne (Urry, 2003, 2005 ; Sawyer, 2005, 2011 ; Castellani et Hafferty, 2009). Pourtant ce succès terminologique ne va pas sans ambiguïtés sémantiques. Deux conceptions principales de la complexité coexistent : celle dite de la « pensée complexe » développée par E. Morin (1977-2004) de nature épistémologique et dont l'influence touche principalement le monde latin et celle dite des « complex systems » autour du Santa Fe Institute, de nature surtout méthodologique et à l'influence d'abord nord-américaine puis mondiale. Or, ces deux conceptions communiquent peu (Roggero, 2008). Cette situation peut paraître préjudiciable à l'une comme à l'autre. En effet, la « pensée complexe » qui peine à s'inscrire dans l'empirie pourrait trouver dans les « systèmes complexes » les outils méthodologiques qui lui font défaut pour représenter et modéliser les « processus » au cœur de la complexité sociale dont les systèmes multi-agents. Réciproquement les « systèmes complexes » pourraient, en empruntant le cadre épistémologique issu de La Méthode, adopter une réflexivité plus grande sur leur pratique scientifique et leurs résultats. Ce faisant, il deviendrait possible d'envisager une science réflexive de la complexité sociale (Rodriguez et Roggero, 2011).

Auteur non communicant : Leonardo Rodriguez Zoya IIGG Université de Buenos Aires

ROGINSKY Sandrine : voir à JEANNE-PERRIER Valérie

ROJAS LASCH Carolina (crojaslasch@gmail.com)

Doctorante / IRIS/EHESS

CEBALLOS Marco (marco.ceballos.sch@gmail.com)

Doctorant / IEDES/PARIS1

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV G1)

Une assistance sociale du XXIème siècle: les tensions entre le moderne et le traditionnel autour du système « Chile Solidario ».

Au Chili, le dispositif d'intervention social créé à l'égard d'un paradigme de rénovation des politiques latino-américaines porte le nom de « Chile Solidario ». Nous soutenons que la principale innovation proposée par ce dispositif est sa capacité paradoxale de ré-assigner discrètement de la valeur à une pratique d'assistance sociale tendue entre le traditionnel et le nouveau. La configuration de cette assistance du XXIème siècle est analysée à partir des tensions qui se manifestent sur trois niveaux. Le premier : la rhétorique politique-savante qui, à travers une « ré-sémantisation » de la politique sociale, elle légitime l'individualisation de la figure du pauvre et de son traitement, en dépolitisant les inégalités. Le deuxième : la mise en pratique de l'assistance sociale qui, à travers de nouvelles technologies de l'information et de la gestion centralisées, assure une intervention rationalisée et standardisée, cependant les intervenants chargés de la mise en œuvre, voient maintenant leurs marges d'action limitées et, en conséquence, déploient une résistance souterraine du métier. Et le troisième niveau : les pauvres assistés qui sont convoqués à donner un certain sens d'unité à la politique sociale et qui, à côté de l'incitation à tenir un comportement autonome, entrepreneur, motivé, développent des stratégies et un sens pratique de quémandeurs entrants effectivement en rapport avec les logiques des intervenants.

ROSANVALLON Jérémie (jeremie.rosanvallon@cee-recherche.fr)

Chercheur / Centre d'Etudes de l'Emploi

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D20)

Innovations informatiques et collectifs de travail

Les innovations nuisent-elles aux relations internes aux collectifs de travail ? De nombreux travaux ont souligné la montée du contrôle et de la formalisation associée aux innovations dans les entreprises. De plus, de nombreuses analyses de cas et monographies, montrent que les innovations sont porteuses de tensions manifestes. Mais des travaux statistiques portant plus spécifiquement sur l'insertion dans les collectifs (entraide, discussions entre collègues, ambiance de travail), montrent que l'on ne peut aller dans ce sens et que les innovations semblent plus généralement associées à des collectifs de travail renforcés. L'exploitation statistique de l'enquête Changements Organisationnels et Informatisation (COI, 2006) et d'une enquête qualitative qui a été associée (30 entretiens avec des salariés du secteur privé), permet de montrer que l'informatique reste fortement associée à l'intégration des individus au travail. A défaut de pouvoir établir un réel lien de causalité, on observe une réelle corrélation. Les individus associés aux innovations sont souvent les mieux intégrés. Et le fait d'être tenu à l'écart de ces outils apparaît en revanche plus nettement comme associé à un fort isolement des salariés.

Auteur non communicant : Thomas Amossé Chercheur CEE.

ROSENFELD Martin (martin.rosenfeld@ulb.ac.be)

Doctorant, assistant enseignant / EHESS & Université Libre de Bruxelles

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

Bruxelles – Cotonou. Territoire migratoire et commerce transnational d'exportation de véhicules d'occasion

Depuis les années 1990, Bruxelles est l'une des principales places marchandes d'une filière commerciale organisant l'acheminement de véhicules d'occasion d'Europe vers l'Afrique. Ce commerce s'est développé selon une logique de

concentration de l'activité qui a fait des environs du canal de Bruxelles un quartier à l'activité monofonctionnelle. Ce processus a également entraîné une visibilité croissante de la présence de ressortissants d'Afrique Subsaharienne dans le quartier. Pourtant, un décalage frappant existe entre d'une part la centralité évidente de cette activité et sa visibilité croissante dans le quartier et, d'autre part, la relative ignorance des Bruxellois pour ce qui s'y passe. D'autant que, contrairement à la situation de la plupart des villes françaises, ce quartier de relégation dans lequel s'est développé le commerce de véhicules d'occasion est situé en plein centre ville. Cette étude s'inscrit dans un débat plus général sur les nouveaux territoires circulatoires dans les villes. Le renouvellement des approches en socio-anthropologie des migrations offrent des outils de compréhensions nouveaux dans l'étude des dynamiques urbaines. Si le commerce d'exportation de véhicules d'occasion à Bruxelles s'apparente bien à la constitution d'un espace transnational aux marges de la ville, ce processus reste difficilement accepté par les habitants du quartier et les autorités en charge de l'administration de ce territoire.

ROSTAING Corinne (corinne.rostaing@univ-lyon2.fr)

MCF / CMW

TOURAUT Caroline (tourautc@yahoo.fr)

ATER / CMW

RT 40 Sociologie des institutions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 16)

Création culturelle et institution carcérale

Si la prison est un lieu d'enfermement, de tensions et de violences (Chauvenet, Rostaing, Orlic, 2008), elle peut être aussi un lieu d'ouverture et de rencontres dans le cadre de l'élaboration de projets culturels. Le musée du Louvre a ainsi initié un projet d'exposition de reproductions de tableaux au sein d'une maison centrale, invitant dix détenus à choisir une œuvre de grand maître, à produire un texte, à préparer une exposition et le catalogue, dans le cadre d'ateliers, animés par un architecte scénographe et un écrivain. Partant de l'analyse de la mise en œuvre et des effets de réception de ce projet à travers une sociologie de l'action, notre communication se propose d'étudier la dynamique de création initiée par une institution culturelle noble au sein d'un établissement d'une institution honteuse (Rostaing, 2010). Nous rendrons compte d'abord du processus chaotique de co-construction de ce dispositif qui met en rapport des partenaires aux pratiques professionnelles et au « programme institutionnel » (Dubet 2002) fort différents. Puis nous analyserons si cette innovation institutionnelle contribue ou non à des formes de reconnaissance des détenus participants et comment elle est perçue par les autres acteurs de la prison (détenus non participants et personnels). Enfin, nous interrogerons la portée institutionnelle d'un tel projet. Le partenariat entre deux institutions aussi différentes peut-il contribuer à modifier des regards, des logiques ou des pratiques.

ROT Gwenaële (grot@u-paris10.fr)

Maître de conférences / Université de Paris Ouest, Laboratoire IDHE UMR 85 33

RT 23 Travail, activité, technique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 5)

Traces de scripts sur scénario

Un casque sur les oreilles, un chronomètre autour du cou, un scénario annoté sur les genoux, un appareil photo à portée de main, une femme regarde attentivement le combo qui lui renvoie les images du film entrain de se faire. Elle prend des notes et s'adresse discrètement au réalisateur. Entre deux prises on la perçoit se plonger dans des cahiers mais aussi se lever pour échanger quelques mots avec les comédiens ou l'ingénieur du son. Un processus de fabrication marqué par la discontinuité et de nombreux aléas obligent la mise en œuvre de modalités de contrôle spécifiques des multiples interventions professionnelles nécessaires pour fabriquer un film. Ce suivi prend la forme d'un travail particulier : la surveillance de la continuité, dévolue à une scripte. En quoi cette activité participe-t-elle de l'œuvre de création au-delà de la fonction de « consignation » qu'elle suggère ? Nous voudrions notamment analyser les conditions d'élaboration et d'usage d'une mémoire scripturaire dans le processus de fabrication d'un film. Les écritures, schémas, dessins auxquels il convient d'ajouter des photographies de plateaux sont des appuis pour l'action essentiels. Nous chercherons à identifier ce que représentent ces écrits de travail mobilisés par les scriptes sur un plateau de tournage, ce qu'ils mettent en lumière et laissent dans l'ombre, en tant que marqueurs d'activité et d'interactions, miroir aussi d'un certain tâtonnement créatif.

ROTHÉ Céline : voir à **MUNIGLIA Virginie**

ROUDAUT Karine (Karine.Roudaut@telecom-bretagne.eu)

Ingénieur de Recherche / Télécom Bretagne

RT 26 Réseaux Sociaux Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 5)

L'impact de l'utilisation des réseaux sociaux sur le travail et les métiers.

Le cadre général de cette communication a pour objet l'usage des réseaux sociaux par les salariés d'une entreprise. Ces usages, divers et différenciés, renvoient à des applications en ligne qui permettent notamment de constituer des listes de contacts (amis, relations) ; de suivre les actualités de ces contacts et / ou de créer des groupes thématiques (groupes de travail, groupe autour d'un domaine de compétences), ce qui rejoint l'utilisation de communautés de pratique... Nous discutons ces modes d'usages et leurs enjeux sociaux au niveau de l'organisation et de l'exercice des métiers, à partir de la problématisation de la perméabilité des frontières entre vie privée et vie professionnelle, à partir d'une étude de cas - quantitative par questionnaire (9000 réponses attendues) et qualitative par entretiens semi-directifs (20) -, menée auprès des salariés en France d'une entreprise du CAC 40, Deux axes soulèvent la question de l'identité numérique et de l'exposition à travers le problème du risque versus l'opportunité : la sollicitation de la visibilité opposée au risque de l'invisibilité ; liberté de parole mais aussi le

signalement sur le marché du travail. Il s'agit alors de savoir si le risque n'est pas aussi une ressource (aisance sociale, autonomie vis-à-vis de son employeur, attitude de transparence, etc.). Ce questionnement est également celui de la capacité (ou non) à réguler des données personnelles.

Auteur non communicant : Nicolas Jullien MdC Télécom Bretagne

ROUDAUT Karine (Karine.Roudaut@telecom-bretagne.eu)

Ingénieur de Recherche / Télécom Bretagne

VICENTE Michael (Michael.Vicente@utc.fr)

MCF / UTC

RT 23 Travail, activité, technique Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 5)

Les collectifs de production ouverte de connaissance : l'utopie de l'universalité confrontée au succès du projet.

Les collectifs de production en ligne ont ceci de particulier qu'a priori leur utilisation est libre, et la participation ouverte à tous ("Wikipédia, l'encyclopédie pour tous et par tous"). La question de la limite en terme de contributeurs et d'utilisateurs ne devrait pas se poser, puisqu'elles produisent des biens non rivaux, que les producteurs y sont bénévoles et que donc le problème d'avoir des rendements décroissants à la contribution n'est pas central. Pourtant on observe la construction de règles pour sélectionner les producteurs, la constitution de hiérarchies et des débats réguliers sur la définition du public. Nous défendons ici l'argument que le succès même de ces actions et des groupes crée des tensions interne (la taille) et externe (l'institutionnalisation). En résolvant ces tensions par des arrangements civiques (sur la philosophie du projet), organisationnels (sur les règles de fonctionnement) et institutionnels (sur la représentation du collectif) ils redéfinissent l'accès au bien et à sa production, avec pour conséquence une fermeture plus ou moins forte ces accès. Cette analyse s'appuie sur trois études de cas, Debian, Georezo, Wikipédia, hétérogènes dans leur projet, dans leur public et dans leur taille, et qui seront présentés dans la première section et qui seront mobilisés en faisant appel aux études déjà menées sur ces collectifs, mais aussi à de la collecte de données originales (observation des dispositifs et entretiens complémentaires).

Auteur non communicant : Nicolas Jullien MdC Télécom Bretagne

ROUDIL Nadine : voir à **FLAMAND Amélie**

ROULLEAU BERGER Laurence (laurence.roulleau-berger@ens-lyon.fr)

Directeur de recherche au CNRS / CNRS-IAO-ENS Lyon

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Migrations, capitalismes globalisés et assemblages économiques

Dans un contexte d'intensification des migrations internationales et de globalisation des capitalismes se multiplient des dispositifs économiques de moins en moins locaux et de plus en plus polycentriques à partir des mobilités et des circulations de groupes et d'individus multisitués. Les transformations de mondes de la production et de leurs frontières sociales et symboliques dans différents contextes spatiaux et sociétaux ont lieu à partir de recouvrements, superpositions, dissociations de normes, de conventions locales et globales produites dans une variété d'espaces économiques. Nous assistons à des phénomènes de déterritorialisation-reterritorialisation qui mettent à jour des disjonctions et des conjonctions entre des espaces d'activités et de travail de légitimité variable. Des cadres spatio-temporels et des ordres économiques et sociaux se diversifient, se reconfigurent et se recodifient au-delà des frontières des Etats-Nations, du fait de mouvements d'internationalisation et de cosmopolitisation qui participent activement à la prolifération d'agencements économiques nouveaux, à la déstabilisation d'arrangements établis entre des mondes de la production pour produire des territorialités et conjonctions émergentes ni exclusivement nationales ni exclusivement globales, pour reprendre les termes de Saskia Sassen.

ROUSSARY Aurélie (aurelie.roussary@cemagref.fr)

Chercheur post-doctorant / CEMAGREF - UR ADBX

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

L'implication locale dans la construction du risque sanitaire et du principe de précaution. La controverse du Bio-essai souris sur le Bassin d'Arcachon

Cette communication propose une analyse des controverses suscitées par les normes de gestion sanitaires et des modalités et conditions de leur re-négociation depuis l'Europe au local. La remise en cause de la crédibilité des normes utilisées par les pouvoirs publics pour faire appliquer les réglementations sanitaires et environnementales constitue le cœur de la controverse. Celle-ci n'est plus exclusivement un affrontement d'experts, elle pose plus largement la question des critères devant être retenus pour apprécier la qualité des produits et des milieux, pour mesurer les risques et pour adopter des mesures de restriction ou de normalisation des activités. Ce qui est désormais qualifié de « crise ostréicole du Bassin d'Arcachon » a trouvé son expression dans plusieurs phénomènes porteurs d'incertitudes et objets de controverses imbriquées et récurrentes : interdictions de commercialisation, bio-essai souris, surmortalité des jeunes huîtres, impact d'activités sur la qualité du milieu. Le « choc social » suscité par ces événements et leurs conséquences a trouvé de larges échos politiques et médiatiques qui relaient les positions contradictoires des différents acteurs locaux. En reconstituant la genèse de la controverse du bio-essai souris et sa substitution par l'analyse chimique, nous aborderons les façons dont les multiples acteurs s'approprient, interprètent, transforment les informations disponibles et nourrissent ainsi le débat sur la « crise ostréicole du Bassin ».

Auteurs non communicants : Bruno Bouet ingénieur contractuel Cemagref - UR ADBX, Denis Salles directeur de recherche Cemagref - UR ADBX

ROUSSARY Aurélie (aurelie.roussary@cemagref.fr)

Post-doctorante / CEMAGREF - UR ADBX

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

Quelles réponses à la demande de sociologie pour l'action environnementale ? Ecueils et défis

Une perspective qui semble se dessiner en termes de recomposition de l'action publique environnementale est une demande explicite, émanant d'acteurs « de terrain » (institutionnels, associatifs) pour une contribution de la sociologie permettant non plus seulement d'éclairer, sous un angle « nouveau », les problématiques environnementales, mais aussi d'accompagner un changement significatif en matière de pratiques individuelles, d'action collective et finalement de gouvernance territoriale. Le champ de l'analyse des relations entre politiques publiques environnementales et écologisation des pratiques et des identités professionnelles s'étendrait-il aujourd'hui au métier même de sociologue ? Cette communication propose un regard sur un cas concret d'expertise sociologique à même d'ouvrir des pistes de réflexion participant à la construction d'une sociologie pour l'action. « Act'Eau » visait une analyse sociologique critique des conditions de préservation des captages d'eau potable et la co-construction d'un cadre méthodologique intégrant explicitement une dimension sociologique pour l'opérationnalisation d'un dispositif émergent de protection de la ressource en eau potable (500 captages Grenelle). Loin d'une méthode de management du dispositif, la posture adoptée s'est attachée à tenir à distance les risques d'une instrumentalisation de la connaissance sociologique, à garantir un retour sur l'analyse et à faire le pari de l'apprentissage et de la réflexivité des acteurs.

Auteur non communicant : Denis Salles directeur de recherche CEMAGREF - UR ADBX

ROUSSEL Violaine (vroussel@univ-paris8.fr)

Professeur / Univ. Paris 8/ISP-CNRS

RT 23 Travail, activité, technique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 5)

Les modes de définition professionnelle des agents artistiques dans le monde du cinéma américain : entre commerce et création

Cette contribution explore une profession méconnue parmi celles qui composent les industries culturelles : celle d'agent artistique dans le monde du cinéma. Elle est ici saisie sur le terrain où elle s'est développée en premier lieu et où elle s'est consolidée de la manière probablement la plus poussée : celui de l'espace du cinéma à Los Angeles. A l'écart du stéréotype qui attache clairement l'activité de l'agent au pôle commercial du champ de production cinématographique, par opposition aux logiques esthétiques et artistiques censées animer d'autres professionnels du secteur, on présentera les premiers résultats d'une enquête par entretiens qui restitue au contraire toute la complexité des modes de définition professionnelle des agents, qui articulent en réalité étroitement les logiques du commerce et celles de la création. Dans une première partie, on montrera à quel point les pratiques professionnelles de ces protagonistes structurent directement les dynamiques de création : elles font les œuvres aussi sûrement qu'y contribuent les activités d'autres participants à la production filmique, dont l'apport est plus visible et évident et qui sont ainsi socialement reconnus comme faisant œuvre d'artistes. Dans une seconde partie, on se penchera plus spécifiquement sur les perceptions des agents, sur la manière dont ils définissent leur activité pour eux-mêmes et la présentent à d'autres, et sur la place centrale qu'ils accordent à l'aspect artistique dans cette auto-définition.

ROUTELOUS Christelle (christelle.routelous@ehesp.fr)

ENSEIGNANT CHERCHEUR / EHESP

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

La réorganisation de l'offre hospitalière publique par la promotion du partenariat public-privé

Les transformations souhaitées par les pouvoirs publics au sein des organisations de soins interrogent les frontières professionnelles et institutionnelles. Les injonctions de collaboration inter-organisationnelles posent le problème de la coordination entre professionnels de différentes catégories et entre différentes organisations. Il s'agit de constituer des partenariats publics-privés pour assurer les missions nécessaires à la couverture des soins de proximité (urgences, maternité). Les acteurs sont amenés à interroger, à négocier et progressivement redéfinir leurs pratiques professionnelles et l'organisation de l'offre à l'échelle, non plus de leur établissement, mais du territoire de santé. Ces réorganisations d'activités, engendrées par les coopérations, présentent quelques caractéristiques remarquables. Si le partenariat public-privé redessine les frontières des organisations et des équipes (équipe mixte-multi-sites...), on constate, d'une part, que l'organisation est fondée sur la construction d'accords entre acteurs en situation de concurrence et, d'autre part, que c'est la préservation de l'autonomie de chacun (entité et spécialistes) qui nourrit les négociations collectives spécifiques et sporadiques au détriment de la définition d'un projet médical partagé. Les partenariats public-privé interrogent le rôle de l'hôpital de proximité car rien, in fine, n'assure la pérennité de l'offre à moyen ou long termes.

ROUTELOUS Christelle (christelle.routelous@ehesp.fr)

Enseignant chercheur / EHESP

RT 30 Sociologie de la gestion Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)

Les partenariats publics-privés comme outil de rationalisation de l'offre hospitalière

Ce travail étudie l'injonction de coopération entre établissements hospitaliers promue comme innovation gestionnaire pour favoriser une meilleure efficacité des établissements et une meilleure qualité de prise en charge. Ce travail de réorganisation de l'offre hospitalière s'inscrit dans une succession de réformes relatives aux modalités de financement, de planification et de gouvernance des établissements de santé. Les formes de partenariats entre acteurs du secteur public et du secteur privé promues par les politiques publiques récentes manifestent une volonté de restructuration accrue du secteur public et témoignent

d'un mouvement de libéralisation de l'offre de soins. La formalisation d'actions de partenariats engage les acteurs concernés dans un processus de redéfinition de leur territoire professionnel (appartenance, autonomie...) et des fonctions de l'hôpital (établissement avec/sans chirurgie-maternité-urgences). Les coopérations entre établissements de santé publics et privés sont indissociables d'une application au secteur de la santé des règles du nouveau management public à travers la promotion d'offres de soins regroupés ou coordonnés. La fragilité des dispositifs de coopération in fine semble être une innovation organisationnelle provisoire qui annonce un mouvement plus offensif de restructuration de l'offre hospitalière publique.

ROZÉE Virginie (rozeevirginie14@yahoo.fr)

Post-doctorante / INED

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

L'Assistance Médicale à la Procréation à l'épreuve de la norme procréative en France

Le processus de médicalisation a infléchi un tournant décisif dans la reproduction. Les nouvelles technologies reproductives permettent désormais de planifier et de décider de sa vie reproductive et sexuelle. A travers notamment l'Assistance Médicale à la Procréation (AMP), il est aujourd'hui techniquement possible pour toutes les femmes, infertiles ou non, de concevoir un enfant. Cette innovation médicale n'est pas sans effet sur les rapports sociaux de sexe et notamment sur les normes qui les encadrent et définissent. En France, l'AMP est réservée aux couples hétérosexuels dont la femme a moins de 43 ans et dont l'infertilité est médicalement constatée. Dans ce contexte, les femmes exclues de la prise en charge médicale française ou souhaitant une prise en charge différente, partent à l'étranger, dans des pays qui ont des cadres légaux et médicaux moins restrictifs. A partir d'une étude que nous réalisons actuellement sur le recours à l'AMP des Français.es à l'étranger, notre objectif sera de montrer que les restrictions légales en France, au-delà des justifications médicales et éthiques, font écho à la norme procréative. Or, à travers le recours transnational à l'AMP, des composantes de cette norme, comme la norme hétéroreproductive, se voient fragiliser ; d'autres en revanche se voient renforcer, celle de la norme maternelle par exemple. Les nouvelles techniques procréatives représentent-elles alors pour les femmes une contrainte normative ou une liberté reproductive ?

ROZÉE Virginie (rozeevirginie14@yahoo.fr)

Post-doctorante / INED

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Elle (a) fait un bébé toute seule

A travers l'assistance médicale à la procréation (AMP), il est désormais possible pour une femme de concevoir sans participation et personnalisation paternelle : grâce au don de sperme, d'un donneur connu ou inconnu, les femmes peuvent devenir mère et créer une famille en tant que célibataire. Il s'agit là d'une nouvelle configuration familiale qui se dessine, et plus précisément d'une nouvelle maternité, qui est « librement » et médicalement créée, choisie et assumée. L'objectif est ici d'étudier les femmes qui recourent aux nouvelles techniques procréatives pour concevoir « seules » un enfant, et notamment les femmes françaises qui partent à l'étranger pour bénéficier d'un don de sperme (l'AMP étant en France réservée aux couples hétérosexuels). Ces « futures mères célibataires », comme elles se désignent elles-mêmes, se rendent en Belgique, en Espagne et au Danemark, pays où nous les interrogeons depuis 2010. Il s'agit alors ici d'identifier qui sont ces femmes, quelles sont leurs caractéristiques sociodémographiques et quelles sont leurs trajectoires personnelles. Nous voulons également comprendre et analyser comment se construit et se concrétise un tel projet parental, s'il s'agit d'un choix par dépit ou non ; et comment il est accueilli dans la société. Nous nous interrogerons alors sur les effets de cette pratique (pro)créative sur les représentations de genre, sur les normes afférentes telle que la norme procréative française.

ROZENHOLC Caroline (caroline.rozenholc@univ-poitiers.fr)

Post-doctorante / ATER / MIGRINTER

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

La rue des quartiers sud de Tel-Aviv: un prisme analytique du sens du lieu et de la société israélienne contemporaine.

Avec près de 390 000 habitants, Tel-Aviv est aujourd'hui la capitale culturelle et le poumon économique d'Israël. Souvent présentée comme une « bulle » défaite de son contexte géographique, ou comme un espace déterritorialisé dans une région israélo-palestinienne particulièrement agitée, l'analyse de Tel-Aviv en révèle pourtant toute la complexité et la richesse socioculturelle. Quartier de Jaffa devenu ville, Tel-Aviv est en effet depuis ses débuts au 19ème siècle jusqu'à nos jours un lieu d'arrivée et de passage de vagues d'immigrations successives. Si l'histoire et la géopolitique ne la retiennent pas comme un espace d'expression majeur des enjeux identitaires et territoriaux et de reformulation des catégories, l'étude des quartiers sud de Tel-Aviv nous informe pourtant sur les transformations à l'œuvre dans la ville comme, à une autre échelle, dans la société. La rue des quartiers sud et les nouveaux visages de l'immigration qu'elle donne à voir, avec la venue depuis deux décennies de dizaine de milliers de travailleurs immigrés asiatiques, africains et européens, nous permettent ainsi de remonter au cœur des débats sur la citoyenneté ; débats aigus en Israël mais qui intéressent en réalité l'ensemble de la recherche en sciences sociales. Dans cette communication, l'accent sera mis sur l'aspect méthodologique d'un travail de recherche développé depuis plusieurs années en partant du quotidien des quartiers et des coprésences qui les constituent.

RUBIO Vincent (vrubio@u-paris10.fr)

Chercheur contractuel / Université Paris Ouest Nanterre La Défense

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

La foule au prisme de la sociologie de la connaissance : Paradoxes et contradictions.

En reconstituant le cheminement qu'a suivi le thème de la foule depuis la Grèce antique jusqu'au tournant du 19^e et du 20^e siècles, il apparaît que la « chose foule » a toujours été envisagée comme une abstraction. Quelles que soient les disciplines, quels que soient les positionnements idéologiques, la foule a été présentée comme un (être) en-soi. Si l'historienne Susanna Barrows a montré que, de Taine à Le Bon, le peuple avait été assimilé à la foule, et, ce faisant, « discrédité », il faut donc souligner de manière symétrique que, de l'antiquité grecque à Gustave Le Bon, la foule a tout autant été assimilée au peuple, à l'homme du peuple, plus loin, à un animal, et qu'elle est ainsi devenue un être sui generis. Le renversement de la perspective n'a rien d'anodin. Pour s'en convaincre, il est nécessaire d'en revenir à Psychologie des foules que Le Bon publie en 1895. Ce texte constitue un parfait « modèle réduit » de la « théorie des foules ». Or, l'examen de cette dernière donne à voir une tautologie telle que « c'est la foule qui fait la foule », « c'est la foule qui, subrepticement, se fait elle-même ». Il ne s'agit pas de dire que la foule serait dénuée de toute existence empirique. Les difficultés théoriques qu'elle pose invitent néanmoins à reconsidérer la question de son statut et de sa nature en tant que fait social. Par rebond, se dessine alors une réflexion plus large, relative à l'essence même du pouvoir démocratique et de l'idée républicaine.

RUBIO Vincent (vrubio@u-paris10.fr)

Chercheur contractuel / Université Paris Ouest Nanterre La Défense

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP E)

Les « garçons de passe » à l'heure d'Internet : travail sexuel, homosexualité et VIH.

Nous présenterons les premiers résultats d'une recherche en cours soutenue par Sidaction et la région Ile-de-France. Le recueil de données se décompose en deux volets : l'un quantitatif, l'autre qualitatif. Il s'agit d'apporter des éléments d'éclaircissement sur une population méconnue : les hommes proposant des prestations sexuelles rémunérées à d'autres hommes sur Internet ou dans des lieux de convivialité. Il est donc question de prostitution hors de la rue. Dans ce cadre, une attention particulière est portée aux jeunes (18-25 ans). Ces nouvelles formes de travail sexuel (escorting) rendent difficile l'appréhension des comportements en matière de prises de risques (rapports sexuels non protégés). La mise en œuvre de la prévention est également malaisée. Dans un contexte où la situation de la transmission du VIH en France a été définie comme « hors de contrôle » pour les HSH, cette communication fournira des éléments d'analyse contribuant au débat sur les « nouveaux paradigmes » de la prévention du VIH fondés sur une « re-médicalisation » de la sexualité. Ainsi, on montrera que des pratiques sexuelles et de prévention extrêmement diverses et complexes coexistent dans l'escorting - prolongeant des rites ancestraux de la prostitution (la toilette) sous des formes contemporaines (le préservatif), mais pouvant impliquer par ailleurs des comportements « moins rationnels » qui prennent en partie sens à la lumière du contexte de sociabilité et de sexualité gays.

RUDELLE Marilyne (marilyne_rudelle@hotmail.fr)

Doctorante en sociologie / Centre Emile Durkheim

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D1)

« Humoristes d'actualité » : aspects et limites d'une innovation professionnelle.

La profession d'« humoriste d'actualité » est aujourd'hui institutionnalisée et en voie de « professionnalisation ». Elle est traversée par une division du travail « déséquilibrée » entre aspect théorique du métier et dimension pratique. Des entretiens d'humoristes montrent l'existence d'un conflit de définition entre les rôles des « humoristes d'actualité » et ceux des « journalistes critiques ». Nous étudierons les processus de création humoristiques dans les médias audiovisuels à partir de la rhétorique de justification par les « humoristes d'actualité » de leur position par rapport à celle des « journalistes critiques ». L'écriture humoristique d'actualité constituerait en une exploration ludique de la raison critique (qui répondrait peut être à une certaine crise de la profession journalistique). L'intérêt de cette démarche est double : sociologiquement, elle produit une connaissance des procédés humoristiques audiovisuels de ces professionnels du « faire rire » et donc des normes informationnelles plus globalement, en cernant les cadrages interprétatifs des journalistes et des humoristes. Politiquement, elle permet de repérer les ressorts et procédés de l'humour dans les médias audiovisuels satiriques de ces véritables « bouffons contemporains » qui « déboîtent » quotidiennement pour rendre les faits et événements médiatiques drôles (ou pas), et nous amène à les étudier et considérer autrement que sous le prisme du journalisme et de l'explication du réel de la sphère publique française.

RUDOLF Florence (florence.rudolf@misha.fr)

Professeure des Universités / Insa de Strasbourg

RT 21 Mouvements sociaux Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

Techniques alternatives: Mystification ou nouvelles alliances?

Depuis le renouvellement de la sociologie des sciences et des techniques, la proposition selon laquelle un objet, un service ou une technique ne peuvent être évalués en soi et indépendamment de leurs contextes de réception a fait son chemin. Selon cette perspective, que peuvent signifier des expressions comme « techniques alternatives »? Ce sera l'occasion de revenir aux imaginaires sociaux qui sous-tendent ces formules et aux déplacements que leur réception sociale a connus. Les expressions de « techniques propres et écologistes » ne témoignent pas a priori d'une rupture à l'égard du projet classique des techniques qui poursuit une promesse de fonctionnalité idéale. Les techniques alternatives visent sinon d'un monde parfait, un état amélioré par rapport à une situation antérieure : elles avancent sous l'argument normatif du progrès, dont la mystification est passée

sous silence... C'est de cet implicite que nous souhaitons discuter à partir d'une entrée théorique et pratique. La première nous conduira à relire Boltanski et Thévenot et la seconde à revisiter des situations conflictuelles associées à des projets de modernisation écologiques de part et d'autre du Rhin. Les exemples mobilisés, loin d'être exhaustifs, témoignent au contraire du caractère dérangeant de la technique et par-delà elle de toute innovation. Nous creusons cette piste à partir de l'hypothèse d'une quête de justice sociale via la reconnaissance de cités qui n'avait guère droit de cité justement...

RUDOLF Florence (florence.rudolf@misha.fr)

Professeure des Universités / Insa de Strasbourg

GT 45 Sociologie des conflits Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

Controverses stériles, controverses fertiles : la sociologie des conflits revisitée par la sociologie du risque

La proposition repose sur une fiction sociologique: Niklas Luhmann et Michel Callon se rencontrent autour des communications sociales structurées autour des risques et des situations de controverses. C'est l'occasion de revisiter des expressions de controverses stériles et fertiles, d'une part et de temporisation et de politisation, d'autre part. Les communications sociales structurées autour des risques favorisent des états d'effervescence sociale dont les modalités de clôture sont problématiques. Selon leurs analyses, il semblerait que les communications structurées autour des risques tendent à tourner à vide, d'où les qualificatifs de controverses stériles et de temporisation. La parade envisagée par Callon réside dans un processus de localisation. Le passage à une cause concrète et robuste équivaut à une stratégie susceptible de tourner court à la temporisation. Cette lecture optimiste occulte que la temporisation résulte de conflits de valeurs ou de grandeurs qui ne peuvent se résumer à des problèmes-objets. Cette lecture va de pair avec la réhabilitation d'un type d'effervescence sociale qu'on peut qualifier de politisation. La politisation fait éclater au grand jour des tensions incommensurables et par conséquent socialement violentes.

RUIZ DE ELVIRA Laura (rubich55@yahoo.com)

Doctorante / EHESS / UAM (Espagne)

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Les mondes associatifs syriens : Étude comparative des pratiques, discours et formes d'engagement développés au sein de deux associations damascènes

Depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad (juin 2000), le champ associatif syrien a expérimenté des transformations inédites (multiplication rapide du nombre d'associations légalisées par l'État et renouvellement des activités mises en œuvre). Malgré cela, les associations de bienfaisance restent le pilier d'une action associative située sous la stricte surveillance du pouvoir. Dans ce cadre, nous proposons de faire une analyse comparative de deux associations – l'une de bienfaisance et l'autre de plaidoyer – et de réfléchir autour de leurs pratiques, discours et formes d'engagement. Pour cela, nous partirons des questionnements suivants : Quel type d'activité mobilise les citoyens syriens ? Comment le contexte autoritaire local modèle-t-il les pratiques et les stratégies déployées par les acteurs ? Quelle est la nature des discours produits ? Et, enfin, quelles formes d'engagement peut-on observer au sein du secteur ? Partant de là, nous verrons comment deux conceptions de société civile se dessinent dans le contexte syrien. D'une part, celle d'une société civile apolitique et non-protestataire offrant essentiellement des services sociaux à la population. D'autre part, celle d'une société civile engagée et politisée qui privilégie les stratégies de prise de parole à celles de loyauté ou défection. Alors que l'engagement dans le premier type de société civile est a priori sans risques, le deuxième s'avère plus dangereux pour les acteurs décidés à emprunter ce chemin.

SAIDI SONIA (cieutatsonia@yahoo.fr)

DOCTORANTE / LISST-CERS

RT 11 Sociologie de la consommation et des usages Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 1)

Ces commerces qui jouent la carte du monde : une invitation à l'hybridation ? L'exemple des boutiques d'instruments de musiques du monde.

Caractéristique du contexte contemporain de mondialisation, l'étiquette « du monde » s'impose progressivement dans notre société. Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à ce phénomène dans le cadre de la distribution d'instruments de musique. La circulation et la commercialisation d'instruments « exotiques » ne constituent pas une nouveauté. Des commerces « communautaires » ont depuis longtemps contribué à la distribution plus ou moins confidentielle de certains instruments. Cependant, depuis une dizaine d'années, avec l'essor des technologies de l'information et de la communication, les commerçants peuvent naviguer sur la toile et mener leur enquête sur les modes d'existence d'instruments venant d'horizons lointains. Ils sont ainsi de plus en plus nombreux à s'engager dans leur commercialisation. Nous chercherons ici à mieux comprendre comment ces technologies renouvellent les modes de circulation des instruments et encouragent l'émergence de nouveaux dispositifs que recouvre l'étiquette « du monde ». Nous décrirons comment ces dispositifs peuvent donner au consommateur, le sentiment d'avoir les musiques du monde à portée de main. Nous interrogerons la particularité de cette expérience, la manière dont le consommateur peut s'emparer des instruments qui lui sont ainsi proposés et s'aventurer sur le chemin de l'hybridation.

SAIDI SONIA (cieutatsonia@yahoo.fr)

DOCTORANTE / LISST-CERS

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

Le rapport aux instruments de musique traditionnels dans des cadres d'expérience de plus en plus technicisés. L'exemple du oud et des musiques électroniques.

Dans le cadre d'une étude doctorale toujours en cours, nous étudions le rapport entre des musiciens et leur instrument de prédilection, ici, le oud ou luth oriental. Il nous est apparu particulièrement pertinent d'observer ce rapport dans un contexte de globalisation, où les médiations techniques se multiplient et les circulations s'accélèrent. Si le oud est l'instrument phare de nombreuses traditions musicales orientales, il fait l'objet aujourd'hui de réappropriations dans des espaces très diversifiés. A partir de l'observation de répétitions et de concerts impliquant la co-présence de l'ordinateur et de l'instrument, nous avons interrogé les effets de la technicisation croissante des cadres d'expérience. Loin de se réduire à la désormais classique opposition entre modernité et tradition, cette situation soulève de nombreux enjeux. Si la modélisation peut être considérée comme une forme de dématérialisation ou de désincarnation de la pratique musicale, nous verrons comment elle peut aussi s'apparenter à une véritable aventure sensible au cœur de la matière sonore. Nous interrogerons la place du corps sensible dans l'expérience instrumentale et scénique des oudistes, la manière dont la médiation de l'informatique musical repose la question de leurs compétences entre savoirs formalisés et savoirs-faire.

SAILLARD Yves (yves.saillard@msh-alpes.fr)

Chercheur / CNRS, PACTE

SEBERT Anne (anne.sebert@u-picardie.fr)

MCF / CRIISEA/Université de Picardie Jules Verne

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 10)

Activation, responsabilisation, autonomie. Eléments d'une métamorphose des politiques sociales

Une évolution décisive des politiques sociales tient à la contradiction entre l'activation et la responsabilisation des ayants droit développées de façon normative par les dispositifs publics, et la reconnaissance de l'autonomie des individus. Les destinataires des politiques subissent cette évolution, avec des comportements variés d'adaptation mais aussi de refus. Ainsi, une part importante des bénéficiaires potentiels des politiques sociales ne recourent pas finalement à ces aides (Van Oorschot, Warin). On s'intéresse plus particulièrement à ce que révèlent les enquêtes (Odenore) des comportements actifs et raisonnés des ayants droit en situation précaire et de l'affirmation de leur identité (Aït Abdelmalek): ils contestent à leur façon les dispositifs existants, tendent à les transformer et produisent des modes d'évaluation. Les notions de « confirmation » et d'« épreuve » (Weber), de « constellation » et de « cohérence » de normes intégrées (Cherkaoui), de « cognition sociale » (Orléan) et d'« auto-transformation » (Chavalarias) sont sollicitées pour rendre compte de ce travail sur les normes, qui déborde ce que l'on saisit en termes de distance sociale ou de stigmatisation et sans récursivité. Le schéma d'analyse auquel nous parvenons amorce une formalisation en termes de « système d'action concret », sous réserve d'en spécifier chacune de ses composantes : ressources, relations et acteurs (Roggero).

SAINSAULIEU Ivan (isainsau@iresco.fr)

Sociologue / LISE UMR CNAM CNRS

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 17)

L'injustice ? Il faut vivre avec... Ethnographie interrompue d'un service RH

Les salariés ont des états d'âme sur leur niveau de revenus et leurs conditions de travail. Même s'ils ne se traduisent pas nécessairement par des convictions politiques formulées ou des mouvements de protestation, ces sentiments d'injustice les accompagnent au travail, mêlés le cas échéant à d'autres sentiments contradictoires (Dubet et al, 2006). Nous ne nous attendions pas à retrouver ces mêmes sentiments d'injustice au cœur de l'un de ces services des ressources humaines souvent désignés par les salariés eux-mêmes comme le bras armé de la direction pour les décisions les plus impopulaires, notamment les suppressions d'effectifs. D'autant moins dans une banque privée suisse spécialisée dans la gestion de fortunes... Le niveau de revenu est plutôt tabou, vu que la richesse des dépôts assure le gagne pain des employés de la banque. D'où la devise de son directeur, personnage haut en couleur : « l'injustice ? il faut vivre avec ». Mais cela n'empêche pas les salariés RH de discuter avec passion lors d'une réunion de l'injustice faite aux salariés à propos de la répartition des congés. Nous présentons ici une interrogation sur l'injustice « légitime ». On ne mobilise pas nécessairement les catégories de la justice en accord avec les canons de la morale universelle. En même temps, il s'agit bien d'un registre moral, en rapport avec des valeurs professionnelles, voire personnelles.

Auteur non communicant : Groupe TAPAS Université de Fribourg (Muriel Surdez Francesca Poglia Fabrice Plomb Eric Zufferey)

SAINSAULIEU Ivan (isainsau@iresco.fr)

Sociologue / LISE UMR CNAM CNRS

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D18)

L'esprit de convergence de la CGT dans le secteur bancaire

Entre recentrage structurel et batailles contre les réformes, comment évolue la CGT, du point de vue des salariés et de ses adhérents ? Nous interrogeons l'esprit de convergence affiché par la Fédération CGT des banques, mutuelles et assurances, avec les orientations stratégiques du secteur bancaire. Nous analysons en même temps la différence de niveau des

convergences selon les lieux et le degré d'engagement syndical (salariés non syndiqués, syndiqués et militants), donc sur le degré d'autonomisation possible des strates syndicales. Autonomie et décalages peuvent en effet expliquer et vérifier la subsistance de courants contraires au sein des mêmes structures, malgré ou à cause de l'orientation d'ensemble de la confédération (Lequeux, Sainsaulieu, 2010). Ils peuvent aussi se muer en véritables fractures, dans un contexte de mauvaise ambiance dans la confédération.

Auteur non communicant : Remi Bourguignon mcf IAE Paris

SAINSAULIEU Ivan (isainsau@iresco.fr)

Sociologue et politiste / LISE-CNAM/CNRS et Université de Fribourg

RT 34 Sociologie politique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D25)

Socialisation au travail et affiliations sociopolitiques

La recherche en cours étudie en Suisse les rapports entre l'appartenance professionnelle et la production des opinions politiques. Cet axe de recherche double vise à décrire quels types de relations d'appartenance et d'identification se constituent à travers l'exercice d'une activité professionnelle sectorielle et à examiner si cette socialisation est assez forte pour constituer un lieu de production d'opinions politiques, confirmant ou invalidant la socialisation politique antérieure. Nous testons trois hypothèses de configuration socioprofessionnelles. Dans le canton de Fribourg, les agriculteurs semblent continuer, envers et contre tout, leurs affiliations partisans traditionnelles, comme la résultante de la superposition des cercles de socialisation au travail et hors travail. Néanmoins, cette continuité inclut et instrumentalise la contestation issue de syndicats alternatifs. En regard, les DRH (des secteurs bancaire et horloger) connaissent une instabilité professionnelle débouchant sur un exercice d'équilibre dans leurs positionnements politique, professionnel et organisationnel, voire hors travail, avec la professionnalisation de leurs relations les plus proches. Enfin, les ingénieurs (du secteur des nanotechnologies) cherchent dans les loisirs une décompression de leur activité professionnelle. Il s'en suit une forte emprise du privatisme politique, comme tendance à rabattre les engagements sur des enjeux locaux et à suivre les idées de personnes proches.

Auteurs non communicants : Equipe TAPAS (transformations des appartenances professionnelles et des affiliations sociopolitiques) Université de Fribourg Département des sciences sociales

SAINSAULIEU Ivan : voir à **ZUFFEREY Eric**

SAINT-MARTIN Arnaud (arsaintmartin@gmail.com)

PostDoctorant / GSPR, EHESS

RT 29 Sciences et techniques en société Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

La production et la mise en circulation des données satellitaires. Le cas de la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures »

Cette communication présente les premiers résultats d'une enquête en cours portant sur la mobilisation des données satellitaires (chiffres, images, spatio-cartes) dans les arènes publiques. Cela suppose, entre autres, d'étudier comment ces documents sont fabriqués, traités et formatés pour diverses communautés d'utilisateurs, à quelles conventions et quels intérêts correspondent ces usages, et par-là de comprendre ce que ces documents, conçus comme opérateurs de factualité, permettent de voir et de faire. Je me focaliserai sur la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures » créée par plusieurs agences spatiales nationales (dont le Centre Nationale d'Études Spatiales) suite à une conférence des Nations Unies en 1999. La Charte est depuis régulièrement « activée » en temps de crise ; parmi les 280 activations recensées fin 2010, citons le tsunami de 2004, Katrina, le séisme d'Haïti, le Japon. Les équipes des agences, en lien avec des services de cartographie rapide, fournissent gratuitement et « à chaud » un ensemble de données fiables pour assurer la logistique au sol. Pour les agences spatiales converties à la « société de la connaissance », c'est aussi l'occasion de démontrer l'« apport sociétal » du spatial. À partir de ce cas, je réfléchirai en particulier sur les modes d'élaboration et de mise en circulation des données spatiales et les enjeux d'une vigilance globale du système-Terre opérée par les satellites civils.

SAINTY Jessica : voir à **ABRIAL Stéphanie**

SALAH-EDDINE Laïla (salah-eddine.laïla@wanadoo.fr)

Sociologue / Cerlis

RT 25 Travail, organisations, emplois Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D20)

Créativité sous contrainte des professionnels en psychiatrie face au changement

La psychiatrie publique en France connaît de nombreux changements depuis plusieurs années. Comme pour l'ensemble des hôpitaux, la montée de la logique gestionnaire a entraîné une nouvelle gouvernance hospitalière de plus en plus marquée par des logiques comptables, rationalisantes et évaluatives. Par ailleurs, on assiste à une forme de remédicalisation des pratiques psychiatriques : les référents théoriques se sont transformés avec une prégnance grandissante des neurosciences et des thérapies cognitivo-comportementalistes, au détriment du paradigme psychanalytique. Nous avons mené une observation participante dans une structure psychiatrique ambulatoire dont le courant thérapeutique est la psychothérapie institutionnelle - courant qui puise ses sources dans la psychanalyse et le marxisme. Cette enquête montre que le nouveau mode de gouvernance hospitalière et la concurrence des fondements épistémologiques de la profession des soignants ne sont pas sans incidence sur le travail de l'équipe soignante. On observe ainsi des processus de segmentation à l'œuvre dans la structure, qui amènent la confrontation, et parfois l'affrontement de conceptions différentes de l'activité de travail, mettant en opposition, pour le faire

vite, les «fidèles» à la psychothérapie institutionnelle, et les «dissidents». On a pu également noter une créativité des professionnels pour tenter de résister aux logiques dominantes, mais celle-ci se déploie dans un cadre soumis à de fortes contraintes.

SALAMERO EMILIE (emilie.salamero@gmail.com)

Docteure / Laboratoire PRISSMH-SOI

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

A la croisée de l'innovation institutionnelle et artistique : l'exemple du Lido

Dans un contexte de concurrence renforcée sur l'emploi artistique (Menger, 2009), certaines écoles professionnelles de cirque proposent désormais des dispositifs spécifiques d'insertion professionnelle. C'est notamment le cas du Lido, école toulousaine réputée internationalement sur laquelle portera ici notre analyse. Venant répondre, selon les responsables institutionnels, aux difficultés récentes d'insertion professionnelle des artistes de cirque, ces dispositifs apparaissent comme une nouvelle condition sociale de la création circassienne et d'accès à la vie d'artiste de cirque ; ce qu'il conviendra d'interroger. Au-delà de ce premier constat, les résultats de nos recherches (Salaméro, 2009) sur la constitution et l'évolution de l'espace de formation spécifique au cirque ont montré que les orientations (artistique ou institutionnelle) du Lido en termes de formation, sont au cœur de son positionnement vis-à-vis des autres écoles professionnelles de cirque et de son statut d'école d'art. Afin de traiter conjointement ces deux axes d'analyse, nous reviendrons dans un premier temps sur l'évolution du marché du travail des artistes de cirque. Nous présenterons ensuite ces dispositifs et leurs spécificités. Enfin, nous nous pencherons sur les orientations artistiques de cette école, ce qui nous permettra d'alimenter la réflexion sur l'innovation artistique, et notamment sur le rapport entretenu, dans cet espace spécifique, entre l'artiste et les innovations technologiques.

SALEMA NEVES Tiago (s.tiagoneves@gmail.com)

Doctorant / EHESS

RT 43 Sociologie et religions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D5)

Invocations thérapeutiques du sacré dans un espace public autour de la figure d'un « saint » guérisseur – le cas du Docteur Sousa Martins à Lisbonne

Cette communication se situe à l'intersection disciplinaire entre l'anthropologie religieuse et l'anthropologie de la santé : elle invite à la complexe articulation de ces deux dimensions à travers l'étude d'un culte informel constitué autour de la figure d'un médecin devenu saint populaire. Les pratiques dévotionnelles ici analysées ont la particularité de se manifester dans un espace public : une place située en plein cœur de la ville de Lisbonne. Sur cette place s'érige la statue du Docteur Sousa Martins, éminent médecin de la seconde moitié de XIX^{ème} siècle. Aujourd'hui, ses dévots en ont fait un saint populaire dans la ville. Ainsi, ils y viennent régulièrement demander de multiples guérisons ou déposer de nombreuses offrandes en remerciement. Cet exposé souhaite interroger la relation intime des croyants envers l'entité surnaturelle qu'est Sousa Martins dans un but thérapeutique en focalisant sur l'observation des pratiques de la promesse comme le sont les ex-votos (bougies, membres du corps en cire, fleurs, photos, plaques en marbre, lettres). Rendre sa promesse est l'acte le plus manifeste pour exprimer l'accomplissement du vœu et la gratitude envers le saint. Comment s'établit cette communication? Par quels signes et représentations? Ces pratiques seront analysées dans leur capacité à s'approprier un espace public et ordinaire dans une relation au sacré, à l'extraordinaire.

SALLÉ Loïc (loic.salle@univ-lille2.fr)

MCU / Atelier SHERPAS (EA 4110)

HIDRI NEYS Oumaya (oumaya.neys@univ-lille2.fr)

MCU / Atelier SHERPAS (EA4110)

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 6)

Faire preuve de « personnalité » Quand la régulation des comportements participe à la définition du « bon arbitre » de football

Considéré comme le « directeur du jeu » parce qu'il contrôle les interactions qui se déroulent en cours de match et parce qu'il dispose du pouvoir de sanctions relatif au respect des règles et de l'intégrité physique des joueurs, l'arbitre est désigné comme l'acteur principal des régulations qu'induisent les matchs de football (1). Les compétences dont il doit attester s'articulent autour de quatre orientations : physiques (déplacements, changements de rythme, etc.), techniques (interprétation et application des lois du jeu, etc.), administratives (accomplissement des devoirs) et psychologiques (contrôle du match et personnalité de l'arbitre). Nous avons exploré en détail cette notion de « personnalité arbitrale » qui pose, d'emblée, la capacité de l'arbitre à gérer les violences des matchs du football amateur comme indicateur de compétence. En s'appuyant sur l'analyse de documents officiels produits par les institutions (du football et de l'arbitrage) et celle de 25 entretiens semi-directifs, cette communication interroge donc la « personnalité arbitrale », ainsi que ses conditions d'évaluation. (1) Cette communication s'inscrit dans le prolongement d'une enquête réalisée entre 2009 et 2010 : Nuytens, W. (coord.), Penin, N., Sallé, L. et Hidri Neys, O. Plus près des faits. Plus près des gestes. Enquêtes dans l'arbitrage et retour sur trois ligues. Rapport pour la Fédération Française de Football et la Ligue de Football Amateur, Atelier SHERPAS, Avril 2010, 151 pages.

SALLÉ Loïc : voir à **HONTA Marina**

SALLÉE Nicolas : voir à **CHANTRAINE Gilles**

SALOMON Annie-Claude : voir à **ABRIAL Stéphanie**

SALZBRUNN Monika (monika.salzbrunn@ehess.fr)

Professeure / Université de Lausanne

GT 45 Sociologie des conflits Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

La mise en scène des appartenances religieuses comme moyen de résistance : Conflits et résolutions autour des pratiques musulmanes en Suisse

Depuis le vote populaire contre la construction des minarets en Suisse en 2009, puis celui pour le renforcement des possibilités de renvoi d'étrangers criminels en 2010, les différents groupes de populations concernés par cette évolution politique cherchent à développer des stratégies de résistance aux tendances xénophobes. D'une part, plusieurs initiatives visent à déconstruire les altérités créées ou renforcées par le débat politique. D'autre part, on observe une mise en scène des appartenances culturelles, géographiques et/ou religieuses au cours d'événements festifs. Cette présentation analysera en particulier les stratégies de résolution de conflits individuels, mais aussi collectifs, et prendra différents événements politico-religieux comme point de départ empirique. Des observations ont notamment été menées pendant les journées portes ouvertes de différents lieux de culte musulmans, lors de débats politiques faisant suite au vote contre les minarets et à l'occasion de forums publics, en Suisse romande. Un premier résultat de ces observations montre une réification des différentes appartenances religieuses (présentées dans leur diversité) ainsi qu'une folclorisation des origines ethniques ou géographiques à travers la nourriture, la musique et les codes vestimentaires. En revanche, les attributs genrés mis en exergue pendant les événements vont parfois volontairement à l'encontre des idées supposées reçues de la population suisse.

Auteur non communicant : Mallory Schnewly Purdie IRC Univ. Lausanne

SALZBRUNN Monika (monika.salzbrunn@ehess.fr)

Professeure / Université de Lausanne

LAGIER Elsa (elsa.lagier@hotmail.fr)

Doctorante / Université de Strasbourg

NOURA Khadija (khadijanoura@yahoo.fr)

DOCTORANTE / 2L2S METZ

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Migration, espace public et engagement politique

De plus en plus de parcours individuels ou collectifs sont marqués par une mobilité géographique internationale dont les motifs et les modalités sont souvent pensés comme étant de plus en plus divers. Cette nouvelle diversité appelle au développement de nouvelles approches épistémologiques et méthodologiques. L'étude de la manière dont les migrants investissent l'espace public et la scène politique permet notamment de renouveler les approches classiques sur les migrations et sur le rapport à la politique. D'une part, l'étude des mobilisations collectives de certaines populations immigrées (réfugiés politiques, sans papiers, ou alors migrants hautement qualifiés) rejoint et enrichit les analyses sur les évolutions des modes d'action politique (mobilisations festives, utilisation des nouveaux médias, investissement de réseaux sociaux via Internet...). D'autre part, accorder de l'intérêt aux activités et représentations politiques des migrants favorise les analyses centrées sur leur agency, en relativisant leur vulnérabilité. Plus largement, observer et analyser la manière dont les populations migrantes s'approprient l'espace public (manifestations, événements festifs, médiatisation...) ouvre de nouvelles perspectives dans la recherche sur les dynamiques d'internationalisation et de production de l'altérité. Cette communication montrera la pertinence des analyses qui croisent ces différentes problématiques et les pistes de travail que cette démarche permet d'ouvrir.

SAMAK Madlyne (msamak@ehess.fr)

Doctorante / CRIA

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

Effets de l'écologisation de l'agriculture sur un espace agricole local

L'agriculture biologique fait depuis peu de temps l'objet d'une attention particulière de la part des élites politiques, qui se traduit par la mise en œuvre de politiques publiques d'incitation des agriculteurs à s'inscrire dans une démarche de certification de leurs pratiques agricoles et d'aide à la valorisation commerciale des productions biologiques. Les résultats d'une enquête portant sur les maraîchers biologiques du département des Alpes Maritimes permettent d'interroger les effets de cette écologisation des pratiques agricoles prescrite par les pouvoirs publics sur l'espace agricole local. Autrefois revendiquée par une poignée d'agriculteurs « militants » regroupés au sein d'une association professionnelle, mettant en œuvre une définition hétérodoxe de leur métier, la certification biologique est aujourd'hui demandée par des agriculteurs plus « traditionnels ». Il s'agit ici de décrire la diversification des profils des maraîchers biologiques et l'hétérogénéisation des modèles qu'elle sous-tend. Il s'agit ensuite, à travers l'analyse de l'histoire récente des relations entre l'association des agriculteurs biologique et la Chambre d'agriculture, de rendre compte des modalités et des enjeux de la lutte entre ces deux structures pour la définition de ce que doit être l'agriculture biologique. Comment ces deux structures professionnelles se repositionnent-elles dans un tel contexte ?

SANTOS DA SILVA MARCOS (marcos.silva@cpatc.embrapa.br)

Doctorant / Université Toulouse

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 10)*Développement durable et jeux d'acteurs d'un territoire rural dans le Sud de Sergipe (Brésil)*

Le développement durable (DD) est un concept élastique, résultat de consensus, qui a changé la manière dont l'homme envisage sa propre évolution, la notion même de développement et la forme de ses interventions sur les ressources naturelles. Néanmoins, malgré l'acceptation unanime d'une approche intégrée pour résoudre les problèmes majeurs actuels, nous voyons que la polarisation des débats sur les dimensions économiques et environnementales conduit à négliger la dimension sociale des phénomènes. La reconnaissance des relations entre DD et territoire est relativement récente, basée sur le fait que tous les processus économiques, sociaux et environnementaux sont spatialisés. En effet, lier le territoire au DD signifie la prise en compte, de manière décisive, de la dimension sociale. Nous démontrons l'importance du concept de territoire de projet pour l'élaboration de solutions qui prennent en compte la dimension sociale, seule à même d'assurer un équilibre entre les trois pôles conflictuels du DD. Ce travail montre que le territoire de projet peut être analysé selon une approche complexe en le considérant comme un système composé de sous-systèmes en interaction. Le cadre théorique de la Sociologie de l'Action Organisée permet d'étudier les interactions entre les acteurs d'un territoire de projet et le rôle essentiel de la concertation entre les collectifs locaux. Notre étude de cas concerne les rapports conflictuels entre la agriculture et la préservation environnementale.

SANZ ROIG Diana (diana.sanz@upf.edu)

Chercheuse postdoc et enseignante / Université Pompeu Fabra

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)*La professionnalisation de la critique littéraire espagnole aux années de l'Entre-deux-guerres*

Cette communication envisage d'engager une réflexion sur l'histoire, les conditions et les modalités de la professionnalisation de la critique littéraire espagnole dans la période de l'Entre-deux-guerres. En ce sens, on définit la professionnalisation en termes de division de travail et spécialisation d'un métier qui en Espagne aura comme modèle le processus de codification de la critique littéraire française. Les transformations du champ culturel espagnol -division du travail intellectuel, spécialisation, expansion du marché éditorial et journalistique et institutionnalisation- promeuvent la répartition des critiques en trois sphères aux frontières poreuses: les critiques-professeurs, les critiques-écrivains et les critiques-journalistes. Dans ce contexte, on se pose la question du cadre professionnel dans lequel ils développent leur activité, la position qu'ils occupent (souvent situés à la conjonction de plusieurs espaces disciplinaires), le public qu'ils visent, les facteurs qui ont favorisé le changement de la critique et les effets de cette professionnalisation dans le milieu intellectuel. La période étudiée renforce la différenciation des lettres et de la presse, et favorise l'avancée de la professionnalisation des critiques à travers l'apparition de prix littéraires, groupements, protestations sur leurs revenus et revendications sur leur pouvoir de consécration et leur statut.

SARRAZIN François (f.sarrazin@groupe-esa.com)

Enseignant-chercheur / Ecole Supérieure d'Agriculture Angers

RT 12 Sociologie économique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 2)*L'organisation innovante de l'arboriculture fruitière du Val de Loire*

A partir de l'histoire de vie professionnelle d'un Ingénieur Régional Fruits d'une station d'expérimentation arboricole et surtout de l'analyse organisationnelle des réseaux d'acteurs impliqués dans son fonctionnement, nous souhaitons interroger les formes d'organisation susceptibles de prendre en charge les dynamiques créatives et innovatrices d'une activité productrice, disséminée au sein d'un ensemble de très petites entreprises. La production de pommes est confrontée à une concurrence internationale très sévère à partir des années 1980. La longueur du cycle de production (cinq années) ne permet pas des adaptations rapides. Pourtant l'arboriculture fruitière régionale est dynamique, car capable d'opérer les reconversions variétales demandées par les marchés. L'enjeu théorique de cette recherche vise à discuter les problématiques de la Science Régionale et en particulier le concept de Milieu Innovateur du point de vue de la sociologie des organisations, notre hypothèse étant que l'interprétation par les réseaux sociaux est insuffisante pour comprendre et expliquer la performance de ce milieu innovateur. C'est un système complexe composé de trois systèmes d'action concrets, répondant chacun à des incertitudes majeures spécifiques, mais coordonné par l'acteur central et le réseau sociotechnique des techniciens arboricoles, permettant que s'opèrent les régulations croisées nécessaires à la coordination de l'ensemble au sein d'une gouvernance privée professionnelle.

SAUNIER Emilie (emiliesaunier@yahoo.fr)

Doctorante/ATER / Université Lyon 2

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH AMPHI 1)*L'activité littéraire d'Amélie Nothomb comme travail de soi : pour une approche dispositionnaliste de la création littéraire*

Notre travail de thèse en sociologie, dédié à l'étude des textes de l'écrivaine contemporaine belge Amélie Nothomb et de ses conditions sociales de production, s'avère être une entrée pertinente pour faire travailler le modèle d'analyse mis en place par B. Lahire relatif à la création littéraire (Lahire, 2010). La démarche mobilisée permet de rendre compte du fait que bien qu'A. Nothomb soit écrivaine de best-sellers, sa pratique d'écriture ne peut être réduite à une seule lutte pour la reconnaissance littéraire et à une seule stratégie « commerciale ». Elle est investie par l'écrivaine comme une nécessité et plus spécifiquement comme le lieu d'un travail de soi. Nous montrerons dans un premier temps comment ces fonctions particulières prêtées à

l'écriture littéraire n'auraient pu être identifiées et éclairées si l'on n'avait au préalable reconstruit, comme le propose l'approche lahirienne, la biographie sociologique de l'écrivaine. Nous expliciterons ensuite comment se déploie ce travail de soi par et dans l'activité littéraire, en décrivant les lieux dans lesquels il s'observe.

SAUVAYRE Romy (romy.sauvayre@misha.fr)

Postdoctorante / Laboratoire SET (UMR 5603 / UPPA)

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH TD8)

La « conjonction abusive », le chercheur et les croyances « irrationnelles »

L'univers des croyances semble parfois davantage mû par l'irrationnel que par la raison. Certaines croyances défient tant le sens commun qu'elles dépassent l'entendement. Chacun peut s'étonner d'entendre que l'eau récoltée sur des pétales de fleurs à la rosée du matin est à même de soigner tous les maux, que l'apposition des mains peut guérir le cancer et toute autre maladie incurable, ou que Dieu est un extraterrestre issu d'une civilisation plus évoluée capable de maîtriser la vie après la mort. Cette apparente irrationalité s'accroît dès lors que le démenti sans équivoque de ces croyances ne conduit pas à leur remise en cause. La tentation est grande de considérer les porteurs de croyances particularistes, défiant le sens commun, comme des individus aux raisonnements dénués de toute logique. Comment le chercheur ou l'observateur extérieur appréhendent-ils ces croyances « irrationnelles » ? Ces croyances sont-elles si irrationnelles qu'elles leur paraissent ? À partir de cas concrets, nous montrerons que l'erreur de logique – la « conjonction abusive » (Sauvayre, 2010) – peut contribuer à considérer le fervent adepte comme irrationnel là où il fait preuve d'une indubitable logique, certes contre-intuitive.

SCHLIERF Katharina (katharina.schlierf@cemagref.fr)

Postdoctorante / Ecole Nat. du Génie de l'Eau & de l'Environnement Strasbourg

RT 29 Sciences et techniques en société Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Quel rôle pour la participation citoyenne dans la R&D universitaire ? Une conception des boutiques des sciences comme dispositifs d'expérimentation

Cette communication s'intéresse à l'évaluation des boutiques des sciences en tant que dispositifs de promotion de la recherche collaborative au sein des universités. Elle se fonde sur une analyse empirique du travail de plusieurs de ces dispositifs dans de différents pays européens, à travers l'étude de la pratique d'une boutique des sciences en tant que chercheuse externe, et l'observation de plusieurs de ces initiatives en tant que participante dans un cadre de recherche-action. L'analyse est basée sur la littérature sur la participation citoyenne en sciences et techniques, et se focalise en particulier sur des approches pragmatistes. Elle amène à l'élaboration d'un cadre d'évaluation qui conçoit les boutiques des sciences comme dispositifs d'expérimentation du sens et des formes de la participation citoyenne dans la R&D universitaire. En cohérence avec cette approche expérimentale, l'évaluation est conçue comme un processus progressif et collectif de systématisation et de problématisation de la pratique. Neuf axes sont proposés pour structurer ces deux aspects, qui portent sur trois dimensions du travail des boutiques des sciences: premièrement, leur engagement avec des problèmes publics et des groupes concernés; deuxièmement, l'articulation de ces problèmes et acteurs à travers une recherche critique; et troisièmement, l'identité des boutiques des sciences en tant que médiateurs.

SCHMOLL Patrick (schmoll@misha.fr)

Ingénieur de recherche / CNRS UMR 7236

GT 45 Sociologie des conflits Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Freins à l'innovation et conflits de paradigmes: l'exemple d'une création d'entreprise innovante

La communication se propose de décrire les premières étapes de la création d'une entreprise innovante dans le secteur du multimédia ludo-éducatif. L'introduction sur un marché d'un produit ou d'un concept innovant rencontre un certain nombre d'obstacles de la part du public qu'il vise, de la concurrence, des financeurs sollicités et des institutionnels concernés. L'examen de ces obstacles montre qu'ils n'interrogent pas vraiment les besoins auxquels répond le produit ou le concept, ni ses caractéristiques innovantes, ni les risques qui pèsent sur le retour sur investissement, ni sa compétitivité en termes de prix. L'innovation se heurte davantage aux cadres de pensée existants qui empêchent de la percevoir, de la reconnaître et d'anticiper son avenir potentiel. Le succès de l'entreprise dépend donc d'un conflit entre des paradigmes et de sa capacité à inventer une stratégie qui tienne compte d'un jeu dont les règles lui sont au départ défavorables.

SCHORLÉ Carole : voir à KNOBÉ Sandrine

SCHURMANS Marie-Noëlle (Marie-Noelle.Schurmans@unige.ch)

Professeure des Universités / Université de Genève FAPSE

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Sociologie de la connaissance et transaction sociale

Résumé L'interactionnisme historico-social pose comme point de départ l'activité collective, c'est-à-dire les modalités pratiques d'organisation des groupes humains. Cette activité génère, à travers l'échange langagier, des représentations portant sur les modalités de fonctionnement du collectif, et elle engage par conséquent la constitution de normes actionnelles, ainsi que, par appropriation, la construction des représentations individuelles. C'est sur cette toile de fond que sont évaluées les actions singulières, et c'est donc à partir de cette évaluation que s'oriente l'action individuelle. L'approche des processus de transmission et d'appropriation cependant constitue la clef qui nous permet de mettre en lumière la dynamique ascendante de

la perspective interactionniste historico-sociale. Transmission et appropriation en effet se situent à l'intérieur du processus social, c'est-à-dire dans le cours même de l'interaction. D'un point de vue pragmatique, il s'agit bien de considérer que les personnes intériorisent les évaluations de l'activité qui ont lieu dans leur contexte social, et qu'elles se trouvent dès lors dotées de représentations de leurs actions, représentations qui constituent un reflet des évaluations collectives. Mais il s'agit aussi de considérer que, puisqu'elles participent aux évaluations, elles sont également à même d'évaluer ces évaluations elles-mêmes ; et, partant, de les ajuster, à l'intérieur d'une activité sociale qui se joue au présent.

SCHUT Pierre-Olaf : voir à **PIERRE Jérémy**

SCHWEYER François-Xavier (Francois-Xavier.Schweyer@ehesp.fr)

Enseignant-chercheur / EHESP et CMH ERIS

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

Une transformation silencieuse : les flux migratoires internationaux des professionnels de santé en France

La recherche porte sur les mouvements migratoires internationaux de professionnels de santé en France et sur leurs impacts sur l'offre de soins. Elle a été menée dans le cadre d'une recherche comparative internationale. Le recrutement de médecins à diplômés étrangers n'est pas nouveau en France. D'une ampleur limitée, il permet le maintien d'activités de certains hôpitaux. Ces flux migratoires sont devenus un problème public au début des années 2000 sous l'effet des politiques européennes de formation et de mobilité, et aussi de tensions démographiques pour plusieurs professions de santé. Pour autant, le phénomène reste mal connu. Les objectifs ont été - d'analyser pour les médecins, infirmières et dentistes la réalité des flux migratoires, - de comprendre le sens des changements observés tant du point de vue des acteurs que des politiques publiques, - de cerner les impacts de ces transformations sur les professions de santé et plus généralement sur l'offre de soin. On constate une augmentation récente des médecins étrangers provenant de l'Union européenne et une baisse des recrutements « historiques ». L'exercice reste d'abord hospitalier. Le phénomène migratoire est marginal pour les infirmières et les dentistes, à l'exception des zones frontalières. L'intérêt récent pour les flux migratoires marque un déplacement des représentations de la régulation de l'offre de soins et un changement des modes d'action publique et des valeurs qui les sous-tendent.

SCRINZI Francesca (Francesca.Scrinzi@glasgow.ac.uk)

Maîtresse de conférences / University of Glasgow UK - CRESPPA/GTM (CNRS)

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Le thème des droits des femmes dans un parti « anti-immigration ». Le Groupe Politique Féminin de la Ligue du Nord en Italie
 Cette communication se fonde sur des données documentaires et ethnographiques recueillies dans le cadre de deux études pilotes concernant le parti de la droite « anti-immigration » Ligue du Nord en Italie . Ma communication porte sur le Groupe Politique Féminin (GPF) qui s'est constitué en 2006 au sein du parti et qui regroupe des femmes ayant des responsabilités institutionnelles et politiques au niveau local ou national. Le GPF constitue une nouveauté quant aux formes d'organisation des femmes au sein du parti de même qu'au niveau des positions idéologiques qui sont affichées. Cette communication vise à combler un vide dans la littérature. Très peu d'études existent qui portent sur les femmes dans les mouvements de la droite « anti-immigration ». La plupart des travaux tendent à voir les femmes, minoritaires dans ces mouvements, comme des membres apolitiques dont l'affiliation s'explique par l'intermédiation d'un homme, père ou mari. Les études féministes ont aussi privilégié la mobilisation des femmes en tant que symboles de la nation, alors qu'on connaît très peu sur les femmes en tant qu'actrices dans les projets nationalistes et « anti-immigration ». Enfin, ce cas d'étude permet de montrer comment les rapports sociaux de sexe informent la participation politique des femmes tant au niveau des contextes structurels que des stratégies de la mobilisation et de la construction des identités collectives .

SEBERT Anne : voir à **SAILLARD Yves**

SECHAUD Fred (sechaud@cereq.fr)

Chargé d'études / CEREQ

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D18)

Fonctions, compétences et postures syndicales

Comment décrire et répertorier les fonctions et compétences syndicales ? Partant de cette interrogation, l'analyse des activités des représentants des OS et des OP questionne les postures empruntées dans le cadre de l'exercice des mandats à plus d'un titre, les indices d'un clivage apparaissant dans les trajectoires syndicales en fonction de la durée d'un engagement personnel dans le travail salarié ou indépendant. Interrogés de manière à réfléchir à propos des ressources qui leur permettent d'agir dans l'exercice de leurs mandats, des représentants des salariés et des représentants des employeurs rendent compte de pratiques assez étroitement articulées à des expériences professionnelles ou syndicales dans l'entreprise. D'autres réfèrent plus rapidement leur posture à des positions de principes ou à des valeurs collectives, qu'il s'agisse de l'intérêt des salariés d'une branche ou d'une catégorie socioprofessionnelle ou encore de l'intérêt des entreprises d'un secteur. En portant la focale sur les IRP, on constate de manière concomitante que, dans les entreprises où existent des organisations syndicales, l'action des représentants des salariés peut emprunter plusieurs voies : elle peut se polariser sur les enjeux institutionnels qui sont bien sûr importants pour l'ensemble des salariés, là où le dialogue social est déjà présent. Elle peut aussi insister sur les espaces laissés en friche où existent aussi les plus forts besoins de protection collectives et d'intervention.

Auteur non communicant : Mario Correia sociologue IRT & LEST

SEGUIN Thomas (seguin_t@yahoo.fr)

Docteur/ ATER / Université Montpellier 3

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD8)

Heuristique de la création. Légitimité de l'innovation.

Cette communication se propose de distinguer la créativité de l'innovation. Elle se propose de questionner le passage de la créativité à l'innovation et notamment l'apport de la sociologie de la connaissance en tant que méthode heuristique ou poétique. Quand la sociologie de la connaissance est heuristique, elle permet de s'interroger sur la disposition cognitive et les procédures qui autorisent pratiquement l'émergence de la créativité. A partir de l'étude du processus d'objectivisation, il est possible d'élargir les horizons linguistiques, idéels, praxéologiques. Nous nous interrogeons sur la multiplication et l'amplification de l'espace cognitif à partir de différents auteurs « postmodernes » : espaces narratifs (Jameson), Paralogie, recherche des instabilités et passage (Lyotard), jeu et substitution infinie des termes (Derrida), Multiplicité, connectivité et lignes de fuite (Deleuze), Relativisme et liens (Pragmatisme de Rorty). A travers cette configuration complexe entre imaginaires, organisation, émergence et symbolique, c'est l'élargissement du travail de la représentation qui est recherché. Dans un deuxième temps, nous nous demandons si l'innovation a rapport au vrai. En ceci qu'elle relève d'une reconnaissance sociale, d'un consensus social. L'innovation résulte de modalités de légitimation qui découlent de la mise en commun des idéalités de plusieurs sphères d'où procède la performativité.

SEHILI DJAOUIDA (djaouida.sehili@libertysurf.fr)

Maître de Conférences associées / GTM - CNRS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

La migration dans tous ses genres

Les études portant sur la situation migratoire féminine révèlent que la sortie de l'invisibilité des femmes « migrantes » reste largement empreinte d'une persistante forme de biais masculin. C'est en partant de ce constat que nous proposons de réfléchir sur les implications méthodologiques qui pourraient résulter du passage d'une approche de sexe à une approche de genre. Cette posture peut nous permettre également de mieux appréhender les nouvelles formes de migrations féminines contribuant ou non à « changer les règles du jeu » dans les rapports sociaux de sexe. Par ailleurs, nous privilégierons l'étude des mobilités des femmes à partir des pays des Sud-s et entre les pays du Sud pour contribuer à renouveler les réflexions théoriques et méthodologiques portant sur les problématiques mondialisées des migrations. Cette entrée sud-sud autorise une réflexion plus articulée sur les mobilités féminines contemporaines, contribuant à la remise en cause d'un regard décentré par rapport aux catégories européocentrées, élaborées sur une vision androcentrique. Elle peut permettre également de mieux saisir comment le travail des « étrangères » est « ici et ailleurs » toujours utilisé comme un facteur de régulation et de réglementation du marché du travail international en englobant le principe de hiérarchisation des sphères productive et reproductive.

SELLER Pauline (seillerpauline@gmail.com)

Doctorante ATER / CERLIS

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

« Si le travail est mal fait... » : Dévalorisation réciproque entre ouvriers nationaux et ouvriers étrangers aux chantiers navals de Saint-Nazaire.

L'évolution des modes de production, comme le développement de la sous-traitance ou le recours à la main d'œuvre étrangère, multiplie les statuts professionnels au sein du monde ouvrier. Aux chantiers navals de Saint-Nazaire cohabitent des ouvriers dits « privilégiés », salariés du donneur d'ordre disposant d'un emploi stable, et des ouvriers étrangers, recrutés le temps nécessaire à la production d'un navire. Les premiers tendent à s'éloigner de la condition ouvrière par de « petites » mobilités professionnelles, tandis que les ouvriers étrangers se situent majoritairement en bas de la hiérarchie ouvrière, exerçant des métiers dévalorisés. Pourtant, les ouvriers étrangers ne sont pas sans ressources face aux ouvriers nationaux. Perçus comme des « feignants » par les étrangers, les ouvriers du donneur d'ordre subissent de plein fouet la concurrence d'une main d'œuvre étrangère aux qualités techniques et morales vantées par la direction. En stigmatisant à leur tour le travail des ouvriers étrangers les ouvriers « du haut » tentent de défendre un statut envié et les protections et privilèges qui y sont associés. Un mécanisme de dévalorisation réciproque prend ainsi forme entre ces deux segments ouvriers. L'objectif de cette intervention sera donc de restituer toute la complexité des relations entre ouvriers nationaux et ouvriers étrangers et de montrer comment cette dévalorisation réciproque contribue à la « déstabilisation des stables ».

SELPONI Yohan (yohan.selponi@ehess.fr)

Doctorant / CADIS EHESS

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 13)

Application de la loi et ajustements procéduraux. L'orientation des prévenus en comparution immédiate au service de traitement direct du parquet

La norme juridique peut être considérée comme une contrainte mais également comme une ressource pour l'action. On étudie l'orientation des prévenus en comparution immédiate par les agents du ministère public dans un tribunal de grande instance de province. A l'orientation des prévenus, les parquetiers rencontrés ajustent faits et procédure. On peut dès lors se demander en quoi l'application des règles de procédure contribue également à leur modification. Les ajustements procéduraux permettent

aux parquetiers d'asseoir leur identité de « juriste » en réaffirmant leur monopole dans la manipulation des biens juridiques avec - et parfois contre - les officiers de police judiciaire. Ils contribuent par ailleurs à modifier, à la marge, les textes qu'ils mobilisent pour justifier leurs pratiques. Ainsi, l'utilisation routinisée de la récidive comme critère principal d'orientation des prévenus en comparution immédiate contribue, in fine, à une modification implicite des règles de poursuite en comparution immédiate.

SELZ Marion : voir à **GEAY Bertrand**

SEMBEL Nicolas (nicolas.sembel@sfr.fr)

MCF Sociologie / Centre Emile durkheim

TERUEL Boris (boristeruel@yahoo.fr)

Sociologue / BSA

RT 9 Sociologie de l'urbain et des territoires Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

La sociologie urbaine entre professionnalisation, médiatisation et exigences académiques : l'exemple d'une étude sur le quartier de la Villeneuve à Grenoble.

L'exemple d'une étude réalisée en réponse à un appel d'offres sur le quartier de la Villeneuve à Grenoble de janvier à décembre 2010, soit avant et après le fait divers de juillet 2010 qui a donné lieu au discours de Grenoble sur la sécurité prononcé par le Président de la République, offre l'occasion de faire le point sur la place et le rôle de la sociologie urbaine par rapport aux questions de ghettoïsation. Compte tenu du contexte urbain et politique d'abord, puis médiatique ensuite, nous voudrions défendre l'idée que seule une sociologie exigeante sur les plans théorique et empirique permet, non pas de s'adapter (par hybridation ou autre) au contexte évoqué et à ses différentes dimensions, mais de le transcender en le maintenant à distance, c'est-à-dire à résister aux pressions de tous ordres. L'autonomie dont peut finalement bénéficier, souvent après une réaffirmation par rapport de force, la recherche sociologique, permet seule de produire une réflexion et des résultats dignes de ce nom. L'étude évoquée a ainsi permis, d'une façon qui n'est paradoxale qu'en apparence, de produire une définition relationnelle du ghetto, comme processus de marginalisation très contextualisé, et donc très différencié, bien distinct de toute démarche de naturalisation, de dramatisation ou de banalisation, souvent à l'oeuvre dès que la sociologie en général s'intéresse aux problèmes sociaux.

Auteur non communicant : Nora Ardit Bureau de Sociologie Appliquée

SERGES Dorothee (dserges@univ-paris3.fr)

ATER Sociologie, Le Havre / IHEAL/CREDAL

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

« Travailler en famille, ou les effets de la migration transnationale sur les (re)configurations familiales »

La mondialisation, à l'œuvre depuis les années 1990, conditionne la féminisation des migrations économiques en Amérique latine, appelées « Eldorados da mundialização » [Angelina PERALVA (2008 :12)]. Ces migrations s'articulent au « nouveau marché du travail, transnational et informel » [Jules FALQUET (2008 : 37)] et contribuent à la mise en place de réseaux migratoires sur des bases familiales, notamment à travers le développement de « foyers économiques transnationaux » [Laura OSO CASAS (2008 : 13)] à l'intérieur desquels des femmes deviennent pourvoyeurs économiques de leur famille. A partir des données de mon travail de terrain, axées sur l'insertion économique de migrantes Brésiliennes en Guyane française dans les années 1990, je montrerai comment ces dernières organisent leurs « foyers économiques transnationaux ». J'articulerai mon propos autour de trois points. D'abord, j'analyserai les modes de production de femmes migrantes, cheffes de foyers transnationaux. Ensuite, je montrerai leurs impacts sur les (re)configurations familiales ; j'exemplifierai mon propos à travers la trajectoire de Roseide Moura, originaire de Fortaleza, résidant à Kourou, devenue cheffe d'une entreprise de vêtements – « entrepreneure transnationale » [PORTES, Alejandro, GUARNIZO, Luis Eduardo, HALLER, William J. 2002]. Pour finir, j'interrogerai les effets des politiques migratoires plus récentes sur ces « familles transnationales ».

SETZU Francesca (f.setzu@yahoo.fr)

Doctorante / Université Paris8 CRESPPA GTM

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D2)

Médiateurs de la création : les galeries et les associations culturelles françaises engagées dans la promotion et diffusion de l'art contemporain turc.

Cette communication tentera de saisir les mécanismes de fonctionnement d'un réseau des médiateurs de l'art contemporain voués à la sélection, à la promotion et à la validation de la réussite professionnelle des créateurs dans un contexte international. Le cas examiné sera celui des réseaux des galeries et des associations culturelles françaises engagées dans la promotion et diffusion des œuvres des artistes turcs travaillant dans le domaine de l'art visuel. La Turquie est un pays au croisement des deux continents, au cœur du débat européen et avec un énorme potentiel artistique à exploiter comme la biennale internationale de l'art contemporain d'Istanbul l'a toujours bien démontré. La carrière des artistes se construit à travers la relation à des intermédiaires du monde artistique qui découvrent des nouveaux talents, offrent un soutien à la création et permettent la rencontre avec les récepteurs de l'œuvre, donc ces médiateurs participent de concert à la reconnaissance des artistes. Nous essayerons d'articuler les résultats des entretiens semi directifs menés auprès de différents acteurs en charge de l'organisation et de la mise en place d'expositions d'art afin de comprendre les objectifs de chacun, de confronter leurs points de vue et de dégager les valeurs qui orientent leurs actions d'intervention.

SIBERTIN-BLANC Christophe (sibertin@univ-tlse1.fr)

Professeur d'informatique / IRIT, université de Toulouse-Capitole

GT 32 Sociologie des systèmes complexes Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 10)

Étude analytique des potentialités d'une organisation à partir d'une modélisation orientée agents de la sociologie de l'action organisée

Partant du constat que la représentation des processus sociaux pouvait être améliorée par le recours aux outils méthodologiques développés par l'informatique et les systèmes complexes, nous avons développé un méta-modèle de la sociologie de l'action organisée (Friedberg, 1993) permettant de modéliser et de simuler le fonctionnement de « systèmes d'action concrets » (Roggero & Sibertin-Blanc, 2008). Le logiciel élaboré, intitulé SocLab, est de type système multi-agent. Une fois paramétré en fonction de étude empirique, principalement qualitative, d'une situation organisationnelle, SocLab permet de définir un espace des configurations du système étudié. Une configuration est définie comme l'état des relations et les niveaux de capacité d'action et de pouvoir de chacun des acteurs impliqués dans les relations. En travaillant sur l'évolution structurelle du modèle nous avons développé un nouveau mode de représentation des configurations organisationnelles sous forme de paysages autorisant une exploration originale de la capacité des organisations à générer plus ou moins de coopération et, éventuellement, de leur évolution. Deux types de paysage sont définis : d'une part le paysage de capacité qui représente la capacité propre des acteurs à atteindre leurs objectifs et, d'autre part, un paysage d'influence qui mesure la capacité d'action que les acteurs donnent aux autres. Ces paysages présentent les propriétés des champs scalaires et peuvent être étudiés mathématiquement.

Auteur non communicant : Paul Chapron doctorant IRIT Université de Toulouse-Capitole

SIBLOT Yasmine (Yasmine.Siblot@univ-paris1.fr)

Maîtresse de conférences en sociologie / Université Paris 1 ; IDHE (CNRS)

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Rapports mobilisés à sa condition sociale et politisation dans les milieux populaires contemporains

Cette communication porte sur les formes de politisation des classes populaires contemporaines, en retenant une définition large de ces processus. En revenant sur des recherches menées sur différents objets et terrains (les rapports aux administrations, des trajectoires de mobilité sociale et résidentielle, et enfin le syndicalisme), je propose d'explorer quelles sont les conditions sociales qui favorisent un « rapport mobilisé à sa condition sociale ». Si les classes populaires traditionnelles étaient caractérisées par des formes de politisation spécifiques articulant une culture de classe et l'existence de porte-paroles et de répertoires d'action partisans et syndicaux, le contexte actuel est marqué par des processus d'écartèlement, d'effacement des représentations donnant une image unifiée et valorisante des mondes populaires, et un recul des pratiques militantes. Il semble cependant que cela donne lieu à un constat trop uniforme de démobilitation politique. C'est pourquoi je propose, avec la notion de « rapports mobilisés à sa condition sociale », d'articuler deux niveaux d'analyse. Tout d'abord celui des modalités de formation de la conscience de son appartenance sociale et des dispositions à la valoriser, que ce soit sur un mode individuel ou collectif, et dans diverses sphères de la vie sociale. Puis celui des rapports aux institutions publiques et politiques, et des formes d'engagement.

SILVA-ARAS Silvina (sil.silvaaras@gmail.com)

Doctorante / École de Hautes Études en Sciences Sociales-EHESS

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

Utilisation politique des festivals (multi)culturelles : les cas de La Goutte d'Or en Fête et le Festival de la Rue Léon comme discours politiques d'intégration et différence

Ce travail analyse les festivals (Rue Léon, Nous sommes tous africains) et fêtes du quartier parisien de La Goutte d'Or (La Goute d'Or en Fête) comme mécanismes de construction d'identité social et multiculturelle, comme exemple de l'utilisation politique et idéologique des loisirs populaires devenus instruments d'affirmation identitaire. Le cas de La Goutte d'Or en Fête, révèle les intentions des associations du quartier de la Mairie du 18^e arrondissement de construire une image conviviale du quartier, où les cultures migratoires en carrefour s'intègrent. D'autre part, le festival de la Rue Léon, surnommé « Nous sommes tous Africains », représente le coté africain du quartier, défendu comme bastion culturel, et à la fois comme un espace exotique dans la ville de Paris. Dans ces deux cas, nous sommes en présence de projets identitaires bien que des caractéristiques similaires avec des objectifs idéologiques et politiques différents par rapport à la réalité sociale d'un quartier avec un haut taux de population d'origine étrangère. Tandis que le discours multiculturaliste est utilisé par les organisateurs associatifs, la mairie du 18^{ème} (en clair concordance avec la politique multiculturelle de la Mairie de Paris) à la façon d'un appel à l'intégration (avec plusieurs contradictions), le festival de la Rue Léon revendique le droit à la différence (la défense d'une culture africaine) et explore les attributs de la World Music comme un discours politique militant.

SIMMAT-DURAND Laurence (laurence.simmat-durand@parisdescartes.fr)

Professeure / Université Paris Descartes

RT 20 Méthodes Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO TD19)

Analyser les infanticides au travers de la presse française

Archétype de l'horrible fait divers qui défraye la chronique, l'infanticide fascine et semble tout à la fois intemporel, désuet et banal. Bien que les femmes disposent de nombreux moyens d'éviter une naissance non désirée, chaque année quelques dizaines de femmes tuent leurs enfants à la naissance, perpétuant des pratiques archaïques. Cette réalité sociale est totalement insaisissable par les statistiques produites par les services de l'État : la statistique criminelle a depuis le nouveau code pénal de

1994, fusionné tous les meurtres des moins de 15 ans en une seule catégorie, les données du CépiDc de l'Inserm sont peu fiables sur les causes des morts inattendues. Dans ces conditions, les analyses qui sont faites de ce phénomène sont soit historiques, soit très parcellaires, souvent médicales et reposant sur quelques observations dans un service ou une région. La recherche entreprise a consisté à recueillir les articles de presse concernant ce phénomène sur les quinze dernières années (plus de 2000 articles) et a organisé une base de données sur un logiciel d'analyse textuelle, permettant à la fois de faire une analyse socio-démographique des caractéristiques des mères, des enfants et des modes de perpétration de ces crimes et une analyse qualitative de la façon dont ces faits sont diffusés, entretenant tour à tour le mythe de la mauvaise mère, ou l'amalgame entre l'infanticide et le déni de grossesse.

Auteur non communicant : Anne Toppani ingénieure d'études CNRS CERMES3-Cesames

SINIGAGLIA Jérémie (jsinigaglia@gmail.com)

Docteur, chercheur contractuel / GSPE-PRISME CNRS UMR 7012

RT 21 Mouvements sociaux Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 2)

Entre usages militants des pratiques artistiques et usages artistes des pratiques militantes : l'apport des artistes au répertoire d'action collective contemporain

L'étude de la mobilisation des intermittents du spectacle de 2003 permet d'identifier deux modes de ce que l'on pourrait appeler une esthétisation de la protestation. Le premier consiste à mettre les compétences professionnelles des artistes au profit d'actions militantes, comme le précise ce slogan de la commission « Occupation artistique et rebelle de la France » de la Coordination des intermittents et précaires : « Battez-vous avec des armes d'artistes, pas de syndicalistes ! » (performances, créations et enregistrements de chansons originales ou parodiques). Le deuxième mode consiste à revisiter les grands classiques de la protestation collective comme la manifestation de rue, qui présente l'avantage d'être connue de tous mais, selon les artistes mobilisés, l'inconvénient d'être routinisée et peu innovante. L'enjeu est donc de pouvoir utiliser ce mode d'action tout en marquant son originalité, de « descendre dans la rue » en mobilisant ses savoir-faire artistiques (manifestations scénarisées). La communication visera à montrer comment les artistes contribuent ainsi à définir au sein du répertoire d'action collective contemporain un « art de la protestation », à la fois dans le sens que donne James Jasper à cette expression (i.e. « la force d'invention des mouvements sociaux et la créativité individuelle et collective de leurs membres ») et dans une acception plus « artiste » intégrant la dimension d'innovation esthétique apportée par les professionnels du spectacle.

SINIGAGLIA Jérémie (jsinigaglia@gmail.com)

Docteur, chercheur contractuel / GSPE-PRISME CNRS UMR 7012

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

Les créateurs ont-ils le temps de créer ? Analyse des conditions de la création artistique dans le spectacle vivant aujourd'hui.

L'objectif de cette communication est d'apporter un éclairage sur les conditions sociales et économiques de la création artistique aujourd'hui, en prenant l'entrée du temps, ou plus exactement des temps qui composent la vie professionnelle des artistes du spectacle vivant. La thèse défendue est que le temps de la création est directement concurrencé par d'autres temps, consacrés notamment à la recherche des moyens permettant d'une part d'acquérir une certaine stabilité économique et d'autre part d'assurer les conditions minimales de la création. Plus précisément, il s'agira de montrer comment la capacité à s'assurer un temps libre (skholè) dédié à l'élaboration d'un spectacle (temps non marchand, non rentable) suppose de plus en plus souvent un temps pressé, contraint (askholia), employé à la recherche de moyens économiques (course aux cachets, course aux subventions, etc.) et tourné vers les formes artistiques les moins innovantes et les plus rapidement rentables.

Cette contribution repose sur une recherche intitulée « Etre heureux dans l'emploi culturel ? Qualité du travail et de l'emploi des hommes et des femmes du spectacle vivant » (2011) en réponse à un appel d'offre du Département des études de la prospective et de la statistique (DEPS) du Ministère de la culture et de la communication. L'enquête repose sur 73 entretiens réalisés auprès de professionnels (artistes, techniciens et administratifs) de la musique, du théâtre et de la danse en Alsace et en Lorraine

SIRE Guillaume (guillaumesire@gmail.com)

Doctorant / IFP

RT 37 Sociologie des médias Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)

L'information d'actualité au prisme des moteurs de recherche

En détaillant les stratégies pratiquées sur le marché des moteurs de recherche depuis le milieu des années 90, nous expliquons comment, à partir de juillet 2009, le positionnement « technologie » l'a emporté sur le positionnement « média ». Nous observons ensuite dans le détail les réponses données par les trois leaders du marché – Google, Bing et Yahoo – aux requêtes effectuées le 25 et le 27 février 2011 à propos d'une actualité concernant la concurrence entre Airbus à Boeing pour le contrat des avions ravitailleurs de l'armée américaine. Notre recherche suggère que Google et Yahoo sont les moteurs le plus performants, tandis que Bing peine à identifier qu'une requête puisse être liée à un sujet d'actualité. Lorsque l'actualité est identifiée, les contenus produits par des journalistes professionnels sont privilégiés, Google et Yahoo privilégiant les sources issues de la presse magazine, de la PQN et des pure-players, alors que Bing accorde davantage d'importance aux sources issues de la radio et de la PQR.

SITBON Audrey (audrey.sitbon@inpes.sante.fr)

Chargée d'études et de recherches / INPES

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Étudier la santé des personnes sourdes et malentendantes, implications méthodologiques

Des études en cours dans le cadre d'une convention entre l'INPES et la CNSA questionnent les modalités selon lesquelles le fait de vivre avec au moins un sens altéré est susceptible de rendre singulier le rapport à la santé. Cette communication propose de discuter les méthodes de recueil de données potentiellement mobilisées à cet effet, et de fait, l'intérêt et la capacité à interroger, dans les mêmes études, les personnes touchées par une audition déficiente, quels qu'en soient le niveau de gravité et l'origine. Le positionnement des individus vis-à-vis du handicap, sur un plan pragmatique dans le vécu au quotidien, mais aussi plus identitaire, est à considérer pour penser l'outillage méthodologique et son usage. Il s'agira de discuter des modalités de l'entretien semi-directif et de ses limites ainsi que de l'intérêt de méthodes ethnographiques reposant sur l'analyse de discours de groupes de travail impliquant des professionnels et des personnes sourdes de projets d'études et d'adaptation d'information. Des outils quantitatifs sont également mobilisés afin d'établir des comparaisons avec la population générale sur des données sur les perceptions et comportements liés à la santé. Leur mise en œuvre présente une certaine complexité à tous les stades d'élaboration. Les obstacles sont tels qu'il est légitime de s'interroger sur la capacité à étudier, dans une même recherche, le rapport à la santé de toute personne concernée par des troubles de l'audition.

SIZORN Magali (magali.sizorn@free.fr)

Mcf / CETAPS - EA 3832

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD6)

Faire d'une ancienne linerie un centre d'art: La patrimonialisation au service d'une reconversion culturelle

Abandonnée depuis les années 1970, la Linerie de Crosville-sur-Scie, située à une quinzaine de kilomètres de Dieppe, fait l'objet depuis 2007 d'un projet de réhabilitation. Des «rencontres d'artistes» y ont été organisées : plasticiens, conteurs et danseurs contemporains ont investi le lieu en vue de sa reconversion en espace culturel. A partir d'une enquête ethnographique réalisée auprès des acteurs du projet (propriétaires du lieu, élus locaux, représentants de l'Etat et des collectivités territoriales, artistes, habitants, anciens ouvriers), nous analyserons, dans une approche pragmatique, le processus de transformation de cette friche industrielle rurale. Nous montrerons que cette transformation est soumise à différentes logiques (territoriales, patrimoniales, économiques, artistiques...). Les recherches de financement amènent à un positionnement original, consistant à amener l'art contemporain à la campagne, mais passant par une utilisation de la mémoire comme justification. La friche, désormais pensée comme patrimoine à valoriser (pour le bâti, comme pour l'immatériel qu'elle rappelle), peut être « réhabilitable ». Cette requalification du lieu incarne une politique de valorisation d'un territoire, associant action culturelle, patrimonialisation et valorisation de la création.

SKORNICKI Arnault (askornicki@yahoo.fr)

Maître de conférences science politique / Paris Ouest Nanterre (GAP)

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

L'économie politique, une « science nouvelle » pour des temps nouveaux : l'émergence d'un genre intellectuel dans la France des Lumières

Durant le second XVIII^e siècle, un phénomène éditorial et culturel nouveau marqua la France des Lumières : la profusion de publications touchant l'économie politique et l'inscription de cette « science nouvelle » (selon l'expression d'un contemporain) à l'agenda politique de la monarchie. Si la réflexion économique n'était pas inédite sous l'Ancien Régime, la revendication du titre de science et le projet d'institutionnaliser un marché librement concurrentiel l'étaient bien davantage. Ce « genre intellectuel » appelait en effet à la libéralisation du commerce et à la lutte contre les corporations, et connut des traductions politiques concrètes dans les années 1760-1770, ce qui ne laisse pas de surprendre dans une société de privilèges et de statuts. L'innovation intellectuelle passe bien souvent par l'hybridation sociale, la circulation internationale des idées et le décloisonnement de pratiques discursives issues d'espaces sociaux hétérogènes : qu'il s'agisse du réseau de la science du commerce, mêlant hommes de lettres et négociants ; de la physocratie, groupement hétéroclite emmené par Quesnay, ou encore du ministre et encyclopédiste Turgot. La réappropriation politique de ces innovations offrait ainsi à un État royal à bout de souffle l'opportunité de retremper sa légitimité. Cette communication propose un éclairage des conditions de possibilité et de félicité politique de cette innovation, née au croisement de la république des lettres et du champ du pouvoir.

SLAVOVA Petya (pslavova@ulb.ac.be)

Maître de conférence / Université de Sofia

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 7a (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D1)

Changer la ville - changer la pratique de l'architecte : la construction de la Maison dansante à Prague comme processus d'innovations

En 1996, la ville de Prague et son quartier Prague 2, situé sur la rive droite de Vltava s'approprient une nouvelle identité. Prague devient un endroit connu pour son histoire mais également pour le fait que Frank O.Gehry, l'architecte américaine devenu symbole de l'architecture postmoderne et déconstructiviste a offert à la ville l'un de ses œuvres – la Maison dansante (1996). La construction de ce bâtiment au cœur de la vieille ville de Prague fait un grand bruit. Il s'agit du premier bâtiment doté d'une architecture postmoderniste/ déconstructiviste construit dans un pays ex-communiste. Pour ce faire, les normes

imposées par le code de construction sont transgressées. Le nom de l'ex-dissident et premier président de la République tchécoslovaque après la Révolution de velours Václav Havel apparaît comme intrinsèquement lié à la construction de ce bâtiment. Pour la première fois Frank O.Gehry accepte à cosigner un projet en reconnaissant ainsi le travail et la participation de l'architecte pragoise Vlado Milunić. Deux ateliers d'architecture – celui de Gehry situé à Los Angeles en Californie et celui de Milunić à Prague travaillent en coopération. Tous ces faits font que l'histoire de ce bâtiment apparaît comme inhabituelle puisqu'elle contribue à innover la pratique architecturale, l'organisation du travail et l'architecture de la ville. Il reste à savoir comment peut-on expliquer toutes ces formes d'innovation.

SOARES Artemis (artemissoares@yahoo.com.br)

Professeure-Chercheuse / Université Fédérale d'Amazonie

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D8)

PECONHA : un jeu amazonien analysé sous l'angle de la praxéologie motrice et du travail

Cette recherche effectuée en Amazonie, révèle que la Peconha est une activité réalisée dans un milieu physique stable sans contact direct avec les adversaires. Il s'agit d'une activité motrice qui est passée d'une fonction utilitaire à un jeu. Nous l'interprétons comme un cas typique d'activité quotidienne qui se transforme en compétition. Cette activité comporte deux fonctions sociales : le jeu, comme forme de loisir et le travail comme expression de développement humain et de subsistance. Comme jeu, la Peconha se définit comme une activité de compétition. Aujourd'hui les joueurs utilisent des objets empruntés à l'environnement domestique, un morceau de tissu quelconque sert à fabriquer la peconha. Alors, que comme travail, la pratique de la Peconha contribue au maintien de subsistance familiale. C'est un exemple de pratique sociale, qui est le reflet d'une culture en symbiose avec la forêt et la communauté d'appartenance. Donc, notre recherche constate que le travail et le loisir sont des facteurs d'interrelation affective entre les natifs et les éléments de la nature en Amazonie. La terre, les rivières et les forêts sont au centre de la vie des amérindiens et des cabocles amazoniens. La terre représente la force génératrice d'espoir, de joie, de jubilation et de fête, à travers laquelle ceux-ci remercient les divinités. Cela se fait à partir des rites liés à la générosité de leurs champs, la cueillette des fruits et d'autres produits agricoles.

Auteur non communicant : TORRES Iraïldes Caldas. Professeure chercheuse. UFAM-Brésil

SOFIO Séverine (severinesofio@yahoo.fr)

Chargée de recherche / CNRS

RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 18)

L'innovation comme retour en arrière. Diffusion européenne du néoclassicisme et politisation de l'antique (ca. 1750-1810)

Il est paradoxal de parler d'innovation dans le contexte du monde de l'art prémoderne. En effet, la révolution symbolique de la modernité, à la fin du XIXe siècle, a notamment consisté dans l'imposition de l'idée que l'Art « avance » sans cesse sous l'impulsion de l'innovation créatrice de ceux qui, d'œuvre en œuvre, repoussent les limites du pensable esthétique. Or, en régime prémoderne, c'est moins l'idée d'un progrès perpétuel de la production artistique qu'une conception cyclique de la création humaine qui structure le monde de la peinture. La perpétuation des traditions classiques issues d'une Antiquité mythifiée reste la valeur fondatrice tant du discours sur l'art que de la formation des artistes dans toute l'Europe occidentale. Il en va ainsi du Néoclassicisme qui domine les marchés de l'art européens du milieu du XVIIIe au début du XIXe s. et qu'on continue fallacieusement à présenter comme une sorte de proto-avant-garde. Je me propose de retracer les conditions d'émergence de ce « retour à l'antique » et les trajectoires de ceux qui le portent. On verra ainsi comment l'esthétique néoclassique passe, en vingt ans, du statut d'engouement lettré, initié par un petit nombre de mécènes et de marchands à Rome, à celui de manifeste d'un art académique régénéré, avant de se politiser et de fournir un corpus de références visuelles largement mobilisé par la Révolution.

SOLER Julien (julien.soler@gmail.com)

Doctorant / Université de Grenoble

GT 41 Corps, technique et société Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Au carrefour des expertises : autour d'une technologie pour la santé.

Nous avons réalisé un suivi de trois projets de recherche dans le cadre de notre contrat de thèse au CEA-Leti, Minatec, Grenoble, notamment un projet de détection des crises d'épilepsies à partir d'une technologie. Dans la présente proposition nous aborderons le thème de la rencontre entre l'expertise des familles et l'expertise médicale. Alors que deux formes de détection des crises d'épilepsies sont à l'œuvre – la première est technologique, la seconde est sensible – nous nous sommes attachés à suivre différentes controverses dans ce projet (Soler & Trompette, 2010). Nous souhaiterions aborder ici une dimension qui mérite quelques éclaircissements : plusieurs travaux traitent des formes d'expertises dans le cadre de groupes d'entraides (self-help groups) : « connaissance d'expérience » (experiential knowledge) (Borkman, 1976) et « expertise d'expérience » (experiential expertise) (Simpson, 1996) soulignent des formes nouvelles d'échanges appuyées sur l'expertise médicale (Akrich, Méadel, & Rabeharisoa, 2009). Au contraire, nous montrerons une forme d'expertise revendiquée comme un décalage par rapport à l'activité médicale, de plus, nous verrons l'émergence d'une forme distribuée d'expertise portée par les familles (Mol & Law, 2004). Dans ces recherches comme dans la nôtre, se pose la question de la reconnaissance par le champ médical. A terme, nous présenterons l'apparition d'un découpage de l'expertise.

SOLINI Laurent (laurent.solini@gmail.com)

Doctorant / Laboratoire Sports, Organisations et Identités (SOI)

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D6)

Pour une analyse des expériences de détention en établissement pénitentiaire pour mineurs

« La sociologie de l'expérience carcérale » (Chantraine, 2004), en portant la focale au cœur des trajectoires biographiques, dépasse de beaucoup l'analyse du seul moment de détention, considéré comme un instant de passage dans la vie des détenus. Notre étude ne porte pas intégralement sur les expériences carcérales des mineurs détenus en établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM), mais sur l'approfondissement des expériences de détention. Nous nous focalisons sur le moment de détention et le parcours du mineur à l'intérieur de ce temps particulier, dans les relations qu'ils nouent avec les situations d'enfermement qu'il traverse en EPM. Les expériences de détention sont ainsi appréhendées au moyen d'une étude approfondie des pratiques des détenus. Par ailleurs, l'étude des expériences de détention oriente notre réflexion vers l'approfondissement des particularités de la situation d'enfermement dans la mesure où les expériences des mineurs incarcérés en EPM sont avant tout situées à l'intérieur de moments et d'espaces singuliers qui marquent la spécificité de ce lieu d'enfermement. Les multiples scènes de détention sont alors le reflet de négociations, de stratégies adaptatives, et d'expérimentations, incarnées dans les pratiques, les gestes et les paroles et témoignant d'une forme de réappropriation par les acteurs des particularités de la situation d'enfermement dans le but de défendre des intérêts qui leurs sont propres.

SOLINI Laurent (laurent.solini@gmail.com)

Sociologue, doctorant au Laboratoire SOI / Faculté des Sciences du sport, Université Toulouse III

BASSON Jean-Charles (basson@cict.fr)

Maître de conférences, chercheur au Laboratoire SOI EA 3690 / Faculté des Sciences du sport, Université Toulouse III

RT 40 Sociologie des institutions Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 16)

Processus d'innovation institutionnelle et fonction d'auto-légitimation en établissement pénitentiaire pour mineurs. Ce que l'architecture carcérale fait aux (et des) jeunes détenus

Nouvelle prison, l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) participe d'un processus « d'introduction, par les pouvoirs publics, de nouvelles finalités se [manifestant] par la différenciation des lieux d'enfermement » (Rostaing, 2009) sensés modifier la prise en charge des jeunes détenus. Repensée, l'architecture des EPM est l'instrument de la « normation » (Foucault, 1999) des conduites adolescentes en détention. Rompant avec la conception formelle de la prison moderne incarnée par le Panopticon et avec l'architecture parlante témoignant des fonctions dissuasives de la prison, le programme architectural des EPM configure la traduction des missions pénitentiaires qui leur sont conférées. Une série de procédés formels atténuent la contrainte physique vécue par les jeunes détenus et ménagent de nombreux espaces ouverts propres à donner libre cours au projet éducatif prôné par l'EPM. Toutefois, la dialectique ouverture-fermeture des espaces est compliquée par les usages sociaux que les acteurs de l'architecture instituante réservent à de ces derniers. Loin d'œuvrer à l'éducation totale du mineur incarcéré, la configuration architecturale des EPM provoque des formes de réappropriation des espaces rendus disponibles. Face à cette perte relative de contrôle subie par l'administration pénitentiaire, le recours à la fermeture des espaces opère à plein. Le volontarisme architectural originel est remis en cause au profit des techniques classiques d'obstruction spatiale.

SOMBRA Paula (paula.sombra109@gmail.com)

Doctorante associée à l'IHTP / CEMS/EHESS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)

Un parcours collectif autour du militantisme politique en Argentine : de la mémoire des « combattants révolutionnaires » aux discours sur la victimisation

Les perspectives pour écrire le passé récent en Argentine s'imposent dans le débat public ainsi que dans la vie intellectuelle, rendant compte d'un véritable impératif social de devoir de mémoire, « vérité et justice » et ce, parce que la cause des droits de l'Homme représente aujourd'hui une nouveauté et un progrès par rapport à cette période. Ainsi, les thématiques sur la mémoire et le militantisme sont indissociables de l'irruption d'un discours qui les porte et leur confère du sens : celui de la victimisation. Quel pourrait être l'apport du parcours de vie lié au militantisme à la connaissance sociologique pour une histoire récente ? Cette communication se propose de problématiser certains discours et imaginaires militants qui organisent la réalité politique sur ce passé. Pour ce faire, nous nous appuyons sur des récits oraux d'anciens activistes, appartenant à la gauche péroniste et révolutionnaire de ces dernières décennies : las Fuerzas Armadas Peronistas. Mais nous avons également eu recours à des sources imprimées. Nous avons privilégié une approche biographique et nous abordons ces récits avec des outils provenant de l'histoire orale. Nous présenterons les catégories discursives qui ont permis aux militants de parler de leur vie passée et leur vie présente, et nous évoquerons certains souvenirs de leur engagement, les raisons qui les ont poussés à faire la lutte armée, ainsi que les références de cette évolution vers le discours de la victimisation.

SOMMEN Cécile (c.sommen@ors-idf.org)

Biostatisticienne / ORS

RT 20 Méthodes Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO TD19)

Calcul des probabilités d'inclusion dans les enquêtes par sondage probabiliste issues de bases de numéro de téléphone fixe et mobile

En raison des évolutions de couverture téléphonique, une partie de la population n'est plus joignable par les méthodes de sondage par téléphone fixe imposant alors de prendre en compte la téléphonie mobile. Or, aucun annuaire commun à

l'ensemble des opérateurs fixe et mobile n'est actuellement disponible en France. Pour la sixième enquête KABP sur les connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH/SIDA de la population habitant en France métropolitaine, deux échantillons de taille équivalente ont été constitués à partir de la génération aléatoire de numéros filaires d'une part, et mobiles d'autre part, conduisant à 5000 répondants dans chaque cas. La réunion de ces échantillons entraîne des difficultés spécifiques pour le calcul des poids de sondage (inverse de la probabilité d'inclusion) principalement liées au fait que la littérature ne fournit les caractéristiques ni des individus possédant un fixe, un mobile ou les deux, ni des non-répondants. Ce travail consiste à présenter deux méthodes pour estimer les poids de sondage, l'une basée sur l'hypothèse que les taux de refus sont indépendants du type de téléphone, l'autre estimant ces taux de refus à partir des données de l'enquête. Les structures des échantillons après application du poids de sondage seront comparées à celle des données sociodémographiques du recensement 2010.

Auteurs non communicants : Josiane Warszawski MCUPH Inserm, Nathalie Beltzer chargée d'études ORS

SOUFFRON VALERIE (valerie.souffron@orange.fr)

Sociologue/Maitre de Conférences / Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Cetcopra

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Les corps et les territoires: l'exploration des corps et la transparence technicienne

Le GT41 interroge depuis quelques années les rapports entre les corps et les techniques, pensés comme un unique objet de recherche. A partir du principe maussien, il est question de repenser les thèses de l'externalisation des techniques, en particulier au moment où le corps semble être redéfini dans ses frontières et ses limites physiques, voire anthropologiques. Externalité versus in-corporation ? C'est à l'exploration de cette problématique que le GT41 s'est consacré et c'est ce cheminement que reprendra cette communication. Au fil d'un parcours historique, technologique et socio-anthropologique, un projet que l'on qualifiera momentanément de « cartographique » s'est fait jour, via les techniques d'exploration des corps. ceux-ci devenant autant de « territoires » à découvrir, voire à contrôler. Les transparences techniciennes bouleversent-elles (et comment) les perceptions, les subjectivités et les pratiques autour de ces « lieux » que pourraient être nos corps ? Ce prolongement de nos problématiques sera présenté dans cette communication et dans celles qui lui sont associées (M Maestrutti, C Moricot).

SPASOVA Slavina (sspasova@ulb.ac.be)

Doctorante / Cevipol

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D18)

La trajectoire idéationnelle des réformes de pensions dans les PECOs: une comparaison entre la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie. Influences externes et acteurs domestiques.

La Bulgarie, la Hongrie et la Pologne, pays qui avaient adopté un système de pension à trois piliers à la fin des années 1990, ont récemment engagé un processus de transfert des cotisations des fonds privés (deuxième pilier) vers les Instituts de sécurité sociale (organismes étatiques). La Commission européenne est en train d'analyser cette situation qui ne correspond pas à la logique de l'Union dans ce domaine. A l'aune de ces événements la présente contribution vise à revisiter les études existantes précédentes (Schmahl & Horstmann, 2002; Fultz 2002; Müller, 2003; Holzmann, Orenstein & Rutkowski, 2003) en analysant « le cheminement logique » et « le cheminement sociologique » (Palier et Mandin, 2009) de la mise en place des réformes systémiques de pensions de la fin des années 1990 et leur développement dans ces trois pays. La première partie porte sur les nouveaux modèles de systèmes de pensions véhiculés par les « epistemic communities » (Haas, 1992) pendant cette période. La deuxième partie se concentre sur l'importance des acteurs domestiques (Müller, 2001) pour démontrer leur poids dans la réception et la mise en œuvre de ces idées. Une troisième partie, en se concentrant sur les évolutions principales pendant la première décennie du XXI siècle, pose la question d'un changement de paradigme idéationnel lié à l'influence de l'adhésion à l'UE et essaie d'élucider ces derniers choix politiques.

STAMBOLIS-RUHSTORFER Michael (mstambolis@ucla.edu)

Doctorant / UCLA (Université de Californie Los Angeles)

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP E)

« Homosexuel(le) » ou « gay » ? L'identité sexuelle en France et aux États-Unis

À travers des entretiens semi-directifs avec 10 LGB français vivant aux États-Unis et 14 LGB américains vivant en France, cette intervention examine comment le contexte national modèle la façon dont les lesbiennes, gays, et bisexuels (LGB) comprennent et forment leur identité sexuelle. Ces migrants, comme des outsiders within (Collins 1986), sont capables d'articuler une perspective unique sur les normes culturelles des deux pays. Ils sont sensibles aux attentes de chaque contexte et adoptent des stratégies en conséquence. En interaction avec les individus et les institutions, ces migrants découvrent qu'en France, on attend que les individus minimisent leurs différences dans la sphère publique alors que dans la culture américaine les individus sont plutôt incités à s'aligner sur une catégorie minoritaire. Pour certains, la migration leur permet de se réinventer en utilisant les outils culturels des deux pays puisqu'ils se trouvent dans un contexte qui affirme ou contredit leur propre conception du rôle public de l'identité sexuelle. Les LGB dont l'identité sexuelle se conforme à la perspective dominante du pays d'accueil disent en général s'y trouver plus à l'aise. Lorsque l'identité sexuelle est en conflit avec le schéma dominant de son pays d'origine, les LGB français et américains expriment un malaise par rapport à leur identité nationale. Ces résultats révèlent un lien entre les « répertoires culturels d'évaluation » et les scripts sexuels de Simon et Gagnon (1973).

STAVROU SOPHIA (stavrou_sofia@yahoo.fr)

Doctorante / Université de Provence - LAMES

GR FCQ Formation, certification, qualification Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D23)

Transformations curriculaires à l'université: la construction d'un modèle pédagogique de projection

La communication se focalise sur l'émergence du phénomène de la régionalisation du savoir dans les formations universitaires: un regroupement des savoirs issus de disciplines différentes, des savoirs techniques et des savoir-faire professionnels, autour d'objets qui se situent à l'interface du discours scientifique et des marchés socio-économiques. La recherche menée examine les transformations curriculaires en cours sous l'angle de la recontextualisation des savoirs, c'est-à-dire le changement dans les principes de sélection et d'organisation des savoirs au sein des formations. La conception relationnelle des curricula qui est au fondement de cette démarche propose d'articuler deux volets. Le premier est centré sur les contenus et la structuration des programmes d'enseignement, dans lesquels sont inscrites des relations spécifiques de hiérarchisation et de segmentation entre savoirs et entre pratiques. Le second volet est orienté vers le processus d'élaboration de ces curricula: une série de confrontations entre logiques d'action, politiques, expertes, pédagogiques, scientifiques, qui caractérisent les groupes d'agents qui y participent et qui contribuent à la mise en œuvre de la professionnalisation des formations. Les résultats s'interrogent quant à l'amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés et quant aux effets de cette professionnalisation sur l'enseignement des disciplines scientifiques.

STETTINGER Vanessa (vanessa.stettinger@wanadoo.fr)

MCF / Université Lille 3 - CeRIES

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV H3)

A la croisée des innovations de l'aide sociale et des trajectoires familiales : le destin différentiel du dernier enfant dans des fratries d'enfants placés

Cette communication vise à éclairer un fait observé de façon récurrente dans une enquête en cours sur les relations familiales en situation de grande pauvreté. Dans plusieurs familles observées, où des enfants font l'objet d'une mesure de protection judiciaire (AEMO - Action éducative en milieu ouvert) et éventuellement d'un placement (en famille d'accueil ou en établissement de l'Aide sociale à l'enfance), le dernier enfant de la fratrie échappe au sort de ses frères et sœurs placés quant à eux souvent très tôt après leur naissance. Nous essaierons de comprendre le destin différencié de ce dernier enfant à partir de la trajectoire de ces familles. Nous examinerons le processus heurté et laborieux par lequel ces familles sont parvenues à répondre aux demandes institutionnelles définissant ce que sont de « bons » parents. Nous replacerons ce processus dans le cadre d'un contexte lui-même mouvant : celui des innovations survenues depuis la fin des années 1980 dans la définition et dans la mise en œuvre des politiques sociales, au niveau des dispositifs d'assistance en général (la mise en place du RMI, par exemple) ou de la protection de l'enfance en particulier (renforcement de la place de l'usager en 2002 et développement de la prévention en 2007, notamment).

STEUER Clément (clement.steuer@sciencespo-lyon.fr)

Post-doctorant / Triangle (UMR 5206)

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)

Misr lil-thaqâfa wal-hiwâr : Une association à la croisée des champs intellectuel et politique dans un contexte autoritaire

L'objectif de cette communication est d'étudier la manière dont une association peut servir de lieu de rencontre entre intellectuels et militants de l'opposition dans un contexte légal encadrant sévèrement la création et le fonctionnement des associations et leur interdisant toute activité politique. L'objet retenu ici est l'association - légalement reconnue - Misr lil-thaqâfa wal-hiwâr (« Égypte pour la culture et le dialogue »), fondée par des militants du parti Wasat (Littéralement « parti du milieu », ou « parti du centre ») - dépourvu quant à lui d'existence légale. Cette communication s'appuie sur une trentaine d'entretiens menés au Caire au printemps 2008 avec plusieurs représentants de l'opposition égyptienne, dont une vingtaine de membres dirigeants du Wasat, et sur une série d'observations directes de l'activité de Misr lil-thaqâfa wal-hiwâr. Dans cette communication, nous verrons que cette association peut être décrite comme un « lieu transfrontalier » (Tournadre-Plancq, 2006), servant d'espace de rencontre aux intellectuels et aux militants politiques. Nous verrons ensuite que bien que les militants du Wasat investis dans cette association insistent sur la nette séparation entre leurs activités politiques et associatives, ils attendent néanmoins de Misr lil-thaqâfa wal-hiwâr des bénéfices sur le plan politique.

STEVENS Hélène (helene.stevens@free.fr)

MCF / Université de Poitiers

GT 42 Sociologie des élites Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 21)

« Devenir entrepreneur de soi-même » ou le succès d'accords politiques improbables.

La communication propose d'analyser les conversions politiques, morales et professionnelles à l'origine d'un accord improbable entre les trois concepteurs d'un dispositif de formation appelé Entreprise de Soi, mis en œuvre dans une grande entreprise à la fin des années 1990. Elle montrera ainsi l'importance de dynamiques politiques dans la production de dispositifs managériaux, permettant de saisir en situation la formation de ce que Boltanski et Chiapello ont nommé « nouvel esprit du capitalisme ». En s'attardant sur une traduction en dispositif de l'expression désormais largement véhiculée d'« entreprise de soi » ou d'« entrepreneur de soi-même », elle proposera un éclairage sur le processus de construction et de diffusion d'un discours et de pratiques légitimant l'entrepreneuriat. Cette analyse sera prolongée par la présentation d'un processus similaire dans le secteur de l'encouragement à la création d'entreprise, autour du régime de l'auto-entrepreneur créé dans le cadre de la «

Loi de Modernisation de l'Economie » du 4 août 2008. Il s'agira notamment d'interroger les accords également improbables entre des associations issues de la gauche autogestionnaire ou du catholicisme social (BGE), un réseau de microcrédit (Adie), et la frange libérale de l'UMP (Hervé Novelli, François Hurel Alain Madelin).

STURMA Aude (audesturma@yahoo.fr)

Doctorante / CNRS

BECERRA Sylvia (becerra@lmtg.obs-mip.fr)

CHARGÉE DE RECHERCHE / LMTG/CNRS/Observatoire MidiPyrénées

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 11)

Entre science, action publique et société : heurs et malheurs de dispositifs innovants d'épuration des eaux usées à Mayotte.

La gestion des eaux usées à Mayotte est dans une situation complexe entre d'un côté, l'augmentation continue de la demande – population multipliée par cinq d'ici 2020 (Finet 2006)- et d'un autre côté, une politique d'assainissement soumise à de nombreuses contraintes parmi lesquelles la morphologie de l'île, l'urbanisation anarchique, les problématiques de propriété foncière, et les réformes de départementalisation. La pollution conséquente des rivières et de l'eau brute servant à l'adduction en eau potable, ainsi que les conditions précaires de salubrité créent des risques sanitaires environnementaux pour l'heure non évalués scientifiquement. Dans ce contexte, de nouvelles techniques considérées comme potentiellement plus adaptées au contexte mahorais sont mises à l'essai. Nous proposons de comparer deux innovations : la première dite de « bioremédiation » fondée sur les vertus présumées épuratoires des mangroves, la seconde appelée « DeWatS » (Decentralize Water System), utilisant la roche volcanique pour filtrer l'eau. Après une description du contexte politico-institutionnel et social mahorais, nous présenterons l'émergence, la mise en place ainsi que les impacts de ces innovations situées à la croisée des chemins entre science, action publique et société. En guise de conclusion, on s'interrogera sur le rôle de ces nouveaux risques dans la redéfinition des pratiques de recherche.

SUAREZ BONILLA Natalia (natalia.suarezbonilla@yahoo.fr)

Ater / Université del valle

GT 45 Sociologie des conflits Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

La compétence du savoir survivre dans la guerre civile: le cas de la Colombie.

Depuis plus des deux décennies, la Colombie connaît une situation de guerre de basse intensité. Cette situation qui altère profondément la nature de la souveraineté, n'entraîne pas seulement des répercussions au niveau structurel. Cela se traduit également par une désorganisation de la vie quotidienne en termes de catégories de perception du monde, d'instruments de qualification et d'outils cognitifs qui servent à l'identification des autres et à la présentation de soi. En effet, les personnes doivent faire référence à différents types de puissances dans différentes situations marquées par une diversité d'instances de pouvoir concurrentes réclamant de formes différentes d'autorité et de légitimité. Dans cette contribution, on se propose de rendre compte, à partir de la notion de compétence empruntée à la linguistique, du travail d'interprétation mener par les personnes lorsqu'elles ne disposent plus d'une sécurité sémantique minimale. Plus précisément, il s'agit de décrire la façon dont ce travail d'interprétation repose sur la capacité des acteurs à lire une situation, à identifier un interlocuteur, à juger la façon dont d'autres interpréteront une action. Et aussi, ces situations étant continuellement changeantes, sur leur capacité à innover.

SUCHET André (a.suchet@wanadoo.fr)

Doctorant / Université de Grenoble, Laboratoire PACTE (UMR 5194)

GT 41 Corps, technique et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 8)

Un retour des techniques du corps ? L'expérience américaine des partisans du free canyoneering

Au départ, la recherche expose le clean canyoneering tel que pratiqué en Amérique du Nord depuis une dizaine d'années, essentiellement dans le sud-ouest des Rocheuses (étude en Utah). A la différence du canyoning, ou canyoneering en anglais américain, les techniques de clean canyoneering consistent à ne poser aucun point fixe dans la roche au départ des cascades. Il s'agit de fixer sa corde de descente sur un arbre, un bloc sanglé, ou dans les failles du rocher (nœud, pièce de bois auto-bloquante, petit crochet). Par suite, la présente communication étudie le passage récent des adeptes de clean canyoneering vers un free canyoneering (selon les termes américains). L'idée consiste à passer d'une technique outillée (sangles, crochets, pièces de bois...) à une progression uniquement basée sur les techniques du corps, sans corde, un parallèle évident avec l'escalade en solo intégral et une prise de risque importante. A travers l'étude de cette émergence du free canyoneering, il s'agit d'interroger la possibilité d'une forme de retour vers les techniques du corps après une phase d'instrumentation (cordes, sangles, baudriers...) voire de technologisation (GPS, Arva, eco-compteur de fréquentation). Une évolution qui semble venir des plus experts dans l'activité à l'inverse des touristes ou débutants. L'étude envisage les formes de relation à l'environnement (la wilderness), et aux autres.

SUDRE David (davidsudre@hotmail.com)

ATER Université Paris Descartes / GEPECS

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 6)

La norme américaine dans le basket français.

Les basketteurs français actuels, et tout particulièrement les plus jeunes pratiquants de la région parisienne, sont marqués par une forte influence sportive et culturelle provenant des États-Unis. Le modèle étatsunien s'est diffusé en France et s'est imposé

en devenant une véritable référence pour de nombreux jeunes joueurs. Par son hégémonie, la culture du basket américain a fini par imposer ses normes et ses valeurs au sein du basket hexagonal. Cet état de fait pose donc question et nous amène à nous interroger sur le poids de la norme américaine au sein de cet espace sportif français. Dans un premier temps il sera intéressant d'analyser la place de la norme américaine dans les comportements et les relations sociales des plus jeunes basketteurs franciliens. Tournés vers les Etats-Unis, ces derniers se sont appropriés les valeurs et les normes de la culture du basket américain au point qu'elles régulent désormais leur vie de basketteur. Le bon respect de ces normes favorise l'entrée du jeune pratiquant au sein de cette communauté de basketteurs fortement américanisés. Enfin l'étude de la norme américaine nous permettra de nous rendre compte des éventuels phénomènes de déviance qui peuvent apparaître au sein du basket institutionnel (le club). L'intégration de ces jeunes « américanisés » dans ce milieu est remise en cause par les entraîneurs qui les jugent déviant et trop éloignés des valeurs et des normes du basket de club.

SURUBARU Alina : voir à **BETHOUX Elodie**

TAIN Laurence *présence à confirmer* (laurence.Tain@univ-lyon2.fr)

MCF / Université Lumière Lyon 2 - Centre Max Weber

RT 24 Genre, Classe, Race, Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Les habits techniques du travail reproductif, une nouvelle donne ? violences, permanences et résistance

Cette communication est centrée sur l'analyse des dynamiques sociales de genre classe et race à l'œuvre dans les nouvelles formes de travail reproductif liées aux technologies médicales. Dans quelle mesure assiste-t-on à une nouvelle donne, à une nouvelle division du travail ou à la permanence, voire l'aggravation des violences sur le corps des femmes. Les matériaux empiriques sur lesquels s'appuie cette communication sont diversifiés : à titre personnel, l'analyse et le dépouillement d'un millier de dossier médicaux d'un service d'assistance médicale à la procréation et une synthèse de rapports de recherches de ces pratiques au niveau international ; dans le cadre d'une enquête en cours DAIFI (INED-INSERM), des premiers résultats issus d'entretiens de femmes engagées dans ces protocoles médicaux. L'exposé portera tout d'abord sur l'observation des dynamiques sociales de genre, de classe et de race dans les usages de l'assistance médicale à la procréation en France. Le regard englobera à la fois les pratiques des institutions et des acteurs principaux, l'équipe médicale, les femmes et leurs partenaires. Le questionnement portera ensuite sur le croisement de ces différentes dynamiques et leurs effets. Ce point de vue nous amènera à comparer différents modèles nationaux et à nous interroger sur la division internationale du travail reproductif dans le cadre de la globalisation.

TANGUY Gildas (gildas.tanguy@sciencespo-toulouse.fr)

Maître de Conférences / IEP Toulouse/LaSSP

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 13)

Les préfets et l'application de la loi. Bricoleurs, interprètes ou producteurs de normes ? L'exemple de la législation du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire obligatoire.

Le préfet de la Troisième République est-il seulement un agent passif dont les gouvernements successifs exigent une application mécanique de la politique définie à Paris ? Nous voulons montrer, au contraire, qu'il détient un pouvoir d'appréciation de la situation locale, situation qu'il est en mesure de confronter à la loi et aux autres sources de droit pour en tirer des règles d'application variables et adaptées aux circonstances. C'est en ce sens que l'on peut parler du préfet comme d'un « expert », pas forcément au sens juridique ou sociologique du mot mais au sens premier, celui d'homme d'expérience, usant de celle-ci pour surmonter passions et idéologies. Pour ce faire, nous prenons l'exemple de l'application de la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire obligatoire. Les normes définies par la loi étant volontairement floues, le préfet dispose d'un important volant d'appréciation permettant ce que nous appelons un droit de « bricolage » qui, sans aucunement se placer en contradiction avec les textes ni avec le droit, permet d'adapter la loi aux circonstances locales et du moment, en fonction des flux humains et économiques, des contradictions opposant industriels, commerçants et salariés, individuellement ou par l'intermédiaire de leurs organisations professionnelles. La faculté de temporiser par rapport à la règle ou d'y déroger sans la contredire, de « fabriquer du droit » à leur niveau, apparaît ici en pleine lumière.

TCHERNOIVANOFF Pierre-Alexis (pa_tchernoivanoff@yahoo.fr)

Allocataire-moniteur / Université Paris Descartes Gepecs

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

L'analyse critique d'un savoir: l'exemple du réalisme politique

Nous proposerons dans cette communication l'analyse critique d'un savoir, celui du réalisme politique. En effet, l'utilisation discursive et la diffusion de cette notion de réalisme dans le domaine du politique, journalistique et médiatique contraste avec la faiblesse d'analyse des sciences sociales qui, bien souvent, se contentent d'abonder dans le sens commun. Si elle peut être considérée comme évidente pour son utilisateur ou locuteur, cette notion n'en demeure pas moins selon nous problématique. S'opposant aux idéologies, aux utopies et aux grands bouleversements, nous serions, selon certains discours, rentrés dans l'air désenchantée des savoirs neutres, objectifs et pragmatiques. Il s'agira de proposer une lecture critique de cette utilisation du réalisme politique, dont les fins peuvent parfois sembler décalées de la neutralité et de la nécessité dont il se targue. De cette prénotion nous tenterons d'analyser les ficelles et d'expliquer les raisons d'une telle diffusion. Nous aurons pour ce faire recours à une approche critique des travaux que consacrent les sciences sociales à ce thème connu mais selon très peu approfondi.

TCHOLAKOVA Albena (albena.tcholakova@univ-lyon2.fr)

Doctorant / Centre Max Weber et CERMES

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h AMPHI 7)*Travail et processus de remaniement identitaire des réfugiés*

La sociologie économique pense les questions migratoires et donne à voir la richesse des activités économiques des migrants qui se développent dans contextes de globalisation, et qui réinterrogent ainsi les connexions entre le global et le local et les tensions entre des formes de domination et de résistance, entre contraintes et créativité dans les marchés du travail. Mais elle introduit rarement dans ce type de recherche les problématiques de la reconnaissance et des identités. C'est dans cette dernière perspective que nous nous inscrivons pour comprendre comment se déroulent les carrières professionnelles des réfugiés dans deux contextes sociétaux comparés. Nous partons du principe que l'accès au travail des réfugiés est une expérience révélatrice de la nature et de l'agencement des dimensions objectives et subjectives de leur carrière. Nous nous proposons plus spécifiquement de réfléchir sur le fait que les carrières se comprennent dans des tensions entre poids des contextes et processus de remaniement identitaire. En s'inscrivant au carrefour de la sociologie des migrations, de la sociologie économique, tout en mobilisant le paradigme de la reconnaissance nous nous proposons de réinterroger ainsi plus globalement la question : comment deux sociétés d'accueil construisent la reconnaissance des réfugiés et produisent des formes de déni de reconnaissance, comment les réfugiés résistent ou ne résistent pas à ces dernières et de cette manière comprendre les carrières.

TEIL Geneviève (genevieve.teil@agroparistech.fr)

Chercheur / INRA

MALLARD Alexandre (alexandre.mallard@mines-paristech.fr)

Sociologue / CSI / Ecole des Mines

RT 23 Travail, activité, technique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP B)*Re-cycler, re-vendre, refaire circuler : régimes d'innovation et de circulation pour des biens à carrière complexe*

Rassemblant des données de terrain issues de différentes recherches sur les vins et leurs qualifications où apparaissaient aussi des controverses autour de diverses dérives, cet article cherche à approfondir l'enjeu de telles controverses. Il propose à cet effet de revenir rapidement sur l'analyse de cas empiriques de dénonciations et de s'attarder dans ces controverses, sur les enjeux liés aux objets et leurs qualifications. À partir de ces premiers éléments, nous tentons de pointer un ensemble de situations similaires qui dessinent un programme de réinterprétation de nombreux travaux d'inspiration pragmatiste autour de la question des modalités d'existence des objets dans les collectifs, qui engagent aussi des questions liées au partage entre démocratie délibérative et participative. Les acteurs interrogés dans les enquêtes nous ont amenés vers une interprétation originale de la durabilité de cette impossibilité à qualifier leurs vins ou produits : la qualité n'est pas une liste discriminante de caractéristiques d'une famille de biens ou objets donnés, mais le résultat d'une interprétation, une mise en œuvre de pratiques et de moyens orientée par un projet. Les vins n'étaient plus des biens à la conformité testable, mais des réalisations objets d'une évaluation critique, et donc discutée et controversée.

Auteur non communicant : Hennion Antoine

TERUEL Boris : voir à **SEMBEL Nicolas****TESTENOIRE Armelle (armelle.testenoire@univ-rouen.fr)**

MCF / université de Rouen

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30

ARSH TD3)

Intersectionnalité et parcours de femmes kanaks

Le concept d'intersectionnalité a des acceptations plurielles. Il réfère tantôt à l'intersectionnalité des rapports sociaux, tantôt à celle des identités. Les analyses qui se situent dans le cadre du féminisme matérialiste se situent dans la première logique en pensant les effets matériels des rapports ethniques, de genre et de classe et leur co-construction. Dans ce cas la pensée intersectionnelle constitue un cadre paradigmatique pour penser les inégalités complexes et leurs effets au cours des parcours de vie. Si la prise en compte des trois rapports sociaux ethnique, de genre et de classe se révèle heuristique, elle s'avère néanmoins incomplète pour comprendre les parcours des femmes kanaks. L'analyse doit intégrer la hiérarchie et les assignations liées aux rapports au sein de la parenté. A partir d'entretiens biographiques menés auprès de femmes kanaks engagées dans des cursus de formation continue en Nouvelle Calédonie, cette communication analysera de manière dynamique la manière dont les rapports de parenté se conjuguent aux autres rapports sociaux. Au niveau méthodologique l'analyse longitudinale montrera, que tout en étant lié aux autres, chaque rapport social a des effets spécifiques en termes d'assignation ou de résistance à tel ou tel moment du parcours de vie des femmes. Cette analyse, ancrée dans un terrain donné, s'inscrit plus globalement dans le débat engagé au sein du RT24.

THEVIOT Anaïs (anaïs.theviot@gmail.com)

Doctorante / Sciences po Bordeaux, Centre Durkheim

RT 37 Sociologie des médias Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD4)*La parole citoyenne en ligne : entre régulation et auto-régulation Le cas du chat du Président de la Région Aquitaine*

Conscients des potentialités exceptionnelles offertes par Internet et de la demande latente des citoyens de participer à la chose publique, certains hommes politiques se sont emparés de ce nouvel outil. C'est le cas notamment d'Alain Rousset, qui lors de

sa dernière campagne électorale pour les régionales en Aquitaine, a su utiliser l'ensemble de la palette des outils numériques. A présent élu, il réitère l'expérience du numérique à travers un chat organisé le 26 novembre 2010 dans lequel le Président de la Région Aquitaine répond en direct aux internautes. Ce dispositif en particulier, « conversation sous forme écrite en temps réel », semble pouvoir offrir un espace pour une parole libre étant donné qu'elle se déroule en direct. Toutefois, discuter en ligne n'est pas dégagé de toute contrainte. La communication électronique semble encadrée et pas totalement libre, comme pourrait le laisser penser l'image optimiste d'un Internet promoteur de liberté et d'égalité d'expression citoyenne. Nous souhaitons mettre ici en évidence les pratiques de régulation effectuées par l'équipe d'Alain Rousset dans le cadre de sa communication web pour influencer, voire « contrôler », la dynamique des discussions, les pratiques langagières et la prise de parole critique en ligne. La modération est-elle forte ? La critique a-t-elle sa place dans ces dispositifs de communication en ligne ?

THIANN BO MOREL MARIE (thiannbomarie@gmail.com)

ATER / UNIVERSITE DE LA REUNION

RT 38 Sociologie de l'environnement et des risques Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 11)

Un outil original pour étudier les représentations des invasions biologiques par les Réunionnais

Les invasions biologiques désignent parmi les espèces végétales ou animales exotiques (introduites dans un nouvel environnement), celles qui sont devenues envahissantes au point de modifier la structure et la dynamique des écosystèmes (DIREN, 2010). L'île de La Réunion constitue un espace insulaire particulièrement sensible à ces invasions (Sigala, 2001). Au cours d'une enquête commanditée par la DIREN, l'élaboration d'un questionnaire visant à étudier à grande échelle les représentations des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) par la population réunionnaise fait apparaître des obstacles de plusieurs ordres. •Des obstacles d'ordre empirique •Des obstacles d'ordre méthodologique •Des obstacles d'ordre épistémologique Cette communication se propose d'exposer dans le détail les étapes de la construction du questionnaire utilisé dans cette enquête et les outils originaux élaborés pour lever les difficultés suscitées.

THIBAUT Martin (martintinmar1871@yahoo.fr)

ATER au CNAM (Paris) / Université Paris 5

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Positions sociales questionnées et dispositions réajustées: le symbolique à l'épreuve de la réalité Analyse de l'évolution des représentations de sa condition d'un groupe d'ouvriers qualifiés

A partir d'un travail de terrain mené depuis octobre 2004 sur les ateliers de maintenance des trains à la RATP, je souhaiterai exposer les particularités et les difficultés de classifications d'un groupe de jeunes ouvriers qualifiés de cette entreprise à statut. Nous verrons comment le passage prolongé par l'école, les expériences antérieures et les constructions symboliques de ce que va être l'emploi public, avant d'entrer dans l'entreprise, semblent permettre de rompre avec la condition ouvrière (et notamment la condition des pères) en se pensant davantage salarié du public et plus proche des classes moyennes. L'entrée dans l'atelier bouscule ces représentations. La proximité entre les conditions de travail dans les ateliers et certaines entreprises privées (renforcée par la perméabilité des normes managériales du privé à la RATP) tend à remettre en cause cette distinction. Après s'être pensé autrement, on se redécouvre ouvrier: les ouvriers "désouvriérés" (Schwartz, 1998) sont finalement "réouvriérés" par le quotidien. A travers quelques exemples de ces jeunes suivis dans la durée, nous essaierons de mettre en valeur ce triple mouvement de désouvriérisme puis de réouvriérisme et enfin cette volonté d'affranchissement de cette condition. En analysant le réajustement de leurs dispositions sociales, nous essaierons de montrer en quoi ces jeunes bousculent les classifications sociales.

THIEVENAZ Joris (joris.thievenaz@cnam.fr)

Doctorant / Cnam-CRF

RT 23 Travail, activité, technique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 5)

L'innovation au cœur du métier : création et recomposition des habitudes d'orientation du médecin du travail

Notre contribution, au sein d'une entrée par l'activité, porte sur les situations de développement professionnel au sein desquels un praticien est amené à remettre en question ses modèles interprétatifs. En mobilisant des concepts issus de l'ergonomie de la langue française et des théories de l'action, nous désirons situer ce processus au sein d'une dynamique plus large de la construction de l'expérience des professionnels de l'intervention sur autrui. Pour cela nous proposons d'étudier plus précisément ce que Dewey nomme le déclenchement d'une activité « d'enquête » (Dewey, 2004, 2006), qui a pour but de rendre une situation indéterminée en situation déterminée. Nous pensons enfin, que l'analyse singulière de l'activité d'un praticien médecin du travail, nous permettra d'inférer des dynamiques interprétatives qui peuvent être plus généralement à l'œuvre dans l'ensemble des situations de travail où la conception se réalise pour et avec autrui.

THOMAS Julie (juliethomas.professionnel@gmail.com)

ATER / UFR STAPS U. Montpellier 1

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 15)

Les adolescentes engagées dans des filières scolaires masculines : signe d'innovation sociale ou « contournements » individuels ? L'analyse des socialisations corporelles enfantines et secondaires

A partir de résultats qualitatifs issus de mon travail de thèse (Thomas, 2010), je propose d'étudier le cas de jeunes filles d'origine populaire engagées dans des filières scolaires « de garçons » pour travailler la question, posée notamment par Kergoat (2009), de l'innovation sociale ou du « contournement individuel » des normes sexuées. Les nombreux travaux sur le

sujet ont bien montré que cette situation « atypique » permet de mettre au jour les processus de construction des différences et de la hiérarchie entre les sexes; l'originalité de cette recherche est de mettre la construction du rapport au corps au centre de l'analyse. Je me pencherai plus précisément sur les socialisations corporelles primaire et secondaires des enquêtées, en me penchant tout particulièrement sur la période charnière de leur adolescence pendant laquelle elles font ces choix d'une orientation scolaire « masculine ». Nous verrons ainsi par exemple sous quelles conditions certaines qui sont élevées dans des familles aux normes sexuées tout à fait traditionnelles peuvent quand même faire un choix innovant du point de vue sexué à l'adolescence, mais qu'il n'est cependant pas réellement vécu comme tel par les enquêtées.

THOMAS Julie (juliethomas.professionnel@gmail.com)

ATER / Université Montpellier 1

RT 5 Classes, inégalités, fragmentations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 20)

Imbrication de la classe et du genre : la situation des filles investissant une filière scolaire atypique pour leur sexe comme analyste

A partir de résultats quantitatifs et qualitatifs issus de mon travail de thèse (Thomas, 2010), je propose d'étudier le cas de jeunes filles engagées dans diverses filières scolaires « de garçons ». Ces situations permettent d'étudier comment la classe s'articule au genre pour produire des « choix » et des représentations différenciées, selon les contextes de socialisations primaire et secondaires. Je développerai notamment l'influence de l'imbrication des rapports sociaux sur les logiques qui président à l'orientation. Parmi les jeunes filles étudiées, celles aux orientations scolaires masculines qui sont également « atypiques pour leur sexe » en ce qui concerne le corps et la pratique sportive sont très fréquemment issues des milieux populaires, quelle que soit la voie de formation empruntée. Chez elles, c'est la logique de la « mobilité de sexe » (Daune Richard et Marry, 1990) qui prime dans leur engagement scolaire. Les atypiques des classes moyennes et favorisées, qui sont plus souvent des pratiquantes de sports « féminins » sont, avant toute autre chose, poussées par leurs parents à s'investir dans les études ; les raisons du choix de ces formations masculines réside plus souvent dans une volonté de mobilité sociale ascendante par la profession, ou de reclassement.

THOMAS-MARQUILLANES Suvy (suvy.marquillanes@gmail.com)

ATER Doctorante / CERP, Université Toulouse I Capitole

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

Les fêtes locales traditionnelles du Sud-ouest de la France : laboratoires de l'innovation en termes de pratiques festives, de déviances et de contrôle social

Les fêtes locales traditionnelles du Sud-ouest connaîtraient aujourd'hui de nettes évolutions, tant dans les modes de faire la fête que dans la déviance qu'elles secrètent. Ce constat, exprimé et partagé par les organisateurs de ces événements et les acteurs publics et privés de la sécurité et du secours qui y interviennent, nécessite néanmoins d'être précisé et confronté aux phénomènes observés lors d'une large enquête de terrain menée en 2009. Il s'agit ici d'interroger ces discours à la lumière des pratiques observées, en vue de décrire les visages multiples que prennent la déviance et la gestion sécuritaire et sanitaire associées, en fonction de plusieurs variables. Cet état des lieux permet de souligner les formes originales que peuvent prendre les uns comme les autres, tout en démontrant que l'innovation se situe plus sur le versant du contrôle social et semble répondre aux exigences actuelles pesant sur les acteurs publics et privés impliqués dans la gestion et la sécurisation, conformément à un contexte sécuritaire marqué par la volonté de zéroisation des risques et la judiciarisation croissante des rapports sociaux. L'appréhension de ces fêtes traditionnelles comme risque apparaît comme nouvelle et conduit à des formes de partenariat et de coproduction de sécurité qui s'avèrent particulièrement stimulantes pour le chercheur, dans la mesure où elles sont imaginées et mises en œuvre à l'échelon local, en l'absence de toute impulsion nette venue de l'Etat central.

THUDEROZ Christian (Christian.Thuderoz@insa-lyon.fr)

Professeur de sociologie / INSA de Lyon

RT 23 Travail, activité, technique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

Le travail comme un bricolage ?

Quatre parties, d'inégale ampleur, structurent le propos : Un : le rappel de l'opposition lévi-straussienne entre ingénieur et bricoleur, point de départ de cette réflexion sur le travail comme bricolage (I. Claude, vous avez dit "bricolage" ?) ; Deux : la présentation de la problématique et de l'intention académique. Au plan du contexte de l'action : d'un côté, l'aléa, l'incertitude et le cahin-caha ; de l'autre côté, le déséquilibre, la précarité, le contingent, le hic et nunc. Au plan de l'action elle-même : le travail « bricolé » ou « en train de se faire » comme a) engagement de soi, b) intelligence du tâtonnement et c) rêve de possibles. (II. Pour une sociologie du travail bricolé) ; Trois : la proposition centrale : saisir l'activité de travail comme un bricolage, à partir de trois exemples d'activité de travail : le concepteur de produits innovants, le bio-informaticien, le ramendeur (III. Le travail comme bricolage ?) ; Enfin, quatre : une réflexion sur l'heuristique et les limites de validité de cette proposition de considérer le travail comme un bricolage (IV. Une sociologie bricolée du travail ?).

Auteur non communicant : Françoise Odin

THUNUS Sophie (sophie.thunus@ulg.ac.be)

Doctorante / Université de Liège

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Politique de l'innovation et innovation professionnelle dans le champ de la santé mentale en Belgique.

Cette communication porte sur la réforme du champ de la santé mentale en Belgique. Précisément, à partir des études de cas réalisées pour le projet européen Knowledge&Policy, elle se propose de caractériser les dynamiques de changement émanant de l'expérimentation qui précède la réforme. Cette expérimentation [2005-2010] est vouée à tester un nouveau modèle organisationnel. Elle implique de substituer des réseaux de soins, constitués à partir des besoins de groupes cibles déterminés, à une offre de soins organisée à partir des institutions. Cette évolution comporte des enjeux institutionnels et professionnels importants. D'une part, elle induit le passage d'un modèle hospitalier vers un modèle communautaire. D'autre part, ses incitations à la pluridisciplinarité et à la participation de l'utilisateur questionnent le travail psychiatrique. Cette communication expose l'appropriation, par la profession psychiatrique, de ce modèle de soins promu par l'Organisation Mondiale de la Santé, et relayé par la politique nationale. A cette occasion, elle se propose de confronter l'hypothèse de la dé-professionnalisation, souvent liée à la rencontre d'un monde professionnel et de régulations exogènes, à l'hypothèse alternative de la renégociation du contenu de l'expertise professionnelle. En effet, cette communication souligne in fine que l'innovation émerge en marge des procédures expérimentales, dans le sillon des négociations professionnelles et politiques qu'elles engendrent.

TIFFON Guillaume : voir à **BERNARD Sophie**

TILMAN Alexandra (alextilman@hotmail.fr)

Doctorante / centre pierre naville université d'Évry

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D6)

La déviance entre imaginaire de la lutte et imaginaire de la fuite Une recherche socio-anthropologique sous forme de film

Mon travail de thèse traite de phénomènes sociaux tels que la participation ou l'organisation de free party, la diffusion de musique alternative, la consommation de drogue, le trafic illégal, les squattes, activités que les individus qui les pratiquent considèrent parfois comme des créations de "zones d'autonomie temporaires" au sens de "formes d'échappatoires" réelles ou imaginaires à "la société" et plus particulièrement au contrôle étatique. Ainsi, il s'agit de penser la question du choix du mode de vie et la quête du bonheur dans la société contemporaine en se demandant ce que la déviance nous dit des dysfonctionnements et des malaises sociaux ? En passant d'une approche compréhensive à une analyse structurelle de la déviance, je cherche les failles et les brèches de la société contemporaine. Je m'intéresse à ce qui se niche dans ces failles et qui exprime les contradictions qui transforment l'univers social normatif. Ma thèse contient un travail écrit et un film. Le film est à la fois le processus de recherche et la forme de restitution des données. Je me propose de développer ici quelques aspects de la fabrication d'un film dans le cadre de cette recherche en expliquant mon travail de terrain et en posant les questionnements socio-anthropologiques qui traversent cette thèse encore en cours de réalisation.

TILMAN Alexandra (alextilman@hotmail.fr)

Doctorante / centre pierre naville université d'Évry

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 11)

Faire un documentaire de recherche autour de déviances entre imaginaires et réalités

Mon travail de thèse traite de phénomènes sociaux tels que la participation ou l'organisation de free party, la diffusion de musique alternative, la consommation de drogue, le trafic illégal, les squattes, activités que les individus qui les pratiquent considèrent parfois comme des créations de "zones d'autonomie temporaires" au sens de "formes d'échappatoires" réelles ou imaginaires à "la société" et plus particulièrement au contrôle étatique. Ma thèse contient un travail écrit et un film. Le film est à la fois le processus de recherche et la thèse. La captation audiovisuelle fournit les données de terrain. Puis, le montage des données sélectionnées qui forme alors un film restitue l'analyse et le point de vue défendus. Je me propose dans le cadre de cette communication de diffuser une séquence de ce film en cours de réalisation et de développer une réflexion sur la fabrication d'un film dans le cadre de cette recherche sociologique qui traite de la déviance entre imaginaires et réalités matérielles, représentations et actions, créations et destructions.

TINE Benoît (benoit.tine@uvsq.fr)

Post Doctorat / Laboratoire PRINTEMPS/CNRS. <http://www.printemps.uvsq.fr/>

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP 15)

Centres d'appels versus jeunes des banlieues : territoire, pauvreté et exclusion au cœur de la relation clientèle

Quels sont les rapports que les jeunes des banlieues entretiennent avec leur territoire d'appartenance ? Et quelles sont leurs incidences sur leurs parcours ? Des études ont démontré qu'une importante population issue de l'immigration et des banlieues stigmatisées est présente dans les centres d'appels en tant que téléconseillers. La présence dans ce secteur de la relation clientèle à distance de ces nouveaux ouvriers du 21^{ème} siècle issus de ces zones et couches défavorisées de la société interroge deux mécanismes : d'une part ils seraient les victimes de territoires recroquevillés sur eux-mêmes sur fond de reproduction sociale et de discordance entre le diplôme et l'emploi ; et d'autre part, pour combler leur désir de s'insérer dans un monde du travail culturellement et géographiquement différents, ces jeunes issus pour la plupart d'un bac professionnel, bénéficient du fait que le téléphone les rend invisibles, échappant ainsi, pour un temps, à leur exclusion du « vrai » monde du travail. En intériorisant l'incertitude du marché du travail, ces téléconseillers sont attachés à leur emploi au point d'en accepter les conditions socialement et professionnellement dévalorisantes. Le centre d'appels, secteur pourtant à la pointe des NTIC et en perpétuelle mutation, caractérisé par une mise en avant de compétences sociales, ne serait donc pas la cause de cette mise à l'écart d'une partie de la population mais plutôt la conséquence.

TINE Benoît (benoit.tine@uvsq.fr)

Post-doctorant / PRINTEMPS/CNRS, 47 Bvd Vauban, 78280, GUYANCOURT
RT 21 Mouvements sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 2)

Les centres d'appels, un secteur à la pointe des nouvelles technologies : entre innovations et résistances

Les centres de contacts connus sous le nom de centres d'appels, se sont rapidement imposés, comme l'interface idéale entre le marché de l'offre et celui de la demande. Secteur glorifié hier mais décrié aujourd'hui, les centres d'appels sont devenus des lieux où les paradoxes se sont multipliés. En effet, dans le but de rapprocher le client, l'utilisateur ou l'abonné de l'entreprise, service ou produit, les centres d'appels, très à la pointe des nouvelles technologies de l'information et de la communication, utilisent des technologies innovantes très performantes. Cependant, tout en étant un secteur dynamique, les centres d'appels apparaissent, du fait des conditions de travail et d'emploi, comme des usines modernes et les téléconseillers comme les nouveaux OS du tertiaire (Buscatto). Sur les plateaux de production, d'impitoyables logiciels traquent les moindres faits et gestes des téléconseillers, les moindres mots qu'ils prononcent et les moindres clics de la souris etc. Et pour lutter contre des conditions de travail de plus en plus difficiles liées tant à l'organisation du travail qu'à l'usage de ces outils, certains téléconseillers choisissent de démissionner, d'autres restent et dès lors se déploient des stratégies aussi bien individuelles que collectives de résistances contre un contrôle social, un système de flicage et une rationalisation poussée à son maximum. Qu'en est-il de ces luttes aujourd'hui ? Qui sont les acteurs ? Quelles actions, pour quels résultats ?

TIRONI Martin (martin.tironi@mines-paristech.fr)

Doctorant / Centre de Sociologie de l'innovation

RT 23 Travail, activité, technique Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 5)

Actualiser un système de vélos en libre service : une approche pragmatique du cas du Vélib' Parisien.

La proposition de communication suivante entend analyser le système Vélib' en considérant une dimension souvent ignorée par la littérature sur le sujet et cependant essentielle : nous nous référons au travail « invisible » que réalisent quotidiennement plus de 400 agents afin d'assurer le fonctionnement de ce programme de transport. S'appuyant sur des entretiens et des observations ethnographiques menés dans les ateliers de réparation, auxquels s'ajoute un travail d'accompagnement des techniciens cycles (agents de supervision sur le terrain), cette présentation se propose d'analyser la pluralité d'opérations (maintenance, réparation, nettoyage, classification, remplacement...) qui permettent au programme Vélib' d'être mis à jour 24h/24. À travers la description des savoirs et des savoir-faire mobilisés par ces agents d'entretien, nous montrons comment ces acteurs, de par leur contact quotidien avec la ville et les usagers, deviennent de véritables « sociologues » de la mobilité et du vélo. Sans ces opérations réalisées de manière systématique, le système se dysfonctionnerait: une fois mis en place le programme, celui-ci doit être réactualisé en permanence grâce à une pluralité de procédures spécifiques que nous décrivons. Il s'agira de démontrer l'hétérogénéité des détériorations (dégradation naturelle, vandalisme...) que subissent les stations et les vélos en fonction des quartiers dans lesquels ils se situent.

Auteur non communicant : Martin Tironi

TISSOT Damien (damientissot@yahoo.fr)

Doctorant / Université Paris VIII - CRESPPA GTM

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 17)

Féminismes et justice(s) : vers de nouvelles solidarités

Si le féminisme se définit fondamentalement comme une exigence de justice, les objets des revendications féministes sont extrêmement variés, et parfois même contradictoires. De manière paradoxale, les féminismes de la troisième vague semblent profondément travaillés par des revendications identitaires ou communautaires, que ces identités ou ces communautés soient fondées sur une appartenance à une classe, à une couleur, à une religion, ou encore à une sexualité ; mais en même temps, ils sont aussi profondément marqués par la critique postmoderne de la philosophie du sujet et des identités. Nous voudrions montrer que, par delà une double revendication de juste distribution et de reconnaissance qui n'est peut-être pas contradictoire (Fraser, 2005), il est peut-être possible de penser des solidarités nouvelles, basées sur une conception « équivoque » de l'universel. En nous appuyant notamment sur les distinctions opérées par Etienne Balibar entre universels réel, fictif et idéal, nous tenterons de repenser l'utopie si controversée d'une commune « sisterhood », pour voir quelle conception de la justice elle est susceptible de mettre en jeu.

TOGNETTI Mara : voir à ORNAGHI Annalisa

TOLLIS Claire (clairetollis1@hotmail.com)

Doctorante-ATER / UMR PACTE

RT 17 Gestion politique du corps et des populations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 19)

Les non-humains, ces adjuvants (qui nous font parfois défaut). A propos des pratiques de gestion des espaces verts.

Cette communication entend proposer les résultats de l'analyse d'un corpus très récent d'entretiens et de lettres de plainte donnant à voir la façon dont se tisse la gestion du « vivant » dans et avec les espaces verts de la ville de Grenoble. Il apparaît que les gestionnaires de ces espaces, loin de mettre en avant une idée de maîtrise des éléments « naturels », s'appuient sur eux comme autant d'adjuvants. Ils parlent des attentes qu'ils ont à l'égard de ces entités qui ne sont pas humaines. Ces pratiques créatives doivent également composer avec les administrés qui s'approprient ces espaces et y cristallisent des enjeux qui les débordent. A la croisée de la biologie, de la science politique et de la philosophie, ces liens performatifs qui se dessinent entre

des objets, des espaces et des personnes et qui figurent la mise en action d'injonctions plurielles d'ordre éthique semblent pouvoir se prêter à l'épanouissement d'une géographie des associations hétérogènes, une géographie du social élargi qui s'attache à la façon dont ces liens se dilatent dans l'espace et dans le temps et s'inscrivent dans les pratiques.

TOMASINI Valentina (valentina.tomasini@ehess.fr)

Etudiante Master recherche/ Anthropologue / Ehess

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 3)

Se réapproprié de « soi » à travers le blog : le parcours d'une fille Pro Ana

Pro Ana est un phénomène communautaire web assez récent. Né aux États-Unis vers la fin des années '90, début du vingt-et-unième siècle, il a des origines et des propos nébuleux dont il est difficile de retrouver la trace, faute aussi de la mobilité propre aux phénomènes web. Le mot Pro Ana est généralement traduit par pro-anorexie, Ana étant en quelque sorte un surnom ou une personnification de l'anorexie, selon les définitions. Ce mouvement a été largement critiqué par les institutions politiques et médicales, ainsi que par les médias traditionnels: télévision, presse, etc. En 2008 une loi visant à punir l'incitation à l'anorexie a été proposée par Valérie BOYER, loi qui n'a pas été adoptée par la suite à cause de la difficulté à définir le phénomène. Bâtir et habiter un espace Pro Ana répond à des besoins déterminés. Le discours mis en place par ces femmes est un discours agitateur pour l'ordre social. Sa naissance, son existence et sa diffusion capillaire dans l'internet échappent au souci de contrôle médical et politique, pour redonner une place au sujet dans son intégrité. Ce dernier aménagement, par le biais du blog et des échanges, une nouvelle forme d'expression de soi dans la maladie. À travers l'entretien et les récits de Gina, blogueuse italienne de 18 ans, on découvrira le parcours de réappropriation du trouble et de revendication de l'unicité de la personne malade.

TORNY DIDIER (didier.torny@ivry.inra.fr)

Chargé de recherche / INRA

RT 29 Sciences et techniques en société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 4)

Quand les revues s'emparent des dispositifs d'évaluation

En sciences sociales, différentes agences gouvernementales ont mis au point des dispositifs de classification des revues (Pontille & Torny, 2010). Ces instruments innovants dans l'évaluation de la recherche, développés pour des SHS mal traitées par les outils bibliométriques classiques, ont rencontré une vive opposition de la part des revues scientifiques. Alors qu'elles n'étaient considérées que comme des objets muets à noter, les revues sont devenues à cette occasion de véritables acteurs de l'évaluation, portant des jugements variés sur la forme, la nature et les objectifs de ces instruments. Dans les sciences biomédicales, on observe un mouvement similaire face à l'extension des usages du facteur d'impact, mis au point dans les années 1960 et qui avait acquis un monopole du jugement à l'intérieur de certaines communautés scientifiques au cours des années 1980. Les revues proposent des mesures alternatives, mettent en cause la validité du facteur d'impact, pointent les erreurs dans son calcul, limitent la portée qu'il faut lui donner, dénoncent les pratiques stratégiques et déviantes qu'il entraîne. Fondé sur l'analyse de la production des revues (editos, pétitions, prises de positions publiques), cette communication montre, de manière comparative à l'intérieur des SHS et entre SHS et sciences biomédicales, la variété des jugements portés sur ces dispositifs d'évaluation ainsi que les valeurs et pratiques défendues par les revues.

Auteur non communicant : David Pontille chargé de recherche CNRS IIAC

TORNY Didier : voir à **FILLION Emmanuelle**

TORREKENS Corinne (corinne.torrekens@ulb.ac.be)

Chercheuse / Université libre de Bruxelles

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Inégalités spatiales et sentiment d'injustice. Le cas du processus de visibilité de l'islam à Bruxelles

M'étant intéressée à la dynamique de visibilité de l'islam au sein de l'espace urbain bruxellois par le biais de deux de ses dimensions (l'installation des mosquées et l'organisation de la fête du sacrifice), j'ai conduit une cinquantaine d'entretiens sur la manière dont trois municipalités bruxelloises géraient ces demandes d'islam sur leurs territoires respectifs. J'ai montré que la gestion de l'islam était toujours tributaire d'interprétations bureaucratiques quant à la norme de l'espace urbain et qu'il en découlait une injonction de discrétion pour le culte musulman. Associée à la très forte concentration des populations musulmanes et des mosquées sur le territoire de la région bruxelloise, cette injonction est vécue comme une véritable injustice par une partie de la communauté musulmane se sentant enjointe à une citoyenneté de seconde zone. En me référant à plusieurs recherches ayant traité de la justice sociale (Fraser, 2005 ; Young, 1990 ; Honneth, 2002, 2004, 2006 ; Sanchez-Mazas, 2004 ; Renault, 2006, etc.), j'entends montrer comment cette question intervient dans l'action collective qui mobilise les membres de la communauté musulmane autour de la gestion locale du culte musulman et comment elle éclaire une perspective émergente mais peu explorée de l'expression des minorités ethniques dans l'espace public et, plus particulièrement, de la visibilité des particularismes religieux et culturels dans l'espace urbain.

TORRES Rodrigo (torresrodrigo@gmail.com)

Doctorant / Université Paris 1 (CESSP-CRPS)

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP D)

Ville, jeunesse et action collective : le mouvement lycéen chilien et sa revendication pour l'égalité des chances

C'est l'exigence d'une éducation juste et de qualité qui est à l'origine des luttes sociales les plus importantes de ces dernières années à Santiago. En effet, pendant les mois d'Avril, Mai et Juin de l'année 2006, un mouvement national de grèves et d'occupation des lycées mené par des élèves du secondaire a révélé l'échec des politiques et réformes éducatives mises en place par les gouvernements de la « Concertation ». Le mouvement des élèves du secondaire, appelé « la révolte des pingouins » a été soutenu par différents acteurs de la société civile, devenant la mobilisation sociale la plus importante de la démocratie post-Pinochet. Notre questionnement sur ces mobilisations est une réflexion sur le rôle des lycéens en tant qu'acteurs sociaux de la définition d'un problème public comme est l'« inégalité des chances » présente dans le système chilien post-Pinochet. Nous souhaitons présenter le mouvement lycéen comme un acteur participant aux différents processus de transformation sociale que la société chilienne a vécue pendant les deux dernières décennies. De quelle façon les lycéens ont-ils placé sur le devant de la scène politique leurs revendications pour une meilleure justice sociale? Quels ont été le répertoire d'action et les ressources des lycéens pour faire connaître leurs revendications? Comment ces revendications affectent-elles leur rapport aux institutions, aux politiques sociales et éducatives, et leur propre définition d'acteur politique?

TOUAHRIA-GAILLARD Abdia (abdia.gaillard@ens.fr)

Doctorante / Centre Maurice Halbwachs

GT 45 Sociologie des conflits Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

La protection de l'enfance génératrice de conflits et d'innovation? Quand les parents d'enfants placés publicisent leur cause.

Le système français de protection de l'enfance permet à des enfants « signalés » d'être mis hors d'atteinte d'un danger en procédant par exemple à un placement. Dans le cadre de l'assistance éducative, les procédures judiciaires rencontrent peu l'approbation des parents car elles sont souvent ressenties comme des atteintes à l'exercice de leurs fonctions. S'estimant victimes du rapport de pouvoir inégal qui les oppose aux institutions, certains se sont constitués en association pour avoir gain de cause face aux travailleurs sociaux et aux politiques publiques, opérant ainsi une forme de « contre-expertise de la victime ». On assiste depuis peu à de nouvelles mobilisations véhiculées par les nouvelles technologies. Reportages, forums, blogs deviennent des moyens de justification, de socialisation et des droits de réponses que s'octroient ces parents. La force de ces liens dématérialisés répondrait dorénavant à la force du « discours agissant » qu'est le droit. En permettant ces prises de parole, ces interfaces créent un espace de réhabilitation, des opportunités de socialisation et un moyen de pression par la publicisation. Nous verrons à la lumière des entretiens semi-directifs menés auprès de présidents et de membres d'associations, d'un directeur Enfance-Famille d'un département francilien ainsi que de parents non représentés par une association, comment ces usagers génèrent de nouvelles formes de conflit et de négociations et créent un modèle de résolution.

TOURAUT Caroline (touraut@yahoo.fr)

Docteur en sociologie - ATER / Université Lumière Lyon 2- Centre Max Weber

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D3)

Séparés mais ensemble : comment créer de l'échange et du partage au-delà des murs des prisons ?

L'incarcération induit une séparation brutale et angoissante entre un individu et ses proches. Les modalités de communication sont strictement définies par l'administration pénitentiaire qui, par ailleurs, surveille tous les échanges entre les détenus et son entourage. De ce fait, le cadre des interactions restreint l'intimité des rencontres et entrave les liens : comment dès lors parvenir à construire du « nous » ? Comment continuer à faire couple et à faire famille, en étant privés de vie commune et limités dans la liberté de communiquer ? L'étude de l'expérience des proches de détenus, nommée expérience carcérale élargie, permet de rendre compte des capacités des acteurs à créer une continuité dans la conversation au-delà des murs. Ainsi, une multiplicité d'échanges s'observe entre les détenus et leurs proches permettant de concilier distance physique et proximité relationnelle. Inventant des manières d'échanger et de partager, les acteurs séparés parviennent à rester liés et à construire du nous conjugal et/ou familial malgré l'éloignement. Les analyses proposées reposent sur une large enquête empirique menée par entretiens semi-directifs avec une soixantaine de proches de détenus rencontrés devant des maisons d'arrêts (où sont incarcérés des détenus prévenus ou condamnés à de courtes peines, inférieures à un an selon le code de procédure pénal) et devant des maisons centrales (qui accueillent des détenus condamnés à de longues peines allant jusqu'à la perpétuité).

TOURAUT Caroline : voir à **ROSTAING Corinne**

TOURRAILLE Fanny (fanny.tourraille@live.fr)

Doctorante contractuelle / UT1 - LaSSP

RT 24 Genre, Classe, Race, Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD3)

Le féminisme et la question du voile: luttes autour de l'émergence d'une parole féministe minoritaire

De « l'affaire des foulards » au lycée de Creil en 1989 au débat actuel sur l'Islam en France, le voile islamique est devenu un symbole politique aux significations multiples et concurrentes, particulièrement dans le milieu féministe. Pour certaines, dans les groupes féministes mainstream, il est la marque d'un obscurantisme religieux liberticide. Pour d'autres, militantes des groupes minoritaires de l'espace féministe – minoritaires de par la faiblesse de leurs effectifs et leur difficile accès à l'expression publique -, la polémique dont il est l'objet est le reflet d'une ethnicisation de la question sociale qui passe par une racialisation du sexisme. En combinant un travail d'archives sur les publications féministes depuis les années 80 à un travail d'observation et d'entretiens au sein d'organisations porteuses d'analyses concurrentes sur « la question du voile », la communication fera état des stratégies que mobilisent les collectifs minoritaires pour imposer leur existence et faire émerger

une parole alternative au féminisme mainstream. On étudiera également la position contradictoire des actrices de groupes féministes mainstream plus ou moins institutionnalisés, prises entre la volonté de maintenir leur hégémonie sur l'espace du féminisme et la nécessité de maintenir une distance critique vis-à-vis des discours publics stigmatisant les minorités raciales pour ne pas se voir disqualifiées à leur tour par des accusations de « racisme ».

TRACHMAN Mathieu (mathieutrachman@yahoo.fr)

ATER / EHESS

RT 28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP E)

Les films pornographiques sont-ils toujours les mêmes ? Innovation et organisation du travail dans le monde de la pornographie française

Quels sont les mécanismes d'innovation et de standardisation à l'œuvre dans le monde de la pornographie française ? La question n'est pas tant d'identifier les critères de distinction des films que de saisir ce qui dans l'élaboration des projets limite et favorise l'innovation. Considérer que les films pornographiques sont toujours les mêmes, c'est mobiliser une exigence de singularité que les pornographes considèrent souvent comme contradictoire avec la fonction masturbatoire de leur travail. De leur point de vue, la constitution d'un répertoire fantasmatique repose sur la saisie d'archétypes efficaces plus que sur la recherche de nouvelles figures. De plus, l'organisation informelle du travail et la faiblesse des investissements ne favorisent pas la remise en cause du processus de standardisation. Cependant, ces mécanismes de standardisation n'empêchent pas une évolution et un renouvellement du script pornographique, liés à la volonté de se distinguer des concurrents, à des processus internes de banalisation des éléments du script pornographique qui justifie une recherche de la transgression, enfin à des processus externes d'influence de l'actualité sexuelle sur la constitution des objets de désir. Le répertoire fantasmatique constitué par les pornographes s'élabore ainsi dans la tension entre une logique d'identification des archétypes efficaces et une logique de production de nouveaux plaisirs.

TRANCART Danièle (dtrancar@club-internet.fr)

Enseignant-chercheur / Centre d'Etudes de l'Emploi

RT 20 Méthodes Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

L'impact de la crise sur les trajectoires professionnelles des jeunes

L'objet de cet article est d'analyser les trajectoires professionnelles des jeunes de 15 ans à 29 ans entre 2004 et 2009, et plus particulièrement à trois périodes de conjoncture économique plus ou moins favorable : 2004-2005 (avant l'embellie), 2006-2007 (au moment de l'embellie du marché du travail) et 2008-2009 (au début de la crise). Sur la base des données de l'enquête emploi en continu et grâce à l'analyse longitudinale des séquences, nous mettons en évidence les premières conséquences de la dernière crise sur l'emploi des jeunes et sa qualité, selon le genre et le niveau de diplôme atteint. Après un développement des transitions, notamment du chômage vers l'emploi, avec la reprise amorcée en 2006, on assiste, à partir de fin 2008, à un ralentissement des transitions, à l'exception des transitions de l'emploi vers le chômage. Les transitions de l'emploi vers le chômage entraînent de plus des périodes de chômage plus longues et les transitions du chômage vers l'emploi, des périodes d'emploi plus courtes. Les jeunes femmes connaissent une moindre dégradation de l'emploi que les jeunes hommes sur la période. Elles ont davantage bénéficié de la reprise amorcée en 2006 que les hommes et semblent moins pâtir de la crise débutée en 2008 mais cette amélioration s'est faite au détriment de la qualité de leur emploi avec un fort développement du temps partiel.

Auteur non communicant : Véronique Simmonet CEE

TRANCART Danièle : voir à **BEN AYED CHOUKRI**

TRAORE Maïmouna (trayatana2@yahoo.fr)

Sociologue en recherche d'emploi / ICOTEM

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Les inégalités en matière de propreté urbaine : l'exemple de la ville de Ouagadougou.

De nos jours, Ouagadougou, est souvent cité en exemple en matière de propreté urbaine dans la sous région ouest-africaine. Toutefois, cette exemplarité n'affecte pas l'ensemble de son territoire. Ainsi, les artères qui sont constamment nettoyées par les agents municipaux contrastent avec les rues qui semblent être abandonnées aux immondices. Face à cette situation, si certains citoyens tentent de se prendre en charge sans attendre l'intervention des services municipaux. D'autres au contraire estiment qu'ils sont les oubliés de l'action publique en matière de propreté urbaine, voire les décharges des autres citoyens. En effet, certains citoyens côtoient des décharges tandis que d'autres ne sont pas familiers des spectacles des décharges spontanées. Sur la base d'entretiens réalisés dans cinq secteurs de la ville de Ouagadougou, il s'agira d'identifier les caractéristiques des inégalités en matière de gestion des déchets à travers la ville de Ouagadougou et d'analyser les discours des acteurs qui estiment être victimes d'injustice en matière de propreté urbaine. Parallèlement nous tenterons d'analyser les discours des acteurs institutionnels qui sont impliqués dans la gestion des déchets. Il s'agit d'examiner les logiques contrastées en matière de gestion : comment se construisent les représentations des inégalités chez les acteurs qui s'en disent victimes ? Quels sont les contours de ces inégalités ? Comment les acteurs institutionnels réagissent face de telles accusations ?

TRENTA Arnaud (arnaud.trenta@cnam.fr)

ATER / Lise-Cnam

RT 35 Sociologie du monde associatif Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 12)*La citoyenneté ordinaire dans les quartiers. Quand les problèmes de la vie quotidienne émergent dans l'espace public*

À partir d'enquêtes de terrain réalisées dans un quartier de classe moyenne et un quartier populaire de Buenos Aires, la communication vise à s'interroger sur la catégorisation des problèmes publics à l'échelle locale, c'est-à-dire sur leur processus d'émergence, de définition et de résolution. Dans quelle mesure l'action des pouvoirs publics visant le développement ou la réhabilitation des biens et services collectifs d'un quartier est-elle liée aux représentations et aux mobilisations des habitants concernant les problèmes du quartier ? Les associations d'habitants sont-elles essentiellement des relais de l'action publique, ou jouent-elles un rôle dans la définition des problèmes publics et dans l'orientation de l'action publique ? Comment et pourquoi des situations vécues par des habitants deviennent-elles des problèmes générant une action collective ? Par quels cheminements les habitants parviennent-ils à porter leur revendication auprès des pouvoirs publics et sous quelle forme ? Autant de questions qui orientent l'analyse sur l'élaboration d'actions publiques locales. La comparaison des quartiers permet également de pousser la réflexion autour de cultures politiques locales. Enfin, l'étude de mobilisations d'habitants et l'approche pragmatiste permettent de formuler une critique du concept de dépossession chez Pierre Bourdieu qui théorise l'inaptitude des acteurs dominés à l'agir politique et à la pensée réflexive.

Auteur non communicant : Leandro Lopez Doctorant Cems (EHESS)

TRENTA Arnaud (arnaud.trenta@cnam.fr)

ATER / Lise-Cnam

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV G1)*Le coopérativisme comme politique d'État : Une innovation post néolibérale ou une reconfiguration des rapports clientélistes?*

À la sortie de la grande crise argentine de 2001, les gouvernements Kirchner ont soutenu la création de coopératives pour permettre le retour au travail des exclus des marchés. Cette politique fait suite aux pratiques solidaires mises en œuvre par les organisations de chômeurs, grâce notamment aux politiques assistancielles néolibérales versant une aide individualisée en contrepartie d'un travail d'intérêt communautaire. Cette politique sociale apparaît comme une volonté de canaliser la protestation de ces organisations tout en conservant leur apport dans les solidarités locales, et de refonder du mode de distribution des subventions publiques. L'étude empirique d'une organisation conduit à minorer l'impact de cette politique sur le rapport à l'emploi des destinataires. Néanmoins, on observe une production de solidarités et d'engagements militants qui débordent le cadre stricte du travail, bien que ces solidarités communautaires étaient pour partie préexistantes. Ainsi, le changement de cadre institutionnel semble moins avoir engendré des pratiques innovantes qu'un déplacement du rapport de force entre les acteurs locaux en compétition pour le « patronage » des plus démunis. Si le clientélisme politique local peut avoir été amoindri par le rapport direct que des coopératives nouent avec l'État central, le soutien affiché de celles-ci au couple présidentiel représente un critère non négligeable pour l'obtention des subventions.

TREPIED Valentine (vtrepied@ehess.fr)

Doctorante / Centre Maurice Halbwachs

RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H2)*La détresse psychologique des personnes âgées vivant en Ehpad: analyse du lien social des résidents.*

L'analyse du vécu des résidents des Ehpad atteste d'un taux élevé de détresse psychologique pouvant conduire à un diagnostic de souffrances psychiques. Cette communication vise à analyser le lien social de ces personnes âgées et en particulier le lien entretenu entre le résident et sa famille (le lien de filiation) pour comprendre la détresse psychologique. Elle s'appuie sur un matériau qualitatif (observations directes et participantes et entretiens semi-directifs) mené au sein de trois Ehpad et dans un service de psychiatrie du sujet âgé. Nous montrerons, dans un premier temps, grâce à une analyse précise des visites reçues, que la seule fréquence des liens familiaux n'apparaît pas comme le critère principal pour comprendre la souffrance. Les résidents ne se révèlent pas être dans un réseau relationnel pauvre et donc ce n'est pas l'isolement social qui peut à lui seul justifier leur détresse. Ce qui apparaît le plus pertinent pour comprendre la souffrance est l'analyse précise des échanges qui se nouent entre la personne âgée et son entourage. Nous analyserons dans un second temps, la nature des échanges entretenus entre le résident et les membres de sa famille. Les personnes âgées vivant en Ehpad connaissent en effet des situations de fragilités relationnelles et une solitude qui jouent un rôle déterminant dans la détresse psychologique.

TRIBESS Andrea (tribess@yahoo.fr)

Post-doctorante / CURAPP UMR 6054

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)*Choisir des études universitaires à proximité : facteur de réussite ou d'échec pour les bacheliers issus des classes sociales modestes ? Une étude de cas en Picardie.*

Stéphane Beaud dans son ouvrage 80% au bac ... et après ? (2002) a suggéré que les antennes universitaires participaient à l'échec de jeunes issus des classes populaires dans leurs études puisqu'empêchant le processus d'acculturation nécessaire pour réussir. De notre côté, nous estimons qu'il y a également une part de jeunes des ces mêmes classes populaires pour qui l'éloignement de leur domicile représente au contraire un facteur d'échec, alors que d'autres réussissent très bien leurs études dans les antennes universitaires. Si sur le terrain on rencontre effectivement tous les cas de figure, il est en revanche difficile d'évaluer la répartition de ces réussites et échecs selon le choix du lieu d'études. Avec l'analyse croisée de données

quantitatives et qualitatives, comprenant d'une part la base de données exhaustive des étudiants inscrits à l'Université de Picardie entre 1998 et 2008 (Apo-Pic) et, d'autre part, des entretiens et observations réalisés au sein de l'antenne universitaire, nous souhaitons apporter quelques nouveaux éléments empiriques pour évaluer la contribution des antennes universitaires à la démocratisation de l'enseignement supérieur. Nous étudierons plus particulièrement les effets du genre et de l'origine géographique (rurale ou urbaine) dans ces parcours universitaires à proximité ou, au contraire, dans un site éloigné du domicile parental.

TRIMITHIOTIS Dimitris (dimitris.trimithiotis@yahoo.fr)

Doctorant / UNIVERSITÉ DE PROVENCE - LAMES

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Le « politique » européen : articuler sa production et sa mise en scène

Cette communication présente les résultats d'une recherche doctorale sur la campagne des élections européennes de 2009. Elle prend pour point de départ le « discours électoral » de trois partis politiques européens (PPE, PSE, GUE/NGL) et de leurs composants français (UMP, PS, PCF) et chypriotes (DISY, EDEK, AKEL). L'enquête a été enrichie par une série de trente entretiens menés auprès des candidats et des responsables de campagne des partis. La recherche interroge, au-delà de la proximité idéologico-politique, les continuités et discontinuités entre le discours européen et le discours national pour chacun de ces partis. Elle tente de montrer la recontextualisation du discours, par une analyse de son processus de production : de la fabrication d'un manifeste européen à sa trans-formation en support médiatique de la campagne nationale. Le discours politique renvoie ici à une dimension cognitive ; c'est-à-dire, un système de savoirs et de croyances qui permet aux individus de se représenter le monde et de donner une signification à leurs actions. En ce sens, l'étude du discours politique nous permet de saisir les normes et les valeurs mises en scène dans une société et par là d'analyser les procédures concrètes de production de ces cadres cognitifs, les acteurs qui y ont participé et leurs interactions. Les constats soulèvent la question de la place laissée à la création et à l'innovation de cadres politiques, sociaux et cognitifs transnationaux.

TROMBIK Emily (emily.trombik@misha.fr)

Chercheur associée / Laboratoire Cultures et sociétés en Europe, UMR 7236

GT 45 Sociologie des conflits Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)

Conflit et stratégies d'évitement dans le vécu carcéral quotidien

Sur la base d'une enquête de terrain sur le vécu carcéral des détenus allemands en France et des détenus français en Allemagne, nous proposons une réflexion à la fois sur les conflits liés à la cohabitation forcée de personnes détenues et sur les compétences et stratégies qu'elles mettent en œuvre pour gérer ou éviter ces conflits. La vie en détention est avant tout une vie en collectivité. Il faut subir la présence, le bruit, les odeurs des codétenus, manger la même nourriture, utiliser les douches collectives ou se servir d'objets ayant appartenu à d'autres personnes. De plus, l'espace réduit de la cellule suppose des concessions au quotidien et cet espace partagé, jamais personnel, contraint à la promiscuité. L'organisation stricte de la journée, la limitation des espaces de mouvement et de l'action empêche la possibilité d'évitement. C'est cette « continuité forcée de co-présence » que certaines personnes vivent très mal et qui peut susciter nombre de conflits. Les entretiens montrent que les règles de vie commune, qui sont dans ce type de contexte particulièrement importantes, ne sont plus forcément partagées par l'ensemble des détenus. En effet, le partage d'une culture carcérale commune ne semble plus exister. Nous verrons alors que les personnes détenues doivent s'appuyer notamment sur des ressources et des stratégies individuelles, acquises et expérimentées dans leurs parcours biographiques, pour éviter et gérer les conflits.

TROMBIK Emily (emily.trombik@misha.fr)

Chercheur associée / Laboratoire Cultures et sociétés en Europe, UMR 7236

RT 3 Normes, déviances et réactions sociales Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D6)

La théorie de l'importation à l'épreuve du vécu carcéral des détenus étrangers

Sur la base d'une étude comparative du vécu carcéral des détenus allemands en France et des détenus français en Allemagne, nous proposons une réflexion sur la théorie de l'importation, développée notamment par Cressey et Irwin, qui ouvre la prison vers la société extérieure en intégrant les expériences et parcours de vie antérieurs dans la construction de la sous-culture. Nous montrerons que la théorie de l'importation concerne moins les valeurs déviantes de groupes marginaux, appréhendées dans le cadre d'une variable explicative, la culture déviante, au statut épistémologique plus ou moins substantivé, naturalisé, que des ressources de nature ontologique caractéristiques d'une culture commune transnationale, lesquelles se réfèrent au sentiment de justice, au besoin de protection, de construction de niches tant intérieures que spatiales, notamment au besoin de confiance et de continuité de soi. En effet, on observe que les personnes détenues amènent avec elles des souffrances et des ressources, vécues et acquises antérieurement, en détention. Ainsi, c'est à partir de ces éléments qu'il faut tenter de comprendre la fragilité de certains détenus, ou au contraire, la capacité d'autres à affronter l'univers carcéral.

TROMPETTE Pascale (pascale.trompette@sciencespo-grenoble.fr)

Directrice de recherches / PACTE (CNRS)

CHOLEZ Céline (celine.cholez@upmf-grenoble.fr)

Maître de Conférences / Université Pierre Mendès France

REVERDY Thomas (thomas.reverdy@upmf-grenoble.fr)

Maître de Conférences / Université Pierre Mendès France

RT 12 Sociologie économique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 2)

L'innovation des marchés BoP : pluralités des régimes d'accountability

Cette communication propose de suivre des processus innovants déployés dans le cadre des marchés dits "BOP" (Bottom Of Pyramid) ciblant les segments de consommateurs les plus pauvres de la planète et explorés aujourd'hui par de grandes firmes pour leur potentiel à la fois en terme de marchés de masse et d'innovation responsable. Elle s'appuie sur une recherche collaborative menée avec une équipe d'ingénieurs de la R&D de Schneider Electric, firme du secteur de l'énergie, dans l'expérimentation concrète de projet d'électrification rurale dans des pays en voie de développement. La question qu'elle instruit est celle de la relation entre le développement de ces nouveaux marchés et leur « concernement politique », dans un contexte où il s'agit d'allier responsabilité et consommation de masse, normes écologiques et low-cost, développement durable et pauvreté. Quel est le poids des médiations d'ordre institutionnel et politique au sein de ces innovations ? Dans quelle mesure la question de la « responsabilité » s'assortit-elle d'un enjeu de « d'accountability » soit de redevabilité ? Cette recherche examine la façon dont la firme investit et/ou invente des agencements innovants, à la fois valorisables dans l'ordre économique et responsables dans l'ordre politique. Il examine les tensions fortes qui surgissent entre ces différentes qualifications et montre que celles-ci peuvent être interprétées à travers des régimes variables « d'accountability ».

TSANGA TABI Marie (marie.tsanga@engees.unistra.fr)

Ingénieur de recherche / UMR GESTE Cemagref-Engées

GREMME Jeanne (j.gremmel@gmail.com)

En thèse / UMR Geste Cemagref-Engées

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

Le débordement du social dans l'univers des services publics essentiels et nouvelles formes de solidarité : réflexions autour du droit à l'eau et sa mise en œuvre

Le nouveau modèle de solidarité qui se développe depuis peu dans le domaine de l'accès aux biens publics essentiels est intéressant à analyser dans la mesure où il rend compte de trajectoire spécifique que prend l'action sociale confrontée aux formes contemporaines de pauvreté. En effet, face au phénomène de « pauvreté en eau » (Fitch & Price, 2002, Sawkins & Dickie, 2005) décrivant l'exclusion de l'accès à l'eau des pauvres, vont émerger de nouvelles catégories de droit sociaux subsidiaires, dont le droit à l'eau, hissé récemment au rang de droit humain de la personne (résolution de l'ONU du 28 juillet 2010). Cette nouvelle voie de résolution de l'exclusion par l'attribution de droits humains fondamentaux qui se construit en marge des politiques sociales traditionnelles, présente deux caractéristiques que nous développons et discutons : 1. L'émergence des droits humains fondamentaux semble fonder un nouveau système de légitimation de la solidarité dans notre société contemporaine. 2. En raison de l'imprégnation du référentiel du marché dans les représentations des acteurs et la théorie de l'action, on aboutit à une version marchande du droit à l'eau qui active principalement l'utilisateur sur un plan financier et moral. Dans les faits, ce modèle hybride et multi-culturel de solidarité, se révèle impuissant à résoudre la pauvreté en eau. Nous illustrons notre propos en nous appuyant sur des travaux empiriques menés en France et en Angleterre.

TUCCI Ingrid (itucci@diw.de)

Chercheur / DIW Berlin

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h IEP D)

Processus de relégation ethno-culturelle en Allemagne et en France : Structuration institutionnelle des parcours scolaires et professionnels et rapport aux institutions des descendants d'immigrés

Même si on peut constater une différenciation et une diversification des filières proposées par l'institution scolaire en France et en Allemagne, les systèmes éducatifs de ces deux pays se distinguent sur plusieurs points. Cette contribution porte d'une part sur le lien entre ces structures institutionnelles et les trajectoires scolaires et d'entrée dans la vie active des descendants d'immigrés en France et en Allemagne. Nous analyserons d'autre part le ressenti des jeunes par rapport aux institutions scolaires et de formation. Les résultats présentés dans notre contribution reposent sur une analyse quantitative et une enquête qualitative. Pour le volet quantitatif de notre étude, les trajectoires scolaires et d'entrée sur marché du travail de descendants d'immigrés en Allemagne sont analysées à partir des données du Panel socio-économique allemand (SOEP). Pour la France, nous avons exploité les données du Panel des élèves du second degré de 1995 et de l'enquête Génération 1998. Les parcours scolaires et les trajectoires d'entrée dans la vie active des jeunes sont analysés en appliquant la méthode de comparaison de séquences (Optimal Matching). Les résultats concernant le rapport des jeunes aux institutions et les parcours d'entrée dans l'âge adulte sont fondés sur des entretiens semi-biographiques (N=175) avec des jeunes descendants d'immigrés dans quatre quartiers défavorisés de Paris et Berlin.

Auteurs non communicants : Ariane Jossin, Olaf Groh-Samberg, Carsten Keller

TUCCI Ingrid (itucci@diw.de)

Chercheur / DIW Berlin

RT 43 Sociologie et religions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D5)

La religiosité des immigrés et de leurs descendants en Allemagne: facteurs explicatifs et effets sur le processus d'intégration

La sociologie de l'immigration s'est intéressée pendant longtemps au processus d'intégration des immigrés et de leurs enfants dans sa dimension socio-économique et s'est peu intéressée à la portée du facteur religieux dans le processus d'intégration. Pourtant, la religion est une institution au sein de laquelle les immigrés et leurs descendants peuvent trouver un appui moral et social, ce qui peut avoir un effet sur leur manière de participer à la société. Les études quantitatives sur le sujet restent rares en Europe. Ainsi, on sait encore peu d'un point de vue empirique, quantitatif, sur ce qui détermine le degré de religiosité des immigrés et de leurs descendants et sur la relation entre le degré de religiosité, la confession et le processus d'intégration. Cette contribution apportera quelques réponses à ces questions en prenant le cas des immigrés et de leurs descendants en Allemagne. Il s'agira d'analyser l'influence sur le degré de religiosité des facteurs sociaux, démographiques et liés et l'immigration et d'étudier l'influence de la variation du degré de religiosité sur la dimension sociale-structurelle de l'intégration. Cette analyse est fondée sur l'exploitation de données allemandes du Panel socio-économique (SOEP), une enquête menée tous les ans depuis 1984 et représentative des personnes vivant dans des ménages privés en Allemagne, population immigrée incluse. Seront présentées dans cette communication des résultats à la fois descriptifs et multivariés.

TURRA-MAGNI Claudia (clauturra@yahoo.com.br)

Professeur-chercheur / Universidade Federal de Pelotas (UFPel) / BRÉSIL

PEIXOTO CLARICE (cpeixoto@uerj.br)

Professeur-chercheur / Université de l'Etat de Rio de Janeiro

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Enjeux de la diffusion des travaux de recherches documentaires et photographiques

Depuis 1996, le Festival Pierre Verger de Vidéo et de Photographie Ethnographique est organisé par l'Association Brésilienne d'Anthropologie (ABA). L'objectif de ce concours est celui de diffuser la production audiovisuelle des recherches socio-anthropologiques au-delà des frontières scientifiques, et ainsi, de reconnaître l'importance de l'image dans les recherches sociales. Depuis, plusieurs laboratoires de recherche en sociologie et anthropologie visuelle ont été créés. Malgré cela, l'accès à cette production audiovisuelle est fort difficile et on peut considérer comme l'une des raisons au faible développement d'une méthodologie de recherche audiovisuelle au Brésil. L'ABA a décidé ainsi d'organiser la collection Pierre Verger avec dix-huit vidéos et treize essais photographiques qui ont été primés au cours de années 1996 et 2008, car l'on considère que la force de l'image documentaire ne repose pas seulement sur sa capacité d'imiter la réalité sociale, mais sur la richesse de sa force métaphorique, et de son potentiel d'assimilation et de réinterprétation du « réel ». Cet exposé propose une présentation du cadre de l'anthropologie visuelle au Brésil, ainsi qu'une analyse des contributions, des enjeux et des perspectives de ce projet de l'Association Brésilienne d'Anthropologie qui veut mettre en valeur cette discipline, perçue comme un nouveau champ que permet l'enrichissement des significations construites par le chercheur.

TURRINI Mauro (mauro.turrini@unipd.it)

Assistant de recherche / Université de Padoue

GT 41 Corps, technique et société Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Visualizing Foetuses, Visualizing Mothers: Parenthood, Risk, and Visualization Technologies in Prenatal Diagnosis

As shown by feminist and science studies literature, ultrasound visualization techniques have been fundamental in the recent emergence of the «foetal subject». Drawing from a semiotic-material analysis of medical organization, this presentation intends to show how foetal body images not only configure the identity of the “unborn”, but also emphasize the bodily constitution of the actors involved in healthcare processes. The case study analyzed here – the medical practice of withdrawal of a sample of amniotic fluid or chorionic villi from the pregnant woman's abdomen for prenatal genetic diagnosis – intends to show the mutual constitution of the body and technology, and the crucial role that this co-construction plays in the technologically mediated relationship between patient and doctor, particularly in relation to the management of risk. Empirical material resulting from ethnographic observation of this medical practice, in-depth interviews with doctors and pregnant women, and textual analysis of scientific-medical literature on prenatal diagnosis are used to illustrate the interactions between ultrasound visualization technologies and the contextual, bodily redefinition of the foetus, expectant woman, and physician. The aim is to show that ultrasound scans, as well as other technologies which have been introduced to reduce the risk of pregnancy losses due to amniocentesis or villocentesis, paradoxically turn out to dramatize this medical procedure.

TURRINI Mauro (mauro.turrini@unipd.it)

Assistante de recherche / Université de Padoue

GT 41 Corps, technique et société Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 7)

Les impacts des nouvelles technologies d'imagerie médicale dans la relation entre patient et médecin et dans la représentation du corps

Visualization plays a central role in medicine. This paper aims at mapping the most recent debates in social sciences on this issue in order to provide a common ground of reflection and develop some conceptual tools. Anatomization of the lived body deserves here as a starting point which is shared by different analytical approaches such like Michel Foucault' analysis on how pathology and medicine came to be spatialized upon the individual body and Stanley Reiser's historical reconstruction of the

impact of technology on the patient/doctor relationship. This perspective has been recently investigated through different orientations – among which biopolitics, feminist studies, science and technology studies, and visual studies. New concepts such like molecularization of the body, publicization of the intimacy, co-construction of human and non-human, multiplicity of the body and visual methods are oriented to reframing the patient/doctor relationship through questioning consolidated dichotomies such like life/organism, private/public, human/non-human, body/technology, singularity/multiplicity and words (text)/images (photographs or video recordings). The resulting framework intends, firstly, to build a common conceptual framework of this innovative and heterogeneous literature on the medical representation of the visual body and, secondly, to link these debates to most general issues related to the transformations of medicine, technoscience and the body.

UHL Magali (uhl.magali@uqam.ca)

Professeure / Université du Québec à Montréal

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 3a (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD5)

Le « mode conférence » : le discours performatif comme geste artistique émergent

La mise en scène de soi dans l'espace public (Lash 2000, Sennett 1995) s'est doublée depuis les années quatre-vingt-dix d'une narration qui utilise des ressorts fictionnels. Internet est un lieu privilégié d'expression de cette fiction de soi rendue publique, le courant artistique de l'autofiction, en littérature et en arts visuels, un autre (Uhl 2010). Depuis quelques années, les arts de la performance ont vu apparaître un nouveau mode opératoire prenant toujours le corps de l'artiste comme support de l'œuvre, mais le doublant d'une narration spécifique empruntant à la conférence scientifique ses principaux atours. Ce « mode conférence » conjugue à la fois les ressorts du storytelling (Salmon 2007) et ceux de la communication scientifique. Ainsi la fiction, plutôt que de rejouer la scène de l'intime avec son renvoi implicite à l'authenticité (Taylor, 2005), se déplace dans la forme scientifique publique consacrée et censée « dire le vrai » (Bourdieu 1982). Le glissement opéré entre ces deux ordres du discours – l'un contemporain (narration de soi), l'autre traditionnel (transmission du savoir) – est intéressant à saisir dans le contexte de la création contemporaine où le langage de l'innovation artistique exprime souvent, et de manière prospective, ce qui se joue dans l'espace social. La communication s'appuiera sur les œuvres de trois artistes qui utilisent ce geste artistique émergent : Andrea Fraser (USA), Walid Ra'ad (Liban) et Jean-Yves Jouannais (France).

UHL Magali (uhl.magali@uqam.ca)

Professeure / Université du Québec à Montréal

GT 41 Corps, technique et société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 11)

Synthétique des fluides. Quand la technoscience rencontre l'art

La performance de Yann Marussich intitulée Bleu Remix et dans laquelle l'artiste laisse émerger de sa peau des fluides teintés de bleu sera l'occasion d'une réflexion sur les liens entre science et art, biologie humaine et artefact aujourd'hui. En effet, cette performance de par son dispositif scénique (une cage de verre), son utilisation des technologies biomédicales (exsudation de fluides bleus) et son médium principal le corps humain dans ses potentialités virtuelles, est un exemple emblématique de pratiques qui, relayant les principes de la convergence technologique, se situent à la croisée des savoirs. Cette combinaison entre mondes vivants et artificiels impliquant l'usage de technologies est intéressante à saisir dans le contexte idéologique et culturel actuel. Ici, et comme chez de nombreux artistes de la scène biotech, la matière organique rejoint le chimique et propose d'autres régimes de sens et d'interprétation non sans lien avec les transformations de l'individualité et de la corporéité aujourd'hui. La performance de Marussich pose avec acuité cette question des frontières (art/science, humain/inhumain, corps/artefact) et de leur possible perméabilité à l'ère de la convergence des technosciences ; corrélativement, elle met en scène les effets de ces lignes de partage inédites sur l'individu et le lien social. Autrement dit, à travers ces frontières redéfinies, ces périmètres modifiés, quelles nouvelles normalisations seraient en jeu et pour quelle société ?

UNTERREINER Anne (anne.unterreiner@gmail.com)

Doctorante allocataire de recherche à l'EHESS / ERIS (CMH)

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 7)

Transnationalisme et enfants de couples mixtes en France : L'impact du lien de filiation sur le sentiment d'appartenance nationale

La présente communication s'attachera à montrer, dans une perspective transnationaliste entendue dans son acception large, comment le lien de filiation influe sur le sentiment d'appartenance nationale des enfants de couples mixtes en France, définis ici comme les individus dont les parents sont nés dans des pays différents avec une nationalité différente à la naissance. Ils sont donc issus de familles où différentes origines nationales peuvent potentiellement s'entrecroiser. Quel rapport affectif entretiennent-ils alors avec leurs origines nationales plurielles ? L'enquête qualitative menée auprès d'enfants de couples mixtes de plus de 15 ans résidant en France met en lumière le caractère central du lien de filiation dans le mode d'identification nationale. Il apparaît ainsi que la trajectoire migratoire familiale et les ruptures de la filiation influent sur le sentiment d'appartenance nationale des enfants de couples mixtes, ce dernier étant pluriel et évolutif et ce en fonction de leur trajectoire migratoire, de leurs relations intrafamiliales et de l'arbitrage qu'ils effectuent entre origines et parcours biographique dans leur processus de définition identitaire. Sachant que le lien de filiation est le principal lien entre les pays d'origine des parents et les enfants de couples mixtes, à l'exception des individus ayant eux-mêmes migré, se pose la question de l'existence d'un « transnationalisme émotionnel » (Wolf, 2002).

UYSAL Aysen : voir à **KAYA Sümbül**

UZEL Jean-Philippe (uzel.jean-philippe@uqam.ca)

Professeur / Université du Québec à Montréal

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 5b (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD6)

Les aides publiques à l'innovation numérique, l'exemple de Montréal.

En l'espace de deux décennies, Montréal s'est imposée comme une des villes d'Amérique du Nord les plus dynamiques en matière de création numérique. Les structures de recherche et de création (Hexagram, Ex-Centris, CIAM...), les industries culturelles (Ubisoft, Softimage, le Cirque du Soleil...) et les artistes montréalais (Luc Courchesne, Marie Chouinard, Denis Marleau...) sont régulièrement cités comme des exemples de réussite de la révolution numérique. Le développement urbain de la métropole illustre également cette convergence de l'art, de l'économie et des nouvelles technologies puisque les nouveaux quartiers de la Cité du Multimédia, du Quartier international et du Quartier des spectacles sont en passe de fusionner pour redessiner en profondeur le centre-ville. Même l'art public et le design urbain se sont mis depuis quelques années à l'heure du numérique. Ces réalisations ont été possibles grâce à l'intervention des pouvoirs publics fédéraux, provinciaux et municipaux qui ont systématiquement favorisé les effets de convergence entre l'innovation artistique, technique et économique. Cette communication s'interrogera, à l'échelle de Montréal, sur les ressorts et les effets des aides publiques à la culture numérique pour lesquelles l'innovation devient un terme générique qui s'applique de façon indifférenciée à l'art, à la science et l'économie.

Auteur non communicant : Marie-Michèle Cron Conseillère culturelle Conseil des arts de Montréal

VAILLANT Marie-France (mfvaillant@orange.fr)

Doctorante en sociologie / laboratoire PACTE, Grenoble

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 CLV AMPHI H)

Les prestataires de santé à domicile : la question de l'articulation de l'autonomie des intermédiaires et de l'autonomie des malades

Avec la nécessité de poursuivre certains soins à domicile, des intermédiaires du soin ont peu à peu émergé : les prestataires de santé à domicile (PSAD). En quoi constituent-ils des intermédiaires de soin de plus en plus présents dans le monde de la maladie aujourd'hui ? De part les prestations qu'ils proposent, ils placent les malades dans une situation paradoxale : leur permettre l'autonomie en leur proposant un cadre d'assistance permanent (astreinte avec numéro d'appel 24h/24, renouvellement du matériel...). La définition de cette relation de service au malade s'impose. Car, à travers une série d'opérations (les médiations), se joue un « découpage du soin ». Les médiations transforment le quotidien des malades, les professions, les rapports à la maladie, mais aussi les propriétés des objets à première vue thérapeutiques, conduisent à une nouvelle organisation des soins pour le domicile. Elles redéfinissent les identités des acteurs. Elles sont instables du fait d'un équilibre économique soumis au financement de l'assurance maladie. Elles traduisent des rapports de force, induisant une gouvernance médicale différente, plaçant les PSAD dans une position forte, en permettant l'accès aux technologies médicales comme de la communication. L'autonomie n'est pas une question qui concerne uniquement le malade. Elle conduit aussi aux prestataires, dont l'autonomie est « tenue » par les textes à des compétences définies et limitées à un champ strictement technique.

VALLEE Rejane (rvallee@univ-evry.fr)

Maitre de conférences / Université d'Evry Centre Pierre Naville

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

Ceci est-il un film ? Questions autour du « film d'entretiens »

A partir de deux enquêtes réalisées dans le milieu de l'audiovisuel, cette communication interrogera le tournage, le montage et la diffusion de films d'entretiens. Quelles sont les limites de l'exercice ? Comment filmer l'entretien, avec quel dispositif ? Quel type de montage ? Pour quel « résultat sociologique » ? Nous analyserons ici plusieurs extraits de différents films réalisés au cours d'une enquête sur les métiers de l'audiovisuel, et plus spécifiquement d'une enquête autour de jeunes en formation en alternance dans l'audiovisuel, afin de questionner ce qu'est, ce que peut et ce que ne peut pas, le « film d'entretiens » dans le cadre d'une sociologie filmique. Il s'agira au final de lancer des éléments de réflexion autour de cette étiquette « film d'entretiens », et de la notion d'équilibre qui l'accompagne : équilibre entre contraintes techniques, esthétiques et rythmiques, autour d'une tension entre les « exigences cinématographiques », et les « exigences sociologiques », parfois communes, parfois divergentes. Alors que tout un pan du cinéma documentaire limite le recours à un tel dispositif (type cinéma direct), considère le recours à l'entretien comme un « aveu de faiblesse cinématographique », à quelles conditions l'entretien filmé et monté peut-il devenir un « film » et non un « document » ?

VALLET Guillaume (guillaumea.vallet@laposte.net)

Etudiant / EHESS / Université de GENEVE

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 3)

Le bodybuilder : Etre maximale, Etre minimal ?

Les sociétés occidentales contemporaines semblent marquées par la déstabilisation de l'identité sexuée masculine. Sans remettre totalement en question la domination et le pouvoir masculins, les changements sociétaux survenus ont « déstabilisé les stables » que sont historiquement les hommes. En particulier, la croyance en l'émergence d'un ordre sexué plus égalitaire est ressentie négativement par les hommes se rattachant à une « masculinité hégémonique ». Ceux-ci ont alors du chercher en eux-mêmes une nouvelle quête du sens de la vie permettant de répondre à cette problématique. D'où un regard particulier porté au

corps, lieu d'expression de l'intime, de l'identité et de la différenciation. Le rendre performant donne la sensation de recouvrer des sensations de virilité et d'existence pour des individus masculins « défensifs » cherchant leur place et leur statut sociaux. La pratique du bodybuilding s'intègre tout à fait dans cette stratégie : un corps musclé est plus beau et plus fort, permettant d'afficher la virilité « maximale » recherchée pour attirer les regards féminins dans une perspective hétérosexuée, et apparaître supérieur aux autres hommes, « concurrents potentiels ». Mais définir sa virilité uniquement de cette façon n'est pas sans risques pour ces hommes s'apparentant souvent à des « Little Big Men ». Nous nous proposons d'apporter un éclairage sociologique sur le bodybuilder, placé au cœur d'une matrice mêlant notamment les problématiques du genre et du corps.

VAN DE WINKEL Aurore (avandewinkel@yahoo.com)

Maître de Conférence/ Chercheuse associée / Université de Namur/Université de Strasbourg

GT 45 Sociologie des conflits Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD 2)

Les stratégies de défense des croyances lors de discussions conflictuelles : le cas de la théorie du complot

Actuellement, les nouveaux médias diffusent, informent et permettent l'expression de conflits divers en créant, développant ou désagrégeant des communautés de jugement défendant leur vision du monde et de la société. Les croyants en la théorie du complot vont ainsi s'y confronter aux discours officiels des politiciens et des sceptiques. Postulant que: - les croyances sont construites par l'interaction avec l'environnement et/ou avec autrui; - elles peuvent évoluer, être nuancées ou renforcées par des discussions ou des conflits; - elles sont un facteur identitaire et leur partage ainsi que leur défense ont un effet socialisateur; - les conflits dynamisent les compétences stratégiques, tactiques et organisationnelles des individus défendant leurs croyances, nous présenterons les résultats de l'analyse de contenu de discussions conflictuelles, récoltées aléatoirement sur des sites internet, des chats, des forums et des réseaux sociaux, et évoquant les croyances opposées et complémentaires de communautés de jugement à propos d'un possible complot impliquant un politicien européen. Cette analyse nous a permis d'y relever des indices sur les stratégies cognitives, identitaires et sociales développées par les participants pour construire, renforcer, partager, promouvoir ou défendre leur croyance au cours d'une situation de conflit; et en retour, de comprendre certains effets du conflit sur la construction, défense, promotion ou désintégration de leur croyance.

VAN OUYTSEL Audrey (audreyvanouytzel@yahoo.fr)

Chercheuse / école royale militaire

RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 8)

L'intégration des officiers béninois dans l'armée de leur pays au terme de leur cursus de formation en Belgique: entre espoirs et désillusions

L'objet de cette communication portera sur la réintégration des élèves-officiers béninois au sein de l'armée béninoise au terme de leur formation d'officier à l'Ecole Royale Militaire. Elèves studieux issus des prytanées militaires, ces jeunes élèves viennent accomplir en Belgique un cursus d'études censé leur garantir un avenir prometteur au pays une fois leur diplôme en poche. Mais qu'en est-il réellement? Comment se déroule cette intégration au sein de l'armée béninoise et le retour auprès des leurs? Nous proposerons une analyse de leurs difficultés et de leurs désillusions réalisées à partir de quelques 25 entretiens d'officiers formés en Belgique et retournés au pays, ainsi qu'une dizaine d'entretiens de cadres militaires supérieurs béninois. Nous formulons l'hypothèse que ces jeunes officiers intériorisent lors de leur formation en Belgique diverses matrices de socialisation qui correspondent à autant d'univers de sens qui vont considérablement modifier leurs visions du monde ainsi que leurs pratiques. Nous tenterons également de dégager le potentiel de ces jeunes officiers en tant qu'acteurs de changement au sein d'une armée encore fortement ancrée au sein de logiques traditionnelles.

VANTHOURNOUT Ludivine (ludivine.vanthournout@orange.fr)

Doctorante / Paris I, CESSP

GT 42 Sociologie des élites Session 5a (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 14)

La suppléance parlementaire : voie de reproduction ou de renouvellement de l'élite parlementaire ?

L'article 25 de la Constitution de 1958 pose un principe novateur : un député peut désormais être remplacé par son suppléant, élu en même temps que lui, en cas de son décès, de son acceptation de fonctions gouvernementales ou de membre du Conseil Constitutionnel, de sa prolongation au-delà de six mois d'une mission gouvernementale. Souvent reléguée au rang d'aspérité de l'histoire, la suppléance est passée sous silence. Pourtant, de nombreux membres de la noblesse d'Etat ont accédé au Parlement par ce biais. Près de 600 députés le sont devenus directement par le mécanisme de la suppléance parlementaire, sans compter ceux qui se sont présentés comme simples candidats suppléants avant de le faire sous leur nom propre et de se faire élire. Le poste de suppléant ne prédispose pas en tant que tel à une carrière politique, mais il positionne avantageusement dans l'espace où s'exerce la concurrence pour l'obtention de postes de pouvoir.

VANTHOURNOUT Ludivine (ludivine.vanthournout@orange.fr)

Doctorante / Paris I, CESSP

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 8)

D'une innovation constitutionnelle à une nouvelle voie de professionnalisation

L'article 25 de la Constitution de 1958 pose un principe novateur : un député peut désormais être remplacé par son suppléant, élu en même temps que lui, en cas de son décès, de son acceptation de fonctions gouvernementales ou de membre du Conseil Constitutionnel, de sa prolongation au-delà de six mois d'une mission gouvernementale. L'usage qui est fait de la suppléance varie selon les partis et les périodes étudiées et éclaire le mode de formation des élus selon les structures partisans. Si la

carrière professionnelle des suppléants des députés n'est pas la même que leur remplacement fut effectif ou non, il n'en demeure pas moins que la suppléance semble participer à la professionnalisation politique et représenter une des filières d'accès à la carrière politique sous certaines conditions. Elle permet l'acquisition des savoirs-faire et des savoirs être spécifiques à ce métier, que ce soit à l'Assemblée nationale ou en circonscription, pour le travail législatif ou les relations avec les administrés. Lieu d'apprentissage, il permet de faire ses armes.

VASSEUR Olivier : voir à **NDIAYE Abou**

VATAN Sylvain (sylvain.vatan@wanadoo.fr)

Doctorant contractuel / Clersé - Lille 1

RT 12 Sociologie économique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 2)

La tarification dans le secteur de l'aide à domicile. Entre financement collectif non marchand et proto-tarification à l'acte : le cas de la région Nord-Pas de Calais

Le secteur de l'aide à domicile est un champ hétéroclite où se mêlent des activités monétaires et non monétaires, marchandes et non marchandes. Le secteur non marchand constitue l'essentiel de l'activité d'aide à domicile et est financé collectivement par le biais de la tarification. A la base outil de financement du secteur non marchand, cet instrument tend aujourd'hui à glisser vers une proto-tarification à l'acte renforçant le « rôle paramétrique » du prix et la logique marchande. Le cas de la région Nord-Pas de Calais caractérisée par des politiques tarifaires départementales différentes fournit une bonne illustration de ce glissement. A partir des données d'une enquête de terrain menée auprès des organismes d'aide à domicile représentatifs de l'offre dans la région, nous tentons de mettre en relief ce glissement et ses implications sur la structuration de l'offre et la nature de l'activité.

VEITH Blandine (bveith@u-paris10.fr)

IR1 / CNRS

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV H3)

Création variétale et innovation dans le monde des roses à la lumière de l'approche biographique

Comment l'approche biographique peut-elle rendre compte de l'innovation et de la création chez les obtenteurs de roses, ceux qui inventent et introduisent sur le marché de nouvelles variétés horticoles en mobilisant des dimensions esthétique, botanique et génétique, agronomique, économique et sociale, juridique ? Les notices et ouvrages (auto)-biographiques dans l'édition et la presse spécialisée permettent : 1) de retracer l'histoire de la professionnalisation de cette activité ; 2) de repérer les lieux de l'obtention et de la production ; 3) d'identifier les réseaux d'acteurs enrôlés aux diverses étapes des chaînes de coopération, de l'invention d'une rose à ses usages dans les jardins et bouquets ; 4) de suivre la circulation des roses, des savoirs et des techniques, des modèles productifs et commerciaux dans un monde social international depuis ses origines. En pointant des événements critiques, tels les guerres, les rencontres, les voyages et les immobilisations dues à des maladies ou à des emprisonnements, les récits montrent d'une part comment des hybrideurs ont pu concevoir des roses qui sont des tournants dans la création variétale et d'autre part comment des innovations marquantes se sont diffusées dans ce monde social. Y entrer par les biographies des obtenteurs donne à voir comment ont émergé les logiques de marchandisation et de patrimonialisation du végétal qui le traversent ; comment les acteurs les opposent ou les combinent dans leur parcours.

VELKOVSKA Julia (julia.velkovska@orange-ftgroup.com)

Chercheuse en sociologie / Orange Labs et IMM-CEMS-EHESS

ARANGUREN Martin (martin_aranguren@yahoo.com)

Doctorant / Orange Labs et IMM-CEMS-EHESS

RT 23 Travail, activité, technique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h IEP 5)

Le travail du client dans la relation de service : enquête et raisonnement pratique dans un environnement flou

Cette communication part de l'observation que les transformations des relations de service appellent la sociologie du travail à faire place à une nouvelle figure de travailleur : le client. La réalité du travail du client se trouve excéder le périmètre de la coproduction de telle sorte qu'il est possible de dire que toute coproduction est un travail du client, mais tout le travail du client ne se résume pas à l'aspect coproduction dans l'interaction de service. Comment décrire le travail du client comme un phénomène plus global que la coproduction ? C'est la question que nous mettrons à l'épreuve à partir de données audio et ethnographiques de deux terrains d'enquête sur les relations entre une entreprise de télécommunications et ses clients dans le domaine de l'après-vente : d'une part les interactions entre clients et vendeurs en agence et d'autre part, les interactions des clients avec l'interface vocale intelligente de l'entreprise. Nous proposons de documenter le travail du client à partir des actions et des opérations de raisonnement pratique qu'il effectue pour s'adapter à l'environnement créé par l'organisation pour accéder à un service. Ce qui suppose un travail de configuration d'une situation et d'organisation de perspectives d'action (Dewey, Kirsh, Quééré). Le travail du client sera donc examiné en tant que déchiffrement pratique d'environnements de service complexes issus de la montée en puissance de l'automatisation et de la multicanalité.

VELPRY Livia (liviavel@yahoo.fr)

MCF Paris 8 / Cermes3-Equipe Cesames

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 CLV AMPHI H)

Pratiques de soin et gestion dans les hôpitaux psychiatriques : une approche socio-historique

Dans les analyses des évolutions actuelles du système de santé et de l'hôpital en particulier, les transformations organisationnelles semblent le plus souvent être en conflit avec les logiques cliniques. A partir du cas de la psychiatrie, cette communication se propose plutôt d'analyser conjointement l'évolution des conceptions du soin et de leur organisation que véhicule l'hôpital. Depuis l'après-guerre où s'est amorcée une profonde réforme des hôpitaux psychiatriques, cette spécificité s'est traduite en termes d'organisation par la sectorisation, mais également par une autre manière de penser l'hôpital. Cette logique était étroitement articulée à une conception élargie du soin structurée par des références idéologiques importantes, dont la psychanalyse. Ces supports idéologiques ont été mis à l'épreuve par la réalité pratique de l'organisation sectorisée du soin en santé mentale. Le décalage entre les pratiques de soin et leur justification a laissé place à d'autres formes de configuration. Tend alors à s'imposer une autre conception du soin médical en général et psychiatrique en particulier, comme une activité dont on doit pouvoir rendre compte à travers la qualification d'actes techniques. Pour saisir comment ces logiques gestionnaires ont réussi à faire concurrence à la vision portée par les psychanalystes, et comment cela s'est traduit dans l'organisation de l'hôpital, nous nous appuyons sur le cas de l'hôpital du Vinatier de l'après-guerre au début des années 90.

Auteur non communicant : Benoît Eyraud Post-doctorant Larhra-CNRS

VELPRY Livia : voir à EYRAUD Benoît

VELTER Annie (a.velter@invs.sante.fr)

Socio-démographe / InVS

RT 20 Méthodes Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO TD19)

Utilisation d'échantillons de convenance sur internet : intérêts et limites Exemple des enquêtes auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

Au cours de la dernière décennie, l'utilisation d'Internet s'est largement diffusée dans la population française offrant de nouvelles opportunités pour les recherches en sciences sociales et en santé publique. Ainsi, les recherches socio-comportementales auprès de populations difficiles à appréhender comme les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes ce sont multipliées sur internet dans l'ensemble des pays occidentaux. La France suit la même tendance : dès 2004 les internautes de sites communautaires gays étaient interrogés sur leurs modes de vie et leurs comportements sexuels (Enquête Presse Gay). Nous présenterons les avantages et les inconvénients d'une telle méthodologie d'enquête auprès d'une population difficile à recruter à partir de l'expérience des Enquêtes Presses Gay. Nous présenterons la méthodologie mise en place pour la dernière édition de l'enquête qui se déroulera au cours du premier semestre 2011. Nous comparerons les profils des participants à ces enquêtes internet par rapport à ceux interrogés par d'autres modes de recrutement. Nous nous interrogerons sur la notion de représentativité de ces enquêtes internet, sur la faisabilité et l'intérêt d'un redressement socio-démographique de la structure de l'échantillon dans l'optique de décrire au mieux la population investiguée.

Auteur non communicant : Pascale BERNILLON Biostatisticienne InVS

VENEGAS Pablo (Pablo.Venegas-Cancino@etu.upmf-grenoble.fr)

DOCTORANT / Laboratoire de Sociologie de Grenoble EMC2-LSG UPMFGrenoble2

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

La réalité intersubjective de la fiction. La connaissance sociale du récit de fiction.

Notre hypothèse propose que le récit de fiction littéraire est un objet socialement construit, ce qui veut dire que les textes de fiction littéraire ne possèdent pas de signification en soi, mais que celle-ci est construite dans le processus intellectuel et sensible de la lecture, à travers des processus de réception et des opérations cognitives au caractère social. Selon notre approche le sens et la signification de la fiction littéraire est celle qui lui est attribuée par les lecteurs participant de ce que nous appelons l'Institution lecture du récit de fiction (ILDRDF). A l'intérieur de celle-ci les agents jouent un rôle prédéterminé, assument des conventions et appliquent un corpus de connaissances typifiées, des compétences qui orientent leur relation avec le texte, c'est-à-dire, des formes et des façons socialement créées et intériorisées de comment ils doivent vivre leur relation avec l'objet culturel récit de fiction et comment celui-ci doit-être signifié. Pour le lecteur ce savoir faire, tant cognitif qu'émotionnel, est un savoir prédonné disponible dans le monde de la vie quotidienne sous forme de stock de connaissances propre d'un monde intersubjectif qui fonctionne comme cadre commun d'interprétation. Nous proposons donc que l'ILDRDF est une réalité intersubjective, un segment d'emploi du temps habituellement appelé lecture du récit de fiction, dans lequel il existe une cognition partagée et un consensus en relation aux signifiants qui définissent cette situation.

VERDIÈRE Juliette (juliette.verdiere@univ-lille1.fr)

Maître de conférences / Clersé-CNRS / Université Lille 1

RT 4 Sociologie de l'éducation et de la formation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D17)

Vie et survie d'une innovation pédagogique : l'exemple d'un dispositif pédagogique en collège

La communication interroge le contexte de création d'une innovation pédagogique - quelles sont les différentes logiques (pédagogiques, organisationnelles, personnelles) qui peuvent amener un groupe d'enseignants à se mobiliser sur un projet pédagogique collectif - de même que les difficultés de sa pérennisation. Elle s'appuie pour cela sur l'analyse d'un dispositif

pédagogique mis en place dans un collège de la banlieue lilloise, classé en réseau ambition réussite, et qui consiste à réunir dans une même classe des élèves de 6e (puis de 5e) qui rencontrent de très grandes difficultés de lecture et d'écriture à l'entrée en 6e afin de mener un travail spécifique avec eux. La monographie du dispositif a conduit à suivre les moments forts de cette classe pendant l'année scolaire 2008/09 (rentrée, réunion entre enseignants, conseils de classe, réunions avec les parents, sorties des élèves), mais également son travail quotidien (observations en classe), et à mener des entretiens notamment avec les différents enseignants de l'équipe pédagogique du dispositif. L'analyse pointe notamment le paradoxe d'une innovation reconnue par certains aspects (transfert à d'autres collèges notamment) mais qui doit chaque année être renégociée dans l'établissement pour être reconduite, notamment parce que tous les acteurs ne lui assignent pas les mêmes buts. Elle montre également en quoi l'évaluation du dispositif peut, ou pas, l'aider à être pérennisée.

VERLEY Elise : voir à **BONNET Estelle**

VERMETTE Marie-France (mverm083@uottawa.ca)

Doctorante en sociologie / Université d'Ottawa

BASQUE Joëlle (joelle.basque@umontreal.ca)

Doctorante en communication / Université de Montréal

RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ECO 3)

L'identité narrative comme processus de négociation des frontières entre groupes minoritaires et majoritaires

Cette communication vise à explorer l'identité dans sa dimension constitutive et processuelle, dans le contexte des rapports sociaux majoritaires/minoritaires. Ici, l'identité individuelle a une dimension sociale fondamentale puisque que c'est à travers les processus de différenciation et de hiérarchisation sociale que sont créées, reproduites et transformées les frontières entre groupes majoritaires et minoritaires. Ces frontières ont une face interne, ce que le groupe constitue comme étant son patrimoine culturel propre (le rapport à lui-même), et externe, soit la relation objectivable de supériorité et d'infériorité entre un « eux » et un « nous » (le rapport aux autres) (Juteau, 1999). Ces frontières internes et externes rendent opératoires les différences entre les groupes gérées et générées comme ressources symboliques à partir desquelles les individus négocient leur propre subjectivité et leur conscience sociale. Nous proposons que les notions d'identité narrative et de spirale herméneutique, telles que conceptualisées par Ricoeur (1990), permettent de voir cette négociation à l'oeuvre et de comprendre l'établissement des frontières du point de vue de l'agentivité de l'acteur. Nous en faisons la démonstration en analysant des extraits de la commission Bouchard-Taylor, une consultation publique ayant constitué le point culminant d'une controverse sur les revendications des minorités culturelles au nom de la diversité qui a eu lieu au Québec en 2007 et 2008.

VERMOT Cécile (cecilevermot@gmail.com)

Doctorante / Paris Descartes

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 AMPHI 7)

Le processus migratoire : des expériences émotionnelles genrées.

L'Argentine connut entre 1999 et 2003 une suite de catastrophe économique, politique et sociale qui entraîna une importante vague d'émigration principalement en Espagne et aux États-Unis. Si on estime aujourd'hui à un million le nombre d'Argentins qui vivent à l'extérieur, l'émigration argentine est encore un sujet très peu étudiée alors que la subjectivité des migrants selon le genre des individus est encore rarement prise en considération. L'objectif de cette étude est d'analyser les sentiments qui accompagnent le processus migratoire afin de rendre compte de l'influence du genre dans la prise de décision au sein de la migration et dans l'investissement des individus au sein des pratiques familiales transnationales. Les entretiens, effectués à Miami auprès d'Argentins qui ont migré en couple ou seul, et l'observation participante ont permis d'avoir une compréhension globale du phénomène étudié. Les résultats préliminaires montrent que pour tous les individus la migration est un acte d'espérance. Néanmoins, selon la subjectivité du genre (féminin, féminin mixte, masculin, masculin mixte, transitionnel), l'espérance a un sens différent et la migration entraîne l'expérience d'émotions distinctes et parfois contradictoires. Ces émotions sont interconnectées avec la prise de décision de migrer et le type d'investissement au sein de la famille transnationale.

VERON Daniel (daniel.veron@gmail.com)

Doctorant contractuel / Université Paris X / IDHE

RT 2 Migrations, Altérité et Internationalisation Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h AMPHI 7)

La construction politique de la « Colectividad Boliviana » en Argentine : dynamiques, enjeux et contradictions

Le récit national argentin s'est construit autour du mythe du «pays le plus européen d'Amérique Latine». Mythe porteño et élitiste, forgé dans l'opposition entre société blanche aux origines européennes, et «cabras negras», pauvres, foncés de peau, aux origines indigènes. Dans ce récit, l'étranger régional est invisible, confondu dans une altérité sociale floue. Au cours de la période de dérégulation libérale des années 90, la figure de l'étranger régional va connaître une forte visibilité : construction classique d'un bouc émissaire. Les classes populaires sont désormais l'objet d'un processus d'éthnicisation. On distingue paraguayens, boliviens, péruviens ; les mécanismes xénophobes jouant alors à plein. Or, mon enquête (menée dans le cadre d'une thèse qui propose une sociologie de la figure du sans-papiers à partir de trois terrains : Argentine, Canada et France) tend à mettre en évidence que cette ethnicisation des rapports sociaux n'est pas uniquement imposée par le dominant sur le dominé, mais peut au contraire devenir une ressource pour les «minoritaires». Leur construction politique se trouve ainsi scandée par les événements politiques en Bolivie, ce qui participe de la construction d'une identité positive. Toutefois,

notamment parce que la collectivité est structurée par des rapports de classe (beaucoup de petits patrons emploient des compatriotes), cette construction est traversée de contradictions qui complexifient l'analyse en termes d'éthnicisation.

VERPRAET Gilles (verp@ehess.fr)

Chercheur / CNRS LACSO Sphiapole, Université Paris Ouest

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Les différents régimes de la notion de culture : Entre sociologie des profondeurs et société de connaissance

Gurvitch (1958) prônait la sociologie des profondeurs, pour penser au-delà de l'Etat et des modèles de consommation, les modèles symboliques sous jacents. Cette sociologie des profondeurs a été la base pour une critique de la vie quotidienne et pour une étude des pratiques quotidiennes (Lefebvre 1966, Baudrillard, 1968, Raymond, 1973) Avec l'idée de société globale et la formalisation standardisée d'une société de connaissance, d'autres modalités d'expérience de la culture apparaissent. Nous distinguerons la culture de réseau, basée sur l'information et les codes de transfert; la culture de marché basée sur les catégories pragmatiques de transaction et les cultures cosmopolites soutenant de nouveaux échanges culturels et des hybrides culturels Notre exposé s'interroge sur la coexistence et la perturbation de ces deux régimes culturels. Il est possible de soutenir l'effacement des profondeurs par l'accélération des savoirs et des techniques (Heidegger, Sloterdijk, Taccussel). Il est possible d'envisager avec détermination une nouvelle anthropologisation pour articuler ces différents mondes culturels (Morin 1977, Balandier, 1985 Honneth, 1998) . Dans la sociologie basée sur le capital social (Coleman, Putnam), la notion de culture disparaît comme configuration réflexive (Lahire, 1998) C'est l'intérêt de distinguer les différents régimes d'énonciation de la notion de culture, d'examiner leur contribution à une sociologie de la connaissance.

VERPRAET Gilles (verp@ehess.fr)

Chercheur / CNRS LACSO Sphiapole Université Paris Ouest

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 7b (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h PATIO D2)

Fonctionnalisme et différenciation dans les métiers du projet urbain : Les apports de l'approche socio historique

Les métiers de projet en urbanisme recouvrent des formes concurrentielles. Dans les années 1980, les métiers de l'urbanisme s'étaient fait reconnaître comme des professionnels d'un projet urbain contextualisé. Dans les années 1980, apparaît un nouveau profil de gestion des grands projets urbains. La commercialisation de ces profils est attachée au développement d'un nouveau type d'entrepreneurs. Cette production accélérée de projet urbain entrera en crise de marché dans les années 1990. La gestion accélérée des flux financiers débouche sur une crise de surproduction et sur la crise de certaines banques (Aglietta, 1998) . La configuration du champ projet apparaît clivée entre plusieurs filières et plusieurs segments. Au recouvrement des territoires occupationnels (Strauss, 1992) s'ajoute un nouveau partage implicite après la crise de surproduction des années 1990, C'est la régulation professionnelle ex post caractérisée par A Abbot (1988) à défaut de régulation publique des marchés. Nous nous interrogerons sur les décalages entre les approches fonctionnalistes des métiers du projet (un métier, une organisation) et des approches différencialiste centrée sur la diversité des formes d'action et d'occupation et sur la diversification des styles professionnels (Simmel, Becker). Il s'agit d'examiner comment cette tension paradigmatique est féconde ou productrice de nouvelles significations sur le travail culturel, sur les modalités de coopération sociale

VEZINAT Nadège : voir à **PERRIN-JOLY Constance**

VICENTE Michael : voir à **ROUDAUT Karine**

VIDAL Edgard (edgard.vidal1@gmail.com)

Direction Artelogie Revue / CNRS-EHESS

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ARSH AMPHI 1)

La construction d'un réseau international de chercheurs américanistes à travers la revue Artelogie

Artelogie est une revue électronique de recherche américaniste sur les arts : arts plastiques, littérature, danse, musique, photographie, cinéma et vidéo, muséologie et monuments. Editée une fois par an, l'objectif de la revue est d'utiliser les ressources multimédias des supports numériques, tels que internet, ebooks, etc.. pour réaliser des recherches multidisciplinaires sur les œuvres d'art et les artistes dans le domaine des sciences de l'homme (histoire, anthropologie, sociologie, sciences du langage, sciences de la information et la communication, sciences de l'environnement). Ses auteurs s'intéressent aux échanges et au dialogue interculturel entre les deux rives de l'Atlantique et du Pacifique. Le projet vise à apporter des outils méthodologiques aux milieux américanistes travaillant sur l'art en France (voire en Europe) et en Amérique latine. Trois axes sont proposés : - D'une part, une ligne de recherche assez ample pour favoriser un croisement continu des deux familles disciplinaires : sciences de l'homme et sciences du langage. - D'autre part, des techniques liées à la recherche numérique, à partir d'une surface automatisée de recherche, permettant le traitement de grandes quantités de textes et d'images. - Enfin, la mise en circulation des travaux de l'ensemble des chercheurs travaillant sur les divers projets, grâce à la collaboration avec d'autres institutions internationales.

Auteur non communicant : Aline MOCO SILVA MIKLO

VIGNAL Cécile : voir à **MORTAIN Blandine**

VIGOUR Cécile (c.vigour@sciencespobordeaux.fr)

Chargée de recherche CNRS / Centre Emile Durkheim UMR 5116

RT 30 Sociologie de la gestion Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D16)

Un changement sous contrôle. L'introduction de démarche qualité ISO 9001 dans la justice

La comparaison de plusieurs démarches qualité ISO 9001 dans la justice montre que leur mise en œuvre répond d'abord à la quête de légitimation et d'efficacité (réponse au devoir d'innover et attestation de la qualité de la mission accomplie), dans un contexte où l'efficacité et la légitimité des services régaliens sont contestées. Dans certains cas, elle apparaît en partie comme une stratégie d'évitement des sanctions et comme un moyen de faire accepter le travail tel qu'il est accompli (parfois dans une perspective de validation de changements mis en œuvre antérieurement). De plus, la dynamique innovante est circonscrite grâce au contrôle conservé par la hiérarchie sur les processus de normalisation des activités : les règles restent largement définies en interne, bien qu'elles le soient en fonction de critères exogènes, comme en témoigne l'issue des conflits autour de l'habilitation à définir la qualité du travail. Toutefois, les observations et entretiens réalisés montrent que la mise en œuvre d'une démarche qualité constitue un vecteur de changements par l'instrumentation qui l'accompagne, par l'intériorisation de nouveaux critères d'action et surtout par la formation, en situation, des responsables à l'accompagnement du changement (rôle du consultant comme coach dans la transmission d'outils et de principes d'action managériaux dans un univers traditionnellement structuré par les normes juridiques).

VIGOUR Cécile (c.vigour@sciencespobordeaux.fr)

Chargée de recherche CNRS / Centre Emile Durkheim UMR 5116

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 4a (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D1)

Consultants et professionnels du droit : dynamique d'innovation et conflits de juridiction dans la mise en œuvre de démarches qualité dans la justice

L'intervention encore modeste d'« experts en qualité » (consultants, auditeurs, organismes de certification) remet en cause le quasi-monopole des professionnels du droit dans les processus de réformes et de modernisation de la justice. On observe de nouvelles représentations de l'administration, de la justice, de leur rôle et des fondements de leur légitimité, ainsi qu'une redistribution des rapports de force entre groupes porteurs d'expertise. La comparaison de plusieurs processus de démarches qualité ISO 9001 montre que les changements portent parfois plus sur les instruments et les principes orientant l'activité que sur les pratiques professionnelles ou l'organisation du travail. De plus, les luttes autour de l'habilitation à définir la qualité témoignent de conflits de juridiction : la maîtrise de la définition des objectifs et des délais, partiellement contestée par les « experts en qualité » et les « clients », constitue un enjeu majeur pour l'encadrement, qui doit aussi gérer les tensions entre la recherche de « la satisfaction des clients » et la fonction de contrôle assurée par leurs services. Enfin, pour les cadres formés presque exclusivement au droit dans ce secteur d'action publique, le principal apport réside dans le coaching personnalisé et en situation réalisé par le consultant, qui transmet des méthodes, des savoir-faire et des connaissances en management à la fois directement applicables dans leur travail et mobilisables dans d'autres circonstances.

VIGUIER Elsie (elci@free.fr)

Doctorante / Elsie VIGUIER EMC2 UPMF Grenoble 2

RT 10 Sociologie de la connaissance Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD8)

Le concept d'idéologie, un concept problématique.

Si le sociologue tente d'analyser les visions du monde, l'idéologie se posera tel un passage obligé sur le plan théorique. Je souhaite alors recréer ici une discussion entre plusieurs théoriciens sur le concept d'idéologie. Je pense notamment aux auteurs comme Mannheim, Ansart, Habermas, Castoriadis ou encore Gurwitsch. Ce concept théorique dont la définition reste loin d'un consensus devrait, malgré tout, constituer un outil facilitateur dans le processus d'appréhension du réel. Mais qu'en est-il sur le terrain ? En effet, comment le chercheur peut-il analyser telle ou telle représentation comme étant idéologique ? L'idéologie n'est-elle pas pour Horkheimer, le discours de l'autre, de l'adversaire ? Sa seule évocation ne visant alors qu'à détruire cet autre. Comment le sociologue peut-il appréhender l'idéologie car si l'on en croit au contraire, la pensée de Mannheim, l'idéologie comprend plusieurs degrés d'abstraction. Pour reprendre les mots de Fernand Dumont, La notion d'idéologie est la plus irritante. Cela ne tient pas d'abord aux lacunes de la recherche, mais à des traits essentiels de l'objet en cause. L'idéologie est le repoussoir de l'intention scientifique ; par contre, la sociologie doit en faire l'analyse (...) S'il fallait ramener à un seul thème le problème des fondements des sciences qui se préoccupent de l'homme, on commencerait et on conclurait par un débat avec l'idéologie. (F.Dumont, Les idéologies, 1974, p.7)

VILA Romain (vilaromain@msn.com)

Doctorant en science politique / Université Lyon 2

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 IEP 15)

Le lien formation/insertion des jeunes: une entrée pertinente dans le débat syndical sur la sécurisation des trajectoires professionnelles?

Les rapports Boissonnat de 1995 et Supiot en 1999 inaugurent le débat sur la sécurisation des trajectoires professionnelles, questionnement bientôt repris par les centrales syndicales à la fin des années 1990 et au début des années 2000 pour penser les politiques de l'emploi. En parallèle, les mobilisations victorieuses de 1994 contre le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP) et de 2006 contre le Contrat Première Embauche (CPE) réactivent le débat public sur l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes, poussant les centrales syndicales à parfaire leurs propositions sur la question du lien formation/insertion. La

conjonction de ces deux dynamiques érige l'injonction à la professionnalisation comme question sociale centrale pour les organisations syndicales; tandis que la question de l'insertion professionnelle des jeunes est toujours posée, la sécurisation des trajectoires professionnelles pensée en terme de parcours de vie – qu'il s'agisse de la « sécurité sociale professionnelle » avancée par la CGT ou de la « sécurisation des parcours professionnels » proposée par la CFDT – doit inaugurer de nouveaux droits pour les salariés, les protégeant tout au long de leur vie. Sans mobiliser directement les notions d'autonomie et de dépendance, le débat syndical sur la sécurisation des trajectoires professionnelles au regard du lien formation/insertion doit ainsi nous permettre d'interroger l'entrée et la place des jeunes dans ce dispositif.

VILLAFUERTE Susana (susanavillafuerte@msn.com)

Doctorante / LISST-CERS (UMF CNRS 5193) Université de Toulouse2 Le Mirail

RT 14 Sociologie des arts et de la culture Session 2a (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h ARSH TD5)

Les apports créatifs des techniciens à la production des œuvres dans le théâtre d'opéra

Dans les mondes de l'art, l'acte créatif est une pratique quotidienne et collective qui comprend une technique de réalisation. Cependant, le travail « créatif »-« créateur » , de « conception » et de « production » des œuvres artistiques, continue d'être étudié principalement à partir du point de vue des artistes. Nous avons ainsi exploré l'acte créatif dans la quotidienneté du travail collectif de production artistique, cherchant à identifier les éléments de cette action et les sujets de l'action. Cette investigation de la logique des interactions du réseau de coopération en particulier entre l'équipe technique et l'équipe artistique au moment des décisions permet de mieux comprendre les points de contact entre l'art et la technique, entre le rêve et les calculs millimétriques. Nous allons présenter ici les résultats d'une enquête ethnographique menée pendant trois ans au sein du théâtre d'opéra. Nous nous sommes positionnés du point de vue des équipes techniques participant tout au long du processus de production des œuvres. Cette position de l'enquêteur donne accès à des informations complémentaires aux études existantes sur le travail artistique (musiciens, comédiens, chanteurs, etc.). L'observation des moments de réflexion, de discussion, de négociation, de choix, de sélection de solutions permet de pénétrer et d'interroger l'action créative. Ce travail ethnographique met en évidence les apports de l'équipe technique à l'œuvre scénique.

VILLEMIN Virginie (virginievillamin@yahoo.fr)

étudiante / Centre Pierre Naville

GR SVF Sociologie visuelle et filmique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 11)

D'après le colonialisme d'Appadurai à Babel d'Alejandro Gonzales Inaritu

Il s'agira d'appréhender les artéfacts cinématographiques utilisés par Inaritu, pour aborder des questions de microsociologie, pour montrer les rapports de domination sociale entre des individus de cultures différentes, et pour emmener le spectateur vers une dimension macrosociologique. Le cinéma tend à des cognitions sociales individuelles et collectives. La narratologie filmique de Babel, en jouant de l'« ubiquité culturelle » des individus, fait résonance au travail d'Arjun Appadurai sur les ethnoscapes. Déterritorialisés (travail, tourisme), « dé-temporalisés » entre tradition et modernisme, les protagonistes vivent dans une bulle culturelle symbolique où la connaissance de l'Autre est pensée à travers des filtres. La caméra subjective place le spectateur à même le sol dans une famille marocaine, dans une discothèque nipponne, sous la peau d'une jeune fille déviante, sourde et muette. La focalisation narrative externe alterne avec ces plans subjectifs. Le spectateur redevient distancé et peut entreprendre une réflexion /réflexivité sur sa propre identité culturelle. Un film de fiction ne s'inscrit pas dans « un principe de réalité ». Il est possible cependant de penser que le temps pris pour une recherche mêlé à la capacité du cinéma à exposer de l'humain dans l'individu, permet/donne à la sociologie filmique une dimension exponentielle.

VINCENT Jean (jean.vincent@agroparistech.fr)

Chercheur / CNRS-Paris1

RT 16 Sociologie clinique Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D4)

L'innovateur qui publie entre passion, concurrence et instrumentalisation d'autrui

Sauf exceptions rares, l'innovation scientifique est reconnue et encadrée en aval par les publications scientifiques dans les revues les plus reconnues et en amont par l'accès aux financements obtenus dans le cadre d'appels d'offre. A travers deux ou trois exemples significatifs, nous nous proposons de décrire et d'analyser les dimensions institutionnelles, sociales et surtout affectives des dispositifs de publication comme condition d'existence de l'innovation, comme tremplin à la reconnaissance collective et comme facteur d'instrumentalisation possible d'autrui. Cette communication s'appuie sur des entretiens biographiques et sur une intervention auprès d'une équipe d'un organisme de recherche publique. En particulier, le chercheur est passionné par l'œuvre scientifique qu'il construit et le technicien de recherche par son métier exercé de manière coopérative : « Je m'épanouis dans la recherche, la créativité. J'ai le goût de la découverte. Au quotidien, j'essaie de comprendre les mécanismes, c'est ce qui me motive ». Mais, dans certaines configurations, dont nous verrons un cas, des scientifiques peuvent parfois tendre à instrumentaliser des collaborateurs, c'est-à-dire à trop les impliquer sans leur apporter in fine les signes de reconnaissance attendus, ceci se justifiant (?) au nom de cette œuvre et du fait de la compétition au niveau des appels d'offres et des publications (« la recherche ce n'est que des concurrences. Sauf la solidarité qui existe au labo [...] »).

VIVES Claire (clairevives@hotmail.com)

Doctorante / IDHE Nanterre

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 6)

Expérimenter et évaluer pour innover ? Le développement de l'externalisation du placement des demandeurs d'emploi en France et en Angleterre

A partir de 2000 en Angleterre et 2003 en France se développe un nouveau type d'externalisation au sein de ces services publics de l'emploi : accompagnement et placement des demandeurs d'emploi sont intégralement confiés à des opérateurs privés rémunérés en fonction des résultats du placement. Ces programmes concernent, dans un premier temps, l'achat de prestations en nombre limité et font pour la plupart l'objet d'évaluations. En Angleterre, peu avant la mise en œuvre d'un dispositif d'externalisation de plus grande ampleur, le « Flexible New Deal » (FND), est publié en 2007 un rapport intitulé FND evidence paper qui vise à montrer que ce programme a été élaboré à partir des résultats d'évaluations précédentes. En 2009, le Directeur général de Pôle emploi s'appuie notamment sur les évaluations des dispositifs d'externalisation antérieurs qui auraient eu un impact positif sur le retour à l'emploi pour justifier la conclusion de marchés de taille plus importante avec les opérateurs privés. Ces deux exemples illustrent l'usage des évaluations pour légitimer des décisions relatives à ces deux dispositifs. Ces décisions, parce qu'elles s'appuieraient sur des données chiffrées issues des évaluations, sont présentées comme incontestables. A l'inverse de cette vision dépolitisée, cette contribution analyse le contenu, les méthodes et les résultats des évaluations pour questionner leur usage comme outil de légitimation du développement de l'externalisation.

VIVES Claire (clairevives@hotmail.com)

Doctorante / IDHE Nanterre

RT 18 Sociologie des Relations Professionnelles Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D18)

Une institution paritaire saisie par ses innovations managériales : le cas de l'assurance chômage (1993-2008)

Cette contribution étudie les innovations managériales introduites dans le régime français d'assurance chômage entre 1993 et 2008. Cette institution paraît « inclassable ». Institution paritaire en charge de l'indemnisation de certains demandeurs d'emploi, elle s'apparentait à un organisme de sécurité sociale. Or, en France, elle était une des composantes du service public de l'emploi. L'UNÉDIC est une association, donc un organisme privé à but non lucratif, dont la mission est avant tout d'assurer l'équilibre entre contributions salariales perçues et indemnités versées. Que ce soit celles de « public », « privé », « service public », ou « organisme de protection sociale », aucune de ces catégories ne permet d'appréhender cette institution. Pour contourner cette difficulté, nous proposons ici de l'étudier à partir de ses dispositifs de gestion. De 1993 à 2008, plusieurs innovations managériales ont été introduites : certification des comptes, restructuration des ASSÉDIC, inscription dans des démarches de certification qualité, etc. Cette évolution soulève deux questions principales. D'une part, quelles organisations patronales et / ou syndicales sont intervenues pour introduire ces dispositifs ? D'autre part, si on pose les innovations managériales comme destinées à améliorer la performance d'une organisation, pourquoi ces dispositifs ont-ils été introduits ? Y répondre permet de saisir les modalités de prise de décision et les finalités de cette institution.

VIVIER Géraldine (vivier@ined.fr)

Ingénieur de Recherche / INED

RT 20 Méthodes Session 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO TD19)

Mais pourquoi diable répondre à une enquête ? Vécus et motivations de participants à un suivi de cohorte.

La réussite des enquêtes quantitatives en sciences sociales dépend du niveau de participation des enquêtés et dans le cas d'études prospectives, de sa continuité au fil du temps. Enjeu méthodologique majeur, la participation est pourtant souvent abordée en creux, via la non-participation : on calcule le taux de refus, l'attrition, on analyse les motifs de refus, les biais de sélection... On s'interroge en revanche assez peu sur les motivations de ceux qui, au contraire, ont accepté de répondre, voire de s'engager dans un suivi de cohorte. Alors que les enquêtes prospectives se multiplient et que les taux de réponse déclinent, tentons d'inverser le regard en abordant la participation du point de vue des participants. Pourquoi répondre à une enquête, voire à plusieurs ? Comment les enquêtés se représentent-ils les recherches, leurs objectifs, leurs acteurs ? Comment perçoivent-ils leur place dans le dispositif ? Comment participent-ils ? Quels sont, de leur point de vue, les termes de l'échange ? Et quel impact ce vécu a-t-il sur leur participation et les données ? A partir de l'analyse d'entretiens exploratoires menés avec 20 participants à la cohorte Inserm GAZEL, choisis au regard de leurs caractéristiques individuelles et de leurs trajectoires de participation à un questionnaire annuel depuis 1989, il s'agit, à la croisée d'enjeux méthodologiques et éthiques, de questionner les interactions entre chercheurs et enquêtés et de réfléchir aux pistes d'amélioration possibles.

WARIN Philippe (philippe.warin@iep-grenoble.fr)

DR CNRS / UMR 5194

RT 6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités Session 4b (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h CLV H1)

« Le non-recours aux droits comme question publique : innovations dans la production des politiques sociales

Depuis une décennie, la question du non-recours aux droits sociaux et services publics entre dans le radar des acteurs institutionnels et administratifs, nationaux et locaux, des politiques sociales. Les raisons de cet intérêt sont multiples et s'entremêlent selon que le non-recours est considéré comme un indice de contre-performance des systèmes gestionnaires voire d'échec des politiques, un indicateur du creusement des inégalités et un risque de désolidarisation, et/ou un référentiel d'action permettant de justifier des réformes. Il s'agit ici de présenter les réponses mises en œuvre pour réduire ou prévenir le non-recours afin d'indiquer et discuter les possibles innovations en termes de : construction d'informations administratives et

d'évaluation de l'effectivité de l'offre publique ; démarches proactives de recherche de droits potentiels ; mobilisation d'acteurs institutionnels, associatifs et de citoyens/habitant/usagers dans le repérage en continu de situations de non-recours et l'intervention collective dans la définition et la mise en œuvre des droits sociaux ; définition de l'offre partant de la demande sociale. Nous mettrons en discussion l'hypothèse selon laquelle la qualification des innovations en termes d'adaptation ou de changement dépend in fine du type de rapport social aux destinataires auquel les acteurs se réfèrent ; c'est ce qui donne aux innovations en question une dimension politique principale.

WATHELET Olivier : voir à **DANESI Giada**

WATOR Monika (watormonika@yahoo.fr)

ATER Rennes 1 / CRAPE

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D3)

L'impact de l'ouverture du marché du travail européen sur la famille polonaise : le phénomène des euro-orphelins ou la parentalité à distance.

Depuis l'intégration à l'Union Européenne en 2004 et l'ouverture du marché du travail occidental aux travailleurs de l'Est, la Pologne a connu la plus importante vague d'émigration depuis la Seconde Guerre mondiale. La possibilité d'améliorer le niveau de vie grâce à un emploi mieux rémunéré en Europe, de se réaliser professionnellement ou d'acquérir de la reconnaissance a séduit beaucoup de Polonais, d'autant plus que le développement des moyens de transport, notamment des compagnies à bas coût, a rendu les déplacements moins contraignants. Ce phénomène a eu un impact direct sur la structure de la famille polonaise. Certes, les migrations ne constituent pas un fait nouveau en soi en Pologne, mais leur ampleur, leurs raisons et la forme qu'elles prennent semblent nouvelles. La libéralisation du marché, qui a produit une concurrence accrue, demande en effet non seulement l'amélioration de la qualité de la production des biens matériels mais aussi la production d'un capital humain de haute qualité. Ce sont alors souvent les parents des enfants scolarisés qui émigrent afin de leur offrir un meilleur avenir, ce qui passe par une bonne formation, de plus en plus coûteuse. De nombreux enfants restés en Pologne se sont ainsi retrouvés séparés d'un ou de deux parents. La présente communication s'intéresse à l'impact de l'ouverture du marché du travail en Europe sur les reconfigurations des rapports familiaux : la parentalité à distance ou par intermittence.

WEILL Pierre-edouard (pierre-edouard.weill@misha.fr)

ATER en Science Politique / GSPE/Université de Strasbourg

RT 13 Sociologie du droit et de la justice Session 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h IEP 13)

Qui sait faire valoir le DALO ? Compétence des requérants et judiciarisation de l'action publique.

La Loi sur le Droit au logement opposable tend à substituer une obligation de moyens à une obligation de résultats, fondée sur le recours individuel à la justice administrative. Or la juridicisation de la responsabilité de l'Etat n'entraîne pas nécessairement la judiciarisation de l'action publique en matière de logement des ménages répondant aux critères de la Loi. L'obtention d'un statut de « prioritaire » auprès de commissions de médiation, qui ouvre la possibilité du contentieux devant le tribunal administratif, nécessite la mise en œuvre de « savoir-être » et de « savoir-faire » inégalement distribués et accessibles aux requérants. La construction de types de compétences, empiriquement nourris et illustrés, permet de comprendre et d'expliquer la possibilité du recours à la justice administrative. Il s'agit de retranscrire les manières de faire valoir le DALO, liées au sentiment, socialement fondé et situé, de capacité à acquérir et mobiliser ces savoirs. Un 1er type d'incompétence rassemble des individus investissant faiblement la procédure, à proximité du point de non-recours. Un 2e type de compétence déléguée définit des requérants convaincus de la nécessité de confier l'exercice des savoirs à des intermédiaires pour faire valoir leur intérêt. Un troisième type caractérise des individus ayant un sentiment de compétence mais des savoirs insuffisants. Un 4e type de compétence mobilisée singularise des requérants dont le recours au DALO revêt une signification politique.

WILKINS-LAFLAMME Sarah (sarah.wilkinslaflamme@nuffield.ox.ac.uk)

étudiante au doctorat / University of Oxford

RT 43 Sociologie et religions Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h PATIO D5)

Les données ecclésiales normalisées par des données démographiques : avantages et inconvénients d'une technique peu employée en sociologie des religions

Les statistiques religieuses, les études de cas d'individus et d'événements symboliques, les analyses de contenu de sites internet et de documents produits par l'Église ; les sociologues possèdent actuellement une gamme étendue de techniques pour étudier le champ religieux. Cela dit, certaines de celles-ci sont davantage employées que d'autres. Parmi les méthodes quantitatives en sociologie des religions, l'analyse des résultats d'enquêtes générales de la population dominant. Une source alternative de mesure de tendances religieuses demeure alors dans l'ombre : les données ecclésiales. Celles-ci, récoltées par les Églises, comprennent des informations à l'égard d'un grand nombre d'indicateurs religieux, tels les baptêmes, les premières communions, les confirmations, la présence à la messe dominicale, les mariages, les funérailles, etc. Dans le cadre de la communication, les moyens de mise en relation de ces statistiques avec des données démographiques seront élucidés et illustrés par un travail de recherche original. L'évolution des taux de naissances baptisées dans la province de Québec (Canada) de 1970 à 2007 sera prise comme exemple principal, montrant une variété de techniques possibles. De plus, les avantages et les inconvénients des données institutionnelles, dans ce cas ecclésiales, seront comparés avec ceux des données d'enquêtes. Cela dans le but de mieux cerner certaines particularités des choix méthodologiques actuellement ouverts aux sociologues.

WOOLLVEN Marianne (marianne.woollven@ens-lyon.fr)

Doctorante / Centre Max Weber (UMR 5283) - Equipe DPCS

GT 44 Justice sociale et sentiment d'injustice Session 3b (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 5)

La dyslexie comme besoin éducatif particulier à l'école ordinaire

La notion de besoin éducatif particulier, mobilisée dans le domaine éducatif français depuis quelques années, décrit des réalités très différentes, du handicap aux gens du voyage. Les troubles des apprentissages relèvent donc de cette catégorie. Le cas de la dyslexie permet de montrer que cette notion ne reflète pas qu'une évolution institutionnelle, mais correspond à des revendications de parents pour la prise en charge d'enfants considérés comme « particuliers » dans l'enseignement ordinaire démocratisé. Sur la base du questionnement et du travail empirique issus d'une thèse en cours (portant sur la genèse et la mise en œuvre de la catégorie de dyslexie en France et au Royaume-Uni) nous interrogerons la notion de besoin éducatif particulier pour comprendre dans quelle mesure elle permet de définir, en théorie et en pratique, un enseignement juste pour chaque élève, alors même qu'il peut être identifié comme différent par plusieurs acteurs, appartenant ou non à l'institution scolaire. Nous verrons d'abord la genèse de la notion, des années 1970 à aujourd'hui. Nous étudierons ensuite les transformations induites au sein de l'institution scolaire (prise en charge, collaboration entre acteurs scolaires et extra-scolaires). Nous nous intéresserons enfin aux revendications d'associations de parents d'enfants dyslexiques. Comment comprendre ces exigences de singularité, dans le cadre d'un enseignement démocratisé, ces revendications de justice au nom d'une différence ?

WU Zhen (venersezw@yahoo.com.cn)

Doctorant / Université de Toulouse Le Mirail

RT 33 Famille, vie privée, vie publique Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D3)

Les changements de l'éducation familiale dans la société chinoise contemporaine: l'adolescence à Jinan (Chine)

L'intérêt de cette recherche est de découvrir et de saisir les liens entre les changements de l'éducation familiale des adolescents et la transformation du système social en Chine. Les adolescents, leurs familles et les communications intergénérationnelles impliquent effectivement les influences des valeurs, des organisations, des politiques, ainsi que des crises dans une ancienne société traditionnelle face à la modernisation et à la mondialisation. Pour démontrer ces liens, nous prenons le cas de Jinan, une ville marquée par la naissance et la persistance de la mentalité confucianiste. A travers les enquêtes quantitatives et qualitatives sur le terrain, nous avons l'intention de décrire de nouvelles relations adultes-adolescents dans les familles chinoises d'aujourd'hui. Par ailleurs, les analyses documentaires concernant l'histoire de la famille et de l'éducation nous permettent simultanément de comparer les sociétés chinoises des différentes époques. A partir de cette comparaison, nous voudrions enfin ouvrir une réflexion sur le moteur social des changements de l'éducation familiale et de la vie des adolescents chinois.

WUILLEUMIER Anne : voir à **PURENNE Anaïk**

ZABBAN Vinciane (vinciane.zabban@univ-mlv.fr)

Chercheur / UPEMLV / LATTs

RT 29 Sciences et techniques en société Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 ECO 4)

« World Edit ». Ce qui se passe autour de l'outil de mise en place d'un monde virtuel.

Les jeux en ligne sont depuis une dizaine d'années étudiés presque exclusivement comme des objets socioculturels, au risque de limiter leur définition à celle d'espaces déjà là, et de reléguer à l'arrière-plan, ce faisant, la question de leur conception comme celle de leur cadrage technique. On part ici à l'inverse d'un matériel de terrain riche (notes, archives, documents, entretiens) concernant la conception de l'un de ces univers, matériel recueilli à l'occasion d'une observation participante menée dans le studio de développement d'un jeu multijoueur en ligne. Ce matériel a fait ressortir la complexité du travail de définition d'un univers de jeu qui s'étend sur plusieurs années et doit articuler les conceptions et pratiques de nombreux acteurs. Nous proposons ici de nous pencher sur ces processus de définition d'un monde de techniques, de représentations et de pratiques, en prenant pour point de départ l'outil interne d'édition du monde de jeu : « World Edit ». Ce logiciel est, à l'origine du projet, créé par les programmeurs à l'usage des designers. Un an après un début d'exploitation commerciale chaotique du jeu, il devient à l'origine d'un kit d'édition de scénario à l'usage des joueurs. Concentrer l'analyse autour de cet outil, qui se trouve à la jonction de plusieurs des mondes sociaux impliqués dans la définition de l'univers, permet de suivre avec une certaine cohérence les dimensions dynamiques, ambivalentes et négociées de la conception d'un monde virtuel.

ZAFFRAN Joël présence à confirmer (joel.zaffran@u-bordeaux2.fr)

Enseignant Chercheur / Université Bordeaux Segalen

RT 15 Jeunesse, Ages de vie, Générations Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 IEP 15)

Les temps de l'adolescence : temps perdu et temps retrouvé

Pourquoi les adolescents et les adolescentes ne vont pas là où l'on voudrait qu'ils soient ? pourquoi ne font-ils pas ce que l'on voudrait qu'ils fassent ? Pour répondre, même partiellement, on choisit une analyse par la structure des temps sociaux marquée par des contraintes dues au temps scolaire. En supposant que la dominance du temps scolaire rend nécessaire les aménagements d'un temps à soi, on verra que la capacité à lier au mieux ces temps sociaux participe pleinement à l'expérience de l'adolescence.

ZAMORA Daniel (daniel.zamora.vargas@ulb.ac.be)

Doctorant / ulb

GT 45 Sociologie des conflits Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD 2)*Saul Alinsky, le conflit et l'action collective*

Saul Alinsky constitue l'une des figures les plus emblématiques de la culture populaire radicale aux États-Unis des années trente aux années septante. À ce titre, il est une référence dans la vie politique américaine encore à ce jour, ayant eu une influence non négligeable sur des figures actuelles telles que Hillary Clinton ou Barack Obama avant leurs parcours au sein du parti démocrate. Il est souvent considéré comme l'un des « pères » du « community organizing ». C'est donc pour son activité militante et ses nombreuses organisations de quartier qu'il a construites de la fin des années 30 jusqu'à sa mort en 1972, qu'il est surtout reconnu. Son travail nous intéresse spécifiquement en ce qu'il apporte une réflexion importante sur le rôle du conflit dans l'organisation et l'action sociale. Deux aspects feront l'objet de notre communication. Tout d'abord l'importance de la stratégie conflictuelle d'Alinsky et sa théorie implicite du pouvoir et de « l'empowerment ». Ensuite sa pensée sur le conflit beaucoup soulignant la question de la créativité. Alinsky aime polariser les enjeux, catalyser l'action autour de problèmes faisant polémique. Ses actions seront ainsi des actions militantes, demandant de la créativité de la part des membres, créant de la solidarité au sein du groupe et un esprit de corps. Cette approche postule donc trois choses centrales pour l'organisateur ou le conflit est central; une théorie du pouvoir, la cohésion et la créativité.

ZAMORA Daniel (daniel.zamora.vargas@ulb.ac.be)

Doctorant / ULB

RT 34 Sociologie politique Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 PATIO D25)*Saul Alinsky et la contestation sociale. Pouvoir, institutions et action collective chez Saul Alinsky*

Saul Alinsky est un sociologue militant de Chicago peu connu en Europe. Il sera cependant l'un des fondateurs du « community organizing » dans sa tradition la plus radicale et d'inspiration syndicale. Sa pratique de militant va pourtant lui permettre de développer une vision très novatrice du pouvoir et de l'action collective des opprimés. Celle-ci va questionner ouvertement le rapport que doivent entretenir les dépossédés vis-à-vis des institutions et du pouvoir d'État. Ainsi, au travers de l'exemple historique du grand débat sur la lutte contre la pauvreté (« war on poverty ») aux États-Unis nous allons analyser la conception du pouvoir que développe Alinsky et sa critique des formes institutionnelles de l'aide sociale. S'opposant ainsi aux programmes de Lyndon Johnson Alinsky critique les formes d'assistance sociale qui ne donnent aucun pouvoir aux pauvres, aucune autonomie organisationnelle ou politique. Seules des réformes étant le produit de l'action collective des pauvres eux-mêmes sont à même de leur donner l'émancipation à laquelle ils aspirent. De ce point de vue nous voudrions questionner l'idée souvent répandue d'une « main gauche » et une « main droite » de l'État. La « main gauche » devenant ici aussi celle du contrôle et de l'atomisation des opprimés face à l'État, celle de la désorganisation des opprimés et de la concentration de la classe dominante.

ZIELESKIEWICZ Aurélien (lawrel@laposte.net)

Doctorant / laboratoire ERASE 2L2S METZ

RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques Session 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 AMPHI 8)*Analyse factorielle du boom du nombre d'enseignants professionnels de tennis dans les clubs (2000-2011)*

De 2000 à 2011 en France, le nombre d'enseignants professionnels de tennis diplômés d'État (D-E) a doublé (passant de 3 000 à 6 000). Paradoxalement les effectifs de la FFT sont eux restés stables aux alentours de 1 100 000 licenciés. 5 500 D-E exercent au quotidien dans les clubs. Ce sont principalement ces individus qui feront l'objet de cette intervention. Ils diffusent un apprentissage de la pratique tennistique désormais professionnalisé et institutionnalisé. Quelles sont les facteurs ayant encouragé ce boom ? Quelles en sont les conséquences sur la profession et les professionnels ? L'interdépendance de plusieurs phénomènes (Objectifs sportifs de la FFT, développement de la pratique encadrée du tennis, politique d'État sur l'emploi par le sport, substitution des bénévoles...) justifie la hausse de l'emploi de D-E dans les clubs, ce qui va avoir des conséquences sur la profession en elle-même. Les qualités de jeu, la formation et l'expérience fondent la posture d'« expert » des D-E. Toutefois, le rôle, les fonctions, les attentes dont les D-E font l'objet se modifient. Cette profession se trouve de plus en plus segmentée au travers de sa réalité effective. Sous un même titre elle héberge des situations quotidiennes très différentes. Le cadre d'exercice, les vocations, le type de clientèle, les salaires perçus, même le niveau de jeu du D-E sont des éléments qui symbolisent les nombreuses fragmentations quotidiennes vécues d'un D-E à l'autre.

ZIMMERMANN BENEDICTE (Benedicte.Zimmermann@ehess.fr)

Directrice d'études / EHES

RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV H3)*Parcours professionnels en régime flexible : le travail à temps partagé comme laboratoire d'analyse*

Le parcours est devenu en France une notion clé des réformes des politiques de l'emploi et du travail. Mais que recouvre au juste cette nouvelle sémantique du travail ? Après avoir positionné la notion par rapport à celle de trajectoire, d'itinéraire et de carrière, nous en proposerons une conceptualisation sociologique à partir de trois dimensions : historique, relationnelle et réflexive. Ces dimensions orientent l'analyse vers une sociologie de l'expérience qui, d'une part, met l'accent sur l'étude des interactions entre une personne et son environnement, d'autre part, déborde la seule activité professionnelle pour considérer ses interdépendances avec les autres sphères de la vie. S'appuyant sur les résultats d'une enquête qualitative sur les groupements d'employeurs interprofessionnels, dispositif innovant qui promeut le travail à temps partagé auprès de différentes entreprises,

l'analyse met en évidence l'importance de la capacité à surmonter les épreuves et à en faire sens dans la constitution des parcours professionnels ; elle montre par ailleurs comment, au-delà des compétences individuelles et de la qualité de l'environnement, la conjonction des variables d'âge, de qualification et de genre conditionne les possibilités de conversion des parcours professionnels en carrière. Ce faisant, elle pointe les nouvelles inégalités sociales qu'alimente la sémantique des parcours au travail.

ZIMMERMANN Hélène (helene.zimmermann@yahoo.ca)

Ingénieure de recherche / Université Laval

RT 1 Savoirs, travail et professions Session 6a (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30 PATIO D1)

Trouver sa voie entre responsabilité professionnelle et contrainte organisationnelle : le cas des conseillers en placement financier au Québec.

Cette communication vise à présenter les résultats d'une étude qualitative interdisciplinaire (sociologie, anthropologie, droit), auprès de professionnels œuvrant dans le secteur des placements financiers au Québec (Brisson, Taché, Zimmermann, Mabit et Crête, 2010). Au Canada comme en France, le secteur des services financiers a récemment été l'objet de scandales qui affectent les professionnels eux-mêmes. C'est à eux que nous nous intéressons, plus précisément aux représentants des courtiers en placement (« conseillers en placement »). Dans ce contexte, nous nous sommes penchées sur les représentations et les pratiques de ces intermédiaires financiers à l'égard de l'environnement réglementaire dans lequel ils évoluent, alors que le renforcement des mécanismes de surveillance et de contrôle est souvent invoqué comme une solution aux pratiques fautives. Pour la présente communication, l'analyse portera sur les questions suivantes : dans leur contexte de pratique professionnelle, comment les conseillers en placement québécois se réapproprient-ils les normes juridiques auxquelles ils sont soumis ? Comment composent-ils avec les tensions entre les logiques commerciales du secteur financier et les principes juridiques et déontologiques auxquels ils sont soumis ? Plus largement, cette analyse contribue à l'étude de la professionnalisation d'activités professionnelles dominées par des principes marchands (processus qui passe, entre autres, par une réglementation renforcée).

Auteurs non communicants : Geneviève Brisson Professeure associée Université Laval (Québec), Priscilla Taché Ingénieure de recherche Gouvernement du Québec

ZOLESIO Emmanuelle (emmanuelle.zolesio@ens-lyon.fr)

Jeune docteur / Centre Max Weber

RT 24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité Session 1 (mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30 ARSH TD3)

Femmes chirurgiens et innovation managériale

Cette proposition s'appuie sur un abondant matériau qualitatif mené dans le cadre d'une thèse sur les femmes chirurgiens (Zolesio, 2010). Nous avons réalisé dans ce cadre une soixantaine d'entretiens avec des chirurgiens des deux sexes (une quarantaine avec des femmes, une quinzaine avec des hommes) et suivi sept femmes chirurgiens dans six services différents pendant une durée de quinze jours à deux mois. Il s'agira dans cette communication d'étudier cette population de femmes en chirurgie digestive, arrivée récemment dans la profession et étant encore très minoritaire (elles représentent à peine 10 % des effectifs). Cette arrivée des femmes dans une profession hautement technique, constitue déjà en soi une innovation. Mais il faut souligner en plus qu'elle met en œuvre des modalités de management des équipes chirurgicales bien différentes de celles des hommes. Nous prolongeons ainsi les travaux de Joan Cassell. L'auteur identifie un leadership « masculin » basé sur l'affirmation des rapports hiérarchiques, sur l'autorité, la sanction et « l'enseignement par l'humiliation ». Le leadership « féminin » serait caractérisé au contraire par le souci de l'autre, par l'encouragement, la récompense et l'humour complice (Cassell J., 2000, pp. 65-66). Or il apparaît qu'au leadership autoritaire voire « dictatorial » mené tendanciellement par les hommes chirurgiens, les femmes opposent un leadership plus « féminin » fait de care et d'attention à la personne.

ZOLESIO Emmanuelle (emmanuelle.zolesio@ens-lyon.fr)

Jeune docteur / GRS

RT 19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap Session 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h CLV AMPHI H)

« Femmes chirurgiens et innovation managériale »

L'arrivée des femmes dans une profession hautement technique comme la chirurgie, constitue déjà en soi une innovation. Mais il faut souligner en plus que celles-ci mettent en œuvre des modalités de management des équipes chirurgicales bien différentes de celles des hommes. Nous prolongeons ainsi les travaux de Joan Cassell, anthropologue américaine ayant travaillé sur les femmes chirurgiens également. L'auteur identifie un leadership « masculin » basé sur l'affirmation des rapports hiérarchiques, sur l'autorité, la sanction et « l'enseignement par l'humiliation » (explosions de colères, moqueries, surnoms grossiers). Le leadership « féminin » serait caractérisé au contraire par le souci de l'autre, par l'encouragement, la récompense et l'humour complice (Cassell J., 2000, pp. 65-66). Or il apparaît qu'au leadership autoritaire voire « dictatorial » mené tendanciellement par les hommes chirurgiens, les femmes opposent un leadership plus « féminin » fait de care et d'attention à la personne. Les femmes chirurgiens doivent donc « innover » puisqu'elles n'ont pas de modèles féminins lorsqu'elles entrent dans la profession, faute de femmes à des postes de direction. Est-ce à dire qu'elles remettent en cause les standards de la profession chirurgicale ?

ZUFFEREY Eric (eric.zufferey@unifr.ch)

Assistant de recherche FNRS / Université de Fribourg, Suisse

RT 26 Réseaux Sociaux Session 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30 ECO 5)

Transformations des représentations morales et politiques : les apports d'une analyse qualitative des réseaux sociaux

Nous menons actuellement dans le contexte suisse une recherche sur les transformations des représentations morales et politiques au sein de trois milieux professionnels contrastés : les agriculteurs, les ingénieurs et les directeurs de ressources humaines. Notre démarche vise à comprendre comment s'articulent les formes de socialisation et les configurations relationnelles au fil des trajectoires, en tenant compte des relations au travail et hors travail. Dans un premier temps, nous discuterons les apports et les limites d'une approche méthodologique diversifiée : une cinquantaine d'entretiens biographiques sont combinés à une analyse qualitative des réseaux égocentrés et à des observations ethnographiques en cours. Dans un second temps, nous présenterons nos résultats en examinant de quelle manière les cercles de relations participent à la transformation des représentations individuelles. Nous nous intéressons particulièrement à l'histoire des réseaux individuels et au sens que les individus leur accordent dans leur récit biographique. En fonction des étapes de la trajectoire, un individu peut avoir plusieurs « strates » de relations qui se rapportent à des logiques d'actualisation contrastées des représentations. Cet angle d'analyse permet de comprendre comment s'articulent formes de socialisation, configurations relationnelles et représentations morales au fil du temps.

Auteurs non communicants : Muriel Surdez, Ivan Sainsaulieu LISE CNRS/CNAM, Fabrice Plomb, Francesca Pogia tous Université de Fribourg.

ZUFFEREY Eric (eric.zufferey@unifr.ch)

Assistant de recherche FNRS / Université de Fribourg, Suisse

SAINSAULIEU Ivan (isainsau@iresco.fr)

Sociologue / LISE-UMR CNAM/CNRS

RT 29 Sciences et techniques en société Session 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h ECO 4)

Innovation technologique et management par projet : quelle incidence pour l'autonomie des ingénieurs ?

En nous basant sur une enquête ethnographique en cours, nous montrerons de quelle manière l'autonomie au travail des ingénieurs en nanotechnologies se recompose face aux changements qui touchent leur activité, à l'instar de l'évolution des technologies et de la diffusion du management par projet, des processus qui peuvent être renforcés par une conjoncture économique difficile. Si des mécanismes de déprofessionnalisation sont à l'œuvre, les ingénieurs sont en mesure de s'en accommoder. Qu'il s'agisse de l'introduction d'une nouvelle technologie dans les procédés de production ou des transformations qui touchent l'organisation du travail technique, les ingénieurs voient certains pans de leur activité passer par un processus de formalisation qui leur échappe en partie, à l'instar de l'importance croissante des contraintes clients et budgétaires, en partie intériorisées. Malgré ces constats, notre matériau montre comment les ingénieurs s'organisent pour maintenir leur position au sein de l'entreprise. Même s'ils forment un groupe disparate et sont différemment affectés les changements en cours, les ingénieurs vivent des impératifs d'interprofessionnalité basés des enjeux communicationnels (coordination, échange d'informations) et tirés par des impératifs commerciaux à court-terme.

Auteurs non communicants : Muriel Surdez professeur Université de Fribourg, Fabrice Plomb maître d'enseignement et de recherche Université de Fribourg, Francesca Pogia professeure Université de Fribourg.

ZUNE Marc : voir à **DEMAZIÈRE Didier**

Sommaire détaillé des RT/GT et des sessions

CASP Comité d'Action Sociologie Professionnelle.....	26
RT1 Savoirs, travail et professions	26
RT2 Migrations, Altérité et Internationalisation.....	29
RT3 Normes, déviances et réactions sociales	30
RT4 Sociologie de l'éducation et de la formation	31
RT5 Classes, inégalités, fragmentations	33
RT6 Politiques sociales, protection sociale et solidarités	34
RT 7 Vieillesse, vieillissement et parcours de vie.....	36
RT 8 Sociologie du militaire : sécurité, armées et société	37
RT9 Sociologie de l'urbain et des territoires.....	37
RT 10 Sociologie de la connaissance.....	39
RT 11 Sociologie de la consommation et des usages	40
RT12 Sociologie économique.....	41
RT13 Sociologie du droit et de la justice	42
RT14 Sociologie des arts et de la culture.....	43
RT15 Jeunesse, Ages de vie, Générations	45
RT16 Sociologie clinique	46
RT 17 Gestion politique du corps et des populations	46
RT18 Sociologie des Relations Professionnelles	47
RT19 Santé, Médecine, Maladie et Handicap.....	48
RT 20 Méthodes	50
RT 21 Mouvements sociaux	51
RT 22 Parcours de vie et dynamiques sociales	52
RT 23 Travail, activité, technique.....	53
RT24 Genre, Classe, Race. Rapports sociaux et construction de l'altérité.....	54
RT25 Travail, organisations, emplois	55
RT26 Réseaux Sociaux.....	57
RT 27 Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs	58
RT28 Recherches en sciences sociales sur la sexualité	59
RT 29 Sciences et techniques en société.....	60
RT30 Sociologie de la gestion	62
RT 31 Sociologie du sport et des activités physiques	62
GT32 Sociologie des systèmes complexes	64
RT 33 Famille, vie privée, vie publique.....	64
RT34 Sociologie politique	65
RT 35 Sociologie du monde associatif	66
RT36 Théories et paradigmes sociologiques	67
RT37 Sociologie des médias.....	68
RT38 Sociologie de l'environnement et des risques	68
RT 39 Identité - subjectivité - revendication - changement social.....	70
RT40 Sociologie des institutions	71
GT41 Corps, technique et société	71
GT42 Sociologie des élites	72
RT 43 Sociologie et religions	74
GT44 Justice sociale et sentiment d'injustice.....	74
GT45 Sociologie des conflits.....	76
GR SVF Sociologie visuelle et filmique.....	77
GR FCQ Formation, certification, qualification	78
GR A.R.T.S Articulation-recomposition des temps sociaux	78
Charte de déontologie de l'AFS	78
openedition.org (revues.org, calenda, socio-logos) et ASES.....	79
Sessions 1(mardi 5 juillet 2011 - 14h30/16h30)	80
Sessions 2 (mardi 5 juillet 2011 - 17h/19h)	88
Sessions 0 du mercredi à l'heure du déjeuner.....	96
Sessions 3 (mercredi 6 juillet 2011 - 14h30/16h30)	97
Sessions 4 (mercredi 6 juillet 2011 - 17h/19h)	106
Sessions 0 du jeudi à l'heure du déjeuner	114
Sessions 5 (jeudi 7 juillet 2011 - 14h30/16h30).....	115
Sessions 0 du vendredi à l'heure du déjeuner	123
Sessions 6 (vendredi 8 juillet 2011 - 13h30/15h30).....	124
Sessions 7 (vendredi 8 juillet 2011 - 16h/18h).....	129